



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115490914>

C-21

C-21

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-21

PROJET DE LOI C-21

An Act to amend the Criminal Code and the Firearms Act (non-
registration of firearms that are neither prohibited nor
restricted)

Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les armes à feu
(non-enregistrement des armes à feu ni prohibées ni à
autorisation restreinte)

FIRST READING, JUNE 19, 2006

PREMIÈRE LECTURE LE 19 JUIN 2006

THE MINISTER OF PUBLIC SAFETY

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE



SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* and the *Firearms Act* to repeal the requirement to obtain a registration certificate for firearms that are neither prohibited firearms nor restricted firearms.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* et la *Loi sur les armes à feu* pour supprimer l'obligation d'obtenir un certificat d'enregistrement à l'égard des armes à feu qui ne sont ni prohibées ni à autorisation restreinte.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-21

PROJET DE LOI C-21

An Act to amend the Criminal Code and the Firearms Act (non-registration of firearms that are neither prohibited nor restricted)

Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les armes à feu (non-enregistrement des armes à feu ni prohibées ni à autorisation restreinte)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

1995, c. 39,
s. 139

1. (1) Subsections 91(1) and (2) of the *Criminal Code* are replaced by the following:

1. (1) Les paragraphes 91(1) et (2) du *Code criminel* sont remplacés par ce qui suit :

1995, ch. 39,
art. 139

91. (1) Subject to subsection (4), every person commits an offence who possesses a firearm without being the holder of

91. (1) Sous réserve du paragraphe (4), commet une infraction quiconque a en sa possession une arme à feu sans être titulaire d'un permis qui l'y autorise et, dans le cas d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à 10 autorisation restreinte, du certificat d'enregistrement de cette arme.

Possession non autorisée d'une arme à feu

(a) a licence under which the person may possess it; and

(b) in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, a registration certificate for it.

10

(2) Subject to subsection (4), every person commits an offence who possesses a prohibited 15 weapon, a restricted weapon, a prohibited device, other than a replica firearm, or any prohibited ammunition, without being the holder of a licence under which the person may possess it.

(2) Sous réserve du paragraphe (4), commet une infraction quiconque a en sa possession une arme prohibée, une arme à autorisation res- 15 treinte, un dispositif prohibé — autre qu'une réplique — ou des munitions prohibées sans être titulaire d'un permis qui l'y autorise.

Possession non autorisée d'armes prohibées ou à autorisation restreinte

Unauthorized possession of prohibited weapon or restricted weapon

1995, c. 39,
s. 139

(2) Subparagraph 91(4)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(2) L'alinéa 91(4)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 39,
art. 139

(ii) obtains a licence under which the person may possess it and, in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, 25 a registration certificate for it.

b) à la personne qui entre en possession de tels objets par effet de la loi et qui, dans un délai raisonnable, s'en défait légalement ou obtient un permis qui l'autorise à en avoir la

1995, c. 39,
s. 139

(3) Subsection 91(5) of the Act is repealed.

1995, c. 39,
s. 139

2. (1) Subsections 92(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Possession of
firearm knowing
its possession is
unauthorized

92. (1) Subject to subsection (4), every person commits an offence who possesses a firearm knowing that the person is not the holder of

(a) a licence under which the person may possess it; and

(b) in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, a registration certificate for it.

Possession of
prohibited
weapon, device
or ammunition
knowing its
possession is
unauthorized

(2) Subject to subsection (4), every person commits an offence who possesses a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device, other than a replica firearm, or any prohibited ammunition knowing that the person is not the holder of a licence under which the person may possess it.

1995, c. 39,
s. 139

(2) Subparagraph 92(4)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) obtains a licence under which the person may possess it and, in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, a registration certificate for it.

1995, c. 39,
s. 139

(3) Subsections 92(5) and (6) of the Act are repealed.

1995, c. 39,
s. 139

3. The portion of subsection 93(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Possession at
unauthorized
place

93. (1) Subject to subsection (3), every person commits an offence who, being the holder of an authorization or a licence under which the person may possess a firearm, a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device or prohibited ammunition,

possession et, s'il s'agit d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, le certificat d'enregistrement de cette arme.

(3) Le paragraphe 91(5) de la même loi est abrogé.

2. (1) Les paragraphes 92(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

92. (1) Sous réserve du paragraphe (4), 5 commet une infraction quiconque a en sa possession une arme à feu sachant qu'il n'est pas titulaire d'un permis qui l'y autorise et, dans le cas d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, du certificat d'enregistrement de cette arme. 10 15

Possession non
autorisée d'une
arme à feu —
infraction
délibérée

(2) Sous réserve du paragraphe (4), commet une infraction quiconque a en sa possession une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé — autre qu'une réplique — ou des munitions prohibées sachant qu'il n'est pas titulaire d'un permis qui l'y autorise. 20

Possession non
autorisée
d'autres
armes —
infraction
délibérée

(2) L'alinéa 92(4)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) à la personne qui entre en possession de 25 tels objets par effet de la loi et qui, dans un délai raisonnable, s'en défait légalement ou obtient un permis qui l'autorise à en avoir la possession et, s'il s'agit d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, le certificat d'enregistrement de cette arme. 30

1995, ch. 39,
art. 139

(3) Les paragraphes 92(5) et (6) de la même loi sont abrogés.

1995, ch. 39,
art. 139

3. Le passage du paragraphe 93(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 39,
art. 139

93. (1) Sous réserve du paragraphe (3), commet une infraction le titulaire d'une autorisation ou d'un permis qui l'autorise à avoir en 40 sa possession une arme à feu, une arme

Possession dans
un lieu non
autorisé

possesses the firearm, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device or prohibited ammunition at a place that is

prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé ou des munitions prohibées, s'il les a en sa possession :

4. (1) The portion of subsection 94(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

4. (1) Le passage du paragraphe 94(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

94. (1) Subject to subsections (3) and (4), every person commits an offence who is an occupant of a motor vehicle in which the person knows there is a firearm, a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device, other than a replica firearm, or any prohibited ammunition, unless

94. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), commet une infraction quiconque occupe un véhicule automobile où il sait que se trouvent une arme à feu, une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé — autre qu'une réplique — ou des munitions prohibées sauf si :

(2) Subparagraphs 94(1)(a)(i) and (ii) of the Act are replaced by the following:

(2) Les sous-alinéas 94(1)a)(i) et (ii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(i) the person or any other occupant of the motor vehicle is the holder of

(i) soit celui-ci ou tout autre occupant du véhicule est titulaire d'un permis qui l'autorise à l'avoir en sa possession et, s'il s'agit d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, d'une autorisation à l'égard de cette arme et du certificat d'enregistrement de celle-ci,

(A) a licence under which the person or other occupant may possess the firearm, and

(ii) soit celui-ci avait des motifs raisonnables de croire qu'un autre occupant du véhicule était titulaire d'un permis autorisant ce dernier à l'avoir en sa possession et, s'il s'agit d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, d'une autorisation à l'égard de cette arme et du certificat d'enregistrement de celle-ci,

(B) in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, an authorization and a registration certificate for it,

(ii) the person had reasonable grounds to believe that any other occupant of the motor vehicle was the holder of

(A) a licence under which that other occupant may possess the firearm, and

(B) in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, an authorization and a registration certificate for it.

(3) Subsection 94(5) of the Act is repealed.

(3) Le paragraphe 94(5) de la même loi est abrogé.

5. The portion of subsection 95(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

5. Le passage du paragraphe 95(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

95. (1) Subject to subsection (3), every person commits an offence who, in any place, possesses a loaded prohibited firearm or restricted firearm, or an unloaded prohibited firearm or restricted firearm together with readily accessible ammunition that is capable of being discharged in the firearm, without being the holder of

95. (1) Sous réserve du paragraphe (3), commet une infraction quiconque a en sa possession dans un lieu quelconque soit une arme à feu prohibée ou une arme à feu à autorisation restreinte chargées, soit une telle arme non chargée avec des munitions facilement accessibles qui peuvent être utilisées avec celle-ci, sans être titulaire à la fois :

1995, c. 39,
s. 139

Unauthorized
possession in
motor vehicle

1995, c. 39,
s. 139

1995, c. 39,
s. 139

1995, c. 39,
s. 139

Possession of
prohibited or
restricted firearm
with ammunition

1995, ch. 39,
art. 139

Possession non
autorisée dans
un véhicule
automobile

1995, ch. 39,
art. 139

1995, ch. 39,
art. 139

1995, ch. 39,
art. 139

Possession d'une
arme à feu
prohibée ou à
autorisation
restreinte avec
des munitions

1995, c. 39,
s. 139

6. Subsections 117.03(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Seizure on
failure to
produce
authorization

117.03 (1) Despite section 117.02, a peace officer who finds

(a) a person in possession of a firearm who fails, on demand, to produce, for inspection by the peace officer, an authorization or a licence under which the person may lawfully possess the firearm and, in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, a 10 registration certificate for it, or

(b) a person in possession of a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device or any prohibited ammunition who fails, on demand, to produce, for inspection 15 by the peace officer, an authorization or a licence under which the person may lawfully possess it,

may seize the firearm, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device or prohibited ammunition unless its possession by the person in the circumstances in which it is found is authorized by any provision of this Part, or the person is under the direct and immediate supervision of another person who may lawfully 25 possess it.

Return of seized
thing on
production of
authorization

(2) If a person from whom any thing is seized under subsection (1) claims the thing within fourteen days after the seizure and produces for inspection by the peace officer 30 by whom it was seized, or any other peace officer having custody of it,

(a) a licence under which the person is lawfully entitled to possess it, and

(b) in the case of a prohibited firearm or a 35 restricted firearm, an authorization and registration certificate for it,

the thing shall without delay be returned to that person.

1995, c. 39

FIREARMS ACT

7. Subparagraph 4(a)(i) of the *Firearms Act* is replaced by the following:

6. Les paragraphes 117.03(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1995, ch. 39,
art. 139

Saisie à défaut
de présenter les
documents

117.03 (1) Par dérogation à l'article 117.02, lorsqu'il trouve une personne qui a en sa possession une arme à feu, une arme prohibée, 5 une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé ou des munitions prohibées et qui est incapable de lui présenter sur-le-champ pour examen une autorisation ou un permis qui l'y autorise et, s'il s'agit d'une arme à feu prohibée 10 ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, le certificat d'enregistrement de l'arme, l'agent de la paix peut saisir ces objets, à moins que, dans les circonstances, la présente partie n'autorise 15 cette personne à les avoir en sa possession ou 15 que celle-ci soit sous la surveillance directe d'une personne pouvant légalement les avoir en sa possession.

(2) Ces objets doivent être remis sans délai au saisi, s'il les réclame dans les quatorze jours 20 et présente à l'agent de la paix qui les a saisis ou en a la garde le permis qui l'autorise à en avoir la possession légale et, s'il s'agit d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation 25 restreinte, l'autorisation et le certificat d'en- 25 gistrement de l'arme.

Remise des
objets saisis sur
présentation des
documents

LOI SUR LES ARMES À FEU

1995, ch. 39

7. Le sous-alinéa 4a)(i) de la *Loi sur les armes à feu* est remplacé par ce qui suit :

(i) licences for firearms and authorizations and registration certificates for prohibited firearms or restricted firearms, under which persons may possess firearms in circumstances that would otherwise constitute an offence under subsection 91(1), 92(1), 93(1) or 95(1) of the *Criminal Code*,

(i) de permis à l'égard des armes à feu, ainsi que d'autorisations et de certificats d'enregistrement à l'égard des armes à feu prohibées ou des armes à feu à autorisation restreinte, permettant la possession de ces armes à feu en des circonstances qui ne donnent pas lieu à une infraction visée aux paragraphes 91(1), 92(1), 93(1) ou 95(1) du *Code criminel*,

2003, c. 8, s. 17

8. (1) Paragraph 23(1)(b) of the English version of the Act is replaced by the following:

(b) the transferor has no reason to believe that the transferee is not authorized to acquire and possess that kind of firearm;

8. (1) L'alinéa 23(1)b) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) the transferor has no reason to believe that the transferee is not authorized to acquire and possess that kind of firearm;

2003, c. 8, s. 17

(2) Paragraphs 23(1)(c) to (f) of the Act are replaced by the following:

(c) in the case of a transfer to an individual, the transferor informs a chief firearms officer of the transfer and obtains the authorization of the chief firearms officer for the transfer;

(d) in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, the transferor informs the Registrar of the transfer and a new registration certificate is issued in accordance with this Act; and

(e) the prescribed conditions are met.

(2) Les alinéas 23(1)c) à f) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) dans le cas où le cessionnaire est un particulier, le cédant informe le contrôleur des armes à feu de la cession et obtient l'autorisation correspondante;

d) dans le cas d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, le cédant informe le directeur de la cession et un nouveau certificat d'enregistrement de l'arme à feu est délivré conformément à la présente loi;

e) les conditions réglementaires sont remplies.

2003, c. 8, s. 20

9. The portion of section 27 of the Act before paragraph (d) is replaced by the following:

27. On being informed of a proposed transfer of a firearm under section 23, a chief firearms officer shall

(a) verify

(i) whether the transferee holds a licence, (ii) whether the transferee is still eligible to hold that licence, and

(iii) whether the licence authorizes the transferee to acquire that kind of firearm;

(b) in the case of a proposed transfer of a restricted firearm or a handgun referred to in subsection 12(6.1) (pre-December 1, 1998

9. Le passage de l'article 27 de la même loi précédant l'alinéa d) est remplacé par ce qui suit :

27. Dès qu'il est informé d'un projet de cession d'une arme à feu en application de l'article 23, le contrôleur des armes à feu :

a) vérifie, à l'égard du cessionnaire :

(i) s'il est titulaire d'un permis, (ii) s'il y est toujours admissible, (iii) si le permis autorise l'acquisition de l'objet en cause;

b) en cas de cession d'une arme à feu à autorisation restreinte ou d'une arme de poing visée au paragraphe 12(6.1) (armes de poing :

2003, ch. 8, art. 17

2003, ch. 8, art. 17

2003, ch. 8, art. 20

Contrôleur des armes à feu

Chief firearms officer

handguns), verify the purpose for which the transferee wishes to acquire the restricted firearm or handgun and determine whether the particular restricted firearm or handgun is appropriate for that purpose;

(c) decide whether to approve the transfer and, in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, inform the Registrar of that decision; and

10. Subparagraph 33(a)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, lends the registration certificate for it to the borrower; or

11. Paragraph 34(a) of the Act is replaced by the following:

(a) in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, the transferor lends the registration certificate for it to the borrower; and

12. Paragraph 35.1(1)(b) of the Act, as enacted by section 27 of chapter 8 of the Statutes of Canada, 2003, is replaced by the following:

(b) the individual produces a licence authorizing him or her to acquire and possess that kind of firearm and, in the case of a restricted firearm, satisfies the customs officer that the individual holds a registration certificate for the firearm;

13. Subsection 36(1) of the Act is replaced by the following:

36. (1) A declaration that is confirmed under paragraph 35(1)(b) has the same effect after the importation of the firearm as a licence authorizing the non-resident to possess only that firearm and, in the case of a restricted firearm, as a registration certificate for the firearm until

(a) the expiry of sixty days after the importation, in the case of a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm; or

1^{er} décembre 1998), vérifie la finalité de l'acquisition par le cessionnaire et détermine si l'arme est appropriée;

c) autorise ou refuse la cession et, dans le cas d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, avise le directeur de sa décision;

10. Le sous-alinéa 33a)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) dans le cas d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, livre l'arme à feu à celui-ci accompagnée du certificat d'enregistrement afférent;

11. L'alinéa 34a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) dans le cas d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, le prêteur la livre accompagnée du certificat d'enregistrement afférent;

12. L'alinéa 35.1(1)b) de la même loi, édicté par l'article 27 du chapitre 8 des Lois du Canada (2003), est remplacé par ce qui suit :

b) il produit un permis l'autorisant à acquérir 25 et à posséder une telle arme à feu et, dans le cas d'une arme à feu à autorisation restreinte, convainc l'agent qu'il est titulaire du certificat d'enregistrement afférent à l'arme;

13. Le paragraphe 36(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

36. (1) Une fois attestée conformément à l'alinéa 35(1)d), la déclaration a valeur de permis de possession — valide à l'égard de l'arme à feu importée seulement — ainsi que, dans le cas d'une arme à feu à autorisation restreinte, de certificat d'enregistrement, pour :

a) une période de soixante jours à compter de l'importation, s'il s'agit d'une arme à feu qui n'est ni une arme à feu prohibée ni une arme à feu à autorisation restreinte;

(b) the earlier of the expiry of sixty days after the importation and the expiry of the authorization to transport, in the case of a restricted firearm.

14. Subparagraph 38(1)(a)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) produces his or her licence and, in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, the registration certificate for the firearm and an authorization to transport 10 the firearm; and

15. Paragraphs 40(1)(b) and (c) of the Act, as enacted by section 30 of chapter 8 of the Statutes of Canada, 2003, are replaced by the following:

(b) the individual produces a licence authorizing him or her to possess that kind of firearm;

(c) in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, the individual holds an 20 authorization to transport it and satisfies the customs officer that the individual holds a registration certificate for the firearm; and

16. Section 41 of the Act, as enacted by section 31 of chapter 8 of the Statutes of 25 Canada, 2003, is replaced by the following:

41. An authorization that is confirmed in accordance with paragraph 40(2)(e) has the same effect as a registration certificate for a restricted firearm until a registration certificate 30 is issued for it.

17. Paragraph 44(a) of the Act is replaced by the following:

(a) in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, holds the registration 35 certificate for the firearm;

18. Section 60 of the Act is replaced by the following:

60. The Registrar is responsible for issuing registration certificates for prohibited firearms 40 and restricted firearms and assigning firearms

b) soit une période de soixante jours à compter de l'importation, soit la période de validité de l'autorisation de transport afférente si elle est inférieure à soixante jours, s'il s'agit d'une arme à feu à autorisation 5 restreinte.

14. Le sous-alinéa 38(1)a)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) produit son permis et, s'il s'agit d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à 10 autorisation restreinte, le certificat d'enregistrement et l'autorisation de transport afférents;

15. Les alinéas 40(1)b) et c) de la même loi, édictés par l'article 30 du chapitre 8 des Lois 15 du Canada (2003), sont remplacés par ce qui 15 suit :

b) il produit un permis l'autorisant à posséder une telle arme à feu;

c) s'il s'agit d'une arme à feu prohibée ou 20 d'une arme à feu à autorisation restreinte, il est titulaire de l'autorisation de transport afférente et convainc l'agent qu'il est aussi titulaire du certificat d'enregistrement affé- 25

16. L'article 41 de la même loi, édicté par l'article 31 du chapitre 8 des Lois du Canada (2003), est remplacé par ce qui suit :

41. Une fois attestée conformément à l'alinéa 40(2)e), l'autorisation a valeur de certificat 30 d'enregistrement temporaire de l'arme à feu à autorisation restreinte jusqu'à ce que le certificat d'enregistrement soit délivré pour l'arme à feu.

17. L'alinéa 44a) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 35

a) est titulaire, dans le cas d'armes à feu prohibées ou d'armes à feu à autorisation restreinte, du certificat d'enregistrement afférent;

18. L'article 60 de la même loi est rem- 40 placé par ce qui suit :

60. Le directeur délivre les certificats d'en- 40 registrement et attribue les numéros d'enregistrement des armes à feu prohibées et des armes à

Temporary
registration
certificate

Certificat
d'enregistrement
temporaire

Registration
certificates and
authorizations to
export or import

Délivrance :
certificats et
numéros
d'enregistrement

identification numbers to them and for issuing authorizations to export and authorizations to import firearms.

19. The portion of section 66 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

66. A registration certificate for a prohibited firearm or a restricted firearm expires when

20. Paragraph 71(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) may revoke a registration certificate for a prohibited firearm or a restricted firearm for any good and sufficient reason; and

21. Subsection 72(5) of the Act is replaced by the following:

(5) A notice given under subsection (1) in respect of a registration certificate for a prohibited firearm or a restricted firearm must specify a reasonable period during which the applicant for or holder of the registration certificate may deliver to a peace officer or a firearms officer or a chief firearms officer or otherwise lawfully dispose of the firearm to which the registration certificate relates and during which sections 91, 92 and 94 of the *Criminal Code* do not apply to the applicant or holder.

22. Paragraphs 83(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) every licence, every registration certificate for a prohibited firearm or a restricted firearm and every authorization that is issued or revoked by the Registrar;

(b) every application for a licence, a registration certificate for a prohibited firearm or a restricted firearm or an authorization that is refused by the Registrar;

feu à autorisation restreinte; il délivre aussi les autorisations d'exportation et d'importation à l'égard des armes à feu.

19. L'article 66 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

66. Le certificat d'enregistrement d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte est valide tant que le titulaire du certificat demeure propriétaire de l'arme à feu et que celle-ci demeure une arme à feu.

20. Le paragraphe 71(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

71. (1) Le directeur peut révoquer le certificat d'enregistrement d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte pour toute raison valable; il est tenu de le faire pour toute arme à feu en la possession d'un particulier dans le cas où le contrôleur des armes à feu l'informe, en application de l'article 67, que celle-ci n'est pas utilisée aux fins prévues à l'article 28.

21. Le paragraphe 72(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) La notification accorde un délai raisonnable pendant lequel le demandeur ou le titulaire d'un certificat d'enregistrement d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte peut se départir légalement de celle-ci, notamment en la remettant à un agent de la paix, au préposé aux armes à feu ou au contrôleur des armes à feu, aucune poursuite ne pouvant être intentée contre lui en vertu des articles 91, 92 ou 94 du *Code criminel* pendant ce délai.

22. Les alinéas 83(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) les permis, les certificats d'enregistrement d'armes à feu prohibées ou d'armes à feu à autorisation restreinte ou les autorisations qu'il délivre ou révoque;

Term of registration certificates

Disposal of firearms — registration certificate

Certificats d'enregistrement

2003, ch. 8, art. 44

Révocation : certificats d'enregistrement

Disposition des armes à feu — certificat d'enregistrement

Demand to produce firearm

23. Section 105 of the Act is replaced by the following:

105. An inspector who believes on reasonable grounds that a person possesses a firearm may, by demand made to that person, require that person, within a reasonable time after the demand is made, to produce the firearm in the manner specified by the inspector for the purpose of verifying the serial number or other identifying features of the firearm and of ensuring that, in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, the person is the holder of the registration certificate for it.

24. The portion of section 109 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

109. Every person who commits an offence under section 106, 107 or 108, who contravenes subsection 29(1) or who contravenes a regulation made under paragraph 117(d), (e), (f), (g), (i), (j), (l), (m), (m.1) or (n) the contravention of which has been made an offence under paragraph 117(o)

25. Section 112 of the Act is repealed.

26. Sections 114 and 115 of the Act are replaced by the following:

114 Every person commits an offence who, being the holder of a licence, a registration certificate for a prohibited firearm or a restricted firearm or an authorization that is revoked, does not deliver it up to a peace officer or firearms officer without delay after the revocation.

115. Every person who commits an offence under section 113 or 114 is guilty of an offence punishable on summary conviction.

27. (1) Section 117 of the Act is amended by adding the following after paragraph (m):

b) les demandes de permis, les demandes de certificat d'enregistrement d'armes à feu prohibées ou d'armes à feu à autorisation restreinte ou les demandes d'autorisation qu'il refuse;

23. L'article 105 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

105. S'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne possède une arme à feu, l'inspecteur peut lui ordonner de présenter, dans un délai raisonnable suivant la demande et de la manière indiquée par l'inspecteur, cette arme en vue d'en vérifier le numéro de série ou d'autres caractéristiques et de s'assurer, dans le cas d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, que cette personne est titulaire du certificat d'enregistrement afférent.

24. Le passage de l'article 109 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

109. Quiconque commet une infraction visée aux articles 106, 107 ou 108 ou contrevient au paragraphe 29(1) ou à un règlement d'application des alinéas 117d), e), f), g), i), j), l), m), m.1) ou n) dont la contravention est devenue une infraction aux termes de l'alinéa 117o) est coupable :

25. L'article 112 de la même loi est abrogé.

26. Les articles 114 et 115 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

114. Commet une infraction le titulaire d'un permis, d'un certificat d'enregistrement d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte ou d'une autorisation qui ne restitue pas le document sans délai après sa révocation à l'agent de la paix ou au préposé aux armes à feu.

115. Les infractions visées aux articles 113 ou 114 sont punissables par procédure sommaire.

27. (1) L'article 117 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa m), de ce qui suit :

Punishment

Failure to deliver up revoked licence, etc.

Punishment

Contrôle

Peine

Non-restitution

Peine

(*m.1*) regulating the keeping and destruction of records by businesses in relation to firearms that are neither prohibited firearms nor restricted firearms;

m.1) régir la tenue et la destruction, par les entreprises, de registres ou fichiers en ce qui concerne les armes à feu qui ne sont ni des armes à feu prohibées ni des armes à feu à autorisation restreinte;

5

2003, c. 8,
s. 54(3)

(2) Paragraph 117(o) of the Act is replaced by the following:

(*o*) creating offences consisting of contraventions of the regulations made under paragraph (*d*), (*e*), (*f*), (*g*), (*i*), (*j*), (*k.1*), (*k.2*), (*l*), (*m*) , (*m.1*) or (*n*);

10

(2) L'alinéa 117o) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

o) créer des infractions pour contravention des règlements pris en vertu des alinéas *d*), *e*), *f*), *g*), *i*), *j*), *k.1*), *k.2*), *l*), *m*), *m.1*) ou *n*);

10

2003, ch. 8,
par. 54(3)

28. Subsection 119(3) of the Act is replaced by the following:

(3) A regulation made under paragraph 117 (*i*), (*l*), (*m*), (*m.1*), (*n*), (*o*), (*q*), (*s*) or (*t*) may be made without being laid before either House of Parliament if the federal Minister is of the opinion that the making of the regulation is so urgent that section 118 should not be applicable in the circumstances.

28. Le paragraphe 119(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les règlements d'application des alinéas 117*i*), *l*), *m*), *m.1*), *n*), *o*), *q*), *s*) ou *t*) peuvent être pris sans avoir auparavant été déposés 15 devant l'une ou l'autre chambre du Parlement, si le ministre fédéral estime que l'urgence de la situation justifie une dérogation à l'article 118.

Exception : cas
d'urgence

Exception —
urgency

COORDINATING AMENDMENTS

DISPOSITIONS DE COORDINATION

2003, c. 8

29. (1) In this section, the “other Act” means *An Act to amend the Criminal Code (firearms) and the Firearms Act*, being chapter 8 of the Statutes of Canada, 2003.

29. (1) Au présent article, « autre loi » s'entend de la *Loi modifiant le Code criminel 20 (armes à feu) et la Loi sur les armes à feu*, chapitre 8 des Lois du Canada (2003).

2003, ch. 8

(2) On the later of the day on which section 13 of this Act comes into force and the day on which section 28 of the other Act comes into force — or, if those days are the same day, then on that day — subsection 36(1) of the *Firearms Act* is replaced by the following:

30

(2) À la date d'entrée en vigueur de l'article 13 de la présente loi ou à celle, si elle est postérieure, de l'article 28 de l'autre 25 loi, le paragraphe 36(1) de la *Loi sur les armes à feu* est remplacé par ce qui suit :

Temporary
licence and
registration
certificate

36. (1) A declaration that is confirmed under paragraph 35(1)(*d*) has the same effect after the importation of the firearm as a licence authorizing the non-resident to possess that kind of firearm, and in the case of a restricted firearm, 35 as a registration certificate for the firearm, for a period of

(*a*) in the case of a declaration where a report referred to in subparagraph 35(1)(*b*)(*i*) was produced, one year after the importation; or 40
(*b*) in the case of any other declaration, 60 days after the importation.

36. (1) Une fois attestée conformément à l'alinéa 35(1)*d*), la déclaration a valeur de permis de possession — valide à l'égard des 30 armes à feu de la catégorie de l'arme importée — ainsi que, dans le cas d'une arme à feu à autorisation restreinte, de certificat d'enregistrement :

Permis et
certificat
temporaires

a) s'agissant d'une déclaration avec laquelle 35 le rapport visé au sous-alinéa 35(1)*b*)(*i*) a été produit, pour une période d'un an à compter de l'importation;

b) s'agissant de toute autre déclaration, pour une période de soixante jours à compter de l'importation.

(3) On the later of the day on which section 14 of this Act comes into force and the day on which section 29 of the other Act comes into force — or, if those days are the same day, then on that day — paragraph 38(1)(a) of the *Firearms Act* is replaced by the following:

(a) holds a licence to possess that kind of firearm and, in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, a registration 10 certificate and an authorization to transport the firearm; and

(3) À la date d'entrée en vigueur de l'article 14 de la présente loi ou à celle, si elle est postérieure, de l'article 29 de l'autre loi, l'alinéa 38(1)a) de la *Loi sur les armes à feu* est remplacé par ce qui suit :

a) il est titulaire d'un permis l'autorisant à posséder une telle arme à feu et, s'agissant 10 d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, du certificat d'enregistrement et de l'autorisation de transport afférents à l'arme;

Bill C-10

30. (1) Subsections (2) to (4) apply if Bill C-10, introduced in the 1st session of the 39th Parliament and entitled *An Act to amend the Criminal Code (minimum penalties for offences involving firearms) and to make a consequential amendment to another Act* (in this section, the "other Act"), receives royal assent.

(2) On the later of the day on which section 3 of the other Act comes into force and the day on which subsection 1(1) of this Act comes into force — or, if those days are the same day, then on that day — subsection 91(1) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

91. (1) Subject to subsection (4), every person commits an offence who possesses a firearm without being the holder of

(a) a licence under which the person may possess it; and

(b) in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, a registration certificate for it.

(3) On the later of the day on which section 4 of the other Act comes into force and the day on which subsection 2(1) of this Act comes into force — or, if those days are the same day, then on that day — subsection 92(1) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

30. (1) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-10, déposé au cours de la 1^{re} session de la 39^e législature et intitulé *Loi modifiant le Code criminel (peines minimales pour les infractions mettant en jeu des armes à feu) et une autre loi en conséquence* (appelé « autre loi » au présent article).

(2) À la date d'entrée en vigueur de l'article 3 de l'autre loi ou à celle, si elle est postérieure, du paragraphe 1(1) de la présente loi, le paragraphe 91(1) du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :

91. (1) Sous réserve du paragraphe (4), commet une infraction quiconque a en sa possession une arme à feu sans être titulaire 30 d'un permis qui l'y autorise et, dans le cas d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, du certificat d'enregistrement de cette arme.

(3) À la date d'entrée en vigueur de 35 l'article 4 de l'autre loi ou à celle, si elle est postérieure, du paragraphe 2(1) de la présente loi, le paragraphe 92(1) du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :

Unauthorized possession of firearm

Projet de loi C-10

Possession non autorisée d'une arme à feu

Possession of
firearm knowing
its possession is
unauthorized

92. (1) Subject to subsection (4), every person commits an offence who possesses a firearm knowing that the person is not the holder of

(a) a licence under which the person may possess it; and

(b) in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, a registration certificate for it.

(4) On the later of the day on which section 6 of the other Act comes into force and the day on which subsection 4(1) of this Act comes into force — or, if those days are the same day, then on that day — the portion of subsection 94(1) of the *Criminal Code* before paragraph (a) is replaced by the following:

Unauthorized
possession in
motor vehicle

94. (1) Subject to subsections (3) and (4), every person commits an offence who is an occupant of a motor vehicle in which the person knows there is a firearm, a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device, other than a replica firearm, or any prohibited ammunition, unless

92. (1) Sous réserve du paragraphe (4), commet une infraction quiconque a en sa possession une arme à feu sachant qu'il n'est pas titulaire d'un permis qui l'y autorise et, dans le cas d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, du certificat d'enregistrement de cette arme.

Possession non
autorisée d'une
arme à feu -
infraction
délibérée

(4) À la date d'entrée en vigueur de l'article 6 de l'autre loi ou à celle, si elle est postérieure, du paragraphe 4(1) de la présente loi, le passage du paragraphe 94(1) du *Code criminel* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

94. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), commet une infraction quiconque occupe un véhicule automobile où il sait que se trouvent une arme à feu, une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé — autre qu'une réplique — ou des munitions prohibées sauf si :

Possession non
autorisée dans
un véhicule
automobile

COMING INTO FORCE

Order in council

31. The provisions of this Act, other than sections 29 and 30, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

31. Les dispositions de la présente loi, à l'exception des articles 29 et 30, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Décret

EXPLANATORY NOTES

*Criminal Code**Clause 1: (1) Existing text of subsections 91(1) and (2):*

91. (1) Subject to subsections (4) and (5) and section 98, every person commits an offence who possesses a firearm, unless the person is the holder of

(a) a licence under which the person may possess it; and

(b) a registration certificate for the firearm.

(2) Subject to subsection (4) and section 98, every person commits an offence who possesses a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device, other than a replica firearm, or any prohibited ammunition, unless the person is the holder of a licence under which the person may possess it.

(2) Relevant portion of subsection 91(4):

(4) Subsections (1) and (2) do not apply to

...

(b) a person who comes into possession of a firearm, a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device or any prohibited ammunition by the operation of law and who, within a reasonable period after acquiring possession of it,

...

(ii) obtains a licence under which the person may possess it and, in the case of a firearm, a registration certificate for the firearm.

(3) Existing text of subsection 91(5):

(5) Subsection (1) does not apply to a person who possesses a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm and who is not the holder of a registration certificate for the firearm if the person

(a) has borrowed the firearm;

(b) is the holder of a licence under which the person may possess it; and

(c) is in possession of the firearm to hunt or trap in order to sustain the person or the person's family.

Clause 2: (1) Existing text of subsections 92(1) and (2):

92. (1) Subject to subsections (4) and (5) and section 98, every person commits an offence who possesses a firearm knowing that the person is not the holder of

(a) a licence under which the person may possess it; and

(b) a registration certificate for the firearm.

(2) Subject to subsection (4) and section 98, every person commits an offence who possesses a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device, other than a replica firearm, or any prohibited ammunition knowing that the person is not the holder of a licence under which the person may possess it.

(2) Relevant portion of subsection 92(4):

(4) Subsections (1) and (2) do not apply to

...

NOTES EXPLICATIVES

*Code criminel**Article 1: (1) Texte des paragraphes 91(1) et (2):*

91. (1) Sous réserve des paragraphes (4) et (5) et de l'article 98, commet une infraction quiconque a en sa possession une arme à feu sans être titulaire à la fois d'un permis qui l'y autorise et du certificat d'enregistrement de cette arme.

(2) Sous réserve du paragraphe (4) et de l'article 98, commet une infraction quiconque a en sa possession une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé — autre qu'une réplique — ou des munitions prohibées sans être titulaire d'un permis qui l'y autorise.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 91(4):

(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas :

[...]

b) à la personne qui entre en possession de tels objets par effet de la loi et qui, dans un délai raisonnable, s'en défait légalement ou obtient un permis qui l'autorise à en avoir la possession, en plus, s'il s'agit d'une arme à feu, du certificat d'enregistrement de cette arme.

(3) Texte du paragraphe 91(5):

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au possesseur d'une arme à feu — autre qu'une arme à feu prohibée ou une arme à feu à autorisation restreinte — qui, sans être titulaire du certificat d'enregistrement y afférent, à la fois :

a) l'a empruntée;

b) est titulaire d'un permis l'autorisant à en avoir la possession;

c) l'a en sa possession pour chasser, notamment à la trappe, afin de subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille.

Article 2: (1) Texte des paragraphes 92(1) et (2):

92. (1) Sous réserve des paragraphes (4) et (5) et de l'article 98, commet une infraction quiconque a en sa possession une arme à feu sachant qu'il n'est pas titulaire d'un permis qui l'y autorise et du certificat d'enregistrement de cette arme.

(2) Sous réserve du paragraphe (4) et de l'article 98, commet une infraction quiconque a en sa possession une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé — autre qu'une réplique — ou des munitions prohibées sachant qu'il n'est pas titulaire d'un permis qui l'y autorise.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 92(4):

(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas :

[...]

(b) a person who comes into possession of a firearm, a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device or any prohibited ammunition by the operation of law and who, within a reasonable period after acquiring possession of it,

(i) lawfully disposes of it, or

(ii) obtains a licence under which the person may possess it and, in the case of a firearm, a registration certificate for the firearm.

(3) Existing text of subsections 92(5) and (6):

(5) Subsection (1) does not apply to a person who possesses a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm and who is not the holder of a registration certificate for the firearm if the person

(a) has borrowed the firearm;

(b) is the holder of a licence under which the person may possess it; and

(c) is in possession of the firearm to hunt or trap in order to sustain the person or the person's family.

(6) Where a person is charged with an offence under subsection (1), evidence that the person was convicted of an offence under subsection 112(1) of the *Firearms Act* is admissible at any stage of the proceedings and may be taken into consideration for the purpose of proving that the person knew that the person was not the holder of a registration certificate for the firearm to which the offence relates.

Clause 3: Relevant portion of subsection 93(1):

93. (1) Subject to subsection (3) and section 98, every person commits an offence who, being the holder of an authorization or a licence under which the person may possess a firearm, a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device or prohibited ammunition, possesses the firearm, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device or prohibited ammunition at a place that is

Clause 4: (1) and (2) Relevant portion of subsection 94(1):

94. (1) Subject to subsections (3) to (5) and section 98, every person commits an offence who is an occupant of a motor vehicle in which the person knows there is a firearm, a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device, other than a replica firearm, or any prohibited ammunition, unless

(a) in the case of a firearm,

(i) the person or any other occupant of the motor vehicle is the holder of

(A) an authorization or a licence under which the person or other occupant may possess the firearm and, in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, transport the prohibited firearm or restricted firearm, and

(B) a registration certificate for the firearm,

(ii) the person had reasonable grounds to believe that any other occupant of the motor vehicle was the holder of

(A) an authorization or a licence under which that other occupant may possess the firearm and, in the case of a prohibited firearm or a restricted firearm, transport the prohibited firearm or restricted firearm, and

(B) a registration certificate for the firearm, or

(3) Existing text of subsection 94(5):

b) à la personne qui entre en possession de tels objets par effet de la loi et qui, dans un délai raisonnable, s'en défait légalement ou obtient un permis qui l'autorise à en avoir la possession, en plus, s'il s'agit d'une arme à feu, du certificat d'enregistrement de cette arme.

(3) Texte des paragraphes 92(5) et (6):

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au possesseur d'une arme à feu — autre qu'une arme à feu prohibée ou une arme à feu à autorisation restreinte — qui, sans être titulaire du certificat d'enregistrement y afférent, à la fois :

a) l'a empruntée;

b) est titulaire d'un permis l'autorisant à en avoir la possession;

c) l'a en sa possession pour chasser, notamment à la trappe, afin de subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille.

(6) Lorsqu'un prévenu est inculqué d'une infraction au paragraphe (1), la preuve que celui-ci a été déclaré coupable d'une infraction prévue au paragraphe 112(1) de la *Loi sur les armes à feu* est admissible à toute étape des procédures et peut être prise en compte en vue d'établir que le prévenu savait qu'il n'était pas titulaire du certificat d'enregistrement.

Article 3 : Texte du passage visé du paragraphe 93(1):

93. (1) Sous réserve du paragraphe (3) et de l'article 98, commet une infraction le titulaire d'une autorisation ou d'un permis qui l'autorise à avoir en sa possession une arme à feu, une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé ou des munitions prohibées, s'il les a en sa possession :

Article 4 : (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 94(1):

94. (1) Sous réserve des paragraphes (3) à (5) et de l'article 98, commet une infraction quiconque occupe un véhicule automobile où il sait que se trouvent une arme à feu, une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé — autre qu'une réplique — ou des munitions prohibées sauf si :

a) dans le cas d'une arme à feu :

(i) soit celui-ci ou tout autre occupant du véhicule est titulaire à la fois d'une autorisation ou d'un permis qui l'autorise à l'avoir en sa possession — et à la transporter, s'il s'agit d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte — et du certificat d'enregistrement de cette arme,

(ii) soit celui-ci avait des motifs raisonnables de croire qu'un autre occupant du véhicule était titulaire à la fois d'une autorisation ou d'un permis autorisant ce dernier à l'avoir en sa possession — et à la transporter, s'il s'agit d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte — et du certificat d'enregistrement de cette arme,

(3) Texte du paragraphe 94(5):

(5) Subsection (1) does not apply to an occupant of a motor vehicle where the occupant or any other occupant of the motor vehicle is a person who possesses a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm and who is not the holder of a registration certificate for the firearm if the person

- (a) has borrowed the firearm;
- (b) is the holder of a licence under which the person may possess it; and
- (c) is in possession of the firearm to hunt or trap in order to sustain the person or the person's family.

Clause 5: Relevant portion of subsection 95(1):

95. (1) Subject to subsection (3) and section 98, every person commits an offence who, in any place, possesses a loaded prohibited firearm or restricted firearm, or an unloaded prohibited firearm or restricted firearm together with readily accessible ammunition that is capable of being discharged in the firearm, unless the person is the holder of

Clause 6: Existing text of subsections 117.03(1) and (2):

117.03 (1) Notwithstanding section 117.02, a peace officer who finds

- (a) a person in possession of a firearm who fails, on demand, to produce, for inspection by the peace officer, an authorization or a licence under which the person may lawfully possess the firearm and a registration certificate for the firearm, or
- (b) a person in possession of a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device or any prohibited ammunition who fails, on demand, to produce, for inspection by the peace officer, an authorization or a licence under which the person may lawfully possess it,

may seize the firearm, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device or prohibited ammunition unless its possession by the person in the circumstances in which it is found is authorized by any provision of this Part, or the person is under the direct and immediate supervision of another person who may lawfully possess it.

(2) Where a person from whom any thing is seized pursuant to subsection (1) claims the thing within fourteen days after the seizure and produces for inspection by the peace officer by whom it was seized, or any other peace officer having custody of it,

- (a) an authorization or a licence under which the person is lawfully entitled to possess it, and
- (b) in the case of a firearm, a registration certificate for the firearm,

the thing shall forthwith be returned to that person.

Firearms Act

Clause 7: Relevant portion of section 4:

4. The purpose of this Act is

- (a) to provide, notably by sections 5 to 16 and 54 to 73, for the issuance of
 - (i) licences, registration certificates and authorizations under which persons may possess firearms in circumstances that would otherwise constitute an offence under subsection 91(1), 92(1), 93(1) or 95(1) of the *Criminal Code*,

Clause 8: (1) and (2) Relevant portion of subsection 23(1):

23. (1) A person may transfer a firearm if, at the time of the transfer,

...

(5) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'occupant d'un véhicule automobile lorsque celui-ci ou tout autre occupant du véhicule a en sa possession une arme à feu — autre qu'une arme à feu prohibée ou une arme à feu à autorisation restreinte — et que, sans être titulaire du certificat d'enregistrement y afférent, l'occupant visé, à la fois :

- a) l'a empruntée;
- b) est titulaire d'un permis l'autorisant à en avoir la possession;
- c) l'a en sa possession pour chasser, notamment à la trappe, afin de subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille.

Article 5: Texte du passage visé du paragraphe 95(1):

95. (1) Sous réserve du paragraphe (3) et de l'article 98, commet une infraction quiconque a en sa possession dans un lieu quelconque soit une arme à feu prohibée ou une arme à feu à autorisation restreinte chargées, soit une telle arme non chargée avec des munitions facilement accessibles qui peuvent être utilisées avec celle-ci, sans être titulaire à la fois :

Article 6: Texte des paragraphes 117.03(1) et (2):

117.03 (1) Par dérogation à l'article 117.02, lorsqu'il trouve une personne qui a en sa possession une arme à feu, une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé ou des munitions prohibées et qui est incapable de lui présenter sur-le-champ pour examen une autorisation ou un permis qui l'y autorise, en plus, s'il s'agit d'une arme à feu, du certificat d'enregistrement de l'arme, l'agent de la paix peut saisir ces objets, à moins que la présente partie n'y autorise en l'espèce cette personne ou que celle-ci soit sous la surveillance directe d'une personne pouvant légalement les avoir en sa possession.

(2) Ces objets doivent être remis sans délai au saisi, s'il les réclame dans les quatorze jours et présente à l'agent de la paix qui les a saisis ou en a la garde l'autorisation ou le permis qui l'autorise à en avoir la possession légale, en plus, s'il s'agit d'une arme à feu, du certificat d'enregistrement de l'arme.

Loi sur les armes à feu

Article 7: Texte du passage visé de l'article 4:

4. La présente loi a pour objet :

- a) de prévoir, notamment aux articles 5 à 16 et 54 à 73, la délivrance :
 - (i) de permis, de certificats d'enregistrement et d'autorisations permettant la possession d'armes à feu en des circonstances qui ne donnent pas lieu à une infraction aux paragraphes 91(1), 92(1), 93(1) ou 95(1) du *Code criminel*,

Article 8: (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 23(1):

23. (1) La cession d'une arme à feu est permise si, au moment où elle s'opère :

- (b) the person has no reason to believe that the transferee is not authorized to acquire and possess that kind of firearm;
- (c) the person informs the Registrar of the transfer;
- (d) if the person is an individual and the firearm is a prohibited firearm or a restricted firearm, the individual informs a chief firearms officer of the transfer and obtains the authorization of the chief firearms officer for the transfer;
- (e) a new registration certificate for the firearm is issued in accordance with this Act; and
- (f) the prescribed conditions are complied with.

Clause 9: Relevant portion of section 27:

27. On being informed of a proposed transfer of a prohibited firearm or restricted firearm under section 23, a chief firearms officer shall

- (a) verify
 - (i) whether the transferee or individual holds a licence,
 - (ii) whether the transferee or individual is still eligible to hold that licence, and
 - (iii) whether the licence authorizes the transferee or individual to acquire that kind of firearm or to acquire prohibited weapons, prohibited devices, ammunition or prohibited ammunition, as the case may be;
- (b) in the case of a proposed transfer of a restricted firearm or a handgun referred to in subsection 12(6.1) (pre-December 1, 1998 handguns), verify the purpose for which the transferee or individual wishes to acquire the restricted firearm or handgun and determine whether the particular restricted firearm or handgun is appropriate for that purpose;
- (c) decide whether to approve the transfer and inform the Registrar of that decision; and

Clause 10: Relevant portion of section 33:

33. Subject to section 34, a person may lend a firearm only if

- (a) the person
 - ...
 - (ii) lends the borrower the registration certificate for the firearm, except in the case of a borrower who uses the firearm to hunt or trap in order to sustain himself or herself or his or her family; or

Clause 11: Relevant portion of section 34:

34. A person may lend a firearm, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device, ammunition or prohibited ammunition to Her Majesty in right of Canada or a province, to a police force or to a municipality if

- (a) in the case of a firearm, the transferor lends the borrower the registration certificate for the firearm; and

Clause 12: Relevant portion of subsection 35.1(1):

35.1 (1) A non-resident who holds a licence may import a firearm that is not a prohibited firearm if, at the time of importation

...

[...]

- b) le cédant n'a aucun motif de croire que le cessionnaire n'est pas autorisé à acquérir et à posséder une telle arme à feu;
- c) le cédant informe le directeur de la cession;
- d) si le cédant est un particulier et s'il s'agit d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, le particulier informe le contrôleur des armes à feu de la cession et obtient l'autorisation correspondante;
- e) un nouveau certificat d'enregistrement de l'arme à feu est délivré conformément à la présente loi;
- f) les conditions réglementaires sont remplies.

Article 9: Texte du passage visé de l'article 27 :

27. Dès qu'il est informé d'un projet de cession d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte en application de l'article 23, le contrôleur des armes à feu :

- a) vérifie, à l'égard du cessionnaire ou du particulier :
 - (i) s'il est titulaire d'un permis,
 - (ii) s'il y est toujours admissible,
 - (iii) si le permis autorise l'acquisition de l'objet en cause;
- b) en cas de cession d'une arme à feu à autorisation restreinte ou d'une arme de poing visée au paragraphe 12(6.1) (armes de poing : 1^{er} décembre 1998), vérifie la finalité de l'acquisition par le cessionnaire ou le particulier et détermine si l'arme est appropriée;
- c) autorise ou refuse la cession et avise le directeur de sa décision;

Article 10: Texte du passage visé de l'article 33 :

33. Sous réserve de l'article 34, le prêt d'une arme à feu n'est permis que dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le prêteur :
 - [...]
 - (ii) livre l'arme à feu à celui-ci accompagnée du certificat d'enregistrement y afférent, sauf dans les cas où l'emprunteur l'utilise pour la chasse, notamment à la trappe, pour subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille;

Article 11: Texte du passage visé de l'article 34 :

34. Le prêt d'armes à feu, d'armes prohibées, de dispositifs prohibés, d'armes à autorisation restreinte, de munitions et de munitions prohibées à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, à une force policière ou à une municipalité est permis si :

- a) dans le cas d'une arme à feu, le prêteur la livre accompagnée du certificat d'enregistrement y afférent;

Article 12: Texte du passage visé du paragraphe 35.1(1):

35.1 (1) Le non-résident titulaire d'un permis peut importer une arme à feu non prohibée si, au moment de l'importation :

[...]

(b) the individual produces a licence authorizing him or her to acquire and possess that kind of firearm and satisfies the customs officer that the individual holds a registration certificate for the firearm;

Clause 13: Existing text of subsection 36(1):

36. (1) A declaration that is confirmed under paragraph 35(1)(b) has the same effect after the importation of the firearm as a licence authorizing the non-resident to possess only that firearm and as a registration certificate for the firearm until the expiration of sixty days after the importation or, in the case of a restricted firearm, until the earlier of

- (a) the expiration of those sixty days, and
- (b) the expiration of the authorization to transport.

Clause 14: Relevant portion of subsection 38(1):

38. (1) An individual who holds a licence may export a firearm if, at the time of the exportation,

- (a) the individual
- ...
- (ii) produces his or her licence and the registration certificate for the firearm and, in the case of a prohibited firearm or restricted firearm, an authorization to transport the firearm; and

Clause 15: Relevant portion of subsection 40(1):

40. (1) An individual who holds a licence may import a firearm that was exported in accordance with section 38 if, at the time of importation

- ...
- (b) the individual produces a licence authorizing him or her to possess that kind of firearm and satisfies the customs officer that the individual holds a registration certificate for the firearm;
- (c) in the case of a prohibited firearm or restricted firearm, the individual holds an authorization to transport the prohibited firearm or restricted firearm; and

Clause 16: Text of section 41:

41. An authorization that is confirmed in accordance with paragraph 40(2)(e) has the same effect as a registration certificate for the firearm until a registration certificate is issued for the firearm.

Clause 17: Relevant portion of section 44:

44. An authorization to export goods described in section 43 may be issued to a business only if the business that applies for such an authorization

- (a) in the case of a firearm, holds the registration certificate for the firearm;

Clause 18: Existing text of section 60:

60. The Registrar is responsible for issuing registration certificates for firearms and assigning firearms identification numbers to them and for issuing authorizations to export and authorizations to import.

Clause 19: Relevant portion of section 66:

66. A registration certificate for a firearm expires where

b) il produit un permis l'autorisant à acquérir et à posséder une telle arme à feu et convainc l'agent qu'il est titulaire du certificat d'enregistrement afférent à l'arme;

Article 13: Texte du paragraphe 36(1):

36. (1) Une fois attestée conformément à l'alinéa 35(1)d), la déclaration a valeur de permis de possession — valide à l'égard de l'arme à feu importée seulement — et de certificat d'enregistrement pour une période de soixante jours à compter de l'importation, qui ne peut dépasser, s'il s'agit d'une arme à feu à autorisation restreinte, la période de validité de l'autorisation de transport y afférente.

Article 14: Texte du passage visé du paragraphe 38(1):

38. (1) L'exportation d'une arme à feu par un particulier titulaire d'un permis est autorisée si, au moment où elle survient :

- a) celui-ci :
- [...]
- (ii) produit son permis ainsi que le certificat d'enregistrement et, s'il s'agit d'une arme à feu prohibée ou d'une arme à feu à autorisation restreinte, l'autorisation de transport y afférents;

Article 15: Texte du passage visé du paragraphe 40(1):

40. (1) Le particulier titulaire d'un permis peut importer une arme à feu exportée conformément à l'article 38 si, au moment de l'importation :

- [...]
- b) il produit un permis l'autorisant à posséder une telle arme à feu et convainc l'agent qu'il est titulaire du certificat d'enregistrement afférent à l'arme;
- c) s'agissant d'une arme à feu à autorisation restreinte ou d'une arme à feu prohibée, il est titulaire de l'autorisation de transport y afférente;

Article 16: Texte de l'article 41 :

41. Une fois attestée conformément à l'alinéa 40(2)e), l'autorisation a valeur de certificat d'enregistrement jusqu'à ce que le certificat d'enregistrement soit délivré pour l'arme à feu.

Article 17: Texte du passage visé de l'article 44 :

44. L'autorisation d'exportation de marchandises visées à l'article 43 ne peut être délivrée à l'entreprise qui en fait la demande que si celle-ci :

- a) est titulaire, dans le cas d'armes à feu, du certificat d'enregistrement y afférent;

Article 18: Texte de l'article 60 :

60. Le certificat d'enregistrement d'une arme à feu et le numéro d'enregistrement qui est attribué à celle-ci, de même que les autorisations d'exportation et d'importation, sont délivrés par le directeur.

Article 19: Texte de l'article 66 :

66. Le certificat d'enregistrement d'une arme à feu est valide tant que le titulaire du certificat demeure propriétaire de l'arme à feu ou que celle-ci demeure une arme à feu.

*Clause 20: Relevant portion of subsection 71(1):***71. (1) The Registrar**

(a) may revoke a registration certificate for any good and sufficient reason; and

Clause 21: Existing text of subsection 72(5):

(5) A notice given under subsection (1) in respect of a registration certificate must specify a reasonable period during which the applicant for or holder of the registration certificate may deliver to a peace officer or a firearms officer or a chief firearms officer or otherwise lawfully dispose of the firearm to which the registration certificate relates and during which sections 91, 92 and 94 of the *Criminal Code* and section 112 of this Act do not apply to the applicant or holder.

Clause 22: Relevant portion of subsection 83(1):

83. (1) The Registrar shall establish and maintain a registry, to be known as the Canadian Firearms Registry, in which shall be kept a record of

(a) every licence, registration certificate and authorization that is issued or revoked by the Registrar;

(b) every application for a licence, registration certificate or authorization that is refused by the Registrar;

Clause 23: Existing text of section 105:

105. An inspector who believes on reasonable grounds that a person possesses a firearm may, by demand made to that person, require that person, within a reasonable time after the demand is made, to produce the firearm in the manner specified by the inspector for the purpose of verifying the serial number or other identifying features of the firearm and of ensuring that the person is the holder of the registration certificate for the firearm.

Clause 24: Relevant portion of section 109:

109. Every person who commits an offence under section 106, 107 or 108, who contravenes subsection 29(1) or who contravenes a regulation made under paragraph 117(d), (e), (f), (g), (i), (j), (l), (m) or (n) the contravention of which has been made an offence under paragraph 117(o)

Clause 25: Existing text of section 112:

112. (1) Subject to subsections (2) and (3), every person commits an offence who, not having previously committed an offence under this subsection or subsection 91(1) or 92(1) of the *Criminal Code*, possesses a firearm that is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm without being the holder of a registration certificate for the firearm.

(2) Subsection (1) does not apply to

(a) a person who possesses a firearm while the person is under the direct and immediate supervision of a person who may lawfully possess it, for the purpose of using it in a manner in which the supervising person may lawfully use it;

(b) a person who comes into possession of a firearm by operation of law and who, within a reasonable period after acquiring possession of it, lawfully disposes of it or obtains a registration certificate for it; or

(c) a person who possesses a firearm and who is not the holder of a registration certificate for the firearm if the person

(i) has borrowed the firearm,

Article 20: Texte du paragraphe 71(1):

71. (1) Le directeur peut révoquer le certificat d'enregistrement pour toute raison valable; il est tenu de le faire à l'égard d'une arme à feu en la possession d'un particulier dans le cas où le contrôleur des armes à feu l'informe, en application de l'article 67, que l'arme à feu n'est pas utilisée aux fins prévues à l'article 28.

Article 21: Texte du paragraphe 72(5):

(5) La notification accorde un délai raisonnable pendant lequel le demandeur ou le titulaire d'un certificat d'enregistrement d'une arme à feu peut se départir légalement de celle-ci, notamment en la remettant à un agent de la paix, au préposé aux armes à feu ou au contrôleur des armes à feu, sans qu'une poursuite ne puisse être intentée contre lui en vertu des articles 91, 92 ou 94 du *Code criminel* ou de l'article 112 de la présente loi.

Article 22: Texte du passage visé du paragraphe 83(1):

83. (1) Le directeur constitue et tient un registre, dénommé le Registre canadien des armes à feu, où sont notés :

a) les permis, certificats d'enregistrement ou autorisations qu'il délivre ou révoque;

b) les demandes de permis, de certificat d'enregistrement ou d'autorisation qu'il refuse;

Article 23: Texte de l'article 105 :

105. S'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne possède une arme à feu, l'inspecteur peut lui ordonner de présenter, dans un délai raisonnable suivant la demande et de la manière indiquée par l'inspecteur, cette arme en vue d'en vérifier le numéro de série ou d'autres caractéristiques et de s'assurer que cette personne est titulaire du certificat d'enregistrement y afférent.

Article 24: Texte du passage visé de l'article 109 :

109. Quiconque contrevient aux articles 106, 107 ou 108 ou au paragraphe 29(1) ou à un règlement d'application des alinéas 117d), e), f), g), i), j), l), m) ou n) dont la contravention est devenue une infraction aux termes de l'alinéa 117o) est coupable :

Article 25: Texte de l'article 112 :

112. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), commet une infraction quiconque, n'ayant pas antérieurement commis une infraction prévue au présent paragraphe ou aux paragraphes 91(1) ou 92(1) du *Code criminel*, possède une arme à feu — qui n'est pas une arme à feu prohibée ni une arme à feu à autorisation restreinte — sans être titulaire d'un certificat d'enregistrement pour cette arme à feu.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :

a) au possesseur d'une arme à feu qui est sous la surveillance directe d'une personne pouvant légalement l'avoir en sa possession, et qui s'en sert de la manière dont celle-ci peut légalement s'en servir;

b) à la personne qui entre en possession d'une arme à feu par effet de la loi et qui, dans un délai raisonnable, s'en défait légalement ou obtient le certificat d'enregistrement pour cette arme;

c) au possesseur d'une arme à feu qui, sans être titulaire du certificat d'enregistrement y afférent, à la fois :

(i) l'a empruntée,

(ii) est titulaire d'un permis en autorisant la possession,

(ii) is the holder of a licence under which the person may possess it, and
 (iii) is in possession of the firearm to hunt or trap in order to sustain himself or herself or his or her family.

(3) Every person who, at any particular time between the commencement day and the later of January 1, 1998 and such other date as is prescribed, possesses a firearm that, as of that particular time, is neither a prohibited firearm nor a restricted firearm is deemed for the purposes of subsection (1) to be, until January 1, 2003 or such other earlier date as is prescribed, the holder of a registration certificate for the firearm.

(4) Where, in any proceedings for an offence under this section, any question arises as to whether a person is the holder of a registration certificate, the onus is on the defendant to prove that the person is the holder of the registration certificate.

Clause 26: Existing text of sections 114 and 115:

114. Every person commits an offence who, being the holder of a licence, registration certificate or authorization that is revoked, does not deliver it up to a peace officer or firearms officer without delay after the revocation.

115. Every person who commits an offence under section 112, 113 or 114 is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Clause 27: (1) and (2) Relevant portion of section 117:

117. The Governor in Council may make regulations

...

(o) creating offences consisting of contraventions of the regulations made under paragraph (d), (e), (f), (g), (i), (j), (k.1), (k.2), (l), (m) or (n);

Clause 28: Existing text of subsection 119(3):

(3) A regulation made under paragraph 117(i), (l), (m), (n), (o), (q), (s) or (t) may be made without being laid before either House of Parliament if the federal Minister is of the opinion that the making of the regulation is so urgent that section 118 should not be applicable in the circumstances.

(iii) l'a en sa possession pour chasser, notamment à la trappe, afin de subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille.

(3) Quiconque, à tout moment entre la date de référence et le 1^{er} janvier 1998 — ou toute autre date fixée par règlement — possède une arme à feu qui, à ce moment, n'est pas une arme à feu prohibée ni une arme à feu à autorisation restreinte est réputé pour l'application du paragraphe (1) être, jusqu'au 1^{er} janvier 2003 ou jusqu'à toute autre date antérieure fixée par règlement, titulaire du certificat d'enregistrement de cette arme à feu.

(4) Dans toute poursuite intentée dans le cadre du présent article, c'est au défendeur qu'il incombe éventuellement de prouver qu'une personne est titulaire d'un certificat d'enregistrement.

Article 26: Texte des articles 114 et 115 :

114. Commet une infraction le titulaire d'un permis, d'un certificat d'enregistrement ou d'une autorisation qui ne restitue pas le document sans délai après sa révocation à l'agent de la paix ou au préposé aux armes à feu.

115. Quiconque contrevient aux articles 112, 113 ou 114 est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire.

Article 27: (1) et (2) Texte du passage visé de l'article 117 :

117. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

[...]

o) créer des infractions pour contravention des règlements pris en vertu des alinéas d), e), f), g), i), j), k.1), k.2), l), m) ou n);

Article 28: Texte du paragraphe 119(3) :

(3) Les règlements d'application des alinéas 117i), l), m), n), o), q), s) ou t) peuvent être pris sans avoir auparavant été déposés devant l'une ou l'autre chambre du Parlement, si le ministre fédéral estime que l'urgence de la situation justifie une dérogation à l'article 118.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

**1782711
Ottawa**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :
<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :
Les Éditions et Services de dépôt
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

C-22

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-22

An Act to amend the Criminal Code (age of protection) and to
make consequential amendments to the Criminal Records
Act

FIRST READING, JUNE 22, 2006

THE MINISTER OF JUSTICE

C-22

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-22

Loi modifiant le Code criminel (âge de protection) et la Loi sur
le casier judiciaire en conséquence

PREMIÈRE LECTURE LE 22 JUIN 2006

LE MINISTRE DE LA JUSTICE



SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to raise the age, from 14 to 16 years, at which a person can consent to non-exploitative sexual activity. It creates an exception in respect of an accused who engages in sexual activity with a 14- or 15-year-old youth and who is less than five years older than the youth. It also creates an exception for transitional purposes in respect of an accused who engages in sexual activity with a 14- or 15-year-old youth and who is five or more years older than the youth if, on the day on which this Act comes into force, the accused is married to the youth. The exception also applies to the accused if, on the day on which this Act comes into force, he or she is the common-law partner of the youth or has been cohabiting with the youth in a conjugal relationship for less than one year and they have had or are expecting to have a child as a result of the relationship, and the sexual activity was not otherwise prohibited before that day.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* pour faire passer de quatorze à seize ans l'âge de consentement à une activité sexuelle de nature non exploitante. Il prévoit une exception applicable à toute personne qui se livre à des activités sexuelles avec un adolescent âgé de quatorze ou quinze ans si elle est de moins de cinq ans son aîné. Enfin, il prévoit, de façon transitoire, une exception applicable à toute personne qui se livre à des activités sexuelles avec un adolescent âgé de quatorze ou quinze ans si elle est de cinq ans ou plus son aîné, dans le cas où, à la date d'entrée en vigueur du texte, elle est mariée à l'adolescent ou, d'une part, soit elle vit en union de fait avec lui depuis au moins un an, soit, si cette période est de moins d'un an, un enfant est né ou à naître de leur union et, d'autre part, ces activités sexuelles n'étaient pas illégales par ailleurs avant cette date.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-22

PROJET DE LOI C-22

An Act to amend the Criminal Code (age of protection) and to make consequential amendments to the Criminal Records Act

Loi modifiant le Code criminel (âge de protection) et la Loi sur le casier judiciaire en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

R.S., c. 19
(3rd Supp.), s. 1;
2005, c. 32,
s. 2(1)

1. (1) Subsections 150.1(1) and (2) of the *Criminal Code* are replaced by the following:

150.1 (1) Subject to subsections (2) to (2.2), when an accused is charged with an offence under section 151 or 152 or subsection 153(1), 160(3) or 173(2) or is charged with an offence under section 271, 272 or 273 in respect of a complainant under the age of 16 years, it is not a defence that the complainant consented to the activity that forms the subject-matter of the charge.

(2) When an accused is charged with an offence under section 151 or 152, subsection 173(2) or section 271 in respect of a complainant who is 12 years of age or more but under the age of 14 years, it is a defence that the complainant consented to the activity that forms the subject-matter of the charge if the accused

(a) is less than two years older than the complainant; and

(b) is not in a position of trust or authority towards the complainant, is not a person with whom the complainant is in a relationship of

Exception —
complainant
aged 12 or 13

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

1. (1) Les paragraphes 150.1(1) et (2) du *Code criminel* sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 19
(3^e suppl.),
art. 1; 2005,
ch. 32, par. 2(1)

150.1 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (2.2), lorsqu'une personne est accusée d'une infraction prévue aux articles 151 ou 152 ou aux paragraphes 153(1), 160(3) ou 173(2) ou d'une infraction prévue aux articles 271, 272 ou 273 à l'égard d'un plaignant âgé de moins de seize ans, ne constitue pas un moyen de défense le fait que le plaignant a consenti aux actes à l'origine de l'accusation.

(2) Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction prévue aux articles 151 ou 152, au paragraphe 173(2) ou à l'article 271 à l'égard d'un plaignant âgé de douze ans ou plus mais de moins de quatorze ans, le fait que le plaignant a consenti aux actes à l'origine de l'accusation constitue un moyen de défense si l'accusé, à la fois :

a) est de moins de deux ans l'aîné du plaignant;

b) n'est ni une personne en situation d'auto-rité ou de confiance vis-à-vis du plaignant ni une personne à l'égard de laquelle celui-ci est

Inadmissibilité
du consentement
du plaignant

Exception —
plaignant âgé de
12 ou 13 ans

dependency and is not in a relationship with the complainant that is exploitative of the complainant.

Exception —
complainant
aged 14 or 15

(2.1) When an accused is charged with an offence under section 151 or 152, subsection 173(2) or section 271 in respect of a complainant who is 14 years of age or more but under the age of 16 years, it is a defence that the complainant consented to the activity that forms the subject-matter of the charge if the accused

(a) is less than five years older than the complainant; and

(b) is not in a position of trust or authority towards the complainant, is not a person with whom the complainant is in a relationship of dependency and is not in a relationship with the complainant that is exploitative of the complainant.

Exception for
transitional
purposes

(2.2) When the accused referred to in subsection (2.1) is five or more years older than the complainant, it is a defence that the complainant consented to the activity that forms the subject-matter of the charge if, on the day on which this subsection comes into force,

(a) the accused is married to the complainant; or

(b) the accused

(i) is the common-law partner of the complainant, or has been cohabiting with the complainant in a conjugal relationship for a period of less than one year and they have had or are expecting to have a child as a result of the relationship, and

(ii) is not in a position of trust or authority towards the complainant, is not a person with whom the complainant is in a relationship of dependency and is not in a relationship with the complainant that is exploitative of the complainant.

(2) Section 150.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

en situation de dépendance ni une personne qui est dans une relation où elle exploite le plaignant.

(2.1) Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction prévue aux articles 151 ou 152, au paragraphe 173(2) ou à l'article 271 à l'égard d'un plaignant âgé de quatorze ans ou plus mais de moins de seize ans, le fait que le plaignant a consenti aux actes à l'origine de l'accusation constitue un moyen de défense si l'accusé, à la fois :

a) est de moins de cinq ans l'aîné du plaignant;

b) n'est ni une personne en situation d'autorité ou de confiance vis-à-vis du plaignant ni une personne à l'égard de laquelle celui-ci est en situation de dépendance ni une personne qui est dans une relation où elle exploite le plaignant.

(2.2) Dans le cas où l'accusé visé au paragraphe (2.1) est de cinq ans ou plus l'aîné du plaignant, le fait que ce dernier a consenti aux actes à l'origine de l'accusation constitue un moyen de défense si, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, l'une des conditions suivantes est remplie :

a) l'accusé est marié au plaignant;

b) l'accusé :

(i) d'une part, soit est le conjoint de fait du plaignant, soit vit dans une relation conjugale avec lui depuis moins d'un an et un enfant est né ou à naître de leur union,

(ii) d'autre part, n'est ni une personne en situation d'autorité ou de confiance vis-à-vis du plaignant ni une personne à l'égard de laquelle celui-ci est en situation de dépendance ni une personne qui est dans une relation où elle exploite le plaignant.

(2) L'article 150.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Exception —
plaignant âgé de
14 ou 15 ans

Exception —
régime
transitoire

Mistake of age	(6) An accused cannot raise a mistaken belief in the age of the complainant in order to invoke a defence under subsection (2) or (2.1) unless the accused took all reasonable steps to ascertain the age of the complainant.	(6) L'accusé ne peut invoquer l'erreur sur l'âge du plaignant pour se prévaloir de la défense prévue aux paragraphes (2) ou (2.1) que s'il a pris toutes les mesures raisonnables pour s'assurer de l'âge de celui-ci.	Inadmissibilité de l'erreur
2002, c. 13, s. 8	2. Paragraphs 172.1(1)(b) and (c) of the Act are replaced by the following: (b) a person who is, or who the accused believes is, under the age of 16 years, for the purpose of facilitating the commission of an offence under section 151 or 152, subsection 160(3) or 173(2) or section 280 with respect to that person; or (c) a person who is, or who the accused believes is, under the age of 14 years, for the purpose of facilitating the commission of an offence under section 281 with respect to that person.	2. Les alinéas 172.1(1)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : b) une personne âgée de moins de seize ans ou qu'il croit telle, en vue de faciliter la perpétration à son égard d'une infraction visée aux articles 151 ou 152, aux paragraphes 160(3) ou 173(2) ou à l'article 280; c) une personne âgée de moins de quatorze ans ou qu'il croit telle, en vue de faciliter la perpétration à son égard d'une infraction visée à l'article 281.	2002, ch. 13, art. 8
Replacement of "fourteen years" with "sixteen years"	3. The Act is amended by replacing the words "fourteen years" with the words "sixteen years" wherever they occur in the following provisions: (a) subsection 150.1(4); (b) sections 151 and 152; (c) subsection 153(2); (d) subsection 160(3); (e) subsection 161(1); (f) paragraphs 170(a) and (b); (g) paragraphs 171(a) and (b); (h) subsection 173(2); (i) paragraphs 273.3(1)(a) and (b); and (j) subsection 810.1(1) and paragraphs 810.1(3)(a) and (b).	3. Dans les passages ci-après de la même loi, « quatorze ans » est remplacé par « seize ans » : a) le paragraphe 150.1(4); b) les articles 151 et 152; c) le paragraphe 153(2); d) le paragraphe 160(3); e) le paragraphe 161(1); f) les alinéas 170a) et b); g) les alinéas 171a) et b); h) le paragraphe 173(2); i) les alinéas 273.3(1)a) et b); j) le paragraphe 810.1(1) et les alinéas 810.1(3)a) et b).	Remplacement de « quatorze ans » par « seize ans »
R.S., c. C-47	CONSEQUENTIAL AMENDMENTS CRIMINAL RECORDS ACT	MODIFICATIONS CORRÉLATIVES LOI SUR LE CASIER JUDICIAIRE	L.R., ch. C-47
2000, c. 1, s. 8.1	4. (1) Paragraphs 1(b) to (d) of the schedule to the Criminal Records Act are replaced by the following: (b) section 151 (sexual interference with a person under 16);	4. (1) Les alinéas 1b) à d) de l'annexe de la Loi sur le casier judiciaire sont remplacés par ce qui suit : b) l'article 151 (contacts sexuels — enfant de moins de 16 ans);	2000, ch. 1, art. 8.1

(c) section 152 (invitation to a person under 16 to sexual touching);

(d) section 153 (sexual exploitation of a person 16 or more but under 18);

c) l'article 152 (incitation à des contacts sexuels — enfant de moins de 16 ans);

d) l'article 153 (personne en situation d'autorité par rapport à une personne âgée de 16 ans ou plus, mais de moins de 18 ans);

5

2000, c. 1, s. 8.1

(2) Paragraph 1(h) of the schedule to the Act is replaced by the following:

(h) subsection 160(3) (bestiality in the presence of a person under 16 or inciting a person under 16 to commit bestiality);

(2) L'alinéa 1h) de l'annexe de la même loi est remplacé par ce qui suit :

h) le paragraphe 160(3) (bestialité en présence d'un enfant âgé de moins de 16 ans, ou incitation d'un enfant de moins de 16 ans à 10 commettre la bestialité);

2000, ch. 1,
art. 8.1

2000, c. 1, s. 8.1

(3) Paragraphs 1(x) and (y) of the schedule to the Act are replaced by the following:

(x) paragraph 273.3(1)(a) (removal of child under 16 from Canada for purposes of listed offences);

(y) paragraph 273.3(1)(b) (removal of child 15 16 or more but under 18 from Canada for purpose of listed offence);

(3) Les alinéas 1x) et y) de l'annexe de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

x) l'alinéa 273.3(1)a) (passage à l'étranger d'un enfant âgé de moins de 16 ans en vue de 15 permettre la commission d'une infraction mentionnée à cet alinéa);

y) l'alinéa 273.3(1)b) (passage à l'étranger d'un enfant âgé de 16 ans ou plus mais de moins de 18 ans en vue de permettre la 20 commission d'une infraction mentionnée à cet alinéa);

2000, ch. 1,
art. 8.1

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

*Criminal Code**Code criminel**Clause 1: (1) Existing text of subsections 150.1(1) and (2):*

150.1 (1) Where an accused is charged with an offence under section 151 or 152 or subsection 153(1), 160(3) or 173(2) or is charged with an offence under section 271, 272 or 273 in respect of a complainant under the age of fourteen years, it is not a defence that the complainant consented to the activity that forms the subject-matter of the charge.

(2) Notwithstanding subsection (1), where an accused is charged with an offence under section 151 or 152, subsection 173(2) or section 271 in respect of a complainant who is twelve years of age or more but under the age of fourteen years, it is not a defence that the complainant consented to the activity that forms the subject-matter of the charge unless the accused

- (a) is twelve years of age or more but under the age of sixteen years;
- (b) is less than two years older than the complainant; and
- (c) is not in a position of trust or authority towards the complainant, is not a person with whom the complainant is in a relationship of dependency and is not in a relationship with the complainant that is exploitative of the complainant.

*(2) New.**Clause 2: Relevant portion of subsection 172.1(1):*

172.1 (1) Every person commits an offence who, by means of a computer system within the meaning of subsection 342.1(2), communicates with

(b) a person who is, or who the accused believes is, under the age of sixteen years, for the purpose of facilitating the commission of an offence under section 280 with respect to that person; or

(c) a person who is, or who the accused believes is, under the age of fourteen years, for the purpose of facilitating the commission of an offence under section 151 or 152, subsection 160(3) or 173(2) or section 281 with respect to that person.

*Criminal Records Act**Clause 4: (1) to (3) Relevant portion of section 1 of the schedule:*

1. Offences under the following provisions of the *Criminal Code*:

- (b) section 151 (sexual interference with a person under 14);
- (c) section 152 (invitation to a person under 14 to sexual touching);
- (d) section 153 (sexual exploitation of a person 14 or more but under 18);
- (h) subsection 160(3) (bestiality in the presence of a person under 14 or inciting a person under 14 to commit bestiality);
- (x) paragraph 273.3(1)(a) (removal of child under 14 from Canada for purposes of listed offences);

Article 1: (1) Texte des paragraphes 150.1(1) et (2):

150.1 (1) Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction prévue aux articles 151 ou 152, aux paragraphes 153(1), 160(3) ou 173(2), ou d'une infraction prévue aux articles 271, 272 ou 273 à l'égard d'un plaignant âgé de moins de quatorze ans, ne constitue pas un moyen de défense le fait que le plaignant a consenti aux actes à l'origine de l'accusation.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), lorsqu'une personne est accusée d'une infraction prévue aux articles 151 ou 152, au paragraphe 173(2) ou à l'article 271 à l'égard d'un plaignant âgé de douze ans ou plus mais de moins de quatorze ans, le fait que le plaignant a consenti aux actes à l'origine de l'accusation ne constitue un moyen de défense que si l'accusé, à la fois :

- a) est âgé de douze ans ou plus mais de moins de seize ans;
- b) est de moins de deux ans l'aîné du plaignant;
- c) n'est ni une personne en situation d'autorité ou de confiance vis-à-vis du plaignant ni une personne à l'égard de laquelle celui-ci est en situation de dépendance ni une personne qui est dans une relation où elle exploite le plaignant.

*(2) Nouveau.**Article 2: Texte du passage visé du paragraphe 172.1(1):*

172.1 (1) Commet une infraction quiconque communique au moyen d'un ordinateur au sens du paragraphe 342.1(2) avec :

- b) une personne âgée de moins de seize ans ou qu'il croit telle, en vue de faciliter la perpétration à son égard d'une infraction visée à l'article 280;
- c) une personne âgée de moins de quatorze ans ou qu'il croit telle, en vue de faciliter la perpétration à son égard d'une infraction visée aux articles 151 ou 152, aux paragraphes 160(3) ou 173(2) ou à l'article 281.

*Loi sur le casier judiciaire**Article 4: (1) à (3) Texte du passage visé de l'article 1 de l'annexe :*

1. Les infractions aux dispositions suivantes du *Code criminel*:

- b) l'article 151 (contacts sexuels — enfant de moins de 14 ans);
- c) l'article 152 (incitation à des contacts sexuels — enfant de moins de 14 ans);
- d) l'article 153 (personne en situation d'autorité par rapport à une personne âgée d'au moins 14 ans, mais de moins de 18 ans);
- h) le paragraphe 160(3) (bestialité en présence d'un enfant âgé de moins de 14 ans, ou incitation d'un enfant de moins de 14 ans à commettre la bestialité);

(y) paragraph 273.3(1)(b) (removal of child 14 or more but under 18 from Canada for purpose of listed offence);

x) l'alinéa 273.3(1)a) (passage à l'étranger d'un enfant âgé de moins de 14 ans en vue de permettre la commission d'une infraction mentionnée à cet alinéa);

y) l'alinéa 273.3(1)b) (passage à l'étranger d'un enfant âgé de 14 ans ou plus mais de moins de 18 ans en vue de permettre la commission d'une infraction mentionnée à cet alinéa);

MAIL ➤ **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

**1782711
Ottawa**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

C-22

C-22

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55-56 Elizabeth II, 2006-2007

Première session, trente-neuvième législature,
55-56 Elizabeth II, 2006-2007

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-22

PROJET DE LOI C-22

An Act to amend the Criminal Code (age of protection) and to
make consequential amendments to the Criminal Records
Act

Loi modifiant le Code criminel (âge de protection) et la Loi sur
le casier judiciaire en conséquence

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
MAY 4, 2007

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 4 MAI 2007



SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to raise the age, from 14 to 16 years, at which a person can consent to non-exploitative sexual activity. It creates an exception in respect of an accused who engages in sexual activity with a 14- or 15-year-old youth and who is less than five years older than the youth. It also creates an exception for transitional purposes in respect of an accused who engages in sexual activity with a 14- or 15-year-old youth and who is five or more years older than the youth if, on the day on which this Act comes into force, the accused is married to the youth. The exception also applies to the accused if, on the day on which this Act comes into force, he or she is the common-law partner of the youth or has been cohabiting with the youth in a conjugal relationship for less than one year and they have had or are expecting to have a child as a result of the relationship, and the sexual activity was not otherwise prohibited before that day.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* pour faire passer de quatorze à seize ans l'âge de consentement à une activité sexuelle de nature non exploitante. Il prévoit une exception applicable à toute personne qui se livre à des activités sexuelles avec un adolescent âgé de quatorze ou quinze ans si elle est de moins de cinq ans son aîné. Enfin, il prévoit, de façon transitoire, une exception applicable à toute personne qui se livre à des activités sexuelles avec un adolescent âgé de quatorze ou quinze ans si elle est de cinq ans ou plus son aîné, dans le cas où, à la date d'entrée en vigueur du texte, elle est mariée à l'adolescent ou, d'une part, soit elle vit en union de fait avec lui depuis au moins un an, soit, si cette période est de moins d'un an, un enfant est né ou à naître de leur union et, d'autre part, ces activités sexuelles n'étaient pas illégales par ailleurs avant cette date.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-22

PROJET DE LOI C-22

An Act to amend the Criminal Code (age of protection) and to make consequential amendments to the Criminal Records Act

Loi modifiant le Code criminel (âge de protection) et la Loi sur le casier judiciaire en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

L.R., ch. C-46

R.S., c. 19
(3rd Supp.), s. 1;
2005, c. 32,
s. 2(1)

1. (1) Subsections 150.1(1) and (2) of the *Criminal Code* are replaced by the following:

1. (1) Les paragraphes 150.1(1) et (2) du *Code criminel* sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 19
(3^e suppl.),
art. 1; 2005,
ch. 32, par. 2(1)

Consent no
defence

150.1 (1) Subject to subsections (2) to (2.2), when an accused is charged with an offence under section 151 or 152 or subsection 153(1), 160(3) or 173(2) or is charged with an offence under section 271, 272 or 273 in respect of a complainant under the age of 16 years, it is not a defence that the complainant consented to the activity that forms the subject-matter of the charge.

150.1 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (2.2), lorsqu'une personne est accusée d'une infraction prévue aux articles 151 ou 152 ou aux paragraphes 153(1), 160(3) ou 173(2) ou d'une infraction prévue aux articles 271, 272 ou 273 à l'égard d'un plaignant âgé de moins de seize ans, ne constitue pas un moyen de défense le fait que le plaignant a consenti aux actes à l'origine de l'accusation.

Inadmissibilité
du consentement
du plaignant

Exception —
complainant
aged 12 or 13

(2) When an accused is charged with an offence under section 151 or 152, subsection 173(2) or section 271 in respect of a complainant who is 12 years of age or more but under the age of 14 years, it is a defence that the complainant consented to the activity that forms the subject-matter of the charge if the accused

(2) Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction prévue aux articles 151 ou 152, au paragraphe 173(2) ou à l'article 271 à l'égard d'un plaignant âgé de douze ans ou plus mais de moins de quatorze ans, le fait que le plaignant a consenti aux actes à l'origine de l'accusation constitue un moyen de défense si l'accusé, à la fois :

Exception —
plaignant âgé de
12 ou 13 ans

(a) is less than two years older than the complainant; and

a) est de moins de deux ans l'aîné du plaignant;

(b) is not in a position of trust or authority towards the complainant, is not a person with whom the complainant is in a relationship of

b) n'est ni une personne en situation d'autorité ou de confiance vis-à-vis du plaignant ni une personne à l'égard de laquelle celui-ci est

dependency and is not in a relationship with the complainant that is exploitative of the complainant.

Exception —
complainant
aged 14 or 15

(2.1) When an accused is charged with an offence under section 151 or 152, subsection 173(2) or section 271 in respect of a complainant who is 14 years of age or more but under the age of 16 years, it is a defence that the complainant consented to the activity that forms the subject-matter of the charge if

(a) the accused

(i) is less than five years older than the complainant, and

(ii) is not in a position of trust or authority towards the complainant, is not a person with whom the complainant is in a relationship of dependency and is not in a relationship with the complainant that is exploitative of the complainant; or

(b) the accused is married to the complainant.

Exception for
transitional
purposes

(2.2) When the accused referred to in subsection (2.1) is five or more years older than the complainant, it is a defence that the complainant consented to the activity that forms the subject-matter of the charge if, on the day on which this subsection comes into force,

(a) the accused is married to the complainant; or

(b) the accused

(i) is the common-law partner of the complainant, or has been cohabiting with the complainant in a conjugal relationship for a period of less than one year and they have had or are expecting to have a child as a result of the relationship, and

(ii) is not in a position of trust or authority towards the complainant, is not a person with whom the complainant is in a relationship of dependency and is not in a relationship with the complainant that is exploitative of the complainant.

(2) Section 150.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

en situation de dépendance ni une personne qui est dans une relation où elle exploite le plaignant.

(2.1) Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction prévue aux articles 151 ou 152, au paragraphe 173(2) ou à l'article 271 à l'égard d'un plaignant âgé de quatorze ans ou plus mais de moins de seize ans, le fait que le plaignant a consenti aux actes à l'origine de l'accusation constitue un moyen de défense si l'une des conditions suivantes est remplie :

a) l'accusé, à la fois :

(i) est de moins de cinq ans l'aîné du plaignant,

(ii) n'est ni une personne en situation d'autorité ou de confiance vis-à-vis du plaignant ni une personne à l'égard de laquelle celui-ci est en situation de dépendance ni une personne qui est dans une relation où elle exploite le plaignant;

b) l'accusé est marié au plaignant.

(2.2) Dans le cas où l'accusé visé au paragraphe (2.1) est de cinq ans ou plus l'aîné du plaignant, le fait que ce dernier a consenti aux actes à l'origine de l'accusation constitue un moyen de défense si, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, l'une des conditions suivantes est remplie :

a) l'accusé est marié au plaignant;

b) l'accusé :

(i) d'une part, soit est le conjoint de fait du plaignant, soit vit dans une relation conjugale avec lui depuis moins d'un an et un enfant est né ou à naître de leur union,

(ii) d'autre part, n'est ni une personne en situation d'autorité ou de confiance vis-à-vis du plaignant ni une personne à l'égard de laquelle celui-ci est en situation de dépendance ni une personne qui est dans une relation où elle exploite le plaignant.

(2) L'article 150.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Exception —
plaignant âgé de
14 ou 15 ans

Exception —
régime
transitoire

Mistake of age	(6) An accused cannot raise a mistaken belief in the age of the complainant in order to invoke a defence under subsection (2) or (2.1) unless the accused took all reasonable steps to ascertain the age of the complainant.	(6) L'accusé ne peut invoquer l'erreur sur l'âge du plaignant pour se prévaloir de la défense prévue aux paragraphes (2) ou (2.1) que s'il a pris toutes les mesures raisonnables 5 pour s'assurer de l'âge de celui-ci.	Inadmissibilité de l'erreur
2002, c. 13, s. 8	2. Paragraphs 172.1(1)(b) and (c) of the Act are replaced by the following: (b) a person who is, or who the accused believes is, under the age of 16 years, for the purpose of facilitating the commission of an 10 offence under section 151 or 152, subsection 160(3) or 173(2) or section 280 with respect to that person; or (c) a person who is, or who the accused believes is, under the age of 14 years, for the 15 purpose of facilitating the commission of an offence under section 281 with respect to that person.	2. Les alinéas 172.1(1)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : b) une personne âgée de moins de seize ans ou qu'il croit telle, en vue de faciliter la perpétration à son égard d'une infraction 10 visée aux articles 151 ou 152, aux paragraphes 160(3) ou 173(2) ou à l'article 280; c) une personne âgée de moins de quatorze ans ou qu'il croit telle, en vue de faciliter la perpétration à son égard d'une infraction 15 visée à l'article 281.	2002, ch. 13, art. 8
Replacement of "fourteen years" with "sixteen years"	3. The Act is amended by replacing the words "fourteen years" with the words 20 "sixteen years" wherever they occur in the following provisions: (a) subsection 150.1(4); (b) sections 151 and 152; (c) subsection 153(2); (d) subsection 160(3); (e) subsection 161(1); (f) paragraphs 170(a) and (b); (g) paragraphs 171(a) and (b); (h) subsection 173(2); (i) paragraphs 273.3(1)(a) and (b); and (j) subsection 810.1(1) and paragraphs 810.1(3)(a) and (b).	3. Dans les passages ci-après de la même loi, « quatorze ans » est remplacé par « seize ans » : a) le paragraphe 150.1(4); b) les articles 151 et 152; c) le paragraphe 153(2); d) le paragraphe 160(3); e) le paragraphe 161(1); f) les alinéas 170a) et b); g) les alinéas 171a) et b); h) le paragraphe 173(2); i) les alinéas 273.3(1)a) et b); j) le paragraphe 810.1(1) et les alinéas 810.1(3)a) et b).	Remplacement de « quatorze ans » par « seize ans »
	CONSEQUENTIAL AMENDMENTS CRIMINAL RECORDS ACT	MODIFICATIONS CORRÉLATIVES LOI SUR LE CASIER JUDICIAIRE	
R.S., c. C-47			L.R., ch. C-47
2000, c. 1, s. 8.1	4. (1) Paragraphs 1(b) to (d) of the schedule to the Criminal Records Act are replaced 35 by the following: (b) section 151 (sexual interference with a person under 16);	4. (1) Les alinéas 1b) à d) de l'annexe de la Loi sur le casier judiciaire sont remplacés par ce qui suit : b) l'article 151 (contacts sexuels — enfant de moins de 16 ans);	2000, ch. 1, art. 8.1

(c) section 152 (invitation to a person under 16 to sexual touching);

(d) section 153 (sexual exploitation of a person 16 or more but under 18);

c) l'article 152 (incitation à des contacts sexuels — enfant de moins de 16 ans);

d) l'article 153 (personne en situation d'autorité par rapport à une personne âgée de 16 ans ou plus, mais de moins de 18 ans);

5

2000, c. 1, s. 8.1

(2) Paragraph 1(h) of the schedule to the Act is replaced by the following:

(h) subsection 160(3) (bestiality in the presence of a person under 16 or inciting a person under 16 to commit bestiality);

(2) L'alinéa 1h) de l'annexe de la même loi est remplacé par ce qui suit :

h) le paragraphe 160(3) (bestialité en présence d'un enfant âgé de moins de 16 ans, ou incitation d'un enfant de moins de 16 ans à 10 commettre la bestialité);

2000, ch. 1, art. 8.1

2000, c. 1, s. 8.1

(3) Paragraphs 1(x) and (y) of the schedule 10 to the Act are replaced by the following:

(x) paragraph 273.3(1)(a) (removal of child under 16 from Canada for purposes of listed offences);

(y) paragraph 273.3(1)(b) (removal of child 15 16 or more but under 18 from Canada for purpose of listed offence);

(3) Les alinéas 1x) et y) de l'annexe de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

x) l'alinéa 273.3(1)a) (passage à l'étranger d'un enfant âgé de moins de 16 ans en vue de 15 permettre la commission d'une infraction mentionnée à cet alinéa);

y) l'alinéa 273.3(1)b) (passage à l'étranger d'un enfant âgé de 16 ans ou plus mais de moins de 18 ans en vue de permettre la 20 commission d'une infraction mentionnée à cet alinéa);

2000, ch. 1, art. 8.1



If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-23

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-23

An Act to amend the Criminal Code (criminal procedure,
language of the accused, sentencing and other amend-
ments)

FIRST READING, JUNE 22, 2006

THE MINISTER OF JUSTICE

C-23

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-23

Loi modifiant le Code criminel (procédure pénale, langue de
l'accusé, détermination de la peine et autres modifica-
tions)

PREMIÈRE LECTURE LE 22 JUIN 2006

LE MINISTRE DE LA JUSTICE



SUMMARY

This enactment amends various provisions of the *Criminal Code* in relation to criminal procedure, language of the accused, sentencing and other matters.

The amendments respecting criminal procedure provide for, among other things,

- (a) the use of a means of telecommunication to forward warrants for the purpose of endorsement;
- (b) changes to the process with respect to the challenge of jurors;
- (c) a new election for the accused where a preferred indictment has been filed against him or her or where the Supreme Court of Canada orders a new trial;
- (d) an appeal of a superior court order with respect to things seized lying with the court of appeal;
- (e) summary dismissal by a single judge of the court of appeal when an appeal has erroneously been filed with that court; and
- (f) a summary conviction trial with respect to co-accused that can proceed where one of the co-accused does not appear.

The amendments respecting the language of the accused clarify the application of provisions related to that matter.

The amendments respecting sentencing provide for, among other things,

- (a) clarifications with respect to the application of impaired driving penalties;
- (b) the power to order an offender not to communicate with identified persons while in custody and the creation of an offence for failing to comply with the order;
- (c) the power to delay the sentencing proceedings so that an offender can participate in a provincially approved treatment program;
- (d) an increase of the maximum fine that can be imposed for a summary conviction offence to \$10,000 and a change with respect to the calculation of the period of imprisonment to be imposed in default of payment of a fine;
- (e) the suspension of a conditional sentence order or a probation order during an appeal;
- (f) in the case of a person serving a youth sentence who receives an adult sentence, clarification that the remaining portion of the youth sentence is converted to an adult sentence; and
- (g) the power of a court to order, on application by the Attorney General and after convicting a person of the offence of luring a child by means of a computer system, the forfeiture of things used in relation to that offence.

SOMMAIRE

Le texte modifie diverses dispositions du *Code criminel* portant notamment sur la détermination de la peine, la procédure pénale et la langue de l'accusé, et apporte d'autres modifications.

Les modifications en matière de procédure prévoient, entre autres :

- a) le recours à un moyen de télécommunication pour transmettre un mandat dans le but de le faire viser;
- b) des changements à la procédure de récusation des jurés;
- c) un nouveau choix pour l'accusé lorsqu'un acte d'accusation est présenté contre lui ou que la Cour suprême du Canada ordonne un nouveau procès;
- d) l'appel d'une ordonnance de la cour supérieure quant aux choses saisies devant la cour d'appel;
- e) le rejet sommaire, par un juge, de l'appel interjeté par erreur devant la cour d'appel;
- f) l'instruction d'un procès pour une infraction sommaire à l'égard de coaccusés dont l'un ne comparaît pas.

Certaines modifications clarifient l'application des dispositions relatives à la langue de l'accusé.

Les modifications en matière de détermination de la peine prévoient, entre autres :

- a) des clarifications quant à l'application des peines infligées en matière de conduite avec facultés affaiblies;
- b) le pouvoir d'ordonner au délinquant de ne pas communiquer avec certaines personnes durant sa période d'emprisonnement, ainsi que la création d'une infraction en cas d'omission de se conformer à cette ordonnance;
- c) le pouvoir de reporter le prononcé de la peine afin de permettre au délinquant de participer à un programme de traitement agréé par la province;
- d) l'augmentation de l'amende maximale imposable pour une infraction sommaire, portée à 10 000 \$, et la mise à jour du calcul de la durée de la peine d'emprisonnement prévue pour défaut de paiement de l'amende;
- e) la suspension d'une ordonnance de sursis ou de probation pendant l'appel;
- f) dans le cas où une personne se fait imposer une peine pour adulte alors qu'elle purge une peine spécifique, le fait que le reste de la peine spécifique est convertie en peine pour adulte;
- g) la possibilité pour le tribunal, à la suite du prononcé de la déclaration de culpabilité d'une personne pour une infraction de leurre au moyen d'un ordinateur, d'ordonner, sur demande du procureur général, la confiscation d'un bien qui a été utilisé pour commettre l'infraction.

The enactment amends the description of the offence of conveying information on betting and book-making so that the offence encompasses the conveying of that information by any means and makes related changes to the exemption provided with respect to the use of a pari-mutuel system.

Finally, amendments are also made to reclassify the offence of possession of break and enter instruments into a dual procedure offence.

Le texte modifie la description de l'infraction relative à la communication de renseignements sur les gageures ou le bookmaking de façon que l'infraction vise la communication par n'importe quel moyen. Il apporte des modifications incidentes à l'exemption relative à l'utilisation d'un système de pari mutuel.

Enfin, le texte fait de l'infraction de possession d'outils de cambriolage une infraction mixte.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-23

PROJET DE LOI C-23

An Act to amend the Criminal Code (criminal procedure, language of the accused, sentencing and other amendments)

Loi modifiant le Code criminel (procédure pénale, langue de l'accusé, détermination de la peine et autres modifications)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

1997, c. 18, s. 2

1. Subsection 4(7) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

1. Le paragraphe 4(7) du *Code criminel* est 5 remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 18,
art. 2

Proof of service
in accordance
with provincial
laws

(6.1) Despite subsection (6), the service of documents may be proved in accordance with the laws of a province relating to offences created by the laws of that province.

(6.1) Par dérogation au paragraphe (6), la preuve de la signification de tout document peut se faire en conformité avec le droit provincial applicable à la poursuite des infractions provin- 10 ciales.

Preuve de
signification
conforme aux
lois provinciales

Attendance for
examination

(7) Despite subsection (6) or (6.1), the court 10 may require the person who appears to have signed an affidavit, a solemn declaration or a statement in accordance with that subsection to appear before it for examination or cross-examination in respect of the issue of proof of service or of the giving or sending of any notice.

(7) Malgré les paragraphes (6) et (6.1), le tribunal peut demander à la personne qui semble avoir signé un affidavit, une déclaration solennelle ou une déclaration écrite conforme à l'un de ces paragraphes d'être présente pour interro- 15 gatoire ou contre-interrogatoire sur la preuve de la signification ou de la remise ou de l'envoi de l'avis.

Présence pour
interrogatoire

1995, c. 39,
s. 139

2. Subsections 117.13(4) and (5) of the Act are repealed.

2. Les paragraphes 117.13(4) et (5) de la 20 même loi sont abrogés.

1995, ch. 39,
art. 139

1994, c. 44,
s. 8(1)

3. The portion of subsection 145(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the 20 following:

3. Le paragraphe 145(3) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 44,
par. 8(1)

Failure to
comply with
condition of
undertaking or
recognizance

(3) Every person who is at large on an undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge and is bound to comply with a condition of that undertaking or 25

(3) Quiconque, étant en liberté sur sa promesse remise ou son engagement contracté devant un juge de paix ou un juge et étant tenu 25 de se conformer à une condition de cette

Omission de se
conformer à une
condition d'une
promesse ou
d'un
engagement

recognizance, and every person who is bound to comply with a direction under subsection 515(12) or 522(2.1) or an order under subsection 516(2), and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on them, to comply with the condition, direction or order is guilty of

promesse ou de cet engagement, ou étant tenu de se conformer à une ordonnance prise en vertu des paragraphes 515(12), 516(2) ou 522(2.1), omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de se conformer à cette condition ou ordonnance est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire. 10

2002, c. 13, s. 7

4. The portion of subsection 164.2(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Forfeiture of things used for child pornography

164.2 (1) On application of the Attorney General, a court that convicts a person of an offence under section 163.1 or 172.1, in addition to any other punishment that it may impose, may order that any thing — other than real property — be forfeited to Her Majesty and disposed of as the Attorney General directs if it is satisfied, on a balance of probabilities, that the thing

4. Le passage du paragraphe 164.2(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 13, art. 7

164.2 (1) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction visée aux articles 163.1 ou 172.1 peut ordonner sur demande du procureur général, outre toute autre peine, la confiscation au profit de Sa Majesté d'un bien, autre qu'un bien immeuble, dont il est convaincu, selon la prépondérance des probabilités :

Confiscation lors de la déclaration de culpabilité

5. Paragraph 202(1)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) wilfully and knowingly sends, transmits, delivers or receives any message that conveys any information relating to book-making, pool-selling, betting or wagering, or that is intended to assist in book-making, pool-selling, betting or wagering; or

5. L'alinéa 202(1)i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

i) volontairement et sciemment envoie, transmet, livre ou reçoit quelque message donnant quelque renseignement sur le bookmaking, la vente d'une mise collective ou les paris ou gageures, ou destiné à aider au bookmaking, à la vente d'une mise collective ou aux paris ou gageures;

30

1989, c. 2, s. 1(1)

6. Subsection 204(2) of the Act is replaced by the following:

Presumption

(2) For the purposes of paragraph (1)(c), bets made, in accordance with the regulations, in a betting theatre referred to in paragraph (8)(e), or by any means of telecommunication to the race-course of an association or to such a betting theatre, are deemed to be made on the race-course of the association.

6. Le paragraphe 204(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1989, ch. 2, par. 1(1)

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)c), les paris faits soit dans une salle de paris visée à l'alinéa (8)e), soit à l'aide d'un moyen de télécommunication à l'hippodrome d'une association ou à une telle salle de paris, en conformité avec les règlements, sont réputés faits à l'hippodrome de l'association.

Présomption

7. Section 255 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

7. L'article 255 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Interpretation	(3.1) For greater certainty, every one who is liable to the punishment described in subsection (2) or (3) is also liable to the minimum punishment described in paragraph (1)(a).	(3.1) Il est entendu que les peines minimales prévues à l'alinéa (1)a) s'appliquent dans les cas visés aux paragraphes (2) et (3).	Règle d'interprétation
2001, c. 37, s. 1	8. (1) Subsections 259(1.1) to (1.4) of the Act are replaced by the following:	8. (1) Les paragraphes 259(1.1) à (1.4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	2001, ch. 37, art. 1
Alcohol ignition interlock device program	(1.1) If the offender is registered in an alcohol ignition interlock device program established under the law of the province in which the offender resides and complies with the conditions of the program, the offender may, subject to subsection (1.2), operate a motor vehicle equipped with an alcohol ignition interlock device during the prohibition period, unless the court orders otherwise.	(1.1) À moins d'ordonnance contraire du tribunal, le contrevenant peut, sous réserve du paragraphe (1.2), conduire, durant la période d'interdiction, un véhicule à moteur équipé d'un antidémarrreur avec éthylomètre s'il est inscrit à un programme d'utilisation d'antidémarrreurs avec éthylomètre institué sous le régime juridique de la province où il réside et respecte les conditions du programme.	Programme d'utilisation d'antidémarrreurs avec éthylomètre
Minimum absolute prohibition period	(1.2) An offender who is registered in a program referred to in subsection (1.1) may not operate a motor vehicle equipped with an alcohol ignition interlock device until (a) the expiry of a period of (i) for a first offence, 3 months after the day on which sentence is imposed, (ii) for a second offence, 6 months after the day on which sentence is imposed, and (iii) for each subsequent offence, 12 months after the day on which sentence is imposed; or (b) the expiry of any period that may be fixed by order of the court that is greater than a period referred to in paragraph (a).	(1.2) Le contrevenant qui est inscrit à un programme visé au paragraphe (1.1) ne peut conduire un véhicule à moteur équipé d'un antidémarrreur avec éthylomètre qu'après l'expiration : a) soit de l'une des périodes suivantes : (i) la période de trois mois suivant l'imposition de la peine, pour la première infraction, (ii) la période de six mois suivant l'imposition de la peine, pour la deuxième infraction, (iii) la période de douze mois suivant l'imposition de la peine, pour chaque infraction subséquente; b) soit de la période supérieure à celle visée à l'alinéa a) que le tribunal peut fixer par ordonnance.	Période minimale d'interdiction absolue
R.S., c. 1 (4th Supp.), s. 18 (Sch. I, item 8)(F)	(2) Paragraph 259(2)(a) of the Act is replaced by the following: (a) during any period that the court considers proper, if the offender is sentenced to imprisonment for life in respect of that offence; (a.1) during any period that the court considers proper, plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, if the	(2) L'alinéa 259(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit : a) durant toute période que le tribunal considère comme appropriée, si le contrevenant est condamné à l'emprisonnement à perpétuité pour cette infraction; a.1) durant toute période que le tribunal considère comme appropriée, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné si celle-ci est inférieure à l'em-	L.R., ch. 1 (4 ^e suppl.), art. 18, ann. I, n ^o 8(F)

offender is liable to imprisonment for life in respect of that offence and if the sentence imposed is other than imprisonment for life;

(3) Section 259 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) The court may, when it makes an order under this section prohibiting the operation of a motor vehicle, a vessel, an aircraft or railway equipment, as the case may be, order that the time served under that order be served consecutively to the time served under any other order made under this section that prohibits the operation of the same means of transport and that is in force.

Consecutive prohibition periods

R.S., c. 32 (4th Supp.), s. 62(3)

Operation while disqualified

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 48

Possession of break-in instrument

(4) The portion of subsection 259(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(4) Every offender who operates a motor vehicle, vessel or aircraft or any railway equipment in Canada while disqualified from doing so, other than an offender who is registered in an alcohol ignition interlock device program established under the law of the province in which the offender resides and who complies with the conditions of the program,

9. Subsection 351(1) of the Act is replaced by the following:

351. (1) Every one who, without lawful excuse, the proof of which lies on them, has in their possession any instrument suitable for the purpose of breaking into any place, motor vehicle, vault or safe under circumstances that give rise to a reasonable inference that the instrument has been used or is or was intended to be used for such a purpose,

(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years; or

(b) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

10. Section 481.2 of the Act is replaced by the following:

prisonnement à perpétuité, dans le cas où le contrevenant est passible d'un emprisonnement à perpétuité pour cette infraction;

(3) L'article 259 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Dans l'ordonnance qu'il rend en vertu du présent article, le tribunal peut prévoir que la période d'interdiction visant tel moyen de transport s'applique consécutivement à toute autre période d'interdiction prévue relativement au même moyen de transport dans toute autre ordonnance rendue en vertu du présent article qui est toujours en vigueur.

Périodes d'interdiction consécutives

(4) Le passage du paragraphe 259(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(4) À moins d'être inscrit à un programme d'utilisation d'antidémarrage avec éthylomètre institué sous le régime juridique de la province où il réside et d'en respecter les conditions, quiconque conduit un véhicule à moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire au Canada pendant qu'il lui est interdit de le faire est coupable :

L.R., ch. 32 (4^e suppl.), par. 62(3)

Conduite durant l'interdiction

9. Le paragraphe 351(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

351. (1) Quiconque, sans excuse légitime dont la preuve lui incombe, a en sa possession un instrument pouvant servir à pénétrer par effraction dans un endroit, un véhicule à moteur, une chambre-forte ou un coffre-fort dans des circonstances qui donnent raisonnablement lieu de conclure que l'instrument a été utilisé ou est destiné ou a été destiné à être utilisé à cette fin est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

10. L'article 481.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 48

Possession d'outils de cambriolage

1996, ch. 31, art. 72

Offence outside Canada	<p>481.2 Subject to this or any other Act of Parliament, where an act or omission is committed outside Canada and the act or omission <u>is an offence when committed outside Canada under this or any other Act of Parliament</u>, proceedings in respect of the offence may, whether or not the accused is in Canada, be commenced, and an accused may be charged, tried and punished within any territorial division in Canada in the same manner as if the offence had been committed in that territorial division.</p>	<p>481.2 Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de toute autre loi fédérale, le fait — acte ou omission — survenu à l'extérieur du Canada et constituant, même dans ce cas, une infraction à la présente loi ou à une autre loi fédérale peut être poursuivi, jugé et puni dans toute circonscription territoriale du Canada comme s'il était survenu <u>dans cette circonscription</u>, que l'accusé soit présent ou non au Canada.</p>	Infraction commise a l'extérieur du Canada
Endorsement of search warrant	<p>11. (1) Subsection 487(2) of the Act is replaced by the following:</p> <p>(2) If the building, receptacle or place is in <u>another territorial division</u>, the justice may issue <u>the warrant with any modifications that the circumstances require</u>, and <u>it</u> may be executed in the other territorial division after <u>it</u> has been endorsed, in Form 28, by a justice <u>who has jurisdiction in that territorial division</u>. <u>The endorsement may be made on the original of the warrant or on a copy of the warrant transmitted by any means of telecommunication.</u></p>	<p>11. (1) Le paragraphe 487(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>(2) Lorsque le bâtiment, contenant ou lieu est situé dans une autre circonscription territoriale, le juge de paix peut <u>délivrer son mandat dans la même forme, modifiée selon les circonstances, et celui-ci peut être exécuté dans l'autre circonscription territoriale après avoir été visé, selon la formule 28, par un juge de paix ayant juridiction dans cette circonscription; le visa est apposé sur l'original du mandat ou sur une copie transmise à l'aide d'un moyen de télécommunication.</u></p>	Le mandat de perquisition doit être visé
1999, c. 5, s. 16(2)	<p>(2) Subsection 487(4) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(2) Le paragraphe 487(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	1999, ch. 5, par. 16(2)
Effect of endorsement	<p>(4) An endorsement that is made <u>in accordance with subsection (2)</u> is sufficient authority to the peace officers or public officers to whom <u>the warrant</u> was originally directed, and to all peace officers within the jurisdiction of the justice by whom it is endorsed, to execute the warrant and to deal with the things seized in accordance with section 489.1 or as otherwise provided by law.</p>	<p>(4) <u>Le visa</u> apposé conformément au paragraphe (2) constitue une autorisation suffisante pour <u>que</u> les agents de la paix ou fonctionnaires publics à qui <u>le mandat</u> a été d'abord adressé, et tous les agents de la paix qui ressortissent au juge de paix qui l'a visé, <u>puissent exécuter le mandat et s'occuper des choses saisies en conformité avec l'article 489.1 ou d'une autre façon prévue par la loi.</u></p>	Effet du visa
1995, c. 27, s. 1; 2000, c. 10, s. 13	<p>12. Subsection 487.03(1) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>12. Le paragraphe 487.03(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	1995, ch. 27, art. 1; 2000, ch. 10, art. 13
Execution in another province	<p>487.03 (1) If a warrant is issued under section 487.01, 487.05 or 492.1 or subsection 492.2(1) in one province, a judge or justice, as the case may be, in <u>another province</u> may, on application, endorse the warrant <u>if</u> it may reasonably be expected that <u>it</u> is to be executed in <u>the other province</u> and that its execution would require entry into or on the property of</p>	<p>487.03 (1) Dans le cas où un mandat est <u>délivré</u> dans une province <u>donnée en vertu des</u> articles 487.01, 487.05 ou 492.1 ou <u>du</u> paragraphe 492.2(1), un juge, ou un juge de paix, selon le cas, d'une autre province peut, sur demande, viser le mandat <u>s'il</u> est raisonnable de croire que <u>son</u> exécution se fera dans cette autre province et <u>qu'il sera nécessaire de</u> pénétrer dans une propriété privée située dans cette autre</p>	Exécution dans une autre province

any person, or would require that an order be made under section 487.02 with respect to any person, in that province.

province ou de rendre une ordonnance en vertu de l'article 487.02 à l'égard d'une personne s'y trouvant.

Endorsement

(1.1) The endorsement may be made on the original of the warrant or on a copy of the warrant that is transmitted by any means of telecommunication and, once endorsed, the warrant has the same force in the other province as though it had originally been issued there.

(1.1) Le visa est apposé sur l'original du mandat ou sur une copie transmise à l'aide d'un moyen de télécommunication et une fois visé, le mandat est exécutoire dans l'autre province.

Visa

1998, c. 37, s. 17

13. Subsection 487.055(6) of the Act is repealed.

13. Le paragraphe 487.055(6) de la même loi est abrogé.

1998, ch. 37, art. 17

1994, c. 44, s. 38(8)

14. Subsection 490(17) of the Act is replaced by the following:

14. Le paragraphe 490(17) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 44, par. 38(8)

Appeal

(17) A person who feels aggrieved by an order made under subsection (8), (9), (9.1) or (11) may appeal from the order

(17) La personne qui s'estime lésée par une ordonnance rendue au titre des paragraphes (8), (9), (9.1) ou (11) peut en appeler à la cour d'appel au sens de l'article 673, dans le cas où l'ordonnance est rendue par un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle, et à la cour d'appel au sens de l'article 812, dans les autres cas. Les articles 678 à 689 dans le premier cas et les articles 813 à 828 dans le second s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Appel

(a) to the court of appeal as defined in section 673 if the order was made by a judge of a superior court of criminal jurisdiction, in which case sections 678 to 689 apply with any modifications that the circumstances require; or

(b) to the appeal court as defined in section 812 in any other case, in which case sections 813 to 828 apply with any modifications that the circumstances require.

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 76(2)

15. Subsection 501(5) of the Act is repealed.

15. Le paragraphe 501(5) de la même loi est abrogé.

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), par. 76(2)

16. Section 507.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (10):

16. L'article 507.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe 25 (10), de ce qui suit :

Meaning of "Attorney General"

(11) In this section, "Attorney General" includes the Attorney General of Canada and his or her lawful deputy in respect of proceedings that could have been commenced at the instance of the Government of Canada and conducted by or on behalf of that Government.

(11) Pour l'application du présent article, « procureur général » vise notamment le procureur général du Canada ou son substitut légitime lorsque la poursuite pourrait avoir été engagée à la demande du gouvernement du Canada et menée par ce dernier ou en son nom.

Définition de « procureur général »

1997, c. 18, s. 59(1)

17. Subsection 509(3) of the Act is repealed.

17. Le paragraphe 509(3) de la même loi est abrogé.

1997, ch. 18, par. 59(1)

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 203

18. (1) Subsection 530(3) of the Act is replaced by the following:

18. (1) Le paragraphe 530(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203

Accused to be advised of right	(3) The justice of the peace or provincial court judge before whom an accused first appears shall <u>ensure that they are advised of their right to apply for an order under subsection (1) or (2) and of the time before which such an application must be made.</u>	(3) Le juge de paix ou le juge de la cour provinciale devant qui l'accusé comparaît pour la première fois <u>veille à ce que l'accusé soit avisé de son droit de demander une ordonnance au titre des paragraphes (1) ou (2) et des délais dans lesquels il doit faire une telle demande.</u>	L'accusé doit être avisé de ce droit
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 203	(2) Subsection 530(5) of the Act is replaced by the following:	(2) Le paragraphe 530(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	L.R., ch. 27 (1 ^{er} suppl.), art. 203
Variation of order	(5) An order under this section that a trial be <u>held in one of the official languages of Canada</u> may, if the circumstances warrant, be varied by the court to require that <u>it be held in both official languages of Canada, and vice versa.</u>	(5) Toute ordonnance rendue en vertu du présent article <u>prévoyant le déroulement d'un procès dans l'une des langues officielles du Canada</u> peut, si les circonstances le justifient, être modifiée par le tribunal <u>pour prévoir son déroulement dans les deux langues officielles du Canada, et vice versa.</u>	Modification de l'ordonnance
Circumstances warranting order directing trial in both official languages	(6) The facts that two or more accused who are to be tried together are each entitled to be tried before a justice of the peace, provincial court judge, judge or judge and jury who speak one of the official languages of Canada and that those official languages are different constitute circumstances that warrant that an order be granted directing that they be tried before a justice of the peace, provincial court judge, judge or judge and jury who speak both official languages of Canada.	(6) Constitue une circonstance justifiant une ordonnance portant qu'un accusé subira son procès devant un juge de paix, un juge de la cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent les deux langues officielles du Canada le fait que des coaccusés qui doivent être jugés conjointement ont chacun le droit d'avoir un procès devant un juge de paix, un juge de la cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent une des langues officielles du Canada, mais que cette langue n'est pas la même pour tous les coaccusés.	Circonstances justifiant l'utilisation des deux langues officielles
Translation of documents	19. The Act is amended by adding the 25 following after section 530: 530.01 (1) If an order is granted under section 530, a prosecutor — other than a private prosecutor — shall, on application by the accused, (a) cause any portion of an information or indictment against the accused that is in an official language that is not that of the accused or that in which the accused can best give testimony to be translated into the other official language; and (b) provide the accused with a written copy of the translated text at the earliest possible time. (2) In the case of a discrepancy between the original version of a document and the translated text, the original version shall prevail.	19. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 530, de ce qui suit : 530.01 (1) Le poursuivant — quand il ne s'agit pas d'un poursuivant privé — est tenu, à la demande de l'accusé visé par une ordonnance rendue en vertu de l'article 530, de faire traduire, dans la langue officielle de l'accusé ou dans la langue officielle qui permettra à celui-ci de témoigner le plus facilement, les passages des dénonciations et des actes d'accusation qui ont été rédigés dans l'autre langue officielle et de lui remettre une copie de la traduction dans les meilleurs délais. (2) En cas de divergence entre l'original d'un document et sa traduction, l'original prévaut.	Traduction de documents
Original version prevails			Primauté de l'original

R.S., c. 31
(4th Supp.), s. 94

20. (1) The portion of section 530.1 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

If order granted

530.1 If an order is granted under section 530,

R.S., c. 31
(4th Supp.), s. 94

(2) Paragraphs 530.1(d) and (e) of the Act are replaced by the following:

(c.1) the presiding justice or judge may authorize the prosecutor to examine or cross-examine a witness in the official language of the witness even though it is not that of the accused or that in which the accused can best give testimony;

(d) the accused has a right to have a justice presiding over the preliminary inquiry who speaks the official language of the accused or both official languages, as the case may be;

(e) the accused has a right to have a prosecutor — other than a private prosecutor — who speaks the official language of the accused or both official languages, as the case may be;

21. Section 531 of the Act is replaced by the following:

Language used
in proceeding

530.2 If an order is granted directing that an accused be tried before a justice of the peace, provincial court judge, judge or judge and jury who speak both official languages, the justice or judge presiding over a preliminary inquiry or trial may, at the start of the proceeding, make an order setting out the circumstances in which, and the extent to which, the prosecutor and the justice or judge may use each official language.

Change of venue

531. Despite any other provision of this Act but subject to any regulations made under section 533, if an order made under section 530 cannot be conveniently complied with in the territorial division in which the offence would otherwise be tried, the court shall order that the trial of the accused be held in another territorial division in the same province.

20. (1) Le passage de l'article 530.1 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

530.1 Si une ordonnance est rendue en vertu de l'article 530 :

(2) Les alinéas 530.1d) et e) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c.1) le juge de paix ou le juge qui préside peut autoriser le poursuivant à interroger ou contre-interroger un témoin dans la langue officielle de ce dernier même si cette langue n'est pas celle de l'accusé ni celle qui permet à ce dernier de témoigner le plus facilement;

d) l'accusé a droit à ce que le juge de paix présidant l'enquête préliminaire parle la même langue officielle que lui ou les deux langues officielles, selon le cas;

e) l'accusé a droit à ce que le poursuivant — quand il ne s'agit pas d'un poursuivant privé — parle la même langue officielle que lui ou les deux langues officielles, selon le cas;

21. L'article 531 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

530.2 En cas d'ordonnance exigeant que l'accusé subisse son procès devant un juge de paix, un juge de la cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent les deux langues officielles, le juge de paix qui préside l'enquête préliminaire ou le juge qui préside le procès peut, au début de l'instance, rendre une ordonnance prévoyant dans quelles circonstances et dans quelle mesure chacune des langues officielles sera utilisée par lui et par le poursuivant au cours de l'instance.

531. Malgré toute autre disposition de la présente loi mais sous réserve des règlements pris en vertu de l'article 533, si une ordonnance rendue en vertu de l'article 530 ne peut raisonnablement être respectée dans la circonscription territoriale où l'infraction serait normalement jugée, le tribunal ordonne la tenue du procès dans une autre circonscription territoriale de la même province.

L.R., ch. 31
(4^e suppl.),
art. 94

Précision
5

L.R., ch. 31
(4^e suppl.),
art. 94

Précision —
procès bilingue

Renvoi devant
un autre tribunal

	22. Section 537 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):	22. L'article 537 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :	
Section 715	(1.01) Where a justice grants a request under paragraph (1)(j.1), the Court must inform the accused that the evidence taken during his or her absence could still be admissible under section 715.	(1.01) S'il est fait droit à la demande prévue à l'alinéa (1)j.1), le tribunal avise l'accusé que la preuve recueillie en son absence pourrait être admise aux termes de l'article 715.	Article 715
2002, c. 13, s. 41	23. Subsection 565(2) of the Act is replaced by the following:	23. Le paragraphe 565(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2002, ch. 13, art. 41
When direct indictment preferred	(2) If an accused is to be tried after an indictment has been preferred against the accused pursuant to a consent or order given under section 577, the accused is, for the purposes of the provisions of this Part relating to election and re-election, deemed both to have elected to be tried by a court composed of a judge and jury and not to have requested a preliminary inquiry under subsection 536(4) or 536.1(3) and may re-elect to be tried by a judge without a jury without a preliminary inquiry. Subsections 561(5) to (7) apply to the re-election with any modifications that the circumstances require.	(2) Si le prévenu doit subir son procès après qu'un acte d'accusation a été présenté contre lui sur le fondement du consentement ou de l'ordonnance prévus à l'article 577, il est, pour l'application des dispositions de la présente partie relatives au choix et au nouveau choix, réputé avoir choisi d'être jugé par un tribunal composé d'un juge et d'un jury et ne pas avoir demandé la tenue d'une enquête préliminaire au titre des paragraphes 536(4) ou 536.1(3). Il peut choisir de nouveau d'être jugé par un juge sans jury et sans enquête préliminaire, les paragraphes 561(5) à (7) s'appliquant, avec les adaptations nécessaires, au nouveau choix.	Lorsqu'un acte d'accusation est présenté
2002, c. 13, s. 43	24. Section 568 of the Act is replaced by the following:	24. L'article 568 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2002, ch. 13, art. 43
Attorney General may require trial by jury	568. Even if an accused elects under section 536 or re-elects under section 561 or subsection 565(2) to be tried by a judge or provincial court judge, the Attorney General may require the accused to be tried by a court composed of a judge and jury unless the alleged offence is one that is punishable with imprisonment for five years or less. If the Attorney General so requires, a judge or provincial court judge has no jurisdiction to try the accused under this Part and a preliminary inquiry must be held if requested under subsection 536(4), unless one has already been held.	568. Même si le prévenu fait un choix en vertu de l'article 536 ou un nouveau choix au titre de l'article 561 ou du paragraphe 565(2) en vue d'être jugé par un juge ou un juge de la cour provinciale, selon le cas, le procureur général peut exiger qu'il soit jugé par un tribunal composé d'un juge et d'un jury, à moins que l'infraction présumée ne soit punissable d'un emprisonnement de cinq ans ou moins. Le cas échéant, le juge ou le juge de la cour provinciale n'a pas compétence pour le juger aux termes de la présente partie et une enquête préliminaire doit être tenue si la demande en est faite au titre du paragraphe 536(4), sauf si une telle enquête a déjà eu lieu.	Le procureur général peut exiger un procès par jury
	25. Section 634 of the Act is amended by adding the following after subsection (2.1):	25. L'article 634 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2.1), de ce qui suit :	

Supplemental
peremptory
challenges

(2.2) For the purposes of replacing jurors under subsection 644(1.1), the prosecutor and the accused are each entitled to one peremptory challenge for each juror to be replaced.

(2.2) Lorsqu'il faut pourvoir au remplacement d'un juré aux termes du paragraphe 644(1.1), il est accordé au poursuivant et à l'accusé une récusation péremptoire pour chaque juré à remplacer.

Récusations
péremptoires
additionnelles

5

26. Subsections 640(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

26. Les paragraphes 640(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Other grounds

(2) If the ground of a challenge is one that is not mentioned in subsection (1) and no order has been made under subsection (2.1), the two jurors who were last sworn — or, if no jurors 10 have been sworn, two persons present who are appointed by the court for the purpose — shall be sworn to determine whether the ground of challenge is true.

(2) Lorsque le motif d'une récusation n'est pas celui mentionné au paragraphe (1) et qu'aucune ordonnance n'a été rendue en vertu 10 du paragraphe (2.1), les deux derniers jurés assermentés ou, si aucun juré n'a encore été assermenté, deux personnes présentes que le tribunal peut nommer à cette fin sont assermentés pour vérifier si le motif de récusation est 15 fondé.

Autres motifs

Challenge for
cause

(2.1) If the challenge is for cause and if the 15 ground of the challenge is one that is not mentioned in subsection (1), on the application of the accused, the court may order the exclusion of all jurors — sworn and unsworn — from the court room until it is determined 20 whether the ground of challenge is true, if the court is of the opinion that such an order is necessary to preserve the impartiality of the jurors.

(2.1) Dans le cas où la question d'une récusation motivée doit être tranchée et que le motif de la récusation n'est pas celui mentionné au paragraphe (1), le tribunal peut, sur demande 20 de l'accusé, ordonner l'exclusion des jurés — assermentés ou non — de la salle d'audience, s'il est d'avis que cette mesure est nécessaire pour préserver l'impartialité du jury.

Récusation
motivée

Exclusion order

(2.2) If an order is made under subsection 25 (2.1), two unsworn jurors, who are then exempt from the order, or two persons present who are appointed by the court for that purpose, shall be sworn to determine whether the ground of challenge is true. Those persons so appointed 30 shall exercise their duties until twelve jurors and any alternate jurors are sworn.

(2.2) Dans le cas où une ordonnance a été 25 rendue en vertu du paragraphe (2.1), deux jurés non assermentés, dès lors soustraits à l'ordonnance, ou deux personnes présentes que le tribunal peut nommer à cette fin sont assermentés pour vérifier si le motif de récusation est 30 fondé. Les vérificateurs ainsi nommés conservent leurs fonctions jusqu'à ce que douze jurés et les jurés suppléants soient assermentés.

Ordonnance
d'exclusion

If challenge not
sustained, or if
sustained

(3) Where the finding, pursuant to subsection (1), (2) or (2.2) is that the ground of challenge is not true, the juror shall be sworn, but if the 35 finding is that the ground of challenge is true, the juror shall not be sworn.

(3) S'il est établi, en application des para- graphes (1), (2) ou (2.2), que le motif de 35 récusation n'est pas fondé, le juré est assermenté; dans le cas contraire, le juré n'est pas assermenté.

Si la récusation
n'est pas
maintenue, ou
est maintenue

2005, c. 10,
subpar.
34(1)(f)(xii)

27. Subsection 667(5) of the French version of the Act is replaced by the following:

27. Le paragraphe 667(5) de la version française de la même loi est remplacé par ce 40 qui suit :

2005, ch. 10,
s.-al. 34(1)(f)(xii)

Définition de « préposé aux empreintes digitales »	(5) Au présent article, « <u>préposé aux empreintes digitales</u> » s'entend de toute personne désignée à ce titre pour l'application du présent article par le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.	(5) Au présent article, « <u>préposé aux empreintes digitales</u> » s'entend de toute personne désignée à ce titre pour l'application du présent article par le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.	Définition de « préposé aux empreintes digitales »
1997, c. 18, s. 93(2)	28. The portion of subsection 676(1.1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	28. Le passage du paragraphe 676(1.1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	1997, ch. 18, par. 93(2)
Summary conviction appeals	(1.1) The Attorney General or counsel instructed by the Attorney General may appeal, 10 pursuant to subsection (1), with leave of the court of appeal or a judge of that court, to that court in respect of a <u>verdict of acquittal in a summary offence proceeding</u> or a sentence passed with respect to a summary conviction 15 as if the <u>summary offence proceeding was a proceeding by indictment</u> if	(1.1) Si la cour d'appel ou <u>l'un</u> de ses juges 10 l'y autorise, le procureur général ou son substitut sur ses instructions peut, conformément au paragraphe (1), interjeter appel <u>du verdict d'acquiescement</u> ou de la peine qui a été infligée à l'égard <u>d'une infraction poursuivie</u> par 15 procédure sommaire, comme s'il s'agissait d'une <u>infraction poursuivie</u> par voie de mise en accusation, si les conditions suivantes sont réunies :	Appel d'une déclaration de culpabilité par procédure sommaire
R.S., c. 23 (4th Supp.), s. 5; 1995, c. 22, s. 10 (Sch. I, item 28); 1997, c. 18, s. 97(1) and par. 141(b); 1999, c. 25, s. 15	29. (1) Subsection 683(5) of the Act is replaced by the following:	29. (1) Le paragraphe 683(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	20 L.R., ch. 23 (4 ^e suppl.), art. 5; 1995, ch. 22, art. 10, ann. I, art. 28; 1997, ch. 18, par. 97(1) et al. 141(b); 1999, ch. 25, art. 15
Power to order suspension	(5) <u>If</u> an appeal or an application for leave to 20 appeal has been filed in the court of appeal, that court, or a judge of that court, may, <u>when the court, or the judge,</u> considers it to be in the interests of justice, order that <u>any of the following</u> be suspended until the appeal has 25 been determined: (a) <u>an</u> obligation to pay a fine; (b) <u>an</u> order of forfeiture or disposition of forfeited property; (c) <u>an</u> order to make restitution under section 30 738 or 739; (d) <u>an</u> obligation to pay a victim surcharge under section 737; (e) a probation order under <u>section 731; and</u> (f) a conditional sentence order under section 35 742.1.	(5) Lorsqu'un appel ou une demande d'autorisation d'appel ont été déposés, la cour d'appel ou <u>l'un</u> de ses juges peut, <u>s'il estime</u> que l'intérêt de la justice l'exige, ordonner de suspendre jusqu'à décision définitive sur l'ap- 25 pel: a) le paiement de l'amende; b) l'ordonnance de confiscation ou de disposition de biens confisqués; c) l'ordonnance de dédommagement visée 30 aux articles 738 ou 739; d) le paiement de la suramende compensatoire visée à l'article 737; e) l'ordonnance de probation visée <u>à l'article 731;</u> 35 f) l'ordonnance de sursis visée à l'article 742.1.	Pouvoir de suspendre l'exécution

Undertaking or
recognizance

(5.1) Before making an order under paragraph (5)(e) or (f), the court of appeal, or a judge of that court, may order the offender to enter into an undertaking or recognizance.

(5.1) Avant de rendre une ordonnance de suspension en vertu des alinéas (5)e) ou f), la cour d'appel ou l'un de ses juges peut ordonner que le délinquant remette une promesse ou contracte un engagement.

Promesse ou
engagement

5

(2) Section 683 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

(2) L'article 683 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

Undertaking or
recognizance to
be taken into
account

(7) If the offender has been ordered to enter into an undertaking or recognizance under subsection (5.1), the court of appeal shall, in determining whether to vary the sentence of the offender, take into account the conditions of that undertaking or recognizance and the period during which they were imposed.

(7) Dans le cas où le délinquant est tenu de remettre une promesse ou de contracter un engagement aux termes d'une ordonnance rendue au titre du paragraphe (5.1), la cour d'appel doit, lorsqu'elle décide si elle modifie ou non la peine, prendre en considération les conditions afférentes à la promesse ou à l'engagement et la période pour laquelle elles lui ont été imposées.

Facteurs à
prendre en
considération

10

30. Section 685 of the Act is renumbered as subsection 685(1) and is amended by adding the following:

30. L'article 685 de la même loi devient le paragraphe 685(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

20

Summary
determination of
appeals filed in
error

(2) If it appears to the registrar that a notice of appeal should have been filed with another court, the registrar may refer the appeal to a judge of the court of appeal for summary determination, and the judge may dismiss the appeal summarily without calling on any person to attend the hearing or to appear for the respondent on the hearing.

(2) Lorsqu'il apparaît au registraire qu'un avis d'appel aurait dû être déposé devant un autre tribunal, il peut renvoyer l'appel devant un juge de la cour d'appel en vue d'une décision sommaire et celui-ci peut le rejeter sommairement sans assigner de personnes à l'audience ou sans les y faire comparaître pour l'intimé.

Décision
sommaire des
appels

25

31. Section 695 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

31. L'article 695 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

30

Election if new
trial

(2) Subject to subsection (3), if a new trial ordered by the Supreme Court of Canada is to be held before a court composed of a judge and jury, the accused may, with the consent of the prosecutor, elect to have the trial heard before a judge without a jury or a provincial court judge. The election is deemed to be a re-election within the meaning of subsection 561(5) and subsections 561(5) to (7) apply to it with any modifications that the circumstances require.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), si la Cour suprême du Canada ordonne qu'un nouveau procès soit tenu devant juge et jury, l'accusé peut néanmoins, avec le consentement du poursuivant, choisir d'être jugé par un juge sans jury ou un juge de la cour provinciale. Son choix est réputé être un nouveau choix au sens du paragraphe 561(5), les paragraphes 561(5) à (7) s'appliquant avec les adaptations nécessaires.

Nouveau choix
pour nouveau
procès

40

Nunavut

(3) If a new trial ordered by the Supreme Court of Canada is to be held before a court composed of a judge and jury in Nunavut, the accused may, with the consent of the prosecutor, elect to have the trial heard before a judge without a jury. The election is deemed to be a

(3) Si la Cour suprême du Canada ordonne qu'un nouveau procès soit tenu devant juge et jury au Nunavut, l'accusé peut néanmoins, avec le consentement du poursuivant, choisir d'être jugé par un juge sans jury. Son choix est réputé

Procès : Nunavut

45

	re-election within the meaning of subsection 561.1(6) and subsections 561.1(6) to (9) apply to it with any modifications that the circumstances require.	être un nouveau choix au sens du paragraphe 561.1(6), les paragraphes 561.1(6) à (9) s'appliquant avec les adaptations nécessaires.	
	32. Subsection 701(3) of the Act is repealed.	32. Le paragraphe 701(3) de la même loi est abrogé.	5
1997, c. 18, s. 100	33. Section 701.1 of the Act is replaced by the following:	33. L'article 701.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1997, ch. 18, art. 100
Service in accordance with provincial laws	701.1 Despite section 701, in any province, service of a document may be made in accordance with the laws of the province relating to offences created by the laws of <u>that</u> province.	701.1 Par dérogation à l'article 701, la signification de tout document peut se faire en conformité avec le droit provincial applicable à la signification des actes judiciaires liés à la poursuite des infractions provinciales.	Signification en vertu des lois provinciales
	34. Section 715 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):	34. L'article 715 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :	15
Admission of evidence	(2.1) Despite subsections (1) and (2), evidence that has been taken at a preliminary inquiry in the absence of the accused may be admitted as evidence for the purposes referred to in those subsections if the accused was absent further to the permission of a justice granted under paragraph 537(j.1).	(2.1) Malgré les paragraphes (1) et (2), le témoignage fourni par un témoin lors de l'enquête préliminaire en l'absence de l'accusé peut être admis en preuve aux fins visées à ces paragraphes si l'accusé était absent parce qu'il s'est vu accorder par un juge de paix, au titre du paragraphe 537(1)j.1), la permission de ne pas comparaître.	Absence de l'accusé
	35. Section 720 of the Act is renumbered as subsection 720(1) and is amended by adding the following:	35. L'article 720 de la même loi devient le paragraphe 720(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :	25
Court-supervised programs	(2) The court may, with the consent of the Attorney General and the offender and after considering the interests of justice and of any victim of the offence, delay sentencing to enable the offender to attend a treatment program approved by the province under the supervision of the court, such as an addiction treatment program or a domestic violence counselling program.	(2) Il peut, si le procureur général et le délinquant y consentent et en tenant compte de l'intérêt de la justice et de toute victime de l'infraction, reporter la détermination de la peine pour permettre au délinquant de participer, sous la surveillance du tribunal, à un programme de traitement agréé par la province, tel un programme de traitement de la toxicomanie ou un programme d'aide en matière de violence conjugale.	Report
1995, c. 22, s. 6	36. Subsections 729(4) and (5) of the Act are repealed.	36. Les paragraphes 729(4) et (5) de la même loi sont abrogés.	1995, ch. 22, art. 6
1995, c. 22, s. 6	37. Subsection 732.1(5) of the Act is replaced by the following:	37. Le paragraphe 732.1(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1995, ch. 22, art. 6
Obligations of court	(5) <u>The</u> court that makes a probation order shall	(5) Le tribunal qui rend l'ordonnance de probation :	Obligations du tribunal
	(a) cause a copy of the order to be given to the offender;	a) <u>en fait remettre</u> une copie au délinquant;	

(b) explain the conditions of the order set under subsections (2) to (3.1) and the substance of section 733.1 to the offender;

(c) cause an explanation to be given to the offender of the procedure for applying under subsection 732.2(3) for a change to the optional conditions and of the substance of subsection 732.2(5); and

(d) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the 10 explanations.

For greater certainty

(6) For greater certainty, a failure to comply with subsection (5) does not affect the validity of the probation order.

1995, c. 22, s. 6;
1999, c. 5,
s. 33(2)

38. Subsection 734(5) of the Act is replaced by the following:

Determination of term

(5) The term of imprisonment referred to in subsection (4) is the lesser of

(a) the number of days that corresponds to a fraction, rounded down to the nearest whole 20 number, of which

(i) the numerator is the unpaid amount of the fine plus the costs and charges of committing and conveying the defaulter to prison, calculated in accordance with 25 regulations made under subsection (7), and

(ii) the denominator is equal to eight times the provincial minimum hourly wage, at the time of default, in the province in which the fine was imposed, and 30

(b) the maximum term of imprisonment that the court could itself impose on conviction or, if the punishment for the offence does not include a term of imprisonment, five years in the case of an indictable offence or six 35 months in the case of a summary conviction offence.

1995, c. 22, s. 6

39. Section 734.2 of the Act is replaced by the following:

Obligations of court

734.2 (1) A court that makes an order under 40 section 734.1 shall

b) lui explique les conditions imposées au titre des paragraphes (2) à (3.1) et le contenu de l'article 733.1;

c) veille à ce que les modalités de présentation de la demande de modification des 5 conditions facultatives prévue au paragraphe 732.2(3) et le contenu du paragraphe 732.2(5) lui soient expliqués;

d) prend les mesures voulues pour s'assurer qu'il comprend l'ordonnance elle-même et 10 les explications qui lui sont fournies.

(6) Il est entendu que la non-observation du paragraphe (5) ne porte pas atteinte à la validité de l'ordonnance.

Validité de l'ordonnance

38. Le paragraphe 734(5) de la même loi 15 est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 22,
art. 6; 1999,
ch. 5, par. 33(2)

(5) La période d'emprisonnement visée au paragraphe (4) est celle prévue à l'alinéa a) ou celle prévue à l'alinéa b), la plus courte étant à 20 retenir :

Durée de l'emprisonnement

a) le nombre de jours qui correspond à la fraction — arrondie à l'unité inférieure — dont :

(i) le numérateur est la somme du montant impayé de l'amende et des frais et dépens 25 de l'envoi et de la conduite en prison de la personne en défaut de paiement d'une amende calculés conformément aux règlements pris en vertu du paragraphe (7),

(ii) le dénominateur est égal à huit fois le 30 taux horaire du salaire minimum en vigueur, à l'époque du défaut, dans la province où l'amende a été infligée;

b) la période d'emprisonnement que le tribunal peut infliger ou, si aucune peine 35 d'emprisonnement n'est prévue, cinq ans, dans le cas d'un acte criminel, ou six mois, dans le cas d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire. 40

39. L'article 734.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 22,
art. 6

734.2 (1) Le tribunal qui rend l'ordonnance prévue à l'article 734.1 :

Obligations du tribunal

(a) cause a copy of the order to be given to the offender;

(b) explain the substance of sections 734 to 734.8 and 736 to the offender;

(c) cause an explanation to be given to the offender of the procedure for applying under section 734.3 for a change to the optional conditions; and

(d) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations.

a) en fait remettre une copie au délinquant;

b) lui explique le contenu des articles 734 à 734.8 et 736;

c) veille à ce que les modalités de présentation de la demande de modification des conditions facultatives prévue à l'article 734.3 lui soient expliquées;

d) prend les mesures voulues pour s'assurer qu'il comprend l'ordonnance elle-même et les explications qui lui sont fournies.

For greater certainty

(2) For greater certainty, a failure to comply with subsection (1) does not affect the validity of the order.

(2) Il est entendu que la non-observation du paragraphe (1) ne porte pas atteinte à la validité de l'ordonnance.

Validité de l'ordonnance

1995, c. 22, s. 6

40. Subsection 742.3(3) of the Act is replaced by the following:

40. Le paragraphe 742.3(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 22, art. 6

Obligations of court

(3) A court that makes an order under this section shall

(3) Le tribunal qui rend l'ordonnance prévue au présent article :

Obligations du tribunal

(a) cause a copy of the order to be given to the offender;

(b) explain the substance of subsection 742.3(1) and sections 742.4 and 742.6 to the offender;

(c) cause an explanation to be given to the offender of the procedure for applying under section 742.4 for a change to the optional conditions; and

(d) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations.

a) en fait remettre une copie au délinquant;

b) lui explique le contenu du paragraphe (1) et des articles 742.4 et 742.6;

c) veille à ce que les modalités de présentation de la demande de modification des conditions facultatives prévue à l'article 742.4 lui soient expliquées;

d) prend les mesures voulues pour s'assurer qu'il comprend l'ordonnance elle-même et les explications qui lui sont fournies.

For greater certainty

(4) For greater certainty, a failure to comply with subsection (3) does not affect the validity of the order.

(4) Il est entendu que la non-observation du paragraphe (3) ne porte pas atteinte à la validité de l'ordonnance.

Validité de l'ordonnance

1995, c. 22, s. 6

41. Subsections 742.6(6) and (7) of the Act are repealed.

41. Les paragraphes 742.6(6) et (7) de la même loi sont abrogés.

1995, ch. 22, art. 6

42. The Act is amended by adding the following after section 743.2:

42. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 743.2, de ce qui suit :

Non-communication order

743.21 (1) The sentencing judge may issue an order prohibiting the offender from communicating, directly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the order during the custodial period of the sentence,

743.21 (1) Le tribunal peut ordonner au délinquant de s'abstenir, pendant la période de détention en cause, de communiquer directement ou indirectement avec toute personne — victime, témoin ou autre — identifiée dans

Ordonnance de non-communication

except in accordance with any conditions specified in the order that the sentencing judge considers necessary.

Failure to
comply with
order

(2) Every person who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on that person, to comply with the order

(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

(b) is guilty of an offence punishable on 10 summary conviction and liable to imprisonment for a term not exceeding eighteen months.

2002, c. 1, s. 184

43. (1) Subsection 743.5(1) of the Act is replaced by the following:

Transfer of
jurisdiction
when person
already
sentenced under
*Youth Criminal
Justice Act*

743.5 (1) If a young person or an adult is or has been sentenced to a term of imprisonment for an offence while subject to a disposition made under paragraph 20(1)(k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised 20 Statutes of Canada, 1985, or a youth sentence imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) of the *Youth Criminal Justice Act*, the remaining portion of the disposition or youth sentence shall be dealt with, for all purposes under this 25 Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.

2002, c. 1, s. 184

(2) Subsection 743.5(3) of the Act is replaced by the following:

Sentences
deemed to
constitute one
sentence —
section 743.1

(3) For greater certainty, the following are 30 deemed to constitute one sentence of imprisonment for the purposes of section 139 of the *Corrections and Conditional Release Act*:

(a) for the purposes of subsection (1), the remainder of the youth sentence or disposi- 35 tion and the subsequent term of imprisonment; and

(b) for the purposes of subsection (2), the term of imprisonment and the subsequent youth sentence or disposition. 40

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 171(1)

44. Subsection 787(1) of the Act is replaced by the following:

l'ordonnance si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues et qu'il estime nécessaires.

(2) Quiconque omet, sans excuse légitime, 5 dont la preuve lui incombe, de se conformer à l'ordonnance visée au paragraphe (1) est coupable :

Infraction

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclai- 10 ration de culpabilité par procédure sommaire passible d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois.

43. (1) Le paragraphe 743.5(1) de la 15 même loi est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 1,
art. 184

743.5 (1) Lorsqu'un adolescent ou un adulte assujéti à une décision rendue au titre des alinéas 20(1)k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du 20 Canada (1985), ou à une peine spécifique imposée en vertu des alinéas 42(2)n), o), q) ou r) de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* est ou a été condamné à une peine d'emprisonnement pour une infraction, le 25 reste de la décision prononcée ou de la peine spécifique imposée est purgée, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée ou imposée au titre de la présente loi.

Transfert de
compétence

(2) Le paragraphe 743.5(3) de la même loi 30 est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 1,
art. 184

(3) Il est entendu que, pour l'application de l'article 139 de la *Loi sur le système correc- 35 tionnel et la mise en liberté sous condition*, sont réputés être une seule peine d'emprisonnement :

Peine multiple

a) pour l'application du paragraphe (1), le reste des décisions et des peines spécifiques, ainsi que les peines d'emprisonnement sub- séquentes;

b) pour l'application du paragraphe (2), la 40 peine d'emprisonnement, ainsi que les décisions et les peines spécifiques subséquentes.

44. Le paragraphe 787(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
par. 171(1)

General penalty

787. (1) Unless otherwise provided by law, everyone who is convicted of an offence punishable on summary conviction is liable to a fine of not more than ten thousand dollars or to a term of imprisonment not exceeding six months or to both.

787. (1) Sauf disposition contraire de la loi, toute personne déclarée coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire est passible d'une amende maximale de dix mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Peine générale

1997, c. 18, s. 112

45. Subsections 803(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

45. Les paragraphes 803(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1997, ch. 18, art. 112

Non-appearance of defendant

(2) If a defendant who is tried alone or together with others does not appear at the time and place appointed for the trial after having been notified of that time and place, or does not appear for the resumption of a trial that has been adjourned in accordance with subsection (1), the summary conviction court

(2) Si le défendeur ou l'un des codéfendeurs ne comparait pas aux date, heure et lieu fixés pour le procès après en avoir été avisé ou qu'il ne comparait pas à la reprise d'un procès ajourné en conformité avec le paragraphe (1), la cour des poursuites sommaires :

Non-comparution d'un défendeur

(a) may proceed *ex parte* to hear and determine the proceedings in the absence of that defendant as if they had appeared; or

a) peut procéder *ex parte* à l'audition et à la décision des procédures, en l'absence du défendeur ou du codéfendeur, comme s'il avait comparu;

(b) may, if it thinks fit, issue a warrant in Form 7 for the arrest of that defendant and adjourn the trial to await their appearance under the warrant.

b) peut, si elle le juge à propos, délivrer un mandat rédigé selon la formule 7 pour l'arrestation du défendeur ou du codéfendeur et ajourner le procès en attendant sa comparution en application de ce mandat.

Consent of Attorney General required

(3) If the summary conviction court proceeds in the manner described in paragraph (2)(a), no proceedings under section 145 arising out of the defendant's failure to appear at the time and place appointed for the trial or for the resumption of the trial shall, without the consent of the Attorney General, be instituted or be proceeded with.

(3) Lorsque la cour des poursuites sommaires procède de la manière indiquée à l'alinéa (2)a), aucune procédure visée à l'article 145 résultant de l'omission par le défendeur ou le codéfendeur de comparaître aux date, heure et lieu fixés pour le procès ou pour la reprise du procès ne peut être engagée ou continuée, sauf avec le consentement du procureur général.

Consentement du procureur général

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council

46. Sections 7, 8, 18 to 21, 29, 35, 37 to 40, 42 and 44 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

46. Les articles 7, 8, 18 à 21, 29, 35, 37 à 40, 42 et 44 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Décret

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

*Criminal Code**Code criminel**Clause 1: Existing text of subsection 4(7):*

(7) Notwithstanding subsection (6), the court may require the person who appears to have signed an affidavit, solemn declaration or statement referred to in that subsection to appear before it for examination or cross-examination in respect of the issue of proof of service or the giving or sending of any notice.

Clause 2: Existing text of subsections 117.13(4) and (5):

(4) For the purposes of this Act, service of a certificate of an analyst may be proved by oral evidence given under oath by, or by the affidavit or solemn declaration of, the person claiming to have served it.

(5) Notwithstanding subsection (4), the court may require the person who appears to have signed an affidavit or solemn declaration referred to in that subsection to appear before it for examination or cross-examination in respect of the issue of proof of service.

Clause 3: Relevant portion of subsection 145(3):

(3) Every person who is at large on an undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge and is bound to comply with a condition of that undertaking or recognizance directed by a justice or judge, and every person who is bound to comply with a direction ordered under subsection 515(12) or 522(2.1), and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on that person, to comply with that condition or direction, is guilty of

Clause 4: Relevant portion of subsection 164.2(1):

164.2 (1) On application of the Attorney General, a court that convicts a person of an offence under section 163.1, in addition to any other punishment that it may impose, may order that any thing — other than real property — be forfeited to Her Majesty and disposed of as the Attorney General directs if it is satisfied, on a balance of probabilities, that the thing

Clause 5: Relevant portion of subsection 202(1):

202. (1) Every one commits an offence who

...

(i) wilfully and knowingly sends, transmits, delivers or receives any message by radio, telegraph, telephone, mail or express that conveys any information relating to book-making, pool-selling, betting or wagering, or that is intended to assist in book-making, pool-selling, betting or wagering; or

Clause 6: Existing text of subsection 204(2):

(2) For the purposes of paragraph 1(c), bets made, in accordance with the regulations, in a betting theatre referred to in paragraph (8)(e), or by telephone calls to the race-course of an association or to such a betting theatre, are deemed to be made on the race-course of the association.

Article 1: Texte du paragraphe 4(7):

(7) Nonobstant le paragraphe (6), le tribunal peut demander à une personne qui semble avoir signé un affidavit, une déclaration solennelle ou une déclaration écrite mentionnés à ce paragraphe d'être présente pour interrogatoire ou contre-interrogatoire sur la preuve de la signification ou de la remise ou de l'envoi de l'avis.

Article 2: Texte des paragraphes 117.13(4) et (5):

(4) Pour l'application de la présente loi, la signification du certificat peut être prouvée par témoignage sous serment, par affidavit ou par la déclaration solennelle de la personne qui l'a faite.

(5) Malgré le paragraphe (4), le tribunal peut exiger la présence de l'auteur de l'affidavit ou de la déclaration solennelle visés à ce paragraphe pour qu'il soit interrogé ou contre-interrogé en rapport avec la signification.

Article 3: Texte du paragraphe 145(3):

(3) Est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,

quiconque, étant en liberté sur sa promesse remise ou son engagement contracté devant un juge de paix ou un juge et étant tenu de se conformer à une condition de cette promesse ou de cet engagement fixée par un juge de paix ou un juge, ou étant tenu de se conformer à une ordonnance prise en vertu du paragraphe 515(12) ou 522(2.1), omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de se conformer à cette condition ou ordonnance.

Article 4: Texte du passage visé du paragraphe 164.2(1):

164.2 (1) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction visée à l'article 163.1 peut ordonner sur demande du procureur général, outre toute autre peine, la confiscation au profit de Sa Majesté d'un bien, autre qu'un bien immeuble, dont il est convaincu, selon la prépondérance des probabilités :

Article 5: Texte du passage visé du paragraphe 202(1):

202. (1) Commet une infraction quiconque, selon le cas :

[...]

i) volontairement et sciemment envoie, transmet, livre ou reçoit quelque message par la radio, le télégraphe, le téléphone, la poste ou les messageries, donnant quelque renseignement sur le bookmaking, la vente d'une mise collective, les paris ou gageures, ou destiné à aider au bookmaking, à la vente d'une mise collective, aux paris ou gageures;

Article 6: Texte du paragraphe 204(2):

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)c), les paris faits soit dans une salle de paris visée à l'alinéa (8)e), soit par téléphone à l'hippodrome d'une association ou à une telle salle de paris, en conformité avec les règlements, sont réputés faits à l'hippodrome de l'association.

*Clause 7: New.**Clause 8: (1) Existing text of subsections 259(1.1) to (1.4):*

(1.1) In making the order, the court may authorize the offender to operate a motor vehicle equipped with an alcohol ignition interlock device during the prohibition period if the offender registers in an alcohol ignition interlock device program established under the law of the province in which the offender resides.

(1.2) The authorization has no effect until the expiry of a period fixed by the court

- (a) of at least 3 months, for a first offence;
- (b) of at least 6 months, for a second offence; and
- (c) of at least 12 months, for each subsequent offence.

(1.3) The authorization applies to an offender who becomes resident in another province and registers in a program referred to in subsection (1.1) in that province.

(1.4) The authorization has no effect during any period that the offender is not registered in a program referred to in subsection (1.1).

(2) Relevant portion of subsection 259(2):

(2) Where an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence under section 220, 221, 236, 249, 249.1, 250, 251 or 252, subsection 255(2) or (3) or this section committed by means of a motor vehicle, vessel or aircraft or of railway equipment, the court that sentences the offender may, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place, or from operating a vessel, an aircraft or railway equipment, as the case may be

- (a) during any period that the court considers proper, if the offender is liable to imprisonment for life in respect of that offence;

*(3) New.**(4) Relevant portion of subsection 259(4):*

(4) Every one who operates a motor vehicle, vessel or aircraft or any railway equipment in Canada while disqualified from doing so

Clause 9: Existing text of subsection 351(1):

351. (1) Every one who, without lawful excuse, the proof of which lies on him, has in his possession any instrument suitable for the purpose of breaking into any place, motor vehicle, vault or safe under circumstances that give rise to a reasonable inference that the instrument has been used or is or was intended to be used for any such purpose, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years.

Clause 10: Existing text of section 481.2:

481.2 Subject to this or any other Act of Parliament, where an act or omission is committed outside Canada and the act or omission, when committed in those circumstances, is an offence under this or any other Act of Parliament, proceedings in respect thereof may, whether or not the accused is in Canada, be commenced, and an accused may be charged, tried and punished within any territorial division in Canada in the same manner as if the offence had been committed in that territorial division.

*Clause 11: (1) Existing text of subsection 487(2):**Article 7: Nouveau.**Article 8: (1) Texte des paragraphes 259(1.1) à (1.4):*

(1.1) Dans son ordonnance, le tribunal peut accorder au contrevenant la permission de conduire, durant la période d'interdiction, un véhicule à moteur équipé d'un antidémarrreur avec éthylomètre si ce dernier s'inscrit à un programme d'utilisation d'antidémarrreurs avec éthylomètre institué sous le régime juridique de la province où il réside.

(1.2) La permission ne peut prendre effet qu'après la période fixée par le tribunal, qui ne peut être inférieure à :

- a) trois mois, pour la première infraction;
- b) six mois, pour la deuxième infraction;
- c) douze mois, pour chaque infraction subséquente.

(1.3) La permission s'applique au contrevenant qui devient résident d'une autre province s'il s'inscrit à un tel programme dans cette province.

(1.4) La permission est sans effet durant toute période où le contrevenant n'est pas inscrit à un tel programme.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 259(2):

(2) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable ou absous sous le régime de l'article 730 d'une infraction prévue aux articles 220, 221, 236, 249, 249.1, 250, 251 ou 252, aux paragraphes 255(2) ou (3) ou au présent article commise au moyen d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, le tribunal qui lui inflige une peine peut, en plus de toute autre peine applicable en l'espèce, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, sur un chemin, une grande route ou dans un autre endroit public, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire :

- a) durant toute période que le tribunal considère appropriée, si le contrevenant est passible d'un emprisonnement à perpétuité pour cette infraction;

*(3) Nouveau.**(4) Texte du passage visé du paragraphe 259(4):*

(4) Quiconque conduit un véhicule à moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire au Canada pendant qu'il lui est interdit de le faire est coupable :

Article 9: Texte du paragraphe 351(1):

351. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans quiconque, sans excuse légitime dont la preuve lui incombe, a en sa possession un instrument pouvant servir à pénétrer par effraction dans un endroit, un véhicule à moteur, une chambre-forte ou un coffre-fort dans des circonstances qui donnent raisonnablement lieu de conclure que l'instrument a été utilisé, est destiné ou a été destiné à être utilisé à cette fin.

Article 10: Texte de l'article 481.2:

481.2 Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de toute autre loi fédérale, le fait — acte ou omission — survenu à l'extérieur du Canada et constituant, même dans ce cas, une infraction à la présente loi ou à une autre loi fédérale peut être poursuivi, jugé et puni dans toute circonscription territoriale du Canada comme si le fait était survenu au Canada, que l'accusé soit présent ou non au Canada.

Article 11: (1) Texte du paragraphe 487(2):

(2) Where the building, receptacle or place in which anything mentioned in subsection (1) is believed to be is in any other territorial division, the justice may issue his warrant in like form modified according to the circumstances, and the warrant may be executed in the other territorial division after it has been endorsed, in Form 28, by a justice having jurisdiction in that territorial division.

(2) Existing text of subsection 487(4):

(4) An endorsement that is made on a warrant as provided for in subsection (2) is sufficient authority to the peace officers or public officers to whom it was originally directed, and to all peace officers within the jurisdiction of the justice by whom it is endorsed, to execute the warrant and to deal with the things seized in accordance with section 489.1 or as otherwise provided by law.

Clause 12: Existing text of subsection 487.03(1):

487.03 (1) Where

(a) a warrant is issued under section 487.01, 487.05 or 492.1 or subsection 492.2(1) in one province,

(b) it may reasonably be expected that the warrant is to be executed in another province, and

(c) the execution of the warrant would require entry into or on the property of any person in the other province or would require that an order be made under section 487.02 with respect to any person in that other province,

a judge or justice, as the case may be, in the other province may, on application, endorse the warrant and the warrant, after being so endorsed, has the same force in that other province as though it had originally been issued in that other province.

Clause 13: Existing text of subsection 487.055(6):

(6) Service of a summons may be proved by the oral evidence, given under oath, of the peace officer who served it or by the peace officer's affidavit made before a justice of the peace or other person authorized to administer oaths or to take affidavits.

Clause 14: Existing text of subsection 490(17):

(17) A person who feels aggrieved by an order made under subsection (8), (9), (9.1) or (11) may appeal from the order to the appeal court, as defined in section 812, and for the purposes of the appeal the provisions of sections 814 to 828 apply with such modifications as the circumstances require.

Clause 15: Existing text of subsection 501(5):

(5) The issue of an appearance notice by any peace officer may be proved by the oral evidence, given under oath, of the officer who issued it or by the officer's affidavit made before a justice or other person authorized to administer oaths or to take affidavits.

Clause 16: New.

Clause 17: Existing text of subsection 509(3):

(3) Service of a summons may be proved by the oral evidence, given under oath, of the peace officer who served it or by his affidavit made before a justice or other person authorized to administer oaths or to take affidavits.

Clause 18: (1) Existing text of subsection 530(3):

(2) Lorsque le bâtiment, contenant ou lieu, dans lequel est présumée se trouver une chose mentionnée au paragraphe (1), est situé dans une autre circonscription territoriale, le juge de paix peut décerner son mandat dans la même forme, modifiée selon les circonstances, et le mandat peut être exécuté dans l'autre circonscription territoriale après avoir été visé, selon la formule 28, par un juge de paix ayant juridiction dans cette circonscription.

(2) Texte du paragraphe 487(4):

(4) Un visa apposé à un mandat conformément au paragraphe (2) constitue une autorisation suffisante pour les agents de la paix ou fonctionnaires publics à qui il a été d'abord adressé et à tous les agents de la paix qui ressortissent au juge de paix qui l'a visé d'exécuter le mandat et de s'occuper des choses saisies en conformité avec l'article 489.1 ou d'une autre façon prévue par la loi.

Article 12: Texte du paragraphe 487.03(1):

487.03 (1) Dans le cas où un mandat visé aux articles 487.01, 487.05 ou 492.1 ou au paragraphe 492.2(1) est décerné dans une province alors qu'il est raisonnable de croire que l'exécution du mandat se fera dans une autre province et qu'elle obligera à pénétrer dans une propriété privée située dans cette autre province ou à rendre une ordonnance en vertu de l'article 487.02 à l'égard d'une personne s'y trouvant, un juge ou un juge de paix de cette dernière, selon le cas, peut, sur demande, viser le mandat. Une fois visé, le mandat est exécutoire dans l'autre province.

Article 13: Texte du paragraphe 487.055(6):

(6) La signification peut être prouvée par le témoignage oral, donné sous serment, de l'agent de la paix qui y a procédé ou par affidavit souscrit par lui devant un juge de paix ou une autre personne autorisée à faire prêter serment ou à recevoir les affidavits.

Article 14: Texte du paragraphe 490(17):

(17) Une personne qui s'estime lésée par une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (8), (9), (9.1) ou (11) peut en appeler à la cour d'appel, au sens de l'article 812 et, pour les fins de l'appel, les dispositions des articles 814 à 828 s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Article 15: Texte du paragraphe 501(5):

(5) La délivrance d'une citation à comparaître par un agent de la paix peut être prouvée par le témoignage sous serment de l'agent qui l'a délivrée ou par son affidavit fait devant un juge de paix ou une autre personne autorisée à faire prêter serment ou à recevoir les affidavits.

Article 16: Nouveau.

Article 17: Texte du paragraphe 509(3):

(3) La signification d'une sommation peut être prouvée par le témoignage oral, donné sous serment, de l'agent de la paix qui l'a signifiée ou par affidavit souscrit par lui devant un juge de paix ou une autre personne autorisée à faire prêter serment ou à recevoir les affidavits.

Article 18: (1) Texte du paragraphe 530(3):

(3) The justice of the peace or provincial court judge before whom an accused first appears shall, if the accused is not represented by counsel, advise the accused of his right to apply for an order under subsection (1) or (2) and of the time before which such an application must be made.

(2) Existing text of subsection 530(5):

(5) An order under this section that an accused be tried before a justice of the peace, provincial court judge, judge or judge and jury who speak the official language of Canada that is the language of the accused or the official language of Canada in which the accused can best give testimony may, if the circumstances warrant, be varied by the court to require that the accused be tried before a justice of the peace, provincial court judge, judge or judge and jury who speak both official languages of Canada.

Clause 19: New.

Clause 20: (1) and (2) Relevant portion of section 530.1:

530.1 Where an order is granted under section 530 directing that an accused be tried before a justice of the peace, provincial court judge, judge or judge and jury who speak the official language that is the language of the accused or in which the accused can best give testimony,

...

(d) the accused has a right to have a justice presiding over the preliminary inquiry who speaks the official language that is the language of the accused;

(e) except where the prosecutor is a private prosecutor, the accused has a right to have a prosecutor who speaks the official language that is the language of the accused;

Clause 21: Existing text of section 531:

531. Notwithstanding any other provision of this Act but subject to any regulations made pursuant to section 533, the court shall order that the trial of an accused be held in a territorial division in the same province other than that in which the offence would otherwise be tried if an order has been made that the accused be tried before a justice of the peace, provincial court judge, judge or judge and jury who speak the official language of Canada that is the language of the accused or the official language of Canada in which the accused can best give testimony or both official languages of Canada and such order cannot be conveniently complied with in the territorial division in which the offence would otherwise be tried.

Clause 22: New.

Clause 23: Existing text of subsection 565(2):

(2) If an accused is to be tried after an indictment has been preferred against the accused pursuant to a consent or order given under section 577, the accused is, for the purposes of the provisions of this Part relating to election and re-election, deemed both to have elected to be tried by a court composed of a judge and jury and not to have requested a preliminary inquiry under subsection 536(4) or 536.1(3) and may, with the written consent of the prosecutor, re-elect to be tried by a judge without a jury without a preliminary inquiry.

Clause 24: Existing text of section 568:

568. Even if an accused elects under section 536 or re-elects under section 561 to be tried by a judge or provincial court judge, the Attorney General may require the accused to be tried by a court composed of a judge and jury unless the alleged offence is one that is punishable with imprisonment for five years or

(3) Le juge de paix ou le juge de la cour provinciale devant qui l'accusé comparait pour la première fois avise l'accusé, s'il n'est pas représenté par procureur, de son droit de demander une ordonnance en vertu des paragraphes (1) ou (2) et des délais à l'intérieur desquels il doit faire une telle demande.

(2) Texte du paragraphe 530(5):

(5) Une ordonnance rendue en vertu du présent article, à l'effet qu'un accusé subisse son procès devant un juge de paix, un juge de la cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent la langue officielle du Canada qui est celle de l'accusé ou la langue officielle du Canada qui permettra à l'accusé de témoigner le plus facilement peut, si les circonstances le justifient, être modifiée par le tribunal de façon à exiger que l'accusé subisse son procès devant un juge de paix, un juge de la cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent les deux langues officielles du Canada.

Article 19: Nouveau.

Article 20: (1) et (2) Texte du passage visé de l'article 530.1 :

530.1 Lorsqu'il est ordonné, sous le régime de l'article 530, qu'un accusé subisse son procès devant un juge de paix, un juge de la cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent la langue officielle qui est celle de l'accusé ou la langue officielle qui permettra à l'accusé de témoigner le plus facilement :

[...]

d) l'accusé a droit à ce que le juge présidant l'enquête parle la même langue officielle que lui;

e) l'accusé a droit à ce que le poursuivant — quand il ne s'agit pas d'un poursuivant privé — parle la même langue officielle que lui;

Article 21: Texte de l'article 531 :

531. Nonobstant toute autre disposition de la présente loi mais sous réserve des règlements pris en vertu de l'article 533, le tribunal ordonne la tenue du procès dans une circonscription territoriale de la même province autre que celle où l'infraction serait autrement jugée si une ordonnance a été rendue à l'effet que l'accusé subisse son procès devant un juge de paix, un juge de la cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent la langue officielle du Canada qui est celle de l'accusé ou la langue officielle du Canada qui permettra à l'accusé de témoigner le plus facilement ou les deux langues officielles du Canada et si une telle ordonnance ne peut raisonnablement être respectée dans la circonscription territoriale où l'infraction serait autrement jugée.

Article 22: Nouveau.

Article 23: Texte du paragraphe 565(2):

(2) Lorsqu'un prévenu doit subir son procès après qu'un acte d'accusation a été présenté contre lui en vertu d'un consentement donné ou d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 577, il est, pour l'application des dispositions de la présente partie relatives au choix et au nouveau choix, réputé avoir choisi d'être jugé par un tribunal composé d'un juge et d'un jury et ne pas avoir demandé la tenue d'une enquête préliminaire au titre des paragraphes 536(4) ou 536.1(3). Il peut choisir de nouveau, avec le consentement écrit du poursuivant, d'être jugé par un juge sans jury et sans enquête préliminaire.

Article 24: Texte de l'article 568 :

568. Même si un prévenu fait un choix en vertu de l'article 536 ou un nouveau choix au titre de l'article 561 en vue d'être jugé par un juge ou un juge de la cour provinciale, selon le cas, le procureur général peut exiger que le prévenu soit jugé par un tribunal composé d'un juge et d'un jury, à moins que

less. If the Attorney General so requires, a judge or provincial court judge has no jurisdiction to try the accused under this Part and a preliminary inquiry must be held if requested under subsection 536(4), unless one has already been held.

Clause 25: New.

Clause 26: Existing text of subsections 640(2) and (3):

(2) Where the ground of a challenge is one not mentioned in subsection (1), the two jurors who were last sworn, or if no jurors have then been sworn, two persons present whom the court may appoint for the purpose, shall be sworn to determine whether the ground of challenge is true.

(3) Where the finding, pursuant to subsection (1) or (2) is that the ground of challenge is not true, the juror shall be sworn, but if the finding is that the ground of challenge is true, the juror shall not be sworn.

Clause 27: Existing text of subsection 667(5):

(5) In this section, “fingerprint examiner” means a person designated as such for the purposes of this section by the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness.

Clause 28: Relevant portion of subsection 676(1.1):

(1.1) The Attorney General or counsel instructed by the Attorney General may appeal, pursuant to subsection (1), with leave of the court of appeal or a judge of that court, to that court in respect of a summary conviction or a sentence passed with respect to a summary conviction as if the summary conviction had been a conviction in proceedings by indictment if

Clause 29: (1) Existing text of subsection 683(5):

(5) Where an appeal or an application for leave to appeal has been filed in the court of appeal, that court, or a judge of that court, may, where it considers it to be in the interests of justice, order that

- (a) any obligation to pay a fine,
- (b) any order of forfeiture or disposition of forfeited property,
- (c) any order to make restitution under section 738 or 739,
- (d) any obligation to pay a victim surcharge under section 737, or
- (e) the conditions prescribed in a probation order under subsections 732.1(2) and (3)

be suspended until the appeal has been determined.

(2) *New.*

Clause 30: New.

Clause 31: New.

Clause 32: Existing text of subsection 701(3):

(3) Service of a subpoena may be proved by the affidavit of the person who effected service.

Clause 33: Existing text of section 701.1:

l’infraction présumée ne soit punissable d’un emprisonnement de cinq ans ou moins. Lorsque le procureur général l’exige ainsi, un juge ou un juge de la cour provinciale n’a plus compétence pour juger un prévenu selon la présente partie et une enquête préliminaire doit être tenue si la demande en est faite au titre du paragraphe 536(4), sauf s’il y en a déjà eu une.

Article 25: Nouveau.

Article 26: Texte des paragraphes 640(2) et (3):

(2) Lorsque le motif d’une récusation en est un que ne mentionne pas le paragraphe (1), les deux derniers jurés assermentés ou, si aucun juré n’a encore été assermenté, deux personnes présentes que le tribunal peut nommer à cette fin, sont assermentées pour vérifier si le motif de récusation est fondé.

(3) Lorsque la conclusion obtenue selon le paragraphe (1) ou (2) est que le motif de récusation n’est pas fondé, le juré est assermenté, mais si la conclusion est que le motif de récusation est fondé, le juré n’est pas assermenté.

Article 27: Texte du paragraphe 667(5):

(5) Au présent article, « inspecteur des empreintes digitales » s’entend d’une personne désignée à ce titre pour l’application du présent article par le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.

Article 28: Texte du passage visé du paragraphe 676(1.1):

(1.1) Si la cour d’appel ou un de ses juges l’y autorise, le procureur général ou son substitut sur ses instructions peut, conformément au paragraphe (1), interjeter appel d’une déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou de la peine qui a été infligée à l’égard de celle-ci, comme s’il s’agissait d’une déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation, si les conditions suivantes sont réunies :

Article 29: (1) Texte du paragraphe 683(5):

(5) Lorsqu’un appel ou une demande d’autorisation d’appel ont été déposés, la cour d’appel ou un de ses juges peut, si elle est convaincue que l’intérêt de la justice l’exige, ordonner de suspendre jusqu’à décision définitive sur l’appel :

- a) le paiement de l’amende;
- b) l’ordonnance de confiscation ou de disposition de biens confisqués;
- c) l’ordonnance de dédommagement visée aux articles 738 ou 739;
- d) le paiement de la suramende compensatoire visée à l’article 737;
- e) les conditions inscrites dans l’ordonnance de probation visée aux paragraphes 732.1(2) et (3).

(2) *Nouveau.*

Article 30: Nouveau.

Article 31: Nouveau.

Article 32: Texte du paragraphe 701(3):

(3) La signification d’une assignation peut être prouvée par l’affidavit de la personne qui l’a effectuée.

Article 33: Texte de l’article 701.1:

701.1 Notwithstanding section 701, in any province service and proof of service of any subpoena, summons or other document may be made in accordance with the laws of the province relating to offences created by the laws of the province.

Clause 34: New.

Clause 35: New.

Clause 36: Existing text of subsections 729(4) and (5):

(4) Service of any certificate referred to in subsection (1) may be proved by oral evidence given under oath by, or by the affidavit or solemn declaration of, the person claiming to have served it.

(5) Notwithstanding subsection (4), the court may require the person who appears to have signed an affidavit or solemn declaration referred to in that subsection to appear before it for examination or cross-examination in respect of the issue of proof of service.

Clause 37: Existing text of subsection 732.1(5):

(5) A court that makes a probation order shall

(a) cause to be given to the offender

(i) a copy of the order,

(ii) an explanation of the substance of subsections 732.2(3) and (5) and section 733.1, and

(iii) an explanation of the procedure for applying under subsection 732.2(3) for a change to the optional conditions; and

(b) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations given to the offender under paragraph (a).

Clause 38: Existing text of subsection 734(5):

(5) The length, in days, of the term of imprisonment referred to in subsection (4) is the lesser of

(a) a fraction, rounded down to the nearest whole number, of which

(i) the numerator is the unpaid amount of the fine plus the costs and charges of committing and conveying the defaulter to prison, calculated in accordance with regulations made under subsection (7), and

(ii) the denominator is equal to eight times the provincial minimum hourly wage, at the time of default, in the province in which the fine was imposed, and

(b) the maximum term of imprisonment, expressed in days, that the court could itself impose on conviction.

Clause 39: Existing text of section 734.2:

734.2 A court that makes an order under section 734.1 shall

(a) cause to be given to the offender

(i) a copy of the order,

(ii) an explanation of the substance of sections 734 to 734.8 and 736,

(iii) an explanation of available programs referred to in section 736 and of the procedure for applying for admission to such programs, and

(iv) an explanation of the procedure for applying under section 734.3 for a change in the terms of the order; and

701.1 Par dérogation à l'article 701, la signification et la preuve de la signification d'une assignation, d'une sommation ou de tout autre document peut se faire en conformité avec le droit provincial applicable à la signification des actes judiciaires liés à la poursuite des infractions provinciales.

Article 34: Nouveau.

Article 35: Nouveau.

Article 36: Texte des paragraphes 729(4) et (5):

(4) La signification d'un certificat visé au paragraphe (1) peut être prouvée par témoignage sous serment, par affidavit ou par déclaration solennelle de la personne qui a effectué la signification.

(5) Malgré le paragraphe (4), le tribunal peut exiger que la personne qui a signé l'affidavit ou la déclaration solennelle se présente devant lui pour interrogatoire ou contre-interrogatoire en ce qui concerne la preuve de la signification.

Article 37: Texte du paragraphe 732.1(5):

(5) Le tribunal qui rend l'ordonnance de probation :

a) fait donner au délinquant :

(i) une copie de l'ordonnance,

(ii) une explication du contenu des paragraphes 732.2(3) et (5) et de l'article 733.1,

(iii) une explication des modalités de présentation de la demande de modification des conditions facultatives prévue au paragraphe 732.2(3);

b) prend les mesures voulues pour s'assurer que le délinquant comprend l'ordonnance et les explications qui lui ont été fournies en application de l'alinéa a).

Article 38: Texte du paragraphe 734(5):

(5) Le nombre de jours de la période d'emprisonnement visée au paragraphe (4) est le moins élevé des nombres suivants :

a) une fraction — arrondie à l'unité inférieure — dont :

(i) le numérateur est la somme du montant impayé de l'amende et des frais et dépens de l'envoi et de la conduite en prison de la personne en défaut de paiement d'une amende calculés conformément aux règlements pris en vertu du paragraphe (7),

(ii) le dénominateur est égal à huit fois le taux horaire du salaire minimum en vigueur, à l'époque du défaut, dans la province où l'amende a été infligée;

b) le nombre maximal de jours d'emprisonnement que le tribunal peut infliger.

Article 39: Texte de l'article 734.2:

734.2 Le tribunal qui rend l'ordonnance prévue à l'article 734.1 :

a) fait donner au délinquant :

(i) une copie de l'ordonnance,

(ii) une explication du contenu des articles 734 à 734.8 et de l'article 736,

(iii) une explication des programmes visés à l'article 736 et des modalités d'admission à ceux-ci,

(iv) une explication des modalités de présentation de la demande de modification des conditions de l'ordonnance prévue à l'article 734.3;

(b) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations given to the offender under paragraph (a).

Clause 40: Existing text of subsection 742.3(3):

(3) A court that makes an order under this section shall

(a) cause to be given to the offender

(i) a copy of the order,

(ii) an explanation of the substance of sections 742.4 and 742.6, and

(iii) an explanation of the procedure for applying under section 742.4 for a change to the optional conditions; and

(b) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations given to the offender under paragraph (a).

Clause 41: Existing text of subsections 742.6(6) and (7):

(6) Service of any report referred to in subsection (4) may be proved by oral evidence given under oath by, or by the affidavit or solemn declaration of, the person claiming to have served it.

(7) Notwithstanding subsection (6), the court may require the person who appears to have signed an affidavit or solemn declaration referred to in that subsection to appear before it for examination or cross-examination in respect of the issue of proof of service.

Clause 42: New.

Clause 43: (1) Existing text of subsection 743.5(1):

743.5 (1) If a young person or an adult is or has been sentenced to a term of imprisonment for an offence while subject to a disposition made under paragraph 20(1)(k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, or a youth sentence imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) of the *Youth Criminal Justice Act*, the disposition or youth sentence shall be dealt with, for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.

(2) Existing text of subsection 743.5(3):

(3) For greater certainty, the dispositions and sentences referred to in subsections (1) and (2) are, for the purposes of section 139 of the *Corrections and Conditional Release Act*, deemed to constitute once sentence of imprisonment.

Clause 44: Existing text of subsection 787(1):

787. (1) Except where otherwise provided by law, every one who is convicted of an offence punishable on summary conviction is liable to a fine of not more than two thousand dollars or to imprisonment for six months or to both.

Clause 45: Existing text of subsections 803(2) and (3):

(2) Where a defendant does not appear at the time and place appointed for the trial after having been notified of that time and place, or where a defendant does not appear for the resumption of a trial that has been adjourned in accordance with subsection (1), the summary conviction court

b) prend les mesures voulues pour s'assurer que le délinquant comprend l'ordonnance et les explications qui lui ont été fournies aux termes de l'alinéa a).

Article 40: Texte du paragraphe 742.3(3):

(3) Le tribunal qui rend l'ordonnance prévue au présent article :

a) fait donner au délinquant :

(i) une copie de l'ordonnance,

(ii) une explication du contenu des articles 742.4 et 742.6,

(iii) une explication des renseignements concernant la procédure de la demande de modification des conditions facultatives prévue à l'article 742.4;

b) prend les mesures voulues pour s'assurer que le délinquant comprend l'ordonnance et les renseignements qui lui ont été fournis en application de l'alinéa a).

Article 41: Texte des paragraphes 742.6(6) et (7):

(6) La signification du rapport peut être prouvée par témoignage sous serment, par affidavit ou par déclaration solennelle de la personne qui a effectué la signification.

(7) Malgré le paragraphe (6), le tribunal peut exiger que la personne qui a signé l'affidavit ou la déclaration solennelle se présente devant lui pour interrogatoire ou contre-interrogatoire portant sur la preuve de la signification.

Article 42: Nouveau.

Article 43: (1) Texte du paragraphe 743.5(1):

743.5 (1) Lorsqu'un adolescent ou un adulte assujéti à une décision rendue au titre des alinéas 20(1)(k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), ou à une peine imposée en vertu des alinéas 42(2)(n), o), q) ou r) de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* est ou a été condamné à une peine d'emprisonnement pour une infraction, la décision prononcée ou la peine imposée est purgée, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée ou imposée au titre de la présente loi.

(2) Texte du paragraphe 743.5(3):

(3) Il demeure entendu que les décisions et les peines visées aux paragraphes (1) et (2) sont réputées, pour l'application de l'article 139 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, être une seule peine d'emprisonnement.

Article 44: Texte du paragraphe 787(1):

787. (1) Sauf disposition contraire de la loi, toute personne déclarée coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire est passible d'une amende maximale de deux mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Article 45: Texte des paragraphes 803(2) et (3):

(2) Lorsque le défendeur ne comparaît pas aux date, heure et lieu fixés pour le procès après en avoir été avisé ou qu'il ne comparaît pas à la reprise d'un procès ajourné en conformité avec le paragraphe (1), la cour des poursuites sommaires :

(a) may proceed *ex parte* to hear and determine the proceedings in the absence of the defendant as fully and effectually as if the defendant had appeared; or

(b) may, if it thinks fit, issue a warrant in Form 7 for the arrest of the defendant and adjourn the trial to await his appearance pursuant thereto.

(3) Where, at the trial of a defendant, the summary conviction court proceeds in the manner described in paragraph (2)(a), no proceedings under section 145 arising out of the failure of the defendant to appear at the time and place appointed for the trial or for the resumption of the trial shall be instituted or if instituted shall be proceeded with, except with the consent of the Attorney General.

a) peut procéder *ex parte* à l'audition et à la décision des procédures, en l'absence du défendeur, aussi complètement et effectivement que s'il avait comparu;

b) peut, si elle le juge à propos, émettre un mandat rédigé selon la formule 7 pour l'arrestation du défendeur, et ajourner le procès en attendant sa comparution en application de ce mandat.

(3) Lorsque, lors du procès d'un défendeur, la cour des poursuites sommaires procède de la manière indiquée à l'alinéa (2)a), aucune procédure en vertu de l'article 145 résultant de l'omission par le défendeur de comparaître aux date, heure et lieu fixés pour le procès ou pour la reprise du procès ne peut être engagée ou, si elle est engagée, ne peut être continuée, sauf du consentement du procureur général.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

**1782711
Ottawa**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services

PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt

TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995



Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:
Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :
<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

En vente :
Les Éditions et Services de dépôt
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

C-23

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55-56 Elizabeth II, 2006-2007

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-23

An Act to amend the Criminal Code (criminal procedure,
language of the accused, sentencing and other amend-
ments)

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 13, 2007

C-23

Première session, trente-neuvième législature,
55-56 Elizabeth II, 2006-2007

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-23

Loi modifiant le Code criminel (procédure pénale, langue de
l'accusé, détermination de la peine et autres modifica-
tions)

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 13 JUIN 2007



SUMMARY

This enactment amends various provisions of the *Criminal Code* in relation to criminal procedure, language of the accused, sentencing and other matters.

The amendments respecting criminal procedure provide for, among other things,

- (a) the use of a means of telecommunication to forward warrants for the purpose of endorsement;
- (b) changes to the process with respect to the challenge of jurors;
- (c) a new election for the accused where a preferred indictment has been filed against him or her or where the Supreme Court of Canada orders a new trial;
- (d) an appeal of a superior court order with respect to things seized lying with the court of appeal;
- (e) summary dismissal by a single judge of the court of appeal when an appeal has erroneously been filed with that court; and
- (f) a summary conviction trial with respect to co-accused that can proceed where one of the co-accused does not appear.

The amendments respecting the language of the accused clarify the application of provisions related to that matter.

The amendments respecting sentencing provide for, among other things,

- (a) clarifications with respect to the application of impaired driving penalties;
- (b) the power to order an offender not to communicate with identified persons while in custody and the creation of an offence for failing to comply with the order;
- (c) the power to delay the sentencing proceedings so that an offender can participate in a provincially approved treatment program;
- (d) an increase of the maximum fine that can be imposed for a summary conviction offence to \$10,000 and a change with respect to the calculation of the period of imprisonment to be imposed in default of payment of a fine;
- (e) the suspension of a conditional sentence order or a probation order during an appeal;
- (f) in the case of a person serving a youth sentence who receives an adult sentence, clarification that the remaining portion of the youth sentence is converted to an adult sentence; and
- (g) the power of a court to order, on application by the Attorney General and after convicting a person of the offence of luring a child by means of a computer system, the forfeiture of things used in relation to that offence.

SOMMAIRE

Le texte modifie diverses dispositions du *Code criminel* portant notamment sur la détermination de la peine, la procédure pénale et la langue de l'accusé, et apporte d'autres modifications.

Les modifications en matière de procédure prévoient, entre autres :

- a) le recours à un moyen de télécommunication pour transmettre un mandat dans le but de le faire viser;
- b) des changements à la procédure de récusation des jurés;
- c) un nouveau choix pour l'accusé lorsqu'un acte d'accusation est présenté contre lui ou que la Cour suprême du Canada ordonne un nouveau procès;
- d) l'appel d'une ordonnance de la cour supérieure quant aux choses saisies devant la cour d'appel;
- e) le rejet sommaire, par un juge, de l'appel interjeté par erreur devant la cour d'appel;
- f) l'instruction d'un procès pour une infraction sommaire à l'égard de coaccusés dont l'un ne comparaît pas.

Certaines modifications clarifient l'application des dispositions relatives à la langue de l'accusé.

Les modifications en matière de détermination de la peine prévoient, entre autres :

- a) des clarifications quant à l'application des peines infligées en matière de conduite avec facultés affaiblies;
- b) le pouvoir d'ordonner au délinquant de ne pas communiquer avec certaines personnes durant sa période d'emprisonnement, ainsi que la création d'une infraction en cas d'omission de se conformer à cette ordonnance;
- c) le pouvoir de reporter le prononcé de la peine afin de permettre au délinquant de participer à un programme de traitement agréé par la province;
- d) l'augmentation de l'amende maximale imposable pour une infraction sommaire, portée à 10 000 \$, et la mise à jour du calcul de la durée de la peine d'emprisonnement prévue pour défaut de paiement de l'amende;
- e) la suspension d'une ordonnance de sursis ou de probation pendant l'appel;
- f) dans le cas où une personne se fait imposer une peine pour adulte alors qu'elle purge une peine spécifique, le fait que le reste de la peine spécifique est convertie en peine pour adulte;
- g) la possibilité pour le tribunal, à la suite du prononcé de la déclaration de culpabilité d'une personne pour une infraction de leurre au moyen d'un ordinateur, d'ordonner, sur demande du procureur général, la confiscation d'un bien qui a été utilisé pour commettre l'infraction.

The enactment amends the description of the offence of conveying information on betting and book-making so that the offence encompasses the conveying of that information by any means and makes related changes to the exemption provided with respect to the use of a pari-mutuel system.

Finally, amendments are also made to reclassify the offence of possession of break and enter instruments into a dual procedure offence.

Le texte modifie la description de l'infraction relative à la communication de renseignements sur les gageures ou le bookmaking de façon que l'infraction vise la communication par n'importe quel moyen. Il apporte des modifications incidentes à l'exemption relative à l'utilisation d'un système de pari mutuel.

Enfin, le texte fait de l'infraction de possession d'outils de cambriolage une infraction mixte.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-23

PROJET DE LOI C-23

An Act to amend the Criminal Code (criminal procedure, language of the accused, sentencing and other amendments)

Loi modifiant le Code criminel (procédure pénale, langue de l'accusé, détermination de la peine et autres modifications)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

1997, c. 18, s. 2

1. Subsection 4(7) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

1. Le paragraphe 4(7) du *Code criminel* est
5 **remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 18,
art. 2

Proof of service
in accordance
with provincial
laws

(6.1) Despite subsection (6), the service of documents may be proved in accordance with the laws of a province relating to offences created by the laws of that province.

(6.1) Par dérogation au paragraphe (6), la preuve de la signification de tout document peut se faire en conformité avec le droit provincial applicable à la poursuite des infractions provin-

Preuve de
signification
conforme aux
lois provinciales

10

Attendance for
examination

(7) Despite subsection (6) or (6.1), the court may require the person who appears to have signed an affidavit, a solemn declaration or a statement in accordance with that subsection to appear before it for examination or cross-examination in respect of the issue of proof of service or of the giving or sending of any notice.

(7) Malgré les paragraphes (6) et (6.1), le tribunal peut demander à la personne qui semble avoir signé un affidavit, une déclaration solennelle ou une déclaration écrite conforme à l'un de ces paragraphes d'être présente pour interro- 15
gatoire ou contre-interrogatoire sur la preuve de la signification ou de la remise ou de l'envoi de l'avis.

Présence pour
interrogatoire

1995, c. 39,
s. 139

2. Subsections 117.13(4) and (5) of the Act are repealed.

2. Les paragraphes 117.13(4) et (5) de la
20 **même loi sont abrogés.**

1995, ch. 39,
art. 139

1994, c. 44,
s. 8(1)

3. The portion of subsection 145(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the
20 **following:**

3. Le paragraphe 145(3) de la même loi est
25 **remplacé par ce qui suit :**

1994, ch. 44,
par. 8(1)

Failure to
comply with
condition of
undertaking or
recognizance

(3) Every person who is at large on an undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge and is bound to comply with a condition of that undertaking or

(3) Quiconque, étant en liberté sur sa promesse remise ou son engagement contracté devant un juge de paix ou un juge et étant tenu 25
de se conformer à une condition de cette

Omission de se
conformer à une
condition d'une
promesse ou
d'un
engagement

recognizance, and every person who is bound to comply with a direction under subsection 515(12) or 522(2.1) or an order under subsection 516(2), and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on them, to comply with the condition, direction or order is guilty of

promesse ou de cet engagement, ou étant tenu de se conformer à une ordonnance prise en vertu des paragraphes 515(12), 516(2) ou 522(2.1), omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de se conformer à cette condition ou ordonnance est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire. 10

2002, c. 13, s. 7

4. The portion of subsection 164.2(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

164.2 (1) On application of the Attorney General, a court that convicts a person of an offence under section 163.1 or 172.1, in addition to any other punishment that it may impose, may order that any thing — other than 15 real property — be forfeited to Her Majesty and disposed of as the Attorney General directs if it is satisfied, on a balance of probabilities, that the thing

Forfeiture of things used for child pornography

4. Le passage du paragraphe 164.2(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

164.2 (1) Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction visée aux 15 articles 163.1 ou 172.1 peut ordonner sur demande du procureur général, outre toute autre peine, la confiscation au profit de Sa Majesté d'un bien, autre qu'un bien immeuble, dont il est convaincu, selon la prépondérance des 20 probabilités :

2002, ch. 13, art. 7

Confiscation lors de la déclaration de culpabilité

5. Paragraph 202(1)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) wilfully and knowingly sends, transmits, delivers or receives any message that conveys any information relating to book-making, pool-selling, betting or wagering, or that is 25 intended to assist in book-making, pool-selling, betting or wagering; or

5. L'alinéa 202(1)i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

i) volontairement et sciemment envoie, transmet, livre ou reçoit quelque message donnant 25 quelque renseignement sur le bookmaking, la vente d'une mise collective ou les paris ou gageures, ou destiné à aider au bookmaking, à la vente d'une mise collective ou aux paris ou gageures; 30

1989, c. 2, s. 1(1)

6. Subsection 204(2) of the Act is replaced by the following:

(2) For the purposes of paragraph (1)(c), bets 30 made, in accordance with the regulations, in a betting theatre referred to in paragraph (8)(e), or by any means of telecommunication to the race-course of an association or to such a betting theatre, are deemed to be made on the race- 35 course of the association.

Presumption

6. Le paragraphe 204(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)c), les paris faits soit dans une salle de paris visée à l'alinéa (8)e), soit à l'aide d'un moyen de 35 télécommunication à l'hippodrome d'une association ou à une telle salle de paris, en conformité avec les règlements, sont réputés faits à l'hippodrome de l'association.

1989, ch. 2, par. 1(1)

Présomption

7. Section 255 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

7. L'article 255 de la même loi est modifié 40 par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Interpretation	(3.1) For greater certainty, every one who is liable to the punishment described in subsection (2) or (3) is also liable to the minimum punishment described in paragraph (1)(a).	(3.1) Il est entendu que les peines minimales prévues à l'alinéa (1)a s'appliquent dans les cas visés aux paragraphes (2) et (3).	Règle d'interprétation
2001, c. 37, s. 1	8. (1) Subsections 259(1.1) to (1.4) of the Act are replaced by the following:	8. (1) Les paragraphes 259(1.1) à (1.4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	2001, ch. 37, art. 1
Alcohol ignition interlock device program	(1.1) If the offender is registered in an alcohol ignition interlock device program established under the law of the province in which the offender resides and complies with the conditions of the program, the offender may, subject to subsection (1.2), operate a motor vehicle equipped with an alcohol ignition interlock device during the prohibition period, unless the court orders otherwise.	(1.1) À moins d'ordonnance contraire du tribunal, le contrevenant peut, sous réserve du paragraphe (1.2), conduire, durant la période d'interdiction, un véhicule à moteur équipé d'un antidémarrreur avec éthylomètre s'il est inscrit à un programme d'utilisation d'antidémarrreurs avec éthylomètre institué sous le régime juridique de la province où il réside et respecte les conditions du programme.	Programme d'utilisation d'antidémarrreurs avec éthylomètre
Minimum absolute prohibition period	(1.2) An offender who is registered in a program referred to in subsection (1.1) may not operate a motor vehicle equipped with an alcohol ignition interlock device until	(1.2) Le contrevenant qui est inscrit à un programme visé au paragraphe (1.1) ne peut conduire un véhicule à moteur équipé d'un antidémarrreur avec éthylomètre qu'après l'expiration :	Période minimale d'interdiction absolue
	(a) the expiry of a period of	a) soit de l'une des périodes suivantes :	
	(i) for a first offence, 3 months after the day on which sentence is imposed,	(i) la période de trois mois suivant l'imposition de la peine, pour la première infraction,	
	(ii) for a second offence, 6 months after the day on which sentence is imposed, and	(ii) la période de six mois suivant l'imposition de la peine, pour la deuxième infraction,	
	(iii) for each subsequent offence, 12 months after the day on which sentence is imposed; or	(iii) la période de douze mois suivant l'imposition de la peine, pour chaque infraction subséquente;	
	(b) the expiry of any period that may be fixed by order of the court that is greater than a period referred to in paragraph (a).	b) soit de la période supérieure à celle visée à l'alinéa a) que le tribunal peut fixer par ordonnance.	
R.S., c. 1 (4th Supp.), s. 18 (Sch. I, item 8)(F)	(2) Paragraph 259(2)(a) of the Act is replaced by the following:	(2) L'alinéa 259(2)a de la même loi est remplacé par ce qui suit :	L.R., ch. 1 (4 ^e suppl.), art. 18, ann. I, n ^o 8(F)
	(a) during any period that the court considers proper, if the offender is sentenced to imprisonment for life in respect of that offence;	a) durant toute période que le tribunal considère comme appropriée, si le contrevenant est condamné à l'emprisonnement à perpétuité pour cette infraction;	
	(a.1) during any period that the court considers proper, plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, if the	a.1) durant toute période que le tribunal considère comme appropriée, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné si celle-ci est inférieure à l'em-	

offender is liable to imprisonment for life in respect of that offence and if the sentence imposed is other than imprisonment for life;

(3) Section 259 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Consecutive prohibition periods

(2.1) The court may, when it makes an order under this section prohibiting the operation of a motor vehicle, a vessel, an aircraft or railway equipment, as the case may be, order that the time served under that order be served consecutively to the time served under any other order made under this section that prohibits the operation of the same means of transport and that is in force.

R.S., c. 32 (4th Supp.), s. 62(3)

(4) The portion of subsection 259(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Operation while disqualified

(4) Every offender who operates a motor vehicle, vessel or aircraft or any railway equipment in Canada while disqualified from doing so, other than an offender who is registered in an alcohol ignition interlock device program established under the law of the province in which the offender resides and who complies with the conditions of the program,

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 48

9. Subsection 351(1) of the Act is replaced by the following:

Possession of break-in instrument

351. (1) Every one who, without lawful excuse, the proof of which lies on them, has in their possession any instrument suitable for the purpose of breaking into any place, motor vehicle, vault or safe under circumstances that give rise to a reasonable inference that the instrument has been used or is or was intended to be used for such a purpose,

(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years; or

(b) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

1996, c. 31, s. 72

10. Section 481.2 of the Act is replaced by the following:

prisonnement à perpétuité, dans le cas où le contrevenant est passible d'un emprisonnement à perpétuité pour cette infraction;

(3) L'article 259 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Dans l'ordonnance qu'il rend en vertu du présent article, le tribunal peut prévoir que la période d'interdiction visant tel moyen de transport s'applique consécutivement à toute autre période d'interdiction prévue relativement au même moyen de transport dans toute autre ordonnance rendue en vertu du présent article qui est toujours en vigueur.

Périodes d'interdiction consécutives

(4) Le passage du paragraphe 259(4) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 32 (4^e suppl.), par. 62(3)

(4) À moins d'être inscrit à un programme d'utilisation d'antidémarrage avec éthylomètre institué sous le régime juridique de la province où il réside et d'en respecter les conditions, quiconque conduit un véhicule à moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire au Canada pendant qu'il lui est interdit de le faire est coupable :

Conduite durant l'interdiction

9. Le paragraphe 351(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 48

351. (1) Quiconque, sans excuse légitime dont la preuve lui incombe, a en sa possession un instrument pouvant servir à pénétrer par effraction dans un endroit, un véhicule à moteur, une chambre-forte ou un coffre-fort dans des circonstances qui donnent raisonnablement lieu de conclure que l'instrument a été utilisé ou est destiné ou a été destiné à être utilisé à cette fin est coupable :

Possession d'outils de cambriolage

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

10. L'article 481.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 31, art. 72

Offence outside Canada	<p>481.2 Subject to this or any other Act of Parliament, where an act or omission is committed outside Canada and the act or omission is an offence when committed outside Canada under this or any other Act of Parliament, proceedings in respect of the offence may, whether or not the accused is in Canada, be commenced, and an accused may be charged, tried and punished within any territorial division in Canada in the same manner as if the offence had been committed in that territorial division.</p>	<p>481.2 Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de toute autre loi fédérale, le fait — acte ou omission — survenu à l'extérieur du Canada et constituant, même dans ce cas, une infraction à la présente loi ou à une autre loi fédérale peut être poursuivi, jugé et puni dans toute circonscription territoriale du Canada comme s'il était survenu dans cette circonscription, que l'accusé soit présent ou non au Canada.</p>	Infraction commise à l'extérieur du Canada
	<p>11. (1) Subsection 487(2) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>11. (1) Le paragraphe 487(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	
Endorsement of search warrant	<p>(2) If the building, receptacle or place is in another territorial division, the justice may issue the warrant with any modifications that the circumstances require, and it may be executed in the other territorial division after it has been endorsed, in Form 28, by a justice who has jurisdiction in that territorial division. The endorsement may be made on the original of the warrant or on a copy of the warrant transmitted by any means of telecommunication.</p>	<p>(2) Lorsque le bâtiment, contenant ou lieu est situé dans une autre circonscription territoriale, le juge de paix peut délivrer son mandat dans la même forme, modifiée selon les circonstances, et celui-ci peut être exécuté dans l'autre circonscription territoriale après avoir été visé, selon la formule 28, par un juge de paix ayant juridiction dans cette circonscription; le visa est apposé sur l'original du mandat ou sur une copie transmise à l'aide d'un moyen de télécommunication.</p>	Le mandat de perquisition doit être visé
1999, c. 5, s. 16(2)	<p>(2) Subsection 487(4) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(2) Le paragraphe 487(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	1999, ch. 5, par. 16(2)
Effect of endorsement	<p>(4) An endorsement that is made in accordance with subsection (2) is sufficient authority to the peace officers or public officers to whom the warrant was originally directed, and to all peace officers within the jurisdiction of the justice by whom it is endorsed, to execute the warrant and to deal with the things seized in accordance with section 489.1 or as otherwise provided by law.</p>	<p>(4) Le visa apposé conformément au paragraphe (2) constitue une autorisation suffisante pour que les agents de la paix ou fonctionnaires publics à qui le mandat a été d'abord adressé, et tous les agents de la paix qui ressortissent au juge de paix qui l'a visé, puissent exécuter le mandat et s'occuper des choses saisies en conformité avec l'article 489.1 ou d'une autre façon prévue par la loi.</p>	Effet du visa
1995, c. 27, s. 1; 2000, c. 10, s. 13	<p>12. Subsection 487.03(1) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>12. Le paragraphe 487.03(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	1995, ch. 27, art. 1; 2000, ch. 10, art. 13
Execution in another province	<p>487.03 (1) If a warrant is issued under section 487.01, 487.05 or 492.1 or subsection 492.2(1) in one province, a judge or justice, as the case may be, in another province may, on application, endorse the warrant if it may reasonably be expected that it is to be executed in the other province and that its execution would require entry into or on the property of</p>	<p>487.03 (1) Dans le cas où un mandat est délivré dans une province donnée en vertu des articles 487.01, 487.05 ou 492.1 ou du paragraphe 492.2(1), un juge, ou un juge de paix, selon le cas, d'une autre province peut, sur demande, viser le mandat s'il est raisonnable de croire que son exécution se fera dans cette autre province et qu'il sera nécessaire de pénétrer dans une propriété privée située dans cette autre</p>	Exécution dans une autre province

any person, or would require that an order be made under section 487.02 with respect to any person, in that province.

province ou de rendre une ordonnance en vertu de l'article 487.02 à l'égard d'une personne s'y trouvant.

Endorsement

(1.1) The endorsement may be made on the original of the warrant or on a copy of the warrant that is transmitted by any means of telecommunication and, once endorsed, the warrant has the same force in the other province as though it had originally been issued there.

(1.1) Le visa est apposé sur l'original du mandat ou sur une copie transmise à l'aide d'un moyen de télécommunication et une fois visé, le mandat est exécutoire dans l'autre province.

Visa

1998, c. 37, s. 17

13. Subsection 487.055(6) of the Act is repealed.

13. Le paragraphe 487.055(6) de la même loi est abrogé.

1998, ch. 37, art. 17

1994, c. 44, s. 38(8)

14. Subsection 490(17) of the Act is replaced by the following:

14. Le paragraphe 490(17) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 44, par. 38(8)

Appeal

(17) A person who feels aggrieved by an order made under subsection (8), (9), (9.1) or (11) may appeal from the order

(17) La personne qui s'estime lésée par une ordonnance rendue au titre des paragraphes (8), (9), (9.1) ou (11) peut en appeler à la cour d'appel au sens de l'article 673, dans le cas où l'ordonnance est rendue par un juge de la cour supérieure de juridiction criminelle, et à la cour d'appel au sens de l'article 812, dans les autres cas. Les articles 678 à 689 dans le premier cas et les articles 813 à 828 dans le second s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Appel

(a) to the court of appeal as defined in section 673 if the order was made by a judge of a superior court of criminal jurisdiction, in which case sections 678 to 689 apply with any modifications that the circumstances require; or

(b) to the appeal court as defined in section 812 in any other case, in which case sections 813 to 828 apply with any modifications that the circumstances require.

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 76(2)

15. Subsection 501(5) of the Act is repealed.

15. Le paragraphe 501(5) de la même loi est abrogé.

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), par. 76(2)

16. Section 507.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (10):

16. L'article 507.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe 25 (10), de ce qui suit :

Meaning of "Attorney General"

(11) In this section, "Attorney General" includes the Attorney General of Canada and his or her lawful deputy in respect of proceedings that could have been commenced at the instance of the Government of Canada and conducted by or on behalf of that Government.

(11) Pour l'application du présent article, « procureur général » vise notamment le procureur général du Canada ou son substitut légitime lorsque la poursuite pourrait avoir été engagée à la demande du gouvernement du Canada et menée par ce dernier ou en son nom.

Définition de « procureur général »

1997, c. 18, s. 59(1)

17. Subsection 509(3) of the Act is repealed.

17. Le paragraphe 509(3) de la même loi est abrogé.

1997, ch. 18, par. 59(1)

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 203

18. (1) Subsection 530(3) of the Act is replaced by the following:

18. (1) Le paragraphe 530(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203

Accused to be
advised of right

(3) The justice of the peace or provincial court judge before whom an accused first appears shall ensure that they are advised of their right to apply for an order under subsection (1) or (2) and of the time before which such an application must be made.

(2) Subsection 530(5) of the Act is replaced by the following:

(5) An order under this section that a trial be held in one of the official languages of Canada may, if the circumstances warrant, be varied by the court to require that it be held in both official languages of Canada, and vice versa.

Circumstances
warranting order
directing trial in
both official
languages

(6) The facts that two or more accused who are to be tried together are each entitled to be tried before a justice of the peace, provincial court judge, judge or judge and jury who speak one of the official languages of Canada and that those official languages are different may constitute circumstances that warrant that an order be granted directing that they be tried before a justice of the peace, provincial court judge, judge or judge and jury who speak both official languages of Canada.

19. The Act is amended by adding the following after section 530:

530.01 (1) If an order is granted under section 530, a prosecutor — other than a private prosecutor — shall, on application by the accused,

(a) cause any portion of an information or indictment against the accused that is in an official language that is not that of the accused or that in which the accused can best give testimony to be translated into the other official language; and

(b) provide the accused with a written copy of the translated text at the earliest possible time.

(2) In the case of a discrepancy between the original version of a document and the translated text, the original version shall prevail.

Original version
prevails

(3) Le juge de paix ou le juge de la cour provinciale devant qui l'accusé comparaît pour la première fois veille à ce que l'accusé soit avisé de son droit de demander une ordonnance au titre des paragraphes (1) ou (2) et des délais dans lesquels il doit faire une telle demande.

(2) Le paragraphe 530(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Toute ordonnance rendue en vertu du présent article prévoyant le déroulement d'un procès dans l'une des langues officielles du Canada peut, si les circonstances le justifient, être modifiée par le tribunal pour prévoir son déroulement dans les deux langues officielles du Canada, et vice versa.

(6) Peut constituer une circonstance justifiant une ordonnance portant qu'un accusé subira son procès devant un juge de paix, un juge de la cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent les deux langues officielles du Canada le fait que des coaccusés qui doivent être jugés conjointement ont chacun le droit d'avoir un procès devant un juge de paix, un juge de la cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent une des langues officielles du Canada, mais que cette langue n'est pas la même pour tous les coaccusés.

19. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 530, de ce qui suit :

530.01 (1) Le poursuivant — quand il ne s'agit pas d'un poursuivant privé — est tenu, à la demande de l'accusé visé par une ordonnance rendue en vertu de l'article 530, de faire traduire, dans la langue officielle de l'accusé ou dans la langue officielle qui permettra à celui-ci de témoigner le plus facilement, les passages des dénonciations et des actes d'accusation qui ont été rédigés dans l'autre langue officielle et de lui remettre une copie de la traduction dans les meilleurs délais.

(2) En cas de divergence entre l'original d'un document et sa traduction, l'original prévaut.

L'accusé doit
être avisé de ce
droit

L.R., ch. 27
(1^{re} suppl.),
art. 203

Modification de
l'ordonnance

Circonstances
justifiant
l'utilisation des
deux langues
officielles

Traduction de
documents

Primauté de
l'original

R.S., c. 31
(4th Supp.), s. 94

20. (1) The portion of section 530.1 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

If order granted

530.1 If an order is granted under section 530,

R.S., c. 31
(4th Supp.), s. 94

(2) Paragraphs 530.1(d) and (e) of the Act are replaced by the following:

(c.1) the presiding justice or judge may, if the circumstances warrant, authorize the prosecutor to examine or cross-examine a witness 10 in the official language of the witness even though it is not that of the accused or that in which the accused can best give testimony;

(d) the accused has a right to have a justice presiding over the preliminary inquiry who 15 speaks the official language of the accused or both official languages, as the case may be;

(e) the accused has a right to have a prosecutor — other than a private prosecutor — who speaks the official language of the 20 accused or both official languages, as the case may be;

21. Section 531 of the Act is replaced by the following:

Language used
in proceeding

530.2 (1) If an order is granted directing that 25 an accused be tried before a justice of the peace, provincial court judge, judge or judge and jury who speak both official languages, the justice or judge presiding over a preliminary inquiry or trial may, at the start of the proceeding, make an 30 order setting out the circumstances in which, and the extent to which, the prosecutor and the justice or judge may use each official language.

Right of the
accused

(2) Any order granted under this section shall, to the extent possible, respect the right of 35 the accused to be tried in his or her official language.

Change of venue

531. Despite any other provision of this Act but subject to any regulations made under section 533, if an order made under section 40 530 cannot be conveniently complied with in the territorial division in which the offence would otherwise be tried, the court shall, except if that territorial division is in the Province of

20. (1) Le passage de l'article 530.1 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 31
(4^e suppl.),
art. 94

530.1 Si une ordonnance est rendue en vertu 5 de l'article 530 :

Précision
5

(2) Les alinéas 530.1d) et e) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 31
(4^e suppl.),
art. 94

c.1) le juge de paix ou le juge qui préside peut, si les circonstances le justifient, autoriser le poursuivant à interroger ou contre- 10 interroger un témoin dans la langue officielle de ce dernier même si cette langue n'est pas celle de l'accusé ni celle qui permet à ce dernier de témoigner le plus facilement;

d) l'accusé a droit à ce que le juge de paix 15 présidant l'enquête préliminaire parle la même langue officielle que lui ou les deux langues officielles, selon le cas;

e) l'accusé a droit à ce que le poursuivant — quand il ne s'agit pas d'un poursuivant privé 20 — parle la même langue officielle que lui ou les deux langues officielles, selon le cas;

21. L'article 531 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

530.2 (1) En cas d'ordonnance exigeant que 25 l'accusé subisse son procès devant un juge de paix, un juge de la cour provinciale, un juge seul ou un juge et un jury qui parlent les deux langues officielles, le juge de paix qui préside l'enquête préliminaire ou le juge qui préside le 30 procès peut, au début de l'instance, rendre une ordonnance prévoyant dans quelles circonstances et dans quelle mesure chacune des langues officielles sera utilisée par lui et par le poursuivant au cours de l'instance. 35

Précision —
procès bilingue

(2) L'ordonnance respecte, dans la mesure du possible, le droit de l'accusé de subir son procès 40 dans la langue officielle qui est la sienne.

Droit de l'accusé

531. Malgré toute autre disposition de la présente loi mais sous réserve des règlements 40 pris en vertu de l'article 533, si une ordonnance rendue en vertu de l'article 530 ne peut raisonnablement être respectée dans la circonscription territoriale où l'infraction serait normalement jugée, le tribunal ordonne la tenue du 45

Renvoi devant
un autre tribunal

New Brunswick, order that the trial of the accused be held in another territorial division in the same province.

procès dans une autre circonscription territoriale de la même province. Le Nouveau-Brunswick est cependant soustrait à l'application du présent article.

22. Section 537 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

22. L'article 537 de la même loi est modifié 5 par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Section 715

(1.01) Where a justice grants a request under paragraph (1)(j.1), the Court must inform the accused that the evidence taken during his or her absence could still be admissible under section 715.

(1.01) S'il est fait droit à la demande prévue à l'alinéa (1)j.1), le tribunal avise l'accusé que la preuve recueillie en son absence pourrait être 10 admise aux termes de l'article 715.

Article 715

2002, c. 13, s. 41

23. Subsections 565(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

23. Les paragraphes 565(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

2002, ch. 13, art. 41

When direct indictment preferred

(2) If an accused is to be tried after an indictment has been preferred against the accused pursuant to a consent or order given 15 under section 577, the accused is, for the purposes of the provisions of this Part relating to election and re-election, deemed both to have elected to be tried by a court composed of a judge and jury and not to have requested a 20 preliminary inquiry under subsection 536(4) or 536.1(3) and may re-elect to be tried by a judge without a jury without a preliminary inquiry.

(2) Si le prévenu doit subir son procès après qu'un acte d'accusation a été présenté contre lui 15 sur le fondement du consentement ou de l'ordonnance prévus à l'article 577, il est, pour l'application des dispositions de la présente partie relatives au choix et au nouveau choix, réputé avoir choisi d'être jugé par un tribunal 20 composé d'un juge et d'un jury et ne pas avoir demandé la tenue d'une enquête préliminaire au titre des paragraphes 536(4) ou 536.1(3). Il peut choisir de nouveau d'être jugé par un juge sans jury et sans enquête préliminaire. 25

Lorsqu'un acte d'accusation est présenté

Notice of re-election

(3) Where an accused wishes to re-elect under subsection (2), the accused shall give 25 notice in writing that he wishes to re-elect to a judge or clerk of the court where the indictment has been filed or preferred who shall, on receipt of the notice, notify a judge having jurisdiction or clerk of the court by which the accused 30 wishes to be tried of the accused's intention to re-elect and send to that judge or clerk the indictment and any promise to appear, undertaking or recognizance given or entered into in accordance with Part XVI, any summons or 35 warrant issued under section 578, or any evidence taken before a coroner, that is in the possession of the first-mentioned judge or clerk.

(3) Lorsque le prévenu désire faire un nouveau choix en vertu du paragraphe (2), il doit donner un avis écrit de son intention de faire un nouveau choix, à un juge ou greffier du tribunal où l'acte d'accusation a été déposé ou 30 présenté, lequel doit sur réception de l'avis aviser un juge ayant compétence ou le greffier du tribunal qui fait l'objet du nouveau choix du prévenu; il doit aussi faire parvenir au juge ou au greffier de ce tribunal l'acte d'accusation, 35 toute promesse de comparaître, toute promesse ou tout engagement que le prévenu a pu donner ou conclure en vertu de la partie XVI, toute sommation ou mandat émis en vertu de l'article 578, ou toute la preuve recueillie devant un 40 coroner, qu'il a en sa possession.

Avis de choix

2002, c. 13, s. 43

24. Section 568 of the Act is replaced by the following:

24. L'article 568 de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 13, art. 43

Attorney
General may
require trial by
jury

568. Even if an accused elects under section 536 or re-elects under section 561 or subsection 565(2) to be tried by a judge or provincial court judge, as the case may be, the Attorney General may require the accused to be tried by a court composed of a judge and jury unless the alleged offence is one that is punishable with imprisonment for five years or less. If the Attorney General so requires, a judge or provincial court judge has no jurisdiction to try the accused under this Part and a preliminary inquiry must be held if requested under subsection 536(4), unless one has already been held or the re-election was made under subsection 565(2).

2002, c. 13, s. 44

24.1 Subsection 569(1) of the Act is replaced by the following:

Attorney
General may
require trial by
jury — Nunavut

569. (1) Even if an accused elects under section 536.1 or re-elects under section 561.1 or subsection 565(2) to be tried by a judge without a jury, the Attorney General may require the accused to be tried by a court composed of a judge and jury unless the alleged offence is one that is punishable with imprisonment for five years or less. If the Attorney General so requires, a judge has no jurisdiction to try the accused under this Part and a preliminary inquiry must be held if requested under subsection 536.1(3), unless one has already been held or the re-election was made under subsection 565(2).

25. Section 634 of the Act is amended by adding the following after subsection (2.1):

Supplemental
peremptory
challenges

(2.2) For the purposes of replacing jurors under subsection 644(1.1), the prosecutor and the accused are each entitled to one peremptory challenge for each juror to be replaced.

26. Subsections 640(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Other grounds

(2) If the ground of a challenge is one that is not mentioned in subsection (1) and no order has been made under subsection (2.1), the two jurors who were last sworn — or, if no jurors

568. Même si le prévenu fait un choix en vertu de l'article 536 ou un nouveau choix au titre de l'article 561 ou du paragraphe 565(2) en vue d'être jugé par un juge ou un juge de la cour provinciale, selon le cas, le procureur général peut exiger qu'il soit jugé par un tribunal composé d'un juge et d'un jury, à moins que l'infraction présumée ne soit punissable d'un emprisonnement de cinq ans ou moins. Le cas échéant, le juge ou le juge de la cour provinciale n'a pas compétence pour le juger aux termes de la présente partie et une enquête préliminaire doit être tenue si la demande en est faite au titre du paragraphe 536(4), sauf si une telle enquête a déjà eu lieu ou si le nouveau choix a été fait aux termes du paragraphe 565(2).

Le procureur
général peut
exiger un procès
par jury

24.1 Le paragraphe 569(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 13,
art. 44

569. (1) Même si un accusé fait un choix en vertu de l'article 536.1 ou un nouveau choix au titre de l'article 561.1 ou du paragraphe 565(2) en vue d'être jugé par un juge sans jury, le procureur général peut exiger qu'il soit jugé par un tribunal composé d'un juge et d'un jury, à moins que l'infraction en cause ne soit punissable d'un emprisonnement de cinq ans ou moins. Sur demande du procureur général, un juge n'a plus compétence pour juger l'accusé selon la présente partie et une enquête préliminaire doit être tenue si la demande en est faite au titre du paragraphe 536.1(3), sauf s'il y en a déjà eu une ou si le nouveau choix a été fait au titre du paragraphe 565(2).

Demande de
procès avec jury
par le procureur
général :
Nunavut

25. L'article 634 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2.1), de ce qui suit :

(2.2) Lorsqu'il faut pourvoir au remplacement d'un juré aux termes du paragraphe 644(1.1), il est accordé au poursuivant et à l'accusé une récusation péremptoire pour chaque juré à remplacer.

Récusations
péremptoires
additionnelles

26. Les paragraphes 640(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Lorsque le motif d'une récusation n'est pas celui mentionné au paragraphe (1) et qu'aucune ordonnance n'a été rendue en vertu du paragraphe (2.1), les deux derniers jurés

Autres motifs

have been sworn, two persons present who are appointed by the court for the purpose — shall be sworn to determine whether the ground of challenge is true.

Challenge for cause

(2.1) If the challenge is for cause and if the ground of the challenge is one that is not mentioned in subsection (1), on the application of the accused, the court may order the exclusion of all jurors — sworn and unsworn — from the court room until it is determined whether the ground of challenge is true, if the court is of the opinion that such an order is necessary to preserve the impartiality of the jurors.

Exclusion order

(2.2) If an order is made under subsection (2.1), two unsworn jurors, who are then exempt from the order, or two persons present who are appointed by the court for that purpose, shall be sworn to determine whether the ground of challenge is true. Those persons so appointed shall exercise their duties until twelve jurors and any alternate jurors are sworn.

If challenge not sustained, or if sustained

(3) Where the finding, pursuant to subsection (1), (2) or (2.2) is that the ground of challenge is not true, the juror shall be sworn, but if the finding is that the ground of challenge is true, the juror shall not be sworn.

2005, c. 10, subpar. 34(1)(f)(xii)

27. Subsection 667(5) of the French version of the Act is replaced by the following:

Définition de « préposé aux empreintes digitales »

(5) Au présent article, « préposé aux empreintes digitales » s'entend de toute personne désignée à ce titre pour l'application du présent article par le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.

1997, c. 18, s. 93(2)

28. The portion of subsection 676(1.1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Summary conviction appeals

(1.1) The Attorney General or counsel instructed by the Attorney General may appeal, pursuant to subsection (1), with leave of the court of appeal or a judge of that court, to that court in respect of a verdict of acquittal in a summary offence proceeding or a sentence

assermentés ou, si aucun juré n'a encore été assermenté, deux personnes présentes que le tribunal peut nommer à cette fin sont assermentés pour vérifier si le motif de récusation est fondé.

5

(2.1) Dans le cas où la question d'une récusation motivée doit être tranchée et que le motif de la récusation n'est pas celui mentionné au paragraphe (1), le tribunal peut, sur demande de l'accusé, ordonner l'exclusion des jurés — assermentés ou non — de la salle d'audience, s'il est d'avis que cette mesure est nécessaire pour préserver l'impartialité du jury.

Récusation motivée

10

(2.2) Dans le cas où une ordonnance a été rendue en vertu du paragraphe (2.1), deux jurés non assermentés, dès lors soustraits à l'ordonnance, ou deux personnes présentes que le tribunal peut nommer à cette fin sont assermentés pour vérifier si le motif de récusation est fondé. Les vérificateurs ainsi nommés conservent leurs fonctions jusqu'à ce que douze jurés et les jurés suppléants soient assermentés.

Ordonnance d'exclusion

15

(3) S'il est établi, en application des paragraphes (1), (2) ou (2.2), que le motif de récusation n'est pas fondé, le juré est assermenté; dans le cas contraire, le juré n'est pas assermenté.

Si la récusation n'est pas maintenue, ou est maintenue

25

27. Le paragraphe 667(5) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 10, s.-al. 34(1)(f)(xii)

30

(5) Au présent article, « préposé aux empreintes digitales » s'entend de toute personne désignée à ce titre pour l'application du présent article par le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.

Définition de « préposé aux empreintes digitales »

35

28. Le passage du paragraphe 676(1.1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 18, par. 93(2)

(1.1) Si la cour d'appel ou l'un de ses juges l'y autorise, le procureur général ou son substitut sur ses instructions peut, conformément au paragraphe (1), interjeter appel du verdict d'acquiescement ou de la peine qui a été infligée à l'égard d'une infraction poursuivie par procédure sommaire, comme s'il s'agissait

Appel d'une déclaration de culpabilité par procédure sommaire

40

45

passed with respect to a summary conviction as if the summary offence proceeding was a proceeding by indictment if

d'une infraction poursuivie par voie de mise en accusation, si les conditions suivantes sont réunies :

R.S., c. 23 (4th Supp.), s. 5; 1995, c. 22, s. 10 (Sch. I, item 28); 1997, c. 18, s. 97(1) and par. 141(b); 1999, c. 25, s. 15

29. (1) Subsection 683(5) of the Act is replaced by the following:

29. (1) Le paragraphe 683(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 23 (4^e suppl.), art. 5; 1995, ch. 22, art. 10, ann. I, art. 28; 1997, ch. 18, par. 97(1) et al. 141b; 1999, ch. 25, art. 15

Power to order suspension

(5) If an appeal or an application for leave to appeal has been filed in the court of appeal, that court, or a judge of that court, may, when the court, or the judge, considers it to be in the interests of justice, order that any of the following be suspended until the appeal has been determined:

(5) Lorsqu'un appel ou une demande d'autorisation d'appel ont été déposés, la cour d'appel ou l'un de ses juges peut, s'il estime que l'intérêt de la justice l'exige, ordonner de suspendre jusqu'à décision définitive sur l'appel :

Pouvoir de suspendre l'exécution

- (a) an obligation to pay a fine;
- (b) an order of forfeiture or disposition of forfeited property;
- (c) an order to make restitution under section 738 or 739;
- (d) an obligation to pay a victim surcharge under section 737;
- (e) a probation order under section 731; and
- (f) a conditional sentence order under section 742.1.

- a) le paiement de l'amende;
- b) l'ordonnance de confiscation ou de disposition de biens confisqués;
- c) l'ordonnance de dédommagement visée aux articles 738 ou 739;
- d) le paiement de la suramende compensatoire visée à l'article 737;
- e) l'ordonnance de probation visée à l'article 731;
- f) l'ordonnance de sursis visée à l'article 742.1.

Undertaking or recognizance

(5.1) Before making an order under paragraph (5)(e) or (f), the court of appeal, or a judge of that court, may order the offender to enter into an undertaking or recognizance.

(5.1) Avant de rendre une ordonnance de suspension en vertu des alinéas (5)e) ou f), la cour d'appel ou l'un de ses juges peut ordonner que le délinquant remette une promesse ou contracte un engagement.

Promesse ou engagement

(2) Section 683 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

(2) L'article 683 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

Undertaking or recognizance to be taken into account

(7) If the offender has been ordered to enter into an undertaking or recognizance under subsection (5.1), the court of appeal shall, in determining whether to vary the sentence of the offender, take into account the conditions of that undertaking or recognizance and the period during which they were imposed.

(7) Dans le cas où le délinquant est tenu de remettre une promesse ou de contracter un engagement aux termes d'une ordonnance rendue au titre du paragraphe (5.1), la cour d'appel doit, lorsqu'elle décide si elle modifie ou non la peine, prendre en considération les conditions afférentes à la promesse ou à l'engagement et la période pour laquelle elles lui ont été imposées.

Facteurs à prendre en considération

30. Section 685 of the Act is renumbered as subsection 685(1) and is amended by adding the following:

(2) If it appears to the registrar that a notice of appeal should have been filed with another court, the registrar may refer the appeal to a judge of the court of appeal for summary determination, and the judge may dismiss the appeal summarily without calling on any person to attend the hearing or to appear for the respondent on the hearing.

31. Section 695 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(2) Subject to subsection (3), if a new trial ordered by the Supreme Court of Canada is to be held before a court composed of a judge and jury, the accused may, with the consent of the prosecutor, elect to have the trial heard before a judge without a jury or a provincial court judge. The election is deemed to be a re-election within the meaning of subsection 561(5) and subsections 561(5) to (7) apply to it with any modifications that the circumstances require.

(3) If a new trial ordered by the Supreme Court of Canada is to be held before a court composed of a judge and jury in Nunavut, the accused may, with the consent of the prosecutor, elect to have the trial heard before a judge without a jury. The election is deemed to be a re-election within the meaning of subsection 561.1(6) and subsections 561.1(6) to (9) apply to it with any modifications that the circumstances require.

32. Subsection 701(3) of the Act is repealed.

33. Section 701.1 of the Act is replaced by the following:

701.1 Despite section 701, in any province, service of a document may be made in accordance with the laws of the province relating to offences created by the laws of that province.

34. Section 715 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

30. L'article 685 de la même loi devient le paragraphe 685(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Lorsqu'il apparaît au registraire qu'un avis d'appel aurait dû être déposé devant un autre tribunal, il peut renvoyer l'appel devant un juge de la cour d'appel en vue d'une décision sommaire et celui-ci peut le rejeter sommairement sans assigner de personnes à l'audience ou sans les y faire comparaître pour l'intimé.

31. L'article 695 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(2) Sous réserve du paragraphe (3), si la Cour suprême du Canada ordonne qu'un nouveau procès soit tenu devant juge et jury, l'accusé peut néanmoins, avec le consentement du poursuivant, choisir d'être jugé par un juge sans jury ou un juge de la cour provinciale. Son choix est réputé être un nouveau choix au sens du paragraphe 561(5), les paragraphes 561(5) à (7) s'appliquant avec les adaptations nécessaires.

(3) Si la Cour suprême du Canada ordonne qu'un nouveau procès soit tenu devant juge et jury au Nunavut, l'accusé peut néanmoins, avec le consentement du poursuivant, choisir d'être jugé par un juge sans jury. Son choix est réputé être un nouveau choix au sens du paragraphe 561.1(6), les paragraphes 561.1(6) à (9) s'appliquant avec les adaptations nécessaires.

32. Le paragraphe 701(3) de la même loi est abrogé.

33. L'article 701.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

701.1 Par dérogation à l'article 701, la signification de tout document peut se faire en conformité avec le droit provincial applicable à la signification des actes judiciaires liés à la poursuite des infractions provinciales.

34. L'article 715 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Summary determination of appeals filed in error

Décision sommaire des appels

Election if new trial

Nouveau choix pour nouveau procès

Nunavut

Procès : Nunavut

1997, c. 18, s. 100

1997, ch. 18, art. 100

Service in accordance with provincial laws

Signification en vertu des lois provinciales

Admission of evidence

(2.1) Despite subsections (1) and (2), evidence that has been taken at a preliminary inquiry in the absence of the accused may be admitted as evidence for the purposes referred to in those subsections if the accused was absent further to the permission of a justice granted under paragraph 537(1)(j.1).

(2.1) Malgré les paragraphes (1) et (2), le témoignage fourni par un témoin lors de l'enquête préliminaire en l'absence de l'accusé peut être admis en preuve aux fins visées à ces paragraphes si l'accusé était absent parce qu'il s'est vu accorder par un juge de paix, au titre de l'alinéa 537(1)j.1), la permission de ne pas comparaître.

Absence de l'accusé

35. Section 720 of the Act is renumbered as subsection 720(1) and is amended by adding the following:

35. L'article 720 de la même loi devient le paragraphe 720(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Court-supervised programs

(2) The court may, with the consent of the Attorney General and the offender and after considering the interests of justice and of any victim of the offence, delay sentencing to enable the offender to attend a treatment program approved by the province under the supervision of the court, such as an addiction treatment program or a domestic violence counselling program.

(2) Il peut, si le procureur général et le délinquant y consentent et en tenant compte de l'intérêt de la justice et de toute victime de l'infraction, reporter la détermination de la peine pour permettre au délinquant de participer, sous la surveillance du tribunal, à un programme de traitement agréé par la province, tel un programme de traitement de la toxicomanie ou un programme d'aide en matière de violence conjugale.

Report

1995, c. 22, s. 6

36. Subsections 729(4) and (5) of the Act are repealed.

36. Les paragraphes 729(4) et (5) de la même loi sont abrogés.

1995, ch. 22, art. 6

1995, c. 22, s. 6

37. Subsection 732.1(5) of the Act is replaced by the following:

37. Le paragraphe 732.1(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

25

Obligations of court

(5) The court that makes a probation order shall

- (a) cause a copy of the order to be given to the offender;
- (b) explain the conditions of the order set under subsections (2) to (3.1) and the substance of section 733.1 to the offender;
- (c) cause an explanation to be given to the offender of the procedure for applying under subsection 732.2(3) for a change to the optional conditions and of the substance of subsections 732.2(3) and (5); and
- (d) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations.

(5) Le tribunal qui rend l'ordonnance de probation :

- a) en fait remettre une copie au délinquant;
- b) lui explique les conditions imposées au titre des paragraphes (2) à (3.1) et le contenu de l'article 733.1;
- c) veille à ce que les modalités de présentation de la demande de modification des conditions facultatives prévue au paragraphe 732.2(3) et le contenu des paragraphes 732.2(3) et (5) lui soient expliqués;
- d) prend les mesures voulues pour s'assurer qu'il comprend l'ordonnance elle-même et les explications qui lui sont fournies.

Obligations du tribunal

For greater certainty

(6) For greater certainty, a failure to comply with subsection (5) does not affect the validity of the probation order.

(6) Il est entendu que la non-observation du paragraphe (5) ne porte pas atteinte à la validité de l'ordonnance.

Validité de l'ordonnance

1995, c. 22, s. 6;
1999, c. 5,
s. 33(2)

38. Subsection 734(5) of the Act is replaced by the following:

Determination of
term

(5) The term of imprisonment referred to in subsection (4) is the lesser of

(a) the number of days that corresponds to a fraction, rounded down to the nearest whole number, of which

(i) the numerator is the unpaid amount of the fine plus the costs and charges of committing and conveying the defaulter to 10 prison, calculated in accordance with regulations made under subsection (7), and

(ii) the denominator is equal to eight times the provincial minimum hourly wage, at the time of default, in the province in 15 which the fine was imposed, and

(b) the maximum term of imprisonment that the court could itself impose on conviction or, if the punishment for the offence does not include a term of imprisonment, five years in 20 the case of an indictable offence or six months in the case of a summary conviction offence.

1995, c. 22, s. 6

39. Section 734.2 of the Act is replaced by the following:

Obligations of
court

734.2 (1) A court that makes an order under section 734.1 shall

(a) cause a copy of the order to be given to the offender;

(b) explain the substance of sections 734 to 30 734.8 and 736 to the offender;

(c) cause an explanation to be given to the offender of the procedure for applying under section 734.3 for a change to the optional conditions and of any available fine option 35 programs referred to in section 736 as well as the procedure to apply for admission to them; and

(d) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the 40 explanations.

38. Le paragraphe 734(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 22,
art. 6; 1999,
ch. 5, par. 33(2)

(5) La période d'emprisonnement visée au paragraphe (4) est celle prévue à l'alinéa a) ou celle prévue à l'alinéa b), la plus courte étant à 5 retenir :

Durée de
l'emprisonne-
ment

a) le nombre de jours qui correspond à la fraction — arrondie à l'unité inférieure — dont :

(i) le numérateur est la somme du montant 10 impayé de l'amende et des frais et dépens de l'envoi et de la conduite en prison de la personne en défaut de paiement d'une amende calculés conformément aux règlements pris en vertu du paragraphe (7), 15

(ii) le dénominateur est égal à huit fois le taux horaire du salaire minimum en vigueur, à l'époque du défaut, dans la province où l'amende a été infligée;

b) la période d'emprisonnement maximale 20 que le tribunal peut infliger ou, si aucune peine d'emprisonnement n'est prévue, cinq ans, dans le cas d'un acte criminel, ou six mois, dans le cas d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure 25 sommaire.

39. L'article 734.2 de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 22,
art. 6

734.2 (1) Le tribunal qui rend l'ordonnance prévue à l'article 734.1 :

Obligations du
tribunal

a) en fait remettre une copie au délinquant;

b) lui explique le contenu des articles 734 à 734.8 et 736;

c) veille à ce que les modalités de présentation de la demande de modification des 35 conditions facultatives prévue à l'article 734.3 lui soient expliquées de même que tout programme existant visé à l'article 736 et les modalités d'admission à celui-ci;

d) prend les mesures voulues pour s'assurer 40 qu'il comprend l'ordonnance elle-même et les explications qui lui sont fournies.

For greater certainty	(2) For greater certainty, a failure to comply with subsection (1) does not affect the validity of the order.	(2) Il est entendu que la non-observation du paragraphe (1) ne porte pas atteinte à la validité de l'ordonnance.	Validité de l'ordonnance
1995, c. 22, s. 6	40. Subsection 742.3(3) of the Act is replaced by the following:	40. Le paragraphe 742.3(3) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :	1995, ch. 22, art. 6 5
Obligations of court	(3) A court that makes an order under this section shall (a) cause a copy of the order to be given to the offender; (b) explain the substance of subsection (1) 10 and sections 742.4 and 742.6 to the offender; (c) cause an explanation to be given to the offender of the procedure for applying under section 742.4 for a change to the optional conditions; and 15 (d) take reasonable measures to ensure that the offender understands the order and the explanations.	(3) Le tribunal qui rend l'ordonnance prévue au présent article : a) en fait remettre une copie au délinquant; b) lui explique le contenu du paragraphe (1) et des articles 742.4 et 742.6; 10 c) veille à ce que les modalités de présentation de la demande de modification des conditions facultatives prévue à l'article 742.4 lui soient expliquées; d) prend les mesures voulues pour s'assurer 15 qu'il comprend l'ordonnance elle-même et les explications qui lui sont fournies.	Obligations du tribunal
For greater certainty	(4) For greater certainty, a failure to comply with subsection (3) does not affect the validity 20 of the order.	(4) Il est entendu que la non-observation du paragraphe (3) ne porte pas atteinte à la validité de l'ordonnance. 20	Validité de l'ordonnance
1995, c. 22, s. 6	41. Subsections 742.6(6) and (7) of the Act are repealed.	41. Les paragraphes 742.6(6) et (7) de la même loi sont abrogés.	1995, ch. 22, art. 6
	42. The Act is amended by adding the following after section 743.2:	42. La même loi est modifiée par adjonc- 25 tion, après l'article 743.2, de ce qui suit :	
Non-communication order	743.21 (1) The sentencing judge may issue an order prohibiting the offender from communicating, directly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the order during the custodial period of the sentence, 30 except in accordance with any conditions specified in the order that the sentencing judge considers necessary.	743.21 (1) Le tribunal peut ordonner au 25 délinquant de s'abstenir, pendant la période de détention en cause, de communiquer directement ou indirectement avec toute personne — victime, témoin ou autre — identifiée dans l'ordonnance si ce n'est en conformité avec les 30 conditions qui y sont prévues et qu'il estime nécessaires.	Ordonnance de non-communication
Failure to comply with order	(2) Every person who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on that person, to 35 comply with the order (a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or (b) is guilty of an offence punishable on 40 summary conviction and liable to imprisonment for a term not exceeding eighteen months.	(2) Quiconque omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de se conformer à l'ordonnance visée au paragraphe (1) est 35 coupable : a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans; b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire 40 passible d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois.	Infraction

2002, c. 1, s. 184

43. (1) Subsection 743.5(1) of the Act is replaced by the following:

743.5 (1) If a young person or an adult is or has been sentenced to a term of imprisonment for an offence while subject to a disposition made under paragraph 20(1)(k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, or a youth sentence imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) of the *Youth Criminal Justice Act*, the remaining 10 portion of the disposition or youth sentence shall be dealt with, for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under this Act.

Transfer of jurisdiction when person already sentenced under *Youth Criminal Justice Act*

2002, c. 1, s. 184

(2) Subsection 743.5(3) of the Act is replaced by the following:

(3) For greater certainty, the following are deemed to constitute one sentence of imprisonment for the purposes of section 139 of the *Corrections and Conditional Release Act*:

(a) for the purposes of subsection (1), the remainder of the youth sentence or disposition and the subsequent term of imprisonment; and

(b) for the purposes of subsection (2), the 25 term of imprisonment and the subsequent youth sentence or disposition.

Sentences deemed to constitute one sentence — section 743.1

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 171(1)

44. Subsection 787(1) of the Act is replaced by the following:

787. (1) Unless otherwise provided by law, 30 everyone who is convicted of an offence punishable on summary conviction is liable to a fine of not more than five thousand dollars or to a term of imprisonment not exceeding six months or to both.

General penalty

1997, c. 18, s. 112

45. Subsections 803(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) If a defendant who is tried alone or together with others does not appear at the time and place appointed for the trial after having 40 been notified of that time and place, or does not

Non-appearance of defendant

43. (1) Le paragraphe 743.5(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 1, art. 184

743.5 (1) Lorsqu'un adolescent ou un adulte assujéti à une décision rendue au titre des 5 alinéas 20(1)(k) ou k.1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), ou à une peine spécifique imposée en vertu des alinéas 42(2)(n), o), q) ou r) de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* est ou a été condamné à une 10 peine d'emprisonnement pour une infraction, le reste de la décision prononcée ou de la peine spécifique imposée est purgée, pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée ou 15 imposée au titre de la présente loi.

Transfert de compétence

(2) Le paragraphe 743.5(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 1, art. 184

(3) Il est entendu que, pour l'application de l'article 139 de la *Loi sur le système correc- 20 tionnel et la mise en liberté sous condition*, sont réputés être une seule peine d'emprisonnement :

Peine multiple

a) pour l'application du paragraphe (1), le reste des décisions et des peines spécifiques, ainsi que les peines d'emprisonnement sub- 25 séquentes;

b) pour l'application du paragraphe (2), la peine d'emprisonnement, ainsi que les décisions et les peines spécifiques subséquentes.

44. Le paragraphe 787(1) de la même loi 30 est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1^{re} suppl.), par. 171(1)

787. (1) Sauf disposition contraire de la loi, toute personne déclarée coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire est passible d'une amende 35 maximale de cinq mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Peine générale

45. Les paragraphes 803(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 40

1997, ch. 18, art. 112

(2) Si le défendeur ou l'un des codéfendeurs ne comparaît pas aux date, heure et lieu fixés pour le procès après en avoir été avisé ou qu'il

Non-comparution d'un défendeur

appear for the resumption of a trial that has been adjourned in accordance with subsection (1), the summary conviction court

(a) may proceed *ex parte* to hear and determine the proceedings in the absence of that defendant as if they had appeared; or

(b) may, if it thinks fit, issue a warrant in Form 7 for the arrest of that defendant and adjourn the trial to await their appearance under the warrant.

Consent of
Attorney
General required

(3) If the summary conviction court proceeds in the manner described in paragraph (2)(a), no proceedings under section 145 arising out of the defendant's failure to appear at the time and place appointed for the trial or for the resumption of the trial shall, without the consent of the Attorney General, be instituted or be proceeded with.

1994, c. 44,
s. 84; 1999,
c. 25, s. 25

45.1 Form 12 of the Act is replaced by the following:

FORM 12
(Sections 493 and 679)

UNDERTAKING GIVEN TO A JUSTICE OR
A JUDGE

Canada,
Province of,
(territorial division).

I, A.B., of, (occupation), understand that I have been charged that (set out briefly the offence in respect of which accused is charged).

In order that I may be released from custody, I undertake to attend court on day, the day of A.D., and to attend after that as required by the court in order to be dealt with according to law (or, where date and place of appearance before court are not known at the time undertaking is given, to attend at the time and place fixed by the court and after that as required by the court in order to be dealt with according to law).

(and, where applicable)

ne comparaît pas à la reprise d'un procès ajourné en conformité avec le paragraphe (1), la cour des poursuites sommaires :

a) peut procéder *ex parte* à l'audition et à la décision des procédures, en l'absence du défendeur ou du codéfendeur, comme s'il avait comparu;

b) peut, si elle le juge à propos, délivrer un mandat rédigé selon la formule 7 pour l'arrestation du défendeur ou du codéfendeur et ajourner le procès en attendant sa comparution en application de ce mandat.

(3) Lorsque la cour des poursuites sommaires procède de la manière indiquée à l'alinéa (2)a), aucune procédure visée à l'article 145 résultant de l'omission par le défendeur ou le codéfendeur de comparaître aux date, heure et lieu fixés pour le procès ou pour la reprise du procès ne peut être engagée ou continuée, sauf avec le consentement du procureur général.

Consentement
du procureur
général

45.1 La formule 12 de la partie XXVIII de la même loi est remplacée par ce qui suit :

FORMULE 12
(articles 493 et 679)

PROMESSE REMISE À UN JUGE DE PAIX
OU À UN JUGE

Canada,
Province de,
(circonscription territoriale).

Je, A.B., de, (profession ou occupation), comprends que j'ai été inculpé d'avoir (énoncer brièvement l'infraction dont le prévenu est inculpé).

Afin de pouvoir être mis en liberté, je m'engage à être présent au tribunal le jour de en l'an de grâce, et à être présent par la suite selon les exigences du tribunal, afin d'être traité selon la loi (ou, lorsque les date et lieu de la comparution devant le tribunal ne sont pas connus au moment où la promesse est remise à être présent aux temps et lieu fixés par le tribunal, et par la suite, selon les exigences du tribunal, afin d'être traité selon la loi).

1994, ch. 44,
art. 84; 1999,
ch. 25, art. 25

I also undertake to (insert any conditions that are directed) (et, le cas échéant)

(a) report at (state times) to (name of peace officer or other person designated);

(b) remain within (designated territorial jurisdiction);

(c) notify (name of peace officer or other person designated) of any change in my address, employment or occupation;

(d) abstain from communicating, directly or indirectly, with (identification of victim, witness or other person) except in accordance with the following conditions: (as the justice or judge specifies);

(e) deposit my passport (as the justice or judge directs); and

(f) (any other reasonable conditions).

I understand that failure without lawful excuse to attend court in accordance with this undertaking is an offence under subsection 20 145(2) of the *Criminal Code*.

Subsections 145(2) and (3) of the *Criminal Code* state as follows:

“(2) Every one who,

(a) being at large on his undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge, fails, without lawful excuse, the proof of which lies on him, to attend court in accordance with the undertaking or recognizance, or

(b) having appeared before a court, justice or judge, fails, without lawful excuse, the proof of which lies on him, to attend court as thereafter required by the court, justice or judge,

or to surrender himself in accordance with an order of the court, justice or judge, as the case may be, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years or is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(3) Every person who is at large on an undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge and is bound to comply with a condition of that undertaking or

Je m’engage également (insérer toutes les conditions qui sont fixées):

a) à me présenter à (indiquer à quels moments) à (nom de l’agent de la paix ou autre personne désignés);

b) à rester dans les limites de (juridiction territoriale désignée);

c) à notifier à (nom de l’agent de la paix ou autre personne désignés) tout changement d’adresse, d’emploi ou d’occupation;

d) à m’abstenir de communiquer, directement ou indirectement, avec (identification de la victime, du témoin ou de toute autre personne) si ce n’est en conformité avec les conditions suivantes: (celles que le juge de paix ou le juge spécifie);

e) à déposer mon passeport (ainsi que le juge de paix ou le juge l’ordonne);

f) (autres conditions raisonnables). 20

Je comprends que l’omission, sans excuse légitime, d’être présent au tribunal en conformité avec la présente promesse constitue une infraction en vertu du paragraphe 145(2) du *Code criminel*. 25

Les paragraphes 145(2) et (3) du *Code criminel* s’énoncent comme suit:

« (2) Est coupable d’un acte criminel et passible d’un emprisonnement maximal de deux ans, ou d’une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, quiconque:

a) soit, étant en liberté sur sa promesse remise à un juge de paix ou un juge ou son engagement contracté devant lui, omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d’être présent au tribunal en conformité avec cette promesse ou cet engagement;

b) soit, ayant déjà comparu devant un tribunal, un juge de paix ou un juge, omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, d’être présent au tribunal comme l’exige le tribunal, le juge de paix ou le juge,

recognizance, and every person who is bound to comply with a direction under subsection 515(12) or 522(2.1) or an order under subsection 516(2), and who fails, without lawful excuse, the proof of which lies on them, to comply with the condition, direction or order is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or

(b) an offence punishable on summary conviction.”

Dated this day of A.D.
....., at

.....

(Signature of accused)

ou de se livrer en conformité avec une ordonnance du tribunal, du juge de paix ou du juge, selon le cas.

(3) Quiconque, étant en liberté sur sa promesse remise ou son engagement contracté 5 devant un juge de paix ou un juge et étant tenu de se conformer à une condition de cette promesse ou de cet engagement fixée par un juge de paix ou un juge, ou étant tenu de se conformer à une ordonnance prise en vertu des 10 paragraphes 515(12), 516(2) ou 522(2.1), omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de se conformer à cette condition ou ordonnance est coupable :

a) soit d'un acte criminel et passible d'un 15 emprisonnement maximal de deux ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire. »

Fait le jour de en l'an de 20
grâce, à

.....

(Signature du prévenu)

COMING INTO FORCE

Order in council

46. Sections 7, 8, 18 to 21, 29, 35, 37 to 40, 42 and 44 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

46. Les articles 7, 8, 18 à 21, 29, 35, 37 à 40, 42 et 44 entrent en vigueur à la date ou 25 aux dates fixées par décret.

Décret

MAIL ➤ **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-24

C-24

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-24

PROJET DE LOI C-24

An Act to impose a charge on the export of certain softwood
lumber products to the United States and a charge on
refunds of certain duty deposits paid to the United States,
to authorize certain payments, to amend the Export and
Import Permits Act and to amend other Acts as a
consequence

Loi imposant des droits sur l'exportation aux États-Unis de
certains produits de bois d'oeuvre et des droits sur les
remboursements de certains dépôts douaniers faits aux
États-Unis, autorisant certains paiements et modifiant la
Loi sur les licences d'exportation et d'importation et
d'autres lois en conséquence

FIRST READING, SEPTEMBER 20, 2006

PREMIÈRE LECTURE LE 20 SEPTEMBRE 2006

THE MINISTER FOR INTERNATIONAL TRADE

LE MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

C-24

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-24

An Act to impose a charge on the export of certain softwood
lumber products to the United States and a charge on
refunds of certain duty deposits paid to the United States,
to authorize certain payments, to amend the Export and
Import Permits Act and to amend other Acts as a
consequence

FIRST READING, SEPTEMBER 20, 2006

THE MINISTER FOR INTERNATIONAL TRADE

C-24

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-24

Loi imposant des droits sur l'exportation aux États-Unis de
certains produits de bois d'oeuvre et des droits sur les
remboursements de certains dépôts douaniers faits aux
États-Unis, autorisant certains paiements et modifiant la
Loi sur les licences d'exportation et d'importation et
d'autres lois en conséquence

PREMIÈRE LECTURE LE 20 SEPTEMBRE 2006

LE MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to impose a charge on the export of certain softwood lumber products to the United States and a charge on refunds of certain duty deposits paid to the United States, to authorize certain payments, to amend the Export and Import Permits Act and to amend other Acts as a consequence*".

SUMMARY

The purpose of this enactment is to implement some of Canada's obligations under the Softwood Lumber Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States, by imposing a charge on exports of certain softwood lumber products to the United States and on refunds of certain duty deposits paid to the United States and by amending certain Acts, including the *Export and Import Permits Act*. The charge on exports will take effect on October 1, 2006 and will be payable by exporters of softwood lumber products. The enactment also authorizes certain payments to be made.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi imposant des droits sur l'exportation aux États-Unis de certains produits de bois d'oeuvre et des droits sur les remboursements de certains dépôts douaniers faits aux États-Unis, autorisant certains paiements et modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation et d'autres lois en conséquence* ».

SOMMAIRE

Le texte régit certaines des obligations du Canada découlant de l'Accord sur le bois d'oeuvre résineux entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, notamment par l'imposition de droits sur les exportations aux États-Unis de certains produits de bois d'oeuvre, par l'imposition de droits sur les remboursements de certains dépôts douaniers faits aux États-Unis et par la modification de certaines lois, dont la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*. Il prévoit que les droits d'exportation seront exigibles des exportateurs de produits de bois d'oeuvre à compter du 1^{er} octobre 2006. Enfin, il autorise certains paiements.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO IMPOSE A CHARGE ON THE EXPORT OF CERTAIN SOFTWOOD LUMBER PRODUCTS TO THE UNITED STATES AND A CHARGE ON REFUNDS OF CERTAIN DUTY DEPOSITS PAID TO THE UNITED STATES, TO AUTHORIZE CERTAIN PAYMENTS, TO AMEND THE EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT AND TO AMEND OTHER ACTS AS A CONSEQUENCE

SHORT TITLE

1. *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006*

INTERPRETATION

2. Definitions
3. Conversion
4. Interest to be paid
5. Time of export
6. Arm's length
7. Person resident in Canada

HER MAJESTY

8. Binding on Her Majesty

APPLICATION

9. Exceptions

SOFTWOOD LUMBER PRODUCTS EXPORT CHARGE

EXPORT CHARGE

10. Charge imposed
11. Export from a region
12. Export price
13. Surge mechanism
14. Export from Atlantic provinces
15. Export from territories

EXEMPTIONS

16. Exemption — schedule
17. Exempt exports

TABLE ANALYTIQUE

LOI IMPOSANT DES DROITS SUR L'EXPORTATION AUX ÉTATS-UNIS DE CERTAINS PRODUITS DE BOIS D'OEUVRE ET DES DROITS SUR LES REMBOURSEMENTS DE CERTAINS DÉPÔTS DOUANIERS FAITS AUX ÉTATS-UNIS, AUTORISANT CERTAINS PAIEMENTS ET MODIFIANT LA LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION ET D'AUTRES LOIS EN CONSÉQUENCE

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre.*

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. Définitions
3. Conversion
4. Intérêts à payer
5. Moment de l'exportation
6. Lien de dépendance
7. Personne qui réside au Canada

SA MAJESTÉ

8. Obligation de Sa Majesté

CHAMP D'APPLICATION

9. Exceptions

DROITS D'EXPORTATION DE PRODUITS DE BOIS D'OEUVRE

DROITS D'EXPORTATION

10. Imposition du droit
11. Exportation d'une région
12. Prix à l'exportation
13. Mécanisme en cas de déclenchement
14. Exportation des provinces de l'Atlantique
15. Exportation des territoires

EXEMPTIONS

16. Exemption — annexe
17. Exportations exemptées

CHARGE ON REFUNDS OF DUTY DEPOSITS	DROITS SUR LES REMBOURSEMENTS DE DÉPÔTS DOUANIERS
18. Imposition of charge on duty deposit refund	18. Droit sur les remboursements de dépôts douaniers
GENERAL PROVISIONS CONCERNING CHARGES AND OTHER AMOUNTS PAYABLE	DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES DROITS ET LES AUTRES SOMMES À PAYER
ADMINISTRATION, ENFORCEMENT AND OFFICERS	PERSONNEL ASSURANT L'EXÉCUTION ET LE CONTRÔLE D'APPLICATION
19. Minister's duty	19. Fonctions du ministre
20. Staff	20. Personnel
21. Administration of oaths	21. Déclaration sous serment
REGISTRATION AND CERTIFICATION	INSCRIPTION ET AGRÉMENT
22. Duty to register	22. Inscription obligatoire
23. Registration	23. Inscription
24. Cancellation	24. Annulation
25. Certification of independent remanufacturers	25. Entreprise indépendante de seconde transformation
RETURNS AND PAYMENT OF CHARGES	DÉCLARATIONS ET PAIEMENT DES DROITS
26. Monthly returns	26. Déclarations mensuelles
27. Large payments	27. Paiements importants
28. Small amounts owing	28. Sommes minimales
29. Set-off of refunds	29. Compensation de remboursement
30. Authority for separate returns	30. Déclarations distinctes
31. Execution of returns, etc.	31. Validation des déclarations
32. Extension of time	32. Prorogation
33. Demand for return	33. Mise en demeure de présenter une déclaration
INTEREST	INTÉRÊTS
34. Compound interest on amounts not paid when required	34. Intérêts composés sur les sommes non versées
35. Compound interest on amounts owed by Her Majesty	35. Intérêts composés sur les dettes de Sa Majesté du chef du Canada
36. Application of interest provisions if Act amended	36. Modification de la loi
37. Waiving or cancelling interest or penalty	37. Renonciation ou annulation — intérêts ou pénalités
ADMINISTRATIVE CHARGE UNDER THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT	FRAIS ADMINISTRATIFS PRÉVUS PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
38. Dishonoured instruments	38. Effets refusés
REFUNDS	REMBOURSEMENTS
39. Statutory recovery rights	39. Droits de recouvrement créés par une loi
40. Refund — third country adjustment	40. Remboursement — ajustement pour les pays tiers

- 41. Refund of payment
- 42. Restriction
- 43. Restriction — trustees
- 44. Overpayment of refunds, etc.

BANKRUPTCIES AND CORPORATE REORGANIZATIONS

- 45. Trustee's obligations
- 46. Amalgamations

PARTNERSHIPS

- 47. Member of a partnership

RECORDS AND INFORMATION

- 48. Keeping records
- 49. Requirement to provide records or information

ASSESSMENTS

- 50. Assessment
- 51. Assessment of refund
- 52. Notice of assessment
- 53. Limitation period for assessments

OBJECTIONS TO ASSESSMENT

- 54. Objection to assessment
- 55. Extension of time by Minister

APPEAL

- 56. Extension of time by Tax Court of Canada
- 57. Appeal to Tax Court of Canada
- 58. Extension of time to appeal
- 59. Limitation on appeals to the Tax Court of Canada
- 60. Institution of appeals
- 61. Disposition of appeal
- 62. References to Tax Court of Canada
- 63. Reference of common questions to Tax Court of Canada

ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT

PENALTIES

- 64. Failure to file a return when required
- 65. Failure to answer demand

- 41. Remboursement d'une somme payée par erreur
- 42. Restriction
- 43. Restriction — failli
- 44. Somme remboursée en trop

FAILLITES ET RÉORGANISATIONS

- 45. Obligations du syndic
- 46. Fusions

SOCIÉTÉS DE PERSONNES

- 47. Associés de sociétés de personnes

REGISTRES ET RENSEIGNEMENTS

- 48. Obligation de tenir des registres
- 49. Présentation de registres ou de renseignements

COTISATIONS

- 50. Établissement des cotisations
- 51. Cotisation visant le montant du remboursement
- 52. Avis de cotisation
- 53. Prescription des cotisations

OPPOSITION AUX COTISATIONS

- 54. Opposition à la cotisation
- 55. Prorogation du délai par le ministre

APPEL

- 56. Prorogation du délai par la Cour canadienne de l'impôt
- 57. Appel
- 58. Prorogation du délai d'appel
- 59. Restriction touchant les appels à la Cour canadienne de l'impôt
- 60. Modalités de l'appel
- 61. Règlement d'appel
- 62. Renvoi à la Cour canadienne de l'impôt
- 63. Renvoi à la Cour canadienne de l'impôt de questions communes

EXÉCUTION ET CONTRÔLE D'APPLICATION

PÉNALITÉS

- 64. Omission de présenter une déclaration
- 65. Omission de donner suite à une mise en demeure

66. Failure to provide information
67. False statements or omissions

OFFENCES AND PUNISHMENT

68. Offence for failure to file return or to comply with demand or order
69. Offences for false or deceptive statement
70. Failure to pay charges
71. Offence re confidential information
72. General offence
73. Defence of due diligence
74. Compliance orders
75. Officers of corporations, etc.
76. Information or complaint

INSPECTIONS

77. By whom
78. Compliance order
79. Copies
80. Prohibition
81. Requirement to provide foreign-based information
82. Information respecting non-resident persons

INVESTIGATION

83. Search warrant

CONFIDENTIALITY OF INFORMATION

84. Provision of information

COLLECTION

85. Debts to Her Majesty
86. Collection restrictions
87. Authorization to proceed without delay
88. Certificates
89. Garnishment
90. Recovery by deduction or set-off
91. Acquisition of debtor's property
92. Money seized from debtor
93. Seizure if failure to pay
94. Person leaving Canada or defaulting

66. Omission de fournir des renseignements
67. Faux énoncés ou omissions

INFRACTIONS ET PEINES

68. Omission de présenter une déclaration ou d'observer une obligation ou une ordonnance
69. Déclarations fausses ou trompeuses
70. Omission de verser un droit
71. Communication non autorisée de renseignements
72. Infraction générale
73. Disculpation
74. Ordonnance d'exécution
75. Cadres de personnes morales
76. Dénonciation ou plainte

INSPECTION

77. Inspection
78. Ordonnance
79. Copies
80. Interdiction
81. Obligation de présenter des renseignements et registres étrangers
82. Renseignements concernant certaines personnes non résidentes

ENQUÊTE

83. Requête pour mandat de perquisition

RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

84. Communication de renseignements

RECouvreMENT

85. Créances de Sa Majesté
86. Restrictions au recouvrement
87. Recouvrement compromis
88. Certificat
89. Saisie-arrêt
90. Recouvrement par voie de déduction ou de compensation
91. Acquisition de biens du débiteur
92. Sommes saisies d'un débiteur
93. Saisie — non-paiement
94. Personnes quittant le Canada ou en défaut

95. Liability of directors
96. Tax liability re transfers not at arm's length

EVIDENCE AND PROCEDURE

97. Sending by mail
98. Proof of sending by mail

PAYMENTS TO PROVINCES

99. Distribution of revenue

REGULATIONS

100. Regulations
101. Effect

EXPIRY

102. Regulation

PAYMENT TO ACCOUNTS

103. Payment

TRANSITIONAL PROVISIONS

104. Transitional period
105. Trigger volume — October 2006
106. Section 64
107. Retroactive regulations
108. Retroactive regulations — *Export and Import Permits Act*

AMENDMENTS TO THE EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT

- 109-117. *Export and Import Permits Act*

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

- 118-119. *Access to Information Act*
120. *Canada Revenue Agency Act*
121-124. *Tax Court of Canada Act*

COORDINATING AMENDMENT

125. *Public Safety Act, 2002*

COMING INTO FORCE

126. Coming into force

95. Responsabilité des administrateurs
96. Transfert entre personnes ayant un lien de dépendance

PROCÉDURE ET PREUVE

97. Date d'envoi et de réception
98. Preuve d'envoi par la poste

PAIEMENTS AUX PROVINCES

99. Répartition de recettes

RÈGLEMENTS

100. Règlements — général
101. Prise d'effet

CESSATION D'EFFET

102. Règlement

AFFECTATION DE VERSEMENTS

103. Paiement sur le Trésor

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

104. Période de transition
105. Volume de déclenchement mensuel — octobre 2006
106. Article 64
107. Règlements rétroactifs
108. Règlements rétroactifs — *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*

MODIFICATIONS À LA LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION

- 109-117. *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

- 118-119. *Loi sur l'accès à l'information*
120. *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*
121-124. *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*

DISPOSITION DE COORDINATION

125. *Loi de 2002 sur la sécurité publique*

ENTRÉE EN VIGUEUR

126. Entrée en vigueur

SCHEDULE

ANNEXE

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-24

PROJET DE LOI C-24

An Act to impose a charge on the export of certain softwood lumber products to the United States and a charge on refunds of certain duty deposits paid to the United States, to authorize certain payments, to amend the Export and Import Permits Act and to amend other Acts as a consequence

Loi imposant des droits sur l'exportation aux États-Unis de certains produits de bois d'oeuvre et des droits sur les remboursements de certains dépôts douaniers faits aux États-Unis, autorisant certains paiements et modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006*.

1. *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de 5 produits de bois d'oeuvre.*

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Agency”
« Agence »

“Agency” means the Canada Revenue Agency continued by subsection 4(1) of the *Canada Revenue Agency Act*.

« Agence » L'Agence du revenu du Canada, prorogée par le paragraphe 4(1) de la *Loi sur 10 l'Agence du revenu du Canada.* 10

« Agence »
“Agency”

“assessment”
« cotisation »

“assessment” means an assessment or a reassessment under this Act.

« banque » S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques*. Est également visée la banque étrangère autorisée, au sens de cet article, qui n'est pas assujettie aux restrictions et exigences visées au paragraphe 524(2) de 15 cette loi.

« banque »
“bank”

“bank”
« banque »

“bank” means a bank as defined in section 2 of the *Bank Act* or an authorized foreign bank, as defined in that section, that is not subject to the 15 restrictions and requirements referred to in subsection 524(2) of that Act.

« commissaire » Le commissaire du revenu, nommé au titre de l'article 25 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada.*

« commissaire »
“Commissioner”

“board foot”
« pied-planche »

“board foot” means a unit of measurement of lumber equal to 12 inches × 12 inches × 1 inch, and one thousand board feet is equal to 2.35974 20 cubic metres or 92.90227 square metres of lumber.

« cotisation » Cotisation ou nouvelle cotisation 20 établie en vertu de la présente loi.

« cotisation »
“assessment”

“calendar quarter” « trimestre »	“calendar quarter” means a period of three months beginning on the first day of January, April, July or October.	« données » Toute forme de représentation d’informations ou de notions.	« données » “data”
“Commissioner” « commissaire »	“Commissioner” means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the <i>Canada Revenue Agency Act</i> .	« États-Unis » Le territoire douanier des États-Unis et les zones franches situées sur le territoire des États-Unis.	« États-Unis » “United States”
“data” « données »	“data” means representations, in any form, of information or concepts.	« juge » Juge d’une cour supérieure de la province où l’affaire prend naissance ou juge de la Cour fédérale.	« juge » “judge”
“judge” « juge »	“judge”, in respect of any matter, means a judge of a superior court having jurisdiction in the 10 province in which the matter arises or a judge of the Federal Court.	« ministre » Le ministre du Revenu national.	« ministre » “Minister”
“Minister” « ministre »	“Minister” means the Minister of National Revenue.	« période de déclaration » Le mois à l’égard duquel la personne est tenue de présenter une déclaration au titre de l’article 26.	« période de déclaration » “reporting period”
“person” « personne »	“person” means an individual, partnership, 15 corporation, or a body that is a union or association.	« personne » Particulier, société de personnes, personne morale ainsi que l’organisme qui est un syndicat ou une association.	« personne » “person”
“prescribed” Version anglaise seulement	“prescribed” means (a) in the case of a form or the manner of filing a form, authorized by the Minister; 20 (b) in the case of the information to be given on or with a form, specified by the Minister; and (c) in any other case, prescribed by regulation or determined in accordance with rules 25 prescribed by regulation.	« pied-planche » Unité de mesure du bois égale à 12 pouces sur 12 pouces sur 1 pouce, mille pieds-planche égalant 2,35974 mètres cubes ou 92,90227 mètres carrés.	« pied-planche » “board foot”
“primary processing” « première transformation »	“primary processing” means the production of softwood lumber products from softwood sawlogs.	« première transformation » Production de produits de bois d’oeuvre à partir de grumes de sciage de résineux.	« première transformation » “primary processing”
“record” « registre »	“record” means any material on which data are 30 recorded or marked and that is capable of being read or understood by a person or a computer system or other device.	« produit de bois d’oeuvre » Sauf à l’article 18, tout produit visé à l’article 8.4 de la <i>Loi sur les licences d’exportation et d’importation</i> .	« produit de bois d’oeuvre » “softwood lumber product”
“region” « région »	“region” has the same meaning as in subsection 6.3(1) of the <i>Export and Import Permits Act</i> .	« région » S’entend au sens du paragraphe 6.3(1) de la <i>Loi sur les licences d’exportation et d’importation</i> .	« région » “region”
“reporting period” « période de déclaration »	“reporting period” means the month in respect of which a person is required to file a return under section 26.	« registre » Tout support sur lequel des données sont enregistrées ou inscrites et qui peut être lu 30 ou compris par une personne ou par un système informatique ou un autre dispositif.	« registre » “record”
“softwood lumber product” « produit de bois d’oeuvre »	“softwood lumber product” means, other than in section 18, a product referred to in section 8.4 of 40 the <i>Export and Import Permits Act</i> .	« trimestre » La période de trois mois débutant le premier jour de janvier, d’avril, de juillet ou d’octobre.	« trimestre » “calendar quarter”

"United States" « États-Unis »	"United States" means the customs territory of the United States and the foreign trade zones located in the United States.		
Conversion	3. If a conversion of board feet to cubic metres or to square metres is required for the purposes of this Act, the conversion is to be made on a nominal measurement basis and shall not be rounded up to the nearest cubic metre or square metre.	3. Pour l'application de la présente loi, s'il est nécessaire de convertir des pieds-planche en mètres cubes ou en mètres carrés, la conversion est faite sur la base de mesures nominales et n'est pas arrondie au mètre cube ou au mètre carré supérieur.	Conversion
Interest to be paid	4. (1) For the purposes of every provision of this Act that requires interest to be paid at a specified rate, the specified rate in effect during any particular calendar quarter is the total of (a) the rate that is the simple arithmetic mean, expressed as a percentage per year and rounded to the next higher whole percentage where the mean is not a whole percentage, of all amounts each of which is the average equivalent yield, expressed as a percentage per year, of Government of Canada Treasury Bills that mature approximately three months after their date of issue and that are sold at auctions of Government of Canada Treasury Bills during the first month of the calendar quarter preceding the particular calendar quarter, and (b) 4%.	4. (1) Pour l'application des dispositions de la présente loi selon lesquelles des intérêts sont à payer, le taux d'intérêt en vigueur au cours d'un trimestre donné correspond au total des 10 taux suivants : a) le taux qui représente la moyenne arithmétique simple, exprimée en pourcentage annuel et arrondie au point de pourcentage supérieur, des pourcentages dont chacun 15 représente le taux de rendement moyen, exprimé en pourcentage annuel, des bons du Trésor du gouvernement du Canada qui arrivent à échéance environ trois mois après la date de leur émission et qui sont vendus par 20 voie d'adjudication de bons du Trésor pendant le premier mois du trimestre qui précède le trimestre donné; b) 4 %.	Intérêts à payer
Interest to be paid by the Minister	(2) For the purposes of every provision of this Act that requires interest at a specified rate to be paid on an amount payable by the Minister to a person or applied by the Minister against an amount owed by a person, the specified rate in effect during any particular calendar quarter is the total of (a) the rate determined under paragraph 35 (1)(a) in respect of the particular calendar quarter, and (b) 2%.	(2) Pour l'application des dispositions de la 25 présente loi selon lesquelles des intérêts sont à payer sur une somme que le ministre verse à une personne ou à déduire par celui-ci d'une somme dont la personne est redevable, le taux d'intérêt en vigueur au cours d'un trimestre donné 30 correspond au total des taux suivants : a) le taux déterminé selon l'alinéa (1)a) pour le trimestre donné; b) 2 %.	Intérêts à payer par le ministre
Time of export	5. (1) For the purposes of this Act, the time at which an exported softwood lumber product is considered to be exported is the time at which the product was last loaded aboard a conveyance for export.	5. (1) Pour l'application de la présente loi, le 35 produit de bois d'oeuvre exporté est réputé avoir été exporté au moment où il a été chargé pour la dernière fois sur un véhicule en vue de son exportation.	Moment de l'exportation

Export by rail	(2) However, if the softwood lumber product is exported by rail, the time at which it is considered to be exported is the time at which the railcar that contains it was assembled to form part of a train for export.	(2) Toutefois, si le produit de bois d'oeuvre est exporté par chemin de fer, il est réputé avoir été exporté au moment où le wagon qui le contient a été rattaché au train en vue de son exportation.	Exportation par chemin de fer
Clarification	(3) For greater certainty, if a softwood lumber product is transshipped through a Canadian reload or other inventory location, the time at which it is considered to be exported is the time at which the product last leaves a reload or other inventory location for export.	(3) Il est entendu que si le produit de bois d'oeuvre est transbordé dans un centre de réexpédition ou un lieu de stockage au Canada avant son exportation, il est réputé avoir été exporté au moment où il a quitté pour la dernière fois un tel centre ou lieu pour exportation.	Précision
Arm's length	6. (1) For the purposes of this Act, (a) related persons are deemed not to deal with each other at arm's length; and (b) it is a question of fact whether persons not related to each other were, at any particular time, dealing with each other at arm's length.	6. (1) Pour l'application de la présente loi : a) les personnes liées sont réputées avoir entre elles un lien de dépendance; b) la question de savoir si des personnes non liées n'ont pas de lien de dépendance à un moment donné est une question de fait.	Lien de dépendance
Related persons	(2) For the purposes of this Act, persons are related to each other if they are related persons within the meaning of subsections 251(2) to (6) of the <i>Income Tax Act</i> , except that (a) a reference in those subsections to "corporation" shall be read as a reference to "corporation or partnership"; and (b) a reference in those subsections to "shares" or "shareholders" shall, in respect of a partnership, be read as a reference to "rights" or "partners", respectively.	(2) Pour l'application de la présente loi, des personnes sont liées si elles sont des personnes liées au sens des paragraphes 251(2) à (6) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> . Cependant, la mention à ces paragraphes de « société » vaut mention de « personne morale ou société de personnes » et les mentions d'« actions » et d'« actionnaires » valent mention respectivement, en ce qui concerne les sociétés de personnes, de « droits » et d'« associés ».	Personnes liées
Person resident in Canada	7. For the purposes of this Act, a person is deemed to be resident in Canada at any time (a) in the case of a corporation, if the corporation is incorporated or continued in Canada and not continued elsewhere; (b) in the case of a partnership or an association, or a branch of one of them, if the member, or a majority of the members, having management and control of it is or are resident in Canada at that time; (c) in the case of a union, if it is carrying on activities as such in Canada and has a local union or branch in Canada at that time; and	7. Pour l'application de la présente loi, sont réputés résider au Canada à un moment donné : a) la personne morale constituée ou prorogée exclusivement au Canada; b) l'association non dotée de la personnalité morale ou la société de personnes, ou une succursale de celles-ci, dont le membre ou la majorité des membres la contrôlant et la gérant résident au Canada à ce moment; c) le syndicat qui exerce au Canada des activités à ce titre et y a une unité ou section locale à ce moment; d) le particulier qui est réputé, par l'un des alinéas 250(1)b) à f) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , résider au Canada à ce moment.	Personne qui réside au Canada

(d) in the case of an individual, if the individual is deemed under any of paragraphs 250(1)(b) to (f) of the *Income Tax Act* to be resident in Canada at that time.

HER MAJESTY

SA MAJESTÉ

Binding on Her Majesty

8. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

8. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada et des provinces.

Obligation de Sa Majesté

APPLICATION

CHAMP D'APPLICATION

Exceptions

9. (1) This Act does not apply to a softwood lumber product that is exported to a country other than the United States but that passes in transit through the United States.

9. (1) La présente loi ne s'applique pas aux produits de bois d'oeuvre qui ne font que transiter aux États-Unis.

Exceptions

For greater certainty

(2) For greater certainty, this Act applies in respect of a softwood lumber product that is exported to the United States but that passes in transit through a country other than the United States.

(2) Il est entendu que la présente loi s'applique aux produits de bois d'oeuvre qui sont exportés aux États-Unis mais qui transitent dans un autre pays.

Précision

SOFTWOOD LUMBER PRODUCTS
EXPORT CHARGEDROITS D'EXPORTATION DE PRODUITS
DE BOIS D'OEUVRE

EXPORT CHARGE

DROITS D'EXPORTATION

Charge imposed

10. (1) Every person who exports a softwood lumber product to the United States after September 30, 2006, shall pay to Her Majesty in right of Canada a charge as determined under this Act in respect of the export.

10. (1) Quiconque exporte tout produit de bois d'oeuvre aux États-Unis après le 30 septembre 2006 est tenu de payer à Sa Majesté du chef du Canada le droit déterminé sous le régime de la présente loi relativement à cette exportation.

Imposition du droit

When charge payable

(2) The charge becomes payable at the time that the softwood lumber product is exported.

(2) Le droit devient exigible au moment où le produit de bois d'oeuvre est exporté.

Paiement du droit

Export from a region

11. (1) If a softwood lumber product is exported from a region in a particular month, the amount of the charge in respect of that export is the amount calculated by applying the rate applicable for the month under subsection (3) or (4) to the export price of the product as determined under section 12.

11. (1) Dans le cas où le produit de bois d'oeuvre est exporté d'une région au cours d'un mois donné, le droit relatif à cette exportation est égal au produit de la multiplication du taux applicable pour le mois prévu aux paragraphes (3) ou (4) par le prix à l'exportation du produit de bois d'oeuvre déterminé selon l'article 12.

Exportation d'une région

Deemed export from a region

(2) An exported softwood lumber product is deemed to be exported from the region where the product underwent its first primary processing. If, however, the exported product underwent its first primary processing in Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador, Yukon, the Northwest

(2) Le produit de bois d'oeuvre exporté est réputé être exporté de la région où il subit, pour la première fois, une première transformation. Toutefois, s'il la subit, pour la première fois, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Yukon, dans les Territoires du

Présomption — exportation d'une région

Territories or Nunavut from softwood sawlogs originating in a particular region, it is deemed to be exported from that region.

Nord-Ouest ou au Nunavut et que les grumes de sciage de résineux proviennent d'une région donnée, il est réputé être exporté de cette région.

Applicable
rate — export
allocation

(3) In the case of an export for which an export allocation issued under paragraph 6.3(3)(b) of the *Export and Import Permits Act* is required, the applicable rate of charge for the particular month is

(3) Dans le cas de l'exportation qui ne peut 5 être faite sans l'autorisation d'exportation délivrée en vertu de l'alinéa 6.3(3)b) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, le taux applicable pour le mois donné est :

Taux
applicable —
autorisation
d'exportation

(a) 0% if the reference price for the month is more than US\$355; 10

a) 0 %, si le prix de référence pour le mois est supérieur à 355 \$US; 10

(b) 2.5% if the reference price for the month is at least US\$336 but not more than US\$355;

b) 2,5 %, s'il est d'au moins 336 \$US mais d'au plus 355 \$US;

(c) 3% if the reference price for the month is at least US\$316 but not more than US\$335;

c) 3 %, s'il est d'au moins 316 \$US mais d'au plus 335 \$US;

or 15

d) 5 %, s'il est d'au plus 315 \$US. 15

(d) 5% if the reference price for the month is not more than US\$315.

Applicable
rate — other
cases

(4) In the case of an export for which an export allocation referred to in subsection (3) is not required, the applicable rate of charge for 20 the particular month is

(4) Dans le cas de l'exportation qui peut être faite sans l'autorisation d'exportation visée au paragraphe (3), le taux applicable pour le mois donné est :

Taux
applicable —
autres cas

(a) 0% if the reference price for the month is more than US\$355;

a) 0 %, si le prix de référence pour le mois 20 est supérieur à 355 \$US;

(b) 5% if the reference price for the month is at least US\$336 but not more than US\$355; 25

b) 5 %, s'il est d'au moins 336 \$US mais d'au plus 355 \$US;

(c) 10% if the reference price for the month is at least US\$316 but not more than US\$335;

c) 10 %, s'il est d'au moins 316 \$US mais d'au plus 335 \$US; 25

or

d) 15 %, s'il est d'au plus 315 \$US.

(d) 15% if the reference price for the month is not more than US\$315. 30

Reference price

(5) The reference price for a particular month is the most recent four-week average of the weekly Framing Lumber Composite Price, published by Random Lengths Publications Incorporated, that is available at least 21 days 35 before the start of the particular month.

(5) Le prix de référence pour le mois donné est égal à la dernière moyenne sur quatre semaines du prix composite du bois de charpente hebdomadaire disponible au moins 30 vingt-et-un jours avant le premier jour du mois, le prix composite du bois de charpente correspondant au « Framing Lumber Composite Price » publié par Random Lengths Publications Incorporated. 35

Prix de référence

Reference price
by regulation

(6) If Random Lengths Publications Incorporated changes, at any time after April 27, 2006, the weights it uses to calculate the Framing Lumber Composite Price or ceases to 40 publish the Framing Lumber Composite Price or

(6) Toutefois, si Random Lengths Publications Incorporated cesse de publier le prix composite du bois de charpente ou le prix de tout type de bois de charpente utilisé pour calculer le prix composite du bois de charpente 40 ou change, après le 27 avril 2006, les coef-

Prix de référence
fixé par
règlement

any of its constituent prices, the reference price for a particular month is to be calculated according to a prescribed formula.

ficients de pondération pour calculer le prix composite du bois de charpente, le prix de référence pour le mois donné est fixé selon la formule réglementaire.

Rounding	(7) Each reference price shall be rounded to the nearest multiple of one dollar or, if the amount is equidistant from two multiples of one dollar, to the higher multiple.	(7) Le prix de référence est arrondi au dollar 5 supérieur dans le cas où la somme comporte une fraction égale ou supérieure à cinquante cents et, dans le cas contraire, au dollar inférieur.	5 Arrondissement
Definitions	12. (1) The following definitions apply in this section.	12. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.	Définitions 10
"FOB value" « valeur franco à bord »	"FOB value" means a value consisting of all 10 costs payable by a purchaser, including those incurred in the placement aboard a conveyance for shipment, but not including the actual shipping costs and the amount of a charge payable under section 10.	« entreprise indépendante de seconde transformation » Personne titulaire d'un agrément délivré au titre de l'article 25.	« entreprise indépendante de seconde transformation » "independent remanufacturer"
"independent remanufacturer" « entreprise indépendante de seconde transformation »	"independent remanufacturer" means a person who is certified under section 25.	15 « seconde transformation » Transformation du produit de bois d'oeuvre en produit fini ou 15 semi-fini, notamment par la modification de l'épaisseur, de la largeur, de la longueur, de la coupe, de la texture, du niveau d'humidité ou de la qualité, l'assemblage par aboutage ou le tournage.	« seconde transformation » "remanufactured"
"remanufactured" « seconde transformation »	"remanufactured" means, in relation to a softwood lumber product, that the softwood lumber product, in order to produce a semi-finished or 20 finished softwood lumber product, has been subjected to changes including changes in thickness, width, length, profile, texture, moisture or grading, has been joined together by finger jointing or has been turned.	« valeur franco à bord » La valeur des frais que doit acquitter l'acheteur, y compris les frais engagés pour charger l'expédition sur le moyen de transport, à l'exclusion des frais réels de transport et de toute somme exigée au titre du 25 droit prévu à l'article 10.	« valeur franco à bord » "FOB value"
Export price	(2) The export price of a softwood lumber product is to be determined in accordance with the following rules: (a) if the product has undergone only primary processing, the export price is the 30 FOB value that is determined at the facility where the product underwent its last primary processing before export; (b) if the product was last remanufactured before export by an independent remanufac- 35 turer, the export price is the FOB value that is determined at the facility where the softwood lumber used to make the remanufactured product underwent its last primary processing before export;	(2) Le prix à l'exportation du produit de bois d'oeuvre est déterminé selon les règles suivantes : a) si le produit n'a subi qu'une première 30 transformation, le prix à l'exportation correspond à la valeur franco à bord à l'établissement où le produit a subi sa dernière première transformation avant l'exportation; b) si le produit a subi une dernière seconde 35 transformation avant l'exportation par une entreprise indépendante de seconde transformation, il correspond à la valeur franco à bord à l'établissement où le bois d'oeuvre utilisé pour faire le produit de seconde 40 transformation a subi sa dernière première transformation avant l'exportation;	Prix à l'exportation

(c) if the product was last remanufactured before export by a remanufacturer that is not an independent remanufacturer, the export price is the FOB value that is determined at the facility where the product underwent its last processing before export;

(d) for a product described in paragraph (a), (b) or (c) in respect of which an FOB value cannot be determined, the export price is the market price for identical products sold in 10 Canada at approximately the same time and in one of the following arm's length transactions, listed in order of precedence:

(i) a transaction at substantially the same trade level but in different quantities, 15

(ii) a transaction at a different trade level but in similar quantities, or

(iii) a transaction at a different trade level and in different quantities; and

(e) if the export price determined in accordance with any of paragraphs (a) to (d) is greater than US\$500 per thousand board feet, the export price is deemed to be US\$500 per thousand board feet.

c) si le produit a subi une dernière seconde transformation avant l'exportation par une entreprise de seconde transformation autre qu'une entreprise indépendante de seconde transformation, il correspond à la valeur 5 franco à bord à l'établissement où le produit a subi sa dernière transformation avant l'exportation;

d) s'agissant d'un produit visé à l'un des alinéas a) à c) dont la valeur franco à bord ne 10 peut être déterminée, il correspond au prix du marché pour des produits identiques vendus au Canada durant la même période et dans le cadre de l'une des opérations sans lien de dépendance ci-après, énumérées par ordre de 15 priorité :

(i) l'opération est réalisée substantiellement au même niveau commercial mais pour des quantités différentes,

(ii) elle est réalisée à un niveau commercial différent mais pour des quantités similaires, 20

(iii) elle est réalisée à un niveau commercial différent et pour des quantités différentes; 25

e) si le prix à l'exportation déterminé au titre de l'un des alinéas a) à d) est supérieur à 500 \$US pour chaque millier de pieds-planche de produits de bois d'oeuvre, il est de 500 \$US pour chaque millier de pieds-planche. 30

Exchange rate

(3) For the purposes of subsection (2), the rate of exchange in order to determine the export price in Canadian dollars of a softwood lumber product is the rate of exchange as quoted by the Bank of Canada at noon on the day before the day on which the charge referred to in section 10 becomes payable. 25

Surge mechanism

13. (1) The amount of the charge applicable to an export of a softwood lumber product from a region during a month is increased by 50% if

(a) the export is one that does not require an export allocation under paragraph 6.3(3)(b) of the *Export and Import Permits Act*; and 35

(3) Pour l'application du paragraphe (2), le taux de change applicable pour déterminer le prix à l'exportation équivalent en dollars canadiens est celui affiché à midi, à la Banque 35 du Canada, la veille du jour où le droit prévu à l'article 10 devient exigible.

Taux de change

13. (1) Le droit relatif à toute exportation de produit de bois d'oeuvre d'une région au cours d'un mois est majoré de 50 % si, à la fois : 40

a) l'exportation peut être faite sans qu'une autorisation d'exportation soit délivrée en vertu de l'alinéa 6.3(3)b) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*;

Mécanisme en cas de déclenchement

(b) the exports of softwood lumber from the region during that month exceed the monthly trigger volume applicable to that region.

b) les exportations de produits de bois d'oeuvre de la région au cours du mois excèdent le volume de déclenchement mensuel applicable pour la région.

Exports in excess of trigger volume

(2) Exports from a region for a month are considered to have exceeded the monthly trigger volume if the volume of exports from that region for that month exceed 101% of the monthly trigger volume for that region for that month.

(2) Les exportations d'une région pour un mois sont considérées comme excédant le volume de déclenchement mensuel dans le cas où le volume d'exportation de la région pour le mois excède 101 % du volume de déclenchement mensuel applicable pour la région pour le 10 mois.

5 Exportation en excédent du volume de déclenchement mensuel

Trigger volume

(3) The monthly trigger volume applicable to 10 a region, other than the BC Coast as defined in subsection 6.3(1) of the *Export and Import Permits Act*, is the amount determined by the formula

$$[A \times (B/100) \times 1.1] - C$$

where

A is the expected monthly American consumption of softwood lumber products, as calculated in accordance with the prescribed formula;

B is

(a) in respect of Ontario, 3.15,

(b) in respect of Quebec, 4.39,

(c) in respect of Manitoba, 0.29,

(d) in respect of Saskatchewan, 0.42, 25

(e) in respect of Alberta, 2.49, and

(f) in respect of the BC Interior, as defined in subsection 6.3(1) of the *Export and Import Permits Act*, 17.43; and

C is the amount by which the exports from the 30 region of softwood lumber products during the previous month exceeded the trigger volume for the region for the previous month, if those exports exceeded the trigger volume for the previous month by 1% or 35 less of that trigger volume.

(3) Le volume de déclenchement mensuel applicable pour une région, autre que la côte de la Colombie-Britannique au sens du paragraphe 6.3(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, correspond au nombre obtenu par la formule suivante :

$$[A \times (B/100) \times 1,1] - C$$

Volume de déclenchement mensuel

où :

A représente la consommation américaine 20 mensuelle prévue de produits de bois d'oeuvre calculée conformément à la formule réglementaire;

B est égal :

a) s'agissant de l'Ontario, à 3,15, 25

b) s'agissant du Québec, à 4,39,

c) s'agissant du Manitoba, à 0,29,

d) s'agissant de la Saskatchewan, à 0,42,

e) s'agissant de l'Alberta, à 2,49,

f) s'agissant de l'intérieur de la Colom- 30 bie-Britannique, au sens du paragraphe 6.3(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, à 17,43;

C représente l'excédent éventuel du volume des exportations de produits de bois d'oeu- 35 vre de la région au cours du mois précédent sur le volume de déclenchement mensuel de la région pour le mois précédent, si cet excédent est de 1 % ou moins du volume de déclenchement mensuel de la région pour le 40 mois précédent.

Trigger
volume — BC
Coast

(4) The monthly trigger volume applicable to the BC Coast as defined in subsection 6.3(1) of the *Export and Import Permits Act* is the amount determined by the formula

$$(A \times 0.0186 \times 1.1 \times B) - C$$

where

A is the expected monthly American consumption of softwood lumber products, as calculated in accordance with the prescribed formula;

B is

- (a) in respect of January, the quotient obtained by dividing 0.7212 by 0.9288,
- (b) in respect of February, the quotient obtained by dividing 0.9767 by 0.8944, 15
- (c) in respect of March, the quotient obtained by dividing 0.9025 by 1.0014,
- (d) in respect of April, the quotient obtained by dividing 1.3557 by 1.0707,
- (e) in respect of May, the quotient 20 obtained by dividing 1.1461 by 1.0679,
- (f) in respect of June, the quotient obtained by dividing 1.1771 by 1.0405,
- (g) in respect of July, the quotient obtained by dividing 0.9213 by 1.0508, 25
- (h) in respect of August, the quotient obtained by dividing 1.0719 by 1.0501,
- (i) in respect of September, the quotient obtained by dividing 1.0584 by 0.9953,
- (j) in respect of October, the quotient 30 obtained by dividing 0.9477 by 1.0636,
- (k) in respect of November, the quotient obtained by dividing 0.8466 by 0.9435, and
- (l) in respect of December, the quotient 35 obtained by dividing 0.8746 by 0.8930; and

C is the amount by which the exports from the region of softwood lumber products during the previous month exceeded the trigger 40 volume for the region for the previous

(4) Le volume de déclenchement mensuel applicable pour la côte de la Colombie-Britannique, au sens du paragraphe 6.3(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, correspond au nombre obtenu par la formule 5 suivante :

$$(A \times 0,0186 \times 1,1 \times B) - C$$

où :

A représente la consommation américaine mensuelle prévue de produits de bois 10 d'oeuvre calculée conformément à la formule réglementaire;

B est égal :

- a) s'agissant de janvier, au quotient de 0,7212 par 0,9288, 15
- b) s'agissant de février, au quotient de 0,9767 par 0,8944,
- c) s'agissant de mars, au quotient de 0,9025 par 1,0014,
- d) s'agissant d'avril, au quotient de 20 1,3557 par 1,0707,
- e) s'agissant de mai, au quotient de 1,1461 par 1,0679,
- f) s'agissant de juin, au quotient de 1,1771 par 1,0405, 25
- g) s'agissant de juillet, au quotient de 0,9213 par 1,0508,
- h) s'agissant d'août, au quotient de 1,0719 par 1,0501,
- i) s'agissant de septembre, au quotient de 30 1,0584 par 0,9953,
- j) s'agissant d'octobre, au quotient de 0,9477 par 1,0636,
- k) s'agissant de novembre, au quotient de 0,8466 par 0,9435, 35
- l) s'agissant de décembre, au quotient de 0,8746 par 0,8930;

C représente l'excédent éventuel du volume des exportations de produits de bois d'oeuvre de la région au cours du mois précédent 40 sur le volume de déclenchement mensuel de la région pour le mois précédent, si cet

Volume de
déclenchement
mensuel — côte
de la Colombie-
Britannique

month, if those exports exceeded the trigger volume for the previous month by 1% or less of that trigger volume.

excédent est de 1 % ou moins du volume de déclenchement mensuel de la région pour le mois précédent.

Export from
Atlantic
provinces

14. (1) Subject to subsection (4), if a person exports a softwood lumber product from Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island or Newfoundland and Labrador in excess of that person's exempt quantity determined under subsection (3), the amount of the charge with respect to that export is the amount calculated by applying \$200 per thousand board feet of exported softwood lumber products in excess of that exempt quantity.

14. (1) Sous réserve du paragraphe (4), dans le cas où le produit de bois d'oeuvre est exporté de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve-et-Labrador par toute personne en excédent de sa quantité de produits de bois d'oeuvre exemptée au titre du paragraphe (3), le droit relatif à cette exportation est de 200 \$ par millier de pieds-planche de produits de bois d'oeuvre exportés au cours du trimestre en excédent de la quantité exemptée.

Exportation des
provinces de
l'Atlantique

Deemed export
from Atlantic
provinces

(2) An exported softwood lumber product is deemed to be exported from Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island or Newfoundland and Labrador if the product underwent its first primary processing in one of those provinces from softwood sawlogs originating in one of those provinces or in the State of Maine.

(2) Le produit de bois d'oeuvre exporté est réputé être exporté de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve-et-Labrador s'il y subit, pour la première fois, une première transformation et que les grumes de sciage de résineux proviennent de l'une de ces provinces ou de l'État du Maine.

Présomption —
exportation des
provinces de
l'Atlantique

Exempt quantity

(3) The exempt quantity of softwood lumber products that a person may export from Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island or Newfoundland and Labrador in a particular calendar quarter is the sum of the person's total production in that calendar quarter, and total inventory at the beginning of that calendar quarter, of softwood lumber products that underwent their first primary processing in one of those provinces from softwood sawlogs originating in one of those provinces or in the State of Maine.

(3) Pour un trimestre donné, la quantité de produits de bois d'oeuvre exemptée qu'une personne peut exporter de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve-et-Labrador correspond à la somme des produits de bois d'oeuvre — qui y ont subi, pour la première fois, une première transformation à partir de grumes de sciage de résineux provenant de l'une de ces provinces ou de l'État du Maine — qu'elle a en inventaire au début de ce trimestre et de ceux qu'elle produit au cours du même trimestre.

Quantité
exemptée

Exception

(4) If, during a particular calendar quarter, exports of softwood lumber products from Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island or Newfoundland and Labrador do not exceed the sum of all exempt quantities determined under subsection (3) for that calendar quarter, the amount of the charge applicable to those exports is nil.

(4) Si, au cours d'un trimestre donné, les exportations totales de produits de bois d'oeuvre de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve-et-Labrador n'ont pas excédé la somme de toutes les quantités exemptées au titre du paragraphe (3) pour ce trimestre, le droit relatif à ces exportations est égal à zéro.

Exception

Export from
territories

15. (1) If a person exports a softwood lumber product from Yukon, the Northwest Territories or Nunavut, the amount of the charge with respect to that export is nil.

15. (1) Dans le cas où le produit de bois d'oeuvre est exporté du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut, le droit relatif à cette exportation est égal à zéro.

Exportation des
territoires

Deemed export
from territories

(2) An exported softwood lumber product is deemed exported from Yukon, the Northwest Territories or Nunavut if the product underwent its first primary processing in one of those territories from softwood sawlogs originating in one of those territories.

(2) Le produit de bois d'oeuvre exporté est réputé être exporté du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut s'il y a subi, pour la première fois, une première transformation et que les grumes de sciage de résineux proviennent de l'un de ces territoires.

Présomption —
exportation des
territoires

EXEMPTIONS

Exemption —
schedule

16. (1) Despite section 10, a person whose name is set out in the schedule is exempt from the charge referred to in that section in respect of the export of softwood lumber products that the person produces if the person satisfies the prescribed conditions.

16. (1) Par dérogation à l'article 10, la personne dont le nom figure à l'annexe est exemptée du droit prévu à cet article à l'égard de toute exportation de produit de bois d'oeuvre qu'elle produit si elle satisfait aux conditions réglementaires.

Exemption —
annexe

Amendments to
schedule

(2) The Governor in Council may, by regulation, amend the schedule by adding, deleting or changing the name of a person.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier l'annexe pour y ajouter, en retrancher ou y modifier le nom d'une personne.

Modification de
l'annexe

Exempt exports

17. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister for International Trade, by regulation, conditionally or unconditionally, exempt from the charge referred to in section 10 the export of softwood lumber products from a region.

17. (1) Sur recommandation du ministre du Commerce international, le gouverneur en conseil peut, par règlement, exempter, conditionnellement ou non, du droit prévu à l'article 10 toute exportation de produit de bois d'oeuvre d'une région donnée.

Exportations
exemptées

Exempt products

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister for International Trade, by regulation, conditionally or unconditionally, exempt any softwood lumber product from the charge referred to in section 10.

(2) Sur recommandation du ministre du Commerce international, le gouverneur en conseil peut, par règlement, exempter, conditionnellement ou non, du droit prévu à l'article 10 tout produit de bois d'oeuvre.

Produits
exemptés

Exempt person

(3) Any person exempted from registering under subsection 22(2) is exempted from the charge referred to in section 10.

(3) Toute personne exemptée au titre du paragraphe 22(2) est également exemptée du droit prévu à l'article 10.

Personne
exemptée

CHARGE ON REFUNDS OF DUTY DEPOSITS

Definitions

18. (1) The following definitions apply in this section.

“covered entry”
« importation
non tarifée »

“covered entry” means an entry that, on October 1, 2006, has not been liquidated and in respect of which a duty deposit has been made.

18. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

“duty deposit”
« dépôt
douanier »

“duty deposit” means an amount deposited under a United States duty order.

« décret douanier américain » Selon le cas :

« décret douanier
américain »
“United States
duty order”

a) le texte intitulé *Notice of Amended Final Determination of Sales at Less Than Fair Value and Antidumping Duty Order: Certain Softwood Lumber Products from Canada*, 67 Fed. Reg. 36,068 (22 mai 2002), avec ses modifications;

“duty deposit
refund”
« rembourse-
ment »

“duty deposit refund” of a specified person means the refund of a duty deposit and all interest on that deposit accrued under United States law up to the earlier of

(a) the day on which the refund is issued to the specified person or a designate of the specified person, and

(b) the day on which the specified person sells the rights to the refund to Her Majesty in right of Canada.

“revocation”
« révocation »

“revocation” means a revocation of a United States duty order including any direction to end any suspension of liquidation of a covered entry or to refund any duty deposit.

“specified
person”
« intéressé »

“specified person” means a person that filed the documents and information required under the applicable United States law in respect of the importation of any softwood lumber product into the United States during the period beginning on May 22, 2002 and ending on September 30, 2006.

“specified rate”
« taux
applicable »

“specified rate” means the rate determined by the formula

A/B

where

A is US\$1,000,000,000; and

B is the total, expressed in United States dollars, of all duty deposits and all interest accrued on them under United States law as of October 1, 2006.

b) le texte intitulé *Notice of Amended Final Affirmative Countervailing Duty Determination and Notice of Countervailing Duty Order: Certain Softwood Lumber Products from Canada*, 67 Fed. Reg. 36,070 (22 mai 2002), avec ses modifications.

« dépôt douanier » Somme donnée en dépôt au titre du décret douanier américain.

« dépôt
douanier »
“duty deposit”

10 « importation non tarifée » Importation pour laquelle un dépôt douanier a été fait et à l'égard de laquelle les droits n'ont pas été déterminés au 1^{er} octobre 2006.

« importation
non tarifée »
“covered entry”

« intéressé » Personne qui a présenté les documents et renseignements exigés par la législation américaine pour l'importation, aux États-Unis, de produits de bois d'oeuvre durant la période commençant le 22 mai 2002 et se terminant le 30 septembre 2006.

« intéressé »
“specified
person”

« remboursement » S'agissant de l'intéressé, le remboursement de tout dépôt douanier et des intérêts afférents courus, selon le droit applicable aux États-Unis, jusqu'au premier en date des jours suivants :

« rembourse-
ment »
“duty deposit
refund”

a) le jour où le remboursement est fait à l'intéressé ou à la personne désignée par celui-ci;

b) le jour où l'intéressé cède à titre onéreux son droit au remboursement à Sa Majesté du chef du Canada.

30 « révocation » S'agissant de tout décret douanier américain, sont assimilées à la révocation l'instruction de mettre fin à toute suspension de la tarification des importations non tarifées et celle de rembourser tout dépôt douanier.

« révocation »
“revocation”

« taux applicable » Taux obtenu par la formule suivante :

« taux
applicable »
“specified rate”

A / B

où :

A représente 1 milliard de dollars américains;

B le total, en dollars américains, de tous les dépôts douaniers et des intérêts afférents courus, selon le droit applicable aux États-Unis, jusqu'au 1^{er} octobre 2006.

<p>“United States duty order” « décret douanier américain »</p>	<p>“United States duty order” means</p> <p>(a) the <i>Notice of Amended Final Determination of Sales at Less Than Fair Value and Antidumping Duty Order: Certain Softwood Lumber Products from Canada</i>, 67 Fed. Reg. 5 36,068 (May 22, 2002), as amended; or</p> <p>(b) the <i>Notice of Amended Final Affirmative Countervailing Duty Determination and Notice of Countervailing Duty Order: Certain Softwood Lumber Products from Canada</i>, 67 10 Fed. Reg. 36,070 (May 22, 2002), as amended.</p>		
Rounding	<p>(2) The specified rate shall be expressed as a decimal fraction rounded off to four digits after the decimal point, but if the fifth digit is five or 15 greater, the fourth digit is increased by one.</p>	<p>(2) Le taux applicable, exprimé en nombre décimal, est arrêté à la quatrième décimale, les résultats qui ont au moins cinq en cinquième décimale étant arrondis à la quatrième décimale supérieure.</p>	<p>Arrondissement</p> <p>5</p>
<p>Imposition of charge on duty deposit refund</p>	<p>(3) Every specified person in respect of whom a covered entry is to be liquidated as a result of a revocation shall pay to Her Majesty in Right of Canada a charge at the specified rate 20 on the amount of any duty deposit refund that relates to the covered entry.</p>	<p>(3) Tout intéressé à l'égard duquel une importation non tarifée sera tarifée, pour cause de révocation, est tenu de payer à Sa Majesté du chef du Canada le droit au taux applicable sur le montant de tout remboursement relatif à l'im- 10 portation non tarifée.</p>	<p>Droit sur les remboursements de dépôts douaniers</p>
<p>Liability for charge</p>	<p>(4) The charge under subsection (3) is payable by the specified person even if the refund is issued to a designate of the specified 25 person.</p>	<p>(4) Le droit est exigible de l'intéressé même si le remboursement est fait à la personne que celui-ci a désignée.</p>	<p>Obligation de payer</p>
<p>When charge payable</p>	<p>(5) The charge under subsection (3) becomes payable by the specified person on the later of</p> <p>(a) the day on which this Act is assented to, and 30</p> <p>(b) the day that is the earlier of</p> <p>(i) the day on which the duty deposit refund is issued to the specified person or a designate of the specified person, and</p> <p>(ii) the day on which the specified person 35 sells the rights to the duty deposit refund to Her Majesty in right of Canada.</p>	<p>(5) Le droit devient exigible à celle des dates 15 ci-après qui est postérieure à l'autre :</p> <p>a) la date de sanction de la présente loi;</p> <p>b) la date du remboursement à l'intéressé ou à la personne désignée par lui ou, si elle lui est antérieure, la date à laquelle l'intéressé a 20 cédé à titre onéreux son droit au remboursement à Sa Majesté du chef du Canada.</p>	<p>Paiement du droit</p>
<p>Joint and several or solidary liability</p>	<p>(6) If, at any time after September 18, 2006, a specified person sells or otherwise disposes of the rights to a duty deposit refund to a person 40 other than Her Majesty in right of Canada, the specified person and the other person are jointly and severally, or solidarily, liable to pay the</p>	<p>(6) L'intéressé qui, après le 18 septembre 2006, cède son droit au remboursement à toute autre personne que Sa Majesté du chef du 25 Canada est solidairement responsable avec cette personne du paiement du droit prévu au paragraphe (3) et des intérêts et pénalités visés par la présente loi à cet égard.</p>	<p>Solidarité</p>

charge under subsection (3) and any penalties and interest payable under this Act in relation to that charge.

GENERAL PROVISIONS CONCERNING CHARGES AND OTHER AMOUNTS PAYABLE

ADMINISTRATION, ENFORCEMENT AND OFFICERS

Minister's duty

19. The Minister shall administer and enforce this Act and the Commissioner may exercise the powers and perform the duties of the Minister under this Act.

Staff

20. (1) The persons that are necessary to administer and enforce this Act are to be appointed, employed or engaged in the manner 10 authorized by law.

Delegation of
powers

(2) The Minister may authorize any person employed or engaged by the Agency or who occupies a position of responsibility in the Agency to exercise powers or perform duties of 15 the Minister, including any judicial or quasi-judicial power or duty of the Minister, under this Act.

Administration
of oaths

21. Any person, if designated by the Minister for the purpose, may administer oaths and take 20 and receive affidavits, declarations and affirmations for the purposes of or incidental to the administration or enforcement of this Act, and every person so designated has for those purposes all the powers of a commissioner for 25 administering oaths or taking affidavits.

REGISTRATION AND CERTIFICATION

Duty to register

22. (1) Every person who exports a softwood lumber product to the United States is required to be registered for the purposes of this Act.

Exception

(2) On the recommendation of the Minister for International Trade, the Governor in Council may, by regulation, exempt persons or classes of persons from the requirement to register.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES DROITS ET LES AUTRES SOMMES À PAYER

PERSONNEL ASSURANT L'EXÉCUTION ET LE CONTRÔLE D'APPLICATION

Fonctions du
ministre

19. Le ministre assure l'exécution et le 5 contrôle d'application de la présente loi, le commissaire pouvant exercer les attributions conférées au ministre par celle-ci.

5 Personnel

20. (1) Sont nommées, employées ou enga- gées de la manière autorisée par la loi les 5 personnes nécessaires à l'exécution et au contrôle d'application de la présente loi.

Fonctionnaire
désigné

(2) Le ministre peut autoriser toute personne employée ou engagée par l'Agence ou occupant 10 une fonction de responsabilité au sein de celle-ci à exercer les attributions que lui confère la présente loi, notamment en matière judiciaire ou quasi judiciaire.

Déclaration sous
serment

21. Toute personne désignée à cette fin par le 15 ministre peut faire prêter les serments et recevoir les déclarations sous serment, solennelles ou autres, exigés pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi, ou qui y sont accessoires. À cette fin, elle dispose des 20 pouvoirs d'un commissaire aux serments.

INSCRIPTION ET AGRÉMENT

Inscription
obligatoire

22. (1) La personne exportant des produits de bois d'oeuvre aux États-Unis est tenue d'être inscrite pour l'application de la présente loi.

Exception

(2) Le gouverneur en conseil peut, par 25 règlement, sur recommandation du ministre du Commerce international, exempter toute personne — individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée — de l'obligation de s'inscrire.

30

Application	(3) A person required to be registered shall apply to the Minister for registration on or before the day on which the softwood lumber product is exported.	(3) La personne assujettie à l'obligation prévue au paragraphe (1) présente une demande d'inscription au ministre au plus tard le jour où les produits de bois d'oeuvre sont exportés.	Présentation de la demande
Form and manner	(4) An application for registration must be made in the prescribed form containing the prescribed information and must be filed with the Minister in the prescribed manner.	(4) La demande d'inscription est présentée en la forme, selon les modalités et accompagnée des renseignements déterminés par le ministre.	5 Forme et contenu
Security	(5) An applicant who is not resident in Canada or who does not have a permanent establishment in Canada shall give and maintain security, in an amount and in a form satisfactory to the Minister, for the purposes of securing all amounts payable by the person under this Act.	(5) Tout demandeur qui ne réside pas au Canada ou n'y a pas d'établissement stable est tenu de donner et maintenir une garantie — sous 10 une forme et d'un montant acceptables pour le ministre — portant qu'il paiera les sommes dont il est redevable en vertu de la présente loi.	Garantie
Definition of "permanent establishment"	(6) For the purposes of subsection (5), 15 "permanent establishment" in respect of an applicant means a fixed place of business of the applicant, including a place of management, a branch, an office, a factory or a workshop or any timberland.	(6) Pour l'application du paragraphe (5), «établissement stable» s'entend de toute ins- 15 tallation fixe du demandeur, notamment siège de direction, succursale, bureau, usine, atelier ou terre à bois.	Définition de «établissement stable»
Registration	23. The Minister may register any person applying for registration and, if the Minister does so, shall notify the person of the effective date of the registration.	23. Le ministre peut inscrire toute personne qui lui présente une demande. Le cas échéant, il 20 l'avise de la date de prise d'effet de l'inscription.	Inscription
Cancellation	24. (1) The Minister may cancel the regis- 25 tration of a person registered under section 23 if the Minister is satisfied that the registration is not required for the purposes of this Act or the person has failed to maintain security in accordance with subsection 22(5).	24. (1) Le ministre peut annuler l'inscription de toute personne s'il est convaincu qu'elle n'est pas nécessaire pour l'application de la 25 présente loi ou si la personne néglige de maintenir la garantie exigée aux termes du paragraphe 22(5).	Annulation
Notice	(2) If the Minister cancels the registration of a person, the Minister shall notify the person in writing of the cancellation and the effective date of the cancellation.	(2) Il informe la personne de l'annulation de l'inscription dans un avis écrit en précisant la 30 date de prise d'effet.	Avis d'annulation
Certification of independent remanufacturers	25. (1) The Minister may, on application in 35 prescribed form containing prescribed information and filed in the prescribed manner, certify a person registered under section 23 to be an independent remanufacturer.	25. (1) Le ministre peut délivrer un agrément d'entreprise indépendante de seconde transformation à toute personne inscrite qui lui présente une demande en la forme, selon les 35 modalités et accompagnée des renseignements déterminés par celui-ci.	Entreprise indépendante de seconde transformation
Renewal, etc.	(2) The Minister may amend, suspend, 40 renew, cancel or reinstate a certification.	(2) Il peut modifier, suspendre, renouveler, révoquer ou rétablir l'agrément.	Renouvellement, etc.

RETURNS AND PAYMENT OF CHARGES

DÉCLARATIONS ET PAIEMENT DES DROITS

Monthly returns

26. A person who is, at any time during a particular month, registered under section 23 or required to be registered under section 22 — or a specified person as defined in subsection 18(1) by whom a charge under section 18 becomes payable at any time during a particular month — shall, on or before the last day of the month following the particular month,

- (a) file with the Minister a return for that month in the prescribed form and manner and containing the prescribed information;
- (b) calculate in the return the total amount of the charges payable for that month; and
- (c) pay that amount, if any, to the Receiver General.

26. Au plus tard le dernier jour du premier mois suivant un mois donné, toute personne qui, au cours de ce mois, est inscrite en vertu de l'article 23, ou tenue de l'être en vertu de l'article 22, ou tout intéressé au sens du paragraphe 18(1) à l'égard duquel le droit prévu à l'article 18 devient exigible au cours de ce mois :

- a) présente au ministre une déclaration pour ce mois, en la forme, selon les modalités et 10 accompagnée des renseignements déterminés par celui-ci;
- b) indique dans la déclaration le total des droits qu'il est tenu de verser pour ce mois;
- c) verse au receveur général une somme 15 égale à ces droits, le cas échéant.

Déclarations mensuelles

Large payments

27. Every person who is required under this Act to pay an amount to the Receiver General shall, if the amount is \$50,000 or more, make the payment to the account of the Receiver General at

- (a) a bank;
- (b) a credit union;
- (c) a corporation authorized under the laws of Canada or a province to carry on the business of offering its services as a trustee to the public; or
- (d) a corporation authorized under the laws of Canada or a province to accept deposits from the public and that carries on the business of lending money on the security of real property or immovables or investing in mortgages on real property or hypothecs on immovables.

27. Quiconque est tenu en vertu de la présente loi de payer au receveur général une somme s'élevant à 50 000 \$ ou plus la verse au compte du receveur général à l'une des 20 institutions suivantes :

- a) une banque;
- b) une caisse de crédit;
- c) une personne morale qui est autorisée par la législation fédérale ou provinciale à exploiter une entreprise d'offre au public de services de fiduciaire;
- d) une personne morale qui est autorisée par la législation fédérale ou provinciale à accepter du public des dépôts et qui exploite 30 une entreprise soit de prêts d'argent garantis sur des immeubles ou biens réels, soit de placements par hypothèques sur des immeubles ou biens réels.

Paiements importants

Small amounts owing

28. (1) If, at any time, the total of all unpaid amounts owing by a person to Her Majesty in right of Canada under this Act does not exceed two dollars, the amount owing by the person is deemed to be nil.

28. (1) La somme dont une personne est redevable à Sa Majesté du chef du Canada en vertu de la présente loi est réputée nulle si le total des sommes dont elle est ainsi redevable est égal ou inférieur à 2 \$.

Sommes minimales

Small amounts payable

(2) If, at any time, the total of all amounts payable by the Minister to a person under this Act does not exceed two dollars, the Minister may apply those amounts against any amount owing, at that time, by the person to Her

(2) Si, à un moment donné, le total des sommes dues par le ministre à une personne en vertu de la présente loi est égal ou inférieur à 2 \$, le ministre peut les déduire de toute somme dont la personne est alors redevable à Sa

Sommes minimales

Majesty in right of Canada. However, if the person, at that time, does not owe any amount to Her Majesty in right of Canada, those amounts payable are deemed to be nil.

Set-off of
refunds

29. If, at any time, a person files a return in which the person reports an amount that the person is required to pay under this Act and the person claims a refund payable to the person under this Act at that time, in the return or in another return, or in a separate application filed under this Act with the return, the person is deemed to have paid at that time, and the Minister is deemed to have refunded at that time, an amount equal to the lesser of the amount required to be paid and the amount of the refund.

Authority for
separate returns

30. (1) A person who engages in one or more activities in separate branches or divisions may file an application, in the prescribed form and manner, with the Minister for authority to file separate returns and applications for refunds under this Act in respect of a branch or division specified in the application.

Authorization by
Minister

(2) On receipt of the application, the Minister may, in writing, authorize the person to file separate returns and applications for refunds in relation to the specified branch or division, subject to any conditions that the Minister may at any time impose, if the Minister is satisfied that

- (a) the branch or division can be separately identified by reference to its location or the nature of the activities engaged in by it; and
- (b) separate records, books of account and accounting systems are maintained in respect of the branch or division.

Revocation of
authorization

(3) The Minister may revoke an authorization if

- (a) the person, in writing, requests the Minister to revoke the authorization;
- (b) the person fails to comply with any condition of the authorization or with any provision of this Act;
- (c) the Minister is no longer satisfied that the requirements of subsection (2) are met; or

Majesté du chef du Canada. Toutefois, si la personne n'est alors redevable d'aucune somme à Sa Majesté du chef du Canada, les sommes à payer par le ministre sont réputées nulles.

29. La personne qui, à un moment donné, présente une déclaration dans laquelle elle indique une somme qu'elle est tenue de verser en application de la présente loi et qui demande dans cette déclaration, ou dans toute autre déclaration ou demande distincte produite conformément à la présente loi avec cette déclaration, un remboursement qui lui est dû à ce moment est réputée avoir payé à ce moment la somme en question ou, s'il est inférieur, le montant du remboursement, et le ministre est réputé l'avoir remboursé à ce moment.

Compensation
de rembour-
sement

30. (1) La personne qui exerce une activité dans des succursales ou divisions distinctes peut demander au ministre, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, l'autorisation de présenter des déclarations et demandes de remboursement distinctes dans le cadre de la présente loi pour chaque succursale ou division précisée dans la demande.

Déclarations
distinctes

(2) Sur réception de la demande, le ministre peut y faire droit par écrit, sous réserve de conditions qu'il peut imposer en tout temps, s'il est convaincu de ce qui suit :

Autorisation

- a) la succursale ou la division en cause peut être reconnue distinctement par son emplacement ou par la nature des activités qui y sont exercées;
- b) des registres, livres de compte et systèmes comptables sont tenus séparément pour la succursale ou la division en cause.

(3) Le ministre peut retirer l'autorisation dans les cas suivants :

Retrait
d'autorisation

- a) la personne lui en fait la demande par écrit;
- b) elle ne se conforme pas à une condition de l'autorisation ou à une disposition de la présente loi;
- c) le ministre n'est plus convaincu que les exigences du paragraphe (2) sont remplies;

	(d) the Minister considers that the authorization is no longer required.	d) il est d'avis que l'autorisation n'est plus nécessaire.	
Notice of revocation	(4) If the Minister revokes the authorization of a person, the Minister shall notify the person in writing of the revocation and the effective date of the revocation.	(4) Il informe la personne du retrait de l'autorisation dans un avis écrit en précisant la date de prise d'effet.	Avis de retrait 5
Execution of returns, etc.	31. A return or other document made under this Act by a person that is not an individual shall be signed on behalf of the person by an individual duly authorized to do so by the person or the governing body of the person. If the person is a corporation or an association that has duly elected or appointed officers, the president, vice-president, secretary and treasurer, or other equivalent officers, of the corporation or association, are deemed to be so duly authorized.	31. La déclaration ou tout autre document fait en application de la présente loi par une personne autre qu'un particulier doit être signé en son nom par un particulier qui y est régulièrement autorisé par la personne ou son organe directeur. Le président, le vice-président, le secrétaire et le trésorier, ou l'équivalent, d'une personne morale ou d'une association dont les cadres sont régulièrement élus ou nommés, sont réputés être ainsi autorisés.	Validation des déclarations 15
Extension of time	32. (1) The Minister may at any time extend, in writing, the time for filing a return or providing information under this Act.	32. (1) Le ministre peut en tout temps, par écrit, proroger le délai imparti pour présenter une déclaration ou communiquer des renseignements en vertu de la présente loi.	Prorogation 20
Effect of extension	(2) If the Minister extends the time within which a person is required to file a return or provide information under subsection (1), (a) the return shall be filed, or the information shall be provided, within the time so extended; (b) any amount payable that the person is required to report in the return shall be paid within the time so extended; (c) any interest payable under section 34 on the amount referred to in paragraph (b) shall be calculated as though the amount were required to be paid on the day on which the extended time expires; and (d) any penalty payable under section 64 in respect of the return shall be calculated as though the return were required to be filed on the day on which the extended time expires.	(2) Les règles ci-après s'appliquent lorsque le ministre proroge le délai : a) la déclaration doit être présentée ou les renseignements communiqués dans le délai prorogé; b) les sommes exigibles à indiquer dans la déclaration doivent être acquittées dans le délai prorogé; c) les intérêts exigibles en vertu de l'article 34 sur les sommes visées à l'alinéa b) sont calculés comme si ces sommes devaient être payées au plus tard à l'expiration du délai prorogé; d) les pénalités imposées au titre de l'article 64 relativement à la déclaration sont calculées comme si elle devait être présentée au plus tard à l'expiration du délai prorogé.	Effet de la prorogation 20
Demand for return	33. The Minister may, by a demand served personally or sent by mail, require a person to file, within any reasonable time that may be stipulated in the demand, a return under this Act for any reporting period that is designated in the demand.	33. Le ministre peut, sur mise en demeure signifiée à personne ou envoyée par courrier, exiger d'une personne qu'elle présente, dans le délai raisonnable fixé dans celle-ci, la déclaration prévue par la présente loi pour tout mois qu'il y précise.	Mise en demeure de présenter une déclaration 40

INTEREST

Compound interest on amounts not paid when required

34. (1) If a person fails to pay an amount to the Receiver General as and when required under this Act, the person shall pay to the Receiver General interest on the amount. The interest shall be compounded daily at the specified rate and computed for the period beginning on the first day after the day on or before which the amount was required to be paid and ending on the day on which the amount is paid.

Payment of interest that is compounded

(2) For the purposes of subsection (1), interest that is compounded on a particular day on an unpaid amount of a person is deemed to be required to be paid by the person to the Receiver General at the end of the particular day, and, if the person has not paid the interest so computed by the end of the day after the particular day, the interest shall be added to the unpaid amount at the end of the particular day.

Period when interest not payable

(3) Despite any other provision of this Act, if 20 the Minister notifies a person that the person is required to pay a specified amount under this Act and the person pays the specified amount in full before the end of the period that the Minister specifies in the notice, interest is not payable on the specified amount for the period.

Interest and penalty amounts of \$25 or less

(4) If, at any time, a person pays an amount not less than the total of all amounts, other than interest and a penalty payable under section 64, owing at that time to Her Majesty in right of 30 Canada under this Act for a reporting period and the total amount of interest and penalty payable by the person under this Act for that reporting period is not more than \$25, the Minister may cancel the interest and penalty.

Compound interest on amounts owed by Her Majesty

35. Interest shall be compounded daily at the specified rate on amounts owed by Her Majesty in right of Canada to a person and computed for the period beginning on the first day after the day on which the amount is required to be paid 40 by Her Majesty in right of Canada and ending on the day on which the amount is paid or is applied against an amount owed by the person to Her Majesty in right of Canada.

INTÉRÊTS

34. (1) La personne qui omet de verser une somme au receveur général selon les modalités et dans le délai prévus sous le régime de la présente loi est tenue de payer des intérêts, au 5 taux déterminé, calculés et composés quotidiennement sur cette somme pour la période commençant le lendemain de l'expiration du délai de versement et se terminant le jour du versement.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les 10 intérêts qui sont composés un jour donné sur la somme impayée sont réputés être à payer au receveur général à la fin du jour donné. Si ces intérêts ne sont pas payés au plus tard à la fin du jour suivant, ils sont ajoutés à la somme 15 impayée à la fin du jour donné.

(3) Malgré les autres dispositions de la présente loi, si le ministre avise une personne qu'elle est tenue de payer, en vertu de la présente loi, une somme déterminée et que 20 celle-ci verse la totalité de cette somme avant la fin de la période précisée dans l'avis, aucun intérêt n'est à payer sur la somme pour cette période.

(4) Dans le cas où une personne paie une 25 somme égale ou supérieure au total des sommes — sauf les intérêts et la pénalité imposée au titre de l'article 64 — dont elle est alors débitrice envers Sa Majesté du chef du Canada en vertu de la présente loi pour la période de déclaration 30 et que le total des intérêts et de la pénalité à payer par elle en vertu de la présente loi pour cette période n'excède pas 25 \$, le ministre peut annuler les intérêts et la pénalité.

35. Des intérêts, au taux déterminé, sont 35 calculés et composés quotidiennement sur les sommes dont Sa Majesté du chef du Canada est débitrice envers une personne, pour la période commençant le lendemain du jour où elles devaient être payées et se terminant le jour où 40 elles sont payées ou déduites d'une somme dont la personne est redevable à Sa Majesté du chef du Canada.

Intérêts composés sur les sommes non versées

Paiement des intérêts composés

Intérêts non exigibles

Intérêts et pénalités de 25 \$ ou moins

Intérêts composés sur les dettes de Sa Majesté du chef du Canada

Application of
interest
provisions if Act
amended

36. For greater certainty, if a provision of an Act amends this Act and provides that the amendment comes into force on, or applies as of, a particular day that is before the day on which that Act is assented to, the provisions of this Act that relate to the calculation and payment of interest apply in respect of the amendment as though that Act had been assented to on the particular day.

Waiving or
cancelling
interest or
penalty

37. (1) The Minister may, on or before the 10 day that is 10 calendar years after the end of a reporting period, or on application by a person on or before that day, waive or cancel any amount otherwise payable to the Receiver General under this Act that is interest or a 15 penalty payable under section 64 on an amount that is required to be paid by the person under this Act in respect of that reporting period.

Interest if
amounts
cancelled

(2) If a person has paid an amount of interest or penalty and the Minister cancels that amount 20 under subsection (1), the Minister shall pay interest on the amount paid by the person beginning on the day that is 30 days after the day on which the Minister received a request in a manner satisfactory to the Minister to apply 25 that subsection and ending on the day on which the amount is refunded or applied against an amount owed by the person to Her Majesty in right of Canada.

ADMINISTRATIVE CHARGE UNDER THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Dishonoured
instruments

38. For the purposes of this Act and section 30 155.1 of the *Financial Administration Act*, any charge that becomes payable at any time by a person under the *Financial Administration Act* in respect of an instrument tendered in payment or settlement of an amount that is payable under 35 this Act is deemed to be an amount that becomes payable by the person at that time under this Act. In addition, Part II of the *Interest and Administrative Charges Regulations* does not apply to the charge and any debt under 40 subsection 155.1(3) of the *Financial Administration Act* in respect of the charge is deemed to be extinguished at the time the total of the amount and any applicable interest under this Act is paid.

36. Il est entendu que, si la présente loi fait l'objet d'une modification qui entre en vigueur un jour antérieur à la date de sanction de la loi modificative, ou s'applique à compter de ce 5 jour, les dispositions de la présente loi qui portent sur le calcul et le paiement d'intérêts s'appliquent à la modification comme si la loi modificative avait été sanctionnée ce jour-là.

Modification de
la loi

37. (1) Le ministre peut, au plus tard le jour qui suit de dix années civiles la fin de la période 10 de déclaration ou sur demande présentée au plus tard ce jour-là, annuler toute somme — intérêts ou pénalité imposée au titre de l'article 64 — qui est à payer par ailleurs au receveur général en vertu de la présente loi sur toute somme dont 15 la personne est redevable en vertu de la présente loi relativement à cette période, ou y renoncer.

Renonciation ou
annulation —
intérêts ou
pénalités

(2) Si une personne a payé une somme — 20 intérêts ou pénalité — que le ministre a annulée en vertu du paragraphe (1), ce dernier verse des 20 intérêts sur la somme pour la période commençant le trentième jour suivant le jour où il a reçu, d'une manière qu'il juge acceptable, une demande en vue de l'application de ce paragraphe et se terminant le jour où la somme est 25 remboursée ou déduite de toute somme dont la personne est redevable à Sa Majesté du chef du Canada.

Intérêts —
sommes
annulées

FRAIS ADMINISTRATIFS PRÉVUS PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

38. Pour l'application de la présente loi et de l'article 155.1 de la *Loi sur la gestion des 30 finances publiques*, les frais devenus exigibles d'une personne à un moment donné en vertu de cette loi relativement à un effet offert en paiement ou en règlement d'une somme à payer en vertu de la présente loi sont réputés être une 35 somme devenue exigible de la personne à ce moment en vertu de la présente loi. En outre, la partie II du *Règlement sur les intérêts et les frais administratifs* ne s'applique pas aux frais, et toute créance relative à ces frais visée au 40 paragraphe 155.1(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est réputée avoir été éteinte au moment où le total de la somme et des 45 intérêts applicables en vertu de la présente loi est versé.

Effets refusés

REFUNDS

REMBOURSEMENTS

Statutory
recovery rights

39. Except as specifically provided under this Act or the *Financial Administration Act*, no person has a right to recover any money paid to Her Majesty in right of Canada as or on account of, or that has been taken into account by Her Majesty in right of Canada as, an amount payable under this Act.

39. Il est interdit de recouvrer de l'argent qui a été versé à Sa Majesté du chef du Canada au titre d'une somme exigible en vertu de la présente loi ou qu'elle a pris en compte à ce titre, à moins qu'il ne soit expressément permis de le faire en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Droits de
recouvrement
créés par une loiRefund — third
country
adjustment

40. (1) The Minister shall pay to a person who has paid the charge referred to in section 10 in respect of the export of softwood lumber products from a region during two consecutive calendar quarters a refund of the amount calculated under subsection (2) or (3) if all of the following occur in each of two consecutive calendar quarters when compared respectively with each of the same two consecutive calendar quarters from the preceding year:

40. (1) Le ministre rembourse à toute personne qui a payé le droit prévu à l'article 10 pour l'exportation de tout produit de bois d'oeuvre d'une région au cours de deux trimestres consécutifs le montant calculé au titre des paragraphes (2) ou (3) si, au cours de chacun de ces deux trimestres, par comparaison aux deux mêmes trimestres de l'année précédente, les conditions suivantes sont réunies :

Rembourse-
ment —
ajustement pour
les pays tiers

(a) the share of American consumption of softwood lumber products from imports not originating in Canada, as calculated in 20 accordance with the prescribed formula, is at least 20% greater;

a) la part de la consommation américaine de produits de bois d'oeuvre par des importations ne provenant pas du Canada, calculée conformément à la formule réglementaire, est supérieure d'au moins 20 %;

(b) the Canadian market share of American consumption of softwood lumber products, as calculated in accordance with the prescribed formula, has decreased; and

b) la part de marché canadienne de la consommation américaine de produits de bois d'oeuvre, calculée conformément à la formule réglementaire, a diminué;

(c) the American market share of American consumption of softwood lumber products, as calculated in accordance with the prescribed formula, has increased.

c) la part de marché américaine de la consommation américaine de produits de bois d'oeuvre, calculée conformément à la formule réglementaire, a augmenté.

Amount of
refund — charge
calculated under
subsection 11(3)

(2) If the amount of the charge was calculated using the applicable rate under subsection 11(3), the amount of the refund is the amount of the charge paid.

(2) Dans le cas où le taux applicable au calcul du droit était celui prévu au paragraphe 11(3), le montant du remboursement correspond au montant du droit payé.

Montant du
rembourse-
ment — droit
calculé selon le
paragraphe 11(3)Amount of
refund — charge
calculated under
subsection 11(4)

(3) If the amount of the charge was calculated using the applicable rate under subsection 11(4), the amount of the refund is, subject to subsection (4), the lesser of

(3) Dans le cas où le taux applicable au calcul du droit était celui prévu au paragraphe 11(4), le montant du remboursement correspond, sous réserve du paragraphe (4), à la moins élevée des sommes suivantes :

Montant du
rembourse-
ment — droit
calculé selon le
paragraphe 11(4)

(a) the amount of the charge paid, and

(b) 5% of the export price of the softwood lumber product exported as determined in accordance with section 12.

a) la somme qui correspond au montant du droit payé;

b) 5 % du prix à l'exportation du produit de bois d'oeuvre exporté déterminé selon l'article 12.

Trigger volume	(4) If exports from a region for a month exceeded (within the meaning of subsection 13(2)) the monthly trigger volume during any month of the two consecutive calendar quarters, the amount of the refund is nil.	(4) Si, au cours de tout mois de ces deux trimestres, les exportations d'une région ont excédé, aux termes du paragraphe 13(2), le volume de déclenchement mensuel applicable à la région, le montant du remboursement est égal à zéro.	Volume de déclenchement
Application for refund	(5) A refund in respect of an amount shall not be paid under subsection (1) to a person unless the person files, in the prescribed manner, an application for the refund in the prescribed form and containing prescribed information within two years after the day on which the amount was paid by the person.	(5) Le remboursement n'est effectué que si la personne présente, dans les deux ans suivant le paiement, une demande en la forme, selon les modalités et accompagnée des renseignements déterminés par le ministre.	Demande de remboursement
One application per calendar quarter	(6) Subject to subsection (7), not more than one application for a refund under this section may be made by a person in any calendar quarter.	(6) Sous réserve du paragraphe (7), la personne ne peut présenter plus d'une demande de remboursement par trimestre.	Une demande par trimestre
Application by branches and divisions	(7) If a person who is entitled to a refund under this section is engaged in one or more activities in separate branches or divisions and is authorized under subsection 30(2) to file separate returns in relation to a branch or division, the person may file separate applications under this section in respect of the branch or division but not more than one application for a refund under this section in respect of the branch or division may be made by the person in any calendar quarter.	(7) La personne qui a droit au remboursement, qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes et qui est autorisée par le paragraphe 30(2) à présenter des déclarations distinctes relativement à des succursales ou divisions peut présenter des demandes de remboursement distinctes au titre du présent article relativement aux succursales ou divisions, mais ne peut en présenter plus d'une par trimestre relativement à la même succursale ou division.	Demandes par succursales ou divisions
Refund of payment	41. (1) If a person has paid an amount as or on account of, or that was taken into account as, a charge, a penalty, interest or other obligation under this Act in circumstances where the amount was not payable by the person, whether the amount was paid by mistake or otherwise, the Minister shall, subject to subsections (2) and (3), pay a refund of that amount to the person.	41. (1) Le ministre rembourse à toute personne la somme qu'elle a payée au titre des droits, pénalités, intérêts ou autres obligations en vertu de la présente loi, ou qui a été prise en compte à ce titre, alors qu'elle n'était pas exigible, qu'elle ait été payée par erreur ou autrement.	Remboursement d'une somme payée par erreur
Restriction	(2) A refund in respect of an amount shall not be paid under subsection (1) to a person to the extent that the Minister has assessed the person for the amount under section 50.	(2) Le remboursement n'est pas effectué dans la mesure où le ministre a établi une cotisation à l'égard de la personne pour cette somme en application de l'article 50.	Restriction
Application for refund	(3) A refund in respect of an amount shall not be paid under subsection (1) to a person unless the person files, in the prescribed manner, an application for the refund in the prescribed form and containing prescribed information within two years after the day on which the amount was paid by the person.	(3) Le remboursement n'est effectué que si la personne présente, dans les deux ans suivant le paiement, une demande en la forme, selon les modalités et accompagnée des renseignements déterminés par le ministre.	Demande de remboursement

One application per reporting period	(4) Subject to subsection (5), not more than one application for a refund under this section may be made by a person in any reporting period.	(4) Sous réserve du paragraphe (5), la personne ne peut présenter plus d'une demande de remboursement par période de déclaration.	Une demande par période de déclaration
Application by branches and divisions	(5) If a person who is entitled to a refund under this section is engaged in one or more activities in separate branches or divisions and is authorized under subsection 30(2) to file separate returns in relation to a branch or division, the person may file separate applications under this section in respect of the branch or division but not more than one application for a refund under this section in respect of the branch or division may be made by the person in any reporting period.	5 (5) La personne qui a droit au remboursement, qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes et qui est autorisée par le paragraphe 30(2) à présenter des déclarations distinctes relativement à des succursales ou divisions peut présenter des demandes de remboursement distinctes au titre du 10 présent article relativement aux succursales ou divisions, mais ne peut en présenter plus d'une par période de déclaration relativement à la 15 même succursale ou division.	5 Demandes par succursales ou divisions
Restriction	42. (1) A refund of an amount under this Act shall not be paid to a person to the extent that it can reasonably be regarded that (a) the amount has previously been refunded, remitted, applied or paid to that person under 20 this or any other Act of Parliament; (b) the person has applied for a refund, payment or remission of the amount under any other Act of Parliament; or (c) the amount has been or will be refunded 25 to the person under this Act.	42. (1) Aucune somme n'est remboursée à 15 une personne en vertu de la présente loi dans la mesure où il est raisonnable de considérer, selon le cas : a) qu'elle a déjà été remboursée, versée ou payée à la personne, ou déduite d'une somme 20 dont elle est redevable, en vertu de la présente loi ou d'une autre loi fédérale; b) que la personne en a demandé le remboursement, le paiement ou la remise en vertu d'une autre loi fédérale; 25 c) que la somme a été ou sera remboursée à la personne en application de la présente loi.	15 Restriction
Single application	(2) Only one application may be made under this Act for a refund with respect to any matter.	(2) L'objet d'un remboursement ne peut être visé par plus d'une demande présentée en vertu de la présente loi. 30	Demande unique
Restriction — trustees	43. If a trustee is appointed under the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> to act in the 30 administration of the estate of a bankrupt, a refund under this Act that the bankrupt was entitled to claim before the appointment shall not be paid after the appointment unless all returns required under this Act to be filed before 35 the appointment have been filed and all amounts required under this Act to be paid by the bankrupt have been paid.	43. En cas de nomination, en application de la 30 <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , d'un syndic pour voir à l'administration de l'actif d'un failli, tout remboursement prévu par la présente loi auquel le failli avait droit avant la 35 nomination n'est effectué après la nomination que si toutes les déclarations à présenter en application de la présente loi ont été présentées et que si les sommes à verser par le failli en application de la présente loi ont été versées. 40	Restriction — failli
Overpayment of refunds, etc.	44. (1) If an amount is paid to, or applied to a liability of, a person as a refund under this Act 40 and the person is not entitled to the amount or the amount paid or applied exceeds the refund or other payment to which the person is entitled, the person shall pay to the Receiver General an	44. (1) Lorsque, au titre d'un remboursement prévu par la présente loi, une somme est payée à une personne, ou déduite d'une somme dont elle est redevable, et qu'elle n'y a pas droit ou que la somme payée ou déduite excède le 45 remboursement ou tout autre paiement auquel	Somme remboursée en trop

amount equal to the refund, payment or excess on the day on which the amount is paid to, or applied to a liability of, the person.

elle a droit, la personne est tenue de verser au receveur général une somme égale au remboursement, au paiement ou à l'excédent, selon le cas, le jour où la somme lui est payée ou est déduite d'une somme dont elle est redevable. 5

Effect of
reduction of
refund, etc.

(2) For the purpose of subsection (1), if a refund or other payment has been paid to a person in excess of the amount to which the person was entitled and the amount of the excess has, by reason of section 42, reduced the amount of any other refund or other payment to which the person would, but for the payment of 10 the excess, be entitled, the person is deemed to have paid the amount of the reduction to the Receiver General.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), si le 5 remboursement ou l'autre paiement reçu par la personne est supérieur à celui auquel elle avait droit et si l'excédent a réduit, par l'effet de l'article 42, tout autre remboursement ou 10 paiement auquel elle aurait droit si ce n'était l'excédent, elle est réputée avoir versé le montant de la réduction au receveur général.

Conséquence de
la réduction du
remboursement

BANKRUPTCIES AND CORPORATE REORGANIZATIONS

FAILLITES ET RÉORGANISATIONS

Definitions

45. (1) The following definitions apply in this section.

45. (1) Les définitions qui suivent s'appli- 15 quent au présent article.

Définitions

"bankrupt"
« failli »

"bankrupt" has the same meaning as in section 2 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

« actif pertinent »

« actif pertinent »
"relevant assets"

"business"
« entreprise »

"business" includes a part of a business.

a) Si le pouvoir du séquestre porte sur l'ensemble des biens, des entreprises, des affaires et des éléments d'actif d'une personne, cet ensemble; 20

"receiver"
« séquestre »

"receiver" means a person who

b) si ce pouvoir ne porte que sur une partie des biens, des entreprises, des affaires et des éléments d'actif d'une personne, cette partie.

(a) under the authority of a debenture, bond 20 or other debt security, of a court order or of an Act of Parliament or of the legislature of a province, is empowered to manage or operate a business or a property of another person;

« entreprise » Est assimilée à l'entreprise toute 25 partie de celle-ci.

« entreprise »
"business"

(b) is appointed by a trustee under a trust 25 deed in respect of a debt security to exercise the authority of the trustee to manage or operate a business or a property of the debtor under the debt security;

« failli » S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

« failli »
"bankrupt"

(c) is appointed by a bank to act as an agent 30 or mandatary of the bank in the exercise of the authority of the bank under subsection 426(3) of the *Bank Act* in respect of property of another person;

« représentant » Personne, autre qu'un syndic de faillite ou un séquestre, qui gère, liquide ou contrôle des biens, des affaires ou des succe- 30 sions, ou s'en occupe de toute autre façon.

« représentant »
"representative"

(d) is appointed as a liquidator to liquidate 35 the assets of a corporation or to wind up the affairs of a corporation; or

« séquestre » Personne qui, selon le cas :

« séquestre »
"receiver"

a) par application d'une obligation ou autre titre de créance, de l'ordonnance d'un tribunal ou d'une loi fédérale ou provinciale, 35 a le pouvoir de gérer ou d'exploiter les entreprises ou les biens d'une autre personne;

(e) is appointed as a committee, guardian, curator, tutor or mandatary in case of incapacity with the authority to manage and care for the affairs and assets of an individual who is incapable of managing those affairs 5 and assets.

It includes a person who is appointed to exercise the authority of a creditor under a debenture, bond or other debt security to manage or operate a business or a property of another person, but, 10 if a person is appointed to exercise the authority of a creditor under a debenture, bond or other debt security to manage or operate a business or a property of another person, it does not include that creditor. 15

“relevant assets”
« actif
pertinent »

“relevant assets” of a receiver means

(a) if the receiver’s authority relates to all the properties, businesses, affairs and assets of a person, all those properties, businesses, affairs and assets; and

(b) if the receiver’s authority relates to only part of the properties, businesses, affairs or assets of a person, that part of the properties, businesses, affairs or assets.

“representative”
« représentant »

“representative” means a person, other than a 25 trustee in bankruptcy or a receiver, who is administering, winding up, controlling or otherwise dealing with any property, business, estate or succession.

Trustee’s
obligations

(2) For the purposes of this Act, if on a 30 particular day a person becomes a bankrupt,

(a) the trustee in bankruptcy, and not the person, is liable for the payment of any amount (other than an amount that relates solely to activities in which the person begins 35 to engage on or after the particular day and to which the bankruptcy does not relate) that becomes payable by the person under this Act during the period beginning on the day immediately after the day on which the 40 trustee became the trustee in bankruptcy of the person and ending on the day on which the discharge of the trustee is granted under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, except that 45

b) est nommée par un fiduciaire aux termes d’un acte de fiducie relativement à un titre de créance, pour exercer le pouvoir du fiduciaire de gérer ou d’exploiter les entreprises ou les biens du débiteur du titre; 5

c) est nommée par une banque à titre de mandataire de la banque lors de l’exercice du pouvoir de celle-ci visé au paragraphe 426(3) de la *Loi sur les banques* relativement aux biens d’une autre personne; 10

d) est nommée à titre de liquidateur pour liquider les biens ou les affaires d’une personne morale;

e) est nommée à titre de mandataire en cas d’inaptitude, de curateur ou de tuteur ayant le 15 pouvoir de gérer les affaires et les biens d’une personne qui est dans l’impossibilité de les gérer.

Est assimilée au séquestre la personne nommée pour exercer le pouvoir d’un créancier, aux 20 termes d’une obligation ou autre titre de créance, de gérer ou d’exploiter les entreprises ou les biens d’une autre personne, à l’exclusion du créancier.

(2) Les règles ci-après s’appliquent dans le 25 cadre de la présente loi en cas de faillite d’une personne :

Obligations du
syndic

a) le syndic de faillite, et non le failli, est tenu au paiement de toute somme, sauf celle qui se rapporte uniquement à des activités 30 non visées par la faillite que le failli commence à exercer le jour de celle-ci ou postérieurement, devenue exigible du failli en vertu de la présente loi pendant la période commençant le lendemain du jour où le 35 syndic est devenu le syndic du failli et se terminant le jour de la libération du syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l’insolvabilité*; toutefois :

(i) la responsabilité du syndic à l’égard du 40 paiement de toute somme devenue exigible du failli après le jour de la faillite pour des

- (i) the trustee is liable for the payment of any amount that became payable by the person after the particular day in respect of reporting periods that ended on or before the particular day, or of any amount that became payable by the person after the particular day, only to the extent of the property of the person in possession of the trustee available to satisfy the liability, 5
- (ii) the trustee is not liable for the payment of any amount for which a receiver is liable under subsection (3), and 10
- (iii) the payment by the person of an amount in respect of the liability shall discharge the liability of the trustee to the extent of that amount; 15
- (b) if, on the particular day the person is registered under section 23, the registration continues in relation to the activities of the person to which the bankruptcy relates as though the trustee in bankruptcy were the registered person in respect of those activities and ceases to apply to the activities of the person in which the person begins to engage on or after the particular day and to which the bankruptcy does not relate; 20
- (c) the reporting period of the person begins and ends on the day on which it would have begun and ended if the bankruptcy had not occurred, except that 25
- (i) the reporting period of the person during which the person becomes a bankrupt shall end on the particular day and a new reporting period of the person in relation to the activities of the person to which the bankruptcy relates shall begin on the day immediately after the particular day, and 30
- (ii) the reporting period of the person, in relation to the activities of the person to which the bankruptcy relates, during which the trustee in bankruptcy is discharged under the *Bankruptcy and Insolvency Act* shall end on the day on which the discharge is granted; 35
- périodes de déclaration ayant pris fin ce jour-là ou antérieurement, ou de toute somme devenue exigible du failli après ce jour, se limite aux biens du failli en la possession du syndic et disponibles pour éteindre l'obligation, 5
- (ii) le syndic n'est pas responsable du paiement de toute somme pour laquelle un séquestre est responsable en vertu du paragraphe (3), 10
- (iii) le paiement d'une somme par le failli au titre de l'obligation éteint d'autant l'obligation du syndic;
- b) si le failli est une personne inscrite en vertu de l'article 23, l'inscription continue d'être valable pour ses activités visées par la faillite comme si le syndic était l'inscrit relativement à ces activités, mais cesse de l'être pour ce qui est des activités non visées par la faillite que le failli commence à exercer le jour de celle-ci ou postérieurement; 15
- c) la faillite n'a aucune incidence sur le début et la fin des périodes de déclaration du failli; toutefois :
- (i) la période de déclaration qui comprend le jour de la faillite prend fin ce jour-là, et une nouvelle période de déclaration concernant les activités visées par la faillite commence le lendemain, 20
- (ii) la période de déclaration, concernant les activités visées par la faillite, qui comprend le jour de la libération du syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* prend fin ce jour-là; 25
- d) sous réserve de l'alinéa f), le syndic est tenu de présenter au ministre, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, les déclarations — que le failli est tenu de présenter aux termes de la présente loi — concernant les activités du failli visées par la faillite, exercées au cours des périodes de déclaration du failli qui ont pris fin pendant la période commençant le lendemain de la faillite et se terminant le jour de la libération du syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, comme si ces activités étaient les seules que le failli exerçait; 30

(d) subject to paragraph (f), the trustee in bankruptcy shall file with the Minister in the prescribed form and manner all returns in respect of the activities of the person to which the bankruptcy relates for the reporting periods of the person ending in the period beginning on the day immediately after the particular day and ending on the day on which the discharge of the trustee is granted under the *Bankruptcy and Insolvency Act* and that are required under this Act to be filed by the person, as if those activities were the only activities of the person;

(e) subject to paragraph (f), if the person has not on or before the particular day filed a 15 return required under this Act to be filed by the person for a reporting period of the person ending on or before the particular day, the trustee in bankruptcy shall, unless the Minister waives in writing the requirement for the 20 trustee to file the return, file with the Minister in the prescribed form and manner a return for that reporting period of the person; and

(f) if there is a receiver with authority in respect of any business, property, affairs or 25 assets of the person, the trustee in bankruptcy is not required to include in any return any information that the receiver is required under subsection (3) to include in a return.

Receiver's
obligations

(3) For the purposes of this Act, if on a 30 particular day a receiver is vested with authority to manage, operate, liquidate or wind up any business or property, or to manage and care for the affairs and assets, of a person,

(a) if the relevant assets of the receiver are a 35 part and not all of the person's businesses, properties, affairs or assets, the relevant assets of the receiver are deemed to be, throughout the period during which the receiver is acting as receiver of the person, separate from the 40 remainder of the businesses, properties, affairs or assets of the person as though the relevant assets were businesses, properties, affairs or assets, as the case may be, of a separate person;

(b) the person and the receiver are jointly and severally or solidarily liable for the payment of any amount that becomes payable by the

e) sous réserve de l'alinéa f), si le failli ne produit pas, au plus tard le jour de la faillite, la déclaration qu'il est tenu de présenter en vertu de la présente loi pour une période de 5 déclaration se terminant ce jour-là ou antérieurement, le syndic est tenu de présenter au ministre, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, une déclaration pour cette période, sauf si le ministre renonce par écrit à exiger cette déclaration du syndic; 10

f) lorsqu'un séquestre est investi de pouvoirs relativement à une entreprise, à un bien, aux affaires ou à des éléments d'actif du failli, le syndic n'est pas tenu d'inclure dans une déclaration les renseignements que le séquestre est tenu d'y inclure en vertu du paragraphe (3).

Obligations du
séquestre

(3) Dans le cas où un séquestre est investi, à une date donnée, du pouvoir de gérer, d'exploiter ou de liquider l'entreprise ou les biens 20 d'une personne, ou de gérer ses affaires et ses éléments d'actif, les règles ci-après s'appliquent dans le cadre de la présente loi :

a) s'il ne représente qu'une partie des entreprises, des biens, des affaires ou des 25 éléments d'actif de la personne, l'actif pertinent est réputé être distinct du reste des entreprises, des biens, des affaires ou des éléments d'actif de la personne, durant la période où le séquestre agit à ce titre pour la 30 personne, comme si l'actif pertinent représentait les entreprises, les biens, les affaires et les éléments d'actif d'une autre personne;

b) la personne et le séquestre sont solidairement tenus au paiement de toute somme 35 devenue exigible de la personne en vertu de

person under this Act before or during the period during which the receiver is acting as receiver of the person to the extent that the amount can reasonably be considered to relate to the relevant assets of the receiver or to the businesses, properties, affairs or assets of the person that would have been the relevant assets of the receiver if the receiver had been acting as receiver of the person at the time the amount became payable, except that

(i) the receiver is liable for the payment of any amount that became payable before that period only to the extent of the property of the person in possession or under the control and management of the receiver after

(A) satisfying the claims of creditors whose claims ranked, on the particular day, in priority to the claim of the Crown in respect of the amount, and

(B) paying any amounts that the receiver is required to pay to a trustee in bankruptcy of the person,

(ii) the person is not liable for the payment of any amount payable by the receiver, and

(iii) the payment by the person or the receiver of an amount in respect of the liability shall discharge the joint and several or solidary liability to the extent of that amount;

(c) the reporting period of the person begins and ends on the day on which it would have begun and ended if the vesting had not occurred, except that

(i) the reporting period of the person, in relation to the relevant assets of the receiver, during which the receiver begins to act as receiver of the person, shall end on the particular day and a new reporting period of the person in relation to the relevant assets shall begin on the day immediately after the particular day, and

(ii) the reporting period of the person, in relation to the relevant assets, during which the receiver ceases to act as receiver of the

la présente loi avant ou pendant la période où le séquestre agit à ce titre pour la personne, dans la mesure où il est raisonnable de considérer que les sommes se rapportent à l'actif pertinent ou aux entreprises, aux biens, aux affaires ou aux éléments d'actif de la personne qui auraient constitué l'actif pertinent si le séquestre avait agi à ce titre pour la personne au moment où les sommes sont devenues exigibles; toutefois :

(i) le séquestre n'est tenu de payer toute somme devenue exigible avant cette période que jusqu'à concurrence des biens de la personne qui sont en sa possession ou qu'il contrôle et gère après avoir, à la fois :

(A) réglé les réclamations de créanciers qui, à la date donnée, peuvent être réglées par priorité sur les réclamations de Sa Majesté relativement à toute somme,

(B) versé les sommes qu'il est tenu de payer au syndic de faillite de la personne,

(ii) la personne n'est pas tenue de verser les sommes exigibles du séquestre,

(iii) le paiement d'une somme par le séquestre ou la personne au titre de l'obligation éteint d'autant l'obligation;

c) le fait que le séquestre soit investi de pouvoirs relativement à la personne n'a aucune incidence sur le début ou la fin de la période de déclaration de la personne; toutefois :

(i) la période de déclaration de la personne, en ce qui concerne l'actif pertinent, au cours de laquelle le séquestre commence à agir à ce titre pour la personne prend fin à la date donnée, et une nouvelle période de déclaration, en ce qui concerne l'actif pertinent, commence le lendemain,

(ii) la période de déclaration de la personne, en ce qui concerne l'actif pertinent, au cours de laquelle le séquestre cesse d'agir à ce titre pour la personne prend fin le jour où le séquestre cesse d'agir ainsi;

person, shall end on the day on which the receiver ceases to act as receiver of the person;

(d) the receiver shall file with the Minister in the prescribed form and manner all returns in respect of the relevant assets of the receiver for reporting periods of the person ending in the period during which the receiver is acting as receiver and that are required under this Act to be made by the person, as if the relevant assets were the only businesses, properties, affairs and assets of the person; and

(e) if the person has not on or before the particular day filed a return required under this Act to be filed by the person for a reporting period of the person ending on or before the particular day, the receiver shall, unless the Minister waives in writing the requirement for the receiver to file the return, file with the Minister in the prescribed form and manner a return for that reporting period that relates to the businesses, properties, affairs or assets of the person that would have been the relevant assets of the receiver if the receiver had been acting as receiver of the person during that reporting period.

(4) Every receiver and representative who controls property of another person who is required to pay any amount under this Act shall, before distributing the property to any person, obtain a certificate from the Minister certifying that the following amounts have been paid or that security for the payment of them has, in accordance with this Act, been accepted by the Minister:

(a) all amounts that are payable by the other person under this Act in respect of the reporting period during which the distribution is made, or any previous reporting period; and

(b) all amounts that are, or can reasonably be expected to become, payable under this Act by the representative or receiver in that capacity in respect of the reporting period during which the distribution is made, or any previous reporting period.

d) le séquestre est tenu de présenter au ministre, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, les déclarations — que la personne est tenue de présenter aux termes de la présente loi — concernant l'actif pertinent pour les périodes de déclaration de la personne se terminant au cours de la période où le séquestre agit à ce titre, comme si l'actif pertinent représentait les seuls biens, entreprises, affaires ou éléments d'actif de la personne;

e) si la personne ne produit pas, au plus tard à la date donnée, toute déclaration qu'elle est tenue de présenter en vertu de la présente loi pour une période de déclaration se terminant à cette date ou antérieurement, le séquestre est tenu de présenter au ministre, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, une déclaration pour cette période concernant les entreprises, les biens, les affaires ou les éléments d'actif de la personne qui auraient constitué l'actif pertinent si le séquestre avait agi à ce titre au cours de cette période, sauf si le ministre renonce par écrit à exiger cette déclaration du séquestre.

(4) Le séquestre ou le représentant qui contrôle les biens d'une personne tenue de payer toute somme en vertu de la présente loi est tenu d'obtenir du ministre, avant de distribuer les biens, un certificat confirmant que les sommes ci-après ont été payées ou qu'une garantie pour leur paiement a été acceptée par le ministre conformément à la présente loi :

a) les sommes qui sont exigibles de la personne en vertu de la présente loi pour la période de déclaration qui comprend le moment de la distribution ou pour une période de déclaration antérieure;

b) les sommes qui sont exigibles du séquestre ou du représentant à ce titre en vertu de la présente loi, ou dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles le deviennent, pour la période de déclaration qui comprend le moment de la distribution ou pour une période de déclaration antérieure.

Liability for
failure to obtain
certificate

(5) Any receiver or representative who distributes property without obtaining a certificate in respect of the amounts referred to in subsection (4) is personally liable for the payment of those amounts to the extent of the value of the property so distributed.

(5) Le séquestre ou le représentant qui distribue des biens sans obtenir le certificat requis est personnellement tenu au paiement des sommes en cause, jusqu'à concurrence de la 5 valeur des biens ainsi distribués.

Responsabilité

Amalgamations

46. If two or more corporations (each of which is referred to in this section as a "predecessor") are merged or amalgamated to form one corporation (in this section referred to as the "new corporation"), the new corporation is deemed to be a separate person from each of the predecessors for the purposes of this Act except that, for the purposes of sections 26 to 45 and 48 to 98, the new corporation is deemed to 15 be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor.

46. La personne morale issue de la fusion de plusieurs personnes morales est réputée être une personne distincte de ces dernières pour l'application de la présente loi. Toutefois, pour l'application des articles 26 à 45 et 48 à 98, elle 10 est réputée être la même personne morale que chaque personne morale fusionnante et en être la continuation.

Fusions

PARTNERSHIPS

Member of a
partnership

47. (1) For the purposes of this Act, anything done by a person as a member of a partnership is deemed to have been done by the 20 partnership in the course of the partnership's activities and not to have been done by the person.

47. (1) Pour l'application de la présente loi, tout acte accompli par une personne à titre 15 d'associé d'une société de personnes est réputé avoir été accompli par celle-ci dans le cadre de ses activités et non par la personne.

Associés de
sociétés de
personnes

Joint and several
or solidary
liability

(2) A partnership and each member or former member (each of which is referred to 25 in this subsection as the "member") of the partnership, other than a member who is a limited partner and is not a general partner, are jointly and severally or solidarily liable for

(2) La société de personnes et chacun de ses 25 associés ou anciens associés (chacun étant appelé « associé » au présent paragraphe), à l'exception de tout associé qui en est un commanditaire et non un commandité, sont solidairement responsables de ce qui suit :

Responsabilité
solidaire

(a) the payment of all amounts that become 30 payable by the partnership under this Act before or during the period during which the member is a member of the partnership or, if the member was a member of the partnership at the time the partnership was dissolved, 35 after the dissolution of the partnership, except that

a) le paiement des sommes devenant exigi- 25 bles de la société en vertu de la présente loi avant ou pendant la période au cours de laquelle l'associé en est un associé ou, si l'associé était un associé de la société au moment de la dissolution de celle-ci, après 30 cette dissolution; toutefois :

(i) the member is liable for the payment of amounts that become payable before the period only to the extent of the property 40 and money that is regarded as property or money of the partnership under the relevant laws of general application in force in a province relating to partnerships, and

(i) l'associé n'est tenu au paiement des sommes devenues exigibles avant la période que jusqu'à concurrence des biens et de l'argent qui sont considérés comme 35 étant ceux de la société selon les lois d'application générale concernant les sociétés de personnes qui sont applicables et en vigueur dans une province,

(ii) the payment by the partnership or by any member of the partnership of an amount in respect of the liability discharges the joint liability to the extent of that amount; and

(b) all other obligations under this Act that arose before or during that period for which the partnership is liable or, if the member was a member of the partnership at the time the partnership was dissolved, the obligations that arose upon or as a consequence of the dissolution.

Continuation of partnership

(3) If a partnership would, but for this subsection, be regarded as having ceased to exist, the partnership is deemed for the purposes of this Act not to have ceased to exist until the registration of the partnership is cancelled.

Continuation of predecessor partnership by new partnership

(4) Where

(a) a partnership (in this subsection referred to as the "predecessor partnership") would, but for this section, be regarded as having ceased at any time to exist,

(b) a majority of the members of the predecessor partnership that together had, at or immediately before that time, more than a 50% interest in the capital of the predecessor partnership become members of another partnership of which they comprise more than half of the members, and

(c) the members of the predecessor partnership who become members of the other partnership transfer to the other partnership all or substantially all of the property distributed to them in settlement of their capital interests in the predecessor partnership,

the other partnership is deemed to be a continuation of and the same person as the predecessor partnership, except where the other partnership is registered under section 23 or applies for registration under section 22.

(ii) le paiement par la société ou par un de ses associés d'une somme au titre de l'obligation réduit celle-ci d'autant;

b) les autres obligations de la société prévues par la présente loi et survenues avant ou pendant la période visée à l'alinéa a) ou, si l'associé était un associé de la société au moment de la dissolution de celle-ci, les obligations qui découlent de cette dissolution.

(3) La société de personnes qui, sans le présent paragraphe, serait considérée comme ayant cessé d'exister est réputée, pour l'application de la présente loi, ne pas cesser d'exister tant que son inscription n'est pas annulée.

(4) La société de personnes (appelée « société remplaçante » au présent paragraphe) est réputée être la même personne que la société de personnes qu'elle remplace (appelée « société remplacée » au présent paragraphe) et en être la continuation, sauf si elle est inscrite en vertu de l'article 23 ou présente une demande d'inscription en vertu de l'article 22, dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

a) la société remplacée serait considérée, sans le présent article, comme ayant cessé d'exister à un moment donné;

b) la majorité des associés de la société remplacée qui, ensemble, détenaient, au moment donné ou immédiatement avant ce moment, plus de 50 % de la participation dans cette société deviennent les associés de la société remplaçante et en constituent plus de la moitié des associés;

c) les associés de la société remplacée qui deviennent les associés de la société remplaçante transfèrent à celle-ci la totalité, ou presque, des biens qu'ils ont reçus en règlement de leur participation au capital de la société remplacée.

Continuation

15

Société de personnes remplaçante

40

RECORDS AND INFORMATION

REGISTRES ET RENSEIGNEMENTS

Keeping records	48. (1) Every person who is required to pay an amount under this Act shall keep all records that are necessary to determine whether they have complied with this Act.	48. (1) La personne tenue de payer une somme au titre de la présente loi tient tous les registres permettant de vérifier si elle s'est conformée à la présente loi.	Obligation de tenir des registres
Minister may specify information	(2) The Minister may specify in writing the form that a record is to take and any information that the record must contain.	5 (2) Le ministre peut préciser par écrit la forme des registres ainsi que les renseignements qu'ils doivent contenir.	5 Forme et contenu
Language and location of record	(3) Unless otherwise authorized by the Minister, the records shall be kept in Canada, in English or French.	(3) Sauf autorisation contraire du ministre, les registres sont tenus au Canada, en français 10 ou en anglais. 10	Langue et lieu de conservation
Electronic records	(4) Every person required under this Act to keep a record who does so electronically shall ensure that all equipment and software necessary to make the record intelligible are available during the retention period required for the 15 record.	(4) Quiconque tient des registres comme l'y oblige la présente loi et le fait par voie électronique veille à ce que le matériel et les logiciels nécessaires à leur intelligibilité soient accessibles pendant la période de conservation. 15	Registres électroniques
Inadequate records	(5) If a person fails to keep adequate records for the purposes of this Act, the Minister may, in writing, require the person to keep any records that the Minister may specify, and the person 20 shall keep the records specified by the Minister.	(5) Le ministre peut exiger par écrit que la personne qui ne tient pas les registres nécessaires à l'application de la présente loi tienne ceux qu'il précise. Le cas échéant, la personne est tenue d'obtempérer. 20	Registres insuffisants
General period for retention	(6) Every person who is required to keep records shall retain them until the expiry of six years after the end of the year to which they relate or for any other period that may be 25 prescribed.	(6) La personne obligée de tenir des registres les conserve pendant la période de six ans suivant la fin de l'année qu'ils visent ou pendant toute autre période fixée par règlement.	Période de conservation
Objection or appeal	(7) If a person who is required under this Act to keep records serves a notice of objection or is a party to an appeal or reference under this Act, the person shall retain every record that pertains 30 to the subject-matter of the objection, appeal or reference until the objection, appeal or reference is finally disposed of.	(7) La personne obligée de tenir des registres 25 qui signifie un avis d'opposition ou est partie à un appel ou à un renvoi aux termes de la présente loi conserve les registres concernant l'objet de ceux-ci jusqu'à ce qu'il en soit décidé de façon définitive. 30	Opposition ou appel
Demand by Minister	(8) If the Minister is of the opinion that it is necessary for the administration or enforcement 35 of this Act, the Minister may, by a demand served personally or sent by mail, require any person required under this Act to keep records to retain those records for any period that is specified in the demand, and the person shall 40 comply with the demand.	(8) Le ministre peut exiger, par mise en demeure signifiée à personne ou envoyée par courrier, que la personne obligée de tenir des registres conserve ceux-ci pour la période précisée dans la mise en demeure, s'il est d'avis 35 que cela est nécessaire pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi. Le cas échéant, la personne est tenue d'obtempérer.	Mise en demeure

Permission for
earlier disposal

(9) A person who is required under this Act to keep records may dispose of them before the expiry of the period during which they are required to be kept if written permission for their disposal is given by the Minister.

5

(9) Il peut autoriser par écrit toute personne à se départir des registres qu'elle doit conserver avant la fin de la période déterminée pour leur conservation.

Autorisation de
se départir des
registres

Requirement to
provide records
or information

49. (1) Despite any other provision of this Act but subject to subsection (2), the Minister may, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act, including the collection of any amount payable under this Act 10 by any person, by notice served personally or sent by mail, require that any person provide the Minister, within any reasonable time that is stipulated in the notice, with

(a) any information or additional informa- 15
tion, including a return under this Act; or

(b) any record.

49. (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, sous réserve du paragraphe (2) et pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi, notamment pour la perception de toute somme exigible d'une 10 personne en vertu de celle-ci, par avis signifié à 10 personne ou envoyé par courrier, exiger de toute personne qu'elle lui fournisse, dans le délai raisonnable que précise l'avis :

5 Présentation de
registres ou de
renseignements

a) tout renseignement ou tout renseignement supplémentaire, y compris une déclaration 15
prévue par la présente loi;

b) des registres.

Unnamed
persons

(2) The Minister shall not impose on any person (in this section referred to as a "third party") a requirement under subsection (1) to 20 provide information or any record relating to one or more unnamed persons unless the Minister first obtains the authorization of a judge under subsection (3).

(2) Le ministre ne peut exiger de quiconque (appelé « tiers » au présent article) la fourniture de renseignements ou de registres prévue au 20 paragraphe (1) concernant une ou plusieurs personnes non désignées nommément, sans y être au préalable autorisé par un juge en vertu du paragraphe (3).

Personnes non
désignées
nommément

Judicial
authorization

(3) On *ex parte* application by the Minister, a 25 judge may, subject to any conditions that the judge considers appropriate, authorize the Minister to impose on a third party a requirement under subsection (1) relating to an unnamed person or more than one unnamed 30 person (in this section referred to as the "group") if the judge is satisfied by information on oath that

(3) Sur requête *ex parte* du ministre, tout 25 juge peut, aux conditions qu'il estime indiquées, autoriser celui-ci à exiger d'un tiers la fourniture de renseignements ou de registres prévue au paragraphe (1) concernant une personne non désignée nommément ou plusieurs personnes 30 non désignées nommément (appelées « groupe » au présent article), s'il est convaincu, sur dénonciation sous serment, de ce qui suit :

Autorisation
judiciaire

(a) the person or group is ascertainable; and

(b) the requirement is made to verify com- 35
pliance by the person or persons in the group with any duty or obligation under this Act.

a) cette personne ou ce groupe est identi- 35
fiable;

b) la fourniture est exigée pour vérifier si cette personne ou les personnes de ce groupe ont respecté quelque devoir ou obligation prévu par la présente loi.

40

Service of
authorization

(4) An authorization granted under subsection (3) shall be attached to the notice referred to in subsection (1).

(4) L'autorisation accordée en application du paragraphe (3) doit être jointe à l'avis men- 40
tionné au paragraphe (1).

Signification ou
envoi de
l'autorisation

Review of authorization	(5) If an authorization is granted under subsection (3), a third party on whom a notice is served or to whom a notice is sent under subsection (1) may, within 15 days after the service or sending, apply to the judge who granted the authorization or, if that judge is unable to act, to another judge of the same court for a review of the authorization.	(5) Le tiers à qui un avis est signifié ou envoyé conformément au paragraphe (1) peut, dans les quinze jours suivant la date de signification ou d'envoi, demander au juge qui a accordé l'autorisation prévue au paragraphe (3) ou, en cas d'incapacité de ce juge, à un autre juge du même tribunal de réviser l'autorisation.	Révision de l'autorisation
Powers on review	(6) On hearing an application under subsection (5), a judge may (a) cancel the authorization previously granted if the judge is not then satisfied that the conditions in paragraphs (3)(a) and (b) have been met; or (b) confirm or vary the authorization if the judge is satisfied that those conditions have been met.	(6) À l'audition de la demande prévue au paragraphe (5), le juge peut annuler l'autorisation accordée antérieurement s'il n'est pas convaincu de l'existence des conditions prévues aux alinéas (3)a) et b). Sinon, il peut la confirmer ou la modifier.	Pouvoir de révision
ASSESSMENTS		COTISATIONS	
Assessment	50. (1) The Minister may assess a person for any charge or other amount payable by the person under this Act and may, despite any previous assessment covering, in whole or in part, the same matter, vary the assessment, reassess the person assessed or make any additional assessments that the circumstances require.	50. (1) Le ministre peut établir une cotisation pour déterminer le droit ou les autres sommes exigibles d'une personne en vertu de la présente loi et peut, malgré toute cotisation antérieure portant, en tout ou en partie, sur la même question, modifier la cotisation, en établir une nouvelle ou établir des cotisations supplémentaires, selon les circonstances.	Établissement des cotisations
Liability not affected	(2) The liability of a person to pay an amount under this Act is not affected by an incorrect or incomplete assessment or by the fact that no assessment has been made.	(2) L'inexactitude, l'insuffisance ou l'absence d'une cotisation ne change rien aux sommes dont une personne est redevable en vertu de la présente loi.	Obligation inchangée
Minister not bound	(3) The Minister is not bound by any return, application or information provided by or on behalf of any person and may make an assessment despite any return, application or information provided or not provided.	(3) Le ministre n'est pas lié par quelque déclaration, demande ou renseignement fourni par une personne ou en son nom; il peut établir une cotisation indépendamment du fait que quelque déclaration, demande ou renseignement ait été fourni.	Ministre non lié
Refund on reassessment	(4) If a person has paid an amount assessed under this section in respect of a reporting period and the amount paid exceeds the amount determined on reassessment to have been payable by the person in respect of that reporting period, the Minister shall refund the person the amount of the excess and, for the purpose of section 35, the refund is deemed to have been required to be paid on the day on which the amount was paid to the Minister.	(4) Si une personne a payé une somme déterminée selon le présent article pour une période de déclaration et que cette somme excède celle qu'elle a à payer par suite de l'établissement d'une nouvelle cotisation pour cette période, le ministre lui rembourse l'excédent. Pour l'application de l'article 35, le remboursement est réputé avoir été dû le jour où la somme a été payée au ministre.	Remboursement sur nouvelle cotisation

Determination of refunds	(5) In making an assessment, the Minister may take into account any refund payable to the person being assessed under this Act. If the Minister does so, the person is deemed to have applied for the refund under this Act on the day on which the notice of assessment is sent.	(5) Lorsqu'il établit une cotisation, le ministre peut tenir compte de tout remboursement dû à la personne visée par la cotisation. Le cas échéant, la personne est réputée avoir demandé le remboursement en vertu de la présente loi à la date d'envoi de l'avis de cotisation.	Détermination des remboursements
Assessment of refund	51. (1) On receipt of an application made by a person for a refund under this Act, the Minister shall, without delay, consider the application and assess the amount of the refund, if any, payable to the person.	51. (1) Sans délai après avoir reçu la demande d'une personne visant un remboursement prévu par la présente loi, le ministre l'examine et établit une cotisation visant le montant du remboursement.	Cotisation visant le montant du remboursement
Reassessment	(2) The Minister may reassess or make an additional assessment of the amount of a refund despite any previous assessment of the amount of the refund.	(2) Il peut établir une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire au titre d'un remboursement même si une cotisation est déjà établie à ce titre.	Nouvelle cotisation
Payment	(3) If, on assessment under this section, the Minister determines that a refund is payable to a person, the Minister shall pay the refund to the person.	(3) S'il conclut, lors de l'établissement d'une cotisation en application du présent article, qu'un remboursement est dû à la personne, le ministre lui verse le montant du remboursement.	Paiement
Restriction	(4) A refund shall not be paid under this Act until the person has filed with the Minister all returns and other records of which the Minister has knowledge that are required to be filed under this Act.	(4) Le remboursement n'est versé qu'une fois présentés au ministre l'ensemble des déclarations et autres registres dont il a connaissance et qui sont à présenter en vertu de la présente loi.	Restriction
Interest	(5) If a refund is paid to a person, the Minister shall pay interest at the specified rate to the person on the refund for the period beginning on the day that is 30 days after the day on which the application for the refund is filed with the Minister and ending on the day on which the refund is paid.	(5) Le ministre paie à la personne à qui une somme est remboursée des intérêts au taux déterminé calculés sur la somme pour la période commençant le trentième jour suivant la production de la demande de remboursement et se terminant le jour où le remboursement est versé.	Intérêts
Notice of assessment	52. (1) After making an assessment under this Act, the Minister shall send to the person assessed a notice of the assessment.	52. (1) Une fois la cotisation établie à l'égard d'une personne, le ministre lui envoie un avis de cotisation.	Avis de cotisation
Payment of remainder	(2) If the Minister has assessed a person for an amount, any portion of that amount remaining unpaid is payable to the Receiver General as of the date of the notice of assessment.	(2) La partie impayée de la cotisation doit être payée au receveur général à la date de l'avis de cotisation.	Paiement du solde
Limitation period for assessments	53. (1) Subject to subsections (2) to (4), no assessment in respect of any charge or other amount payable by a person under this Act shall be made more than four years after the day on which the person filed the person's return under section 26.	53. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), l'établissement de la cotisation à l'égard du droit ou de toute autre somme exigible d'une personne en vertu de la présente loi se prescrit par quatre ans à compter de la date à laquelle elle a présenté sa déclaration au titre de l'article 26.	Prescription des cotisations

Exception — objection or appeal	<p>(2) A variation of an assessment, or a reassessment, in respect of any charge or other amount payable under this Act by a person may be made at any time if the variation or reassessment is made</p> <p>(a) to give effect to a decision on an objection or appeal; or</p> <p>(b) with the written consent of an appellant to dispose of an appeal.</p>	<p>(2) La cotisation concernant le droit ou toute autre somme exigible d'une personne en vertu de la présente loi peut être modifiée ou une nouvelle cotisation concernant une telle somme peut être établie à tout moment, selon le cas :</p> <p>a) en vue de l'exécution de la décision rendue par suite d'une opposition ou d'un appel;</p> <p>b) avec le consentement écrit de la personne visée, en vue du règlement d'un appel.</p>	Exception — opposition ou appel
Exception — neglect or fraud	<p>(3) An assessment in respect of any matter may be made at any time if the person to be assessed has, in respect of that matter,</p> <p>(a) made a misrepresentation that is attributable to their neglect, carelessness or wilful default; or</p> <p>(b) committed fraud with respect to a return or an application for a refund filed under this Act.</p>	<p>(3) La cotisation peut être établie à tout moment si la personne visée a, relativement à l'objet de la cotisation, selon le cas :</p> <p>a) fait une fausse déclaration attribuable à sa négligence, son inattention ou son omission volontaire;</p> <p>b) commis une fraude relativement à une déclaration ou à une demande de remboursement produite en application de la présente loi.</p>	Exception — négligence ou fraude
Exception — waiver	<p>(4) An assessment in respect of any matter specified in a waiver filed under subsection (5) may be made at any time within the period specified in the waiver unless the waiver has been revoked under subsection (6), in which case an assessment may be made at any time during the six months that the waiver remains in effect.</p>	<p>(4) Une cotisation portant sur une question précisée dans une renonciation présentée conformément au paragraphe (5) peut être établie dans le délai indiqué dans la renonciation ou, en cas de révocation de la renonciation, en cas de révocation de la renonciation, dans les six mois pendant lesquels la renonciation demeure en vigueur.</p>	Exception — renonciation
Filing waiver	<p>(5) Any person may, within the time otherwise limited by subsection (1) for an assessment, waive the application of that subsection by filing with the Minister a waiver in the prescribed form specifying the period for which, and the matter in respect of which, the person waives the application of that subsection.</p>	<p>(5) Toute personne peut, dans le délai prévu par ailleurs au paragraphe (1) pour l'établissement d'une cotisation à son égard, renoncer à l'application de ce paragraphe en présentant au ministre une renonciation en la forme déterminée par celui-ci qui précise l'objet de la renonciation ainsi que sa période d'application.</p>	Renonciation
Revoking waiver	<p>(6) Any person who has filed a waiver may revoke it by filing with the Minister a notice of revocation of the waiver in the prescribed form and manner. The waiver remains in effect for six months after the notice is filed.</p>	<p>(6) La renonciation est révocable à six mois d'avis au ministre en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci.</p>	Révocation de la renonciation

	<p>OBJECTIONS TO ASSESSMENT</p>	<p>OPPOSITION AUX COTISATIONS</p>	
Objection to assessment	<p>54. (1) Any person who has been assessed and who objects to the assessment may, within 90 days after the date of the notice of the assessment, file with the Minister a notice of</p>	<p>54. (1) La personne qui fait opposition à la cotisation établie à son égard peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de l'avis de cotisation, présenter au ministre un avis</p>	Opposition à la cotisation

objection in the prescribed form and manner setting out the reasons for the objection and all relevant facts.

Issue to be decided

(2) A notice of objection shall

(a) reasonably describe each issue to be decided;

(b) specify in respect of each issue the relief sought, expressed as the change in any amount that is relevant for the purposes of the assessment; and

(c) provide the facts and reasons relied on by the person in respect of each issue.

Late compliance

(3) Despite subsection (2), if a notice of objection does not include the information required under paragraph (2)(b) or (c) in respect of an issue to be decided that is described in the notice, the Minister may, in writing, request the person to provide the information, and that paragraph is deemed to be complied with in respect of the issue if, within 60 days after the request is made, the person submits the information in writing to the Minister.

Limitation on objections

(4) Despite subsection (1), if a person has filed a notice of objection to an assessment (in this section referred to as the “earlier assessment”) and the Minister makes a particular assessment under subsection (8) as a result of the notice of objection, unless the earlier assessment was made in accordance with an order of a court vacating, varying or restoring an assessment or referring an assessment back to the Minister for reconsideration and reassessment, the person may object to the particular assessment in respect of an issue

(a) only if the person complied with subsection (2) in the notice with respect to that issue; and

(b) only with respect to the relief sought in respect of that issue as specified by the person in the notice.

d’opposition, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, exposant les motifs de son opposition et tous les faits pertinents.

(2) L’avis d’opposition comporte les éléments ci-après pour chaque question à trancher :

a) une description suffisante;

b) le redressement demandé, sous la forme de la somme qui représente le changement apporté à une somme à prendre en compte aux fins de cotisation;

c) les motifs et les faits sur lesquels se fonde la personne.

(3) Malgré le paragraphe (2), dans le cas où l’avis d’opposition ne contient pas les renseignements prévus aux alinéas (2)b) ou c) relativement à une question à trancher qui est décrite dans l’avis, le ministre peut demander par écrit à la personne de fournir ces renseignements. La personne est réputée s’être conformée à l’alinéa applicable relativement à la question à trancher si, dans les soixante jours suivant la date de la demande par le ministre, elle communique à celui-ci par écrit les renseignements requis.

(4) Malgré le paragraphe (1), si la personne a produit un avis d’opposition à une cotisation (appelée « cotisation antérieure » au présent article) et que le ministre établit, en application du paragraphe (8), une cotisation donnée par suite de l’avis, et sauf si la cotisation antérieure a été établie en conformité avec l’ordonnance d’un tribunal qui annule, modifie ou rétablit une cotisation ou renvoie une cotisation au ministre pour nouvel examen et nouvelle cotisation, la personne peut faire opposition à la cotisation donnée relativement à une question à trancher :

a) si, relativement à cette question, elle s’est conformée au paragraphe (2) dans l’avis;

b) seulement à l’égard du redressement qu’elle demande dans l’avis relativement à cette question.

Questions à trancher

Observation tardive

Restrictions touchant les oppositions

Application of subsection (4)	(5) Subsection (4) does not limit the right of the person to object to the particular assessment in respect of an issue that was part of the particular assessment and not part of the earlier assessment.	(5) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet de limiter le droit de la personne de s'opposer à la cotisation donnée relativement à une question sur laquelle porte cette cotisation mais non la 5 cotisation antérieure.	Application du par. (4) 5
Limitation on objections	(6) Despite subsection (1), no objection may be made by a person in respect of an issue for which the right of objection has been waived in writing by the person.	(6) Malgré le paragraphe (1), aucune opposition ne peut être faite par la personne relativement à une question pour laquelle elle a renoncé par écrit à son droit d'opposition.	Restriction
Acceptance of objection	(7) The Minister may accept a notice of 10 objection even if it was not filed in the prescribed form and manner.	(7) Le ministre peut accepter l'avis d'oppo- 10 sition qui n'a pas été présenté en la forme et selon les modalités qu'il détermine.	Acceptation de l'opposition
Consideration of objection	(8) On receipt of a notice of objection, the Minister shall, without delay, reconsider the assessment and vacate or confirm it or make a 15 reassessment.	(8) Sans délai après avoir reçu l'avis d'op- position, le ministre examine la cotisation de nouveau et l'annule ou la confirme ou en établit 15 une nouvelle.	Examen de l'opposition
Waiving reconsideration	(9) If, in a notice of objection, a person who wishes to appeal directly to the Tax Court of Canada requests the Minister not to reconsider the assessment objected to, the Minister may 20 confirm the assessment without reconsideration.	(9) Le ministre peut confirmer la cotisation sans l'examiner de nouveau sur demande de la personne qui lui fait part, dans son avis d'opposition, de son intention d'en appeler 20 directement à la Cour canadienne de l'impôt.	Renonciation au nouvel examen
Notice of decision	(10) After reconsidering an assessment under subsection (8) or confirming an assessment under subsection (9), the Minister shall notify the person objecting to the assessment of the 25 Minister's decision by mail.	(10) Après avoir examiné de nouveau ou confirmé la cotisation, le ministre fait part de sa décision par avis envoyé par courrier à la personne qui y a fait opposition. 25	Avis de décision
Extension of time by Minister	55. (1) If no objection to an assessment is filed under section 54 within the time limited under this Act, a person may make an applica- 30 tion to the Minister to extend the time for filing a notice of objection and the Minister may grant the application.	55. (1) Le ministre peut proroger le délai pour produire un avis d'opposition dans le cas où la personne qui n'a pas fait opposition à une cotisation en application de l'article 54 dans le délai imparti lui présente une demande à cet 30 effet.	Prorogation du délai par le ministre
Contents of application	(2) An application must set out the reasons why the notice of objection was not filed within the time limited under this Act for doing so. 35	(2) La demande indique les raisons pour lesquelles l'avis d'opposition n'a pas été 35 présenté dans le délai imparti.	Contenu de la demande
How application made	(3) An application must be made by deliver- ing or mailing, to the Assistant Commissioner of the Appeals Branch of the Agency, the application accompanied by a copy of the notice of objection. 40	(3) La demande, accompagnée d'un exem- 35 plaire de l'avis d'opposition, est livrée ou envoyée au sous-commissaire de la Direction générale des appels de l'Agence.	Modalités
Defect in application	(4) The Minister may accept an application even if it was not made in accordance with subsection (3).	(4) Le ministre peut faire droit à la demande qui n'a pas été faite en conformité avec le 40 paragraphe (3).	Acceptation

Duties of Minister	(5) On receipt of an application, the Minister shall, without delay, consider the application and grant or refuse it, and shall notify the person of the decision by mail.	(5) Sans délai après avoir reçu la demande, le ministre l'examine et y fait droit ou la rejette. Il avise la personne de sa décision par courrier.	Obligations du ministre
Date of objection if application granted	(6) If an application is granted, the notice of objection is deemed to have been filed on the day of the decision of the Minister.	(6) Si le ministre fait droit à la demande, l'avis d'opposition est réputé présenté à la date de sa décision.	Date de présentation de l'avis d'opposition
Conditions for grant of application	(7) No application shall be granted under this section unless (a) the application is made within one year 10 after the expiry of the time limited under this Act for objecting; and (b) the person demonstrates that (i) within the time limited under this Act for objecting, the person 15 (A) was unable to act or to give a mandate to act in their name, or (B) had a <i>bona fide</i> intention to object to the assessment, (ii) given the reasons set out in the 20 application and the circumstances of the case, it would be just and equitable to grant the application, and (iii) the application was made as soon as circumstances permitted it to be made. 25	(7) Il n'est fait droit à la demande que si les conditions suivantes sont réunies : a) elle a été présentée dans l'année suivant l'expiration du délai imparti pour faire 10 opposition; b) la personne démontre ce qui suit : (i) dans le délai d'opposition imparti, elle n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom, ou avait véritablement 15 l'intention de faire opposition à la cotisation, (ii) compte tenu des raisons indiquées dans la demande et des circonstances en l'espèce, il est juste et équitable d'y faire 20 droit, (iii) la demande a été présentée dès que les circonstances l'ont permis.	Conditions d'acceptation de la demande

APPEAL

APPEL

Extension of time by Tax Court of Canada	56. (1) A person who has made an application under section 55 may apply to the Tax Court of Canada to have the application granted after either (a) the Minister has refused the application; 30 or (b) 90 days have elapsed after the application was made and the Minister has not notified the person of the Minister's decision.	56. (1) La personne qui a présenté une demande en vertu de l'article 55 peut demander 25 à la Cour canadienne de l'impôt d'y faire droit après : a) le rejet de la demande par le ministre; b) l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours après la présentation de la demande, si 30 le ministre ne l'a pas avisée de sa décision dans ce délai.	Prorogation du délai par la Cour canadienne de l'impôt
When application may not be made	(2) No application may be made after the 35 expiry of 30 days after the decision referred to in subsection 55(5) was mailed to the person.	(2) La demande est toutefois irrecevable une fois expiré un délai de trente jours après l'envoi à la personne de la décision visée au paragraphe 35 55(5).	Irrecevabilité

How application made	(3) An application must be filed in the Registry of the Tax Court of Canada, in accordance with the rules of the Court made under the <i>Tax Court of Canada Act</i> .	(3) La demande se fait par dépôt auprès du greffe de la Cour canadienne de l'impôt de la manière prévue par les règles de cour applicables établies en vertu de la <i>Loi sur la Cour canadienne de l'impôt</i> .	Modalités
Copy to the Commissioner	(4) The Tax Court of Canada must send a copy of the application to the Commissioner.	(4) La Cour canadienne de l'impôt envoie copie de la demande au commissaire.	5 Copie au commissaire
Powers of Tax Court of Canada	(5) The Tax Court of Canada may dispose of an application by dismissing or granting it and, in granting it, the Court may impose any terms that it considers just or order that the notice of objection be deemed to be a valid objection as of the date of the order.	(5) Elle peut rejeter la demande ou y faire droit. Dans ce dernier cas, elle peut imposer les conditions qu'elle estime justes ou ordonner que l'avis d'opposition soit réputé valide à compter de la date de l'ordonnance.	10 Pouvoirs de la Cour canadienne de l'impôt
When application to be granted	(6) No application shall be granted under this section unless (a) the application under subsection 55(1) was made within one year after the expiry of the time limited under this Act for objecting; and (b) the person demonstrates that (i) within the time limited under this Act for objecting, the person (A) was unable to act or to give a mandate to act in their name, or (B) had a <i>bona fide</i> intention to object to the assessment, (ii) given the reasons set out in the application under this section and the circumstances of the case, it would be just and equitable to grant the application, and (iii) the application under subsection 55(1) was made as soon as circumstances permitted it to be made.	(6) Il n'est fait droit à la demande que si les conditions suivantes sont réunies : a) la demande prévue au paragraphe 55(1) a été présentée dans l'année suivant l'expiration du délai imparti pour faire opposition; b) la personne démontre ce qui suit : (i) dans le délai d'opposition imparti, elle n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom, ou avait véritablement l'intention de faire opposition à la cotisation, (ii) compte tenu des raisons indiquées dans la demande prévue au présent article et des circonstances en l'espèce, il est juste et équitable d'y faire droit, (iii) la demande prévue au paragraphe 55(1) a été présentée dès que les circonstances l'ont permis.	Conditions d'acceptation de la demande 15 20 25 30
Appeal to Tax Court of Canada	57. (1) Subject to subsection (2), a person who has filed a notice of objection to an assessment may appeal to the Tax Court of Canada to have the assessment vacated or a reassessment made after (a) the Minister has confirmed the assessment or has reassessed; or	57. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la personne qui a présenté un avis d'opposition à une cotisation peut interjeter appel à la Cour canadienne de l'impôt pour faire annuler la cotisation, ou en faire établir une nouvelle, dans les cas suivants : a) le ministre a confirmé la cotisation ou en a établi une nouvelle;	Appel 35

	(b) 180 days have elapsed after the filing of the notice of objection and the Minister has not notified the person that the Minister has vacated or confirmed the assessment or has reassessed.	5	b) un délai de cent quatre-vingts jours après la présentation de l'avis a expiré sans que le ministre ait avisé la personne du fait qu'il a annulé ou confirmé la cotisation ou en a établi une nouvelle.	5
No appeal	(2) No appeal under subsection (1) may be instituted after the expiry of 90 days after notice that the Minister has reassessed or confirmed the assessment is sent to the person under subsection 54(10).	10	(2) Nul appel ne peut être interjeté après l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours après l'envoi à la personne, aux termes du paragraphe 54(10), d'un avis portant que le ministre a confirmé la cotisation ou en a établi une nouvelle.	10
Amendment of appeal	(3) The Tax Court of Canada may, on any terms that it sees fit, authorize a person who has instituted an appeal in respect of a matter to amend the appeal to include any further assessment in respect of the matter that the person is entitled under this section to appeal.	15	(3) La Cour canadienne de l'impôt peut, de la manière qu'elle estime indiquée, autoriser une personne ayant interjeté appel sur une question à modifier l'appel de façon à ce qu'il porte sur toute cotisation ultérieure concernant la question qui peut faire l'objet d'un appel en vertu du présent article.	15
Extension of time to appeal	58. (1) If no appeal to the Tax Court of Canada under section 57 has been instituted within the time limited by that section for doing so, a person may make an application to the Tax Court of Canada for an order extending the time within which an appeal may be instituted, and the Court may make an order extending the time for appealing and may impose any terms that it considers just.	25	58. (1) La personne qui n'a pas interjeté appel en application de l'article 57 dans le délai imparti peut présenter à la Cour canadienne de l'impôt une demande de prorogation du délai pour interjeter appel. Le tribunal peut faire droit à la demande et imposer les conditions qu'il estime justes.	25
Contents of application	(2) An application must set out the reasons why the appeal was not instituted within the time limited under section 57 for doing so.		(2) La demande indique les raisons pour lesquelles l'appel n'a pas été interjeté dans le délai imparti.	
How application made	(3) An application must be filed in the Registry of the Tax Court of Canada, in accordance with the rules of the Court made under the <i>Tax Court of Canada Act</i> .	30	(3) La demande se fait par dépôt auprès du greffe de la Cour canadienne de l'impôt de la manière prévue par les règles de cour applicables établies en vertu de la <i>Loi sur la Cour canadienne de l'impôt</i> .	30
Copy to Deputy Attorney General of Canada	(4) The Tax Court of Canada must send a copy of the application to the office of the Deputy Attorney General of Canada.	35	(4) La Cour canadienne de l'impôt envoie copie de la demande au bureau du sous-procureur général du Canada.	35
When order to be made	(5) No order shall be made under this section unless (a) the application was made within one year after the expiry of the time limited under section 57 for appealing; and (b) the person demonstrates that	40	(5) Il n'est fait droit à la demande que si les conditions suivantes sont réunies : a) elle a été présentée dans l'année suivant l'expiration du délai d'appel imparti; b) la personne démontre ce qui suit :	40

(i) within the time limited under section 57 for appealing, the person

(A) was unable to act or to give a mandate to act in their name, or

(B) had a *bona fide* intention to appeal, 5

(ii) given the reasons set out in the application and the circumstances of the case, it would be just and equitable to grant the application,

(iii) the application was made as soon as 10 circumstances permitted it to be made, and

(iv) there are reasonable grounds for the appeal.

(i) dans le délai d'appel imparti, elle n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom, ou avait véritablement l'intention d'interjeter appel,

(ii) compte tenu des raisons indiquées 5 dans la demande et des circonstances en l'espèce, il est juste et équitable d'y faire droit,

(iii) la demande a été présentée dès que les 10 circonstances l'ont permis,

(iv) l'appel est raisonnablement fondé.

Limitation on
appeals to the
Tax Court of
Canada

59. (1) Despite section 57, if a person has filed a notice of objection to an assessment, the 15 person may appeal to the Tax Court of Canada to have the assessment vacated, or a reassessment made, only with respect to

(a) an issue in respect of which the person has complied with subsection 54(2) in the 20 notice and the relief sought in respect of the issue as specified by the person in the notice; or

(b) an issue described in subsection 54(5) if the person was not required to file a notice of 25 objection to the assessment that gave rise to the issue.

59. (1) Malgré l'article 57, la personne qui a présenté un avis d'opposition à une cotisation ne peut interjeter appel à la Cour canadienne de l'impôt pour faire annuler la cotisation, ou en 15 faire établir une nouvelle, qu'à l'égard des questions suivantes :

a) une question relativement à laquelle elle s'est conformée au paragraphe 54(2) dans l'avis et le redressement qu'elle demande 20 dans l'avis relativement à cette question;

b) une question visée au paragraphe 54(5), si elle n'était pas tenue de présenter un avis d'opposition à la cotisation qui a donné lieu à 25 la question.

Restriction
touchant les
appels à la Cour
canadienne de
l'impôt

No appeal if
waiver

(2) Despite section 57, a person may not appeal to the Tax Court of Canada to have an assessment vacated or varied in respect of an 30 issue for which the right of objection or appeal has been waived in writing by the person.

(2) Malgré l'article 57, aucun appel ne peut être interjeté par la personne devant la Cour canadienne de l'impôt pour faire annuler ou modifier une cotisation visant une question pour laquelle elle a renoncé par écrit à son droit 30 d'opposition ou d'appel.

Restriction

Institution of
appeals

60. An appeal to the Tax Court of Canada under this Act shall be instituted in accordance with the *Tax Court of Canada Act*. 35

60. Tout appel interjeté à la Cour canadienne de l'impôt en vertu de la présente loi est interjeté conformément à la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*. 35

Modalités de
l'appel

Disposition of
appeal

61. The Tax Court of Canada may dispose of an appeal from an assessment by

(a) dismissing it; or

(b) allowing it and

(i) vacating the assessment, or 40

61. La Cour canadienne de l'impôt peut statuer sur un appel concernant une cotisation en le rejetant ou en l'accueillant. Dans ce dernier cas, elle peut annuler la cotisation ou la renvoyer au ministre pour nouvel examen et 40 nouvelle cotisation.

Règlement
d'appel

(ii) referring the assessment back to the Minister for reconsideration and reassessment.

References to
Tax Court of
Canada

62. (1) If the Minister and another person agree in writing that a question arising under this Act, in respect of any assessment or proposed assessment of the person, should be determined by the Tax Court of Canada, that question shall be determined by that Court.

Time during
consideration not
to count

(2) For the purposes of making an assessment, filing a notice of objection to an assessment or instituting an appeal from an assessment, the time between the day on which proceedings are instituted in the Tax Court of Canada to have a question determined and the day on which the question is finally determined shall not be counted in the computation of

(a) the four-year period referred to in subsection 53(1);

(b) the period within which a notice of objection to an assessment may be filed under subsection 54(1); or

(c) the period within which an appeal may be instituted under subsection 57(2).

Reference of
common
questions to Tax
Court of Canada

63. (1) If the Minister is of the opinion that a question arising out of one and the same transaction or occurrence or series of transactions or occurrences is common to assessments or proposed assessments in respect of two or more persons, the Minister may apply to the Tax Court of Canada for a determination of the question.

Contents of
application

(2) An application shall set out

(a) the question in respect of which the Minister requests a determination;

(b) the names of the persons that the Minister seeks to have bound by the determination; and

(c) the facts and reasons on which the Minister relies and on which the Minister based or intends to base assessments of each person named in the application.

62. (1) La Cour canadienne de l'impôt statue sur toute question portant sur une cotisation, réelle ou projetée, découlant de l'application de la présente loi, que le ministre et la personne visée par la cotisation conviennent, par écrit, de lui soumettre.

(2) La période commençant à la date où une question est soumise à la Cour canadienne de l'impôt et se terminant à la date où il est définitivement statué sur la question est exclue du calcul des délais ci-après lorsqu'ils ont trait, selon le cas, à l'établissement d'une cotisation à l'égard de la personne qui a accepté de soumettre la question, à la présentation d'un avis d'opposition à cette cotisation ou à l'interjection d'un appel de celle-ci :

a) le délai de quatre ans prévu au paragraphe 53(1);

b) le délai de présentation d'un avis d'opposition à une cotisation prévu au paragraphe 54(1);

c) le délai d'appel prévu au paragraphe 57(2).

63. (1) Si le ministre est d'avis qu'une même opération, un même événement ou une même série d'opérations ou d'événements soulève une question qui se rapporte à des cotisations, réelles ou projetées, relatives à plusieurs personnes, il peut demander à la Cour canadienne de l'impôt de statuer sur la question.

(2) La demande comporte les renseignements suivants :

a) la question sur laquelle le ministre demande une décision;

b) le nom des personnes qu'il souhaite voir liées par la décision;

c) les faits et motifs sur lesquels il s'appuie et sur lesquels il fonde ou a l'intention de fonder la cotisation de chaque personne nommée dans la demande.

Renvoi à la Cour
canadienne de
l'impôt

Exclusion du
délai d'examen

Renvoi à la Cour
canadienne de
l'impôt de
questions
communes

Contenu de la
demande

Service	(3) A copy of the application shall be served by the Minister on each of the persons named in it and on any other person who, in the opinion of the Tax Court of Canada, is likely to be affected by the determination of the question.	(3) Le ministre signifie un exemplaire de la demande à chacune des personnes qui y sont nommées et à toute autre personne qui, de l'avis de la Cour canadienne de l'impôt, est susceptible d'être touchée par la décision.	Signification
Determination by Tax Court of Canada of question	(4) If the Tax Court of Canada is satisfied that a determination of a question set out in an application will affect assessments or proposed assessments in respect of two or more persons who have been served with a copy of the application and who are named in an order of the Tax Court of Canada under this subsection, it may (a) if none of the persons so named has appealed from such an assessment, proceed to determine the question in any manner that it considers appropriate; or (b) if one or more of the persons so named has or have appealed, make any order that it considers appropriate joining a party or parties to that appeal or those appeals and proceed to determine the question.	(4) Dans le cas où la Cour canadienne de l'impôt est convaincue que la décision rendue sur la question exposée dans une demande a un effet sur les cotisations, réelles ou projetées, relatives à plusieurs personnes à qui une copie de la demande a été signifiée et qui sont nommées dans une ordonnance qu'elle a rendue en application du présent paragraphe, elle peut : a) si aucune des personnes ainsi nommées n'a appelé d'une de ces cotisations, entreprendre de statuer sur la question selon les modalités qu'elle juge indiquées; b) si une ou plusieurs des personnes ainsi nommées ont interjeté appel, rendre toute ordonnance qu'elle juge indiquée groupant dans cet ou ces appels les parties appelantes et entreprendre de statuer sur la question.	5 5 10 15 20
Determination final and conclusive	(5) Subject to subsection (6), if a question set out in an application is determined by the Tax Court of Canada, the determination is final and conclusive for the purposes of any assessments of persons named by the Court under subsection (4).	(5) Sous réserve du paragraphe (6), la décision rendue par la Cour canadienne de l'impôt sur une question soumise dans une demande dont elle a été saisie est définitive et sans appel aux fins d'établissement de toute cotisation à l'égard des personnes qui y sont nommées.	Décision définitive
Appeal	(6) If a question set out in an application is determined by the Tax Court of Canada, the Minister or any person who has been served with a copy of the application and who is named in an order of the Court under subsection (4) may appeal from the determination, in accordance with the provisions of this Act, the <i>Tax Court of Canada Act</i> or the <i>Federal Courts Act</i> , as those provisions relate to appeals from the Tax Court of Canada.	(6) Dans le cas où la Cour canadienne de l'impôt statue sur une question soumise dans une demande dont elle a été saisie, le ministre ou l'une des personnes à qui une copie de la demande a été signifiée et qui est nommée dans une ordonnance du tribunal rendue en application du paragraphe (4) peut interjeter appel de la décision conformément aux dispositions de la présente loi, de la <i>Loi sur la Cour canadienne de l'impôt</i> ou de la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> concernant les appels de décisions de la Cour canadienne de l'impôt.	30 Appel 35 40
Parties to appeal	(7) The parties who are bound by a determination are parties to any appeal from the determination.	(7) Les parties liées par une décision sont parties à tout appel de cette décision.	40 Parties à un appel

Time during consideration not counted	<p>(8) For the purpose of making an assessment of a person, filing a notice of objection to an assessment or instituting an appeal from an assessment, the periods described in subsection (9) shall not be counted in the computation of</p> <p>(a) the four-year period referred to in subsection 53(1);</p> <p>(b) the period within which a notice of objection to an assessment may be filed under subsection 54(1); or</p> <p>(c) the period within which an appeal may be instituted under subsection 57(2).</p>	<p>(8) La période prévue au paragraphe (9) est exclue du calcul des délais ci-après lorsqu'ils ont trait, selon le cas, à l'établissement d'une cotisation à l'égard de la personne, à la présentation d'un avis d'opposition à cette cotisation ou à l'interjection d'un appel de celle-ci :</p> <p>a) le délai de quatre ans prévu au paragraphe 53(1);</p> <p>b) le délai de présentation d'un avis d'opposition à une cotisation prévu au paragraphe 54(1);</p> <p>c) le délai d'appel prévu au paragraphe 57(2).</p>	Exclusion du délai d'examen
Excluded periods	<p>(9) The period that is not to be counted in the computation of the periods described in paragraphs (8)(a) to (c) is the time between the day on which an application that is made under this section is served on a person under subsection (3) and</p> <p>(a) in the case of a person named in an order of the Tax Court of Canada under subsection (4), the day on which the determination becomes final and conclusive and not subject to any appeal; or</p> <p>(b) in the case of any other person, the day on which the person is served with a notice that the person has not been named in an order of the Tax Court of Canada under subsection (4).</p>	<p>(9) La période exclue est celle commençant à la date où la demande est signifiée à une personne en application du paragraphe (3) et se terminant :</p> <p>a) dans le cas d'une personne nommée dans une ordonnance rendue par la Cour canadienne de l'impôt en application du paragraphe (4), à la date où la décision devient définitive et sans appel;</p> <p>b) dans le cas de toute autre personne, à la date où il lui est signifié un avis portant qu'elle n'a pas été nommée dans une telle ordonnance.</p>	Période exclue

ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT		EXÉCUTION ET CONTRÔLE D'APPLICATION	
PENALTIES		PÉNALITÉS	
Failure to file a return when required	<p>64. Every person who fails to file a return as and when required under section 26 shall pay a penalty equal to the total of</p> <p>(a) an amount equal to 1% of the amount of charges unpaid at the expiry of the time for filing the return, and</p> <p>(b) the amount obtained when one quarter of the amount determined under paragraph (a) is multiplied by the number of complete months, not exceeding 12, from the day on which the return was required to be filed to the day on which the return is filed.</p>	<p>64. Quiconque omet de présenter une déclaration selon les modalités et dans le délai prévus à l'article 26 est tenu de payer une pénalité égale au total des valeurs suivantes :</p> <p>a) 1 % du total des droits impayés à l'expiration du délai de présentation de la déclaration;</p> <p>b) le produit du quart de la somme déterminée selon l'alinéa a) par le nombre de mois entiers, jusqu'à concurrence de douze, compris dans la période commençant à la date</p>	Omission de présenter une déclaration

Failure to answer
demand

65. Every person who fails to file a return as and when required under a demand issued under section 33 is liable to a penalty of \$250.

limite où la déclaration devait être présentée et se terminant le jour où elle est effectivement présentée.

65. Quiconque ne se conforme pas à une mise en demeure exigeant la présentation d'une déclaration en application de l'article 33 est passible d'une pénalité de 250 \$.

Omission de
donner suite à
une mise en
demeure

Failure to
provide
information

66. Every person who fails to provide any information or record as and when required under this Act is liable to a penalty of \$100 for every failure unless, in the case of information required in respect of another person, a reasonable effort was made by the person to obtain the information.

66. Quiconque ne fournit pas des renseignements ou des registres selon les modalités et dans le délai prévus sous le régime de la présente loi est passible d'une pénalité de 100 \$ pour chaque manquement à moins, s'il s'agit de renseignements concernant une autre personne, d'avoir fait des efforts raisonnables pour les obtenir.

Omission de
fournir des
renseignements

False statements
or omissions

67. Every person who knowingly, or under circumstances amounting to gross negligence or, in the Province of Quebec, gross fault, makes or participates in, assents to or acquiesces in the making of a false statement or omission in a return, application, form, certificate, statement, invoice or answer (each of which is in this section referred to as a "return") is liable to a penalty of the greater of \$250 and 25% of the total of

67. Toute personne qui, sciemment ou dans des circonstances équivalant à négligence grossière ou, dans la province de Québec, à faute lourde, donne, positivement ou par omission, de faux renseignements dans une déclaration, une demande, un formulaire, un certificat, un état, une facture ou une réponse (appelés « déclaration » au présent article), ou participe ou consent à leur énonciation, est passible d'une pénalité égale à 250 \$ ou, si elle est plus élevée, 25 % de la somme correspondant à 25 % du total des valeurs suivantes :

Faux énoncés ou
omissions

(a) if the false statement or omission is relevant to the determination of an amount payable under this Act by the person, the amount, if any, by which

(i) the amount payable exceeds

(ii) the amount that would be payable by the person if the amount payable were determined on the basis of the information provided in the return, and

(b) if the false statement or omission is relevant to the determination of a refund or any other payment that may be obtained under this Act, the amount, if any, by which

(i) the amount that would be the refund or other payment payable to the person if the refund or other payment were determined on the basis of the information provided in the return

exceeds

a) si le faux renseignement a trait au calcul d'une somme exigible de la personne en vertu de la présente loi, l'excédent éventuel de cette somme sur la somme qui serait exigible de la personne si elle était déterminée d'après sa déclaration;

b) si le faux renseignement a trait au calcul d'un remboursement ou d'un autre paiement pouvant être obtenu en vertu de la présente loi, l'excédent éventuel du remboursement ou autre paiement qui serait à payer à la personne, s'il était déterminé d'après sa déclaration, sur le remboursement ou autre paiement à payer à la personne.

40

- (ii) the amount of the refund or other payment payable to the person.

OFFENCES AND PUNISHMENT

68. (1) Every person who fails to file or make a return as and when required under this Act or who fails to comply with an obligation under subsection 48(5) or (8) or section 49 or an order made under section 74 is guilty of an offence and, in addition to any penalty otherwise provided, is liable on summary conviction to a fine of not less than \$1,000 and not more than \$25,000 or to imprisonment for a term not exceeding 12 months, or to both.

(2) A person who is convicted of an offence under subsection (1) for a failure to comply with a provision of this Act is not liable to pay a penalty imposed under section 65 or 66 for the same failure, unless a notice of assessment for the penalty was issued before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made.

69. (1) Every person commits an offence who

(a) makes, or participates in, assents to or acquiesces in the making of, a false or deceptive statement in a return, application, certificate, record or answer filed or made as required under this Act;

(b) for the purposes of evading payment of any amount payable under this Act, or obtaining a refund to which the person is not entitled under this Act,

(i) destroys, alters, mutilates, conceals or otherwise disposes of any records of a person, or

(ii) makes, or assents to or acquiesces in the making of, a false or deceptive entry, or omits, or assents to or acquiesces in the omission, to enter a material particular in the records of a person;

INFRACTIONS ET PEINES

68. (1) Toute personne qui ne présente pas ou ne remplit pas une déclaration selon les modalités et dans le délai prévus sous le régime de la présente loi ou qui ne remplit pas une obligation prévue aux paragraphes 48(5) ou (8) ou à l'article 49 ou encore qui contrevient à une ordonnance rendue en application de l'article 74 commet une infraction et, en plus de toute pénalité prévue par ailleurs, est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 25 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de douze mois, ou de l'une de ces peines.

(2) La personne déclarée coupable de l'infraction visée au paragraphe (1) n'est passible de la pénalité prévue aux articles 65 ou 66 relativement aux mêmes faits que si un avis de cotisation concernant la pénalité a été envoyé avant que la dénonciation ou la plainte qui a donné lieu à la déclaration de culpabilité n'ait été faite.

69. (1) Commet une infraction quiconque, selon le cas :

a) donne des renseignements faux ou trompeurs, ou participe ou consent à leur énonciation, dans une déclaration, une demande, un certificat, un registre ou une réponse produits ou faits en vertu de la présente loi;

b) pour éluder le paiement d'une somme exigible en vertu de la présente loi ou pour obtenir un remboursement sans y avoir droit aux termes de celle-ci :

(i) détruit, modifie, mutilé ou cache les registres d'une personne, ou en dispose autrement,

(ii) fait ou consent à laisser faire des inscriptions fausses ou trompeuses, ou omet ou consent à laisser omettre l'inscription d'un détail important dans les registres d'une personne;

Omission de présenter une déclaration ou d'observer une obligation ou une ordonnance

Réserve

Déclarations fausses ou trompeuses

Offence for failure to file return or to comply with demand or order

Saving

Offences for false or deceptive statement

(c) wilfully, in any manner, evades or attempts to evade compliance with this Act or payment of an amount payable under this Act;

(d) wilfully, in any manner, obtains or attempts to obtain a refund to which the person is not entitled under this Act; or

(e) conspires with any person to commit an offence described in any of paragraphs (a) to (d).

Punishment

(2) Every person who commits an offence under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction and, in addition to any penalty otherwise provided, is liable to

(a) a fine of not less than 50%, and not more than 200%, of the amount payable that was sought to be evaded, or of the refund sought, or, if the amount that was sought to be evaded cannot be ascertained, a fine of not less than \$1,000 and not more than \$25,000;

(b) imprisonment for a term not exceeding 18 months; or

(c) both a fine referred to in paragraph (a) and imprisonment for a term not exceeding 18 months.

Penalty on conviction

(3) A person who is convicted of an offence under subsection (1) is not liable to pay a penalty imposed under any of sections 64 to 67 for the same evasion or attempt unless a notice of assessment for that penalty was issued before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made.

Stay of appeal

(4) If, in any appeal under this Act, substantially the same facts are at issue as those that are at issue in a prosecution under this section, the Minister may file a stay of proceedings with the Tax Court of Canada and, on doing so, the proceedings before the Tax Court of Canada are stayed pending a final determination of the outcome of the prosecution.

c) volontairement, de quelque manière que ce soit, élude ou tente d'éluder l'observation de la présente loi ou le paiement d'une somme exigible en vertu de celle-ci;

d) volontairement, de quelque manière que ce soit, obtient ou tente d'obtenir un remboursement sans y avoir droit aux termes de la présente loi;

e) conspire avec une personne pour commettre l'une des infractions visées aux alinéas a) à d).

(2) Quiconque commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, en plus de toute pénalité prévue par ailleurs :

a) soit d'une amende au moins égale à 50 % de la somme exigible qu'il a tenté d'éluder, ou du remboursement qu'il a cherché à obtenir, sans dépasser 200 % de cette somme ou de ce remboursement, ou, si la somme n'est pas vérifiable, d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 25 000 \$;

b) soit d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois;

c) soit de l'amende prévue à l'alinéa a) et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois.

(3) La personne déclarée coupable de l'infraction visée au paragraphe (1) n'est passible de la pénalité prévue à l'un des articles 64 à 67 relativement à la même élusion ou tentative d'élusion que si un avis de cotisation concernant la pénalité a été envoyé avant que la dénonciation ou la plainte qui a donné lieu à la déclaration de culpabilité n'ait été faite.

(4) Le ministre peut demander la suspension d'un appel interjeté en vertu de la présente loi à la Cour canadienne de l'impôt si les faits qui y sont débattus sont pour la plupart les mêmes que ceux qui font l'objet de poursuites entamées en vertu du présent article. Dès lors, l'appel est suspendu en attendant l'issue des poursuites.

Peine

Réserve

Suspension d'appel

Failure to pay
charges

70. Every person who wilfully fails to pay a charge as and when required under this Act is guilty of an offence punishable on summary conviction and, in addition to any penalty or interest otherwise provided, is liable to

(a) a fine not exceeding the aggregate of \$1,000 and an amount equal to 20% of the amount of the charge that should have been paid;

(b) imprisonment for a term not exceeding 10 six months; or

(c) both a fine referred to in paragraph (a) and imprisonment for a term not exceeding six months.

Offence re
confidential
information

71. (1) Every person is guilty of an offence 15 and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding 12 months, or to both, if the person

(a) contravenes subsection 84(2); or 20

(b) knowingly contravenes an order made under subsection 84(7).

(2) Every person

(a) to whom confidential information has been provided for a particular purpose under 25 paragraph 84(6)(a), (b), (c), (e), (h) or (k), or

(b) who is an official to whom confidential information has been provided for a particular purpose pursuant to paragraph 84(6)(d), (f) or 30 (i)

and who for any other purpose knowingly uses, provides to any person, allows the provision to any person of, or allows any person access to, that information is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not 35 exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding 12 months, or to both.

Definitions

(3) In subsection (2), “official” and “confidential information” have the same meanings as in subsection 84(1).

70. Quiconque omet volontairement de payer un droit selon les modalités et dans le délai prévus sous le régime de la présente loi commet une infraction et est passible, sur déclaration de 5 culpabilité par procédure sommaire, en plus de toute pénalité ou tous intérêts prévus par ailleurs :

a) soit d’une amende ne dépassant pas la somme de 1 000 \$ et du montant représentant 20 % du droit qui aurait dû être versé; 10

b) soit d’un emprisonnement maximal de six mois;

c) soit de l’amende prévue à l’alinéa a) et d’un emprisonnement maximal de six mois.

71. (1) Commet une infraction et est pas- 15 sible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d’une amende maximale de 5 000 \$ et d’un emprisonnement maximal de douze mois, ou de l’une de ces peines, quiconque, selon le cas : 20

a) contrevient au paragraphe 84(2);

b) contrevient sciemment à une ordonnance rendue en application du paragraphe 84(7).

(2) Commet une infraction et est passible, sur 25 déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d’une amende maximale de 5 000 \$ et d’un emprisonnement maximal de douze mois, ou de l’une de ces peines :

a) toute personne à qui un renseignement confidentiel est fourni à une fin précise en 30 conformité avec les alinéas 84(6)a), b), c), e), h) ou k) et qui, sciemment, utilise ce renseignement, le fournit ou en permet la fourniture ou l’accès à une autre fin;

b) tout fonctionnaire à qui un renseignement 35 confidentiel est fourni à une fin précise en conformité avec les alinéas 84(6)d), f) ou i) et qui, sciemment, utilise ce renseignement, le fournit ou en permet la fourniture ou l’accès à une autre fin. 40

(3) Pour l’application du paragraphe (2), « fonctionnaire » et « renseignement confiden- 40 tiel » s’entendent au sens du paragraphe 84(1).

Omission de
verser un droit

Communication
non autorisée de
renseignements

Communication
non autorisée de
renseignements

Définitions

General offence	72. Every person who fails to comply with any provision of this Act or the regulations made under this Act for which no other offence is specified in this Act is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding \$1,000.	72. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou de ses règlements pour laquelle celle-ci ne prévoit aucune autre infraction commet une infraction et est passible, sur 5 déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 1 000 \$.	Infraction générale
Defence of due diligence	73. No person shall be convicted of an offence under section 68 or 72 if the person establishes that they exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.	73. Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction visée aux articles 68 ou 72 s'il établit qu'il a fait preuve de toute la diligence voulue 10 pour en empêcher la perpétration. 10	Disculpation
Compliance orders	74. If a person is convicted by a court of an offence for a failure to comply with a provision of this Act, the court may make any order that it considers proper in order to enforce compliance with the provision.	74. Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction à la présente loi peut rendre toute ordonnance qu'il estime indiquée pour qu'il soit remédié au défaut visé par 15 l'infraction. 15	Ordonnance d'exécution
Officers of corporations, etc.	75. If a person other than an individual commits an offence under this Act, every officer, director or representative of the person who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission 20 of the offence is a party to and guilty of the offence and liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the person has been prosecuted or convicted.	75. En cas de perpétration par une personne, autre qu'un particulier, d'une infraction prévue par la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou représentants qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou 20 participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et sont passibles, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue, que la personne ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable. 25	Cadres de personnes morales
Information or complaint	76. (1) An information or complaint under 25 this Act may be laid or made by any employee of the Agency, by a member of the Royal Canadian Mounted Police or by any person authorized to do so by the Minister and, if an information or complaint purports to have been 30 laid or made under this Act, it is deemed to have been laid or made by a person so authorized by the Minister and shall not be called in question for lack of authority of the informant or complainant, except by the Minister or a person 35 acting for the Minister or for Her Majesty in right of Canada.	76. (1) Toute dénonciation ou plainte faite en vertu de la présente loi peut l'être par tout employé de l'Agence, par un membre de la Gendarmerie royale du Canada ou par toute personne qui y est autorisée par le ministre. La 30 dénonciation ou la plainte faite en vertu de la présente loi est réputée l'avoir été par une personne qui y est autorisée par le ministre, et seul le ministre ou une personne agissant en son nom ou au nom de Sa Majesté du chef du 35 Canada peut la mettre en doute pour défaut de compétence du dénonciateur ou du plaignant.	Dénonciation ou plainte
Two or more offences	(2) An information or complaint in respect of an offence under this Act may be for one or more offences, and no information, complaint, 40 warrant, conviction or other proceeding in a prosecution under this Act is objectionable or insufficient by reason of the fact that it relates to two or more offences.	(2) La dénonciation ou la plainte faite à l'égard d'une infraction à la présente loi peut viser une ou plusieurs infractions. Aucune 40 dénonciation, plainte, déclaration de culpabilité ou autre procédure ni aucun mandat dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi n'est susceptible d'opposition ou n'est insuffisant du fait que deux infractions ou plus sont 45 visées.	Deux infractions ou plus

Territorial jurisdiction	(3) An information or complaint in respect of an offence under this Act may be heard, tried or determined by any court, if the accused is resident, carrying on business, found or apprehended or is in custody within the court's territorial jurisdiction even if the matter of the information or complaint did not arise within that territorial jurisdiction.	(3) Toute poursuite pour une infraction à la présente loi peut être intentée devant tout tribunal compétent du district judiciaire où l'accusé réside, exploite une entreprise ou est trouvé, appréhendé ou détenu, même si l'objet de la dénonciation ou de la plainte qui a donné lieu à la poursuite n'y a pas pris naissance.	District judiciaire
Limitation of prosecutions	(4) An information or complaint under the provisions of the <i>Criminal Code</i> relating to summary convictions, in respect of an offence under this Act, may be laid or made within two years after the day on which the matter of the information or complaint arose.	(4) La dénonciation ou la plainte peut être faite, à l'égard d'une infraction à la présente loi, en application des dispositions du <i>Code criminel</i> concernant les déclarations de culpabilité par procédure sommaire, dans les deux ans suivant le jour où l'objet de la dénonciation ou de la plainte a pris naissance.	Prescription des poursuites

INSPECTIONS

INSPECTION

By whom	77. (1) A person authorized by the Minister to do so may, at all reasonable times, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act, inspect, audit or examine the records, processes, property or premises of a person in order to determine whether that or any other person is in compliance with this Act.	77. (1) La personne autorisée par le ministre peut, à toute heure convenable, pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi, inspecter, vérifier ou examiner les registres, les procédés, les biens ou les locaux d'une personne afin d'établir si celle-ci ou toute autre personne se conforme à la présente loi.	Inspection
Powers of authorized person	(2) For the purposes of an inspection, audit or examination, the authorized person may (a) enter any place in which the authorized person reasonably believes the person keeps records or carries on any activity to which this Act applies; and (b) require any individual to be present during the inspection, audit or examination and require that individual to answer all proper questions and to give to the authorized person all reasonable assistance.	(2) Afin d'effectuer l'inspection, la vérification ou l'examen, la personne autorisée peut : (a) pénétrer dans tout lieu où elle croit, pour des motifs raisonnables, que la personne tient des registres ou exerce une activité auxquels s'applique la présente loi; (b) exiger de toute personne qu'elle l'accompagne pendant l'inspection, la vérification ou l'examen, réponde à toutes les questions pertinentes et lui prête toute l'assistance raisonnable.	Pouvoirs de la personne autorisée
Prior authorization	(3) If any place referred to in paragraph (2)(a) is a dwelling-house, the authorized person may not enter that dwelling-house without the consent of the occupant, except under the authority of a warrant issued under subsection (4).	(3) Si le lieu visé à l'alinéa (2)a) est une maison d'habitation, la personne autorisée ne peut y pénétrer sans la permission de l'occupant, à moins d'y être autorisée par un mandat décerné en application du paragraphe (4).	Autorisation préalable
Warrant to enter dwelling-house	(4) A judge may issue a warrant authorizing a person to enter a dwelling-house subject to the conditions specified in the warrant if, on <i>ex parte</i> application by the Minister, a judge is satisfied by information on oath that	(4) Sur requête <i>ex parte</i> du ministre, le juge saisi peut décerner un mandat qui autorise une personne à pénétrer dans une maison d'habitation aux conditions précisées dans le mandat,	Mandat

(a) there are reasonable grounds to believe that the dwelling-house is a place referred to in paragraph (2)(a);

(b) entry into the dwelling-house is necessary for any purpose related to the administration or enforcement of this Act; and

(c) entry into the dwelling-house has been, or there are reasonable grounds to believe that entry will be, refused.

s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, que les éléments suivants sont réunis :

a) il existe des motifs raisonnables de croire que la maison d'habitation est un lieu visé à l'alinéa (2)a);

b) il est nécessaire d'y pénétrer pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi;

c) l'accès en a été refusé, ou il est raisonnable de croire qu'il le sera.

Orders if entry not authorized

(5) If the judge is not satisfied that entry into the dwelling-house is necessary for any purpose related to the administration or enforcement of this Act, the judge may, to the extent that access was or may be expected to be refused and that a record or property is or may be expected to be kept in the dwelling-house,

(a) order the occupant of the dwelling-house to provide a person with reasonable access to any record or property that is or should be kept in the dwelling-house; and

(b) make any other order that is appropriate in the circumstances to carry out the purposes of this Act.

(5) Si l'accès à la maison d'habitation a été refusé ou pourrait l'être et si des registres ou des biens y sont gardés ou pourraient l'être, le juge qui n'est pas convaincu qu'il est nécessaire d'y pénétrer pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi peut :

a) ordonner à l'occupant de la maison d'habitation de permettre à une personne d'avoir raisonnablement accès à tous registres ou biens qui y sont gardés ou devraient l'être;

b) rendre toute autre ordonnance indiquée en l'espèce pour l'application de la présente loi.

Ordonnance en cas de refus

Definition of "dwelling-house"

(6) In this section, "dwelling-house" means the whole or any part of a building or structure that is kept or occupied as a permanent or temporary residence, and includes

(a) a building within the curtilage of a dwelling-house that is connected to it by a doorway or by a covered and enclosed passageway; and

(b) a unit that is designed to be mobile and to be used as a permanent or temporary residence and that is being used as such a residence.

(6) Au présent article, « maison d'habitation » s'entend de tout ou partie d'un bâtiment ou d'une construction tenu ou occupé comme résidence permanente ou temporaire, y compris :

a) tout bâtiment qui se trouve dans la même enceinte qu'une maison d'habitation et qui y est relié par une baie de porte ou par un passage couvert et clos;

b) toute unité conçue pour être mobile et pour être utilisée comme résidence permanente ou temporaire et qui est ainsi utilisée.

Définition de « maison d'habitation »

Compliance order

78. (1) On application by the Minister, a judge may, despite section 74, order a person to provide any access, assistance, information or record sought by the Minister under section 49 or 77 if the judge is satisfied that

(a) the person was required under section 49 or 77 to provide the access, assistance, information or record and did not do so; and

78. (1) Sur demande du ministre, un juge peut, malgré l'article 74, ordonner à une personne de fournir l'accès, l'aide, les renseignements ou les registres que le ministre cherche à obtenir en vertu des articles 49 ou 77 s'il est convaincu de ce qui suit :

Ordonnance

(b) in the case of information or a record, the information or record is not protected from disclosure by solicitor-client privilege.

a) la personne n'a pas fourni l'accès, l'aide, les renseignements ou les registres, bien qu'elle en soit tenue par les articles 49 ou 77;
b) s'agissant de renseignements ou de registres, le secret professionnel de l'avocat ne peut être invoqué à leur égard.

Notice required

(2) An application under subsection (1) must not be heard before the end of five clear days after the day on which the notice of application is served on the person against whom the order is sought.

(2) La demande n'est entendue qu'une fois 5 écoulés cinq jours francs après la signification d'un avis de la demande à la personne concernée. 10

Avis

Judge may impose conditions

(3) The judge making an order under subsection (1) may impose any conditions in 10 respect of the order that the judge considers appropriate.

(3) Le juge peut imposer, à l'égard de l'ordonnance, les conditions qu'il estime indiquées.

Conditions

Contempt of court

(4) If a person fails or refuses to comply with an order, a judge may find the person in contempt of court and the person is subject to 15 the processes and the punishments of the court to which the judge is appointed.

(4) Quiconque refuse ou omet de se conformer à l'ordonnance peut être reconnu coupable 15 d'outrage au tribunal; il est alors sujet aux procédures et sanctions du tribunal l'ayant ainsi reconnu coupable.

Outrage

Appeal

(5) An order by a judge under subsection (1) may be appealed to a court having appellate jurisdiction over decisions of the court to which 20 the judge is appointed. An appeal does not suspend the execution of the order unless it is so ordered by a judge of the court to which the appeal is made.

(5) L'ordonnance visée au paragraphe (1) est susceptible d'appel devant le tribunal ayant 20 compétence pour entendre les appels des décisions du tribunal l'ayant rendue. Toutefois, l'appel n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de l'ordonnance, sauf ordonnance contraire d'un juge du tribunal saisi de l'appel. 25

Appel

Copies

79. If any record is seized, inspected, 25 audited, examined or provided under any of sections 49, 77, 78 and 83, the person by whom it is seized, inspected, audited or examined or to whom it is provided or any officer of the Agency may make or cause to be made one or 30 more copies of it and, in the case of an electronic document, make or cause to be made a print-out of the electronic document. Any document purporting to be certified by the Minister or an authorized person to be a copy of 35 the record, or to be a print-out of an electronic document, made under this section is evidence of the nature and content of the original record and has the same probative force as the original record would have if it were proven in the 40 ordinary way.

79. Toute personne qui saisit, inspecte, 30 vérifie ou examine des registres ou en reçoit livraison en vertu de l'un des articles 49, 77, 78 et 83 ou tout fonctionnaire de l'Agence peut en faire ou en faire faire des copies et, s'il s'agit de 30 documents électroniques, les imprimer ou les faire imprimer. Les documents présentés comme étant des copies de registres ou des imprimés de documents électroniques attestés par le ministre ou une personne autorisée et qui sont faits 35 conformément au présent article font preuve de la nature et du contenu des registres originaux et ont la même force probante qu'auraient ceux-ci si leur authenticité était prouvée de la façon usuelle. 40

Copies

Prohibition

80. (1) No person shall, physically or otherwise, do or attempt to do either of the following:

80. (1) Nul ne peut, physiquement ou autrement :

Interdiction

	<p>(a) interfere with, hinder or molest any person doing anything the person is authorized to do under this Act; or</p> <p>(b) prevent any person from doing anything the person is authorized to do under this Act.</p>	<p>a) entraver, rudoyer ou contrecarrer, ou tenter d'entraver, de rudoyer ou de contrecarrer toute personne qui fait une chose qu'elle est autorisée à faire en vertu de la présente loi;</p> <p>b) empêcher ou tenter d'empêcher toute personne de faire une chose qu'elle est autorisée à faire en vertu de la présente loi.</p>	5	
Compliance	(2) Every person shall, unless the person is unable to do so, do everything the person is required to do by or pursuant to any of sections 49, 77 to 79 and 83.	(2) Quiconque est tenu par l'un ou l'autre des articles 49, 77 à 79 et 83 de faire quelque chose doit le faire, sauf impossibilité.	10	Observation
Definition of "foreign-based information or record"	81. (1) For the purposes of this section, "foreign-based information or record" means any information or record that is available or located outside Canada and that may be relevant to the administration or enforcement of this Act, including the collection of any amount payable under this Act by any person.	81. (1) Pour l'application du présent article, «renseignement ou registre étranger» s'entend de tout renseignement ou registre accessible ou situé à l'extérieur du Canada et qui peut être pris en compte pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi, notamment pour la perception d'une somme à payer par une personne en vertu de celle-ci.	15	Définition de «renseignement ou registre étranger»
Requirement to provide foreign-based information	(2) Despite any other provision of this Act, the Minister may, by notice served personally or sent by registered or certified mail, require a person resident in Canada or a non-resident person who carries on business in Canada to provide any foreign-based information or record.	(2) Malgré les autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, par avis signifié à personne ou envoyé par courrier recommandé ou certifié, mettre en demeure toute personne résidant au Canada ou n'y résidant pas mais y exploitant une entreprise de livrer des renseignements ou registres étrangers.	20	Obligation de présenter des renseignements et registres étrangers
Content of notice	(3) A notice referred to in subsection (2) shall set out <p>(a) a reasonable period of not less than 90 days for the provision of the information or record;</p> <p>(b) a description of the information or record being sought; and</p> <p>(c) the consequences under subsection (8) to the person of the failure to provide the information or record being sought within the period set out in the notice.</p>	(3) L'avis comporte les éléments suivants : <p>a) une indication du délai raisonnable, d'au moins quatre-vingt-dix jours, dans lequel les renseignements ou registres étrangers doivent être livrés;</p> <p>b) la désignation des renseignements ou registres étrangers recherchés;</p> <p>c) une indication des conséquences, prévues au paragraphe (8), du non-respect de la mise en demeure.</p>	25 30 35	Contenu de l'avis
Review by judge	(4) The person on whom a notice of a requirement is served or to whom a notice of requirement is sent under subsection (2) may, within 90 days after the service or sending of the notice, apply to a judge for a review of the requirement.	(4) La personne à qui l'avis est signifié ou envoyé peut contester, par requête à un juge, la mise en demeure dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de signification ou d'envoi.	35 40	Révision par un juge

Powers on
review

(5) On hearing an application under subsection (4) in respect of a requirement, a judge may

- (a) confirm the requirement;
- (b) vary the requirement if satisfied that it is appropriate to do so in the circumstances; or
- (c) set aside the requirement if satisfied that it is unreasonable.

(5) À l'audition de la requête, le juge peut confirmer la mise en demeure, la modifier de la façon qu'il estime indiquée dans les circonstances ou la déclarer sans effet s'il est convaincu qu'elle est déraisonnable.

Pouvoir de
révision

Clarification

(6) For the purposes of subsection (5), a requirement to provide information or a record shall not be considered to be unreasonable because the information or record is under the control of or available to a non-resident person that is not controlled by the person on whom the notice of the requirement is served or to whom the notice of requirement is sent under subsection (2) if that person is related to the non-resident person.

(6) Pour l'application du paragraphe (5), la mise en demeure de livrer des renseignements ou registres étrangers qui sont accessibles ou situés chez une personne ne résidant pas au Canada qui n'est pas contrôlée par la personne à qui l'avis est signifié ou envoyé, ou qui sont sous la garde de la personne ne résidant pas au Canada n'est pas de ce seul fait déraisonnable si les deux personnes sont liées.

Précision

Time during
consideration not
to count

(7) The period between the day on which an application for the review of a requirement is made under subsection (4) and the day on which the review is decided shall not be counted in the computation of

- (a) the period set out in the notice of the requirement; and
- (b) the period within which an assessment may be made under section 50 or 51.

(7) Le délai qui court entre le jour où une requête est présentée en application du paragraphe (4) et le jour où il est décidé de la requête ne compte pas dans le calcul :

Suspension du
délai

- a) du délai indiqué dans l'avis correspondant à la mise en demeure qui a donné lieu à la requête;
- b) du délai dans lequel une cotisation peut être établie en application des articles 50 ou 51.

Consequence of
failure

(8) If a person fails to comply substantially with a notice served or sent under subsection (2) and if the notice is not set aside under subsection (5), any court having jurisdiction in a civil proceeding relating to the administration or enforcement of this Act shall, on motion of the Minister, prohibit the introduction by that person of any foreign-based information or record covered by that notice.

(8) Tout tribunal saisi d'une procédure civile portant sur l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi doit, sur requête du ministre, refuser le dépôt en preuve par une personne de tout renseignement ou registre étranger visé par une mise en demeure qui n'est pas déclarée sans effet dans le cas où la personne ne livre pas la totalité, ou presque, des renseignements et registres étrangers visés par la mise en demeure.

Conséquence du
défaut

Information
respecting non-
resident persons

82. Every corporation that, at any time in a taxation year, was resident in Canada or carried on business in Canada shall, in respect of each non-resident person with whom it was not dealing at arm's length at any time in the year, file with the Minister, within six months after the end of the year, information specified by the Minister for the year in respect of transactions with that person.

82. Toute personne morale qui, au cours d'une année d'imposition, réside au Canada ou y exploite une entreprise présente au ministre, dans les six mois suivant la fin de l'année, au titre de chaque personne non résidente avec laquelle elle a un lien de dépendance au cours de l'année, les renseignements sur ses opérations avec cette personne déterminés par celui-ci.

Renseignements
concernant
certaines
personnes non
résidentes

	INVESTIGATION	ENQUÊTE	
Search warrant	<p>83. (1) A judge may, on <i>ex parte</i> application by the Minister, issue a warrant authorizing any person named in the warrant to enter and search any building, receptacle or place for any record or thing that may afford evidence of the commission of an offence under this Act and to seize the record or thing and, as soon as is practicable, bring it before, or make a report in respect of it to, the judge or, where that judge is unable to act, another judge of the same court, to be dealt with by the judge in accordance with this section.</p>	<p>83. (1) Sur requête <i>ex parte</i> du ministre, un juge peut décerner un mandat écrit qui autorise toute personne qui y est nommée à pénétrer et perquisitionner dans tout bâtiment, contenant ou endroit pour y chercher des registres ou choses qui peuvent constituer des éléments de preuve de la perpétration d'une infraction à la présente loi, et à saisir ces registres ou choses. La personne doit, dès que cela est matériellement possible, soit les apporter au juge ou, en cas d'incapacité de celui-ci, à un autre juge du même tribunal, soit lui en faire rapport, pour que le juge en dispose conformément au présent article.</p>	Requête pour mandat de perquisition
Evidence on oath	<p>(2) An application under subsection (1) shall be supported by information on oath establishing the facts on which the application is based.</p>	<p>(2) La requête est appuyée par une dénonciation sous serment qui expose les faits la justifiant.</p>	Preuve sous serment
Issue of warrant	<p>(3) A judge may issue a warrant referred to in subsection (1) if the judge is satisfied that there are reasonable grounds to believe that</p> <p>(a) an offence under this Act has been committed;</p> <p>(b) a record or thing that may afford evidence of the commission of the offence is likely to be found; and</p> <p>(c) the building, receptacle or place specified in the application is likely to contain such a record or thing.</p>	<p>(3) Le juge saisi de la requête peut décerner le mandat s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire ce qui suit :</p> <p>a) une infraction à la présente loi a été commise;</p> <p>b) des registres ou choses qui peuvent constituer des éléments de preuve de la perpétration de l'infraction seront vraisemblablement trouvés;</p> <p>c) le bâtiment, contenant ou endroit précisé dans la requête contient vraisemblablement de tels registres ou choses.</p>	Mandat décerné
Contents of warrant	<p>(4) A warrant issued under subsection (1) shall refer to the offence for which it is issued, identify the building, receptacle or place to be searched and the person who is alleged to have committed the offence, and it shall be reasonably specific as to any record or thing to be searched for and seized.</p>	<p>(4) Le mandat indique l'infraction pour laquelle il est décerné et la personne présumée l'avoir commise. Il précise dans quel bâtiment, contenant ou endroit perquisitionner et il donne suffisamment de détails sur les registres ou choses à chercher et à saisir.</p>	Contenu du mandat
Seizure of record	<p>(5) Any person who executes a warrant issued under subsection (1) may seize, in addition to the record or thing referred to in that subsection, any other record or thing that the person believes on reasonable grounds affords evidence of the commission of an offence under this Act and shall, as soon as is practicable, bring the record or thing before, or make a report in respect of it to, the judge who issued the warrant or, if that judge is unable to</p>	<p>(5) Quiconque exécute le mandat peut saisir, outre les registres ou choses visés au paragraphe (1), tous autres registres ou choses qu'il croit, pour des motifs raisonnables, constituer des éléments de preuve de la perpétration d'une infraction à la présente loi. Il doit, dès que cela est matériellement possible, soit apporter ces registres ou choses au juge qui a décerné le mandat ou, en cas d'incapacité de celui-ci, à un</p>	Saisie

act, another judge of the same court, to be dealt with by the judge in accordance with this section.

Retention of
things seized

(6) Subject to subsection (7), if any record or thing seized under subsection (1) or (5) is brought before a judge or a report in respect of it is made to a judge, the judge shall, unless the Minister waives retention, order that it be retained by the Minister, who shall take reasonable care to ensure that it is preserved until the conclusion of any investigation into the offence in relation to which the record or thing was seized or until it is required to be produced for the purposes of a criminal proceeding.

Return of things
seized

(7) If any record or thing seized under subsection (1) or (5) is brought before a judge or a report in respect of it is made to a judge, the judge may, on the judge's own motion or on summary application by a person with an interest in the record or thing on three clear days notice of application to the Deputy Attorney General of Canada, order that the record or thing be returned to the person from whom it was seized or the person who is otherwise legally entitled to it, if the judge is satisfied that the record or thing

(a) will not be required for an investigation or a criminal proceeding; or

(b) was not seized in accordance with the warrant or this section.

Access and
copies

(8) The person from whom any record or thing is seized under this section is entitled, at all reasonable times and subject to any reasonable conditions that may be imposed by the Minister, to inspect the record or thing and, in the case of a record, to obtain one copy of the record at the expense of the Minister.

CONFIDENTIALITY OF INFORMATION

Definitions

84. (1) The following definitions apply in this section.

"authorized
person"
« personne
autorisée »

"authorized person" means a person who is engaged or employed, or who was formerly engaged or employed, by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to assist in carrying out the provisions of this Act.

autre juge du même tribunal, soit lui en faire rapport, pour que le juge en dispose conformément au présent article.

Rétention des
choses saisies

(6) Sous réserve du paragraphe (7), lorsque des registres ou choses saisis en vertu des paragraphes (1) ou (5) sont apportés à un juge ou qu'il lui en est fait rapport, celui-ci ordonne que le ministre les retienne sauf si ce dernier y renonce. Le ministre qui les retient est tenu d'en prendre raisonnablement soin pour assurer leur conservation jusqu'à la fin de toute enquête sur l'infraction en rapport avec laquelle ils ont été saisis ou jusqu'à ce que leur production soit exigée pour les besoins d'une procédure pénale.

Restitution des
choses saisies

(7) Le juge à qui des registres ou choses saisis en vertu des paragraphes (1) ou (5) sont apportés ou à qui il en est fait rapport peut, d'office ou sur requête sommaire d'une personne ayant un droit dans les registres ou choses, après préavis de trois jours francs au sous-procureur général du Canada, ordonner que les registres ou choses soient restitués à la personne à qui ils ont été saisis ou à celle qui y a légalement droit par ailleurs, s'il est convaincu que les registres ou choses :

a) soit ne seront pas nécessaires à une enquête ou à une procédure pénale;

b) soit n'ont pas été saisis conformément au mandat ou au présent article.

25

(8) La personne à qui des registres ou choses sont saisis en application du présent article a le droit, à toute heure convenable et aux conditions raisonnables que peut imposer le ministre, d'examiner les registres ou choses et d'obtenir une copie unique des registres aux frais du ministre.

Accès aux
registres et
reproduction

RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

Définitions

84. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« cour d'appel » S'entend au sens de l'article 2 du *Code criminel*.

« cour d'appel »
"court of
appeal"

40

"confidential information" « renseignements confidentiel »	"confidential information" means information of any kind and in any form that relates to one or more persons and that is obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act, and any information that is prepared from such information, but does not include information that does not directly or indirectly reveal the identity of the person to whom it relates.	« fonctionnaire » Personne qui est ou a été employée par Sa Majesté du chef du Canada et des provinces, qui occupe ou a occupé une fonction de responsabilité à son service ou qui est ou a été engagée par elle ou en son nom.	« fonctionnaire » "official"
"court of appeal" « cour d'appel »	"court of appeal" has the same meaning as in section 2 of the <i>Criminal Code</i> .	« personne autorisée » Personne qui est ou a été engagée ou employée par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom pour aider à l'application de la présente loi.	« personne autorisée » "authorized person"
"official" « fonctionnaire »	"official" means a person who is employed in the service of, who occupies a position of responsibility in the service of, or who is engaged by or on behalf of, Her Majesty in right of Canada or a province, or a person who was formerly so employed, who formerly occupied such a position or who formerly was so engaged.	« renseignements confidentiel » Renseignement de toute nature et sous toute forme concernant une ou plusieurs personnes et qui soit est obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente loi, soit est tiré d'un renseignement ainsi obtenu. Est exclu de la présente définition le renseignement qui ne révèle pas, même indirectement, l'identité de la personne en cause.	« renseignements confidentiel » "confidential information"
Provision of information	(2) Except as authorized under this section, no official shall knowingly (a) provide, or allow to be provided, to any person any confidential information; (b) allow any person to have access to any confidential information; or (c) use any confidential information other than in the course of the administration or enforcement of this Act.	(2) Sauf autorisation prévue au présent article, il est interdit au fonctionnaire : a) de fournir sciemment à quiconque tout renseignement confidentiel ou de permettre sciemment qu'il le soit; b) de permettre sciemment à quiconque d'avoir accès à tout renseignement confidentiel; c) d'utiliser sciemment tout renseignement confidentiel en dehors du cadre de l'exécution ou du contrôle d'application de la présente loi.	Communication de renseignements 20
Provision of information in legal proceedings	(3) Despite any other Act of Parliament or other law, no official shall be required, in connection with any legal proceedings, to give or produce evidence relating to any confidential information.	(3) Malgré toute autre loi fédérale et toute règle de droit, nul fonctionnaire ne peut être requis, dans le cadre d'une instance, de témoigner ou de produire quoi que ce soit relativement à un renseignement confidentiel.	Communication de renseignements dans le cadre d'une instance 35
Communications where proceedings have been commenced	(4) Subsections (2) and (3) do not apply in respect of (a) criminal proceedings that have been commenced by the laying of an information or the preferring of an indictment under an Act of Parliament; (b) any legal proceedings relating to the administration or enforcement of this Act, the <i>Customs Act</i> , the <i>Export and Import Permits Act</i> or any other Act of Parliament or law of a province that provides for the	(4) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent : a) ni aux poursuites pénales engagées par le dépôt d'une dénonciation ou d'un acte d'accusation, en vertu d'une loi fédérale; b) ni aux instances ayant trait à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi, de la <i>Loi sur les douanes</i> , de la <i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> ou de toute loi fédérale ou provinciale qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt,	Communication de renseignements en cours d'instance 40

imposition or collection of a tax or duty, before a court of record, including a court of record in a jurisdiction outside Canada; or

(c) any legal proceedings under an international agreement relating to trade before 5

(i) a court of record, including a court of record in a jurisdiction outside Canada,

(ii) an international organization, or

(iii) a dispute settlement panel or an appellate body created under an international agreement relating to trade. 10

Circumstances involving danger

(5) The Minister may provide to appropriate persons any confidential information relating to imminent danger of death or physical injury to any individual.

Disclosure of confidential information

(6) An official may

(a) provide to a person any confidential information that may reasonably be regarded as necessary for the purpose of the administration or enforcement of this Act, solely for 20 that purpose;

(b) provide to a person confidential information that can reasonably be regarded as necessary for the purposes of determining any liability or obligation of the person or any 25 refund to which the person is or may become entitled under this Act;

(c) provide, allow to be provided, or allow inspection of or access to any confidential information to or by 30

(i) any person, or any person within a class of persons, that the Minister may authorize, subject to any conditions that the Minister may specify, or

(ii) any person otherwise legally entitled 35 to the information by reason of an Act of Parliament, solely for the purposes for which that person is entitled to the information;

(d) provide confidential information 40

d'une taxe ou d'un droit, engagées devant une cour d'archives, notamment une cour d'archives hors du ressort canadien;

c) ni aux instances engagées, au titre d'un accord commercial international, devant : 5

(i) une cour d'archives, notamment une cour d'archives hors du ressort canadien,

(ii) une organisation internationale,

(iii) un organe de règlement de différends ou une juridiction d'appel constituée sous 10 le régime d'un accord commercial international.

Personnes en danger

(5) Le ministre peut fournir aux personnes compétentes tout renseignement confidentiel concernant un danger imminent de mort ou de 15 blessures qui menace une personne.

Communication d'un renseignement confidentiel

(6) Le fonctionnaire peut :

a) fournir à toute personne tout renseignement confidentiel qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaire à l'exécution ou 20 au contrôle d'application de la présente loi, mais uniquement à cette fin;

b) fournir à toute personne tout renseignement confidentiel qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaire à la détermination de toute somme dont la personne est redevable ou du montant de tout remboursement auquel elle a droit ou pourrait avoir droit en vertu de la présente loi;

c) d'une part, fournir ou permettre que soit 30 fourni tout renseignement confidentiel à toute personne que le ministre autorise, ou qui fait partie d'une catégorie de personnes que le ministre autorise, aux conditions précisées par celui-ci, ou à toute personne qui y a par 35 ailleurs légalement droit par l'effet d'une loi fédérale et, d'autre part, lui en permettre l'examen ou l'accès, mais uniquement aux fins auxquelles elle y a droit;

d) fournir tout renseignement confidentiel : 40

(i) à tout fonctionnaire du ministère des Finances, mais uniquement en vue de l'administration de tout accord fédéral-

(i) to an official of the Department of Finance solely for the purposes of the administration of a federal-provincial agreement made under the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*, 5

(ii) to an official solely for the purpose of the formulation, evaluation or implementation of a fiscal or trade policy or for the purposes of the administration or enforcement of the *Customs Act*, the *Export and Import Permits Act*, any other Act of Parliament or law of a province that provides for the imposition or collection of a tax or duty or an international agreement relating to trade, 15

(iii) to an official solely for the purposes of the negotiation or implementation of an international agreement relating to trade,

(iv) to an official of the government of a province solely for the purposes of the 20 formulation or evaluation of a fiscal or trade policy or any other policy relating to softwood lumber products,

(v) to an official of a department or agency of the Government of Canada or of a 25 province as to the name, address, occupation, size or type of business of a person, solely for the purposes of enabling that department or agency to obtain statistical data for research and analysis, 30

(vi) to an official solely for the purposes of setting off, against any sum of money that may be payable by Her Majesty in right of Canada, a debt due to

(A) Her Majesty in right of Canada, or 35

(B) Her Majesty in right of a province on account of taxes payable to the province where an agreement exists between Canada and the province under which Canada is authorized to collect 40 taxes on behalf of the province, or

(vii) to an official solely for the purposes of section 7.1 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*;

provincial conclu au titre de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*,

(ii) à tout fonctionnaire, mais uniquement en vue de la formulation, de l'évaluation et de la mise à exécution de toute politique fiscale ou commerciale ou en vue de l'exécution ou du contrôle d'application de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, de 10 toute loi fédérale ou provinciale qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit ou de tout accord commercial international,

(iii) à tout fonctionnaire, mais uniquement 15 en vue de la négociation et de la mise à exécution de tout accord commercial international,

(iv) à tout fonctionnaire provincial, mais uniquement en vue de la formulation ou de 20 l'évaluation de toute politique fiscale ou commerciale ou de toute autre politique relative aux produits de bois d'oeuvre,

(v) à tout fonctionnaire d'un ministère ou organisme fédéral ou provincial, quant aux 25 nom, adresse et profession d'une personne et à la taille et au genre de son entreprise, mais uniquement en vue de permettre au ministère ou à l'organisme de recueillir des données statistiques pour la recherche et 30 l'analyse,

(vi) à tout fonctionnaire, mais uniquement en vue de procéder, par voie de compensation, à la retenue, sur toute somme due par Sa Majesté du chef du Canada, de toute 35 somme correspondant à une créance :

(A) soit de Sa Majesté du chef du Canada,

(B) soit de Sa Majesté du chef d'une province s'il s'agit de taxes ou d'impôts 40 provinciaux visés par un accord entre le Canada et la province en vertu duquel le Canada est autorisé à percevoir les impôts ou taxes à verser à la province,

- (e) provide confidential information to an official or any person employed by or representing the government of a foreign state, an international organization established by the governments of states, a community of states, or an institution of any such government or organization, in accordance with an international convention, agreement or other written arrangement relating to trade between the Government of Canada or an institution of the Government of Canada and the government of the foreign state, the organization, the community or the institution, solely for the purposes set out in that arrangement;
- (f) provide confidential information solely for the purposes of sections 23 to 25 of the *Financial Administration Act*;
- (g) use confidential information to compile information in a form that does not directly or indirectly reveal the identity of the person to whom the information relates;
- (h) use, or provide to any person, confidential information solely for a purpose relating to the supervision, evaluation or discipline of an authorized person by Her Majesty in right of Canada in respect of a period during which the authorized person was employed by or engaged by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to assist in the administration or enforcement of this Act, to the extent that the information is relevant for that purpose;
- (i) provide access to records of confidential information to the Librarian and Archivist of Canada or a person acting on behalf of or under the direction of the Librarian and Archivist, solely for the purposes of section 12 of the *Library and Archives of Canada Act*, and transfer such records to the care and control of such persons solely for the purposes of section 13 of that Act;
- (j) use confidential information relating to a person to provide information to that person; and
- (k) provide confidential information to a police officer, within the meaning assigned by subsection 462.48(17) of the *Criminal*
- (vii) à tout fonctionnaire, mais uniquement pour l'application de l'article 7.1 de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*;
- e) fournir tout renseignement confidentiel à tout fonctionnaire, à tout employé ou à tout représentant du gouvernement d'un État étranger, d'une organisation internationale créée par les gouvernements de divers États, d'une communauté internationale ou d'une institution d'un tel gouvernement ou d'une telle organisation, conformément à une convention, une entente ou un autre accord commercial international écrit conclu entre le gouvernement du Canada ou l'une de ses institutions et le gouvernement de l'État étranger, l'organisation, la communauté ou l'institution, aux seules fins qui y sont énoncées;
- f) fournir tout renseignement confidentiel, mais uniquement pour l'application des articles 23 à 25 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- g) utiliser tout renseignement confidentiel en vue de compiler des renseignements sous une forme qui ne révèle pas, même indirectement, l'identité de la personne en cause;
- h) utiliser ou fournir tout renseignement confidentiel, mais uniquement à une fin liée à la surveillance ou à l'évaluation, par Sa Majesté du chef du Canada, d'une personne autorisée ou à des mesures disciplinaires prises par elle à l'endroit de cette personne relativement à une période au cours de laquelle celle-ci était soit employée par elle, soit engagée par elle ou en son nom pour aider à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi, dans la mesure où le renseignement a rapport à cette fin;
- i) donner accès à des registres renfermant des renseignements confidentiels au bibliothécaire et archiviste du Canada ou à toute personne agissant en son nom ou sur son ordre, mais uniquement pour l'application de l'article 12 de la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, et transférer de tels

Code, solely for the purpose of investigating whether an offence has been committed under the *Criminal Code*, or the laying of an information or the preferring of an indictment, if

(i) that information can reasonably be regarded as being relevant for the purpose of ascertaining the circumstances in which an offence under the *Criminal Code* may have been committed, or the identity of the person or persons who may have committed an offence, with respect to an official, or with respect to any person related to that official,

(ii) the official was or is engaged in the administration or enforcement of this Act, and

(iii) the offence can reasonably be considered to be related to that administration or enforcement.

registres sous la garde et la responsabilité de ces personnes, mais uniquement pour l'application de l'article 13 de cette loi;

j) utiliser tout renseignement confidentiel concernant une personne en vue de lui fournir un renseignement;

k) fournir tout renseignement confidentiel à tout policier, au sens du paragraphe 462.48(17) du *Code criminel*, mais uniquement en vue de l'établissement de la perpétration d'une infraction à cette loi ou en vue du dépôt d'une dénonciation ou d'un acte d'accusation, si, à la fois :

(i) il est raisonnable de considérer que le renseignement est nécessaire pour confirmer les circonstances dans lesquelles l'infraction au *Code criminel* peut avoir été commise à l'égard d'un fonctionnaire ou de toute personne qui lui est liée, ou l'identité de la ou des personnes pouvant avoir commis l'infraction,

(ii) le fonctionnaire est ou était chargé de l'exécution ou du contrôle d'application de la présente loi,

(iii) il est raisonnable de considérer que l'infraction est liée à cette exécution ou ce contrôle d'application.

Measures to prevent unauthorized use or disclosure

(7) The person presiding at a legal proceeding relating to the supervision, evaluation or discipline of an authorized person may order any measures that are necessary to ensure that confidential information is not used or provided to any person for any purpose not relating to that proceeding, including

- (a) holding a hearing *in camera*;
- (b) banning the publication of the information;
- (c) concealing the identity of the person to whom the information relates; and
- (d) sealing the records of the proceeding.

Disclosure to person or on consent

(8) An official may provide confidential information relating to a person

- (a) to that person; and

(7) La personne qui préside une instance concernant la surveillance ou l'évaluation d'une personne autorisée ou des mesures disciplinaires prises à l'endroit de celle-ci peut ordonner la mise en oeuvre de mesures nécessaires pour éviter qu'un renseignement confidentiel soit utilisé ou fourni à toute fin étrangère à la procédure, notamment :

- a) la tenue d'une audience à huis clos;
- b) la non-publication du renseignement;
- c) la non-divulgence de l'identité de la personne en cause;
- d) la mise sous scellés du procès-verbal des débats.

(8) Le fonctionnaire peut fournir tout renseignement confidentiel :

- a) à la personne en cause;

Measures visant à prévenir l'utilisation ou la communication non autorisées de renseignements

Divulgence de renseignements confidentiels

	<p>(b) with the consent of that person, to any other person.</p>	<p>b) à toute autre personne, avec le consentement de la personne en cause.</p>	
Appeal from order or direction	<p>(9) An order or direction that is made in the course of or in connection with any legal proceedings and that requires an official to give or produce evidence relating to any confidential information may, by notice served on all interested parties, be appealed without delay by the Minister or by the person against whom the order or direction is made to</p> <p>(a) the court of appeal of the province in which the order or direction is made, in the case of an order or direction made by a court or other tribunal established under the laws of the province, whether that court or tribunal is exercising a jurisdiction conferred by the laws of Canada; or</p> <p>(b) the Federal Court of Appeal, in the case of an order or direction made by a court or other tribunal established under the laws of 20 Canada.</p>	<p>(9) Le ministre ou la personne contre laquelle une ordonnance est rendue ou à l'égard 5 de laquelle une directive est donnée, dans le 5 cadre ou à l'égard d'une instance, enjoignant au fonctionnaire de témoigner ou de produire quoi que ce soit relativement à un renseignement confidentiel peut sans délai, par avis signifié 10 aux parties intéressées, interjeter appel de 10 l'ordonnance ou de la directive devant :</p> <p>a) la cour d'appel de la province dans laquelle l'ordonnance est rendue ou la directive donnée, s'il s'agit d'une ordonnance ou d'une directive émanant d'un tribunal 15 établi en application des lois de la province, que ce tribunal exerce ou non une compétence conférée par les lois fédérales;</p> <p>b) la Cour d'appel fédérale, s'il s'agit d'une ordonnance ou d'une directive émanant d'un 20 tribunal établi en application des lois fédérales.</p>	Appel d'une ordonnance ou d'une directive
Disposition of appeal	<p>(10) The court to which an appeal is taken under subsection (9) may allow the appeal and quash the order or direction appealed from or may dismiss the appeal, and the rules of practice 25 and procedure from time to time governing appeals to the courts shall apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of an appeal instituted under subsection (9).</p>	<p>(10) Le tribunal saisi de l'appel peut soit accueillir celui-ci et annuler l'ordonnance ou la directive en cause, soit le rejeter; les règles de 25 pratique et de procédure régissant les appels devant les tribunaux judiciaires s'appliquent à l'appel avec les adaptations nécessaires.</p>	Décision d'appel
Stay	<p>(11) An appeal instituted under subsection (9) shall stay the operation of the order or direction appealed from until judgment is pronounced.</p>	<p>(11) L'application de l'ordonnance ou de la directive objet de l'appel est différée jusqu'au 30 prononcé du jugement.</p>	Sursis

	<p>COLLECTION</p>	<p>RECouvreMENT</p>	
Definitions	<p>85. (1) The following definitions apply in 35 this section.</p>	<p>85. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.</p>	Définitions
"action" « action »	<p>"action" means an action to collect a charge debt of a person and includes a proceeding in a court and anything done by the Minister under any of sections 88 to 93.</p>	<p>« action » Toute action en recouvrement d'une dette fiscale d'une personne, y compris une 35 instance et toute mesure prise par le ministre en vertu de l'un des articles 88 à 93.</p>	« action » "action"
"charge debt" « dette fiscale »	<p>"charge debt" means any amount payable by a person under this Act.</p>	<p>« dette fiscale » Toute somme exigible d'une personne en vertu de la présente loi.</p>	« dette fiscale » "charge debt"

"legal representative" «représentant légal»	<p>"legal representative" of a person means a trustee in bankruptcy, an assignee, a liquidator, a curator, a receiver of any kind, a trustee, an heir, an administrator, an executor, a liquidator of a succession, a committee, or any other similar person, administering, winding up, controlling or otherwise dealing in a representative or fiduciary capacity with any property, business, commercial activity or estate that belongs or belonged to, or that is or was held for the benefit of, the person or the person's estate.</p>	<p>«représentant légal» Syndic de faillite, cessionnaire, liquidateur, curateur, séquestre de tout genre, fiduciaire, héritier, administrateur du bien d'autrui, liquidateur de succession, exécuteur testamentaire, conseil ou autre personne semblable qui, en qualité de représentant ou de fiduciaire, administre, liquide ou contrôle les biens, les affaires, les activités commerciales ou les actifs qui appartiennent ou appartenaient à une personne ou à sa succession ou sont ou étaient détenus pour leur compte, ou s'en occupe de toute autre façon.</p>	<p>«représentant légal» "legal representative"</p>
Debts to Her Majesty	<p>(2) A charge debt is a debt due to Her Majesty in right of Canada and is recoverable as such in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction or in any other manner provided under this Act.</p>	<p>(2) La dette fiscale est une créance de Sa Majesté du chef du Canada et est recouvrable à ce titre devant la Cour fédérale ou devant tout autre tribunal compétent ou de toute autre manière prévue par la présente loi.</p>	<p>Créances de Sa Majesté</p>
Court proceedings	<p>(3) The Minister may not commence a proceeding in a court to collect a charge debt of a person in respect of an amount that may be assessed under this Act, unless when the proceeding is commenced the person has been or may be assessed for that amount.</p>	<p>(3) Le ministre ne peut engager une procédure en vue du recouvrement de la dette fiscale d'une personne à l'égard d'une somme pouvant faire l'objet d'une cotisation aux termes de la présente loi que si, au moment considéré, la personne a fait l'objet d'une cotisation pour cette somme ou peut en faire l'objet.</p>	<p>Procédure</p>
No actions after limitation period	<p>(4) The Minister may not commence an action to collect a charge debt after the end of the limitation period for the collection of the charge debt.</p>	<p>(4) Il ne peut intenter d'action en recouvrement d'une dette fiscale après l'expiration du délai de prescription applicable.</p>	<p>Prescription</p>
Limitation period	<p>(5) The limitation period for the collection of a charge debt of a person</p> <p>(a) begins</p> <p>(i) if a notice of assessment in respect of the charge debt is mailed to the person, or a notice referred to in subsection 94(1) in respect of the charge debt is mailed to or served on the person, on the last day on which one of those notices is mailed or served, and</p> <p>(ii) if no notice referred to in subparagraph (i) in respect of the charge debt was mailed or served, on the day on which the Minister can commence an action to collect that charge debt; and</p> <p>(b) ends, subject to subsection (9), on the day that is 10 years after the day on which it begins.</p>	<p>(5) Le délai de prescription pour le recouvrement d'une dette fiscale :</p> <p>a) commence à courir :</p> <p>(i) si un avis de cotisation, ou l'avis visé au paragraphe 94(1), à l'égard de la dette est, selon le cas, signifié ou envoyé par courrier, le dernier en date des jours où l'un de ces avis est envoyé ou signifié,</p> <p>(ii) sinon, le premier jour où le ministre peut intenter une action en recouvrement;</p> <p>b) prend fin, sous réserve du paragraphe (9), dix ans après le jour de son début.</p>	<p>Délai de prescription</p>

Limitation
period restarted

(6) The limitation period described in subsection (5) for the collection of a charge debt of a person restarts — and ends, subject to subsection (9), on the day that is 10 years after the day on which it restarts — on any day, before it would otherwise end, on which

(a) the person acknowledges the charge debt in accordance with subsection (7);

(b) the Minister commences an action to collect the charge debt; or 10

(c) the Minister, under subsection 89(7) or 95(4), assesses another person in respect of the charge debt.

Acknowledge-
ment of charge
debts

(7) A person acknowledges a charge debt if the person 15

(a) promises, in writing, to pay the charge debt;

(b) makes a written acknowledgement of the charge debt, whether or not a promise to pay can be inferred from the acknowledgement 20 and whether or not it contains a refusal to pay; or

(c) makes a payment, including a purported payment by way of a negotiable instrument that is dishonoured, on account of the charge 25 debt.

Agent or legal
representative

(8) For the purposes of this section, an acknowledgement made by a person's agent or mandatary or legal representative has the same effect as if it were made by the person. 30

Extension of
limitation period

(9) In computing the day on which a limitation period ends, there shall be added the number of days on which one or more of the following is the case:

(a) the Minister has accepted and holds 35 security in lieu of payment of the charge debt;

(b) if the person was resident in Canada on the applicable date described in paragraph (5)(a) in respect of the charge debt, the person is non-resident; or 40

(c) an action that the Minister may otherwise take in respect of the charge debt is restricted or not permitted under any provision of the

(6) Le délai de prescription pour le recouvrement d'une dette fiscale recommence à courir — et prend fin, sous réserve du paragraphe (9), dix ans plus tard — le jour, 5 antérieur à celui où il prendrait par ailleurs fin, 5 où, selon le cas :

a) la personne en cause reconnaît la dette conformément au paragraphe (7);

b) le ministre intente une action en recouvrement de la dette; 10

c) le ministre établit, en vertu des paragraphes 89(7) ou 95(4), une cotisation visant une autre personne à l'égard de la dette.

(7) Se reconnaît débitrice d'une dette fiscale 15 la personne qui, selon le cas :

a) promet, par écrit, de payer la dette;

b) reconnaît la dette par écrit, que cette reconnaissance soit ou non rédigée en des termes qui permettent de déduire une promesse de payer et soit assortie ou non d'un 20 refus de payer;

c) fait un paiement au titre de la dette, y compris un prétendu paiement fait au moyen d'un titre négociable non accepté.

(8) Pour l'application du présent article, la 25 reconnaissance faite par le mandataire ou le représentant légal d'une personne a la même valeur que si elle était faite par celle-ci. 30

(9) Le nombre de jours où au moins un des faits ci-après se vérifie prolonge d'autant la 30 durée du délai de prescription :

a) le ministre a accepté et détient une garantie pour le paiement de la dette fiscale;

b) la personne, qui résidait au Canada à la date applicable visée à l'alinéa (5)a) relatif 35 vement à la dette fiscale, n'y réside plus;

c) l'une des actions que le ministre peut exercer par ailleurs relativement à la dette fiscale est limitée ou interdite en vertu d'une disposition quelconque de la *Loi sur la faillite* 40 et l'*insolvabilité*, la *Loi sur les arrangements*

Reprise du délai
de prescription

Reconnaissance
de dette fiscale 15

Mandataire ou
représentant
légal

Prorogation du
délai de
prescription

Bankruptcy and Insolvency Act, of the Companies' Creditors Arrangement Act or of the Farm Debt Mediation Act.

avec les créanciers des compagnies ou la Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole.

Assessment
before collection

(10) The Minister may not take any collection action under sections 88 to 93 in respect of any amount payable by a person that may be assessed under this Act, other than interest under section 34 or penalty under section 64 or 65, unless the amount has been assessed.

(10) Le ministre ne peut prendre de mesures de recouvrement en vertu des articles 88 à 93 relativement à toute somme susceptible de cotisation selon la présente loi que si la somme a fait l'objet d'une cotisation; il peut néanmoins exiger des intérêts aux termes de l'article 34 ou imposer une pénalité aux termes des articles 64 10 ou 65.

Cotisation avant
recouvrement

Interest on
judgments

(11) If a judgment is obtained for any 10 amount payable under this Act, including a certificate registered under section 88, the provisions of this Act by which interest is payable for a failure to pay an amount apply, with any modifications that the circumstances 15 require, to the failure to pay the judgment debt, and the interest is recoverable in the same manner as the judgment debt.

(11) Dans le cas où un jugement est obtenu à l'égard de toute somme exigible en vertu de la présente loi, y compris un certificat enregistré aux termes de l'article 88, les dispositions de la 15 présente loi en application desquelles des intérêts sont exigibles pour défaut de paiement d'une somme s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au défaut de paiement de la créance constatée par le jugement, et les intérêts sont 20 recouvrables de la même manière que cette créance.

Intérêts à la suite
de jugements

Litigation costs

(12) If an amount is payable by a person to Her Majesty in right of Canada because of an 20 order, judgment or award of a court in respect of the costs of litigation relating to a matter to which this Act applies, sections 88 to 94 apply to the amount as if it were payable under this Act.

(12) Dans le cas où une somme doit être payée à Sa Majesté du chef du Canada en exécution d'une ordonnance, d'un jugement ou 25 d'une décision d'un tribunal concernant l'attribution des frais de justice relatifs à toute question régie par la présente loi, les articles 88 à 94 s'appliquent à la somme comme si elle était exigible en vertu de la présente loi. 30

Frais de justice

Collection
restrictions

86. (1) If a person is liable for the payment of an amount under this Act, the Minister shall not, for the purpose of collecting the amount, take any of the following actions until the end of 90 days after the date of a notice of assessment 30 issued under this Act in respect of the amount:

- (a) commence legal proceedings in a court;
- (b) certify the amount under section 88;
- (c) require a person to make a payment under subsection 89(1); or 35
- (d) require an institution or a person to make a payment under subsection 89(2).

86. (1) Lorsqu'une personne est redevable d'une somme en vertu de la présente loi, le ministre, pour recouvrer la somme, ne peut, avant le lendemain du quatre-vingt-dixième jour suivant la date de l'avis de cotisation délivré en 35 vertu de la présente loi relativement à la somme :

- a) entamer de poursuites devant un tribunal;
- b) attester la somme dans un certificat, conformément à l'article 88; 40
- c) obliger toute personne à faire un paiement, en vertu du paragraphe 89(1);
- d) obliger toute institution ou toute personne à faire un paiement, en vertu du paragraphe 89(2). 45

Restrictions au
recouvrement

No action after
service of notice
of objection

(2) If a person has served a notice of objection under this Act to an assessment of an amount payable under this Act, the Minister shall not, for the purpose of collecting the amount in controversy, take any of the actions described in subsection (1) until the end of 90 days after the date of the notice to the person that the Minister has confirmed or varied the assessment.

No action after
appealing to Tax
Court of Canada

(3) If a person has appealed to the Tax Court of Canada from an assessment of an amount payable under this Act, the Minister shall not, for the purpose of collecting the amount in controversy, take any of the actions described in subsection (1) before the day on which a copy of the decision of the Court is mailed to the person or the day on which the person discontinues the appeal, whichever is the earlier.

No action
pending
determination by
court

(4) If a person has agreed under subsection 62(1) that a question should be determined by the Tax Court of Canada, or if a person is served with a copy of an application made under subsection 63(1) to that Court for the determination of a question, the Minister shall not take any of the actions described in subsection (1) for the purpose of collecting that part of an amount assessed, the liability for payment of which will be affected by the determination of the question, before the day on which the question is determined by the Court.

Action after
judgment

(5) Despite any other provision of this section, if a person has served a notice of objection under this Act to an assessment or has appealed to the Tax Court of Canada from an assessment and agrees in writing with the Minister to delay proceedings on the objection or appeal, as the case may be, until judgment has been given in another action before the Tax Court of Canada, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada in which the issue is the same or substantially the same as that raised in the objection or appeal of the person, the Minister may take any of the actions described in subsection (1) for the purpose of collecting the amount assessed, or a part of it, determined in a manner consistent with the judgment of the Court in the other action at any

(2) Lorsqu'une personne signifie un avis d'opposition à une cotisation pour une somme exigible en vertu de la présente loi, le ministre, pour recouvrer la somme en litige, ne peut prendre aucune des mesures visées au paragraphe (1) avant le lendemain du quatre-vingt-dixième jour suivant la date de l'avis à la personne portant qu'il confirme ou modifie la cotisation.

(3) Lorsqu'une personne interjette appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt à l'égard d'une cotisation pour une somme exigible en vertu de la présente loi, le ministre, pour recouvrer la somme en litige, ne peut prendre aucune des mesures visées au paragraphe (1) avant la date d'envoi à la personne d'une copie de la décision du tribunal ou, si elle est antérieure, la date où la personne se désiste de l'appel.

(4) Lorsqu'une personne convient, aux termes du paragraphe 62(1), de soumettre une question à la Cour canadienne de l'impôt ou qu'il est signifié à une personne copie d'une demande présentée en vertu du paragraphe 63(1) devant ce tribunal pour qu'il statue sur une question, le ministre, pour recouvrer la partie du montant de la cotisation dont la personne pourrait être redevable selon ce que le tribunal décidera, ne peut prendre aucune des mesures visées au paragraphe (1) avant que celui-ci ne statue.

(5) Malgré les autres dispositions du présent article, lorsqu'une personne signifie, conformément à la présente loi, un avis d'opposition à une cotisation ou interjette appel à l'égard d'une cotisation auprès de la Cour canadienne de l'impôt et qu'elle convient par écrit avec le ministre de retarder la procédure d'opposition ou d'appel jusqu'à ce que la Cour canadienne de l'impôt, la Cour d'appel fédérale ou la Cour suprême du Canada rende jugement dans une autre action qui soulève la même question, ou essentiellement la même, que celle soulevée dans l'opposition ou l'appel, le ministre peut prendre les mesures visées au paragraphe (1) pour recouvrer tout ou partie du montant de la cotisation établie de la façon envisagée par le

Mesures
postérieures à la
signification
d'un avis
d'opposition

Mesures
postérieures à un
appel devant la
Cour canadienne
de l'impôt

Aucune mesure
en attendant la
décision de la
Cour canadienne
de l'impôt

Mesures
postérieures à un
jugement

time after the Minister notifies the person in writing that the judgment has been given by the Court in the other action.

jugement rendu dans cette autre action, à tout moment après qu'il a avisé la personne par écrit du jugement en question.

Authorization to proceed without delay

87. (1) Despite section 86, if, on *ex parte* application by the Minister, a judge is satisfied that there are reasonable grounds to believe that the collection of all or any part of an amount assessed in respect of a person would be jeopardized by a delay in the collection of the amount, the judge shall, on any terms that the judge considers reasonable in the circumstances, authorize the Minister to take without delay any of the actions described in subsection 86(1) with respect to the amount.

87. (1) Malgré l'article 86, sur requête *ex parte* du ministre, le juge saisi autorise celui-ci à prendre sans tarder toute mesure visée au paragraphe 86(1) à l'égard du montant d'une cotisation établie relativement à la personne en cause, aux conditions qu'il estime raisonnables dans les circonstances, s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'octroi à cette personne d'un délai pour payer la somme compromettrait le recouvrement de tout ou partie de celle-ci.

Recouvrement compromis

Notice of assessment not sent

(2) An authorization under subsection (1) in respect of an amount assessed may be granted by a judge even if a notice of assessment in respect of that amount has not been sent to the person at or before the time the application is made if the judge is satisfied that the receipt of the notice of assessment by the person would likely further jeopardize the collection of the amount, and for the purposes of sections 85, 88 to 90, 92 and 93, the amount in respect of which an authorization is so granted is deemed to be an amount payable under this Act.

(2) Le juge saisi peut accorder l'autorisation même si aucun avis de cotisation n'a été envoyé à la personne intéressée à la date de la présentation de la requête ou avant celle-ci, s'il est convaincu que la réception de l'avis par cette dernière compromettrait davantage, selon toute vraisemblance, le recouvrement de la somme. Pour l'application des articles 85, 88 à 90, 92 et 93, la somme visée par l'autorisation est réputée être une somme exigible en vertu de la présente loi.

Recouvrement compromis par la réception d'un avis de cotisation

Affidavits

(3) Statements contained in an affidavit of a person filed in the context of an application under this section may be based on the belief of the person.

(3) Les déclarations contenues dans tout affidavit produit par la personne dans le cadre de la requête peuvent être fondées sur son opinion.

Affidavits

Service of authorization and of notice of assessment

(4) An authorization granted under this section in respect of a person shall be served by the Minister on the person within 72 hours after it is granted unless the judge orders the authorization to be served at some other time specified in the authorization. If a notice of assessment has not been sent to the person at or before the time of the application, the notice of assessment shall be served together with the authorization.

(4) Le ministre signifie l'autorisation à la personne intéressée dans les soixante-douze heures suivant le moment où elle est accordée, sauf si le juge ordonne qu'elle soit signifiée dans tout autre délai qui y est précisé. L'avis de cotisation est signifié en même temps que l'autorisation, s'il n'a pas été envoyé à l'intéressé au plus tard au moment de la présentation de la requête.

Signification de l'autorisation et de l'avis de cotisation

How service effected

(5) For the purposes of subsection (4), service on a person shall be effected by

(5) Pour l'application du paragraphe (4), l'autorisation est signifiée à la personne soit par voie de signification à personne, soit par tout autre mode ordonné par le juge.

Mode de signification

- (a) personal service on the person; or
- (b) service in accordance with the directions, if any, of a judge.

45

Application to judge for direction	(6) If service on a person cannot reasonably be effected as and when required under this section, the Minister may, as soon as practicable, apply to a judge for further direction.	(6) Si la signification ne peut être effectuée conformément au présent article sans difficultés sérieuses, le ministre peut, dès que cela est matériellement possible, demander d'autres instructions au juge.	Demande d'instructions au juge
Review of authorization	(7) If a judge of a court has granted an authorization under this section in respect of a person, the person may, on six clear days notice to the Deputy Attorney General of Canada, apply to a judge of the court to review the authorization.	(7) Si le juge saisi accorde l'autorisation, la personne intéressée peut, après avis de six jours francs au sous-procureur général du Canada, demander à un juge du même tribunal de la réviser.	Révision de l'autorisation
Limitation period for review application	(8) An application under subsection (7) shall be made (a) within 30 days after the authorization was served on the person in accordance with this section; or (b) within any further time that a judge may allow, on being satisfied that the application was made as soon as practicable.	(8) La demande de révision est présentée : a) dans les trente jours suivant la date où l'autorisation a été signifiée à l'intéressé; b) dans le délai supplémentaire que le juge peut accorder s'il est convaincu que l'intéressé a présenté la demande dès que cela a été matériellement possible.	Délai de présentation de la demande
Hearing in camera	(9) An application under subsection (7) may, on the application of the person, be heard <i>in camera</i> , if the person establishes to the satisfaction of the judge that the circumstances of the case justify <i>in camera</i> proceedings.	(9) La demande de révision peut, à la demande de l'intéressé, être entendue à huis clos si celui-ci établit, à la satisfaction du juge, que les circonstances le justifient.	Huis clos
Disposition of application	(10) On an application under subsection (7), the judge shall determine the question summarily and may confirm, set aside or vary the authorization and make any other order that the judge considers appropriate.	(10) Le juge saisi de la demande de révision tranche la question de façon sommaire et peut confirmer, annuler ou modifier l'autorisation et rendre toute autre ordonnance qu'il juge indiquée.	Ordonnance
Directions	(11) If any question arises as to the course to be followed in connection with anything done or being done under this section and there is no direction in this section with respect to it, a judge may give any direction that the judge considers appropriate.	(11) Si aucune mesure n'est prévue au présent article sur une question à régler à l'égard d'une chose accomplie ou en voie d'accomplissement, le juge peut décider des mesures qu'il estime indiquées.	Mesures non prévues
No appeal from review order	(12) No appeal lies from an order of a judge made under subsection (10).	(12) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (10) est sans appel.	Ordonnance sans appel
Certificates	88. (1) Any amount payable by a person (in this section referred to as the "debtor") under this Act that has not been paid as and when required under this Act may be certified by the Minister as an amount payable by the debtor.	88. (1) Toute somme exigible d'une personne (appelée « débiteur » au présent article) en vertu de la présente loi qui n'a pas été payée selon les modalités et dans le délai prévus sous le régime de la présente loi peut, par certificat du ministre, être déclarée exigible du débiteur.	Certificat
Registration in court	(2) On production to the Federal Court, a certificate in respect of a debtor shall be registered in the Court and when so registered	(2) Sur production à la Cour fédérale, le certificat fait à l'égard d'un débiteur y est enregistré. Il a alors le même effet que s'il	Enregistrement à la Cour fédérale

has the same effect, and all proceedings may be taken on the certificate, as if it were a judgment obtained in the Court against the debtor for a debt in the amount certified plus interest on the amount as provided under this Act to the day of payment and, for the purposes of those proceedings, the certificate is deemed to be a judgment of the Court against the debtor for a debt due to Her Majesty in right of Canada and enforceable as such.

s'agissait d'un jugement rendu par ce tribunal contre le débiteur pour une dette de la somme attestée dans le certificat, augmentée des intérêts courus comme le prévoit la présente loi jusqu'au 5 jour du paiement, et toute procédure peut être engagée à la faveur du certificat comme s'il s'agissait d'un tel jugement. Pour ce qui est d'une telle procédure, le certificat est réputé être un jugement exécutoire du tribunal contre le 10 débiteur pour une créance de Sa Majesté du chef 10 du Canada.

Costs

(3) All reasonable costs and charges paid or incurred for the registration in the Federal Court of a certificate or in respect of any proceedings taken to collect the amount certified are recoverable in the same manner as if they had 15 been included in the amount certified in the certificate when it was registered.

(3) Les dépens et autres frais raisonnables payés ou engagés pour l'enregistrement à la Cour fédérale du certificat ou pour l'exécution de la procédure de recouvrement de la somme 15 qui y est attestée sont recouvrables de la même manière que s'ils avaient été inclus dans cette somme au moment de l'enregistrement du certificat.

Dépens et autres frais

Charge on property

(4) A document issued by the Federal Court evidencing a registered certificate in respect of a debtor, a writ of that Court issued pursuant to 20 the certificate or any notification of the document or writ (which document, writ or notification is in this section referred to as a "memorial") may be filed, registered or otherwise recorded for the purpose of creating a 25 charge, lien or priority on, or a binding interest in, property in a province, or any interest in such property, held by the debtor, in the same manner as a document evidencing

(4) Tout document délivré par la Cour 20 fédérale et faisant preuve du contenu du certificat enregistré à l'égard d'un débiteur, tout bref de ce tribunal délivré au titre du certificat ou toute notification du document ou du bref (le document, le bref ou la notification étant appelé 25 « extrait » au présent article) peut être produit, enregistré ou autrement inscrit en vue de grever d'une sûreté, priorité ou autre charge un bien du débiteur situé dans une province, ou un droit sur un tel bien, de la même manière que peut l'être, 30 en application de la loi provinciale, tout document faisant preuve :

Charge sur un bien

(a) a judgment of the superior court of the 30 province against a person for a debt owing by the person, or

a) soit du contenu d'un jugement rendu par la cour supérieure de la province contre une personne pour une dette de celle-ci; 35

(b) an amount payable or required to be remitted by a person in the province in respect of a debt owing to Her Majesty in 35 right of the province

b) soit d'une somme à payer ou à remettre par une personne dans la province au titre d'une créance de Sa Majesté du chef de la province.

may be filed, registered or otherwise recorded in accordance with the law of the province to create a charge, lien or priority on, or a binding interest in, the property or interest. 40

Creation of charge

(5) If a memorial has been filed, registered or otherwise recorded under subsection (4),

(5) Une fois l'extrait produit, enregistré ou 40 autrement inscrit en application du paragraphe (4), une sûreté, priorité ou autre charge greève un bien du débiteur situé dans la province, ou un droit sur un tel bien, de la même manière et dans

Charge sur un bien

(a) a charge, lien or priority is created on, or a binding interest is created in, property in the province, or any interest in such property, held by the debtor, or

(b) such property or interest in the property is otherwise bound,

in the same manner and to the same extent as if the memorial were a document evidencing a judgment referred to in paragraph (4)(a) or an amount referred to in paragraph (4)(b), and the charge, lien, priority or binding interest created is subordinate to any charge, lien, priority or binding interest in respect of which all steps necessary to make it effective against other creditors were taken before the time the memorial was filed, registered or otherwise recorded.

Proceedings in respect of memorial

(6) If a memorial is filed, registered or otherwise recorded in a province under subsection (4), proceedings may be taken in the province in respect of the memorial, including proceedings

(a) to enforce payment of the amount evidenced by the memorial, interest on the amount and all costs and charges paid or incurred in respect of

(i) the filing, registration or other recording of the memorial, and

(ii) proceedings taken to collect the amount,

(b) to renew or otherwise prolong the effectiveness of the filing, registration or other recording of the memorial,

(c) to cancel or withdraw the memorial wholly or in respect of any of the property or interests affected by the memorial, or

(d) to postpone the effectiveness of the filing, registration or other recording of the memorial in favour of any right, charge, lien or priority that has been or is intended to be filed, registered or otherwise recorded in respect of any property or interest affected by the memorial,

in the same manner and to the same extent as if the memorial were a document evidencing a judgment referred to in paragraph (4)(a) or an

la même mesure que si l'extrait était un document faisant preuve du contenu d'un jugement visé à l'alinéa (4)a) ou d'une somme visée à l'alinéa (4)b). Cette sûreté, priorité ou charge prend rang après toute autre sûreté, priorité ou charge à l'égard de laquelle les mesures requises pour la rendre opposable aux autres créanciers ont été prises avant la production, l'enregistrement ou toute autre inscription de l'extrait.

10

(6) L'extrait produit, enregistré ou autrement inscrit dans une province en application du paragraphe (4) peut, de la même manière et dans la même mesure que s'il s'agissait d'un document faisant preuve du contenu d'un jugement visé à l'alinéa (4)a) ou d'une somme visée à l'alinéa (4)b), faire l'objet dans la province d'une procédure visant notamment les mesures suivantes :

Procédure engagée à la faveur d'un extrait

a) exiger le paiement de la somme attestée par l'extrait, des intérêts afférents et des dépens et autres frais payés ou engagés en vue de la production, de l'enregistrement ou de toute autre inscription de l'extrait ou en vue de l'exécution de la procédure de recouvrement de la somme;

b) renouveler ou autrement prolonger l'effet de la production, de l'enregistrement ou de toute autre inscription de l'extrait;

c) annuler ou retirer l'extrait dans son ensemble ou uniquement en ce qui concerne un ou plusieurs biens ou droits sur lesquels il a une incidence;

d) différer l'effet de la production, de l'enregistrement ou de toute autre inscription de l'extrait en faveur d'un droit, d'une sûreté, d'une priorité ou d'une autre charge qui a été ou qui sera produit, enregistré ou autrement inscrit à l'égard d'un bien ou d'un droit sur lequel l'extrait a une incidence.

40

amount referred to in paragraph (4)(b), except that, if in any such proceeding or as a condition precedent to any such proceeding, any order, consent or ruling is required under the law of the province to be made or given by the superior court of the province or by a judge or official of the court, a similar order, consent or ruling may be made or given by the Federal Court or by a judge or official of the Federal Court and, when so made or given, has the same effect for the purposes of the proceeding as if it were made or given by the superior court of the province or by a judge or official of the court.

Presentation of documents

(7) If

(a) a memorial is presented for filing, registration or other recording under subsection (4), or a document relating to the memorial is presented for filing, registration or other recording for the purpose of any proceeding described in subsection (6), to any official of a property registry system of a province, or

(b) access is sought to any person, place or thing in a province to make the filing, registration or other recording,

the memorial or document shall be accepted for filing, registration or other recording or the access shall be granted, as the case may be, in the same manner and to the same extent as if the memorial or document relating to the memorial were a document evidencing a judgment referred to in paragraph (4)(a) or an amount referred to in paragraph (4)(b) for the purpose of a similar proceeding, except that, if the memorial or document is issued by the Federal Court or signed or certified by a judge or official of the Court, any affidavit, declaration or other evidence required under the law of the province to be provided with or to accompany the memorial or document in the proceedings is deemed to have been provided with or to have accompanied the memorial or document as so required.

Sale, etc.

(8) Despite any other law of Canada or law of a province, a sheriff or other person shall not, without the written consent of the Minister, sell or otherwise dispose of any property or publish

Toutefois, dans le cas où la loi provinciale exige — soit dans le cadre de cette procédure, soit préalablement à son exécution — l'obtention d'une ordonnance, d'une décision ou d'un consentement de la cour supérieure de la province ou d'un juge ou d'un fonctionnaire de celle-ci, la Cour fédérale ou un juge ou un fonctionnaire de celle-ci peut rendre une telle ordonnance ou décision ou donner un tel consentement. L'ordonnance, la décision ou le consentement a alors le même effet dans le cadre de la procédure que s'il était rendu ou donné par la cour supérieure de la province ou par un juge ou un fonctionnaire de celle-ci.

(7) L'extrait qui est présenté pour production, enregistrement ou autre inscription en application du paragraphe (4), ou tout document concernant l'extrait qui est présenté aux mêmes fins dans le cadre de la procédure visée au paragraphe (6), à tout agent d'un régime provincial d'enregistrement des droits sur des biens, est accepté à ces fins de la même manière et dans la même mesure que s'il s'agissait d'un document faisant preuve du contenu d'un jugement visé à l'alinéa (4)a) ou d'une somme visée à l'alinéa (4)b) dans le cadre d'une procédure semblable. Pour ce qui est de la production, de l'enregistrement ou de toute autre inscription de cet extrait ou de ce document, l'accès à une personne, à un endroit ou à une chose situé dans une province est donné de la même manière et dans la même mesure que si l'extrait ou le document était un document semblable ainsi délivré ou établi. Si l'extrait ou le document est délivré par la Cour fédérale ou porte la signature ou fait l'objet d'un certificat d'un juge ou d'un fonctionnaire de ce tribunal, tout affidavit, toute déclaration ou tout autre élément de preuve qui doit, selon la loi provinciale, être fourni avec l'extrait ou le document ou l'accompagner dans le cadre de la procédure est réputé être ainsi fourni ou accompagner ainsi l'extrait ou le document.

Présentation des documents

(8) Malgré les autres lois fédérales et les lois provinciales, ni le shérif ni aucune autre personne ne peut, sans le consentement écrit du ministre, vendre un bien ou autrement en

Interdiction de vendre

any notice or otherwise advertise in respect of any sale or other disposition of any property pursuant to any process issued or charge, lien, priority or binding interest created in any proceeding to collect an amount certified in a certificate made under subsection (1), interest on the amount or costs, but if that consent is subsequently given, any property that would have been affected by such a process, charge, lien, priority or binding interest if the Minister's consent had been given at the time the process was issued or the charge, lien, priority or binding interest was created, as the case may be, shall be bound, seized, attached, charged or otherwise affected as it would be if that consent had been given at the time the process was issued or the charge, lien, priority or binding interest was created, as the case may be.

Completion of notices, etc.

(9) If information required to be set out by any sheriff or other person in a minute, notice or document required to be completed for any purpose cannot, because of subsection (8), be so set out without the written consent of the Minister, the sheriff or other person shall complete the minute, notice or document to the extent possible without that information and, when that consent of the Minister is given, a further minute, notice or document setting out all the information shall be completed for the same purpose, and the sheriff or other person, having complied with this subsection, is deemed to have complied with the Act, regulation or rule requiring the information to be set out in the minute, notice or document.

Application for an order

(10) A sheriff or other person who is unable, because of subsection (8) or (9), to comply with any law or rule of court is bound by any order made by a judge of the Federal Court, on an *ex parte* application by the Minister, for the purpose of giving effect to the proceeding, charge, lien, priority or binding interest.

Deemed security

(11) If a charge, lien, priority or binding interest created under subsection (5) by filing, registering or otherwise recording a memorial under subsection (4) is registered in accordance with subsection 87(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, it is deemed

disposer ou publier un avis concernant la vente ou la disposition d'un bien ou autrement l'annoncer, par suite de l'émission d'un bref ou de la création d'une sûreté, d'une priorité ou d'une autre charge dans le cadre de la procédure de recouvrement d'une somme attestée dans un certificat fait en application du paragraphe (1), des intérêts afférents et des dépens et autres frais. Toutefois, si ce consentement est obtenu ultérieurement, tout bien sur lequel un tel bref ou une telle sûreté, priorité ou charge aurait une incidence si ce consentement avait été obtenu au moment de l'émission du bref ou de la création de la sûreté, priorité ou charge, selon le cas, est saisi ou autrement grevé comme si le consentement avait été obtenu à ce moment.

(9) Dans le cas où des renseignements qu'un shérif ou une autre personne est tenu de donner dans un procès-verbal, un avis ou un document à établir à une fin quelconque ne peuvent, en raison du paragraphe (8), être ainsi donnés, le shérif ou l'autre personne établit le procès-verbal, l'avis ou le document en omettant les renseignements en question. Une fois le consentement du ministre obtenu, un autre procès-verbal, avis ou document donnant tous les renseignements est établi à la même fin. S'il se conforme au présent paragraphe, le shérif ou l'autre personne est réputé se conformer à la loi, à la disposition réglementaire ou à la règle qui exige que les renseignements soient donnés dans le procès-verbal, l'avis ou le document.

Établissement des avis

(10) S'il ne peut se conformer à une loi ou à une règle de pratique en raison des paragraphes (8) ou (9), le shérif ou l'autre personne est lié par toute ordonnance rendue, sur requête *ex parte* du ministre, par un juge de la Cour fédérale visant à donner effet à la procédure ou à une sûreté, à une priorité ou à une autre charge.

Demande d'ordonnance

(11) La sûreté, la priorité ou l'autre charge créée selon le paragraphe (5) par la production, l'enregistrement ou toute autre inscription d'un extrait en application du paragraphe (4) qui est enregistrée en conformité avec le paragraphe 87(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* est réputée, à la fois :

Présomption de garantie

Details in
certificates and
memorials

(a) to be a claim that is secured by a security and that, subject to subsection 87(2) of that Act, ranks as a secured claim under that Act; and

(b) to also be a claim referred to in paragraph 5 86(2)(a) of that Act.

(12) Despite any other law of Canada or law of the legislature of a province, in any certificate in respect of a debtor, any memorial evidencing a certificate or any writ or document issued for 10 the purpose of collecting an amount certified, it is sufficient for all purposes

(a) to set out, as the amount payable by the debtor, the total of amounts payable by the debtor without setting out the separate 15 amounts making up that total; and

(b) to refer to the rate of interest to be charged on the separate amounts making up the amount payable in general terms as interest at the specified rate applicable from 20 time to time on amounts payable to the Receiver General, without indicating the specific rates of interest to be charged on each of the separate amounts or to be charged for any period. 25

Garnishment

89. (1) If the Minister has knowledge or suspects that a person is, or will be within one year, liable to make a payment to another person who is liable to pay an amount under this Act (in this section referred to as a "debtor"), the 30 Minister may, by notice in writing, require the person to pay without delay, if the money is immediately payable, and in any other case, as and when the money becomes payable, the money otherwise payable to the debtor in whole 35 or in part to the Receiver General on account of the debtor's liability under this Act.

(2) Without limiting the generality of subsection (1), if the Minister has knowledge or suspects that within 90 days

(a) a bank, credit union, trust company or other similar person (in this section referred to as an "institution") will loan or advance money to, or make a payment on behalf of, or make a payment in respect of a negotiable 45 instrument issued by, a debtor who is

Garnishment of
loans or
advances

a) être une réclamation garantie et, sous réserve du paragraphe 87(2) de cette loi, prendre rang comme réclamation garantie aux termes de la même loi;

b) être une réclamation visée à l'alinéa 5 86(2)a) de la même loi.

(12) Malgré les autres lois fédérales et les lois provinciales, dans le certificat fait à l'égard d'un débiteur, dans l'extrait faisant preuve du contenu d'un tel certificat ou encore dans le bref 10 ou document délivré en vue du recouvrement d'une somme attestée dans un tel certificat, il suffit, à toutes fins utiles :

a) d'une part, d'indiquer, comme somme exigible du débiteur, le total des sommes 15 exigibles de celui-ci et non les sommes distinctes qui forment ce total;

b) d'autre part, d'indiquer de façon générale le taux d'intérêt déterminé applicable sur les sommes à payer au receveur général comme 20 étant le taux applicable aux sommes distinctes qui forment la somme exigible, sans détailler les taux applicables à chaque somme distincte ou pour une période donnée.

Contenu des
certificats et
extraits

89. (1) S'il sait ou soupçonne qu'une per- 25 Saisie-arrêt sonne est ou sera, dans un délai d'un an, tenue de faire un paiement à une autre personne (appelée « débiteur » au présent article) qui elle-même est redevable d'une somme en vertu de la présente loi, le ministre peut exiger de la 30 personne, par avis écrit, que tout ou partie des sommes à payer par ailleurs au débiteur soient versées, sans délai si les sommes sont alors exigibles, sinon, dès qu'elles le deviennent, au 35 receveur général au titre de la somme dont le débiteur est redevable en vertu de la présente loi.

(2) Sans que soit limitée la portée générale du paragraphe (1), le ministre peut, par avis 40 écrit, obliger les institutions et personnes ci-après à verser au receveur général, au titre de l'obligation du débiteur prévue par la présente loi, tout ou partie de la somme qui serait autrement prêtée, avancée ou payée à celui-ci, s'il sait ou soupçonne que, dans les quatre- 45 vingt-dix jours, selon le cas :

Saisie-arrêt de
prêts ou
d'avances

indebted to the institution and who has granted security in respect of the indebtedness, or

(b) a person, other than an institution, will loan or advance money to, or make a payment on behalf of, a debtor who the Minister knows or suspects

(i) is employed by, or is engaged in providing services or property to, that person or was or will be, within 90 days, 10 so employed or engaged, or

(ii) if that person is a corporation, is not dealing at arm's length with that person,

the Minister may, by notice in writing, require the institution or person, as the case may be, to 15 pay in whole or in part to the Receiver General on account of the debtor's liability under this Act the money that would otherwise be so loaned, advanced or paid.

Effect of receipt

(3) A receipt issued by the Minister for 20 money paid as required under this section is a good and sufficient discharge of the original liability to the extent of the payment.

Effect of requirement

(4) If the Minister has, under this section, required a person to pay to the Receiver General 25 on account of the liability under this Act of a debtor money otherwise payable by the person to the debtor as interest, rent, remuneration, a dividend, an annuity or other periodic payment, the requirement applies to all such payments to 30 be made by the person to the debtor until the liability under this Act is satisfied, and operates to require payments to the Receiver General out of each such payment of any amount that is stipulated by the Minister in a notice in writing. 35

Failure to comply

(5) Every person who fails to comply with a requirement under subsection (1) or (4) is liable to pay to Her Majesty in right of Canada an amount equal to the amount that the person was required under that subsection to pay to the 40 Receiver General.

a) une banque, une caisse de crédit, une compagnie de fiducie ou une personne semblable (appelée « institution » au présent article) prêtera ou avancera une somme au débiteur qui a une dette garantie envers elle, 5 ou effectuera un paiement au nom d'un tel débiteur ou au titre d'un effet de commerce émis par un tel débiteur;

b) une personne autre qu'une institution prêtera ou avancera une somme à un débiteur 10 — ou effectuera un paiement en son nom — dont le ministre sait ou soupçonne :

(i) qu'il est le salarié de cette personne, ou le fournisseur de biens ou de services à cette personne, ou qu'il l'a été ou le sera 15 dans les quatre-vingt-dix jours,

(ii) si cette personne est une personne morale, qu'il a un lien de dépendance avec cette personne.

(3) Le récépissé du ministre relatif aux 20 Récépissé du ministre
sommes versées comme l'exige le présent article constitue une quittance valable et suffisante de l'obligation initiale jusqu'à concurrence du paiement.

(4) Dans le cas où le ministre oblige une 25 Étendue de l'obligation
personne, aux termes du présent article, à verser au receveur général, au titre d'une somme dont un débiteur est redevable en vertu de la présente loi, des sommes à payer par ailleurs par cette personne au débiteur à titre d'intérêts, de loyer, 30 de rémunération, de dividende, de rente ou d'autre paiement périodique, l'obligation s'étend à tous les paiements analogues à effectuer par la personne au débiteur tant que la somme dont celui-ci est redevable n'est pas acquittée. 35 De plus, l'obligation exige que des paiements soient faits au receveur général sur chacun de ces versements, selon la somme que le ministre fixe dans un avis écrit.

(5) Toute personne qui ne se conforme pas 40 Défaut de se conformer
aux paragraphes (1) ou (4) est redevable à Sa Majesté du chef du Canada d'une somme égale à celle qu'elle était tenue de verser au receveur général en application du paragraphe.

Other failures to comply	<p>(6) Every institution or person that fails to comply with a requirement under subsection (2) with respect to money to be loaned, advanced or paid is liable to pay to Her Majesty in right of Canada an amount equal to the lesser of</p> <p>(a) the total of money so loaned, advanced or paid, and</p> <p>(b) the amount that the institution or person was required under that subsection to pay to the Receiver General.</p>	<p>(6) Toute institution ou personne qui ne se conforme pas au paragraphe (2) est redevable à Sa Majesté du chef du Canada, à l'égard des sommes à prêter, à avancer ou à payer, d'une somme égale à la moins élevée des sommes suivantes :</p> <p>a) le total des sommes ainsi prêtées, avancées ou payées;</p> <p>b) la somme qu'elle était tenue de verser au receveur général en application de ce paragraphe.</p>	Défaut de se conformer
Assessment	<p>(7) The Minister may assess any person for any amount payable under this section by the person to the Receiver General and, if the Minister sends a notice of assessment, sections 50 to 63 apply with any modifications that the circumstances require.</p>	<p>(7) Le ministre peut établir une cotisation pour déterminer la somme qu'une personne est tenue de payer au receveur général en application du présent article. Les articles 50 à 63 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, dès l'envoi par le ministre de l'avis de cotisation.</p>	Cotisation
Time limit	<p>(8) An assessment of an amount payable under this section by a person to the Receiver General shall not be made more than four years after the notice from the Minister requiring the payment was received by the person.</p>	<p>(8) La cotisation ne peut être établie plus de quatre ans après le jour de la réception, par la personne, de l'avis du ministre exigeant le paiement de la somme.</p>	Délai
Effect of payment as required	<p>(9) If an amount that would otherwise have been advanced, loaned or paid to or on behalf of a debtor is paid by a person to the Receiver General in accordance with a notice from the Minister issued under this section or with an assessment under subsection (7), the person is deemed for all purposes to have advanced, loaned or paid the amount to or on behalf of the debtor.</p>	<p>(9) La personne qui, conformément à l'avis du ministre envoyé aux termes du présent article ou à une cotisation établie en vertu du paragraphe (7), paie au receveur général une somme qui aurait par ailleurs été avancée, prêtée ou payée à un débiteur, ou pour son compte, est réputée, à toutes fins utiles, avoir avancé, prêté ou payé la somme au débiteur ou pour son compte.</p>	Effet du paiement
Recovery by deduction or set-off	<p>90. If a person is indebted to Her Majesty in right of Canada under this Act, the Minister may require the retention by way of deduction or set-off of any amount that the Minister may specify out of any amount that may be or become payable to that person by Her Majesty in right of Canada.</p>	<p>90. Le ministre peut exiger la retenue par voie de déduction ou de compensation de la somme qu'il précise sur toute somme qui est à payer par Sa Majesté du chef du Canada, ou qui peut le devenir, à la personne contre qui elle détient une créance en vertu de la présente loi.</p>	Recouvrement par voie de déduction ou de compensation
Acquisition of debtor's property	<p>91. For the purpose of collecting debts owed by a person to Her Majesty in right of Canada under this Act, the Minister may purchase or otherwise acquire any interest in the person's property that the Minister is given a right to acquire in legal proceedings or under a court order or that is offered for sale or redemption,</p>	<p>91. Pour recouvrer des créances de Sa Majesté du chef du Canada contre une personne en vertu de la présente loi, le ministre peut acheter ou autrement acquérir les droits sur les biens de la personne auxquels il a droit sur le fondement d'une instance ou d'une ordonnance</p>	Acquisition de biens du débiteur

and may dispose of any interest so acquired in any manner that the Minister considers reasonable.

Money seized
from debtor

92. (1) If the Minister has knowledge or suspects that a person is holding money that was seized by a police officer in the course of administering or enforcing the criminal law of Canada from another person who is liable to pay any amount under this Act (in this section referred to as the “debtor”) and that is restorable to the debtor, the Minister may in writing require the person to turn over the money otherwise restorable to the debtor, in whole or in part, to the Receiver General on account of the debtor’s liability under this Act.

Receipt of
Minister

(2) A receipt issued by the Minister for money turned over is a good and sufficient discharge of the requirement to restore the money to the debtor to the extent of the amount turned over.

Seizure if failure
to pay

93. (1) If a person fails to pay an amount as required under this Act, the Minister may in writing give 30 days notice to the person, addressed to their last known address, of the Minister’s intention to direct that the person’s things be seized and disposed of. If the person fails to make the payment before the expiry of the 30 days, the Minister may issue a certificate of the failure and direct that the person’s things be seized.

Disposition

(2) Things that have been seized under subsection (1) shall be kept for 10 days at the expense and risk of the owner. If the owner does not pay the amount due together with all expenses within the 10 days, the Minister may dispose of the things in a manner that the Minister considers appropriate in the circumstances.

Proceeds of
disposition

(3) Any surplus resulting from a disposition, after deduction of the amount owing and all expenses, shall be paid or returned to the owner of the things seized.

Exemptions
from seizure

(4) Anything of any person in default that would be exempt from seizure under a writ of execution issued by a superior court of the province in which the seizure is made is exempt from seizure under this section.

d’un tribunal, ou qui sont offerts en vente ou peuvent être rachetés, et peut disposer de ces droits de la manière qu’il estime raisonnable.

92. (1) S’il sait ou soupçonne qu’une personne détient des sommes qui ont été saisies par un officier de police, pour l’application du droit criminel canadien, d’une autre personne (appelée « débiteur » au présent paragraphe) redevable de sommes en vertu de la présente loi et qui doivent être restituées au débiteur, le ministre peut par écrit l’obliger à verser tout ou partie des sommes autrement restituables au débiteur au receveur général au titre de la somme dont le débiteur est redevable en vertu de la présente loi.

Sommes saisies
d’un débiteur

(2) Le récépissé du ministre relatif aux sommes versées constitue une quittance valable et suffisante de l’obligation de restituer les sommes jusqu’à concurrence du versement.

Récépissé du
ministre

93. (1) Le ministre peut donner à la personne qui n’a pas payé une somme exigible en vertu de la présente loi un préavis écrit de trente jours, envoyé à la dernière adresse connue de la personne, de son intention d’ordonner la saisie et la disposition de choses lui appartenant. Il peut délivrer un certificat de défaut et ordonner la saisie des choses si, au terme des trente jours, la personne est encore en défaut de paiement.

Saisie — non-
paiement

(2) Les choses saisies sont gardées pendant dix jours aux frais et risques du propriétaire. Si le propriétaire ne paie pas la somme due ainsi que les frais dans les dix jours, le ministre peut disposer des choses de la manière qu’il estime indiquée dans les circonstances.

Disposition des
choses saisies

(3) Le surplus de la disposition, déduction faite de la somme due et des frais, est payé ou rendu au propriétaire des choses saisies.

Produit de la
disposition

(4) Le présent article ne s’applique pas aux choses appartenant à la personne en défaut qui seraient insaisissables malgré la délivrance d’un bref d’exécution par une cour supérieure de la province dans laquelle la saisie est opérée.

Restriction

Person leaving
Canada or
defaulting

94. (1) If the Minister suspects that a person has left or is about to leave Canada, the Minister may, before the day otherwise fixed for payment, by notice to the person served personally or sent by registered or certified mail addressed to their last known address, demand payment of any amount for which the person is liable under this Act or would be so liable if the time for payment had arrived, and the amount shall be paid without delay despite any other provision of this Act.

Seizure

(2) If a person fails to pay an amount required under subsection (1), the Minister may direct that things of the person be seized, and subsections 93(2) to (4) apply, with any modifications that the circumstances require.

Liability of
directors

95. (1) If a corporation fails to pay any amount as and when required under this Act, the directors of the corporation at the time it was required to pay the amount are jointly and severally or solidarily liable, together with the corporation, to pay it and any interest that is payable on it under this Act.

Limitations

(2) A director of a corporation is not liable unless

(a) a certificate for the amount of the corporation's liability has been registered in the Federal Court under section 88 and execution for that amount has been returned unsatisfied in whole or in part;

(b) the corporation has commenced liquidation or dissolution proceedings or has been dissolved, and a claim for the amount of the corporation's liability has been proved within six months after the earlier of the date of commencement of the proceedings and the date of dissolution; or

(c) the corporation has made an assignment or a bankruptcy order has been made against it under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, and a claim for the amount of the corporation's liability has been proved within six months after the date of the assignment or bankruptcy order.

94. (1) S'il soupçonne qu'une personne a quitté ou s'apprête à quitter le Canada, le ministre peut, avant le jour par ailleurs fixé pour le paiement, par avis signifié à personne ou envoyé par courrier recommandé ou certifié à la dernière adresse connue de la personne, exiger le paiement de toute somme dont celle-ci est redevable en vertu de la présente loi ou serait ainsi redevable si le paiement était échu. Cette somme doit être payée sans délai malgré les autres dispositions de la présente loi.

(2) Le ministre peut ordonner la saisie de choses appartenant à la personne qui n'a pas payé une somme exigée aux termes du paragraphe (1); dès lors, les paragraphes 93(2) à (4) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

95. (1) Les administrateurs de la personne morale au moment où elle était tenue de verser une somme comme l'exige la présente loi sont, en cas de défaut par la personne morale, solidairement tenus, avec cette dernière, de payer cette somme ainsi que les intérêts afférents.

(2) L'administrateur n'encourt de responsabilité que dans les cas suivants :

- a) un certificat précisant la somme à l'égard de laquelle la personne morale est responsable a été enregistré à la Cour fédérale en application de l'article 88, et il y a eu défaut d'exécution totale ou partielle à l'égard de cette somme;
- b) la personne morale a engagé une procédure de liquidation ou de dissolution, ou elle a fait l'objet d'une dissolution, et une réclamation de la somme à l'égard de laquelle elle est responsable a été établie dans les six mois suivant le début de la procédure ou, si elle est antérieure, la date de la dissolution;
- c) la personne morale a fait une cession ou une ordonnance de faillite a été rendue contre elle en application de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* et une réclamation de la somme à l'égard de laquelle elle est responsable a été établie dans les six mois suivant la cession ou l'ordonnance, selon le cas.

Personnes
quittant le
Canada ou en
défaut

Saisie

Responsabilité
des
administrateurs

Restrictions

Diligence	(3) A director of a corporation is not liable for a failure under subsection (1) if the director exercised the degree of care, diligence and skill to prevent the failure that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances.	(3) L'administrateur n'encourt pas de responsabilité s'il a agi avec autant de soin, de diligence et de compétence pour prévenir le manquement que ne l'aurait fait une personne raisonnablement prudente dans les mêmes circonstances.	Diligence
Assessment	(4) The Minister may assess any person for any amount payable by the person under this section and, if the Minister sends a notice of assessment, sections 50 to 63 apply with any modifications that the circumstances require.	(4) Le ministre peut établir une cotisation pour déterminer la somme qu'une personne est tenue de payer en application du présent article. Les articles 50 à 63 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, dès l'envoi par le ministre de l'avis de cotisation.	Cotisation
Time limit	(5) An assessment of any amount payable by a person who is a director of a corporation shall not be made more than two years after the person ceased to be a director of the corporation.	(5) L'établissement d'une telle cotisation pour déterminer la somme exigible d'un administrateur se prescrit par deux ans après qu'il a cessé d'être administrateur.	Prescription
Amount recoverable	(6) If execution referred to in paragraph (2)(a) has issued, the amount recoverable from a director is the amount remaining unsatisfied after execution.	(6) Dans le cas du défaut d'exécution visé à l'alinéa (2)a), la somme à recouvrer de l'administrateur est celle qui demeure impayée après le défaut.	Somme recouvrable
Preference	(7) If a director of a corporation pays an amount in respect of the corporation's liability that is proved in liquidation, dissolution or bankruptcy proceedings, the director is entitled to any preference to which Her Majesty in right of Canada would have been entitled had the amount not been so paid, and if a certificate that relates to the amount has been registered, the director is entitled to an assignment of the certificate to the extent of the director's payment, which assignment the Minister is empowered to make.	(7) L'administrateur qui, au titre de la responsabilité d'une personne morale, verse une somme qui est établie lors d'une procédure de liquidation, de dissolution ou de faillite a droit au privilège auquel Sa Majesté du chef du Canada aurait eu droit si cette somme n'avait pas été versée. En cas d'enregistrement d'un certificat relatif à cette somme, il a droit à ce que le certificat lui soit cédé par le ministre jusqu'à concurrence de son versement.	Privilège
Contribution	(8) A director who satisfies a claim under this section is entitled to contribution from the other directors who were liable for the claim.	(8) L'administrateur qui a satisfait à la réclamation peut répéter les parts des autres administrateurs tenus pour responsables de celle-ci.	Répétition
Tax liability re transfers not at arm's length	96. (1) Where at any time a person has transferred property, either directly or indirectly, by means of a trust or by any other means, to (a) the transferor's spouse or common-law partner (in this section having the same meaning as in subsection 248(1) of the <i>Income Tax Act</i>) or an individual who has since become the transferor's spouse or common-law partner,	96. (1) La personne qui a transféré un bien, directement ou indirectement, notamment au moyen d'une fiducie, à son époux ou conjoint de fait (s'entendant au présent article au sens du paragraphe 248(1) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>), ou à un particulier qui l'est devenu depuis, à un particulier de moins de dix-huit ans ou à une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance, est solidairement tenue, avec le	Transfert entre personnes ayant un lien de dépendance

(b) an individual who was under eighteen years of age, or
(c) another person with whom the transferor was not dealing at arm's length,
the transferee and transferor are jointly and severally or solidarily liable to pay under this Act an amount equal to the lesser of
(d) the amount determined by the formula
$$A - B$$

where
A is the amount, if any, by which the fair market value of the property at that time exceeds the fair market value at that time of the consideration given by the transferee for the transfer of the property, and
B is the amount, if any, by which the amount assessed the transferee under subsection 160(2) of the *Income Tax Act* in respect of the property exceeds the amount paid by the transferor in respect of the amount so assessed, and
(e) the total of all amounts each of which is
(i) an amount that the transferor is liable to pay under this Act for the reporting period of the transferor that includes that time or any preceding reporting period of the transferor, or
(ii) interest or penalty for which the transferor is liable as of that time.

However, nothing in this subsection limits the liability of the transferor under any other provision of this Act.

Fair market value of undivided interest or right

(2) For the purpose of this section, the fair market value at any time of an undivided interest in, or for civil law an undivided right in, a property, expressed as a proportionate interest or right in that property, is, subject to subsection (5), deemed to be equal to the same proportion of the fair market value of that property at that time.

cessionnaire, de payer en application de la présente loi la moins élevée des sommes suivantes :
a) la somme obtenue par le calcul suivant :
$$A - B$$

où :
A représente l'excédent éventuel de la juste valeur marchande du bien au moment du transfert sur la juste valeur marchande, à ce moment, de la contrepartie payée par le cessionnaire pour le transfert du bien,
B l'excédent éventuel du montant de la cotisation établie à l'égard du cessionnaire en application du paragraphe 160(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* relativement au bien sur la somme payée par le cédant relativement à ce montant;
b) le total des sommes représentant chacune :
(i) la somme dont le cédant est redevable en vertu de la présente loi pour sa période 20 de déclaration qui comprend le moment du transfert ou pour ses périodes de déclaration antérieures,
(ii) les intérêts ou pénalités dont le cédant est redevable à ce moment.
Toutefois, le présent paragraphe ne limite en rien la responsabilité du cédant découlant de toute autre disposition de la présente loi.

Juste valeur marchande d'un intérêt ou droit indivis

(2) Pour l'application du présent article, la juste valeur marchande, à un moment donné, de tout intérêt indivis, ou pour l'application du droit civil tout droit indivis, sur un bien, exprimé sous forme d'un intérêt ou droit proportionnel sur ce bien, est réputée être égale, sous réserve du paragraphe (5), à la proportion correspondante de la juste valeur marchande du bien à ce moment.

82	<i>Softwood Lumber Products Export Charge, 2006</i>	55 ELIZ. II
Assessment	(3) The Minister may at any time assess a transferee in respect of any amount payable by reason of this section, and sections 50 to 63 apply, with any modifications that the circumstances require.	(3) Le ministre peut établir une cotisation pour déterminer la somme que le cessionnaire est tenu de payer en application du présent article. Dès lors, les articles 50 à 63 s'appliquent 5 avec les adaptations nécessaires. 5
Rules applicable	(4) If a transferor and transferee have, by reason of subsection (1), become jointly and severally or solidarily liable in respect of part or all of the liability of the transferor under this Act, the following rules apply: 10 (a) a payment by the transferee on account of the transferee's liability shall, to the extent of the payment, discharge the joint liability; and (b) a payment by the transferor on account of the transferor's liability only discharges the 15 transferee's liability to the extent that the payment operates to reduce the transferor's liability to an amount less than the amount in respect of which the transferee was, by subsection (1), made jointly and severally or 20 solidarily liable.	(4) Dans le cas où le cédant et le cessionnaire sont solidairement responsables de tout ou partie d'une obligation du cédant en vertu de la présente loi, les règles suivantes s'appliquent : a) tout paiement fait par le cessionnaire au 10 titre de son obligation éteint d'autant l'obligation solidaire; b) tout paiement fait par le cédant au titre de son obligation n'éteint l'obligation du cessionnaire que dans la mesure où il sert à 15 ramener l'obligation du cédant à une somme inférieure à celle dont le paragraphe (1) a rendu le cessionnaire solidairement responsable.
Transfers to spouse or common-law partner	(5) Despite subsection (1), if at any time an individual transfers property to the individual's spouse or common-law partner under a decree, order or judgment of a competent tribunal or 25 under a written separation agreement and, at that time, the individual and the individual's spouse or common-law partner were separated and living apart as a result of the breakdown of their marriage or common-law partnership (as de- 30 fined in subsection 248(1) of the <i>Income Tax Act</i>), for the purposes of paragraph (1)(d), the fair market value at that time of the property so transferred is deemed to be nil. However, nothing in this subsection limits the liability of 35 the individual under any other provision of this Act.	(5) Malgré le paragraphe (1), dans le cas où 20 un particulier transfère un bien à son époux ou conjoint de fait en vertu d'un décret, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un tribunal compétent ou en vertu d'un accord écrit de séparation, et qu'ils vivent séparés au 25 moment du transfert pour cause d'échec du mariage ou de l'union de fait au sens du paragraphe 248(1) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , la juste valeur marchande du bien au moment du transfert est réputée nulle pour 30 l'application de l'alinéa (1)a). Toutefois, le présent paragraphe ne limite en rien l'obligation du cédant découlant de toute autre disposition de la présente loi.
Definition of "property"	(6) In this section, "property" includes money.	(6) Au présent article, l'argent est assimilé à 35 un bien. Définition de « bien »

EVIDENCE AND PROCEDURE

PROCÉDURE ET PREUVE

Sending by mail	97. (1) For the purposes of this Act and 40 subject to subsection (2), anything sent by registered, certified or first class mail is deemed to have been received by the person to whom it was sent on the day it was mailed.	97. (1) Pour l'application de la présente loi, tout envoi en première classe ou par courrier recommandé ou certifié est réputé être reçu par le destinataire à la date de sa mise à la poste. 40
		Date d'envoi et de réception

Payment	(2) A person who is required under this Act to pay an amount is deemed not to have paid it until it is received by the Receiver General.	(2) Le paiement qu'une personne est tenue de faire en application de la présente loi n'est réputé être effectué que le jour de sa réception par le receveur général.	Paiement sur réception
Proof of sending by mail	<p>98. (1) If, under this Act, provision is made for sending by mail a request for information, a notice or a demand, an affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, is evidence of the sending and of the request, notice or demand if the affidavit sets out that</p> <p>(a) the employee has knowledge of the facts in the particular case;</p> <p>(b) such a request, notice or demand was sent by registered or certified mail on a specified day to a specified person and address; and</p> <p>(c) the employee identifies as exhibits attached to the affidavit the post office certificate of registration of the letter or a true copy of the relevant portion of the certificate and a true copy of the request, notice or demand.</p>	<p>98. (1) Si la présente loi prévoit l'envoi par la poste d'une demande de renseignements, d'un avis ou d'une mise en demeure, l'affidavit d'un employé de l'Agence, souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir, constitue la preuve de l'envoi ainsi que de la demande, de l'avis ou de la mise en demeure, s'il indique, à la fois :</p> <p>a) que l'employé est au courant des faits en l'espèce;</p> <p>b) que la demande, l'avis ou la mise en demeure a été envoyé par courrier recommandé ou certifié à la date indiquée à la personne dont les nom et adresse sont précisés;</p> <p>c) que l'employé reconnaît, comme pièces jointes à l'affidavit, le certificat de recommandation remis par le bureau de poste ou une copie conforme de la partie pertinente du certificat et une copie conforme de la demande, de l'avis ou de la mise en demeure.</p>	5 Preuve d'envoi par la poste
Proof of personal service	<p>(2) If, under this Act, provision is made for personal service of a request for information, a notice or a demand, an affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, is evidence of the personal service and of the request, notice or demand if the affidavit sets out that</p> <p>(a) the employee has knowledge of the facts in the particular case;</p> <p>(b) such a request, notice or demand was served personally on a specified day on the person to whom it was directed; and</p> <p>(c) the employee identifies as an exhibit attached to the affidavit a true copy of the request, notice or demand.</p>	<p>(2) La preuve de la signification à personne se fait de la même manière sauf que l'affidavit doit indiquer, à la fois :</p> <p>a) que l'employé est au courant des faits en l'espèce;</p> <p>b) que la demande, l'avis ou la mise en demeure a été signifié à l'intéressé à la date indiquée;</p> <p>c) que l'employé reconnaît, comme pièce jointe à l'affidavit, une copie conforme de la demande, de l'avis ou de la mise en demeure.</p>	Preuve de la signification à personne
Proof of failure to comply	(3) If, under this Act, a person is required to make a return, an application, a statement, an answer or a certificate, an affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to	(3) Si la présente loi oblige une personne à faire une déclaration, une demande, un état, une réponse ou un certificat, l'affidavit d'un employé de l'Agence, souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée	Preuve de non-observation

take affidavits, setting out that the employee has charge of the appropriate records and that, after a careful examination and search of the records, the employee has been unable to find in a given case that the return, application, statement, answer or certificate has been made by that person, is evidence that in that case the person did not make the return, application, statement, answer or certificate.

Proof of time of compliance

(4) If, under this Act, a person is required to make a return, an application, a statement, an answer or a certificate, an affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the employee has charge of the appropriate records and that, after a careful examination of the records, the employee has found that the return, application, statement, answer or certificate was filed or made on a particular day, is evidence that it was filed or made on that day.

Proof of documents

(5) An affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the employee has charge of the appropriate records and that a document attached to the affidavit is a document or true copy of a document made by or on behalf of the Minister or a person exercising the powers of the Minister or by or on behalf of a person, is evidence of the nature and contents of the document.

Proof of no appeal

(6) An affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the employee has charge of the appropriate records and has knowledge of the practice of the Agency and that an examination of the records shows that a notice of assessment was mailed or otherwise sent to a person on a particular day under this Act and that, after a careful examination and search of the records, the employee has been unable to find that a notice of objection or of appeal from the assessment was received within the time allowed for an objection or appeal to be filed under this Act, is evidence of the statements contained in the affidavit.

à le recevoir, indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et que, après avoir fait un examen attentif de ceux-ci et après y avoir fait des recherches, il lui a été impossible de constater, dans un cas particulier, que la déclaration, la demande, l'état, la réponse ou le certificat a été fait par la personne constitue la preuve que la personne n'en a pas fait.

(4) Si la présente loi oblige une personne à faire une déclaration, une demande, un état, une réponse ou un certificat, l'affidavit d'un employé de l'Agence, souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir, indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et que, après avoir fait un examen attentif de ceux-ci, il a constaté que la déclaration, la demande, l'état, la réponse ou le certificat a été fait un jour en particulier constitue la preuve que le document a été fait ce jour-là.

Preuve du moment de l'observation

(5) L'affidavit d'un employé de l'Agence, souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir, indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et que le document qui est annexé à l'affidavit est un document ou la copie conforme d'un document fait par le ministre ou une autre personne exerçant les pouvoirs de celui-ci ou pour leur compte, ou par une personne ou pour son compte, constitue la preuve de la nature et du contenu du document.

Preuve de documents

(6) Constitue la preuve des énonciations qui y sont renfermées l'affidavit d'un employé de l'Agence, souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir, indiquant qu'il a la charge des registres pertinents, qu'il connaît la pratique de l'Agence et qu'un examen des registres démontre qu'un avis de cotisation a été posté ou autrement envoyé à une personne un jour particulier, en application de la présente loi, et que, après avoir fait un examen attentif des registres et après y avoir fait des recherches, il lui a été impossible de constater qu'un avis d'opposition ou d'appel concernant la cotisation a été reçu dans le délai imparti à cette fin.

Preuve de l'absence d'appel

Presumption	(7) If evidence is offered under this section by an affidavit from which it appears that the person making the affidavit is an employee of the Agency, it is not necessary to prove the signature of the person or that the person is such an employee, nor is it necessary to prove the signature or official character of the person before whom the affidavit was sworn.	(7) Si une preuve est donnée en vertu du présent article par un affidavit d'où il ressort que la personne le souscrivant est un employé de l'Agence, il n'est pas nécessaire d'attester sa signature ou de prouver qu'il est un tel employé, ni d'attester la signature ou la qualité de la personne en présence de laquelle l'affidavit a été souscrit.	Présomption
Proof of documents	(8) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Act over the name in writing of the Minister, the Commissioner or an employee authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the Commissioner or the employee, unless it has been called into question by the Minister or a person acting for the Minister or for Her Majesty in right of Canada.	(8) Tout document paraissant avoir été signé en vertu de la présente loi, ou dans le cadre de son exécution ou contrôle d'application, au nom ou sous l'autorité du ministre, du commissaire ou d'un employé autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions du ministre en vertu de la présente loi est réputé être un document signé, fait et délivré par le ministre, le commissaire ou l'employé, sauf s'il a été mis en doute par le ministre ou par une autre personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté du chef du Canada.	Preuve de documents
Mailing date	(9) If a notice or demand that the Minister is required or authorized under this Act to send by mail to a person is mailed to the person, the day of mailing is deemed to be the date of the notice or demand.	(9) La date de mise à la poste d'un avis ou d'une mise en demeure que le ministre a l'obligation ou l'autorisation d'envoyer par courrier à une personne est réputée être la date qui apparaît sur l'avis ou la mise en demeure.	Date de mise à la poste
Date when assessment made	(10) If a notice of assessment has been sent by the Minister as required under this Act, the assessment is deemed to have been made on the day of mailing of the notice of assessment.	(10) Si un avis de cotisation a été envoyé par le ministre de la manière prévue par la présente loi, la cotisation est réputée établie à la date de mise à la poste de l'avis.	Date d'établissement de la cotisation
Proof of return	(11) In a prosecution for an offence under this Act, the production of a return, an application, a certificate, a statement or an answer required under this Act, purporting to have been filed or delivered by or on behalf of the person charged with the offence or to have been made or signed by or on behalf of that person, is evidence that the return, application, certificate, statement or answer was filed or delivered by or on behalf of that person or was made or signed by or on behalf of that person.	(11) Dans toute poursuite concernant une infraction à la présente loi, la production d'une déclaration, d'une demande, d'un état, d'une réponse ou d'un certificat prévu par la présente loi, donné comme ayant été fait par l'accusé ou pour son compte, fait foi de ce fait.	Preuve de déclaration
Proof of return—printouts	(12) For the purposes of this Act, a document presented by the Minister purporting to be a printout of the information in respect of a person shall be received as evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the return filed by the person.	(12) Pour l'application de la présente loi, tout document présenté par le ministre comme étant un imprimé des renseignements concernant une personne est admissible en preuve et fait foi, sauf preuve contraire, de la déclaration présentée par la personne.	Preuve de production—imprimés

Proof of
return —
production of
returns, etc.

(13) In a proceeding under this Act, the production of a return, an application, a certificate, a statement or an answer required under this Act, purporting to have been filed, delivered, made or signed by or on behalf of a person, is evidence that the return, application, certificate, statement or answer was filed, delivered, made or signed by or on behalf of that person.

(13) Dans le cadre de toute procédure engagée en vertu de la présente loi, la production d'une déclaration, d'une demande, d'un état, d'une réponse ou d'un certificat prévu par la présente loi, donné comme ayant été fait par une personne ou pour son compte, fait foi de ce fait.

Preuve de
production —
déclarations, etc.

Evidence

(14) In a prosecution for an offence under this Act, an affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the employee has charge of the appropriate records and that an examination of the records shows that an amount required under this Act to be paid to the Receiver General has not been received by the Receiver General, is evidence of the statements contained in the affidavit.

(14) Dans toute poursuite concernant une infraction à la présente loi, l'affidavit d'un employé de l'Agence, souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir, indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et qu'un examen des registres démontre que le receveur général n'a pas reçu une somme dont la présente loi exige le versement constitue la preuve des énonciations qui y sont renfermées.

Preuve

Probative force
of copy

(15) Any copy of an original record made under section 79 that is purported to be certified by the Minister or an employee to be a copy of the original record is evidence of the nature and content of the original record, and has the same probative force as the original record would have if it were proven in the ordinary way.

(15) Toute copie faite en vertu de l'article 79 qui est présentée comme registre et que le ministre ou un employé atteste être une copie du registre original fait foi de la nature et du contenu de celui-ci et a la même force probante qu'aurait celui-ci si son authenticité était prouvée de la façon usuelle.

Force probante
des copies

PAYMENTS TO PROVINCES

PAIEMENTS AUX PROVINCES

Distribution of
revenue

99. (1) The Minister shall distribute, among the provinces from which the softwood lumber products originate, the revenue derived by Her Majesty in right of Canada from the charge imposed on those products under section 10, less any refunds and less the following costs incurred by Her Majesty in right of Canada, as determined by the Minister,

99. (1) Le ministre fait répartir entre les provinces d'où proviennent les produits de bois d'oeuvre assujettis au droit prévu à l'article 10 les recettes que Sa Majesté du chef du Canada tire de ce droit, déduction faite de tout remboursement et des sommes qu'il considère comme étant, selon le cas :

Répartition de
recettes

(a) costs incurred in the administration of this Act and the softwood lumber agreement, as defined in subsection 2(1) of the *Export and Import Permits Act*; and

a) des frais que Sa Majesté a engagés dans le cadre de l'application de la présente loi et de l'accord sur le bois d'oeuvre, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*;

(b) costs incurred in relation to any litigation, including damages, in respect of this Act or that agreement.

b) des frais de justice — y compris les dommages-intérêts — entraînés pour Sa Majesté par tout litige relatif à la présente loi ou à cet accord.

40

Amount of
payments

(2) The amount to be paid to a province shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund.

(2) La somme à verser à une province donnée est payée sur le Trésor.

Montant du
transfert

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations —
general**100.** (1) The Governor in Council may make regulations

- (a) respecting any requirements or conditions that must be met to be certified as an independent remanufacturer under section 25; 5
- (b) respecting the duration, amendment, suspension, renewal, cancellation or reinstatement of a certification under section 25;
- (c) prescribing any matter or thing that by this Act is to be or may be prescribed; and 10
- (d) generally to carry out the purposes and provisions of this Act.

Regulations —
section 99

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister for International Trade, make regulations establishing 15 conditions to which payments under section 99 are subject and respecting the amount that shall be paid to a province under that section.

Effect

101. A regulation made under this Act has effect from the day it is published in the *Canada Gazette* or at any later time that may be specified in the regulation, unless it provides otherwise and

- (a) has a relieving effect only;
- (b) corrects an ambiguous or deficient enactment that was not in accordance with the objects of this Act; 25
- (c) is consequential on an amendment to this Act that is applicable before the day on which the regulation is published in the *Canada Gazette*; or 30
- (d) gives effect to a budgetary or other public announcement, in which case the regulation shall not, unless paragraph (a), (b) or (c) applies, have effect before the day on which 35 the announcement was made.

EXPIRY

Regulation

102. The Governor in Council may, by regulation, declare that any of sections 10 to 15 cease to be in force on a day or days fixed in the regulation. 40

100. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) préciser les exigences et conditions à satisfaire pour obtenir un agrément d'entreprise indépendante de seconde transformation 5 au titre de l'article 25;
- b) régir la durée, la modification, la suspension, le renouvellement, la révocation et le rétablissement d'un agrément délivré au titre de l'article 25; 10
- c) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- d) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

(2) Le gouverneur en conseil peut par 15 règlement, sur recommandation du ministre du Commerce international, prévoir les modalités de détermination de la somme à verser au titre de l'article 99 et les conditions de versement de celle-ci. 20

101. Les règlements pris en vertu de la présente loi n'ont d'effet qu'à compter de leur publication dans la *Gazette du Canada*, ou après s'ils le prévoient. Tout règlement peut toutefois avoir un effet rétroactif, s'il comporte une 25 disposition en ce sens, dans les cas suivants :

- a) il a pour seul résultat d'alléger une charge;
- b) il corrige une disposition ambiguë ou erronée, non conforme à un objet de la présente loi; 30
- c) il procède d'une modification de la présente loi applicable avant qu'il ne soit publié dans la *Gazette du Canada*;
- d) il met en œuvre une mesure — budgétaire ou non — annoncée publiquement, auquel 35 cas, si les alinéas a), b) et c) ne s'appliquent pas par ailleurs, il ne peut avoir d'effet avant la date où la mesure est ainsi annoncée.

CESSATION D'EFFET

102. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, fixer la date ou les dates de cessation 40 d'effet des articles 10 à 15.

Règlements —
généralRèglements —
article 99

Prise d'effet

Règlement

PAYMENT TO ACCOUNTS

Payment

103. From and out of the Consolidated Revenue Fund there may, on the requisition of the Minister for International Trade, be paid and applied a sum or sums for payment to any account as determined by that Minister in order to meet Canada's financial obligations under the softwood lumber agreement, as defined in subsection 2(1) of the *Export and Import Permits Act*.

AFFECTATION DE VERSEMENTS

Paiement sur le Trésor

103. À la demande du ministre du Commerce international, peut être payée sur le Trésor et affectée à tout compte déterminé par ce ministre toute somme nécessaire à la mise en oeuvre des obligations financières du Canada découlant de l'accord sur le bois d'oeuvre, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*.

TRANSITIONAL PROVISIONS

Transitional period

104. (1) If a person registered under section 23 exported a softwood lumber product from a region during the period beginning on October 1, 2006 and ending on the day before the day on which subsection 11(3) comes into force and the registered person would require an export allocation under paragraph 6.3(3)(b) of the *Export and Import Permits Act* in order to export the same product from that region on that day, the Minister shall refund the registered person the amount, if any, by which the amount that the registered person paid under section 10 in respect of the export of the product exceeds the amount that the registered person would have been required to pay in respect of the export of that product under that section if subsection 11(3) applied to that export.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Période de transition

104. (1) Toute personne inscrite en vertu de l'article 23 qui, à la fois, a exporté tout produit de bois d'oeuvre d'une région durant la période commençant le 1^{er} octobre 2006 et se terminant le jour précédant l'entrée en vigueur du paragraphe 11(3) et requerrait, à la date de cette entrée en vigueur, une autorisation d'exportation délivrée en vertu de l'alinéa 6.3(3)b) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* pour exporter ce même produit de la même région, est remboursée par le ministre de l'excédent éventuel de la somme qu'elle a versée au titre du droit prévu à l'article 10 pour l'exportation sur la somme qu'elle aurait dû verser pour la même exportation si le paragraphe 11(3) s'était appliqué à celle-ci.

Exception

(2) If the total exports of softwood lumber products from a region, during any month of the period referred to in subsection (1), exceeds the sum of export allocations that would have been issued for that region for that month if section 6.3 of the *Export and Import Permits Act*, as enacted by section 111 of this Act, were in force during that month, the amount of the refund under subsection (1) in respect of the export of a softwood lumber product from that region during that month is nil.

(2) Toutefois, si, au cours de tout mois de la période prévue au paragraphe (1), le total des exportations de produits de bois d'oeuvre de la région excède le total des autorisations d'exportation pour la région qui auraient été délivrées pour ce mois si l'article 6.3 de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, édicté par l'article 111 de la présente loi, avait été en vigueur durant ce mois, le montant du remboursement à l'égard de toute exportation de produits de bois d'oeuvre de cette région est égal à zéro.

Réserve

Trigger volume —
October 2006

105. For the purposes of the calculation of the trigger volume for the month of October 2006 under subsections 13(3) and (4), the value of C is deemed to be zero.

105. Dans le calcul du volume de déclenchement mensuel, au titre des paragraphes 13(3) ou (4), pour le mois d'octobre 2006, la valeur de l'élément C de la formule prévue à ces paragraphes est égale à zéro.

Volume de déclenchement mensuel —
octobre 2006

Section 64	106. For the purposes of section 64, a return that is required to be filed before April 1, 2007 and that has not been filed before that day is deemed to be required to be filed on March 31, 2007.	106. Pour l'application de l'article 64, la déclaration qui est à présenter avant le 1 ^{er} avril 2007, mais qui ne l'est pas, est réputée avoir été à présenter le 31 mars 2007.	Article 64
Retroactive regulations	107. Despite section 101, every first regulation made under subsection 17(1) or (2) or 22(2) or section 100 may, if the regulation so provides, have effect earlier than the day on which it is made but no earlier than October 1, 2006.	107. Malgré l'article 101, tout premier règlement pris en vertu des paragraphes 17(1) ou (2) ou 22(2) ou de l'article 100 peut avoir un effet rétroactif au 1 ^{er} octobre 2006 s'il comporte une disposition en ce sens.	5 Règlements rétroactifs
Retroactive regulations — <i>Export and Import Permits Act</i>	108. Every first regulation made under section 3, 6 or 12 of the <i>Export and Import Permits Act</i> and arising out of the implementation of the softwood lumber agreement, as defined in subsection 2(1) of that Act, may, if the regulation so provides, have effect earlier than the day on which it is made but no earlier than October 1, 2006.	108. Tout premier règlement pris en vertu des articles 3, 6 ou 12 de la <i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> et découlant de la mise en oeuvre de l'accord sur le bois d'oeuvre, au sens du paragraphe 2(1) de cette loi, peut avoir un effet rétroactif au 1 ^{er} octobre 2006 s'il comporte une disposition en ce sens.	10 Règlements rétroactifs — <i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i>
R.S., c. E-19	AMENDMENTS TO THE EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT	MODIFICATIONS À LA LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION	L.R., ch. E-19
	109. Subsection 2(1) of the <i>Export and Import Permits Act</i> is amended by adding the following in alphabetical order:	109. Le paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :	20
"data" « données »	"data" means representations, in any form, of information or concepts;	« accord sur le bois d'oeuvre » L'Accord sur le bois d'oeuvre résineux entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé le 12 septembre 2006, avec les rectifications qui y sont apportées avant sa ratification par le Canada.	« accord sur le bois d'oeuvre » "softwood lumber agreement"
"export allocation" « autorisation d'exportation »	"export allocation" means an allocation issued under paragraph 6.3(3)(b);	« autorisation d'exportation » Autorisation délivrée en vertu de l'alinéa 6.3(3)b).	« autorisation d'exportation » "export allocation"
"record" « registre »	"record" means any material on which data are recorded or marked and which is capable of being read or understood by a person or a computer system or other device;	« données » Toute forme de représentation d'informations ou de notions.	« données » "data"
"softwood lumber agreement" « accord sur le bois d'oeuvre »	"softwood lumber agreement" means the Softwood Lumber Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America signed on September 12, 2006, and includes any rectifications made to it before its ratification by Canada;	« registre » Tout support sur lequel des données sont enregistrées ou inscrites et qui peut être lu ou compris par une personne ou par un système informatique ou un autre dispositif.	« registre » "record"
1999, c. 31, s. 88	110. Section 3 of the Act is renumbered as subsection 3(1) and is amended by adding the following:	110. L'article 3 de la même loi devient le paragraphe 3(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :	35 1999, ch. 31, art. 88

Conditions	(2) The description of goods set out in the Export Control List may contain conditions that are based on approvals, classifications or determinations made by specified persons or specified government entities, including foreign government entities.	(2) La dénomination de marchandise sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée peut comprendre des conditions découlant d'approbations ou de décisions de personnes désignées ou d'organismes publics — canadiens ou étrangers — désignés, ou de classifications établies par de telles personnes ou de tels organismes.	Conditions
111. The Act is amended by adding the following after section 6.2:		111. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 6.2, de ce qui suit :	
	SOFTWOOD LUMBER PRODUCTS EXPORT ACCESS	RÉGIME D'ACCÈS À L'EXPORTATION DE PRODUITS DE BOIS D'OEUVRE	
Definitions	6.3 (1) The following definitions apply in this section and section 6.4.	6.3 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à l'article 6.4.	Définitions
"BC Coast" « côte de la Colombie-Britannique »	"BC Coast" means the Coast forest region established by the <i>Forest Regions and Districts Regulation</i> of British Columbia, as it existed on July 1, 2006.	« côte de la Colombie-Britannique » S'entend de la « Coast forest region » au sens du règlement de la Colombie-Britannique intitulé <i>Forest Regions and Districts Regulation</i> , dans sa version au 1 ^{er} juillet 2006.	« côte de la Colombie-Britannique » "BC Coast"
"BC Interior" « intérieur de la Colombie-Britannique »	"BC Interior" means the Northern Interior forest region and the Southern Interior forest region established by the <i>Forest Regions and Districts Regulation</i> of British Columbia, as they existed on July 1, 2006.	« intérieur de la Colombie-Britannique » S'entend des « Northern Interior forest region » et « Southern Interior forest region » au sens du règlement de la Colombie-Britannique intitulé <i>Forest Regions and Districts Regulation</i> , dans sa version au 1 ^{er} juillet 2006.	« intérieur de la Colombie-Britannique » "BC Interior"
"region" « région »	"region" means Ontario, Quebec, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, the BC Coast or the BC Interior.	« région » L'Ontario, le Québec, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta, la côte de la Colombie-Britannique ou l'intérieur de la Colombie-Britannique.	« région » "region"
Determination of quantities	(2) If any softwood lumber products have been included on the Export Control List for the purpose of implementing the softwood lumber agreement, the Minister may determine the quantity of those products that may be exported from a region during a month, or the basis for calculating such quantities, for the purposes of subsection (3) and section 8.4.	(2) En cas d'inscription de produits de bois d'oeuvre sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée aux fins de mise en oeuvre de l'accord sur le bois d'oeuvre, le ministre peut, pour l'application du paragraphe (3) et de l'article 8.4, déterminer la quantité de produits de bois d'oeuvre pouvant être exportée d'une région pour un mois ou établir des critères à cet effet.	Établissement de quantités
Allocation method	(3) If the Minister has determined a quantity of products under subsection (2), the Minister may (a) by order, establish a method for allocating the quantity to persons registered under section 23 of the <i>Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006</i> who apply for an allocation; and	(3) Lorsqu'il a déterminé la quantité de produits de bois d'oeuvre en application du paragraphe (2), le ministre peut : a) établir, par arrêté, une méthode pour allouer des quotas à toute personne inscrite en vertu de l'article 23 de la <i>Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre</i> qui en fait la demande;	Allocation de quotas

	(b) issue an export allocation for a month to any of those persons subject to the regulations and any terms and conditions that the Minister may specify in the export allocation.	b) délivrer une autorisation d'exportation pour un mois à toute personne ainsi inscrite qui en fait la demande, sous réserve des conditions qui y sont énoncées et des règlements.	5	
Transfer of allocation	(4) The Minister may consent to the transfer of an export allocation from one registered person to another registered person.	(4) Le ministre peut autoriser le transfert de l'autorisation d'exportation à toute autre personne ainsi inscrite.	5	Transfert
Export from a region	6.4 An exported softwood lumber product is deemed to be exported from the region where the product underwent its first primary processing, as defined in section 2 of the <i>Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006</i> . If, however, the exported product underwent its first primary processing in Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador, Yukon, the Northwest Territories or Nunavut from softwood sawlogs originating in a region, it is deemed to be exported from that region.	6.4 Le produit de bois d'oeuvre exporté est réputé être exporté de la région où il subit, pour la première fois, une première transformation, au sens de l'article 2 de la <i>Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre</i> . Toutefois, s'il la subit, pour la première fois, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut et que les grumes de sciage de résineux proviennent d'une région donnée, il est réputé être exporté de cette région.	10 15 15	Exportation d'une région
	112. The Act is amended by adding the following after section 8.3:	112. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 8.3, de ce qui suit :	20	
Export permits for softwood lumber products	8.4 Despite subsection 7(1), if softwood lumber products have been included on the Export Control List for the purpose of implementing the softwood lumber agreement, the Minister shall issue a permit to export those products to any person registered under section 23 of the <i>Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006</i> who applies for the permit, subject only to	8.4 Malgré le paragraphe 7(1), en cas d'inscription de produits de bois d'oeuvre sur la liste des marchandises d'exportation contrôlées aux fins de mise en oeuvre de l'accord sur le bois d'oeuvre, le ministre délivre à toute personne inscrite en vertu de l'article 23 de la <i>Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre</i> qui en fait la demande une licence pour l'exportation de produits de bois d'oeuvre, sous réserve :	25 30	Licence d'exportation de produits de bois d'oeuvre
	(a) any export allocation issued to that person under paragraph 6.3(3)(b); and	a) de toute autorisation d'exportation délivrée à cette personne en vertu de l'alinéa 6.3(3)b);	35	
	(b) the person's compliance with any regulations made under section 12.	b) de l'observation des règlements pris en vertu de l'article 12.		
Retroactive permits	8.5 An import permit or export permit issued under this Act may, if the permit so provides, have effect from a day earlier than the day on which it is issued.	8.5 Toute licence d'exportation ou d'importation délivrée en vertu de la présente loi peut avoir un effet rétroactif si elle comporte une disposition en ce sens.	35 40	Licence rétroactive
1994, c. 47, s. 111	113. Subsection 10(1) of the Act is replaced by the following:	113. Le paragraphe 10(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	40	1994, ch. 47, art. 111

Alteration of permits, etc.	<p>10. (1) Subject to subsection (3), the Minister may amend, suspend, cancel or reinstate any permit, import allocation, <u>export allocation</u>, certificate or other authorization issued or granted under this Act.</p>	<p>10. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le ministre peut modifier, suspendre, annuler ou rétablir les licences, certificats, autorisations d'importation ou d'exportation ou autres autorisations délivrés ou concédés en vertu de la présente loi.</p>	Modification des licences
	<p>114. The Act is amended by adding the following after section 10:</p>	<p>114. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 10, de ce qui suit :</p>	
Inspectors	<p>10.1 The Minister may designate as an inspector any person who, in the Minister's opinion, is qualified to be so designated.</p>	<p>10.1 Le ministre peut désigner, en qualité d'inspecteur, toute personne qu'il estime qualifiée.</p>	Inspecteurs
Inspection	<p>10.2 (1) An inspector may, at all reasonable times, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act, inspect, audit or examine the records of any person who has applied for a permit, an import allocation, an export allocation, a certificate or another authorization under this Act in order to determine whether that or any other person is in compliance with this Act.</p>	<p>10.2 (1) L'inspecteur peut, à toute heure convenable, pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi, inspecter, vérifier ou examiner les registres de toute personne qui a présenté une demande visant l'obtention d'une licence, d'un certificat, d'une autorisation d'importation ou d'exportation ou d'une autre autorisation en vertu de la présente loi afin d'établir si celle-ci ou toute autre personne se conforme à la présente loi.</p>	Inspection
Powers of inspector	<p>(2) For the purposes of an inspection, audit or examination, an inspector may</p> <p>(a) enter any place in which the inspector reasonably believes the person keeps records or carries on any activity to which this Act applies; and</p> <p>(b) require any individual to be present during the inspection, audit or examination and require that individual to answer all proper questions and to give to the inspector all reasonable assistance.</p>	<p>(2) Afin d'effectuer l'inspection, la vérification ou l'examen, l'inspecteur peut :</p> <p>a) pénétrer dans tout lieu où il croit, pour des motifs raisonnables, que la personne tient des registres ou exerce une activité auxquels s'applique la présente loi;</p> <p>b) exiger de toute personne qu'elle l'accompagne pendant l'inspection, la vérification ou l'examen, réponde à toutes les questions pertinentes et lui prête toute l'assistance raisonnable.</p>	Pouvoirs d'inspection
Prior authorization	<p>(3) If any place referred to in paragraph (2)(a) is a dwelling-house, an inspector may not enter that dwelling-house without the consent of the occupant, except under the authority of a warrant issued under subsection (4).</p>	<p>(3) Si le lieu visé à l'alinéa (2)a) est une maison d'habitation, l'inspecteur ne peut y pénétrer sans la permission de l'occupant, à moins d'y être autorisé par un mandat décerné en application du paragraphe (4).</p>	Autorisation préalable
Warrant to enter dwelling-house	<p>(4) A judge may issue a warrant authorizing an inspector to enter a dwelling-house subject to the conditions specified in the warrant if, on <i>ex parte</i> application by the inspector, a judge is satisfied by information on oath that</p> <p>(a) there are reasonable grounds to believe that the dwelling-house is a place referred to in paragraph (2)(a);</p>	<p>(4) Sur requête <i>ex parte</i> de l'inspecteur, le juge saisi peut décerner un mandat qui autorise l'inspecteur à pénétrer dans une maison d'habitation aux conditions précisées dans le mandat, s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, que les éléments suivants sont réunis :</p>	Mandat

	<p>(b) entry into the dwelling-house is necessary for any purpose related to the administration or enforcement of this Act; and</p> <p>(c) entry into the dwelling-house has been, or there are reasonable grounds to believe that entry will be, refused.</p>	<p>a) il existe des motifs raisonnables de croire que la maison d'habitation est un lieu visé à l'alinéa (2)a);</p> <p>b) il est nécessaire d'y pénétrer pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi;</p> <p>c) l'accès en a été refusé, ou il est raisonnable de croire qu'il le sera.</p>	
Orders if entry not authorized	<p>(5) If the judge is not satisfied that entry into the dwelling-house is necessary for any purpose related to the administration or enforcement of this Act, the judge may, to the extent that access was or may be expected to be refused and that a record is or may be expected to be kept in the dwelling-house,</p> <p>(a) order the occupant of the dwelling-house to provide the inspector with reasonable access to any record that is or should be kept in the dwelling-house; and</p> <p>(b) make any other order that is appropriate in the circumstances to carry out the purposes of this Act.</p>	<p>(5) Si l'accès à la maison d'habitation a été refusé ou pourrait l'être et si des registres ou des biens y sont gardés ou pourraient l'être, le juge qui n'est pas convaincu qu'il est nécessaire d'y pénétrer pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi peut :</p> <p>a) ordonner à l'occupant de la maison d'habitation de permettre à l'inspecteur d'avoir raisonnablement accès à tous registres qui y sont gardés ou devraient l'être;</p> <p>b) rendre toute autre ordonnance indiquée en l'espèce pour l'application de la présente loi.</p>	Ordonnance en cas de refus
Copies of records	<p>(6) When an inspector inspects, audits, examines or is provided a record under this section, the inspector may make, or cause to be made, one or more copies of the record.</p>	<p>(6) L'inspecteur peut, lorsqu'il inspecte, examine, vérifie ou se voit remettre un registre en vertu du présent article, en faire des copies ou en faire faire.</p>	Reproduction de registres
Keeping records	<p>10.3 (1) Every person who applies for a permit, import allocation, export allocation, certificate or other authorization under this Act shall keep all records that are necessary to determine whether they have complied with this Act.</p>	<p>10.3 (1) La personne qui demande une licence, un certificat, une autorisation d'importation ou d'exportation ou toute autre autorisation en vertu de la présente loi tient tous les registres permettant de vérifier si elle s'est conformée à celle-ci.</p>	Obligation de tenir des registres
Minister may specify information	<p>(2) The Minister may specify in writing the form that a record is to take and any information that the record must contain.</p>	<p>(2) Le ministre peut préciser par écrit la forme des registres ainsi que les renseignements qu'ils doivent contenir.</p>	Forme et contenu
Language and location of record	<p>(3) Unless otherwise authorized by the Minister, a record shall be kept in Canada in English or French.</p>	<p>(3) Sauf autorisation contraire du ministre, les registres sont tenus au Canada, en français ou en anglais.</p>	Langue et lieu de conservation
Electronic records	<p>(4) Every person required under this Act to keep a record who does so electronically shall ensure that all equipment and software necessary to make the record intelligible are available during the retention period required for the record.</p>	<p>(4) Quiconque tient des registres, comme l'y oblige la présente loi, et le fait par voie électronique veille à ce que le matériel et les logiciels nécessaires à leur intelligibilité soient accessibles pendant la période de conservation.</p>	Registres électroniques

Inadequate records	(5) If a person fails to keep adequate records for the purposes of this Act, the Minister may, in writing, require the person to keep any records that the Minister may specify, and the person shall keep the records specified by the Minister.	(5) Le ministre peut exiger par écrit que la personne qui ne tient pas les registres nécessaires à l'application de la présente loi tienne ceux qu'il précise. Le cas échéant, la personne est tenue d'obtempérer.	Registres insuffisants
General period for retention	(6) Every person who is required to keep records shall retain them until the expiry of six years after the end of the year to which they relate or for any other period that may be prescribed by regulation.	(6) La personne obligée de tenir des registres les conserve pendant la période de six ans suivant la fin de l'année qu'ils visent ou pendant toute autre période fixée par règlement.	Période de conservation
Demand by Minister	(7) If the Minister is of the opinion that it is necessary for the administration or enforcement of this Act, the Minister may, by a demand served personally or sent by mail, require any person required under this Act to keep records to retain those records for any period that is specified in the demand, and the person shall comply with the demand.	(7) Le ministre peut exiger, par mise en demeure signifiée à personne ou envoyée par courrier, que la personne obligée de tenir des registres conserve ceux-ci pour la période précisée dans la mise en demeure, s'il est d'avis que cela est nécessaire pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi. Le cas échéant, la personne est tenue d'obtempérer.	Mise en demeure
Permission for earlier disposal	(8) A person who is required under this Act to keep records may dispose of them before the expiry of the period during which they are required to be kept if written permission for their disposal is given by the Minister.	(8) Il peut autoriser par écrit toute personne à se départir des registres qu'elle doit conserver avant la fin de la période déterminée pour leur conservation.	Autorisation de se départir des registres

1994, c. 47,
s. 112(1)

115. Paragraphs 12(a) to (b) of the Act are replaced by the following:

(a) prescribing the information, certificates issued by a third party attesting to a softwood sawlog's origin and undertakings to be furnished by applicants for permits, import allocations, export allocations, certificates or other authorizations under this Act, the procedure to be followed in applying for and issuing or granting permits, import allocations, export allocations, certificates or other authorizations, the duration of them, and the terms and conditions, including those with reference to shipping or other documents, on which permits, import allocations, export allocations, certificates or other authorizations may be issued or granted under this Act;

(a.1) respecting the considerations that the Minister must take into account when deciding whether to issue an import allocation or export allocation or consent to its transfer;

115. Les alinéas 12a) à b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) déterminer les renseignements, les certificats délivrés par des tiers et attestant l'origine de la grume de sciage de résineux et les engagements que sont tenus de fournir ceux qui demandent des licences, certificats, autorisations d'importation ou d'exportation ou autres autorisations en vertu de la présente loi, la procédure à suivre pour la demande et la délivrance ou la concession de licences, certificats, autorisations d'importation ou d'exportation ou autres autorisations, la durée de ceux-ci et les conditions, y compris celles qui concernent les documents d'expédition ou autres, auxquelles des licences, certificats, autorisations d'importation ou d'exportation ou autres autorisations peuvent être délivrés ou concédés en vertu de la présente loi;

a.1) prévoir les facteurs à prendre en compte par le ministre pour la délivrance et le transfert des autorisations d'importation ou d'exportation;

1994, ch. 47,
par. 112(1)

(b) respecting information to be supplied by persons to whom permits, import allocations, export allocations, certificates or other authorizations have been issued or granted under this Act and any other matter associated with their use;

(b.1) respecting information to be supplied to specified persons or specified government entities, including foreign government entities, by persons who export goods expressly excluded from the Export Control List;

b) établir les renseignements que sont tenues de fournir les personnes à qui des licences, certificats, autorisations d'importation ou d'exportation ou autres autorisations ont été délivrés ou concédés en vertu de la présente loi et régir toutes autres questions liées à leur utilisation;

b.1) établir les renseignements que sont tenues de fournir aux personnes désignées ou aux organismes publics — canadiens ou étrangers — désignés les personnes qui exportent des marchandises expressément exclues de la liste des marchandises d'exportation contrôlée;

116. The Act is amended by adding the following after section 14:

116. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 14, de ce qui suit :

Exception

14.1 A person does not contravene section 13 or 14 if, at the time of exportation or importation, the person would have exported or imported the goods under the authority of and in accordance with an export permit or an import permit issued under this Act had they applied for it, and if, after the exportation or importation, the permit is issued.

14.1 N'enfreint pas les articles 13 ou 14 la personne qui, d'une part, au moment de l'exportation ou de l'importation, aurait exporté ou importé les marchandises sous l'autorité d'une licence d'exportation ou d'importation délivrée en vertu de la présente loi et conformément à une telle licence si elle en avait fait la demande et, d'autre part, se voit délivrer telle licence après l'exportation ou l'importation.

Exception

1994, c. 47, ss. 113 and 114

117. Sections 16.1 and 17 of the Act are replaced by the following:

117. Les articles 16.1 et 17 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1994, ch. 47, art. 113 et 114

Transfers or unauthorized use

16.1 No person who has been issued an import allocation or an export allocation shall, without the consent of the Minister, transfer it or allow it to be used by another person.

16.1 Il est interdit au titulaire d'une autorisation d'importation ou d'exportation de la transférer à une autre personne, ou de lui en permettre l'utilisation, sans le consentement du ministre.

Transfert ou autorisation interdits

False or misleading information, and misrepresentation

17. No person shall wilfully furnish any false or misleading information or knowingly make any misrepresentation in any application for a permit, import allocation, export allocation, certificate or other authorization under this Act or for the purpose of procuring its issue or grant or in connection with any subsequent use of the permit, import allocation, export allocation, certificate or other authorization or the exportation, importation or disposition of goods to which it relates.

17. Il est interdit de fournir volontairement des renseignements faux ou trompeurs ou de faire en connaissance de cause une déclaration erronée dans une demande visant l'obtention d'une licence, d'un certificat, d'une autorisation d'importation ou d'exportation ou d'une autre autorisation en vertu de la présente loi, ou visant la délivrance, la concession ou l'usage subsequent de cette licence, de ce certificat, de cette autorisation d'importation ou d'exportation ou de cette autre autorisation, ou à l'égard de l'exportation, de l'importation ou de l'aliénation des marchandises qui font l'objet de cette

Faux renseignements

licence, de ce certificat, de cette autorisation d'importation ou d'exportation ou de cette autre autorisation.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. A-1

ACCESS TO INFORMATION ACT

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

L.R., ch. A-1

R.S., c. 12
(3rd Supp.),
s. 25

118. Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by striking out the reference to:

118. L'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression de ce qui suit :

L.R., ch. 12
(3^e suppl.),
art. 25

Softwood Lumber Products Export Charge Act
Loi sur le droit à l'exportation de produits de 5
bois d'oeuvre

Loi sur le droit à l'exportation de produits de
bois d'oeuvre

Softwood Lumber Products Export Charge
Act 10

and the corresponding reference to "section 20".

ainsi que de la mention « article 20 » placée
en regard de ce titre de loi.

119. Schedule II to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to: 10

119. L'annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 15

Softwood Lumber Products Export Charge Act,
2006

Loi de 2006 sur les droits d'exportation de
produits de bois d'oeuvre

Loi de 2006 sur les droits d'exportation de
produits de bois d'oeuvre

Softwood Lumber Products Export Charge
Act, 2006

and a corresponding reference in respect of 15
that Act to "section 84".

ainsi que de la mention « article 84 » en 20
regard de ce titre de loi.

1999, c. 17;
2005, c. 38, s. 35

CANADA REVENUE AGENCY ACT

LOI SUR L'AGENCE DU REVENU DU CANADA

1999, ch. 17;
2005, ch. 38,
art. 352005, c. 38,
s. 36(3)(E)

120. Paragraph (a) of the definition "program legislation" in section 2 of the *Canada Revenue Agency Act* is replaced by the following:

120. L'alinéa a) de la définition de « législation fiscale », à l'article 2 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*, est remplacé 25
par ce qui suit :

(a) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the Commissioner or an employee of the Agency to administer or enforce, including the *Air Travellers Security Charge Act*, the *Customs* 25
Act, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Excise Tax Act*, the *Income Tax Act* and the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006*; or

a) dont le ministre, l'Agence, le commissaire ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à assurer ou contrôler l'application, notamment la *Loi sur le droit pour la sécurité des* 30
passagers du transport aérien, la *Loi sur les douanes*, la *Loi sur l'accise*, la *Loi de 2001 sur l'accise*, la *Loi sur la taxe d'accise*, la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois* 35
d'oeuvre;

R.S., c. T-2

TAX COURT OF CANADA ACT

LOI SUR LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT

L.R., ch. T-2

2002, c. 9,
s. 10(2)

121. (1) Subsection 12(1) of the *Tax Court of Canada Act* is replaced by the following:

121. (1) Le paragraphe 12(1) de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 9,
par. 10(2)

Jurisdiction

12. (1) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine references and appeals to the Court on matters arising under the *Air Travellers Security Charge Act*, the *Canada Pension Plan*, the *Cultural Property Export and Import Act*, Part V.1 of the *Customs Act*, the *Employment Insurance Act*, the *Excise Act, 2001*, Part IX of the *Excise Tax Act*, the *Income Tax Act*, the *Old Age Security Act*, the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* and the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006* when references or appeals to the Court are provided for in those Acts.

12. (1) La Cour a compétence exclusive pour entendre les renvois et les appels portés 5 devant elle sur les questions découlant de l'application de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*, 10 de la partie V.1 de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur l'assurance-emploi*, de la *Loi de 2001 sur l'accise*, de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, de la *Loi de 15 l'impôt sur les revenus pétroliers* et de la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre*, dans la mesure où ces lois prévoient un droit de renvoi ou d'appel devant elle. 20

Compétence

2002, c. 9,
s. 10(3)

(2) Subsections 12(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 12(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

2002, ch. 9,
par. 10(3)Further
jurisdiction

(3) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine questions referred to it under section 51 or 52 of the *Air Travellers Security Charge Act*, section 97.58 of the *Customs Act*, section 204 or 205 of the *Excise Act, 2001*, section 310 or 311 of the *Excise Tax Act*, section 173 or 174 of the *Income Tax Act* or section 62 or 63 of the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006*.

(3) La Cour a compétence exclusive pour entendre les questions qui sont portées devant elle en vertu des articles 51 ou 52 de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, de l'article 97.58 de la *Loi sur les douanes*, des articles 204 ou 205 de la *Loi de 2001 sur l'accise*, des articles 310 ou 311 de la *Loi sur la taxe d'accise*, des articles 173 ou 174 30 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou des articles 62 ou 63 de la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre*.

Autre
compétenceExtensions of
time

(4) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine applications for extensions of time under section 45 or 47 of the *Air Travellers Security Charge Act*, subsection 30 28(1) of the *Canada Pension Plan*, section 33.2 of the *Cultural Property Export and Import Act*, section 97.52 or 97.53 of the *Customs Act*, subsection 103(1) of the *Employment Insurance Act*, section 197 or 199 of the *Excise Act, 2001*, 35 section 304 or 305 of the *Excise Tax Act*, section 166.2 or 167 of the *Income Tax Act* or section 56 or 58 of the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006*.

(4) La Cour a compétence exclusive pour entendre toute demande de prorogation de délai 35 présentée en vertu des articles 45 ou 47 de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, du paragraphe 28(1) du *Régime de pensions du Canada*, de l'article 33.2 de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*, des articles 97.52 ou 97.53 de la *Loi sur les douanes*, du paragraphe 103(1) de la *Loi sur l'assurance-emploi*, des articles 197 ou 199 de la *Loi de 2001 sur l'accise*, des articles 304 ou 305 de la *Loi sur la taxe d'accise*, des articles 166.2 ou 167 de la *Loi de 45*

Prorogation des
délais

l'impôt sur le revenu ou des articles 56 ou 58 de la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre*.

122. Paragraph 18.29(3)(a) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of subparagraph (vi), by replacing the word “and” at the end of subparagraph (vii) with the word “or” and by adding the 5 following after subparagraph (vii):

(viii) section 56 or 58 of the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006*; and

122. L'alinéa 18.29(3)a) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa 5 (vii), de ce qui suit :

(viii) les articles 56 et 58 de la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre*;

2002, c. 9, s. 10(5)

123. Subsection 18.31(2) of the Act is 10 replaced by the following:

(2) If it is agreed under section 51 of the *Air Travellers Security Charge Act*, section 97.58 of the *Customs Act*, section 204 of the *Excise Act, 2001*, section 310 of the *Excise Tax Act* or 15 section 62 of the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006* that a question should be determined by the Court, sections 17.1, 17.2 and 17.4 to 17.8 apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of the 20 determination of the question.

Determination of a question

123. Le paragraphe 18.31(2) de la même 10 loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Les articles 17.1, 17.2 et 17.4 à 17.8 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux décisions sur les questions soumises à la 15 Cour en vertu de l'article 51 de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, de l'article 97.58 de la *Loi sur les douanes*, de l'article 204 de la *Loi de 2001 sur l'accise*, de l'article 310 de la *Loi sur la taxe d'accise* ou de l'article 62 de la *Loi de 20 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre*.

2002, ch. 9, par. 10(5)

Procédure générale

2002, c. 9, s. 10(6)

124. Subsection 18.32(2) of the Act is replaced by the following:

(2) If an application has been made under section 52 of the *Air Travellers Security Charge Act*, section 205 of the *Excise Act, 2001*, section 311 of the *Excise Tax Act* or section 63 of the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006* for the determination of a question, the application or determination of the question 30 shall, subject to section 18.33, be determined in accordance with sections 17.1, 17.2 and 17.4 to 17.8, with any modifications that the circumstances require.

Provisions applicable to determination of a question

124. Le paragraphe 18.32(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Les articles 17.1, 17.2 et 17.4 à 17.8 25 s'appliquent, sous réserve de l'article 18.33 et avec les adaptations nécessaires, à toute demande présentée à la Cour en vertu de l'article 52 de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, de l'article 205 30 de la *Loi de 2001 sur l'accise*, de l'article 311 de la *Loi sur la taxe d'accise* ou de l'article 63 de la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre* et à la détermination de la question en cause.

2002, ch. 9, par. 10(6)

Dispositions applicables à la détermination d'une question

35

COORDINATING AMENDMENT

DISPOSITION DE COORDINATION

2004, c. 15

125. On the later of the day on which 35 section 117 of this Act comes into force and the day on which section 62 of the *Public Safety Act, 2002*, being chapter 15 of the Statutes of Canada, 2004, comes into force — or, if those days are the same day, then on 40

125. À la date d'entrée en vigueur de l'article 117 de la présente loi ou à celle, si elle est postérieure, de l'article 62 de la *Loi de 2002 sur la sécurité publique*, chapitre 15 des Lois du Canada (2004), l'article 17 de la *Loi 40 sur les licences d'exportation et d'importation* est remplacé par ce qui suit :

2004, ch. 15

that day — section 17 of the *Export and Import Permits Act* is replaced by the following:

False or misleading information, and misrepresentation

17. No person shall wilfully furnish any false or misleading information or knowingly make any misrepresentation in any application for a permit, import allocation, export allocation, certificate or other authorization under this Act or for the purpose of procuring its issue or grant or in connection with any subsequent use of the permit, import allocation, export allocation, certificate or other authorization or the exportation, importation, transfer or disposition of goods or technology to which it relates.

17. Il est interdit de fournir volontairement 5 des renseignements faux ou trompeurs ou de faire en connaissance de cause une déclaration erronée dans une demande visant l'obtention d'une licence, d'un certificat, d'une autorisation d'importation ou d'exportation ou d'une autre 5 autorisation en vertu de la présente loi, ou visant la délivrance, la concession ou l'usage subséquent de cette licence, de ce certificat, de cette autorisation d'importation ou d'exportation ou 10 de cette autre autorisation, ou à l'égard de l'exportation, de l'importation, du transfert ou de l'aliénation des marchandises ou des technologies qui font l'objet de cette licence, de ce certificat, de cette autorisation d'importation ou 15 d'exportation ou de cette autre autorisation.

Faux renseignements

COMING INTO FORCE

Coming into force

126. (1) The provisions of this Act, other than subsection 11(3) and sections 64, 67 to 76 and 125, come into force or are deemed to have come into force on October 1, 2006.

Subsection 11(3)

(2) Subsection 11(3) comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Section 64

(3) Section 64 comes into force or is deemed to have come into force on April 1, 2007.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

126. (1) Les dispositions de la présente loi, à l'exception du paragraphe 11(3) et des articles 64, 67 à 76 et 125, entrent en vigueur ou sont réputées être entrées en vigueur le 1^{er} 20 octobre 2006.

(2) Le paragraphe 11(3) entre en vigueur à la date fixée par décret.

Paragraphe 11(3)

(3) L'article 64 entre en vigueur ou est réputé être entré en vigueur le 1^{er} 25 avril 2007.

Article 64

SCHEDULE
(Section 16)

EXEMPT PERSONS

1. Armand Duhamel & Fils inc.
2. Bardeaux & Cèdres St-Honoré inc.
3. Scierie Coaticook inc.
4. Busque & Laflamme inc.
5. Carrier & Bégin inc.
6. Clermond Hamel ltée
7. J.D. Irving Ltd.
8. Les Produits Forestiers D.G. ltée
9. Marcel Lauzon inc.
10. Mobilier Rustique (Beauce) inc.
11. Paul Vallée inc.
12. René Bernard inc.
13. Roland Boulanger & Cie ltée
14. Scierie Alexandre Lemay & Fils inc.
15. Scierie La Patrie inc.
16. Scierie Tech inc.
17. Wilfrid Paquet & Fils ltée
18. Sault Forest Products Ltd.
19. Boccam inc.
20. Indian River Lumber
21. Interbois inc.
22. Jacomau inc.
23. Richard Lutes Cedar Inc.
24. Séchoirs de Beauce inc.
25. Scierie West Brome inc.
26. Matériaux Blanchet inc. (Saint-Pamphile)
27. Daaquam Lumber Inc.
28. Bois Oméga ltée
29. Fontaine inc. (J.A. Fontaine & Fils inc.)
30. Industries Maibec inc.

ANNEXE
(article 16)

PERSONNES EXEMPTÉES

1. Armand Duhamel & Fils inc.
2. Bardeaux & Cèdres St-Honoré inc.
3. Scierie Coaticook inc.
4. Busque & Laflamme inc.
5. Carrier & Bégin inc.
6. Clermond Hamel ltée
7. J.D. Irving Ltd.
8. Les Produits Forestiers D.G. ltée
9. Marcel Lauzon inc.
10. Mobilier Rustique (Beauce) inc.
11. Paul Vallée inc.
12. René Bernard inc.
13. Roland Boulanger & Cie ltée
14. Scierie Alexandre Lemay & Fils inc.
15. Scierie La Patrie inc.
16. Scierie Tech inc.
17. Wilfrid Paquet & Fils ltée
18. Sault Forest Products Ltd.
19. Boccam inc.
20. Indian River Lumber
21. Interbois inc.
22. Jacomau inc.
23. Richard Lutes Cedar Inc.
24. Séchoirs de Beauce inc.
25. Scierie West Brome inc.
26. Matériaux Blanchet inc. (Saint-Pamphile)
27. Bois Daaquam inc.
28. Bois Oméga ltée
29. Fontaine inc. (J.A. Fontaine & Fils inc.)
30. Industries Maibec inc.

31. Les Produits Forestiers Dubé inc.

32. 9157-9516 Québec inc. (Scierie Nord-Sud inc.)

31. Les Produits Forestiers Dubé inc.

32. 9157-9516 Québec inc. (Scierie Nord-Sud inc.)

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

Export and Import Permits Act

Clause 109: New.

Clause 110: New.

Clause 111: New.

Clause 112: New.

Clause 113: Existing text of subsection 10(1):

10. (1) Subject to subsection (3), the Minister may amend, suspend, cancel or reinstate any permit, import allocation, certificate or other authorization issued or granted under this Act.

Clause 114: New.

Clause 115: Relevant portion of section 12:

12. The Governor in Council may make regulations

(a) prescribing the information and undertakings to be furnished by applicants for permits, import allocations, certificates or other authorizations under this Act, the procedure to be followed in applying for and issuing or granting permits, import allocations, certificates or other authorizations, the duration thereof, and the terms and conditions, including those with reference to shipping or other documents, on which permits, import allocations, certificates or other authorizations may be issued or granted under this Act;

(a.1) respecting the considerations that the Minister must take into account when deciding whether to issue an import allocation or consent to its transfer;

(b) respecting information to be supplied by persons to whom permits, import allocations, certificates or other authorizations have been issued or granted under this Act and any other matter associated with their use;

Clause 116: New.

Clause 117: Existing text of sections 16.1 and 17:

16.1 No person who has been issued an import allocation shall, without the consent of the Minister, transfer it or allow it to be used by another person.

17. No person shall wilfully furnish any false or misleading information or knowingly make any misrepresentation in any application for a permit, import allocation, certificate or other authorization under this Act or for the purpose of procuring its issue or grant or in connection with any subsequent use of the permit, import allocation, certificate or other authorization or the exportation, importation or disposition of goods to which it relates.

Canada Revenue Agency Act

Clause 120: Relevant portion of the definition:

Loi sur les licences d'exportation et d'importation

Article 109: Nouveau.

Article 110: Nouveau.

Article 111: Nouveau.

Article 112: Nouveau.

Article 113: Texte du paragraphe 10(1):

10. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le ministre peut modifier, suspendre, annuler ou rétablir les licences, certificats, autorisations d'importation ou autres autorisations délivrés ou concédés en vertu de la présente loi.

Article 114: Nouveau.

Article 115: Texte du passage visé de l'article 12 :

12. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) déterminer les renseignements et les engagements que sont tenus de fournir ceux qui demandent des licences, certificats, autorisations d'importation ou autres autorisations en vertu de la présente loi, la procédure à suivre pour la demande et la délivrance ou la concession de licences, certificats, autorisations d'importation ou autres autorisations, la durée de ceux-ci et les conditions, y compris celles qui concernent les documents d'expédition ou autres, auxquelles des licences, certificats, autorisations d'importation ou autres autorisations peuvent être délivrés ou concédés en vertu de la présente loi;

a.1) prévoir les facteurs à prendre en compte par le ministre pour la délivrance et le transfert des autorisations d'importation;

b) établir les renseignements que sont tenues de fournir les personnes à qui des licences, certificats, autorisations d'importation ou autres autorisations ont été délivrés ou concédés en vertu de la présente loi et régir toutes autres questions liées à leur utilisation;

Article 116: Nouveau.

Article 117: Texte des articles 16.1 et 17 :

16.1 Il est interdit au titulaire d'une autorisation d'importation de la transférer à une autre personne, ou de lui en permettre l'utilisation, sans le consentement du ministre.

17. Il est interdit de fournir volontairement des renseignements faux ou trompeurs ou de faire en connaissance de cause une déclaration erronée dans une demande de licence, certificat, autorisation d'importation ou autre autorisation en vertu de la présente loi, ou pour en obtenir la délivrance ou la concession, ou à l'égard de l'usage subséquent de cette licence, ce certificat, cette autorisation d'importation ou cette autre autorisation, ou à l'égard de l'exportation, de l'importation ou de l'aliénation des marchandises qui font l'objet de cette licence, ce certificat, cette autorisation d'importation ou cette autre autorisation.

Loi sur l'Agence du revenu du Canada

Article 120: Texte du passage visé de la définition :

“program legislation” means any other Act of Parliament or any instrument made under it, or any part of such an Act or instrument

(a) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the Commissioner or an employee of the Agency to administer or enforce, including the *Customs Act*, the *Customs Tariff*, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Excise Tax Act*, the *Income Tax Act* and the *Special Import Measures Act*; or

Tax Court of Canada Act

Clause 121: (1) Existing text of subsection 12(1):

12. (1) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine references and appeals to the Court on matters arising under the *Air Travellers Security Charge Act*, the *Canada Pension Plan*, the *Cultural Property Export and Import Act*, Part V.1 of the *Customs Act*, the *Employment Insurance Act*, the *Excise Act, 2001*, Part IX of the *Excise Tax Act*, the *Income Tax Act*, the *Old Age Security Act* and the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act*, where references or appeals to the Court are provided for in those Acts.

(2) Existing text of subsections 12(3) and (4):

(3) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine questions referred to it under section 51 or 52 of the *Air Travellers Security Charge Act*, section 97.58 of the *Customs Act*, section 204 or 205 of the *Excise Act, 2001*, section 310 or 311 of the *Excise Tax Act* or section 173 or 174 of the *Income Tax Act*.

(4) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine applications for extensions of time under section 45 or 47 of the *Air Travellers Security Charge Act*, subsection 28(1) of the *Canada Pension Plan*, section 33.2 of the *Cultural Property Export and Import Act*, section 97.52 or 97.53 of the *Customs Act*, subsection 103(1) of the *Employment Insurance Act*, section 197 or 199 of the *Excise Act, 2001*, section 304 or 305 of the *Excise Tax Act*, or section 166.2 or 167 of the *Income Tax Act*.

Clause 122: Relevant portion of subsection 18.29(3):

(3) The provisions referred to in subsection (1) also apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of applications for

(a) an extension of time under

Clause 123: Existing text of subsection 18.31(2):

(2) If it is agreed under section 51 of the *Air Travellers Security Charge Act*, section 97.58 of the *Customs Act*, section 204 of the *Excise Act, 2001* or section 310 of the *Excise Tax Act* that a question should be determined by the Court, sections 17.1, 17.2 and 17.4 to 17.8 apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of the determination of the question.

Clause 124: Existing text of subsection 18.32(2):

(2) If an application has been made under section 52 of the *Air Travellers Security Charge Act*, section 205 of the *Excise Act, 2001* or section 311 of the *Excise Tax Act* for the determination of a question, the application or determination of the question shall, subject to section 18.33, be determined in accordance with sections 17.1, 17.2 and 17.4 to 17.8, with any modifications that the circumstances require.

«législation fiscale» Tout ou partie d’une autre loi fédérale ou de ses textes d’application :

a) dont le ministre, l’Agence, le commissaire ou un employé de l’Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à assurer ou contrôler l’application, notamment la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, la *Loi sur les douanes*, la *Loi sur l’accise*, la *Loi de 2001 sur l’accise*, la *Loi sur la taxe d’accise* et la *Loi de l’impôt sur le revenu*;

Loi sur la Cour canadienne de l’impôt

Article 121: (1) Texte du paragraphe 12(1):

12. (1) La Cour a compétence exclusive pour entendre les renvois et les appels portés devant elle sur les questions découlant de l’application de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l’exportation et l’importation de biens culturels*, de la partie V.1 de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur l’assurance-emploi*, de la *Loi de 2001 sur l’accise*, de la partie IX de la *Loi sur la taxe d’accise*, de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* et de la *Loi de l’impôt sur les revenus pétroliers*, dans la mesure où ces lois prévoient un droit de renvoi ou d’appel devant elle.

(2) Texte des paragraphes 12(3) et (4):

(3) La Cour a compétence exclusive pour entendre les questions qui sont portées devant elle en vertu des articles 51 ou 52 de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, de l’article 97.58 de la *Loi sur les douanes*, des articles 204 ou 205 de la *Loi de 2001 sur l’accise*, des articles 310 ou 311 de la *Loi sur la taxe d’accise* ou des articles 173 ou 174 de la *Loi de l’impôt sur le revenu*.

(4) La Cour a compétence exclusive pour entendre toute demande de prorogation de délai présentée en vertu des articles 45 ou 47 de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, du paragraphe 28(1) du *Régime de pensions du Canada*, de l’article 33.2 de la *Loi sur l’exportation et l’importation de biens culturels*, des articles 97.52 ou 97.53 de la *Loi sur les douanes*, du paragraphe 103(1) de la *Loi sur l’assurance-emploi*, des articles 197 ou 199 de la *Loi de 2001 sur l’accise*, des articles 304 ou 305 de la *Loi sur la taxe d’accise* ou des articles 166.2 ou 167 de la *Loi de l’impôt sur le revenu*.

Article 122: Texte du passage visé du paragraphe 18.29(3):

(3) Les dispositions énumérées au paragraphe (1) s’appliquent aussi, avec les adaptations nécessaires, aux demandes suivantes :

a) les demandes de prorogation de délai présentées en vertu des dispositions suivantes :

Article 123: Texte du paragraphe 18.31(2):

(2) Les articles 17.1, 17.2 et 17.4 à 17.8 s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux décisions sur les questions soumises à la Cour en vertu de l’article 51 de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, de l’article 97.58 de la *Loi sur les douanes*, de l’article 204 de la *Loi de 2001 sur l’accise* ou de l’article 310 de la *Loi sur la taxe d’accise*.

Article 124: Texte du paragraphe 18.32(2):

(2) Les articles 17.1, 17.2 et 17.4 à 17.8 s’appliquent, sous réserve de l’article 18.33 et avec les adaptations nécessaires, à toute demande présentée à la Cour en vertu de l’article 52 de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, de l’article 205 de la *Loi de 2001 sur l’accise* ou de l’article 311 de la *Loi sur la taxe d’accise* et à la détermination de la question en cause.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

XB
-B56

Gouvernement
Publication

C-24

C-24

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-24

PROJET DE LOI C-24

An Act to impose a charge on the export of certain softwood
lumber products to the United States and a charge on
refunds of certain duty deposits paid to the United States,
to authorize certain payments, to amend the Export and
Import Permits Act and to amend other Acts as a
consequence

Loi imposant des droits sur l'exportation aux États-Unis de
certains produits de bois d'oeuvre et des droits sur les
remboursements de certains dépôts douaniers faits aux
États-Unis, autorisant certains paiements et modifiant la
Loi sur les licences d'exportation et d'importation et
d'autres lois en conséquence

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
DECEMBER 6, 2006

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 6 DÉCEMBRE 2006

C-24

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-24

An Act to impose a charge on the export of certain softwood lumber products to the United States and a charge on refunds of certain duty deposits paid to the United States, to authorize certain payments, to amend the Export and Import Permits Act and to amend other Acts as a consequence

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
DECEMBER 6, 2006

C-24

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-24

Loi imposant des droits sur l'exportation aux États-Unis de certains produits de bois d'oeuvre et des droits sur les remboursements de certains dépôts douaniers faits aux États-Unis, autorisant certains paiements et modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation et d'autres lois en conséquence

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 6 DÉCEMBRE 2006

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act to impose a charge on the export of certain softwood lumber products to the United States and a charge on refunds of certain duty deposits paid to the United States, to authorize certain payments, to amend the Export and Import Permits Act and to amend other Acts as a consequence*”.

SUMMARY

The purpose of this enactment is to implement some of Canada's obligations under the Softwood Lumber Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States, by imposing a charge on exports of certain softwood lumber products to the United States and on refunds of certain duty deposits paid to the United States and by amending certain Acts, including the *Export and Import Permits Act*. The charge on exports will take effect on October 12, 2006 and will be payable by exporters of softwood lumber products. The enactment also authorizes certain payments to be made.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «*Loi imposant des droits sur l'exportation aux États-Unis de certains produits de bois d'oeuvre et des droits sur les remboursements de certains dépôts douaniers faits aux États-Unis, autorisant certains paiements et modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation et d'autres lois en conséquence*».

SOMMAIRE

Le texte régit certaines des obligations du Canada découlant de l'Accord sur le bois d'oeuvre résineux entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, notamment par l'imposition de droits sur les exportations aux États-Unis de certains produits de bois d'oeuvre, par l'imposition de droits sur les remboursements de certains dépôts douaniers faits aux États-Unis et par la modification de certaines lois, dont la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*. Il prévoit que les droits d'exportation seront exigibles des exportateurs de produits de bois d'oeuvre à compter du 12 octobre 2006. Enfin, il autorise certains paiements.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO IMPOSE A CHARGE ON THE EXPORT OF CERTAIN SOFTWOOD LUMBER PRODUCTS TO THE UNITED STATES AND A CHARGE ON REFUNDS OF CERTAIN DUTY DEPOSITS PAID TO THE UNITED STATES, TO AUTHORIZE CERTAIN PAYMENTS, TO AMEND THE EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT AND TO AMEND OTHER ACTS AS A CONSEQUENCE

SHORT TITLE

1. *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006*

INTERPRETATION

2. Definitions
3. Conversion
4. Interest to be paid
5. Time of export
6. Arm's length
7. Person resident in Canada

HER MAJESTY

8. Binding on Her Majesty

APPLICATION

9. Exceptions

SOFTWOOD LUMBER PRODUCTS EXPORT CHARGE

EXPORT CHARGE

10. Charge imposed
11. Exclusions
12. Export from a region
13. Export price
14. Surge mechanism
15. Charge

EXEMPTIONS

16. Exemption — schedule
17. Exempt exports

TABLE ANALYTIQUE

LOI IMPOSANT DES DROITS SUR L'EXPORTATION AUX ÉTATS-UNIS DE CERTAINS PRODUITS DE BOIS D'OEUVRE ET DES DROITS SUR LES REMBOURSEMENTS DE CERTAINS DÉPÔTS DOUANIERS FAITS AUX ÉTATS-UNIS, AUTORISANT CERTAINS PAIEMENTS ET MODIFIANT LA LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION ET D'AUTRES LOIS EN CONSÉQUENCE

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre.*

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. Définitions
3. Conversion
4. Intérêts à payer
5. Moment de l'exportation
6. Lien de dépendance
7. Personne qui réside au Canada

SA MAJESTÉ

8. Obligation de Sa Majesté

CHAMP D'APPLICATION

9. Exceptions

DROITS D'EXPORTATION DE PRODUITS DE BOIS D'OEUVRE

DROITS D'EXPORTATION

10. Imposition du droit
11. Exclusions
12. Exportation d'une région
13. Prix à l'exportation
14. Mécanisme en cas de déclenchement
15. Droit

EXEMPTIONS

16. Exemption — annexe
17. Exportations exemptées

CHARGE ON REFUNDS OF DUTY DEPOSITS		DROITS SUR LES REMBOURSEMENTS DE DÉPÔTS DOUANIERS	
18.	Imposition of charge on duty deposit refund	18.	Droit sur les remboursements de dépôts douaniers
GENERAL PROVISIONS CONCERNING CHARGES AND OTHER AMOUNTS PAYABLE		DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES DROITS ET LES AUTRES SOMMES À PAYER	
ADMINISTRATION, ENFORCEMENT AND OFFICERS		PERSONNEL ASSURANT L'EXÉCUTION ET LE CONTRÔLE D'APPLICATION	
19.	Minister's duty	19.	Fonctions du ministre
20.	Staff	20.	Personnel
21.	Administration of oaths	21.	Déclaration sous serment
REGISTRATION AND CERTIFICATION		INSCRIPTION ET AGRÈMENT	
22.	Duty to register	22.	Inscription obligatoire
23.	Registration	23.	Inscription
24.	Cancellation	24.	Annulation
25.	Certification of independent remanufacturers	25.	Entreprise indépendante de seconde transformation
RETURNS AND PAYMENT OF CHARGES		DÉCLARATIONS ET PAIEMENT DES DROITS	
26.	Monthly returns	26.	Déclarations mensuelles
27.	Large payments	27.	Paiements importants
28.	Small amounts owing	28.	Sommes minimales
29.	Set-off of refunds	29.	Compensation de remboursement
30.	Authority for separate returns	30.	Déclarations distinctes
31.	Execution of returns, etc.	31.	Validation des déclarations
32.	Extension of time	32.	Prorogation
33.	Demand for return	33.	Mise en demeure de présenter une déclaration
INTEREST		INTÉRÊTS	
34.	Compound interest on amounts not paid when required	34.	Intérêts composés sur les sommes non versées
35.	Compound interest on amounts owed by Her Majesty	35.	Intérêts composés sur les dettes de Sa Majesté du chef du Canada
36.	Application of interest provisions if Act amended	36.	Modification de la loi
37.	Waiving or cancelling interest or penalty	37.	Renonciation ou annulation — intérêts ou pénalités
ADMINISTRATIVE CHARGE UNDER THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT		FRAIS ADMINISTRATIFS PRÉVUS PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	
38.	Dishonoured instruments	38.	Effets refusés
REFUNDS		REMBOURSEMENTS	
39.	Statutory recovery rights	39.	Droits de recouvrement créés par une loi
40.	Refund — third country adjustment	40.	Remboursement — ajustement pour les pays tiers

41.	Refund of payment	41.	Remboursement d'une somme payée par erreur
42.	Restriction	42.	Restriction
43.	Restriction — trustees	43.	Restriction — failli
44.	Overpayment of refunds, etc.	44.	Somme remboursée en trop
BANKRUPTCIES AND CORPORATE REORGANIZATIONS		FAILLITES ET RÉORGANISATIONS	
45.	Trustee's obligations	45.	Obligations du syndic
46.	Amalgamations	46.	Fusions
PARTNERSHIPS		SOCIÉTÉS DE PERSONNES	
47.	Member of a partnership	47.	Associés de sociétés de personnes
RECORDS AND INFORMATION		REGISTRES ET RENSEIGNEMENTS	
48.	Keeping records	48.	Obligation de tenir des registres
49.	Requirement to provide records or information	49.	Présentation de registres ou de renseignements
ASSESSMENTS		COTISATIONS	
50.	Assessment	50.	Établissement des cotisations
51.	Assessment of refund	51.	Cotisation visant le montant du remboursement
52.	Notice of assessment	52.	Avis de cotisation
53.	Limitation period for assessments	53.	Prescription des cotisations
OBJECTIONS TO ASSESSMENT		OPPOSITION AUX COTISATIONS	
54.	Objection to assessment	54.	Opposition à la cotisation
55.	Extension of time by Minister	55.	Prorogation du délai par le ministre
APPEAL		APPEL	
56.	Extension of time by Tax Court of Canada	56.	Prorogation du délai par la Cour canadienne de l'impôt
57.	Appeal to Tax Court of Canada	57.	Appel
58.	Extension of time to appeal	58.	Prorogation du délai d'appel
59.	Limitation on appeals to the Tax Court of Canada	59.	Restriction touchant les appels à la Cour canadienne de l'impôt
60.	Institution of appeals	60.	Modalités de l'appel
61.	Disposition of appeal	61.	Règlement d'appel
62.	References to Tax Court of Canada	62.	Renvoi à la Cour canadienne de l'impôt
63.	Reference of common questions to Tax Court of Canada	63.	Renvoi à la Cour canadienne de l'impôt de questions communes
ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT		EXÉCUTION ET CONTRÔLE D'APPLICATION	
PENALTIES		PÉNALITÉS	
64.	Failure to file a return when required	64.	Omission de présenter une déclaration
65.	Failure to answer demand	65.	Omission de donner suite à une mise en demeure

- 66. Failure to provide information
- 67. False statements or omissions

OFFENCES AND PUNISHMENT

- 68. Offence for failure to file return or to comply with demand or order
- 69. Offences for false or deceptive statement
- 70. Failure to pay charges
- 71. Offence re confidential information
- 72. General offence
- 73. Defence of due diligence
- 74. Compliance orders
- 75. Officers of corporations, etc.
- 76. Information or complaint

INSPECTIONS

- 77. By whom
- 78. Compliance order
- 79. Copies
- 80. Prohibition
- 81. Requirement to provide foreign-based information
- 82. Information respecting non-resident persons

INVESTIGATION

- 83. Search warrant

CONFIDENTIALITY OF INFORMATION

- 84. Provision of information

COLLECTION

- 85. Debts to Her Majesty
- 86. Collection restrictions
- 87. Authorization to proceed without delay
- 88. Certificates
- 89. Garnishment
- 90. Recovery by deduction or set-off
- 91. Acquisition of debtor's property
- 92. Money seized from debtor
- 93. Seizure if failure to pay
- 94. Person leaving Canada or defaulting

- 66. Omission de fournir des renseignements
- 67. Faux énoncés ou omissions

INFRACTIONS ET PEINES

- 68. Omission de présenter une déclaration ou d'observer une obligation ou une ordonnance
- 69. Déclarations fausses ou trompeuses
- 70. Omission de verser un droit
- 71. Communication non autorisée de renseignements
- 72. Infraction générale
- 73. Disculpation
- 74. Ordonnance d'exécution
- 75. Cadres de personnes morales
- 76. Dénonciation ou plainte

INSPECTION

- 77. Inspection
- 78. Ordonnance
- 79. Copies
- 80. Interdiction
- 81. Obligation de présenter des renseignements et registres étrangers
- 82. Renseignements concernant certaines personnes non résidentes

ENQUÊTE

- 83. Requête pour mandat de perquisition

RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

- 84. Communication de renseignements

RECouvreMENT

- 85. Créances de Sa Majesté
- 86. Restrictions au recouvrement
- 87. Recouvrement compromis
- 88. Certificat
- 89. Saisie-arrêt
- 90. Recouvrement par voie de déduction ou de compensation
- 91. Acquisition de biens du débiteur
- 92. Sommes saisies d'un débiteur
- 93. Saisie — non-paiement
- 94. Personnes quittant le Canada ou en défaut

95. Liability of directors
96. Tax liability re transfers not at arm's length

EVIDENCE AND PROCEDURE

97. Sending by mail
98. Proof of sending by mail

PAYMENTS TO PROVINCES

99. Distribution of revenue

REGULATIONS

100. Regulations
101. Effect

EXPIRY

102. Regulation

PAYMENT TO ACCOUNTS

103. Payment

TRANSITIONAL PROVISIONS

104. Transitional period
105. Month
106. Section 64
107. Retroactive regulations
108. Retroactive regulations — *Export and Import Permits Act*

AMENDMENTS TO THE EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT

- 109-117. *Export and Import Permits Act*

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

- 118-119. *Access to Information Act*
120. *Canada Revenue Agency Act*
121-124. *Tax Court of Canada Act*

COORDINATING AMENDMENT

125. *Public Safety Act, 2002*

COMING INTO FORCE

126. Coming into force

95. Responsabilité des administrateurs
96. Transfert entre personnes ayant un lien de dépendance

PROCÉDURE ET PREUVE

97. Date d'envoi et de réception
98. Preuve d'envoi par la poste

PAIEMENTS AUX PROVINCES

99. Répartition de recettes

RÈGLEMENTS

100. Règlements — général
101. Prise d'effet

CESSATION D'EFFET

102. Règlement

AFFECTATION DE VERSEMENTS

103. Paiement sur le Trésor

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

104. Période de transition
105. Mois
106. Article 64
107. Règlements rétroactifs
108. Règlements rétroactifs — *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*

MODIFICATIONS À LA LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION

- 109-117. *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

- 118-119. *Loi sur l'accès à l'information*
120. *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*
121-124. *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*

DISPOSITION DE COORDINATION

125. *Loi de 2002 sur la sécurité publique*

ENTRÉE EN VIGUEUR

126. Entrée en vigueur

SCHEDULE

ANNEXE

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-24

PROJET DE LOI C-24

An Act to impose a charge on the export of certain softwood lumber products to the United States and a charge on refunds of certain duty deposits paid to the United States, to authorize certain payments, to amend the Export and Import Permits Act and to amend other Acts as a consequence

Loi imposant des droits sur l'exportation aux États-Unis de certains produits de bois d'oeuvre et des droits sur les remboursements de certains dépôts douaniers faits aux États-Unis, autorisant certains paiements et modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title **1.** This Act may be cited as the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006*.

1. *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre.* Titre abrégé 5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Definitions **2.** The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

“Agency”
« Agence » “Agency” means the Canada Revenue Agency continued by subsection 4(1) of the *Canada Revenue Agency Act*.

« Agence » L'Agence du revenu du Canada, prorogée par le paragraphe 4(1) de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*. « Agence »
“Agency” 10

“assessment”
« cotisation » “assessment” means an assessment or a reassessment under this Act.

« banque » S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques*. Est également visée la banque étrangère autorisée, au sens de cet article, qui n'est pas assujettie aux restrictions et exigences visées au paragraphe 524(2) de 15 cette loi. « banque »
“bank”

“bank”
« banque » “bank” means a bank as defined in section 2 of the *Bank Act* or an authorized foreign bank, as defined in that section, that is not subject to the 15 restrictions and requirements referred to in subsection 524(2) of that Act.

« commissaire » Le commissaire du revenu, nommé au titre de l'article 25 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*. « commissaire »
“Commissioner”

“board foot”
« pied-planche » “board foot” means a unit of measurement of lumber equal to 12 inches × 12 inches × 1 inch, and one thousand board feet is equal to 2.35974 20 cubic metres or 92.90227 square metres of lumber.

« cotisation » Cotisation ou nouvelle cotisation 20 établie en vertu de la présente loi. « cotisation »
“assessment”

“calendar quarter” « trimestre »	“calendar quarter” means a period of three months beginning on the first day of January, April, July or October.	« données » Toute forme de représentation d’informations ou de notions.	« données » “data”
“Commissioner” « commissaire »	“Commissioner” means the Commissioner of Revenue appointed under section 25 of the <i>Canada Revenue Agency Act</i> .	« États-Unis » Le territoire douanier des États-Unis et les zones franches situées sur le territoire des États-Unis.	« États-Unis » “United States”
“data” « données »	“data” means representations, in any form, of information or concepts.	« juge » Juge d’une cour supérieure de la province où l’affaire prend naissance ou juge de la Cour fédérale.	« juge » “judge”
“judge” « juge »	“judge”, in respect of any matter, means a judge of a superior court having jurisdiction in the 10 province in which the matter arises or a judge of the Federal Court.	« ministre » Le ministre du Revenu national.	« ministre » “Minister”
“Minister” « ministre »	“Minister” means the Minister of National Revenue.	« période de déclaration » Le mois à l’égard 10 duquel la personne est tenue de présenter une déclaration au titre de l’article 26.	« période de déclaration » “reporting period”
“person” « personne »	“person” means an individual, partnership, 15 corporation, or a body that is a union or association.	« personne » Particulier, société de personnes, personne morale ainsi que l’organisme qui est un syndicat ou une association.	« personne » “person”
“prescribed” Version anglaise seulement	“prescribed” means (a) in the case of a form or the manner of filing a form, authorized by the Minister; 20 (b) in the case of the information to be given on or with a form, specified by the Minister; and (c) in any other case, prescribed by regulation or determined in accordance with rules 25 prescribed by regulation.	« pied-planche » Unité de mesure du bois égale à 12 pouces sur 12 pouces sur 1 pouce, mille pieds-planche égalant 2,35974 mètres cubes ou 92,90227 mètres carrés.	« pied-planche » “board foot”
“primary processing” « première transformation »	“primary processing” means the production of softwood lumber products from softwood sawlogs.	« première transformation » Production de pro- 20 duits de bois d’oeuvre à partir de grumes de sciage de résineux.	« première transformation » “primary processing”
“record” « registre »	“record” means any material on which data are 30 recorded or marked and that is capable of being read or understood by a person or a computer system or other device.	« produit de bois d’oeuvre » Sauf à l’article 18, tout produit visé à l’article 8.4 de la <i>Loi sur les licences d’exportation et d’importation</i> .	« produit de bois d’oeuvre » “softwood lumber product”
“region” « région »	“region” has the same meaning as in subsection 6.3(1) of the <i>Export and Import Permits Act</i> .	« région » S’entend au sens du paragraphe 6.3(1) de la <i>Loi sur les licences d’exportation et d’importation</i> .	« région » “region”
“reporting period” « période de déclaration »	“reporting period” means the month in respect of which a person is required to file a return under section 26.	« registre » Tout support sur lequel des données sont enregistrées ou inscrites et qui peut être lu 30 ou compris par une personne ou par un système informatique ou un autre dispositif.	« registre » “record”
“softwood lumber product” « produit de bois d’oeuvre »	“softwood lumber product” means, other than in section 18, a product referred to in section 8.4 of 40 the <i>Export and Import Permits Act</i> .	« trimestre » La période de trois mois débutant le premier jour de janvier, d’avril, de juillet ou d’octobre.	« trimestre » “calendar quarter”

"United States"
« États-Unis »

"United States" means the customs territory of the United States and the foreign trade zones located in the United States.

Conversion

3. If a conversion of board feet to cubic metres or to square metres is required for the purposes of this Act, the conversion is to be made on a nominal measurement basis and shall not be rounded up to the nearest cubic metre or square metre.

3. Pour l'application de la présente loi, s'il est nécessaire de convertir des pieds-planche en mètres cubes ou en mètres carrés, la conversion est faite sur la base de mesures nominales et n'est pas arrondie au mètre cube ou au mètre carré supérieur.

Conversion

Interest to be
paid

4. (1) For the purposes of every provision of this Act that requires interest to be paid at a specified rate, the specified rate in effect during any particular calendar quarter is the total of

(a) the rate that is the simple arithmetic mean, expressed as a percentage per year and rounded to the next higher whole percentage where the mean is not a whole percentage, of all amounts each of which is the average equivalent yield, expressed as a percentage per year, of Government of Canada Treasury Bills that mature approximately three months after their date of issue and that are sold at auctions of Government of Canada Treasury Bills during the first month of the calendar quarter preceding the particular calendar quarter, and

(b) 4%.

4. (1) Pour l'application des dispositions de la présente loi selon lesquelles des intérêts sont à payer, le taux d'intérêt en vigueur au cours d'un trimestre donné correspond au total des 10 taux suivants :

a) le taux qui représente la moyenne arithmétique simple, exprimée en pourcentage annuel et arrondie au point de pourcentage supérieur, des pourcentages dont chacun 15 représente le taux de rendement moyen, exprimé en pourcentage annuel, des bons du Trésor du gouvernement du Canada qui arrivent à échéance environ trois mois après la date de leur émission et qui sont vendus par 20 voie d'adjudication de bons du Trésor pendant le premier mois du trimestre qui précède le trimestre donné;

b) 4%.

Intérêts à payer

Interest to be
paid by the
Minister

(2) For the purposes of every provision of this Act that requires interest at a specified rate to be paid on an amount payable by the Minister to a person or applied by the Minister against an amount owed by a person, the specified rate in effect during any particular calendar quarter is the total of

(a) the rate determined under paragraph 35 (1)(a) in respect of the particular calendar quarter, and

(b) 2%.

(2) Pour l'application des dispositions de la 25 présente loi selon lesquelles des intérêts sont à payer sur une somme que le ministre verse à une personne ou à déduire par celui-ci d'une somme dont la personne est redevable, le taux d'intérêt en vigueur au cours d'un trimestre donné 30 correspond au total des taux suivants :

a) le taux déterminé selon l'alinéa (1)a) pour le trimestre donné;

b) 2 %.

Intérêts à payer
par le ministre

Time of export

5. (1) For the purposes of this Act, the time at which an exported softwood lumber product 40 is considered to be exported is the time at which the product was last loaded aboard a conveyance for export.

5. (1) Pour l'application de la présente loi, le 35 produit de bois d'oeuvre exporté est réputé avoir été exporté au moment où il a été chargé pour la dernière fois sur un véhicule en vue de son exportation.

Moment de
l'exportation

Export by rail	(2) However, if the softwood lumber product is exported by rail, the time at which it is considered to be exported is the time at which the railcar that contains it was released to the railway for assembly to form part of a train for export.	(2) Toutefois, si le produit de bois d'oeuvre est exporté par chemin de fer, il est réputé avoir été exporté au moment où le wagon qui le contient est placé sur le chemin de fer pour être rattaché au train en vue de son exportation.	Exportation par chemin de fer
Clarification	(3) For greater certainty, if a softwood lumber product is transshipped through a Canadian reload or other inventory location, the time at which it is considered to be exported is the time at which the product last leaves a reload or other inventory location for export.	(3) Il est entendu que si le produit de bois d'oeuvre est transbordé dans un centre de réexpédition ou un lieu de stockage au Canada avant son exportation, il est réputé avoir été exporté au moment où il a quitté pour la dernière fois un tel centre ou lieu pour exportation.	Précision
Arm's length	6. (1) For the purposes of this Act, (a) related persons are deemed not to deal with each other at arm's length; and (b) it is a question of fact whether persons not related to each other were, at any particular time, dealing with each other at arm's length.	6. (1) Pour l'application de la présente loi : a) les personnes liées sont réputées avoir entre elles un lien de dépendance; b) la question de savoir si des personnes non liées n'ont pas de lien de dépendance à un moment donné est une question de fait.	Lien de dépendance
Related persons	(2) For the purposes of this Act, persons are related to each other if they are related persons within the meaning of subsections 251(2) to (6) of the <i>Income Tax Act</i> , except that (a) a reference in those subsections to "corporation" shall be read as a reference to "corporation or partnership"; and (b) a reference in those subsections to "shares" or "shareholders" shall, in respect of a partnership, be read as a reference to "rights" or "partners", respectively.	(2) Pour l'application de la présente loi, des personnes sont liées si elles sont des personnes liées au sens des paragraphes 251(2) à (6) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> . Cependant, la mention à ces paragraphes de « société » vaut mention de « personne morale ou société de personnes » et les mentions d'« actions » et d'« actionnaires » valent mention respectivement, en ce qui concerne les sociétés de personnes, de « droits » et d'« associés ».	Personnes liées
Person resident in Canada	7. For the purposes of this Act, a person is deemed to be resident in Canada at any time (a) in the case of a corporation, if the corporation is incorporated or continued in Canada and not continued elsewhere; (b) in the case of a partnership or an association, or a branch of one of them, if the member, or a majority of the members, having management and control of it is or are resident in Canada at that time; (c) in the case of a union, if it is carrying on activities as such in Canada and has a local union or branch in Canada at that time; and	7. Pour l'application de la présente loi, sont réputés résider au Canada à un moment donné : a) la personne morale constituée ou prorogée exclusivement au Canada; b) l'association non dotée de la personnalité morale ou la société de personnes, ou une succursale de celles-ci, dont le membre ou la majorité des membres la contrôlant et la gérant résident au Canada à ce moment; c) le syndicat qui exerce au Canada des activités à ce titre et y a une unité ou section locale à ce moment;	Personne qui réside au Canada

(d) in the case of an individual, if the individual is deemed under any of paragraphs 250(1)(b) to (f) of the *Income Tax Act* to be resident in Canada at that time.

d) le particulier qui est réputé, par l'un des alinéas 250(1)b) à f) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, résider au Canada à ce moment.

HER MAJESTY

SA MAJESTÉ

Binding on Her Majesty

8. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

8. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada et des provinces.

Obligation de Sa Majesté

APPLICATION

CHAMP D'APPLICATION

Exceptions

9. (1) This Act does not apply to a softwood lumber product that is exported to a country other than the United States but that passes in transit through the United States.

9. (1) La présente loi ne s'applique pas aux produits de bois d'oeuvre qui ne font que transiter aux États-Unis.

Exceptions

For greater certainty

(2) For greater certainty, this Act applies in respect of a softwood lumber product that is exported to the United States but that passes in transit through a country other than the United States.

(2) Il est entendu que la présente loi s'applique aux produits de bois d'oeuvre qui sont 10 exportés aux États-Unis mais qui transitent dans un autre pays.

Précision

SOFTWOOD LUMBER PRODUCTS EXPORT CHARGE

DROITS D'EXPORTATION DE PRODUITS DE BOIS D'OEUVRE

EXPORT CHARGE

DROITS D'EXPORTATION

Charge imposed

10. (1) Subject to the exclusions provided for in subsection 11(1), every person who exports a softwood lumber product to the United States after October 11, 2006, shall pay to Her Majesty in right of Canada a charge as 20 determined under this Act in respect of the export.

10. (1) Sous réserve des exclusions prévues au paragraphe 11(1), quiconque exporte tout produit de bois d'oeuvre aux États-Unis après le 15 11 octobre 2006 est tenu de payer à Sa Majesté du chef du Canada le droit déterminé sous le régime de la présente loi relativement à cette exportation.

Imposition du droit

When charge payable

(2) The charge becomes payable at the time that the softwood lumber product is exported.

(2) Le droit devient exigible au moment où 20 le produit de bois d'oeuvre est exporté.

Paiement du droit

Exclusions

11. (1) The following exports of softwood 25 lumber products are excluded from the charge referred to in section 10:

11. (1) Les exportations de produits de bois d'oeuvre ci-après sont exclues de l'application de l'article 10 :

Exclusions

(a) exports from Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island or Newfoundland and Labrador;

a) les exportations en provenance de la 25 Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve-et-Labrador;

(b) exports from Yukon, the Northwest Territories or Nunavut; and

b) les exportations en provenance du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut; 30

(c) exports by a person referred to in section 16.

c) les exportations effectuées par une personne visée à l'article 16.

Deemed export
from Atlantic
provinces

(2) An exported softwood lumber product is deemed to be exported from Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island or Newfoundland and Labrador if the product underwent its first primary processing in one of those provinces from softwood sawlogs originating in one of those provinces or in the State of Maine.

(2) Le produit de bois d'oeuvre exporté est réputé être exporté de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard ou de Terre-Neuve-et-Labrador s'il y subit, pour la première fois, une première transformation et que les grumes de sciage de résineux proviennent de l'une de ces provinces ou de l'État du Maine.

Présomption —
exportation des
provinces de
l'Atlantique

Deemed export
from territories

(3) An exported softwood lumber product is deemed to be exported from Yukon, the Northwest Territories or Nunavut if the product underwent its first primary processing in one of those territories from softwood sawlogs originating in one of those territories.

(3) Le produit de bois d'oeuvre exporté est réputé être exporté du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut s'il y subit, pour la première fois, une première transformation et que les grumes de sciage de résineux proviennent de l'un de ces territoires.

Présomption —
exportation des
territoires

Export from a
region

12. (1) If a softwood lumber product is exported from a region in a particular month, the amount of the charge in respect of that export is the amount calculated by applying the rate applicable for the month under subsection (3) or (4) to the export price of the product as determined under section 13.

12. (1) Dans le cas où le produit de bois d'oeuvre est exporté d'une région au cours d'un mois donné, le droit relatif à cette exportation est égal au produit de la multiplication du taux applicable pour le mois prévu aux paragraphes (3) ou (4) par le prix à l'exportation du produit de bois d'oeuvre déterminé selon l'article 13.

Exportation
d'une région

Deemed export
from a region

(2) An exported softwood lumber product is deemed to be exported from the region where the product underwent its first primary processing. If, however, the exported product underwent its first primary processing in Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador, Yukon, the Northwest Territories or Nunavut from softwood sawlogs originating in a particular region, it is deemed to be exported from that region.

(2) Le produit de bois d'oeuvre exporté est réputé être exporté de la région où il subit, pour la première fois, une première transformation. Toutefois, s'il la subit, pour la première fois, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut et que les grumes de sciage de résineux proviennent d'une région donnée, il est réputé être exporté de cette région.

Présomption —
exportation
d'une région

Applicable
rate — export
allocation

(3) In the case of an export for which an export allocation issued under paragraph 6.3(3)(b) of the *Export and Import Permits Act* is required, the applicable rate of charge for the particular month is

(3) Dans le cas de l'exportation qui ne peut être faite sans l'autorisation d'exportation délivrée en vertu de l'alinéa 6.3(3)b) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, le taux applicable pour le mois donné est :

Taux
applicable —
autorisation
d'exportation

(a) 0% if the reference price for the month is more than US\$355;

a) 0%, si le prix de référence pour le mois est supérieur à 355 \$US;

(b) 2.5% if the reference price for the month is at least US\$336 but not more than US\$355;

b) 2,5 %, s'il est d'au moins 336 \$US mais d'au plus 355 \$US;

(c) 3% if the reference price for the month is at least US\$316 but not more than US\$335;
or

c) 3 %, s'il est d'au moins 316 \$US mais d'au plus 335 \$US;

(d) 5% if the reference price for the month is not more than US\$315.

d) 5 %, s'il est d'au plus 315 \$US.

Applicable rate — other cases	<p>(4) In the case of an export for which an export allocation referred to in subsection (3) is not required, the applicable rate of charge for the particular month is</p> <p>(a) 0% if the reference price for the month is more than US\$355;</p> <p>(b) 5% if the reference price for the month is at least US\$336 but not more than US\$355;</p> <p>(c) 10% if the reference price for the month is at least US\$316 but not more than US\$335; 10 or</p> <p>(d) 15% if the reference price for the month is not more than US\$315.</p>	<p>(4) Dans le cas de l'exportation qui peut être faite sans l'autorisation d'exportation visée au paragraphe (3), le taux applicable pour le mois donné est :</p> <p>a) 0 %, si le prix de référence pour le mois est supérieur à 355 \$US;</p> <p>b) 5 %, s'il est d'au moins 336 \$US mais d'au plus 355 \$US;</p> <p>c) 10 %, s'il est d'au moins 316 \$US mais d'au plus 335 \$US; 10</p> <p>d) 15 %, s'il est d'au plus 315 \$US.</p>	Taux applicable — autres cas
Reference price	<p>(5) The reference price for a particular month is the most recent four-week average of the 15 weekly Framing Lumber Composite Price, published by Random Lengths Publications Incorporated, that is available at least 21 days before the start of the particular month.</p>	<p>(5) Le prix de référence pour le mois donné est égal à la dernière moyenne sur quatre semaines du prix composite du bois de charpente hebdomadaire disponible au moins 15 vingt-et-un jours avant le premier jour du mois, le prix composite du bois de charpente correspondant au « Framing Lumber Composite Price » publié par Random Lengths Publications Incorporated. 20</p>	Prix de référence
Reference price by regulation	<p>(6) If Random Lengths Publications Incorporated changes, at any time after April 27, 2006, the weights it uses to calculate the Framing Lumber Composite Price or ceases to publish the Framing Lumber Composite Price or any of its constituent prices, the reference price 25 for a particular month is to be calculated according to a prescribed formula.</p>	<p>(6) Toutefois, si Random Lengths Publications Incorporated cesse de publier le prix composite du bois de charpente ou le prix de tout type de bois de charpente utilisé pour calculer le prix composite du bois de charpente 25 ou change, après le 27 avril 2006, les coefficients de pondération pour calculer le prix composite du bois de charpente, le prix de référence pour le mois donné est fixé selon la formule réglementaire. 30</p>	Prix de référence fixé par règlement
Rounding	<p>(7) Each reference price shall be rounded to the nearest multiple of one dollar or, if the amount is equidistant from two multiples of one 30 dollar, to the higher multiple.</p>	<p>(7) Le prix de référence est arrondi au dollar supérieur dans le cas où la somme comporte une fraction égale ou supérieure à cinquante cents et, dans le cas contraire, au dollar inférieur.</p>	Arrondissement
Definitions	<p>13. (1) The following definitions apply in this section.</p>	<p>13. (1) Les définitions qui suivent s'appli- 35 quent au présent article.</p>	Définitions
“FOB value” « valeur franco à bord »	<p>“FOB value” means a value consisting of all costs payable by a purchaser, including those 35 incurred in the placement aboard the conveyance for shipment, but not including the actual shipping costs and the amount of a charge payable under section 10.</p>	<p>« entreprise indépendante de seconde transformation » Personne titulaire d'un agrément délivré au titre de l'article 25.</p> <p>« seconde transformation » Transformation du 40 produit de bois d'oeuvre en produit fini ou semi-fini, notamment par la modification de</p>	<p>« entreprise indépendante de seconde transformation » “independent remanufacturer”</p> <p>« seconde transformation »</p>

“independent remanufacturer”
« entreprise indépendante de seconde transformation »

“independent remanufacturer” means a person who is certified under section 25.

“remanufactured”
« seconde transformation »

“remanufactured” means, in relation to a softwood lumber product, that the softwood lumber product, in order to produce a semi-finished or finished softwood lumber product, has been subjected to changes including changes in thickness, width, length, profile, texture, moisture or grading, has been joined together by finger jointing or has been turned.

Export price

(2) The export price of a softwood lumber product is to be determined in accordance with the following rules:

(a) if the product has undergone only primary processing, the export price is the FOB value that is determined at the facility where the product underwent its last primary processing before export;

(b) if the product was last remanufactured before export by an independent remanufacturer, the export price is the FOB value that is determined at the facility where the softwood lumber used to make the remanufactured product underwent its last primary processing before export;

(c) if the product was last remanufactured before export by a remanufacturer that is not an independent remanufacturer, the export price is the FOB value that is determined at the facility where the product underwent its last processing before export;

(d) for a product described in paragraph (a), (b) or (c) in respect of which an FOB value cannot be determined, the export price is the market price for identical products sold in Canada at approximately the same time and in one of the following arm's length transactions, listed in order of precedence:

- (i) a transaction at substantially the same trade level but in different quantities,
- (ii) a transaction at a different trade level but in similar quantities, or

l'épaisseur, de la largeur, de la longueur, de la coupe, de la texture, du niveau d'humidité ou de la qualité, l'assemblage par aboutage ou le tournage.

« valeur franco à bord » La valeur des frais que doit acquitter l'acheteur, y compris les frais engagés pour charger l'expédition sur le moyen de transport, à l'exclusion des frais réels de transport et de toute somme exigée au titre du droit prévu à l'article 10.

5 « valeur franco à bord »
“FOB value”

(2) Le prix à l'exportation du produit de bois d'oeuvre est déterminé selon les règles suivantes :

Prix à l'exportation

a) si le produit n'a subi qu'une première transformation, le prix à l'exportation correspond à la valeur franco à bord à l'établissement où le produit a subi sa dernière première transformation avant l'exportation;

b) si le produit a subi une dernière seconde transformation avant l'exportation par une entreprise indépendante de seconde transformation, il correspond à la valeur franco à bord à l'établissement où le bois d'oeuvre utilisé pour faire le produit de seconde transformation a subi sa dernière première transformation avant l'exportation;

c) si le produit a subi une dernière seconde transformation avant l'exportation par une entreprise de seconde transformation autre qu'une entreprise indépendante de seconde transformation, il correspond à la valeur franco à bord à l'établissement où le produit a subi sa dernière transformation avant l'exportation;

d) s'agissant d'un produit visé à l'un des alinéas a) à c) dont la valeur franco à bord ne peut être déterminée, il correspond au prix du marché pour des produits identiques vendus au Canada durant la même période et dans le cadre de l'une des opérations sans lien de dépendance ci-après, énumérées par ordre de priorité :

	<p>(iii) a transaction at a different trade level and in different quantities; and</p> <p>(e) if the export price determined in accordance with any of paragraphs (a) to (d) is greater than US\$500 per thousand board feet, the export price is deemed to be US\$500 per thousand board feet.</p>	<p>(i) l'opération est réalisée substantiellement au même niveau commercial mais pour des quantités différentes,</p> <p>(ii) elle est réalisée à un niveau commercial différent mais pour des quantités similaires,</p> <p>(iii) elle est réalisée à un niveau commercial différent et pour des quantités différentes;</p> <p>e) si le prix à l'exportation déterminé au titre de l'un des alinéas a) à d) est supérieur à 500 \$US pour chaque millier de pieds-planche de produits de bois d'oeuvre, il est de 500 \$US. pour chaque millier de pieds-planche.</p>	
Exchange rate	<p>(3) For the purposes of subsection (2), the rate of exchange in order to determine the export price in Canadian dollars of a softwood lumber product is the rate of exchange as quoted by the Bank of Canada at noon on the day before the day on which the charge referred to in section 10 becomes payable.</p>	<p>(3) Pour l'application du paragraphe (2), le taux de change applicable pour déterminer le prix à l'exportation équivalent en dollars canadiens est celui affiché à midi, à la Banque du Canada, la veille du jour où le droit prévu à l'article 10 devient exigible.</p>	Taux de change
Surge mechanism	<p>14. (1) The amount of the charge applicable to an export of a softwood lumber product from a region during a month is increased by 50% if</p> <p>(a) the export is one that does not require an export allocation under paragraph 6.3(3)(b) of the <i>Export and Import Permits Act</i>; and</p> <p>(b) the exports of softwood lumber from the region during that month exceed the monthly trigger volume applicable to that region.</p>	<p>14. (1) Le droit relatif à toute exportation de produit de bois d'oeuvre d'une région au cours d'un mois est majoré de 50 % si, à la fois :</p> <p>a) l'exportation peut être faite sans qu'une autorisation d'exportation soit délivrée en vertu de l'alinéa 6.3(3)b) de la <i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i>;</p> <p>b) les exportations de produits de bois d'oeuvre de la région au cours du mois excèdent le volume de déclenchement mensuel applicable pour la région.</p>	Mécanisme en cas de déclenchement
Exports in excess of trigger volume	<p>(2) Exports from a region for a month are considered to have exceeded the monthly trigger volume if the volume of exports from that region for that month exceed 101% of the monthly trigger volume for that region for that month.</p>	<p>(2) Les exportations d'une région pour un mois sont considérées comme excédant le volume de déclenchement mensuel dans le cas où le volume d'exportation de la région pour le mois excède 101 % du volume de déclenchement mensuel applicable pour la région pour le mois.</p>	Exportation en excédent du volume de déclenchement mensuel
Trigger volume	<p>(3) The monthly trigger volume applicable to a region, other than the BC Coast as defined in subsection 6.3(1) of the <i>Export and Import Permits Act</i>, is the amount determined by the formula</p>	<p>(3) Le volume de déclenchement mensuel applicable pour une région, autre que la côte de la Colombie-Britannique au sens du paragraphe</p>	Volume de déclenchement mensuel

[A x (B/100) x 1.1] - C

35

where

A is the expected monthly American consumption of softwood lumber products, as calculated in accordance with the prescribed formula;

B is

- (a) in respect of Ontario, 3.15,
- (b) in respect of Quebec, 4.39,
- (c) in respect of Manitoba, 0.29,
- (d) in respect of Saskatchewan, 0.42,
- (e) in respect of Alberta, 2.49, and
- (f) in respect of the BC Interior, as defined in subsection 6.3(1) of the *Export and Import Permits Act*, 17.43; and

C is the amount by which the exports from the region of softwood lumber products during the previous month exceeded the trigger volume for the region for the previous month, if those exports exceeded the trigger volume for the previous month by 1% or 20 less of that trigger volume.

Trigger
volume — BC
Coast

(4) The monthly trigger volume applicable to the BC Coast as defined in subsection 6.3(1) of the *Export and Import Permits Act* is the amount determined by the formula

$$(A \times 0.0186 \times 1.1 \times B) - C$$

where

A is the expected monthly American consumption of softwood lumber products, as calculated in accordance with the prescribed formula;

B is

- (a) in respect of January, the quotient obtained by dividing 0.7212 by 0.9288,
- (b) in respect of February, the quotient obtained by dividing 0.9767 by 0.8944,

6.3(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, correspond au nombre obtenu par la formule suivante :

$$[A \times (B/100) \times 1,1] - C$$

où :

A représente la consommation américaine mensuelle prévue de produits de bois d'oeuvre calculée conformément à la formule réglementaire;

B est égal :

- a) s'agissant de l'Ontario, à 3,15,
- b) s'agissant du Québec, à 4,39,
- c) s'agissant du Manitoba, à 0,29,
- d) s'agissant de la Saskatchewan, à 0,42,
- e) s'agissant de l'Alberta, à 2,49,
- f) s'agissant de l'intérieur de la Colombie-Britannique, au sens du paragraphe 6.3(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, à 17,43;

C représente l'excédent éventuel du volume des exportations de produits de bois d'oeuvre de la région au cours du mois précédent sur le volume de déclenchement mensuel de la région pour le mois précédent, si cet excédent est de 1 % ou moins du volume de déclenchement mensuel de la région pour le mois précédent.

(4) Le volume de déclenchement mensuel applicable pour la côte de la Colombie-Britannique, au sens du paragraphe 6.3(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, correspond au nombre obtenu par la formule suivante :

$$(A \times 0,0186 \times 1,1 \times B) - C$$

où :

A représente la consommation américaine mensuelle prévue de produits de bois d'oeuvre calculée conformément à la formule réglementaire;

B est égal :

- a) s'agissant de janvier, au quotient de 0,7212 par 0,9288,

Volume de
déclenchement
mensuel — côte
de la Colombie-
Britannique

(c) in respect of March, the quotient obtained by dividing 0.9025 by 1.0014,	b) s'agissant de février, au quotient de 0,9767 par 0,8944,
(d) in respect of April, the quotient obtained by dividing 1.3557 by 1.0707,	c) s'agissant de mars, au quotient de 0,9025 par 1,0014,
(e) in respect of May, the quotient 5 obtained by dividing 1.1461 by 1.0679,	d) s'agissant d'avril, au quotient de 5 1,3557 par 1,0707,
(f) in respect of June, the quotient obtained by dividing 1.1771 by 1.0405,	e) s'agissant de mai, au quotient de 1,1461 par 1,0679,
(g) in respect of July, the quotient obtained by dividing 0.9213 by 1.0508, 10	f) s'agissant de juin, au quotient de 1,1771 par 1,0405, 10
(h) in respect of August, the quotient obtained by dividing 1.0719 by 1.0501,	g) s'agissant de juillet, au quotient de 0,9213 par 1,0508,
(i) in respect of September, the quotient obtained by dividing 1.0584 by 0.9953,	h) s'agissant d'août, au quotient de 1,0719 par 1,0501,
(j) in respect of October, the quotient 15 obtained by dividing 0.9477 by 1.0636,	i) s'agissant de septembre, au quotient de 15 1,0584 par 0,9953,
(k) in respect of November, the quotient obtained by dividing 0.8466 by 0.9435, and	j) s'agissant d'octobre, au quotient de 0,9477 par 1,0636,
(l) in respect of December, the quotient 20 obtained by dividing 0.8746 by 0.8930; and	k) s'agissant de novembre, au quotient de 0,8466 par 0,9435, 20
	l) s'agissant de décembre, au quotient de 0,8746 par 0,8930;
C is the amount by which the exports from the region of softwood lumber products during the previous month exceeded the trigger 25 volume for the region for the previous month, if those exports exceeded the trigger volume for the previous month by 1% or less of that trigger volume.	C représente l'excédent éventuel du volume des exportations de produits de bois d'oeuvre de la région au cours du mois précédent 25 sur le volume de déclenchement mensuel de la région pour le mois précédent, si cet excédent est de 1 % ou moins du volume de déclenchement mensuel de la région pour le mois précédent. 30

Charge

15. (1) If, during a particular calendar quar- 30
ter, total exports of softwood lumber products
from Nova Scotia, New Brunswick, Prince
Edward Island and Newfoundland and Labra-
dor, as provided in subsection 11(2), exceed the
aggregate sum of total production in that 35
calendar quarter and total inventory at the
beginning of that calendar quarter, of softwood
lumber products that underwent their first
primary processing in one of those provinces
from softwood sawlogs originating in one of 40
those provinces or in the State of Maine, each
person responsible for excess exports as deter-
mined under subsection (2) shall pay to Her
Majesty in right of Canada a charge calculated

15. (1) Si, au cours d'un trimestre donné, les 30
exportations totales de produits de bois d'oeuvre
en provenance de la Nouvelle-Écosse, du
Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-
Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador, compte 35
tenu du paragraphe 11(2), excèdent la somme de
la production totale, pour ce trimestre, et de
l'inventaire, au début de celui-ci, de produits de
bois d'oeuvre qui y ont subi, pour la première
fois, une première transformation à partir de 40
grumes de sciage de résineux provenant de
l'une de ces provinces ou de l'État du Maine,
chaque personne responsable des exportations
excédentaires déterminées selon le paragraphe
(2) est tenue de payer à Sa Majesté du chef du 45

Droit

by applying \$200 per thousand board feet of exported lumber products to that person's excess exports.

Canada, à l'égard de celles-ci, un droit égal à 200 \$ par millier de pieds-planche de produits de bois d'oeuvre exportés.

Duty payable
when exported

(1.1) The charge becomes payable at the time that the softwood lumber product is exported.

(1.1) Le droit devient exigible au moment où le produit de bois d'oeuvre est exporté.

Droit exigible à
l'exportation

Excess exports

(2) A person's excess exports shall equal the amount by which its exports exceed in a particular calendar quarter the sum of the person's total production in that calendar quarter and total inventory at the beginning of that calendar quarter of softwood products that underwent their first primary processing in New Brunswick, Nova Scotia, Prince Edward Island or Newfoundland and Labrador from softwood sawlogs originating in one of those provinces or in the State of Maine.

(2) Les exportations excédentaires d'une personne correspondent à l'excédent de ses exportations au cours d'un trimestre donné sur la somme de sa production totale, pour ce trimestre, et de son inventaire, au début de celui-ci, de produits de bois d'oeuvre qui ont subi pour la première fois, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard ou à Terre-Neuve-et-Labrador, une première transformation à partir de grumes de sciage de résineux provenant de l'une de ces provinces ou de l'État du Maine.

Exportations
excédentaires

EXEMPTIONS

EXEMPTIONS

Exemption —
schedule

16. (1) Despite section 10, a person whose name is set out in the schedule is exempt from the charge referred to in that section in respect of the export of softwood lumber products that the person produces if the person satisfies the prescribed conditions.

16. (1) Par dérogation à l'article 10, la personne dont le nom figure à l'annexe est exemptée du droit prévu à cet article à l'égard de toute exportation de produit de bois d'oeuvre qu'elle produit si elle satisfait aux conditions réglementaires.

Exemption —
annexe

Amendments to
schedule

(2) The Governor in Council may, by regulation, amend the schedule by adding, deleting or changing the name of a person.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier l'annexe pour y ajouter, en retrancher ou y modifier le nom d'une personne.

Modification de
l'annexe

Exempt exports

17. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister for International Trade, by regulation, conditionally or unconditionally, exempt from the charge referred to in section 10 the export of softwood lumber products from a region.

17. (1) Sur recommandation du ministre du Commerce international, le gouverneur en conseil peut, par règlement, exempter, conditionnellement ou non, du droit prévu à l'article 10 toute exportation de produit de bois d'oeuvre d'une région donnée.

Exportations
exemptées

Exempt products

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister for International Trade, by regulation, conditionally or unconditionally, exempt any softwood lumber product from the charges referred to in sections 10 and 15.

(2) Sur recommandation du ministre du Commerce international, le gouverneur en conseil peut, par règlement, exempter, conditionnellement ou non, des droits prévus aux articles 10 et 15 tout produit de bois d'oeuvre.

Produits
exemptés

Exempt person

(3) Any person exempted from registering under subsection 22(2) is exempted from the charges referred to in sections 10 and 15.

(3) Toute personne exemptée au titre du paragraphe 22(2) est également exemptée des droits prévus aux articles 10 et 15.

Personne
exemptée

CHARGE ON REFUNDS OF DUTY
DEPOSITSDROITS SUR LES REMBOURSEMENTS DE
DÉPÔTS DOUANIERS

Definitions	18. (1) The following definitions apply in this section.	18. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.	Définitions
"covered entry" « importation non tarifée »	"covered entry" means an entry that, on October 12, 2006, has not been liquidated and in respect of which a duty deposit has been made.	« décret douanier américain » Selon le cas :	« décret douanier américain » "United States duty order"
"duty deposit" « dépôt douanier »	"duty deposit" means an amount deposited under a United States duty order.	a) le texte intitulé <i>Notice of Amended Final Determination of Sales at Less Than Fair Value and Antidumping Duty Order: Certain Softwood Lumber Products from Canada</i> , 67 Fed. Reg. 36,068 (22 mai 2002), avec ses modifications;	5
"duty deposit refund" « remboursement »	"duty deposit refund" of a specified person means the refund of a duty deposit and all interest on that deposit accrued under United States law up to the earlier of (a) the day on which the refund is issued to the specified person or a designate of the specified person, and (b) the day on which the specified person sells the rights to the refund to Her Majesty in right of Canada.	b) le texte intitulé <i>Notice of Amended Final Affirmative Countervailing Duty Determination and Notice of Countervailing Duty Order: Certain Softwood Lumber Products from Canada</i> , 67 Fed. Reg. 36,070 (22 mai 2002), avec ses modifications.	10 15
"revocation" « révocation »	"revocation" means a revocation of a United States duty order including any direction to end any suspension of liquidation of a covered entry or to refund any duty deposit.	« dépôt douanier » Somme donnée en dépôt au titre du décret douanier américain.	« dépôt douanier » "duty deposit"
"specified person" « intéressé »	"specified person" means a person that filed the documents and information required under the applicable United States law in respect of the importation of any softwood lumber product into the United States during the period beginning on May 22, 2002 and ending on October 11, 2006.	« importation non tarifée » Importation pour laquelle un dépôt douanier a été fait et à l'égard de laquelle les droits n'ont pas été déterminés au 12 octobre 2006.	« importation non tarifée » "covered entry"
"specified rate" « taux applicable »	"specified rate" means the rate determined by the formula A/B where A is US\$1,000,000,000; and B is the total, expressed in United States dollars, of all duty deposits and all interest accrued on them under United States law as of October 12, 2006.	« intéressé » Personne qui a présenté les documents et renseignements exigés par la législation américaine pour l'importation, aux États-Unis, de produits de bois d'oeuvre durant la période commençant le 22 mai 2002 et se terminant le 11 octobre 2006.	« intéressé » "specified person"
		« remboursement » S'agissant de l'intéressé, le remboursement de tout dépôt douanier et des intérêts afférents courus, selon le droit applicable aux États-Unis, jusqu'au premier en date des jours suivants :	« remboursement » "duty deposit refund"
		a) le jour où le remboursement est fait à l'intéressé ou à la personne désignée par celui-ci;	30 35
		b) le jour où l'intéressé cède à titre onéreux son droit au remboursement à Sa Majesté du chef du Canada.	

<p>“United States duty order” « décret douanier américain »</p>	<p>“United States duty order” means</p> <p>(a) the <i>Notice of Amended Final Determination of Sales at Less Than Fair Value and Antidumping Duty Order: Certain Softwood Lumber Products from Canada</i>, 67 Fed. Reg. 36,068 (May 22, 2002), as amended; or</p> <p>(b) the <i>Notice of Amended Final Affirmative Countervailing Duty Determination and Notice of Countervailing Duty Order: Certain Softwood Lumber Products from Canada</i>, 67 Fed. Reg. 36,070 (May 22, 2002), as amended.</p>	<p>« révocation » S’agissant de tout décret douanier américain, sont assimilées à la révocation l’instruction de mettre fin à toute suspension de la tarification des importations non tarifées et celle de rembourser tout dépôt douanier.</p> <p>« taux applicable » Taux obtenu par la formule suivante :</p> <p style="text-align: center;">A / B</p>	<p>« révocation » “revocation”</p> <p>5</p> <p>« taux applicable » “specified rate”</p>
<p>Rounding</p>	<p>(2) The specified rate shall be expressed as a decimal fraction rounded off to four digits after the decimal point, but if the fifth digit is five or greater, the fourth digit is increased by one.</p>	<p>(2) Le taux applicable, exprimé en nombre décimal, est arrêté à la quatrième décimale, les résultats qui ont au moins cinq en cinquième décimale étant arrondis à la quatrième décimale supérieure.</p>	<p>15 Arrondissement</p>
<p>Imposition of charge on duty deposit refund</p>	<p>(3) Every specified person in respect of whom a covered entry is to be liquidated as a result of a revocation shall pay to Her Majesty in Right of Canada a charge at the specified rate on the amount of any duty deposit refund that relates to the covered entry.</p>	<p>(3) Tout intéressé à l’égard duquel une importation non tarifée sera tarifée, pour cause de révocation, est tenu de payer à Sa Majesté du chef du Canada le droit au taux applicable sur le montant de tout remboursement relatif à l’importation non tarifée.</p>	<p>20 Droit sur les remboursements de dépôts douaniers</p>
<p>Liability for charge</p>	<p>(4) The charge under subsection (3) is payable by the specified person even if the refund is issued to a designate of the specified person.</p>	<p>(4) Le droit est exigible de l’intéressé même si le remboursement est fait à la personne que celui-ci a désignée.</p>	<p>25 Obligation de payer</p>
<p>When charge payable</p>	<p>(5) The charge under subsection (3) becomes payable by the specified person on the later of</p> <p>(a) the day on which this Act is assented to, and</p> <p>(b) the day that is the earlier of</p> <p>(i) the day on which the duty deposit refund is issued to the specified person or a designate of the specified person, and</p> <p>(ii) the day on which the specified person sells the rights to the duty deposit refund to Her Majesty in right of Canada.</p>	<p>(5) Le droit devient exigible à celle des dates ci-après qui est postérieure à l’autre :</p> <p>a) la date de sanction de la présente loi;</p> <p>b) la date du remboursement à l’intéressé ou à la personne désignée par lui ou, si elle lui est antérieure, la date à laquelle l’intéressé a cédé à titre onéreux son droit au remboursement à Sa Majesté du chef du Canada.</p>	<p>30 Paiement du droit</p>
<p>Joint and several or solidary liability</p>	<p>(6) If, at any time after September 18, 2006, a specified person sells or otherwise disposes of the rights to a duty deposit refund to a person other than Her Majesty in right of Canada, the</p>	<p>(6) L’intéressé qui, après le 18 septembre 2006, cède son droit au remboursement à toute autre personne que Sa Majesté du chef du Canada est solidairement responsable avec cette</p>	<p>40 Solidarité</p>

specified person and the other person are jointly and severally, or solidarily, liable to pay the charge under subsection (3) and any penalties and interest payable under this Act in relation to that charge.

5

GENERAL PROVISIONS CONCERNING CHARGES AND OTHER AMOUNTS PAYABLE

ADMINISTRATION, ENFORCEMENT AND OFFICERS

Minister's duty **19.** The Minister shall administer and enforce this Act and the Commissioner may exercise the powers and perform the duties of the Minister under this Act.

Staff **20.** (1) The persons that are necessary to administer and enforce this Act are to be appointed, employed or engaged in the manner authorized by law.

Delegation of powers (2) The Minister may authorize any person employed or engaged by the Agency or who occupies a position of responsibility in the Agency to exercise powers or perform duties of the Minister, including any judicial or quasi-judicial power or duty of the Minister, under this Act.

Administration of oaths **21.** Any person, if designated by the Minister for the purpose, may administer oaths and take and receive affidavits, declarations and affirmations for the purposes of or incidental to the administration or enforcement of this Act, and every person so designated has for those purposes all the powers of a commissioner for administering oaths or taking affidavits.

REGISTRATION AND CERTIFICATION

Duty to register **22.** (1) Every person who exports a softwood lumber product to the United States is required to be registered for the purposes of this Act.

Exception (2) On the recommendation of the Minister for International Trade, the Governor in Council may, by regulation, exempt persons or classes of persons from the requirement to register.

personne du paiement du droit prévu au paragraphe (3) et des intérêts et pénalités visés par la présente loi à cet égard.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES DROITS ET LES AUTRES SOMMES À PAYER

PERSONNEL ASSURANT L'EXÉCUTION ET LE CONTRÔLE D'APPLICATION

19. Le ministre assure l'exécution et le contrôle d'application de la présente loi, le commissaire pouvant exercer les attributions conférées au ministre par celle-ci.

20. (1) Sont nommées, employées ou engagées de la manière autorisée par la loi les personnes nécessaires à l'exécution et au contrôle d'application de la présente loi.

(2) Le ministre peut autoriser toute personne employée ou engagée par l'Agence ou occupant une fonction de responsabilité au sein de celle-ci à exercer les attributions que lui confère la présente loi, notamment en matière judiciaire ou quasi judiciaire.

21. Toute personne désignée à cette fin par le ministre peut faire prêter les serments et recevoir les déclarations sous serment, solennelles ou autres, exigés pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi, ou qui y sont accessoires. À cette fin, elle dispose des pouvoirs d'un commissaire aux serments.

INSCRIPTION ET AGRÉMENT

22. (1) La personne exportant des produits de bois d'oeuvre aux États-Unis est tenue d'être inscrite pour l'application de la présente loi.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre du Commerce international, exempter toute personne — individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée — de l'obligation de s'inscrire.

Application	(3) A person required to be registered shall apply to the Minister for registration on or before the day on which the softwood lumber product is exported.	(3) La personne assujettie à l'obligation prévue au paragraphe (1) présente une demande d'inscription au ministre au plus tard le jour où les produits de bois d'oeuvre sont exportés.	Présentation de la demande
Form and manner	(4) An application for registration must be made in the prescribed form containing the prescribed information and must be filed with the Minister in the prescribed manner.	(4) La demande d'inscription est présentée en la forme, selon les modalités et accompagnée des renseignements déterminés par le ministre.	5 Forme et contenu
Security	(5) An applicant who is not resident in Canada or who does not have a permanent establishment in Canada shall give and maintain security, in an amount and in a form satisfactory to the Minister, for the purposes of securing all amounts payable by the person under this Act.	(5) Tout demandeur qui ne réside pas au Canada ou n'y a pas d'établissement stable est tenu de donner et maintenir une garantie — sous une forme et d'un montant acceptables pour le ministre — portant qu'il paiera les sommes dont il est redevable en vertu de la présente loi.	Garantie
Definition of "permanent establishment"	(6) For the purposes of subsection (5), "permanent establishment" in respect of an applicant means a fixed place of business of the applicant, including a place of management, a branch, an office, a factory or a workshop or any timberland.	(6) Pour l'application du paragraphe (5), «établissement stable» s'entend de toute installation fixe du demandeur, notamment siège de direction, succursale, bureau, usine, atelier ou terre à bois.	Définition de «établissement stable»
Registration	23. The Minister may register any person applying for registration and, if the Minister does so, shall notify the person of the effective date of the registration.	23. Le ministre peut inscrire toute personne qui lui présente une demande. Le cas échéant, il l'avise de la date de prise d'effet de l'inscription.	Inscription
Cancellation	24. (1) The Minister may cancel the registration of a person registered under section 23 if the Minister is satisfied that the registration is not required for the purposes of this Act or the person has failed to maintain security in accordance with subsection 22(5).	24. (1) Le ministre peut annuler l'inscription de toute personne s'il est convaincu qu'elle n'est pas nécessaire pour l'application de la présente loi ou si la personne néglige de maintenir la garantie exigée aux termes du paragraphe 22(5).	Annulation
Notice	(2) If the Minister cancels the registration of a person, the Minister shall notify the person in writing of the cancellation and the effective date of the cancellation.	(2) Il informe la personne de l'annulation de l'inscription dans un avis écrit en précisant la date de prise d'effet.	Avis d'annulation
Certification of independent remanufacturers	25. (1) The Minister may, on application in prescribed form containing prescribed information and filed in the prescribed manner, certify a person registered under section 23 to be an independent remanufacturer.	25. (1) Le ministre peut délivrer un agrément d'entreprise indépendante de seconde transformation à toute personne inscrite qui lui présente une demande en la forme, selon les modalités et accompagnée des renseignements déterminés par celui-ci.	Entreprise indépendante de seconde transformation
Renewal, etc.	(2) The Minister may amend, suspend, renew, cancel or reinstate a certification as required for the purposes of this Act.	(2) Il peut modifier, suspendre, renouveler, révoquer ou rétablir l'agrément, dans la mesure nécessaire à l'application de la présente loi.	Renouvellement, etc.

Notice	(3) If the Minister cancels the certification of a person, the Minister shall notify the person in writing of the cancellation and of its effective date.	(3) Il informe la personne de la révocation de l'agrément dans un avis écrit en précisant la date de prise d'effet.	Avis
Registry	(4) The Minister shall establish and maintain a publicly accessible registry containing the following information with respect to each certification: (a) the name of the person that is certified; (b) the date of the certification; (c) any amendment made to the certification and the date of the amendment; and (d) the date of any suspension, renewal, cancellation or reinstatement of the certification.	(4) Il établit et tient un registre accessible au public où figurent, à l'égard de chaque agrément, les renseignements suivants : a) le nom de la personne agréée; b) la date de l'agrément; c) toute modification à l'agrément et la date de celle-ci; d) la date de suspension, de renouvellement, de révocation ou de rétablissement de l'agrément.	Registre
	RETURNS AND PAYMENT OF CHARGES	DÉCLARATIONS ET PAIEMENT DES DROITS	
Monthly returns	26. A person who is, at any time during a particular month, registered under section 23 or required to be registered under section 22 — or a specified person as defined in subsection 18(1) by whom a charge under section 18 becomes payable at any time during a particular month — shall, on or before the last day of the month following the particular month, (a) file with the Minister a return for that month in the prescribed form and manner and (b) calculate in the return the total amount of the charges payable for that month; and (c) pay that amount, if any, to the Receiver General.	26. Au plus tard le dernier jour du premier mois suivant un mois donné, toute personne qui, au cours de ce mois, est inscrite en vertu de l'article 23, ou tenue de l'être en vertu de l'article 22, ou tout intéressé au sens du paragraphe 18(1) à l'égard duquel le droit prévu à l'article 18 devient exigible au cours de ce mois : a) présente au ministre une déclaration pour ce mois, en la forme, selon les modalités et accompagnée des renseignements déterminés par celui-ci; b) indique dans la déclaration le total des droits qu'il est tenu de verser pour ce mois; c) verse au receveur général une somme égale à ces droits, le cas échéant.	Déclarations mensuelles
Large payments	27. Every person who is required under this Act to pay an amount to the Receiver General shall, if the amount is \$50,000 or more, make the payment to the account of the Receiver General at (a) a bank; (b) a credit union; (c) a corporation authorized under the laws of Canada or a province to carry on the business of offering its services as a trustee to the public; or	27. Quiconque est tenu en vertu de la présente loi de payer au receveur général une somme s'élevant à 50 000 \$ ou plus la verse au compte du receveur général à l'une des institutions suivantes : a) une banque; b) une caisse de crédit; c) une personne morale qui est autorisée par la législation fédérale ou provinciale à exploiter une entreprise d'offre au public de services de fiduciaire;	Paiements importants

(d) a corporation authorized under the laws of Canada or a province to accept deposits from the public and that carries on the business of lending money on the security of real property or immovables or investing in mortgages on real property or hypothecs on immovables.

Small amounts
owing

28. (1) If, at any time, the total of all unpaid amounts owing by a person to Her Majesty in right of Canada under this Act does not exceed 10 two dollars, the amount owing by the person is deemed to be nil.

Small amounts
payable

(2) If, at any time, the total of all amounts payable by the Minister to a person under this Act does not exceed two dollars, the Minister 15 may apply those amounts against any amount owing, at that time, by the person to Her Majesty in right of Canada. However, if the person, at that time, does not owe any amount to Her Majesty in right of Canada, those amounts 20 payable are deemed to be nil.

Set-off of
refunds

29. If, at any time, a person files a return in which the person reports an amount that the person is required to pay under this Act and the person claims a refund payable to the person 25 under this Act at that time, in the return or in another return, or in a separate application filed under this Act with the return, the person is deemed to have paid at that time, and the Minister is deemed to have refunded at that 30 time, an amount equal to the lesser of the amount required to be paid and the amount of the refund.

Authority for
separate returns

30. (1) A person who engages in one or more activities in separate branches or divisions 35 may file an application, in the prescribed form and manner, with the Minister for authority to file separate returns and applications for refunds under this Act in respect of a branch or division specified in the application.

Authorization by
Minister

(2) On receipt of the application, the Minister may, in writing, authorize the person to file separate returns and applications for refunds in relation to the specified branch or division, subject to any conditions that the Minister may 45 at any time impose, if the Minister is satisfied that

d) une personne morale qui est autorisée par la législation fédérale ou provinciale à accepter du public des dépôts et qui exploite une entreprise soit de prêts d'argent garantis 5 sur des immeubles ou biens réels, soit de 5 placements par hypothèques sur des immeubles ou biens réels.

Sommes
minimes

28. (1) La somme dont une personne est redevable à Sa Majesté du chef du Canada en vertu de la présente loi est réputée nulle si le 10 total des sommes dont elle est ainsi redevable est égal ou inférieur à 2 \$.

Sommes
minimes

(2) Si, à un moment donné, le total des sommes dues par le ministre à une personne en vertu de la présente loi est égal ou inférieur à 15 2 \$, le ministre peut les déduire de toute somme dont la personne est alors redevable à Sa Majesté du chef du Canada. Toutefois, si la personne n'est alors redevable d'aucune somme à Sa Majesté du chef du Canada, les sommes à 20 payer par le ministre sont réputées nulles.

Compensation
de rembour-
sement

29. La personne qui, à un moment donné, présente une déclaration dans laquelle elle indique une somme qu'elle est tenue de verser en application de la présente loi et qui demande 25 dans cette déclaration, ou dans toute autre déclaration ou demande distincte produite conformément à la présente loi avec cette déclaration, un remboursement qui lui est dû à ce moment est réputée avoir payé à ce moment 30 la somme en question ou, s'il est inférieur, le montant du remboursement, et le ministre est réputé l'avoir remboursé à ce moment.

Déclarations
distinctes

30. (1) La personne qui exerce une activité dans des succursales ou divisions distinctes peut 35 demander au ministre, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, l'autorisation de présenter des déclarations et demandes de remboursement distinctes dans le cadre de la 40 présente loi pour chaque succursale ou division précisée dans la demande.

Autorisation

(2) Sur réception de la demande, le ministre peut y faire droit par écrit, sous réserve de conditions qu'il peut imposer en tout temps, s'il est convaincu de ce qui suit: 45

	<p>(a) the branch or division can be separately identified by reference to its location or the nature of the activities engaged in by it; and</p> <p>(b) separate records, books of account and accounting systems are maintained in respect of the branch or division.</p>	<p>a) la succursale ou la division en cause peut être reconnue distinctement par son emplacement ou par la nature des activités qui y sont exercées;</p> <p>b) des registres, livres de compte et systèmes comptables sont tenus séparément pour la succursale ou la division en cause.</p>	
Revocation of authorization	<p>(3) The Minister may revoke an authorization if</p> <p>(a) the person, in writing, requests the Minister to revoke the authorization;</p> <p>(b) the person fails to comply with any condition of the authorization or with any provision of this Act;</p> <p>(c) the Minister is no longer satisfied that the requirements of subsection (2) are met; or</p> <p>(d) the Minister considers that the authorization is no longer required.</p>	<p>(3) Le ministre peut retirer l'autorisation dans les cas suivants :</p> <p>a) la personne lui en fait la demande par écrit;</p> <p>b) elle ne se conforme pas à une condition de l'autorisation ou à une disposition de la présente loi;</p> <p>c) le ministre n'est plus convaincu que les exigences du paragraphe (2) sont remplies;</p> <p>d) il est d'avis que l'autorisation n'est plus nécessaire.</p>	Retrait d'autorisation
Notice of revocation	<p>(4) If the Minister revokes the authorization of a person, the Minister shall notify the person in writing of the revocation and the effective date of the revocation.</p>	<p>(4) Il informe la personne du retrait de l'autorisation dans un avis écrit en précisant la date de prise d'effet.</p>	Avis de retrait
Execution of returns, etc.	<p>31. A return or other document made under this Act by a person that is not an individual shall be signed on behalf of the person by an individual duly authorized to do so by the person or the governing body of the person. If the person is a corporation or an association that has duly elected or appointed officers, the president, vice-president, secretary and treasurer, or other equivalent officers, of the corporation or association, are deemed to be so duly authorized.</p>	<p>31. La déclaration ou tout autre document fait en application de la présente loi par une personne autre qu'un particulier doit être signé en son nom par un particulier qui y est régulièrement autorisé par la personne ou son organe directeur. Le président, le vice-président, le secrétaire et le trésorier, ou l'équivalent, d'une personne morale ou d'une association dont les cadres sont régulièrement élus ou nommés, sont réputés être ainsi autorisés.</p>	Validation des déclarations
Extension of time	<p>32. (1) The Minister may at any time extend, in writing, the time for filing a return or providing information under this Act.</p>	<p>32. (1) Le ministre peut en tout temps, par écrit, proroger le délai imparti pour présenter une déclaration ou communiquer des renseignements en vertu de la présente loi.</p>	Prorogation
Effect of extension	<p>(2) If the Minister extends the time within which a person is required to file a return or provide information under subsection (1),</p> <p>(a) the return shall be filed, or the information shall be provided, within the time so extended;</p>	<p>(2) Les règles ci-après s'appliquent lorsque le ministre proroge le délai :</p> <p>a) la déclaration doit être présentée ou les renseignements communiqués dans le délai prorogé;</p> <p>b) les sommes exigibles à indiquer dans la déclaration doivent être acquittées dans le délai prorogé;</p>	Effet de la prorogation

(b) any amount payable that the person is required to report in the return shall be paid within the time so extended;

(c) any interest payable under section 34 on the amount referred to in paragraph (b) shall be calculated as though the amount were required to be paid on the day on which the extended time expires; and

(d) any penalty payable under section 64 in respect of the return shall be calculated as though the return were required to be filed on the day on which the extended time expires.

Demand for return

33. The Minister may, by a demand served personally or sent by mail, require a person to file, within any reasonable time that may be stipulated in the demand, a return under this Act for any reporting period that is designated in the demand.

INTEREST

Compound interest on amounts not paid when required

34. (1) If a person fails to pay an amount to the Receiver General as and when required under this Act, the person shall pay to the Receiver General interest on the amount. The interest shall be compounded daily at the specified rate and computed for the period beginning on the first day after the day on or before which the amount was required to be paid and ending on the day on which the amount is paid.

Payment of interest that is compounded

(2) For the purposes of subsection (1), interest that is compounded on a particular day on an unpaid amount of a person is deemed to be required to be paid by the person to the Receiver General at the end of the particular day, and, if the person has not paid the interest so computed by the end of the day after the particular day, the interest shall be added to the unpaid amount at the end of the particular day.

Period when interest not payable

(3) Despite any other provision of this Act, if the Minister notifies a person that the person is required to pay a specified amount under this Act and the person pays the specified amount in full before the end of the period that the Minister specifies in the notice, interest is not payable on the specified amount for the period.

c) les intérêts exigibles en vertu de l'article 34 sur les sommes visées à l'alinéa b) sont calculés comme si ces sommes devaient être payées au plus tard à l'expiration du délai prorogé;

d) les pénalités imposées au titre de l'article 64 relativement à la déclaration sont calculées comme si elle devait être présentée au plus tard à l'expiration du délai prorogé.

33. Le ministre peut, sur mise en demeure signifiée à personne ou envoyée par courrier, exiger d'une personne qu'elle présente, dans le délai raisonnable fixé dans celle-ci, la déclaration prévue par la présente loi pour tout mois qu'il y précise.

INTÉRÊTS

34. (1) La personne qui omet de verser une somme au receveur général selon les modalités et dans le délai prévus sous le régime de la présente loi est tenue de payer des intérêts, au taux déterminé, calculés et composés quotidiennement sur cette somme pour la période commençant le lendemain de l'expiration du délai de versement et se terminant le jour du versement.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les intérêts qui sont composés un jour donné sur la somme impayée sont réputés être à payer au receveur général à la fin du jour donné. Si ces intérêts ne sont pas payés au plus tard à la fin du jour suivant, ils sont ajoutés à la somme impayée à la fin du jour donné.

(3) Malgré les autres dispositions de la présente loi, si le ministre avise une personne qu'elle est tenue de payer, en vertu de la présente loi, une somme déterminée et que celle-ci verse la totalité de cette somme avant la fin de la période précisée dans l'avis, aucun intérêt n'est à payer sur la somme pour cette période.

5

Mise en demeure de présenter une déclaration

15

Intérêts composés sur les sommes non versées

Paiement des intérêts composés

Intérêts non exigibles

Interest and
penalty amounts
of \$25 or less

(4) If, at any time, a person pays an amount not less than the total of all amounts, other than interest and a penalty payable under section 64, owing at that time to Her Majesty in right of Canada under this Act for a reporting period and the total amount of interest and penalty payable by the person under this Act for that reporting period is not more than \$25, the Minister may cancel the interest and penalty.

Compound
interest on
amounts owed
by Her Majesty

35. Interest shall be compounded daily at the specified rate on amounts owed by Her Majesty in right of Canada to a person and computed for the period beginning on the first day after the day on which the amount is required to be paid by Her Majesty in right of Canada and ending on the day on which the amount is paid or is applied against an amount owed by the person to Her Majesty in right of Canada.

Application of
interest
provisions if Act
amended

36. For greater certainty, if a provision of an Act amends this Act and provides that the amendment comes into force on, or applies as of, a particular day that is before the day on which that Act is assented to, the provisions of this Act that relate to the calculation and payment of interest apply in respect of the amendment as though that Act had been assented to on the particular day.

Waiving or
cancelling
interest or
penalty

37. (1) The Minister may, on or before the day that is 10 calendar years after the end of a reporting period, or on application by a person on or before that day, waive or cancel any amount otherwise payable to the Receiver General under this Act that is interest or a penalty payable under section 64 on an amount that is required to be paid by the person under this Act in respect of that reporting period.

Interest if
amounts
cancelled

(2) If a person has paid an amount of interest or penalty and the Minister cancels that amount under subsection (1), the Minister shall pay interest on the amount paid by the person beginning on the day that is 30 days after the day on which the Minister received a request in a manner satisfactory to the Minister to apply that subsection and ending on the day on which the amount is refunded or applied against an amount owed by the person to Her Majesty in right of Canada.

(4) Dans le cas où une personne paie une somme égale ou supérieure au total des sommes — sauf les intérêts et la pénalité imposée au titre de l'article 64 — dont elle est alors débitrice envers Sa Majesté du chef du Canada en vertu de la présente loi pour la période de déclaration et que le total des intérêts et de la pénalité à payer par elle en vertu de la présente loi pour cette période n'excède pas 25 \$, le ministre peut annuler les intérêts et la pénalité.

Intérêts et
penalités de 25 \$
ou moins

10

35. Des intérêts, au taux déterminé, sont calculés et composés quotidiennement sur les sommes dont Sa Majesté du chef du Canada est débitrice envers une personne, pour la période commençant le lendemain du jour où elles devaient être payées et se terminant le jour où elles sont payées ou déduites d'une somme dont la personne est redevable à Sa Majesté du chef du Canada.

Intérêts
composés sur les
dettes de Sa
Majesté du chef
du Canada

36. Il est entendu que, si la présente loi fait l'objet d'une modification qui entre en vigueur un jour antérieur à la date de sanction de la loi modificative, ou s'applique à compter de ce jour, les dispositions de la présente loi qui portent sur le calcul et le paiement d'intérêts s'appliquent à la modification comme si la loi modificative avait été sanctionnée ce jour-là.

Modification de
la loi

37. (1) Le ministre peut, au plus tard le jour qui suit de dix années civiles la fin de la période de déclaration ou sur demande présentée au plus tard ce jour-là, annuler toute somme — intérêts ou pénalité imposée au titre de l'article 64 — qui est à payer par ailleurs au receveur général en vertu de la présente loi sur toute somme dont la personne est redevable en vertu de la présente loi relativement à cette période, ou y renoncer.

Renonciation ou
annulation —
intérêts ou
penalités

(2) Si une personne a payé une somme — intérêts ou pénalité — que le ministre a annulée en vertu du paragraphe (1), ce dernier verse des intérêts sur la somme pour la période commençant le trentième jour suivant le jour où il a reçu, d'une manière qu'il juge acceptable, une demande en vue de l'application de ce paragraphe et se terminant le jour où la somme est remboursée ou déduite de toute somme dont la personne est redevable à Sa Majesté du chef du Canada.

Intérêts —
sommes
annulées

ADMINISTRATIVE CHARGE UNDER THE
FINANCIAL ADMINISTRATION ACTDishonoured
instruments

38. For the purposes of this Act and section 155.1 of the *Financial Administration Act*, any charge that becomes payable at any time by a person under the *Financial Administration Act* in respect of an instrument tendered in payment or settlement of an amount that is payable under this Act is deemed to be an amount that becomes payable by the person at that time under this Act. In addition, Part II of the *Interest and Administrative Charges Regulations* does not apply to the charge and any debt under subsection 155.1(3) of the *Financial Administration Act* in respect of the charge is deemed to be extinguished at the time the total of the amount and any applicable interest under this Act is paid.

FRAIS ADMINISTRATIFS PRÉVUS PAR LA LOI
SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Effets refusés

38. Pour l'application de la présente loi et de l'article 155.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, les frais devenus exigibles d'une personne à un moment donné en vertu de cette loi relativement à un effet offert en paiement ou en règlement d'une somme à payer en vertu de la présente loi sont réputés être une somme devenue exigible de la personne à ce moment en vertu de la présente loi. En outre, la partie II du *Règlement sur les intérêts et les frais administratifs* ne s'applique pas aux frais, et toute créance relative à ces frais visée au paragraphe 155.1(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est réputée avoir été éteinte au moment où le total de la somme et des intérêts applicables en vertu de la présente loi est versé.

REFUNDS

Statutory
recovery rights

39. Except as specifically provided under this Act or the *Financial Administration Act*, no person has a right to recover any money paid to Her Majesty in right of Canada as or on account of, or that has been taken into account by Her Majesty in right of Canada as, an amount payable under this Act.

Refund—third
country
adjustment

40. (1) The Minister shall pay to a person who has paid the charge referred to in section 10 in respect of the export of softwood lumber products from a region during two consecutive calendar quarters a refund of the amount calculated under subsection (2) or (3) if all of the following occur in each of two consecutive calendar quarters when compared respectively with each of the same two consecutive calendar quarters from the preceding year:

- (a) the share of American consumption of softwood lumber products from imports originating in Canada, as calculated in accordance with the prescribed formula, is at least 20% greater;
- (b) the Canadian market share of American consumption of softwood lumber products, as calculated in accordance with the prescribed formula, has decreased; and

REMBOURSEMENTS

Droits de
recouvrement
créés par une loi

39. Il est interdit de recouvrer de l'argent qui a été versé à Sa Majesté du chef du Canada au titre d'une somme exigible en vertu de la présente loi ou qu'elle a pris en compte à ce titre, à moins qu'il ne soit expressément permis de le faire en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

40. (1) Le ministre rembourse à toute personne qui a payé le droit prévu à l'article 10 pour l'exportation de tout produit de bois d'œuvre d'une région au cours de deux trimestres consécutifs le montant calculé au titre des paragraphes (2) ou (3) si, au cours de chacun de ces deux trimestres, par comparaison aux deux mêmes trimestres de l'année précédente, les conditions suivantes sont réunies :

- a) la part de la consommation américaine de produits de bois d'œuvre par des importations ne provenant pas du Canada, calculée conformément à la formule réglementaire, est supérieure d'au moins 20 %;
- b) la part de marché canadienne de la consommation américaine de produits de bois d'œuvre, calculée conformément à la formule réglementaire, a diminué;

Rembourse-
ment—
ajustement pour
les pays tiers

(c) the American market share of American consumption of softwood lumber products, as calculated in accordance with the prescribed formula, has increased.

c) la part de marché américaine de la consommation américaine de produits de bois d'oeuvre, calculée conformément à la formule réglementaire, a augmenté.

Amount of refund — charge calculated under subsection 12(3)

(2) If the amount of the charge was calculated using the applicable rate under subsection 12(3), the amount of the refund is the amount of the charge paid.

(2) Dans le cas où le taux applicable au calcul du droit était celui prévu au paragraphe 12(3), le montant du remboursement correspond au montant du droit payé.

5 Montant du remboursement — droit calculé selon le paragraphe 12(3)

Amount of refund — charge calculated under subsection 12(4)

(3) If the amount of the charge was calculated using the applicable rate under subsection 12(4), the amount of the refund is, subject to subsection (4), the lesser of

(3) Dans le cas où le taux applicable au calcul du droit était celui prévu au paragraphe 12(4), le montant du remboursement correspond, sous réserve du paragraphe (4), à la moins élevée des sommes suivantes :

10 Montant du remboursement — droit calculé selon le paragraphe 12(4)

(a) the amount of the charge paid, and

(b) 5% of the export price of the softwood lumber product exported as determined in 15 accordance with section 13.

a) la somme qui correspond au montant du droit payé;

15

b) 5 % du prix à l'exportation du produit de bois d'oeuvre exporté déterminé selon l'article 13.

Trigger volume

(4) If exports from a region for a month exceeded (within the meaning of subsection 14(2)) the monthly trigger volume during any month of the two consecutive calendar quarters, 20 the amount of the refund is nil.

(4) Si, au cours de tout mois de ces deux trimestres, les exportations d'une région ont 20 excédé, aux termes du paragraphe 14(2), le volume de déclenchement mensuel applicable à la région, le montant du remboursement est égal à zéro.

Volume de déclenchement

Application for refund

(5) A refund in respect of an amount shall not be paid under subsection (1) to a person unless the person files, in the prescribed manner, an application for the refund in the 25 prescribed form and containing prescribed information within two years after the day on which the amount was paid by the person.

(5) Le remboursement n'est effectué que si la 25 personne présente, dans les deux ans suivant le paiement, une demande en la forme, selon les modalités et accompagnée des renseignements déterminés par le ministre.

Demande de remboursement

One application per calendar quarter

(6) Subject to subsection (7), not more than one application for a refund under this section 30 may be made by a person in any calendar quarter.

(6) Sous réserve du paragraphe (7), la 30 personne ne peut présenter plus d'une demande de remboursement par trimestre.

Une demande par trimestre

Application by branches and divisions

(7) If a person who is entitled to a refund under this section is engaged in one or more activities in separate branches or divisions and 35 is authorized under subsection 30(2) to file separate returns in relation to a branch or division, the person may file separate applications under this section in respect of the branch or division but not more than one application for 40 a refund under this section in respect of the branch or division may be made by the person in any calendar quarter.

(7) La personne qui a droit au remboursement, qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes et qui est autorisée 35 par le paragraphe 30(2) à présenter des déclarations distinctes relativement à des succursales ou divisions peut présenter des demandes de remboursement distinctes au titre du présent article relativement aux succursales ou 40 divisions, mais ne peut en présenter plus d'une par trimestre relativement à la même succursale ou division.

Demandes par succursales ou divisions

Refund of payment	<p>41. (1) If a person has paid an amount as or on account of, or that was taken into account as, a charge, a penalty, interest or other obligation under this Act in circumstances where the amount was not payable by the person, whether the amount was paid by mistake or otherwise, the Minister shall, subject to subsections (2) and (3), pay a refund of that amount to the person.</p>	<p>41. (1) Le ministre rembourse à toute personne la somme qu'elle a payée au titre des droits, pénalités, intérêts ou autres obligations en vertu de la présente loi, ou qui a été prise en compte à ce titre, alors qu'elle n'était pas exigible, qu'elle ait été payée par erreur ou autrement.</p>	Remboursement d'une somme payée par erreur
Restriction	<p>(2) A refund in respect of an amount shall not be paid under subsection (1) to a person to the extent that the Minister has assessed the person for the amount under section 50.</p>	<p>(2) Le remboursement n'est pas effectué dans la mesure où le ministre a établi une cotisation à l'égard de la personne pour cette somme en application de l'article 50.</p>	Restriction
Application for refund	<p>(3) A refund in respect of an amount shall not be paid under subsection (1) to a person unless the person files, in the prescribed manner, an application for the refund in prescribed form and containing prescribed information within two years after the day on which the amount was paid by the person.</p>	<p>(3) Le remboursement n'est effectué que si la personne présente, dans les deux ans suivant le paiement, une demande en la forme, selon les modalités et accompagnée des renseignements déterminés par le ministre.</p>	Demande de remboursement
One application per reporting period	<p>(4) Subject to subsection (5), not more than one application for a refund under this section may be made by a person in any reporting period.</p>	<p>(4) Sous réserve du paragraphe (5), la personne ne peut présenter plus d'une demande de remboursement par période de déclaration.</p>	Une demande par période de déclaration
Application by branches and divisions	<p>(5) If a person who is entitled to a refund under this section is engaged in one or more activities in separate branches or divisions and is authorized under subsection 30(2) to file separate returns in relation to a branch or division, the person may file separate applications under this section in respect of the branch or division but not more than one application for a refund under this section in respect of the branch or division may be made by the person in any reporting period.</p>	<p>(5) La personne qui a droit au remboursement, qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes et qui est autorisée par le paragraphe 30(2) à présenter des déclarations distinctes relativement à des succursales ou divisions peut présenter des demandes de remboursement distinctes au titre du présent article relativement aux succursales ou divisions, mais ne peut en présenter plus d'une par période de déclaration relativement à la même succursale ou division.</p>	Demandes par succursales ou divisions
Restriction	<p>42. (1) A refund of an amount under this Act shall not be paid to a person to the extent that it can reasonably be regarded that</p> <p>(a) the amount has previously been refunded, remitted, applied or paid to that person under this or any other Act of Parliament;</p> <p>(b) the person has applied for a refund, payment or remission of the amount under any other Act of Parliament; or</p> <p>(c) the amount has been or will be refunded to the person under this Act.</p>	<p>42. (1) Aucune somme n'est remboursée à une personne en vertu de la présente loi dans la mesure où il est raisonnable de considérer, selon le cas :</p> <p>a) qu'elle a déjà été remboursée, versée ou payée à la personne, ou déduite d'une somme dont elle est redevable, en vertu de la présente loi ou d'une autre loi fédérale;</p> <p>b) que la personne en a demandé le remboursement, le paiement ou la remise;</p> <p>c) que la somme a été ou sera remboursée à la personne en application de la présente loi.</p>	Restriction

Single application	(2) Only one application may be made under this Act for a refund with respect to any matter.	(2) L'objet d'un remboursement ne peut être visé par plus d'une demande présentée en vertu de la présente loi.	Demande unique
Restriction — trustees	43. If a trustee is appointed under the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> to act in the administration of the estate of a bankrupt, a refund under this Act that the bankrupt was entitled to claim before the appointment shall not be paid after the appointment unless all returns required under this Act to be filed before the appointment have been filed and all amounts required under this Act to be paid by the bankrupt have been paid.	43. En cas de nomination, en application de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , d'un syndic pour voir à l'administration de l'actif d'un failli, tout remboursement prévu par la présente loi auquel le failli avait droit avant la nomination n'est effectué après la nomination que si toutes les déclarations à présenter en application de la présente loi ont été présentées et que si les sommes à verser par le failli en application de la présente loi ont été versées.	Restriction failli
Overpayment of refunds, etc.	44. (1) If an amount is paid to, or applied to a liability of, a person as a refund under this Act and the person is not entitled to the amount or the amount paid or applied exceeds the refund or other payment to which the person is entitled, the person shall pay to the Receiver General an amount equal to the refund, payment or excess on the day on which the amount is paid to, or applied to a liability of, the person.	44. (1) Lorsque, au titre d'un remboursement prévu par la présente loi, une somme est payée à une personne, ou déduite d'une somme dont elle est redevable, et qu'elle n'y a pas droit ou que la somme payée ou déduite excède le remboursement ou tout autre paiement auquel elle a droit, la personne est tenue de verser au receveur général une somme égale au remboursement, au paiement ou à l'excédent, selon le cas, le jour où la somme lui est payée ou est déduite d'une somme dont elle est redevable.	Somme remboursée en trop
Effect of reduction of refund, etc.	(2) For the purpose of subsection (1), if a refund or other payment has been paid to a person in excess of the amount to which the person was entitled and the amount of the excess has, by reason of section 42, reduced the amount of any other refund or other payment to which the person would, but for the payment of the excess, be entitled, the person is deemed to have paid the amount of the reduction to the Receiver General.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), si le remboursement ou l'autre paiement reçu par la personne est supérieur à celui auquel elle avait droit et si l'excédent a réduit, par l'effet de l'article 42, tout autre remboursement ou paiement auquel elle aurait droit si ce n'était l'excédent, elle est réputée avoir versé le montant de la réduction au receveur général.	Conséquence de la réduction du remboursement

BANKRUPTCIES AND CORPORATE REORGANIZATIONS		FAILLITES ET RÉORGANISATIONS	
Definitions	45. (1) The following definitions apply in this section.	45. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.	Définitions
"bankrupt" « failli »	"bankrupt" has the same meaning as in section 2 of the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> .	« actif pertinent »	« actif pertinent » "relevant assets"
"business" « entreprise »	"business" includes a part of a business.	a) Si le pouvoir du séquestre porte sur l'ensemble des biens, des entreprises, des affaires et des éléments d'actif d'une personne, cet ensemble;	
"receiver" « séquestre »	"receiver" means a person who	b) si ce pouvoir ne porte que sur une partie des biens, des entreprises, des affaires et des éléments d'actif d'une personne, cette partie.	

(a) under the authority of a debenture, bond or other debt security, of a court order or of an Act of Parliament or of the legislature of a province, is empowered to manage or operate a business or a property of another person;

(b) is appointed by a trustee under a trust deed in respect of a debt security to exercise the authority of the trustee to manage or operate a business or a property of the debtor under the debt security;

(c) is appointed by a bank to act as an agent or mandatary of the bank in the exercise of the authority of the bank under subsection 426(3) of the *Bank Act* in respect of property of another person;

(d) is appointed as a liquidator to liquidate the assets of a corporation or to wind up the affairs of a corporation; or

(e) is appointed as a committee, guardian, curator, tutor or mandatary in case of incapacity with the authority to manage and care for the affairs and assets of an individual who is incapable of managing those affairs and assets.

It includes a person who is appointed to exercise the authority of a creditor under a debenture, bond or other debt security to manage or operate a business or a property of another person, but, if a person is appointed to exercise the authority of a creditor under a debenture, bond or other debt security to manage or operate a business or a property of another person, it does not include that creditor.

“relevant assets”
« actif
pertinent »

“relevant assets” of a receiver means

(a) if the receiver’s authority relates to all the properties, businesses, affairs and assets of a person, all those properties, businesses, affairs and assets; and

(b) if the receiver’s authority relates to only part of the properties, businesses, affairs or assets of a person, that part of the properties, businesses, affairs or assets.

« entreprise » Est assimilée à l’entreprise toute partie de celle-ci.

« entreprise »
“business”

« failli » S’entend au sens de l’article 2 de la *Loi sur la faillite et l’insolvabilité*.

« failli »
“bankrupt”

« représentant » Personne, autre qu’un syndic de faillite ou un séquestre, qui gère, liquide ou contrôle des biens, des affaires ou des successions, ou s’en occupe de toute autre façon.

« représentant »
“representative”

« séquestre » Personne qui, selon le cas :

« séquestre »
“receiver”

a) par application d’une obligation ou autre titre de créance, de l’ordonnance d’un tribunal ou d’une loi fédérale ou provinciale, a le pouvoir de gérer ou d’exploiter les entreprises ou les biens d’une autre personne;

b) est nommée par un fiduciaire aux termes d’un acte de fiducie relativement à un titre de créance, pour exercer le pouvoir du fiduciaire de gérer ou d’exploiter les entreprises ou les biens du débiteur du titre;

c) est nommée par une banque à titre de mandataire de la banque lors de l’exercice du pouvoir de celle-ci visé au paragraphe 426(3) de la *Loi sur les banques* relativement aux biens d’une autre personne;

d) est nommée à titre de liquidateur pour liquider les biens ou les affaires d’une personne morale;

e) est nommée à titre de mandataire en cas d’inaptitude, de curateur ou de tuteur ayant le pouvoir de gérer les affaires et les biens d’une personne qui est dans l’impossibilité de les gérer.

Est assimilée au séquestre la personne nommée pour exercer le pouvoir d’un créancier, aux termes d’une obligation ou autre titre de créance, de gérer ou d’exploiter les entreprises ou les biens d’une autre personne, à l’exclusion du créancier.

"representative"
«représentant»

"representative" means a person, other than a trustee in bankruptcy or a receiver, who is administering, winding up, controlling or otherwise dealing with any property, business, estate or succession.

5

Trustee's
obligations

(2) For the purposes of this Act, if on a particular day a person becomes a bankrupt,

(a) the trustee in bankruptcy, and not the person, is liable for the payment of any amount (other than an amount that relates solely to activities in which the person begins to engage on or after the particular day and to which the bankruptcy does not relate) that becomes payable by the person under this Act during the period beginning on the day immediately after the day on which the trustee became the trustee in bankruptcy of the person and ending on the day on which the discharge of the trustee is granted under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, except that

(i) the trustee is liable for the payment of any amount that became payable by the person after the particular day in respect of reporting periods that ended on or before the particular day, or of any amount that became payable by the person after the particular day, only to the extent of the property of the person in possession of the trustee available to satisfy the liability,

(ii) the trustee is not liable for the payment of any amount for which a receiver is liable under subsection (3), and

(iii) the payment by the person of an amount in respect of the liability shall discharge the liability of the trustee to the extent of that amount;

(b) if, on the particular day the person is registered under section 23, the registration continues in relation to the activities of the person to which the bankruptcy relates as though the trustee in bankruptcy were the registered person in respect of those activities and ceases to apply to the activities of the person in which the person begins to engage on or after the particular day and to which the bankruptcy does not relate;

(2) Les règles ci-après s'appliquent dans le cadre de la présente loi en cas de faillite d'une personne :

Obligations du
syndic

a) le syndic de faillite, et non le failli, est tenu au paiement de toute somme, sauf celle qui se rapporte uniquement à des activités non visées par la faillite que le failli commence à exercer le jour de celle-ci ou postérieurement, devenue exigible du failli en vertu de la présente loi pendant la période commençant le lendemain du jour où le syndic est devenu le syndic du failli et se terminant le jour de la libération du syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*; toutefois :

(i) la responsabilité du syndic à l'égard du paiement de toute somme devenue exigible du failli après le jour de la faillite pour des périodes de déclaration ayant pris fin ce jour-là ou antérieurement, ou de toute somme devenue exigible du failli après ce jour, se limite aux biens du failli en la possession du syndic et disponibles pour éteindre l'obligation,

(ii) le syndic n'est pas responsable du paiement de toute somme pour laquelle un séquestre est responsable en vertu du paragraphe (3),

(iii) le paiement d'une somme par le failli au titre de l'obligation éteint d'autant l'obligation du syndic;

b) si le failli est une personne inscrite en vertu de l'article 23, l'inscription continue d'être valable pour ses activités visées par la faillite comme si le syndic était l'inscrit relativement à ces activités, mais cesse de l'être pour ce qui est des activités non visées par la faillite que le failli commence à exercer le jour de celle-ci ou postérieurement;

c) la faillite n'a aucune incidence sur le début et la fin des périodes de déclaration du failli; toutefois :

(c) the reporting period of the person begins and ends on the day on which it would have begun and ended if the bankruptcy had not occurred, except that

(i) the reporting period of the person 5 during which the person becomes a bankrupt shall end on the particular day and a new reporting period of the person in relation to the activities of the person to which the bankruptcy relates shall begin on 10 the day immediately after the particular day, and

(ii) the reporting period of the person, in relation to the activities of the person to which the bankruptcy relates, during which 15 the trustee in bankruptcy is discharged under the *Bankruptcy and Insolvency Act* shall end on the day on which the discharge is granted;

(d) subject to paragraph (f), the trustee in 20 bankruptcy shall file with the Minister in the prescribed form and manner all returns in respect of the activities of the person to which the bankruptcy relates for the reporting periods of the person ending in the period 25 beginning on the day immediately after the particular day and ending on the day on which the discharge of the trustee is granted under the *Bankruptcy and Insolvency Act* and that are required under this Act to be filed by 30 the person, as if those activities were the only activities of the person;

(e) subject to paragraph (f), if the person has not on or before the particular day filed a return required under this Act to be filed by 35 the person for a reporting period of the person ending on or before the particular day, the trustee in bankruptcy shall, unless the Minister waives in writing the requirement for the trustee to file the return, file with the Minister 40 in the prescribed form and manner a return for that reporting period of the person; and

(f) if there is a receiver with authority in respect of any business, property, affairs or assets of the person, the trustee in bankruptcy 45 is not required to include in any return any information that the receiver is required under subsection (3) to include in a return.

(i) la période de déclaration qui comprend le jour de la faillite prend fin ce jour-là, et une nouvelle période de déclaration concernant les activités visées par la faillite commence le lendemain, 5

(ii) la période de déclaration, concernant les activités visées par la faillite, qui comprend le jour de la libération du syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* prend fin ce jour-là; 10

d) sous réserve de l'alinéa f), le syndic est tenu de présenter au ministre, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, les déclarations — que le failli est tenu de présenter aux termes de la présente loi — 15 concernant les activités du failli visées par la faillite, exercées au cours des périodes de déclaration du failli qui ont pris fin pendant la période commençant le lendemain de la faillite et se terminant le jour de la libération 20 du syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, comme si ces activités étaient les seules que le failli exerçait;

e) sous réserve de l'alinéa f), si le failli ne produit pas, au plus tard le jour de la faillite, 25 la déclaration qu'il est tenu de présenter en vertu de la présente loi pour une période de déclaration se terminant ce jour-là ou antérieurement, le syndic est tenu de présenter au ministre, en la forme et selon les modalités 30 déterminées par celui-ci, une déclaration pour cette période, sauf si le ministre renonce par écrit à exiger cette déclaration du syndic;

f) lorsqu'un séquestre est investi de pouvoirs relativement à une entreprise, à un bien, aux 35 affaires ou à des éléments d'actif du failli, le syndic n'est pas tenu d'inclure dans une déclaration les renseignements que le séquestre est tenu d'y inclure en vertu du paragraphe (3). 40

(3) For the purposes of this Act, if on a particular day a receiver is vested with authority to manage, operate, liquidate or wind up any business or property, or to manage and care for the affairs and assets, of a person,

(a) if the relevant assets of the receiver are a part and not all of the person's businesses, properties, affairs or assets, the relevant assets of the receiver are deemed to be, throughout the period during which the receiver is acting 10 as receiver of the person, separate from the remainder of the businesses, properties, affairs or assets of the person as though the relevant assets were businesses, properties, affairs or assets, as the case may be, of a 15 separate person;

(b) the person and the receiver are jointly and severally or solidarily liable for the payment of any amount that becomes payable by the person under this Act before or during the 20 period during which the receiver is acting as receiver of the person to the extent that the amount can reasonably be considered to relate to the relevant assets of the receiver or to the businesses, properties, affairs or 25 assets of the person that would have been the relevant assets of the receiver if the receiver had been acting as receiver of the person at the time the amount became payable, except that 30

(i) the receiver is liable for the payment of any amount that became payable before that period only to the extent of the property of the person in possession or under the control and management of the 35 receiver after

(A) satisfying the claims of creditors whose claims ranked, on the particular day, in priority to the claim of the Crown in respect of the amount, and 40

(B) paying any amounts that the receiver is required to pay to a trustee in bankruptcy of the person,

(ii) the person is not liable for the payment of any amount payable by the receiver, and 45

(3) Dans le cas où un séquestre est investi, à une date donnée, du pouvoir de gérer, d'exploiter ou de liquider l'entreprise ou les biens d'une personne, ou de gérer ses affaires et ses 5 éléments d'actif, les règles ci-après s'appliquent 5 dans le cadre de la présente loi :

a) s'il ne représente qu'une partie des entreprises, des biens, des affaires ou des éléments d'actif de la personne, l'actif pertinent est réputé être distinct du reste des 10 entreprises, des biens, des affaires ou des éléments d'actif de la personne, durant la période où le séquestre agit à ce titre pour la personne, comme si l'actif pertinent représentait les entreprises, les biens, les affaires et 15 les éléments d'actif d'une autre personne;

b) la personne et le séquestre sont solidairement tenus au paiement de toute somme devenue exigible de la personne en vertu de la présente loi avant ou pendant la période où 20 le séquestre agit à ce titre pour la personne, dans la mesure où il est raisonnable de considérer que les sommes se rapportent à l'actif pertinent ou aux entreprises, aux biens, aux affaires ou aux éléments d'actif de la 25 personne qui auraient constitué l'actif pertinent si le séquestre avait agi à ce titre pour la personne au moment où les sommes sont devenues exigibles; toutefois :

(i) le séquestre n'est tenu de payer toute 30 somme devenue exigible avant cette période que jusqu'à concurrence des biens de la personne qui sont en sa possession ou qu'il contrôle et gère après avoir, à la fois :

(A) réglé les réclamations de créanciers 35 qui, à la date donnée, peuvent être réglées par priorité sur les réclamations de Sa Majesté relativement à toute somme,

(B) versé les sommes qu'il est tenu de 40 payer au syndic de faillite de la personne,

(ii) la personne n'est pas tenue de verser les sommes exigibles du séquestre,

(iii) le paiement d'une somme par le 45 séquestre ou la personne au titre de l'obligation éteint d'autant l'obligation;

(iii) the payment by the person or the receiver of an amount in respect of the liability shall discharge the joint and several or solidary liability to the extent of that amount;

(c) the reporting period of the person begins and ends on the day on which it would have begun and ended if the vesting had not occurred, except that

(i) the reporting period of the person, in relation to the relevant assets of the receiver, during which the receiver begins to act as receiver of the person, shall end on the particular day and a new reporting period of the person in relation to the relevant assets shall begin on the day immediately after the particular day, and

(ii) the reporting period of the person, in relation to the relevant assets, during which the receiver ceases to act as receiver of the person, shall end on the day on which the receiver ceases to act as receiver of the person;

(d) the receiver shall file with the Minister in the prescribed form and manner all returns in respect of the relevant assets of the receiver for reporting periods of the person ending in the period during which the receiver is acting as receiver and that are required under this Act to be made by the person, as if the relevant assets were the only businesses, properties, affairs and assets of the person; and

(e) if the person has not on or before the particular day filed a return required under this Act to be filed by the person for a reporting period of the person ending on or before the particular day, the receiver shall, unless the Minister waives in writing the requirement for the receiver to file the return, file with the Minister in the prescribed form and manner a return for that reporting period that relates to the businesses, properties, affairs or assets of the person that would have been the relevant assets of the receiver if the receiver had been acting as receiver of the person during that reporting period.

c) le fait que le séquestre soit investi de pouvoirs relativement à la personne n'a aucune incidence sur le début ou la fin de la période de déclaration de la personne; toutefois :

(i) la période de déclaration de la personne, en ce qui concerne l'actif pertinent, au cours de laquelle le séquestre commence à agir à ce titre pour la personne prend fin à la date donnée, et une nouvelle période de déclaration, en ce qui concerne l'actif pertinent, commence le lendemain,

(ii) la période de déclaration de la personne, en ce qui concerne l'actif pertinent, au cours de laquelle le séquestre cesse d'agir à ce titre pour la personne prend fin le jour où le séquestre cesse d'agir ainsi;

d) le séquestre est tenu de présenter au ministre, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, les déclarations — que la personne est tenue de présenter aux termes de la présente loi — concernant l'actif pertinent pour les périodes de déclaration de la personne se terminant au cours de la période où le séquestre agit à ce titre, comme si l'actif pertinent représentait les seuls biens, entreprises, affaires ou éléments d'actif de la personne;

e) si la personne ne produit pas, au plus tard à la date donnée, toute déclaration qu'elle est tenue de présenter en vertu de la présente loi pour une période de déclaration se terminant à cette date ou antérieurement, le séquestre est tenu de présenter au ministre, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, une déclaration pour cette période concernant les entreprises, les biens, les affaires ou les éléments d'actif de la personne qui auraient constitué l'actif pertinent si le séquestre avait agi à ce titre au cours de cette période, sauf si le ministre renonce par écrit à exiger cette déclaration du séquestre.

Certificates for receivers and representatives	<p>(4) Every receiver and representative who controls property of another person who is required to pay any amount under this Act shall, before distributing the property to any person, obtain a certificate from the Minister certifying that the following amounts have been paid or that security for the payment of them has, in accordance with this Act, been accepted by the Minister:</p> <p>(a) all amounts that are payable by the other person under this Act in respect of the reporting period during which the distribution is made, or any previous reporting period; and</p> <p>(b) all amounts that are, or can reasonably be expected to become, payable under this Act by the representative or receiver in that capacity in respect of the reporting period during which the distribution is made, or any previous reporting period.</p>	<p>(4) Le séquestre ou le représentant qui contrôle les biens d'une personne tenue de payer toute somme en vertu de la présente loi est tenu d'obtenir du ministre, avant de distribuer les biens, un certificat confirmant que les sommes ci-après ont été payées ou qu'une garantie pour leur paiement a été acceptée par le ministre conformément à la présente loi :</p> <p>a) les sommes qui sont exigibles de la personne en vertu de la présente loi pour la période de déclaration qui comprend le moment de la distribution ou pour une période de déclaration antérieure;</p> <p>b) les sommes qui sont exigibles du séquestre ou du représentant à ce titre en vertu de la présente loi, ou dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles le deviennent, pour la période de déclaration qui comprend le moment de la distribution ou pour une période de déclaration antérieure.</p>	Obligation d'obtenir un certificat
Liability for failure to obtain certificate	<p>(5) Any receiver or representative who distributes property without obtaining a certificate in respect of the amounts referred to in subsection (4) is personally liable for the payment of those amounts to the extent of the value of the property so distributed.</p>	<p>(5) Le séquestre ou le représentant qui distribue des biens sans obtenir le certificat requis est personnellement tenu au paiement des sommes en cause, jusqu'à concurrence de la valeur des biens ainsi distribués.</p>	Responsabilité
Amalgamations	<p>46. If two or more corporations (each of which is referred to in this section as a "predecessor") are merged or amalgamated to form one corporation (in this section referred to as the "new corporation"), the new corporation is deemed to be a separate person from each of the predecessors for the purposes of this Act except that, for the purposes of sections 26 to 45 and 48 to 98, the new corporation is deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor.</p>	<p>46. La personne morale issue de la fusion de plusieurs personnes morales est réputée être une personne distincte de ces dernières pour l'application de la présente loi. Toutefois, pour l'application des articles 26 à 45 et 48 à 98, elle est réputée être la même personne morale que chaque personne morale fusionnante et en être la continuation.</p>	Fusions
<div>PARTNERSHIPS</div> <div>SOCIÉTÉS DE PERSONNES</div>			
Member of a partnership	<p>47. (1) For the purposes of this Act, anything done by a person as a member of a partnership is deemed to have been done by the partnership in the course of the partnership's activities and not to have been done by the person.</p>	<p>47. (1) Pour l'application de la présente loi, tout acte accompli par une personne à titre d'associé d'une société de personnes est réputé avoir été accompli par celle-ci dans le cadre de ses activités et non par la personne.</p>	Associés de sociétés de personnes
Joint and several or solidary liability	<p>(2) A partnership and each member or former member (each of which is referred to in this subsection as the "member") of the</p>	<p>(2) La société de personnes et chacun de ses associés ou anciens associés (chacun étant appelé « associé » au présent paragraphe), à</p>	Responsabilité solidaire

partnership, other than a member who is a limited partner and is not a general partner, are jointly and severally or solidarily liable for

(a) the payment of all amounts that become payable by the partnership under this Act before or during the period during which the member is a member of the partnership or, if the member was a member of the partnership at the time the partnership was dissolved, after the dissolution of the partnership, except 10 that

(i) the member is liable for the payment of amounts that become payable before the period only to the extent of the property and money that is regarded as property or 15 money of the partnership under the relevant laws of general application in force in a province relating to partnerships, and

(ii) the payment by the partnership or by any member of the partnership of an 20 amount in respect of the liability discharges the joint liability to the extent of that amount; and

(b) all other obligations under this Act that arose before or during that period for which 25 the partnership is liable or, if the member was a member of the partnership at the time the partnership was dissolved, the obligations that arose upon or as a consequence of the dissolution. 30

Continuation of partnership

(3) If a partnership would, but for this subsection, be regarded as having ceased to exist, the partnership is deemed for the purposes of this Act not to have ceased to exist until the registration of the partnership is cancelled. 35

Continuation of predecessor partnership by new partnership

(4) Where

(a) a partnership (in this subsection referred to as the "predecessor partnership") would, but for this section, be regarded as having ceased at any time to exist, 40

(b) a majority of the members of the predecessor partnership that together had, at or immediately before that time, more than a 50% interest in the capital of the predecessor

l'exception de tout associé qui en est un commanditaire et non un commandité, sont solidairement responsables de ce qui suit :

a) le paiement des sommes devenant exigibles de la société en vertu de la présente loi 5 avant ou pendant la période au cours de laquelle l'associé en est un associé ou, si l'associé était un associé de la société au moment de la dissolution de celle-ci, après cette dissolution; toutefois : 10

(i) l'associé n'est tenu au paiement des sommes devenues exigibles avant la période que jusqu'à concurrence des biens et de l'argent qui sont considérés comme étant ceux de la société selon les lois 15 d'application générale concernant les sociétés de personnes qui sont applicables et en vigueur dans une province,

(ii) le paiement par la société ou par un de ses associés d'une somme au titre de 20 l'obligation réduit celle-ci d'autant;

b) les autres obligations de la société prévues par la présente loi et survenues avant ou pendant la période visée à l'alinéa a) ou, si l'associé était un associé de la société au 25 moment de la dissolution de celle-ci, les obligations qui découlent de cette dissolution.

Continuation

(3) La société de personnes qui, sans le présent paragraphe, serait considérée comme ayant cessé d'exister est réputée, pour l'ap- 30 plication de la présente loi, ne pas cesser d'exister tant que son inscription n'est pas annulée.

Société de personnes remplaçante

(4) La société de personnes (appelée « société remplaçante » au présent paragraphe) est 35 réputée être la même personne que la société de personnes qu'elle remplace (appelée « société remplacée » au présent paragraphe) et en être la continuation, sauf si elle est inscrite en vertu de l'article 23 ou présente une demande d'inscrip- 40 tion en vertu de l'article 22, dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

partnership become members of another partnership of which they comprise more than half of the members, and

(c) the members of the predecessor partnership who become members of the other partnership transfer to the other partnership all or substantially all of the property distributed to them in settlement of their capital interests in the predecessor partnership,

the other partnership is deemed to be a continuation of and the same person as the predecessor partnership, except where the other partnership is registered under section 23 or applies for registration under section 22.

a) la société remplacée serait considérée, sans le présent article, comme ayant cessé d'exister à un moment donné;

b) la majorité des associés de la société remplacée qui, ensemble, détenaient, au moment donné ou immédiatement avant ce moment, plus de 50 % de la participation dans cette société deviennent les associés de la société remplaçante et en constituent plus de la moitié des associés;

c) les associés de la société remplacée qui deviennent les associés de la société remplaçante transfèrent à celle-ci la totalité, ou presque, des biens qu'ils ont reçus en règlement de leur participation au capital de la société remplacée.

RECORDS AND INFORMATION

Keeping records

48. (1) Every person who is required to pay an amount under this Act shall keep all records that are necessary to determine whether they have complied with this Act.

Minister may specify information

(2) The Minister may specify in writing the form that a record is to take and any information that the record must contain.

Language and location of record

(3) Unless otherwise authorized by the Minister, the records shall be kept in Canada, in English or French.

Electronic records

(4) Every person required under this Act to keep a record who does so electronically shall ensure that all equipment and software necessary to make the record intelligible are available during the retention period required for the record.

Inadequate records

(5) If a person fails to keep adequate records for the purposes of this Act, the Minister may, in writing, require the person to keep any records that the Minister may specify, and the person shall keep the records specified by the Minister.

General period for retention

(6) Every person who is required to keep records shall retain them until the expiry of six years after the end of the year to which they relate or for any other period that may be prescribed.

REGISTRES ET RENSEIGNEMENTS

48. (1) La personne tenue de payer une somme au titre de la présente loi tient tous les registres permettant de vérifier si elle s'est conformée à la présente loi.

(2) Le ministre peut préciser par écrit la forme des registres ainsi que les renseignements qu'ils doivent contenir.

(3) Sauf autorisation contraire du ministre, les registres sont tenus au Canada, en français ou en anglais.

(4) Quiconque tient des registres comme l'y oblige la présente loi et le fait par voie électronique veille à ce que le matériel et les logiciels nécessaires à leur intelligibilité soient accessibles pendant la période de conservation.

(5) Le ministre peut exiger par écrit que la personne qui ne tient pas les registres nécessaires à l'application de la présente loi tienne ceux qu'il précise. Le cas échéant, la personne est tenue d'obtempérer.

(6) La personne obligée de tenir des registres les conserve pendant la période de six ans suivant la fin de l'année qu'ils visent ou pendant toute autre période fixée par règlement.

Obligation de tenir des registres

Forme et contenu

Langue et lieu de conservation

Registres électroniques

Registres insuffisants

Période de conservation

Objection or appeal	(7) If a person who is required under this Act to keep records serves a notice of objection or is a party to an appeal or reference under this Act, the person shall retain every record that pertains to the subject-matter of the objection, appeal or reference until the objection, appeal or reference is finally disposed of.	(7) La personne obligée de tenir des registres qui signifie un avis d'opposition ou est partie à un appel ou à un renvoi aux termes de la présente loi conserve les registres concernant l'objet de ceux-ci jusqu'à ce qu'il en soit décidé de façon définitive.	Opposition ou appel
Demand by Minister	(8) If the Minister is of the opinion that it is necessary for the administration or enforcement of this Act, the Minister may, by a demand served personally or sent by mail, require any person required under this Act to keep records to retain those records for any period that is specified in the demand, and the person shall comply with the demand.	(8) Le ministre peut exiger, par mise en demeure signifiée à personne ou envoyée par courrier, que la personne obligée de tenir des registres conserve ceux-ci pour la période précisée dans la mise en demeure, s'il est d'avis que cela est nécessaire pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi. Le cas échéant, la personne est tenue d'obtempérer.	Mise en demeure
Permission for earlier disposal	(9) A person who is required under this Act to keep records may dispose of them before the expiry of the period during which they are required to be kept if written permission for their disposal is given by the Minister.	(9) Il peut autoriser par écrit toute personne à se départir des registres qu'elle doit conserver avant la fin de la période déterminée pour leur conservation.	Autorisation de se départir des registres
Requirement to provide records or information	49. (1) Despite any other provision of this Act but subject to subsection (2), the Minister may, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act, including the collection of any amount payable under this Act by any person, by notice served personally or sent by mail, require that any person provide the Minister, within any reasonable time that is stipulated in the notice, with (a) any information or additional information, including a return under this Act; or (b) any record.	49. (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, sous réserve du paragraphe (2) et pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi, notamment pour la perception de toute somme exigible d'une personne en vertu de celle-ci, par avis signifié à personne ou envoyé par courrier, exiger de toute personne qu'elle lui fournisse, dans le délai raisonnable que précise l'avis : a) tout renseignement ou tout renseignement supplémentaire, y compris une déclaration prévue par la présente loi; b) des registres.	Présentation de registres ou de renseignements
Unnamed persons	(2) The Minister shall not impose on any person (in this section referred to as a "third party") a requirement under subsection (1) to provide information or any record relating to one or more unnamed persons unless the Minister first obtains the authorization of a judge under subsection (3).	(2) Le ministre ne peut exiger de quiconque (appelé « tiers » au présent article) la fourniture de renseignements ou de registres prévue au paragraphe (1) concernant une ou plusieurs personnes non désignées nommément, sans y être au préalable autorisé par un juge en vertu du paragraphe (3).	Personnes non désignées nommément
Judicial authorization	(3) On <i>ex parte</i> application by the Minister, a judge may, subject to any conditions that the judge considers appropriate, authorize the Minister to impose on a third party a requirement under subsection (1) relating to an unnamed person or more than one unnamed	(3) Sur requête <i>ex parte</i> du ministre, tout juge peut, aux conditions qu'il estime indiquées, autoriser celui-ci à exiger d'un tiers la fourniture de renseignements ou de registres prévue au paragraphe (1) concernant une personne non désignée nommément ou plusieurs personnes non désignées nommément (appelées	Autorisation judiciaire

person (in this section referred to as the "group") if the judge is satisfied by information on oath that

(a) the person or group is ascertainable; and

(b) the requirement is made to verify compliance by the person or persons in the group with any duty or obligation under this Act.

Service of
authorization

(4) An authorization granted under subsection (3) shall be attached to the notice referred to in subsection (1).

Review of
authorization

(5) If an authorization is granted under subsection (3), a third party on whom a notice is served or to whom a notice is sent under subsection (1) may, within 15 days after the service or sending, apply to the judge who granted the authorization or, if that judge is unable to act, to another judge of the same court for a review of the authorization.

Powers on
review

(6) On hearing an application under subsection (5), a judge may

(a) cancel the authorization previously granted if the judge is not then satisfied that the conditions in paragraphs (3)(a) and (b) have been met; or

(b) confirm or vary the authorization if the judge is satisfied that those conditions have been met.

ASSESSMENTS

Assessment

50. (1) The Minister may assess a person for any charge or other amount payable by the person under this Act and may, despite any previous assessment covering, in whole or in part, the same matter, vary the assessment, reassess the person assessed or make any additional assessments that the circumstances require.

Liability not
affected

(2) The liability of a person to pay an amount under this Act is not affected by an incorrect or incomplete assessment or by the fact that no assessment has been made.

« groupe » au présent article), s'il est convaincu, sur dénonciation sous serment, de ce qui suit :

a) cette personne ou ce groupe est identifiable;

b) la fourniture est exigée pour vérifier si cette personne ou les personnes de ce groupe ont respecté quelque devoir ou obligation prévu par la présente loi.

(4) L'autorisation accordée en application du paragraphe (3) doit être jointe à l'avis mentionné au paragraphe (1).

(5) Le tiers à qui un avis est signifié ou envoyé conformément au paragraphe (1) peut, dans les quinze jours suivant la date de signification ou d'envoi, demander au juge qui a accordé l'autorisation prévue au paragraphe (3) ou, en cas d'incapacité de ce juge, à un autre juge du même tribunal de réviser l'autorisation.

(6) À l'audition de la demande prévue au paragraphe (5), le juge peut annuler l'autorisation accordée antérieurement s'il n'est pas convaincu de l'existence des conditions prévues aux alinéas (3)a) et b). Sinon, il peut la confirmer ou la modifier.

Signification ou
envoi de
l'autorisation

Révision de
l'autorisation

Pouvoir de
révision

COTISATIONS

Établissement
des cotisations

50. (1) Le ministre peut établir une cotisation pour déterminer le droit ou les autres sommes exigibles d'une personne en vertu de la présente loi et peut, malgré toute cotisation antérieure portant, en tout ou en partie, sur la même question, modifier la cotisation, en établir une nouvelle ou établir des cotisations supplémentaires, selon les circonstances.

(2) L'inexactitude, l'insuffisance ou l'absence d'une cotisation ne change rien aux sommes dont une personne est redevable en vertu de la présente loi.

Obligation
inchangée

Minister not bound	(3) The Minister is not bound by any return, application or information provided by or on behalf of any person and may make an assessment despite any return, application or information provided or not provided.	(3) Le ministre n'est pas lié par quelque déclaration, demande ou renseignement fourni par une personne ou en son nom; il peut établir une cotisation indépendamment du fait que 5 quelque déclaration, demande ou renseignement ait été fourni. 5	Ministre non lié
Refund on reassessment	(4) If a person has paid an amount assessed under this section in respect of a reporting period and the amount paid exceeds the amount determined on reassessment to have been payable by the person in respect of that reporting period, the Minister shall refund to the person the amount of the excess and, for the purpose of section 35, the refund is deemed to have been required to be paid on the day on which the amount was paid to the Minister. 15	(4) Si une personne a payé une somme déterminée selon le présent article pour une période de déclaration et que cette somme excède celle qu'elle a à payer par suite de 10 l'établissement d'une nouvelle cotisation pour cette période, le ministre lui rembourse l'excédent. Pour l'application de l'article 35, le remboursement est réputé avoir été dû le jour où la somme a été payée au ministre. 15	Remboursement sur nouvelle cotisation
Determination of refunds	(5) In making an assessment, the Minister may take into account any refund payable to the person being assessed under this Act. If the Minister does so, the person is deemed to have applied for the refund under this Act on the day 20 on which the notice of assessment is sent.	(5) Lorsqu'il établit une cotisation, le ministre peut tenir compte de tout remboursement dû à la personne visée par la cotisation. Le cas échéant, la personne est réputée avoir demandé le remboursement en vertu de la présente loi à la 20 date d'envoi de l'avis de cotisation.	Détermination des remboursements
Assessment of refund	51. (1) On receipt of an application made by a person for a refund under this Act, the Minister shall, without delay, consider the application and assess the amount of the refund, 25 if any, payable to the person.	51. (1) Sans délai après avoir reçu la demande d'une personne visant un remboursement prévu par la présente loi, le ministre l'examine et établit une cotisation visant le 25 montant du remboursement.	Cotisation visant le montant du remboursement
Reassessment	(2) The Minister may reassess or make an additional assessment of the amount of a refund despite any previous assessment of the amount of the refund. 30	(2) Il peut établir une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire au titre d'un remboursement même si une cotisation est déjà 30 établie à ce titre.	Nouvelle cotisation
Payment	(3) If, on assessment under this section, the Minister determines that a refund is payable to a person, the Minister shall pay the refund to the person.	(3) S'il conclut, lors de l'établissement d'une cotisation en application du présent article, qu'un remboursement est dû à la personne, le ministre lui verse le montant du remboursement.	Paiement
Restriction	(4) A refund shall not be paid under this Act 35 until the person has filed with the Minister all returns and other records of which the Minister has knowledge that are required to be filed under this Act.	(4) Le remboursement n'est versé qu'une 35 fois présentés au ministre l'ensemble des déclarations et autres registres dont il a connaissance et qui sont à présenter en vertu de la présente loi.	Restriction
Interest	(5) If a refund is paid to a person, the 40 Minister shall pay interest at the specified rate to the person on the refund for the period beginning on the day that is 30 days after the day on which the application for the refund is filed with the Minister and ending on the day on 45 which the refund is paid.	(5) Le ministre paie à la personne à qui une 40 somme est remboursée des intérêts au taux déterminé calculés sur la somme pour la période commençant le trentième jour suivant la production de la demande de remboursement et se terminant le jour où le remboursement est versé. 45	Intérêts

Notice of assessment	52. (1) After making an assessment under this Act, the Minister shall send to the person assessed a notice of the assessment.	52. (1) Une fois la cotisation établie à l'égard d'une personne, le ministre lui envoie un avis de cotisation.	Avis de cotisation
Payment of remainder	(2) If the Minister has assessed a person for an amount, any portion of that amount remaining unpaid is payable to the Receiver General as of the date of the notice of assessment.	(2) La partie impayée de la cotisation doit être payée au receveur général à la date de l'avis de cotisation.	5 Paiement du solde
Limitation period for assessments	53. (1) Subject to subsections (2) to (4), no assessment in respect of any charge or other amount payable by a person under this Act shall be made more than four years after the day on which the person filed the person's return under section 26.	53. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), l'établissement de la cotisation à l'égard du droit ou de toute autre somme exigible d'une personne en vertu de la présente loi se prescrit par quatre ans à compter de la date à laquelle elle a présenté sa déclaration au titre de l'article 26.	10 Prescription des cotisations
Exception — objection or appeal	(2) A variation of an assessment, or a reassessment, in respect of any charge or other amount payable under this Act by a person may be made at any time if the variation or reassessment is made (a) to give effect to a decision on an objection or appeal; or (b) with the written consent of an appellant to dispose of an appeal.	(2) La cotisation concernant le droit ou toute autre somme exigible d'une personne en vertu de la présente loi peut être modifiée ou une nouvelle cotisation concernant une telle somme peut être établie à tout moment, selon le cas : a) en vue de l'exécution de la décision rendue par suite d'une opposition ou d'un appel; b) avec le consentement écrit de la personne visée, en vue du règlement d'un appel.	15 Exception — opposition ou appel
Exception — neglect or fraud	(3) An assessment in respect of any matter may be made at any time if the person to be assessed has, in respect of that matter, (a) made a misrepresentation that is attributable to their neglect, carelessness or wilful default; or (b) committed fraud with respect to a return or an application for a refund filed under this Act.	(3) La cotisation peut être établie à tout moment si la personne visée a, relativement à l'objet de la cotisation, selon le cas : a) fait une fausse déclaration attribuable à sa négligence, son inattention ou son omission volontaire; b) commis une fraude relativement à une déclaration ou à une demande de remboursement produite en application de la présente loi.	25 Exception — négligence ou fraude
Exception — waiver	(4) An assessment in respect of any matter specified in a waiver filed under subsection (5) may be made at any time within the period specified in the waiver unless the waiver has been revoked under subsection (6), in which case an assessment may be made at any time during the six months that the waiver remains in effect.	(4) Une cotisation portant sur une question précisée dans une renonciation présentée conformément au paragraphe (5) peut être établie dans le délai indiqué dans la renonciation ou, en cas de révocation de la renonciation conformément au paragraphe (6), dans les six mois pendant lesquels la renonciation demeure en vigueur.	35 Exception — renonciation
Filing waiver	(5) Any person may, within the time otherwise limited by subsection (1) for an assessment, waive the application of that subsection by filing with the Minister a waiver in the	(5) Toute personne peut, dans le délai prévu par ailleurs au paragraphe (1) pour l'établissement d'une cotisation à son égard, renoncer à l'application de ce paragraphe en présentant au	45 Renonciation

prescribed form specifying the period for which, and the matter in respect of which, the person waives the application of that subsection.

Revoking waiver

(6) Any person who has filed a waiver may revoke it by filing with the Minister a notice of revocation of the waiver in the prescribed form and manner. The waiver remains in effect for six months after the notice is filed.

ministre une renonciation en la forme déterminée par celui-ci qui précise l'objet de la renonciation ainsi que sa période d'application.

(6) La renonciation est révocable à six mois d'avis au ministre en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci.

Révocation de la renonciation

OBJECTIONS TO ASSESSMENT

Objection to assessment

54. (1) Any person who has been assessed and who objects to the assessment may, within 90 days after the date of the notice of the assessment, file with the Minister a notice of objection in the prescribed form and manner setting out the reasons for the objection and all relevant facts.

Issue to be decided

(2) A notice of objection shall

(a) reasonably describe each issue to be decided;

(b) specify in respect of each issue the relief sought, expressed as the change in any amount that is relevant for the purposes of the assessment; and

(c) provide the facts and reasons relied on by the person in respect of each issue.

Late compliance

(3) Despite subsection (2), if a notice of objection does not include the information required under paragraph (2)(b) or (c) in respect of an issue to be decided that is described in the notice, the Minister may, in writing, request the person to provide the information, and that paragraph is deemed to be complied with in respect of the issue if, within 60 days after the request is made, the person submits the information in writing to the Minister.

Limitation on objections

(4) Despite subsection (1), if a person has filed a notice of objection to an assessment (in this section referred to as the "earlier assessment") and the Minister makes a particular assessment under subsection (8) as a result of the notice of objection, unless the earlier assessment was made in accordance with an order of a court vacating, varying or restoring an assessment or referring an assessment back to

OPPOSITION AUX COTISATIONS

54. (1) La personne qui fait opposition à la cotisation établie à son égard peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de l'avis de cotisation, présenter au ministre un avis d'opposition, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, exposant les motifs de son opposition et tous les faits pertinents.

Opposition à la cotisation

(2) L'avis d'opposition comporte les éléments ci-après pour chaque question à trancher :

Questions à trancher

a) une description suffisante;

b) le redressement demandé, sous la forme de la somme qui représente le changement apporté à une somme à prendre en compte aux fins de cotisation;

c) les motifs et les faits sur lesquels se fonde la personne.

(3) Malgré le paragraphe (2), dans le cas où l'avis d'opposition ne contient pas les renseignements prévus aux alinéas (2)b) ou c) relativement à une question à trancher qui est décrite dans l'avis, le ministre peut demander par écrit à la personne de fournir ces renseignements. La personne est réputée s'être conformée à l'alinéa applicable relativement à la question à trancher si, dans les soixante jours suivant la date de la demande par le ministre, elle communique à celui-ci par écrit les renseignements requis.

Observation tardive

(4) Malgré le paragraphe (1), si la personne a produit un avis d'opposition à une cotisation (appelée « cotisation antérieure » au présent article) et que le ministre établit, en application du paragraphe (8), une cotisation donnée par suite de l'avis, et sauf si la cotisation antérieure a été établie en conformité avec l'ordonnance d'un tribunal qui annule, modifie ou rétablit une cotisation ou renvoie une cotisation au ministre

Restrictions touchant les oppositions

the Minister for reconsideration and reassessment, the person may object to the particular assessment in respect of an issue

(a) only if the person complied with subsection (2) in the notice with respect to that issue; and

(b) only with respect to the relief sought in respect of that issue as specified by the person in the notice.

Application of subsection (4)

(5) Subsection (4) does not limit the right of the person to object to the particular assessment in respect of an issue that was part of the particular assessment and not part of the earlier assessment.

Limitation on objections

(6) Despite subsection (1), no objection may be made by a person in respect of an issue for which the right of objection has been waived in writing by the person.

Acceptance of objection

(7) The Minister may accept a notice of objection even if it was not filed in the prescribed form and manner.

Consideration of objection

(8) On receipt of a notice of objection, the Minister shall, without delay, reconsider the assessment and vacate or confirm it or make a reassessment.

Waiving reconsideration

(9) If, in a notice of objection, a person who wishes to appeal directly to the Tax Court of Canada requests the Minister not to reconsider the assessment objected to, the Minister may confirm the assessment without reconsideration.

Notice of decision

(10) After reconsidering an assessment under subsection (8) or confirming an assessment under subsection (9), the Minister shall notify the person objecting to the assessment of the Minister's decision by mail.

Extension of time by Minister

55. (1) If no objection to an assessment is filed under section 54 within the time limited under this Act, a person may make an application to the Minister to extend the time for filing a notice of objection and the Minister may grant the application.

Contents of application

(2) An application must set out the reasons why the notice of objection was not filed within the time limited under this Act for doing so.

pour nouvel examen et nouvelle cotisation, la personne peut faire opposition à la cotisation donnée relativement à une question à trancher :

a) si, relativement à cette question, elle s'est conformée au paragraphe (2) dans l'avis;

b) seulement à l'égard du redressement qu'elle demande dans l'avis relativement à cette question.

(5) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet de limiter le droit de la personne de s'opposer à la cotisation donnée relativement à une question sur laquelle porte cette cotisation mais non la cotisation antérieure.

(6) Malgré le paragraphe (1), aucune opposition ne peut être faite par la personne relativement à une question pour laquelle elle a renoncé par écrit à son droit d'opposition.

(7) Le ministre peut accepter l'avis d'opposition qui n'a pas été présenté en la forme et selon les modalités qu'il détermine.

(8) Sans délai après avoir reçu l'avis d'opposition, le ministre examine la cotisation de nouveau et l'annule ou la confirme ou en établit une nouvelle.

(9) Le ministre peut confirmer la cotisation sans l'examiner de nouveau sur demande de la personne qui lui fait part, dans son avis d'opposition, de son intention d'en appeler directement à la Cour canadienne de l'impôt.

(10) Après avoir examiné de nouveau ou confirmé la cotisation, le ministre fait part de sa décision par avis envoyé par courrier à la personne qui y a fait opposition.

55. (1) Le ministre peut proroger le délai pour produire un avis d'opposition dans le cas où la personne qui n'a pas fait opposition à une cotisation en application de l'article 54 dans le délai imparti lui présente une demande à cet effet.

(2) La demande indique les raisons pour lesquelles l'avis d'opposition n'a pas été présenté dans le délai imparti.

Application du par. (4)

Restriction

Acceptation de l'opposition

Examen de l'opposition

Renonciation au nouvel examen

Avis de décision

Prorogation du délai par le ministre

Contenu de la demande

How application made	(3) An application must be made by delivering or mailing, to the Assistant Commissioner of the Appeals Branch of the Agency, the application accompanied by a copy of the notice of objection.	5	(3) La demande, accompagnée d'un exemplaire de l'avis d'opposition, est livrée ou envoyée au sous-commissaire de la Direction générale des appels de l'Agence.	5	Modalités
Defect in application	(4) The Minister may accept an application even if it was not made in accordance with subsection (3).		(4) Le ministre peut recevoir la demande qui n'a pas été faite en conformité avec le paragraphe (3).	5	Acceptation
Duties of Minister	(5) On receipt of an application, the Minister shall, without delay, consider the application and grant or refuse it, and shall notify the person of the decision by mail.	10	(5) Sans délai après avoir reçu la demande, le ministre l'examine et y fait droit ou la rejette. Il avise la personne de sa décision par courrier.	10	Obligations du ministre
Date of objection if application granted	(6) If an application is granted, the notice of objection is deemed to have been filed on the day of the decision of the Minister.	15	(6) Si le ministre fait droit à la demande, l'avis d'opposition est réputé présenté à la date de sa décision.		Date de présentation de l'avis d'opposition
Conditions for grant of application	(7) No application shall be granted under this section unless (a) the application is made within one year after the expiry of the time limited under this Act for objecting; and (b) the person demonstrates that (i) within the time limited under this Act for objecting, the person (A) was unable to act or to give a mandate to act in their name, or (B) had a <i>bona fide</i> intention to object to the assessment, (ii) given the reasons set out in the application and the circumstances of the case, it would be just and equitable to grant the application, and (iii) the application was made as soon as circumstances permitted it to be made.	20 25 30	(7) Il n'est fait droit à la demande que si les conditions suivantes sont réunies : a) elle a été présentée dans l'année suivant l'expiration du délai imparti pour faire opposition; b) la personne démontre ce qui suit : (i) dans le délai d'opposition imparti, elle n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom, ou avait véritablement l'intention de faire opposition à la cotisation, (ii) compte tenu des raisons indiquées dans la demande et des circonstances en l'espèce, il est juste et équitable d'y faire droit, (iii) la demande a été présentée dès que les circonstances l'ont permis.	15 20 25 30	Conditions d'acceptation de la demande

APPEAL

APPEL

Extension of time by Tax Court of Canada	56. (1) A person who has made an application under section 55 may apply to the Tax Court of Canada to have the application granted after either (a) the Minister has refused the application; or (b) 90 days have elapsed after the application was made and the Minister has not notified the person of the Minister's decision.	35 40	56. (1) La personne qui a présenté une demande en vertu de l'article 55 peut demander à la Cour canadienne de l'impôt d'y faire droit après : a) le rejet de la demande par le ministre; b) l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours après la présentation de la demande, si le ministre ne l'a pas avisée de sa décision dans ce délai.	35	Prorogation du délai par la Cour canadienne de l'impôt
--	--	----------	--	----	--

When application may not be made	(2) No application may be made after the expiry of 30 days after the decision referred to in subsection 55(5) was mailed to the person.	(2) La demande est toutefois irrecevable une fois expiré un délai de trente jours après l'envoi à la personne de la décision visée au paragraphe 55(5).	Irrecevabilité
How application made	(3) An application must be filed in the Registry of the Tax Court of Canada, in accordance with the rules of the Court made under the <i>Tax Court of Canada Act</i> .	(3) La demande se fait par dépôt auprès du greffe de la Cour canadienne de l'impôt de la manière prévue par les règles de cour applicables établies en vertu de la <i>Loi sur la Cour canadienne de l'impôt</i> .	5 Modalités
Copy to the Commissioner	(4) The Tax Court of Canada must send a copy of the application to the Commissioner.	(4) La Cour canadienne de l'impôt envoie copie de la demande au commissaire.	10 Copie au commissaire
Powers of Tax Court of Canada	(5) The Tax Court of Canada may dispose of an application by dismissing or granting it and, in granting it, the Court may impose any terms that it considers just or order that the notice of objection be deemed to be a valid objection as of the date of the order.	(5) Elle peut rejeter la demande ou y faire droit. Dans ce dernier cas, elle peut imposer les conditions qu'elle estime justes ou ordonner que l'avis d'opposition soit réputé valide à compter de la date de l'ordonnance.	15 Pouvoirs de la Cour canadienne de l'impôt
When application to be granted	(6) No application shall be granted under this section unless (a) the application under subsection 55(1) was made within one year after the expiry of the time limited under this Act for objecting; 20 and (b) the person demonstrates that (i) within the time limited under this Act for objecting, the person (A) was unable to act or to give a 25 mandate to act in their name, or (B) had a <i>bona fide</i> intention to object to the assessment, (ii) given the reasons set out in the application under this section and the 30 circumstances of the case, it would be just and equitable to grant the application, and (iii) the application under subsection 55(1) was made as soon as circumstances permitted it to be made.	(6) Il n'est fait droit à la demande que si les conditions suivantes sont réunies : a) la demande prévue au paragraphe 55(1) a été présentée dans l'année suivant l'expiration du délai imparti pour faire opposition; 20 b) la personne démontre ce qui suit : (i) dans le délai d'opposition imparti, elle n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom, ou avait véritablement 25 l'intention de faire opposition à la cotisation, (ii) compte tenu des raisons indiquées dans la demande prévue au présent article et des circonstances en l'espèce, il est juste 30 et équitable d'y faire droit, (iii) la demande prévue au paragraphe 55(1) a été présentée dès que les circonstances l'ont permis.	Conditions d'acceptation de la demande
Appeal to Tax Court of Canada	57. (1) Subject to subsection (2), a person who has filed a notice of objection to an assessment may appeal to the Tax Court of Canada to have the assessment vacated or a reassessment made after (a) the Minister has confirmed the assessment or has reassessed; or	57. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la personne qui a présenté un avis d'opposition à une cotisation peut interjeter appel à la Cour canadienne de l'impôt pour faire annuler la cotisation, ou en faire établir une nouvelle, dans les cas suivants :	35 Appel 40

(b) 180 days have elapsed after the filing of the notice of objection and the Minister has not notified the person that the Minister has vacated or confirmed the assessment or has reassessed.

5

a) le ministre a confirmé la cotisation ou en a établi une nouvelle;

b) un délai de cent quatre-vingts jours après la présentation de l'avis a expiré sans que le ministre ait avisé la personne du fait qu'il a annulé ou confirmé la cotisation ou en a établi une nouvelle.

5

No appeal

(2) No appeal under subsection (1) may be instituted after the expiry of 90 days after notice that the Minister has reassessed or confirmed the assessment is sent to the person under subsection 54(10).

10

(2) Nul appel ne peut être interjeté après l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours après l'envoi à la personne, aux termes du paragraphe 54(10), d'un avis portant que le ministre a confirmé la cotisation ou en a établi une nouvelle.

Aucun appel

Amendment of appeal

(3) The Tax Court of Canada may, on any terms that it sees fit, authorize a person who has instituted an appeal in respect of a matter to amend the appeal to include any further assessment in respect of the matter that the person is entitled under this section to appeal.

15

(3) La Cour canadienne de l'impôt peut, de la manière qu'elle estime indiquée, autoriser une personne ayant interjeté appel sur une question à modifier l'appel de façon à ce qu'il porte sur toute cotisation ultérieure concernant la question qui peut faire l'objet d'un appel en vertu du présent article.

20

Modification de l'appel

Extension of time to appeal

58. (1) If no appeal to the Tax Court of Canada under section 57 has been instituted within the time limited by that section for doing so, a person may make an application to the Tax Court of Canada for an order extending the time within which an appeal may be instituted, and the Court may make an order extending the time for appealing and may impose any terms that it considers just.

25

58. (1) La personne qui n'a pas interjeté appel en application de l'article 57 dans le délai imparti peut présenter à la Cour canadienne de l'impôt une demande de prorogation du délai pour interjeter appel. Le tribunal peut faire droit à la demande et imposer les conditions qu'il estime justes.

25

Prorogation du délai d'appel

Contents of application

(2) An application must set out the reasons why the appeal was not instituted within the time limited under section 57 for doing so.

(2) La demande indique les raisons pour lesquelles l'appel n'a pas été interjeté dans le délai imparti.

30

Contenu de la demande

How application made

(3) An application must be filed in the Registry of the Tax Court of Canada, in accordance with the rules of the Court made under the *Tax Court of Canada Act*.

30

(3) La demande se fait par dépôt auprès du greffe de la Cour canadienne de l'impôt de la manière prévue par les règles de cour applicables établies en vertu de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*.

35

Modalités

Copy to Deputy Attorney General of Canada

(4) The Tax Court of Canada must send a copy of the application to the office of the Deputy Attorney General of Canada.

35

(4) La Cour canadienne de l'impôt envoie copie de la demande au bureau du sous-procureur général du Canada.

Copie au sous-procureur général du Canada

When order to be made

(5) No order shall be made under this section unless

(a) the application was made within one year after the expiry of the time limited under section 57 for appealing; and

40

(5) Il n'est fait droit à la demande que si les conditions suivantes sont réunies :

40

Conditions d'acceptation de la demande

a) elle a été présentée dans l'année suivant l'expiration du délai d'appel imparti;

b) la personne démontre ce qui suit :

	<p>(b) the person demonstrates that</p> <p>(i) within the time limited under section 57 for appealing, the person</p> <p>(A) was unable to act or to give a mandate to act in their name, or</p> <p>(B) had a <i>bona fide</i> intention to appeal,</p> <p>(ii) given the reasons set out in the application and the circumstances of the case, it would be just and equitable to grant the application,</p> <p>(iii) the application was made as soon as circumstances permitted it to be made, and</p> <p>(iv) there are reasonable grounds for the appeal.</p>	<p>(i) dans le délai d'appel imparti, elle n'a pu ni agir ni mandater quelqu'un pour agir en son nom, ou avait véritablement l'intention d'interjeter appel,</p> <p>(ii) compte tenu des raisons indiquées dans la demande et des circonstances en l'espèce, il est juste et équitable d'y faire droit,</p> <p>(iii) la demande a été présentée dès que les circonstances l'ont permis,</p> <p>(iv) l'appel est raisonnablement fondé.</p>	
Limitation on appeals to the Tax Court of Canada	<p>59. (1) Despite section 57, if a person has filed a notice of objection to an assessment, the person may appeal to the Tax Court of Canada to have the assessment vacated, or a reassessment made, only with respect to</p> <p>(a) an issue in respect of which the person has complied with subsection 54(2) in the notice and the relief sought in respect of the issue as specified by the person in the notice; or</p> <p>(b) an issue described in subsection 54(5) if the person was not required to file a notice of objection to the assessment that gave rise to the issue.</p> <p>(2) Despite section 57, a person may not appeal to the Tax Court of Canada to have an assessment vacated or varied in respect of an issue for which the right of objection or appeal has been waived in writing by the person.</p>	<p>59. (1) Malgré l'article 57, la personne qui a présenté un avis d'opposition à une cotisation ne peut interjeter appel à la Cour canadienne de l'impôt pour faire annuler la cotisation, ou en faire établir une nouvelle, qu'à l'égard des questions suivantes :</p> <p>a) une question relativement à laquelle elle s'est conformée au paragraphe 54(2) dans l'avis et le redressement qu'elle demande dans l'avis relativement à cette question;</p> <p>b) une question visée au paragraphe 54(5), si elle n'était pas tenue de présenter un avis d'opposition à la cotisation qui a donné lieu à la question.</p> <p>(2) Malgré l'article 57, aucun appel ne peut être interjeté par la personne devant la Cour canadienne de l'impôt pour faire annuler ou modifier une cotisation visant une question pour laquelle elle a renoncé par écrit à son droit d'opposition ou d'appel.</p>	Restriction touchant les appels à la Cour canadienne de l'impôt
No appeal if waiver			Restriction
Institution of appeals	<p>60. An appeal to the Tax Court of Canada under this Act shall be instituted in accordance with the <i>Tax Court of Canada Act</i>.</p>	<p>60. Tout appel interjeté à la Cour canadienne de l'impôt en vertu de la présente loi est interjeté conformément à la <i>Loi sur la Cour canadienne de l'impôt</i>.</p>	Modalités de l'appel
Disposition of appeal	<p>61. The Tax Court of Canada may dispose of an appeal from an assessment by</p> <p>(a) dismissing it; or</p> <p>(b) allowing it and</p> <p>(i) vacating the assessment, or</p>	<p>61. La Cour canadienne de l'impôt peut statuer sur un appel concernant une cotisation en le rejetant ou en l'accueillant. Dans ce dernier cas, elle peut annuler la cotisation ou la renvoyer au ministre pour nouvel examen et nouvelle cotisation.</p>	Règlement d'appel

(ii) referring the assessment back to the Minister for reconsideration and reassessment.

References to
Tax Court of
Canada

62. (1) If the Minister and another person agree in writing that a question arising under this Act, in respect of any assessment or proposed assessment of the person, should be determined by the Tax Court of Canada, that question shall be determined by that Court.

Time during
consideration not
to count

(2) For the purposes of making an assessment, filing a notice of objection to an assessment or instituting an appeal from an assessment, the time between the day on which proceedings are instituted in the Tax Court of Canada to have a question determined and the day on which the question is finally determined shall not be counted in the computation of

(a) the four-year period referred to in subsection 53(1);

(b) the period within which a notice of objection to an assessment may be filed under subsection 54(1); or

(c) the period within which an appeal may be instituted under subsection 57(2).

Reference of
common
questions to Tax
Court of Canada

63. (1) If the Minister is of the opinion that a question arising out of one and the same transaction or occurrence or series of transactions or occurrences is common to assessments or proposed assessments in respect of two or more persons, the Minister may apply to the Tax Court of Canada for a determination of the question.

Contents of
application

(2) An application shall set out

(a) the question in respect of which the Minister requests a determination;

(b) the names of the persons that the Minister seeks to have bound by the determination; and

(c) the facts and reasons on which the Minister relies and on which the Minister based or intends to base assessments of each person named in the application.

62. (1) La Cour canadienne de l'impôt statue sur toute question portant sur une cotisation, réelle ou projetée, découlant de l'application de la présente loi, que le ministre et la personne visée par la cotisation conviennent, par écrit, de lui soumettre.

Renvoi à la Cour
canadienne de
l'impôt

(2) La période commençant à la date où une question est soumise à la Cour canadienne de l'impôt et se terminant à la date où il est définitivement statué sur la question est exclue du calcul des délais ci-après lorsqu'ils ont trait, selon le cas, à l'établissement d'une cotisation à l'égard de la personne qui a accepté de soumettre la question, à la présentation d'un avis d'opposition à cette cotisation ou à l'interjection d'un appel de celle-ci :

Exclusion du
délai d'examen

a) le délai de quatre ans prévu au paragraphe 53(1);

b) le délai de présentation d'un avis d'opposition à une cotisation prévu au paragraphe 54(1);

c) le délai d'appel prévu au paragraphe 57(2).

63. (1) Si le ministre est d'avis qu'une même opération, un même événement ou une même série d'opérations ou d'événements soulève une question qui se rapporte à des cotisations, réelles ou projetées, relatives à plusieurs personnes, il peut demander à la Cour canadienne de l'impôt de statuer sur la question.

Renvoi à la Cour
canadienne de
l'impôt de
questions
communes

(2) La demande comporte les renseignements suivants :

Contenu de la
demande

a) la question sur laquelle le ministre demande une décision;

b) le nom des personnes qu'il souhaite voir liées par la décision;

c) les faits et motifs sur lesquels il s'appuie et sur lesquels il fonde ou a l'intention de fonder la cotisation de chaque personne nommée dans la demande.

40

Service	(3) A copy of the application shall be served by the Minister on each of the persons named in it and on any other person who, in the opinion of the Tax Court of Canada, is likely to be affected by the determination of the question.	(3) Le ministre signifie un exemplaire de la demande à chacune des personnes qui y sont nommées et à toute autre personne qui, de l'avis de la Cour canadienne de l'impôt, est susceptible d'être touchée par la décision.	Signification
Determination by Tax Court of Canada of question	(4) If the Tax Court of Canada is satisfied that a determination of a question set out in an application will affect assessments or proposed assessments in respect of two or more persons who have been served with a copy of the application and who are named in an order of the Tax Court of Canada under this subsection, it may (a) if none of the persons so named has appealed from such an assessment, proceed to 15 determine the question in any manner that it considers appropriate; or (b) if one or more of the persons so named has or have appealed, make any order that it considers appropriate joining a party or 20 parties to that appeal or those appeals and proceed to determine the question.	(4) Dans le cas où la Cour canadienne de l'impôt est convaincue que la décision rendue sur la question exposée dans une demande a un effet sur les cotisations, réelles ou projetées, relatives à plusieurs personnes à qui une copie 10 de la demande a été signifiée et qui sont nommées dans une ordonnance qu'elle a rendue en application du présent paragraphe, elle peut : (a) si aucune des personnes ainsi nommées n'a appelé d'une de ces cotisations, entre- 15 prendre de statuer sur la question selon les modalités qu'elle juge indiquées; (b) si une ou plusieurs des personnes ainsi nommées ont interjeté appel, rendre toute ordonnance qu'elle juge indiquée groupant 20 dans cet ou ces appels les parties appelantes et entreprendre de statuer sur la question.	Décision de la Cour canadienne de l'impôt
Determination final and conclusive	(5) Subject to subsection (6), if a question set out in an application is determined by the Tax Court of Canada, the determination is final and conclusive for the purposes of any assessments of persons named by the Court under subsection (4).	(5) Sous réserve du paragraphe (6), la décision rendue par la Cour canadienne de l'impôt sur une question soumise dans une 25 demande dont elle a été saisie est définitive et sans appel aux fins d'établissement de toute cotisation à l'égard des personnes qui y sont nommées.	Décision définitive
Appeal	(6) If a question set out in an application is determined by the Tax Court of Canada, the 30 Minister or any person who has been served with a copy of the application and who is named in an order of the Court under subsection (4) may appeal from the determination, in accordance with the provisions of this Act, the <i>Tax 35 Court of Canada Act</i> or the <i>Federal Courts Act</i> , as those provisions relate to appeals from the Tax Court of Canada.	(6) Dans le cas où la Cour canadienne de 30 l'impôt statue sur une question soumise dans une demande dont elle a été saisie, le ministre ou l'une des personnes à qui une copie de la demande a été signifiée et qui est nommée dans une ordonnance du tribunal rendue en applica- 35 tion du paragraphe (4) peut interjeter appel de la décision conformément aux dispositions de la présente loi, de la <i>Loi sur la Cour canadienne de l'impôt</i> ou de la <i>Loi sur les Cours fédérales</i> concernant les appels de décisions de la Cour 40 canadienne de l'impôt.	Appel
Parties to appeal	(7) The parties who are bound by a determination are parties to any appeal from the 40 determination.	(7) Les parties liées par une décision sont parties à tout appel de cette décision.	Parties à un appel

Time during
consideration not
counted

(8) For the purpose of making an assessment of a person, filing a notice of objection to an assessment or instituting an appeal from an assessment, the periods described in subsection (9) shall not be counted in the computation of

(a) the four-year period referred to in subsection 53(1);

(b) the period within which a notice of objection to an assessment may be filed under subsection 54(1); or

(c) the period within which an appeal may be instituted under subsection 57(2).

Excluded
periods

(9) The period that is not to be counted in the computation of the periods described in paragraphs (8)(a) to (c) is the time between the day on which an application that is made under this section is served on a person under subsection (3) and

(a) in the case of a person named in an order of the Tax Court of Canada under subsection (4), the day on which the determination becomes final and conclusive and not subject to any appeal; or

(b) in the case of any other person, the day on which the person is served with a notice that the person has not been named in an order of the Tax Court of Canada under subsection (4).

ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT

PENALTIES

Failure to file a
return when
required

64. Every person who fails to file a return as and when required under section 26 shall pay a penalty equal to the total of

(a) an amount equal to 1% of the amount of charges unpaid at the expiry of the time for filing the return, and

(b) the amount obtained when one quarter of the amount determined under paragraph (a) is multiplied by the number of complete months, not exceeding 12, from the day on which the return was required to be filed to the day on which the return is filed.

Exclusion du
délai d'examen

(8) La période prévue au paragraphe (9) est exclue du calcul des délais ci-après lorsqu'ils ont trait, selon le cas, à l'établissement d'une cotisation à l'égard de la personne, à la présentation d'un avis d'opposition à cette cotisation ou à l'interjection d'un appel de celle-ci :

a) le délai de quatre ans prévu au paragraphe 53(1);

b) le délai de présentation d'un avis d'opposition à une cotisation prévu au paragraphe 54(1);

c) le délai d'appel prévu au paragraphe 57(2).

(9) La période exclue est celle commençant à la date où la demande est signifiée à une personne en application du paragraphe (3) et se terminant :

a) dans le cas d'une personne nommée dans une ordonnance rendue par la Cour canadienne de l'impôt en application du paragraphe (4), à la date où la décision devient définitive et sans appel;

b) dans le cas de toute autre personne, à la date où il lui est signifié un avis portant qu'elle n'a pas été nommée dans une telle ordonnance.

EXÉCUTION ET CONTRÔLE
D'APPLICATION

PÉNALITÉS

Omission de
présenter une
déclaration

64. Quiconque omet de présenter une déclaration selon les modalités et dans le délai prévus à l'article 26 est tenu de payer une pénalité égale au total des valeurs suivantes :

a) 1 % du total des droits impayés à l'expiration du délai de présentation de la déclaration;

b) le produit du quart de la somme déterminée selon l'alinéa a) par le nombre de mois entiers, jusqu'à concurrence de douze, compris dans la période commençant à la date

		limite où la déclaration devait être présentée et se terminant le jour où elle est effectivement présentée.	
Failure to answer demand	65. Every person who fails to file a return as and when required under a demand issued under section 33 is liable to a penalty of \$250.	65. Quiconque ne se conforme pas à une mise en demeure exigeant la présentation d'une déclaration en application de l'article 33 est passible d'une pénalité de 250 \$.	Omission de donner suite à une mise en demeure
Failure to provide information	66. Every person who fails to provide any information or record as and when required under this Act is liable to a penalty of \$100 for every failure unless, in the case of information required in respect of another person, a reasonable effort was made by the person to obtain the information.	66. Quiconque ne fournit pas des renseignements ou des registres selon les modalités et dans le délai prévus sous le régime de la présente loi est passible d'une pénalité de 100 \$ pour chaque manquement à moins, s'il s'agit de renseignements concernant une autre personne, d'avoir fait des efforts raisonnables pour les obtenir.	Omission de fournir des renseignements
False statements or omissions	67. Every person who knowingly, or under circumstances amounting to gross negligence or, in the Province of Quebec, gross fault, makes or participates in, assents to or acquiesces in the making of a false statement or omission in a return, application, form, certificate, statement, invoice or answer (each of which is in this section referred to as a "return") is liable to a penalty of the greater of \$250 and 25% of the total of (a) if the false statement or omission is relevant to the determination of an amount payable under this Act by the person, the amount, if any, by which (i) the amount payable exceeds (ii) the amount that would be payable by the person if the amount payable were determined on the basis of the information provided in the return, and (b) if the false statement or omission is relevant to the determination of a refund or any other payment that may be obtained under this Act, the amount, if any, by which (i) the amount that would be the refund or other payment payable to the person if the refund or other payment were determined on the basis of the information provided in the return exceeds	67. Toute personne qui, sciemment ou dans des circonstances équivalant à négligence grossière ou, dans la province de Québec, à faute lourde, donne, positivement ou par omission, de faux renseignements dans une déclaration, une demande, un formulaire, un certificat, un état, une facture ou une réponse (appelés « déclaration » au présent article), ou participe ou consent à leur énonciation, est passible d'une pénalité égale à 250 \$ ou, si elle est plus élevée, à la somme correspondant à 25 % du total des valeurs suivantes : a) si le faux renseignement a trait au calcul d'une somme exigible de la personne en vertu de la présente loi, l'excédent éventuel de cette somme sur la somme qui serait exigible de la personne si elle était déterminée d'après sa déclaration; b) si le faux renseignement a trait au calcul d'un remboursement ou d'un autre paiement pouvant être obtenu en vertu de la présente loi, l'excédent éventuel du remboursement ou autre paiement qui serait à payer à la personne, s'il était déterminé d'après sa déclaration, sur le remboursement ou autre paiement à payer à la personne.	Faux énoncés ou omissions

- (ii) the amount of the refund or other payment payable to the person.

OFFENCES AND PUNISHMENT

Offence for failure to file return or to comply with demand or order

68. (1) Every person who fails to file or make a return as and when required under this Act or who fails to comply with an obligation under subsection 48(5) or (8) or section 49 or an order made under section 74 is guilty of an offence and, in addition to any penalty otherwise provided, is liable on summary conviction to a fine of not less than \$1,000 and not more than \$25,000 or to imprisonment for a term not exceeding 12 months, or to both.

Saving

(2) A person who is convicted of an offence under subsection (1) for a failure to comply with a provision of this Act is not liable to pay a penalty imposed under section 65 or 66 for the same failure, unless a notice of assessment for the penalty was issued before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made.

Offences for false or deceptive statement

69. (1) Every person commits an offence who

(a) makes, or participates in, assents to or acquiesces in the making of, a false or deceptive statement in a return, application, certificate, record or answer filed or made as required under this Act;

(b) for the purposes of evading payment of any amount payable under this Act, or obtaining a refund to which the person is not entitled under this Act,

(i) destroys, alters, mutilates, conceals or otherwise disposes of any records of a person, or

(ii) makes, or assents to or acquiesces in the making of, a false or deceptive entry, or omits, or assents to or acquiesces in the omission, to enter a material particular in the records of a person;

INFRACTIONS ET PEINES

68. (1) Toute personne qui ne présente pas ou ne remplit pas une déclaration selon les modalités et dans le délai prévus sous le régime de la présente loi ou qui ne remplit pas une obligation prévue aux paragraphes 48(5) ou (8) ou à l'article 49 ou encore qui contrevient à une ordonnance rendue en application de l'article 74 commet une infraction et, en plus de toute pénalité prévue par ailleurs, est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 25 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de douze mois, ou de l'une de ces peines.

Omission de présenter une déclaration ou d'observer une obligation ou une ordonnance

(2) La personne déclarée coupable de l'infraction visée au paragraphe (1) n'est passible de la pénalité prévue aux articles 65 ou 66 relativement aux mêmes faits que si un avis de cotisation concernant la pénalité a été envoyé avant que la dénonciation ou la plainte qui a donné lieu à la déclaration de culpabilité n'ait été faite.

Réserve

69. (1) Commet une infraction quiconque, selon le cas :

Déclarations fausses ou trompeuses

a) donne des renseignements faux ou trompeurs, ou participe ou consent à leur énonciation, dans une déclaration, une demande, un certificat, un registre ou une réponse produits ou faits en vertu de la présente loi;

b) pour éluder le paiement d'une somme exigible en vertu de la présente loi ou pour obtenir un remboursement sans y avoir droit aux termes de celle-ci :

(i) détruit, modifie, mutile ou cache les registres d'une personne, ou en dispose autrement,

(ii) fait ou consent à laisser faire des inscriptions fausses ou trompeuses, ou omet ou consent à laisser omettre l'inscription d'un détail important dans les registres d'une personne;

35

40

(c) wilfully, in any manner, evades or attempts to evade compliance with this Act or payment of an amount payable under this Act;

(d) wilfully, in any manner, obtains or attempts to obtain a refund to which the person is not entitled under this Act; or

(e) conspires with any person to commit an offence described in any of paragraphs (a) to (d).

Punishment

(2) Every person who commits an offence under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction and, in addition to any penalty otherwise provided, is liable to

(a) a fine of not less than 50%, and not more than 200%, of the amount payable that was sought to be evaded, or of the refund sought, or, if the amount that was sought to be evaded cannot be ascertained, a fine of not less than \$1,000 and not more than \$25,000;

(b) imprisonment for a term not exceeding 18 months; or

(c) both a fine referred to in paragraph (a) and imprisonment for a term not exceeding 18 months.

Penalty on conviction

(3) A person who is convicted of an offence under subsection (1) is not liable to pay a penalty imposed under any of sections 64 to 67 for the same evasion or attempt unless a notice of assessment for that penalty was issued before the information or complaint giving rise to the conviction was laid or made.

Stay of appeal

(4) If, in any appeal under this Act, substantially the same facts are at issue as those that are at issue in a prosecution under this section, the Minister may file a stay of proceedings with the Tax Court of Canada and, on doing so, the proceedings before the Tax Court of Canada are stayed pending a final determination of the outcome of the prosecution.

c) volontairement, de quelque manière que ce soit, élude ou tente d'éluder l'observation de la présente loi ou le paiement d'une somme exigible en vertu de celle-ci;

d) volontairement, de quelque manière que ce soit, obtient ou tente d'obtenir un remboursement sans y avoir droit aux termes de la présente loi;

e) conspire avec une personne pour commettre l'une des infractions visées aux alinéas a) à d).

(2) Quiconque commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, en plus de toute pénalité prévue par ailleurs :

a) soit d'une amende au moins égale à 50 % de la somme exigible qu'il a tenté d'éluder, ou du remboursement qu'il a cherché à obtenir, sans dépasser 200 % de cette somme ou de ce remboursement, ou, si la somme n'est pas vérifiable, d'une amende d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 25 000 \$;

b) soit d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois;

c) soit de l'amende prévue à l'alinéa a) et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois.

Peine

(3) La personne déclarée coupable de l'infraction visée au paragraphe (1) n'est passible de la pénalité prévue à l'un des articles 64 à 67 relativement à la même élusion ou tentative d'élusion que si un avis de cotisation concernant la pénalité a été envoyé avant que la dénonciation ou la plainte qui a donné lieu à la déclaration de culpabilité n'ait été faite.

Réserve

(4) Le ministre peut demander la suspension d'un appel interjeté en vertu de la présente loi à la Cour canadienne de l'impôt si les faits qui y sont débattus sont pour la plupart les mêmes que ceux qui font l'objet de poursuites entamées en vertu du présent article. Dès lors, l'appel est suspendu en attendant l'issue des poursuites.

Suspension d'appel

Failure to pay
charges

70. Every person who wilfully fails to pay a charge as and when required under this Act is guilty of an offence punishable on summary conviction and, in addition to any penalty or interest otherwise provided, is liable to

(a) a fine not exceeding the aggregate of \$1,000 and an amount equal to 20% of the amount of the charge that should have been paid;

(b) imprisonment for a term not exceeding 10 six months; or

(c) both a fine referred to in paragraph (a) and imprisonment for a term not exceeding six months.

Offence re
confidential
information

71. (1) Every person is guilty of an offence 15 and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding 12 months, or to both, if the person

(a) contravenes subsection 84(2); or 20

(b) knowingly contravenes an order made under subsection 84(7).

(2) Every person

(a) to whom confidential information has been provided for a particular purpose under 25 paragraph 84(6)(a), (b), (c), (e), (h) or (k), or

(b) who is an official to whom confidential information has been provided for a particular purpose pursuant to paragraph 84(6)(d), (f) or 30 (i)

and who for any other purpose knowingly uses, provides to any person, allows the provision to any person of, or allows any person access to, that information is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not 35 exceeding \$5,000 or to imprisonment for a term not exceeding 12 months, or to both.

Definitions

(3) In subsection (2), “official” and “confidential information” have the same meanings as in subsection 84(1).

70. Quiconque omet volontairement de payer un droit selon les modalités et dans le délai prévus sous le régime de la présente loi commet une infraction et est passible, sur déclaration de 5 culpabilité par procédure sommaire, en plus de toute pénalité ou tous intérêts prévus par ailleurs :

a) soit d’une amende ne dépassant pas la somme de 1 000 \$ et du montant représentant 20 % du droit qui aurait dû être versé; 10

b) soit d’un emprisonnement maximal de six mois;

c) soit de l’amende prévue à l’alinéa a) et d’un emprisonnement maximal de six mois.

71. (1) Commet une infraction et est pas- 15 sible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d’une amende maximale de 5 000 \$ et d’un emprisonnement maximal de douze mois, ou de l’une de ces peines, quiconque, selon le cas : 20

a) contrevient au paragraphe 84(2);

b) contrevient sciemment à une ordonnance rendue en application du paragraphe 84(7).

(2) Commet une infraction et est passible, sur 25 déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d’une amende maximale de 5 000 \$ et d’un emprisonnement maximal de douze mois, ou de l’une de ces peines :

a) toute personne à qui un renseignement confidentiel est fourni à une fin précise en 30 conformité avec les alinéas 84(6)a), b), c), e), h) ou k) et qui, sciemment, utilise ce renseignement, le fournit ou en permet la fourniture ou l’accès à une autre fin;

b) tout fonctionnaire à qui un renseignement 35 confidentiel est fourni à une fin précise en conformité avec les alinéas 84(6)d), f) ou i) et qui, sciemment, utilise ce renseignement, le fournit ou en permet la fourniture ou l’accès à une autre fin. 40

(3) Pour l’application du paragraphe (2), « fonctionnaire » et « renseignement confiden- 40 tiel » s’entendent au sens du paragraphe 84(1).

Omission de
verser un droit

Communication
non autorisée de
renseignements

Communication
non autorisée de
renseignements

Définitions

General offence	72. Every person who fails to comply with any provision of this Act or the regulations made under this Act for which no other offence is specified in this Act is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding \$1,000.	72. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou de ses règlements pour laquelle celle-ci ne prévoit aucune autre infraction commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 1 000 \$.	Infraction générale
Defence of due diligence	73. No person shall be convicted of an offence under section 68 or 72 if the person establishes that they exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.	73. Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction visée aux articles 68 ou 72 s'il établit qu'il a fait preuve de toute la diligence voulue pour en empêcher la perpétration.	Disculpation
Compliance orders	74. If a person is convicted by a court of an offence for a failure to comply with a provision of this Act, the court may make any order that it considers proper in order to enforce compliance with the provision.	74. Le tribunal qui déclare une personne coupable d'une infraction à la présente loi peut rendre toute ordonnance qu'il estime indiquée pour qu'il soit remédié au défaut visé par l'infraction.	Ordonnance d'exécution
Officers of corporations, etc.	75. If a person other than an individual commits an offence under this Act, every officer, director or representative of the person who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the person has been prosecuted or convicted.	75. En cas de perpétration par une personne, autre qu'un particulier, d'une infraction prévue par la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou représentants qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et sont passibles, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue, que la personne ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.	Cadres de personnes morales
Information or complaint	76. (1) An information or complaint under this Act may be laid or made by any employee of the Agency, by a member of the Royal Canadian Mounted Police or by any person authorized to do so by the Minister and, if an information or complaint purports to have been laid or made under this Act, it is deemed to have been laid or made by a person so authorized by the Minister and shall not be called in question for lack of authority of the informant or complainant, except by the Minister or a person acting for the Minister or for Her Majesty in right of Canada.	76. (1) Toute dénonciation ou plainte faite en vertu de la présente loi peut l'être par tout employé de l'Agence, par un membre de la Gendarmerie royale du Canada ou par toute personne qui y est autorisée par le ministre. La dénonciation ou la plainte faite en vertu de la présente loi est réputée l'avoir été par une personne qui y est autorisée par le ministre, et seul le ministre ou une personne agissant en son nom ou au nom de Sa Majesté du chef du Canada peut la mettre en doute pour défaut de compétence du dénonciateur ou du plaignant.	Dénonciation ou plainte
Two or more offences	(2) An information or complaint in respect of an offence under this Act may be for one or more offences, and no information, complaint, warrant, conviction or other proceeding in a prosecution under this Act is objectionable or insufficient by reason of the fact that it relates to two or more offences.	(2) La dénonciation ou la plainte faite à l'égard d'une infraction à la présente loi peut viser une ou plusieurs infractions. Aucune dénonciation, plainte, déclaration de culpabilité ou autre procédure ni aucun mandat dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi n'est susceptible d'opposition ou n'est insuffisant du fait que deux infractions ou plus sont visées.	Deux infractions ou plus

Territorial jurisdiction	(3) An information or complaint in respect of an offence under this Act may be heard, tried or determined by any court, if the accused is resident, carrying on business, found or apprehended or is in custody within the court's territorial jurisdiction even if the matter of the information or complaint did not arise within that territorial jurisdiction.	(3) Toute poursuite pour une infraction à la présente loi peut être intentée devant tout tribunal compétent du district judiciaire où l'accusé réside, exploite une entreprise ou est trouvé, appréhendé ou détenu, même si l'objet de la dénonciation ou de la plainte qui a donné lieu à la poursuite n'y a pas pris naissance.	District judiciaire
Limitation of prosecutions	(4) An information or complaint under the provisions of the <i>Criminal Code</i> relating to summary convictions, in respect of an offence under this Act, may be laid or made within two years after the day on which the matter of the information or complaint arose.	(4) La dénonciation ou la plainte peut être faite, à l'égard d'une infraction à la présente loi, en application des dispositions du <i>Code criminel</i> concernant les déclarations de culpabilité par procédure sommaire, dans les deux ans suivant le jour où l'objet de la dénonciation ou de la plainte a pris naissance.	Prescription des poursuites
	INSPECTIONS	INSPECTION	
By whom	77. (1) A person authorized by the Minister to do so may, at all reasonable times, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act, inspect, audit or examine the records, processes, property or premises of a person in order to determine whether that or any other person is in compliance with this Act.	77. (1) La personne autorisée par le ministre peut, à toute heure convenable, pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi, inspecter, vérifier ou examiner les registres, les procédés, les biens ou les locaux d'une personne afin d'établir si celle-ci ou toute autre personne se conforme à la présente loi.	Inspection
Powers of authorized person	(2) For the purposes of an inspection, audit or examination, the authorized person may (a) enter any place in which the authorized person reasonably believes the person keeps records or carries on any activity to which this Act applies; and (b) require any individual to be present during the inspection, audit or examination and require that individual to answer all proper questions and to give to the authorized person all reasonable assistance.	(2) Afin d'effectuer l'inspection, la vérification ou l'examen, la personne autorisée peut : (a) pénétrer dans tout lieu où elle croit, pour des motifs raisonnables, que la personne tient des registres ou exerce une activité auxquels s'applique la présente loi; (b) exiger de toute personne qu'elle l'accompagne pendant l'inspection, la vérification ou l'examen, réponde à toutes les questions pertinentes et lui prête toute l'assistance raisonnable.	Pouvoirs de la personne autorisée
Prior authorization	(3) If any place referred to in paragraph (2)(a) is a dwelling-house, the authorized person may not enter that dwelling-house without the consent of the occupant, except under the authority of a warrant issued under subsection (4).	(3) Si le lieu visé à l'alinéa (2)a) est une maison d'habitation, la personne autorisée ne peut y pénétrer sans la permission de l'occupant, à moins d'y être autorisée par un mandat décerné en application du paragraphe (4).	Autorisation préalable
Warrant to enter dwelling-house	(4) A judge may issue a warrant authorizing a person to enter a dwelling-house subject to the conditions specified in the warrant if, on <i>ex parte</i> application by the Minister, a judge is satisfied by information on oath that	(4) Sur requête <i>ex parte</i> du ministre, le juge saisi peut décerner un mandat qui autorise une personne à pénétrer dans une maison d'habitation aux conditions précisées dans le mandat,	Mandat

	<p>(a) there are reasonable grounds to believe that the dwelling-house is a place referred to in paragraph (2)(a);</p> <p>(b) entry into the dwelling-house is necessary for any purpose related to the administration or enforcement of this Act; and</p> <p>(c) entry into the dwelling-house has been, or there are reasonable grounds to believe that entry will be, refused.</p>	<p>s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, que les éléments suivants sont réunis :</p> <p>a) il existe des motifs raisonnables de croire que la maison d'habitation est un lieu visé à l'alinéa (2)a);</p> <p>b) il est nécessaire d'y pénétrer pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi;</p> <p>c) l'accès en a été refusé, ou il est raisonnable de croire qu'il le sera.</p>	
Orders if entry not authorized	<p>(5) If the judge is not satisfied that entry into the dwelling-house is necessary for any purpose related to the administration or enforcement of this Act, the judge may, to the extent that access was or may be expected to be refused and that a record or property is or may be expected to be kept in the dwelling-house,</p> <p>(a) order the occupant of the dwelling-house to provide a person with reasonable access to any record or property that is or should be kept in the dwelling-house; and</p> <p>(b) make any other order that is appropriate in the circumstances to carry out the purposes of this Act.</p>	<p>(5) Si l'accès à la maison d'habitation a été refusé ou pourrait l'être et si des registres ou des biens y sont gardés ou pourraient l'être, le juge qui n'est pas convaincu qu'il est nécessaire d'y pénétrer pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi peut :</p> <p>a) ordonner à l'occupant de la maison d'habitation de permettre à une personne d'avoir raisonnablement accès à tous registres ou biens qui y sont gardés ou devraient l'être;</p> <p>b) rendre toute autre ordonnance indiquée en l'espèce pour l'application de la présente loi.</p>	Ordonnance en cas de refus
Definition of "dwelling-house"	<p>(6) In this section, "dwelling-house" means the whole or any part of a building or structure that is kept or occupied as a permanent or temporary residence, and includes</p> <p>(a) a building within the curtilage of a dwelling-house that is connected to it by a doorway or by a covered and enclosed passageway; and</p> <p>(b) a unit that is designed to be mobile and to be used as a permanent or temporary residence and that is being used as such a residence.</p>	<p>(6) Au présent article, « maison d'habitation » s'entend de tout ou partie d'un bâtiment ou d'une construction tenu ou occupé comme résidence permanente ou temporaire, y compris :</p> <p>a) tout bâtiment qui se trouve dans la même enceinte qu'une maison d'habitation et qui y est relié par une baie de porte ou par un passage couvert et clos;</p> <p>b) toute unité conçue pour être mobile et pour être utilisée comme résidence permanente ou temporaire et qui est ainsi utilisée.</p>	Définition de « maison d'habitation »
Compliance order	<p>78. (1) On application by the Minister, a judge may, despite section 74, order a person to provide any access, assistance, information or record sought by the Minister under section 49 or 77 if the judge is satisfied that</p> <p>(a) the person was required under section 49 or 77 to provide the access, assistance, information or record and did not do so; and</p>	<p>78. (1) Sur demande du ministre, un juge peut, malgré l'article 74, ordonner à une personne de fournir l'accès, l'aide, les renseignements ou les registres que le ministre cherche à obtenir en vertu des articles 49 ou 77 s'il est convaincu de ce qui suit :</p>	Ordonnance

(b) in the case of information or a record, the information or record is not protected from disclosure by solicitor-client privilege.

a) la personne n'a pas fourni l'accès, l'aide, les renseignements ou les registres, bien qu'elle en soit tenue par les articles 49 ou 77;

b) s'agissant de renseignements ou de registres, le secret professionnel de l'avocat ne peut être invoqué à leur égard.

Notice required

(2) An application under subsection (1) must not be heard before the end of five clear days after the day on which the notice of application is served on the person against whom the order is sought.

(2) La demande n'est entendue qu'une fois écoulés cinq jours francs après la signification d'un avis de la demande à la personne concernée.

Avis

Judge may impose conditions

(3) The judge making an order under subsection (1) may impose any conditions in respect of the order that the judge considers appropriate.

(3) Le juge peut imposer, à l'égard de l'ordonnance, les conditions qu'il estime indiquées.

Conditions

Contempt of court

(4) If a person fails or refuses to comply with an order, a judge may find the person in contempt of court and the person is subject to the processes and the punishments of the court to which the judge is appointed.

(4) Quiconque refuse ou omet de se conformer à l'ordonnance peut être reconnu coupable d'outrage au tribunal; il est alors sujet aux procédures et sanctions du tribunal l'ayant ainsi reconnu coupable.

Outrage

Appeal

(5) An order by a judge under subsection (1) may be appealed to a court having appellate jurisdiction over decisions of the court to which the judge is appointed. An appeal does not suspend the execution of the order unless it is so ordered by a judge of the court to which the appeal is made.

(5) L'ordonnance visée au paragraphe (1) est susceptible d'appel devant le tribunal ayant compétence pour entendre les appels des décisions du tribunal l'ayant rendue. Toutefois, l'appel n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de l'ordonnance, sauf ordonnance contraire d'un juge du tribunal saisi de l'appel.

Appel

Copies

79. If any record is seized, inspected, audited, examined or provided under any of sections 49, 77, 78 and 83, the person by whom it is seized, inspected, audited or examined or to whom it is provided or any officer of the Agency may make or cause to be made one or more copies of it and, in the case of an electronic document, make or cause to be made a print-out of the electronic document. Any document purporting to be certified by the Minister or an authorized person to be a copy of the record, or to be a print-out of an electronic document, made under this section is evidence of the nature and content of the original record and has the same probative force as the original record would have if it were proven in the ordinary way.

79. Toute personne qui saisit, inspecte, vérifie ou examine des registres ou en reçoit livraison en vertu de l'un des articles 49, 77, 78 et 83 ou tout fonctionnaire de l'Agence peut en faire ou en faire faire des copies et, s'il s'agit de documents électroniques, les imprimer ou les faire imprimer. Les documents présentés comme étant des copies de registres ou des imprimés de documents électroniques attestés par le ministre ou une personne autorisée et qui sont faits conformément au présent article font preuve de la nature et du contenu des registres originaux et ont la même force probante qu'auraient ceux-ci si leur authenticité était prouvée de la façon usuelle.

Copies

Prohibition

80. (1) No person shall, physically or otherwise, do or attempt to do either of the following:

80. (1) Nul ne peut, physiquement ou autrement :

Interdiction

	<p>(a) interfere with, hinder or molest any person doing anything the person is authorized to do under this Act; or</p> <p>(b) prevent any person from doing anything the person is authorized to do under this Act. 5</p>	<p>a) entraver, rudoyer ou contrecarrer, ou tenter d'entraver, de rudoyer ou de contrecarrer toute personne qui fait une chose qu'elle est autorisée à faire en vertu de la présente loi; 5</p> <p>b) empêcher ou tenter d'empêcher toute personne de faire une chose qu'elle est autorisée à faire en vertu de la présente loi.</p>	
Compliance	<p>(2) Every person shall, unless the person is unable to do so, do everything the person is required to do by or pursuant to any of sections 49, 77 to 79 and 83.</p>	<p>(2) Quiconque est tenu par l'un ou l'autre des articles 49, 77 à 79 et 83 de faire quelque chose doit le faire, sauf impossibilité. 10</p>	Observation
Definition of "foreign-based information or record"	<p>81. (1) For the purposes of this section, "foreign-based information or record" means any information or record that is available or located outside Canada and that may be relevant to the administration or enforcement of this Act, including the collection of any amount payable under this Act by any person. 15</p>	<p>81. (1) Pour l'application du présent article, «renseignement ou registre étranger» s'entend de tout renseignement ou registre accessible ou situé à l'extérieur du Canada et qui peut être pris en compte pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi, notamment pour la perception d'une somme à payer par une personne en vertu de celle-ci. 15</p>	Définition de «renseignement ou registre étranger»
Requirement to provide foreign-based information	<p>(2) Despite any other provision of this Act, the Minister may, by notice served personally or sent by registered or certified mail, require a person resident in Canada or a non-resident person who carries on business in Canada to provide any foreign-based information or record. 20</p>	<p>(2) Malgré les autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, par avis signifié à personne ou envoyé par courrier recommandé ou certifié, mettre en demeure toute personne résidant au Canada ou n'y résidant pas mais y exploitant une entreprise de livrer des renseignements ou registres étrangers. 25</p>	Obligation de présenter des renseignements et registres étrangers
Content of notice	<p>(3) A notice referred to in subsection (2) shall set out 25</p> <p>(a) a reasonable period of not less than 90 days for the provision of the information or record;</p> <p>(b) a description of the information or record being sought; and 30</p> <p>(c) the consequences under subsection (8) to the person of the failure to provide the information or record being sought within the period set out in the notice.</p>	<p>(3) L'avis comporte les éléments suivants :</p> <p>a) une indication du délai raisonnable, d'au moins quatre-vingt-dix jours, dans lequel les renseignements ou registres étrangers doivent être livrés; 30</p> <p>b) la désignation des renseignements ou registres étrangers recherchés;</p> <p>c) une indication des conséquences, prévues au paragraphe (8), du non-respect de la mise en demeure. 35</p>	Contenu de l'avis
Review by judge	<p>(4) The person on whom a notice of a requirement is served or to whom a notice of requirement is sent under subsection (2) may, within 90 days after the service or sending of the notice, apply to a judge for a review of the requirement. 40</p>	<p>(4) La personne à qui l'avis est signifié ou envoyé peut contester, par requête à un juge, la mise en demeure dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de signification ou d'envoi. 40</p>	Révision par un juge

Powers on review	<p>(5) On hearing an application under subsection (4) in respect of a requirement, a judge may</p> <p>(a) confirm the requirement;</p> <p>(b) vary the requirement if satisfied that it is appropriate to do so in the circumstances; or</p> <p>(c) set aside the requirement if satisfied that it is unreasonable.</p>	<p>(5) À l'audition de la requête, le juge peut confirmer la mise en demeure, la modifier de la façon qu'il estime indiquée dans les circonstances ou la déclarer sans effet s'il est convaincu qu'elle est déraisonnable.</p>	Pouvoir de révision
Clarification	<p>(6) For the purposes of subsection (5), a requirement to provide information or a record shall not be considered to be unreasonable because the information or record is under the control of or available to a non-resident person that is not controlled by the person on whom the notice of the requirement is served or to whom the notice of requirement is sent under subsection (2) if that person is related to the non-resident person.</p>	<p>(6) Pour l'application du paragraphe (5), la mise en demeure de livrer des renseignements ou registres étrangers qui sont accessibles ou situés chez une personne ne résidant pas au Canada qui n'est pas contrôlée par la personne à qui l'avis est signifié ou envoyé, ou qui sont sous la garde de la personne ne résidant pas au Canada n'est pas de ce seul fait déraisonnable si les deux personnes sont liées.</p>	Précision
Time during consideration not to count	<p>(7) The period between the day on which an application for the review of a requirement is made under subsection (4) and the day on which the review is decided shall not be counted in the computation of</p> <p>(a) the period set out in the notice of the requirement; and</p> <p>(b) the period within which an assessment may be made under section 50 or 51.</p>	<p>(7) Le délai qui court entre le jour où une requête est présentée en application du paragraphe (4) et le jour où il est décidé de la requête ne compte pas dans le calcul :</p> <p>a) du délai indiqué dans l'avis correspondant à la mise en demeure qui a donné lieu à la requête;</p> <p>b) du délai dans lequel une cotisation peut être établie en application des articles 50 ou 51.</p>	Suspension du délai
Consequence of failure	<p>(8) If a person fails to comply substantially with a notice served or sent under subsection (2) and if the notice is not set aside under subsection (5), any court having jurisdiction in a civil proceeding relating to the administration or enforcement of this Act shall, on motion of the Minister, prohibit the introduction by that person of any foreign-based information or record covered by that notice.</p>	<p>(8) Tout tribunal saisi d'une procédure civile portant sur l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi doit, sur requête du ministre, refuser le dépôt en preuve par une personne de tout renseignement ou registre étranger visé par une mise en demeure qui n'est pas déclarée sans effet dans le cas où la personne ne livre pas la totalité, ou presque, des renseignements et registres étrangers visés par la mise en demeure.</p>	Conséquence du défaut
Information respecting non-resident persons	<p>82. Every corporation that, at any time in a taxation year, was resident in Canada or carried on business in Canada shall, in respect of each non-resident person with whom it was not dealing at arm's length at any time in the year, file with the Minister, within six months after the end of the year, information specified by the Minister for the year in respect of transactions with that person.</p>	<p>82. Toute personne morale qui, au cours d'une année d'imposition, réside au Canada ou y exploite une entreprise présente au ministre, dans les six mois suivant la fin de l'année, au titre de chaque personne non résidente avec laquelle elle a un lien de dépendance au cours de l'année, les renseignements sur ses opérations avec cette personne déterminés par celui-ci.</p>	Renseignements concernant certaines personnes non résidentes

INVESTIGATION

ENQUÊTE

Search warrant

83. (1) A judge may, on *ex parte* application by the Minister, issue a warrant authorizing any person named in the warrant to enter and search any building, receptacle or place for any record or thing that may afford evidence of the commission of an offence under this Act and to seize the record or thing and, as soon as is practicable, bring it before, or make a report in respect of it to, the judge or, where that judge is unable to act, another judge of the same court, to be dealt with by the judge in accordance with this section.

Evidence on oath

(2) An application under subsection (1) shall be supported by information on oath establishing the facts on which the application is based.

Issue of warrant

(3) A judge may issue a warrant referred to in subsection (1) if the judge is satisfied that there are reasonable grounds to believe that

(a) an offence under this Act has been committed;

(b) a record or thing that may afford evidence of the commission of the offence is likely to be found; and

(c) the building, receptacle or place specified in the application is likely to contain such a record or thing.

Contents of warrant

(4) A warrant issued under subsection (1) shall refer to the offence for which it is issued, identify the building, receptacle or place to be searched and the person who is alleged to have committed the offence, and it shall be reasonably specific as to any record or thing to be searched for and seized.

Seizure of record

(5) Any person who executes a warrant issued under subsection (1) may seize, in addition to the record or thing referred to in that subsection, any other record or thing that the person believes on reasonable grounds affords evidence of the commission of an offence under this Act and shall, as soon as is practicable, bring the record or thing before, or make a report in respect of it to, the judge who issued the warrant or, if that judge is unable to

83. (1) Sur requête *ex parte* du ministre, un juge peut décerner un mandat écrit qui autorise toute personne qui y est nommée à pénétrer et perquisitionner dans tout bâtiment, contenant ou endroit pour y chercher des registres ou choses qui peuvent constituer des éléments de preuve de la perpétration d'une infraction à la présente loi, et à saisir ces registres ou choses. La personne doit, dès que cela est matériellement possible, soit les apporter au juge ou, en cas d'incapacité de celui-ci, à un autre juge du même tribunal, soit lui en faire rapport, pour que le juge en dispose conformément au présent article.

(2) La requête est appuyée par une dénonciation sous serment qui expose les faits la justifiant.

(3) Le juge saisi de la requête peut décerner le mandat s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire ce qui suit :

a) une infraction à la présente loi a été commise;

b) des registres ou choses qui peuvent constituer des éléments de preuve de la perpétration de l'infraction seront vraisemblablement trouvés;

c) le bâtiment, contenant ou endroit précisé dans la requête contient vraisemblablement de tels registres ou choses.

(4) Le mandat indique l'infraction pour laquelle il est décerné et la personne présumée l'avoir commise. Il précise dans quel bâtiment, contenant ou endroit perquisitionner et il donne suffisamment de détails sur les registres ou choses à chercher et à saisir.

(5) Quiconque exécute le mandat peut saisir, outre les registres ou choses visés au paragraphe (1), tous autres registres ou choses qu'il croit, pour des motifs raisonnables, constituer des éléments de preuve de la perpétration d'une infraction à la présente loi. Il doit, dès que cela est matériellement possible, soit apporter ces registres ou choses au juge qui a décerné le mandat ou, en cas d'incapacité de celui-ci, à un

Requête pour mandat de perquisition

Preuve sous serment

Mandat décerné

Contenu du mandat

Saisie

act, another judge of the same court, to be dealt with by the judge in accordance with this section.

autre juge du même tribunal, soit lui en faire rapport, pour que le juge en dispose conformément au présent article.

Retention of things seized

(6) Subject to subsection (7), if any record or thing seized under subsection (1) or (5) is brought before a judge or a report in respect of it is made to a judge, the judge shall, unless the Minister waives retention, order that it be retained by the Minister, who shall take reasonable care to ensure that it is preserved until the conclusion of any investigation into the offence in relation to which the record or thing was seized or until it is required to be produced for the purposes of a criminal proceeding.

(6) Sous réserve du paragraphe (7), lorsque des registres ou choses saisis en vertu des paragraphes (1) ou (5) sont apportés à un juge ou qu'il lui en est fait rapport, celui-ci ordonne que le ministre les retienne sauf si ce dernier y renonce. Le ministre qui les retient est tenu d'en prendre raisonnablement soin pour assurer leur conservation jusqu'à la fin de toute enquête sur l'infraction en rapport avec laquelle ils ont été saisis ou jusqu'à ce que leur production soit exigée pour les besoins d'une procédure pénale.

Rétention des choses saisies

Return of things seized

(7) If any record or thing seized under subsection (1) or (5) is brought before a judge or a report in respect of it is made to a judge, the judge may, on the judge's own motion or on summary application by a person with an interest in the record or thing on three clear days notice of application to the Deputy Attorney General of Canada, order that the record or thing be returned to the person from whom it was seized or the person who is otherwise legally entitled to it, if the judge is satisfied that the record or thing

(7) Le juge à qui des registres ou choses saisis en vertu des paragraphes (1) ou (5) sont apportés ou à qui il en est fait rapport peut, d'office ou sur requête sommaire d'une personne ayant un droit dans les registres ou choses, après préavis de trois jours francs au sous-procureur général du Canada, ordonner que les registres ou choses soient restitués à la personne à qui ils ont été saisis ou à celle qui y a légalement droit par ailleurs, s'il est convaincu que les registres ou choses :

Restitution des choses saisies

- (a) will not be required for an investigation or a criminal proceeding; or
- (b) was not seized in accordance with the warrant or this section.

- a) soit ne seront pas nécessaires à une enquête ou à une procédure pénale;
- b) soit n'ont pas été saisis conformément au mandat ou au présent article.

Access and copies

(8) The person from whom any record or thing is seized under this section is entitled, at all reasonable times and subject to any reasonable conditions that may be imposed by the Minister, to inspect the record or thing and, in the case of a record, to obtain one copy of the record at the expense of the Minister.

(8) La personne à qui des registres ou choses sont saisis en application du présent article a le droit, à toute heure convenable et aux conditions raisonnables que peut imposer le ministre, d'examiner les registres ou choses et d'obtenir une copie unique des registres aux frais du ministre.

Accès aux registres et reproduction

CONFIDENTIALITY OF INFORMATION

RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

Definitions

84. (1) The following definitions apply in this section.

84. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

"authorized person"
«personne autorisée»

"authorized person" means a person who is engaged or employed, or who was formerly engaged or employed, by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to assist in carrying out the provisions of this Act.

«cour d'appel» S'entend au sens de l'article 2 du *Code criminel*.

«cour d'appel»
"court of appeal"

"confidential information" « renseignement confidentiel »	"confidential information" means information of any kind and in any form that relates to one or more persons and that is obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act, and any information that is prepared from such information, but does not include information that does not directly or indirectly reveal the identity of the person to whom it relates.	« fonctionnaire » Personne qui est ou a été employée par Sa Majesté du chef du Canada et des provinces, qui occupe ou a occupé une fonction de responsabilité à son service ou qui est ou a été engagée par elle ou en son nom.	« fonctionnaire » "official"
"court of appeal" « cour d'appel »	"court of appeal" has the same meaning as in section 2 of the <i>Criminal Code</i> .	« personne autorisée » Personne qui est ou a été engagée ou employée par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom pour aider à l'application de la présente loi.	« personne autorisée » "authorized person"
"official" « fonctionnaire »	"official" means a person who is employed in the service of, who occupies a position of responsibility in the service of, or who is engaged by or on behalf of, Her Majesty in right of Canada or a province, or a person who was formerly so employed, who formerly occupied such a position or who formerly was so engaged.	« renseignement confidentiel » Renseignement de toute nature et sous toute forme concernant une ou plusieurs personnes et qui soit est obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente loi, soit est tiré d'un renseignement ainsi obtenu. Est exclu de la présente définition le renseignement qui ne révèle pas, même indirectement, l'identité de la personne en cause.	« renseignement confidentiel » "confidential information"
Provision of information	(2) Except as authorized under this section, no official shall knowingly (a) provide, or allow to be provided, to any person any confidential information; (b) allow any person to have access to any confidential information; or (c) use any confidential information other than in the course of the administration or enforcement of this Act.	(2) Sauf autorisation prévue au présent article, il est interdit au fonctionnaire : a) de fournir sciemment à quiconque tout renseignement confidentiel ou de permettre sciemment qu'il le soit; b) de permettre sciemment à quiconque d'avoir accès à tout renseignement confidentiel; c) d'utiliser sciemment tout renseignement confidentiel en dehors du cadre de l'exécution ou du contrôle d'application de la présente loi.	Communication de renseignements
Provision of information in legal proceedings	(3) Despite any other Act of Parliament or other law, no official shall be required, in connection with any legal proceedings, to give or produce evidence relating to any confidential information.	(3) Malgré toute autre loi fédérale et toute règle de droit, nul fonctionnaire ne peut être requis, dans le cadre d'une instance, de témoigner ou de produire quoi que ce soit relativement à un renseignement confidentiel.	Communication de renseignements dans le cadre d'une instance
Communications where proceedings have been commenced	(4) Subsections (2) and (3) do not apply in respect of (a) criminal proceedings that have been commenced by the laying of an information or the preferring of an indictment under an Act of Parliament; (b) any legal proceedings relating to the administration or enforcement of this Act, the <i>Customs Act</i> , the <i>Export and Import Permits Act</i> or any other Act of Parliament or law of a province that provides for the	(4) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent : a) ni aux poursuites pénales engagées par le dépôt d'une dénonciation ou d'un acte d'accusation, en vertu d'une loi fédérale; b) ni aux instances ayant trait à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi, de la <i>Loi sur les douanes</i> , de la <i>Loi sur les licences d'exportation et d'importation</i> ou de toute loi fédérale ou provinciale qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt,	Communication de renseignements en cours d'instance

imposition or collection of a tax or duty, before a court of record, including a court of record in a jurisdiction outside Canada; or

(c) any legal proceedings under an international agreement relating to trade before 5

(i) a court of record, including a court of record in a jurisdiction outside Canada,

(ii) an international organization, or

(iii) a dispute settlement panel or an appellate body created under an interna- 10 tional agreement relating to trade.

d'une taxe ou d'un droit, engagées devant une cour d'archives, notamment une cour d'archives hors du ressort canadien;

c) ni aux instances engagées, au titre d'un accord commercial international, devant : 5

(i) une cour d'archives, notamment une cour d'archives hors du ressort canadien,

(ii) une organisation internationale,

(iii) un organe de règlement de différends ou une juridiction d'appel constituée sous 10 le régime d'un accord commercial international.

Circumstances involving danger

(5) The Minister may provide to appropriate persons any confidential information relating to imminent danger of death or physical injury to any individual.

(5) Le ministre peut fournir aux personnes compétentes tout renseignement confidentiel concernant un danger imminent de mort ou de 15 blessures qui menace une personne.

Personnes en danger

Disclosure of confidential information

(6) An official may

(a) provide to a person any confidential information that may reasonably be regarded as necessary for the purpose of the administration or enforcement of this Act, solely for 20 that purpose;

(b) provide to a person confidential information that can reasonably be regarded as necessary for the purposes of determining any liability or obligation of the person or any 25 refund to which the person is or may become entitled under this Act;

(c) provide, allow to be provided, or allow inspection of or access to any confidential information to or by 30

(i) any person, or any person within a class of persons, that the Minister may authorize, subject to any conditions that the Minister may specify, or

(ii) any person otherwise legally entitled 35 to the information by reason of an Act of Parliament, solely for the purposes for which that person is entitled to the information;

(d) provide confidential information 40

(6) Le fonctionnaire peut :

a) fournir à toute personne tout renseignement confidentiel qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaire à l'exécution ou 20 au contrôle d'application de la présente loi, mais uniquement à cette fin;

b) fournir à toute personne tout renseignement confidentiel qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaire à la détermination de toute somme dont la personne est redevable ou du montant de tout remboursement auquel elle a droit ou pourrait avoir droit en vertu de la présente loi;

c) d'une part, fournir ou permettre que soit 30 fourni tout renseignement confidentiel à toute personne que le ministre autorise, ou qui fait partie d'une catégorie de personnes que le ministre autorise, aux conditions précisées par celui-ci, ou à toute personne qui y a par 35 ailleurs légalement droit par l'effet d'une loi fédérale et, d'autre part, lui en permettre l'examen ou l'accès, mais uniquement aux fins auxquelles elle y a droit;

d) fournir tout renseignement confidentiel : 40

(i) à tout fonctionnaire du ministère des Finances, mais uniquement en vue de l'administration de tout accord fédéral-

Communication d'un renseignement confidentiel

- (i) to an official of the Department of Finance solely for the purposes of the administration of a federal-provincial agreement made under the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*, 5
- (ii) to an official solely for the purpose of the formulation, evaluation or implementation of a fiscal or trade policy or for the purposes of the administration or enforcement of the *Customs Act*, the *Export and Import Permits Act*, any other Act of Parliament or law of a province that provides for the imposition or collection of a tax or duty or an international agreement relating to trade, 15
- (iii) to an official solely for the purposes of the negotiation or implementation of an international agreement relating to trade,
- (iv) to an official of the government of a province solely for the purposes of the 20 formulation or evaluation of a fiscal or trade policy or any other policy relating to softwood lumber products,
- (v) to an official of a department or agency of the Government of Canada or of a 25 province as to the name, address, occupation, size or type of business of a person, solely for the purposes of enabling that department or agency to obtain statistical data for research and analysis, 30
- (vi) to an official solely for the purposes of setting off, against any sum of money that may be payable by Her Majesty in right of Canada, a debt due to
- (A) Her Majesty in right of Canada, or 35
- (B) Her Majesty in right of a province on account of taxes payable to the province where an agreement exists between Canada and the province under which Canada is authorized to collect 40 taxes on behalf of the province, or
- (vii) to an official solely for the purposes of section 7.1 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*;
- provincial conclu au titre de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*,
- (ii) à tout fonctionnaire, mais uniquement en vue de la formulation, de l'évaluation et 5 de la mise à exécution de toute politique fiscale ou commerciale ou en vue de l'exécution ou du contrôle d'application de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, de 10 toute loi fédérale ou provinciale qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit ou de tout accord commercial international,
- (iii) à tout fonctionnaire, mais uniquement 15 en vue de la négociation et de la mise à exécution de tout accord commercial international,
- (iv) à tout fonctionnaire provincial, mais uniquement en vue de la formulation ou de 20 l'évaluation de toute politique fiscale ou commerciale ou de toute autre politique relative aux produits de bois d'oeuvre,
- (v) à tout fonctionnaire d'un ministère ou organisme fédéral ou provincial, quant aux 25 nom, adresse et profession d'une personne et à la taille et au genre de son entreprise, mais uniquement en vue de permettre au ministère ou à l'organisme de recueillir des données statistiques pour la recherche et 30 l'analyse,
- (vi) à tout fonctionnaire, mais uniquement en vue de procéder, par voie de compensation, à la retenue, sur toute somme due par Sa Majesté du chef du Canada, de toute 35 somme correspondant à une créance :
- (A) soit de Sa Majesté du chef du Canada,
- (B) soit de Sa Majesté du chef d'une province s'il s'agit de taxes ou d'impôts 40 provinciaux visés par un accord entre le Canada et la province en vertu duquel le Canada est autorisé à percevoir les impôts ou taxes à verser à la province,

(e) provide confidential information to an official or any person employed by or representing the government of a foreign state, an international organization established by the governments of states, a community of states, or an institution of any such government or organization, in accordance with an international convention, agreement or other written arrangement relating to trade between the Government of Canada or an institution of the Government of Canada and the government of the foreign state, the organization, the community or the institution, solely for the purposes set out in that arrangement;

(f) provide confidential information solely for the purposes of sections 23 to 25 of the *Financial Administration Act*;

(g) use confidential information to compile information in a form that does not directly or indirectly reveal the identity of the person to whom the information relates;

(h) use, or provide to any person, confidential information solely for a purpose relating to the supervision, evaluation or discipline of an authorized person by Her Majesty in right of Canada in respect of a period during which the authorized person was employed by or engaged by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to assist in the administration or enforcement of this Act, to the extent that the information is relevant for that purpose;

(i) provide access to records of confidential information to the Librarian and Archivist of Canada or a person acting on behalf of or under the direction of the Librarian and Archivist, solely for the purposes of section 12 of the *Library and Archives of Canada Act*, and transfer such records to the care and control of such persons solely for the purposes of section 13 of that Act;

(j) use confidential information relating to a person to provide information to that person; and

(k) provide confidential information to a police officer, within the meaning assigned by subsection 462.48(17) of the *Criminal*

(vii) à tout fonctionnaire, mais uniquement pour l'application de l'article 7.1 de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*;

e) fournir tout renseignement confidentiel à tout fonctionnaire, à tout employé ou à tout représentant du gouvernement d'un État étranger, d'une organisation internationale créée par les gouvernements de divers États, d'une communauté internationale ou d'une institution d'un tel gouvernement ou d'une telle organisation, conformément à une convention, une entente ou un autre accord commercial international écrit conclu entre le gouvernement du Canada ou l'une de ses institutions et le gouvernement de l'État étranger, l'organisation, la communauté ou l'institution, aux seules fins qui y sont énoncées;

f) fournir tout renseignement confidentiel, mais uniquement pour l'application des articles 23 à 25 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

g) utiliser tout renseignement confidentiel en vue de compiler des renseignements sous une forme qui ne révèle pas, même indirectement, l'identité de la personne en cause;

h) utiliser ou fournir tout renseignement confidentiel, mais uniquement à une fin liée à la surveillance ou à l'évaluation, par Sa Majesté du chef du Canada, d'une personne autorisée ou à des mesures disciplinaires prises par elle à l'endroit de cette personne relativement à une période au cours de laquelle celle-ci était soit employée par elle, soit engagée par elle ou en son nom pour aider à l'exécution ou au contrôle d'application de la présente loi, dans la mesure où le renseignement a rapport à cette fin;

i) donner accès à des registres renfermant des renseignements confidentiels au bibliothécaire et archiviste du Canada ou à toute personne agissant en son nom ou sur son ordre, mais uniquement pour l'application de l'article 12 de la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, et transférer de tels

Code, solely for the purpose of investigating whether an offence has been committed under the *Criminal Code*, or the laying of an information or the preferring of an indictment, if

(i) that information can reasonably be regarded as being relevant for the purpose of ascertaining the circumstances in which an offence under the *Criminal Code* may have been committed, or the identity of the person or persons who may have committed an offence, with respect to an official, or with respect to any person related to that official,

(ii) the official was or is engaged in the administration or enforcement of this Act, and

(iii) the offence can reasonably be considered to be related to that administration or enforcement.

Measures to prevent unauthorized use or disclosure

(7) The person presiding at a legal proceeding relating to the supervision, evaluation or discipline of an authorized person may order any measures that are necessary to ensure that confidential information is not used or provided to any person for any purpose not relating to that proceeding, including

(a) holding a hearing *in camera*;

(b) banning the publication of the information;

(c) concealing the identity of the person to whom the information relates; and

(d) sealing the records of the proceeding.

Disclosure to person or on consent

(8) An official may provide confidential information relating to a person

(a) to that person; and

registres sous la garde et la responsabilité de ces personnes, mais uniquement pour l'application de l'article 13 de cette loi;

j) utiliser tout renseignement confidentiel concernant une personne en vue de lui fournir un renseignement;

k) fournir tout renseignement confidentiel à tout policier, au sens du paragraphe 462.48(17) du *Code criminel*, mais uniquement en vue de l'établissement de la perpétration d'une infraction à cette loi ou en vue du dépôt d'une dénonciation ou d'un acte d'accusation, si, à la fois :

(i) il est raisonnable de considérer que le renseignement est nécessaire pour confirmer les circonstances dans lesquelles l'infraction au *Code criminel* peut avoir été commise à l'égard d'un fonctionnaire ou de toute personne qui lui est liée, ou l'identité de la ou des personnes pouvant avoir commis l'infraction,

(ii) le fonctionnaire est ou était chargé de l'exécution ou du contrôle d'application de la présente loi,

(iii) il est raisonnable de considérer que l'infraction est liée à cette exécution ou ce contrôle d'application.

(7) La personne qui préside une instance concernant la surveillance ou l'évaluation d'une personne autorisée ou des mesures disciplinaires prises à l'endroit de celle-ci peut ordonner la mise en oeuvre de mesures nécessaires pour éviter qu'un renseignement confidentiel soit utilisé ou fourni à toute fin étrangère à la procédure, notamment :

a) la tenue d'une audience à huis clos;

b) la non-publication du renseignement;

c) la non-divulgence de l'identité de la personne en cause;

d) la mise sous scellés du procès-verbal des débats.

Mesures visant à prévenir l'utilisation ou la communication non autorisées de renseignements

(8) Le fonctionnaire peut fournir tout renseignement confidentiel :

a) à la personne en cause;

Divulgence de renseignements confidentiels

	<p>(b) with the consent of that person, to any other person.</p>	<p>b) à toute autre personne, avec le consentement de la personne en cause.</p>	
Appeal from order or direction	<p>(9) An order or direction that is made in the course of or in connection with any legal proceedings and that requires an official to give or produce evidence relating to any confidential information may, by notice served on all interested parties, be appealed without delay by the Minister or by the person against whom the order or direction is made to</p>	<p>(9) Le ministre ou la personne contre laquelle une ordonnance est rendue ou à l'égard de laquelle une directive est donnée, dans le cadre ou à l'égard d'une instance, enjoignant au fonctionnaire de témoigner ou de produire quoi que ce soit relativement à un renseignement confidentiel peut sans délai, par avis signifié aux parties intéressées, interjeter appel de l'ordonnance ou de la directive devant :</p>	Appel d'une ordonnance ou d'une directive
	<p>(a) the court of appeal of the province in which the order or direction is made, in the case of an order or direction made by a court or other tribunal established under the laws of the province, whether that court or tribunal is exercising a jurisdiction conferred by the laws of Canada; or</p>	<p>a) la cour d'appel de la province dans laquelle l'ordonnance est rendue ou la directive donnée, s'il s'agit d'une ordonnance ou d'une directive émanant d'un tribunal établi en application des lois de la province, que ce tribunal exerce ou non une compétence conférée par les lois fédérales;</p>	
	<p>(b) the Federal Court of Appeal, in the case of an order or direction made by a court or other tribunal established under the laws of Canada.</p>	<p>b) la Cour d'appel fédérale, s'il s'agit d'une ordonnance ou d'une directive émanant d'un tribunal établi en application des lois fédérales.</p>	
Disposition of appeal	<p>(10) The court to which an appeal is taken under subsection (9) may allow the appeal and quash the order or direction appealed from or may dismiss the appeal, and the rules of practice and procedure from time to time governing appeals to the courts shall apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of an appeal instituted under subsection (9).</p>	<p>(10) Le tribunal saisi de l'appel peut soit accueillir celui-ci et annuler l'ordonnance ou la directive en cause, soit le rejeter; les règles de pratique et de procédure régissant les appels devant les tribunaux judiciaires s'appliquent à l'appel avec les adaptations nécessaires.</p>	Décision d'appel
Stay	<p>(11) An appeal instituted under subsection (9) shall stay the operation of the order or direction appealed from until judgment is pronounced.</p>	<p>(11) L'application de l'ordonnance ou de la directive objet de l'appel est différée jusqu'au prononcé du jugement.</p>	Sursis

COLLECTION

RECouvreMENT

Definitions	<p>85. (1) The following definitions apply in this section.</p>	<p>85. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.</p>	Définitions
"action" « action »	<p>"action" means an action to collect a charge debt of a person and includes a proceeding in a court and anything done by the Minister under any of sections 88 to 93.</p>	<p>« action » Toute action en recouvrement d'une dette fiscale d'une personne, y compris une instance et toute mesure prise par le ministre en vertu de l'un des articles 88 à 93.</p>	« action » "action"
"charge debt" « dette fiscale »	<p>"charge debt" means any amount payable by a person under this Act.</p>	<p>« dette fiscale » Toute somme exigible d'une personne en vertu de la présente loi.</p>	« dette fiscale » "charge debt"

"legal representative" «représentant légal»	<p>"legal representative" of a person means a trustee in bankruptcy, an assignee, a liquidator, a curator, a receiver of any kind, a trustee, an heir, an administrator, an executor, a liquidator of a succession, a committee, or any other similar person, administering, winding up, controlling or otherwise dealing in a representative or fiduciary capacity with any property, business, commercial activity or estate that belongs or belonged to, or that is or was held for the benefit of, the person or the person's estate.</p>	<p>«représentant légal» Syndic de faillite, cessionnaire, liquidateur, curateur, séquestre de tout genre, fiduciaire, héritier, administrateur du bien d'autrui, liquidateur de succession, exécuteur testamentaire, conseil ou autre personne semblable qui, en qualité de représentant ou de fiduciaire, administre, liquide ou contrôle les biens, les affaires, les activités commerciales ou les actifs qui appartiennent ou appartenaient à une personne ou à sa succession ou sont ou étaient détenus pour leur compte, ou s'en occupe de toute autre façon.</p>	«représentant légal» "legal representative"
Debts to Her Majesty	<p>(2) A charge debt is a debt due to Her Majesty in right of Canada and is recoverable as such in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction or in any other manner provided under this Act.</p>	<p>(2) La dette fiscale est une créance de Sa Majesté du chef du Canada et est recouvrable à ce titre devant la Cour fédérale ou devant tout autre tribunal compétent ou de toute autre manière prévue par la présente loi.</p>	Créances de Sa Majesté
Court proceedings	<p>(3) The Minister may not commence a proceeding in a court to collect a charge debt of a person in respect of an amount that may be assessed under this Act, unless when the proceeding is commenced the person has been or may be assessed for that amount.</p>	<p>(3) Le ministre ne peut engager une procédure en vue du recouvrement de la dette fiscale d'une personne à l'égard d'une somme pouvant faire l'objet d'une cotisation aux termes de la présente loi que si, au moment considéré, la personne a fait l'objet d'une cotisation pour cette somme ou peut en faire l'objet.</p>	Procédure
No actions after limitation period	<p>(4) The Minister may not commence an action to collect a charge debt after the end of the limitation period for the collection of the charge debt.</p>	<p>(4) Il ne peut intenter d'action en recouvrement d'une dette fiscale après l'expiration du délai de prescription applicable.</p>	Prescription
Limitation period	<p>(5) The limitation period for the collection of a charge debt of a person</p> <p>(a) begins</p> <p>(i) if a notice of assessment in respect of the charge debt is mailed to the person, or a notice referred to in subsection 94(1) in respect of the charge debt is mailed to or served on the person, on the last day on which one of those notices is mailed or served, and</p> <p>(ii) if no notice referred to in subparagraph (i) in respect of the charge debt was mailed or served, on the day on which the Minister can commence an action to collect that charge debt; and</p> <p>(b) ends, subject to subsection (9), on the day that is 10 years after the day on which it begins.</p>	<p>(5) Le délai de prescription pour le recouvrement d'une dette fiscale :</p> <p>a) commence à courir :</p> <p>(i) si un avis de cotisation, ou l'avis visé au paragraphe 94(1), à l'égard de la dette est, selon le cas, signifié ou envoyé par courrier, le dernier en date des jours où l'un de ces avis est envoyé ou signifié,</p> <p>(ii) sinon, le premier jour où le ministre peut intenter une action en recouvrement;</p> <p>b) prend fin, sous réserve du paragraphe (9), dix ans après le jour de son début.</p>	Délai de prescription

Limitation period restarted	(6) The limitation period described in subsection (5) for the collection of a charge debt of a person restarts — and ends, subject to subsection (9), on the day that is 10 years after the day on which it restarts — on any day, before it would otherwise end, on which	(6) Le délai de prescription pour le recouvrement d'une dette fiscale recommence à courir — et prend fin, sous réserve du paragraphe (9), dix ans plus tard — le jour, antérieur à celui où il prendrait par ailleurs fin, où, selon le cas :	Reprise du délai de prescription
	(a) the person acknowledges the charge debt in accordance with subsection (7);	a) la personne en cause reconnaît la dette conformément au paragraphe (7);	
	(b) the Minister commences an action to collect the charge debt; or	b) le ministre intente une action en recouvrement de la dette;	
	(c) the Minister, under subsection 89(7) or 95(4), assesses another person in respect of the charge debt.	c) le ministre établit, en vertu des paragraphes 89(7) ou 95(4), une cotisation visant une autre personne à l'égard de la dette.	
Acknowledgement of charge debts	(7) A person acknowledges a charge debt if the person	(7) Se reconnaît débitrice d'une dette fiscale la personne qui, selon le cas :	Reconnaissance de dette fiscale
	(a) promises, in writing, to pay the charge debt;	a) promet, par écrit, de payer la dette;	
	(b) makes a written acknowledgement of the charge debt, whether or not a promise to pay can be inferred from the acknowledgement and whether or not it contains a refusal to pay; or	b) reconnaît la dette par écrit, que cette reconnaissance soit ou non rédigée en des termes qui permettent de déduire une promesse de payer et soit assortie ou non d'un refus de payer;	
	(c) makes a payment, including a purported payment by way of a negotiable instrument that is dishonoured, on account of the charge debt.	c) fait un paiement au titre de la dette, y compris un prétendu paiement fait au moyen d'un titre négociable non accepté.	
Agent or legal representative	(8) For the purposes of this section, an acknowledgement made by a person's agent or mandatary or legal representative has the same effect as if it were made by the person.	(8) Pour l'application du présent article, la reconnaissance faite par le mandataire ou le représentant légal d'une personne a la même valeur que si elle était faite par celle-ci.	Mandataire ou représentant légal
Extension of limitation period	(9) In computing the day on which a limitation period ends, there shall be added the number of days on which one or more of the following is the case:	(9) Le nombre de jours où au moins un des faits ci-après se vérifie prolonge d'autant la durée du délai de prescription :	Prorogation du délai de prescription
	(a) the Minister has accepted and holds security in lieu of payment of the charge debt;	a) le ministre a accepté et détient une garantie pour le paiement de la dette fiscale;	
	(b) if the person was resident in Canada on the applicable date described in paragraph (5)(a) in respect of the charge debt, the person is non-resident; or	b) la personne, qui résidait au Canada à la date applicable visée à l'alinéa (5)a) relativement à la dette fiscale, n'y réside plus;	
	(c) an action that the Minister may otherwise take in respect of the charge debt is restricted or not permitted under any provision of the	c) l'une des actions que le ministre peut exercer par ailleurs relativement à la dette fiscale est limitée ou interdite en vertu d'une disposition quelconque de la <i>Loi sur la faillite</i> et <i>l'insolvabilité</i> , la <i>Loi sur les arrangements</i>	

Bankruptcy and Insolvency Act, of the Companies' Creditors Arrangement Act or of the Farm Debt Mediation Act.

avec les créanciers des compagnies ou la Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole.

Assessment
before collection

(10) The Minister may not take any collection action under sections 88 to 93 in respect of any amount payable by a person that may be assessed under this Act, other than interest under section 34 or penalty under section 64 or 65, unless the amount has been assessed.

(10) Le ministre ne peut prendre de mesures de recouvrement en vertu des articles 88 à 93 relativement à toute somme susceptible de cotisation selon la présente loi que si la somme a fait l'objet d'une cotisation; il peut néanmoins exiger des intérêts aux termes de l'article 34 ou imposer une pénalité aux termes des articles 64 10 ou 65.

Cotisation avant
recouvrement

Interest on
judgments

(11) If a judgment is obtained for any amount payable under this Act, including a certificate registered under section 88, the provisions of this Act by which interest is payable for a failure to pay an amount apply, with any modifications that the circumstances 15 require, to the failure to pay the judgment debt, and the interest is recoverable in the same manner as the judgment debt.

(11) Dans le cas où un jugement est obtenu à l'égard de toute somme exigible en vertu de la présente loi, y compris un certificat enregistré aux termes de l'article 88, les dispositions de la 15 présente loi en application desquelles des intérêts sont exigibles pour défaut de paiement d'une somme s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au défaut de paiement de la créance constatée par le jugement, et les intérêts sont 20 recouvrables de la même manière que cette créance.

Intérêts à la suite
de jugements

Litigation costs

(12) If an amount is payable by a person to Her Majesty in right of Canada because of an order, judgment or award of a court in respect of the costs of litigation relating to a matter to which this Act applies, sections 88 to 94 apply to the amount as if it were payable under this Act.

(12) Dans le cas où une somme doit être payée à Sa Majesté du chef du Canada en exécution d'une ordonnance, d'un jugement ou 25 d'une décision d'un tribunal concernant l'attribution des frais de justice relatifs à toute question régie par la présente loi, les articles 88 25 à 94 s'appliquent à la somme comme si elle était exigible en vertu de la présente loi.

Frais de justice

Collection
restrictions

86. (1) If a person is liable for the payment of an amount under this Act, the Minister shall not, for the purpose of collecting the amount, take any of the following actions until the end of 90 days after the date of a notice of assessment 30 issued under this Act in respect of the amount:

- (a) commence legal proceedings in a court;
- (b) certify the amount under section 88;
- (c) require a person to make a payment under subsection 89(1); or
- (d) require an institution or a person to make a payment under subsection 89(2).

86. (1) Lorsqu'une personne est redevable d'une somme en vertu de la présente loi, le ministre, pour recouvrer la somme, ne peut, avant le lendemain du quatre-vingt-dixième jour suivant la date de l'avis de cotisation délivré en 35 vertu de la présente loi relativement à la somme :

- a) entamer de poursuites devant un tribunal;
- b) attester la somme dans un certificat, conformément à l'article 88;
- c) obliger toute personne à faire un paiement, en vertu du paragraphe 89(1);
- d) obliger toute institution ou toute personne à faire un paiement, en vertu du paragraphe 89(2).

Restrictions au
recouvrement

No action after
service of notice
of objection

(2) If a person has served a notice of objection under this Act to an assessment of an amount payable under this Act, the Minister shall not, for the purpose of collecting the amount in controversy, take any of the actions described in subsection (1) until the end of 90 days after the date of the notice to the person that the Minister has confirmed or varied the assessment.

No action after
appealing to Tax
Court of Canada

(3) If a person has appealed to the Tax Court of Canada from an assessment of an amount payable under this Act, the Minister shall not, for the purpose of collecting the amount in controversy, take any of the actions described in subsection (1) before the day on which a copy of the decision of the Court is mailed to the person or the day on which the person discontinues the appeal, whichever is the earlier.

No action
pending
determination by
court

(4) If a person has agreed under subsection 62(1) that a question should be determined by the Tax Court of Canada, or if a person is served with a copy of an application made under subsection 63(1) to that Court for the determination of a question, the Minister shall not take any of the actions described in subsection (1) for the purpose of collecting that part of an amount assessed, the liability for payment of which will be affected by the determination of the question, before the day on which the question is determined by the Court.

Action after
judgment

(5) Despite any other provision of this section, if a person has served a notice of objection under this Act to an assessment or has appealed to the Tax Court of Canada from an assessment and agrees in writing with the Minister to delay proceedings on the objection or appeal, as the case may be, until judgment has been given in another action before the Tax Court of Canada, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada in which the issue is the same or substantially the same as that raised in the objection or appeal of the person, the Minister may take any of the actions described in subsection (1) for the purpose of collecting the amount assessed, or a part of it, as determined in a manner consistent with the judgment of the Court in the other action at any

(2) Lorsqu'une personne signifie un avis d'opposition à une cotisation pour une somme exigible en vertu de la présente loi, le ministre, pour recouvrer la somme en litige, ne peut prendre aucune des mesures visées au paragraphe (1) avant le lendemain du quatre-vingt-dixième jour suivant la date de l'avis à la personne portant qu'il confirme ou modifie la cotisation.

Mesures
postérieures à la
signification
d'un avis
d'opposition

(3) Lorsqu'une personne interjette appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt à l'égard d'une cotisation pour une somme exigible en vertu de la présente loi, le ministre, pour recouvrer la somme en litige, ne peut prendre aucune des mesures visées au paragraphe (1) avant la date d'envoi à la personne d'une copie de la décision du tribunal ou, si elle est antérieure, la date où la personne se désiste de l'appel.

Mesures
postérieures à un
appel devant la
Cour canadienne
de l'impôt

(4) Lorsqu'une personne convient, aux termes du paragraphe 62(1), de soumettre une question à la Cour canadienne de l'impôt ou qu'il est signifié à une personne copie d'une demande présentée en vertu du paragraphe 63(1) devant ce tribunal pour qu'il statue sur une question, le ministre, pour recouvrer la partie du montant de la cotisation dont la personne pourrait être redevable selon ce que le tribunal décidera, ne peut prendre aucune des mesures visées au paragraphe (1) avant que celui-ci ne statue.

Aucune mesure
en attendant la
décision de la
Cour canadienne
de l'impôt

(5) Malgré les autres dispositions du présent article, lorsqu'une personne signifie, conformément à la présente loi, un avis d'opposition à une cotisation ou interjette appel à l'égard d'une cotisation auprès de la Cour canadienne de l'impôt et qu'elle convient par écrit avec le ministre de retarder la procédure d'opposition ou d'appel jusqu'à ce que la Cour canadienne de l'impôt, la Cour d'appel fédérale ou la Cour suprême du Canada rende jugement dans une autre action qui soulève la même question, ou essentiellement la même, que celle soulevée dans l'opposition ou l'appel, le ministre peut prendre les mesures visées au paragraphe (1) pour recouvrer tout ou partie du montant de la cotisation établie de la façon envisagée par le

Mesures
postérieures à un
jugement

time after the Minister notifies the person in writing that the judgment has been given by the Court in the other action.

Authorization to proceed without delay

87. (1) Despite section 86, if, on *ex parte* application by the Minister, a judge is satisfied that there are reasonable grounds to believe that the collection of all or any part of an amount assessed in respect of a person would be jeopardized by a delay in the collection of the amount, the judge shall, on any terms that the judge considers reasonable in the circumstances, authorize the Minister to take without delay any of the actions described in subsection 86(1) with respect to the amount.

Notice of assessment not sent

(2) An authorization under subsection (1) in respect of an amount assessed may be granted by a judge even if a notice of assessment in respect of that amount has not been sent to the person at or before the time the application is made if the judge is satisfied that the receipt of the notice of assessment by the person would likely further jeopardize the collection of the amount, and for the purposes of sections 85, 88 to 90, 92 and 93, the amount in respect of which an authorization is so granted is deemed to be an amount payable under this Act.

Affidavits

(3) Statements contained in an affidavit of a person filed in the context of an application under this section may be based on the belief of the person.

Service of authorization and of notice of assessment

(4) An authorization granted under this section in respect of a person shall be served by the Minister on the person within 72 hours after it is granted unless the judge orders the authorization to be served at some other time specified in the authorization. If a notice of assessment has not been sent to the person at or before the time of the application, the notice of assessment shall be served together with the authorization.

How service effected

(5) For the purposes of subsection (4), service on a person shall be effected by

- (a) personal service on the person; or
- (b) service in accordance with the directions, if any, of a judge.

jugement rendu dans cette autre action, à tout moment après qu'il a avisé la personne par écrit du jugement en question.

Recouvrement compromis

87. (1) Malgré l'article 86, sur requête *ex parte* du ministre, le juge saisi autorise celui-ci à prendre sans tarder toute mesure visée au paragraphe 86(1) à l'égard du montant d'une cotisation établie relativement à la personne en cause, aux conditions qu'il estime raisonnables dans les circonstances, s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'octroi à cette personne d'un délai pour payer la somme compromettrait le recouvrement de tout ou partie de celle-ci.

Recouvrement compromis par la réception d'un avis de cotisation

(2) Le juge saisi peut accorder l'autorisation même si aucun avis de cotisation n'a été envoyé à la personne intéressée à la date de la présentation de la requête ou avant celle-ci, s'il est convaincu que la réception de l'avis par cette dernière compromettrait davantage, selon toute vraisemblance, le recouvrement de la somme. Pour l'application des articles 85, 88 à 90, 92 et 93, la somme visée par l'autorisation est réputée être une somme exigible en vertu de la présente loi.

25

Affidavits

(3) Les déclarations contenues dans tout affidavit produit par la personne dans le cadre de la requête peuvent être fondées sur son opinion.

Signification de l'autorisation et de l'avis de cotisation

(4) Le ministre signifie l'autorisation à la personne intéressée dans les soixante-douze heures suivant le moment où elle est accordée, sauf si le juge ordonne qu'elle soit signifiée dans tout autre délai qui y est précisé. L'avis de cotisation est signifié en même temps que l'autorisation, s'il n'a pas été envoyé à l'intéressé au plus tard au moment de la présentation de la requête.

Mode de signification

(5) Pour l'application du paragraphe (4), l'autorisation est signifiée à la personne soit par voie de signification à personne, soit par tout autre mode ordonné par le juge.

Application to judge for direction	(6) If service on a person cannot reasonably be effected as and when required under this section, the Minister may, as soon as practicable, apply to a judge for further direction.	(6) Si la signification ne peut être effectuée conformément au présent article sans difficultés sérieuses, le ministre peut, dès que cela est matériellement possible, demander d'autres instructions au juge.	Demande d'instructions au juge
Review of authorization	(7) If a judge of a court has granted an authorization under this section in respect of a person, the person may, on six clear days notice to the Deputy Attorney General of Canada, apply to a judge of the court to review the authorization.	(7) Si le juge saisi accorde l'autorisation, la personne intéressée peut, après avis de six jours francs au sous-procureur général du Canada, demander à un juge du même tribunal de la réviser.	Révision de l'autorisation
Limitation period for review application	(8) An application under subsection (7) shall be made (a) within 30 days after the authorization was served on the person in accordance with this section; or (b) within any further time that a judge may allow, on being satisfied that the application was made as soon as practicable.	(8) La demande de révision est présentée : a) dans les trente jours suivant la date où l'autorisation a été signifiée à l'intéressé; b) dans le délai supplémentaire que le juge peut accorder s'il est convaincu que l'intéressé a présenté la demande dès que cela a été matériellement possible.	Délai de présentation de la demande
Hearing in camera	(9) An application under subsection (7) may, on the application of the person, be heard <i>in camera</i> , if the person establishes to the satisfaction of the judge that the circumstances of the case justify <i>in camera</i> proceedings.	(9) La demande de révision peut, à la demande de l'intéressé, être entendue à huis clos si celui-ci établit, à la satisfaction du juge, que les circonstances le justifient.	Huis clos
Disposition of application	(10) On an application under subsection (7), the judge shall determine the question summarily and may confirm, set aside or vary the authorization and make any other order that the judge considers appropriate.	(10) Le juge saisi de la demande de révision tranche la question de façon sommaire et peut confirmer, annuler ou modifier l'autorisation et rendre toute autre ordonnance qu'il juge indiquée.	Ordonnance
Directions	(11) If any question arises as to the course to be followed in connection with anything done or being done under this section and there is no direction in this section with respect to it, a judge may give any direction that the judge considers appropriate.	(11) Si aucune mesure n'est prévue au présent article sur une question à régler à l'égard d'une chose accomplie ou en voie d'accomplissement, le juge peut décider des mesures qu'il estime indiquées.	Mesures non prévues
No appeal from review order	(12) No appeal lies from an order of a judge made under subsection (10).	(12) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (10) est sans appel.	Ordonnance sans appel
Certificates	88. (1) Any amount payable by a person (in this section referred to as the "debtor") under this Act that has not been paid as and when required under this Act may be certified by the Minister as an amount payable by the debtor.	88. (1) Toute somme exigible d'une personne (appelée « débiteur » au présent article) en vertu de la présente loi qui n'a pas été payée selon les modalités et dans le délai prévus sous le régime de la présente loi peut, par certificat du ministre, être déclarée exigible du débiteur.	Certificat
Registration in court	(2) On production to the Federal Court, a certificate in respect of a debtor shall be registered in the Court and when so registered	(2) Sur production à la Cour fédérale, le certificat fait à l'égard d'un débiteur y est enregistré. Il a alors le même effet que s'il	Enregistrement à la Cour fédérale

has the same effect, and all proceedings may be taken on the certificate, as if it were a judgment obtained in the Court against the debtor for a debt in the amount certified plus interest on the amount as provided under this Act to the day of payment and, for the purposes of those proceedings, the certificate is deemed to be a judgment of the Court against the debtor for a debt due to Her Majesty in right of Canada and enforceable as such.

s'agissait d'un jugement rendu par ce tribunal contre le débiteur pour une dette de la somme attestée dans le certificat, augmentée des intérêts courus comme le prévoit la présente loi jusqu'au jour du paiement, et toute procédure peut être engagée à la faveur du certificat comme s'il s'agissait d'un tel jugement. Pour ce qui est d'une telle procédure, le certificat est réputé être un jugement exécutoire du tribunal contre le débiteur pour une créance de Sa Majesté du chef du Canada.

Costs

(3) All reasonable costs and charges paid or incurred for the registration in the Federal Court of a certificate or in respect of any proceedings taken to collect the amount certified are recoverable in the same manner as if they had been included in the amount certified in the certificate when it was registered.

(3) Les dépens et autres frais raisonnables payés ou engagés pour l'enregistrement à la Cour fédérale du certificat ou pour l'exécution de la procédure de recouvrement de la somme qui y est attestée sont recouvrables de la même manière que s'ils avaient été inclus dans cette somme au moment de l'enregistrement du certificat.

Dépens et autres frais

Charge on property

(4) A document issued by the Federal Court evidencing a registered certificate in respect of a debtor, a writ of that Court issued pursuant to the certificate or any notification of the document or writ (which document, writ or notification is in this section referred to as a "memorial") may be filed, registered or otherwise recorded for the purpose of creating a charge, lien or priority on, or a binding interest in, property in a province, or any interest in such property, held by the debtor, in the same manner as a document evidencing

(4) Tout document délivré par la Cour fédérale et faisant preuve du contenu du certificat enregistré à l'égard d'un débiteur, tout bref de ce tribunal délivré au titre du certificat ou toute notification du document ou du bref (le document, le bref ou la notification étant appelé « extrait » au présent article) peut être produit, enregistré ou autrement inscrit en vue de grever d'une sûreté, priorité ou autre charge un bien du débiteur situé dans une province, ou un droit sur un tel bien, de la même manière que peut l'être, en application de la loi provinciale, tout document faisant preuve :

Charge sur un bien

(a) a judgment of the superior court of the province against a person for a debt owing by the person, or

a) soit du contenu d'un jugement rendu par la cour supérieure de la province contre une personne pour une dette de celle-ci;

(b) an amount payable or required to be remitted by a person in the province in respect of a debt owing to Her Majesty in right of the province

b) soit d'une somme à payer ou à remettre par une personne dans la province au titre d'une créance de Sa Majesté du chef de la province.

may be filed, registered or otherwise recorded in accordance with the law of the province to create a charge, lien or priority on, or a binding interest in, the property or interest.

40

Creation of charge

(5) If a memorial has been filed, registered or otherwise recorded under subsection (4),

(5) Une fois l'extrait produit, enregistré ou autrement inscrit en application du paragraphe (4), une sûreté, priorité ou autre charge greève un bien du débiteur situé dans la province, ou un droit sur un tel bien, de la même manière et dans

Charge sur un bien

(a) a charge, lien or priority is created on, or a binding interest is created in, property in the province, or any interest in such property, held by the debtor, or

(b) such property or interest in the property is otherwise bound,

in the same manner and to the same extent as if the memorial were a document evidencing a judgment referred to in paragraph (4)(a) or an amount referred to in paragraph (4)(b), and the charge, lien, priority or binding interest created is subordinate to any charge, lien, priority or binding interest in respect of which all steps necessary to make it effective against other creditors were taken before the time the memorial was filed, registered or otherwise recorded.

Proceedings in respect of memorial

(6) If a memorial is filed, registered or otherwise recorded in a province under subsection (4), proceedings may be taken in the province in respect of the memorial, including proceedings

(a) to enforce payment of the amount evidenced by the memorial, interest on the amount and all costs and charges paid or incurred in respect of

(i) the filing, registration or other recording of the memorial, and

(ii) proceedings taken to collect the amount,

(b) to renew or otherwise prolong the effectiveness of the filing, registration or other recording of the memorial,

(c) to cancel or withdraw the memorial wholly or in respect of any of the property or interests affected by the memorial, or

(d) to postpone the effectiveness of the filing, registration or other recording of the memorial in favour of any right, charge, lien or priority that has been or is intended to be filed, registered or otherwise recorded in respect of any property or interest affected by the memorial,

in the same manner and to the same extent as if the memorial were a document evidencing a judgment referred to in paragraph (4)(a) or an

la même mesure que si l'extrait était un document faisant preuve du contenu d'un jugement visé à l'alinéa (4)a) ou d'une somme visée à l'alinéa (4)b). Cette sûreté, priorité ou charge prend rang après toute autre sûreté, priorité ou charge à l'égard de laquelle les mesures requises pour la rendre opposable aux autres créanciers ont été prises avant la production, l'enregistrement ou toute autre inscription de l'extrait.

(6) L'extrait produit, enregistré ou autrement inscrit dans une province en application du paragraphe (4) peut, de la même manière et dans la même mesure que s'il s'agissait d'un document faisant preuve du contenu d'un jugement visé à l'alinéa (4)a) ou d'une somme visée à l'alinéa (4)b), faire l'objet dans la province d'une procédure visant notamment les mesures suivantes :

a) exiger le paiement de la somme attestée par l'extrait, des intérêts afférents et des dépens et autres frais payés ou engagés en vue de la production, de l'enregistrement ou de toute autre inscription de l'extrait ou en vue de l'exécution de la procédure de recouvrement de la somme;

b) renouveler ou autrement prolonger l'effet de la production, de l'enregistrement ou de toute autre inscription de l'extrait;

c) annuler ou retirer l'extrait dans son ensemble ou uniquement en ce qui concerne un ou plusieurs biens ou droits sur lesquels il a une incidence;

d) différer l'effet de la production, de l'enregistrement ou de toute autre inscription de l'extrait en faveur d'un droit, d'une sûreté, d'une priorité ou d'une autre charge qui a été ou qui sera produit, enregistré ou autrement inscrit à l'égard d'un bien ou d'un droit sur lequel l'extrait a une incidence.

Procédure engagée à la faveur d'un extrait

amount referred to in paragraph (4)(b), except that, if in any such proceeding or as a condition precedent to any such proceeding, any order, consent or ruling is required under the law of the province to be made or given by the superior court of the province or by a judge or official of the court, a similar order, consent or ruling may be made or given by the Federal Court or by a judge or official of the Federal Court and, when so made or given, has the same effect for the purposes of the proceeding as if it were made or given by the superior court of the province or by a judge or official of the court.

Presentation of documents

(7) If

(a) a memorial is presented for filing, registration or other recording under subsection (4), or a document relating to the memorial is presented for filing, registration or other recording for the purpose of any proceeding described in subsection (6), to any official of a property registry system of a province, or

(b) access is sought to any person, place or thing in a province to make the filing, registration or other recording,

the memorial or document shall be accepted for filing, registration or other recording or the access shall be granted, as the case may be, in the same manner and to the same extent as if the memorial or document relating to the memorial were a document evidencing a judgment referred to in paragraph (4)(a) or an amount referred to in paragraph (4)(b) for the purpose of a similar proceeding, except that, if the memorial or document is issued by the Federal Court or signed or certified by a judge or official of the Court, any affidavit, declaration or other evidence required under the law of the province to be provided with or to accompany the memorial or document in the proceedings is deemed to have been provided with or to have accompanied the memorial or document as so required.

Sale, etc.

(8) Despite any other law of Canada or law of a province, a sheriff or other person shall not, without the written consent of the Minister, sell or otherwise dispose of any property or publish

Toutefois, dans le cas où la loi provinciale exige — soit dans le cadre de cette procédure, soit préalablement à son exécution — l'obtention d'une ordonnance, d'une décision ou d'un consentement de la cour supérieure de la province ou d'un juge ou d'un fonctionnaire de celle-ci, la Cour fédérale ou un juge ou un fonctionnaire de celle-ci peut rendre une telle ordonnance ou décision ou donner un tel consentement. L'ordonnance, la décision ou le consentement a alors le même effet dans le cadre de la procédure que s'il était rendu ou donné par la cour supérieure de la province ou par un juge ou un fonctionnaire de celle-ci.

(7) L'extrait qui est présenté pour production, enregistrement ou autre inscription en application du paragraphe (4), ou tout document concernant l'extrait qui est présenté aux mêmes fins dans le cadre de la procédure visée au paragraphe (6), à tout agent d'un régime provincial d'enregistrement des droits sur des biens, est accepté à ces fins de la même manière et dans la même mesure que s'il s'agissait d'un document faisant preuve du contenu d'un jugement visé à l'alinéa (4)a) ou d'une somme visée à l'alinéa (4)b) dans le cadre d'une procédure semblable. Pour ce qui est de la production, de l'enregistrement ou de toute autre inscription de cet extrait ou de ce document, l'accès à une personne, à un endroit ou à une chose situé dans une province est donné de la même manière et dans la même mesure que si l'extrait ou le document était un document semblable ainsi délivré ou établi. Si l'extrait ou le document est délivré par la Cour fédérale ou porte la signature ou fait l'objet d'un certificat d'un juge ou d'un fonctionnaire de ce tribunal, tout affidavit, toute déclaration ou tout autre élément de preuve qui doit, selon la loi provinciale, être fourni avec l'extrait ou le document ou l'accompagner dans le cadre de la procédure est réputé être ainsi fourni ou accompagner ainsi l'extrait ou le document.

Présentation des documents

(8) Malgré les autres lois fédérales et les lois provinciales, ni le shérif ni aucune autre personne ne peut, sans le consentement écrit du ministre, vendre un bien ou autrement en

Interdiction de vendre

any notice or otherwise advertise in respect of any sale or other disposition of any property pursuant to any process issued or charge, lien, priority or binding interest created in any proceeding to collect an amount certified in a certificate made under subsection (1), interest on the amount or costs, but if that consent is subsequently given, any property that would have been affected by such a process, charge, lien, priority or binding interest if the Minister's consent had been given at the time the process was issued or the charge, lien, priority or binding interest was created, as the case may be, shall be bound, seized, attached, charged or otherwise affected as it would be if that consent had been given at the time the process was issued or the charge, lien, priority or binding interest was created, as the case may be.

Completion of notices, etc.

(9) If information required to be set out by any sheriff or other person in a minute, notice or document required to be completed for any purpose cannot, because of subsection (8), be so set out without the written consent of the Minister, the sheriff or other person shall complete the minute, notice or document to the extent possible without that information and, when that consent of the Minister is given, a further minute, notice or document setting out all the information shall be completed for the same purpose, and the sheriff or other person, having complied with this subsection, is deemed to have complied with the Act, regulation or rule requiring the information to be set out in the minute, notice or document.

Application for an order

(10) A sheriff or other person who is unable, because of subsection (8) or (9), to comply with any law or rule of court is bound by any order made by a judge of the Federal Court, on an *ex parte* application by the Minister, for the purpose of giving effect to the proceeding, charge, lien, priority or binding interest.

Deemed security

(11) If a charge, lien, priority or binding interest created under subsection (5) by filing, registering or otherwise recording a memorial under subsection (4) is registered in accordance with subsection 87(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, it is deemed

disposer ou publier un avis concernant la vente ou la disposition d'un bien ou autrement l'annoncer, par suite de l'émission d'un bref ou de la création d'une sûreté, d'une priorité ou d'une autre charge dans le cadre de la procédure de recouvrement d'une somme attestée dans un certificat fait en application du paragraphe (1), des intérêts afférents et des dépens et autres frais. Toutefois, si ce consentement est obtenu ultérieurement, tout bien sur lequel un tel bref ou une telle sûreté, priorité ou charge aurait une incidence si ce consentement avait été obtenu au moment de l'émission du bref ou de la création de la sûreté, priorité ou charge, selon le cas, est saisi ou autrement grevé comme si le consentement avait été obtenu à ce moment.

(9) Dans le cas où des renseignements qu'un shérif ou une autre personne est tenu de donner dans un procès-verbal, un avis ou un document à établir à une fin quelconque ne peuvent, en raison du paragraphe (8), être ainsi donnés, le shérif ou l'autre personne établit le procès-verbal, l'avis ou le document en omettant les renseignements en question. Une fois le consentement du ministre obtenu, un autre procès-verbal, avis ou document donnant tous les renseignements est établi à la même fin. S'il se conforme au présent paragraphe, le shérif ou l'autre personne est réputé se conformer à la loi, à la disposition réglementaire ou à la règle qui exige que les renseignements soient donnés dans le procès-verbal, l'avis ou le document.

Établissement des avis

(10) S'il ne peut se conformer à une loi ou à une règle de pratique en raison des paragraphes (8) ou (9), le shérif ou l'autre personne est lié par toute ordonnance rendue, sur requête *ex parte* du ministre, par un juge de la Cour fédérale visant à donner effet à la procédure ou à une sûreté, à une priorité ou à une autre charge.

Demande d'ordonnance

(11) La sûreté, la priorité ou l'autre charge créée selon le paragraphe (5) par la production, l'enregistrement ou toute autre inscription d'un extrait en application du paragraphe (4) qui est enregistrée en conformité avec le paragraphe 87(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* est réputée, à la fois :

Présomption de garantie

Details in
certificates and
memorials

(a) to be a claim that is secured by a security and that, subject to subsection 87(2) of that Act, ranks as a secured claim under that Act; and

(b) to also be a claim referred to in paragraph 86(2)(a) of that Act.

(12) Despite any other law of Canada or law of the legislature of a province, in any certificate in respect of a debtor, any memorial evidencing a certificate or any writ or document issued for the purpose of collecting an amount certified, it is sufficient for all purposes

(a) to set out, as the amount payable by the debtor, the total of amounts payable by the debtor without setting out the separate amounts making up that total; and

(b) to refer to the rate of interest to be charged on the separate amounts making up the amount payable in general terms as interest at the specified rate applicable from time to time on amounts payable to the Receiver General, without indicating the specific rates of interest to be charged on each of the separate amounts or to be charged for any period.

Garnishment

89. (1) If the Minister has knowledge or suspects that a person is, or will be within one year, liable to make a payment to another person who is liable to pay an amount under this Act (in this section referred to as a “debtor”), the Minister may, by notice in writing, require the person to pay without delay, if the money is immediately payable, and in any other case, as and when the money becomes payable, the money otherwise payable to the debtor in whole or in part to the Receiver General on account of the debtor’s liability under this Act.

Garnishment of
loans or
advances

(2) Without limiting the generality of subsection (1), if the Minister has knowledge or suspects that within 90 days

(a) a bank, credit union, trust company or other similar person (in this section referred to as an “institution”) will loan or advance money to, or make a payment on behalf of, or make a payment in respect of a negotiable instrument issued by, a debtor who is

a) être une réclamation garantie et, sous réserve du paragraphe 87(2) de cette loi, prendre rang comme réclamation garantie aux termes de la même loi;

b) être une réclamation visée à l’alinéa 86(2)a) de la même loi.

(12) Malgré les autres lois fédérales et les lois provinciales, dans le certificat fait à l’égard d’un débiteur, dans l’extrait faisant preuve du contenu d’un tel certificat ou encore dans le bref ou document délivré en vue du recouvrement d’une somme attestée dans un tel certificat, il suffit, à toutes fins utiles :

a) d’une part, d’indiquer, comme somme exigible du débiteur, le total des sommes exigibles de celui-ci et non les sommes distinctes qui forment ce total;

b) d’autre part, d’indiquer de façon générale le taux d’intérêt déterminé applicable sur les sommes à payer au receveur général comme étant le taux applicable aux sommes distinctes qui forment la somme exigible, sans détailler les taux applicables à chaque somme distincte ou pour une période donnée.

Contenu des
certificats et
extraits

Saisie-arrêt

89. (1) S’il sait ou soupçonne qu’une personne est ou sera, dans un délai d’un an, tenue de faire un paiement à une autre personne (appelée « débiteur » au présent article) qui elle-même est redevable d’une somme en vertu de la présente loi, le ministre peut exiger de la personne, par avis écrit, que tout ou partie des sommes à payer par ailleurs au débiteur soient versées, sans délai si les sommes sont alors exigibles, sinon, dès qu’elles le deviennent, au receveur général au titre de la somme dont le débiteur est redevable en vertu de la présente loi.

Saisie-arrêt de
prêts ou
d’avances

(2) Sans que soit limitée la portée générale du paragraphe (1), le ministre peut, par avis écrit, obliger les institutions et personnes ci-après à verser au receveur général, au titre de l’obligation du débiteur prévue par la présente loi, tout ou partie de la somme qui serait autrement prêtée, avancée ou payée à celui-ci, s’il sait ou soupçonne que, dans les quatre-vingt-dix jours, selon le cas :

indebted to the institution and who has granted security in respect of the indebtedness, or

(b) a person, other than an institution, will loan or advance money to, or make a payment on behalf of, a debtor who the Minister knows or suspects

(i) is employed by, or is engaged in providing services or property to, that person or was or will be, within 90 days, so employed or engaged, or

(ii) if that person is a corporation, is not dealing at arm's length with that person,

the Minister may, by notice in writing, require the institution or person, as the case may be, to pay in whole or in part to the Receiver General on account of the debtor's liability under this Act the money that would otherwise be so loaned, advanced or paid.

Effect of receipt

(3) A receipt issued by the Minister for money paid as required under this section is a good and sufficient discharge of the original liability to the extent of the payment.

Effect of requirement

(4) If the Minister has, under this section, required a person to pay to the Receiver General on account of the liability under this Act of a debtor money otherwise payable by the person to the debtor as interest, rent, remuneration, a dividend, an annuity or other periodic payment, the requirement applies to all such payments to be made by the person to the debtor until the liability under this Act is satisfied, and operates to require payments to the Receiver General out of each such payment of any amount that is stipulated by the Minister in a notice in writing.

Failure to comply

(5) Every person who fails to comply with a requirement under subsection (1) or (4) is liable to pay to Her Majesty in right of Canada an amount equal to the amount that the person was required under that subsection to pay to the Receiver General.

a) une banque, une caisse de crédit, une compagnie de fiducie ou une personne semblable (appelée « institution » au présent article) prêtera ou avancera une somme au débiteur qui a une dette garantie envers elle, ou effectuera un paiement au nom d'un tel débiteur ou au titre d'un effet de commerce émis par un tel débiteur;

b) une personne autre qu'une institution prêtera ou avancera une somme à un débiteur — ou effectuera un paiement en son nom — dont le ministre sait ou soupçonne :

(i) qu'il est le salarié de cette personne, ou le fournisseur de biens ou de services à cette personne, ou qu'il l'a été ou le sera dans les quatre-vingt-dix jours,

(ii) si cette personne est une personne morale, qu'il a un lien de dépendance avec cette personne.

(3) Le récépissé du ministre relatif aux sommes versées comme l'exige le présent article constitue une quittance valable et suffisante de l'obligation initiale jusqu'à concurrence du paiement.

Récépissé du ministre

(4) Dans le cas où le ministre oblige une personne, aux termes du présent article, à verser au receveur général, au titre d'une somme dont un débiteur est redevable en vertu de la présente loi, des sommes à payer par ailleurs par cette personne au débiteur à titre d'intérêts, de loyer, de rémunération, de dividende, de rente ou d'autre paiement périodique, l'obligation s'étend à tous les paiements analogues à effectuer par la personne au débiteur tant que la somme dont celui-ci est redevable n'est pas acquittée. De plus, l'obligation exige que des paiements soient faits au receveur général sur chacun de ces versements, selon la somme que le ministre fixe dans un avis écrit.

Étendue de l'obligation

(5) Toute personne qui ne se conforme pas aux paragraphes (1) ou (4) est redevable à Sa Majesté du chef du Canada d'une somme égale à celle qu'elle était tenue de verser au receveur général en application du paragraphe.

Défaut de se conformer

Other failures to comply	<p>(6) Every institution or person that fails to comply with a requirement under subsection (2) with respect to money to be loaned, advanced or paid is liable to pay to Her Majesty in right of Canada an amount equal to the lesser of</p> <p>(a) the total of money so loaned, advanced or paid, and</p> <p>(b) the amount that the institution or person was required under that subsection to pay to the Receiver General.</p>	<p>(6) Toute institution ou personne qui ne se conforme pas au paragraphe (2) est redevable à Sa Majesté du chef du Canada, à l'égard des sommes à prêter, à avancer ou à payer, d'une somme égale à la moins élevée des sommes suivantes :</p> <p>a) le total des sommes ainsi prêtées, avancées ou payées;</p> <p>b) la somme qu'elle était tenue de verser au receveur général en application de ce paragraphe.</p>	Défaut de se conformer
Assessment	<p>(7) The Minister may assess any person for any amount payable under this section by the person to the Receiver General and, if the Minister sends a notice of assessment, sections 50 to 63 apply with any modifications that the circumstances require.</p>	<p>(7) Le ministre peut établir une cotisation pour déterminer la somme qu'une personne est tenue de payer au receveur général en application du présent article. Les articles 50 à 63 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, dès l'envoi par le ministre de l'avis de cotisation.</p>	Cotisation
Time limit	<p>(8) An assessment of an amount payable under this section by a person to the Receiver General shall not be made more than four years after the notice from the Minister requiring the payment was received by the person.</p>	<p>(8) La cotisation ne peut être établie plus de quatre ans après le jour de la réception, par la personne, de l'avis du ministre exigeant le paiement de la somme.</p>	Délai
Effect of payment as required	<p>(9) If an amount that would otherwise have been advanced, loaned or paid to or on behalf of a debtor is paid by a person to the Receiver General in accordance with a notice from the Minister issued under this section or with an assessment under subsection (7), the person is deemed for all purposes to have advanced, loaned or paid the amount to or on behalf of the debtor.</p>	<p>(9) La personne qui, conformément à l'avis du ministre envoyé aux termes du présent article ou à une cotisation établie en vertu du paragraphe (7), paie au receveur général une somme qui aurait par ailleurs été avancée, prêtée ou payée à un débiteur, ou pour son compte, est réputée, à toutes fins utiles, avoir avancé, prêté ou payé la somme au débiteur ou pour son compte.</p>	Effet du paiement
Recovery by deduction or set-off	<p>90. If a person is indebted to Her Majesty in right of Canada under this Act, the Minister may require the retention by way of deduction or set-off of any amount that the Minister may specify out of any amount that may be or become payable to that person by Her Majesty in right of Canada.</p>	<p>90. Le ministre peut exiger la retenue par voie de déduction ou de compensation de la somme qu'il précise sur toute somme qui est à payer par Sa Majesté du chef du Canada, ou qui peut le devenir, à la personne contre qui elle détient une créance en vertu de la présente loi.</p>	Recouvrement par voie de déduction ou de compensation
Acquisition of debtor's property	<p>91. For the purpose of collecting debts owed by a person to Her Majesty in right of Canada under this Act, the Minister may purchase or otherwise acquire any interest in the person's property that the Minister is given a right to acquire in legal proceedings or under a court order or that is offered for sale or redemption,</p>	<p>91. Pour recouvrer des créances de Sa Majesté du chef du Canada contre une personne en vertu de la présente loi, le ministre peut acheter ou autrement acquérir les droits sur les biens de la personne auxquels il a droit sur le fondement d'une instance ou d'une ordonnance</p>	Acquisition de biens du débiteur

and may dispose of any interest so acquired in any manner that the Minister considers reasonable.

d'un tribunal, ou qui sont offerts en vente ou peuvent être rachetés, et peut disposer de ces droits de la manière qu'il estime raisonnable.

Money seized
from debtor

92. (1) If the Minister has knowledge or suspects that a person is holding money that was seized by a police officer in the course of administering or enforcing the criminal law of Canada from another person who is liable to pay any amount under this Act (in this section referred to as the "debtor") and that is restorable to the debtor, the Minister may in writing require the person to turn over the money otherwise restorable to the debtor, in whole or in part, to the Receiver General on account of the debtor's liability under this Act.

92. (1) S'il sait ou soupçonne qu'une personne détient des sommes qui ont été saisies par un officier de police, pour l'application du droit criminel canadien, d'une autre personne (appelée « débiteur » au présent paragraphe) redevable de sommes en vertu de la présente loi et qui doivent être restituées au débiteur, le ministre peut par écrit l'obliger à verser tout ou partie des sommes autrement restituables au débiteur au receveur général au titre de la somme dont le débiteur est redevable en vertu de la présente loi.

Sommes saisies
d'un débiteur

Receipt of
Minister

(2) A receipt issued by the Minister for money turned over is a good and sufficient discharge of the requirement to restore the money to the debtor to the extent of the amount turned over.

(2) Le récépissé du ministre relatif aux sommes versées constitue une quittance valable et suffisante de l'obligation de restituer les sommes jusqu'à concurrence du versement.

Récépissé du
ministre

Seizure if failure
to pay

93. (1) If a person fails to pay an amount as required under this Act, the Minister may in writing give 30 days notice to the person, addressed to their last known address, of the Minister's intention to direct that the person's things be seized and disposed of. If the person fails to make the payment before the expiry of the 30 days, the Minister may issue a certificate of the failure and direct that the person's things be seized.

93. (1) Le ministre peut donner à la personne qui n'a pas payé une somme exigible en vertu de la présente loi un préavis écrit de trente jours, envoyé à la dernière adresse connue de la personne, de son intention d'ordonner la saisie et la disposition de choses lui appartenant. Il peut délivrer un certificat de défaut et ordonner la saisie des choses si, au terme des trente jours, la personne est encore en défaut de paiement.

Saisie — non-
paiement

Disposition

(2) Things that have been seized under subsection (1) shall be kept for 10 days at the expense and risk of the owner. If the owner does not pay the amount due together with all expenses within the 10 days, the Minister may dispose of the things in a manner that the Minister considers appropriate in the circumstances.

(2) Les choses saisies sont gardées pendant dix jours aux frais et risques du propriétaire. Si le propriétaire ne paie pas la somme due ainsi que les frais dans les dix jours, le ministre peut disposer des choses de la manière qu'il estime indiquée dans les circonstances.

Disposition des
choses saisies

Proceeds of
disposition

(3) Any surplus resulting from a disposition, after deduction of the amount owing and all expenses, shall be paid or returned to the owner of the things seized.

(3) Le surplus de la disposition, déduction faite de la somme due et des frais, est payé ou rendu au propriétaire des choses saisies.

Produit de la
disposition

Exemptions
from seizure

(4) Anything of any person in default that would be exempt from seizure under a writ of execution issued by a superior court of the province in which the seizure is made is exempt from seizure under this section.

(4) Le présent article ne s'applique pas aux choses appartenant à la personne en défaut qui seraient insaisissables malgré la délivrance d'un bref d'exécution par une cour supérieure de la province dans laquelle la saisie est opérée.

Restriction

Person leaving
Canada or
defaulting

94. (1) If the Minister suspects that a person has left or is about to leave Canada, the Minister may, before the day otherwise fixed for payment, by notice to the person served personally or sent by registered or certified mail addressed to their last known address, demand payment of any amount for which the person is liable under this Act or would be so liable if the time for payment had arrived, and the amount shall be paid without delay despite 10 any other provision of this Act.

Seizure

(2) If a person fails to pay an amount required under subsection (1), the Minister may direct that things of the person be seized, and subsections 93(2) to (4) apply, with any 15 modifications that the circumstances require.

Liability of
directors

95. (1) If a corporation fails to pay any amount as and when required under this Act, the directors of the corporation at the time it was required to pay the amount are jointly and 20 severally or solidarily liable, together with the corporation, to pay it and any interest that is payable on it under this Act.

Limitations

(2) A director of a corporation is not liable unless

(a) a certificate for the amount of the corporation's liability has been registered in the Federal Court under section 88 and execution for that amount has been returned unsatisfied in whole or in part; 30

(b) the corporation has commenced liquidation or dissolution proceedings or has been dissolved, and a claim for the amount of the corporation's liability has been proved within six months after the earlier of the date of 35 commencement of the proceedings and the date of dissolution; or

(c) the corporation has made an assignment or a bankruptcy order has been made against it under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, 40 and a claim for the amount of the corporation's liability has been proved within six months after the date of the assignment or bankruptcy order.

94. (1) S'il soupçonne qu'une personne a quitté ou s'apprête à quitter le Canada, le ministre peut, avant le jour par ailleurs fixé pour le paiement, par avis signifié à personne ou 5 envoyé par courrier recommandé ou certifié à la dernière adresse connue de la personne, exiger le paiement de toute somme dont celle-ci est redevable en vertu de la présente loi ou serait ainsi redevable si le paiement était échu. Cette somme doit être payée sans délai malgré les 10 autres dispositions de la présente loi.

(2) Le ministre peut ordonner la saisie de choses appartenant à la personne qui n'a pas payé une somme exigée aux termes du paragraphe (1); dès lors, les paragraphes 93(2) à (4) 15 s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

95. (1) Les administrateurs de la personne morale au moment où elle était tenue de verser une somme comme l'exige la présente loi sont, en cas de défaut par la personne morale, 20 solidairement tenus, avec cette dernière, de payer cette somme ainsi que les intérêts afférents.

(2) L'administrateur n'encourt de responsabilité que dans les cas suivants : 25

a) un certificat précisant la somme à l'égard de laquelle la personne morale est responsable a été enregistré à la Cour fédérale en application de l'article 88, et il y a eu défaut d'exécution totale ou partielle à l'égard de 30 cette somme;

b) la personne morale a engagé une procédure de liquidation ou de dissolution, ou elle a fait l'objet d'une dissolution, et une réclamation de la somme à l'égard de laquelle 35 elle est responsable a été établie dans les six mois suivant le début de la procédure ou, si elle est antérieure, la date de la dissolution;

c) la personne morale a fait une cession ou une ordonnance de faillite a été rendue contre 40 elle en application de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* et une réclamation de la somme à l'égard de laquelle elle est responsable a été établie dans les six mois suivant la cession ou l'ordonnance, selon le cas. 45

Personnes
quittant le
Canada ou en
défaut

Saisie

Responsabilité
des
administrateurs

Restrictions

Diligence	(3) A director of a corporation is not liable for a failure under subsection (1) if the director exercised the degree of care, diligence and skill to prevent the failure that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances.	(3) L'administrateur n'encourt pas de responsabilité s'il a agi avec autant de soin, de diligence et de compétence pour prévenir le manquement que ne l'aurait fait une personne raisonnablement prudente dans les mêmes circonstances.	Diligence
Assessment	(4) The Minister may assess any person for any amount payable by the person under this section and, if the Minister sends a notice of assessment, sections 50 to 63 apply with any modifications that the circumstances require.	(4) Le ministre peut établir une cotisation pour déterminer la somme qu'une personne est tenue de payer en application du présent article. Les articles 50 à 63 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, dès l'envoi par le ministre de l'avis de cotisation.	Cotisation
Time limit	(5) An assessment of any amount payable by a person who is a director of a corporation shall not be made more than two years after the person ceased to be a director of the corporation.	(5) L'établissement d'une telle cotisation pour déterminer la somme exigible d'un administrateur se prescrit par deux ans après qu'il a cessé d'être administrateur.	Prescription
Amount recoverable	(6) If execution referred to in paragraph (2)(a) has issued, the amount recoverable from a director is the amount remaining unsatisfied after execution.	(6) Dans le cas du défaut d'exécution visé à l'alinéa (2)a), la somme à recouvrer de l'administrateur est celle qui demeure impayée après le défaut.	Somme recouvrable
Preference	(7) If a director of a corporation pays an amount in respect of the corporation's liability that is proved in liquidation, dissolution or bankruptcy proceedings, the director is entitled to any preference to which Her Majesty in right of Canada would have been entitled had the amount not been so paid, and if a certificate that relates to the amount has been registered, the director is entitled to an assignment of the certificate to the extent of the director's payment, which assignment the Minister is empowered to make.	(7) L'administrateur qui, au titre de la responsabilité d'une personne morale, verse une somme qui est établie lors d'une procédure de liquidation, de dissolution ou de faillite a droit au privilège auquel Sa Majesté du chef du Canada aurait eu droit si cette somme n'avait pas été versée. En cas d'enregistrement d'un certificat relatif à cette somme, il a droit à ce que le certificat lui soit cédé par le ministre jusqu'à concurrence de son versement.	Privilège
Contribution	(8) A director who satisfies a claim under this section is entitled to contribution from the other directors who were liable for the claim.	(8) L'administrateur qui a satisfait à la réclamation peut répéter les parts des autres administrateurs tenus pour responsables de celle-ci.	Répétition
Tax liability re transfers not at arm's length	96. (1) Where at any time a person has transferred property, either directly or indirectly, by means of a trust or by any other means, to (a) the transferor's spouse or common-law partner (in this section having the same meaning as in subsection 248(1) of the <i>Income Tax Act</i>) or an individual who has since become the transferor's spouse or common-law partner,	96. (1) La personne qui a transféré un bien, directement ou indirectement, notamment au moyen d'une fiducie, à son époux ou conjoint de fait (s'entendant au présent article au sens du paragraphe 248(1) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>), ou à un particulier qui l'est devenu depuis, à un particulier de moins de dix-huit ans ou à une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance, est solidairement tenue, avec le	Transfert entre personnes ayant un lien de dépendance

(b) an individual who was under eighteen years of age, or

(c) another person with whom the transferor was not dealing at arm's length,

the transferee and transferor are jointly and severally or solidarily liable to pay under this Act an amount equal to the lesser of

(d) the amount determined by the formula

$$A - B$$

where

A is the amount, if any, by which the fair market value of the property at that time exceeds the fair market value at that time of the consideration given by the transferee for the transfer of the property, and

B is the amount, if any, by which the amount assessed the transferee under subsection 160(2) of the *Income Tax Act* in respect of the property exceeds the amount paid by the transferor in respect of the amount so assessed, and

(e) the total of all amounts each of which is

(i) an amount that the transferor is liable to pay under this Act for the reporting period of the transferor that includes that time or any preceding reporting period of the transferor, or

(ii) interest or penalty for which the transferor is liable as of that time.

However, nothing in this subsection limits the liability of the transferor under any other provision of this Act.

(2) For the purpose of this section, the fair market value at any time of an undivided interest in, or for civil law an undivided right in, a property, expressed as a proportionate interest or right in that property, is, subject to subsection (5), deemed to be equal to the same proportion of the fair market value of that property at that time.

Fair market
value of
undivided
interest or right

cessionnaire, de payer en application de la présente loi la moins élevée des sommes suivantes :

a) la somme obtenue par le calcul suivant :

$$A - B$$

où :

A représente l'excédent éventuel de la juste valeur marchande du bien au moment du transfert sur la juste valeur marchande, à ce moment, de la contrepartie payée par le cessionnaire pour le transfert du bien,

B l'excédent éventuel du montant de la cotisation établie à l'égard du cessionnaire en application du paragraphe 160(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* relativement au bien sur la somme payée par le cédant relativement à ce montant;

b) le total des sommes représentant chacune :

(i) la somme dont le cédant est redevable en vertu de la présente loi pour sa période de déclaration qui comprend le moment du transfert ou pour ses périodes de déclaration antérieures,

(ii) les intérêts ou pénalités dont le cédant est redevable à ce moment.

Toutefois, le présent paragraphe ne limite en rien la responsabilité du cédant découlant de toute autre disposition de la présente loi.

(2) Pour l'application du présent article, la juste valeur marchande, à un moment donné, de tout intérêt indivis, ou pour l'application du droit civil tout droit indivis, sur un bien, exprimé sous forme d'un intérêt ou droit proportionnel sur ce bien, est réputée être égale, sous réserve du paragraphe (5), à la proportion correspondante de la juste valeur marchande du bien à ce moment.

Juste valeur
marchande d'un
intérêt ou droit
indivis

Assessment	(3) The Minister may at any time assess a transferee in respect of any amount payable by reason of this section, and sections 50 to 63 apply, with any modifications that the circumstances require.	(3) Le ministre peut établir une cotisation pour déterminer la somme que le cessionnaire est tenu de payer en application du présent article. Dès lors, les articles 50 à 63 s'appliquent avec les adaptations nécessaires.	Cotisation
Rules applicable	(4) If a transferor and transferee have, by reason of subsection (1), become jointly and severally or solidarily liable in respect of part or all of the liability of the transferor under this Act, the following rules apply: (a) a payment by the transferee on account of the transferee's liability shall, to the extent of the payment, discharge the joint liability; and (b) a payment by the transferor on account of the transferor's liability only discharges the transferee's liability to the extent that the payment operates to reduce the transferor's liability to an amount less than the amount in respect of which the transferee was, by subsection (1), made jointly and severally or solidarily liable.	(4) Dans le cas où le cédant et le cessionnaire sont solidairement responsables de tout ou partie d'une obligation du cédant en vertu de la présente loi, les règles suivantes s'appliquent : a) tout paiement fait par le cessionnaire au titre de son obligation éteint d'autant l'obligation solidaire; b) tout paiement fait par le cédant au titre de son obligation n'éteint l'obligation du cessionnaire que dans la mesure où il sert à ramener l'obligation du cédant à une somme inférieure à celle dont le paragraphe (1) a rendu le cessionnaire solidairement responsable.	Règles applicables
Transfers to spouse or common-law partner	(5) Despite subsection (1), if at any time an individual transfers property to the individual's spouse or common-law partner under a decree, order or judgment of a competent tribunal or under a written separation agreement and, at that time, the individual and the individual's spouse or common-law partner were separated and living apart as a result of the breakdown of their marriage or common-law partnership (as defined in subsection 248(1) of the <i>Income Tax Act</i>), for the purposes of paragraph (1)(d), the fair market value at that time of the property so transferred is deemed to be nil. However, nothing in this subsection limits the liability of the individual under any other provision of this Act.	(5) Malgré le paragraphe (1), dans le cas où un particulier transfère un bien à son époux ou conjoint de fait en vertu d'un décret, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un tribunal compétent ou en vertu d'un accord écrit de séparation, et qu'ils vivent séparés au moment du transfert pour cause d'échec du mariage ou de l'union de fait au sens du paragraphe 248(1) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , la juste valeur marchande du bien au moment du transfert est réputée nulle pour l'application de l'alinéa (1)a). Toutefois, le présent paragraphe ne limite en rien l'obligation du cédant découlant de toute autre disposition de la présente loi.	Transferts à l'époux ou au conjoint de fait
Definition of "property"	(6) In this section, "property" includes money.	(6) Au présent article, l'argent est assimilé à un bien.	Définition de « bien »

EVIDENCE AND PROCEDURE

PROCÉDURE ET PREUVE

Sending by mail	97. (1) For the purposes of this Act and subject to subsection (2), anything sent by registered, certified or first class mail is deemed to have been received by the person to whom it was sent on the day it was mailed.	97. (1) Pour l'application de la présente loi, tout envoi en première classe ou par courrier recommandé ou certifié est réputé être reçu par le destinataire à la date de sa mise à la poste.	Date d'envoi et de réception
-----------------	--	---	------------------------------

Payment	(2) A person who is required under this Act to pay an amount is deemed not to have paid it until it is received by the Receiver General.	(2) Le paiement qu'une personne est tenue de faire en application de la présente loi n'est réputé être effectué que le jour de sa réception par le receveur général.	Païement sur réception
Proof of sending by mail	<p>98. (1) If, under this Act, provision is made for sending by mail a request for information, a notice or a demand, an affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, is evidence of the sending and of the request, notice or demand if the affidavit sets out that</p> <p>(a) the employee has knowledge of the facts in the particular case;</p> <p>(b) such a request, notice or demand was sent by registered or certified mail on a specified day to a specified person and address; and</p> <p>(c) the employee identifies as exhibits attached to the affidavit the post office certificate of registration of the letter or a true copy of the relevant portion of the certificate and a true copy of the request, notice or demand.</p>	<p>98. (1) Si la présente loi prévoit l'envoi par la poste d'une demande de renseignements, d'un avis ou d'une mise en demeure, l'affidavit d'un employé de l'Agence, souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir, constitue la preuve de l'envoi ainsi que de la demande, de l'avis ou de la mise en demeure, s'il indique, à la fois :</p> <p>a) que l'employé est au courant des faits en l'espèce;</p> <p>b) que la demande, l'avis ou la mise en demeure a été envoyé par courrier recommandé ou certifié à la date indiquée à la personne dont les nom et adresse sont précisés;</p> <p>c) que l'employé reconnaît, comme pièces jointes à l'affidavit, le certificat de recommandation remis par le bureau de poste ou une copie conforme de la partie pertinente du certificat et une copie conforme de la demande, de l'avis ou de la mise en demeure.</p>	<p>5 Preuve d'envoi par la poste</p> <p>10</p> <p>15</p> <p>20</p> <p>25</p>
Proof of personal service	<p>(2) If, under this Act, provision is made for personal service of a request for information, a notice or a demand, an affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, is evidence of the personal service and of the request, notice or demand if the affidavit sets out that</p> <p>(a) the employee has knowledge of the facts in the particular case;</p> <p>(b) such a request, notice or demand was served personally on a specified day on the person to whom it was directed; and</p> <p>(c) the employee identifies as an exhibit attached to the affidavit a true copy of the request, notice or demand.</p>	<p>(2) La preuve de la signification à personne se fait de la même manière sauf que l'affidavit doit indiquer, à la fois :</p> <p>a) que l'employé est au courant des faits en l'espèce;</p> <p>b) que la demande, l'avis ou la mise en demeure a été signifié à l'intéressé à la date indiquée;</p> <p>c) que l'employé reconnaît, comme pièce jointe à l'affidavit, une copie conforme de la demande, de l'avis ou de la mise en demeure.</p>	<p>Preuve de la signification à personne</p> <p>30</p> <p>35</p>
Proof of failure to comply	(3) If, under this Act, a person is required to make a return, an application, a statement, an answer or a certificate, an affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to	(3) Si la présente loi oblige une personne à faire une déclaration, une demande, un état, une réponse ou un certificat, l'affidavit d'un employé de l'Agence, souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée	Preuve de non-observation

take affidavits, setting out that the employee has charge of the appropriate records and that, after a careful examination and search of the records, the employee has been unable to find in a given case that the return, application, statement, answer or certificate has been made by that person, is evidence that in that case the person did not make the return, application, statement, answer or certificate.

Proof of time of compliance

(4) If, under this Act, a person is required to make a return, an application, a statement, an answer or a certificate, an affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the employee has charge of the appropriate records and that, after a careful examination of the records, the employee has found that the return, application, statement, answer or certificate was filed or made on a particular day, is evidence that it was filed or made on that day.

Proof of documents

(5) An affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the employee has charge of the appropriate records and that a document attached to the affidavit is a document or true copy of a document made by or on behalf of the Minister or a person exercising the powers of the Minister or by or on behalf of a person, is evidence of the nature and contents of the document.

Proof of no appeal

(6) An affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the employee has charge of the appropriate records and has knowledge of the practice of the Agency and that an examination of the records shows that a notice of assessment was mailed or otherwise sent to a person on a particular day under this Act and that, after a careful examination and search of the records, the employee has been unable to find that a notice of objection or of appeal from the assessment was received within the time allowed for an objection or appeal to be filed under this Act, is evidence of the statements contained in the affidavit.

à le recevoir, indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et que, après avoir fait un examen attentif de ceux-ci et après y avoir fait des recherches, il lui a été impossible de constater, dans un cas particulier, que la déclaration, la demande, l'état, la réponse ou le certificat a été fait par la personne constitue la preuve que la personne n'en a pas fait.

(4) Si la présente loi oblige une personne à faire une déclaration, une demande, un état, une réponse ou un certificat, l'affidavit d'un employé de l'Agence, souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir, indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et que, après avoir fait un examen attentif de ceux-ci, il a constaté que la déclaration, la demande, l'état, la réponse ou le certificat a été fait un jour en particulier constitue la preuve que le document a été fait ce jour-là.

(5) L'affidavit d'un employé de l'Agence, souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir, indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et que le document qui est annexé à l'affidavit est un document ou la copie conforme d'un document fait par le ministre ou une autre personne exerçant les pouvoirs de celui-ci ou pour leur compte, ou par une personne ou pour son compte, constitue la preuve de la nature et du contenu du document.

(6) Constitue la preuve des énonciations qui y sont renfermées l'affidavit d'un employé de l'Agence, souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir, indiquant qu'il a la charge des registres pertinents, qu'il connaît la pratique de l'Agence et qu'un examen des registres démontre qu'un avis de cotisation a été posté ou autrement envoyé à une personne un jour particulier, en application de la présente loi, et que, après avoir fait un examen attentif des registres et après y avoir fait des recherches, il lui a été impossible de constater qu'un avis d'opposition ou d'appel concernant la cotisation a été reçu dans le délai imparti à cette fin.

Preuve du moment de l'observation

Preuve de documents

Preuve de l'absence d'appel

Presumption	(7) If evidence is offered under this section by an affidavit from which it appears that the person making the affidavit is an employee of the Agency, it is not necessary to prove the signature of the person or that the person is such an employee, nor is it necessary to prove the signature or official character of the person before whom the affidavit was sworn.	(7) Si une preuve est donnée en vertu du présent article par un affidavit d'où il ressort que la personne le souscrivant est un employé de l'Agence, il n'est pas nécessaire d'attester sa signature ou de prouver qu'il est un tel employé, ni d'attester la signature ou la qualité de la personne en présence de laquelle l'affidavit a été souscrit.	Présomption
Proof of documents	(8) Every document purporting to have been executed under or in the course of the administration or enforcement of this Act over the name in writing of the Minister, the Commissioner or an employee authorized to exercise the powers or perform the duties of the Minister under this Act is deemed to be a document signed, made and issued by the Minister, the Commissioner or the employee, unless it has been called into question by the Minister or a person acting for the Minister or for Her Majesty in right of Canada.	(8) Tout document paraissant avoir été signé en vertu de la présente loi, ou dans le cadre de son exécution ou contrôle d'application, au nom ou sous l'autorité du ministre, du commissaire ou d'un employé autorisé à exercer les pouvoirs ou les fonctions du ministre en vertu de la présente loi est réputé être un document signé, fait et délivré par le ministre, le commissaire ou l'employé, sauf s'il a été mis en doute par le ministre ou par une autre personne agissant pour lui ou pour Sa Majesté du chef du Canada.	Preuve de documents
Mailing date	(9) If a notice or demand that the Minister is required or authorized under this Act to send by mail to a person is mailed to the person, the day of mailing is deemed to be the date of the notice or demand.	(9) La date de mise à la poste d'un avis ou d'une mise en demeure que le ministre a l'obligation ou l'autorisation d'envoyer par courrier à une personne est réputée être la date qui apparaît sur l'avis ou la mise en demeure.	Date de mise à la poste
Date when assessment made	(10) If a notice of assessment has been sent by the Minister as required under this Act, the assessment is deemed to have been made on the day of mailing of the notice of assessment.	(10) Si un avis de cotisation a été envoyé par le ministre de la manière prévue par la présente loi, la cotisation est réputée établie à la date de mise à la poste de l'avis.	Date d'établissement de la cotisation
Proof of return	(11) In a prosecution for an offence under this Act, the production of a return, an application, a certificate, a statement or an answer required under this Act, purporting to have been filed or delivered by or on behalf of the person charged with the offence or to have been made or signed by or on behalf of that person, is evidence that the return, application, certificate, statement or answer was filed or delivered by or on behalf of that person or was made or signed by or on behalf of that person.	(11) Dans toute poursuite concernant une infraction à la présente loi, la production d'une déclaration, d'une demande, d'un état, d'une réponse ou d'un certificat prévu par la présente loi, donné comme ayant été fait par l'accusé ou pour son compte, fait foi de ce fait.	Preuve de déclaration
Proof of return — printouts	(12) For the purposes of this Act, a document presented by the Minister purporting to be a printout of the information in respect of a person shall be received as evidence and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the return filed by the person.	(12) Pour l'application de la présente loi, tout document présenté par le ministre comme étant un imprimé des renseignements concernant une personne est admissible en preuve et fait foi, sauf preuve contraire, de la déclaration présentée par la personne.	Preuve de production — imprimés

Proof of
return —
production of
returns, etc.

(13) In a proceeding under this Act, the production of a return, an application, a certificate, a statement or an answer required under this Act, purporting to have been filed, delivered, made or signed by or on behalf of a person, is evidence that the return, application, certificate, statement or answer was filed, delivered, made or signed by or on behalf of that person.

(13) Dans le cadre de toute procédure engagée en vertu de la présente loi, la production d'une déclaration, d'une demande, d'un état, d'une réponse ou d'un certificat prévu par la présente loi, donné comme ayant été fait par une personne ou pour son compte, fait foi de ce fait.

Preuve de
production —
déclarations, etc.

Evidence

(14) In a prosecution for an offence under this Act, an affidavit of an employee of the Agency, sworn before a commissioner or other person authorized to take affidavits, setting out that the employee has charge of the appropriate records and that an examination of the records shows that an amount required under this Act to be paid to the Receiver General has not been received by the Receiver General, is evidence of the statements contained in the affidavit.

(14) Dans toute poursuite concernant une infraction à la présente loi, l'affidavit d'un employé de l'Agence, souscrit en présence d'un commissaire ou d'une autre personne autorisée à le recevoir, indiquant qu'il a la charge des registres pertinents et qu'un examen des registres démontre que le receveur général n'a pas reçu une somme dont la présente loi exige le versement constitue la preuve des énonciations qui y sont renfermées.

Preuve

Probative force
of copy

(15) Any copy of an original record made under section 79 that is purported to be certified by the Minister or an employee to be a copy of the original record is evidence of the nature and content of the original record, and has the same probative force as the original record would have if it were proven in the ordinary way.

(15) Toute copie faite en vertu de l'article 79 qui est présentée comme registre et que le ministre ou un employé atteste être une copie du registre original fait foi de la nature et du contenu de celui-ci et a la même force probante qu'aurait celui-ci si son authenticité était prouvée de la façon usuelle.

Force probante
des copies

PAYMENTS TO PROVINCES

Distribution of
revenue

99. (1) The Minister shall distribute, among the provinces from which the softwood lumber products originate, the revenue derived by Her Majesty in right of Canada from the charge imposed on those products under section 10 or 15, less any refunds and less the following costs incurred by Her Majesty in right of Canada, as determined by the Minister,

(a) costs incurred in the administration of this Act and the softwood lumber agreement, as defined in subsection 2(1) of the *Export and Import Permits Act*; and

(b) costs incurred in relation to any litigation, including damages, in respect of this Act or that agreement.

Amount of
payments

(2) The amount to be paid to a province shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund.

PAIEMENTS AUX PROVINCES

99. (1) Le ministre fait répartir entre les provinces d'où proviennent les produits de bois d'oeuvre assujettis aux droits prévus aux articles 10 ou 15 les recettes que Sa Majesté du chef du Canada tire de ces droits, déduction faite de tout remboursement et des sommes qu'il considère comme étant, selon le cas :

a) des frais que Sa Majesté a engagés dans le cadre de l'application de la présente loi et de l'accord sur le bois d'oeuvre, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*;

b) des frais de justice — y compris les dommages-intérêts — entraînés pour Sa Majesté par tout litige relatif à la présente loi ou à cet accord.

Répartition de
recettes

40

(2) La somme à verser à une province donnée est payée sur le Trésor.

Montant du
transfert

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations —
general

100. (1) The Governor in Council may make regulations

- (a) respecting the duration, amendment, suspension, renewal, cancellation or reinstatement of a certification under section 25;
- (b) prescribing any matter or thing that by this Act is to be or may be prescribed; and
- (c) generally to carry out the purposes and provisions of this Act.

100. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) régir la durée, la modification, la suspension, le renouvellement, la révocation et le rétablissement d'un agrément délivré au titre de l'article 25;
- b) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- c) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

Règlements —
généralRegulations —
section 99

(2) The Governor in Council may, on the 10 recommendation of the Minister for International Trade, make regulations establishing conditions to which payments under section 99 are subject and respecting the amount that shall be paid to a province under that section. 15

(2) Le gouverneur en conseil peut par règlement, sur recommandation du ministre du Commerce international, prévoir les modalités de détermination de la somme à verser au titre de l'article 99 et les conditions de versement de 15 celle-ci.

Règlements —
article 99

Effect

101. A regulation made under this Act has effect from the day it is published in the *Canada Gazette* or at any later time that may be specified in the regulation, unless it provides otherwise and

- (a) has a relieving effect only;
- (b) corrects an ambiguous or deficient enactment that was not in accordance with the objects of this Act;
- (c) is consequential on an amendment to this 25 Act that is applicable before the day on which the regulation is published in the *Canada Gazette*; or
- (d) gives effect to a budgetary or other public announcement, in which case the regulation 30 shall not, unless paragraph (a), (b) or (c) applies, have effect before the day on which the announcement was made.

101. Les règlements pris en vertu de la présente loi n'ont d'effet qu'à compter de leur publication dans la *Gazette du Canada*, ou après s'ils le prévoient. Tout règlement peut toutefois 20 avoir un effet rétroactif, s'il comporte une disposition en ce sens, dans les cas suivants :

Prise d'effet

- a) il a pour seul résultat d'alléger une charge;
- b) il corrige une disposition ambiguë ou erronée, non conforme à un objet de la 25 présente loi;
- c) il procède d'une modification de la présente loi applicable avant qu'il ne soit publié dans la *Gazette du Canada*;
- d) il met en œuvre une mesure — budgétaire 30 ou non — annoncée publiquement, auquel cas, si les alinéas a), b) et c) ne s'appliquent pas par ailleurs, il ne peut avoir d'effet avant la date où la mesure est ainsi annoncée.

EXPIRY

CESSATION D'EFFET

Regulation

102. The Governor in Council may, by regulation, declare that any of sections 10 to 35 15 cease to be in force on a day or days fixed in the regulation.

102. Le gouverneur en conseil peut, par 35 règlement, fixer la date ou les dates de cessation d'effet des articles 10 à 15.

Règlement

PAYMENT TO ACCOUNTS

Payment

103. From and out of the Consolidated Revenue Fund there may, on the requisition of the Minister for International Trade, be paid and applied a sum or sums for payment to any account as determined by that Minister in order to meet Canada's financial obligations under the softwood lumber agreement, as defined in subsection 2(1) of the *Export and Import Permits Act*.

TRANSITIONAL PROVISIONS

Transitional period

104. (1) If a person registered under section 23 exported a softwood lumber product from a region during the period beginning on October 12, 2006 and ending on the day before the day on which subsection 12(3) comes into force and the registered person would require an export allocation under paragraph 6.3(3)(b) of the *Export and Import Permits Act* in order to export the same product from that region on that day, the Minister shall refund the registered person the amount, if any, by which the amount that the registered person paid under section 10 in respect of the export of the product exceeds the amount that the registered person would have been required to pay in respect of the export of that product under that section if subsection 12(3) applied to that export.

Exception

(2) If the total exports of softwood lumber products from a region, during any month of the period referred to in subsection (1), exceeds the sum of export allocations that would have been issued for that region for that month if section 6.3 of the *Export and Import Permits Act*, as enacted by section 111 of this Act, were in force during that month, the amount of the refund under subsection (1) in respect of the export of a softwood lumber product from that region during that month is nil.

Month

105. (1) For the purpose of applying section 14 to the month of October 2006, references to a month in subsections 14(1)

AFFECTATION DE VERSEMENTS

Paiement sur le Trésor

103. À la demande du ministre du Commerce international, peut être payée sur le Trésor et affectée à tout compte déterminé par ce ministre toute somme nécessaire à la mise en oeuvre des obligations financières du Canada découlant de l'accord sur le bois d'oeuvre, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Période de transition

104. (1) Toute personne inscrite en vertu de l'article 23 qui, à la fois, a exporté tout produit de bois d'oeuvre d'une région durant la période commençant le 12 octobre 2006 et se terminant le jour précédant l'entrée en vigueur du paragraphe 12(3) et requerrait, à la date de cette entrée en vigueur, une autorisation d'exportation délivrée en vertu de l'alinéa 6.3(3)b) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* pour exporter ce même produit de la même région, est remboursée par le ministre de l'excédent éventuel de la somme qu'elle a versée au titre du droit prévu à l'article 10 pour l'exportation sur la somme qu'elle aurait dû verser pour la même exportation si le paragraphe 12(3) s'était appliqué à celle-ci.

25

Réserve

(2) Toutefois, si, au cours de tout mois de la période prévue au paragraphe (1), le total des exportations de produits de bois d'oeuvre de la région excède le total des autorisations d'exportation pour la région qui auraient été délivrées pour ce mois si l'article 6.3 de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, édicté par l'article 111 de la présente loi, avait été en vigueur durant ce mois, le montant du remboursement à l'égard de toute exportation de produits de bois d'oeuvre de cette région est égal à zéro.

40

Mois

105. (1) Pour l'application du mécanisme en cas de déclenchement prévu à l'article 14 au mois d'octobre 2006, la mention de mois

40

and (2) are deemed to be references to the period beginning on October 12, 2006 and ending on October 31, 2006.

(2) The monthly trigger volume applicable to a region for the month of October 2006 is the amount determined by the formula

$$A \times (B/100) \times 1.1 \times (20/31)$$

where

A is the value of A determined under subsection 14(3) or (4), as applicable; and

B is the value of B determined under subsection 14(3) or (4), as applicable.

(3) For the purpose of calculating the value of C as determined under subsection 14(3) or (4) for the month of November 2006 in respect of a region,

(a) the reference to “exports from the region of softwood lumber products during the previous month” is deemed to be a reference to exports from the region of softwood lumber products during the period beginning on October 12, 2006 and ending on October 31, 2006; and

(b) the reference to “the trigger volume for the region for the previous month” is deemed to be a reference to the volume calculated under subsection (2).

106. For the purposes of section 64, a return that is required to be filed before April 1, 2007 and that has not been filed before that day is deemed to be required to be filed on March 31, 2007.

107. Despite section 101, every first regulation made under subsection 17(1) or (2) or 22(2) or section 100 may, if the regulation so provides, have effect earlier than the day on which it is made but no earlier than October 12, 2006.

108. Every first regulation made under section 3, 6 or 12 of the *Export and Import Permits Act* or under paragraph 6.3(3)(a) of that Act, as enacted by section 111 of this Act, and arising out of the implementation of the

aux paragraphes 14(1) et (2) vaut mention de la période commençant le 12 octobre 2006 et se terminant le 31 octobre 2006.

(2) Le volume de déclenchement mensuel applicable pour une région pour le mois d'octobre 2006 correspond au nombre obtenu par la formule suivante :

$$A \times (B/100) \times 1,1 \times (20/31)$$

où :

A est l'élément A de la formule prévue aux paragraphes 14(3) ou (4), selon le cas;

B est l'élément B de la formule prévue aux paragraphes 14(3) ou (4), selon le cas.

(3) Pour le calcul de la valeur de l'élément C de la formule prévue aux paragraphes 14(3) ou (4) pour le mois de novembre 2006 à l'égard d'une région :

a) la mention de « volume des exportations de produits de bois d'oeuvre de la région au cours du mois précédent » vaut mention du volume des exportations de produits de bois d'oeuvre de la région au cours de la période commençant le 12 octobre 2006 et se terminant le 31 octobre 2006;

b) la mention de « volume de déclenchement mensuel de la région pour le mois précédent » vaut mention du volume calculé selon le paragraphe (2).

106. Pour l'application de l'article 64, la déclaration qui est à présenter avant le 1^{er} avril 2007, mais qui ne l'est pas, est réputée avoir été à présenter le 31 mars 2007.

107. Malgré l'article 101, tout premier règlement pris en vertu des paragraphes 17(1) ou (2) ou 22(2) ou de l'article 100 peut avoir un effet rétroactif au 12 octobre 2006 ou à une date postérieure s'il comporte une disposition en ce sens.

108. Tout premier règlement pris en vertu des articles 3, 6 ou 12 de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* ou de l'alinéa 6.3(3)a) de cette loi, édicté par l'article 111 de la présente loi, et découlant de la mise en

Monthly trigger volume for October 2006

Value of C for November 2006

Section 64

Retroactive regulations

Retroactive regulations — *Export and Import Permits Act*

Volume de déclenchement mensuel pour octobre 2006

Valeur de l'élément C pour novembre 2006

Article 64

Règlements rétroactifs

Règlements rétroactifs — *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*

softwood lumber agreement, as defined in subsection 2(1) of that Act, may, if the regulation so provides, have effect earlier than the day on which it is made but no earlier than October 12, 2006.

oeuvre de l'accord sur le bois d'oeuvre, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, peut avoir un effet rétroactif au 12 octobre 2006 ou à une date postérieure s'il comporte une disposition en ce sens.

R.S., c. E-19

AMENDMENTS TO THE EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT

109. Subsection 2(1) of the *Export and Import Permits Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

"data"
« données »

"data" means representations, in any form, of information or concepts;

"export
allocation"
« autorisation
d'exportation »

"export allocation" means an allocation issued under paragraph 6.3(3)(b);

"record"
« registre »

"record" means any material on which data are recorded or marked and which is capable of being read or understood by a person or a computer system or other device;

"softwood
lumber
agreement"
« accord sur le
bois d'oeuvre »

"softwood lumber agreement" means the Softwood Lumber Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America signed on September 12, 2006 and amended on October 12, 2006, and includes any rectifications made to it before its ratification by Canada;

1999, c. 31, s. 88

110. Section 3 of the Act is renumbered as subsection 3(1) and is amended by adding the following:

Conditions

(2) The description of goods set out in the Export Control List may contain conditions that are based on approvals, classifications or determinations made by specified persons or specified government entities, including foreign government entities.

111. The Act is amended by adding the following after section 6.2:

MODIFICATIONS À LA LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION

L.R., ch. E-19

109. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

10

« accord sur le bois d'oeuvre » L'Accord sur le bois d'oeuvre résineux entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé le 12 septembre 2006 et modifié le 12 octobre 2006, avec les rectifications qui y sont apportées avant sa ratification par le Canada.

« accord sur le
bois d'oeuvre »
"softwood
lumber
agreement"

« autorisation d'exportation » Autorisation délivrée en vertu de l'alinéa 6.3(3)b).

« autorisation
d'exportation »
"export
allocation"

« données » Toute forme de représentation d'informations ou de notions.

« données »
"data"

« registre » Tout support sur lequel des données sont enregistrées ou inscrites et qui peut être lu ou compris par une personne ou par un système informatique ou un autre dispositif.

« registre »
"record"

25

110. L'article 3 de la même loi devient le paragraphe 3(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

1999, ch. 31, art. 88

Conditions

(2) La dénomination de marchandise sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée peut comprendre des conditions découlant d'approbations ou de décisions de personnes désignées ou d'organismes publics — canadiens ou étrangers — désignés, ou de classifications établies par de telles personnes ou de tels organismes.

111. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 6.2, de ce qui suit :

SOFTWOOD LUMBER PRODUCTS EXPORT ACCESS

RÉGIME D'ACCÈS À L'EXPORTATION DE PRODUITS DE BOIS D'OEUVRE

Definitions	6.3 (1) The following definitions apply in this section and section 6.4.	6.3 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à l'article 6.4.	Définitions
"BC Coast" « côte de la Colombie-Britannique »	"BC Coast" means the Coast forest region established by the <i>Forest Regions and Districts Regulation</i> of British Columbia, as it existed on July 1, 2006.	« côte de la Colombie-Britannique » S'entend de la « Coast forest region » au sens du règlement de la Colombie-Britannique intitulé <i>Forest Regions and Districts Regulation</i> , dans sa version au 1 ^{er} juillet 2006.	« côte de la Colombie-Britannique » "BC Coast"
"BC Interior" « intérieur de la Colombie-Britannique »	"BC Interior" means the Northern Interior forest region and the Southern Interior forest region established by the <i>Forest Regions and Districts Regulation</i> of British Columbia, as they existed on July 1, 2006.	« intérieur de la Colombie-Britannique » S'entend des « Northern Interior forest region » et « Southern Interior forest region » au sens du règlement de la Colombie-Britannique intitulé <i>Forest Regions and Districts Regulation</i> , dans sa version au 1 ^{er} juillet 2006.	« intérieur de la Colombie-Britannique » "BC Interior"
"region" « région »	"region" means Ontario, Quebec, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, the BC Coast or the BC Interior.	« région » L'Ontario, le Québec, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta, la côte de la Colombie-Britannique ou l'intérieur de la Colombie-Britannique.	« région » "region"
Determination of quantities	(2) If any softwood lumber products have been included on the Export Control List for the purpose of implementing the softwood lumber agreement, the Minister may determine the quantity of those products that may be exported from a region during a month, or the basis for calculating such quantities, for the purposes of subsection (3) and section 8.4.	(2) En cas d'inscription de produits de bois d'oeuvre sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée aux fins de mise en oeuvre de l'accord sur le bois d'oeuvre, le ministre peut, pour l'application du paragraphe (3) et de l'article 8.4, déterminer la quantité de produits de bois d'oeuvre pouvant être exportée d'une région pour un mois ou établir des critères à cet effet.	Établissement de quantités
Allocation method	(3) If the Minister has determined a quantity of products under subsection (2), the Minister may (a) by order, establish a method for allocating the quantity to persons registered under section 23 of the <i>Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006</i> who apply for an allocation; and (b) issue an export allocation for a month to any of those persons subject to the regulations and any terms and conditions that the Minister may specify in the export allocation.	(3) Lorsqu'il a déterminé la quantité de produits de bois d'oeuvre en application du paragraphe (2), le ministre peut : a) établir, par arrêté, une méthode pour allouer des quotas à toute personne inscrite en vertu de l'article 23 de la <i>Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre</i> qui en fait la demande; b) délivrer une autorisation d'exportation pour un mois à toute personne ainsi inscrite qui en fait la demande, sous réserve des conditions qui y sont énoncées et des règlements.	Allocation de quotas
Transfer of allocation	(4) The Minister may consent to the transfer of an export allocation from one registered person to another registered person.	(4) Le ministre peut autoriser le transfert de l'autorisation d'exportation à toute autre personne ainsi inscrite.	Transfert

Export from a
region

6.4 An exported softwood lumber product is deemed to be exported from the region where the product underwent its first primary processing, as defined in section 2 of the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006*. If, however, the exported product underwent its first primary processing in Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador, Yukon, the Northwest Territories or Nunavut from softwood sawlogs originating in a region, it is deemed to be exported from that region.

112. The Act is amended by adding the following after section 8.3:

8.4 Despite subsection 7(1), if softwood lumber products have been included on the Export Control List for the purpose of implementing the softwood lumber agreement, the Minister shall issue a permit to export those products to any person registered under section 20 23 of the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006* who applies for the permit, subject only to

- (a) any export allocation issued to that person under paragraph 6.3(3)(b); and
- (b) the person's compliance with any regulations made under section 12.

Retroactive
permits

8.5 An import permit or export permit issued under this Act may, if the permit so provides, have effect from a day earlier than the day on which it is issued.

1994, c. 47,
s. 111

113. Subsection 10(1) of the Act is replaced by the following:

10. (1) Subject to subsection (3), the Minister may amend, suspend, cancel or reinstate any permit, import allocation, export allocation, certificate or other authorization issued or granted under this Act.

Alteration of
permits, etc.

114. The Act is amended by adding the following after section 10:

10.1 The Minister may designate as an inspector any person who, in the Minister's opinion, is qualified to be so designated.

Inspectors

6.4 Le produit de bois d'oeuvre exporté est réputé être exporté de la région où il subit, pour la première fois, une première transformation, au sens de l'article 2 de la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre*. Toutefois, s'il la subit, pour la première fois, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut et que les grumes de sciage de résineux proviennent d'une région donnée, il est réputé être exporté de cette région.

112. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 8.3, de ce qui suit :

8.4 Malgré le paragraphe 7(1), en cas d'inscription de produits de bois d'oeuvre sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée aux fins de mise en oeuvre de l'accord sur le bois d'oeuvre, le ministre délivre à toute personne inscrite en vertu de l'article 23 de la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre* qui en fait la demande une licence pour l'exportation de produits de bois d'oeuvre, sous réserve :

- a) de toute autorisation d'exportation délivrée à cette personne en vertu de l'alinéa 6.3(3)b);
- b) de l'observation des règlements pris en vertu de l'article 12.

8.5 Toute licence d'exportation ou d'importation délivrée en vertu de la présente loi peut avoir un effet rétroactif si elle comporte une disposition en ce sens.

113. Le paragraphe 10(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le ministre peut modifier, suspendre, annuler ou rétablir les licences, certificats, autorisations d'importation ou d'exportation ou autres autorisations délivrés ou concédés en vertu de la présente loi.

114. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 10, de ce qui suit :

10.1 Le ministre peut désigner, en qualité d'inspecteur, toute personne qu'il estime qualifiée.

Exportation
d'une région

Licence
d'exportation de
produits de bois
d'oeuvre

Licence
rétroactive

1994, ch. 47,
art. 111

Modification des
licences

Inspecteurs

Inspection	<p>10.2 (1) An inspector may, at all reasonable times, for any purpose related to the administration or enforcement of this Act, inspect, audit or examine the records of any person who has applied for a permit, an import allocation, an export allocation, a certificate or another authorization under this Act in order to determine whether that or any other person is in compliance with this Act.</p>	<p>10.2 (1) L'inspecteur peut, à toute heure convenable, pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi, inspecter, vérifier ou examiner les registres de toute personne qui a présenté une demande visant l'obtention d'une licence, d'un certificat, d'une autorisation d'importation ou d'exportation ou d'une autre autorisation en vertu de la présente loi afin d'établir si celle-ci ou toute autre personne se conforme à la présente loi.</p>	Inspection
Powers of inspector	<p>(2) For the purposes of an inspection, audit or examination, an inspector may</p> <p>(a) enter any place in which the inspector reasonably believes the person keeps records or carries on any activity to which this Act applies; and</p> <p>(b) require any individual to be present during the inspection, audit or examination and require that individual to answer all proper questions and to give to the inspector all reasonable assistance.</p>	<p>(2) Afin d'effectuer l'inspection, la vérification ou l'examen, l'inspecteur peut :</p> <p>a) pénétrer dans tout lieu où il croit, pour des motifs raisonnables, que la personne tient des registres ou exerce une activité auxquels s'applique la présente loi;</p> <p>b) exiger de toute personne qu'elle l'accompagne pendant l'inspection, la vérification ou l'examen, réponde à toutes les questions pertinentes et lui prête toute l'assistance raisonnable.</p>	Pouvoirs d'inspection
Prior authorization	<p>(3) If any place referred to in paragraph (2)(a) is a dwelling-house, an inspector may not enter that dwelling-house without the consent of the occupant, except under the authority of a warrant issued under subsection (4).</p>	<p>(3) Si le lieu visé à l'alinéa (2)a) est une maison d'habitation, l'inspecteur ne peut y pénétrer sans la permission de l'occupant, à moins d'y être autorisé par un mandat décerné en application du paragraphe (4).</p>	Autorisation préalable
Warrant to enter dwelling-house	<p>(4) A judge may issue a warrant authorizing an inspector to enter a dwelling-house subject to the conditions specified in the warrant if, on <i>ex parte</i> application by the inspector, a judge is satisfied by information on oath that</p> <p>(a) there are reasonable grounds to believe that the dwelling-house is a place referred to in paragraph (2)(a);</p> <p>(b) entry into the dwelling-house is necessary for any purpose related to the administration or enforcement of this Act; and</p> <p>(c) entry into the dwelling-house has been, or there are reasonable grounds to believe that entry will be, refused.</p>	<p>(4) Sur requête <i>ex parte</i> de l'inspecteur, le juge saisi peut décerner un mandat qui autorise l'inspecteur à pénétrer dans une maison d'habitation aux conditions précisées dans le mandat, s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, que les éléments suivants sont réunis :</p> <p>a) il existe des motifs raisonnables de croire que la maison d'habitation est un lieu visé à l'alinéa (2)a);</p> <p>b) il est nécessaire d'y pénétrer pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi;</p> <p>c) l'accès en a été refusé, ou il est raisonnable de croire qu'il le sera.</p>	Mandat
Orders if entry not authorized	<p>(5) If the judge is not satisfied that entry into the dwelling-house is necessary for any purpose related to the administration or enforcement of this Act, the judge may, to the extent that access</p>	<p>(5) Si l'accès à la maison d'habitation a été refusé ou pourrait l'être et si des registres ou des biens y sont gardés ou pourraient l'être, le juge</p>	Ordonnance en cas de refus

	was or may be expected to be refused and that a record is or may be expected to be kept in the dwelling-house,	qui n'est pas convaincu qu'il est nécessaire d'y pénétrer pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi peut :	
	(a) order the occupant of the dwelling-house to provide the inspector with reasonable access to any record that is or should be kept in the dwelling-house; and	(a) ordonner à l'occupant de la maison d'habitation de permettre à l'inspecteur d'avoir raisonnablement accès à tous registres qui y sont gardés ou devraient l'être;	5
	(b) make any other order that is appropriate in the circumstances to carry out the purposes of this Act.	(b) rendre toute autre ordonnance indiquée en l'espèce pour l'application de la présente loi.	10
Copies of records	(6) When an inspector inspects, audits, examines or is provided a record under this section, the inspector may make, or cause to be made, one or more copies of the record.	(6) L'inspecteur peut, lorsqu'il inspecte, examine, vérifie ou se voit remettre un registre en vertu du présent article, en faire des copies ou en faire faire.	10
Keeping records	10.3 (1) Every person who applies for a permit, import allocation, export allocation, certificate or other authorization under this Act shall keep all records that are necessary to determine whether they have complied with this Act.	10.3 (1) La personne qui demande une licence, un certificat, une autorisation d'importation ou d'exportation ou toute autre autorisation en vertu de la présente loi tient tous les registres permettant de vérifier si elle s'est conformée à celle-ci.	15
Minister may specify information	(2) The Minister may specify in writing the form that a record is to take and any information that the record must contain.	(2) Le ministre peut préciser par écrit la forme des registres ainsi que les renseignements qu'ils doivent contenir.	20
Language and location of record	(3) Unless otherwise authorized by the Minister, a record shall be kept in Canada in English or French.	(3) Sauf autorisation contraire du ministre, les registres sont tenus au Canada, en français ou en anglais.	25
Electronic records	(4) Every person required under this Act to keep a record who does so electronically shall ensure that all equipment and software necessary to make the record intelligible are available during the retention period required for the record.	(4) Quiconque tient des registres, comme l'y oblige la présente loi, et le fait par voie électronique veille à ce que le matériel et les logiciels nécessaires à leur intelligibilité soient accessibles pendant la période de conservation.	30
Inadequate records	(5) If a person fails to keep adequate records for the purposes of this Act, the Minister may, in writing, require the person to keep any records that the Minister may specify, and the person shall keep the records specified by the Minister.	(5) Le ministre peut exiger par écrit que la personne qui ne tient pas les registres nécessaires à l'application de la présente loi tienne ceux qu'il précise. Le cas échéant, la personne est tenue d'obtempérer.	35
General period for retention	(6) Every person who is required to keep records shall retain them until the expiry of six years after the end of the year to which they relate or for any other period that may be prescribed by regulation.	(6) La personne obligée de tenir des registres les conserve pendant la période de six ans suivant la fin de l'année qu'ils visent ou pendant toute autre période fixée par règlement.	
Demand by Minister	(7) If the Minister is of the opinion that it is necessary for the administration or enforcement of this Act, the Minister may, by a demand served personally or sent by mail, require any	(7) Le ministre peut exiger, par mise en demeure signifiée à personne ou envoyée par courrier, que la personne obligée de tenir des registres conserve ceux-ci pour la période	40

Reproduction de registres

Obligation de tenir des registres

Forme et contenu

Langue et lieu de conservation

Registres électroniques

Registres insuffisants

Période de conservation

Mise en demeure

person required under this Act to keep records to retain those records for any period that is specified in the demand, and the person shall comply with the demand.

Permission for
earlier disposal

(8) A person who is required under this Act to keep records may dispose of them before the expiry of the period during which they are required to be kept if written permission for their disposal is given by the Minister.

1994, c. 47,
s. 112(1)

115. Paragraphs 12(a) to (b) of the Act are replaced by the following:

(a) prescribing the information, certificates issued by a third party attesting to a softwood sawlog's origin and undertakings to be furnished by applicants for permits, import allocations, export allocations, certificates or other authorizations under this Act, the procedure to be followed in applying for and issuing or granting permits, import allocations, export allocations, certificates or other authorizations, the duration of them, and the terms and conditions, including those with reference to shipping or other documents, on which permits, import allocations, export allocations, certificates or other authorizations may be issued or granted under this Act;

(a.1) respecting the considerations that the Minister must take into account when deciding whether to issue an import allocation or export allocation or consent to its transfer;

(b) respecting information to be supplied by persons to whom permits, import allocations, export allocations, certificates or other authorizations have been issued or granted under this Act and any other matter associated with their use;

(b.1) respecting information to be supplied to specified persons or specified government entities, including foreign government entities, by persons who export goods expressly excluded from the Export Control List;

précisée dans la mise en demeure, s'il est d'avis que cela est nécessaire pour l'exécution ou le contrôle d'application de la présente loi. Le cas échéant, la personne est tenue d'obtempérer.

(8) Il peut autoriser par écrit toute personne à se départir des registres qu'elle doit conserver avant la fin de la période déterminée pour leur conservation.

5 Autorisation de
se départir des
registres

115. Les alinéas 12a) à b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

10 1994, ch. 47,
par. 112(1)

a) déterminer les renseignements, les certificats délivrés par des tiers et attestant l'origine de la grume de sciage de résineux et les engagements que sont tenus de fournir ceux qui demandent des licences, certificats, autorisations d'importation ou d'exportation ou autres autorisations en vertu de la présente loi, la procédure à suivre pour la demande et la délivrance ou la concession de licences, certificats, autorisations d'importation ou d'exportation ou autres autorisations, la durée de ceux-ci et les conditions, y compris celles qui concernent les documents d'expédition ou autres, auxquelles des licences, certificats, autorisations d'importation ou d'exportation ou autres autorisations peuvent être délivrés ou concédés en vertu de la présente loi;

a.1) prévoir les facteurs à prendre en compte par le ministre pour la délivrance et le transfert des autorisations d'importation ou d'exportation;

b) établir les renseignements que sont tenues de fournir les personnes à qui des licences, certificats, autorisations d'importation ou d'exportation ou autres autorisations ont été délivrés ou concédés en vertu de la présente loi et régir toutes autres questions liées à leur utilisation;

b.1) établir les renseignements que sont tenues de fournir aux personnes désignées ou aux organismes publics — canadiens ou étrangers — désignés les personnes qui exportent des marchandises expressément exclues de la liste des marchandises d'exportation contrôlée;

45

116. The Act is amended by adding the following after section 14:

Exception

14.1 A person does not contravene section 13 or 14 if, at the time of exportation or importation, the person would have exported or imported the goods under the authority of and in accordance with an export permit or an import permit issued under this Act had they applied for it, and if, after the exportation or importation, the permit is issued.

1994, c. 47,
ss. 113 and 114

117. Sections 16.1 and 17 of the Act are replaced by the following:

Transfers or
unauthorized use

16.1 No person who has been issued an import allocation or an export allocation shall, without the consent of the Minister, transfer it or allow it to be used by another person.

False or
misleading
information, and
misrepresenta-
tion

17. No person shall wilfully furnish any false or misleading information or knowingly make any misrepresentation in any application for a permit, import allocation, export allocation, certificate or other authorization under this Act or for the purpose of procuring its issue or grant or in connection with any subsequent use of the permit, import allocation, export allocation, certificate or other authorization or the exportation, importation or disposition of goods to which it relates.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

ACCESS TO INFORMATION ACT

R.S., c. A-1

118. Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by striking out the reference to:

Softwood Lumber Products Export Charge Act
Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre

and the corresponding reference to "section 20".

R.S., c. 12
(3rd Suppl.),
s. 25

116. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 14, de ce qui suit :

Exception

14.1 N'enfreint pas les articles 13 ou 14 la personne qui, d'une part, au moment de l'exportation ou de l'importation, aurait exporté ou importé les marchandises sous l'autorité d'une licence d'exportation ou d'importation délivrée en vertu de la présente loi et conformément à une telle licence si elle en avait fait la demande et, d'autre part, se voit délivrer telle licence après l'exportation ou l'importation.

117. Les articles 16.1 et 17 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1994, ch. 47,
art. 113 et 114

16.1 Il est interdit au titulaire d'une autorisation d'importation ou d'exportation de la transférer à une autre personne, ou de lui en permettre l'utilisation, sans le consentement du ministre.

Transfert ou
autorisation
interdits

17. Il est interdit de fournir volontairement des renseignements faux ou trompeurs ou de faire en connaissance de cause une déclaration erronée dans une demande visant l'obtention d'une licence, d'un certificat, d'une autorisation d'importation ou d'exportation ou d'une autre autorisation en vertu de la présente loi, ou visant la délivrance, la concession ou l'usage subséquent de cette licence, de ce certificat, de cette autorisation d'importation ou d'exportation ou de cette autre autorisation, ou à l'égard des marchandises qui font l'objet de cette licence, de ce certificat, de cette autorisation d'importation ou d'exportation ou de cette autre autorisation.

Faux
renseignements

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

L.R., ch. A-1

118. L'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression de ce qui suit :

L.R., ch. 12
(3^e suppl.),
art. 25

Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre

Softwood Lumber Products Export Charge Act

ainsi que de la mention « article 20 » placée en regard de ce titre de loi.

119. Schedule II to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to:

Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006

Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre

and a corresponding reference in respect of that Act to "section 84".

119. L'annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre

Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006

ainsi que de la mention « article 84 » en regard de ce titre de loi.

1999, c. 17;
2005, c. 38, s. 35

CANADA REVENUE AGENCY ACT

LOI SUR L'AGENCE DU REVENU DU CANADA

1999, ch. 17;
2005, ch. 38,
art. 35

2005, c. 38,
s. 36(3)(E)

120. Paragraph (a) of the definition "program legislation" in section 2 of the *Canada Revenue Agency Act* is replaced by the following:

(a) that the Governor in Council or Parliament authorizes the Minister, the Agency, the Commissioner or an employee of the Agency to administer or enforce, including the *Air Travellers Security Charge Act*, the *Customs Act*, the *Excise Act*, the *Excise Act, 2001*, the *Excise Tax Act*, the *Income Tax Act* and the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006*; or

120. L'alinéa a) de la définition de « législation fiscale », à l'article 2 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*, est remplacé par ce qui suit :

a) dont le ministre, l'Agence, le commissaire ou un employé de l'Agence est autorisé par le Parlement ou le gouverneur en conseil à assurer ou contrôler l'application, notamment la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, la *Loi sur les douanes*, la *Loi sur l'accise*, la *Loi de 2001 sur l'accise*, la *Loi sur la taxe d'accise*, la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre*;

2005, ch. 38,
par. 36(4)(F)

R.S., c. T-2

TAX COURT OF CANADA ACT

LOI SUR LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT

L.R., ch. T-2

2002, c. 9,
s. 10(2)

121. (1) Subsection 12(1) of the *Tax Court of Canada Act* is replaced by the following:

121. (1) Le paragraphe 12(1) de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 9,
par. 10(2)

Jurisdiction

12. (1) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine references and appeals to the Court on matters arising under the *Air Travellers Security Charge Act*, the *Canada Pension Plan*, the *Cultural Property Export and Import Act*, Part V.1 of the *Customs Act*, the *Employment Insurance Act*, the *Excise Act, 2001*, Part IX of the *Excise Tax Act*, the *Income Tax Act*, the *Old Age Security Act*, the *Petroleum and Gas Revenue Tax Act* and the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006* when references or appeals to the Court are provided for in those Acts.

12. (1) La Cour a compétence exclusive pour entendre les renvois et les appels portés devant elle sur les questions découlant de l'application de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*, de la partie V.1 de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur l'assurance-emploi*, de la *Loi de 2001 sur l'accise*, de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, de la *Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers* et de la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de*

Compétence

2002, c. 9,
s. 10(3)

(2) Subsections 12(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

Further
jurisdiction

(3) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine questions referred to it under section 51 or 52 of the *Air Travellers Security Charge Act*, section 97.58 of the *Customs Act*, section 204 or 205 of the *Excise Act, 2001*, section 310 or 311 of the *Excise Tax Act*, section 173 or 174 of the *Income Tax Act* or section 62 or 63 of the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006*.

Extensions of
time

(4) The Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine applications for extensions of time under section 45 or 47 of the *Air Travellers Security Charge Act*, subsection 28(1) of the *Canada Pension Plan*, section 33.2 of the *Cultural Property Export and Import Act*, section 97.52 or 97.53 of the *Customs Act*, subsection 103(1) of the *Employment Insurance Act*, section 197 or 199 of the *Excise Act, 2001*, section 304 or 305 of the *Excise Tax Act*, section 166.2 or 167 of the *Income Tax Act* or section 56 or 58 of the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006*.

122. Paragraph 18.29(3)(a) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of subparagraph (vi), by replacing the word “and” at the end of subparagraph (vii) with the word “or” and by adding the following after subparagraph (vii):

(viii) section 56 or 58 of the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006*; and

2002, c. 9,
s. 10(5)

123. Subsection 18.31(2) of the Act is replaced by the following:

Determination of
a question

(2) If it is agreed under section 51 of the *Air Travellers Security Charge Act*, section 97.58 of the *Customs Act*, section 204 of the *Excise Act, 2001*, section 310 of the *Excise Tax Act* or

bois d’oeuvre, dans la mesure où ces lois prévoient un droit de renvoi ou d’appel devant elle.

(2) Les paragraphes 12(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

2002, ch. 9,
par. 10(3)

Autre
compétence

(3) La Cour a compétence exclusive pour entendre les questions qui sont portées devant elle en vertu des articles 51 ou 52 de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, de l’article 97.58 de la *Loi sur les douanes*, des articles 204 ou 205 de la *Loi de 2001 sur l’accise*, des articles 310 ou 311 de la *Loi sur la taxe d’accise*, des articles 173 ou 174 de la *Loi de l’impôt sur le revenu* ou des articles 62 ou 63 de la *Loi de 2006 sur les droits d’exportation de produits de bois d’oeuvre*.

(4) La Cour a compétence exclusive pour entendre toute demande de prorogation de délai présentée en vertu des articles 45 ou 47 de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, du paragraphe 28(1) du *Régime de pensions du Canada*, de l’article 33.2 de la *Loi sur l’exportation et l’importation de biens culturels*, des articles 97.52 ou 97.53 de la *Loi sur les douanes*, du paragraphe 103(1) de la *Loi sur l’assurance-emploi*, des articles 197 ou 199 de la *Loi de 2001 sur l’accise*, des articles 304 ou 305 de la *Loi sur la taxe d’accise*, des articles 166.2 ou 167 de la *Loi de l’impôt sur le revenu* ou des articles 56 ou 58 de la *Loi de 2006 sur les droits d’exportation de produits de bois d’oeuvre*.

Prorogation des
délais

122. L’alinéa 18.29(3)a) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (vii), de ce qui suit :

35

(viii) les articles 56 et 58 de la *Loi de 2006 sur les droits d’exportation de produits de bois d’oeuvre*;

123. Le paragraphe 18.31(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 9,
par. 10(5)

40

Procédure
générale

(2) Les articles 17.1, 17.2 et 17.4 à 17.8 s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux décisions sur les questions soumises à la Cour en vertu de l’article 51 de la *Loi sur le*

section 62 of the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006* that a question should be determined by the Court, sections 17.1, 17.2 and 17.4 to 17.8 apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of the determination of the question.

2002, c. 9,
s. 10(6)

124. Subsection 18.32(2) of the Act is replaced by the following:

Provisions
applicable to
determination of
a question

(2) If an application has been made under section 52 of the *Air Travellers Security Charge Act*, section 205 of the *Excise Act, 2001*, section 311 of the *Excise Tax Act* or section 63 of the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006* for the determination of a question, the application or determination of the question shall, subject to section 18.33, be determined in accordance with sections 17.1, 17.2 and 17.4 to 17.8, with any modifications that the circumstances require.

droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, de l'article 97.58 de la *Loi sur les douanes*, de l'article 204 de la *Loi de 2001 sur l'accise*, de l'article 310 de la *Loi sur la taxe d'accise* ou de l'article 62 de la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre*.

124. Le paragraphe 18.32(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2002, ch. 9,
par. 10(6)

(2) Les articles 17.1, 17.2 et 17.4 à 17.8 s'appliquent, sous réserve de l'article 18.33 et avec les adaptations nécessaires, à toute demande présentée à la Cour en vertu de l'article 52 de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*, de l'article 205 de la *Loi de 2001 sur l'accise*, de l'article 311 de la *Loi sur la taxe d'accise* ou de l'article 63 de la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'oeuvre* et à la détermination de la question en cause.

Dispositions
applicables à la
détermination
d'une question

COORDINATING AMENDMENT

2004, c. 15

125. On the later of the day on which section 117 of this Act comes into force and the day on which section 62 of the *Public Safety Act, 2002*, being chapter 15 of the Statutes of Canada, 2004, comes into force — or, if those days are the same day, then on that day — section 17 of the *Export and Import Permits Act* is replaced by the following:

False or
misleading
information, and
misrepresenta-
tion

17. No person shall wilfully furnish any false or misleading information or knowingly make any misrepresentation in any application for a permit, import allocation, export allocation, certificate or other authorization under this Act or for the purpose of procuring its issue or grant or in connection with any subsequent use of the permit, import allocation, export allocation, certificate or other authorization or the exportation, importation, transfer or disposition of goods or technology to which it relates.

DISPOSITION DE COORDINATION

2004, ch. 15

125. À la date d'entrée en vigueur de l'article 117 de la présente loi ou à celle, si elle est postérieure, de l'article 62 de la *Loi de 2002 sur la sécurité publique*, chapitre 15 des Lois du Canada (2004), l'article 17 de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* est remplacé par ce qui suit :

Faux
renseignements

17. Il est interdit de fournir volontairement des renseignements faux ou trompeurs ou de faire en connaissance de cause une déclaration erronée dans une demande visant l'obtention d'une licence, d'un certificat, d'une autorisation d'importation ou d'exportation ou d'une autre autorisation en vertu de la présente loi, ou visant la délivrance, la concession ou l'usage subseq- quant de cette licence, de ce certificat, de cette autorisation d'importation ou d'exportation ou de cette autre autorisation, ou à l'égard de l'exportation, de l'importation, du transfert ou de l'aliénation des marchandises ou des technologies qui font l'objet de cette licence, de ce certificat, de cette autorisation d'importation ou d'exportation ou de cette autre autorisation.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force	126. (1) The provisions of this Act, other than subsection 12(3) and sections 64, 67 to 76 and 125, come into force or are deemed to have come into force on October 12, 2006.	126. (1) Les dispositions de la présente loi, à l'exception du paragraphe 12(3) et des articles 64, 67 à 76 et 125, entrent en vigueur ou sont réputées être entrées en vigueur le 12 octobre 2006.	Entrée en vigueur
Subsection 12(3)	(2) Subsection 12(3) comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.	(2) Le paragraphe 12(3) entre en vigueur à la date fixée par décret.	Paragraphe 12(3)
Section 64	(3) Section 64 comes into force or is deemed to have come into force on April 1, 2007.	(3) L'article 64 entre en vigueur ou est réputé être entré en vigueur le 1 ^{er} avril 2007.	Article 64

SCHEDULE
(Section 16)

EXEMPT PERSONS

1. Armand Duhamel & Fils inc.
2. Bardeaux & Cèdres St-Honoré inc.
3. Beaubois Coaticook inc.
4. Busque & Laflamme inc.
5. Carrier & Bégin inc.
6. Clermond Hamel ltée
7. J.D. Irving Ltd.
8. Les Produits Forestiers D.G. ltée
9. Marcel Lauzon inc.
10. Mobilier Rustique (Beauce) inc.
11. Paul Vallée inc.
12. René Bernard inc.
13. Roland Boulanger & Cie ltée
14. Scierie Alexandre Lemay & Fils inc.
15. Scierie La Patrie inc.
16. Scierie Tech inc.
17. Wilfrid Paquet & Fils ltée
18. Sault Forest Products Ltd.
19. Boccam inc.
20. Indian River Lumber
21. Interbois inc.
22. Jacomau inc.
23. Richard Lutes Cedar Inc.
24. Séchoirs de Beauce inc.
25. Scierie West Brome inc.
26. Matériaux Blanchet inc. (Saint-Pamphile)
27. Daaquam Lumber Inc.
28. Bois Oméga ltée
29. Fontaine inc. (J.A. Fontaine & Fils inc.)
30. Industries Maibec inc.

ANNEXE
(article 16)

PERSONNES EXEMPTÉES

1. Armand Duhamel & Fils inc.
2. Bardeaux & Cèdres St-Honoré inc.
3. Beaubois Coaticook inc.
4. Busque & Laflamme inc.
5. Carrier & Bégin inc.
6. Clermond Hamel ltée
7. J.D. Irving Ltd.
8. Les Produits Forestiers D.G. ltée
9. Marcel Lauzon inc.
10. Mobilier Rustique (Beauce) inc.
11. Paul Vallée inc.
12. René Bernard inc.
13. Roland Boulanger & Cie ltée
14. Scierie Alexandre Lemay & Fils inc.
15. Scierie La Patrie inc.
16. Scierie Tech inc.
17. Wilfrid Paquet & Fils ltée
18. Sault Forest Products Ltd.
19. Boccam inc.
20. Indian River Lumber
21. Interbois inc.
22. Jacomau inc.
23. Richard Lutes Cedar Inc.
24. Séchoirs de Beauce inc.
25. Scierie West Brome inc.
26. Matériaux Blanchet inc. (Saint-Pamphile)
27. Bois Daaquam inc.
28. Bois Oméga ltée
29. Fontaine inc. (J.A. Fontaine & Fils inc.)
30. Industries Maibec inc.

31. Les Produits Forestiers Dubé inc.
32. 9157-9516 Québec inc. (Scierie Nord-Sud inc.)

31. Les Produits Forestiers Dubé inc.
32. 9157-9516 Québec inc. (Scierie Nord-Sud inc.)

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

MAIL ➤ **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-25

C-25

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-25

PROJET DE LOI C-25

An Act to amend the Proceeds of Crime (Money Laundering)
and Terrorist Financing Act and the Income Tax Act and
to make a consequential amendment to another Act

Loi modifiant la Loi sur le recyclage des produits de la
criminalité et le financement des activités terroristes, la
Loi de l'impôt sur le revenu et une autre loi en
conséquence

FIRST READING, OCTOBER 5, 2006

PREMIÈRE LECTURE LE 5 OCTOBRE 2006

THE MINISTER OF FINANCE

LE MINISTRE DES FINANCES

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to amend the Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act and the Income Tax Act and to make a consequential amendment to another Act*".

SUMMARY

This enactment amends the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* to enhance the client identification, record-keeping and reporting measures applicable to financial institutions and intermediaries. It establishes a registration regime for money services businesses and foreign exchange dealers and creates a new offence for not registering.

It allows the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada to disclose additional information to law enforcement and intelligence agencies, and to make disclosures to additional agencies.

It permits the Centre to exchange compliance-related information with its foreign counterparts and permits the Canada Border Services Agency to share information about the application of the cross-border currency reporting regime with its foreign counterparts. It also includes a consequential amendment to the *Canada Border Services Agency Act*.

It creates an administrative monetary penalty regime.

It amends the *Income Tax Act* to allow the Canada Revenue Agency to disclose to the Centre, the Royal Canadian Mounted Police and the Canadian Security Intelligence Service information about charities suspected of being involved in terrorist financing activities.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, la Loi de l'impôt sur le revenu et une autre loi en conséquence* ».

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* en vue d'améliorer les mesures relatives à l'identification des clients, à la tenue de documents et à la production de déclarations qui incombent aux institutions financières et aux intermédiaires financiers. Il établit un régime d'enregistrement pour les entreprises de transfert de fonds et les bureaux de change, et crée une nouvelle infraction concernant le défaut d'inscription.

Il permet au Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada de communiquer des renseignements supplémentaires aux organismes chargés du contrôle d'application de la loi et aux organismes de renseignements et de communiquer des renseignements à d'autres organismes.

Il habilite le Centre à échanger avec ses homologues étrangers des renseignements concernant la vérification de la conformité à certaines obligations prévues par la loi et permet à l'Agence des services frontaliers du Canada de fournir à ses homologues étrangers des renseignements sur l'application du régime de déclaration des mouvements transfrontaliers d'espèces. Il prévoit également une modification corrélative à la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*.

Il crée un régime de pénalités.

Il modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* en vue de permettre à l'Agence du revenu du Canada de communiquer au Centre, à la Gendarmerie royale du Canada et au Service canadien du renseignement de sécurité des renseignements sur les organismes de bienfaisance soupçonnés d'être impliqués dans des activités de financement du terrorisme.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-25

PROJET DE LOI C-25

An Act to amend the Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act and the Income Tax Act and to make a consequential amendment to another Act

Loi modifiant la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, la Loi de l'impôt sur le revenu et une autre loi en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

2000, c. 17;
2001, c. 41, s. 48

AMENDMENTS TO THE PROCEEDS OF CRIME (MONEY LAUNDERING) AND TERRORIST FINANCING ACT

MODIFICATION DE LA LOI SUR LE RECYCLAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ ET LE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS TERRORISTES

2000, ch. 17;
2001, ch. 41,
art. 48

2005, c. 38,
s. 124(2) and
par. 145(2)(h)

1. (1) The definition “Minister” in section 2 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* is replaced by the following:

1. (1) La définition de « ministre », à 5 l'article 2 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, est remplacée par ce qui suit :

2005, ch. 38,
par. 124(2) et
al. 145(2)(h)

“Minister”
« ministre »

“Minister” means, in relation to sections 24.1 to 39, the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness and, in relation to any other provision of this Act, the Minister of Finance.

« ministre » Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile pour l'application des 10 articles 24.1 à 39, et le ministre des Finances pour l'application des autres dispositions de la présente loi.

« ministre »
“Minister”

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, 15 de ce qui suit :

“violation”
« violation »

“violation” means a contravention of this Act or the regulations that is designated as a violation 15 by regulations made under subsection 73.1(1).

« violation » Toute contravention à la présente loi ou à ses règlements qui est ainsi qualifiée par les règlements pris en vertu du paragraphe 73.1(1). 20

« violation »
“violation”

2. The heading of Part 1 of the Act is replaced by the following:

2. Le titre de la partie 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

RECORD KEEPING, VERIFYING
IDENTITY, REPORTING OF SUSPICIOUS
TRANSACTIONS AND REGISTRATION

2001, c. 41,
s. 51(1)

3. (1) Paragraphs 5(g) and (h) of the Act are replaced by the following:

(g) persons and entities authorized under provincial legislation to engage in the business of dealing in securities or any other 5 financial instruments, or to provide portfolio management or investment advising services;

(h) persons and entities engaged in the business of foreign exchange dealing, of remitting funds or transmitting funds by any 10 means or through any person, entity or electronic funds transfer network, or of issuing or redeeming money orders, traveler's cheques or other similar negotiable instruments except for cheques payable to a 15 named person or entity;

(2) Paragraph 5(l) of the Act is replaced by the following:

(l) departments and agents of Her Majesty in right of Canada or of a province that are 20 engaged in the business of accepting deposit liabilities, that sell money orders to the public or that sell prescribed precious metals, while carrying out the activities described in regulations made under paragraph 73(1)(c); 25 and

4. Section 6 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

RECORD KEEPING AND VERIFYING IDENTITY

Record keeping

6. Every person or entity referred to in section 5 shall keep and retain prescribed 30 records in accordance with the regulations.

Verifying
identity

6.1 Every person or entity referred to in section 5 shall verify, in the prescribed circumstances and in accordance with the regulations, the identity of any person or entity. 35

TENUE DE DOCUMENTS, VÉRIFICATION
D'IDENTITÉS, DÉCLARATION DES
OPÉRATIONS DOUTEUSES ET
INSCRIPTION

3. (1) Les alinéas 5g) et h) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

2001, ch. 41,
par. 51(1)

g) les personnes et les entités autorisées en vertu de la législation provinciale à se livrer 5 au commerce des valeurs mobilières ou 5 d'autres instruments financiers, ou à la fourniture de services de gestion de portefeuille et de conseils en placement;

h) les personnes et les entités qui se livrent aux opérations de change, ou qui exploitent 10 une entreprise qui remet des fonds ou transmet des fonds par tout moyen ou par l'intermédiaire d'une personne, d'une entité ou d'un réseau de télévirement ou qui émet ou rachète des mandats-poste, des chèques de 15 voyage ou d'autres titres négociables semblables, à l'exclusion des chèques libellés au nom d'une personne ou d'une entité;

(2) L'alinéa 5l) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 20

l) les ministères et mandataires de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province qui se livrent à l'acceptation de dépôts, qui vendent des mandats-poste au public ou qui vendent des métaux précieux réglementaires, lors- 25 qu'ils exercent les activités mentionnées aux règlements pris en vertu de l'alinéa 73(1)(c);

4. L'article 6 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

TENUE ET CONSERVATION DE DOCUMENTS ET
VÉRIFICATION D'IDENTITÉS

6. Il incombe à toute personne ou entité visée 30 à l'article 5 de tenir et de conserver, conformément aux règlements, les documents prévus par règlement. Tenue de document

6.1 Il incombe à toute personne ou entité visée à l'article 5 de vérifier, dans les cas prévus 35 par les règlements et en conformité avec ceux-ci, l'identité de toute personne ou entité. Vérification d'identités

2006	Recyclage des produits de la criminalité et Impôt sur le revenu		3
2001, c. 41, s. 52	<p>5. Section 7 of the Act and the heading before it are replaced by the following:</p> <p>REPORTING AND OTHER REQUIREMENTS</p> <p>7. Subject to section 10.1, every person or entity referred to in section 5 shall report to the Centre, in the prescribed form and manner, every financial transaction that occurs or that is attempted in the course of their activities and in respect of which there are reasonable grounds to suspect that</p> <p>(a) the transaction is related to the commission or the attempted commission of a money laundering offence; or</p> <p>(b) the transaction is related to the commission or the attempted commission of a terrorist activity financing offence.</p>	<p>5. L'article 7 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :</p> <p>DÉCLARATION ET AUTRES OBLIGATIONS</p> <p>7. Il incombe, sous réserve de l'article 10.1, à toute personne ou entité visée à l'article 5 de déclarer au Centre, selon les modalités réglementaires, toute opération financière qu'on a effectuée ou tentée dans le cours de ses activités et à l'égard de laquelle il y a des motifs raisonnables de soupçonner qu'elle est liée à la perpétration — réelle ou tentée —, selon le cas :</p> <p>a) d'une infraction de recyclage des produits de la criminalité;</p> <p>b) d'une infraction de financement des activités terroristes.</p>	<p>2001, ch. 41, art. 52</p> <p>Opérations à déclarer</p>
2001, c. 41, s. 52	<p>6. Subsection 7.1(1) of the Act is replaced by the following:</p> <p>7.1 (1) Every person or entity referred to in section 5 that is required to make a disclosure under section 83.1 of the <i>Criminal Code</i> or under section 8 of the <i>United Nations Suppression of Terrorism Regulations</i> shall also make a report on it to the Centre, in the prescribed form and manner.</p>	<p>6. Le paragraphe 7.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>7.1 (1) Il incombe à toute personne ou entité visée à l'article 5 qui est tenue de communiquer des renseignements en vertu de l'article 83.1 du <i>Code criminel</i> ou en vertu de l'article 8 du <i>Règlement d'application de la résolution des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme</i> de faire une déclaration au Centre selon les modalités réglementaires.</p>	<p>2001, ch. 41, art. 52</p> <p>Communication</p>
Prescribed financial transactions	<p>7. (1) Subsection 9(1) of the Act is replaced by the following:</p> <p>9. (1) Subject to section 10.1, every person or entity referred to in section 5 shall report to the Centre, in the prescribed form and manner, every prescribed financial transaction that occurs in the course of their activities.</p> <p>(2) Subsection 9(3) of the Act is replaced by the following:</p> <p>(3) Every person or entity referred to in section 5 shall establish and maintain a list, in the prescribed form and manner, of their clients in respect of whom a report would have been required under subsection (1) were it not for subsection (2). However, a person or an entity may choose to report a client's transactions under subsection (1) instead of maintaining the list in respect of that client.</p>	<p>7. (1) Le paragraphe 9(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>9. (1) Il incombe, sous réserve de l'article 10.1, à toute personne ou entité visée à l'article 5 de déclarer au Centre, selon les modalités réglementaires, les opérations financières visées par règlement qui sont effectuées dans le cours de ses activités.</p> <p>(2) Le paragraphe 9(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>(3) Il incombe à toute personne ou entité visée à l'article 5 de dresser et de maintenir, selon les modalités réglementaires, une liste des clients à l'égard desquels elle aurait été tenue, n'était le paragraphe (2), de faire une déclaration en application du paragraphe (1). Néanmoins, elle peut choisir de se conformer au paragraphe (1) à l'égard d'un client au lieu d'inscrire celui-ci sur une telle liste.</p>	<p>Opérations à déclarer aux termes des règlements</p> <p>Liste des exemptions</p>
List of persons			

8. The Act is amended by adding the following after section 9.1:

Inability to establish identity

9.2 No person or entity referred to in section 5 shall open an account for a client, in the prescribed circumstances, if it cannot establish the identity of the client in accordance with the prescribed measures.

Politically exposed foreign persons

9.3 (1) Every person or entity that is referred to in section 5 and that is prescribed shall determine, in the prescribed circumstances and in accordance with the regulations, whether it is dealing with a politically exposed foreign person.

Measures

(2) If the person or entity determines that it is dealing with a politically exposed foreign person, the person or entity shall obtain the approval of senior management in the prescribed circumstances and take prescribed measures.

Definition of "politically exposed foreign person"

(3) For the purposes of this section, "politically exposed foreign person" means a person who holds or has held one of the following offices or positions in or on behalf of a foreign state:

- (a) head of state or head of government; 25
- (b) member of the executive council of government or member of a legislature;
- (c) deputy minister or equivalent rank;
- (d) ambassador or attaché or counsellor of an ambassador; 30
- (e) military officer with a rank of general or above;
- (f) president of a state-owned company or a state-owned bank;
- (g) head of a government agency; 35
- (h) judge;
- (i) leader or president of a political party represented in a legislature; or
- (j) holder of any prescribed office or position. 40

It includes any prescribed family member of such a person.

8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 9.1, de ce qui suit :

9.2 Il est interdit, dans les cas prévus par règlement, à toute personne ou entité visée à l'article 5 d'ouvrir un compte pour lequel elle ne peut établir l'identité du client en conformité avec les mesures réglementaires.

Impossibilité d'établir l'identité

9.3 (1) Il incombe à toute personne ou entité mentionnée à l'article 5 et visée par règlement d'établir, dans les cas prévus par les règlements et en conformité avec ceux-ci, si elle fait affaire avec un étranger politiquement vulnérable.

Mesures

(2) Si elle fait affaire avec un étranger politiquement vulnérable, elle obtient l'agrément de la haute direction dans les cas prévus par règlement et prend les mesures réglementaires.

Mesures

(3) Pour l'application du présent article, « étranger politiquement vulnérable » s'entend de la personne qui occupe ou a occupé l'une des charges ci-après au sein d'un État étranger ou pour son compte :

Définition de « étranger politiquement vulnérable »

- a) chef d'État ou chef de gouvernement;
- b) membre du conseil exécutif de gouvernement ou membre d'une assemblée législative; 25
- c) sous-ministre ou titulaire d'une charge de rang équivalent;
- d) ambassadeur, ou attaché ou conseiller d'un ambassadeur;
- e) officier ayant le rang de général ou un rang supérieur; 30
- f) dirigeant d'une société d'État ou d'une banque d'État;
- g) chef d'un organisme gouvernemental;
- h) juge; 35
- i) leader ou président d'un parti politique représenté au sein d'une assemblée législative;
- j) titulaire d'un poste ou d'une charge visés par règlement. 40

Est assimilé à la personne tout membre de sa famille visé par règlement.

Correspondent banking	<p>9.4 (1) Every entity referred to in any of paragraphs 5(a), (b), (d) and (e) and every other entity that is referred to in section 5 and that is prescribed shall take the following measures before entering into a correspondent banking relationship with a prescribed foreign entity:</p> <p>(a) obtain prescribed information about the foreign entity and its activities;</p> <p>(b) ensure that the foreign entity is not a shell bank as defined in the regulations;</p> <p>(c) obtain the approval of senior management;</p> <p>(d) set out in writing their obligations and those of the foreign entity in respect of the correspondent banking services; and</p> <p>(e) any prescribed measures.</p> <p>(2) No person or entity shall enter into a correspondent banking relationship with a shell bank as defined in the regulations.</p> <p>(3) For the purposes of this section, “correspondent banking relationship” means an agreement or arrangement under which an entity referred to in any of paragraphs 5(a), (b), (d) and (e) or an entity that is referred to in section 5 and that is prescribed undertakes to provide to a prescribed foreign entity services such as international electronic funds transfers, cash management, cheque clearing, foreign exchange services and any prescribed services.</p>	<p>9.4 (1) Il incombe à toute entité visée aux alinéas 5a), b), d) et e) et à toute autre entité mentionnée à l'article 5 et visée par règlement de prendre les mesures ci-après avant d'établir avec une entité étrangère visée par règlement une relation de correspondant bancaire :</p> <p>a) obtenir les renseignements réglementaires concernant l'entité étrangère et ses activités;</p> <p>b) vérifier que l'entité étrangère n'est pas une banque fictive au sens des règlements;</p> <p>c) obtenir l'agrément de la haute direction;</p> <p>d) consigner leurs obligations et celles de l'entité étrangère à l'égard des services de correspondant bancaire;</p> <p>e) prendre toutes autres mesures prévues par règlement.</p> <p>(2) Il est interdit d'établir une relation de correspondant bancaire avec une banque fictive au sens des règlements.</p> <p>(3) Pour l'application du présent article « relation de correspondant bancaire » s'entend de tout accord au titre duquel une entité visée aux alinéas 5a), b), d) et e) ou une autre entité mentionnée à l'article 5 et visée par règlement s'engage à fournir à une entité étrangère visée par règlement des services tels les téléversements internationaux, la gestion de trésorerie, la compensation de chèques, les opérations de change et tout autre service prévu par règlement.</p>	Correspondant bancaire
Prohibition — shell bank			Interdiction : banque fictive
Definition of “correspondent banking relationship”			Définition de « relation de correspondant bancaire »
Electronic funds transfer	<p>9.5 Every person or entity that is referred to in section 5 and that is prescribed shall, in respect of a prescribed electronic funds transfer that occurs in the course of their financial activities,</p> <p>(a) include with the transfer the name, address, and account number or other reference number, if any, of the client who requested it, and any prescribed information;</p> <p>(b) take reasonable measures to ensure that any transfer that the person or entity receives includes that information; and</p> <p>(c) take any prescribed measures.</p>	<p>9.5 Il incombe à toute personne ou entité mentionnée à l'article 5 et visée par règlement, relativement aux téléversements réglementaires effectués dans le cours de ses activités financières :</p> <p>a) d'inclure avec le téléversement les nom, adresse et, le cas échéant, numéro de compte ou tout autre numéro de référence du client qui demande le téléversement et tout renseignement prévu par règlement;</p> <p>b) de prendre des mesures raisonnables afin de veiller à ce que ces renseignements accompagnent tout téléversement qu'elle reçoit;</p> <p>c) de prendre toute autre mesure prévue par règlement.</p>	Téléversements

Compliance program	9.6 (1) Every person or entity referred to in section 5 shall establish and implement, in accordance with the regulations, a program intended to ensure their compliance with this Part.	9.6 (1) Il incombe à toute personne ou entité visée à l'article 5 d'établir et de mettre en oeuvre, en conformité avec les règlements, un programme destiné à assurer l'observation de la présente partie.	Programme de conformité
Risk assessment	(2) The program shall include the development and application of policies and procedures for the person or entity to assess, in the course of their activities, the risk of a money laundering offence or a terrorist activity financing offence.	(2) Le programme doit notamment prévoir l'élaboration et la mise en application de principes et de mesures permettant à la personne ou à l'entité d'évaluer, dans le cours de ses activités, les risques de perpétration d'infractions de recyclage des produits de la criminalité et d'infractions de financement des activités terroristes.	Évaluation de risques
Special measures	(3) If the person or entity considers that the risk referred to in subsection (2) is high, the person or entity shall take prescribed special measures for identifying clients, keeping records and monitoring financial transactions in respect of the activities that pose the high risk.	(3) Si elle estime que les risques visés au paragraphe (2) sont élevés, la personne ou entité prend, relativement aux activités en cause, les mesures spéciales réglementaires relatives à l'identification des clients, à la tenue des documents et au contrôle des opérations financières.	Mesures spéciales
Foreign subsidiaries	9.7 (1) Every person or entity referred to in any of paragraphs 5(a) to (g), except for authorized foreign banks within the meaning of section 2 of the <i>Bank Act</i> , shall ensure that their wholly owned subsidiaries, that are located in a country that is not a member of the Financial Action Task Force and that carry out activities similar to those of persons and entities referred to in those paragraphs, develop and apply policies and procedures that are consistent with the requirements of sections 6, 6.1 and 9.6 when the laws of the country permit it.	9.7 (1) Il incombe à toute personne ou entité visée aux alinéas 5a) à g), à l'exclusion des banques étrangères autorisées, au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur les banques</i> , de veiller à ce que ses filiales à cent pour cent qui sont situées dans un pays ne faisant pas partie du Groupe d'action financière et qui exercent des activités semblables à celles des personnes et entités visées à ces alinéas, élaborent et mettent en application les principes et les mesures compatibles avec les obligations prévues aux articles 6, 6.1 et 9.6 lorsque les lois de ce pays le permettent.	Filiales étrangères
Record keeping	(2) If the development or application by a subsidiary of a policy or procedure referred to in subsection (1) would contravene the laws of the country in which the subsidiary is located, the person or entity shall keep and retain a record of that fact in accordance with section 6.	(2) La personne ou l'entité documente en conformité avec l'article 6 les cas où une filiale ne peut ni élaborer ni mettre en application un principe ou une mesure parce que cela contreviendrait aux lois du pays dans lequel elle se trouve.	Tenue de documents
Definition of "Financial Action Task Force"	(3) For the purposes of this section, "Financial Action Task Force" means the Financial Action Task Force on Money Laundering established in 1989.	(3) Pour l'application du présent article, « Groupe d'action financière » s'entend du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux créé en 1989.	Définition de « Groupe d'action financière »

Foreign branches	<p>9.8 Every entity referred to in paragraphs 5(a) to (g), except for authorized foreign banks within the meaning of section 2 of the <i>Bank Act</i>, shall ensure that their branches located outside Canada comply with sections 6, 6.1 and 9.6.</p>	<p>9.8 Les entités visées aux alinéas 5a) à g), à l'exclusion des banques étrangères autorisées au sens de l'article 2 de la <i>Loi sur les banques</i>, veillent à ce que leurs succursales situées à l'étranger se conforment aux articles 6, 6.1 et 9.6.</p>	Succursales
	<p>9. The Act is amended by adding the following after section 10:</p>	<p>9. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 10, de ce qui suit :</p>	
Non-application to legal counsel	<p>10.1 Sections 7 and 9 do not apply to persons or entities referred to in paragraph 5(i) or (j) who are, as the case may be, legal counsel or legal firms, when they are providing legal services.</p>	<p>10.1 Les articles 7 et 9 ne s'appliquent pas aux personnes ni aux entités visées aux alinéas 5i) ou j) qui sont, selon le cas, des conseillers juridiques ou des cabinets d'avocats, lorsqu'elles fournissent des services juridiques.</p>	Non-application aux conseillers juridiques
	<p>10. The Act is amended by adding the following after section 11:</p>	<p>10. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 11, de ce qui suit :</p>	
	<p>REGISTRATION</p> <p><i>Application and Revocation</i></p>	<p>INSCRIPTION</p> <p><i>Demande d'inscription et révocation</i></p>	
Registration requirement	<p>11.1 Except as otherwise provided in the regulations, every person or entity referred to in paragraph 5(h), those referred to in paragraph 5(l) that sell money orders to the public, and every other person or entity that is referred to in section 5 and that is prescribed must be registered with the Centre in accordance with this section and sections 11.11 to 11.2.</p>	<p>11.1 Sauf disposition contraire des règlements, sont inscrites auprès du Centre, en conformité avec le présent article et les articles 11.11 à 11.2, les personnes ou entités visées à l'alinéa 5h), celles visées à l'alinéa 5l) qui vendent des mandats-poste au public ainsi que toutes celles qui sont mentionnées à l'article 5 et visées par règlement.</p>	Obligation de s'inscrire
	<p>11. The Act is amended by adding the following before the heading "PART 2":</p>	<p>11. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'intertitre « PARTIE 2 », de ce 25 qui suit :</p>	
Ineligible for registration	<p>11.11 (1) The following persons or entities are not eligible for registration with the Centre:</p> <p>(a) a listed person as defined in section 1 of the <i>United Nations Suppression of Terrorism Regulations</i>;</p> <p>(b) a listed entity as defined in subsection 83.01(1) of the <i>Criminal Code</i>;</p> <p>(c) a person or entity that has been convicted of any of the following:</p> <p>(i) a money laundering offence,</p> <p>(ii) a terrorist activity financing offence,</p> <p>(iii) an offence under this Act when convicted on indictment,</p>	<p>11.11 (1) Est inadmissible à l'inscription auprès du Centre :</p> <p>a) la personne inscrite au sens de l'article 1 du <i>Règlement d'application de la résolution des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme</i>;</p> <p>b) l'entité inscrite au sens du paragraphe 83.01(1) du <i>Code criminel</i>;</p> <p>c) la personne ou entité condamnée pour l'une ou l'autre des infractions ci-après : infraction de recyclage des produits de la criminalité, infraction de financement des activités terroristes, infraction prévue par la présente loi ayant fait l'objet d'une poursuite par mise en accusation ou infraction prévue à l'un ou l'autre des articles 83.18 à 83.231, 354 et 467.11 à 467.13 du <i>Code criminel</i>, ou</p>	Inadmissibilité

	<p>(iv) an offence under any of sections 83.18 to 83.231, 354 or 467.11 to 467.13 of the <i>Criminal Code</i>, or</p> <p>(v) a conspiracy or an attempt to commit, being an accessory after the fact in relation to, or any counselling in relation to, an offence referred to in subparagraphs (i) to (iv);</p> <p>(d) a person or entity that has been convicted on indictment or convicted more than once 10 for an offence under Part X of the <i>Criminal Code</i> or under the <i>Controlled Drugs and Substances Act</i> except for the offence under subsection 4(1) of that Act;</p> <p>(e) an entity that is a corporation in respect of 15 which a director, the chief executive officer, the president or the person who owns or controls, directly or indirectly, 20 per cent or more of the shares has been convicted on indictment of an offence under this Act; or 20</p> <p>(f) any prescribed person or entity.</p>	<p>complot ou tentative en vue de commettre l'une ou l'autre de ces infractions ou le fait d'en être complice après le fait ou d'en conseiller la perpétration;</p> <p>d) la personne ou entité condamnée par voie 5 de mise en accusation ou condamnée plus d'une fois pour une infraction prévue à la partie X du <i>Code criminel</i> ou prévue par la <i>Loi réglementant certaines drogues et autres substances</i>, à l'exception de celle prévue au 10 paragraphe 4(1) de cette loi;</p> <p>e) l'entité qui est une personne morale dont l'un des administrateurs, le premier dirigeant, le président, ou la personne qui détient ou contrôle, directement ou indirectement, au 15 moins vingt pour cent des actions a été déclaré coupable, par mise en accusation, d'une infraction prévue par la présente loi;</p> <p>f) toute personne ou entité visée par règlement. 20</p>
Revocation of registration	<p>(2) If the Centre becomes aware that a person or entity referred to in subsection (1) is registered, the Centre shall revoke the registration and shall, without delay, inform the person 25 or entity of the revocation.</p>	<p>(2) Si le Centre prend connaissance du fait qu'une personne ou entité visée au paragraphe (1) est inscrite, il révoque l'inscription et en avise sans délai la personne ou entité. Révocation</p>
Application for registration	<p>11.12 (1) An application for registration shall be submitted to the Centre in the prescribed form and manner, shall include a list of the applicant's agents, mandataries or 30 branches that are engaged, on behalf of the applicant, in the activities referred to in paragraph 5(h), in selling money orders to the public if the applicant is a person or entity referred to in paragraph 5(l), or in any prescribed activities, 35 and shall include any prescribed information.</p>	<p>11.12 (1) La demande d'inscription est pré- 25 sentée au Centre selon les modalités réglementaires et est accompagnée d'une liste des mandataires ou succursales du demandeur qui se livrent, pour le compte de celui-ci, aux activités visées à l'alinéa 5h), à la vente de 30 mandats-poste au public si le demandeur est une personne ou entité visée à l'alinéa 5l) ou à toute autre activité qui est visée par règlement, ainsi que de tout autre renseignement prévu par règlement. 35</p>
Agents, mandataries and branches	<p>(2) Any agent, mandatary or branch included on the list is not required to register with the Centre when they are acting in that capacity.</p>	<p>(2) Les mandataires et succursales qui figurent sur la liste ne sont pas tenus de s'inscrire auprès du Centre pour les activités qu'ils exercent à ce titre. Mandataires et succursales</p>
Changes to information	<p>11.13 An applicant or a person or entity 40 registered with the Centre shall notify the Centre, in the prescribed form and manner, of any change to the information provided in the application or of any newly obtained information that should have been included in the 45</p>	<p>11.13 Dans les trente jours suivant la date où 40 il prend connaissance de toute modification des renseignements fournis dans sa demande ou qu'il obtient de nouveaux renseignements qui auraient dû y figurer, le demandeur ou l'inscrit, Modifications</p>

	application within 30 days after the day on which the applicant or the registered person or entity becomes aware of the change or obtains the new information.	selon le cas, communique les renseignements modifiés ou nouveaux au Centre selon les modalités réglementaires.	
Clarifications — applicant	<p>11.14 (1) An applicant shall provide the Centre, in the prescribed form and manner, with any clarifications that the Centre may request in respect of the prescribed information and the list referred to in subsection 11.12(1) within 30 days after the day on which the request is made.</p>	<p>11.14 (1) Le demandeur apporte à sa demande d'inscription les précisions requises par le Centre relativement aux renseignements réglementaires et à la liste visés au paragraphe 11.12(1) et les lui transmet, selon les modalités réglementaires, dans les trente jours suivant la requête de celui-ci.</p>	<p>Précisions : demandeur</p>
Denial of application	<p>(2) If the applicant does not provide the Centre with the clarifications within the 30 days, the Centre may deny the application and shall, without delay, inform the applicant of the denial.</p>	<p>(2) Faute par le demandeur d'obtempérer dans le délai prévu au paragraphe (1), le Centre peut refuser la demande et, le cas échéant, en avise sans délai le demandeur.</p>	<p>Refus</p>
Notice of registration	<p>11.15 The applicant is registered with the Centre once the Centre adds the applicant to the registry referred to in subsection 54.1(1). The Centre shall, without delay, send the applicant notice of their registration.</p>	<p>11.15 L'inscription auprès du Centre prend effet dès qu'elle est faite sur le registre visé au paragraphe 54.1(1); le Centre avise sans délai le demandeur de l'inscription.</p>	<p>Confirmation</p>
Denial of application	<p>11.16 The Centre shall deny the application of any person or entity referred to in subsection 11.11(1) and shall, without delay, inform the applicant of the denial.</p>	<p>11.16 Le Centre refuse la demande d'inscription de la personne ou entité visée au paragraphe 11.11(1) et l'en avise sans délai.</p>	<p>Demande refusée</p>
Clarifications — registrant	<p>11.17 (1) A registered person or entity shall provide the Centre, in the prescribed form and manner, with any clarifications that the Centre may request in respect of the prescribed information and the list referred to in subsection 11.12(1) within 30 days after the day on which the request is made.</p>	<p>11.17 (1) Tout inscrit fournit les précisions requises par le Centre relativement aux renseignements réglementaires et à la liste visés au paragraphe 11.12(1) et les lui transmet, selon les modalités réglementaires, dans les trente jours suivant la requête de celui-ci.</p>	<p>Précisions : inscrit</p>
Revocation of registration	<p>(2) If the registered person or entity does not provide the Centre with the clarifications within the 30 days, the Centre may revoke the registration and shall, without delay, inform the person or entity of the revocation.</p>	<p>(2) Si l'inscrit ne lui fournit pas les précisions dans le délai prévu au paragraphe (1), le Centre peut révoquer son inscription et, le cas échéant, l'en avise sans délai.</p>	<p>Révocation</p>
Written reasons	<p>11.18 Any decision to deny an application or revoke a registration must be in writing with reasons.</p>	<p>11.18 La décision de refuser une demande d'inscription ou de révoquer une inscription est écrite et motivée.</p>	<p>Décision écrite et motivée</p>
Renewal of registration	<p>11.19 A registered person or entity shall renew their registration in the prescribed form and manner every two years or within any longer prescribed period.</p>	<p>11.19 Tout inscrit auprès du Centre est tenu de renouveler son inscription, selon les modalités réglementaires, tous les deux ans ou dans le délai plus long prévu par règlement.</p>	<p>Renouvellement de l'inscription</p>

Cessation of
activity

11.2 When a registered person or entity ceases an activity for which they are registered, they shall notify the Centre in the prescribed form and manner within 30 days after the day on which they cease the activity.

5

11.2 Tout inscrit auprès du Centre qui cesse une activité pour laquelle il est inscrit est tenu d'en aviser le Centre, selon les modalités réglementaires, dans les trente jours suivant la cessation.

5

Cessation
d'activité*Review*Application for
review by
Director

11.3 (1) Within 30 days after the day on which the person or entity receives a decision to deny their application or revoke their registration, the person or entity may apply in writing to the Director of the Centre for a review of the decision and may provide any information in support of their application for review.

10

11.3 (1) Dans les trente jours suivant la date de réception d'une décision concernant le refus de sa demande d'inscription ou la révocation de son inscription, l'intéressé peut présenter par écrit au directeur du Centre une demande de révision qui peut être accompagnée de renseignements à l'appui.

Demande de
révisionReview by
Director

(2) The Director shall review the decision as soon as possible and shall take into consideration any information that the Director deems relevant.

15

(2) Le directeur révisé la décision dans les meilleurs délais et prend en compte tous les renseignements qu'il estime pertinents en l'occurrence.

Révision par le
directeurDecision of
Director

(3) The Director may either confirm the decision or substitute his or her own decision, and shall, without delay, serve notice of the decision with reasons on the person or entity, together with notice of the right of appeal under subsection 11.4(1).

20

(3) Il peut soit confirmer la décision soit y substituer sa propre décision. Il fait signifier sans délai sa décision, motifs à l'appui, à l'intéressé, et avise celui-ci par la même occasion de son droit d'interjeter appel en vertu du paragraphe 11.4(1).

Décision du
directeur*Appeal to Federal Court*

Appeal

11.4 (1) A person or entity that applied for a review under subsection 11.3(1) may appeal the Director's decision to the Federal Court within 30 days after the day on which the decision is served, or within any longer period that the Court allows.

25

11.4 (1) L'auteur de la demande de révision prévue au paragraphe 11.3(1) peut interjeter appel de la décision du directeur à la Cour fédérale dans les trente jours suivant la date de la signification de la décision ou dans le délai plus long accordé par la Cour.

Appel

Appeal

(2) If the Director does not make a decision within 90 days after the day on which the Director received the application for review, the applicant may appeal to the Federal Court, within 30 days after the day on which the 90-day period expires, the decision to deny the application for registration or revoke the registration.

30

(2) Si le directeur ne rend pas de décision dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de la demande de révision, le demandeur peut interjeter appel à la Cour fédérale du refus de sa demande d'inscription ou de la révocation de son inscription. Ce droit est à exercer dans les trente jours suivant l'expiration de la période de quatre-vingt-dix jours.

Appel

Precautions
against
disclosure

(3) In an appeal, the Court shall take every reasonable precaution, including, when appropriate, conducting hearings in private, to avoid the disclosure by the Court or any person or entity of information referred to in subsection 55(1).

40

(3) À l'occasion d'un appel, la Cour fédérale prend toutes les précautions possibles, notamment en ordonnant le huis clos si elle le juge indiqué, pour éviter que ne soient communiqués de par son propre fait ou celui de quiconque des renseignements prévus au paragraphe 55(1).

Huis clos

2001, c. 41,
s. 54(2)

12. Paragraph 12(3)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

a) la personne ayant en sa possession effective ou parmi ses bagages les espèces ou effets se trouvant à bord du moyen de transport par lequel elle arrive au Canada ou quitte le pays ou la personne qui, dans les circonstances réglementaires, est responsable du moyen de transport;

2001, c. 41, s. 56

13. Section 16 of the Act is replaced by the following:

Search of
conveyance

16. (1) An officer may, in order to determine whether there are, on or about a conveyance, currency or monetary instruments of a value equal to or greater than the amount prescribed for the purpose of subsection 12(1) and that have not been reported in accordance with that subsection, stop, board and search the conveyance, examine anything in or on it and open or cause to be opened any package or container in or on it and direct that the conveyance be moved to a customs office or other suitable place for the search, examination or opening.

Search of
baggage

(2) An officer may, in order to determine whether there are, in baggage, currency or monetary instruments that are of a value equal to or greater than the amount prescribed for the purpose of subsection 12(1) and that have not been reported in accordance with that subsection, search the baggage, examine anything in it and open or cause to be opened any package or container in it and direct that the baggage be moved to a customs office or other suitable place for the search, examination or opening.

Review of
forfeiture

14. Section 24 of the Act is replaced with the following:

24. The forfeiture of currency or monetary instruments seized under this Part is final and is not subject to review or to be set aside or otherwise dealt with except to the extent and in the manner provided by sections 24.1 and 25.

12. L'alinéa 12(3)a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 41,
par. 54(2)

a) la personne ayant en sa possession effective ou parmi ses bagages les espèces ou effets se trouvant à bord du moyen de transport par lequel elle arrive au Canada ou quitte le pays ou la personne qui, dans les circonstances réglementaires, est responsable du moyen de transport;

13. L'article 16 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 41,
art. 56

16. (1) L'agent peut, afin de vérifier si des espèces ou des effets d'une valeur égale ou supérieure au montant réglementaire prévu pour l'application du paragraphe 12(1) se trouvent à bord d'un moyen de transport et n'ont pas été déclarés conformément à ce paragraphe, immobiliser le moyen de transport, monter à son bord et le fouiller, examiner toute chose qui s'y trouve et en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou contenants, et le faire conduire à un bureau de douane ou à tout autre lieu indiqué pour ces opérations.

Fouille d'un
moyen de
transport

(2) L'agent peut, afin de vérifier si des espèces ou des effets d'une valeur égale ou supérieure au montant réglementaire prévu pour l'application du paragraphe 12(1) se trouvent parmi des bagages et n'ont pas été déclarés conformément à ce paragraphe, fouiller les bagages, examiner toute chose qui s'y trouve et en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou contenants, et faire conduire les bagages à un bureau de douane ou à tout autre lieu indiqué pour ces opérations.

Fouille des
bagages

14. L'article 24 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

24. La saisie-confiscation d'espèces ou d'effets effectuée en vertu de la présente partie est définitive et n'est susceptible de révision, de rejet ou de toute autre forme d'intervention que dans la mesure et selon les modalités prévues aux articles 24.1 et 25.

Conditions de
révision

Corrective
measures

24.1 (1) The Minister, or any officer delegated by the President for the purposes of this section, may, within 30 days after a seizure made under subsection 18(1) or an assessment of a penalty referred to in subsection 18(2),

(a) cancel the seizure, or cancel or refund the penalty, if the Minister is satisfied that there was no contravention; or

(b) reduce the penalty or refund the excess amount of the penalty collected if there was a 10 contravention but the Minister considers that there was an error with respect to the penalty assessed or collected, and that the penalty should be reduced.

Interest

(2) If an amount is refunded to a person or 15 entity under paragraph (1)(a), the person or entity shall be given interest on that amount at the prescribed rate for the period beginning on the day after the day on which the amount was paid by that person or entity and ending on the 20 day on which it was refunded.

15. The portion of subsection 29(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

If there is a
contravention

29. (1) If the Minister decides that subsec- 25 tion 12(1) was contravened, the Minister may, subject to the terms and conditions that the Minister may determine,

24.1 (1) Le ministre ou l'agent que le président délègue pour l'application du présent article peut, dans les trente jours suivant la saisie effectuée en vertu du paragraphe 18(1) ou 5 l'établissement de la pénalité réglementaire 5 visée au paragraphe 18(2):

a) si le ministre est convaincu qu'aucune infraction n'a été commise, annuler la saisie, ou annuler ou rembourser la pénalité;

b) s'il y a eu infraction mais que le ministre 10 est d'avis qu'une erreur a été commise concernant la somme établie ou versée et que celle-ci doit être réduite, réduire la pénalité ou rembourser le trop-perçu.

(2) La somme qui est remboursée à une 15 Intérêt personne ou entité en vertu de l'alinéa (1)a est majorée des intérêts au taux réglementaire, calculés à compter du lendemain du jour du paiement de la somme par celle-ci jusqu'à celui de son remboursement. 20

15. Le paragraphe 29(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

29. (1) S'il décide qu'il y a eu contravention 25 au paragraphe 12(1), le ministre peut, aux conditions qu'il fixe :

Cas de
contravention

a) soit restituer les espèces ou effets ou, sous réserve du paragraphe (2), la valeur de ceux-ci à la date où le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux est informé de la décision, sur réception de la pénalité 30 réglementaire ou sans pénalité;

b) soit restituer tout ou partie de la pénalité versée en application du paragraphe 18(2);

c) soit confirmer la confiscation des espèces ou effets au profit de Sa Majesté du chef du 35 Canada, sous réserve de toute ordonnance rendue en application des articles 33 ou 34.

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, dès qu'il en est informé, prend les mesures nécessaires à l'application des 40 alinéas a) ou b).

16. Subsection 30(1) of the Act is replaced by the following:

16. Le paragraphe 30(1) de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :

Appeal to Federal Court	<p>30. (1) A person who requests a decision of the Minister under section 27 may, within 90 days after being notified of the decision, appeal the decision by way of an action in the Federal Court in which the person is the plaintiff and the Minister is the defendant.</p>	<p>30. (1) La personne qui a demandé que soit rendue une décision en vertu de l'article 27 peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la communication de cette décision, en appeler par voie d'action à la Cour fédérale à titre de demandeur, le ministre étant le défendeur.</p>	Cour fédérale
2001, c. 41, s. 63	<p>17. (1) Subsection 32(1) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>17. (1) Le paragraphe 32(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	2001, ch. 41, art. 63
Interest as owner	<p>32. (1) If currency or monetary instruments have been seized as forfeit under this Part, any person or entity, other than the person or entity in whose possession the currency or monetary instruments were when seized, who claims an interest or right in the currency or monetary instruments as owner or trustee may, within 90 days after the seizure, apply by notice in writing to the court for an order under section 33.</p>	<p>32. (1) En cas de saisie-confiscation effectuée en vertu de la présente partie, toute personne ou entité, autre que le saisi, qui revendique sur les espèces ou effets un droit ou intérêt en qualité de propriétaire ou de fiduciaire peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la saisie, requérir par avis écrit le tribunal de rendre l'ordonnance visée à l'article 33.</p>	Droits de propriété
2005, c. 38, par. 127(d)	<p>(2) Subsection 32(3) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(2) Le paragraphe 32(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	2005, ch. 38, al. 127d)
Notice to President	<p>(3) The applicant shall serve notice of the application and of the hearing on the President, or an officer delegated by the President for the purpose of this section, not later than 15 days after a day is fixed under subsection (2) for the hearing of the application.</p>	<p>(3) Dans les quinze jours suivant la date ainsi fixée, le requérant signifie au président, ou à l'agent que celui-ci délègue pour l'application du présent article, un avis de la requête et de l'audition.</p>	Signification au président
Order	<p>18. Section 33 of the Act is replaced by the following:</p> <p>33. If, on the hearing of an application made under subsection 32(1), the court is satisfied</p> <p>(a) that the applicant acquired the interest or right in good faith before the contravention in respect of which the seizure was made,</p> <p>(b) that the applicant is innocent of any complicity in the contravention of subsection 12(1) that resulted in the seizure and of any collusion in relation to that contravention, and</p> <p>(c) that the applicant exercised all reasonable care to ensure that any person permitted to obtain possession of the currency or monetary instruments seized would report them in accordance with subsection 12(1),</p>	<p>18. L'article 33 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>33. Après l'audition de la requête visée au paragraphe 32(1), le requérant est en droit d'obtenir une ordonnance disposant que la saisie ne porte pas atteinte à son droit ou à ses intérêts et précisant la nature et l'étendue de l'un comme des autres au moment de la contravention si le tribunal constate qu'il remplit les conditions suivantes :</p> <p>a) il a acquis son droit ou ses intérêts de bonne foi avant la contravention;</p> <p>b) il est innocent de toute complicité relativement à la contravention qui a entraîné la saisie ou de toute collusion à l'égard de la contravention;</p> <p>c) il a pris des précautions suffisantes concernant toute personne admise à la possession des espèces ou effets saisis pour que ceux-ci soient déclarés conformément au paragraphe 12(1).</p>	Ordonnance

the applicant is entitled to an order declaring that their interest or right is not affected by the seizure and declaring the nature and extent of their interest or right at the time of the contravention.

5

19. Subsection 34(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

19. Le paragraphe 34(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Appeal

34. (1) A person or entity that makes an application under section 32 or Her Majesty in right of Canada may appeal to the court of appeal from an order made under section 33 and the appeal shall be asserted, heard and decided according to the ordinary procedure governing appeals to the court of appeal from orders or judgments of a court.

34. (1) A person or entity that makes an application under section 32 or Her Majesty in right of Canada may appeal to the court of appeal from an order made under section 33 and the appeal shall be asserted, heard and decided according to the ordinary procedure governing appeals to the court of appeal from orders or judgments of a court.

Appeal

5

2005, c. 38,
par. 127(e)

20. The portion of subsection 35(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

20. Le passage du paragraphe 35(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 38,
al. 127e)Delivery after
final order

35. (1) The Minister of Public Works and Government Services shall, after the forfeiture of currency or monetary instruments has become final and on being informed by the President that a person or entity has obtained a final order under section 33 or 34 in respect of the currency or monetary instruments, give to the person or entity

35. (1) Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, une fois la confiscation devenue définitive et dès qu'il a été informé par le président que la personne ou l'entité a, en vertu des articles 33 ou 34, obtenu une ordonnance définitive au sujet des espèces 20 ou effets saisis, fait remettre à cette personne ou entité :

Restitution au
requérant

21. The heading before section 36 of the Act is replaced by the following:

21. L'intertitre précédant l'article 36 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

DISCLOSURE AND USE OF INFORMATIONCOMMUNICATION ET UTILISATION DE
RENSEIGNEMENTS

22. (1) Section 36 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

22. (1) L'article 36 de la même loi est 25 modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Use of
information

(1.1) An officer who has reasonable grounds to suspect that the information referred to in subsection (1) is relevant to determining whether a person is a person described in sections 34 to 42 of the *Immigration and Refugee Protection Act* or is relevant to an offence under any of sections 117 to 119, 126 or 127 of that Act may use that information.

(1.1) L'agent peut utiliser les renseignements visés au paragraphe (1) s'il a des motifs raisonnables de soupçonner qu'ils seraient utiles 30 afin d'établir si une personne est visée par les articles 34 à 42 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ou qu'ils se rapportent à toute infraction prévue aux articles 117 à 119, 126 et 127 de cette loi.

Utilisation des
renseignements

35

(2) The portion of subsection 36(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le passage du paragraphe 36(5) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Immunity from
compulsory
processes

(5) Subject to section 36 of the *Access to Information Act* and sections 34 and 37 of the *Privacy Act*, an official is required to comply with a subpoena, an order for production of documents, a summons or any other compulsory process only if it is issued in the course of

(5) Sous réserve de l'article 36 de la *Loi sur l'accès à l'information* et des articles 34 et 37 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le fonctionnaire ne peut être 5 contraint par citation, assignation, sommation, 5 ordonnance ou autre acte de procédure obligatoire à comparaître ou à produire des documents, sauf s'ils sont délivrés ou rendus dans le cadre :

Non-
contraignabilité

23. The Act is amended by adding the following after section 38:

23. La même loi est modifiée par adjonc- 10 tion, après l'article 38, de ce qui suit :

Agreements with
foreign states

38.1 The Minister, with the consent of the Minister designated for the purpose of section 10 42, may enter into an agreement or arrangement in writing with the government of a foreign state, or an institution or agency of that state, that has powers and duties similar to those of the Canada Border Services Agency, whereby 15 the Canada Border Services Agency may, if it has reasonable grounds to suspect that the information would be relevant to investigating or prosecuting a money laundering offence or a terrorist activity financing offence, provide 20 information set out in a report made under section 20 to that government, institution or agency.

38.1 Le ministre, avec le consentement du ministre chargé de l'application de l'article 42, peut conclure, avec le gouvernement d'un État étranger ou un organisme de celui-ci dont les 15 attributions sont similaires à celles de l'Agence des services frontaliers du Canada, un accord écrit stipulant que celle-ci peut fournir à ce gouvernement ou à cet organisme les renseignements qui figurent dans le rapport visé à 20 l'article 20, si elle a des motifs raisonnables de soupçonner que ces renseignements seraient utiles aux fins d'enquête ou de poursuite relativement à une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou à une infraction de 25 financement des activités terroristes.

Accord avec des
États étrangers

2001, c. 12, s. 1;
2004, c. 11, s. 42

24. Paragraphs 54(d) and (e) of the Act are replaced by the following:

24. Les alinéas 54d) et e) de la même loi 25 sont remplacés par ce qui suit :

2001, ch. 12,
art. 1; 2004,
ch. 11, art. 42

(d) subject to section 6 of the *Privacy Act*, shall retain each report referred to in paragraph (a) and all information referred to in paragraph (a) or (b) for 10 years beginning on the day on which the report is received or the 30 information is received or collected; and

d) sous réserve de l'article 6 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, 30 conserve les rapports et déclarations visés à l'alinéa a) et les renseignements visés aux alinéas a) ou b), pendant dix ans à compter de la date de leur réception ou de leur collecte, selon le cas; 35

(e) despite the *Library and Archives of Canada Act*, shall destroy, 15 years after the day on which a report referred to in paragraph (a) is received, any identifying information 35 contained in the report if the report was not disclosed under subsection 55(3), 55.1(1) or 56.1(1) or (2).

e) par dérogation à la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, supprime tous les renseignements identificateurs des rapports ou déclarations visés à l'alinéa a) quinze ans 40 après la réception ou la collecte de ceux-ci, si ces rapports ou déclarations n'ont pas fait l'objet d'une communication au titre des paragraphes 55(3), 55.1(1) ou 56.1(1) ou (2).

25. The Act is amended by adding the following after section 54:

25. La même loi est modifiée par adjonc- 40 tion, après l'article 54, de ce qui suit :

45

Registrar	54.1 (1) The Centre is responsible for establishing and maintaining a registry of the prescribed information submitted under sections 11.12 to 11.3.	54.1 (1) Le Centre est chargé de créer et de tenir un registre des renseignements réglementaires fournis sous le régime des articles 11.12 à 11.3.	Registraire
Registry	(2) The registry shall be organized in any manner and kept in any form that the Centre may determine.	(2) Le registre est établi et tenu en la forme et selon les modalités fixées par le Centre.	5 Registre
Public access	(3) The Centre shall make available to the public the part of the information referred to in subsection (1) that is identifying information as defined in the regulations.	(3) Le Centre rend accessible au public ceux des renseignements visés au paragraphe (1) qui sont des renseignements identificateurs au sens des règlements.	Accessibilité au public 10
Verification of information	(4) The Centre may verify the information contained in any application for registration or any other information submitted under sections 11.12 to 11.3.	(4) Il peut vérifier les renseignements qui figurent dans une demande d'inscription ou tout autre renseignement fourni sous le régime des articles 11.12 à 11.3.	Vérification des renseignements 15
Analysis of information	(5) The Centre may analyse and assess the information referred to in subsection (4) and, in that case, that analysis or assessment is deemed to be an analysis or assessment conducted under paragraph 54(c).	(5) Il peut analyser et apprécier les renseignements visés au paragraphe (4), auquel cas, cette analyse ou cette appréciation est réputée être faite aux termes de l'alinéa 54c).	15 Analyse et appréciation
Retention of information	(6) Subject to section 6 of the <i>Privacy Act</i> , the Centre shall retain information referred to in subsection (4) for 10 years beginning on the day on which the Centre denies the registration of an applicant, on which a registered person or entity notifies the Centre that they have ceased their activities, or on which a person or entity is no longer registered with the Centre.	(6) Sous réserve de l'article 6 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , il conserve les renseignements visés au paragraphe (4) pendant dix ans à compter de la date où l'inscription d'un demandeur est refusée, où l'inscrit l'avise de la cessation de ses activités ou à laquelle une personne ou entité n'est plus inscrite.	20 Conservation de renseignements
2001, c. 41, s. 67(1)	26. (1) The portion of subsection 55(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	26. (1) Le passage du paragraphe 55(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	2001, ch. 41, par. 67(1)
Disclosure by Centre prohibited	55. (1) Subject to subsection (3), sections 52, 55.1, 56.1 and 56.2, subsection 58(1) and sections 65 and 65.1 of this Act and to subsection 12(1) of the <i>Privacy Act</i>, the Centre shall not disclose the following:	55. (1) Sous réserve du paragraphe (3), des articles 52, 55.1, 56.1 et 56.2, du paragraphe 58(1) et des articles 65 et 65.1 de la présente loi et du paragraphe 12(1) de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>, il est interdit au Centre de communiquer les renseignements :	30 Interdiction : Centre
	(2) Subsection 55(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b.1):	(2) Le paragraphe 55(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b.1), de ce qui suit :	
	(b.2) information provided under sections 11.12 to 11.3 except for identifying information referred to in subsection 54.1(3);	b.2) qui ont été fournis sous le régime des articles 11.12 à 11.3, à l'exclusion des renseignements identificateurs visés au paragraphe 54.1(3);	40

2005, c. 38,
s. 126(1)

(3) Paragraph 55(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the Canada Revenue Agency, if the Centre also determines that the information is relevant to an offence of obtaining or attempting to obtain a rebate, refund or credit to a which a person or entity is not entitled, or of evading or attempting to evade paying taxes or duties imposed under an Act of Parliament administered by the Minister of 10 National Revenue;

2005, c. 38,
s. 126(2)

(4) Subsection 55(3) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (b.1) and by replacing paragraph (d) with the following:

(c) the Canada Revenue Agency, if the Centre also has reasonable grounds to suspect that the information is relevant to determining

(i) whether a registered charity, as defined in subsection 248(1) of the *Income Tax Act*, 20 has ceased to comply with the requirements of that Act for its registration as such, or

(ii) whether a person or entity that the Centre has reasonable grounds to suspect 25 has applied to be a registered charity, as defined in subsection 248(1) of the *Income Tax Act*, is eligible to be registered as such;

(d) the Canada Border Services Agency, if the Centre also determines that the informa- 30 tion is relevant to determining whether a person is a person described in sections 34 to 42 of the *Immigration and Refugee Protection Act* or is relevant to an offence under any of sections 117 to 119, 126 or 127 of that Act; 35

(e) the Canada Border Services Agency, if the Centre also determines that the information is relevant to investigating or prosecuting an offence of smuggling or attempting to smuggle goods subject to duties or an offence 40 related to the importation of goods that are prohibited, controlled or regulated under the *Customs Act* or under any other Act of Parliament; and

(f) the Communications Security Establish- 45 ment, if the Centre also determines that the information is relevant to the mandate of the

(3) L’alinéa 55(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 38,
par. 126(1)

b) à l’Agence du revenu du Canada, si en outre il estime que les renseignements se rapportent à une infraction, consommée ou 5 non, relative à l’obtention illicite d’un remboursement ou d’un crédit ou à l’évasion fiscale, y compris le non-paiement de droits, définie par une loi fédérale dont l’application relève du ministre du Revenu national; 10

(4) L’alinéa 55(3)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 38,
par. 126(2)

c) à l’Agence du revenu du Canada, si en outre il soupçonne, pour des motifs raisonnables, que les renseignements sont utiles pour 15 établir si un organisme de bienfaisance enregistré au sens du paragraphe 248(1) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* a cessé de se conformer aux exigences de cette loi relatives à son enregistrement comme tel ou pour 20 établir l’admissibilité au statut d’organisme de bienfaisance enregistré au sens de ce paragraphe de toute personne ou entité qu’il soupçonne, pour des motifs raisonnables, d’avoir fait une demande d’enregistrement à 25 cet effet;

d) à l’Agence des services frontaliers du Canada, si en outre il estime que les renseignements sont utiles pour établir si une personne est visée aux articles 34 à 42 de 30 la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* ou qu’ils se rapportent à une infraction prévue aux articles 117 à 119, 126 et 127 de cette loi;

e) à l’Agence des services frontaliers du 35 Canada, si en outre il estime que les renseignements sont utiles aux fins d’enquête ou de poursuite relativement à une infraction qui consiste dans la contrebande — ou la tentative de contrebande — de marchandises 40 passibles de droits ou à une infraction qui a trait à des marchandises dont l’importation est prohibée, contrôlée ou réglementée en vertu de la *Loi sur les douanes* ou de toute autre loi fédérale; 45

Communications Security Establishment referred to in paragraph 273.64(1)(a) of the *National Defence Act*.

f) au Centre de la sécurité des télécommunications, si en outre il estime que les renseignements concernent le mandat de ce centre visé à l'alinéa 273.64(1)a) de la *Loi sur la défense nationale*.

5

2001, c. 41,
s. 67(8)

(5) The portion of subsection 55(7) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

(5) Le passage du paragraphe 55(7) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 41,
par. 67(8)

Definition of
"designated
information"

(7) For the purposes of subsection (3), "designated information" means, in respect of a financial transaction, an attempted financial transaction or an importation or exportation of 10
currency or monetary instruments,

(7) Pour l'application du paragraphe (3), «renseignements désignés» s'entend, relative- 10
ment à toute opération financière effectuée ou tentée ou à l'importation ou à l'exportation d'espèces ou d'effets, des renseignements suivants :

Définition de
«renseignements
désignés»

(a) the name of any person or entity that is involved in the transaction, attempted trans-
action, importation or exportation, or any
person or entity acting on their behalf; 15

a) le nom de toute personne ou entité qui 15
participe à l'opération financière, à l'impor-
tation ou à l'exportation ou de toute personne
ou entité agissant pour son compte;

2001, c. 41,
s. 67(9)

(6) Subsection 55(7) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (d) and by replacing paragraph (e) with the following:

(6) L'alinéa 55(7)e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 41,
par. 67(9)

(e) the name, address, electronic mail address 20
and telephone number of each partner,
director or officer of an entity referred to in
paragraph (a), and the address and telephone
number of its principal place of business;

e) les nom, adresse, adresse électronique et
numéro de téléphone des associés, adminis-
trateurs et dirigeants de l'entité visée à
l'alinéa a), ainsi que les adresse et numéro
de téléphone du principal établissement de 25
celle-ci;

(f) any other similar identifying information 25
that may be prescribed for the purposes of
this section;

f) tout renseignement identificateur analogue
désigné par règlement pour l'application du
présent article;

(g) the details of the criminal record of a
person or entity referred to in paragraph (a)
and any criminal charges laid against them 30
that the Centre considers relevant in the
circumstances;

g) les détails du casier judiciaire de toute 30
personne ou entité visée à l'alinéa a) et des
accusations criminelles portée contre elle que
le Centre estime pertinents en l'occurrence;

(h) the relationships suspected by the Centre
on reasonable grounds to exist between any
persons or entities referred to in paragraph (a) 35
and any other persons or entities;

h) les liens dont le Centre a des motifs
raisonnables de soupçonner l'existence entre 35
toute personne ou entité visée à l'alinéa a) et
toute autre personne ou entité;

(i) the financial interest that a person or
entity referred to in paragraph (a) has in the
entity on whose behalf the transaction was
made or attempted, or on whose behalf the 40
importation or exportation was made;

i) les intérêts financiers que toute personne
ou entité visée à l'alinéa a) a dans l'entité
pour laquelle a été effectuée ou tentée 40
l'opération financière, ou a été effectuée
l'importation ou l'exportation;

(j) the name of the person or entity referred to in paragraph (a) suspected by the Centre on reasonable grounds to direct, either directly or indirectly, the transaction, attempted transaction, importation or exportation;

(k) the grounds on which a person or entity made a report under section 7 about the transaction or attempted transaction and that the Centre considers relevant in the circumstances;

(l) the number and types of reports on which a disclosure is based;

(m) the number and categories of persons or entities that made those reports; and

(n) indicators of a money laundering offence or a terrorist activity financing offence related to the transaction, attempted transaction, importation or exportation.

j) le nom de toute personne ou entité visée à l'alinéa a) que le Centre soupçonne, pour des motifs raisonnables, de diriger, directement ou indirectement, l'opération financière, l'importation ou l'exportation;

k) les motifs sur lesquels une personne ou entité s'est fondée pour faire une déclaration visée à l'article 7 relative à l'opération financière et que le Centre estime utiles en l'occurrence;

l) le nombre et les types de déclarations sur lesquelles une communication est fondée;

m) le nombre et les catégories de personnes ou entités ayant fait ces déclarations;

n) les indices de toute infraction de recyclage des produits de la criminalité ou d'infraction de financement des activités terroristes entachant l'opération financière, l'importation ou l'exportation.

2001, c. 41, s. 68

27. (1) The portion of subsection 55.1(3) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

(3) For the purposes of subsection (1), "designated information" means, in respect of a financial transaction, an attempted financial transaction or an importation or exportation of currency or monetary instruments,

(a) the name of any person or entity that is involved in the transaction, attempted transaction, importation or exportation, or any person or entity acting on their behalf;

Definition of "designated information"

2001, c. 41, s. 68

(2) Subsection 55.1(3) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (d) and by replacing paragraph (e) with the following:

(e) the name, address, electronic mail address and telephone number of each partner, director or officer of an entity referred to in paragraph (a), and the address and telephone number of its principal place of business;

(f) any other similar identifying information that may be prescribed for the purposes of this section;

27. (1) Le passage du paragraphe 55.1(3) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

(3) Pour l'application du paragraphe (1), « renseignements désignés » s'entend, relativement à toute opération financière effectuée ou tentée ou à l'importation ou l'exportation d'espèces ou d'effets, des renseignements suivants :

a) le nom de toute personne ou entité qui participe à l'opération financière, à l'importation ou à l'exportation ou de toute personne ou entité agissant pour son compte;

(2) L'alinéa 55.1(3)e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

e) les nom, adresse, adresse électronique et numéro de téléphone des associés, administrateurs et dirigeants de l'entité visée à l'alinéa a), ainsi que les adresse et numéro de téléphone du principal établissement de celle-ci;

f) tout renseignement identificateur analogue désigné par règlement pour l'application du présent article;

2001, ch. 41, art. 68

Définition de « renseignements désignés »

2001, ch. 41, art. 68

- (g) the details of the criminal record of a person or entity referred to in paragraph (a) and any criminal charges laid against them that the Centre considers relevant in the circumstances; 5
- (h) the relationships suspected by the Centre on reasonable grounds to exist between any persons or entities referred to in paragraph (a) and any other persons or entities;
- (i) the financial interest that a person or entity referred to in paragraph (a) has in the entity on whose behalf the transaction was made or attempted, or on whose behalf the importation or exportation was made; 10
- (j) the name of the person or entity referred to in paragraph (a) suspected by the Centre on reasonable grounds to direct, either directly or indirectly, the transaction, attempted transaction, importation or exportation; 15 20
- (k) the grounds on which a person or entity made a report under section 7 about the transaction or attempted transaction and that the Centre considers relevant in the circumstances; 25
- (l) the number and types of reports on which a disclosure is based;
- (m) the number and categories of persons or entities that made those reports; and
- (n) indicators of a money laundering offence or a terrorist activity financing offence related to the transaction, attempted transaction, importation or exportation. 30

- g) les détails du casier judiciaire de toute personne ou entité visée à l'alinéa a) et des accusations criminelles portées contre elle que le Centre estime pertinents en l'occurrence; 5
- h) les liens dont le Centre a des motifs raisonnables de soupçonner l'existence entre toute personne ou entité visée à l'alinéa a) et toute autre personne ou entité;
- i) les intérêts financiers que toute personne ou entité visée à l'alinéa a) a dans l'entité pour laquelle a été effectuée ou tentée l'opération financière, ou a été effectuée l'importation ou l'exportation;
- j) le nom de toute personne ou entité visée à l'alinéa a) que le Centre soupçonne, pour des motifs raisonnables, de diriger, directement ou indirectement, l'opération financière, l'importation ou l'exportation;
- k) les motifs sur lesquels une personne ou entité s'est fondée pour faire une déclaration visée à l'article 7 relative à l'opération financière et que le Centre estime utiles en l'occurrence;
- l) le nombre et les types de déclarations sur lesquelles une communication est fondée; 25
- m) le nombre et les catégories de personnes ou entités ayant fait ces déclarations;
- n) les indices de toute infraction de recyclage des produits de la criminalité ou d'infraction de financement des activités terroristes entachant l'opération financière, l'importation ou l'exportation. 30

2001, c. 41, s. 68

28. (1) Subsection 56.1(3) of the English version of the Act is replaced by the following: 35

Other disclosure

(3) In order to perform its functions under paragraph 54(c), the Centre may direct queries to an institution or agency in respect of which an agreement or arrangement referred to in subsection (1) or (2) has been entered into, and in doing so it may disclose designated information. 40

2001, c. 41, s. 68

(2) The portion of subsection 56.1(5) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following: 45

28. (1) Le paragraphe 56.1(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit : 35

2001, ch. 41, art. 68

Other disclosure

(3) In order to perform its functions under paragraph 54(c), the Centre may direct queries to an institution or agency in respect of which an agreement or arrangement referred to in subsection (1) or (2) has been entered into, and in doing so it may disclose designated information. 40

2001, ch. 41, art. 68

(2) Le passage du paragraphe 56.1(5) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit : 45

Definition of
"designated
information"

(5) For the purposes of this section, "designated information" means, in respect of a financial transaction, an attempted financial transaction or an importation or exportation of currency or monetary instruments,

(a) the name of any person or entity that is involved in the transaction, attempted transaction, importation or exportation, or any person or entity acting on their behalf;

2001, c. 41, s. 68

(3) Subsection 56.1(5) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (d) and by replacing paragraph (e) with the following:

(e) the name, address, electronic mail address and telephone number of each partner, 15 director or officer of an entity referred to in paragraph (a), and the address and telephone number of its principal place of business;

(f) any other similar identifying information that may be prescribed for the purposes of 20 this section;

(g) the details of the criminal record of a person or entity referred to in paragraph (a) and any criminal charges laid against them that the Centre considers relevant in the 25 circumstances;

(h) the relationships suspected by the Centre on reasonable grounds to exist between any persons or entities referred to in paragraph (a) and any other persons or entities; 30

(i) the financial interest that a person or entity referred to in paragraph (a) has in the entity on whose behalf the transaction was made or attempted, or on whose behalf the importation or exportation was made; 35

(j) the name of the person or entity referred to in paragraph (a) suspected by the Centre on reasonable grounds to direct, either directly or indirectly, the transaction, attempted transaction, importation or exportation; 40

(5) Pour l'application du présent article, « renseignements désignés » s'entend, relativement à toute opération financière effectuée ou tentée ou à l'importation ou à l'exportation 5 d'espèces ou d'effets, des renseignements suivants :

a) le nom de toute personne ou entité qui participe à l'opération financière, à l'importation ou à l'exportation ou de toute personne ou entité agissant pour son compte; 10

(3) L'alinéa 56.1(5)e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Définition de
« renseignements
désignés »

2001, ch. 41,
art. 68

e) les nom, adresse, adresse électronique et numéro de téléphone des associés, administrateurs et dirigeants de l'entité visée à 15 l'alinéa a), ainsi que les adresse et numéro de téléphone du principal établissement de celle-ci;

f) tout renseignement identificateur analogue désigné par règlement pour l'application du 20 présent article;

g) les détails du casier judiciaire de toute personne ou entité visée à l'alinéa a) et des accusations criminelles portée contre elle que le Centre estime pertinents en l'occurrence; 25

h) les liens dont le Centre a des motifs raisonnables de soupçonner l'existence entre toute personne ou entité visée à l'alinéa a) et toute autre personne ou entité;

i) les intérêts financiers que toute personne 30 ou entité visée à l'alinéa a) a dans l'entité pour laquelle a été effectuée ou tentée l'opération financière, ou a été effectuée l'importation ou l'exportation;

j) le nom de toute personne ou entité visée à 35 l'alinéa a) que le Centre soupçonne, pour des motifs raisonnables, de diriger, directement ou indirectement, l'opération financière, l'importation ou l'exportation;

k) les motifs sur lesquels une personne ou 40 entité s'est fondée pour faire une déclaration visée à l'article 7 relative à l'opération financière et que le Centre estime utiles en l'occurrence;

(k) the grounds on which a person or entity made a report under section 7 about the transaction or attempted transaction and that the Centre considers relevant in the circumstances;

(l) the number and types of reports on which a disclosure is based;

(m) the number and categories of persons or entities that made those reports; and

(n) indicators of a money laundering offence or a terrorist activity financing offence related to the transaction, attempted transaction, importation or exportation.

l) le nombre et les types de déclarations sur lesquelles une communication est fondée;

m) le nombre et les catégories de personnes ou entités ayant fait ces déclarations;

n) les indices de toute infraction de recyclage des produits de la criminalité ou d'infraction de financement des activités terroristes entachant l'opération financière, l'importation ou l'exportation.

29. The Act is amended by adding the following after section 56.1:

56.2 When the Centre receives information from an institution or agency under an agreement or arrangement referred to in subsection 56(1) or (2), the Centre may provide it with an evaluation of whether the information is useful to the Centre.

Usefulness of information

29. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 56.1, de ce qui suit :

56.2 Le Centre peut fournir à l'organisme lui ayant communiqué des renseignements au titre d'un accord visé aux paragraphes 56(1) ou (2) une évaluation de leur utilité pour lui.

Utilité de renseignements

2001, c. 41, s. 70

30. Subsection 59(1) of the Act is replaced by the following:

59. (1) Subject to section 36 of the *Access to Information Act* and sections 34 and 37 of the *Privacy Act*, the Centre, and any person who has obtained or who has or had access to any information or documents in the course of exercising powers or performing duties and functions under this Act, other than Part 2, is required to comply with a subpoena, a summons, an order for production of documents, or any other compulsory process only if it is issued in the course of court proceedings in respect of a money laundering offence, a terrorist activity financing offence or an offence under this Act in respect of which an information has been laid or an indictment preferred or, in the case of an order for production of documents, if it is issued under section 60, 60.1 or 60.3.

Immunity from compulsory processes

30. Le paragraphe 59(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

59. (1) Sous réserve de l'article 36 de la *Loi sur l'accès à l'information* et des articles 34 et 37 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le Centre, ainsi que toute personne qui a obtenu un renseignement ou document, ou y a ou a eu accès dans le cadre de l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi, à l'exception de la partie 2, ne peut être contraint, que ce soit par citation, assignation, sommation, ordonnance ou autre acte obligatoire, à comparaître ou à produire un tel document, sauf dans le cadre de poursuites intentées pour infraction de recyclage des produits de la criminalité, infraction de financement des activités terroristes ou infraction à la présente loi à l'égard desquelles une dénonciation ou une mise en accusation a été déposée ou dans le cadre d'une ordonnance de production de documents rendue en vertu des articles 60, 60.1 ou 60.3.

2001, ch. 41, art. 70

Non-contraignabilité

2001, c. 41, s. 71(1)

31. (1) Subsection 60(1) of the Act is replaced by the following:

31. (1) Le paragraphe 60(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 41, par. 71(1)

Limitation on
orders for
disclosure of
information

60. (1) Despite the provisions of any other Act, except sections 49 and 50 of the *Access to Information Act* and sections 48 and 49 of the *Privacy Act*, an order for disclosure of information may be issued in respect of the Centre only under subsection (4) or section 60.1 or 60.3.

(2) Paragraph 60(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the person or entity in relation to which the information or documents referred to in 10 paragraph (c) are required;

(3) Paragraph 60(3)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) the facts relied on to justify the belief, on reasonable grounds, that the person or entity 15 referred to in paragraph (b) has committed or benefited from the commission of a money laundering offence or a terrorist activity financing offence and that the information or documents referred to in paragraph (c) are 20 likely to be of substantial value, whether alone or together with other material, to an investigation in respect of that offence;

(4) Paragraph 60(3)(f) of the Act is replaced by the following:

(f) information respecting all previous applications brought under this section in respect of any person or entity being investigated for the offence.

(5) Subsection 60(8) of the Act is amended 30 by striking out the word “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after that paragraph:

(c.1) disclosure of the information or document would be injurious to national security; 35 or

(6) Subsection 60(16) of the Act is replaced by the following:

(16) Where any information or document is examined or provided under subsection (4), the 40 person by whom it is examined or to whom it is provided or any employee of the Centre may make, or cause to be made, one or more copies

2001, c. 41,
s. 71(2)

Copies

60. (1) Malgré les dispositions de toute autre loi, à l'exception des articles 49 et 50 de la *Loi sur l'accès à l'information* et des articles 48 et 49 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le Centre ne peut faire l'objet 5 d'aucune ordonnance de communication autre que celles prévues au paragraphe (4) et aux articles 60.1 et 60.3.

(2) L'alinéa 60(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

b) désignation de la personne ou entité visée par les renseignements ou les documents demandés;

(3) L'alinéa 60(3)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 15

d) les faits sur lesquels reposent les motifs raisonnables de croire que la personne ou entité mentionnée à l'alinéa b) a commis une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou une infraction de financement 20 des activités terroristes ou en a bénéficié, et que les renseignements ou documents demandés ont vraisemblablement une valeur importante, en soi ou avec d'autres éléments, pour l'enquête mentionnée dans la demande; 25

(4) L'alinéa 60(3)f) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

f) les renseignements relatifs aux demandes présentées antérieurement en vertu du présent article à l'égard de toute personne ou entité 30 qui fait l'objet d'une enquête relativement à l'infraction.

(5) Le paragraphe 60(8) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit : 35

c.1) soit que la communication des renseignements ou documents porterait atteinte à la sécurité nationale;

(6) Le paragraphe 60(16) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 40

(16) Lorsque des renseignements ou documents sont remis à une personne en application du paragraphe (4) ou lorsqu'elle est autorisée à les examiner, celle-ci ou un employé du Centre peut en faire ou faire faire des copies; toute 45

Exception :
ordonnance de
communication

2001, ch. 41,
par. 71(2)

Copies

of it and any copy purporting to be certified by the Director to be a copy made under this subsection is evidence of the nature and content of the original information or document and has the same probative force as the original information or document would have had if it had been proved in the ordinary way.

32. (1) Subsection 60.1(7) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after that paragraph:

(c.1) disclosure of the information or document would be injurious to national security; or

(2) Subsection 60.1(15) of the Act is replaced by the following:

(15) Where any information or document is examined or provided under subsection (3), the person by whom it is examined or to whom it is provided or any employee of the Centre may make, or cause to be made, one or more copies of it and any copy purporting to be certified by the Director to be a copy made under this subsection is evidence of the nature and content of the original information or document and has the same probative force as the original information or document would have had if it had been proved in the ordinary way.

33. The Act is amended by adding the following after section 60.2:

60.3 (1) If the Centre makes a disclosure under paragraph 55(3)(b), the Commissioner of Revenue, appointed under section 25 of the *Canada Revenue Agency Act*, may, for the purposes of an investigation in respect of an offence that is the subject of the disclosure, after having obtained the approval of the Minister of National Revenue, make an application for an order for disclosure of information.

(2) An application shall be made *ex parte* in writing to a judge and be accompanied by an affidavit sworn on the information and belief of the Commissioner — or a person specially designated by the Commissioner for that purpose — deposing to the following matters:

(a) the offence under investigation;

copie apparemment certifiée par le directeur comme étant faite en vertu du présent paragraphe fait preuve de la nature et du contenu de l'original et a la même valeur probante que celui-ci aurait eue s'il avait été déposé en preuve de la façon normale.

32. (1) Le paragraphe 60.1(7) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) soit que la communication des renseignements ou documents porterait atteinte à la sécurité nationale;

(2) Le paragraphe 60.1(15) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(15) Si des renseignements ou documents sont remis à une personne en application du paragraphe (3) ou qu'elle est autorisée à les examiner, celle-ci ou un employé du Centre peut en faire ou en faire faire des copies; toute copie apparemment certifiée par le directeur comme étant faite en vertu du présent paragraphe fait preuve de la nature et du contenu de l'original et a la même valeur probante que celui-ci aurait eue s'il avait été déposé en preuve de la façon normale.

33. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 60.2, de ce qui suit :

60.3 (1) Dans le cas d'une communication faite en vertu de l'alinéa 55(3)b), le commissaire du revenu nommé en vertu de l'article 25 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada* peut, après avoir obtenu l'approbation du ministre du Revenu national, demander une ordonnance de communication dans le cadre d'une enquête sur l'infraction visée par la communication.

(2) La demande d'ordonnance est présentée *ex parte* par écrit à un juge; elle est accompagnée de l'affidavit du commissaire — ou de la personne qu'il désigne expressément à cette fin — comportant les éléments suivants :

a) la désignation de l'infraction visée par l'enquête;

2001, c. 41, s. 72

Copies

2001, ch. 41, art. 72

Copies

Purpose of application

Application

Fins de l'ordonnance

Demande d'ordonnance

(b) the person or entity in relation to which the information or documents referred to in paragraph (c) are required;

(c) the type of information or documents — whether in written form, in the form of a report or record or in any other form — obtained by or on behalf of the Director in respect of which disclosure is sought;

(d) the facts relied on to justify the belief, on reasonable grounds, that the person or entity referred to in paragraph (b) has committed or benefited from the commission of an offence referred to in subsection (1) and that the information or documents referred to in paragraph (c) are likely to be of substantial value, whether alone or together with other material, to an investigation in respect of that offence;

(e) a summary of any information already received from the Centre in respect of the offence; and

(f) information respecting all previous applications brought under this section in respect of any person or entity being investigated for the offence.

25

(3) Subject to the conditions that the judge considers advisable in the public interest, the judge to whom an application is made may order the Director — or any person specially designated in writing by the Director for the purposes of this section — to allow an employee of the Canada Revenue Agency named in the order to have access to and examine all information and documents to which the application relates or, if the judge considers it necessary in the circumstances, to produce the information and documents to the employee and allow the employee to remove them, if the judge is satisfied

(a) of the matters referred to in paragraph (2)(d); and

(b) that there are reasonable grounds for believing that it is in the public interest to allow access to the information or documents, having regard to the benefit likely to accrue to the investigation if the access is obtained.

b) la désignation de la personne ou entité visée par les renseignements ou les documents demandés;

c) la désignation du genre de renseignement ou de document — notamment leur forme ou leur support — qu'a obtenus le directeur du Centre ou qui ont été obtenus en son nom et dont la communication est demandée;

d) les faits sur lesquels reposent les motifs raisonnables de croire que la personne ou entité mentionnée à l'alinéa b) a commis l'infraction visée au paragraphe (1) ou en a bénéficié, et que les renseignements ou documents demandés ont vraisemblablement une valeur importante, en soi ou avec d'autres éléments, pour l'enquête mentionnée dans la demande;

e) un sommaire des renseignements déjà reçus du Centre à l'égard de l'infraction;

f) les renseignements relatifs aux demandes présentées antérieurement en vertu du présent article à l'égard de toute personne ou entité qui fait l'objet d'une enquête relativement à l'infraction.

(3) Sous réserve des conditions qu'il estime indiquées dans l'intérêt public, le juge saisi de la demande peut ordonner au directeur — ou à la personne que celui-ci a désignée expressément par écrit pour l'application du présent article — de permettre à l'employé de l'Agence du revenu du Canada nommé dans l'ordonnance d'avoir accès aux renseignements ou documents demandés et de les examiner ou, si le juge l'estime nécessaire dans les circonstances, de permettre à cet employé de les emporter, s'il est convaincu de l'existence :

a) d'une part, des faits mentionnés à l'alinéa (2)d);

b) d'autre part, de motifs raisonnables de croire qu'il est dans l'intérêt public d'en permettre l'accès, compte tenu des avantages pouvant vraisemblablement en résulter pour l'enquête en question.

L'ordonnance doit être exécutée dans le délai, suivant la signification, que précise le juge.

Ordonnance de communication

Order for disclosure of information

	The order must be complied with within the period following the service of the order that the judge may specify.		
Execution in another province	(4) A judge may, if the information or documents in respect of which disclosure is sought are in a province other than the one in which the judge has jurisdiction, issue an order for disclosure and the order may be executed in the other province after it has been endorsed by a judge who has jurisdiction in that other province.	(4) L'ordonnance peut viser des renseignements ou documents se trouvant dans un lieu situé dans une province où le juge n'a pas compétence; elle y est exécutoire une fois visée par un juge ayant compétence dans la province en question.	Exécution hors du ressort
Service of order	(5) A copy of the order shall be served on the person to whom it is addressed in the manner that the judge directs or as may be prescribed by rules of court.	(5) Une copie de l'ordonnance est signifiée à la personne qu'elle vise; la signification se fait selon les règles du tribunal ou de la façon que le juge ordonne.	Signification
Extension of period for compliance with order	(6) A judge who makes an order under subsection (3) may, on application of the Director, extend the period within which it is to be complied with.	(6) Le juge qui rend une ordonnance en vertu du paragraphe (3) peut, à la demande du directeur, en prolonger la période d'exécution.	Prolongation
Objection to disclosure of information	(7) The Director — or any person specially designated in writing by the Director for the purposes of this section — may object to the disclosure of any information or document in respect of which an order under subsection (3) has been made by certifying orally or in writing that it should not be disclosed on the ground that (a) the Director is prohibited from disclosing the information or document by any bilateral or international treaty, convention or other agreement to which the Government of Canada is a signatory respecting the sharing of information related to a money laundering offence or a terrorist activity financing offence, or an offence that is substantially similar to either offence; (b) a privilege is attached by law to the information or document; (c) the information or document has been placed in a sealed package pursuant to law or an order of a court of competent jurisdiction; (d) disclosure of the information or document would be injurious to national security; or (e) disclosure of the information or document would not, for any other reason, be in the public interest.	(7) Le directeur — ou la personne qu'il a désignée expressément par écrit pour l'application du présent article — peut s'opposer à la communication des renseignements ou documents visés par une ordonnance rendue sous le régime du paragraphe (3) en attestant, oralement ou par écrit : a) soit qu'un accord bilatéral ou international en matière de partage de renseignements relatifs aux infractions de recyclage des produits de la criminalité ou aux infractions de financement des activités terroristes, ou à des infractions essentiellement similaires, que le gouvernement du Canada a signé, interdit au directeur de les communiquer; b) soit qu'ils sont protégés par la loi; c) soit qu'ils ont été placés sous scellés en conformité avec la loi ou sur l'ordre d'un tribunal compétent; d) soit que leur communication porterait atteinte à la sécurité nationale; e) soit que leur communication serait, pour toute autre raison, contraire à l'intérêt public.	Opposition à la communication

Determination of objection	(8) An objection made under subsection (7) may be determined, on application, in accordance with subsection (9), by the Chief Justice of the Federal Court, or by any other judge of that Court that the Chief Justice may designate to hear those applications.	(8) Il est statué, sur demande et conformément au paragraphe (9), sur la validité de toute opposition fondée sur le paragraphe (7) par le juge en chef de la Cour fédérale ou tout autre juge de cette cour que celui-ci charge de l'audition de ce genre de demande.	Juge en chef de la Cour fédérale
Judge may examine information	(9) A judge who is to determine an objection may, if the judge considers it necessary to determine the objection, examine the information or document in relation to which the objection is made. The judge shall grant the objection and order that disclosure be refused if the judge is satisfied of any of the grounds mentioned in subsection (7).	(9) Le juge saisi d'une opposition peut examiner les documents ou renseignements dont la communication est demandée, s'il l'estime nécessaire pour rendre sa décision. Il déclare l'opposition fondée et interdit la communication s'il constate l'existence d'un des cas prévus au paragraphe (7).	Décision
Limitation period	(10) An application under subsection (8) shall be made within 10 days after the objection is made or within any greater or lesser period that the Chief Justice of the Federal Court, or any other judge of that Court that the Chief Justice may designate to hear those applications, considers appropriate in the circumstances.	(10) La demande visée au paragraphe (8) doit être présentée dans les dix jours suivant l'opposition, mais le juge en chef de la Cour fédérale ou le juge de cette cour que le juge en chef charge de l'audition de ce genre de demande peut modifier ce délai s'il l'estime indiqué dans les circonstances.	Délai
Appeal to Federal Court of Appeal	(11) An appeal lies from a determination under subsection (8) to the Federal Court of Appeal.	(11) La décision visée au paragraphe (8) est susceptible d'appel à la Cour d'appel fédérale.	Appel à la Cour d'appel fédérale
Limitation period for appeal	(12) An appeal under subsection (11) shall be brought within 10 days after the date of the determination appealed from or within any further time that the Federal Court of Appeal considers appropriate in the circumstances.	(12) L'appel doit être interjeté dans les dix jours suivant la date de la décision, mais la Cour d'appel fédérale peut proroger ce délai si elle l'estime indiqué dans les circonstances.	Délai d'appel
Special rules for hearings	(13) An application under subsection (8) or an appeal brought in respect of that application shall be heard in private and, on the request of the person objecting to the disclosure of the information or documents, be heard and determined in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .	(13) Les demandes visées au paragraphe (8) font, en premier ressort ou en appel, l'objet d'une audition à huis clos; celle-ci a lieu dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> si l'auteur de l'opposition le demande.	Règles spéciales
Ex parte representations	(14) During the hearing of an application under subsection (8) or an appeal brought in respect of that application, the person who made the objection in respect of which the application was made or the appeal was brought shall, on his or her request, be given the opportunity to make representations <i>ex parte</i> .	(14) L'auteur de l'opposition qui fait l'objet d'une demande ou d'un appel a, au cours de l'audition, en première instance ou en appel et sur demande, le droit de présenter des arguments <i>ex parte</i> .	Présentation <i>ex parte</i>
Copies	(15) Where any information or document is examined or provided under subsection (3), the person by whom it is examined or to whom it is provided or any employee of the Centre may	(15) Lorsque des renseignements ou documents sont remis à une personne en application du paragraphe (3) ou lorsqu'elle est autorisée à les examiner, celle-ci ou un employé du Centre	Copies

make, or cause to be made, one or more copies of it and any copy purporting to be certified by the Director to be a copy made under this subsection is evidence of the nature and content of the original information or document and has the same probative force as the original information or document would have had if it had been proved in the ordinary way.

Definition of
"judge"

(16) For the purposes of this section, "judge" means a provincial court judge as defined in section 2 of the *Criminal Code* or a judge as defined in subsection 462.3(1) of that Act.

34. The Act is amended by adding the following after section 63:

Information
demand

63.1 (1) For an examination under subsection 62(1), an authorized person may also serve notice to require that the person or entity provide, at the place and in accordance with the time and manner stipulated in the notice, any document or other information relevant to the administration of Part 1 in the form of electronic data, a printout or other intelligible output.

Obligation to
provide
information

(2) The person or entity on whom the notice is served shall provide, in accordance with the notice, the documents or other information with respect to the administration of Part 1 that the authorized person may reasonably require.

35. Subsection 64(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

No examination
or copying of
certain
documents when
privilege
claimed

(2) If an authorized person acting under section 62, 63 or 63.1 is about to examine or copy a document in the possession of a legal counsel who claims that a named client or former client of the legal counsel has a solicitor-client privilege in respect of the document, the authorized person shall not examine or make copies of the document.

2004, c. 15,
s. 101

36. Subsection 65(1) of the Act is replaced by the following:

Disclosure to
law enforcement
agencies

65. (1) The Centre may disclose to the appropriate law enforcement agencies any information of which it becomes aware under

peut en faire ou faire faire des copies; toute copie apparemment certifiée par le directeur comme étant faite en vertu du présent paragraphe fait preuve de la nature et du contenu de l'original et a la même valeur probante que celui-ci aurait eue s'il avait été déposé en preuve de la façon normale.

(16) Pour l'application du présent article, «juge» s'entend du juge d'une cour provinciale, au sens de l'article 2 du *Code criminel*, et du juge au sens du paragraphe 462.3(1) de cette loi.

34. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 63, de ce qui suit :

Définition de
«juge»

63.1 (1) La personne autorisée peut en outre, dans le cadre d'un examen visé au paragraphe 62(1), par avis signifié, exiger de la personne ou entité qu'elle fournisse, au lieu et selon les modalités de temps ou autres qui sont précisés dans l'avis, tout document ou autre information utile à l'application de la partie 1, sous forme de données électroniques ou d'imprimé, ou sous toute autre forme intelligible.

(2) La personne ou l'entité à qui l'avis est signifié doit fournir, en conformité avec celui-ci, les documents ou autre information que la personne autorisée peut valablement exiger quant à l'application de la partie 1.

35. Le paragraphe 64(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) If an authorized person acting under section 62, 63 or 63.1 is about to examine or copy a document in the possession of a legal counsel who claims that a named client or former client of the legal counsel has a solicitor-client privilege in respect of the document, the authorized person shall not examine or make copies of the document.

36. Le paragraphe 65(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

65. (1) Le Centre peut communiquer aux organismes compétents chargés de l'application de la loi tout renseignement dont il prend connaissance en vertu des articles 62, 63 ou

Demandes
d'information

Obligation de
fournir de
l'information

No examination
or copying of
certain
documents when
privilege
claimed

2004, ch. 15,
art. 101

Organismes
chargés de
l'application de
la loi

section 62, 63 or 63.1 and that it suspects on reasonable grounds is evidence of a contravention of Part 1.

37. The Act is amended by adding the following after section 65:

65.1 (1) The Centre may enter into an agreement or arrangement, in writing, with an institution or agency of a foreign state that has powers and duties, similar to those of the Centre, with respect to verifying compliance with requirements to identify persons or entities, keep and retain records or make reports, or with an international organization made up of such institutions or agencies and established by the governments of states, that stipulates

(a) that the Centre and the institution, agency or organization may exchange information about the compliance of persons and entities with those requirements and about the assessment of risk related to their compliance; 20

(b) that the information may only be used for purposes relevant to ensuring compliance with the requirements and to assessing risk related to compliance; and

(c) that the information will be treated in a confidential manner and not be further disclosed without the express consent of the Centre. 25

(2) The Centre may, in accordance with the agreement or arrangement, provide the institution, agency or organization with information referred to in the agreement or arrangement. 30

(3) When the Centre receives information from an institution, agency or organization under an agreement or arrangement, the Centre may provide it with an evaluation of whether the information is useful to the Centre. 35

38. Section 72 of the Act is replaced by the following:

72. Every five years beginning on the day on which this section comes into force, the administration and operation of this Act shall

63.1 et soupçonne, pour des motifs raisonnables, de constituer une preuve de la contravention à la partie 1.

37. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 65, de ce qui suit :

65.1 (1) Le Centre peut conclure avec tout organisme d'un État étranger ayant des attributions similaires aux siennes concernant la vérification de la conformité aux obligations portant sur l'identification de personnes ou d'entités, la tenue et la conservation de documents ou la production de déclarations ou avec toute organisation internationale regroupant de tels organismes, créée par les gouvernements de divers États, un accord écrit stipulant :

a) que le Centre peut échanger avec cet organisme ou cette organisation des renseignements relatifs au respect par une personne ou une entité de ces obligations et relatifs à l'évaluation des risques liés au respect de ces obligations;

b) que les renseignements doivent être utilisés uniquement en vue d'assurer la conformité à ces obligations et d'évaluer les risques liés au respect de ces obligations;

c) que les renseignements seront traités de manière confidentielle et ne seront pas autrement communiqués sans le consentement exprès du Centre. 30

(2) Il peut communiquer à l'organisme ou à l'organisation, en conformité avec l'accord, les renseignements qui y sont visés. 35

(3) Il peut fournir à l'organisme ou à l'organisation lui ayant communiqué des renseignements au titre de l'accord une évaluation de leur utilité pour lui. 35

38. L'article 72 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

72. Tous les cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent article, le comité, soit de la Chambre des communes, soit du

Agreements and arrangements

Accord de collaboration

Disclosure

Communication

Usefulness of information

Utilité des renseignements

Review of Act by parliamentary committee

Examen par un comité parlementaire

be reviewed by the committee of the House of Commons, of the Senate or of both Houses that is designated or established for that purpose.

39. (1) Paragraph 73(1)(f) of the Act is replaced by the following:

(e.2) prescribing the form and manner in which persons or entities or classes of persons or entities shall report under section 7, 7.1, 9 or 9.1;

(f) specifying measures, and the periods 10 within which those measures must be taken, that persons or entities are to take to identify any person or entity that requests the opening of an account or any person or entity in respect of which a record is required to be 15 kept or a report made;

(2) Subsection 73(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (h) and by replacing paragraph (i) with the following:

(i) prescribing the circumstances referred to in section 9.2;

(j) prescribing, for the purposes of subsection 9.3(1), the manner for determining whether a person is a politically exposed foreign person 25 and the circumstances in which it is necessary to make that determination;

(k) prescribing, for the purposes of subsection 9.3(2), the circumstances in which it is necessary to obtain the approval of senior 30 management and the measures to be taken when dealing with a politically exposed foreign person;

(l) prescribing the offices and positions whose holders are politically exposed foreign 35 persons for the purposes of paragraph 9.3(3)(j), prescribing the family members that are included in the definition “politically exposed foreign person” in subsection 9.3(3) and defining “foreign state” for the purposes 40 of that subsection;

(m) prescribing the foreign entities to which subsection 9.4(1) applies and, for the purposes of that subsection, prescribing the

Sénat, soit mixte, désigné ou constitué à cette fin procède à l'examen de l'application de la présente loi.

39. (1) L'alinéa 73(1)f) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :

e.2) préciser, pour les personnes ou entités — individuellement ou au titre de leur appartenance à telle catégorie de personnes ou entités —, les modalités à respecter pour l'application des articles 7, 7.1, 9 et 9.1; 10

f) préciser les mesures à prendre par les personnes ou entités afin de vérifier l'identité des personnes ou entités qui demandent l'ouverture d'un compte ou pour lesquelles 15 un document doit être tenu ou une déclaration faite et prévoir les délais pour la prise de ces mesures;

(2) L'alinéa 73(1)i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

i) prévoir les cas visés par l'article 9.2; 20

j) prévoir, pour l'application du paragraphe 9.3(1), la façon d'établir qu'une personne est un étranger politiquement vulnérable et les circonstances dans lesquelles il est nécessaire de le faire; 25

k) prévoir, pour l'application du paragraphe 9.3(2), les cas où l'agrément de la haute direction est nécessaire et les mesures à prendre dans le cas où une personne ou entité fait affaire avec un étranger politiquement 30 vulnérable;

l) prévoir, pour l'application de l'alinéa 9.3(3)j), les postes ou charges dont les titulaires sont des étrangers politiquement vulnérables, préciser quels membres de leur 35 famille sont assimilés à un « étranger politiquement vulnérable » au sens du paragraphe 9.3(3) et définir « État étranger » pour l'application de ce paragraphe;

m) prévoir quelles entités étrangères sont 40 visées par le paragraphe 9.4(1), et pour l'application de ce paragraphe, préciser les renseignements à obtenir à leur égard et prévoir toute autre mesure nécessaire;

information to be obtained about those entities and prescribing the measures to be taken;

(n) defining the expression “shell bank” referred to in section 9.4;

(o) prescribing the services referred to in the definition “correspondent banking relationship” in subsection 9.4(3);

(p) prescribing the electronic funds transfers to which section 9.5 applies, the information to be included with those transfers and the measures to be taken under that section;

(q) specifying the manner for establishing and implementing the program referred to in subsection 9.6(1);

(r) prescribing the special measures to be taken under subsection 9.6(3);

(s) prescribing persons and entities that must be registered with the Centre under section 11.1;

(t) prescribing persons or entities or classes of persons or entities that are not subject to section 11.1;

(u) prescribing, for the purposes of paragraph 11.11(1)(f), persons or entities that are not eligible for registration;

(v) prescribing the form and manner of submitting an application for registration under subsection 11.12(1) and the information that must be included with the application;

(w) prescribing the form and manner of notifying the Centre of any information that must be provided under section 11.13;

(x) prescribing the form and manner of providing the Centre with any clarifications under subsection 11.14(1) and any clarifications under subsection 11.17(1);

(y) prescribing, for the purposes of section 11.19, the form and manner for renewing registration and any longer renewal period;

(z) defining “identifying information” for the purposes of subsection 54.1(3); and

n) définir l’expression « banque fictive » visée à l’article 9.4;

o) prévoir les services visés par l’expression « relation de correspondant bancaire » au sens du paragraphe 9.4(3);

p) prévoir les télévirements visés par l’article 9.5, les renseignements à inclure avec ceux-ci et les mesures à prendre pour l’application de cet article;

q) prévoir le mode d’établissement et de mise en oeuvre du programme visé au paragraphe 9.6(1);

r) prévoir les mesures spéciales à prendre en vertu du paragraphe 9.6(3);

s) préciser les personnes et entités qui sont tenues de s’inscrire auprès du Centre en vertu de l’article 11.1;

t) préciser les personnes ou entités — individuellement ou au titre de leur appartenance à telle catégorie de personnes ou entités — qui ne sont pas assujetties à l’application de l’article 11.1;

u) préciser les personnes ou entités inadmissibles à l’inscription pour l’application de l’alinéa 11.11(1)f);

v) préciser les modalités de présentation de la demande d’inscription visée au paragraphe 11.12(1) ainsi que les renseignements qui doivent l’accompagner;

w) prévoir les modalités à remplir pour communiquer au Centre tout renseignement à lui fournir en application de l’article 11.13;

x) prévoir les modalités à remplir en vue de communiquer au Centre les précisions visées au paragraphe 11.14(1) et celles visées au paragraphe 11.17(1);

y) prévoir, pour l’application de l’article 11.19, les modalités de renouvellement d’inscription et fixer le délai plus long applicable au renouvellement de l’inscription;

z) définir « renseignements identificateurs » pour l’application du paragraphe 54.1(3);

z.1) prendre toute autre mesure réglementaire prévue par la présente loi.

(z.I) prescribing anything else that by this Act is to be prescribed.

40. The Act is amended by adding the following after section 73:

40. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 73, de ce qui suit :

	PART 4.1		PARTIE 4.1	
	NOTICES OF VIOLATION, COMPLIANCE AGREEMENTS AND PENALTIES		PROCÈS-VERBAUX, TRANSACTIONS ET PÉNALITÉS	
	VIOLATIONS		VIOLATIONS	
Regulations	73.1 (1) The Governor in Council may make regulations	5	73.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :	Pouvoir réglementaire
	(a) designating, as a violation that may be proceeded with under this Part, the contravention of a specified provision of this Act or the regulations;	10	a) désigner comme violation à sanctionner au titre de la présente partie la contravention à telle ou telle disposition de la présente loi ou de ses règlements;	5
	(b) classifying each violation as a minor violation, a serious violation or a very serious violation, and classifying a series of minor violations as a serious violation or a very serious violation;	15	b) qualifier les violations, selon le cas, de mineures, de graves ou de très graves et assimiler une série de violations mineures à une violation grave ou très grave;	10
	(c) having regard to subsection (2), fixing a penalty, or a range of penalties, in respect of any violation;		c) compte tenu du paragraphe (2), fixer le montant de la pénalité — ou établir un barème de pénalités — applicable à telle violation;	15
	(d) prescribing the additional penalty to be paid for the purposes of subsection 73.18(1);	20	d) prévoir la pénalité additionnelle à payer pour l'application du paragraphe 73.18(1);	
	(e) respecting the service of documents under this Part, including the manner and proof of service and the circumstances under which documents are deemed to be served; and	25	e) régir, notamment par l'établissement de présomptions et de règles de preuve, la signification des documents visés par la présente partie;	
	(f) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.		f) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.	
Maximum penalties	(2) The maximum penalty for a violation is \$100,000 if the violation is committed by a person and \$500,000 if the violation is committed by an entity.	30	(2) La pénalité maximale pour une violation est de 100 000 \$ si l'auteur est une personne physique et de 500 000 \$ si l'auteur est une entité.	25 Plafond de la pénalité
Criteria for penalty	73.11 Except if a penalty is fixed under paragraph 73.1(1)(c), the amount of a penalty shall, in each case, be determined taking into account that penalties have as their purpose to encourage compliance with this Act rather than to punish, the harm done by the violation and any other criteria that may be prescribed by regulation.	35	73.11 Sauf s'il est fixé en application de l'alinéa 73.1(1)(c), le montant de la pénalité est déterminé, dans chaque cas, compte tenu du caractère non punitif de la pénalité, celle-ci étant destinée à encourager l'observation de la présente loi, de la gravité du tort causé et de tout autre critère prévu par règlement.	30 Critères

How contravention may be proceeded with	73.12 If a contravention that is designated under paragraph 73.1(1)(a) can be proceeded with either as a violation or as an offence under this Act, proceeding in one manner precludes proceeding in the other.	73.12 S'agissant d'une contravention désignée au titre de l'alinéa 73.1(1)a) et qualifiable à la fois de violation et d'infraction à la présente loi, la procédure en violation et la procédure pénale s'excluent l'une l'autre.	Précision
Commission of violation	73.13 (1) Every contravention that is designated under paragraph 73.1(1)(a) constitutes a violation and the person who commits the violation is liable to a penalty determined in accordance with sections 73.1 and 73.11.	73.13 (1) Toute contravention désignée au titre de l'alinéa 73.1(1)a) constitue une violation exposant son auteur à une pénalité dont le montant est déterminé en application des articles 73.1 et 73.11.	Violation
Notice of violation or compliance agreement	(2) If the Centre believes on reasonable grounds that a person or entity has committed a violation, the Centre may (a) issue and cause to be served on the person or entity a notice of violation; or (b) issue and cause to be served on the person or entity a notice of violation with an offer to reduce by half the penalty proposed in the notice if the person or entity enters into a compliance agreement with the Centre in respect of the provision to which the violation relates.	(2) Le Centre peut, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise : a) soit dresser un procès-verbal qu'il fait signifier à l'auteur présumé; b) soit dresser un procès-verbal qu'il fait signifier à l'auteur présumé avec une offre de réduire de moitié la pénalité qui figure au procès-verbal si celui-ci accepte de conclure avec lui une transaction visant l'observation de la disposition enfreinte.	Procès-verbal ou transaction
Contents of notice	NOTICES OF VIOLATION 73.14 (1) When the Centre issues a notice of violation under subsection 73.13(2), the notice shall name the person or entity believed to have committed a violation, identify the violation and set out (a) the penalty that the Centre proposes to impose; (b) the right of the person or entity, within 30 days after the day on which the notice is served or within any longer period that the Centre specifies, to pay the penalty or to make representations to the Director with respect to the violation and the proposed penalty, and the manner for doing so; and (c) the fact that, if the person or entity does not pay the penalty or make representations in accordance with the notice, the person or entity will be deemed to have committed the violation and the Centre will impose the penalty in respect of it.	PROCÈS-VERBAUX 73.14 (1) Dans les cas où le Centre dresse un procès-verbal en vertu du paragraphe 73.13(2), celui-ci mentionne, outre le nom de l'auteur présumé et les faits reprochés : a) la pénalité que le Centre a l'intention d'imposer; b) la faculté qu'a l'auteur présumé soit de payer la pénalité, soit de présenter des observations au directeur relativement à la violation ou à la pénalité, et ce, dans les trente jours suivant la signification du procès-verbal — ou dans le délai plus long que peut préciser le Centre —, ainsi que les modalités d'exercice de cette faculté; c) le fait que le non-exercice de cette faculté dans le délai imparti vaut aveu de responsabilité et emporte application de la pénalité par le Centre.	Contenu du procès-verbal

Administrative corrections	(2) If a notice of violation contains any error or omission, the Centre may serve a corrected notice of violation on the person or entity at any time during the period referred to in paragraph (1)(b).	5	(2) Si le procès-verbal contient une erreur ou une omission, le Centre peut durant la période visée à l'alinéa (1)b) en signifier à l'auteur présumé une version corrigée.	Erreur ou omission
Payment of penalty	73.15 (1) If the person or entity pays the penalty proposed in the notice of violation, the person is deemed to have committed the violation and proceedings in respect of it are ended.	10	73.15 (1) Le paiement de la pénalité en conformité avec le procès-verbal vaut aveu de responsabilité et met fin à la procédure.	5 Paiement
Representations to Director	(2) If the person or entity makes representations in accordance with the notice, the Director shall decide, on a balance of probabilities, whether the person or entity committed the violation and, if so, may, subject to any regulations made under paragraph 73.1(1)(c), impose the penalty proposed, a lesser penalty or no penalty.	15	(2) Si des observations sont présentées, le directeur détermine, selon la prépondérance des probabilités, la responsabilité de l'intéressé. Le cas échéant, il peut, sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 73.1(1)c), imposer la pénalité mentionnée au procès-verbal ou une pénalité réduite, ou encore n'imposer aucune pénalité.	10 Présentation d'observations
Failure to pay or make representations	(3) A person or entity that neither pays the penalty nor makes representations in accordance with the notice is deemed to have committed the violation and the Centre shall impose the penalty proposed in the notice.	20	(3) Le non-exercice de la faculté mentionnée au procès-verbal dans le délai imparti vaut aveu de responsabilité et emporte application de la pénalité mentionnée au procès-verbal par le Centre.	15 Défaut de payer ou de faire des observations
Notice of decision and right of appeal	(4) The Director shall cause notice of any decision made under subsection (2) or the penalty imposed under subsection (3) to be issued and served on the person or entity together with, in the case of a decision made under subsection (2) in respect of a serious violation or very serious violation, notice of the right of appeal under subsection 73.21(1).	25	(4) Le directeur fait signifier à l'auteur de la violation la décision prise au titre du paragraphe (2) ou la pénalité imposée en vertu du paragraphe (3) et, dans le cas de la décision prise au titre du paragraphe (2), l'avise par la même occasion de son droit d'interjeter appel en vertu du paragraphe 73.21(1) dans le cas d'une violation grave ou très grave.	20 Avis de décision et droit d'appel
Contents of compliance agreement	<p style="text-align: center;">COMPLIANCE AGREEMENTS</p> <p>73.16 (1) When the Centre offers to enter into a compliance agreement under paragraph 73.13(2)(b), the agreement shall</p> <p>(a) identify the violation and provide that the person or entity will comply with the provision to which the violation relates within the period, and be subject to the terms and conditions, specified in the agreement; and</p> <p>(b) set out the amount that the person or entity will have to pay as the reduced penalty for the violation if the compliance agreement is entered into.</p>	35	<p style="text-align: center;">TRANSACTIONS</p> <p>73.16 (1) Dans les cas où le Centre offre de conclure une transaction en vertu de l'alinéa 73.13(2)b), il doit y préciser la disposition enfreinte et l'obligation pour l'intéressé de s'y conformer ainsi que le délai, les conditions de l'exécution de la transaction et le montant de la pénalité réduite que l'intéressé aura à payer s'il conclut la transaction.</p>	30 Transactions

Refusal to enter into agreement	(2) The person or entity shall enter into the compliance agreement and pay the reduced penalty within 10 days after receiving the notice of violation and, if it does not do so, the person or entity is deemed to have refused to enter into the agreement, and the full penalty proposed in the notice of violation and section 73.15 apply.	(2) L'intéressé a dix jours après la réception du procès-verbal pour accepter la transaction et payer la pénalité réduite, faute de quoi il est réputé avoir refusé la transaction, l'application de l'article 73.15 et de la pénalité figurant au procès-verbal étant dès lors rétablie.	Refus de conclure la transaction
Extension of period	(3) The Centre may extend the period referred to in paragraph (1)(a) if the Centre is satisfied that the person or entity with which the compliance agreement was entered into is unable to comply with it within that period for reasons beyond their control.	(3) S'il estime que l'intéressé ne peut exécuter la transaction dans le délai imparti pour des raisons indépendantes de sa volonté, le Centre peut proroger celui-ci.	Prorogation du délai
Compliance agreement complied with	73.17 If the Centre considers that a compliance agreement has been complied with, the Centre shall serve a notice to that effect on the person or entity and, on the service of the notice, no further proceedings may be taken against the person or entity with respect to the violation.	73.17 Lorsqu'il est d'avis que l'intéressé a exécuté la transaction, le Centre lui signifie un avis en ce sens. Aucune autre procédure ne peut dès lors être intentée contre l'intéressé pour la même violation.	Avis d'exécution
Compliance agreement not complied with	73.18 (1) If the Centre considers that a compliance agreement has not been complied with, the Centre may issue and serve a notice of default on the person or entity to the effect that the person or entity is liable to pay the remainder of the penalty set out in the notice of violation and a prescribed additional penalty.	73.18 (1) Lorsqu'il est d'avis que la transaction n'a pas été exécutée, le Centre peut signifier à l'intéressé un avis de défaut l'informant qu'il doit payer le reste de la pénalité prévue au procès-verbal et la pénalité additionnelle prévue par règlement.	Avis de défaut d'exécution
Contents of notice	(2) A notice of default shall include the date, which shall be 30 days after the day on which the notice is served, on or before which an application for review may be filed and particulars of how the application may be filed.	(2) Sont indiquées dans l'avis la date limite de la présentation d'une éventuelle demande de révision, à savoir trente jours après la signification de l'avis, et les autres modalités de présentation de la demande.	Contenu de l'avis
No set-off or compensation	(3) On the service of a notice of default, the person or entity served has no right of set-off or compensation against any amount that they spent under the compliance agreement.	(3) Sur signification de l'avis, l'intéressé perd tout droit à la compensation pour les sommes exposées dans le cadre de la transaction.	Effet de l'inexécution
Application for review	73.19 (1) A person or entity served with a notice of default under subsection 73.18(1) may, on or before the date specified in the notice or within any further time that the Centre allows, file an application for review by the Director.	73.19 (1) L'intéressé peut faire réviser la décision du Centre en présentant une demande à cet effet au directeur au plus tard à la date limite qui est indiquée dans l'avis de défaut visé au paragraphe 73.18(1) ou dans le délai supérieur éventuellement accordé par le Centre.	Demande de révision
Review	(2) The Director may confirm the Centre's decision or decide that the person or entity has complied with the compliance agreement.	(2) Le directeur peut confirmer la décision du Centre ou conclure que l'intéressé a exécuté la transaction.	Décision

Failure to pay or apply for review	(3) A person or entity that neither pays the amounts set out in the notice of default nor files an application for review in accordance with the notice is deemed to have not complied with the compliance agreement and shall pay the amounts without delay.	(3) Si la faculté mentionnée dans l'avis de défaut n'est pas exercée dans le délai imparti, la transaction est réputée non exécutée et l'intéressé est tenu de payer les sommes visées dans l'avis de défaut sans délai.	Défaut de payer ou de faire une demande de révision
Notice of decision and right of appeal	(4) The Director shall cause notice of the decision to be issued and served on the person or entity together with, in the case of a serious violation or very serious violation, notice of the right of appeal under subsection 73.21(1).	(4) Le directeur fait signifier à l'intéressé sa décision et l'avise par la même occasion de son droit d'interjeter appel en vertu du paragraphe 73.21(1) dans le cas d'une violation grave ou très grave.	Avis de décision et droit d'appel
Deemed violation	73.2 A person or entity that enters into a compliance agreement is deemed to have committed the violation in respect of which the agreement was entered into.	73.2 L'intéressé qui conclut une transaction est réputé avoir commis la violation en cause.	Commission de la violation
	APPEAL TO FEDERAL COURT	APPEL À LA COUR FÉDÉRALE	
Right of appeal	73.21 (1) A person or entity on which a notice of a decision made under subsection 73.15(2) or 73.19(2) is served, in respect of a serious violation or very serious violation, may, within 30 days after the day on which the notice is served, or within any longer period that the Court allows, appeal the decision to the Federal Court.	73.21 (1) S'agissant d'une violation grave ou très grave, il peut être interjeté appel à la Cour fédérale de la décision prise au titre des paragraphes 73.15(2) ou 73.19(2), selon le cas, dans les trente jours suivant la signification ou dans le délai supplémentaire que la Cour peut accorder.	Droit d'appel
Appeal — no notice of decision	(2) If the Director does not cause notice of a decision to be issued and served under subsection 73.15(4) within 90 days after the completion of representations made under subsection 73.15(2), the person or entity that made the representations may appeal the penalty proposed in the notice of violation to the Federal Court, within 30 days after the day on which the 90-day period expires.	(2) Faute par le directeur de signifier sa décision en vertu du paragraphe 73.15(4) dans les quatre-vingt-dix jours suivant la présentation des observations faites au titre du paragraphe 73.15(2), l'intéressé peut interjeter appel à la Cour fédérale du montant de la pénalité mentionnée au procès-verbal de violation. Ce droit est à exercer dans les trente jours suivant l'expiration de la période de quatre-vingt-dix jours.	Appel : défaut de signification de décision
Appeal — no notice of decision	(3) If the Director does not cause notice of a decision to be issued and served under subsection 73.19(4) within 90 days after the day on which the Director received the application for review under subsection 73.19(1), the person or entity that filed the application may appeal to the Federal Court the amounts set out in the notice of default referred to in subsection 73.18(1), within 30 days after the day on which the 90-day period expires.	(3) Faute par le directeur de signifier sa décision en vertu du paragraphe 73.19(4) dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de la demande de révision visée au paragraphe 73.19(1), l'intéressé peut interjeter appel à la Cour fédérale des sommes qui figurent à l'avis de défaut visé au paragraphe 73.18(1). Ce droit est à exercer dans les trente jours suivant l'expiration de la période de quatre-vingt-dix jours.	Appel : défaut de signification de décision
Precautions against disclosure	(4) In an appeal, the Court shall take every reasonable precaution, including, when appropriate, conducting hearings in private, to avoid	(4) À l'occasion d'un appel, la Cour fédérale prend toutes les précautions possibles, notamment en ordonnant le huis clos si elle le juge	Huis clos

	the disclosure by the Court or any person or entity of information referred to in subsection 55(1).	indiqué, pour éviter que ne soient communiqués de par son propre fait ou celui de quiconque des renseignements visés au paragraphe 55(1).	
Powers of Court	(5) On an appeal, the Court may confirm, set aside or, subject to any regulations made under paragraph 73.1(1)(c), vary the decision of the Director.	(5) Saisie de l'appel, la Cour fédérale confirme, annule ou, sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 73.1(1)c), modifie la décision.	Pouvoir de la Cour fédérale
	PUBLICATION	PUBLICATION	
Publication	73.22 When proceedings in respect of a violation are ended, the Centre may make public the nature of the violation, the name of the person or entity that committed it, and the amount of the penalty imposed.	73.22 Au terme de la procédure en violation, le Centre peut rendre public la nature de la violation, le nom de son auteur et la pénalité imposée.	Publication
	RULES ABOUT VIOLATIONS	RÈGLES PROPRES AUX VIOLATIONS	
Violations not offences	73.23 (1) For greater certainty, a violation is not an offence.	73.23 (1) Il est entendu que les violations ne sont pas des infractions.	Précision
Non-application of section 126 of the <i>Criminal Code</i>	(2) Section 126 of the <i>Criminal Code</i> does not apply in respect of any obligation or prohibition under this Act whose contravention is a violation under this Act.	(2) L'article 126 du <i>Code criminel</i> ne s'applique pas aux obligations ou interdictions prévues par la présente loi dont la contravention constitue une violation aux termes de celle-ci.	Non-application de l'article 126 du <i>Code criminel</i>
Due diligence available	73.24 (1) Due diligence is a defence in a proceeding in relation to a violation.	73.24 (1) La prise des précautions voulues peut être invoquée dans le cadre de toute procédure en violation.	Prise de précautions
Common law principles	(2) Every rule and principle of the common law that renders any circumstance a justification or an excuse in relation to a charge for an offence applies in respect of a violation to the extent that it is not inconsistent with this Act.	(2) Les règles et principes de la common law qui font d'une circonstance une justification ou une excuse dans le cadre d'une poursuite pour infraction s'appliquent à l'égard d'une violation, sauf dans la mesure où ils sont incompatibles avec la présente loi.	Principes de la common law
	COLLECTION OF PENALTIES	RECouvreMENT DES PÉNALITÉS	
Debts to Her Majesty	73.25 (1) A penalty and any interest due in respect of the penalty constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered in the Federal Court.	73.25 (1) La pénalité et les intérêts exigibles y afférents constituent une créance de Sa Majesté du chef du Canada, dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant la Cour fédérale.	Créance de Sa Majesté
Time limit	(2) No proceedings to recover a debt referred to in subsection (1) may be commenced after the period of five years that begins on the day on which the debt became payable.	(2) Le recouvrement de la créance se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle elle est devenue exigible.	Prescription
Proceeds payable to Receiver General	(3) A penalty paid or recovered under this Part is payable to and shall be remitted to the Receiver General.	(3) Toute pénalité perçue sous le régime de la présente partie est versée au receveur général.	Receveur général

Certificate	73.26 (1) The unpaid amount of any debt referred to in subsection 73.25(1) may be certified by the Director.	73.26 (1) Le directeur peut établir un certificat de non-paiement pour la partie impayée de toute créance visée au paragraphe 73.25(1).	Certificat de non-paiement
Registration in Federal Court	(2) Registration in the Federal Court of a certificate made under subsection (1) has the same effect as a judgment of that Court for a debt of the amount specified in the certificate and all related registration costs.	(2) L'enregistrement à la Cour fédérale confère au certificat la valeur d'un jugement de cette juridiction pour la somme visée et les frais d'enregistrement afférents.	Enregistrement en Cour fédérale
Collecting penalties	73.27 (1) The Centre may, for the purpose of collecting penalties proposed in a notice of violation issued under subsection 73.13(2) or imposed under this Part, enter into a contract, memorandum of understanding or other agreement with a department or an agency of the Government of Canada or the government of a province and with any other person or organization, inside Canada, in its own name or in the name of Her Majesty in right of Canada.	73.27 (1) En vue de percevoir les pénalités prévues au procès-verbal visé au paragraphe 73.13(2) ou imposées sous le régime de la présente partie, le Centre peut conclure, avec tout ministère ou tout organisme du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial ou toute autre organisation ou toute personne au Canada, un accord au nom de Sa Majesté du chef du Canada ou en son propre nom.	Perception des pénalités
Disclosure of information	(2) The Centre may disclose to the other party of the contract, memorandum or agreement any information required to collect the penalties.	(2) Il peut communiquer à l'autre partie à un tel accord les renseignements nécessaires à la perception des pénalités.	Communication de renseignements
Use of information	(3) The other party shall not use the information referred to in subsection (2) for any purpose other than collecting the penalties.	(3) Cette autre partie ne peut utiliser les renseignements visés au paragraphe (2) que dans la mesure où elle en a besoin pour percevoir les pénalités.	Utilisation des renseignements
Interest	73.28 If a person or entity fails to remit a penalty payable under this Part to the Receiver General, the person or entity shall pay to the Receiver General interest on the amount of the penalty. The interest shall be calculated at the prescribed rate for the period beginning on the first day after the day on which the amount was required to be paid and ending on the day on which the amount is paid.	73.28 La pénalité exigible au titre de la présente partie porte intérêt, au taux réglementaire, à compter du lendemain de l'expiration du délai de versement et jusqu'au jour du versement.	Intérêts
Garnishment	73.29 (1) If the Director is of the opinion that a person or entity is or is about to become liable to make a payment to a person or entity liable to pay a penalty or interest under this Part, the Director may, by written notice, require the first person or entity to pay without delay to the Receiver General, on account of the second person's or entity's liability, all or part of the money otherwise payable to the second person or entity.	73.29 (1) S'il estime qu'une personne ou entité doit ou va bientôt devoir verser une somme à une personne ou entité tenue de payer une pénalité ou des intérêts afférents au titre de la présente partie, le directeur peut, par avis écrit, exiger qu'elle remette sans délai au receveur général, pour imputation sur ce paiement, tout ou partie des sommes dues à cette autre personne.	Saisie-arrêt

Applicability to future payments	<p>(2) If the Director requires an employer to pay to the Receiver General money otherwise payable to an employee as remuneration,</p> <p>(a) the requirement is applicable to all future payments of remuneration until the liability is satisfied; and</p> <p>(b) the employer shall pay to the Receiver General out of each payment of remuneration the amount that the Director stipulates in the notice.</p>	<p>(2) Dans le cas d'un employeur, l'obligation vaut pour tous les versements de rémunération à faire jusqu'à extinction de la dette, l'employeur devant remettre au receveur général, par prélèvement sur chacun de ces versements, la somme mentionnée dans l'avis.</p>	Ordre valable pour versements à venir
Discharge of liability	<p>(3) The receipt of the Director is a good and sufficient discharge of the original liability to the extent of the payment.</p>	<p>(3) Le reçu du directeur constitue une quittance valable et suffisante de l'obligation envers le débiteur de Sa Majesté, à concurrence du versement.</p>	Quittance
Write-off	<p>73.3 (1) The Director may write off in whole or in part a penalty or interest payable by a person or entity under this Part.</p>	<p>73.3 (1) Le directeur peut radier en totalité ou en partie toute pénalité et tous intérêts à payer au titre de la présente partie.</p>	Radiation
Effect of write-off	<p>(2) The writing off of a penalty or interest under this section does not affect any right of Her Majesty to collect or recover the penalty or interest.</p>	<p>(2) La radiation ne porte pas atteinte au droit de Sa Majesté de recouvrer la pénalité ou les intérêts en cause.</p>	Effet de la radiation
	GENERAL PROVISIONS	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
Evidence	<p>73.4 In a proceeding in respect of a violation or a prosecution for an offence, a notice of violation purporting to be issued under subsection 73.13(2), a notice of decision purporting to be issued under subsection 73.15(4) or 73.19(4), a notice of default purporting to be issued under subsection 73.18(1) or a certificate purporting to be made under subsection 73.26(1) is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it.</p>	<p>73.4 Dans toute procédure en violation ou poursuite pour infraction, le procès-verbal apparemment signifié en vertu du paragraphe 73.13(2), la décision apparemment signifiée en vertu des paragraphes 73.15(4) ou 73.19(4), l'avis de défaut apparemment signifié en vertu du paragraphe 73.18(1) et le certificat de non-paiement apparemment établi en vertu du paragraphe 73.26(1) sont admissibles en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire.</p>	Admissibilité du procès-verbal de violation
Time limit	<p>73.5 (1) No proceedings in respect of a violation may be commenced later than two years after the subject-matter of the proceedings became known to the Centre.</p>	<p>73.5 (1) La procédure en violation se prescrit par deux ans à compter de la date où le Centre a eu connaissance des éléments constitutifs de la violation.</p>	Prescription
Certificate of Centre	<p>(2) A document appearing to have been issued by the Centre, certifying the day on which the subject-matter of any proceedings became known to the Centre, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the matter asserted in it.</p>	<p>(2) Tout document apparemment délivré par le Centre et attestant la date où ces éléments sont parvenus à sa connaissance fait foi de cette date, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire.</p>	Certificat du Centre

41. The portion of section 74 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

General offences

74. Every person or entity that knowingly contravenes any of sections 6, 6.1 or 9.1 to 9.3, subsection 9.4(2), sections 9.5 to 9.7 or 11.1, subsection 12(1) or (4) or 36(1), section 37, subsection 55(1) or (2), section 57 or subsection 62(2), 63.1(2) or 64(3) or the regulations is guilty of an offence and liable

42. The Act is amended by adding the following after section 77:

Registry

77.1 Every person or entity that provides information to the Centre under section 11.12, 11.13, 11.14 or 11.3 and that knowingly makes 15 any false or misleading statement or knowingly provides false or misleading information to a person responsible for carrying out functions under this Act is guilty of an offence and liable

(a) on summary conviction, to a fine of not 20 more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both; or

(b) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$500,000 or to imprisonment 25 for a term of not more than five years, or to both.

43. The portion of section 79 of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

Offence by employee, agent or mandatary

79. In a prosecution for an offence under section 75, 77 or 77.1,

(a) it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee, agent or mandatary of the accused, 35 whether or not the employee, agent or mandatary is identified or has been prosecuted for the offence; and

44. Section 81 of the Act is replaced by the following:

41. Le passage de l'article 74 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

74. Toute personne ou entité qui sciemment 5 contrevient à l'un ou l'autre des articles 6, 6.1, 9.1, 9.2 et 9.3, du paragraphe 9.4(2), des articles 9.5, 9.6, 9.7 et 11.1, des paragraphes 12(1) et (4) et 36(1), de l'article 37, des paragraphes 55(1) et (2), de l'article 57 et des paragraphes 62(2), 10 63.1(2) et 64(3) ou aux règlements commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité :

Infractions générales

42. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 77, de ce qui suit :

77.1 Toute personne ou entité qui fournit des 15 renseignements au Centre au titre des articles 11.12, 11.13, 11.14 ou 11.3 et qui sciemment fait une déclaration fausse ou trompeuse ou fournit un renseignement faux ou trompeur à une personne chargée de l'application de la 20 présente loi commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité :

Autres interdictions

a) par procédure sommaire, d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces 25 peines;

b) par mise en accusation, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces 30 peines.

43. L'article 79 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

79. Dans les poursuites pour infraction aux articles 75, 77 et 77.1, il suffit, pour établir la culpabilité de l'accusé, de prouver que l'infraction a été commise par un employé ou un mandataire de celui-ci, que cet employé ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. Toutefois, nul ne peut être déclaré coupable de l'infraction s'il prouve qu'il a exercé la 40 diligence convenable pour l'empêcher.

Péripétration par un employé ou mandataire

44. L'article 81 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Time limitation

81. Proceedings under paragraph 74(a), 75(1)(a) or 76(a), subsection 77(1) or paragraph 77.1(a) may be instituted within, but not after, five years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

5

Prescription

81. Les poursuites fondées sur les alinéas 74a), 75(1)a) ou 76a), le paragraphe 77(1) ou l'alinéa 77.1a) se prescrivent par cinq ans à compter du fait en cause.

R.S., c. 1
(5th Supp.)

AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT

MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

45. (1) Paragraph 241(4)(f.1) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

45. (1) L'alinéa 241(4)f.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est remplacé par ce qui suit :

(f.1) provide taxpayer information to an official for the purposes of the administration and enforcement of the *Charities Registration (Security Information) Act*, and where an official has so received taxpayer information, the official may provide that information to another official as permitted by subsection (9.1);

10

15

f.1) fournir un renseignement confidentiel à un fonctionnaire pour l'application et le contrôle d'application de la *Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)*; le fonctionnaire qui a ainsi reçu un renseignement confidentiel peut le fournir à un autre fonctionnaire en conformité avec le paragraphe (9.1);

10

15

(2) Section 241 of the Act is amended by adding the following after subsection (8):

(2) L'article 241 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (8), de ce qui suit :

(9) An official may provide, to an official of the Canadian Security Intelligence Service, of the Royal Canadian Mounted Police or of the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada,

20

(a) publicly accessible charity information;

(b) designated taxpayer information, if there are reasonable grounds to suspect that the information would be relevant to

25

(i) an investigation by the Canadian Security Intelligence Service of whether the activity of any person may constitute threats to the security of Canada, as defined in section 2 of the *Canadian Security Intelligence Service Act*,

30

(ii) an investigation of whether an offence may have been committed under

(A) Part II.1 of the *Criminal Code*, or

35

(B) section 462.31 of the *Criminal Code*, if that investigation is related to an offence under Part II.1 of that Act, or

(iii) the prosecution of an offence referred to in subparagraph (ii); and

40

(9) Un fonctionnaire peut fournir les renseignements ci-après aux fonctionnaires du Service canadien du renseignement de sécurité, de la Gendarmerie royale du Canada et du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada :

20

a) les renseignements d'organismes de bienfaisance accessibles au public;

25

b) les renseignements confidentiels désignés, s'il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'ils seraient utiles aux fins suivantes :

30

(i) toute enquête par le Service canadien du renseignement de sécurité visant à vérifier si les activités d'une personne sont de nature à constituer des menaces envers la sécurité du Canada, au sens de l'article 2 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*,

35

(ii) toute enquête visant à établir si une infraction prévue aux dispositions ci-après peut avoir été commise :

40

(A) les dispositions de la partie II.1 du *Code criminel*,

Threats to security

Menaces à la sécurité

Threats to
security

(c) information setting out the reasonable grounds referred to in paragraph (b), to the extent that any such grounds rely on information referred to in paragraph (a) or (b).

5

(9.1) Information — other than designated donor information — provided to an official of the Canadian Security Intelligence Service or the Royal Canadian Mounted Police, as permitted by paragraph (4)(f.1), may be used by 10 such an official, or communicated by such an official to another official of the Canadian Security Intelligence Service or the Royal Canadian Mounted Police for use by that other official, for the purpose of

15

(a) investigating whether an offence may have been committed, ascertaining the identity of a person or persons who may have committed an offence, or prosecuting an offence, which offence is

20

(i) described in Part II.1 of the *Criminal Code*, or

(ii) described in section 462.31 of the *Criminal Code*, if that investigation, ascertainment or prosecution is related to an 25 investigation, ascertainment or prosecution in respect of an offence described in Part II.1 of that Act; or

(b) investigating whether the activities of any person may constitute threats to the security 30 of Canada, as defined in section 2 of the *Canadian Security Intelligence Service Act*.

(3) Subsection 241(10) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(B) l'article 462.31 du *Code criminel*, si l'enquête en cause est liée à une infraction prévue à la partie II.1 de cette loi,

(iii) la poursuite relative à une infraction 5 mentionnée au sous-alinéa (ii);

c) les renseignements établissant les motifs raisonnables mentionnés à l'alinéa b), dans la mesure où ces motifs sont fondés sur les renseignements visés aux alinéas a) ou b). 10

(9.1) Tout fonctionnaire du Service canadien du renseignement de sécurité ou de la Gendarmerie royale du Canada à qui des renseignements, sauf les renseignements désignés sur les donateurs, sont fournis en conformité avec 15 l'alinéa (4)f.1) peut les utiliser, ou les communiquer à un autre fonctionnaire du Service canadien du renseignement de sécurité ou de la Gendarmerie royale du Canada pour que celui-ci les utilise, en vue : 20

Menaces à la
sécurité

a) de mener une enquête pour établir si une infraction prévue aux dispositions ci-après peut avoir été commise, de vérifier l'identité de toute personne pouvant avoir commis une telle infraction ou d'intenter une poursuite 25 relative à une telle infraction :

(i) les dispositions de la partie II.1 du *Code criminel*,

(ii) l'article 462.31 du *Code criminel*, si l'enquête, la vérification ou la poursuite en 30 cause est liée à une enquête, à une vérification ou à une poursuite relatives à une infraction prévue à la partie II.1 de cette loi;

b) de mener une enquête pour établir si les 35 activités d'une personne sont de nature à constituer des menaces envers la sécurité du Canada, au sens de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*.

(3) Le paragraphe 241(10) de la même loi 40 est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

35

"designated donor information" « renseignements désignés sur les donateurs »	<p>"designated donor information" means information of a charity, or of a person who has at any time made an application for registration as a registered charity, that is directly attributable to a gift that has been made or proposed to be made to the charity or applicant and that is presented in any form that directly or indirectly reveals the identity of the donor or prospective donor, other than a donor or prospective donor who is not resident in Canada and is neither a citizen of Canada nor a person described in subsection 2(3);</p>	<p>« renseignement confidentiel désigné » Renseignement confidentiel, sauf les renseignements désignés sur les donateurs, d'un organisme de bienfaisance enregistré, ou d'une personne ayant présenté à un moment donné une demande d'enregistrement à ce titre, constitué :</p>	« renseignement confidentiel désigné » "designated taxpayer information"
"designated taxpayer information" « renseignement confidentiel désigné »	<p>"designated taxpayer information" means taxpayer information — other than designated donor information — of a registered charity, or of a person who has at any time made an application for registration as a registered charity, that is</p> <p>(a) in respect of a financial transaction</p> <p>(i) relating to the importation or exportation of currency or monetary instruments by the charity or applicant, or</p> <p>(ii) in which the charity or applicant has engaged a person to whom section 5 of the <i>Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act</i> applies,</p> <p>(b) information provided to the Minister by the Canadian Security Intelligence Service, the Royal Canadian Mounted Police or the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada,</p> <p>(c) the name, address, date of birth and citizenship of any current or former director, trustee or like official, or of any agent, mandatary or employee, of the charity or applicant,</p> <p>(d) information submitted by the charity or applicant in support of an application for registration as a registered charity that is not publicly accessible charity information,</p> <p>(e) publicly available, including commercially available databases, or</p> <p>(f) information prepared from publicly accessible charity information and information referred to in paragraphs (a) to (e);</p>	<p>a) de renseignements concernant une opération financière, selon le cas :</p> <p>(i) qui a trait à l'importation ou à l'exportation d'espèces ou d'effets par l'organisme ou le demandeur,</p> <p>(ii) à laquelle l'organisme ou le demandeur se livre avec une personne visée à l'article 5 de la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i>;</p> <p>b) de renseignements fournis au ministre par le Service canadien du renseignement de sécurité, la Gendarmerie royale du Canada ou le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada;</p> <p>c) des nom, adresse, date de naissance et citoyenneté de tout administrateur, fiduciaire ou représentant semblable — actuel ou ancien —, ou de tout mandataire ou employé, de l'organisme ou du demandeur;</p> <p>d) de renseignements fournis par l'organisme ou le demandeur à l'appui d'une demande d'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance enregistré qui ne sont pas des renseignements d'organismes de bienfaisance accessibles au public;</p> <p>e) de bases de données accessibles au public, y compris celles offertes sur le marché;</p> <p>f) de renseignements tirés de renseignements d'organismes de bienfaisance accessibles au public ou des renseignements visés aux alinéas a) à e).</p> <p>« renseignement d'organismes de bienfaisance accessible au public » Renseignement confidentiel qui, selon le cas :</p> <p>a) est visé au paragraphe (3.2), ou le serait si le passage « qui a été un organisme de bienfaisance enregistré à un moment donné » était remplacé par « qui a présenté une</p>	« renseignement d'organismes de bienfaisance accessible au public » "publicly accessible charity information"

“publicly accessible charity information”
«renseignement d’organismes de bienfaisance accessible au public»

“publicly accessible charity information” means taxpayer information that is

(a) described in subsection (3.2), or that would be described in that subsection if the words “that was at any time a registered charity” were read as “that has at any time made an application for registration as a registered charity”,

(b) information — other than designated donor information — submitted to the 10 Minister with, or required to be contained in, any public information return filed or required to be filed under subsection 149.1(14), or

(c) information prepared from information 15 referred to in paragraph (a) or (b);

demande d’enregistrement à titre d’organisme de bienfaisance enregistré à un moment donné »;

b) est un renseignement (sauf des renseignements désignés sur les donateurs) qui est 5 présenté au ministre avec toute déclaration publique de renseignements produite ou à produire en application du paragraphe 149.1(14), ou qui doit figurer dans une telle déclaration; 10

c) est un renseignement tiré des renseignements visés aux alinéas a) ou b).

«renseignements désignés sur les donateurs» Renseignements d’un organisme de bienfaisance, ou d’une personne ayant présenté à un 15 moment donné une demande d’enregistrement à ce titre, qui sont directement attribuables à un don effectif ou projeté à l’organisme ou à la personne et qui sont présentés sous une forme qui révèle, directement ou indirectement, l’identité du donateur effectif ou éventuel, sauf si ce donateur ne réside pas au Canada et n’est ni un citoyen du Canada ni une personne visée au paragraphe 2(3).

«renseignements désignés sur les donateurs» “designated donor information”

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

2005, c. 38

CANADA BORDER SERVICES AGENCY ACT

46. Subsection 13(1) of the *Canada Border Services Agency Act* is replaced by the following:

Agreements

13. (1) Subject to sections 38 and 38.1 of the 20 *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act*, the Agency may, with the approval of the Governor in Council, on the recommendation of the Minister and the Minister of Foreign Affairs, enter into an agreement 25 with a foreign state or an international organization, for the purposes of carrying out the mandate of the Agency.

COMING INTO FORCE

Order in council

47. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of 30 the Governor in Council.

MODIFICATION CORRÉLATIVE

LOI SUR L’AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA

2005, ch. 38

46. Le paragraphe 13(1) de la *Loi sur 25 l’Agence des services frontaliers du Canada* est remplacé par ce qui suit :

Accords

13. (1) Sous réserve des articles 38 et 38.1 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités 30 terroristes*, l’Agence peut dans le cadre de sa mission, avec l’agrément du gouverneur en conseil donné sur recommandation du ministre et du ministre des Affaires étrangères, conclure des accords avec un État étranger ou toute 35 organisation internationale.

ENTRÉE EN VIGUEUR

47. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates 30 fixées par décret.

Décret

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l’autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

http://publications.gc.ca

MAIL ➤ POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail**Poste-lettre****1782711****Ottawa**

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-25

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-25

An Act to amend the Proceeds of Crime (Money Laundering)
and Terrorist Financing Act and the Income Tax Act and
to make a consequential amendment to another Act

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
NOVEMBER 10, 2006

C-25

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-25

Loi modifiant la Loi sur le recyclage des produits de la
criminalité et le financement des activités terroristes, la
Loi de l'impôt sur le revenu et une autre loi en
conséquence

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 10 NOVEMBRE 2006



RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to amend the Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act and the Income Tax Act and to make a consequential amendment to another Act*".

SUMMARY

This enactment amends the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* to enhance the client identification, record-keeping and reporting measures applicable to financial institutions and intermediaries. It establishes a registration regime for money services businesses and foreign exchange dealers and creates a new offence for not registering.

It allows the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada to disclose additional information to law enforcement and intelligence agencies, and to make disclosures to additional agencies.

It permits the Centre to exchange compliance-related information with its foreign counterparts and permits the Canada Border Services Agency to share information about the application of the cross-border currency reporting regime with its foreign counterparts. It also includes a consequential amendment to the *Canada Border Services Agency Act*.

It creates an administrative monetary penalty regime.

It amends the *Income Tax Act* to allow the Canada Revenue Agency to disclose to the Centre, the Royal Canadian Mounted Police and the Canadian Security Intelligence Service information about charities suspected of being involved in terrorist financing activities.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, la Loi de l'impôt sur le revenu et une autre loi en conséquence* ».

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* en vue d'améliorer les mesures relatives à l'identification des clients, à la tenue de documents et à la production de déclarations qui incombent aux institutions financières et aux intermédiaires financiers. Il établit un régime d'enregistrement pour les entreprises de transfert de fonds et les bureaux de change, et crée une nouvelle infraction concernant le défaut d'inscription.

Il permet au Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada de communiquer des renseignements supplémentaires aux organismes chargés du contrôle d'application de la loi et aux organismes de renseignements et de communiquer des renseignements à d'autres organismes.

Il habilite le Centre à échanger avec ses homologues étrangers des renseignements concernant la vérification de la conformité à certaines obligations prévues par la loi et permet à l'Agence des services frontaliers du Canada de fournir à ses homologues étrangers des renseignements sur l'application du régime de déclaration des mouvements transfrontaliers d'espèces. Il prévoit également une modification corrélative à la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada*.

Il crée un régime de pénalités.

Il modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* en vue de permettre à l'Agence du revenu du Canada de communiquer au Centre, à la Gendarmerie royale du Canada et au Service canadien du renseignement de sécurité des renseignements sur les organismes de bienfaisance soupçonnés d'être impliqués dans des activités de financement du terrorisme.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-25

PROJET DE LOI C-25

An Act to amend the Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act and the Income Tax Act and to make a consequential amendment to another Act

Loi modifiant la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, la Loi de l'impôt sur le revenu et une autre loi en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

AMENDMENTS TO THE PROCEEDS OF CRIME (MONEY LAUNDERING) AND TERRORIST FINANCING ACT

MODIFICATION DE LA LOI SUR LE RECYCLAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ ET LE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS TERRORISTES

1. (1) The definition “Minister” in section 2 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* is replaced by the following:

1. (1) La définition de « ministre », à l'article 2 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, est remplacée par ce qui suit :

“Minister” means, in relation to sections 24.1 to 39, the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness and, in relation to any other provision of this Act, the Minister of Finance.

« ministre » Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile pour l'application des articles 24.1 à 39, et le ministre des Finances pour l'application des autres dispositions de la présente loi.

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“violation” means a contravention of this Act or the regulations that is designated as a violation by regulations made under subsection 73.1(1).

« violation » Toute contravention à la présente loi ou à ses règlements qui est ainsi qualifiée par les règlements pris en vertu du paragraphe 73.1(1).

2. The heading of Part 1 of the Act is replaced by the following:

2. Le titre de la partie 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2000, c. 17;
2001, c. 41, s. 48

2000, ch. 17;
2001, ch. 41,
art. 48

2005, c. 38,
s. 124(2) and
par. 145(2)(h)

2005, ch. 38,
par. 124(2) et
al. 145(2)(h)

“Minister”
« ministre »

« ministre »
“Minister”

“violation”
« violation »

« violation »
“violation”

RECORD KEEPING, VERIFYING
IDENTITY, REPORTING OF SUSPICIOUS
TRANSACTIONS AND REGISTRATION

TENUE DE DOCUMENTS, VÉRIFICATION
D'IDENTITÉS, DÉCLARATION DES
OPÉRATIONS DOUTEUSES ET
INSCRIPTION

2001, c. 41,
s. 51(1)

3. (1) Paragraphs 5(g) and (h) of the Act are replaced by the following:

- (g) persons and entities authorized under provincial legislation to engage in the business of dealing in securities or any other financial instruments, or to provide portfolio management or investment advising services; 5
- (h) persons and entities engaged in the business of foreign exchange dealing, of remitting funds or transmitting funds by any means or through any person, entity or electronic funds transfer network, or of issuing or redeeming money orders, traveller's cheques or other similar negotiable instruments except for cheques payable to a named person or entity; 15

(2) Paragraph 5(l) of the Act is replaced by the following:

- (l) departments and agents of Her Majesty in right of Canada or of a province that are engaged in the business of accepting deposit liabilities, that sell money orders to the public or that sell prescribed precious metals, while carrying out the activities described in regulations made under paragraph 73(1)(c); 20 and

4. Section 6 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

RECORD KEEPING AND VERIFYING IDENTITY

Record keeping

- 6. Every person or entity referred to in section 5 shall keep and retain prescribed records in accordance with the regulations.** 30

Verifying
identity

- 6.1 Every person or entity referred to in section 5 shall verify, in the prescribed circumstances and in accordance with the regulations, the identity of any person or entity.** 35

3. (1) Les alinéas 5g) et h) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- g) les personnes et les entités autorisées en vertu de la législation provinciale à se livrer au commerce des valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers, ou à la fourniture de services de gestion de portefeuille et de conseils en placement; 5
- h) les personnes et les entités qui se livrent aux opérations de change, ou qui exploitent une entreprise qui remet des fonds ou transmet des fonds par tout moyen ou par l'intermédiaire d'une personne, d'une entité ou d'un réseau de télévirement ou qui émet ou rachète des mandats-poste, des chèques de voyage ou d'autres titres négociables semblables, à l'exclusion des chèques libellés au nom d'une personne ou d'une entité; 15

(2) L'alinéa 5l) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 20

- l) les ministères et mandataires de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province qui se livrent à l'acceptation de dépôts, qui vendent des mandats-poste au public ou qui vendent des métaux précieux réglementaires, lorsqu'ils exercent les activités mentionnées aux règlements pris en vertu de l'alinéa 73(1)(c); 25

4. L'article 6 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

TENUE ET CONSERVATION DE DOCUMENTS ET VÉRIFICATION D'IDENTITÉS

- 6. Il incombe à toute personne ou entité visée à l'article 5 de tenir et de conserver, conformément aux règlements, les documents prévus par règlement.** 30

Tenue de
document

- 6.1 Il incombe à toute personne ou entité visée à l'article 5 de vérifier, dans les cas prévus par les règlements et en conformité avec ceux-ci, l'identité de toute personne ou entité.** 35

Vérification
d'identités

2001, c. 41, s. 52	5. Section 7 of the Act and the heading before it are replaced by the following:	5. L'article 7 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :	2001, ch. 41, art. 52
	REPORTING AND OTHER REQUIREMENTS	DÉCLARATION ET AUTRES OBLIGATIONS	
Transactions if reasonable grounds to suspect	<p>7. Subject to section 10.1, every person or entity referred to in section 5 shall report to the Centre, in the prescribed form and manner, every financial transaction that occurs or that is attempted in the course of their activities and in respect of which there are reasonable grounds to suspect that</p> <p>(a) the transaction is related to the commis- 10 sion or the attempted commission of a money laundering offence; or</p> <p>(b) the transaction is related to the commis- sion or the attempted commission of a terrorist activity financing offence. 15</p>	<p>7. Il incombe, sous réserve de l'article 10.1, à toute personne ou entité visée à l'article 5 de 5 déclarer au Centre, selon les modalités régle- mentaires, toute opération financière qu'on a effectuée ou tentée dans le cours de ses activités et à l'égard de laquelle il y a des motifs raisonnables de soupçonner qu'elle est liée à la perpétration — réelle ou tentée —, selon le cas : 10</p> <p>a) d'une infraction de recyclage des produits de la criminalité;</p> <p>b) d'une infraction de financement des activités terroristes.</p>	Opérations à déclarer
2001, c. 41, s. 52	6. Subsection 7.1(1) of the Act is replaced by the following:	6. Le paragraphe 7.1(1) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :	2001, ch. 41, art. 52
Disclosure	<p>7.1 (1) Every person or entity referred to in section 5 that is required to make a disclosure under section 83.1 of the <i>Criminal Code</i> or 20 under section 8 of the <i>Regulations Implementing the United Nations Resolutions on the Suppres- sion of Terrorism</i> shall also make a report on it to the Centre, in the prescribed form and manner.</p>	<p>7.1 (1) Il incombe à toute personne ou entité visée à l'article 5 qui est tenue de communiquer des renseignements en vertu de l'article 83.1 du <i>Code criminel</i> ou en vertu de l'article 8 du 20 <i>Règlement d'application des résolutions des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme</i> de faire une déclaration au Centre selon les 25 modalités réglementaires.</p>	Communication
	7. (1) Subsection 9(1) of the Act is re- placed by the following:	7. (1) Le paragraphe 9(1) de la même loi 25 est remplacé par ce qui suit :	
Prescribed financial transactions	<p>9. (1) Subject to section 10.1, every person or entity referred to in section 5 shall report to the Centre, in the prescribed form and manner, 30 every prescribed financial transaction that occurs in the course of their activities.</p>	<p>9. (1) Il incombe, sous réserve de l'article 10.1, à toute personne ou entité visée à l'article 5 de déclarer au Centre, selon les modalités réglementaires, les opérations financières visées 30 par règlement qui sont effectuées dans le cours de ses activités.</p>	Opérations à déclarer aux termes des règlements
	(2) Subsection 9(3) of the Act is replaced by the following:	(2) Le paragraphe 9(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
List of persons	<p>(3) Every person or entity referred to in 35 section 5 shall establish and maintain a list, in the prescribed form and manner, of their clients in respect of whom a report would have been required under subsection (1) were it not for subsection (2). However, a person or an entity 40 may choose to report a client's transactions under subsection (1) instead of maintaining the list in respect of that client.</p>	<p>(3) Il incombe à toute personne ou entité 35 visée à l'article 5 de dresser et de maintenir, selon les modalités réglementaires, une liste des clients à l'égard desquels elle aurait été tenue, n'était le paragraphe (2), de faire une déclara- tion en application du paragraphe (1). Néan- 40 moins, elle peut choisir de se conformer au paragraphe (1) à l'égard d'un client au lieu d'inscrire celui-ci sur une telle liste.</p>	Liste des exemptions

8. The Act is amended by adding the following after section 9.1:

Inability to
establish identity

9.2 No person or entity referred to in section 5 shall open an account for a client, in the prescribed circumstances, if it cannot establish the identity of the client in accordance with the prescribed measures.

Politically
exposed foreign
persons

9.3 (1) Every person or entity that is referred to in section 5 and that is prescribed shall determine, in the prescribed circumstances and in accordance with the regulations, whether it is dealing with a politically exposed foreign person.

Measures

(2) If the person or entity determines that it is dealing with a politically exposed foreign person, the person or entity shall obtain the approval of senior management in the prescribed circumstances and take prescribed measures.

Definition of
"politically
exposed foreign
person"

(3) For the purposes of this section, "politically exposed foreign person" means a person who holds or has held one of the following offices or positions in or on behalf of a foreign state:

- (a) head of state or head of government; 25
- (b) member of the executive council of government or member of a legislature;
- (c) deputy minister or equivalent rank;
- (d) ambassador or attaché or counsellor of an ambassador; 30
- (e) military officer with a rank of general or above;
- (f) president of a state-owned company or a state-owned bank;
- (g) head of a government agency; 35
- (h) judge;
- (i) leader or president of a political party represented in a legislature; or
- (j) holder of any prescribed office or position. 40

It includes any prescribed family member of such a person.

8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 9.1, de ce qui suit :

Impossibilité
d'établir
l'identité

9.2 Il est interdit, dans les cas prévus par règlement, à toute personne ou entité visée à l'article 5 d'ouvrir un compte pour lequel elle ne peut établir l'identité du client en conformité avec les mesures réglementaires.

Mesures

9.3 (1) Il incombe à toute personne ou entité mentionnée à l'article 5 et visée par règlement d'établir, dans les cas prévus par les règlements et en conformité avec ceux-ci, si elle fait affaire avec un étranger politiquement vulnérable.

Mesures

(2) Si elle fait affaire avec un étranger politiquement vulnérable, elle obtient l'agrément de la haute direction dans les cas prévus par règlement et prend les mesures réglementaires.

Définition de
« étranger
politiquement
vulnérable »

(3) Pour l'application du présent article, « étranger politiquement vulnérable » s'entend de la personne qui occupe ou a occupé l'une des charges ci-après au sein d'un État étranger ou pour son compte :

- a) chef d'État ou chef de gouvernement;
- b) membre du conseil exécutif de gouvernement ou membre d'une assemblée législative; 25
- c) sous-ministre ou titulaire d'une charge de rang équivalent;
- d) ambassadeur, ou attaché ou conseiller d'un ambassadeur;
- e) officier ayant le rang de général ou un rang supérieur; 30
- f) dirigeant d'une société d'État ou d'une banque d'État;
- g) chef d'un organisme gouvernemental;
- h) juge; 35
- i) leader ou président d'un parti politique représenté au sein d'une assemblée législative;
- j) titulaire d'un poste ou d'une charge visés par règlement. 40

Est assimilé à la personne tout membre de sa famille visé par règlement.

Correspondent banking	<p>9.4 (1) Every entity referred to in any of paragraphs 5(a), (b), (d) and (e) and every other entity that is referred to in section 5 and that is prescribed shall take the following measures before entering into a correspondent banking relationship with a prescribed foreign entity:</p> <p>(a) obtain prescribed information about the foreign entity and its activities;</p> <p>(b) ensure that the foreign entity is not a shell bank as defined in the regulations;</p> <p>(c) obtain the approval of senior management;</p> <p>(d) set out in writing their obligations and those of the foreign entity in respect of the correspondent banking services; and</p> <p>(e) any prescribed measures.</p> <p>(2) No person or entity shall enter into a correspondent banking relationship with a shell bank as defined in the regulations.</p> <p>(3) For the purposes of this section, “correspondent banking relationship” means a relationship created by an agreement or arrangement under which an entity referred to in any of paragraphs 5(a), (b), (d) and (e) or an entity that is referred to in section 5 and that is prescribed undertakes to provide to a prescribed foreign entity services such as international electronic funds transfers, cash management, cheque clearing and any prescribed services.</p>	<p>9.4 (1) Il incombe à toute entité visée aux alinéas 5a), b), d) et e) et à toute autre entité mentionnée à l'article 5 et visée par règlement de prendre les mesures ci-après avant d'établir une relation de correspondant bancaire :</p> <p>a) obtenir les renseignements réglementaires concernant l'entité étrangère et ses activités;</p> <p>b) vérifier que l'entité étrangère n'est pas une banque fictive au sens des règlements;</p> <p>c) obtenir l'agrément de la haute direction;</p> <p>d) consigner leurs obligations et celles de l'entité étrangère à l'égard des services de correspondant bancaire;</p> <p>e) prendre toutes autres mesures prévues par règlement.</p> <p>(2) Il est interdit d'établir une relation de correspondant bancaire avec une banque fictive au sens des règlements.</p> <p>(3) Pour l'application du présent article, « relation de correspondant bancaire » s'entend de la relation découlant de tout accord au titre duquel une entité visée aux alinéas 5a), b), d) et e) ou une autre entité mentionnée à l'article 5 et visée par règlement s'engage à fournir à une entité étrangère visée par règlement des services tels les télévirements internationaux, la gestion de trésorerie, la compensation de chèques et tout autre service prévu par règlement.</p>	Correspondant bancaire
Prohibition — shell bank			Interdiction : banque fictive
Definition of “correspondent banking relationship”			Définition de « relation de correspondant bancaire »
Electronic funds transfer	<p>9.5 Every person or entity that is referred to in section 5 and that is prescribed shall, in respect of a prescribed electronic funds transfer that occurs in the course of their financial activities,</p> <p>(a) include with the transfer the name, address, and account number or other reference number, if any, of the client who requested it, and any prescribed information;</p> <p>(b) take reasonable measures to ensure that any transfer that the person or entity receives includes that information; and</p> <p>(c) take any prescribed measures.</p>	<p>9.5 Il incombe à toute personne ou entité mentionnée à l'article 5 et visée par règlement, relativement aux télévirements réglementaires effectués dans le cours de ses activités financières :</p> <p>a) d'inclure avec le télévirement les nom, adresse et, le cas échéant, numéro de compte ou tout autre numéro de référence du client qui demande le télévirement et tout renseignement prévu par règlement;</p> <p>b) de prendre des mesures raisonnables afin de veiller à ce que ces renseignements accompagnent tout télévirement qu'elle reçoit;</p> <p>c) de prendre toute autre mesure prévue par règlement.</p>	Télévirements

Compliance
program

9.6 (1) Every person or entity referred to in section 5 shall establish and implement, in accordance with the regulations, a program intended to ensure their compliance with this Part.

9.6 (1) Il incombe à toute personne ou entité visée à l'article 5 d'établir et de mettre en oeuvre, en conformité avec les règlements, un programme destiné à assurer l'observation de la présente partie.

Programme de
conformité

5

Risk assessment

(2) The program shall include the development and application of policies and procedures for the person or entity to assess, in the course of their activities, the risk of a money laundering offence or a terrorist activity financing offence.

(2) Le programme doit notamment prévoir l'élaboration et la mise en application de principes et de mesures permettant à la personne ou à l'entité d'évaluer, dans le cours de ses activités, les risques de perpétration d'infractions de recyclage des produits de la criminalité et d'infractions de financement des activités terroristes.

Évaluation de
risques

Special measures

(3) If the person or entity considers that the risk referred to in subsection (2) is high, the person or entity shall take prescribed special measures for identifying clients, keeping records and monitoring financial transactions in respect of the activities that pose the high risk.

(3) Si elle estime que les risques visés au paragraphe (2) sont élevés, la personne ou entité prend, relativement aux activités en cause, les mesures spéciales réglementaires relatives à l'identification des clients, à la tenue des documents et au contrôle des opérations financières.

Mesures
spéciales

20

Foreign
subsidiaries

9.7 (1) Every person or entity referred to in any of paragraphs 5(a) to (g), except for authorized foreign banks within the meaning of section 2 of the *Bank Act* and for authorized foreign companies within the meaning of section 2 of the *Insurance Companies Act*, shall ensure that their wholly owned subsidiaries, that are located in a country that is not a member of the Financial Action Task Force and that carry out activities similar to those of persons and entities referred to in those paragraphs, develop and apply policies and procedures that are consistent with the requirements of sections 6, 6.1 and 9.6 when the laws of the country permit it.

9.7 (1) Il incombe à toute personne ou entité visée aux alinéas 5a) à g), à l'exclusion des banques étrangères autorisées, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques*, et des sociétés étrangères autorisées, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, de veiller à ce que ses filiales à cent pour cent qui sont situées dans un pays ne faisant pas partie du Groupe d'action financière et qui exercent des activités semblables à celles des personnes et entités visées à ces alinéas, élaborent et mettent en application les principes et les mesures compatibles avec les obligations prévues aux articles 6, 6.1 et 9.6 lorsque les lois de ce pays le permettent.

Filiales
étrangères

35

Record keeping

(2) If the development or application by a subsidiary of a policy or procedure referred to in subsection (1) would contravene the laws of the country in which the subsidiary is located, the person or entity shall keep and retain a record of that fact in accordance with section 6.

(2) La personne ou l'entité documente en conformité avec l'article 6 les cas où une de ces filiales ne peut ni élaborer ni mettre en application un principe ou une mesure parce que cela contreviendrait aux lois du pays dans lequel elle se trouve.

Tenue de
documents

Definition of
"Financial
Action Task
Force"

(3) For the purposes of this section, "Financial Action Task Force" means the Financial Action Task Force on Money Laundering established in 1989.

(3) Pour l'application du présent article, «Groupe d'action financière» s'entend du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux créé en 1989.

Définition de
«Groupe
d'action
financière»

45

Foreign branches

9.8 Every entity referred to in paragraphs 5(a) to (g), except for authorized foreign banks within the meaning of section 2 of the *Bank Act* and for authorized foreign companies within the meaning of section 2 of the *Insurance Companies Act*, shall ensure that their branches, that are located in a country that is not a member of the Financial Action Task Force and that carry out activities similar to those of persons and entities referred to in those paragraphs, develop and apply policies and procedures that are consistent with the requirements of sections 6, 6.1 and 9.6 when the laws of the country permit it.

9. The Act is amended by adding the following after section 10:

Non-application to legal counsel

10.1 Sections 7 and 9 do not apply to persons or entities referred to in paragraph 5(i) or (j) who are, as the case may be, legal counsel or legal firms, when they are providing legal services.

10. The Act is amended by adding the following after section 11:

REGISTRATION

Application and Revocation

Registration requirement

11.1 Except as otherwise provided in the regulations, every person or entity referred to in paragraph 5(h), those referred to in paragraph 5(l) that sell money orders to the public, and every other person or entity that is referred to in section 5 and that is prescribed must be registered with the Centre in accordance with this section and sections 11.11 to 11.2.

11. The Act is amended by adding the following before the heading “PART 2”:

Ineligible for registration

11.11 (1) The following persons or entities are not eligible for registration with the Centre:

- (a) a listed person as defined in section 1 of the *Regulations Implementing the United Nations Resolutions on the Suppression of Terrorism*;
- (b) a listed entity as defined in subsection 83.01(1) of the *Criminal Code*;

Succursales

9.8 Les entités visées aux alinéas 5a) à g), à l'exclusion des banques étrangères autorisées au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* et des sociétés étrangères autorisées au sens de l'article 2 de la *Loi sur les sociétés d'assurance*, veillent à ce que leurs succursales situées dans un pays ne faisant pas partie du Groupe d'action financière et qui exercent des activités semblables à celles des personnes et entités visées à ces alinéas, élaborent et mettent en application les principes et les mesures compatibles avec les obligations prévues aux articles 6, 6.1 et 9.6 lorsque les lois de ce pays le permettent.

9. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 10, de ce qui suit :

Non-application aux conseillers juridiques

10.1 Les articles 7 et 9 ne s'appliquent pas aux personnes ni aux entités visées aux alinéas 5i) ou j) qui sont, selon le cas, des conseillers juridiques ou des cabinets d'avocats, lorsqu'elles fournissent des services juridiques.

10. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 11, de ce qui suit :

INSCRIPTION

Demande d'inscription et révocation

Obligation de s'inscrire

11.1 Sauf disposition contraire des règlements, sont inscrites auprès du Centre, en conformité avec le présent article et les articles 11.11 à 11.2, les personnes ou entités visées à l'alinéa 5h), celles visées à l'alinéa 5l) qui vendent des mandats-poste au public ainsi que toutes celles qui sont mentionnées à l'article 5 et 30 visées par règlement.

11. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'intertitre « PARTIE 2 », de ce qui suit :

Inadmissibilité

11.11 (1) Est inadmissible à l'inscription auprès du Centre :

- a) la personne inscrite au sens de l'article 1 du *Règlement d'application des résolutions des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme*;
- b) l'entité inscrite au sens du paragraphe 83.01(1) du *Code criminel*;

(c) a person or entity that has been convicted of any of the following:

- (i) a money laundering offence,
- (ii) a terrorist activity financing offence,
- (iii) an offence under this Act when convicted on indictment,
- (iv) an offence under any of sections 83.18 to 83.231, 354 or 467.11 to 467.13 of the *Criminal Code*, or
- (v) a conspiracy or an attempt to commit, being an accessory after the fact in relation to, or any counselling in relation to, an offence referred to in subparagraphs (i) to (iv);

(d) a person or entity that has been convicted on indictment or convicted more than once for an offence under Part X of the *Criminal Code* or under the *Controlled Drugs and Substances Act* except for the offence under subsection 4(1) of that Act;

(e) an entity that is a corporation in respect of which a director, the chief executive officer, the president or the person who owns or controls, directly or indirectly, 20 per cent or more of the shares has been convicted on indictment of an offence under this Act; or

(f) any prescribed person or entity.

(2) If the Centre becomes aware that a person or entity referred to in subsection (1) is registered, the Centre shall revoke the registration and shall, without delay, inform the person or entity of the revocation.

11.12 (1) An application for registration shall be submitted to the Centre in the prescribed form and manner, shall include a list of the applicant's agents, mandataries or branches that are engaged, on behalf of the applicant, in the activities referred to in paragraph 5(h), in selling money orders to the public if the applicant is a person or entity referred to in paragraph 5(l), or in any prescribed activities, and shall include any prescribed information.

c) la personne ou entité condamnée pour l'une ou l'autre des infractions ci-après : infraction de recyclage des produits de la criminalité, infraction de financement des activités terroristes, infraction prévue par la présente loi ayant fait l'objet d'une poursuite par mise en accusation ou infraction prévue à l'un ou l'autre des articles 83.18 à 83.231, 354 et 467.11 à 467.13 du *Code criminel*, ou complot ou tentative en vue de commettre l'une ou l'autre de ces infractions ou le fait d'en être complice après le fait ou d'en conseiller la perpétration;

d) la personne ou entité condamnée par voie de mise en accusation ou condamnée plus d'une fois pour une infraction prévue à la partie X du *Code criminel* ou prévue par la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, à l'exception de celle prévue au paragraphe 4(1) de cette loi;

e) l'entité qui est une personne morale dont l'un des administrateurs, le premier dirigeant, le président, ou la personne qui détient ou contrôle, directement ou indirectement, au moins vingt pour cent des actions a été déclaré coupable, par mise en accusation, d'une infraction prévue par la présente loi;

f) toute personne ou entité visée par règlement.

(2) Si le Centre prend connaissance du fait qu'une personne ou entité visée au paragraphe (1) est inscrite, il révoque l'inscription et en avise sans délai la personne ou entité.

11.12 (1) La demande d'inscription est présentée au Centre selon les modalités réglementaires et est accompagnée d'une liste des mandataires ou succursales du demandeur qui se livrent, pour le compte de celui-ci, aux activités visées à l'alinéa 5h), à la vente de mandats-poste au public si le demandeur est une personne ou entité visée à l'alinéa 5l) ou à toute autre activité qui est visée par règlement, ainsi que de tout autre renseignement prévu par règlement.

Revocation of
registration

Application for
registration

Demande
d'inscription

Agents, mandataires et branches	(2) Any agent, mandatary or branch included on the list is not required to register with the Centre when they are acting in that capacity.	(2) Les mandataires et succursales qui figurent sur la liste ne sont pas tenus de s'inscrire auprès du Centre pour les activités qu'ils exercent à ce titre.	Mandataires et succursales
Changes to information	11.13 An applicant or a person or entity registered with the Centre shall notify the Centre, in the prescribed form and manner, of any change to the information provided in the application or of any newly obtained information that should have been included in the application within 30 days after the day on which the applicant or the registered person or entity becomes aware of the change or obtains the new information.	11.13 Dans les trente jours suivant la date où il prend connaissance de toute modification des renseignements fournis dans sa demande ou qu'il obtient de nouveaux renseignements qui auraient dû y figurer, le demandeur ou l'inscrit, selon le cas, communique les renseignements modifiés ou nouveaux au Centre selon les modalités réglementaires.	5 Modifications
Clarifications — applicant	11.14 (1) An applicant shall provide the Centre, in the prescribed form and manner, with any clarifications that the Centre may request in respect of the prescribed information and the list referred to in subsection 11.12(1) within 30 days after the day on which the request is made.	11.14 (1) Le demandeur apporte à sa demande d'inscription les précisions requises par le Centre relativement aux renseignements réglementaires et à la liste visés au paragraphe 11.12(1) et les lui transmet, selon les modalités réglementaires, dans les trente jours suivant la requête de celui-ci.	15 Précisions : demandeur
Denial of application	(2) If the applicant does not provide the Centre with the clarifications within the 30 days, the Centre may deny the application and shall, without delay, inform the applicant of the denial.	(2) Faute par le demandeur d'obtempérer dans le délai prévu au paragraphe (1), le Centre peut refuser la demande et, le cas échéant, en avise sans délai le demandeur.	20 Refus
Notice of registration	11.15 The applicant is registered with the Centre once the Centre adds the applicant to the registry referred to in subsection 54.1(1). The Centre shall, without delay, send the applicant notice of their registration.	11.15 L'inscription auprès du Centre prend effet dès qu'elle est faite sur le registre visé au paragraphe 54.1(1); le Centre avise sans délai le demandeur de l'inscription.	25 Confirmation
Denial of application	11.16 The Centre shall deny the application of any person or entity referred to in subsection 11.11(1) and shall, without delay, inform the applicant of the denial.	11.16 Le Centre refuse la demande d'inscription de la personne ou entité visée au paragraphe 11.11(1) et l'en avise sans délai.	30 Demande refusée
Clarifications — registrant	11.17 (1) A registered person or entity shall provide the Centre, in the prescribed form and manner, with any clarifications that the Centre may request in respect of the prescribed information and the list referred to in subsection 11.12(1) within 30 days after the day on which the request is made.	11.17 (1) Tout inscrit fournit les précisions requises par le Centre relativement aux renseignements réglementaires et à la liste visés au paragraphe 11.12(1) et les lui transmet, selon les modalités réglementaires, dans les trente jours suivant la requête de celui-ci.	35 Précisions : inscrit
Revocation of registration	(2) If the registered person or entity does not provide the Centre with the clarifications within the 30 days, the Centre may revoke the registration and shall, without delay, inform the person or entity of the revocation.	(2) Si l'inscrit ne lui fournit pas les précisions dans le délai prévu au paragraphe (1), le Centre peut révoquer son inscription et, le cas échéant, l'en avise sans délai.	40 Révocation

Written reasons

11.18 Any decision to deny an application or revoke a registration must be in writing with reasons.

11.18 La décision de refuser une demande d'inscription ou de révoquer une inscription est écrite et motivée.

Décision écrite et motivée

Renewal of registration

11.19 A registered person or entity shall renew their registration in the prescribed form and manner every two years or within any longer prescribed period.

11.19 Tout inscrit auprès du Centre est tenu de renouveler son inscription, selon les modalités réglementaires, tous les deux ans ou dans le délai plus long prévu par règlement.

Renouvellement de l'inscription

Cessation of activity

11.2 When a registered person or entity ceases an activity for which they are registered, they shall notify the Centre in the prescribed form and manner within 30 days after the day on which they cease the activity.

11.2 Tout inscrit auprès du Centre qui cesse une activité pour laquelle il est inscrit est tenu d'en aviser le Centre, selon les modalités réglementaires, dans les trente jours suivant la cessation.

Cessation d'activité

Review

Révision

Application for review by Director

11.3 (1) Within 30 days after the day on which the person or entity receives a decision to deny their application or revoke their registration, the person or entity may apply in writing to the Director of the Centre for a review of the decision and may provide any information in support of their application for review.

11.3 (1) Dans les trente jours suivant la date de réception d'une décision concernant le refus de sa demande d'inscription ou la révocation de son inscription, l'intéressé peut présenter par écrit au directeur du Centre une demande de révision qui peut être accompagnée de renseignements à l'appui.

Demande de révision

Review by Director

(2) The Director shall review the decision as soon as possible and shall take into consideration any information that the Director deems relevant.

(2) Le directeur révisé la décision dans les meilleurs délais et prend en compte tous les renseignements qu'il estime pertinents en l'occurrence.

Révision par le directeur

Decision of Director

(3) The Director may either confirm the decision or substitute his or her own decision, and shall, without delay, serve notice of the decision with reasons on the person or entity, together with notice of the right of appeal under subsection 11.4(1).

(3) Il peut soit confirmer la décision soit y substituer sa propre décision. Il fait signifier sans délai sa décision, motifs à l'appui, à l'intéressé, et avise celui-ci par la même occasion de son droit d'interjeter appel en vertu du paragraphe 11.4(1).

Décision du directeur

Appeal to Federal Court

Appel auprès de la Cour fédérale

Appeal

11.4 (1) A person or entity that applied for a review under subsection 11.3(1) may appeal the Director's decision to the Federal Court within 30 days after the day on which the decision is served, or within any longer period that the Court allows.

11.4 (1) L'auteur de la demande de révision prévue au paragraphe 11.3(1) peut interjeter appel de la décision du directeur à la Cour fédérale dans les trente jours suivant la date de la signification de la décision ou dans le délai plus long accordé par la Cour.

Appel

Appeal

(2) If the Director does not make a decision within 90 days after the day on which the Director received the application for review, the applicant may appeal to the Federal Court, within 30 days after the day on which the 90-day period expires, the decision to deny the application for registration or revoke the registration.

(2) Si le directeur ne rend pas de décision dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de la demande de révision, le demandeur peut interjeter appel à la Cour fédérale du refus de sa demande d'inscription ou de la révocation de son inscription. Ce droit

Appel

Precautions
against
disclosure

(3) In an appeal, the Court shall take every reasonable precaution, including, when appropriate, conducting hearings in private, to avoid the disclosure by the Court or any person or entity of information referred to in subsection 55(1).

2001, c. 41,
s. 54(2)

12. Paragraph 12(3)(a) of the French version of the Act is replaced by the following:

a) la personne ayant en sa possession effective ou parmi ses bagages les espèces ou effets se trouvant à bord du moyen de transport par lequel elle arrive au Canada ou quitte le pays ou la personne qui, dans les circonstances réglementaires, est responsable du moyen de transport;

2001, c. 41, s. 56

13. Section 16 of the Act is replaced by the following:

Search of
conveyance

16. (1) An officer may, in order to determine whether there are, on or about a conveyance, 20 currency or monetary instruments of a value equal to or greater than the amount prescribed for the purpose of subsection 12(1) and that have not been reported in accordance with that subsection, stop, board and search the convey- 25 ance, examine anything in or on it and open or cause to be opened any package or container in or on it and direct that the conveyance be moved to a customs office or other suitable place for the search, examination or opening.

Search of
baggage

(2) An officer may, in order to determine whether there are, in baggage, currency or monetary instruments that are of a value equal to or greater than the amount prescribed for the purpose of subsection 12(1) and that have not 35 been reported in accordance with that subsection, search the baggage, examine anything in it and open or cause to be opened any package or container in it and direct that the baggage be moved to a customs office or other suitable 40 place for the search, examination or opening.

14. Section 24 of the Act is replaced with the following:

est à exercer dans les trente jours suivant l'expiration de la période de quatre-vingt-dix jours.

(3) À l'occasion d'un appel, la Cour fédérale prend toutes les précautions possibles, notam- 5 ment en ordonnant le huis clos si elle le juge indiqué, pour éviter que ne soient communiqués de par son propre fait ou celui de quiconque des renseignements prévus au paragraphe 55(1).

Huis clos

12. L'alinéa 12(3)a) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 41,
par. 54(2)

a) la personne ayant en sa possession effective ou parmi ses bagages les espèces ou effets se trouvant à bord du moyen de transport par lequel elle arrive au Canada ou 15 quitte le pays ou la personne qui, dans les circonstances réglementaires, est responsable du moyen de transport;

**13. L'article 16 de la même loi est rem-
placé par ce qui suit :**

2001, ch. 41,
art. 56

16. (1) L'agent peut, afin de vérifier si des espèces ou des effets d'une valeur égale ou supérieure au montant réglementaire prévu pour l'application du paragraphe 12(1) se trouvent à bord d'un moyen de transport et n'ont pas été 25 déclarés conformément à ce paragraphe, immobiliser le moyen de transport, monter à son bord et le fouiller, examiner toute chose qui s'y trouve et en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou contenants, et le faire conduire à un bureau de 30 douane ou à tout autre lieu indiqué pour ces opérations.

Fouille d'un
moyen de
transport

(2) L'agent peut, afin de vérifier si des espèces ou des effets d'une valeur égale ou supérieure au montant réglementaire prévu pour 35 l'application du paragraphe 12(1) se trouvent parmi des bagages et n'ont pas été déclarés conformément à ce paragraphe, fouiller les bagages, examiner toute chose qui s'y trouve et en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou 40 contenants, et faire conduire les bagages à un bureau de douane ou à tout autre lieu indiqué pour ces opérations.

Fouille des
bagages

**14. L'article 24 de la même loi est rem-
placé par ce qui suit :**

45

Review of
forfeiture

24. The forfeiture of currency or monetary instruments seized under this Part is final and is not subject to review or to be set aside or otherwise dealt with except to the extent and in the manner provided by sections 24.1 and 25.

24. La saisie-confiscation d'espèces ou d'effets effectuée en vertu de la présente partie est définitive et n'est susceptible de révision, de rejet ou de toute autre forme d'intervention que dans la mesure et selon les modalités prévues aux articles 24.1 et 25.

Conditions de
révision

Corrective
measures

24.1 (1) The Minister, or any officer delegated by the President for the purposes of this section, may, within 30 days after a seizure made under subsection 18(1) or an assessment of a penalty referred to in subsection 18(2),

24.1 (1) Le ministre ou l'agent que le président délègue pour l'application du présent article peut, dans les trente jours suivant la saisie effectuée en vertu du paragraphe 18(1) ou l'établissement de la pénalité réglementaire visée au paragraphe 18(2):

Mesures de
redressement

(a) cancel the seizure, or cancel or refund the penalty, if the Minister is satisfied that there was no contravention; or

a) si le ministre est convaincu qu'aucune infraction n'a été commise, annuler la saisie, ou annuler ou rembourser la pénalité;

(b) reduce the penalty or refund the excess amount of the penalty collected if there was a contravention but the Minister considers that there was an error with respect to the penalty assessed or collected, and that the penalty should be reduced.

b) s'il y a eu infraction mais que le ministre est d'avis qu'une erreur a été commise concernant la somme établie ou versée et que celle-ci doit être réduite, réduire la pénalité ou rembourser le trop-perçu.

Interest

(2) If an amount is refunded to a person or entity under paragraph (1)(a), the person or entity shall be given interest on that amount at the prescribed rate for the period beginning on the day after the day on which the amount was paid by that person or entity and ending on the day on which it was refunded.

(2) La somme qui est remboursée à une personne ou entité en vertu de l'alinéa (1)a) est majorée des intérêts au taux réglementaire, calculés à compter du lendemain du jour du paiement de la somme par celle-ci jusqu'à celui de son remboursement.

Intérêt

15. The portion of subsection 29(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

15. Le paragraphe 29(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

If there is a
contravention

29. (1) If the Minister decides that subsection 12(1) was contravened, the Minister may, subject to the terms and conditions that the Minister may determine,

29. (1) S'il décide qu'il y a eu contravention au paragraphe 12(1), le ministre peut, aux conditions qu'il fixe :

Cas de
contravention

a) soit restituer les espèces ou effets ou, sous réserve du paragraphe (2), la valeur de ceux-ci à la date où le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux est informé de la décision, sur réception de la pénalité réglementaire ou sans pénalité;

b) soit restituer tout ou partie de la pénalité versée en application du paragraphe 18(2);

c) soit confirmer la confiscation des espèces ou effets au profit de Sa Majesté du chef du Canada, sous réserve de toute ordonnance rendue en application des articles 33 ou 34.

16. Subsection 30(1) of the Act is replaced by the following:

Appeal to
Federal Court

30. (1) A person who requests a decision of the Minister under section 27 may, within 90 days after being notified of the decision, appeal the decision by way of an action in the Federal Court in which the person is the plaintiff and the Minister is the defendant.

2001, c. 41, s. 63

17. (1) Subsection 32(1) of the Act is replaced by the following:

Interest as owner

32. (1) If currency or monetary instruments have been seized as forfeit under this Part, any person or entity, other than the person or entity in whose possession the currency or monetary instruments were when seized, who claims in respect of the currency or monetary instruments an interest as owner or, in Quebec, a right as owner or trustee may, within 90 days after the seizure, apply by notice in writing to the court for an order under section 33.

2005, c. 38,
par. 127(d)

(2) Subsection 32(3) of the Act is replaced by the following:

Notice to
President

(3) The applicant shall serve notice of the application and of the hearing on the President, or an officer delegated by the President for the purpose of this section, not later than 15 days after a day is fixed under subsection (2) for the hearing of the application.

18. Section 33 of the Act is replaced by the following:

Order

33. If, on the hearing of an application made under subsection 32(1), the court is satisfied

(a) that the applicant acquired the interest or right in good faith before the contravention in respect of which the seizure was made,

(b) that the applicant is innocent of any complicity in the contravention of subsection 12(1) that resulted in the seizure and of any collusion in relation to that contravention, and

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, dès qu'il en est informé, prend les mesures nécessaires à l'application des alinéas a) ou b).

16. Le paragraphe 30(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Cour fédérale

30. (1) La personne qui a demandé que soit rendue une décision en vertu de l'article 27 peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la communication de cette décision, en appeler par voie d'action à la Cour fédérale à titre de demandeur, le ministre étant le défendeur.

17. (1) Le paragraphe 32(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 41,
art. 63

32. (1) En cas de saisie-confiscation effectuée en vertu de la présente partie, toute personne ou entité, autre que le saisi, qui revendique sur les espèces ou effets un intérêt en qualité de propriétaire ou, au Québec, un droit en qualité de propriétaire ou de fiduciaire peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la saisie, requérir par avis écrit le tribunal de rendre l'ordonnance visée à l'article 33.

15 Droits de
propriété

(2) Le paragraphe 32(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2005, ch. 38,
al. 127(d)

(3) Dans les quinze jours suivant la date ainsi fixée, le requérant signifie au président, ou à l'agent que celui-ci délègue pour l'application du présent article, un avis de la requête et de l'audition.

Signification au
président

18. L'article 33 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Ordonnance

33. Après l'audition de la requête visée au paragraphe 32(1), le requérant est en droit d'obtenir une ordonnance disposant que la saisie ne porte pas atteinte à son droit ou à ses intérêts et précisant la nature et l'étendue de l'un comme des autres au moment de la contravention si le tribunal constate qu'il remplit les conditions suivantes :

a) il a acquis son droit ou ses intérêts de bonne foi avant la contravention;

(c) that the applicant exercised all reasonable care to ensure that any person permitted to obtain possession of the currency or monetary instruments seized would report them in accordance with subsection 12(1),

the applicant is entitled to an order declaring that their interest or right is not affected by the seizure and declaring the nature and extent of their interest or right at the time of the contravention.

19. Subsection 34(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

34. (1) A person or entity that makes an application under section 32 or Her Majesty in right of Canada may appeal to the court of appeal from an order made under section 33 and the appeal shall be asserted, heard and decided according to the ordinary procedure governing appeals to the court of appeal from orders or judgments of a court.

20. The portion of subsection 35(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

35. (1) The Minister of Public Works and Government Services shall, after the forfeiture of currency or monetary instruments has become final and on being informed by the President that a person or entity has obtained a final order under section 33 or 34 in respect of the currency or monetary instruments, give to the person or entity

21. The heading before section 36 of the Act is replaced by the following:

DISCLOSURE AND USE OF INFORMATION

22. (1) Section 36 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) An officer who has reasonable grounds to suspect that the information referred to in subsection (1) is relevant to determining whether a person is a person described in sections 34 to 42 of the *Immigration and*

b) il est innocent de toute complicité relativement à la contravention qui a entraîné la saisie ou de toute collusion à l'égard de la contravention;

c) il a pris des précautions suffisantes concernant toute personne admise à la possession des espèces ou effets saisis pour que ceux-ci soient déclarés conformément au paragraphe 12(1).

19. Le paragraphe 34(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

34. (1) A person or entity that makes an application under section 32 or Her Majesty in right of Canada may appeal to the court of appeal from an order made under section 33 and the appeal shall be asserted, heard and decided according to the ordinary procedure governing appeals to the court of appeal from orders or judgments of a court.

20. Le passage du paragraphe 35(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

35. (1) Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, une fois la confiscation devenue définitive et dès qu'il a été informé par le président que la personne ou l'entité a, en vertu des articles 33 ou 34, obtenu une ordonnance définitive au sujet des espèces ou effets saisis, fait remettre à cette personne ou entité :

21. L'intertitre précédant l'article 36 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

COMMUNICATION ET UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS

22. (1) L'article 36 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe 35 (1), de ce qui suit :

(1.1) L'agent peut utiliser les renseignements visés au paragraphe (1) s'il a des motifs raisonnables de soupçonner qu'ils seraient utiles afin d'établir si une personne est visée par les articles 34 à 42 de la *Loi sur l'immigration et la*

Appeal

2005, c. 38,
par. 127(e)

Delivery after
final order

Use of
information

Appeal

2005, ch. 38,
al. 127e)

Restitution au
requérant

Utilisation des
renseignements

Refugee Protection Act or is relevant to an offence under any of sections 117 to 119, 126 or 127 of that Act may use that information.

(2) The portion of subsection 36(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(5) Subject to section 36 of the *Access to Information Act* and sections 34 and 37 of the *Privacy Act*, an official is required to comply with a subpoena, an order for production of 10 documents, a summons or any other compulsory process only if it is issued in the course of

Immunity from compulsory processes

23. The Act is amended by adding the following after section 38:

38.1 The Minister, with the consent of the 15 Minister designated for the purpose of section 42, may enter into an agreement or arrangement in writing with the government of a foreign state, or an institution or agency of that state, that has powers and duties similar to those of 20 the Canada Border Services Agency, whereby the Canada Border Services Agency may, if it has reasonable grounds to suspect that the information would be relevant to investigating or prosecuting a money laundering offence or a 25 terrorist activity financing offence, provide information set out in a report made under section 20 to that government, institution or agency.

Agreements with foreign states

24. Paragraphs 54(d) and (e) of the Act are 30 replaced by the following:

(d) subject to section 6 of the *Privacy Act*, shall retain each report referred to in paragraph (a) and all information referred to in paragraph (a) or (b) for 10 years beginning on 35 the day on which the report is received or the information is received or collected; and

(e) despite the *Library and Archives of Canada Act*, shall destroy, 15 years after the day on which a report referred to in paragraph 40 (a) is received, any identifying information contained in the report if the report was not disclosed under subsection 55(3), 55.1(1) or 56.1(1) or (2).

2001, c. 12, s. 1;
2004, c. 11, s. 42

protection des réfugiés ou qu'ils se rapportent à toute infraction prévue aux articles 117 à 119, 126 et 127 de cette loi.

(2) Le passage du paragraphe 36(5) de la 5 même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 5 par ce qui suit :

(5) Sous réserve de l'article 36 de la *Loi sur l'accès à l'information* et des articles 34 et 37 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le fonctionnaire ne peut être 10 contraint par citation, assignation, sommation, ordonnance ou autre acte de procédure obligatoire à comparaître ou à produire des documents, sauf s'ils sont délivrés ou rendus dans le cadre : 15

Non-contraignabilité

23. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 38, de ce qui suit :

38.1 Le ministre, avec le consentement du ministre chargé de l'application de l'article 42, peut conclure, avec le gouvernement d'un État 20 étranger ou un organisme de celui-ci dont les attributions sont similaires à celles de l'Agence des services frontaliers du Canada, un accord écrit stipulant que celle-ci peut fournir à ce gouvernement ou à cet organisme les rensei- 25 gnements qui figurent dans le rapport visé à l'article 20, si elle a des motifs raisonnables de soupçonner que ces renseignements seraient utiles aux fins d'enquête ou de poursuite relativement à une infraction de recyclage des 30 produits de la criminalité ou à une infraction de financement des activités terroristes.

Accord avec des États étrangers

24. Les alinéas 54d) et e) de la même loi 40 sont remplacés par ce qui suit :

d) sous réserve de l'article 6 de la *Loi sur la 35 protection des renseignements personnels*, conserve les rapports et déclarations visés à l'alinéa a) et les renseignements visés aux alinéas a) ou b), pendant dix ans à compter de la date de leur réception ou de leur collecte, 40 selon le cas;

e) par dérogation à la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, supprime tous les renseignements identificateurs des rapports ou déclarations visés à l'alinéa a) quinze ans 45 après la réception ou la collecte de ceux-ci, si

2001, ch. 12, art. 1; 2004, ch. 11, art. 42

		ces rapports ou déclarations n'ont pas fait l'objet d'une communication au titre des paragraphes 55(3), 55.1(1) ou 56.1(1) ou (2).	
	25. The Act is amended by adding the following after section 54:	25. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 54, de ce qui suit :	5
Registrar	54.1 (1) The Centre is responsible for establishing and maintaining a registry of the prescribed information submitted under sections 11.12 to 11.3.	54.1 (1) Le Centre est chargé de créer et de tenir un registre des renseignements réglementaires fournis sous le régime des articles 11.12 à 11.3.	Registraire
Registry	(2) The registry shall be organized in any manner and kept in any form that the Centre may determine.	(2) Le registre est établi et tenu en la forme et selon les modalités fixées par le Centre.	10 Registre
Public access	(3) The Centre shall make available to the public the part of the information referred to in subsection (1) that is identifying information as defined in the regulations.	(3) Le Centre rend accessible au public ceux des renseignements visés au paragraphe (1) qui sont des renseignements identificateurs au sens des règlements.	Accessibilité au public
Verification of information	(4) The Centre may verify the information contained in any application for registration or any other information submitted under sections 11.12 to 11.3.	(4) Il peut vérifier les renseignements qui figurent dans une demande d'inscription ou tout autre renseignement fourni sous le régime des articles 11.12 à 11.3.	15 Vérification des renseignements
Analysis of information	(5) The Centre may analyse and assess the information referred to in subsection (4) and, in that case, that analysis or assessment is deemed to be an analysis or assessment conducted under paragraph 54(c).	(5) Il peut analyser et apprécier les renseignements visés au paragraphe (4), auquel cas, cette analyse ou cette appréciation est réputée être faite aux termes de l'alinéa 54c).	20 Analyse et appréciation
Retention of information	(6) Subject to section 6 of the <i>Privacy Act</i> , the Centre shall retain information referred to in subsection (4) for 10 years beginning on the day on which the Centre denies the registration of an applicant, on which a registered person or entity notifies the Centre that they have ceased their activities, or on which a person or entity is no longer registered with the Centre.	(6) Sous réserve de l'article 6 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , il conserve les renseignements visés au paragraphe (4) pendant dix ans à compter de la date où l'inscription d'un demandeur est refusée, où l'inscrit l'avise de la cessation de ses activités ou à laquelle une personne ou entité n'est plus inscrite.	25 Conservation de renseignements
2001, c. 41, s. 67(1)	26. (1) The portion of subsection 55(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	26. (1) Le passage du paragraphe 55(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	2001, ch. 41, par. 67(1)
Disclosure by Centre prohibited	55. (1) Subject to subsection (3), sections 52, 55.1, 56.1 and 56.2, subsection 58(1) and sections 65 and 65.1 of this Act and to subsection 12(1) of the <i>Privacy Act</i> , the Centre shall not disclose the following:	55. (1) Sous réserve du paragraphe (3), des articles 52, 55.1, 56.1 et 56.2, du paragraphe 58(1) et des articles 65 et 65.1 de la présente loi et du paragraphe 12(1) de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , il est interdit au Centre de communiquer les renseignements :	35 Interdiction : Centre
	(2) Subsection 55(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b.1):	(2) Le paragraphe 55(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b.1), de ce qui suit :	40

(b.2) information provided under sections 11.12 to 11.3 except for identifying information referred to in subsection 54.1(3);

2005, c. 38,
s. 126(1)

(3) Paragraph 55(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the Canada Revenue Agency, if the Centre also determines that the information is relevant to an offence of obtaining or attempting to obtain a rebate, refund or credit to which a person or entity is not entitled, or 10 of evading or attempting to evade paying taxes or duties imposed under an Act of Parliament administered by the Minister of National Revenue;

2005, c. 38,
s. 126(2)

(4) Subsection 55(3) of the Act is amended 15 by striking out the word “and” at the end of paragraph (b.1) and by replacing paragraph (d) with the following:

(c) the Canada Revenue Agency, if the Centre also has reasonable grounds to suspect 20 that the information is relevant to determining

(i) whether a registered charity, as defined in subsection 248(1) of the *Income Tax Act*, has ceased to comply with the requirements of that Act for its registration as 25 such, or

(ii) whether a person or entity that the Centre has reasonable grounds to suspect has applied to be a registered charity, as defined in subsection 248(1) of the *Income 30 Tax Act*, is eligible to be registered as such;

(d) the Canada Border Services Agency, if the Centre also determines that the information is relevant to determining whether a person is a person described in sections 34 to 35 42 of the *Immigration and Refugee Protection Act* or is relevant to an offence under any of sections 117 to 119, 126 or 127 of that Act;

(e) the Canada Border Services Agency, if the Centre also determines that the informa- 40 tion is relevant to investigating or prosecuting an offence of smuggling or attempting to smuggle goods subject to duties or an offence related to the importation of goods that are

b.2) qui ont été fournis sous le régime des articles 11.12 à 11.3, à l'exclusion des renseignements identificateurs visés au paragraphe 54.1(3);

(3) L'alinéa 55(3)b) de la même loi est 5 5 remplacé par ce qui suit : 2005, ch. 38,
par. 126(1)

b) à l'Agence du revenu du Canada, si en outre il estime que les renseignements se rapportent à une infraction, consommée ou non, relative à l'obtention illicite d'un 10 remboursement ou d'un crédit ou à l'évasion fiscale, y compris le non-paiement de droits, définie par une loi fédérale dont l'application relève du ministre du Revenu national;

(4) L'alinéa 55(3)d) de la même loi est 15 5 remplacé par ce qui suit : 2005, ch. 38,
par. 126(2)

c) à l'Agence du revenu du Canada, si en outre il soupçonne, pour des motifs raisonnables, que les renseignements sont utiles pour établir si un organisme de bienfaisance 20 enregistré au sens du paragraphe 248(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* a cessé de se conformer aux exigences de cette loi relatives à son enregistrement comme tel ou pour établir l'admissibilité au statut d'organisme 25 de bienfaisance enregistré au sens de ce paragraphe de toute personne ou entité qu'il soupçonne, pour des motifs raisonnables, d'avoir fait une demande d'enregistrement à 30 cet effet;

d) à l'Agence des services frontaliers du Canada, si en outre il estime que les renseignements sont utiles pour établir si une personne est visée aux articles 34 à 42 de la *Loi sur l'immigration et la protection des 35 réfugiés* ou qu'ils se rapportent à une infraction prévue aux articles 117 à 119, 126 et 127 de cette loi;

e) à l'Agence des services frontaliers du Canada, si en outre il estime que les 40 renseignements sont utiles aux fins d'enquête ou de poursuite relativement à une infraction qui consiste dans la contrebande — ou la tentative de contrebande — de marchandises

prohibited, controlled or regulated under the *Customs Act* or under any other Act of Parliament; and

(f) the Communications Security Establishment, if the Centre also determines that the information is relevant to the mandate of the Communications Security Establishment referred to in paragraph 273.64(1)(a) of the *National Defence Act*.

2001, c. 41,
s. 67(8)

(5) The portion of subsection 55(7) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

Definition of
“designated
information”

(7) For the purposes of subsection (3), “designated information” means, in respect of a financial transaction, an attempted financial transaction or an importation or exportation of currency or monetary instruments,

(a) the name of any person or entity that is involved in the transaction, attempted transaction, importation or exportation, or any person or entity acting on their behalf;

2001, c. 41,
s. 67(9)

(6) Subsection 55(7) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d) and by replacing paragraph (e) with the following:

(e) the name, address, electronic mail address and telephone number of each partner, director or officer of an entity referred to in paragraph (a), and the address and telephone number of its principal place of business;

(f) any other similar identifying information that may be prescribed for the purposes of this section;

(g) the details of the criminal record of a person or entity referred to in paragraph (a) and any criminal charges laid against them that the Centre considers relevant in the circumstances;

(h) the relationships suspected by the Centre on reasonable grounds to exist between any persons or entities referred to in paragraph (a) and any other persons or entities;

passibles de droits ou à une infraction qui a trait à des marchandises dont l'importation est prohibée, contrôlée ou réglementée en vertu de la *Loi sur les douanes* ou de toute autre loi fédérale;

f) au Centre de la sécurité des télécommunications, si en outre il estime que les renseignements concernent le mandat de ce centre visé à l'alinéa 273.64(1)a) de la *Loi sur la défense nationale*.

(5) Le passage du paragraphe 55(7) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 41,
par. 67(8)

(7) Pour l'application du paragraphe (3), « renseignements désignés » s'entend, relativement à toute opération financière effectuée ou tentée ou à l'importation ou à l'exportation d'espèces ou d'effets, des renseignements suivants :

Définition de
« renseignements
désignés »

a) le nom de toute personne ou entité qui participe à l'opération financière, à l'importation ou à l'exportation ou de toute personne ou entité agissant pour son compte;

(6) L'alinéa 55(7)e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 41,
par. 67(9)

e) les nom, adresse, adresse électronique et numéro de téléphone des associés, administrateurs et dirigeants de l'entité visée à l'alinéa a), ainsi que les adresse et numéro de téléphone du principal établissement de celle-ci;

f) tout renseignement identificateur analogue désigné par règlement pour l'application du présent article;

g) les détails du casier judiciaire de toute personne ou entité visée à l'alinéa a) et des accusations criminelles portée contre elle que le Centre estime pertinents en l'occurrence;

h) les liens dont le Centre a des motifs raisonnables de soupçonner l'existence entre toute personne ou entité visée à l'alinéa a) et toute autre personne ou entité;

(i) the financial interest that a person or entity referred to in paragraph (a) has in the entity on whose behalf the transaction was made or attempted, or on whose behalf the importation or exportation was made; 5

(j) the name of the person or entity referred to in paragraph (a) suspected by the Centre on reasonable grounds to direct, either directly or indirectly, the transaction, attempted transaction, importation or exportation; 10

(k) the grounds on which a person or entity made a report under section 7 about the transaction or attempted transaction and that the Centre considers relevant in the circumstances; 15

(l) the number and types of reports on which a disclosure is based;

(m) the number and categories of persons or entities that made those reports; and 20

(n) indicators of a money laundering offence or a terrorist activity financing offence related to the transaction, attempted transaction, importation or exportation.

2001, c. 41, s. 68

27. (1) The portion of subsection 55.1(3) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following: 25

Definition of "designated information"

(3) For the purposes of subsection (1), "designated information" means, in respect of a financial transaction, an attempted financial transaction or an importation or exportation of currency or monetary instruments, 30

(a) the name of any person or entity that is involved in the transaction, attempted transaction, importation or exportation, or any person or entity acting on their behalf; 35

2001, c. 41, s. 68

(2) Subsection 55.1(3) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (d) and by replacing paragraph (e) with the following: 40

(e) the name, address, electronic mail address and telephone number of each partner, director or officer of an entity referred to in paragraph (a), and the address and telephone number of its principal place of business; 45

i) les intérêts financiers que toute personne ou entité visée à l'alinéa a) a dans l'entité pour laquelle a été effectuée ou tentée l'opération financière, ou a été effectuée l'importation ou l'exportation; 5

j) le nom de toute personne ou entité visée à l'alinéa a) que le Centre soupçonne, pour des motifs raisonnables, de diriger, directement ou indirectement, l'opération financière, l'importation ou l'exportation; 10

k) les motifs sur lesquels une personne ou entité s'est fondée pour faire une déclaration visée à l'article 7 relative à l'opération financière et que le Centre estime utiles en l'occurrence; 15

l) le nombre et les types de déclarations sur lesquelles une communication est fondée;

m) le nombre et les catégories de personnes ou entités ayant fait ces déclarations;

n) les indices de toute infraction de recyclage des produits de la criminalité ou d'infraction de financement des activités terroristes entachant l'opération financière, l'importation ou l'exportation. 20

27. (1) Le passage du paragraphe 55.1(3) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit : 25 2001, ch. 41, art. 68

(3) Pour l'application du paragraphe (1), « renseignements désignés » s'entend, relativement à toute opération financière effectuée ou tentée ou à l'importation ou l'exportation d'espèces ou d'effets, des renseignements suivants : 30

Définition de « renseignements désignés »

a) le nom de toute personne ou entité qui participe à l'opération financière, à l'importation ou à l'exportation ou de toute personne ou entité agissant pour son compte; 35

(2) L'alinéa 55.1(3)e de la même loi est remplacé par ce qui suit : 40 2001, ch. 41, art. 68

e) les nom, adresse, adresse électronique et numéro de téléphone des associés, administrateurs et dirigeants de l'entité visée à 40

(f) any other similar identifying information that may be prescribed for the purposes of this section;

(g) the details of the criminal record of a person or entity referred to in paragraph (a) and any criminal charges laid against them that the Centre considers relevant in the circumstances;

(h) the relationships suspected by the Centre on reasonable grounds to exist between any persons or entities referred to in paragraph (a) and any other persons or entities;

(i) the financial interest that a person or entity referred to in paragraph (a) has in the entity on whose behalf the transaction was made or attempted, or on whose behalf the importation or exportation was made;

(j) the name of the person or entity referred to in paragraph (a) suspected by the Centre on reasonable grounds to direct, either directly or indirectly, the transaction, attempted transaction, importation or exportation;

(k) the grounds on which a person or entity made a report under section 7 about the transaction or attempted transaction and that the Centre considers relevant in the circumstances;

(l) the number and types of reports on which a disclosure is based;

(m) the number and categories of persons or entities that made those reports; and

(n) indicators of a money laundering offence or a terrorist activity financing offence related to the transaction, attempted transaction, importation or exportation.

l'alinéa a), ainsi que les adresse et numéro de téléphone du principal établissement de celle-ci;

f) tout renseignement identificateur analogue désigné par règlement pour l'application du présent article;

g) les détails du casier judiciaire de toute personne ou entité visée à l'alinéa a) et des accusations criminelles portées contre elle que le Centre estime pertinents en l'occurrence;

h) les liens dont le Centre a des motifs raisonnables de soupçonner l'existence entre toute personne ou entité visée à l'alinéa a) et toute autre personne ou entité;

i) les intérêts financiers que toute personne ou entité visée à l'alinéa a) a dans l'entité pour laquelle a été effectuée ou tentée l'opération financière, ou a été effectuée l'importation ou l'exportation;

j) le nom de toute personne ou entité visée à l'alinéa a) que le Centre soupçonne, pour des motifs raisonnables, de diriger, directement ou indirectement, l'opération financière, l'importation ou l'exportation;

k) les motifs sur lesquels une personne ou entité s'est fondée pour faire une déclaration visée à l'article 7 relative à l'opération financière et que le Centre estime utiles en l'occurrence;

l) le nombre et les types de déclarations sur lesquelles une communication est fondée;

m) le nombre et les catégories de personnes ou entités ayant fait ces déclarations;

n) les indices de toute infraction de recyclage des produits de la criminalité ou d'infraction de financement des activités terroristes entachant l'opération financière, l'importation ou l'exportation.

2001, c. 41, s. 68

28. (1) Subsection 56.1(3) of the English version of the Act is replaced by the following:

Other disclosure

(3) In order to perform its functions under paragraph 54(c), the Centre may direct queries to an institution or agency in respect of which

28. (1) Le paragraphe 56.1(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 41, art. 68

Other disclosure

(3) In order to perform its functions under paragraph 54(c), the Centre may direct queries to an institution or agency in respect of which

an agreement or arrangement referred to in subsection (1) or (2) has been entered into, and in doing so it may disclose designated information.

2001, c. 41, s. 68

(2) The portion of subsection 56.1(5) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

Definition of
“designated
information”

(5) For the purposes of this section, “designated information” means, in respect of a financial transaction, an attempted financial transaction or an importation or exportation of currency or monetary instruments,

(a) the name of any person or entity that is involved in the transaction, attempted transaction, importation or exportation, or any person or entity acting on their behalf;

2001, c. 41, s. 68

(3) Subsection 56.1(5) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d) and by replacing paragraph (e) with the following:

(e) the name, address, electronic mail address and telephone number of each partner, director or officer of an entity referred to in paragraph (a), and the address and telephone number of its principal place of business;

(f) any other similar identifying information that may be prescribed for the purposes of this section;

(g) the details of the criminal record of a person or entity referred to in paragraph (a) and any criminal charges laid against them that the Centre considers relevant in the circumstances;

(h) the relationships suspected by the Centre on reasonable grounds to exist between any persons or entities referred to in paragraph (a) and any other persons or entities;

(i) the financial interest that a person or entity referred to in paragraph (a) has in the entity on whose behalf the transaction was made or attempted, or on whose behalf the importation or exportation was made;

(j) the name of the person or entity referred to in paragraph (a) suspected by the Centre on reasonable grounds to direct, either

an agreement or arrangement referred to in subsection (1) or (2) has been entered into, and in doing so it may disclose designated information.

5

(2) Le passage du paragraphe 56.1(5) de la même loi précédant l’alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

5 2001, ch. 41, art. 68

(5) Pour l’application du présent article, « renseignements désignés » s’entend, relativement à toute opération financière effectuée ou tentée ou à l’importation ou à l’exportation d’espèces ou d’effets, des renseignements suivants :

Définition de
« renseignements
désignés »

a) le nom de toute personne ou entité qui participe à l’opération financière, à l’importation ou à l’exportation ou de toute personne ou entité agissant pour son compte;

(3) L’alinéa 56.1(5)e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 41, art. 68

e) les nom, adresse, adresse électronique et numéro de téléphone des associés, administrateurs et dirigeants de l’entité visée à l’alinéa a), ainsi que les adresse et numéro de téléphone du principal établissement de celle-ci;

f) tout renseignement identificateur analogue désigné par règlement pour l’application du présent article;

g) les détails du casier judiciaire de toute personne ou entité visée à l’alinéa a) et des accusations criminelles portée contre elle que le Centre estime pertinents en l’occurrence;

h) les liens dont le Centre a des motifs raisonnables de soupçonner l’existence entre toute personne ou entité visée à l’alinéa a) et toute autre personne ou entité;

i) les intérêts financiers que toute personne ou entité visée à l’alinéa a) a dans l’entité pour laquelle a été effectuée ou tentée l’opération financière, ou a été effectuée l’importation ou l’exportation;

directly or indirectly, the transaction, attempted transaction, importation or exportation;

(k) the grounds on which a person or entity made a report under section 7 about the transaction or attempted transaction and that the Centre considers relevant in the circumstances;

(l) the number and types of reports on which a disclosure is based;

(m) the number and categories of persons or entities that made those reports; and

(n) indicators of a money laundering offence or a terrorist activity financing offence related to the transaction, attempted transaction, importation or exportation.

j) le nom de toute personne ou entité visée à l'alinéa a) que le Centre soupçonne, pour des motifs raisonnables, de diriger, directement ou indirectement, l'opération financière, l'importation ou l'exportation;

k) les motifs sur lesquels une personne ou entité s'est fondée pour faire une déclaration visée à l'article 7 relative à l'opération financière et que le Centre estime utiles en l'occurrence;

l) le nombre et les types de déclarations sur lesquelles une communication est fondée;

m) le nombre et les catégories de personnes ou entités ayant fait ces déclarations;

n) les indices de toute infraction de recyclage des produits de la criminalité ou d'infraction de financement des activités terroristes entachant l'opération financière, l'importation ou l'exportation.

29. The Act is amended by adding the following after section 56.1:

56.2 When the Centre receives information from an institution or agency under an agreement or arrangement referred to in subsection 56(1) or (2), the Centre may provide it with an evaluation of whether the information is useful to the Centre.

29. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 56.1, de ce qui suit :

56.2 Le Centre peut fournir à l'organisme lui ayant communiqué des renseignements au titre d'un accord visé aux paragraphes 56(1) ou (2) une évaluation de leur utilité pour lui.

Usefulness of information

Utilité de renseignements

2001, c. 41, s. 70

30. Subsection 59(1) of the Act is replaced by the following:

59. (1) Subject to section 36 of the *Access to Information Act* and sections 34 and 37 of the *Privacy Act*, the Centre, and any person who has obtained or who has or had access to any information or documents in the course of exercising powers or performing duties and functions under this Act, other than Part 2, is required to comply with a subpoena, a summons, an order for production of documents, or any other compulsory process only if it is issued in the course of court proceedings in respect of a money laundering offence, a terrorist activity financing offence or an offence under this Act in respect of which an information has been laid or an indictment preferred or, in the case of an order for production of documents, if it is issued under section 60, 60.1 or 60.3.

Immunity from compulsory processes

30. Le paragraphe 59(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

59. (1) Sous réserve de l'article 36 de la *Loi sur l'accès à l'information* et des articles 34 et 37 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le Centre, ainsi que toute personne qui a obtenu un renseignement ou document, ou y a ou a eu accès dans le cadre de l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi, à l'exception de la partie 2, ne peut être contraint, que ce soit par citation, assignation, sommation, ordonnance ou autre acte obligatoire, à comparaître ou à produire un tel document, sauf dans le cadre de poursuites intentées pour infraction de recyclage des produits de la criminalité, infraction de financement des activités terroristes ou infraction à la présente loi à l'égard desquelles une dénonciation ou une mise en accusation a

2001, ch. 41, art. 70

Non-contraignabilité

2001, c. 41,
s. 71(1)

Limitation on
orders for
disclosure of
information

2001, c. 41,
s. 71(2)

31. (1) Subsection 60(1) of the Act is replaced by the following:

60. (1) Despite the provisions of any other Act, except sections 49 and 50 of the *Access to Information Act* and sections 48 and 49 of the *Privacy Act*, an order for disclosure of information may be issued in respect of the Centre only under subsection (4) or section 60.1 or 60.3.

(2) Paragraph 60(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the person or entity in relation to which the information or documents referred to in paragraph (c) are required;

(3) Paragraph 60(3)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) the facts relied on to justify the belief, on reasonable grounds, that the person or entity referred to in paragraph (b) has committed or benefited from the commission of a money laundering offence or a terrorist activity financing offence and that the information or documents referred to in paragraph (c) are likely to be of substantial value, whether alone or together with other material, to an investigation in respect of that offence;

(4) Paragraph 60(3)(f) of the Act is replaced by the following:

(f) information respecting all previous applications brought under this section in respect of any person or entity being investigated for the offence.

(5) Subsection 60(8) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after that paragraph:

(c.1) disclosure of the information or document would be injurious to national security; or

été déposée ou dans le cadre d’une ordonnance de production de documents rendue en vertu des articles 60, 60.1 ou 60.3.

31. (1) Le paragraphe 60(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

60. (1) Malgré les dispositions de toute autre loi, à l’exception des articles 49 et 50 de la *Loi sur l’accès à l’information* et des articles 48 et 49 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le Centre ne peut faire l’objet d’aucune ordonnance de communication autre que celles prévues au paragraphe (4) et aux articles 60.1 et 60.3.

(2) L’alinéa 60(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) désignation de la personne ou entité visée par les renseignements ou les documents demandés;

(3) L’alinéa 60(3)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) les faits sur lesquels reposent les motifs raisonnables de croire que la personne ou entité mentionnée à l’alinéa b) a commis une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou une infraction de financement des activités terroristes ou en a bénéficié, et que les renseignements ou documents demandés ont vraisemblablement une valeur importante, en soi ou avec d’autres éléments, pour l’enquête mentionnée dans la demande;

(4) L’alinéa 60(3)f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) les renseignements relatifs aux demandes présentées antérieurement en vertu du présent article à l’égard de toute personne ou entité qui fait l’objet d’une enquête relativement à l’infraction.

(5) Le paragraphe 60(8) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa c), de ce qui suit :

c.1) soit que la communication des renseignements ou documents porterait atteinte à la sécurité nationale;

2001, ch. 41,
par. 71(1)

Exception :
ordonnance de
communication

2001, ch. 41,
par. 71(2)

(6) Subsection 60(16) of the Act is replaced by the following:

Copies

(16) Where any information or document is examined or provided under subsection (4), the person by whom it is examined or to whom it is provided or any employee of the Centre may make, or cause to be made, one or more copies of it and any copy purporting to be certified by the Director to be a copy made under this subsection is evidence of the nature and content of the original information or document and has the same probative force as the original information or document would have had if it had been proved in the ordinary way.

32. (1) Subsection 60.1(7) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (c) and by adding the following after that paragraph:

(c.1) disclosure of the information or document would be injurious to national security; 20
or

2001, c. 41, s. 72

(2) Subsection 60.1(15) of the Act is replaced by the following:

Copies

(15) Where any information or document is examined or provided under subsection (3), the person by whom it is examined or to whom it is provided or any employee of the Centre may make, or cause to be made, one or more copies of it and any copy purporting to be certified by the Director to be a copy made under this subsection is evidence of the nature and content of the original information or document and has the same probative force as the original information or document would have had if it had been proved in the ordinary way. 35

33. The Act is amended by adding the following after section 60.2:

Purpose of application

60.3 (1) If the Centre makes a disclosure under paragraph 55(3)(b), the Commissioner of Revenue, appointed under section 25 of the *Canada Revenue Agency Act*, may, for the purposes of an investigation in respect of an offence that is the subject of the disclosure, after having obtained the approval of the Minister of National Revenue, make an application for an order for disclosure of information. 45

(6) Le paragraphe 60(16) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Copies

(16) Lorsque des renseignements ou documents sont remis à une personne en application du paragraphe (4) ou lorsqu'elle est autorisée à les examiner, celle-ci ou un employé du Centre peut en faire ou faire faire des copies; toute copie apparemment certifiée par le directeur comme étant faite en vertu du présent paragraphe fait preuve de la nature et du contenu de l'original et a la même valeur probante que celui-ci aurait eue s'il avait été déposé en preuve de la façon normale. 5 10

32. (1) Le paragraphe 60.1(7) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) soit que la communication des renseignements ou documents porterait atteinte à la sécurité nationale;

(2) Le paragraphe 60.1(15) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 20 2001, ch. 41, art. 72

Copies

(15) Si des renseignements ou documents sont remis à une personne en application du paragraphe (3) ou qu'elle est autorisée à les examiner, celle-ci ou un employé du Centre peut en faire ou en faire faire des copies; toute copie apparemment certifiée par le directeur comme étant faite en vertu du présent paragraphe fait preuve de la nature et du contenu de l'original et a la même valeur probante que celui-ci aurait eue s'il avait été déposé en preuve de la façon normale. 25 30

33. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 60.2, de ce qui suit :

60.3 (1) Dans le cas d'une communication faite en vertu de l'alinéa 55(3)b), le commissaire du revenu nommé en vertu de l'article 25 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada* peut, après avoir obtenu l'approbation du ministre du Revenu national, demander une ordonnance de communication dans le cadre d'une enquête sur l'infraction visée par la communication. 35 Fins de l'ordonnance

Application

(2) An application shall be made *ex parte* in writing to a judge and be accompanied by an affidavit sworn on the information and belief of the Commissioner — or a person specially designated by the Commissioner for that purpose — deposing to the following matters:

(a) the offence under investigation;

(b) the person or entity in relation to which the information or documents referred to in paragraph (c) are required;

(c) the type of information or documents — whether in written form, in the form of a report or record or in any other form — obtained by or on behalf of the Director in respect of which disclosure is sought;

(d) the facts relied on to justify the belief, on reasonable grounds, that the person or entity referred to in paragraph (b) has committed or benefited from the commission of an offence referred to in subsection (1) and that the information or documents referred to in paragraph (c) are likely to be of substantial value, whether alone or together with other material, to an investigation in respect of that offence;

(e) a summary of any information already received from the Centre in respect of the offence; and

(f) information respecting all previous applications brought under this section in respect of any person or entity being investigated for the offence.

Order for disclosure of information

(3) Subject to the conditions that the judge considers advisable in the public interest, the judge to whom an application is made may order the Director — or any person specially designated in writing by the Director for the purposes of this section — to allow an employee of the Canada Revenue Agency named in the order to have access to and examine all information and documents to which the application relates or, if the judge considers it necessary in the circumstances, to produce the information and documents to the employee and allow the employee to remove them, if the judge is satisfied

(2) La demande d'ordonnance est présentée *ex parte* par écrit à un juge; elle est accompagnée de l'affidavit du commissaire — ou de la personne qu'il désigne expressément à cette fin — comportant les éléments suivants :

a) la désignation de l'infraction visée par l'enquête;

b) la désignation de la personne ou entité visée par les renseignements ou les documents demandés;

c) la désignation du genre de renseignement ou de document — notamment leur forme ou leur support — qu'a obtenus le directeur du Centre ou qui ont été obtenus en son nom et dont la communication est demandée;

d) les faits sur lesquels reposent les motifs raisonnables de croire que la personne ou entité mentionnée à l'alinéa b) a commis l'infraction visée au paragraphe (1) ou en a bénéficié, et que les renseignements ou documents demandés ont vraisemblablement une valeur importante, en soi ou avec d'autres éléments, pour l'enquête mentionnée dans la demande;

e) un sommaire des renseignements déjà reçus du Centre à l'égard de l'infraction;

f) les renseignements relatifs aux demandes présentées antérieurement en vertu du présent article à l'égard de toute personne ou entité qui fait l'objet d'une enquête relativement à l'infraction.

Demande d'ordonnance

5

10

15

20

25

30

Ordonnance de communication

(3) Sous réserve des conditions qu'il estime indiquées dans l'intérêt public, le juge saisi de la demande peut ordonner au directeur — ou à la personne que celui-ci a désignée expressément par écrit pour l'application du présent article — de permettre à l'employé de l'Agence du revenu du Canada nommé dans l'ordonnance d'avoir accès aux renseignements ou documents demandés et de les examiner ou, si le juge l'estime nécessaire dans les circonstances, de permettre à cet employé de les emporter, s'il est convaincu de l'existence :

a) d'une part, des faits mentionnés à l'alinéa (2)d);

45

(a) of the matters referred to in paragraph (2)(d); and

(b) that there are reasonable grounds for believing that it is in the public interest to allow access to the information or documents, having regard to the benefit likely to accrue to the investigation if the access is obtained.

The order must be complied with within the period following the service of the order that the judge may specify.

Execution in another province

(4) A judge may, if the information or documents in respect of which disclosure is sought are in a province other than the one in which the judge has jurisdiction, issue an order for disclosure and the order may be executed in the other province after it has been endorsed by a judge who has jurisdiction in that other province.

Service of order

(5) A copy of the order shall be served on the person to whom it is addressed in the manner that the judge directs or as may be prescribed by rules of court.

Extension of period for compliance with order

(6) A judge who makes an order under subsection (3) may, on application of the Director, extend the period within which it is to be complied with.

Objection to disclosure of information

(7) The Director — or any person specially designated in writing by the Director for the purposes of this section — may object to the disclosure of any information or document in respect of which an order under subsection (3) has been made by certifying orally or in writing that it should not be disclosed on the ground that

(a) the Director is prohibited from disclosing the information or document by any bilateral or international treaty, convention or other agreement to which the Government of Canada is a signatory respecting the sharing of information related to a money laundering offence or a terrorist activity financing offence, or an offence that is substantially similar to either offence;

(b) a privilege is attached by law to the information or document;

b) d'autre part, de motifs raisonnables de croire qu'il est dans l'intérêt public d'en permettre l'accès, compte tenu des avantages pouvant vraisemblablement en résulter pour l'enquête en question.

L'ordonnance doit être exécutée dans le délai, suivant la signification, que précise le juge.

(4) L'ordonnance peut viser des renseignements ou documents se trouvant dans un lieu situé dans une province où le juge n'a pas compétence; elle y est exécutoire une fois visée par un juge ayant compétence dans la province en question.

(5) Une copie de l'ordonnance est signifiée à la personne qu'elle vise; la signification se fait selon les règles du tribunal ou de la façon que le juge ordonne.

(6) Le juge qui rend une ordonnance en vertu du paragraphe (3) peut, à la demande du directeur, en prolonger la période d'exécution.

(7) Le directeur — ou la personne qu'il a désignée expressément par écrit pour l'application du présent article — peut s'opposer à la communication des renseignements ou documents visés par une ordonnance rendue sous le régime du paragraphe (3) en attestant, oralement ou par écrit :

a) soit qu'un accord bilatéral ou international en matière de partage de renseignements relatifs aux infractions de recyclage des produits de la criminalité ou aux infractions de financement des activités terroristes, ou à des infractions essentiellement similaires, que le gouvernement du Canada a signé, interdit au directeur de les communiquer;

b) soit qu'ils sont protégés par la loi;

c) soit qu'ils ont été placés sous scellés en conformité avec la loi ou sur l'ordre d'un tribunal compétent;

5

10

15

20

25

30

35

35

Exécution hors du ressort

Signification

Prolongation

Opposition à la communication

(c) the information or document has been placed in a sealed package pursuant to law or an order of a court of competent jurisdiction;
 (d) disclosure of the information or document would be injurious to national security; 5
 or

(e) disclosure of the information or document would not, for any other reason, be in the public interest.

Determination of objection

(8) An objection made under subsection (7) 10 may be determined, on application, in accordance with subsection (9), by the Chief Justice of the Federal Court, or by any other judge of that Court that the Chief Justice may designate to hear those applications.

Judge may examine information

(9) A judge who is to determine an objection may, if the judge considers it necessary to determine the objection, examine the information or document in relation to which the objection is made. The judge shall grant the 20 objection and order that disclosure be refused if the judge is satisfied of any of the grounds mentioned in subsection (7).

Limitation period

(10) An application under subsection (8) shall be made within 10 days after the objection 25 is made or within any greater or lesser period that the Chief Justice of the Federal Court, or any other judge of that Court that the Chief Justice may designate to hear those applications, considers appropriate in the circumstances. 30

Appeal to Federal Court of Appeal

(11) An appeal lies from a determination under subsection (8) to the Federal Court of Appeal.

Limitation period for appeal

(12) An appeal under subsection (11) shall be brought within 10 days after the date of the 35 determination appealed from or within any further time that the Federal Court of Appeal considers appropriate in the circumstances.

Special rules for hearings

(13) An application under subsection (8) or an appeal brought in respect of that application 40 shall be heard in private and, on the request of the person objecting to the disclosure of the information or documents, be heard and determined in the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act*. 45

d) soit que leur communication porterait atteinte à la sécurité nationale;

e) soit que leur communication serait, pour toute autre raison, contraire à l'intérêt public.

(8) Il est statué, sur demande et conformément au paragraphe (9), sur la validité de toute opposition fondée sur le paragraphe (7) par le juge en chef de la Cour fédérale ou tout autre juge de cette cour que celui-ci charge de 15 l'audition de ce genre de demande. 10

(9) Le juge saisi d'une opposition peut examiner les documents ou renseignements dont la communication est demandée, s'il l'estime nécessaire pour rendre sa décision. Il déclare l'opposition fondée et interdit la com- 15 munication s'il constate l'existence d'un des cas prévus au paragraphe (7).

(10) La demande visée au paragraphe (8) doit être présentée dans les dix jours suivant l'opposition, mais le juge en chef de la Cour 20 fédérale ou le juge de cette cour que le juge en chef charge de l'audition de ce genre de demande peut modifier ce délai s'il l'estime indiqué dans les circonstances. 30

(11) La décision visée au paragraphe (8) est 25 susceptible d'appel à la Cour d'appel fédérale.

(12) L'appel doit être interjeté dans les dix jours suivant la date de la décision, mais la Cour d'appel fédérale peut proroger ce délai si elle l'estime indiqué dans les circonstances. 30

(13) Les demandes visées au paragraphe (8) font, en premier ressort ou en appel, l'objet d'une audition à huis clos; celle-ci a lieu dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale* si l'auteur de 35 l'opposition le demande.

5 Juge en chef de la Cour fédérale

Décision

Délai

Appel à la Cour d'appel fédérale

Délai d'appel

Règles spéciales

Ex parte
representations

(14) During the hearing of an application under subsection (8) or an appeal brought in respect of that application, the person who made the objection in respect of which the application was made or the appeal was brought shall, on his or her request, be given the opportunity to make representations *ex parte*.

(14) L'auteur de l'opposition qui fait l'objet d'une demande ou d'un appel a, au cours de l'audition, en première instance ou en appel et sur demande, le droit de présenter des arguments *ex parte*.

Présentation *ex parte*

Copies

(15) Where any information or document is examined or provided under subsection (3), the person by whom it is examined or to whom it is provided or any employee of the Centre may make, or cause to be made, one or more copies of it and any copy purporting to be certified by the Director to be a copy made under this subsection is evidence of the nature and content of the original information or document and has the same probative force as the original information or document would have had if it had been proved in the ordinary way.

(15) Lorsque des renseignements ou documents sont remis à une personne en application du paragraphe (3) ou lorsqu'elle est autorisée à les examiner, celle-ci ou un employé du Centre peut en faire ou faire faire des copies; toute copie apparemment certifiée par le directeur comme étant faite en vertu du présent paragraphe fait preuve de la nature et du contenu de l'original et a la même valeur probante que celui-ci aurait eue s'il avait été déposé en preuve de la façon normale.

Copies

Definition of
"judge"

(16) For the purposes of this section, "judge" means a provincial court judge as defined in section 2 of the *Criminal Code* or a judge as defined in subsection 462.3(1) of that Act.

(16) Pour l'application du présent article, «juge» s'entend du juge d'une cour provinciale, au sens de l'article 2 du *Code criminel*, et du juge au sens du paragraphe 462.3(1) de cette loi.

Définition de
«juge»

34. The Act is amended by adding the following after section 63:

34. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 63, de ce qui suit :

Information
demand

63.1 (1) For an examination under subsection 62(1), an authorized person may also serve notice to require that the person or entity provide, at the place and in accordance with the time and manner stipulated in the notice, any document or other information relevant to the administration of Part 1 in the form of electronic data, a printout or other intelligible output.

63.1 (1) La personne autorisée peut en outre, dans le cadre d'un examen visé au paragraphe 62(1), par avis signifié, exiger de la personne ou entité qu'elle fournisse, au lieu et selon les modalités de temps ou autres qui sont précisés dans l'avis, tout document ou autre information utile à l'application de la partie 1, sous forme de données électroniques ou d'imprimé, ou sous toute autre forme intelligible.

Demandes
d'information

Obligation to
provide
information

(2) The person or entity on whom the notice is served shall provide, in accordance with the notice, the documents or other information with respect to the administration of Part 1 that the authorized person may reasonably require.

(2) La personne ou l'entité à qui l'avis est signifié doit fournir, en conformité avec celui-ci, les documents ou autre information que la personne autorisée peut valablement exiger quant à l'application de la partie 1.

Obligation de
fournir de
l'information

35. Subsection 64(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

35. Le paragraphe 64(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

40

No examination
or copying of
certain
documents when
privilege
claimed

(2) If an authorized person acting under section 62, 63 or 63.1 is about to examine or copy a document in the possession of a legal counsel who claims that a named client or former client of the legal counsel has a solicitor-client privilege in respect of the document, the authorized person shall not examine or make copies of the document.

2004, c. 15,
s. 101

36. Subsection 65(1) of the Act is replaced by the following:

Disclosure to
law enforcement
agencies

65. (1) The Centre may disclose to the appropriate law enforcement agencies any information of which it becomes aware under section 62, 63 or 63.1 and that it suspects on reasonable grounds is evidence of a contravention of Part 1.

37. The Act is amended by adding the following after section 65:

Agreements and
arrangements

65.1 (1) The Centre may enter into an agreement or arrangement, in writing, with an institution or agency of a foreign state that has powers and duties, similar to those of the Centre, with respect to verifying compliance with requirements to identify persons or entities, keep and retain records or make reports, or with an international organization made up of such institutions or agencies and established by the governments of states, that stipulates

(a) that the Centre and the institution, agency or organization may exchange information about the compliance of persons and entities with those requirements and about the assessment of risk related to their compliance;

(b) that the information may only be used for purposes relevant to ensuring compliance with the requirements and to assessing risk related to compliance; and

(c) that the information will be treated in a confidential manner and not be further disclosed without the express consent of the Centre.

(2) If an authorized person acting under section 62, 63 or 63.1 is about to examine or copy a document in the possession of a legal counsel who claims that a named client or former client of the legal counsel has a solicitor-client privilege in respect of the document, the authorized person shall not examine or make copies of the document.

No examination
or copying of
certain
documents when
privilege
claimed

**36. Le paragraphe 65(1) de la même loi est 10
remplacé par ce qui suit :**

2004, ch. 15,
art. 101

65. (1) Le Centre peut communiquer aux organismes compétents chargés de l'application de la loi tout renseignement dont il prend connaissance en vertu des articles 62, 63 ou 63.1 et soupçonne, pour des motifs raisonnables, de constituer une preuve de la contravention à la partie 1.

37. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 65, de ce qui suit :

65.1 (1) Le Centre peut conclure avec tout organisme d'un État étranger ayant des attributions similaires aux siennes concernant la vérification de la conformité aux obligations portant sur l'identification de personnes ou d'entités, la tenue et la conservation de documents ou la production de déclarations ou avec toute organisation internationale regroupant de tels organismes, créée par les gouvernements de divers États, un accord écrit stipulant :

Accord de
collaboration

a) que le Centre peut échanger avec cet organisme ou cette organisation des renseignements relatifs au respect par une personne ou une entité de ces obligations et relatifs à l'évaluation des risques liés au respect de ces obligations;

b) que les renseignements doivent être utilisés uniquement en vue d'assurer la conformité à ces obligations et d'évaluer les risques liés au respect de ces obligations;

c) que les renseignements seront traités de manière confidentielle et ne seront pas autrement communiqués sans le consentement exprès du Centre.

Disclosure	(2) The Centre may, in accordance with the agreement or arrangement, provide the institution, agency or organization with information referred to in the agreement or arrangement.	(2) Il peut communiquer à l'organisme ou à l'organisation, en conformité avec l'accord, les renseignements qui y sont visés.	Communication
Usefulness of information	(3) When the Centre receives information from an institution, agency or organization under an agreement or arrangement, the Centre may provide it with an evaluation of whether the information is useful to the Centre.	(3) Il peut fournir à l'organisme ou à l'organisation lui ayant communiqué des renseignements au titre de l'accord une évaluation de leur utilité pour lui.	Utilité des renseignements
	38. Section 72 of the Act is replaced by the following:	38. L'article 72 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Review of Act by parliamentary committee	72. (1) Every five years beginning on the day on which this section comes into force, the administration and operation of this Act shall be reviewed by the committee of the House of Commons, of the Senate or of both Houses that is designated or established for that purpose.	72. (1) Tous les cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent article, le comité, soit de la Chambre des communes, soit du Sénat, soit mixte, désigné ou constitué à cette fin procède à l'examen de l'application de la présente loi.	Examen par un comité parlementaire
Review by Privacy Commissioner	(2) Every two years beginning on the day on which this section comes into force, the Privacy Commissioner, appointed under section 53 of the <i>Privacy Act</i> , shall review the measures taken by the Centre to protect information it receives or collects under this Act and shall, within three months after the review, submit a report on those measures to the Speaker of the Senate and the Speaker of the House of Commons, who shall each table the report in the House over which he or she presides without delay after receiving it or, if that House is not then sitting, on any of the first 15 days on which that House is sitting after the Speaker receives it.	(2) Tous les deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent article, le Commissaire à la protection de la vie privée, nommé au titre de l'article 53 de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , procède à l'examen des mesures prises par le Centre en vue de protéger les renseignements qu'il recueille en application de la présente loi, et, dans les trois mois suivant l'examen, il remet un rapport à l'égard de ces mesures au président de chaque chambre, qui le dépose immédiatement devant la chambre qu'il préside ou, si elle ne siège pas, dans les quinze premiers jours de séance ultérieurs.	Examen par le Commissaire à la protection de la vie privée
2001, c. 41, s. 73(1)	39. (1) Paragraph 73(1)(f) of the Act is replaced by the following:	39. (1) L'alinéa 73(1)f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2001, ch. 41, par. 73(1)
	(e.2) prescribing the form and manner in which persons or entities or classes of persons or entities shall report under section 7, 7.1, 9 or 9.1;	e.2) préciser, pour les personnes ou entités — individuellement ou au titre de leur appartenance à telle catégorie de personnes ou entités —, les modalités à respecter pour l'application des articles 7, 7.1, 9 et 9.1;	
	(f) specifying measures, and the periods within which those measures must be taken, that persons or entities are to take to identify any person or entity that requests the opening of an account or any person or entity in respect of which a record is required to be kept or a report made;	f) préciser les mesures à prendre par les personnes ou entités afin de vérifier l'identité des personnes ou entités qui demandent l'ouverture d'un compte ou pour lesquelles un document doit être tenu ou une déclaration faite et prévoir les délais pour la prise de ces mesures;	

(2) Subsection 73(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (h) and by replacing paragraph (i) with the following:

- (i) prescribing the circumstances referred to in section 9.2; 5
- (j) prescribing, for the purposes of subsection 9.3(1), the manner for determining whether a person is a politically exposed foreign person and the circumstances in which it is necessary to make that determination; 10
- (k) prescribing, for the purposes of subsection 9.3(2), the circumstances in which it is necessary to obtain the approval of senior management and the measures to be taken when dealing with a politically exposed foreign person; 15
- (l) prescribing the offices and positions whose holders are politically exposed foreign persons for the purposes of paragraph 20 9.3(3)(j), prescribing the family members that are included in the definition “politically exposed foreign person” in subsection 9.3(3) and defining “foreign state” for the purposes of that subsection; 25
- (m) prescribing the foreign entities to which subsection 9.4(1) applies and, for the purposes of that subsection, prescribing the information to be obtained about those entities and prescribing the measures to be taken; 30
- (n) defining the expression “shell bank” referred to in section 9.4;
- (o) prescribing the services referred to in the definition “correspondent banking relationship” in subsection 9.4(3); 35
- (p) prescribing the electronic funds transfers to which section 9.5 applies, the information to be included with those transfers and the measures to be taken under that section; 40
- (q) specifying the manner for establishing and implementing the program referred to in subsection 9.6(1);
- (r) prescribing the special measures to be taken under subsection 9.6(3); 45

(2) L’alinéa 73(1)i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- i) prévoir les cas visés par l’article 9.2;
- j) prévoir, pour l’application du paragraphe 9.3(1), la façon d’établir qu’une personne est un étranger politiquement vulnérable et les circonstances dans lesquelles il est nécessaire de le faire; 5
- k) prévoir, pour l’application du paragraphe 9.3(2), les cas où l’agrément de la haute direction est nécessaire et les mesures à prendre dans le cas où une personne ou entité fait affaire avec un étranger politiquement vulnérable; 10
- l) prévoir, pour l’application de l’alinéa 9.3(3)j), les postes ou charges dont les titulaires sont des étrangers politiquement vulnérables, préciser quels membres de leur famille sont assimilés à un « étranger politiquement vulnérable » au sens du paragraphe 20 9.3(3) et définir « État étranger » pour l’application de ce paragraphe;
- m) prévoir quelles entités étrangères sont visées par le paragraphe 9.4(1), et pour l’application de ce paragraphe, préciser les renseignements à obtenir à leur égard et prévoir toute autre mesure nécessaire; 25
- n) définir l’expression « banque fictive » visée à l’article 9.4;
- o) prévoir les services visés par l’expression « relation de correspondant bancaire » au sens du paragraphe 9.4(3); 30
- p) prévoir les téléversements visés par l’article 9.5, les renseignements à inclure avec ceux-ci et les mesures à prendre pour l’application de cet article; 35
- q) prévoir le mode d’établissement et de mise en oeuvre du programme visé au paragraphe 9.6(1);
- r) prévoir les mesures spéciales à prendre en vertu du paragraphe 9.6(3); 40

- (s) prescribing persons and entities that must be registered with the Centre under section 11.1;
- (t) prescribing persons or entities or classes of persons or entities that are not subject to section 11.1;
- (u) prescribing, for the purposes of paragraph 11.11(1)(f), persons or entities that are not eligible for registration;
- (v) prescribing the form and manner of submitting an application for registration under subsection 11.12(1) and the information that must be included with the application;
- (w) prescribing the form and manner of notifying the Centre of any information that must be provided under section 11.13;
- (x) prescribing the form and manner of providing the Centre with any clarifications under subsection 11.14(1) and any clarifications under subsection 11.17(1);
- (y) prescribing, for the purposes of section 11.19, the form and manner for renewing registration and any longer renewal period;
- (z) defining “identifying information” for the purposes of subsection 54.1(3); and
- (z.1) prescribing anything else that by this Act is to be prescribed.

40. The Act is amended by adding the following after section 73:

PART 4.1

NOTICES OF VIOLATION, COMPLIANCE AGREEMENTS AND PENALTIES

VIOLATIONS

73.1 (1) The Governor in Council may make regulations

- (a) designating, as a violation that may be proceeded with under this Part, the contravention of a specified provision of this Act or the regulations;

- s) préciser les personnes et entités qui sont tenues de s’inscrire auprès du Centre en vertu de l’article 11.1;
- t) préciser les personnes ou entités — individuellement ou au titre de leur appartenance à telle catégorie de personnes ou entités — qui ne sont pas assujetties à l’application de l’article 11.1;
- u) préciser les personnes ou entités inadmissibles à l’inscription pour l’application de l’alinéa 11.11(1)f);
- v) préciser les modalités de présentation de la demande d’inscription visée au paragraphe 11.12(1) ainsi que les renseignements qui doivent l’accompagner;
- w) prévoir les modalités à remplir pour communiquer au Centre tout renseignement à lui fournir en application de l’article 11.13;
- x) prévoir les modalités à remplir en vue de communiquer au Centre les précisions visées au paragraphe 11.14(1) et celles visées au paragraphe 11.17(1);
- y) prévoir, pour l’application de l’article 11.19, les modalités de renouvellement d’inscription et fixer le délai plus long applicable au renouvellement de l’inscription;
- z) définir « renseignements identificateurs » pour l’application du paragraphe 54.1(3);
- z.1) prendre toute autre mesure réglementaire prévue par la présente loi.

40. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 73, de ce qui suit :

PARTIE 4.1

PROCÈS-VERBAUX, TRANSACTIONS ET PÉNALITÉS

VIOLATIONS

73.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) désigner comme violation à sanctionner au titre de la présente partie la contravention à telle ou telle disposition de la présente loi ou de ses règlements;

Regulations

Pouvoir réglementaire

(b) classifying each violation as a minor violation, a serious violation or a very serious violation, and classifying a series of minor violations as a serious violation or a very serious violation;

(c) having regard to subsection (2), fixing a penalty, or a range of penalties, in respect of any violation;

(d) prescribing the additional penalty to be paid for the purposes of subsection 73.18(1);

(e) respecting the service of documents under this Part, including the manner and proof of service and the circumstances under which documents are deemed to be served; and

(f) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

(2) The maximum penalty for a violation is \$100,000 if the violation is committed by a person and \$500,000 if the violation is committed by an entity.

73.11 Except if a penalty is fixed under paragraph 73.1(1)(c), the amount of a penalty shall, in each case, be determined taking into account that penalties have as their purpose to encourage compliance with this Act rather than to punish, the harm done by the violation and any other criteria that may be prescribed by regulation.

73.12 If a contravention that is designated under paragraph 73.1(1)(a) can be proceeded with either as a violation or as an offence under this Act, proceeding in one manner precludes proceeding in the other.

73.13 (1) Every contravention that is designated under paragraph 73.1(1)(a) constitutes a violation and the person who commits the violation is liable to a penalty determined in accordance with sections 73.1 and 73.11.

(2) If the Centre believes on reasonable grounds that a person or entity has committed a violation, the Centre may

(a) issue and cause to be served on the person or entity a notice of violation; or

b) qualifier les violations, selon le cas, de mineures, de graves ou de très graves et assimiler une série de violations mineures à une violation grave ou très grave;

c) compte tenu du paragraphe (2), fixer le montant de la pénalité — ou établir un barème de pénalités — applicable à telle violation;

d) prévoir la pénalité additionnelle à payer pour l'application du paragraphe 73.18(1);

e) régir, notamment par l'établissement de présomptions et de règles de preuve, la signification des documents visés par la présente partie;

f) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

(2) La pénalité maximale pour une violation est de 100 000 \$ si l'auteur est une personne physique et de 500 000 \$ si l'auteur est une entité.

73.11 Sauf s'il est fixé en application de l'alinéa 73.1(1)c), le montant de la pénalité est déterminé, dans chaque cas, compte tenu du caractère non punitif de la pénalité, celle-ci étant destinée à encourager l'observation de la présente loi, de la gravité du tort causé et de tout autre critère prévu par règlement.

73.12 S'agissant d'une contravention désignée au titre de l'alinéa 73.1(1)a) et qualifiable à la fois de violation et d'infraction à la présente loi, la procédure en violation et la procédure pénale s'excluent l'une l'autre.

73.13 (1) Toute contravention désignée au titre de l'alinéa 73.1(1)a) constitue une violation exposant son auteur à une pénalité dont le montant est déterminé en application des articles 73.1 et 73.11.

(2) Le Centre peut, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise :

a) soit dresser un procès-verbal qu'il fait signifier à l'auteur présumé;

Maximum penalties

Criteria for penalty

How contravention may be proceeded with

Commission of violation

Notice of violation or compliance agreement

Plafond de la pénalité

Critères

Précision

Violation

Procès-verbal ou transaction

5

5

10

15

20

25

25

30

30

35

35

40

40

(b) issue and cause to be served on the person or entity a notice of violation with an offer to reduce by half the penalty proposed in the notice if the person or entity enters into a compliance agreement with the Centre in respect of the provision to which the violation relates.

b) soit dresser un procès-verbal qu'il fait signifier à l'auteur présumé avec une offre de réduire de moitié la pénalité qui figure au procès-verbal si celui-ci accepte de conclure avec lui une transaction visant l'observation de la disposition enfreinte.

NOTICES OF VIOLATION

PROCÈS-VERBAUX

Contents of notice

73.14 (1) When the Centre issues a notice of violation under subsection 73.13(2), the notice shall name the person or entity believed to have committed a violation, identify the violation and set out

73.14 (1) Dans les cas où le Centre dresse un procès-verbal en vertu du paragraphe 73.13(2), celui-ci mentionne, outre le nom de l'auteur présumé et les faits reprochés :

Contenu du procès-verbal

- (a) the penalty that the Centre proposes to impose;
- (b) the right of the person or entity, within 30 days after the day on which the notice is served or within any longer period that the Centre specifies, to pay the penalty or to make representations to the Director with respect to the violation and the proposed penalty, and the manner for doing so; and
- (c) the fact that, if the person or entity does not pay the penalty or make representations in accordance with the notice, the person or entity will be deemed to have committed the violation and the Centre will impose the penalty in respect of it.

- a) la pénalité que le Centre a l'intention d'imposer;
- b) la faculté qu'a l'auteur présumé soit de payer la pénalité, soit de présenter des observations au directeur relativement à la violation ou à la pénalité, et ce, dans les trente jours suivant la signification du procès-verbal — ou dans le délai plus long que peut préciser le Centre —, ainsi que les modalités d'exercice de cette faculté;
- c) le fait que le non-exercice de cette faculté dans le délai imparti vaut aveu de responsabilité et emporte application de la pénalité par le Centre.

Administrative corrections

(2) If a notice of violation contains any error or omission, the Centre may serve a corrected notice of violation on the person or entity at any time during the period referred to in paragraph (1)(b).

(2) Si le procès-verbal contient une erreur ou une omission, le Centre peut durant la période visée à l'alinéa (1)b) en signifier à l'auteur présumé une version corrigée.

Erreur ou omission

Payment of penalty

73.15 (1) If the person or entity pays the penalty proposed in the notice of violation, the person is deemed to have committed the violation and proceedings in respect of it are ended.

73.15 (1) Le paiement de la pénalité en conformité avec le procès-verbal vaut aveu de responsabilité et met fin à la procédure.

Paiement

Representations to Director

(2) If the person or entity makes representations in accordance with the notice, the Director shall decide, on a balance of probabilities, whether the person or entity committed the violation and, if so, may, subject to any regulations made under paragraph 73.1(1)(c), impose the penalty proposed, a lesser penalty or no penalty.

(2) Si des observations sont présentées, le directeur détermine, selon la prépondérance des probabilités, la responsabilité de l'intéressé. Le cas échéant, il peut, sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 73.1(1)c), imposer la pénalité mentionnée au procès-verbal ou une pénalité réduite, ou encore n'imposer aucune pénalité.

Présentation d'observations

Failure to pay or make representations	(3) A person or entity that neither pays the penalty nor makes representations in accordance with the notice is deemed to have committed the violation and the Centre shall impose the penalty proposed in the notice.	(3) Le non-exercice de la faculté mentionnée au procès-verbal dans le délai imparti vaut aveu de responsabilité et emporte application de la pénalité mentionnée au procès-verbal par le 5 Centre.	Défaut de payer ou de faire des observations
Notice of decision and right of appeal	(4) The Director shall cause notice of any decision made under subsection (2) or the penalty imposed under subsection (3) to be issued and served on the person or entity together with, in the case of a decision made 10 under subsection (2) in respect of a serious violation or very serious violation, notice of the right of appeal under subsection 73.21(1).	(4) Le directeur fait signifier à l'auteur de la violation la décision prise au titre du paragraphe (2) ou la pénalité imposée en vertu du paragraphe (3) et, dans le cas de la décision prise au titre du paragraphe (2), l'avise par la 10 même occasion de son droit d'interjeter appel en vertu du paragraphe 73.21(1) dans le cas d'une violation grave ou très grave.	Avis de décision et droit d'appel
COMPLIANCE AGREEMENTS		TRANSACTIONS	
Contents of compliance agreement	73.16 (1) When the Centre offers to enter into a compliance agreement under paragraph 15 73.13(2)(b), the agreement shall (a) identify the violation and provide that the person or entity will comply with the provision to which the violation relates within the period, and be subject to the terms and 20 conditions, specified in the agreement; and (b) set out the amount that the person or entity will have to pay as the reduced penalty for the violation if the compliance agreement is entered into. 25	73.16 (1) Dans les cas où le Centre offre de conclure une transaction en vertu de l'alinéa 15 73.13(2)b), il doit y préciser la disposition enfreinte et l'obligation pour l'intéressé de s'y conformer ainsi que le délai, les conditions de l'exécution de la transaction et le montant de la pénalité réduite que l'intéressé aura à payer s'il 20 conclut la transaction.	Transactions
Refusal to enter into agreement	(2) The person or entity shall enter into the compliance agreement and pay the reduced penalty within 10 days after receiving the notice of violation and, if it does not do so, the person or entity is deemed to have refused to enter into 30 the agreement, and the full penalty proposed in the notice of violation and section 73.15 apply.	(2) L'intéressé a dix jours après la réception du procès-verbal pour accepter la transaction et payer la pénalité réduite, faute de quoi il est réputé avoir refusé la transaction, l'application 25 de l'article 73.15 et de la pénalité figurant au procès-verbal étant dès lors rétablie.	Refus de conclure la transaction
Extension of period	(3) The Centre may extend the period referred to in paragraph (1)(a) if the Centre is satisfied that the person or entity with which the 35 compliance agreement was entered into is unable to comply with it within that period for reasons beyond their control.	(3) S'il estime que l'intéressé ne peut exécuter la transaction dans le délai imparti pour des raisons indépendantes de sa volonté, le 30 Centre peut proroger celui-ci.	Prorogation du délai
Compliance agreement complied with	73.17 If the Centre considers that a compliance agreement has been complied with, the 40 Centre shall serve a notice to that effect on the person or entity and, on the service of the notice, no further proceedings may be taken against the person or entity with respect to the violation. 45	73.17 Lorsqu'il est d'avis que l'intéressé a exécuté la transaction, le Centre lui signifie un avis en ce sens. Aucune autre procédure ne peut dès lors être intentée contre l'intéressé pour la 35 même violation.	Avis d'exécution

Compliance agreement not complied with	73.18 (1) If the Centre considers that a compliance agreement has not been complied with, the Centre may issue and serve a notice of default on the person or entity to the effect that the person or entity is liable to pay the remainder of the penalty set out in the notice of violation and a prescribed additional penalty.	73.18 (1) Lorsqu'il est d'avis que la transaction n'a pas été exécutée, le Centre peut signifier à l'intéressé un avis de défaut l'informant qu'il doit payer le reste de la pénalité prévue au procès-verbal et la pénalité additionnelle prévue par règlement.	Avis de défaut d'exécution
Contents of notice	(2) A notice of default shall include the date, which shall be 30 days after the day on which the notice is served, on or before which an application for review may be filed and particulars of how the application may be filed.	(2) Sont indiquées dans l'avis la date limite de la présentation d'une éventuelle demande de révision, à savoir trente jours après la signification de l'avis, et les autres modalités de présentation de la demande.	Contenu de l'avis
No set-off or compensation	(3) On the service of a notice of default, the person or entity served has no right of set-off or compensation against any amount that they spent under the compliance agreement.	(3) Sur signification de l'avis, l'intéressé perd tout droit à la compensation pour les sommes exposées dans le cadre de la transaction.	Effet de l'inexécution
Application for review	73.19 (1) A person or entity served with a notice of default under subsection 73.18(1) may, on or before the date specified in the notice or within any further time that the Centre allows, file an application for review by the Director.	73.19 (1) L'intéressé peut faire réviser la décision du Centre en présentant une demande à cet effet au directeur au plus tard à la date limite qui est indiquée dans l'avis de défaut visé au paragraphe 73.18(1) ou dans le délai supérieur éventuellement accordé par le Centre.	Demande de révision
Review	(2) The Director may confirm the Centre's decision or decide that the person or entity has complied with the compliance agreement.	(2) Le directeur peut confirmer la décision du Centre ou conclure que l'intéressé a exécuté la transaction.	Décision
Failure to pay or apply for review	(3) A person or entity that neither pays the amounts set out in the notice of default nor files an application for review in accordance with the notice is deemed to have not complied with the compliance agreement and shall pay the amounts without delay.	(3) Si la faculté mentionnée dans l'avis de défaut n'est pas exercée dans le délai imparti, la transaction est réputée non exécutée et l'intéressé est tenu de payer les sommes visées dans l'avis de défaut sans délai.	Défaut de payer ou de faire une demande de révision
Notice of decision and right of appeal	(4) The Director shall cause notice of the decision to be issued and served on the person or entity together with, in the case of a serious violation or very serious violation, notice of the right of appeal under subsection 73.21(1).	(4) Le directeur fait signifier à l'intéressé sa décision et l'avise par la même occasion de son droit d'interjeter appel en vertu du paragraphe 73.21(1) dans le cas d'une violation grave ou très grave.	Avis de décision et droit d'appel
Deemed violation	73.2 A person or entity that enters into a compliance agreement is deemed to have committed the violation in respect of which the agreement was entered into.	73.2 L'intéressé qui conclut une transaction est réputé avoir commis la violation en cause.	Commission de la violation

APPEAL TO FEDERAL COURT

APPEL À LA COUR FÉDÉRALE

Right of appeal	73.21 (1) A person or entity on which a notice of a decision made under subsection 73.15(2) or 73.19(2) is served, in respect of a serious violation or very serious violation, may, within 30 days after the day on which the notice	73.21 (1) S'agissant d'une violation grave ou très grave, il peut être interjeté appel à la Cour fédérale de la décision prise au titre des paragraphes 73.15(2) ou 73.19(2), selon le cas,	Droit d'appel
-----------------	--	--	---------------

is served, or within any longer period that the Court allows, appeal the decision to the Federal Court.

Appeal — no notice of decision

(2) If the Director does not cause notice of a decision to be issued and served under subsection 73.15(4) within 90 days after the completion of representations made under subsection 73.15(2), the person or entity that made the representations may appeal the penalty proposed in the notice of violation to the Federal Court, within 30 days after the day on which the 90-day period expires.

dans les trente jours suivant la signification ou dans le délai supplémentaire que la Cour peut accorder.

(2) Faute par le directeur de signifier sa décision en vertu du paragraphe 73.15(4) dans les quatre-vingt-dix jours suivant la présentation des observations faites au titre du paragraphe 73.15(2), l'intéressé peut interjeter appel à la Cour fédérale du montant de la pénalité mentionnée au procès-verbal de violation. Ce droit est à exercer dans les trente jours suivant l'expiration de la période de quatre-vingt-dix jours.

Appel : défaut de signification de décision

Appeal — no notice of decision

(3) If the Director does not cause notice of a decision to be issued and served under subsection 73.19(4) within 90 days after the day on which the Director received the application for review under subsection 73.19(1), the person or entity that filed the application may appeal to the Federal Court the amounts set out in the notice of default referred to in subsection 73.18(1), within 30 days after the day on which the 90-day period expires.

(3) Faute par le directeur de signifier sa décision en vertu du paragraphe 73.19(4) dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de la demande de révision visée au paragraphe 73.19(1), l'intéressé peut interjeter appel à la Cour fédérale des sommes qui figurent à l'avis de défaut visé au paragraphe 73.18(1). Ce droit est à exercer dans les trente jours suivant l'expiration de la période de quatre-vingt-dix jours.

Appel : défaut de signification de décision

Precautions against disclosure

(4) In an appeal, the Court shall take every reasonable precaution, including, when appropriate, conducting hearings in private, to avoid the disclosure by the Court or any person or entity of information referred to in subsection 55(1).

(4) À l'occasion d'un appel, la Cour fédérale prend toutes les précautions possibles, notamment en ordonnant le huis clos si elle le juge indiqué, pour éviter que ne soient communiqués de par son propre fait ou celui de quiconque des renseignements visés au paragraphe 55(1).

Huis clos

Powers of Court

(5) On an appeal, the Court may confirm, set aside or, subject to any regulations made under paragraph 73.1(1)(c), vary the decision of the Director.

(5) Saisie de l'appel, la Cour fédérale confirme, annule ou, sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 73.1(1)c), modifie la décision.

Pouvoir de la Cour fédérale

PUBLICATION

Publication

73.22 When proceedings in respect of a violation are ended, the Centre may make public the nature of the violation, the name of the person or entity that committed it, and the amount of the penalty imposed.

73.22 Au terme de la procédure en violation, le Centre peut rendre public la nature de la violation, le nom de son auteur et la pénalité imposée.

Publication

RULES ABOUT VIOLATIONS

Violations not offences

73.23 (1) For greater certainty, a violation is not an offence.

RÈGLES PROPRES AUX VIOLATIONS

73.23 (1) Il est entendu que les violations ne sont pas des infractions.

Précision

Non-application
of section 126 of
the *Criminal*
Code

(2) Section 126 of the *Criminal Code* does not apply in respect of any obligation or prohibition under this Act whose contravention is a violation under this Act.

(2) L'article 126 du *Code criminel* ne s'applique pas aux obligations ou interdictions prévues par la présente loi dont la contravention constitue une violation aux termes de celle-ci.

Non-application
de l'article 126
du *Code*
criminel

Due diligence
available

73.24 (1) Due diligence is a defence in a proceeding in relation to a violation.

73.24 (1) La prise des précautions voulues peut être invoquée dans le cadre de toute procédure en violation.

5 Prise de
précautions

Common law
principles

(2) Every rule and principle of the common law that renders any circumstance a justification or an excuse in relation to a charge for an offence applies in respect of a violation to the extent that it is not inconsistent with this Act.

(2) Les règles et principes de la common law qui font d'une circonstance une justification ou une excuse dans le cadre d'une poursuite pour 10 infraction s'appliquent à l'égard d'une violation, sauf dans la mesure où ils sont incompatibles avec la présente loi.

Principes de la
common law

COLLECTION OF PENALTIES

RECouvreMENT DES PÉNALITÉS

Debts to Her
Majesty

73.25 (1) A penalty and any interest due in respect of the penalty constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered in the Federal Court.

73.25 (1) La pénalité et les intérêts exigibles y afférents constituent une créance de Sa 15 Majesté du chef du Canada, dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant la Cour fédérale.

Créance de Sa
Majesté

Time limit

(2) No proceedings to recover a debt referred to in subsection (1) may be commenced after the period of five years that begins on the day on which the debt became payable.

(2) Le recouvrement de la créance se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle elle 20 est devenue exigible.

Prescription

Proceeds
payable to
Receiver
General

(3) A penalty paid or recovered under this 20 Part is payable to and shall be remitted to the Receiver General.

(3) Toute pénalité perçue sous le régime de la présente partie est versée au receveur général.

Receveur
général

Certificate

73.26 (1) The unpaid amount of any debt referred to in subsection 73.25(1) may be certified by the Director.

73.26 (1) Le directeur peut établir un certi-
ficat de non-paiement pour la partie impayée de 25
toute créance visée au paragraphe 73.25(1).

Certificat de
non-paiement

Registration in
Federal Court

(2) Registration in the Federal Court of a certificate made under subsection (1) has the same effect as a judgment of that Court for a debt of the amount specified in the certificate and all related registration costs. 30

(2) L'enregistrement à la Cour fédérale confère au certificat la valeur d'un jugement de cette juridiction pour la somme visée et les frais d'enregistrement afférents. 30

Enregistrement
en Cour fédérale

Collecting
penalties

73.27 (1) The Centre may, for the purpose of collecting penalties proposed in a notice of violation issued under subsection 73.13(2) or imposed under this Part, enter into a contract, memorandum of understanding or other agree- 35
ment with a department or an agency of the Government of Canada or the government of a province and with any other person or organiza-
tion, inside Canada, in its own name or in the name of Her Majesty in right of Canada. 40

73.27 (1) En vue de percevoir les pénalités prévues au procès-verbal visé au paragraphe 73.13(2) ou imposées sous le régime de la présente partie, le Centre peut conclure, avec tout ministère ou tout organisme du gouverne- 35
ment fédéral ou d'un gouvernement provincial ou toute autre organisation ou toute personne au Canada, un accord au nom de Sa Majesté du chef du Canada ou en son propre nom.

Perception des
pénalités

Disclosure of information	(2) The Centre may disclose to the other party of the contract, memorandum or agreement any information required to collect the penalties.	(2) Il peut communiquer à l'autre partie à un tel accord les renseignements nécessaires à la perception des pénalités.	Communication de renseignements
Use of information	(3) The other party shall not use the information referred to in subsection (2) for any purpose other than collecting the penalties.	5 (3) Cette autre partie ne peut utiliser les renseignements visés au paragraphe (2) que dans la mesure où elle en a besoin pour percevoir les pénalités.	Utilisation des renseignements
Interest	73.28 If a person or entity fails to remit a penalty payable under this Part to the Receiver General, the person or entity shall pay to the Receiver General interest on the amount of the penalty. The interest shall be calculated at the prescribed rate for the period beginning on the first day after the day on which the amount was required to be paid and ending on the day on 15 which the amount is paid.	73.28 La pénalité exigible au titre de la présente partie porte intérêt, au taux réglementaire, à compter du lendemain de l'expiration du 10 délai de versement et jusqu'au jour du versement.	Intérêts
Garnishment	73.29 (1) If the Director is of the opinion that a person or entity is or is about to become liable to make a payment to a person or entity liable to pay a penalty or interest under this Part, 20 the Director may, by written notice, require the first person or entity to pay without delay to the Receiver General, on account of the second person's or entity's liability, all or part of the money otherwise payable to the second person 25 or entity.	73.29 (1) S'il estime qu'une personne ou entité doit ou va bientôt devoir verser une somme à une personne ou entité tenue de payer 15 une pénalité ou des intérêts afférents au titre de la présente partie, le directeur peut, par avis écrit, exiger qu'elle remette sans délai au receveur général, pour imputation sur ce paiement, tout ou partie des sommes dues à 20 cette autre personne.	Saisie-arrêt
Applicability to future payments	(2) If the Director requires an employer to pay to the Receiver General money otherwise payable to an employee as remuneration, (a) the requirement is applicable to all future 30 payments of remuneration until the liability is satisfied; and (b) the employer shall pay to the Receiver General out of each payment of remuneration the amount that the Director stipulates in the 35 notice.	(2) Dans le cas d'un employeur, l'obligation vaut pour tous les versements de rémunération à faire jusqu'à extinction de la dette, l'employeur devant remettre au receveur général, par prélè- 25 vement sur chacun de ces versements, la somme mentionnée dans l'avis.	Ordre valable pour versements à venir
Discharge of liability	(3) The receipt of the Director is a good and sufficient discharge of the original liability to the extent of the payment.	(3) Le reçu du directeur constitue une quittance valable et suffisante de l'obligation envers le débiteur de Sa Majesté, à concurrence 30 du versement.	Quittance
Write-off	73.3 (1) The Director may write off in whole 40 or in part a penalty or interest payable by a person or entity under this Part.	73.3 (1) Le directeur peut radier en totalité ou en partie toute pénalité et tous intérêts à payer au titre de la présente partie.	Radiation

Effect of write-off	(2) The writing off of a penalty or interest under this section does not affect any right of Her Majesty to collect or recover the penalty or interest.	(2) La radiation ne porte pas atteinte au droit de Sa Majesté de recouvrer la pénalité ou les intérêts en cause.	Effet de la radiation
GENERAL PROVISIONS		DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
Evidence	73.4 In a proceeding in respect of a violation or a prosecution for an offence, a notice of violation purporting to be issued under subsection 73.13(2), a notice of decision purporting to be issued under subsection 73.15(4) or 73.19(4), a notice of default purporting to be issued under subsection 73.18(1) or a certificate purporting to be made under subsection 73.26(1) is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it.	73.4 Dans toute procédure en violation ou poursuite pour infraction, le procès-verbal apparemment signifié en vertu du paragraphe 73.13(2), la décision apparemment signifiée en vertu des paragraphes 73.15(4) ou 73.19(4), l'avis de défaut apparemment signifié en vertu du paragraphe 73.18(1) et le certificat de non-10 paiement apparemment établi en vertu du paragraphe 73.26(1) sont admissibles en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenti-15 cité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire.	Admissibilité du procès-verbal de violation
Time limit	73.5 (1) No proceedings in respect of a violation may be commenced later than two years after the subject-matter of the proceedings became known to the Centre.	73.5 (1) La procédure en violation se prescrit par deux ans à compter de la date où le Centre a eu connaissance des éléments constitutifs de la violation.	Prescription
Certificate of Centre	(2) A document appearing to have been issued by the Centre, certifying the day on which the subject-matter of any proceedings became known to the Centre, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the matter asserted in it.	(2) Tout document apparemment délivré par le Centre et attestant la date où ces éléments sont parvenus à sa connaissance fait foi de cette date, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire.	Certificat du Centre
41. The portion of section 74 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:		41. Le passage de l'article 74 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	
General offences	74. Every person or entity that knowingly contravenes any of sections 6, 6.1 or 9.1 to 9.3, subsection 9.4(2), sections 9.5 to 9.7 or 11.1, subsection 12(1) or (4) or 36(1), section 37, subsection 55(1) or (2), section 57 or subsection 62(2), 63.1(2) or 64(3) or the regulations is guilty of an offence and liable	74. Toute personne ou entité qui sciemment contrevient à l'un ou l'autre des articles 6, 6.1, 9.1, 9.2 et 9.3, du paragraphe 9.4(2), des articles 9.5, 9.6, 9.7 et 11.1, des paragraphes 12(1) et (4) et 36(1), de l'article 37, des paragraphes 55(1) et (2), de l'article 57 et des paragraphes 62(2), 63.1(2) et 64(3) ou aux règlements commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité :	Infractions générales
42. The Act is amended by adding the following after section 77:		42. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 77, de ce qui suit :	
Registry	77.1 Every person or entity that provides information to the Centre under section 11.12, 11.13, 11.14 or 11.3 and that knowingly makes	77.1 Toute personne ou entité qui fournit des renseignements au Centre au titre des articles 11.12, 11.13, 11.14 ou 11.3 et qui sciemment	Autres interdictions

any false or misleading statement or knowingly provides false or misleading information to a person responsible for carrying out functions under this Act is guilty of an offence and liable

(a) on summary conviction, to a fine of not more than \$50,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both; or

(b) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$500,000 or to imprisonment for a term of not more than five years, or to both.

43. The portion of section 79 of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

79. In a prosecution for an offence under section 75, 77 or 77.1,

(a) it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee, agent or mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or has been prosecuted for the offence; and

44. Section 81 of the Act is replaced by the following:

81. Proceedings under paragraph 74(a), 75(1)(a) or 76(a), subsection 77(1) or paragraph 77.1(a) may be instituted within, but not after, five years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT

45. (1) Paragraph 241(4)(f.1) of the Income Tax Act is replaced by the following:

(f.1) provide taxpayer information to an official for the purposes of the administration and enforcement of the *Charities Registration (Security Information) Act*, and where an official has so received taxpayer information, the official may provide that information to another official as permitted by subsection (9.1);

fait une déclaration fausse ou trompeuse ou fournit un renseignement faux ou trompeur à une personne chargée de l'application de la présente loi commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, d'une amende maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines.

43. L'article 79 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

79. Dans les poursuites pour infraction aux articles 75, 77 et 77.1, il suffit, pour établir la culpabilité de l'accusé, de prouver que l'infraction a été commise par un employé ou un mandataire de celui-ci, que cet employé ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. Toutefois, nul ne peut être déclaré coupable de l'infraction s'il prouve qu'il a exercé la diligence convenable pour l'empêcher.

44. L'article 81 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

81. Les poursuites fondées sur les alinéas 74a), 75(1)a) ou 76a), le paragraphe 77(1) ou l'alinéa 77.1a) se prescrivent par cinq ans à compter du fait en cause.

MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

45. (1) L'alinéa 241(4)f.1) de la Loi de l'impôt sur le revenu est remplacé par ce qui suit :

f.1) fournir un renseignement confidentiel à un fonctionnaire pour l'application et le contrôle d'application de la *Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité)*; le fonctionnaire qui a ainsi reçu un renseignement confidentiel peut le fournir à un autre fonctionnaire en conformité avec le paragraphe (9.1);

Offence by employee, agent or mandatary

Time limitation

R.S., c. 1 (5th Supp.)

Perpétration par un employé ou mandataire

Prescription

L.R., ch. 1 (5^e suppl.)

(2) Section 241 of the Act is amended by adding the following after subsection (8):

(9) An official may provide, to an official of the Canadian Security Intelligence Service, of the Royal Canadian Mounted Police or of the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada,

- (a) publicly accessible charity information;
- (b) designated taxpayer information, if there are reasonable grounds to suspect that the information would be relevant to

- (i) an investigation by the Canadian Security Intelligence Service of whether the activity of any person may constitute threats to the security of Canada, as defined in section 2 of the *Canadian Security Intelligence Service Act*,

- (ii) an investigation of whether an offence may have been committed under

- (A) Part II.1 of the *Criminal Code*, or

- (B) section 462.31 of the *Criminal Code*, if that investigation is related to an offence under Part II.1 of that Act, or

- (iii) the prosecution of an offence referred to in subparagraph (ii); and

- (c) information setting out the reasonable grounds referred to in paragraph (b), to the extent that any such grounds rely on information referred to in paragraph (a) or (b).

(2) L'article 241 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (8), de ce qui suit :

(9) Un fonctionnaire peut fournir les renseignements ci-après aux fonctionnaires du Service canadien du renseignement de sécurité, de la Gendarmerie royale du Canada et du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada :

- a) les renseignements d'organismes de bienfaisance accessibles au public;

- b) les renseignements confidentiels désignés, s'il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'ils seraient utiles aux fins suivantes :

- (i) toute enquête par le Service canadien du renseignement de sécurité visant à vérifier si les activités d'une personne sont de nature à constituer des menaces envers la sécurité du Canada, au sens de l'article 2 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*,

- (ii) toute enquête visant à établir si une infraction prévue aux dispositions ci-après peut avoir été commise :

- (A) les dispositions de la partie II.1 du *Code criminel*,

- (B) l'article 462.31 du *Code criminel*, si l'enquête en cause est liée à une infraction prévue à la partie II.1 de cette loi,

- (iii) la poursuite relative à une infraction mentionnée au sous-alinéa (ii);

- c) les renseignements établissant les motifs raisonnables mentionnés à l'alinéa b), dans la mesure où ces motifs sont fondés sur les renseignements visés aux alinéas a) ou b).

(9.1) Information — other than designated donor information — provided to an official of the Canadian Security Intelligence Service or the Royal Canadian Mounted Police, as permitted by paragraph (4)(f.1), may be used by such an official, or communicated by such an official to another official of the Canadian

(9.1) Tout fonctionnaire du Service canadien du renseignement de sécurité ou de la Gendarmerie royale du Canada à qui des renseignements, sauf les renseignements désignés sur les donateurs, sont fournis en conformité avec l'alinéa (4)(f.1) peut les utiliser, ou les communiquer à un autre fonctionnaire du Service

Threats to security

Menaces à la sécurité

Threats to security

Menaces à la sécurité

Security Intelligence Service or the Royal Canadian Mounted Police for use by that other official, for the purpose of

(a) investigating whether an offence may have been committed, ascertaining the identity of a person or persons who may have committed an offence, or prosecuting an offence, which offence is

(i) described in Part II.1 of the *Criminal Code*, or

(ii) described in section 462.31 of the *Criminal Code*, if that investigation, ascertainment or prosecution is related to an investigation, ascertainment or prosecution in respect of an offence described in Part II.1 of that Act; or

(b) investigating whether the activities of any person may constitute threats to the security of Canada, as defined in section 2 of the *Canadian Security Intelligence Service Act*.

(3) Subsection 241(10) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“designated donor information”
« renseignements désignés sur les donateurs »

“designated donor information” means information of a charity, or of a person who has at any time made an application for registration as a registered charity, that is directly attributable to a gift that has been made or proposed to be made to the charity or applicant and that is presented in any form that directly or indirectly reveals the identity of the donor or prospective donor, other than a donor or prospective donor who is not resident in Canada and is neither a citizen of Canada nor a person described in subsection 2(3);

“designated taxpayer information”
« renseignement confidentiel désigné »

“designated taxpayer information” means taxpayer information — other than designated donor information — of a registered charity, or of a person who has at any time made an application for registration as a registered charity, that is

(a) in respect of a financial transaction

canadien du renseignement de sécurité ou de la Gendarmerie royale du Canada pour que celui-ci les utilise, en vue :

a) de mener une enquête pour établir si une infraction prévue aux dispositions ci-après peut avoir été commise, de vérifier l’identité de toute personne pouvant avoir commis une telle infraction ou d’intenter une poursuite relative à une telle infraction :

(i) les dispositions de la partie II.1 du *Code criminel*,

(ii) l’article 462.31 du *Code criminel*, si l’enquête, la vérification ou la poursuite en cause est liée à une enquête, à une vérification ou à une poursuite relatives à une infraction prévue à la partie II.1 de cette loi;

b) de mener une enquête pour établir si les activités d’une personne sont de nature à constituer des menaces envers la sécurité du Canada, au sens de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*.

(3) Le paragraphe 241(10) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« renseignement confidentiel désigné » Renseignement confidentiel, sauf les renseignements désignés sur les donateurs, d’un organisme de bienfaisance enregistré, ou d’une personne ayant présenté à un moment donné une demande d’enregistrement à ce titre, constitué :

« renseignement confidentiel désigné »
“designated taxpayer information”

a) de renseignements concernant une opération financière, selon le cas :

(i) qui a trait à l’importation ou à l’exportation d’espèces ou d’effets par l’organisme ou le demandeur,

(ii) à laquelle l’organisme ou le demandeur se livre avec une personne visée à l’article 5 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*;

b) de renseignements fournis au ministre par le Service canadien du renseignement de sécurité, la Gendarmerie royale du Canada ou le Centre d’analyse des opérations et déclarations financières du Canada;

(i) relating to the importation or exportation of currency or monetary instruments by the charity or applicant, or

(ii) in which the charity or applicant has engaged a person to whom section 5 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act* applies,

(b) information provided to the Minister by the Canadian Security Intelligence Service, the Royal Canadian Mounted Police or the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada,

(c) the name, address, date of birth and citizenship of any current or former director, trustee or like official, or of any agent, mandatary or employee, of the charity or applicant,

(d) information submitted by the charity or applicant in support of an application for registration as a registered charity that is not publicly accessible charity information,

(e) publicly available, including commercially available databases, or

(f) information prepared from publicly accessible charity information and information referred to in paragraphs (a) to (e);

“publicly accessible charity information”
«renseignement d’organismes de bienfaisance accessible au public»

“publicly accessible charity information” means taxpayer information that is

(a) described in subsection (3.2), or that would be described in that subsection if the words “that was at any time a registered charity” were read as “that has at any time made an application for registration as a registered charity”,

(b) information — other than designated donor information — submitted to the Minister with, or required to be contained in, any public information return filed or required to be filed under subsection 149.1(14), or

(c) information prepared from information referred to in paragraph (a) or (b);

c) des nom, adresse, date de naissance et citoyenneté de tout administrateur, fiduciaire ou représentant semblable — actuel ou ancien —, ou de tout mandataire ou employé, de l’organisme ou du demandeur;

d) de renseignements fournis par l’organisme ou le demandeur à l’appui d’une demande d’enregistrement à titre d’organisme de bienfaisance enregistré qui ne sont pas des renseignements d’organismes de bienfaisance accessibles au public;

e) de bases de données accessibles au public, y compris celles offertes sur le marché;

f) de renseignements tirés de renseignements d’organismes de bienfaisance accessibles au public ou des renseignements visés aux alinéas a) à e).

«renseignement d’organismes de bienfaisance accessible au public» Renseignement confidentiel qui, selon le cas :

a) est visé au paragraphe (3.2), ou le serait si le passage « qui a été un organisme de bienfaisance enregistré à un moment donné » était remplacé par « qui a présenté une demande d’enregistrement à titre d’organisme de bienfaisance enregistré à un moment donné »;

b) est un renseignement (sauf des renseignements désignés sur les donateurs) qui est présenté au ministre avec toute déclaration publique de renseignements produite ou à produire en application du paragraphe 149.1(14), ou qui doit figurer dans une telle déclaration;

c) est un renseignement tiré des renseignements visés aux alinéas a) ou b).

«renseignements désignés sur les donateurs» Renseignements d’un organisme de bienfaisance, ou d’une personne ayant présenté à un moment donné une demande d’enregistrement à ce titre, qui sont directement attribuables à un don effectif ou projeté à l’organisme ou à la personne et qui sont présentés sous une forme qui révèle, directement ou indirectement, l’identité du donateur effectif ou éventuel, sauf si

«renseignement d’organismes de bienfaisance accessible au public»
“publicly accessible charity information”

«renseignements désignés sur les donateurs»
“designated donor information”

ce donateur ne réside pas au Canada et n'est ni un citoyen du Canada ni une personne visée au paragraphe 2(3).

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

2005, c. 38

CANADA BORDER SERVICES AGENCY ACT

46. Subsection 13(1) of the *Canada Border Services Agency Act* is replaced by the following:

Agreements

13. (1) Subject to sections 38 and 38.1 of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act*, the Agency may, with the approval of the Governor in Council, on the recommendation of the Minister and the Minister of Foreign Affairs, enter into an agreement with a foreign state or an international organization, for the purposes of carrying out the mandate of the Agency.

COMING INTO FORCE

Order in council

47. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

MODIFICATION CORRÉLATIVE

LOI SUR L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA

2005, ch. 38

46. Le paragraphe 13(1) de la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada* 5 est remplacé par ce qui suit :

Accords

13. (1) Sous réserve des articles 38 et 38.1 5 de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, l'Agence peut dans le cadre de sa 10 mission, avec l'agrément du gouverneur en conseil donné sur recommandation du ministre et du ministre des Affaires étrangères, conclure des accords avec un État étranger ou toute 15 organisation internationale.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Décret

47. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates 15 fixées par décret.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail**Poste-lettre****1782711****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca<http://publications.gc.ca>

C-26

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-26

An Act to amend the Criminal Code (criminal interest rate)

FIRST READING, OCTOBER 6, 2006

THE MINISTER OF JUSTICE

C-26

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-26

Loi modifiant le Code criminel (taux d'intérêt criminel)

PREMIÈRE LECTURE LE 6 OCTOBRE 2006

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* by exempting persons from the application of section 347 of that Act in respect of agreements for small, short-term loans. The exemption applies to persons who are licensed or otherwise authorized to enter into such agreements by designated provinces that have legislative measures that protect recipients of payday loans and that specify a limit on the total cost of those loans.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin de soustraire à l'application de l'article 347 les personnes qui offrent des conventions de prêt sur salaire, lorsque les sommes en cause sont modestes et prêtées à court terme. Sont visées les personnes qui exercent cette activité en vertu d'une licence ou d'une autre forme d'autorisation délivrée par toute province désignée, à condition que celle-ci ait adopté des mesures législatives qui protègent les bénéficiaires de prêts sur salaire et qui fixent un plafond au coût total de ce type de prêt.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-26

PROJET DE LOI C-26

An Act to amend the Criminal Code (criminal
interest rate)

Loi modifiant le Code criminel (taux d'intérêt
criminel)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. Subsection 347(1) of the *Criminal Code*
is replaced by the following:**

Criminal interest
rate

347. (1) Despite any other Act of Parlia-
ment, every one who enters into an agreement
or arrangement to receive interest at a criminal
rate, or receives a payment or partial payment of
interest at a criminal rate, is

(a) guilty of an indictable offence and liable
to imprisonment for a term not exceeding five
years; or

(b) guilty of an offence punishable on
summary conviction and liable to a fine not 15
exceeding \$25,000 or to imprisonment for a
term not exceeding six months or to both.

**2. The Act is amended by adding the
following after section 347:**

Definitions

347.1 (1) The following definitions apply in 20
subsection (2).

“interest”
« intérêts »

“interest” has the same meaning as in subsection
347(2).

“payday loan”
« prêt sur
salaire »

“payday loan” means an advancement of money
in exchange for a post-dated cheque, a pre- 25
authorized debit or a future payment of a similar
nature but not for any guarantee, suretyship,
overdraft protection or security on property and
not through a margin loan, pawnbroking, a line
of credit or a credit card.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. Le paragraphe 347(1) du *Code criminel*
5 est remplacé par ce qui suit :**

L.R., ch. C-46

5

347. (1) Malgré toute autre loi fédérale,
quiconque conclut une convention ou une
entente pour percevoir des intérêts à un taux
criminel ou perçoit, même partiellement, des
10 intérêts à un taux criminel est coupable :

Taux d'intérêt
criminel

10

a) soit d’un acte criminel passible d’un
emprisonnement maximal de cinq ans;

b) soit d’une infraction punissable sur déclara-
tion de culpabilité par procédure sommaire
et passible d’une amende maximale de 15
25 000 \$ et d’un emprisonnement maximal
de six mois, ou de l’une de ces peines.

**2. La même loi est modifiée par adjonc-
tion, après l’article 347, de ce qui suit :**

347.1 (1) Les définitions qui suivent s’ap- 20
pliquent au paragraphe (2).

Définitions

« intérêts » S’entend au sens du paragraphe
347(2).

« intérêts »
“interest”

« prêt sur salaire » Opération par laquelle une
somme d’argent est prêtée en échange d’un 25
chèque postdaté, d’une autorisation de prélève-
ment automatique ou de paiement futur de
même nature et à l’égard de laquelle ne sont
fournis aucun cautionnement ni autre sûreté sur
30 des biens ou autorisation pour découvert de 30

« prêt sur
salaire »
“payday loan”

Non-application	<p>(2) Section 347 and section 2 of the <i>Interest Act</i> do not apply to a person, other than a financial institution within the meaning of paragraphs (a) to (d) of the definition “financial institution” in section 2 of the <i>Bank Act</i>, in respect of a payday loan agreement entered into by the person to receive interest, or in respect of interest received by that person under the agreement, if</p> <p>(a) the amount of money advanced under the agreement is \$1,500 or less and the term of the agreement is 62 days or less;</p> <p>(b) the person is licensed or otherwise specifically authorized under the laws of a province to enter into the agreement; and</p> <p>(c) the province is designated under subsection (3).</p>	<p>compte; sont toutefois exclus les prêts sur gage ou sur marge, les lignes de crédit et les cartes de crédit.</p>	Application
Designation of province	<p>(3) The Governor in Council shall, by order and at the request of the lieutenant governor in council of a province, designate the province for the purposes of this section if the province has legislative measures that protect recipients of payday loans and that provide for limits on the total cost of borrowing under the agreements.</p>	<p>(2) L'article 347 et l'article 2 de la <i>Loi sur l'intérêt</i> ne s'appliquent pas à la personne — autre qu'une institution financière au sens des alinéas a) à d) de la définition de « institution financière » à l'article 2 de la <i>Loi sur les banques</i> — qui a conclu une convention de prêt sur salaire pour percevoir des intérêts ou qui a perçu des intérêts au titre de cette convention, si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) la somme d'argent prêtée en vertu de la convention est d'au plus 1 500 \$ et la durée de celle-ci est d'au plus soixante-deux jours;</p> <p>b) la personne est titulaire d'une licence ou de toute autre forme d'autorisation expresse délivrée sous le régime des lois de la province lui permettant de conclure cette convention;</p> <p>c) la province est désignée en vertu du paragraphe (3).</p>	Désignation d'une province
Revocation	<p>(4) The Governor in Council shall, by order, revoke the designation made under subsection (3) if requested to do so by the lieutenant governor in council of the province or if the legislative measures described in that subsection are no longer in force in that province.</p>	<p>(3) Le gouverneur en conseil, à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil de toute province, désigne par décret cette dernière pour l'application du présent article, à condition que celle-ci ait adopté des mesures législatives qui protègent les bénéficiaires de prêts sur salaire et qui fixent un plafond au coût total des prêts.</p> <p>(4) Le gouverneur en conseil révoque par décret la désignation faite en vertu du paragraphe (3) à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil de la province en cause ou lorsque les mesures législatives visées à ce paragraphe ne sont plus en vigueur.</p>	Révocation

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

*Criminal Code**Clause 1: Existing text of subsection 347(1):*

347. (1) Notwithstanding any Act of Parliament, every one who

(a) enters into an agreement or arrangement to receive interest at a criminal rate, or

(b) receives a payment or partial payment of interest at a criminal rate,

is guilty of

(c) an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding five years, or

(d) an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

*Clause 2: New.**Code criminel**Article 1 : Texte du paragraphe 347(1) :*

347. (1) Nonobstant toute autre loi fédérale, quiconque, selon le cas :

a) conclut une convention ou une entente pour percevoir des intérêts à un taux criminel;

b) perçoit, même partiellement, des intérêts à un taux criminel,

est coupable :

c) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

d) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de vingt-cinq mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Article 2 : Nouveau.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail**Poste-lettre****1782711****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca<http://publications.gc.ca>

C-26

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55-56 Elizabeth II, 2006-2007

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-26

An Act to amend the Criminal Code (criminal interest rate)

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
FEBRUARY 6, 2007

C-26

Première session, trente-neuvième législature,
55-56 Elizabeth II, 2006-2007

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-26

Loi modifiant le Code criminel (taux d'intérêt criminel)

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 6 FÉVRIER 2007



SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* by exempting persons from the application of section 347 of that Act in respect of agreements for small, short-term loans. The exemption applies to persons who are licensed or otherwise authorized to enter into such agreements by designated provinces that have legislative measures that protect recipients of payday loans and that specify a limit on the total cost of those loans.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin de soustraire à l'application de l'article 347 les personnes qui offrent des conventions de prêt sur salaire, lorsque les sommes en cause sont modestes et prêtées à court terme. Sont visées les personnes qui exercent cette activité en vertu d'une licence ou d'une autre forme d'autorisation délivrée par toute province désignée, à condition que celle-ci ait adopté des mesures législatives qui protègent les bénéficiaires de prêts sur salaire et qui fixent un plafond au coût total de ce type de prêt.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-26

PROJET DE LOI C-26

An Act to amend the Criminal Code (criminal interest rate)

Loi modifiant le Code criminel (taux d'intérêt criminel)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 347(1) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

Criminal interest rate

347. (1) Despite any other Act of Parliament, every one who enters into an agreement or arrangement to receive interest at a criminal rate, or receives a payment or partial payment of interest at a criminal rate, is

(a) guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or

(b) guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding \$25,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

2. The Act is amended by adding the following after section 347:

Definitions

347.1 (1) The following definitions apply in subsection (2).

“interest”
« intérêts »

“interest” has the same meaning as in subsection 347(2).

“payday loan”
« prêt sur salaire »

“payday loan” means an advancement of money in exchange for a post-dated cheque, a pre-authorized debit or a future payment of a similar nature but not for any guarantee, suretyship, overdraft protection or security on property and not through a margin loan, pawnbroking, a line of credit or a credit card.

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Le paragraphe 347(1) du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :

5

347. (1) Malgré toute autre loi fédérale, quiconque conclut une convention ou une entente pour percevoir des intérêts à un taux criminel ou perçoit, même partiellement, des intérêts à un taux criminel est coupable :

Taux d'intérêt criminel

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de 25 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 347, de ce qui suit :

347.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au paragraphe (2).

Définitions

« intérêts » S'entend au sens du paragraphe 347(2).

« intérêts »
“interest”

« prêt sur salaire » Opération par laquelle une somme d'argent est prêtée en échange d'un chèque postdaté, d'une autorisation de prélèvement automatique ou de paiement futur de même nature et à l'égard de laquelle ne sont fournis aucun cautionnement ni autre sûreté sur des biens ou autorisation pour découvert de 30

« prêt sur salaire »
“payday loan”

		compte; sont toutefois exclus les prêts sur gage ou sur marge, les lignes de crédit et les cartes de crédit.	
Non-application	(2) Section 347 and section 2 of the <i>Interest Act</i> do not apply to a person, other than a financial institution within the meaning of paragraphs (a) to (d) of the definition “financial institution” in section 2 of the <i>Bank Act</i> , in respect of a payday loan agreement entered into by the person to receive interest, or in respect of interest received by that person under the agreement, if	(2) L'article 347 et l'article 2 de la <i>Loi sur l'intérêt</i> ne s'appliquent pas à la personne — autre qu'une institution financière au sens des alinéas a) à d) de la définition de « institution financière » à l'article 2 de la <i>Loi sur les banques</i> — qui a conclu une convention de prêt sur salaire pour percevoir des intérêts ou qui a 10 perçu des intérêts au titre de cette convention, si les conditions suivantes sont réunies :	Application 5
	(a) the amount of money advanced under the 10 agreement is \$1,500 or less and the term of the agreement is 62 days or less;	a) la somme d'argent prêtée en vertu de la convention est d'au plus 1 500 \$ et la durée de celle-ci est d'au plus soixante-deux jours;	15
	(b) the person is licensed or otherwise specifically authorized under the laws of a province to enter into the agreement; and 15	b) la personne est titulaire d'une licence ou de toute autre forme d'autorisation expresse délivrée sous le régime des lois de la province lui permettant de conclure cette convention;	
	(c) the province is designated under subsection (3).	c) la province est désignée en vertu du 20 paragraphe (3).	
Designation of province	(3) The Governor in Council shall, by order and at the request of the lieutenant governor in council of a province, designate the province for 20 the purposes of this section if the province has legislative measures that protect recipients of payday loans and that provide for limits on the total cost of borrowing under the agreements.	(3) Le gouverneur en conseil, à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil de toute province, désigne par décret cette dernière pour l'application du présent article, à condition que 25 celle-ci ait adopté des mesures législatives qui protègent les bénéficiaires de prêts sur salaire et qui fixent un plafond au coût total des prêts.	Désignation d'une province
Revocation	(4) The Governor in Council shall, by order, 25 revoke the designation made under subsection (3) if requested to do so by the lieutenant governor in council of the province or if the legislative measures described in that subsection are no longer in force in that province.	(4) Le gouverneur en conseil révoque par décret la désignation faite en vertu du para- 30 graphe (3) à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil de la province en cause ou lorsque les mesures législatives visées à ce	Révocation

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail**Poste-lettre****1782711****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca<http://publications.gc.ca>

C-27

C-27

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-27

PROJET DE LOI C-27

An Act to amend the Criminal Code (dangerous offenders and
recognizance to keep the peace)

Loi modifiant le Code criminel (délinquants dangereux et
engagement de ne pas troubler l'ordre public)

FIRST READING, OCTOBER 17, 2006

PREMIÈRE LECTURE LE 17 OCTOBRE 2006



THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

SUMMARY

This enactment amends the dangerous offender and long-term offender provisions of the *Criminal Code*

(a) to require the prosecutor to advise the court whether the prosecutor intends to proceed with an application for an assessment under those provisions when the prosecutor is of the opinion that the offence for which the offender is convicted is a serious personal injury offence that is a designated offence and that the offender was convicted previously at least twice of a designated offence and was sentenced to at least two years of imprisonment for each of those convictions;

(b) to remove the court's discretion to refuse to order an assessment when it is of the opinion that there are reasonable grounds to believe that the offender might be found to be a dangerous offender or a long-term offender;

(c) to provide that, if the court is satisfied, in a hearing for a dangerous offender designation, that the offence for which the offender has been convicted is a primary designated offence for which it would be appropriate to impose a sentence of imprisonment of two years or more and that the offender was convicted previously at least twice of a primary designated offence and was sentenced to at least two years of imprisonment for each of those convictions, the conditions to make the designation are presumed to have been met unless the contrary is proved on a balance of probabilities; and

(d) to clarify that, even when the conditions to make a dangerous offender designation have been met, the court must consider whether a lesser sentence, including a long-term offender designation, would adequately protect the public and that neither the prosecutor nor the offender has the onus of proof in the matter.

The enactment also amends sections 810.1 and 810.2 of the *Criminal Code*

(a) to allow the duration of a recognizance to be for a period of up to two years if the court is satisfied that the defendant was convicted previously of an offence of a sexual nature against a child or a serious personal injury offence; and

(b) to clarify that the scope of conditions available for recognizances is broad and that those conditions may include electronic monitoring, treatment and a requirement to report to a designated authority.

SOMMAIRE

Le texte modifie les dispositions du *Code Criminel* portant sur les délinquants dangereux et les délinquants à contrôler afin :

a) d'obliger le poursuivant à aviser le tribunal de son intention de demander une évaluation sous le régime de ces dispositions lorsqu'il est d'avis que, d'une part, l'infraction dont le délinquant a été déclaré coupable constitue des sévices graves à la personne et est une infraction désignée et que, d'autre part, ce dernier a déjà été condamné pour au moins deux infractions désignées lui ayant valu, dans chaque cas, une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus;

b) de retirer au tribunal le pouvoir discrétionnaire de refuser d'ordonner une telle évaluation lorsqu'il existe, à son avis, des motifs raisonnables de croire que le délinquant pourrait être déclaré délinquant dangereux ou délinquant à contrôler;

c) de prévoir que, dans le cas où le tribunal est convaincu, lors de l'audition visant à décider si le délinquant doit être déclaré délinquant dangereux, que, d'une part, l'infraction dont le délinquant a été déclaré coupable est une infraction primaire qui mérite une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus et que, d'autre part, ce dernier a déjà été condamné pour au moins deux infractions primaires qui lui ont valu, dans chaque cas, une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus, il est présumé, sauf preuve contraire établie selon la prépondérance des probabilités, que les conditions préalables à l'obtention d'une telle déclaration ont été remplies;

d) de clarifier que le tribunal doit, même lorsque les conditions préalables lui permettant de déclarer qu'un délinquant est un délinquant dangereux ont été remplies, décider si une peine moins sévère, notamment le déclarer délinquant à contrôler, protégerait de façon suffisante le public, et que les parties n'assument aucune charge de preuve à cet égard.

Le texte modifie aussi les articles 810.1 et 810.2 du *Code criminel* afin :

a) de permettre que la durée des engagements de ne pas troubler l'ordre public soit de deux ans au plus dans les cas où le tribunal est convaincu que le défendeur a déjà été condamné pour une infraction d'ordre sexuel contre les enfants ou une infraction qui constitue des sévices graves à la personne;

b) de clarifier que ces engagements peuvent être assortis d'un vaste éventail de conditions portant notamment sur la surveillance à distance, le traitement et l'obligation de se présenter devant une autorité désignée.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-27

PROJET DE LOI C-27

An Act to amend the Criminal Code (dangerous offenders and recognizance to keep the peace)

Loi modifiant le Code criminel (délinquants dangereux et engagement de ne pas troubler l'ordre public)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

1. Section 752 of the *Criminal Code* is amended by adding the following in alphabetical order:

1. L'article 752 du *Code criminel* est 5
modifié par adjonction, selon l'ordre alpha-
bétique, de ce qui suit :

"designated offence" means

« infraction désignée »

(a) a primary designated offence,

a) Infraction primaire;

(b) an offence under any of the following provisions: 10

b) infraction prévue à l'une des dispositions 10
suivantes :

(i) paragraph 81(1)(a) (using explosives),

(i) l'alinéa 81(1)a) (usage d'explosifs),

(ii) paragraph 81(1)(b) (using explosives),

(ii) l'alinéa 81(1)b) (usage d'explosifs),

(iii) section 85 (using firearm or imitation firearm in commission of offence),

(iii) l'article 85 (usage d'une arme à feu ou 15
d'une fausse arme à feu lors de la
perpétration d'une infraction),

(iv) section 87 (pointing firearm), 15

(iv) l'article 87 (braquer une arme à feu),

(v) section 153.1 (sexual exploitation of person with disability),

(v) l'article 153.1 (exploitation d'une per-
sonne handicapée à des fins sexuelles),

(vi) section 163.1 (child pornography),

(vi) l'article 163.1 (pornographie juvé- 20
nile),

(vii) section 170 (parent or guardian procuring sexual activity), 20

(vii) l'article 170 (père, mère ou tuteur qui
sert d'entremetteur),

(viii) section 171 (householder permitting sexual activity by or in presence of child),

(viii) l'article 171 (maître de maison qui
permet des actes sexuels interdits),

(ix) section 172.1 (luring child),

(ix) l'article 172.1 (leurre), 25

« infraction
désignée »
"designated
offence"

(x) paragraph 212(1)(i) (stupefying or overpowering for purpose of sexual intercourse),		(x) l'alinéa 212(1)i) (fait de stupéfier ou subjuguier pour avoir des rapports sexuels),	
(xi) subsection 212(2.1) (aggravated offence in relation to living on avails of prostitution of person under eighteen),	5	(xi) le paragraphe 212(2.1) (infraction grave — vivre des produits de la prostitution d'une personne âgée de moins de dix-huit ans),	5
(xii) subsection 212(4) (prostitution of person under eighteen),		(xii) le paragraphe 212(4) (infraction — prostitution d'une personne âgée de moins de dix-huit ans),	
(xiii) section 245 (administering noxious thing),	10	(xiii) l'article 245 (fait d'administrer une substance délétère),	10
(xiv) section 266 (assault),		(xiv) l'article 266 (voies de fait),	
(xv) section 269 (unlawfully causing bodily harm),		(xv) l'article 269 (infliction illégale de lésions corporelles),	
(xvi) section 269.1 (torture),		(xvi) l'article 269.1 (torture),	15
(xvii) paragraph 270(1)(a) (assaulting peace officer),	15	(xvii) l'alinéa 270(1)a) (voies de fait contre un agent de la paix),	
(xviii) section 273.3 (removal of child from Canada),		(xviii) l'article 273.3 (passage d'enfants à l'étranger),	
(xix) subsection 279(2) (forcible confinement),	20	(xix) le paragraphe 279(2) (séquestration),	20
(xx) section 279.01 (trafficking in persons),		(xx) l'article 279.01 (traite des personnes),	
(xxi) section 279.1 (hostage taking),		(xxi) l'article 279.1 (prise d'otage),	
(xxii) section 280 (abduction of person under age of sixteen),	25	(xxii) l'article 280 (enlèvement d'une personne âgée de moins de seize ans),	
(xxiii) section 281 (abduction of person under age of fourteen),		(xxiii) l'article 281 (enlèvement d'une personne âgée de moins de quatorze ans),	25
(xxiv) section 344 (robbery), and		(xxiv) l'article 344 (vol qualifié),	
(xxv) section 348 (breaking and entering with intent, committing offence or breaking out),	30	(xxv) l'article 348 (introduction par effraction dans un dessein criminel);	
(c) an offence under subsection 245(2) of the <i>Criminal Code</i> (assault causing bodily harm), chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as it read from time to time before January 4, 1983,	35	c) infraction prévue au paragraphe 245(2) du 30 <i>Code criminel</i> (voies de fait causant des lésions corporelles), chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans toute version antérieure au 4 janvier 1983;	
(d) an offence under any of the following provisions of the <i>Criminal Code</i> , chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read from time to time before 40 January 1, 1988:		d) infraction prévue à l'une des dispositions 35 ci-après du <i>Code criminel</i> , chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans toute version antérieure au 1 ^{er} janvier 1988:	
		(i) le paragraphe 146(2) (rapports sexuels avec une personne de sexe féminin âgée 40 d'au moins quatorze ans mais de moins de seize ans),	

(i) subsection 146(2) (sexual intercourse with female between ages of fourteen and sixteen),

(ii) section 148 (sexual intercourse with feeble-minded), 5

(iii) section 166 (parent or guardian procuring defilement), and

(iv) section 167 (householder permitting defilement), or

(e) an attempt or conspiracy to commit an offence referred to in any of paragraphs (b) to (d); 10

“primary designated offence” means

(a) an offence under any of the following provisions: 15

(i) section 151 (sexual interference),

(ii) section 152 (invitation to sexual touching),

(iii) section 153 (sexual exploitation),

(iv) section 155 (incest), 20

(v) section 239 (attempt to commit murder),

(vi) section 244 (discharging firearm with intent),

(vii) section 267 (assault with weapon or causing bodily harm), 25

(viii) section 268 (aggravated assault),

(ix) section 271 (sexual assault),

(x) section 272 (sexual assault with weapon, threats to third party or causing bodily harm), 30

(xi) section 273 (aggravated sexual assault), and

(xii) subsection 279(1) (kidnapping),

(b) an offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read from time to time before January 4, 1983: 35

(i) section 144 (rape), 40

(ii) section 145 (attempt to commit rape),

(ii) l'article 148 (rapports sexuels avec une personne faible d'esprit),

(iii) l'article 166 (père, mère ou tuteur qui cause le défloremment),

(iv) l'article 167 (maître de maison qui permet le défloremment); 5

e) infraction constituée par la tentative ou le complot en vue de perpétrer l'une ou l'autre des infractions énumérées aux alinéas b) à d).

« infraction primaire » Infraction : 10

a) prévue par l'une des dispositions suivantes : « infraction primaire » “primary designated offence”

(i) l'article 151 (contacts sexuels),

(ii) l'article 152 (incitation à des contacts sexuels), 15

(iii) l'article 153 (exploitation sexuelle),

(iv) l'article 155 (inceste),

(v) l'article 239 (tentative de meurtre),

(vi) l'article 244 (décharger une arme à feu avec une intention particulière), 20

(vii) l'article 267 (agression armée ou infliction de lésions corporelles),

(viii) l'article 268 (voies de fait graves),

(ix) l'article 271 (agression sexuelle),

(x) l'article 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles), 25

(xi) l'article 273 (agression sexuelle grave),

(xii) le paragraphe 279(1) (enlèvement); 30

b) prévue à l'une des dispositions ci-après du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts révisés du Canada de 1970, dans toute version antérieure au 4 janvier 1983 :

(i) l'article 144 (viol), 35

(ii) l'article 145 (tentative de viol),

(iii) l'article 149 (attentat à la pudeur d'une personne de sexe féminin),

(iv) l'article 156 (attentat à la pudeur d'une personne de sexe masculin), 40

“primary designated offence”
« infraction primaire »

« infraction primaire »
“primary designated offence”

(iii) section 149 (indecent assault on female),

(iv) section 156 (indecent assault on male), and

(v) subsection 246(1) (assault with intent) 5 if the intent is to commit an offence referred to in any of subparagraphs (i) to (iv) of this paragraph,

(c) an offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter 10 C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as enacted by section 19 of *An Act to amend the Criminal Code in relation to sexual offences and other offences against the person and to amend certain other Acts in 15 relation thereto or in consequence thereof*, chapter 125 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83:

(i) section 246.1 (sexual assault),

(ii) section 246.2 (sexual assault with 20 weapon, threats to third party or causing bodily harm), and

(iii) section 246.3 (aggravated sexual assault),

(d) an offence under any of the following 25 provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read from time to time before January 1, 1988:

(i) subsection 146(1) (sexual intercourse 30 with female under age of fourteen), and

(ii) paragraph 153(1)(a) (sexual intercourse with step-daughter), or

(e) an attempt or conspiracy to commit an offence referred to in any of paragraphs (a) to 35 (d);

(v) le paragraphe 246(1) (voies de fait avec intention de commettre un acte criminel), si l'intention est de commettre l'une des infractions visées aux sous-alinéas (i) à (iv) du présent alinéa; 5

c) prévue à l'une des dispositions ci-après du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts revisés du Canada de 1970, dans leur version édictée par l'article 19 de la *Loi modifiant le Code criminel en matière d'infractions 10 sexuelles et d'autres infractions contre la personne et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois*, chapitre 125 des Statuts du Canada de 1980-81-82-83 :

(i) l'article 246.1 (agression sexuelle), 15

(ii) l'article 246.2 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infraction de lésions corporelles),

(iii) l'article 246.3 (agression sexuelle grave); 20

d) prévue à l'une des dispositions ci-après du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts revisés du Canada de 1970, dans toute version antérieure au 1^{er} janvier 1988 :

(i) le paragraphe 146(1) (rapports sexuels 25 avec une personne de sexe féminin âgée de moins de quatorze ans),

(ii) l'alinéa 153(1)a) (rapports sexuels avec sa belle-fille);

e) constituée par la tentative ou le complot en 30 vue de perpétrer l'une ou l'autre des infractions énumérées aux alinéas a) à d).

1997, c. 17, s. 4

2. Section 752.1 of the Act is replaced by the following:

Duty to advise court

752.01 If the prosecutor is of the opinion that an offence for which an offender is convicted is 40 a serious personal injury offence that is a designated offence and that the offender was convicted previously at least twice of a designated offence and was sentenced to at least two years of imprisonment for each of 45

2. L'article 752.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 17, art. 4

752.01 Dans le cas où le poursuivant est 35 d'avis que, d'une part, l'infraction dont le délinquant a été déclaré coupable constitue des sévices graves à la personne et est une infraction désignée et que, d'autre part, celui-ci a déjà été condamné pour au moins deux infractions 40 désignées lui ayant valu, dans chaque cas, une

Obligation d'aviser le tribunal

those convictions, the prosecutor shall advise the court, as soon as feasible after the finding of guilt and in any event before sentence is imposed, whether the prosecutor intends to make an application under subsection 752.1(1).

peine d'emprisonnement de deux ans ou plus, il est tenu, dans les meilleurs délais possible suivant la déclaration de culpabilité et, en tout état de cause, avant la détermination de la peine, d'aviser le tribunal s'il a ou non l'intention de faire une demande au titre du paragraphe 752.1(1).

Application for remand for assessment

752.1 (1) On application by the prosecutor, if the court is of the opinion that there are reasonable grounds to believe that an offender who is convicted of a serious personal injury offence or an offence referred to in paragraph 753.1(2)(a) might be found to be a dangerous offender under section 753 or a long-term offender under section 753.1, the court shall, by order in writing, before sentence is imposed, remand the offender, for a period not exceeding sixty days, to the custody of a person designated by the court who can perform an assessment or have an assessment performed by experts for use as evidence in an application under section 753 or 753.1.

752.1 (1) Sur demande du poursuivant, le tribunal doit, avant d'imposer une peine au délinquant qui a commis des sévices graves à la personne ou une infraction visée à l'alinéa 753.1(2)a) et lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que celui-ci pourrait être déclaré délinquant dangereux ou délinquant à contrôler en vertu respectivement des articles 753 et 753.1, le renvoyer, par une ordonnance écrite et pour une période maximale de soixante jours, à la garde de la personne qu'il désigne, laquelle effectue ou fait effectuer par des experts une évaluation qui sera utilisée comme preuve lors de l'examen de la demande visée aux articles 753 ou 753.1.

Renvoi pour évaluation

Report

(2) The person to whom the offender is remanded shall file a report of the assessment with the court not later than thirty days after the end of the assessment period and make copies of it available to the prosecutor and counsel for the offender.

(2) La personne qui a la garde du délinquant doit, au plus tard trente jours après l'expiration de la période d'évaluation, déposer auprès du tribunal un rapport d'évaluation et mettre des copies de celui-ci à la disposition du poursuivant et de l'avocat du délinquant.

Rapport

Extension of time

(3) On application by the prosecutor, the court may extend the period within which the report must be filed by a maximum of thirty days if the court is satisfied that there are reasonable grounds to do so.

(3) Sur demande du poursuivant, le tribunal peut, s'il est convaincu qu'il y a des motifs raisonnables de le faire, proroger d'au plus trente jours le délai de dépôt du rapport.

Prorogation des délais

1997, c. 17, s. 4

3. (1) The portion of subsection 753(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

3. (1) Le passage du paragraphe 753(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 17, art. 4

Application for finding that an offender is a dangerous offender

753. (1) On application made under this Part following the filing of an assessment report under subsection 752.1(2), the court shall find the offender to be a dangerous offender if it is satisfied

753. (1) Sur demande faite, en vertu de la présente partie, postérieurement au dépôt du rapport d'évaluation visé au paragraphe 752.1(2), le tribunal doit déclarer qu'un délinquant est un délinquant dangereux s'il est convaincu que, selon le cas :

Demande de déclaration - délinquant dangereux

(2) Section 753 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(2) L'article 753 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Presumption

(1.1) If the court is satisfied that the offence for which the offender is convicted is a primary designated offence for which it would be appropriate to impose a sentence of imprisonment of two years or more and that the offender was convicted previously at least twice of a primary designated offence and was sentenced to at least two years of imprisonment for each of those convictions, the conditions in paragraph (1)(a) or (b), as the case may be, are presumed to have been met unless the contrary is proved on a balance of probabilities.

Limitation

(1.2) Despite subsection (1), the court shall not find the offender to be a dangerous offender if it is satisfied by the evidence adduced during the hearing of an application under that subsection that a lesser sentence — either a finding that the offender is a long-term offender or a sentence for the offence for which the offender has been convicted — would adequately protect the public. Neither the prosecutor nor the offender has the onus of proof in this matter.

1997, c. 17, s. 4

(3) Paragraphs 753(2)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) before the imposition of sentence, the prosecutor gives notice to the offender of a possible intention to make an application under section 752.1 and an application under subsection (1) not later than six months after that imposition; and

(b) at the time of the application under subsection (1) that is not later than six months after the imposition of sentence, it is shown that relevant evidence that was not reasonably available to the prosecutor at the time of the imposition of sentence became available in the interim.

4. Paragraph 754(1)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

b) le poursuivant a donné au délinquant un préavis d'au moins sept jours francs après la présentation de la demande indiquant ce sur quoi la demande se fonde;

5. Subsection 810.1(3) of the Act is replaced by the following:

2002, c. 13, s. 81(1)

(1.1) Si le tribunal est convaincu que, d'une part, l'infraction dont le délinquant a été reconnu coupable est une infraction primaire qui mérite une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus et que, d'autre part, celui-ci a déjà été condamné pour au moins deux infractions primaires lui ayant valu, dans chaque cas, une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus, il est présumé, sauf preuve contraire établie selon la prépondérance des probabilités, que les conditions prévues aux alinéas (1)a) ou b), selon le cas, sont remplies.

(1.2) Malgré le paragraphe (1), le tribunal ne peut déclarer que le délinquant est un délinquant dangereux s'il est convaincu, sur le fondement des éléments mis en preuve lors de l'audition de la demande visée à ce paragraphe, qu'une peine moins sévère — le déclarer délinquant à contrôler ou lui imposer une peine pour l'infraction pour laquelle il a été déclaré coupable — protégerait de façon suffisante le public, les parties n'assumant à cet égard aucune charge de preuve.

(3) Les alinéas 753(2)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

a) avant cette imposition, le poursuivant avise celui-ci de la possibilité qu'elle présente une demande en vertu de l'article 752.1 et une demande en vertu du paragraphe (1) au plus tard six mois après l'imposition;

b) à la date de la présentation de cette dernière demande — au plus tard six mois après l'imposition —, il est démontré que le poursuivant a à sa disposition des éléments de preuve pertinents qui n'étaient pas normalement accessibles au moment de l'imposition.

4. L'alinéa 754(1)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit:

b) le poursuivant a donné au délinquant un préavis d'au moins sept jours francs après la présentation de la demande indiquant ce sur quoi la demande se fonde;

5. Le paragraphe 810.1(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

2002, ch. 13, par. 81(1)

Présomption

Limite

1997, ch. 17, art. 4

Adjudication	(3) If the provincial court judge before whom the parties appear <u>is</u> satisfied by the evidence adduced that the informant has reasonable grounds for the fear, the judge may order <u>that</u> the defendant enter into a recognizance <u>to keep the peace and be of good behaviour</u> for a period <u>that does not exceed</u> twelve months.	(3) Le juge devant lequel les parties comparaissent peut, s'il est convaincu par la preuve apportée que les craintes du dénonciateur sont fondées sur des motifs raisonnables, ordonner 5 que le défendeur contracte <u>l'engagement de ne pas troubler l'ordre public et d'avoir une bonne conduite</u> pour une période maximale de douze mois.	Décision
Duration extended	(3.01) However, if the provincial court judge is also satisfied that the defendant was convicted previously of a sexual offence in respect of a 10 person who is under the age of fourteen years, the judge may order that the defendant enter into the recognizance for a period that does not exceed two years.	(3.01) Toutefois, s'il est convaincu en outre que le défendeur a déjà été reconnu coupable 10 d'une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'une personne âgée de moins de quatorze ans, le juge peut lui ordonner de contracter l'engagement pour une période maximale de deux ans.	Prolongation
Conditions in recognizance	(3.02) The provincial court judge may add 15 any reasonable conditions to the recognizance that the judge considers desirable to secure the good conduct of the defendant, including conditions that (a) prohibit the defendant from engaging in 20 any activity that involves contact with persons under the age of fourteen years, including using a computer system within the meaning of subsection 342.1(2) for the purpose of communicating with a person 25 under that age; (b) prohibit the defendant from attending a public park or public swimming area where persons under the age of fourteen years are present or can reasonably be expected to be 30 present, or a daycare centre, schoolground or playground; (c) require the defendant to participate in a treatment program; (d) require the defendant to wear an elec- 35 tronic monitoring device, as long as the Attorney General makes the request; (e) require the defendant to remain within a specified geographic area unless written permission to leave that area is obtained from 40 the provincial court judge; (f) require the defendant to return to and remain at his or her place of residence at specified times; or	(3.02) Le juge peut assortir l'engagement des 15 conditions raisonnables qu'il estime souhaitables pour garantir la bonne conduite du défendeur, notamment les conditions suivantes : a) ne pas se livrer à des activités qui entraînent des contacts avec des personnes 20 âgées de moins de quatorze ans, notamment utiliser un ordinateur au sens du paragraphe 342.1(2) dans le but de communiquer avec une personne âgée de moins de quatorze ans; b) ne pas se trouver dans un parc public ou 25 une zone publique où l'on peut se baigner, s'il s'y trouve des personnes âgées de moins de quatorze ans ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il s'y en trouve, ou dans une garderie, une cour d'école ou un terrain 30 de jeu; c) participer à un programme de traitement; d) porter un dispositif de surveillance à distance, si le procureur général demande l'ajout de cette condition; 35 e) rester dans une région désignée, sauf permission écrite donnée par le juge; f) regagner sa résidence et y rester aux moments précisés dans l'engagement; g) s'abstenir de consommer des drogues — 40 sauf sur ordonnance médicale —, de l'alcool ou d'autres substances intoxicantes.	Conditions de l'engagement

	(g) require the defendant to abstain from the consumption of drugs except in accordance with a medical prescription, of alcohol or of any other intoxicating substance.				
Conditions — firearms	(3.03) The provincial court judge shall consider whether it is desirable, in the interests of the defendant's safety or that of any other person, to prohibit the defendant from possessing any firearm, cross-bow, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device, ammunition, prohibited ammunition or explosive substance, or all of those things. If the judge decides that it is desirable to do so, the judge shall add that condition to the recognizance and specify the period during which the condition applies.	5 10 15	(3.03) Le juge doit décider s'il est souhaitable pour la sécurité du défendeur, ou pour celle d'autrui, de lui interdire d'avoir en sa possession des armes à feu, arbalètes, armes prohibées, armes à autorisation restreinte, dispositifs prohibés, munitions, munitions prohibées et substances explosives, ou l'un ou plusieurs de ces objets, et, dans l'affirmative, il doit assortir l'engagement d'une condition à cet effet et y prévoir la période d'application de celle-ci.	5 10	Conditions — armes à feu
Surrender, etc.	(3.04) If the provincial court judge adds a condition described in subsection (3.03) to a recognizance, the judge shall specify in the recognizance how the things referred to in that subsection that are in the defendant's possession should be surrendered, disposed of, detained, stored or dealt with and how the authorizations, licences and registration certificates that are held by the defendant should be surrendered.	20 25	(3.04) Le cas échéant, l'engagement prévoit la façon de remettre, de détenir ou d'entreposer les objets visés au paragraphe (3.03) qui sont en la possession du défendeur, ou d'en disposer, et de remettre les autorisations, permis et certificats d'enregistrement dont celui-ci est titulaire.	15	Remise
Condition — reporting	(3.05) The provincial court judge shall consider whether it is desirable to require the defendant to report to the correctional authority of a province or to an appropriate police authority. If the judge decides that it is desirable to do so, the judge shall add that condition to the recognizance.	30	(3.05) Le juge doit décider s'il est souhaitable que le défendeur se présente devant les autorités correctionnelles de la province ou les autorités policières compétentes et, dans l'affirmative, il doit assortir l'engagement d'une condition à cet effet.	20	Condition — présentation devant une autorité
1997, c.17, s. 9(1)	6. (1) Subsection 810.2(3) of the Act is replaced by the following:		6. (1) Le paragraphe 810.2(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	25	1997, ch. 17, par. 9(1)
Adjudication	(3) If the provincial court judge before whom the parties appear <u>is</u> satisfied by the evidence adduced that the informant has reasonable grounds for the fear, the judge may order that the defendant enter into a recognizance to keep the peace and be of good behaviour for <u>a</u> period that does not exceed twelve months.	35 40	(3) Le juge devant lequel les parties comparaissent peut, s'il est convaincu par la preuve apportée que les craintes du dénonciateur sont fondées sur des motifs raisonnables, ordonner que le défendeur contracte l'engagement de ne pas troubler l'ordre public et d' <u>avoir</u> une bonne conduite pour une période maximale de douze mois.	30	Décision
Duration extended	(3.01) However, if the provincial court judge is also satisfied that the defendant was convicted previously of an offence referred to in subsec-		(3.01) Toutefois, s'il est convaincu en outre que le défendeur a déjà été reconnu coupable d'une infraction visée au paragraphe (1), le juge peut lui ordonner de contracter l'engagement pour une période maximale de deux ans.	35	Prolongation

tion (1), the judge may order that the defendant enter into the recognizance for a period that does not exceed two years.

1997, c. 17,
ss. 9(1) and (2)

(2) Subsections 810.2(5) to (6) of the Act are replaced by the following:

Conditions in
recognizance

(4.1) The provincial court judge may add any reasonable conditions to the recognizance that the judge considers desirable to secure the good conduct of the defendant, including conditions that require the defendant

- (a) to participate in a treatment program;
- (b) to wear an electronic monitoring device, as long as the Attorney General makes the request;
- (c) to remain within a specified geographic area unless written permission to leave that area is obtained from the provincial court judge;
- (d) to return to and remain at his or her place of residence at specified times; or
- (e) to abstain from the consumption of drugs except in accordance with a medical prescription, of alcohol or of any other intoxicating substance.

Conditions —
firearms

(5) The provincial court judge shall consider whether it is desirable, in the interests of the defendant's safety or that of any other person, to prohibit the defendant from possessing any firearm, cross-bow, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device, ammunition, prohibited ammunition or explosive substance, or all of those things. If the judge decides that it is desirable to do so, the judge shall add that condition to the recognizance and specify the period during which the condition applies.

Surrender, etc.

(5.1) If the provincial court judge adds a condition described in subsection (5) to a recognizance, the judge shall specify in the recognizance how the things referred to in that subsection that are in the defendant's possession should be surrendered, disposed of, detained, stored or dealt with and how the authorizations, licences and registration certificates that are held by the defendant should be surrendered.

(2) Les paragraphes 810.2(5) à (6) de la 5 même loi sont remplacés par ce qui suit :

1997, ch. 17,
par. 9(1) et (2)

Conditions de
l'engagement

(4.1) Le juge peut assortir l'engagement des conditions raisonnables qu'il estime souhaitables pour garantir la bonne conduite du 5 défendeur, notamment celles lui intimant :

- a) de participer à un programme de traitement;
- b) de porter un dispositif de surveillance à distance, si le procureur général demande 10 l'ajout de cette condition;
- c) de rester dans une région désignée, sauf permission écrite donnée par le juge;
- d) de regagner sa résidence et d'y rester aux moments précisés dans l'engagement; 15
- e) de s'abstenir de consommer des drogues — sauf sur ordonnance médicale —, de l'alcool ou d'autres substances intoxicantes.

Conditions —
armes à feu

(5) Le juge doit décider s'il est souhaitable pour la sécurité du défendeur, ou pour celle 20 d'autrui, de lui interdire d'avoir en sa possession des armes à feu, arbalètes, armes prohibées, armes à autorisation restreinte, dispositifs prohibés, munitions, munitions prohibées et substances explosives, ou l'un ou plusieurs de ces 25 objets, et, dans l'affirmative, il doit assortir l'engagement d'une condition à cet effet et y prévoir la période d'application de celle-ci.

Remise

(5.1) Le cas échéant, l'engagement prévoit la façon de remettre, de détenir ou d'entreposer les 30 objets visés au paragraphe (5) qui sont en la possession du défendeur, ou d'en disposer, et de remettre les autorisations, permis et certificats d'enregistrement dont celui-ci est titulaire.

Reasons	(5.2) If the provincial court judge does not add a condition described in subsection (5) to a recognizance, the judge shall include in the record a statement of the reasons for not adding the condition.	(5.2) Le juge qui n'assortit pas l' <u>engagement</u> de la condition prévue au paragraphe (5) est tenu de donner ses motifs, qui sont consignés au dossier de l'instance.	Motifs
Condition — reporting	(6) The provincial court judge shall consider whether it is desirable to require the defendant to report to the correctional authority of a province or to an appropriate police authority. If the judge decides that it is desirable to do so, the judge <u>shall</u> add <u>that</u> condition to the recognizance.	(6) Le juge doit décider s'il est souhaitable que le défendeur se présente devant les <u>autorités</u> correctionnelles de la province ou les <u>autorités</u> policières compétentes et, dans l'affirmative, il <u>doit assortir</u> l'engagement <u>d'une condition à cet effet</u> .	5 Condition — présentation devant une autorité

COORDINATING AMENDMENTS

DISPOSITIONS DE COORDINATION

Bill C-10	7. If Bill C-10, introduced in the 1st session of the 39th Parliament and entitled <i>An Act to amend the Criminal Code (minimum penalties for offences involving firearms) and to make a consequential amendment to another Act</i> , receives royal assent, then, on the later of the day on which section 9 of that Act comes into force and the day on which section 1 of this Act comes into force — or, if those days are the same day, then on that day — subparagraph (a)(i) of the definition “primary designated offence” in section 752 of the <i>Criminal Code</i> is replaced by the following:	7. En cas de sanction du projet de loi C-10, déposé au cours de la 1 ^{re} session de la 39 ^e législature et intitulé <i>Loi modifiant le Code criminel (peines minimales pour les infractions mettant en jeu des armes à feu) et une autre loi</i> en conséquence, à l'entrée en vigueur de l'article 9 de cette loi ou à celle, si elle est postérieure, de l'article 1 de la présente loi, le sous-alinéa a)(i) de la définition de « infraction primaire » à l'article 752 du <i>Code criminel</i> est remplacé par ce qui suit :	Projet de loi C-10
	(i) section 98 (breaking and entering to steal firearm),	(i) l'article 98 (introduction par effraction pour voler une arme à feu),	
	(i.1) section 98.1 (robbery to steal firearm),	(i.1) l'article 98.1 (vol qualifié visant une arme à feu),	25
	(i.2) section 151 (sexual interference),	(i.2) l'article 151 (contacts sexuels),	
Bill C-22	8. (1) Subsections (2) to (4) apply if Bill C-22, introduced in the 1st session of the 39th Parliament and entitled <i>An Act to amend the Criminal Code (age of protection) and to make consequential amendments to the Criminal Records Act</i> (the “other Act”), receives royal assent.	8. (1) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-22, déposé au cours de la 1 ^{re} session de la 39 ^e législature et intitulé <i>Loi modifiant le Code criminel (âge de protection) et la Loi sur le casier judiciaire en conséquence</i> (appelé « autre loi » au présent article).	Projet de loi C-22
	(2) If the other Act comes into force before this Act,	(2) Si l'autre loi entre en vigueur avant la présente loi :	35
	(a) subsection 810.1(3.01) of the <i>Criminal Code</i> , as enacted by section 5 of this Act, is replaced by the following:	a) le paragraphe 810.1(3.01) du <i>Code criminel</i> , édicté par l'article 5 de la présente loi, est remplacé par ce qui suit :	

Duration
extended

Prolongation

(3.01) However, if the provincial court judge is also satisfied that the defendant was convicted previously of a sexual offence in respect of a person who is under the age of sixteen years, the judge may order that the defendant enter into the recognizance for a period that does not exceed two years.

(b) paragraphs 810.1(3.02)(a) and (b) of the Criminal Code, as enacted by section 5 of this Act, are replaced by the following:

(a) prohibit the defendant from engaging in any activity that involves contact with persons under the age of sixteen years, including using a computer system within the meaning of subsection 342.1(2) for the purpose of communicating with a person under that age;

(b) prohibit the defendant from attending a public park or public swimming area where persons under the age of sixteen years are present or can reasonably be expected to be present, or a daycare centre, schoolground or playground;

(3) If this Act comes into force before the other Act, then paragraph 3(j) of that Act is replaced by the following:

(j) subsections 810.1(1) and (3.01) and paragraphs 810.1(3.02)(a) and (b).

(4) If this Act and the other Act come into force on the same day, then this Act is deemed to have come into force before the other Act.

(3.01) Toutefois, s'il est convaincu en outre que le défendeur a déjà été reconnu coupable d'une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'une personne âgée de moins de seize ans, le juge peut lui ordonner de contracter l'engagement pour une période maximale de deux ans.

b) les alinéas 810.1(3.02)a) et b) du Code criminel, édictés par l'article 5 de la présente loi, sont remplacés par ce qui suit :

a) ne pas se livrer à des activités qui entraînent des contacts avec des personnes âgées de moins de seize ans, notamment utiliser un ordinateur au sens du paragraphe 342.1(2) dans le but de communiquer avec une personne âgée de moins de seize ans;

b) ne pas se trouver dans un parc public ou une zone publique où l'on peut se baigner, s'il s'y trouve des personnes âgées de moins de seize ans ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il s'y en trouve, ou dans une garderie, une cour d'école ou un terrain de jeu;

(3) Si la présente loi entre en vigueur avant l'autre loi, l'alinéa 3j) de celle-ci est remplacé par ce qui suit :

j) les paragraphes 810.1(1) et (3.01) et les alinéas 810.1(3.02)a) et b).

(4) Si l'entrée en vigueur de la présente loi et celle de l'autre loi sont concomitantes, la présente loi est réputée être entrée en vigueur avant l'autre loi.

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

Criminal Code

Code criminel

Clause 1: New.

Article 1: Nouveau.

Clause 2: Existing text of section 752.1:

Article 2: Texte de l'article 752.1 :

752.1 (1) Where an offender is convicted of a serious personal injury offence or an offence referred to in paragraph 753.1(2)(a) and, before sentence is imposed on the offender, on application by the prosecution, the court is of the opinion that there are reasonable grounds to believe that the offender might be found to be a dangerous offender under section 753 or a long-term offender under section 753.1, the court may, by order in writing, remand the offender, for a period not exceeding sixty days, to the custody of the person that the court directs and who can perform an assessment, or can have an assessment performed by experts. The assessment is to be used as evidence in an application under section 753 or 753.1.

(2) The person to whom the offender is remanded shall file a report of the assessment with the court not later than fifteen days after the end of the assessment period and make copies of it available to the prosecutor and counsel for the offender.

752.1 (1) Sur demande faite par la poursuite, le tribunal peut, avant d'imposer une peine au délinquant qui a commis des sévices graves à la personne ou une infraction visée à l'alinéa 753.1(2)a) et lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que celui-ci pourrait être déclaré délinquant dangereux ou délinquant à contrôler en vertu respectivement des articles 753 et 753.1, le renvoyer, par une ordonnance écrite et pour une période maximale de soixante jours, à la garde de la personne qu'il désigne, laquelle effectue ou fait effectuer par des experts une évaluation qui sera utilisée comme preuve lors de l'examen de la demande visée aux articles 753 ou 753.1.

(2) La personne qui a la garde du délinquant doit, au plus tard quinze jours après l'expiration de la période d'évaluation, déposer auprès du tribunal un rapport d'évaluation et mettre des copies de celui-ci à la disposition de la poursuite et de l'avocat du délinquant.

Clause 3: (1) Relevant portion of subsection 753(1):

753. (1) The court may, on application made under this Part following the filing of an assessment report under subsection 752.1(2), find the offender to be a dangerous offender if it is satisfied

Article 3: (1) Texte du passage visé du paragraphe 753(1):

753. (1) Sur demande faite, en vertu de la présente partie, postérieurement au dépôt du rapport d'évaluation visé au paragraphe 752.1(2), le tribunal peut déclarer qu'un délinquant est un délinquant dangereux, s'il est convaincu que, selon le cas :

(2) New.

(2) Nouveau.

(3) Relevant portion of subsection 753(2):

(3) Texte du passage visé du paragraphe 753(2):

(2) An application under subsection (1) must be made before sentence is imposed on the offender unless

(2) La demande visée au paragraphe (1) doit être présentée avant que la peine soit imposée au délinquant, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

(a) before the imposition of sentence, the prosecution gives notice to the offender of a possible intention to make an application under section 752.1 and an application under subsection (1) not later than six months after that imposition; and

a) avant cette imposition, la poursuite avise celui-ci de la possibilité qu'elle présente une demande en vertu de l'article 752.1 et une demande en vertu du paragraphe (1) au plus tard six mois après l'imposition;

(b) at the time of the application under subsection (1) that is not later than six months after the imposition of sentence, it is shown that relevant evidence that was not reasonably available to the prosecution at the time of the imposition of sentence became available in the interim.

b) à la date de la présentation de cette dernière demande — au plus tard six mois après l'imposition —, il est démontré que la poursuite a à sa disposition des éléments de preuve pertinents qui n'étaient pas normalement accessibles au moment de l'imposition.

Clause 4: Relevant portion of subsection 754(1):

754. (1) Where an application under this Part has been made, the court shall hear and determine the application except that no such application shall be heard unless

Article 4: Texte du passage visé du paragraphe 754(1):

754. (1) Le tribunal ne peut entendre et statuer sur une demande faite en vertu de la présente partie que dans le cas suivant :

[...]

(b) at least seven days notice has been given to the offender by the prosecutor, following the making of the application, outlining the basis on which it is intended to found the application; and

b) la poursuite a donné au délinquant un préavis d'au moins sept jours francs après la présentation de la demande indiquant ce sur quoi la demande se fonde;

Clause 5: Existing text of subsection 810.1(3):

Article 5: Texte du paragraphe 810.1(3):

(3) The provincial court judge before whom the parties appear may, if satisfied by the evidence adduced that the informant has reasonable grounds for the fear, order the defendant to enter into a recognizance and, for a period fixed by the provincial court judge of not more than twelve months, comply with the conditions fixed by the provincial court judge, including a condition prohibiting the defendant from

(a) engaging in any activity that involves contact with persons under the age of fourteen years, including using a computer system within the meaning of subsection 342.1(2) for the purpose of communicating with a person under the age of fourteen years; and

(b) attending a public park or public swimming area where persons under the age of fourteen years are present or can reasonably be expected to be present, or a daycare centre, schoolground, playground or community centre.

Clause 6: (1) Existing text of subsection 810.2(3):

(3) The provincial court judge before whom the parties appear may, if satisfied by the evidence adduced that the informant has reasonable grounds for the fear, order that the defendant enter into a recognizance to keep the peace and be of good behaviour for any period that does not exceed twelve months and to comply with any other reasonable conditions prescribed in the recognizance, including the conditions set out in subsections (5) and (6), that the provincial court judge considers desirable for securing the good conduct of the defendant.

(2) Existing text of subsections 810.2(5) to (6):

(5) Before making an order under subsection (3), the provincial court judge shall consider whether it is desirable to include as a condition of the recognizance that the defendant report to the correctional authority of a province or to an appropriate police authority, and where the provincial court judge decides that it is desirable for the defendant to so report, the provincial court judge may add the appropriate condition to the recognizance.

(5.1) Where the provincial court judge adds a condition described in subsection (5) to a recognizance order, the provincial court judge shall specify in the order the manner and method by which

(a) the things referred to in that subsection that are in the possession of the defendant shall be surrendered, disposed of, detained, stored or dealt with; and

(b) the authorizations, licences and registration certificates held by the defendant shall be surrendered.

(5.2) Where the provincial court judge does not add a condition described in subsection (5) to a recognizance order, the provincial court judge shall include in the record a statement of the reasons for not adding the condition.

(6) Before making an order under subsection (3), the provincial court judge shall consider whether it is desirable to include as a condition of the recognizance that the defendant report to the correctional authority of a province or to an appropriate police authority, and where the provincial court judge decides that it is desirable for the defendant to so report, the provincial court judge may add the appropriate condition to the recognizance.

(3) Le juge devant lequel les parties comparaissent peut, s'il est convaincu par la preuve apportée, que les craintes du dénonciateur sont fondées sur des motifs raisonnables, ordonner que le défendeur contracte un engagement assorti des conditions que le tribunal fixe, y compris celle interdisant au défendeur, pour une période maximale de douze mois :

a) de se livrer à des activités qui entraînent des contacts avec des personnes âgées de moins de quatorze ans, notamment d'utiliser un ordinateur au sens du paragraphe 342.1(2) dans le but de communiquer avec une personne âgée de moins de quatorze ans;

b) de se trouver dans un parc public ou une zone publique où l'on peut se baigner — s'il s'y trouve des personnes âgées de moins de quatorze ans ou s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il s'y en trouve — ou une garderie, un terrain d'école, un terrain de jeu ou un centre communautaire.

Article 6: (1) Texte du paragraphe 810.2(3):

(3) Le juge devant lequel les parties comparaissent peut, s'il est convaincu, par la preuve apportée, que les craintes du dénonciateur sont fondées sur des motifs raisonnables, ordonner que le défendeur contracte l'engagement de ne pas troubler l'ordre public et d'observer une bonne conduite pour une période maximale de douze mois, ainsi que de se conformer aux autres conditions raisonnables énoncées dans l'engagement, y compris celles visées aux paragraphes (5) et (6), que le juge estime souhaitables pour assurer la bonne conduite du défendeur.

(2) Texte des paragraphes 810.2(5) à (6):

(5) Le juge qui, en vertu du paragraphe (3), rend une ordonnance doit, s'il arrive à la conclusion qu'il est souhaitable pour la sécurité du défendeur, ou pour celle d'autrui, de lui interdire d'avoir en sa possession des armes à feu, arbalètes, armes prohibées, armes à autorisation restreinte, dispositifs prohibés, munitions, munitions prohibées et substances explosives, ou l'un ou plusieurs de ces objets, ordonner que celui-ci contracte l'engagement de n'avoir aucun des objets visés en sa possession pour la période indiquée dans l'engagement.

(5.1) Le cas échéant, l'ordonnance prévoit la façon de remettre, de détenir ou d'entreposer les objets visés au paragraphe (5) qui sont en la possession du défendeur, ou d'en disposer, et de remettre les autorisations, permis et certificats d'enregistrement dont celui-ci est titulaire.

(5.2) Le juge qui n'assortit pas l'ordonnance de la condition prévue au paragraphe (5) est tenu de donner ses motifs, qui sont consignés au dossier de l'instance.

(6) Le juge qui, en vertu du paragraphe (3), rend une ordonnance doit considérer s'il est souhaitable que le défendeur se présente devant une autorité correctionnelle d'une province ou une autorité policière compétente et, le cas échéant, ordonner que celui-ci contracte l'engagement de se présenter devant une telle autorité.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail**Poste-lettre****1782711****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca<http://publications.gc.ca>

3
56

C-28

C-28

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-28

PROJET DE LOI C-28

A second Act to implement certain provisions of the budget
tabled in Parliament on May 2, 2006

Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget
déposé au Parlement le 2 mai 2006

FIRST READING, OCTOBER 18, 2006

PREMIÈRE LECTURE LE 18 OCTOBRE 2006



THE MINISTER OF FINANCE

LE MINISTRE DES FINANCES

C-28

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-28

A second Act to implement certain provisions of the budget
tabled in Parliament on May 2, 2006

FIRST READING, OCTOBER 18, 2006

THE MINISTER OF FINANCE

C-28

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-28

Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget
déposé au Parlement le 2 mai 2006

PREMIÈRE LECTURE LE 18 OCTOBRE 2006

LE MINISTRE DES FINANCES

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on May 2, 2006*".

SUMMARY

Part 1 implements the following income tax measures proposed or referenced in Budget 2006:

- the new Canada Employment Credit;
- the new Textbook Tax Credit;
- the new tax credit for public transit passes;
- the new deduction for tradespeople's tool expenses;
- a complete exemption for scholarship income received in connection with enrolment at an institution which qualifies the student for the education tax credit;
- the new Children's Fitness Tax Credit;
- a doubling, to \$2,000 from \$1,000, of the amount on which the pension income credit is calculated;
- an extension of the \$500,000 lifetime capital gains exemption, and various intergenerational rollovers, to fishers;
- the new Apprenticeship Job Creation Tax Credit;
- a reduction of the current 12 per cent small business tax rate to 11.5 per cent for 2008 and to 11 per cent thereafter;
- an increase, to \$400,000 from \$300,000, of the amount that a small business can earn at the small business tax rate, effective January 1, 2007; and
- a reduction of the minimum tax on financial institutions.

Part 2 implements the proposal in Budget 2006 to lower the income tax rate on large corporation dividends received by Canadians.

Part 3 implements the proposal in Budget 2006 to reduce excise duties for Canadian vintners and brewers.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 2 mai 2006* ».

SOMMAIRE

La partie 1 met en oeuvre des mesures concernant l'impôt sur le revenu qui ont été proposées ou mentionnées dans le budget de 2006, à savoir :

- le nouveau crédit canadien pour emploi;
- le nouveau crédit d'impôt pour manuels;
- le nouveau crédit d'impôt pour le coût des laissez-passer de transport en commun;
- la nouvelle déduction pour les dépenses d'outillage des gens de métier;
- l'exonération totale du revenu provenant de bourses d'études reçues relativement à l'inscription à un établissement donnant droit au crédit d'impôt pour études;
- le nouveau crédit d'impôt pour la condition physique des enfants;
- l'augmentation de la somme sur laquelle est calculé le crédit pour revenu de pension, laquelle passe de 1 000 \$ à 2 000 \$;
- l'application aux pêcheurs de l'exonération cumulative des gains en capital de 500 000 \$ et de divers transferts entre générations;
- le nouveau crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis;
- la réduction du taux d'imposition des petites entreprises, qui passe de 12 % à 11,5 % en 2008, puis à 11 % par la suite;
- l'augmentation du seuil de revenu auquel s'applique le taux d'imposition des petites entreprises, lequel passe de 300 000 \$ à 400 000 \$ le 1^{er} janvier 2007;
- la réduction de l'impôt minimum des institutions financières.

La partie 2 met en oeuvre la proposition budgétaire de 2006 visant à abaisser le taux d'imposition des dividendes de grandes sociétés reçus par les Canadiens.

La partie 3 met en oeuvre la proposition budgétaire de 2006 visant à réduire les droits d'accise auxquels sont assujettis les producteurs canadiens de vin et de bière.

TABLE OF PROVISIONS

A SECOND ACT TO IMPLEMENT CERTAIN
PROVISIONS OF THE BUDGET TABLED IN
PARLIAMENT ON MAY 2, 2006

SHORT TITLE

1. *Budget Implementation Act, 2006, No. 2*

PART 1

AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT

- 2-42. *Income Tax Act*

PART 2

AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT (DIVIDEND TAXATION)

- 43-54. *Income Tax Act*

PART 3

AMENDMENTS RELATING TO THE EXCISE DUTIES ON CANADIAN WINE AND BEER

- 55-57. *Excise Act, 2001*

- 58-63. *Excise Act*

TABLE ANALYTIQUE

LOI N^O 2 PORTANT EXÉCUTION DE CERTAINES
DISPOSITIONS DU BUDGET DÉPOSÉ AU PARLEMENT
LE 2 MAI 2006

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi n^o 2 d'exécution du budget de 2006*

PARTIE 1

MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

- 2-42. *Loi de l'impôt sur le revenu*

PARTIE 2

MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU (IMPOSITION DES DIVIDENDES)

- 43-54. *Loi de l'impôt sur le revenu*

PARTIE 3

MODIFICATIONS CONCERNANT LES DROITS D'ACCISE SUR LA BIÈRE ET LE VIN CANADIENS

- 55-57. *Loi de 2001 sur l'accise*

- 58-63. *Loi sur l'accise*

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-28

PROJET DE LOI C-28

A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on May 2, 2006

Loi n^o 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 2 mai 2006

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Budget Implementation Act, 2006, No. 2.*

5

1. *Loi n^o 2 d'exécution du budget de 2006.*

Titre abrégé

PART 1

PARTIE 1

R.S., c. 1
(5th Supp.)

AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT

MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

2. (1) Clause (B) of the description of B in subparagraph 8(1)(r)(ii) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

2. (1) La division (B) de l'élément B de la formule figurant au sous-alinéa 8(1)r)(ii) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est remplacée par ce qui suit :

(B) the greater of

(B) la plus élevée des sommes suivantes :

10

(I) the amount that is the total of \$500 and the amount determined for the taxation year for B in subsection 118(10), and

(I) le total de 500 \$ et de la valeur de l'élément B de la formule figurant au paragraphe 118(10), déterminée pour l'année d'imposition,

15

(II) 5% of the total of

(II) 5 % du total des sommes suivantes :

1. the total of all amounts each of which is the taxpayer's income from employment for the taxation year as an eligible apprentice mechanic, computed without reference to this paragraph, and

1. le total des sommes représentant chacune le revenu que le contribuable tire, au cours de l'année d'imposition, de son

2. the amount, if any, by which the amount required by paragraph 56(1)(n.1) to be included in computing the taxpayer's income for the taxation year exceeds the amount required by paragraph 60(p) to be deducted in computing that income, and

emploi à titre d'apprenti mécanicien admissible, calculé compte non tenu du présent alinéa,

2. l'excédent éventuel de la somme à inclure, en application de l'alinéa 56(1)n.1), dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition sur la somme à déduire, en application de l'alinéa 60p), dans le calcul de ce revenu,

(2) Subsection 8(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (q), by adding the word "and" at the end of paragraph (r) and by adding the following after paragraph (r):

(2) Le paragraphe 8(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa r), de ce qui suit :

Deduction —
tradesperson's
tools

(s) if the taxpayer is employed as a tradesperson at any time in the taxation year, the lesser of \$500 and the amount determined by the formula

$$A - \$1,000$$

where

A is the lesser of

(i) the total of all amounts each of which is the cost of an eligible tool acquired by the taxpayer in the year, and

(ii) the total of

(A) the amount that would, if this subsection were read without reference to this paragraph, be the taxpayer's income for the taxation year from employment as a tradesperson in the taxation year, and

(B) the amount, if any, by which the amount required by paragraph 56(1)(n.1) to be included in computing the taxpayer's income for the taxation year exceeds the amount required by paragraph 60(p) to be deducted in computing that income.

s) si le contribuable occupe un emploi à titre de personne de métier au cours de l'année, 500 \$ ou, si elle est moins élevée, la somme obtenue par la formule suivante :

$$A - 1\,000 \$$$

où :

A représente la moins élevée des sommes suivantes :

(i) le total des sommes représentant chacune le coût d'un outil admissible que le contribuable a acquis au cours de l'année,

(ii) le total des sommes suivantes :

(A) la somme qui, en l'absence du présent alinéa, correspondrait au revenu du contribuable pour l'année provenant de son emploi à titre de personne de métier au cours de l'année,

(B) l'excédent éventuel de la somme à inclure, en application de l'alinéa 56(1)n.1), dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année sur la somme à déduire, en application de l'alinéa 60p), dans le calcul de ce revenu.

(3) Subparagraph 8(6)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(3) Le sous-alinéa 8(6)a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Deduction —
outillage des
gens de métier

(i) is registered in a program established in accordance with the laws of Canada or of a province that leads to designation under those laws as a mechanic licensed to repair self-propelled motorized vehicles, and 5

(i) d'une part, est inscrit à un programme établi conformément aux lois du Canada ou d'une province et menant à l'obtention d'une attestation de mécanicien qualifié dans la réparation de véhicules automo- 5 teurs,

(4) Paragraph 8(6)(b) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (ii) and by adding the following after subparagraph (iii):

(4) L’alinéa 8(6)b) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (iii), de ce qui suit :

(iv) is, unless the device or equipment can 10 be used only for the purpose of measuring, locating or calculating, not an electronic communication device or electronic data processing equipment; and

(iv) n’est pas un dispositif électronique de 10 communication ni un appareil électronique de traitement de données, sauf dans la mesure où il ne peut servir qu’à mesurer, localiser ou calculer;

(5) Subsection 8(7) of the Act is replaced 15 by the following:

(5) Le paragraphe 8(7) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

Eligible tool of tradesperson

(6.1) For the purposes of paragraph (1)(s), an eligible tool of a taxpayer is a tool (including ancillary equipment) that

(6.1) Pour l’application de l’alinéa (1)s), est un outil admissible d’un contribuable l’outil, y compris le matériel accessoire, qui, à la fois :

Outils admissibles des gens de métier

(a) is acquired by the taxpayer on or after 20 May 2, 2006 for use in connection with the taxpayer’s employment as a tradesperson;

a) est acquis par le contribuable après le 1^{er} 20 mai 2006 en vue d’être utilisé dans le cadre de son emploi à titre de personne de métier;

(b) has not been used for any purpose before it is acquired by the taxpayer;

b) n’a jamais été utilisé à quelque fin que ce soit avant d’être acquis par le contribuable;

(c) is certified in prescribed form by the 25 taxpayer’s employer to be required to be provided by the taxpayer as a condition of, and for use in, the taxpayer’s employment as a tradesperson; and

c) selon l’attestation de l’employeur du 25 contribuable, effectuée sur le formulaire prescrit, doit obligatoirement être fourni par le contribuable dans le cadre de son emploi à titre de personne de métier et être utilisé au cours de celui-ci; 30

(d) is, unless the device or equipment can be 30 used only for the purpose of measuring, locating or calculating, not an electronic communication device or electronic data processing equipment.

d) n’est pas un dispositif électronique de 30 communication ni un appareil électronique de traitement de données, sauf dans la mesure où il ne peut servir qu’à mesurer, localiser ou calculer. 35

Cost of tool

(7) Except for the purposes of the description 35 of A in subparagraph (1)(r)(ii) and the description of A in paragraph (1)(s), the cost to a taxpayer of an eligible tool the cost of which was included in determining the value of one or both of those descriptions in respect of the 40 taxpayer for a taxation year is the amount determined by the formula

(7) Sauf pour l’application de l’élément A de 35 chacune des formules figurant au sous-alinéa (1)r)(ii) et à l’alinéa (1)s), le coût pour un contribuable d’un outil admissible, dont le coût a été inclus dans le calcul de la valeur de l’un de 40 ces éléments, ou des deux, relativement au contribuable pour une année d’imposition, correspond à la somme obtenue par la formule suivante :

Coût des outils

$$K - (K \times L/M)$$

$$K - (K \times L/M)$$

45

where

où :

K is the cost to the taxpayer of the tool determined without reference to this subsection;

K représente le coût de l'outil pour le contribuable, déterminé compte non tenu du présent paragraphe;

L is

5 L :

5

(a) if the tool is a tool to which only paragraph (1)(r) applies in the taxation year, the amount that would be determined under subparagraph (1)(r)(ii) in respect of the taxpayer for the taxation year if the value of C in that subparagraph were nil,

a) s'il s'agit d'un outil auquel seul l'alinéa (1)r) s'applique au cours de l'année, la somme qui serait déterminée selon le sous-alinéa (1)r)(ii) relativement au contribuable pour l'année si la valeur de l'élément C de la formule figurant à ce sous-alinéa était nulle,

(b) if the tool is a tool to which only paragraph (1)(s) applies in the taxation year, the amount determined under that paragraph to be deductible by the taxpayer in the taxation year, or

b) s'il s'agit d'un outil auquel seul l'alinéa (1)s) s'applique au cours de l'année, la somme qui est déductible par le contribuable pour l'année en application de cet alinéa,

(c) if the tool is a tool to which both paragraphs (1)(r) and (s) apply in the taxation year, the amount that is the total of

c) s'il s'agit d'un outil auquel les alinéas (1)r) et s) s'appliquent au cours de l'année, le total des sommes suivantes :

(i) the amount that would be determined under subparagraph (1)(r)(ii) in respect of the taxpayer for the taxation year if the value of C in that subparagraph were nil, and

(i) la somme qui serait déterminée selon le sous-alinéa (1)r)(ii) relativement au contribuable pour l'année si la valeur de l'élément C de la formule figurant à ce sous-alinéa était nulle,

(ii) the amount determined under paragraph (1)(s) to be deductible by the taxpayer in the taxation year; and

(ii) la somme qui est déductible par le contribuable pour l'année en application de l'alinéa (1)s);

M is the amount that is

M :

30

(a) if the tool is a tool to which only paragraph (1)(r) applies in the taxation year, the value of A determined under subparagraph (1)(r)(ii) in respect of the taxpayer for the taxation year,

a) s'il s'agit d'un outil auquel seul l'alinéa (1)r) s'applique au cours de l'année, la valeur de l'élément A de la formule figurant au sous-alinéa (1)r)(ii) relativement au contribuable pour l'année,

35

(b) if the tool is a tool to which only paragraph (1)(s) applies in the taxation year, the amount determined under subparagraph (i) of the description of A in paragraph (1)(s) in respect of the taxpayer for the taxation year, and

b) s'il s'agit d'un outil auquel seul l'alinéa (1)s) s'applique au cours de l'année, la somme déterminée selon le sous-alinéa (i) de l'élément A de la formule figurant à cet alinéa relativement au contribuable pour l'année,

(c) if the tool is a tool to which both paragraphs (1)(r) and (s) apply in the taxation year, the amount that is the greater of the value of A determined

c) s'il s'agit d'un outil auquel les alinéas (1)r) et s) s'appliquent au cours de l'année, la valeur de l'élément A de la formule figurant au sous-alinéa (1)r)(ii)

45

45

under subparagraph (1)(r)(ii) in respect of the taxpayer for the taxation year and the amount determined under subparagraph (i) of the description of A in paragraph (1)(s) in respect of the taxpayer for the taxation year.

relativement au contribuable pour l'année ou, si elle est plus élevée, la somme déterminée selon le sous-alinéa (i) de l'élément A de la formule figurant à l'alinéa (1)s) relativement au contribuable pour l'année.

(6) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years except that, for the 2006 taxation year, subclause (B)(I) of the description of B in subparagraph 8(1)(r)(ii) of the Act, as enacted by subsection (1), is to be read as follows:

(6) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour ce qui est de l'année d'imposition 2006, la subdivision (B)(I) de l'élément B de la formule figurant au sous-alinéa 8(1)r)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est réputée avoir le libellé suivant :

(I) the amount that is the total of \$1,000 and the amount, if any, deducted by the taxpayer for the 15 taxation year under paragraph (1)(s), and

(I) le total de 1 000\$ et de la somme déduite par le contribuable 15 pour l'année d'imposition en application de l'alinéa (1)s),

(7) Subsections (2) and (5) apply to the 2006 and subsequent taxation years.

(7) Les paragraphes (2) et (5) s'appliquent aux années d'imposition 2006 et suivantes.

(8) Subsections (3) and (4) apply to property acquired on or after May 2, 2006.

(8) Les paragraphes (3) et (4) s'appliquent aux biens acquis après le 1^{er} mai 2006.

3. (1) The portion of subsection 14(1.01) of the Act before paragraph (c) is replaced by the following:

3. (1) Le passage du paragraphe 14(1.01) de la même loi précédant l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

(1.01) A taxpayer may, in the taxpayer's return of income for a taxation year, or with an election under subsection 83(2) filed on or before the taxpayer's filing-due date for the taxation year, elect that the following rules apply to a disposition made at any time in the year of an eligible capital property in respect of a business, if the taxpayer's actual proceeds of the disposition exceed the taxpayer's eligible capital expenditure in respect of the acquisition of the property, that eligible capital expenditure can be determined and, for taxpayers who are individuals, the taxpayer's exempt gains balance in respect of the business for the taxation year is nil:

(1.01) Un contribuable peut faire un choix, dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition ou avec le choix prévu au paragraphe 83(2) produit au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour l'année, afin que les règles ci-après s'appliquent à la disposition, effectuée à un moment de l'année, d'une immobilisation admissible donnée relative à une entreprise, pourvu que le produit réel de la disposition pour lui excède la dépense en capital admissible qu'il engage en vue d'acquérir l'immobilisation, que cette dépense soit déterminable et que, dans le cas où le contribuable est un particulier, son solde des gains exonérés relativement à l'entreprise pour l'année soit nul :

(a) for the purpose of subsection (5) other than the description of A in the definition "cumulative eligible capital", the proceeds of disposition of the property are deemed to be equal to the amount of that eligible capital expenditure;

a) pour l'application des dispositions du paragraphe (5), à l'exclusion de l'élément A de la formule applicable figurant à la définition de « montant cumulatif des immobilisations admissibles », le produit de disposition de l'immobilisation donnée est réputé égal à la dépense en question;

Election re capital gain

Choix concernant le gain en capital

(b) the taxpayer is deemed to have disposed at that time of a capital property that had, immediately before that time, an adjusted cost base to the taxpayer equal to the amount of that eligible capital expenditure, for proceeds of disposition equal to the actual proceeds; and

(2) Paragraph 14(1.01)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) if the eligible capital property is

(i) a qualified farm property (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)) of the taxpayer at that time, the capital property deemed by paragraph (b) to have been disposed of by the taxpayer is deemed to be a qualified farm property of the taxpayer at that time, and

(ii) a qualified fishing property (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)) of the taxpayer at that time, the capital property deemed by paragraph (b) to have been disposed of by the taxpayer is deemed to be a qualified fishing property of the taxpayer at that time.

(3) Section 14 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.01):

(1.02) If at any time in a taxation year a taxpayer has disposed of an eligible capital property in respect of which an outlay or expenditure to acquire the property was made before 1972 (which outlay or expenditure would have been an eligible capital expenditure if it had been made or incurred as a result of a transaction that occurred after 1971), the taxpayer's actual proceeds of the disposition exceed the total of those outlays or expenditures, that total can be determined, subsection 21(1) of the *Income Tax Application Rules* applies in respect of the disposition and, for taxpayers who are individuals, the taxpayer's exempt gains balance in respect of the business for the taxation year is nil, the taxpayer may, in the taxpayer's return of income for the taxation year, or with an election under subsection 83(2)

Election re property acquired with pre-1972 outlays or expenditures

b) le contribuable est réputé avoir disposé, à ce moment, d'une immobilisation, dont le prix de base rajusté pour lui immédiatement avant ce moment était égal à la dépense en question, pour un produit de disposition égal au produit réel;

(2) L'alinéa 14(1.01)(c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) si l'immobilisation donnée est, à ce moment :

(i) un bien agricole admissible (au sens du paragraphe 110.6(1)) du contribuable, l'immobilisation dont il est réputé par l'alinéa b) avoir disposé est réputée être, à ce moment, son bien agricole admissible,

(ii) un bien de pêche admissible (au sens du paragraphe 110.6(1)) du contribuable, l'immobilisation dont il est réputé par l'alinéa b) avoir disposé est réputée être, à ce moment, son bien de pêche admissible.

(3) L'article 14 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.01), de ce qui suit :

(1.02) Si, à un moment d'une année d'imposition, un contribuable dispose d'une immobilisation admissible en vue de l'acquisition de laquelle une dépense a été engagée ou effectuée avant 1972 (laquelle dépense aurait été une dépense en capital admissible si elle avait été engagée ou effectuée par suite d'une opération conclue après 1971), que le produit réel de la disposition pour lui excède le total de telles dépenses, que ce total est déterminable, que le paragraphe 21(1) des *Règles concernant l'application de l'impôt sur le revenu* s'applique relativement à la disposition et que, dans le cas où le contribuable est un particulier, son solde des gains exonérés relativement à l'entreprise pour l'année est nul, le contribuable peut faire un choix, dans sa déclaration de revenu pour l'année ou avec le choix prévu au paragraphe 83(2) produit au plus tard à la date d'échéance

Choix — biens acquis par suite de dépenses antérieures à 1972

filed on or before the taxpayer's filing-due date for the taxation year, elect that the following rules apply:

(a) for the purpose of subsection (5) other than the description of A in the definition "cumulative eligible capital", the proceeds of disposition of the property are deemed to be nil;

(b) the taxpayer is deemed to have disposed at that time of a capital property that had, immediately before that time, an adjusted cost base to the taxpayer equal to nil, for proceeds of disposition equal to the amount determined, in respect of the disposition, under subsection 21(1) of the *Income Tax Application Rules*; and

(c) if the eligible capital property is at that time a qualified farm property (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)) of the taxpayer, the capital property deemed by paragraph (b) to have been disposed of by the taxpayer is deemed to have been at that time a qualified farm property of the taxpayer.

Non-application
of subsections
(1.01) and (1.02)

(1.03) Subsections (1.01) and (1.02) do not apply to a disposition by a taxpayer of a property

(a) that is goodwill; or

(b) that was acquired by the taxpayer

(i) in circumstances where an election was made under subsection 85(1) or (2) and the amount agreed on in that election in respect of the property was less than the fair market value of the property at the time it was so acquired, and

(ii) from a person or partnership with whom the taxpayer did not deal at arm's length and for whom the eligible capital expenditure in respect of the acquisition of the property cannot be determined.

(4) Paragraph 14(1.02)(c) of the Act, as enacted by subsection (3), is replaced by the following:

(c) if the eligible capital property is

de production qui lui est applicable pour l'année, afin que les règles suivantes s'appliquent :

a) pour l'application des dispositions du paragraphe (5), à l'exclusion de l'élément A de la formule applicable figurant à la définition de « montant cumulatif des immobilisations admissibles », le produit de disposition de l'immobilisation est réputé être nul;

b) le contribuable est réputé avoir disposé, à ce moment, d'une immobilisation, dont le prix de base rajusté pour lui immédiatement avant ce moment était nul, pour un produit de disposition égal au montant déterminé, relativement à la disposition, selon le paragraphe 21(1) des *Règles concernant l'application de l'impôt sur le revenu*;

c) si l'immobilisation est, à ce moment, un bien agricole admissible (au sens du paragraphe 110.6(1)) du contribuable, l'immobilisation dont il est réputé par l'alinéa b) avoir disposé est réputée être, à ce moment, son bien agricole admissible.

(1.03) Les paragraphes (1.01) et (1.02) ne s'appliquent pas à la disposition, par un contribuable, d'un bien qui, selon le cas :

Non-application
des par. (1.01) et
(1.02)

a) constitue de l'achalandage;

b) a été acquis par le contribuable, à la fois :

(i) dans des circonstances où le choix prévu aux paragraphes 85(1) ou (2) a été fait et où la somme convenue dans ce choix relativement au bien était inférieure à la juste valeur marchande du bien au moment où il a été ainsi acquis,

(ii) d'une personne ou société de personnes avec laquelle le contribuable avait un lien de dépendance et pour laquelle la dépense en capital admissible relative à l'acquisition du bien n'est pas déterminable.

40

(4) L'alinéa 14(1.02)c) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), est remplacé par ce qui suit :

c) si l'immobilisation est, à ce moment :

(i) a qualified farm property (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)) of the taxpayer at that time, the capital property deemed by paragraph (b) to have been disposed of by the taxpayer is deemed to be a qualified farm property of the taxpayer at that time, and

(ii) a qualified fishing property (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)) of the taxpayer at that time, the capital property deemed by paragraph (b) to have been disposed of by the taxpayer is deemed to be a qualified fishing property of the taxpayer at that time.

(5) Section 14 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.1):

(1.2) For the purposes of section 110.6 and paragraph 3(b) as it applies for the purposes of that section, an amount included under paragraph (1)(b) in computing a taxpayer's income for a particular taxation year from a fishing business is deemed to be a taxable capital gain of the taxpayer for the year from the disposition in the year of qualified fishing property to the extent of the lesser of

(a) the amount included under paragraph 1(b) in computing the taxpayer's income for the particular year from the fishing business, and

(b) the amount determined by the formula

$$A - B$$

where

A is the amount by which

(i) $\frac{1}{2}$ of the total of all amounts each of which is the taxpayer's proceeds from a disposition on or after May 2, 2006 and in the particular taxation year or a preceding taxation year of eligible capital property (referred to in this subsection as a "disposed property") that was at the time of the disposition a qualified fishing property (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)) of the taxpayer exceeds the total of

(i) un bien agricole admissible (au sens du paragraphe 110.6(1)) du contribuable, l'immobilisation dont il est réputé par l'alinéa b) avoir disposé est réputée être, à ce moment, son bien agricole admissible,

(ii) un bien de pêche admissible (au sens du paragraphe 110.6(1)) du contribuable, l'immobilisation dont il est réputé par l'alinéa b) avoir disposé est réputée être, à ce moment, son bien de pêche admissible.

(5) L'article 14 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

(1.2) Pour l'application de l'article 110.6 et de l'alinéa 3b), dans son application à cet article, la somme incluse, en application de l'alinéa (1)b), dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition donnée provenant d'une entreprise de pêche est réputée être un gain en capital imposable du contribuable pour l'année provenant de la disposition, effectuée au cours de l'année, d'un bien de pêche admissible, jusqu'à concurrence de la moins élevée des sommes suivantes :

a) la somme incluse, en application de l'alinéa (1)b), dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année donnée provenant de l'entreprise de pêche;

b) la somme obtenue par la formule suivante :

$$A - B$$

où :

A représente l'excédent de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) la moitié du total des sommes représentant chacune le produit que le contribuable a tiré de la disposition, effectuée après le 1^{er} mai 2006 et au cours de l'année donnée ou d'une année d'imposition antérieure, d'une immobilisation admissible (appelée

Deemed capital gain

Gain en capital imposable réputé

(ii) ½ of the total of all amounts each of which is

(A) an eligible capital expenditure of the taxpayer in respect of the fishing business that was made or incurred in respect of a disposed property, or

(B) an outlay or expense of the taxpayer that was not deductible in computing the taxpayer's income and that was made or incurred for the purpose of making a disposition of a disposed property, and

B is the total of all amounts each of which is an amount deemed by this section to be a taxable capital gain of the taxpayer for a taxation year preceding the particular year from the disposition of qualified fishing property of the taxpayer.

« bien déterminé » au présent paragraphe) qui était, au moment de la disposition, un bien de pêche admissible, au sens du paragraphe 110.6(1), du contribuable,

(ii) la moitié du total des sommes représentant chacune :

(A) soit une dépense en capital admissible du contribuable relativement à l'entreprise de pêche, qui a été effectuée ou engagée au titre d'un bien déterminé,

(B) soit une dépense du contribuable qui n'était pas déductible dans le calcul de son revenu et qui a été engagée ou effectuée en vue de la disposition d'un bien déterminé,

B le total des sommes représentant chacune une somme qui est réputée, en vertu du présent article, être un gain en capital imposable du contribuable pour une année d'imposition antérieure à l'année donnée provenant de la disposition d'un bien de pêche admissible du contribuable.

(6) The description of E in the definition "cumulative eligible capital" in subsection 14(5) of the Act is replaced by following:

E is the total of all amounts each of which is ¾ of the amount, if any, by which

(a) an amount that the taxpayer has or may become entitled to receive, after the taxpayer's adjustment time and before that time, on account of capital in respect of the business carried on or formerly carried on by the taxpayer, other than an amount that

(i) is included in computing the taxpayer's income, or deducted in computing, for the purposes of this Act, any balance of undeducted outlays, expenses or other amounts for the year or a preceding taxation year,

(6) L'élément E de la formule « (A + B + C + D + D.1) - (E + F) » figurant à la définition de « montant cumulatif des immobilisations admissibles », au paragraphe 14(5) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

E le total des sommes dont chacune représente les ¾ de l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :

a) le montant que le contribuable est devenu ou peut devenir en droit de recevoir, après le moment du rajustement qui lui est applicable et avant le moment donné, à titre de capital relatif à l'entreprise qu'il exploite ou a exploitée, à l'exception d'un montant qui, selon le cas :

(i) est inclus dans le calcul de son revenu ou déduit dans le calcul, pour l'application de la présente loi, d'un solde de dépenses ou autres sommes non déduites pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure,

(ii) reduces the cost or capital cost of a property or the amount of an outlay or expense, or

(iii) is included in computing any gain or loss of the taxpayer from a disposition of a capital property 5

exceeds

(b) all outlays and expenses that were not otherwise deductible in computing the taxpayer's income and were made or 10 incurred by the taxpayer for the purpose of obtaining the amount described by paragraph (a), and

(7) Subsection (1) applies to dispositions of eligible capital property that occur in taxation years that end after February 27, 2000, except that, in its application to those dispositions of eligible capital property that occur before December 21, 2002, the portion of subsection 14(1.01) of the Act before 20 paragraph (c), as enacted by subsection (1), is to be read as follows:

(1.01) A taxpayer may, in the taxpayer's return of income for a taxation year, elect that the following rules apply to a disposition made 25 at any time in the taxation year of an eligible capital property (other than goodwill) in respect of a business, if the taxpayer's actual proceeds of the disposition exceed the taxpayer's cost of the property, that cost can be determined and, 30 for taxpayers who are individuals, the taxpayer's exempt gains balance in respect of the business for the taxation year is nil:

(a) for the purposes of subsection (5), the proceeds of disposition of the property are 35 deemed to be equal to that cost;

(b) the taxpayer is deemed to have disposed at that time of a capital property that had, immediately before that time, an adjusted cost base to the taxpayer equal to that cost, for 40 proceeds of disposition equal to the actual proceeds; and

(ii) réduit le coût ou le coût en capital d'un bien ou le montant d'une dépense,

(iii) est inclus dans le calcul de tout gain ou de toute perte du contribuable, provenant d'une disposition d'immobi- 5 lisation;

b) le total des dépenses engagées ou effectuées par le contribuable en vue d'obtenir le montant visé à l'alinéa a) et qui ne sont pas déductibles par ailleurs 10 dans le calcul de son revenu;

(7) Le paragraphe (1) s'applique aux dispositions d'immobilisations admissibles effectuées au cours des années d'imposition se terminant après le 27 février 2000. 15 Toutefois, pour son application à ces dispositions effectuées avant le 21 décembre 2002, le passage du paragraphe 14(1.01) de la même loi précédant l'alinéa c), édicté par le paragraphe (1), est réputé avoir le libellé 20 suivant :

(1.01) Un contribuable peut faire un choix, dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition, afin que les règles ci-après s'appliquent à la disposition, effectuée à un moment 25 de l'année, d'une immobilisation admissible donnée (sauf l'achalandage) relative à une entreprise, pourvu que le produit réel de la disposition pour lui excède le coût de l'immobilisation donnée pour lui, que ce coût soit 30 déterminable et que, dans le cas où le contribuable est un particulier, son solde des gains exonérés relativement à l'entreprise pour l'année soit nul :

a) pour l'application du paragraphe (5), le 35 produit de disposition de l'immobilisation donnée est réputé égal au coût en question;

b) le contribuable est réputé avoir disposé, à ce moment, d'une immobilisation, dont le prix de base rajusté pour lui immédiatement 40 avant ce moment était égal au coût en question, pour un produit de disposition égal au produit réel;

(8) Subsections (2), (4) and (5) apply to dispositions of property that occur on or after May 2, 2006.

(9) Subsection (3) applies to dispositions of eligible capital property that occur after December 20, 2002, except that, in applying subsection 14(1.03) of the Act, as enacted by subsection (3), to dispositions that occur on or before February 27, 2004, subsection 14(1.03) is to be read without reference to its paragraph (b).

(10) Subsection (6) applies to amounts that become receivable on or after May 2, 2006, except that it does not apply to an amount that became receivable by a taxpayer before August 31, 2006 if the taxpayer so elects by filing with the Minister of National Revenue an election in writing on or before the taxpayer's filing-due date for the taxpayer's taxation year that includes August 31, 2006.

4. (1) Subsection 40(1.1) of the Act is replaced by the following:

(1.1) In computing the amount that a taxpayer may claim under subparagraph (1)(a)(iii) in computing the taxpayer's gain from the disposition of a property, that subparagraph shall be read as if the references in that subparagraph to "1/5" and "4" were references to "1/10" and "9" respectively, if,

(a) the property was disposed of by the taxpayer to the taxpayer's child,

(b) that child was resident in Canada immediately before the disposition, and

(c) the property was immediately before the disposition,

(i) any land in Canada or depreciable property in Canada of a prescribed class that was used by the taxpayer, the spouse or common-law partner of the taxpayer, a child or a parent of the taxpayer in a farming or fishing business carried on in Canada,

(ii) a share of the capital stock of a family farm corporation of the taxpayer or an interest in a family farm partnership of the 45

(8) Les paragraphes (2), (4) et (5) s'appliquent aux dispositions de biens effectuées après le 1^{er} mai 2006.

(9) Le paragraphe (3) s'applique aux dispositions d'immobilisations admissibles effectuées après le 20 décembre 2002. Toutefois, pour son application à ces dispositions effectuées avant le 28 février 2004, le paragraphe 14(1.03) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), s'applique compte non tenu de son alinéa b).

(10) Le paragraphe (6) s'applique aux sommes qui deviennent à recevoir après le 1^{er} mai 2006. Toutefois, il ne s'applique pas aux sommes qui sont devenues à recevoir par un contribuable avant le 31 août 2006 si le contribuable en fait le choix par avis écrit présenté au ministre du Revenu national au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour son année d'imposition qui comprend le 31 août 2006.

4. (1) Le paragraphe 40(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(1.1) Pour le calcul de la somme dont un contribuable peut demander la déduction, selon le sous-alinéa (1)a)(iii), dans le calcul de son gain provenant de la disposition d'un bien, les mentions « 1/5 » et « 4 » à ce sous-alinéa valent mention respectivement de « 1/10 » et « 9 » si les conditions suivantes sont réunies :

a) le contribuable a disposé du bien en faveur de son enfant;

b) cet enfant résidait au Canada immédiatement avant la disposition;

c) immédiatement avant la disposition, le bien était :

(i) un fonds de terre situé au Canada, ou un bien amortissable d'une catégorie prescrite situé au Canada, que le contribuable ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère utilisait dans le cadre d'une entreprise agricole ou de pêche exploitée au Canada,

(ii) une action du capital-actions d'une société agricole familiale du contribuable, au sens du paragraphe 70(10), ou une

Reserve —
property
disposed of to a
child

Disposition d'un
bien en faveur
d'un enfant

taxpayer (such a share or an interest having the meaning assigned by subsection 70(10)),

(iii) a qualified small business corporation share of the taxpayer (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)), or

(iv) a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer or an interest in a family fishing partnership (such a share or an interest having the meaning assigned by subsection 70(10)).

participation dans une société de personnes agricole familiale du contribuable, au sens du même paragraphe,

(iii) une action admissible de petite entreprise du contribuable, au sens du paragraphe 110.6(1),

(iv) une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable, au sens du paragraphe 70(10), ou une participation dans une société de personnes de pêche familiale du contribuable, au sens du même paragraphe.

(2) Subsection (1) applies to dispositions of property that occur on or after May 2, 2006.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dispositions de biens effectuées après le 1^{er} mai 2006.

5. (1) Subsection 44(1.1) of the Act is replaced by the following:

5. (1) Le paragraphe 44(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Reserve —
property
disposed of to a
child

(1.1) In computing the amount that a taxpayer may claim under subparagraph (1)(e)(iii) in computing the taxpayer's gain from the disposition of a former property of the taxpayer, that subparagraph shall be read as if the references in that subparagraph to "1/5" and "4" were references to "1/10" and "9" respectively if that former property is real or immovable property in respect of the disposition of which, because of subsection 73(3), the rules in subsection 73(3.1) applied to the taxpayer and a child of the taxpayer.

(1.1) Pour le calcul de la somme que le contribuable peut demander à titre de déduction, selon le sous-alinéa (1)e)(iii), dans le calcul de son gain tiré de la disposition de son ancien bien, les mentions « 1/5 » et « 4 » à ce sous-alinéa valent mention respectivement de « 1/10 » et « 9 » si cet ancien bien est un bien immeuble ou réel à la disposition duquel les règles énoncées au paragraphe 73(3.1) se sont appliquées, par l'effet du paragraphe 73(3), au contribuable et à son enfant.

Disposition d'un
bien en faveur
d'un enfant

(2) Subsection (1) applies to dispositions of property that occur on or after May 2, 2006.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dispositions de biens effectuées après le 1^{er} mai 2006.

6. (1) Paragraph 56(1)(k) of the Act is replaced by the following:

6. (1) L'alinéa 56(1)(k) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Certain tools of
an employee, re
proceeds

(k) all amounts received in the year by a person or partnership (in this paragraph referred to as the "vendor") as consideration for the disposition by the vendor of a property the cost of which was included in computing an amount under paragraph 8(1)(r) or (s) in respect of the vendor or in respect of a person with whom the vendor does not deal at arm's length, to the extent that the total of those amounts received in respect of the disposition in the year and in preceding taxation years exceeds the total of the cost to the vendor of the property immediately before the disposi-

k) les sommes qu'une personne ou une société de personnes reçoit au cours de l'année en contrepartie de la disposition, par elle, d'un bien dont le coût a été inclus dans le calcul de la somme prévue aux alinéas 8(1)r) ou s) relativement à elle ou à une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance, dans la mesure où le total de ces sommes, reçues au titre de la disposition au cours de l'année et d'années d'imposition antérieures, excède le total du coût du bien pour elle immédiatement avant la disposition et des sommes incluses relativement à la

Certains outils
d'employés —
produit de
disposition

tion and all amounts included in respect of the disposition under this paragraph in computing the vendor's income for a preceding taxation year, unless the property was acquired by the vendor in circumstances to which subsection 85(5.1) or subsection 97(5) applied;

(2) Subsection 56(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (n):

Apprenticeship incentive grant

(n.1) amounts received by the taxpayer in the year under the Apprenticeship Incentive Grant program administered by the Department of Human Resources and Social Development;

(3) Subsection 56(3) of the Act is replaced by the following:

Exemption for scholarships, fellowships, bursaries and prizes

(3) For the purpose of subparagraph (1)(n)(ii), a taxpayer's scholarship exemption for a taxation year is the total of

(a) the total of all amounts each of which is the amount included under subparagraph (1)(n)(i) in computing the taxpayer's income for the taxation year in respect of a scholarship, fellowship or bursary received in connection with the taxpayer's enrolment in an educational program in respect of which an amount may be deducted under subsection 118.6(2) in computing the taxpayer's tax payable under this Part for the taxation year,

(b) the total of all amounts each of which is the lesser of

(i) the amount included under subparagraph (1)(n)(i) in computing the taxpayer's income for the taxation year in respect of a scholarship, fellowship, bursary or prize that is to be used by the taxpayer in the production of a literary, dramatic, musical or artistic work, and

(ii) the total of all amounts each of which is an expense incurred by the taxpayer in the taxation year for the purpose of fulfilling the conditions under which the amount described in subparagraph (i) was received, other than

disposition en vertu du présent alinéa dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, sauf si elle a acquis le bien dans les circonstances visées aux paragraphes 85(5.1) ou 97(5);

(2) Le paragraphe 56(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa n), de ce qui suit :

n.1) les sommes reçues par le contribuable au cours de l'année dans le cadre du programme de subvention aux apprentis administré par le ministère des Ressources humaines et du Développement social;

Subvention aux apprentis

(3) Le paragraphe 56(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Pour l'application du sous-alinéa (1)n)(ii), l'exemption pour bourses d'études d'un contribuable pour une année d'imposition correspond au total des sommes suivantes :

Exemption pour bourses d'études, bourses de perfectionnement (fellowships) ou récompenses

a) le total des sommes représentant chacune la somme incluse en application du sous-alinéa (1)n)(i) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année au titre d'une bourse d'études ou d'une bourse de perfectionnement (*fellowship*) reçue relativement à son inscription à un programme d'études pour lequel une somme est déductible en application du paragraphe 118.6(2) dans le calcul de son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie;

b) le total des sommes représentant chacune la moins élevée des sommes suivantes :

(i) la somme incluse en application du sous-alinéa (1)n)(i) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année au titre d'une bourse d'études, d'une bourse de perfectionnement (*fellowship*) ou d'une récompense dont il doit se servir dans la production d'une oeuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique,

(ii) le total des sommes représentant chacune une dépense engagée par le contribuable au cours de l'année en vue de remplir les conditions aux termes

(A) personal or living expenses of the taxpayer (except expenses in respect of travel, meals and lodging incurred by the taxpayer in the course of fulfilling those conditions and while absent from the taxpayer's usual place of residence for the period to which the scholarship, fellowship, bursary or prize, as the case may be, relates),

(B) expenses for which the taxpayer is entitled to be reimbursed, and

(C) expenses that are otherwise deductible in computing the taxpayer's income, and

(c) the lesser of \$500 and the amount by which the total described in subparagraph (1)(n)(i) for the taxation year exceeds the total of the amounts determined under paragraphs (a) and (b).

(4) Subsection 56(8) of the Act is replaced by the following:

(8) Notwithstanding subsections (1) and (6), if

(a) one or more amounts are received by an individual (other than a trust) in a taxation year as, on account of, in lieu of payment of or in satisfaction of, any benefit under the *Universal Child Care Benefit Act*, the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan as defined in section 3 of the *Canada Pension Plan*, and

(b) a portion, not less than \$300, of the total of those amounts relates to one or more preceding taxation years,

that portion shall, at the option of the individual, not be included in the individual's income.

(5) Subsections (1), (3) and (4) apply to the 2006 and subsequent taxation years.

(6) Subsection (2) applies to the 2007 and subsequent taxation years.

7. (1) Section 60 of the Act is amended by adding the following after paragraph (o.1):

desquelles la somme visée au sous-alinéa (i) a été reçue, à l'exception des dépenses suivantes :

(A) ses frais personnels ou de subsistance, sauf ses frais de déplacement, de repas et de logement engagés en vue de remplir ces conditions, pendant qu'il était absent de son lieu de résidence habituel pour la période visée par la bourse d'études, la bourse de perfectionnement (*fellowship*) ou la récompense,

(B) les dépenses qu'il peut se faire rembourser,

(C) les dépenses déductibles par ailleurs dans le calcul de son revenu;

c) 500 \$ ou, s'il est moins élevé, l'excédent du total visé au sous-alinéa (1)(n)(i) pour l'année sur le total des sommes déterminées selon les alinéas a) et b).

(4) Le paragraphe 56(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) Malgré les paragraphes (1) et (6), le particulier, à l'exception d'une fiducie, qui reçoit au cours d'une année d'imposition, au titre ou en paiement intégral ou partiel d'une prestation versée aux termes de la *Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants*, du régime institué par le *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 du *Régime de pensions du Canada*, une ou plusieurs sommes dont une fraction d'au moins 300 \$, au total, se rapporte à une ou plusieurs années d'imposition antérieures, n'a pas à inclure cette fraction dans son revenu, s'il en fait le choix.

Prestations des
RPC/RRQ et
PUGE pour
années
antérieures

(5) Les paragraphes (1), (3) et (4) s'appliquent aux années d'imposition 2006 et suivantes.

(6) Le paragraphe (2) s'applique aux 2007 et années d'imposition 2007 et suivantes.

7. (1) L'article 60 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa o.1), de ce qui suit :

CPP/QPP and
UCCB amounts
for previous
years

Repayment of
apprenticeship
incentive grant

(p) the total of all amounts each of which is an amount paid in the taxation year as a repayment under the Apprenticeship Incentive Grant program of an amount that was included because of paragraph 56(1)(n.1) in computing the taxpayer's income for the taxation year or a preceding taxation year;

(2) Subsection (1) applies to the 2007 and subsequent taxation years.

8. (1) Paragraph (b) of the definition of "earned income" in subsection 63(3) of the Act is replaced by the following:

(b) all amounts that are included, or that would, but for paragraph 81(1)(a) or subsection 81(4), be included, because of section 6 15 or 7 or paragraph 56(1) (n), (n.1), (o) or (r), in computing the taxpayer's income,

(2) Subsection (1) applies to the 2007 and subsequent taxation years.

9. (1) Clause (ii)(J) of the description of A 20 in paragraph 64(a) of the Act is replaced by the following:

(J) where the taxpayer has an impairment in physical or mental functions, for the cost of attendant care services 25 provided in Canada and to a person who is neither the taxpayer's spouse or common-law partner nor under 18 years of age, if the taxpayer is a taxpayer in respect of whom an 30 amount may be deducted because of section 118.3, or if the taxpayer has been certified in writing by a medical practitioner to be a person who, because of that impairment is, and is 35 likely to be indefinitely, dependent on others for their personal needs and care and who as a result requires a full-time attendant,

(2) Subsection (1) applies to the 2005 and 40 subsequent taxation years.

10. (1) Subsections 70(9) to (9.3) of the Act are replaced by the following:

p) le total des sommes représentant chacune une somme payée au cours de l'année en remboursement, dans le cadre du programme de subvention aux apprentis, d'une somme incluse en application de l'alinéa 56(1)n.1) 5 dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2007 et suivantes. 10

8. (1) L'alinéa b) de la définition de «revenu gagné», au paragraphe 63(3) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

b) les montants qui sont inclus dans le calcul du revenu du contribuable par l'effet des 15 articles 6 ou 7 ou des alinéas 56(1)n), n.1), o) ou r), ou qui seraient ainsi inclus si ce n'était l'alinéa 81(1)a) ou le paragraphe 81(4);

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2007 et suivantes. 20

9. (1) La division (ii)(J) de l'élément A de la formule figurant à l'alinéa 64a) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(J) si le contribuable a une déficience des fonctions physiques ou mentales, 25 en règlement du coût de services de préposé aux soins fournis au Canada, à une personne qui n'est ni l'époux ou le conjoint de fait du contribuable, ni âgée de moins de 18 ans, si le 30 contribuable est quelqu'un à l'égard duquel une somme est déductible par l'effet de l'article 118.3 ou quelqu'un qui, d'après l'attestation écrite d'un médecin, dépend et dépendra vrai- 35 semblablement d'autrui pour ses besoins et soins personnels en raison de sa déficience et a, par conséquent, besoin de la présence d'un préposé à plein temps, 40

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2005 et suivantes.

10. (1) Les paragraphes 70(9) à (9.3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Remboursement
de la subvention
aux apprentis

When subsection
(9.01) applies

(9) Subsection (9.01) applies to a taxpayer and a child of the taxpayer in respect of land in Canada or depreciable property in Canada of a prescribed class of the taxpayer in respect of which subsection (5) would, if this Act were read without reference to this subsection, apply if

(a) the property was, before the death of the taxpayer, used principally in a fishing or farming business carried on in Canada in which the taxpayer, the spouse or common-law partner of the taxpayer or a child or a parent of the taxpayer was actively engaged on a regular and continuous basis (or, in the case of property used in the operation of a woodlot, was engaged to the extent required by a prescribed forest management plan in respect of that woodlot);

(b) the child of the taxpayer was resident in Canada immediately before the day on which the taxpayer died; and

(c) as a consequence of the death of the taxpayer, the property is transferred to and becomes vested indefeasibly in the child within the period ending 36 months after the death of the taxpayer or, if written application has been made to the Minister by the taxpayer's legal representative within that period, within any longer period that the Minister considers reasonable in the circumstances.

Transfer of
farming and
fishing property
to child

(9.01) If, because of subsection (9), this subsection applies to the taxpayer and a child of the taxpayer in respect of a property of the taxpayer that has been transferred to the child as a consequence of the death of the taxpayer, the following rules apply:

(a) where the taxpayer's legal representative does not elect in the taxpayer's return of income under this Part for the year in which the taxpayer died, to have paragraph (b) apply to the taxpayer and the child in respect of the property,

(i) paragraphs (5)(a) and (b) and section 69 do not apply to the taxpayer and the child in respect of the property,

(ii) the taxpayer is deemed to have

(9) Le paragraphe (9.01) s'applique à un contribuable et à son enfant, relativement à un fonds de terre ou à un bien amortissable d'une catégorie prescrite du contribuable, situés au Canada et auxquels le paragraphe (5) s'appliquerait en l'absence du présent paragraphe, si les conditions suivantes sont réunies :

a) avant le décès du contribuable, le bien était utilisé principalement dans le cadre d'une entreprise agricole ou de pêche exploitée au Canada dans laquelle le contribuable ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère soit prenait une part active de façon régulière et continue, soit, s'il s'agit d'un bien utilisé dans le cadre de l'exploitation d'une terre à bois, prenait part dans la mesure requise par un plan d'aménagement forestier visé par règlement relativement à cette terre;

b) l'enfant du contribuable résidait au Canada la veille du décès du contribuable;

c) par suite du décès du contribuable, le bien est transféré à l'enfant, et lui est dévolu irrévocablement, dans la période se terminant 36 mois après ce décès ou, si le représentant légal du contribuable en fait la demande écrite au ministre dans ce délai, dans un délai plus long que le ministre considère acceptable dans les circonstances.

(9.01) Si, par l'effet du paragraphe (9), le présent paragraphe s'applique au contribuable et à son enfant relativement à un bien du contribuable qui a été transféré à l'enfant par suite du décès du contribuable, les règles suivantes s'appliquent :

a) si le représentant légal du contribuable ne fait pas de choix, dans la déclaration de revenu du contribuable produite en vertu de la présente partie pour l'année de son décès, afin que l'alinéa b) s'applique au contribuable et à l'enfant relativement au bien :

(i) les alinéas (5)a) et b) et l'article 69 ne s'appliquent pas au contribuable ni à l'enfant relativement au bien,

(ii) le contribuable est réputé :

Application du
par. (9.01)

Transfert de
biens agricoles
ou de pêche à un
enfant

35

45

(A) disposed of the property immediately before the taxpayer's death, and

(B) received, at the time of the disposition of the property, proceeds of disposition in respect of that disposition of the property equal to

(I) where the property was depreciable property of a prescribed class, the lesser of

1. the capital cost to the taxpayer of the property, and

2. the amount, determined immediately before the time of the disposition of the property, that is that proportion of the undepreciated capital cost of property of that class to the taxpayer that the capital cost to the taxpayer of the property is of the capital cost to the taxpayer of all property of that class that had not, at or before that time, been disposed of, and

(II) where the property is land (other than land to which subclause (I) applies), the adjusted cost base to the taxpayer of the property immediately before the time of the disposition of the property,

(iii) the child is, immediately after the time of the disposition of the property, deemed to have acquired the property at a cost equal to the taxpayer's proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under subparagraph (ii), and

(iv) where the property was depreciable property of a prescribed class, paragraphs (5)(c) and (d) apply to the taxpayer and the child in respect of the property as if the references in those paragraphs to "paragraph (a)" and "paragraph (b)" were read as "subparagraph (9.01)(a)(ii)" and "subparagraph (9.01)(a)(iii)", respectively; and

(b) where the taxpayer's legal representative elects, in the taxpayer's return of income under this Part for the taxation year in which

(A) d'une part, avoir disposé du bien immédiatement avant son décès,

(B) d'autre part, avoir reçu, au moment de la disposition du bien et au titre de cette disposition, un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :

(I) si le bien était un bien amortissable d'une catégorie prescrite, la moins élevée des sommes suivantes :

1. le coût en capital du bien pour le contribuable,

2. la somme, déterminée immédiatement avant le moment de la disposition du bien, qui correspond à la proportion de la fraction non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie pour le contribuable que représente le coût en capital du bien pour lui par rapport au coût en capital, pour lui, de l'ensemble des biens de cette catégorie dont il n'avait pas été disposé à ce moment ou antérieurement,

(II) si le bien est un fonds de terre (sauf celui auquel la subdivision (I) s'applique), le prix de base rajusté du bien pour le contribuable immédiatement avant le moment de sa disposition,

(iii) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition du bien, avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que le contribuable est réputé avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon le sous-alinéa (ii),

(iv) si le bien était un bien amortissable d'une catégorie prescrite, les alinéas (5)(c) et (d) s'appliquent au contribuable et à l'enfant relativement au bien comme si les mentions « l'alinéa a » et « l'alinéa b » y étaient remplacées respectivement par « le sous-alinéa (9.01)(a)(ii) » et « le sous-alinéa (9.01)(a)(iii) »;

the taxpayer died, to have this paragraph apply to the taxpayer in respect of the property,

(i) paragraphs (5)(a) and (b) and section 69 do not apply to the taxpayer and the child in respect of the property,

(ii) the taxpayer is deemed to have

(A) disposed of the property immediately before the taxpayer's death, and

(B) received, at the time of the disposition of the property, proceeds of disposition in respect of that disposition of the property equal to

(I) where the property was depreciable property of a prescribed class, the amount that the legal representative designates, which must not be greater than the greater of nor less than the lesser of

1. the fair market value of the property immediately before the time of the disposition of the property, and

2. the lesser of the capital cost to the taxpayer of the property and the amount, determined immediately before the time of the disposition of the property, that is that proportion of the undepreciated capital cost of property of that class to the taxpayer that the capital cost to the taxpayer of the property is of the capital cost to the taxpayer of all property of that class that had not, at or before that time, been disposed of, and

(II) where the property is land (other than land to which subclause (I) applies), the amount that the legal representative designates, which must not be greater than the greater of nor less than the lesser of

1. the fair market value of the property immediately before the time of the disposition of the property, and

b) si le représentant légal du contribuable fait un choix, dans la déclaration de revenu du contribuable produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition de son décès, afin que le présent alinéa s'applique au contribuable relativement au bien :

(i) les alinéas (5)a) et b) et l'article 69 ne s'appliquent pas au contribuable ni à l'enfant relativement au bien,

(ii) le contribuable est réputé :

(A) d'une part, avoir disposé du bien immédiatement avant son décès,

(B) d'autre part, avoir reçu, au moment de la disposition du bien et au titre de cette disposition, un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :

(I) lorsque le bien était un bien amortissable d'une catégorie prescrite, la somme désignée par le représentant légal, laquelle n'est ni supérieure à la plus élevée des sommes ci-après, ni inférieure à la moins élevée de ces sommes :

1. la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le moment de sa disposition,

2. le coût en capital du bien pour le contribuable ou, si elle est moins élevée, la somme, déterminée immédiatement avant le moment de la disposition du bien, qui correspond à la proportion de la fraction non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie pour le contribuable que représente le coût en capital du bien pour lui par rapport au coût en capital, pour lui, de l'ensemble des biens de cette catégorie dont il n'avait pas été disposé à ce moment ou antérieurement,

(II) lorsque le bien est un fonds de terre (sauf celui auquel la subdivision (I) s'applique), la somme désignée par le représentant légal, laquelle n'est ni

2. the adjusted cost base to the taxpayer of the property immediately before the time of the disposition of the property,

(iii) the child is, immediately after the time of the disposition of the property, deemed to have acquired the property at a cost equal to the taxpayer's proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under subparagraph 10(ii),

(iv) where the property was depreciable property of a prescribed class, paragraphs (5)(c) and (d) apply to the taxpayer in respect of the property as if the references 15 in those paragraphs to "paragraph (a)" and "paragraph (b)" were read as "subparagraph (9.01)(b)(ii)" and "subparagraph (9.01)(b)(iii)", respectively,

(v) except for the purpose of this subparagraph,

(A) where the amount designated by the taxpayer's legal representative under subclause (ii)(B)(I), exceeds the greater of the amounts determined under sub-25 subclauses (ii)(B)(I)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the greater of those amounts, and

(B) where the amount designated by the 30 taxpayer's legal representative under subclause (ii)(B)(II) exceeds the greater of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(B)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is 35 deemed to be equal to the greater of those amounts, and

(vi) except for the purpose of this subparagraph,

(A) where the amount designated by the 40 taxpayer's legal representative under subclause (ii)(B)(I) is less than the lesser of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(B)(I)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is 45 deemed to be equal to the lesser of those amounts, and

supérieure à la plus élevée des sommes ci-après, ni inférieure à la moins élevée de ces sommes :

1. la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le moment de sa disposition,

2. le prix de base rajusté du bien pour le contribuable immédiatement avant le moment de sa disposition,

(iii) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition du bien, avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que le contribuable est réputé avoir reçu au titre de la 15 disposition du bien, déterminé selon le sous-alinéa (ii),

(iv) si le bien était un bien amortissable d'une catégorie prescrite, les alinéas (5)(c) et (d) s'appliquent au contribuable relative- 20 ment au bien comme si les mentions « l'alinéa a) » et « l'alinéa b) » y étaient remplacées respectivement par « le sous-alinéa (9.01)b)(ii) » et « le sous-alinéa (9.01)b)(iii) », 25

(v) sauf pour l'application du présent sous-alinéa :

(A) si la somme désignée par le représentant légal du contribuable selon la subdivision (ii)(B)(I) excède la plus 30 élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(I)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la plus élevée de ces sommes, 35

(B) si la somme désignée par le représentant légal du contribuable selon la subdivision (ii)(B)(II) excède la plus élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(II)1 et 2 40 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la plus élevée de ces sommes,

(vi) sauf pour l'application du présent sous-alinéa : 45

(B) where the amount designated by the taxpayer's legal representative under subclause (ii)(B)(II) is less than the lesser of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(B)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the lesser of those amounts.

(A) si la somme désignée par le représentant légal du contribuable selon la subdivision (ii)(B)(I) est inférieure à la moins élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(I)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la moins élevée de ces sommes,

(B) si la somme désignée par le représentant légal du contribuable selon la subdivision (ii)(B)(II) est inférieure à la moins élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(II)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la moins élevée de ces sommes.

When subsection (9.11) applies

(9.1) Subsection (9.11) applies to a trust and a child of the settlor of the trust in respect of a property in respect of which subsection 104(4) or (5) would, if this Act were read without reference to this subsection, apply to the trust as a consequence of the death of the beneficiary under the trust who was a spouse or a common-law partner of the settlor if

(a) the property (or property for which the property was substituted) was transferred to the trust by the settlor;

(b) subsection (6), subsection 73(1) (as that subsection applied to transfers before 2000) or subparagraph 73(1.01)(c)(i) applied to the settlor and the trust in respect of the transfer referred to in paragraph (a);

(c) the property is, immediately before the beneficiary's death, land or a depreciable property of a prescribed class of the trust that was used in a fishing or farming business carried on in Canada;

(d) the child of the settlor is, immediately before the beneficiary's death, resident in Canada; and

(e) as a consequence of the beneficiary's death, the property is transferred to and becomes vested indefeasibly in the child of the settlor within the period ending 36 months after that beneficiary's death or, if written application has been made to the Minister by the taxpayer's legal representa-

(9.1) Le paragraphe (9.11) s'applique à une fiducie et à un enfant de l'auteur de la fiducie, relativement à un bien à l'égard duquel les paragraphes 104(4) ou (5) s'appliqueraient à la fiducie, en l'absence du présent paragraphe, par suite du décès du bénéficiaire de la fiducie qui était l'époux ou le conjoint de fait de l'auteur, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le bien, ou un bien qui lui est substitué, a été transféré à la fiducie par l'auteur;

b) le paragraphe (6), le paragraphe 73(1) (dans sa version applicable aux transferts effectués avant 2000) ou le sous-alinéa 73(1.01)c)(i) se sont appliqués à l'auteur et à la fiducie pour ce qui est du transfert visé à l'alinéa a);

c) le bien est, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, un fonds de terre ou un bien amortissable d'une catégorie prescrite de la fiducie, qui était utilisé dans le cadre d'une entreprise agricole ou de pêche exploitée au Canada;

d) l'enfant de l'auteur réside au Canada immédiatement avant le décès du bénéficiaire;

e) par suite du décès du bénéficiaire, le bien est transféré à l'enfant de l'auteur, et lui est dévolu irrévocablement, dans la période se terminant 36 mois après ce décès ou, si le représentant légal du contribuable en fait la

Application du par. (9.11)

Transfer of
farming and
fishing property
from trust to
settlor's children

tive within that period, within any longer period that the Minister considers reasonable in the circumstances.

(9.11) If, because of subsection (9.1), this subsection applies to the trust and a child of the settlor of the trust in respect of a property of the trust that has been distributed to the child as a consequence of the death of the beneficiary under the trust who was the spouse or common-law partner of the settlor, the following rules 10 apply:

(a) where the trust does not elect, in its return of income under this Part for the taxation year in which the beneficiary died, to have paragraph (b) apply to the trust in respect of 15 the property,

(i) subsections 104(4) and (5) and section 69 do not apply to the trust and the child in respect of the property,

(ii) the trust is deemed to have 20

(A) disposed of the property immediately before the beneficiary's death, and

(B) received, at the time of the disposition, proceeds of disposition in respect of that disposition equal to 25

(I) where the property was depreciable property of a prescribed class, the lesser of

1. the capital cost to the trust of the property, and 30

2. the amount, determined immediately before the time of the disposition of the property, that is that proportion of the undepreciated capital cost of property of that class 35 to the trust that the capital cost to the trust of the property is of the capital cost to the trust of all property of that class that had not, at or before that time, been dis- 40 posed of, and

(II) where the property is land (other than land to which subclause (I) applies), the adjusted cost base to

demande écrite au ministre dans ce délai, dans un délai plus long que le ministre considère acceptable dans les circonstances.

(9.11) Si, par l'effet du paragraphe (9.1), le 5 présent paragraphe s'applique à la fiducie et à un enfant de l'auteur de la fiducie, relativement à un bien de la fiducie qui a été distribué à l'enfant par suite du décès du bénéficiaire de la fiducie qui était l'époux ou le conjoint de fait de l'auteur, les règles suivantes s'appliquent : 10

a) si la fiducie ne fait pas de choix, dans sa déclaration de revenu produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition du décès du bénéficiaire, afin que l'alinéa b) s'applique à elle relativement au bien : 15

(i) les paragraphes 104(4) et (5) et l'article 69 ne s'appliquent pas à la fiducie ni à l'enfant relativement au bien,

(ii) la fiducie est réputée :

(A) d'une part, avoir disposé du bien 20 immédiatement avant le décès du bénéficiaire,

(B) d'autre part, avoir reçu, au moment de la disposition et au titre de cette disposition, un produit de disposition 25 égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :

(I) lorsque le bien était un bien amortissable d'une catégorie prescrite, la moins élevée des sommes 30 suivantes :

1. le coût en capital du bien pour la fiducie,

2. la somme, déterminée immédiatement avant le moment de la 35 disposition du bien, qui correspond à la proportion de la fraction non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie pour la fiducie que représente le coût en capital du 40 bien pour elle par rapport au coût en capital, pour elle, de l'ensemble des biens de cette catégorie dont il n'avait pas été disposé à ce moment ou antérieurement, 45

Transfert d'un
bien agricole ou
de pêche de la
fiducie aux
enfants de
l'auteur

the trust of the property immediately before the time of the disposition of the property, and

(iii) the child is, immediately after the time of the disposition of the property, deemed to have acquired the property at a cost equal to the trust's proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under subparagraph (ii);

(b) where the trust elects, in the trust's return of income under this Part for the taxation year in which the beneficiary died, to have this paragraph apply to the trust in respect of the property,

(i) subsections 104(4) and (5) do not apply to the trust in respect of the property,

(ii) the trust is deemed to have

(A) disposed of the property immediately before the beneficiary's death, and

(B) received, at the time of the disposition of the property, proceeds of disposition in respect of the disposition of the property equal to

(I) where the property was depreciable property of a prescribed class, the amount that the trust designates, which must not be greater than the greater of nor less than the lesser of

1. the fair market value of the property immediately before the time of the disposition of the property, and

2. the lesser of the capital cost to the trust of the property and the amount, determined immediately before the time of the disposition of the property, that is that proportion of the undepreciated capital cost of property of that class to the trust that the capital cost to the trust of the property is of the capital cost to the trust of all property of that class that had not, at or before that time, been disposed of, and

(II) lorsque le bien est un fonds de terre (sauf celui auquel la subdivision (I) s'applique), le prix de base rajusté du bien pour la fiducie immédiatement avant le moment de sa disposition,

(iii) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition du bien, avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que la fiducie est réputée avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon le sous-alinéa (ii);

b) si la fiducie fait un choix, dans sa déclaration de revenu produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition du décès du bénéficiaire, afin que le présent alinéa s'applique à elle relativement au bien :

(i) les paragraphes 104(4) et (5) ne s'appliquent pas à elle relativement au bien,

(ii) la fiducie est réputée :

(A) d'une part, avoir disposé du bien immédiatement avant le décès du bénéficiaire,

(B) d'autre part, avoir reçu, au moment de la disposition du bien et au titre de cette disposition, un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :

(I) lorsque le bien était un bien amortissable d'une catégorie prescrite, la somme désignée par la fiducie, laquelle somme n'est ni supérieure à la plus élevée des sommes ci-après, ni inférieure à la moins élevée de ces sommes :

1. la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le moment de sa disposition,

2. le coût en capital du bien pour la fiducie ou, si elle est moins élevée, la somme, déterminée immédiatement avant le moment de la disposition du bien, qui correspond à la proportion de la fraction non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie pour la fiducie

(II) where the property is land (other than land to which subclause (I) applies), the amount that the trust designates, which must not be greater than the greater of nor less than the lesser of 5

1. the fair market value of the property immediately before the time of the disposition of the property, and 10

2. the adjusted cost base to the trust of the property immediately before the time of the disposition of the property,

(iii) the child is, immediately after the time 15 of the disposition of the property, deemed to have acquired the property at a cost equal to the trust's proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under subparagraph (ii), 20

(iv) except for the purpose of this subparagraph,

(A) where the amount designated by the trust under subclause (ii)(B)(I) exceeds the greater of the amounts determined 25 under sub-subclauses (ii)(B)(I)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the greater of those amounts, and

(B) where the amount designated by the 30 trust under subclause (ii)(B)(II) exceeds the greater of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(B)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the 35 greater of those amounts, and

(v) except for the purpose of this subparagraph,

(A) where the amount designated by the trust under subclause (ii)(B)(I) is less 40 than the lesser of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(B)(I)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the lesser of those amounts, and 45

que représente le coût en capital du bien pour elle par rapport au coût en capital, pour elle, de l'ensemble des biens de cette catégorie dont il n'avait pas été disposé à ce moment 5 ou antérieurement,

(II) lorsque le bien est un fonds de terre (sauf celui auquel la subdivision (I) s'applique), la somme désignée par la fiducie, laquelle somme n'est ni 10 supérieure à la plus élevée des sommes ci-après, ni inférieure à la moins élevée de ces sommes :

1. la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le mo- 15 ment de sa disposition,

2. le prix de base rajusté du bien pour la fiducie immédiatement avant le moment de sa disposition,

(iii) l'enfant est réputé, immédiatement 20 après le moment de la disposition du bien, avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que la fiducie est réputée avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon le sous-alinéa (ii), 25

(iv) sauf pour l'application du présent sous-alinéa :

(A) si la somme désignée par la fiducie selon la subdivision (ii)(B)(I) excède la plus élevée des sommes déterminées 30 selon les sous-subdivisions (ii)(B)(I)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la plus élevée de ces sommes,

(B) si la somme désignée par la fiducie 35 selon la subdivision (ii)(B)(II) excède la plus élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(II)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la plus 40 élevée de ces sommes,

(v) sauf pour l'application du présent sous-alinéa :

(A) si la somme désignée par la fiducie selon la subdivision (ii)(B)(I) est infé- 45 rieure à la moins élevée des sommes

(B) where the amount designated by the trust under subclause (ii)(B)(II), is less than the lesser of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(B)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the lesser of those amounts;

(c) where paragraph (a) or (b) (each of which is referred to in this subsection as the "relevant provision") applied to the trust in respect of a property that was depreciable property of a prescribed class (other than where the trust's proceeds of disposition of the property under the relevant provision are redetermined under subsection 13(21.1)),

(i) the capital cost to the child of the property, immediately after the time of the disposition, is deemed to be the amount that was the capital cost to the trust of the property, immediately before the time of the disposition, and

(ii) the amount, if any, by which the capital cost to the trust of the property, immediately before the time of the disposition, exceeds the amount determined under the relevant provision to be the cost of the property to the child, immediately after the time of the disposition, is, for the purposes of sections 13 and 20 and any regulations made for the purpose of paragraph 20(1)(a), deemed to have been allowed to the child in respect of the property under regulations made for the purpose of paragraph 20(1)(a) in computing income for taxation years that ended before the child acquired the property; and

(d) where the relevant provision applied to the trust in respect of a property and the trust's proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under the relevant provision are redetermined under subsection 13(21.1), notwithstanding the relevant provision,

(i) where the capital cost to the trust of the property, immediately before the time of the disposition, exceeds the amount redetermined under subsection 13(21.1), for

déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(I)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la moins élevée de ces sommes,

(B) si la somme désignée par la fiducie selon la subdivision (ii)(B)(II) est inférieure à la moins élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(II)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la moins élevée de ces sommes;

c) si l'alinéa a) ou b) (appelé chacun « disposition applicable » au présent paragraphe) s'est appliqué à la fiducie relativement à un bien qui était un bien amortissable d'une catégorie prescrite (sauf un bien dont le produit de disposition pour la fiducie selon la disposition applicable est déterminé selon le paragraphe 13(21.1)) :

(i) le coût en capital du bien pour l'enfant, immédiatement après le moment de la disposition, est réputé correspondre à son coût en capital pour la fiducie, immédiatement avant le moment de la disposition,

(ii) l'excédent éventuel du coût en capital du bien pour la fiducie, immédiatement avant le moment de la disposition, sur la somme qui, selon la disposition applicable, correspond au coût du bien pour l'enfant, immédiatement après le moment de la disposition, est réputé, pour l'application des articles 13 et 20 et de toute disposition réglementaire prise pour l'application de l'alinéa 20(1)a), avoir été accordé à l'enfant relativement au bien en vertu des dispositions réglementaires prises pour l'application de l'alinéa 20(1)a) dans le calcul du revenu pour les années d'imposition s'étant terminées avant l'acquisition du bien par l'enfant;

d) si la disposition applicable s'est appliquée à la fiducie relativement au bien et que le produit de disposition qu'elle est réputée avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon la disposition applicable, a été déterminé selon le paragraphe 13(21.1), malgré la disposition applicable :

the purposes of sections 13 and 20 and any regulations made for the purpose of paragraph 20(1)(a),

(A) the capital cost to the child of the property, immediately after the time of the disposition, is deemed to be the amount that was the capital cost to the trust of the property, immediately before the time of the disposition, and

(B) the amount, if any, by which the capital cost to the trust of the property, immediately before the time of the disposition, exceeds the amount redetermined under subsection 13(21.1) is deemed to have been allowed to the child in respect of the property under regulations made for the purpose of paragraph 20(1)(a) in computing income for taxation years that ended before the child acquired the property, and

(ii) where the property is land, the cost to the child of the property is deemed to be the amount that was the trust's proceeds of disposition as redetermined under subsection 13(21.1).

When subsection (9.21) applies

(9.2) Subsection (9.21) applies to a taxpayer and a child of the taxpayer in respect of a property of the taxpayer in respect of which subsection (5) would, if this Act were read without reference to this subsection, apply to the taxpayer and the child if

(a) the property was, immediately before the death of the taxpayer, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer, an interest in a family fishing partnership of the taxpayer, a share of the capital stock of a family farm corporation of the taxpayer or an interest in a family farm partnership of the taxpayer;

(i) dans le cas où le coût en capital du bien pour la fiducie, immédiatement avant le moment de la disposition, excède la somme déterminée selon le paragraphe 13(21.1), pour l'application des articles 13 et 20 et de toute disposition réglementaire prise pour l'application de l'alinéa 20(1)a):

(A) le coût en capital du bien pour l'enfant, immédiatement après le moment de la disposition, est réputé correspondre à son coût en capital pour la fiducie, immédiatement avant le moment de la disposition,

(B) l'excédent éventuel du coût en capital du bien pour la fiducie, immédiatement avant le moment de la disposition, sur la somme déterminée selon le paragraphe 13(21.1) est réputé avoir été accordé à l'enfant relativement au bien en vertu des dispositions réglementaires prises pour l'application de l'alinéa 20(1)a) dans le calcul du revenu pour les années d'imposition s'étant terminées avant l'acquisition du bien par l'enfant,

(ii) dans le cas où le bien est un fonds de terre, son coût pour l'enfant est réputé correspondre au produit de disposition du bien pour la fiducie, déterminé selon le paragraphe 13(21.1).

(9.2) Le paragraphe (9.21) s'applique à un contribuable et à son enfant, relativement à un bien du contribuable à l'égard duquel le paragraphe (5) s'appliquerait au contribuable et à l'enfant, en l'absence du présent paragraphe, si les conditions suivantes sont réunies :

Application du par. (9.21)

a) le bien était, immédiatement avant le décès du contribuable, une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable, une participation dans une société de personnes de pêche familiale du contribuable, une action du capital-actions d'une société agricole familiale du contribuable ou une participation dans une société de personnes agricole familiale du contribuable;

Transfer of
family farm and
fishing
corporations and
partnerships

(b) the child of the taxpayer was resident in Canada immediately before the day on which taxpayer died; and

(c) as a consequence of the death of the taxpayer, the property is transferred to and becomes vested indefeasibly in the child within the period ending 36 months after the death of the taxpayer or, if written application has been made to the Minister by the taxpayer's legal representative within that period, within any longer period that the Minister considers reasonable in the circumstances.

(9.21) If, because of subsection (9.2), this subsection applies to the taxpayer and a child of the taxpayer in respect of a property of the taxpayer that has been transferred to the child as a consequence of the death of the taxpayer, the following rules apply:

(a) where the taxpayer's legal representative does not elect, in the taxpayer's return of income under this Part for the taxation year in which the taxpayer died, to have paragraph (b) apply to the taxpayer in respect of the property,

(i) paragraphs (5)(a) and (b) and section 69 do not apply to the taxpayer and the child in respect of the property,

(ii) where the property is, immediately before the death of the taxpayer, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer, or a share of the capital stock of a family farm corporation of the taxpayer,

(A) the taxpayer is deemed to have

(I) disposed of the property immediately before the taxpayer's death, and

(II) received proceeds of disposition in respect of that disposition equal to the adjusted cost base to the taxpayer, immediately before the time of that disposition, of the property, and

(B) the child is, immediately after the time of the disposition, deemed to have acquired the property at a cost equal to

b) l'enfant du contribuable résidait au Canada la veille du décès du contribuable;

c) par suite du décès du contribuable, le bien est transféré à l'enfant, et lui est dévolu irrévocablement, dans la période de 36 mois suivant ce décès ou, si le représentant légal du contribuable en fait la demande écrite au ministre dans ce délai, dans un délai plus long que le ministre considère acceptable dans les circonstances.

(9.21) Si, par l'effet du paragraphe (9.2), le présent paragraphe s'applique au contribuable et à son enfant relativement à un bien du contribuable qui a été transféré à l'enfant par suite du décès du contribuable, les règles suivantes s'appliquent :

a) si le représentant légal du contribuable ne fait pas de choix, dans la déclaration de revenu du contribuable produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition de son décès, afin que l'alinéa b) s'applique au contribuable relativement au bien :

(i) les alinéas (5)a) et b) et l'article 69 ne s'appliquent pas au contribuable ni à l'enfant relativement au bien,

(ii) si le bien est, immédiatement avant le décès du contribuable, une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable, ou une action du capital-actions d'une société agricole familiale du contribuable :

(A) le contribuable est réputé :

(I) d'une part, avoir disposé du bien immédiatement avant son décès,

(II) d'autre part, avoir reçu, au titre de cette disposition, un produit de disposition égal au prix de base rajusté du bien pour lui immédiatement avant le moment de sa disposition,

(B) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition, avoir acquis le bien à un coût égal au produit

Transfert d'une
société ou
société de
personnes
agricole ou de
pêche familiale

the taxpayer's proceeds of disposition in respect of that disposition determined under clause (A), and

(iii) where the property is, immediately before the death of the taxpayer, a partnership interest described in paragraph (9.2)(a) (other than a partnership interest to which subsection 100(3) applies),

(A) the taxpayer is, except for the purpose of paragraph 98(5)(g), deemed not to have disposed of the property as a consequence of the taxpayer's death,

(B) the child is deemed to have acquired the property at the time of the taxpayer's death at a cost equal to the cost to the taxpayer of the interest immediately before the time that is immediately before the time of the taxpayer's death, and

(C) each amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing the adjusted cost base to the taxpayer, immediately before the time of the taxpayer's death, of the property is deemed to be an amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing, at any time at or after the time of the taxpayer's death, the adjusted cost base to the child of the property; and

(b) where the taxpayer's legal representative elects, in the taxpayer's return of income under this Part for the taxation year in which the taxpayer died, to have this paragraph apply to the taxpayer in respect of the property,

(i) paragraphs (5)(a) and (b) and section 69 do not apply to the taxpayer and the child in respect of the property,

(ii) where the property is, immediately before the taxpayer's death, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer or a share of the capital stock of a family farm corporation of the taxpayer,

(A) the taxpayer is deemed to have

de disposition pour le contribuable au titre de cette disposition, déterminé selon la division (A),

(iii) si le bien est, immédiatement avant le décès du contribuable, une participation visée à l'alinéa (9.2)a) (sauf une participation à laquelle le paragraphe 100(3) s'applique):

(A) le contribuable est réputé, sauf pour l'application de l'alinéa 98(5)g), ne pas avoir disposé du bien par suite de son décès,

(B) l'enfant est réputé avoir acquis le bien au moment du décès du contribuable à un coût égal au coût de la participation pour le contribuable immédiatement avant le moment qui précède le décès du contribuable,

(C) chaque somme à ajouter ou à déduire, en application des paragraphes 53(1) ou (2), dans le calcul du prix de base rajusté du bien pour le contribuable, immédiatement avant son décès, est réputée être une somme à ajouter ou à déduire, en application de ces paragraphes, dans le calcul, au moment du décès ou à tout moment postérieur, du prix de base rajusté du bien pour l'enfant;

b) si le représentant légal du contribuable fait un choix, dans la déclaration de revenu du contribuable produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition de son décès, afin que le présent alinéa s'applique au contribuable relativement au bien:

(i) les alinéas (5)a) et b) et l'article 69 ne s'appliquent pas au contribuable ni à l'enfant relativement au bien,

(ii) si le bien est, immédiatement avant le décès du contribuable, une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable ou une action du capital-actions d'une société agricole familiale du contribuable:

(A) le contribuable est réputé:

(I) disposed of the property immediately before the taxpayer's death, and

(II) received, at the time of the disposition of the property, proceeds of disposition in respect of the disposition of the property equal to the amount that the taxpayer's legal representative designates, which must not be greater than the greater of nor less than the lesser of

1. the fair market value of the property immediately before the taxpayer's death, and
2. the adjusted cost base to the taxpayer of the property immediately before the time of the disposition,

(B) the child is, immediately after the time of the disposition, deemed to have acquired the property at a cost equal to the taxpayer's proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under clause (A),

(C) except for the purpose of this clause, where the amount designated by the taxpayer's legal representative under subclause (A)(II) exceeds the greater of the amounts determined under sub-subclauses (A)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the greater of those amounts, and

(D) except for the purpose of this clause, where the amount designated by the taxpayer's legal representative under subclause (A)(II) is less than the lesser of the amounts determined under sub-subclauses (A)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the lesser of those amounts, and

(iii) where the property is, immediately before the death of the taxpayer, a partnership interest described in paragraph (9.2)(a) (other than a partnership interest to which subsection 100(3) applies),

(I) d'une part, avoir disposé du bien immédiatement avant son décès,

(II) d'autre part, avoir reçu, au moment de la disposition du bien et au titre de cette disposition, un produit de disposition égal à la somme désignée par son représentant légal, laquelle n'est ni supérieure à la plus élevée des sommes ci-après, ni inférieure à la moins élevée de ces sommes :

1. la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le décès du contribuable,
2. le prix de base rajusté du bien pour le contribuable immédiatement avant le moment de la disposition,

(B) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition du bien, avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que le contribuable est réputé avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon la division (A),

(C) sauf pour l'application de la présente division, lorsque la somme désignée par le représentant légal du contribuable selon la subdivision (A)(II) excède la plus élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (A)(II)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la plus élevée de ces sommes,

(D) sauf pour l'application de la présente division, lorsque la somme désignée par le représentant légal du contribuable selon la subdivision (A)(II) est inférieure à la moins élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (A)(II)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la moins élevée de ces sommes,

(A) the taxpayer is, except for the purpose of paragraph 98(5)(g), deemed not to have disposed of the property as a consequence of the taxpayer's death,

(B) the child is deemed to have acquired the property at the time of the taxpayer's death at a cost equal to the cost to the taxpayer of the interest immediately before the time that is immediately before the death of the taxpayer, and

(C) each amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing the adjusted cost base to the taxpayer, immediately before the time of the taxpayer's death, of the property is deemed to be an amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing, at any time at or after the taxpayer's death, the adjusted cost base to the child of the property.

(iii) si le bien est, immédiatement avant le décès du contribuable, une participation visée à l'alinéa (9.2)a) (sauf une participation à laquelle le paragraphe 100(3) s'applique):

(A) le contribuable est réputé, sauf pour l'application de l'alinéa 98(5)g), ne pas avoir disposé du bien par suite de son décès,

(B) l'enfant est réputé avoir acquis le bien au moment du décès du contribuable à un coût égal au coût de la participation pour celui-ci immédiatement avant le moment qui précède le décès du contribuable,

(C) chaque somme à ajouter ou à déduire, en application des paragraphes 53(1) ou (2), dans le calcul du prix de base rajusté du bien pour le contribuable, immédiatement avant son décès, est réputée être une somme à ajouter ou à déduire, en application de ces paragraphes, dans le calcul, au moment du décès ou à tout moment postérieur, du prix de base rajusté du bien pour l'enfant.

When subsection (9.31) applies

(9.3) Subsection (9.31) applies to a trust and a child of the settlor of the trust in respect of a property in respect of which subsection 104(4) would, if this Act were read without reference to this subsection, apply to the trust as a consequence of the death of the beneficiary under the trust who was a spouse or a common-law partner of the settlor of the trust if

(a) the property (or property for which the property was substituted) was transferred to the trust by the settlor and was, immediately before that transfer, a share of the capital stock of a family farm corporation of the settlor, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the settlor, an interest in a family farm partnership of the settlor or an interest in a family fishing partnership of the settlor;

(9.3) Le paragraphe (9.31) s'applique à une fiducie et à l'enfant de l'auteur de la fiducie, relativement à un bien auquel le paragraphe 104(4) s'appliquerait, en l'absence du présent paragraphe, à la fiducie par suite du décès du bénéficiaire de la fiducie qui était l'époux ou le conjoint de fait de l'auteur de la fiducie, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le bien, ou un bien qui lui est substitué, a été transféré à la fiducie par l'auteur et était, immédiatement avant le transfert, une action du capital-actions d'une société agricole familiale de l'auteur, une action du capital-actions d'une société de pêche familiale de l'auteur, une participation dans une société de personnes agricole familiale de l'auteur ou une participation dans une société de personnes de pêche familiale de l'auteur;

b) le paragraphe (6), le paragraphe 73(1) (dans sa version applicable aux transferts effectués avant 2000) ou le sous-alinéa

Application du par. (9.31)

(b) subsection (6), subsection 73(1) (as that subsection applied to transfers before 2000) or subparagraph 73(1.01)(c)(i) applied to the settlor and the trust in respect of the transfer referred to in paragraph (a);

5

(c) the property is, immediately before the beneficiary's death,

(i) a share of the capital stock of a Canadian corporation that would, immediately before that beneficiary's death, be a share of the capital stock of a family farm corporation of the settlor, if the settlor owned the share at that time and paragraph (a) of the definition "share of the capital stock of a family farm corporation", in subsection (10) were read without the words "in which the person or a spouse, common-law partner, child or parent of the person was actively engaged on a regular and continuous basis (or, in the case of property used in the operation of a woodlot, was engaged to the extent required by a prescribed forest management plan in respect of that woodlot)",

(ii) a share of the capital stock of a Canadian corporation that would, immediately before the beneficiary's death, be a share of the capital stock of a family fishing corporation of the settlor, if the settlor owned the share at that time and paragraph (a) of the definition "share of the capital stock of a family fishing corporation" in subsection (10) were read without reference to the words "in which the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual was actively engaged on a regular and continuous basis", or

(iii) a partnership interest in a partnership that carried on the business of farming or fishing in Canada in which it used all or substantially all of the property;

(d) the child of the settlor was, immediately before that beneficiary's death, resident in Canada; and

73(1.01)c)(i) se sont appliqués à l'auteur et à la fiducie relativement au transfert visé à l'alinéa a);

c) le bien est, immédiatement avant le décès du bénéficiaire :

5

(i) une action du capital-actions d'une société canadienne qui, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, serait une action du capital-actions d'une société agricole familiale de l'auteur, si celui-ci en était propriétaire à ce moment et si l'alinéa a) de la définition de « action du capital-actions d'une société agricole familiale » au paragraphe (10) s'appliquait compte non tenu du passage « dans laquelle la personne ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère soit prenait une part active de façon régulière et continue, soit, s'il s'agit de biens utilisés dans le cadre de l'exploitation d'une terre à bois, prenait part dans la mesure requise par un plan d'aménagement forestier visé par règlement relativement à cette terre »,

(ii) une action du capital-actions d'une société canadienne qui, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, serait une action du capital-actions d'une société de pêche familiale de l'auteur, si celui-ci en était propriétaire à ce moment et si l'alinéa a) de la définition de « action du capital-actions d'une société de pêche familiale » au paragraphe (10) s'appliquait compte non tenu du passage « dans laquelle le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère prenait une part active de façon régulière et continue »,

(iii) une participation dans une société de personnes qui exploitait au Canada l'entreprise agricole ou de pêche dans laquelle elle utilisait la totalité ou la presque totalité des biens;

d) l'enfant de l'auteur résidait au Canada immédiatement avant le décès du bénéficiaire;

Transfer of family farm or fishing corporation or family farm or fishing partnership from trust to children of settlor

(e) as a consequence of that beneficiary's death, the property is transferred to and becomes vested indefeasibly in the child within the period ending 36 months after that beneficiary's death or, if written application 5 has been made to the Minister by the taxpayer's legal representative within that period, within any longer period that the Minister considers reasonable in the circumstances. 10

(9.31) If, because of subsection (9.3), this subsection applies to the trust and a child of the settlor of the trust in respect of a property of the trust that has been distributed to the child as a consequence of the death of the beneficiary 15 under the trust who was a spouse or common-law partner of the settlor of the trust, the following rules apply:

(a) where the trust does not elect, in its return of income under this Part for the taxation year 20 in which the beneficiary died, to have paragraph (b) apply to the trust in respect of the property

(i) section 69 and subsection 104(4) do not apply to the trust and the child in respect of 25 the property,

(ii) where the property is, immediately before the beneficiary's death, a share described in subparagraph (9.3)(c)(i) or (ii), 30

(A) the trust is deemed to have

(I) disposed of the property immediately before the beneficiary's death, and

(II) received proceeds of disposition 35 in respect of that disposition equal to the adjusted cost base to the trust of the property immediately before the time of that disposition, and

(B) the child is, immediately after the 40 time of the disposition, deemed to have acquired the property at a cost equal to the trust's proceeds of disposition in respect of that disposition of the property determined under clause (A), and 45

e) par suite du décès du bénéficiaire, le bien est transféré à l'enfant, et lui est dévolu irrévocablement, dans la période de 36 mois suivant le décès du bénéficiaire ou, si le représentant légal du contribuable en fait la 5 demande écrite au ministre dans ce délai, dans un délai plus long que le ministre considère acceptable dans les circonstances.

(9.31) Si, par l'effet du paragraphe (9.3), le présent paragraphe s'applique à la fiducie et à 10 un enfant de l'auteur de la fiducie relativement à un bien de la fiducie qui a été distribué à l'enfant par suite du décès du bénéficiaire de la fiducie qui était l'époux ou le conjoint de fait de l'auteur de la fiducie, les règles suivantes 15 s'appliquent :

a) si la fiducie ne fait pas de choix, dans sa déclaration de revenu produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition du décès du bénéficiaire, afin que l'alinéa b) 20 s'applique à elle relativement au bien :

(i) l'article 69 et le paragraphe 104(4) ne s'appliquent pas à la fiducie ni à l'enfant relativement au bien;

(ii) si le bien est, immédiatement avant le 25 décès du bénéficiaire, une action visée aux sous-alinéas (9.3)c)(i) ou (ii) :

(A) la fiducie est réputée :

(I) d'une part, avoir disposé du bien immédiatement avant le décès du 30 bénéficiaire,

(II) d'autre part, avoir reçu, au titre de cette disposition, un produit de disposition égal au prix de base rajusté du bien pour elle immédiate- 35 ment avant le moment de la disposition,

(B) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition, avoir acquis le bien à un coût égal au produit 40 de disposition que la fiducie est réputée avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon la division (A),

Transfert d'une société ou société de personnes agricole ou de pêche familiale de la fiducie aux enfants de l'auteur

(iii) where the property is, immediately before the beneficiary's death, a partnership interest described in subparagraph (9.3)(c)(iii) (other than a partnership interest to which subsection 100(3) applies), 5

(A) the trust is, except for the purpose of paragraph 98(5)(g), deemed not to have disposed of the property as a consequence of the beneficiary's death,

(B) the child is deemed to have acquired the property, at the time of the beneficiary's death, at a cost equal to the cost to the trust of the interest immediately before the time that is immediately before the time of the beneficiary's death, and 15

(C) each amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing the adjusted cost base to the trust, immediately before the beneficiary's death, of the property is deemed to be an amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing, at or after the time of the beneficiary's death, the adjusted cost base to the child of the property; and 25

(b) where the trust elects, in its return of income under this Part for the taxation year in which the beneficiary died, to have this paragraph apply to the trust in respect of the property 30

(i) subsection 104(4) does not apply to the trust in respect of the property and section 69 does not apply to the trust or the child in respect of the transfer of the property, 35

(ii) where the property is, immediately before the beneficiary's death, a share of the capital stock of a corporation described in subparagraph (9.3)(c)(i) or (ii),

(A) the trust is deemed to have 40

(I) disposed of the property immediately before the beneficiary's death, and

(II) received, at the time of the disposition of property, proceeds of disposition in respect of the disposi- 45

(iii) si le bien est, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, une participation visée au sous-alinéa (9.3)c)(iii) (sauf une participation à laquelle le paragraphe 100(3) s'applique): 5

(A) la fiducie est réputée, sauf pour l'application de l'alinéa 98(5)g), ne pas avoir disposé du bien par suite du décès du bénéficiaire,

(B) l'enfant est réputé avoir acquis le bien au moment du décès du bénéficiaire à un coût égal au coût de la participation pour la fiducie immédiatement avant le moment qui est immédiatement avant le moment du décès du bénéficiaire, 15

(C) chaque somme à ajouter ou à déduire, en application des paragraphes 53(1) ou (2), dans le calcul du prix de base rajusté du bien pour la fiducie, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, est réputée être une somme à ajouter ou à déduire, en application de ces paragraphes, dans le calcul, au moment du décès ou à tout moment postérieur, du prix de base rajusté du bien pour l'enfant; 25

b) si la fiducie fait un choix, dans sa déclaration de revenu produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition du décès du bénéficiaire, afin que le présent alinéa s'applique à elle relativement au bien :

(i) le paragraphe 104(4) ne s'applique pas à elle relativement au bien et l'article 69 ne s'applique pas à elle ni à l'enfant relativement au transfert du bien, 35

(ii) si le bien est, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, une action visée au sous-alinéa (9.3)c)(i) ou (ii):

(A) la fiducie est réputée:

(I) d'une part, avoir disposé du bien immédiatement avant le décès du bénéficiaire, 40

(II) d'autre part, avoir reçu, au moment de la disposition du bien et au titre de cette disposition, un produit de disposition égal à la somme désignée 45

tion of the property equal to the amount that the trust designates, which must not be greater than the greater of nor less than the lesser of

1. the fair market value of the property immediately before the beneficiary's death, and 5
2. the adjusted cost base to the trust of the property immediately before the beneficiary's death, and 10

(B) the child is, immediately after the time of the disposition of the property, deemed to have acquired the property at a cost equal to the trust's proceeds of disposition in respect of that disposition 15 of the property determined under clause (A),

(iii) where the property is, immediately before that beneficiary's death, a partnership interest described in subparagraph 20 (9.3)(c)(iii) (other than a partnership interest to which subsection 100(3) applies),

(A) the trust is, except for the purpose of paragraph 98(5)(g), deemed not to have disposed of the property as a 25 consequence of the beneficiary's death,

(B) the child is deemed to have acquired the property, at the time of the beneficiary's death, at a cost equal to the cost to the trust of the property immediately before the time that is immediately before the beneficiary's death, and 30

(C) each amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in 35 computing, immediately before the beneficiary's death, the adjusted cost base to the trust of the property is deemed to be an amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in 40 computing, at or after the time of the beneficiary's death, the adjusted cost base to the child of the property,

(iv) except for the purpose of this subparagraph, where the amount designated by 45 the trust under subclause (ii)(A)(II) exceeds the greater of the amounts deter-

par la fiducie, laquelle somme n'est ni supérieure à la plus élevée des sommes ci-après, ni inférieure à la moins élevée de ces sommes :

1. la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le décès du bénéficiaire, 5
2. le prix de base rajusté du bien pour la fiducie immédiatement avant le décès du bénéficiaire, 10

(B) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition du bien, avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que la fiducie est réputée avoir reçu au titre de la 15 disposition du bien, déterminé selon la division (A),

(iii) si le bien est, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, une participation visée au sous-alinéa (9.3)c)(iii) (sauf une 20 participation à laquelle le paragraphe 100(3) s'applique) :

(A) la fiducie est réputée, sauf pour l'application de l'alinéa 98(5)g), ne pas avoir disposé du bien par suite du décès 25 du bénéficiaire,

(B) l'enfant est réputé avoir acquis le bien au moment du décès du bénéficiaire à un coût égal au coût du bien pour la fiducie immédiatement avant le moment 30 qui précède le décès du bénéficiaire,

(C) chaque somme à ajouter ou à déduire, en application des paragraphes 53(1) ou (2), dans le calcul du prix de base rajusté du bien pour la fiducie, 35 immédiatement avant le décès du bénéficiaire, est réputée être une somme à ajouter ou à déduire, en application de ces paragraphes, dans le calcul, au moment du décès ou à tout moment 40 postérieur, du prix de base rajusté du bien pour l'enfant,

(iv) sauf pour l'application du présent sous-alinéa, lorsque la somme désignée par la fiducie selon la subdivision 45 (ii)(A)(II) excède la plus élevée des sommes déterminées selon les sous-subdi-

mined under sub-subclauses (ii)(A)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the greater of those amounts, and

(v) except for the purpose of this subparagraph, where the amount designated by the trust under subclause (ii)(A)(II) is less than the lesser of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(A)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the lesser of those amounts.

(2) Subsection 70(9.6) of the Act is replaced by the following:

(9.6) Subsection (9.01) or (9.21), as the case may be, applies in respect of a transfer of a property as if the references in those subsections to “child” were read as references to “parent” if

(a) the property was acquired by a taxpayer in circumstances where any of subsections 20 (9.01), (9.11), (9.21), (9.31) and 73(3.1) and (4.1) applied in respect of the acquisition;

(b) as a consequence of the death of the taxpayer the property is transferred to a parent of the taxpayer; and

(c) the taxpayer’s legal representative has elected, in the taxpayer’s return of income under this Part for the taxation year in which the taxpayer died, that this subsection apply in respect of the transfer.

(3) Subsection 70(9.8) of the Act is replaced by the following:

(9.8) For the purposes of subsections (9) and 14(1), paragraph 20(1)(b), subsection 73(3) and paragraph (d) of the definitions “qualified farm property” and “qualified fishing property” in subsection 110.6(1), a property of an individual is, at a particular time, deemed to be used by the individual in a fishing or farming business, as the case may be, carried on in Canada if, at that particular time, the property is being used, principally in the course of carrying on a fishing or farming business in Canada, by

visions (ii)(A)(II)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la plus élevée de ces sommes,

(v) sauf pour l’application du présent sous-alinéa, lorsque la somme désignée par la fiducie selon la subdivision (ii)(A)(II) est inférieure à la moins élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(A)(II)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la moins élevée de ces sommes.

(2) Le paragraphe 70(9.6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9.6) À supposer que la mention « enfant » y soit remplacée par « père ou mère », compte tenu des adaptations grammaticales nécessaires, le paragraphe (9.01) ou (9.21), selon le cas, s’applique au transfert d’un bien si les conditions suivantes sont réunies :

a) le bien a été acquis par un contribuable dans des circonstances où l’un des paragraphes (9.01), (9.11), (9.21), (9.31) et 73(3.1) et (4.1) s’est appliqué relativement à l’acquisition;

b) le bien est transféré au père ou à la mère du contribuable par suite du décès de celui-ci;

c) le représentant légal du contribuable en a fait le choix dans la déclaration de revenu du contribuable produite en vertu de la présente partie pour l’année d’imposition de son décès.

(3) Le paragraphe 70(9.8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9.8) Pour l’application des paragraphes (9) et 14(1), de l’alinéa 20(1)b), du paragraphe 73(3) et de l’alinéa d) des définitions de « bien agricole admissible » et « bien de pêche admissible » au paragraphe 110.6(1), le bien d’un particulier est réputé, à un moment donné, être utilisé par le particulier dans le cadre d’une entreprise agricole ou de pêche, selon le cas, exploitée au Canada si, à ce moment, le bien est utilisé principalement dans le cadre d’une telle entreprise au Canada :

Transfer to a parent

Transfert au père ou à la mère

Leased farm and fishing property

Bien agricole ou de pêche loué

(a) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital stock of a family fishing corporation, or a share of the capital stock of a family farm corporation, of the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual; or

(b) a partnership, a partnership interest of which is an interest in a family fishing partnership, or an interest in a family farm partnership, of the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual.

(4) The definition "interest in a family farm partnership" in subsection 70(10) of the Act is replaced by the following:

"interest in a family farm partnership"
«participation dans une société agricole familiale»

"interest in a family farm partnership" of an individual at any time means a partnership interest owned by the individual at that time if, at that time, all or substantially all of the fair market value of the property of the partnership was attributable to

(a) property that has been used principally in the course of carrying on a farming business in Canada in which the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual was actively engaged on a regular and continuous basis (or, in the case of property used in the operation of a woodlot, was engaged to the extent required by a prescribed forest management plan in respect of that woodlot), by

(i) the partnership,

(ii) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital stock of a family farm corporation of the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual,

(iii) a partnership, a partnership interest in which is an interest in a family farm partnership of the individual, the individ-

a) soit par une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une société de pêche familiale, ou une action du capital-actions d'une société agricole familiale, du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère;

b) soit par une société de personnes dont l'une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale, ou une participation dans une société de personnes agricole familiale, du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère.

(4) La définition de «participation dans une société de personnes agricole familiale», au paragraphe 70(10) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

«participation dans une société de personnes agricole familiale» Est une participation dans une société de personnes agricole familiale d'un particulier à un moment donné la participation dans une société de personnes dont le particulier est propriétaire à ce moment, dans le cas où la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens de la société de personnes est attribuable, à ce moment, aux biens suivants :

« participation dans une société de personnes agricole familiale »
"interest in a family farm partnership"

a) des biens qui ont été utilisés par l'une des personnes ou sociétés de personnes ci-après, principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada dans laquelle le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère soit prenait une part active de façon régulière et continue, soit, s'il s'agit de biens utilisés dans le cadre de l'exploitation d'une terre à bois, prenait part dans la mesure requise par un plan d'aménagement forestier visé par règlement relativement à cette terre :

(i) la société de personnes,

(ii) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une société agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère,

ual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual, or

(iv) the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual,

(b) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property 10 described in paragraph (d),

(c) partnership interests or indebtedness of one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property described 15 in paragraph (d), or

(d) properties described in any of paragraphs (a) to (c);

(iii) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère, 5

(iv) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère;

b) des actions du capital-actions, ou des dettes, d'une ou de plusieurs sociétés dont 10 la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés à l'alinéa d);

c) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes d'une ou 15 de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés à l'alinéa d);

d) des biens visés à l'un des alinéas a) à c). 20

(5) Subsection 70(10) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(5) Le paragraphe 70(10) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"interest in a family fishing partnership"
« participation dans une société de personnes de pêche familiale »

"interest in a family fishing partnership" of an individual at any time means a partnership interest owned by the individual at that time if, at that time, all or substantially all of the fair 25 market value of the property of the partnership was attributable to

(a) property that has been used principally in the course of carrying on a fishing business in Canada in which the individual, the individ- 30 ual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual was actively engaged on a regular and continuous basis, by

(i) the partnership, 35

(ii) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital stock of a family fishing corporation of the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the in- 40 dividual or a parent of the individual,

(iii) a partnership, a partnership interest in which is an interest in a family fishing partnership of the individual, the individ-

« action du capital-actions d'une société de pêche familiale » Est une action du capital- 25 actions d'une société de pêche familiale d'un particulier à un moment donné l'action du capital-actions d'une société dont le particulier est propriétaire à ce moment, si la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des 30 biens de la société est attribuable, à ce moment, aux biens suivants :

a) des biens qui ont été utilisés par l'une des personnes ou sociétés de personnes ci-après, principalement dans le cadre de l'exploitation 35 d'une entreprise de pêche au Canada dans laquelle le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère prenait une part active de façon régulière et continue : 40

(i) la société,

(ii) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du

« action du capital-actions d'une société de pêche familiale »
"share of the capital stock of a family fishing corporation"

“share of the capital stock of a family fishing corporation”
« action du capital-actions d'une société de pêche familiale »

ual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual, or

(iv) the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual, 5

(b) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property 10 described in paragraph (d),

(c) partnership interests or indebtedness of one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property described 15 in paragraph (d), or

(d) properties described in any of paragraphs (a) to (c);

“share of the capital stock of a family fishing corporation” of an individual at any time means 20 a share of the capital stock of a corporation owned by the individual at that time if, at that time, all or substantially all of the fair market value of the property owned by the corporation was attributable to 25

(a) property that has been used principally in the course of carrying on a fishing business in Canada in which the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual 30 was actively engaged on a regular and continuous basis, by

(i) the corporation,

(ii) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital 35 stock of a family fishing corporation of the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual,

(iii) a corporation controlled by a corpora- 40 tion described in subparagraph (i) or (ii),

(iv) a partnership, a partnership interest in which is an interest in a family fishing partnership of the individual, the individ-

particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère,

(iii) une société contrôlée par une société visée aux sous-alinéas (i) ou (ii), 5

(iv) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père 10 ou de sa mère,

(v) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère;

b) des actions du capital-actions, ou des dettes, d'une ou de plusieurs sociétés dont 15 la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés à l'alinéa d);

c) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes d'une ou 20 de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés à l'alinéa d);

d) des biens visés à l'un des alinéas a) à c). 25

« participation dans une société de personnes de pêche familiale » Est une participation dans une société de personnes de pêche familiale d'un particulier à un moment donné la participation dans une société de personnes dont le particulier 30 est propriétaire à ce moment, si la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens de la société de personnes est attribuable, à ce moment, aux biens suivants :

a) des biens qui ont été utilisés par l'une des 35 personnes ou sociétés de personnes ci-après, principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de pêche au Canada dans laquelle le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa 40 mère prenait une part active de façon régulière et continue :

(i) la société de personnes,

(ii) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions 45 d'une société de pêche familiale du

« participation dans une société de personnes de pêche familiale »
“interest in a family fishing partnership”

ual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual, or

(v) the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual,

(b) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property described in paragraph (d),

(c) partnership interests or indebtedness of one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property described in paragraph (d), or

(d) properties described in any of paragraphs (a) to (c);

particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère,

(iii) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère,

(iv) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère;

b) des actions du capital-actions, ou des dettes, d'une ou de plusieurs sociétés dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés à l'alinéa d);

c) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes d'une ou de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés à l'alinéa d);

d) des biens visés à l'un des alinéas a) à c).

(6) Subsections (1) to (5) apply to a disposition, that occurs on or after May 2, 2006, of a property unless the disposition of the property was before 2007 and the taxpayer elects in writing in the taxpayer's return of income for the taxation year in which the disposition occurred to have subsection 70(9), (9.1), (9.2) or (9.3) of the Act, as that subsection read on May 1, 2006, apply to the disposition of the property.

(6) Les paragraphes (1) à (5) s'appliquent aux dispositions de biens effectuées après le 1^{er} mai 2006, sauf s'il s'agit d'une disposition effectuée avant 2007 à l'égard de laquelle le contribuable a fait un choix, par avis écrit dans sa déclaration de revenu visant l'année d'imposition au cours de laquelle la disposition a été effectuée, afin que le paragraphe 70(9), (9.1), (9.2) ou (9.3) de la même loi, dans sa version applicable le 1^{er} mai 2006, s'applique à la disposition.

11. (1) Paragraph 73(3)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) subsection 69(1) does not apply in determining the proceeds of disposition of the depreciable property, the land or the eligible capital property;

(2) Paragraph 73(4)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) subsection 69(1) does not apply in determining the proceeds of disposition of the property; and

11. (1) L'alinéa 73(3)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) le paragraphe 69(1) ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de déterminer le produit de disposition du bien amortissable, du fonds de terre ou de l'immobilisation admissible;

(2) L'alinéa 73(4)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) le paragraphe 69(1) ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de déterminer le produit de disposition du bien;

(3) Subsections 73(3) and (4) of the Act, as amended by subsections (1) and (2), respectively, are replaced by the following:

(3) Les paragraphes 73(3) et (4) de la même loi, modifiés respectivement par les paragraphes (1) et (2), sont remplacés par ce qui suit :

When subsection (3.1) applies

(3) Subsection (3.1) applies to a taxpayer and a child of the taxpayer in respect of property that has been transferred, at any time, by the taxpayer to the child, where

(a) the property was, immediately before the transfer, land in Canada or depreciable property in Canada of a prescribed class, of the taxpayer, or any eligible capital property in respect of a fishing or farming business carried on in Canada by the taxpayer;

(b) the child of the taxpayer was resident in Canada immediately before the transfer; and

(c) the property has been used principally in a fishing or farming business in which the taxpayer, the taxpayer's spouse or common-law partner, a child of the taxpayer or a parent of the taxpayer was actively engaged on a regular and continuous basis (or in the case of property used in the operation of a woodlot, was engaged to the extent required by a prescribed forest management plan in respect of that woodlot).

Inter vivos transfer of farm or fishing property to child

(3.1) If, because of subsection (3), this subsection applies to the taxpayer and a child of the taxpayer in respect of a property transferred by the taxpayer to the child of the taxpayer, the following rules apply:

(a) where, immediately before the transfer, the property was depreciable property of a prescribed class, the taxpayer is deemed to have disposed of the property, at the time of the transfer, for proceeds of disposition equal to

(i) in any case to which neither subparagraph (ii) nor (iii) applies, the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined,

(ii) the greater of the amounts referred to in clauses (A) and (B), if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined exceed the greater of

(3) Le paragraphe (3.1) s'applique à un contribuable et à son enfant, relativement à un bien que le contribuable a transféré à l'enfant, si les conditions suivantes sont réunies :

a) immédiatement avant le transfert, le bien était un fonds de terre ou un bien amortissable d'une catégorie prescrite du contribuable, situé au Canada, ou une immobilisation admissible relative à une entreprise agricole ou de pêche qu'il exploite au Canada;

b) l'enfant du contribuable résidait au Canada immédiatement avant le transfert;

c) le bien a été utilisé principalement dans le cadre d'une entreprise agricole ou de pêche dans laquelle le contribuable ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère soit prenait une part active de façon régulière et continue, soit, s'il s'agit d'un bien utilisé dans le cadre de l'exploitation d'une terre à bois, prenait part dans la mesure requise par un plan d'aménagement forestier visé par règlement relativement à cette terre.

(3.1) Si, par l'effet du paragraphe (3), le présent paragraphe s'applique au contribuable et à son enfant relativement à un bien que le contribuable a transféré à l'enfant, les règles suivantes s'appliquent :

a) si, immédiatement avant le transfert, le bien était un bien amortissable d'une catégorie prescrite, le contribuable est réputé en avoir disposé au moment du transfert pour un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :

(i) si les sous-alinéas (ii) et (iii) ne s'appliquent pas, le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs,

(ii) la plus élevée des sommes visées aux divisions (A) et (B), si le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, excède la plus élevée des sommes suivantes :

5 Application du par. (3.1)

15

Transfert entre vifs de biens agricoles ou de pêche à un enfant

30

35

40

45

(A) the fair market value of the property immediately before the time of the transfer, and

(B) the lesser of

(I) the capital cost to the taxpayer of 5 the property, and

(II) the amount, determined immediately before the time of the disposition of the property, that is that proportion of the undepreciated capital cost of 10 property of that class to the taxpayer that the capital cost to the taxpayer of the property is of the capital cost to the taxpayer of all property of that class that had not, at or before that 15 time, been disposed of, or

(iii) if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined are less than the lesser of the amounts referred to in clauses (ii)(A) and (B), the lesser of those 20 amounts;

(b) where the property transferred was land, the taxpayer is deemed to have disposed of the property at the time of the transfer for proceeds of disposition equal to, 25

(i) in any case to which neither subparagraph (ii) nor (iii) applies, the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined,

(ii) the greater of the amounts referred to 30 in clauses (A) and (B), if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined exceed the greater of

(A) the fair market value of the land immediately before the time of the 35 transfer, and

(B) the adjusted cost base to the taxpayer of the land immediately before the time of the transfer, or

(iii) if the taxpayer's proceeds of disposi- 40 tion otherwise determined are less than the lesser of the amounts referred to in clauses (ii)(A) and (B), the lesser of those amounts;

(A) la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le moment du transfert,

(B) la moins élevée des sommes suivantes : 5

(I) le coût en capital du bien pour le contribuable,

(II) la somme, déterminée immédiatement avant le moment de la disposition du bien, qui correspond à la 10 proportion de la fraction non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie pour le contribuable que représente le coût en capital du bien pour lui par rapport au coût en capital, 15 pour lui, de l'ensemble des biens de cette catégorie dont il n'avait pas été disposé à ce moment ou antérieurement,

(iii) si le produit de disposition du bien 20 pour le contribuable, déterminé par ailleurs, est inférieur à la moins élevée des sommes visées aux divisions (ii)(A) et (B), la moins élevée de ces sommes;

b) si le bien transféré était un fonds de terre, 25 le contribuable est réputé en avoir disposé au moment du transfert pour un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :

(i) si les sous-alinéas (ii) et (iii) ne 30 s'appliquent pas, le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs,

(ii) si le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ail- 35 leurs, excède la plus élevée des sommes ci-après, la plus élevée de ces sommes :

(A) la juste valeur marchande du fonds de terre immédiatement avant le moment du transfert, 40

(B) le prix de base rajusté du fonds de terre pour le contribuable immédiatement avant le moment du transfert,

(c) where, immediately before the transfer, the property was eligible capital property, the taxpayer is deemed to have disposed of the property, at the time of the transfer, for proceeds of disposition equal to, 5

(i) in any case to which neither subparagraph (ii) nor (iii) applies, the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined,

(ii) the greater of the amounts referred to 10 in clauses (A) and (B), if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined exceed the greater of

(A) the fair market value of the property immediately before the time of the 15 transfer, and

(B) the amount determined by the formula

$$\frac{4}{3} (A \times B/C)$$

where 20

A is the taxpayer's cumulative eligible capital in respect of the business,

B is the fair market value of the property immediately before the transfer, and 25

C is the fair market value immediately before the transfer of all the taxpayer's eligible capital property in respect of the business, or

(iii) if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined are less than the lesser of the amounts referred to in clauses (ii)(A) and (B), the lesser of those amounts;

(d) subsection 69(1) does not apply to the 35 taxpayer and the child in respect of the property;

(e) the child is deemed to have acquired the property at a cost equal to the taxpayer's proceeds of disposition in respect of the 40 disposition of the property determined under

(i) where the property is depreciable property of the taxpayer, paragraph (a), and

(iii) si le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, est inférieur à la moins élevée des sommes visées aux divisions (ii)(A) et (B), la moins élevée de ces sommes; 5

c) si, immédiatement avant le transfert, le bien était une immobilisation admissible, le contribuable est réputé en avoir disposé au moment du transfert pour un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes 10 qui est applicable :

(i) si les sous-alinéas (ii) et (iii) ne s'appliquent pas, le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, 15

(ii) si le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, excède la plus élevée des sommes ci-après, la plus élevée de ces sommes :

(A) la juste valeur marchande du bien 20 immédiatement avant le moment du transfert,

(B) la somme obtenue par la formule suivante :

$$\frac{4}{3} (A \times B/C) \quad 25$$

où :

A représente le montant cumulatif des immobilisations admissibles du contribuable au titre de l'entreprise,

B la juste valeur marchande du bien 30 immédiatement avant le transfert,

C la juste valeur marchande, immédiatement avant le transfert, de l'ensemble des immobilisations admissibles du contribuable relatives 35 à l'entreprise,

(iii) si le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, est inférieur à la moins élevée des sommes visées aux divisions (ii)(A) et (B), 40 la moins élevée de ces sommes;

d) le paragraphe 69(1) ne s'applique pas au contribuable ni à l'enfant relativement au bien;

(ii) where the property is land of the taxpayer, paragraph (b);

(f) if the property was, immediately before the transfer, an eligible capital property of the taxpayer in respect of a business, the child is deemed to have acquired

(i) where the child does not continue to carry on the business, a capital property, immediately after the transfer, at a cost equal to the taxpayer's proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under paragraph (c),

(ii) where the child continues to carry on the business, an eligible capital property and to have made an eligible capital expenditure at a cost equal to the total of

(A) the taxpayer's proceeds of disposition referred to in paragraph (c), and

(B) $\frac{4}{3}$ of the amount determined by the formula

$$(A \times B/C) - D$$

where

A is the amount, if any, determined for F in the definition "cumulative eligible capital" in subsection 14(5) in respect of the business immediately before the transfer,

B is the fair market value of the property immediately before the transfer,

C is the fair market value immediately before the transfer of all the taxpayer's eligible capital property in respect of the business, and

D is the amount, if any, included under paragraph 14(1)(a) in computing the taxpayer's income as a result of the disposition, and

(iii) for the purpose of determining at any subsequent time the child's cumulative eligible capital in respect of the business, an amount equal to $\frac{3}{4}$ of the amount determined under subparagraph (ii) is to be

e) l'enfant est réputé avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que le contribuable est réputé avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé :

(i) selon l'alinéa a), s'il s'agit d'un bien amortissable du contribuable,

(ii) selon l'alinéa b), s'il s'agit d'un fonds de terre du contribuable;

f) si, immédiatement avant le transfert, le bien était une immobilisation admissible du contribuable relative à une entreprise, l'enfant est réputé :

(i) s'il ne poursuit pas l'exploitation de l'entreprise, avoir acquis une immobilisation, immédiatement après le transfert, à un coût égal au produit de disposition que le contribuable est réputé avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon l'alinéa c),

(ii) s'il poursuit l'exploitation de l'entreprise, avoir acquis une immobilisation admissible et avoir effectué une dépense en capital admissible à un coût égal au total des sommes suivantes :

(A) le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé selon l'alinéa c),

(B) les $\frac{4}{3}$ de la somme obtenue par la formule suivante :

$$(A \times B/C) - D$$

où :

A représente la valeur de l'élément F de la formule applicable figurant à la définition de «montant cumulatif des immobilisations admissibles» au paragraphe 14(5) relativement à l'entreprise immédiatement avant le transfert,

B la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le transfert,

C la juste valeur marchande, immédiatement avant le transfert, de l'ensemble des immobilisations admissibles du contribuable relatives à l'entreprise,

added to the amount otherwise determined for P in the definition "cumulative eligible capital" in subsection 14(5);

(g) for the purpose of determining, in respect of any disposition of the property, after the time of the transfer, the amount deemed to be the child's taxable capital gain, and the amount to be included in computing the child's income, there shall be added to the amount otherwise determined for Q in respect of the business in the definition "cumulative eligible capital" in subsection 14(5), the amount determined by the formula,

$$A \times B/C$$

where

A is the amount, if any, determined for Q in that definition in respect of the business immediately before the time of the transfer,

B is the fair market value, immediately before that time, of the transferred property, and

C is the fair market value immediately before that time of all the taxpayer's eligible capital property in respect of the business; and

(h) where the property is depreciable property of a prescribed class of the taxpayer and the capital cost to the taxpayer of the property exceeds the cost to the child of the property, for the purposes of sections 13 and 20 and any regulations made under paragraph 20(1)(a),

(i) the capital cost to the child of the property is deemed to be the amount that was the capital cost to the taxpayer of the property immediately before the transfer, and

(ii) the excess is deemed to have been allowed to the child in respect of the property under regulations made under paragraph 20(1)(a) in computing income for taxation years that ended before the child acquired the property.

D la somme incluse selon l'alinéa 14(1)a) dans le calcul du revenu du contribuable par suite de la disposition,

(iii) pour le calcul, à un moment postérieur, du montant cumulé des immobilisations admissibles de l'enfant au titre de l'entreprise, une somme égale aux $\frac{3}{4}$ de la somme déterminée selon le sous-alinéa (ii) est à ajouter à la somme représentant par ailleurs la valeur de l'élément P de la formule applicable figurant à la définition de «montant cumulé des immobilisations admissibles» au paragraphe 14(5);

g) pour le calcul, après le moment du transfert, de la somme réputée correspondre au gain en capital imposable de l'enfant et de la somme à inclure dans le calcul du revenu de l'enfant, relativement à toute disposition du bien, est ajoutée à la valeur de l'élément Q de la formule applicable figurant à la définition de «montant cumulé des immobilisations admissibles», au paragraphe 14(5), relativement à l'entreprise, la somme obtenue par la formule suivante :

$$A \times B/C$$

où :

A représente la valeur de l'élément Q de la formule applicable figurant à cette définition relativement à l'entreprise immédiatement avant le moment du transfert,

B la juste valeur marchande, immédiatement avant ce moment, du bien transféré,

C la juste valeur marchande, immédiatement avant ce moment, de l'ensemble des immobilisations admissibles du contribuable relatives à l'entreprise;

h) si le bien est un bien amortissable d'une catégorie prescrite du contribuable et que son coût en capital pour le contribuable excède son coût pour l'enfant, pour l'application des articles 13 et 20 et de toute disposition réglementaire prise pour l'application de l'alinéa 20(1)a) :

When subsection
(4.1) applies

(4) Subsection (4.1) applies to a taxpayer and a child of the taxpayer in respect of property that has been transferred, at any time, to the child if

(a) the child was resident in Canada immediately before the transfer; and

(b) the property was, immediately before the transfer, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer, a share of the capital stock of a family farm corporation of the taxpayer, an interest in a family fishing partnership of the taxpayer or an interest in a family farm partnership of the taxpayer (within the meaning assigned by subsection 70(10)).

Inter vivos
transfer of
family farm or
fishing
corporations and
partnerships

(4.1) If, because of subsection (4), this subsection applies to the taxpayer and the taxpayer's child in respect of the transfer of the property by the taxpayer to the child,

(a) where the property was, immediately before the transfer, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer or a share of the capital stock of a family farm corporation of the taxpayer, the taxpayer is deemed to have disposed of the property at the time of the transfer for proceeds of disposition equal to,

(i) in any case to which neither subparagraph (ii) nor (iii) applies, the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined,

(i) le coût en capital du bien pour l'enfant est réputé correspondre à la somme qui correspondait au coût en capital du bien pour le contribuable immédiatement avant le transfert,

5

(ii) l'excédent est réputé avoir été accordé à l'enfant relativement au bien en vertu des dispositions réglementaires prises pour l'application de l'alinéa 20(1)a) dans le calcul du revenu pour les années d'imposition s'étant terminées avant l'acquisition du bien par l'enfant.

(4) Le paragraphe (4.1) s'applique à un contribuable et à son enfant, relativement à un bien qui a été transféré à l'enfant, si les conditions suivantes sont réunies :

Application du
par. (4.1)

a) l'enfant résidait au Canada immédiatement avant le transfert;

b) le bien était, immédiatement avant le transfert, une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable, une action du capital-actions d'une société agricole familiale du contribuable, une participation dans une société de personnes de pêche familiale du contribuable ou une participation dans une société de personnes agricole familiale du contribuable, ces termes s'entendant tous au sens du paragraphe 70(10).

(4.1) Si, par l'effet du paragraphe (4), le présent paragraphe s'applique au contribuable et à son enfant relativement au transfert d'un bien effectué par le contribuable à l'enfant, les règles suivantes s'appliquent :

Transfert entre
vifs de sociétés
et sociétés de
personnes
agricoles ou de
pêche familiales

a) si, immédiatement avant le transfert, le bien était une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable ou une action du capital-actions d'une société agricole familiale du contribuable, celui-ci est réputé en avoir disposé au moment du transfert pour un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :

(i) si les sous-alinéas (ii) et (iii) ne s'appliquent pas, le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs,

30

45

(ii) the greater of the amounts referred to in clauses (A) and (B), if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined exceed the greater of

(A) the fair market value of the property immediately before the time of the transfer, and 5

(B) the adjusted cost base to the taxpayer of the property immediately before the time of the transfer, or 10

(iii) if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined are less than the lesser of the amounts referred to in clauses (ii)(A) and (B), the lesser of those amounts; 15

(b) where the property is, immediately before the transfer, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer or a share of the capital stock of a family farm corporation of the taxpayer, the child is 20 deemed to have acquired the property for an amount equal to the taxpayer's proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under paragraph (a);

(c) where the property is, immediately before 25 the transfer, an interest in a family fishing partnership of the taxpayer, or an interest in a family farm partnership of the taxpayer (other than a partnership interest to which subsection 100(3) applies), 30

(i) the taxpayer is, except for the purpose of paragraph 98(5)(g), deemed not to have disposed of the property at the time of the transfer,

(ii) the child is deemed to have acquired 35 the property at the time of the transfer at a cost equal to the cost to the taxpayer of the interest immediately before the transfer, and

(iii) each amount required by subsection 40 53(1) or (2) to be added or deducted in computing the adjusted cost base to the taxpayer, immediately before the transfer, of the property is deemed to be an amount required by subsection 53(1) or (2) to be 45 added or deducted in computing at any

(ii) la plus élevée des sommes visées aux divisions (A) et (B), si le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, excède la plus élevée des sommes suivantes : 5

(A) la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le moment du transfert,

(B) le prix de base rajusté du bien pour le contribuable immédiatement avant le 10 moment du transfert,

(iii) si le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, est inférieur à la moins élevée des sommes visées aux divisions (ii)(A) et (B), 15 la moins élevée de ces sommes;

b) si, immédiatement avant le transfert, le bien était une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable ou une action du capital-actions d'une société 20 agricole familiale du contribuable, l'enfant est réputé l'avoir acquis pour une somme égale au produit de disposition que le contribuable est réputé avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon 25 l'alinéa a);

c) si, immédiatement avant le transfert, le bien était une participation dans une société de personnes de pêche familiale du contribuable ou une participation dans une société 30 de personnes agricole familiale du contribuable (sauf une participation à laquelle le paragraphe 100(3) s'applique):

(i) le contribuable est réputé, sauf pour l'application de l'alinéa 98(5)g), ne pas 35 avoir disposé du bien au moment du transfert,

(ii) l'enfant est réputé avoir acquis le bien au moment du transfert à un coût égal au coût de la participation pour le contri- 40 buable immédiatement avant le moment du transfert,

(iii) chaque somme à ajouter ou à déduire, en application des paragraphes 53(1) ou (2), dans le calcul du prix de base rajusté 45 du bien pour le contribuable, immédiatement avant le transfert, est réputée être une

time at or after the time of the transfer, the adjusted cost base to the child of the property; and

(d) subsection 69(1) does not apply to the taxpayer and the child in respect of the property. 5

(4) Subsections (1) and (2) apply to dispositions that occur after December 20, 2002.

(5) Subsection (3) applies to a disposition, that occurs on or after May 2, 2006, of a 10 property unless the disposition of the property was before 2007 and the taxpayer elects in writing in the taxpayer's return of income for the taxation year in which the disposition occurred to have subsection 73(3) or 73(4) of 15 the Act, as that subsection read on May 1, 2006, apply to the disposition of the property.

12. (1) Subsection 74.1(2) of the Act is replaced by the following:

(2) If an individual has transferred or lent 20 property, either directly or indirectly, by means of a trust or by any other means whatever, to or for the benefit of a person who was under 18 years of age (other than an amount received in respect of that person either as a consequence of 25 the operation of subsection 122.61(1) or under section 4 of the *Universal Child Care Benefit Act*) and who

(a) does not deal with the individual at arm's length, or

(b) is the niece or nephew of the individual, any income or loss, as the case may be, of that person for a taxation year from the property or from property substituted for that property, that relates to the period in the taxation year 35 throughout which the individual is resident in Canada, is deemed to be income or a loss, as the case may be, of the individual and not of that person unless that person has, before the end of the taxation year, attained the age of 18 years. 40

somme à ajouter ou à déduire, en application de ces paragraphes, dans le calcul, au moment du transfert ou à tout moment postérieur, du prix de base rajusté du bien pour l'enfant; 5

d) le paragraphe 69(1) ne s'applique pas au contribuable ni à l'enfant relativement au bien.

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux dispositions effectuées après le 20 décembre 2002.

(5) Le paragraphe (3) s'applique aux dispositions de biens effectuées après le 1^{er} mai 2006, sauf s'il s'agit d'une disposition effectuée avant 2007 à l'égard de laquelle le 15 contribuable a fait un choix, par avis écrit dans sa déclaration de revenu visant l'année d'imposition au cours de laquelle la disposition a été effectuée, afin que le paragraphe 73(3) ou (4) de la même loi, dans sa version 20 applicable le 1^{er} mai 2006, s'applique à la disposition.

12. (1) Le paragraphe 74.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsqu'un particulier transfère ou prête 25 un bien — directement ou indirectement, par le biais d'une fiducie ou par tout autre moyen — à une personne de moins de 18 ans qui a un lien de dépendance avec le particulier ou qui est le neveu ou la nièce du particulier ou au profit de 30 cette personne (sauf un montant reçu à l'égard de cette personne soit par suite de l'application du paragraphe 122.61(1), soit en application de l'article 4 de la Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants), le revenu ou la perte 35 de cette personne pour une année d'imposition provenant du bien ou d'un bien qui y est substitué et qui se rapporte à la période de l'année tout au long de laquelle le particulier réside au Canada est considéré comme un 40 revenu ou une perte du particulier et non de cette personne, sauf si celle-ci atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année.

Transfers and
loans to minors

Transfert ou prêt
à un mineur

(2) Subsection (1) applies in respect of amounts received after June 30, 2006.

13. (1) The portion of subsection 85(5.1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Acquisition of
certain tools —
capital cost and
deemed
depreciation

(5.1) If subsection (1) has applied in respect of the acquisition at any particular time of any depreciable property by a corporation from an individual, the cost of the property to the individual was included in computing an amount under paragraph 8(1)(r) or (s) in respect of the individual, and the amount that would be the cost of the property to the individual immediately before the transfer if this Act were read without reference to subsection 8(7) (which amount is in this subsection referred to as the “individual’s original cost”) exceeds the individual’s proceeds of disposition of the property,

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years.

14. (1) The portion of subsection 97(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Acquisition of
certain tools —
capital cost and
deemed
depreciation

(5) If subsection (2) has applied in respect of the acquisition at any particular time of any depreciable property by a partnership from an individual, the cost of the property to the individual was included in computing an amount under paragraph 8(1)(r) or (s) in respect of the individual, and the amount that would be the cost of the property to the individual immediately before the transfer if this Act were read without reference to subsection 8(7) (which amount is in this subsection referred to as the “individual’s original cost”) exceeds the individual’s proceeds of disposition of the property,

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years.

15. (1) Paragraph 104(21.2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the beneficiary is, for the purposes of sections 3, 74.3 and 111 as they apply for the purposes of section 110.6,

(2) Le paragraphe (1) s’applique relativement aux sommes reçues après le 30 juin 2006.

13. (1) Le passage du paragraphe 85(5.1) de la même loi précédant l’alinéa a) est 5 remplacé par ce qui suit :

(5.1) Lorsque le paragraphe (1) s’est appliqué relativement à l’acquisition, à un moment donné, d’un bien amortissable par une société d’un particulier, que le coût du bien pour le particulier a été inclus dans le calcul de la somme prévue aux alinéas 8(1)r) ou s) relativement au particulier et que le montant (appelé « coût initial » au présent paragraphe) qui représenterait le coût du bien pour le particulier immédiatement avant le transfert si la présente loi s’appliquait compte non tenu du paragraphe 8(7) excède le produit de disposition du bien pour le particulier, les règles suivantes s’appliquent :

Acquisition de
certains outils —
coût en capital et
amortissement
réputé

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 2006 et suivantes.

14. (1) Le passage du paragraphe 97(5) de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(5) Lorsque le paragraphe (2) s’est appliqué relativement à l’acquisition, à un moment donné, d’un bien amortissable par une société de personnes d’un particulier, que le coût du bien pour le particulier a été inclus dans le calcul de la somme prévue aux alinéas 8(1)r) ou s) relativement au particulier et que le montant (appelé « coût initial » au présent paragraphe) qui représenterait le coût du bien pour le particulier immédiatement avant le transfert si la présente loi s’appliquait compte non tenu du paragraphe 8(7) excède le produit de disposition du bien pour le particulier, les règles suivantes s’appliquent :

Acquisition de
certains outils —
coût en capital et
amortissement
réputé

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux 40 années d’imposition 2006 et suivantes.

15. (1) L’alinéa 104(21.2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) pour l’application des articles 3, 74.3 et 111 dans le cadre de l’article 110.6, le bénéficiaire est réputé :

45

(i) deemed to have disposed of the capital property referred to in clause (ii)(A), (B) or (C) if a taxable capital gain is determined in respect of the beneficiary for the beneficiary's taxation year in which the designation year ends under those clauses, and

(ii) deemed to have a taxable capital gain for the beneficiary's taxation year in which the designation year ends 10

(A) from a disposition of a capital property that is qualified farm property (as defined for the purpose of section 110.6) of the beneficiary equal to the amount determined by the formula 15

$$(A \times B \times C)/(D \times E)$$

(B) from a disposition of a capital property that is a qualified small business corporation share (as defined for the purpose of section 110.6) of the 20 beneficiary equal to the amount determined by the formula

$$(A \times B \times F)/(D \times E)$$

and

(C) from a disposition of a capital 25 property that is a qualified fishing property (as defined for the purpose of section 110.6) of the beneficiary equal to the amount determined by the formula

$$(A \times B \times I)/(D \times E) \quad 30$$

where

A is the lesser of

(I) the amount determined by the formula

$$G - H \quad 35$$

where

G is the total of amounts designated under subsection (21) for the designation year by the trust, and 40

(i) d'une part, avoir disposé des immobilisations visées aux divisions (ii)(A), (B) ou (C), si un gain en capital imposable est déterminé à son égard selon ces divisions pour son année d'imposition dans laquelle 5 l'année d'attribution prend fin,

(ii) d'autre part, tirer de la disposition des immobilisations ci-après, pour son année d'imposition dans laquelle l'année d'attribution prend fin, un gain en capital 10 imposable égal à la somme obtenue par la formule applicable suivante :

(A) si l'immobilisation est son bien agricole admissible, au sens de l'article 110.6 : 15

$$(A \times B \times C)/(D \times E)$$

(B) si l'immobilisation est son action admissible de petite entreprise, au sens de l'article 110.6 :

$$(A \times B \times F)/(D \times E) \quad 20$$

(C) si l'immobilisation est son bien de pêche admissible, au sens de l'article 110.6 :

$$(A \times B \times I)/(D \times E)$$

où : 25

A représente la moins élevée des sommes suivantes :

(I) la somme obtenue par la formule suivante :

$$G - H \quad 30$$

où :

G représente le total des sommes attribuées par la fiducie en application du paragraphe (21) pour l'année d'attribution, 35

H le total des sommes attribuées par la fiducie en application du paragraphe (13.2) pour l'année d'attribution, 40

- H is the total of amounts designated under subsection (13.2) for the designation year by the trust, and
- (II) the trust's eligible taxable capital gains for the designation year, 5
- B is the amount, if any, by which the amount designated under subsection (21) for the designation year by the trust in respect of the beneficiary exceeds the amount designated under subsection (13.2) for the year by the trust in respect of the beneficiary for the taxation year, 15
- C is the amount, if any, that would be determined under paragraph 3(b) for the designation year in respect of the trust's capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified farm properties of the trust disposed of by it after 1984, 20
- D is the total of all amounts each of which is the amount determined for B for the designation year in respect of a beneficiary under the trust, 25
- E is the total of the amounts determined for C, F and I for the designation year in respect of the beneficiary, 30
- F is the amount, if any, that would be determined under paragraph 3(b) for the designation year in respect of the trust's capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified small business corporation shares of the trust, other than qualified farm property, disposed of by it after June 17, 1987, and 35
- I is the amount, if any, that would be determined under paragraph 3(b) for the designation year in respect of the trust's capital gains and capital losses if the only properties referred
- (II) les gains en capital imposables admissibles de la fiducie pour l'année d'attribution, 5
- B l'excédent éventuel de la somme que la fiducie a attribuée au bénéficiaire en application du paragraphe (21) pour l'année d'attribution sur la somme qu'elle lui a attribuée pour l'année d'imposition en application du paragraphe (13.2), 10
- C l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) pour l'année d'attribution au titre des gains en capital et des pertes en capital de la fiducie si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens agricoles admissibles de la fiducie dont elle a disposé après 1984, 15
- D le total des sommes représentant chacune la valeur de l'élément B pour l'année d'attribution relativement à un bénéficiaire de la fiducie, 20
- E le total des valeurs des éléments C, F et I pour l'année d'attribution relativement au bénéficiaire, 25
- F l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) pour l'année d'attribution au titre des gains en capital et des pertes en capital de la fiducie si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des actions admissibles de petite entreprise de la fiducie, autres que des biens agricoles admissibles, dont elle a disposé après le 17 juin 1987, 30
- I l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) pour l'année d'attribution au titre des gains en capital et des pertes en capital de la fiducie si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens de pêche admissibles de la fiducie dont elle a disposé après le 1^{er} mai 2006. 40

to in that paragraph were qualified fishing properties of the trust disposed of by it on or after May 2, 2006,

(2) Subsection (1) applies to taxation years of a trust that end on or after May 2, 2006.

16. (1) Subsection 108(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“qualified fishing property”
« bien de pêche admissible »

“qualified fishing property” of an individual has the meaning assigned by subsection 110.6(1);

(2) Subsection (1) applies after May 1, 2006.

17. (1) The definitions “interest in a family farm partnership”, “qualified farm property” and “share of the capital stock of a family farm corporation” in subsection 110.6(1) of the Act are replaced by the following:

“interest in a family farm partnership”
« participation dans une société de personnes agricole familiale »

“interest in a family farm partnership” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time means a partnership interest owned by the individual at that time if

(a) throughout any 24-month period ending before that time, more than 50% of the fair market value of the property of the partnership was attributable to

(i) property that was used principally in the course of carrying on the business of farming in Canada in which the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C) was actively engaged on a regular and continuous basis,

(A) the partnership,

(B) the individual,

(C) where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust,

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition de fiducies se terminant après le 1^{er} mai 2006.

16. (1) Le paragraphe 108(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« bien de pêche admissible » S'entend au sens du paragraphe 110.6(1).

« bien de pêche admissible »
“qualified fishing property”

(2) Le paragraphe (1) s'applique à compter du 2 mai 2006.

17. (1) Les définitions de « action du capital-actions d'une société agricole familiale », « bien agricole admissible » et « participation dans une société de personnes agricole familiale », au paragraphe 110.6(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« action du capital-actions d'une société agricole familiale » Est une action du capital-actions d'une société agricole familiale d'un particulier, sauf une fiducie qui n'est pas une fiducie personnelle, à un moment donné l'action du capital-actions d'une société dont le particulier est propriétaire à ce moment, si les conditions suivantes sont réunies :

« action du capital-actions d'une société agricole familiale »
“share of the capital stock of a family farm corporation”

a) tout au long de toute période de 24 mois se terminant avant ce moment, plus de 50 % de la juste valeur marchande des biens dont la société est propriétaire est attribuable aux biens suivants :

(i) des biens qui ont été utilisés par l'une des personnes ou sociétés de personnes ci-après, principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada dans laquelle le particulier, un bénéficiaire visé à la division (C) ou l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire prenait une part active de façon régulière et continue :

(A) la société,

(D) a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C),

(E) a corporation, a share of the capital stock of which was a share of the capital stock of a family farm corporation of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), or

(F) a partnership, a partnership interest of which was an interest in a family farm partnership of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C),

(ii) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to properties described in subparagraph (iv),

(iii) a partnership interest in or indebtedness of one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to properties described in subparagraph (iv), or

(iv) properties described in any of subparagraphs (i) to (iii), and

(b) at that time, all or substantially all of the fair market value of the property of the partnership was attributable to property described in subparagraph (a)(iv);

“qualified farm property”
« bien agricole admissible »

“qualified farm property” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time means a property owned at that time by the individual, the spouse or common-law partner of the individual or a partnership, an interest in which is an interest in a family farm partnership of the individual or the individual’s spouse or common-law partner that is

(a) real or immovable property that was used principally in the course of carrying on the business of farming in Canada by,

(B) le particulier,

(C) si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci,

(D) l’époux ou le conjoint de fait, l’enfant, le père ou la mère du particulier ou d’un bénéficiaire visé à la division (C),

(E) une autre société qui est liée à la société en cause et dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d’une société agricole familiale du particulier, d’un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l’époux ou du conjoint de fait, de l’enfant, du père ou de la mère du particulier ou d’un tel bénéficiaire,

(F) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes agricole familiale du particulier, d’un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l’époux ou du conjoint de fait, de l’enfant, du père ou de la mère du particulier ou d’un tel bénéficiaire,

(ii) des actions du capital-actions, ou des dettes, d’une ou de plusieurs sociétés dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens est attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv),

(iii) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes d’une ou de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv),

(iv) des biens visés à l’un des sous-alinéas (i) à (iii);

b) à ce moment, la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens dont la société est propriétaire est attribuable à des biens visés au sous-alinéa a)(iv).

« bien agricole admissible » Sont des biens agricoles admissibles d’un particulier, sauf une fiducie qui n’est pas une fiducie personnelle, à un moment donné les biens ci-après qui, à ce

« bien agricole admissible »
“qualified farm property”

- (i) the individual,
- (ii) if the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust that is entitled to receive directly from the trust any income or capital of the trust,
- (iii) a spouse, common-law partner, child or parent of a person referred to in subparagraph (i) or (ii),
- (iv) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital stock of a family farm corporation of an individual referred to in any of subparagraphs (i) to (iii), or
- (v) a partnership, an interest in which is an interest in a family farm partnership of an individual referred to in any of subparagraphs (i) to (iii),

(b) a share of the capital stock of a family farm corporation of the individual or the individual's spouse or common-law partner, 20

(c) an interest in a family farm partnership of the individual or the individual's spouse or common-law partner, or

(d) an eligible capital property (which is deemed to include capital property to which 25 paragraph 70(5.1)(b) or 73(3.1)(f) applies) used by a person or partnership referred to in any of subparagraphs (a)(i) to (v), or by a personal trust from which the individual acquired the property, in the course of 30 carrying on the business of farming in Canada;

“share of the capital stock of a family farm corporation”
« action du capital-actions d'une société agricole familiale »

“share of the capital stock of a family farm corporation” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time means a 35 share of the capital stock of a corporation owned by the individual at that time if

(a) throughout any 24-month period ending before that time, more than 50% of the fair market value of the property owned by the 40 corporation was attributable to

- (i) property that was used principally in the course of carrying on the business of farming in Canada in which the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a 45 spouse or common-law partner, child or

moment, appartient au particulier, à son époux ou conjoint de fait ou à une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes 5 agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait :

a) un bien réel ou immeuble qui a été utilisé principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada par l'une des personnes ou sociétés de personnes 10 suivantes :

- (i) le particulier,
- (ii) si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci qui a le droit de recevoir tout ou partie du revenu 15 ou du capital de la fiducie directement de celle-ci,
- (iii) l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère d'une personne visée aux sous-alinéas (i) ou (ii), 20
- (iv) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une société agricole familiale d'un particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii),
- (v) une société de personnes dont une des 25 participations est une participation dans une société de personnes agricole familiale d'un particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii);

b) une action du capital-actions d'une société 30 agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait;

c) une participation dans une société de personnes agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait; 35

d) une immobilisation admissible (y compris une immobilisation à laquelle les alinéas 70(5.1)(b) ou 73(3.1)(f) s'appliquent) utilisée par une personne ou société de personnes visée à l'un des sous-alinéas a)(i) à (v), ou par 40 une fiducie personnelle auprès de laquelle le particulier a acquis le bien, dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada.

parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C) was actively engaged on a regular and continuous basis, by

(A) the corporation,

(B) the individual,

(C) where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust,

(D) a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a 10 beneficiary referred to in clause (C),

(E) another corporation that is related to the corporation and of which a share of the capital stock was a share of the capital stock of a family farm corpora- 15 tion of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), or 20

(F) a partnership, an interest in which was an interest in a family farm partnership of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of 25 the individual or of such a beneficiary,

(ii) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to 30 property described in subparagraph (iv),

(iii) a partnership interest in or indebtedness of one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to 35 properties described in subparagraph (iv), or

(iv) properties described in any of subparagraphs (i) to (iii), and

(b) at that time, all or substantially all of the 40 fair market value of the property owned by the corporation was attributable to property described in subparagraph (a)(iv);

« participation dans une société de personnes agricole familiale » Est une participation dans une société de personnes agricole familiale d'un particulier, sauf une fiducie qui n'est pas une 5 fiducie personnelle, à un moment donné la participation dans une société de personnes dont le particulier est propriétaire à ce moment, si les conditions suivantes sont réunies :

« participation dans une société de personnes agricole familiale »
"interest in a family farm partnership"

a) tout au long de toute période de 24 mois se terminant avant ce moment, plus de 50 % 10 de la juste valeur marchande des biens de la société de personnes est attribuable aux biens suivants :

(i) des biens qui ont été utilisés par l'une des personnes ou sociétés de personnes ci- 15 après, principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada dans laquelle le particulier, un bénéficiaire visé à la division (C) ou l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le 20 père ou la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire prenait une part active de façon régulière et continue :

(A) la société de personnes,

(B) le particulier, 25

(C) si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci,

(D) l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère du particulier ou d'un bénéficiaire visé à la division 30 (C),

(E) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une société agricole familiale du particulier, d'un bénéficiaire visé 35 à la division (C) ou de l'époux ou du conjoint de fait, de l'enfant, du père ou de la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire,

(F) une société de personnes dont une 40 des participations est une participation dans une société de personnes agricole familiale du particulier, d'un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l'époux ou du conjoint de fait, de l'enfant, du père 45 ou de la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire,

(2) Paragraph (b) of the description of A in the definition “annual gains limit” in subsection 110.6(1) of the Act is replaced by:

(b) the amount that would be determined in respect of the individual for the year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified farm properties disposed of by the individual after 1984, qualified small business corporation shares disposed of by the individual after June 17, 1987 and qualified fishing properties disposed of by the individual on or after May 2, 2006, and

(3) Subparagraph (a)(i) of the definition “share of the capital stock of a family farm corporation” in subsection 110.6(1) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of clause (D) and by adding the following after that clause:

(D.1) another corporation that is related to the corporation and of which a share of the capital stock was a share of the capital stock of a family farm corporation of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse or

(ii) des actions du capital-actions, ou des dettes, d'une ou de plusieurs sociétés dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv),

(iii) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes d'une ou de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv),

(iv) des biens visés à l'un des sous-alinéas (i) à (iii);

b) à ce moment, la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens de la société de personnes est attribuable à des biens visés au sous-alinéa a)(iv).

(2) L'alinéa b) de l'élément A de la formule figurant à la définition de «plafond 20 annuel des gains», au paragraphe 110.6(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

b) l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) à l'égard du particulier pour l'année au titre des gains en capital et des pertes en capital si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens agricoles admissibles dont il a disposé après 1984, des actions admissibles de petite entreprise dont il a disposé après le 17 juin 1987 et des biens de pêche admissibles dont il a disposé après le 1^{er} mai 2006;

(3) Le sous-alinéa a)(i) de la définition de «action du capital-actions d'une société agricole familiale», au paragraphe 110.6(1) de la même loi, est modifié par adjonction, après la division (D), de ce qui suit :

(D.1) une autre société qui est liée à la société en cause et dont une action du capital-actions était une action du capital-actions d'une société agricole familiale du particulier, d'un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l'époux ou du

common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), or

conjoint de fait, de l'enfant, du père ou de la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire,

(4) Subsection 110.6(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(4) Le paragraphe 110.6(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

“interest in a family fishing partnership”
«participation dans une société de personnes de pêche familiale»

“interest in a family fishing partnership” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time means a partnership interest owned by the individual at that time if 10

(a) throughout any 24-month period ending before that time, more than 50% of the fair market value of the property of the partnership was attributable to

(i) property that was used principally in 15 the course of carrying on the business of fishing in Canada in which the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse or common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary 20 referred to in clause (C) was actively engaged on a regular and continuous basis, by

(A) the partnership,

(B) the individual, 25

(C) where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust,

(D) a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), 30

(E) a corporation, a share of the capital stock of which was a share of the capital stock of a family fishing corporation of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law 35 partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), or

(F) a partnership, a partnership interest of which was an interest in a family 40 fishing partnership of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), 45

«action du capital-actions d'une société de pêche familiale» Est une action du capital-actions d'une société de pêche familiale d'un particulier, sauf une fiducie qui n'est pas une 10 fiducie personnelle, à un moment donné l'action du capital-actions d'une société dont le particulier est propriétaire à ce moment, si les conditions suivantes sont réunies :

«action du capital-actions d'une société de pêche familiale»
“share of the capital stock of a family fishing corporation”

a) tout au long de toute période de 24 mois 15 se terminant avant ce moment, plus de 50 % de la juste valeur marchande des biens dont la société est propriétaire est attribuable aux biens suivants :

(i) des biens qui ont été utilisés par l'une 20 des personnes ou sociétés de personnes ci-après, principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de pêche au Canada dans laquelle le particulier, un bénéficiaire visé à la division (C) ou 25 l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire prenait une part active de façon régulière et continue :

(A) la société, 30

(B) le particulier,

(C) si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci,

(D) l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère du particulier 35 ou d'un bénéficiaire visé à la division (C),

(E) une autre société qui est liée à la société en cause et dont une action du capital-actions est une action du capital- 40 actions d'une société de pêche familiale du particulier, d'un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l'époux ou du conjoint de fait, de l'enfant, du père ou de la mère du particulier ou d'un tel 45 bénéficiaire,

(ii) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to properties described in subparagraph (iv), 5

(iii) a partnership interest in or indebtedness of one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to properties described in subparagraph (iv), 10 or

(iv) properties described in any of subparagraph (i) to (iii), and

(b) at that time, all or substantially all of the fair market value of the property of the 15 partnership was attributable to property described in subparagraph (a)(iv);

“qualified
fishing property”
« bien de pêche
admissible »

“qualified fishing property” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time means a property owned at that time 20 by the individual, the spouse or common-law partner of the individual or a partnership, an interest in which is an interest in a family fishing partnership of the individual or the individual’s spouse or common-law partner that 25 is

(a) real or immovable property or a fishing vessel that was used principally in the course of carrying on the business of fishing in Canada by, 30

(i) the individual,

(ii) if the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust that is entitled to receive directly from the trust any income or capital of the trust, 35

(iii) a spouse, common-law partner, child or parent of a person referred to in subparagraph (i) or (ii),

(iv) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital 40 stock of a family fishing corporation of an individual referred to in any of subparagraphs (i) to (iii), or

(F) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier, d’un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l’époux ou 5 du conjoint de fait, de l’enfant, du père ou de la mère du particulier ou d’un tel bénéficiaire,

(ii) des actions du capital-actions, ou des dettes, d’une ou de plusieurs sociétés dont 10 la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens est attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv),

(iii) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes 15 d’une ou de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv), 20

(iv) des biens visés à l’un des sous-alinéas (i) à (iii);

b) à ce moment, la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens dont la société est propriétaire est attribuable 25 à des biens visés au sous-alinéa a)(iv).

« bien de pêche admissible » Sont des biens de pêche admissibles d’un particulier, sauf une fiducie qui n’est pas une fiducie personnelle, à un moment donné les biens ci-après qui, à ce 30 moment, appartiennent au particulier, à son époux ou conjoint de fait ou à une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier ou de son époux 35 ou conjoint de fait :

« bien de pêche
admissible »
“qualified
fishing property”

a) un bien réel ou immeuble ou un navire de pêche qui a été utilisé principalement dans le cadre de l’exploitation d’une entreprise de pêche au Canada par l’une des personnes ou 40 sociétés de personnes suivantes :

(i) le particulier,

(ii) si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci qui a le droit de recevoir tout ou partie du revenu 45 ou du capital de la fiducie directement de celle-ci,

(v) a partnership, an interest in which is an interest in a family fishing partnership of an individual referred to in any of subparagraphs (i) to (iii),

(b) a share of the capital stock of a family fishing corporation of the individual or the individual's spouse or common-law partner, 5

(c) an interest in a family fishing partnership of the individual or the individual's spouse or common-law partner, or 10

(d) an eligible capital property (which is deemed to include capital property to which paragraph 70(5.1)(b) or 73(3.1)(f) applies) used by a person or partnership referred to in any of subparagraphs (a)(i) to (v), or by a personal trust from which the individual acquired the property, in the course of carrying on the business of fishing in Canada;

“share of the capital stock of a family fishing corporation”
«action du capital-actions d'une société de pêche familiale»

“share of the capital stock of a family fishing corporation” of an individual (other than a trust 20 that is not a personal trust) at any time means a share of the capital stock of a corporation owned by the individual at that time if

(a) throughout any 24-month period ending before that time, more than 50% of the fair 25 market value of the property owned by the corporation was attributable to

(i) property that was used principally in the course of carrying on the business of fishing in Canada in which the individual, 30 a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse or common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), was actively engaged on a regular and continuous basis, 35 by

(A) the corporation,

(B) the individual,

(C) where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust, 40

(D) a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C),

(iii) l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère d'une personne visée aux sous-alinéas (i) ou (ii),

(iv) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions 5 d'une société de pêche familiale d'un particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii),

(v) une société de personnes dont une des participations est une participation dans 10 une société de personnes de pêche familiale d'un particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii);

b) une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du particulier ou de son 15 époux ou conjoint de fait;

c) une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait;

d) une immobilisation admissible (y compris 20 une immobilisation à laquelle les alinéas 70(5.1)(b) ou 73(3.1)(f) s'appliquent) utilisée par une personne ou société de personnes visée à l'un des sous-alinéas a)(i) à (v), ou par une fiducie personnelle auprès de laquelle le 25 particulier a acquis le bien, dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de pêche au Canada.

« participation dans une société de personnes de pêche familiale » Est une participation dans une 30 société de personnes de pêche familiale d'un particulier, sauf une fiducie qui n'est pas une fiducie personnelle, à un moment donné la participation dans une société de personnes dont le particulier est propriétaire à ce moment, si les 35 conditions suivantes sont réunies :

« participation dans une société de personnes de pêche familiale »
“interest in a family fishing partnership”

a) tout au long de toute période de 24 mois se terminant avant ce moment, plus de 50 % de la juste valeur marchande des biens de la société de personnes est attribuable aux biens 40 suivants :

(i) des biens qui ont été utilisés par l'une des personnes ou sociétés de personnes ci-après, principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de pêche au 45 Canada dans laquelle le particulier, un bénéficiaire visé à la division (C) ou

(E) another corporation that is related to the corporation and of which a share of the capital stock was a share of the capital stock of a family fishing corporation of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), or

(F) a partnership, an interest in which was an interest in a family fishing partnership of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of such a beneficiary,

(ii) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property described in subparagraph (iv),

(iii) a partnership interest in or indebtedness of one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to properties described in subparagraph (iv), or

(iv) properties described in any of subparagraphs (i) to (iii), and

(b) at that time, all or substantially all of the fair market value of the property owned by the corporation was attributable to property described in subparagraph (a)(iv).

l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire prenait une part active de façon régulière et continue :

(A) la société de personnes, 5

(B) le particulier,

(C) si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci,

(D) l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère du particulier ou d'un bénéficiaire visé à la division (C), 10

(E) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du particulier, d'un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l'époux ou du conjoint de fait, de l'enfant, du père ou de la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire, 20

(F) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier, d'un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l'époux ou du conjoint de fait, de l'enfant, du père ou de la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire,

(ii) des actions du capital-actions, ou des dettes, d'une ou de plusieurs sociétés dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv), 30

(iii) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes d'une ou de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv), 40

(iv) des biens visés à l'un des sous-alinéas (i) à (iii);

b) à ce moment, la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens de la société de personnes est attribuable à des biens visés au sous-alinéa a)(iv). 45

(5) Section 110.6 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.1):

(5) L'article 110.6 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

Property used in
a fishing
business

(1.2) For the purposes of applying the definition "qualified fishing property", in subsection (1), of an individual, at any time, a property owned at that time by the individual, the spouse or common-law partner of the individual, or a partnership, an interest in which is an interest in a family fishing partnership of the individual or of the individual's spouse or common-law partner, will not be considered to have been used in the course of carrying on the business of fishing in Canada, unless

(a) throughout the period of at least 24 months immediately preceding that time, the property or property for which the property was substituted (in this paragraph referred to as "the property") was owned, by any one or more of

(i) the individual, or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual,

(ii) a partnership, an interest in which is an interest in a family fishing partnership of the individual or of the individual's spouse or common-law partner,

(iii) if the individual is a personal trust, the individual from whom the trust acquired the property or a spouse, common-law partner, child or parent of that individual, or

(iv) a personal trust from which the individual or a child or parent of the individual acquired the property; and

(b) either

(i) in at least two years while the property was owned by the one or more persons referred to in paragraph (a),

(A) the gross revenue of a person (in this clause referred to as the "operator") referred to in paragraph (a) from the fishing business referred to in clause (B) for the period during which the property was owned by a person described in

(1.2) Pour l'application de la définition de « bien de pêche admissible », au paragraphe (1), à un moment donné, le bien qui, à ce moment, appartient à un particulier, à son époux ou conjoint de fait ou à une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait n'est considéré comme ayant été utilisé dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de pêche au Canada que si les conditions suivantes sont réunies :

a) tout au long de la période d'au moins 24 mois précédant ce moment, le bien ou un bien qui lui est substitué (appelés « bien » au présent alinéa) appartenait à l'une ou plusieurs des personnes ou sociétés de personnes suivantes :

(i) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère,

(ii) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait,

(iii) si le particulier est une fiducie personnelle, le particulier auprès duquel la fiducie a acquis le bien ou l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère de ce particulier,

(iv) la fiducie personnelle auprès de laquelle le particulier, son enfant, son père ou sa mère a acquis le bien;

b) l'un ou l'autre des faits suivants se vérifie :

(i) pendant au moins deux ans où le bien appartenait à une ou plusieurs des personnes visées à l'alinéa a) :

(A) le revenu brut d'une personne visée à l'alinéa a) (appelée « exploitant » à la présente division) provenant de l'entreprise de pêche visée à la division (B) pour la période pendant laquelle le bien

Bien utilisé dans
le cadre d'une
entreprise de
pêche

paragraph (a) exceeded the income of the operator from all other sources for that period, and

(B) the property was used principally in a fishing business carried on in Canada in which an individual referred to in paragraph (a), or where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust, was actively engaged on a regular and continuous basis, or

(ii) throughout a period of at least 24 months while the property was owned by one or more persons or partnerships referred to in paragraph (a), the property was used by a corporation referred to in subparagraph (a)(iv) of the definition "qualified fishing property" in subsection (1) or by a partnership referred to in paragraph (a)(v) of that definition in a fishing business in which an individual referred to in any of subparagraphs (a)(i) to (iii) of that definition was actively engaged on a regular and continuous basis.

Property used in a farming business

(1.3) For the purposes of applying the definition "qualified farm property", in subsection (1), of an individual, at any time, a property owned at that time by the individual, the spouse or common-law partner of the individual, or a partnership, an interest in which is an interest in a family farm partnership of the individual or of the individual's spouse or common-law partner, will not be considered to have been used in the course of carrying on the business of farming in Canada, unless

(a) throughout the period of at least 24 months immediately preceding that time, the property or property for which the property was substituted (in this paragraph referred to as "the property") was owned, by any one or more of

(i) the individual, or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual,

appartenait à une personne visée à cet alinéa dépassait le revenu de l'exploitant provenant de toutes les autres sources pour cette période,

(B) le bien était utilisé principalement dans le cadre d'une entreprise de pêche exploitée au Canada et dans laquelle un particulier visé à l'alinéa a) ou, si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci prenait une part active de façon régulière et continue,

(ii) tout au long d'une période d'au moins 24 mois pendant que le bien appartenait à une ou plusieurs personnes ou sociétés de personnes visées à l'alinéa a), le bien était utilisé soit par une société visée au sous-alinéa a)(iv) de la définition de « bien de pêche admissible » au paragraphe (1), soit par une société de personnes visée au sous-alinéa a)(v) de cette définition, dans le cadre d'une entreprise de pêche dans laquelle un particulier visé à l'un des sous-alinéas a)(i) à (iii) de cette même définition prenait une part active de façon régulière et continue.

(1.3) Pour l'application de la définition de « bien agricole admissible », au paragraphe (1), à un moment donné, le bien qui, à ce moment, appartient à un particulier, à son époux ou conjoint de fait ou à une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait n'est considéré comme ayant été utilisé dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada que si les conditions suivantes sont réunies :

Bien utilisé dans le cadre d'une entreprise agricole

a) tout au long de la période d'au moins 24 mois précédant ce moment, le bien ou un bien qui lui est substitué (appelés « bien » au présent alinéa) appartenait à l'une ou plusieurs des personnes ou sociétés de personnes suivantes :

(i) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère,

- (ii) a partnership, an interest in which is an interest in a family farm partnership of the individual or of the individual's spouse or common-law partner,
- (iii) if the individual is a personal trust, the individual from whom the trust acquired the property or a spouse, common-law partner, child or parent of that individual, or
- (iv) a personal trust from which the individual or a child or parent of the individual acquired the property;
- (b) if paragraph (c) does not apply, either
- (i) in at least two years while the property was owned by the one or more persons referred to in paragraph (a),
- (A) the gross revenue of a person (in this clause referred to as the "operator") referred to in paragraph (a) from the farming business referred to in clause (B) for the period during which the property was owned by a person described in paragraph (a) exceeded the income of the operator from all other sources for that period, and
- (B) the property was used principally in a farming business carried on in Canada in which an individual referred to in paragraph (a), or where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust, was actively engaged on a regular and continuous basis, or
- (ii) throughout a period of at least 24 months while the property was owned by one or more persons or partnerships referred to in paragraph (a), the property was used by a corporation referred to in subparagraph (a)(iv) of the definition "qualified farm property" in subsection (1) or by a partnership referred to in subparagraph (a)(v) of that definition in a farming business in which an individual referred to in any of subparagraphs (a)(i) to (iii) of that definition was actively engaged on a regular and continuous basis; or
- (ii) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait,
- (iii) si le particulier est une fiducie personnelle, le particulier auprès duquel la fiducie a acquis le bien ou l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère de ce particulier,
- (iv) la fiducie personnelle auprès de laquelle le particulier, son enfant, son père ou sa mère a acquis le bien;
- b) si l'alinéa c) ne s'applique pas, l'un ou l'autre des faits suivants se vérifie :
- (i) pendant au moins deux ans où le bien appartenait à une ou plusieurs des personnes visées à l'alinéa a) :
- (A) le revenu brut d'une personne visée à l'alinéa a) (appelée « exploitant » à la présente division) provenant de l'entreprise agricole visée à la division (B) pour la période pendant laquelle le bien appartenait à une personne visée à cet alinéa dépassait le revenu de l'exploitant provenant de toutes les autres sources pour cette période,
- (B) le bien était utilisé principalement dans le cadre d'une entreprise agricole exploitée au Canada et dans laquelle un particulier visé à l'alinéa a) ou, si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci prenait une part active de façon régulière et continue,
- (ii) tout au long d'une période d'au moins 24 mois pendant que le bien appartenait à une ou plusieurs personnes ou sociétés de personnes visées à l'alinéa a), le bien était utilisé soit par une société visée au sous-alinéa a)(iv) de la définition de « bien agricole admissible » au paragraphe (1), soit par une société de personnes visée au sous-alinéa a)(v) de cette définition, dans le cadre d'une entreprise agricole dans laquelle un particulier visé à l'un des sous-

(c) if the property or property for which the property was substituted was last acquired by the individual or partnership before June 18, 1987 or after June 17, 1987 under an agreement in writing entered into before that date,

(i) in the year the property was disposed of by the individual, the property was used principally in the course of carrying on the business of farming in Canada by

(A) the individual, or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual,

(B) a beneficiary referred to in subparagraph (a)(ii) in the definition "qualified farm property" in subsection (1) or a spouse, common-law partner, child or parent of that beneficiary,

(C) a corporation referred to in subparagraph (a)(iv) in the definition "qualified farm property" in subsection (1),

(D) a partnership referred to in subparagraph (a)(v) in the definition "qualified farm property" in subsection (1), or

(E) a personal trust from which the individual acquired the property, or

(ii) in at least five years during which the property was owned by a person described in clauses (A) to (E), the property was used principally in the course of carrying on the business of farming in Canada by

(A) the individual, or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual,

(B) a beneficiary referred to in subparagraph (a)(ii) in the definition "qualified farm property" in subsection (1) or a spouse, common-law partner, child or parent of that beneficiary,

(C) a corporation referred to in subparagraph (a)(iv) in the definition "qualified farm property" in subsection (1),

(D) a partnership referred to in subparagraph (a)(v) in the definition "qualified farm property" in subsection (1), or

alinéas a)(i) à (iii) de cette même définition prenait une part active de façon régulière et continue;

c) si le bien ou un bien qui lui est substitué a été acquis la dernière fois par le particulier ou la société de personnes avant le 18 juin 1987 ou après le 17 juin 1987 aux termes d'une convention écrite conclue avant cette date :

(i) au cours de l'année où le particulier en a disposé, le bien a été utilisé principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada par l'une des personnes ou sociétés de personnes suivantes :

(A) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère,

(B) un bénéficiaire visé au sous-alinéa a)(ii) de la définition de « bien agricole admissible », au paragraphe (1), ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère,

(C) une société visée au sous-alinéa a)(iv) de cette définition,

(D) une société de personnes visée au sous-alinéa a)(v) de cette même définition,

(E) une fiducie personnelle auprès de laquelle le particulier a acquis le bien,

(ii) pendant au moins cinq ans où il appartenait à une personne visée aux divisions (A) à (E), le bien a été utilisé principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada par l'une des personnes ou sociétés de personnes suivantes :

(A) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère,

(B) un bénéficiaire visé au sous-alinéa a)(ii) de la définition de « bien agricole admissible », au paragraphe (1), ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère,

(E) a personal trust from which the individual acquired the property.

(C) une société visée au sous-alinéa a)(iv) de cette définition,

(D) une société de personnes visée au sous-alinéa a)(v) de cette même définition,

(E) une fiducie personnelle auprès de laquelle le particulier a acquis le bien

(6) The description of A in paragraph 110.6(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(6) L'élément A de la formule figurant à l'alinéa 110.6(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

A is the total of all amounts each of which is an amount deducted under this section in computing the individual's taxable income for a preceding taxation year that ended

A représente le total des sommes représentant chacune une somme déduite en application du présent article dans le calcul du revenu imposable du particulier pour une année d'imposition antérieure terminée :

(i) before 1988, or

(i) soit avant 1988,

(ii) after October 17, 2000,

(ii) soit après le 17 octobre 2000,

(7) Paragraph 110.6(2)(d) of the Act is replaced by the following:

(7) L'alinéa 110.6(2)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(d) the amount that would be determined in respect of the individual for the year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified farm properties of the individual disposed of after June 17, 1987.

d) l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) à l'égard du particulier pour l'année au titre des gains en capital et des pertes en capital si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens agricoles admissibles du particulier dont il a été disposé après le 17 juin 1987.

(8) Paragraph 110.6(2.1)(d) of the Act is replaced by the following:

(8) L'alinéa 110.6(2.1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(d) the amount that would be determined in respect of the individual for the year under paragraph 3(b) (to the extent that that amount is not included in computing the amount determined under paragraph (2)(d) or (2.2)(d) in respect of the individual) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in paragraph 3(b) were qualified small business corporation shares of the individual disposed of after June 17, 1987.

d) l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) à l'égard du particulier pour l'année donnée (dans la mesure où il n'est pas inclus dans le calcul de la somme déterminée selon les alinéas (2)d) ou (2.2)d) à l'égard du particulier) au titre des gains en capital et des pertes en capital si les seuls biens visés à l'alinéa 3b) étaient des actions admissibles de petite entreprise du particulier dont il a été disposé après le 17 juin 1987.

(9) Section 110.6 of the Act is amended by adding the following after subsection (2.1):

(9) L'article 110.6 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2.1), de ce qui suit :

Capital gains
deduction —
qualified fishing
property

(2.2) In computing the taxable income for a taxation year of an individual (other than a trust) who was resident in Canada throughout the year and who, in the year or a preceding year, disposed of a property that was, at the time of disposition, a qualified fishing property of the individual, there may be deducted the amount that the individual claims not exceeding the least of

(a) the amount determined by the formula in 10 paragraph (2)(a) in respect of the individual for the year;

(b) the amount, if any, by which the individual's cumulative gains limit at the end of that year exceeds the total of all 15 amounts each of which is an amount deducted under subsection (2) or (2.1) in computing the individual's taxable income for the year;

(c) the amount, if any, by which the 20 individual's annual gains limit for the year exceeds the total of all amounts each of which is an amount deducted under subsection (2) or (2.1) in computing the individual's taxable income for the year; and 25

(d) the amount that would be determined in respect of the individual for the year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified fishing 30 properties of the individual disposed of on or after May 2, 2006.

(10) Subsections 110.6(4) to (8) of the Act are replaced by the following:

(4) Notwithstanding subsections (2), (2.1) 35 and (2.2), the total amount that may be deducted under this section in computing an individual's income for a taxation year shall not exceed the amount determined by the formula in paragraph (2)(a) in respect of the individual for the year. 40

(5) For the purposes of subsections (2), (2.1) and (2.2), an individual is deemed to have been resident in Canada throughout a particular taxation year if

(a) the individual was resident in Canada at 45 any time in the particular taxation year; and

(2.2) Est déductible dans le calcul du revenu imposable pour une année d'imposition d'un particulier, sauf une fiducie, qui a résidé au Canada tout au long de l'année et qui, au cours 5 de l'année ou d'une année antérieure, a disposé d'un bien qui, au moment de la disposition, était son bien de pêche admissible, la somme que le particulier demande n'excédant pas la moins élevée des sommes suivantes :

a) la somme obtenue par la formule figurant 10 à l'alinéa (2)a) relativement au particulier pour l'année;

b) l'excédent éventuel du plafond des gains cumulatifs du particulier à la fin de l'année sur le total des sommes représentant chacune 15 une somme déduite en application des paragraphes (2) ou (2.1) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année;

c) l'excédent éventuel du plafond annuel des gains du particulier pour l'année sur le total 20 des sommes représentant chacune une somme déduite en application des paragraphes (2) ou (2.1) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année;

d) l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 25 3b) à l'égard du particulier pour l'année au titre des gains en capital et des pertes en capital si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens de pêche admissibles du particulier dont il a été disposé après le 1^{er} 30 mai 2006.

(10) Les paragraphes 110.6(4) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Malgré les paragraphes (2), (2.1) et (2.2), le montant total qu'un particulier peut déduire 35 en application du présent article dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition ne peut dépasser la somme déterminée à son égard pour l'année selon la formule figurant à l'alinéa (2)a). 40

(5) Pour l'application des paragraphes (2), (2.1) et (2.2), un particulier est réputé résider au Canada tout au long d'une année d'imposition donnée s'il y réside au cours de cette année et :

a) soit tout au long de l'année d'imposition 45 précédente;

Déduction pour
gains en
capital — biens
de pêche
admissibles

Déduction
maximale pour
gains en capital

Résidence
réputée

Maximum
capital gains
deduction

Deemed resident
in Canada

(b) the individual was resident in Canada throughout the immediately preceding taxation year or throughout the immediately following taxation year.

b) soit tout au long de l'année d'imposition suivante.

Failure to report capital gain

(6) Notwithstanding subsections (2), (2.1) and (2.2), no amount may be deducted under this section in respect of a capital gain of an individual for a particular taxation year in computing the individual's taxable income for the particular taxation year, if

(6) Malgré les paragraphes (2), (2.1) et (2.2), aucune somme n'est déductible en vertu du présent article, dans le calcul du revenu imposable d'un particulier pour une année d'imposition, au titre d'un gain en capital du particulier pour l'année si les conditions suivantes sont réunies :

Gain en capital non déclaré

(a) the individual knowingly or under circumstances amounting to gross negligence

a) le particulier, sciemment ou dans des circonstances équivalant à faute lourde :

(i) fails to file the individual's return of income for the particular taxation year within one year after the taxpayer's filing- 15 due date for the particular taxation year, or

(i) soit ne produit pas de déclaration de revenu pour l'année dans un délai de un an suivant la date d'échéance de production qui lui est applicable pour l'année, 15

(ii) fails to report the capital gain in the individual's return of income for the particular taxation year; and

(ii) soit ne déclare pas le gain en capital dans sa déclaration de revenu pour l'année;

(b) the Minister establishes the facts justifying the denial of such an amount under this section. 20

b) le ministre établit les faits qui justifient le rejet d'une déduction demandée aux termes du présent article. 20

Deduction not permitted

(7) Notwithstanding subsections (2), (2.1) and (2.2), no amount may be deducted under this section in computing an individual's taxable income for a taxation year in respect of a capital gain of the individual for the taxation year, if the capital gain is from a disposition of property which disposition is part of a series of transactions or events

(7) Malgré les paragraphes (2), (2.1) et (2.2), aucune somme n'est déductible en vertu du présent article, dans le calcul du revenu imposable d'un particulier pour une année d'imposition, au titre d'un gain en capital du particulier pour l'année si le gain provient d'une disposition de bien qui fait partie d'une série d'opérations ou d'événements :

Déduction non permise

(a) to which subsection 55(2) would apply if this Act were read without reference to paragraph 55(3)(b); or

a) soit à laquelle le paragraphe 55(2) s'appliquerait, en l'absence de l'alinéa 55(3)b); 30

(b) in which any property is acquired by a corporation or partnership for consideration 35 that is significantly less than the fair market value of the property at the time of acquisition (other than an acquisition as the result of an amalgamation or merger of corporations or the winding-up of a corporation or partner- 40 ship or a distribution of property of a trust in satisfaction of all or part of a corporation's capital interest in the trust).

b) soit dans le cadre de laquelle une société ou une société de personnes acquiert un bien pour une contrepartie bien inférieure à sa juste valeur marchande au moment de l'acquisition, sauf si l'acquisition résulte 35 d'une fusion ou d'une unification de sociétés, de la liquidation d'une société ou d'une société de personnes ou d'une distribution de biens d'une fiducie en règlement de tout ou partie d'une participation d'une société au 40 capital de la fiducie.

Deduction not permitted

(8) Notwithstanding subsections (2), (2.1) and (2.2), where an individual has a capital gain 45 for a taxation year from the disposition of a

(8) Malgré les paragraphes (2), (2.1) et (2.2), aucune somme n'est déductible en vertu du présent article, dans le calcul du revenu

Déduction non permise

property and it can reasonably be concluded, having regard to all the circumstances, that a significant part of the capital gain is attributable to the fact that dividends were not paid on a share (other than a prescribed share) or that dividends paid on such a share in the taxation year or in any preceding taxation year were less than 90% of the average annual rate of return on that share for that year, no amount in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing the individual's taxable income for the year.

(11) Paragraph 110.6(12)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the amount, if any, that would be determined in respect of the trust for that year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified farm properties disposed of by it after 1984, qualified small business corporation shares disposed of by it after June 17, 1987 and qualified fishing properties disposed of by it on or after May 2, 2006, and

(12) Subsections (1), (2), (4) and (5) apply to dispositions of property that occur on or after May 2, 2006.

(13) Subsection (3) applies to dispositions of property that occur after 2001 and before May 2, 2006.

(14) Subsection (6) applies to preceding taxation years that end after October 17, 2000.

(15) Subsections (7) to (11) apply to taxation years that end on or after May 2, 2006.

18. (1) Paragraphs 117(2)(c) and (d) of the Act, as enacted by subsection 58(3) of the Budget Implementation Act, 2006, chapter 4 of the Statutes of Canada, 2006, are replaced by the following:

(c) if the amount taxable is greater than the amount determined for the year in respect of \$72,756, but is equal to or less than the amount determined for the year in respect of \$118,285, the total of the amounts determined

imposable d'un particulier pour une année d'imposition, au titre d'un gain en capital du particulier pour l'année provenant de la disposition d'un bien s'il est raisonnable de conclure, compte tenu des circonstances, qu'une partie importante du gain en capital est attribuable au fait que des dividendes n'ont pas été versés sur une action (sauf une action visée par règlement) ou que des dividendes versés sur une telle action au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure étaient inférieurs au montant correspondant à 90 % du taux de rendement annuel moyen sur l'action pour cette année.

(11) L'alinéa 110.6(12)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) à l'égard de la fiducie pour cette année au titre des gains en capital et des pertes en capital si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens agricoles admissibles dont elle a disposé après 1984, des actions admissibles de petite entreprise dont elle a disposé après le 17 juin 1987 et des biens de pêche admissibles dont elle a disposé après le 1^{er} mai 2006;

(12) Les paragraphes (1), (2), (4) et (5) s'appliquent aux dispositions de biens effectuées après le 1^{er} mai 2006.

(13) Le paragraphe (3) s'applique aux dispositions de biens effectuées après 2001 et avant le 2 mai 2006.

(14) Le paragraphe (6) s'applique aux années d'imposition antérieures se terminant après le 17 octobre 2000.

(15) Les paragraphes (7) à (11) s'appliquent aux années d'imposition se terminant après le 1^{er} mai 2006.

18. (1) Les alinéas 117(2)c) et d) de la même loi, édictés par le paragraphe 58(3) de la Loi d'exécution du budget de 2006, chapitre 4 des Lois du Canada (2006), sont remplacés par ce qui suit :

c) si le montant imposable excède la somme déterminée pour l'année par rapport à 72 756 \$ sans excéder la somme déterminée pour l'année par rapport à 118 285 \$, le total des sommes déterminées pour l'année selon

in respect of the taxation year under paragraphs (a) and (b) plus 26% of the amount by which the amount taxable exceeds the amount determined in respect of \$72,756; and

(d) if the amount taxable is greater than the amount that would be determined for the year in respect of \$118,285, the total of the amounts determined in respect of the taxation year under paragraphs (a), (b) and (c) plus 29% of the amount by which the amount taxable exceeds the amount determined in respect of \$118,285.

(2) Subsection (1) applies to the 2007 and subsequent taxation years.

19. (1) The portion of subsection 117.1(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

117.1 (1) The amount of \$1,000 referred to in the formula in paragraph 8(1)(s) and each of the amounts expressed in dollars in subsection 117(2), the description of B in subsection 118(1), subsection 118(2), paragraph (a) of the description of B in subsection 118(10), subsection 118.01(2), the descriptions of C and F in subsection 118.2(1), subsections 118.3(1), 122.5(3) and 122.51(1) and (2) and Part I.2 in relation to tax payable under this Part or Part I.2 for a taxation year shall be adjusted so that the amount to be used under those provisions for the year is the total of

les alinéas a) et b) plus 26 % de l'excédent du montant imposable sur la somme déterminée pour l'année par rapport à 72 756 \$;

d) si le montant imposable excède la somme déterminée pour l'année par rapport à 118 285 \$, le total des sommes déterminées pour l'année selon les alinéas a), b) et c) plus 29 % de l'excédent du montant imposable sur la somme déterminée pour l'année par rapport à 118 285 \$;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2007 et suivantes.

19. (1) Le passage du paragraphe 117.1(1) de la même loi précédant la formule est remplacé par ce qui suit :

117.1 (1) La somme de 1 000 \$ de la formule figurant à l'alinéa 8(1)s) et chacune des sommes exprimées en dollars visées au paragraphe 117(2), aux alinéas 118(1)a) à e), au paragraphe 118(2), à l'alinéa a) de l'élément B de la formule figurant au paragraphe 118(10), au paragraphe 118.01(2), aux éléments C et F de la formule figurant au paragraphe 118.2(1), aux paragraphes 118.3(1), 122.5(3) et 122.51(1) et (2) et à la partie I.2 relativement à l'impôt à payer en vertu de la présente partie ou de la partie I.2 pour une année d'imposition est rajustée de façon que la somme applicable à l'année soit égale au total de la somme applicable — compte non tenu du paragraphe (3) — à l'année d'imposition précédente et du produit de cette dernière somme par le montant — rajusté de la manière prévue par règlement et arrêté à la troisième décimale, les résultats ayant au moins cinq en quatrième décimale étant arrondis à la troisième décimale supérieure — obtenu par la formule suivante :

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2008 et suivantes.

20. (1) Le passage de l'élément B de la formule figurant au paragraphe 118(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

B 2 000 \$ ou, si elle est moins élevée, celles des sommes suivantes qui est applicable :

Annual
adjustment
(indexing)

Rajustement
annuel

(2) Subsection (1) applies to the 2008 and subsequent taxation years.

20. (1) The portion of the description of B before paragraph (a) in subsection 118(3) of the Act is replaced by the following:

B is the lesser of \$2,000 and

(2) Section 118 of the Act is amended by adding the following after subsection (9):

(10) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted the amount determined by the formula

$$A \times B$$

where

A is the appropriate percentage for the taxation year; and

B is the lesser of

(a) \$1,000, and

(b) the amount that would be the individual's income for the taxation year from all offices and employments if this Act were read without reference to section 8.

(3) Subsections (1) and (2) apply to the 2006 and subsequent taxation years, except that in its application to the 2006 taxation year, the reference to "\$1,000" in paragraph (a) in the description of B in subsection 118(10) of the Act, as enacted by subsection (2), shall be read as a reference to "\$250".

21. (1) The Act is amended by adding the following after section 118.01:

118.02 (1) The following definitions apply in this section.

"eligible public transit pass" means a document

(a) issued by or on behalf of a qualified Canadian transit organization; and

(b) identifying the right of an individual who is the holder or owner of the document to use public commuter transit services of that qualified Canadian transit organization on an unlimited number of occasions and on any day on which the public commuter transit services are offered during an uninterrupted period of at least 28 days.

(2) L'article 118 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (9), de ce qui suit :

(10) Est déductible dans le calcul de l'impôt à payer par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition la somme obtenue par la formule suivante :

$$A \times B$$

où :

A représente le taux de base pour l'année;

B la moins élevée des sommes suivantes :

a) 1 000 \$,

b) la somme qui correspondrait au revenu du particulier pour l'année provenant de l'ensemble de ses charges et emplois si la présente loi s'appliquait compte non tenu de l'article 8.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour l'application du paragraphe (2) à l'année d'imposition 2006, la mention « 1 000 \$ » à l'alinéa a) de l'élément B de la formule figurant au paragraphe 118(10) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), vaut mention de 250 \$.

21. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 118.01, de ce qui suit :

118.02 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« laissez-passer de transport admissible » Document qui, à la fois :

a) est délivré par un organisme de transport canadien admissible ou pour son compte;

b) fait état du droit du particulier titulaire ou propriétaire du document d'utiliser les services de transport en commun de l'organisme un nombre illimité de fois et à n'importe quel jour — où les services de transport en commun sont offerts — d'une période ininterrompue d'au moins 28 jours.

Canada
Employment
Credit

Crédit canadien
pour emploi

Definitions

"eligible public
transit pass"
« laissez-passer
de transport
admissible »

Définitions

« laissez-passer
de transport
admissible »
"eligible public
transit pass"

<p>“public commuter transit services” «services de transport en commun»</p>	<p>“public commuter transit services” means services offered to the general public, ordinarily for a period of at least five days per week, of transporting individuals, from a place in Canada to another place in Canada, by means of bus, ferry, subway, train or tram, and in respect of which it can reasonably be expected that those individuals would return daily to the place of their departure.</p>	<p>«organisme de transport canadien admissible» Personne autorisée, sous le régime d’une loi fédérale ou provinciale, à exploiter au Canada — par l’intermédiaire d’un établissement stable 5 situé au Canada — une entreprise qui consiste à fournir des services de transport en commun.</p>	<p>«organisme de transport canadien admissible» “qualified Canadian transit organization”</p>
<p>“qualified Canadian transit organization” «organisme de transport canadien admissible»</p>	<p>“qualified Canadian transit organization” means 10 a person authorised, under a law of Canada or a province, to carry on in Canada a business that is the provision of public commuter transit services, which is carried on through a permanent establishment in Canada.</p>	<p>«proche admissible» Est le proche admissible d’un particulier pour une année d’imposition la personne qui, selon le cas : a) est l’époux ou le conjoint de fait du 10 particulier au cours de l’année; b) est un enfant du particulier, âgé de moins de 19 ans à la fin de l’année.</p>	<p>«proche admissible» “qualifying relation”</p>
<p>“qualifying relation” «proche admissible»</p>	<p>“qualifying relation” of an individual for a taxation year means a person who is (a) the individual’s spouse or common-law partner at any time in the taxation year; or (b) a child of the individual who has not, 20 during the taxation year, attained the age of 19 years.</p>	<p>«services de transport en commun» Services offerts au grand public, habituellement pendant 15 une période d’au moins cinq jours par semaine, qui consistent à transporter des particuliers entre deux endroits au Canada par autobus, métro, train, tramway ou traversier et à l’égard desquels il est raisonnable de s’attendre à ce 20 que ces particuliers reviennent quotidiennement à leur point de départ.</p>	<p>«services de transport en commun» “public commuter transit services”</p>
<p>Transit pass tax credit</p>	<p>(2) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted the amount 25 determined by the formula</p>	<p>(2) Est déductible dans le calcul de l’impôt à payer par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d’imposition la somme 25 obtenue par la formule suivante :</p>	<p>Crédit d’impôt pour laissez-passer de transport</p>
	<p style="text-align: center;">$A \times B$</p>	<p style="text-align: center;">$A \times B$</p>	
	<p>where</p>	<p>où :</p>	
	<p>A is the appropriate percentage for the taxation year; and 30</p>	<p>A représente le taux de base pour l’année;</p>	
	<p>B is the amount determined by the formula</p>	<p>B la somme obtenue par la formule suivante : 30</p>	
	<p style="text-align: center;">$C - D$</p>	<p style="text-align: center;">$C - D$</p>	
	<p>where</p>	<p>où :</p>	
	<p>C is the total of all amounts each of which is the portion of the cost of an eligible 35 public transit pass attributable to the use of public commuter transit services in the taxation year by the individual or by a person who is in the taxation year a qualifying relation of the individual, and 40</p>	<p>C représente le total des sommes représentant chacune la partie du coût d’un laissez-passer de transport admissible 35 qui est attribuable à l’utilisation de services de transport en commun au cours de l’année par le particulier ou par une personne qui est son proche admissible au cours de l’année, 40</p>	
	<p>D is the total of all amounts each of which is the amount of a reimbursement, allowance or any other form of assistance that any person is or was entitled to</p>	<p>D le total des sommes représentant chacune le montant d’un remboursement ou d’une allocation ou toute autre forme d’aide qu’une personne a ou avait le</p>	

	<p>receive in respect of an amount included in computing the value of C (other than an amount that is included in computing the income for any taxation year of that person and that is not deductible in computing the taxable income of that person).</p>	<p>droit de recevoir au titre d'une somme incluse dans le calcul de la valeur de l'élément C, sauf une somme qui est incluse dans le calcul du revenu de cette personne pour une année d'imposition et qui n'est pas déductible dans le calcul de son revenu imposable.</p>	
Apportionment of credit	<p>(3) If more than one individual is entitled to a deduction under this section for a taxation year in respect of an eligible public transit pass, the total of all amounts so deductible shall not exceed the maximum amount that would be so deductible for the year by any one of those individuals for that eligible public transit pass if that individual were the only individual entitled to deduct an amount for the year under this section, and if the individuals cannot agree as to what portion of the amount each can so deduct, the Minister may fix the portions.</p>	<p>(3) Si plus d'un particulier a droit, pour une année d'imposition, à la déduction prévue au présent article au titre d'un laissez-passer de transport admissible, le total des sommes ainsi déductibles ne peut excéder le maximum qu'un seul de ces particuliers pourrait déduire pour l'année. En cas de désaccord entre les particuliers sur la répartition de ce maximum entre eux, le ministre peut faire cette répartition.</p>	Répartition du crédit
Definitions	<p>118.03 (1) The following definitions apply in this section.</p>	<p>118.03 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.</p>	Définitions
"eligible fitness expense" « dépense admissible pour activités physiques »	<p>"eligible fitness expense" in respect of a qualifying child of an individual for a taxation year means the amount of a fee paid to a qualifying entity (other than an amount paid to a qualifying entity that is, at the time the amount is paid, the individual's spouse or common-law partner or another individual who is under 18 years of age) to the extent that the fee is attributable to the cost of registration or membership of the qualifying child in a program of prescribed physical activity and, for the purposes of this section, that cost</p> <p>(a) includes the cost to the qualifying entity of the program in respect of its administration, instruction, rental of required facilities, and uniforms and equipment that are not available to be acquired by a participant in the program for an amount less than their fair market value at the time, if any, they are so acquired; and</p> <p>(b) does not include</p> <p>(i) the cost of accommodation, travel, food or beverages, or</p> <p>(ii) any amount deductible under section 63 in computing any person's income for any taxation year.</p>	<p>« dépense admissible pour activités physiques » En ce qui concerne l'enfant admissible d'un particulier pour une année d'imposition, la somme versée à une entité admissible (sauf une somme versée à toute entité admissible qui, au moment du versement, est soit l'époux ou le conjoint de fait du particulier, soit un autre particulier âgé de moins de 18 ans), dans la mesure où elle est attribuable au coût d'inscription ou d'adhésion de l'enfant à un programme d'activités physiques visées par règlement. Pour l'application du présent article, ce coût :</p> <p>a) comprend le coût du programme pour l'entité admissible, ayant trait à son administration, aux cours, à la location des installations nécessaires et aux uniformes et matériel que les participants au programme ne peuvent acquérir à un prix inférieur à leur juste valeur marchande au moment, s'il en est, où ils sont ainsi acquis;</p> <p>b) ne comprend pas les sommes suivantes :</p> <p>(i) le coût de l'hébergement, des déplacements, des aliments et des boissons,</p>	« dépense admissible pour activités physiques » "eligible fitness expense"

"qualifying child" « enfant admissible »	"qualifying child" of an individual for a taxation year means a child of the individual who had not, before the taxation year, attained the age of 16 years.	(ii) toute somme déductible en application de l'article 63 dans le calcul du revenu d'une personne pour une année d'imposition.	
"qualifying entity" « entité admissible »	"qualifying entity" means a person or partnership that offers one or more programs of prescribed physical activity.	5 « enfant admissible » Est un enfant admissible d'un particulier pour une année d'imposition tout enfant du particulier qui, avant cette année, n'avait pas atteint l'âge de 16 ans.	5 « enfant admissible » "qualifying child"
		« entité admissible » Personne ou société de personnes qui offre un ou plusieurs programmes d'activités physiques visées par règlement.	10 « entité admissible » "qualifying entity"
Child fitness tax credit	(2) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted the amount 10 determined by the formula	(2) Est déductible dans le calcul de l'impôt à payer par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition la somme obtenue par la formule suivante : 15	Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants
	$A \times B$	$A \times B$	
	where	où :	
	A is the appropriate percentage for the taxation year; and 15	A représente le taux de base pour l'année;	
	B is the total of all amounts each of which is, in respect of a qualifying child of the individual for the taxation year, the lesser of \$500 and the amount determined by the formula 20	B le total des sommes représentant chacune, relativement à un enfant admissible du 20 particulier pour l'année, 500 \$ ou, si elle est moins élevée, la somme obtenue par la formule suivante :	
	$C - D$	$C - D$	
	where	où :	25
	C is total of all amounts each of which is an amount paid in the taxation year by the individual, or by the individual's 25 spouse or common law partner, that is an eligible fitness expense in respect of the qualifying child of the individual, and	C représente le total des sommes représentant chacune une somme versée au cours de l'année par le particulier, ou par son époux ou conjoint de fait, qui constitue une dépense admissible pour activités 30 physiques relative à l'enfant,	
	D is the total of all amounts that any person is or was entitled to receive, each 30 of which relates to an amount included in computing the value of C in respect of the qualifying child that is the amount of a reimbursement, allowance or any other form of assistance (other than an amount 35 that is included in computing the income for any taxation year of that person and that is not deductible in computing the taxable income of that person).	D le total des sommes qu'une personne a ou avait le droit de recevoir et dont chacune se rapporte à une somme, incluse dans le calcul de la valeur de 35 l'élément C relativement à l'enfant, qui représente le montant d'un remboursement ou d'une allocation ou toute autre forme d'aide, sauf une somme qui est incluse dans le calcul du revenu de cette 40 personne pour une année d'imposition et qui n'est pas déductible dans le calcul de son revenu imposable.	

Apportionment
of credit

(3) If more than one individual is entitled to a deduction under this section for a taxation year in respect of a qualifying child, the total of all amounts so deductible shall not exceed the maximum amount that would be so deductible for the year by any one of those individuals in respect of that qualifying child if that individual were the only individual entitled to deduct an amount for the year under this section in respect of that qualifying child, and if the individuals cannot agree as to what portion of the amount each can so deduct, the Minister may fix the portions.

(2) Section 118.02 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to the 2006 and subsequent taxation years, in respect of the use of public commuter transit services after June 2006.

(3) Section 118.03 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to the 2007 and subsequent taxation years.

22. (1) Paragraph 118.3(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the individual has filed for a taxation year with the Minister the certificate described in 25 paragraph (a.2) or (a.3), and

(2) Subsection (1) applies to the 2005 and subsequent taxation years.

23. (1) Section 118.6 of the Act is amended by adding the following after 30 subsection (2):

(2.1) If an amount may be deducted under subsection (2) in computing the individual's tax payable for a taxation year, there may be deducted in computing the individual's tax 35 payable under this Part for the year the amount determined by the formula

$$A \times B$$

where

A is the appropriate percentage for the year; 40 and

B is the total of the products obtained when

(a) \$65 is multiplied by the number of months referred to in paragraph (a) of the description of B in subsection (2), and 45

Répartition du
crédit

(3) Si plus d'un particulier a droit, pour une année d'imposition, à la déduction prévue au présent article au titre d'un enfant admissible, le total des sommes ainsi déductibles ne peut excéder le maximum qu'un seul de ces 5 particuliers pourrait déduire pour l'année. En cas de désaccord entre les particuliers sur la répartition de ce maximum entre eux, le ministre peut faire cette répartition.

(2) L'article 118.02 de la même loi, édicté 10 par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes pour ce qui est de l'utilisation de services de transport en commun après juin 2006.

(3) L'article 118.03 de la même loi, édicté 15 par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition 2007 et suivantes.

22. (1) L'alinéa 118.3(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) le particulier présente au ministre l'attestation visée aux alinéas a.2) ou a.3) pour une année d'imposition; 20

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2005 et suivantes.

23. (1) L'article 118.6 de la même loi est 25 modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Si une somme est déductible en application du paragraphe (2) dans le calcul de l'impôt à payer par le particulier pour une année 30 d'imposition, est déductible dans le calcul de son impôt à payer en vertu de la présente partie pour l'année la somme obtenue par la formule suivante :

$$A \times B$$

35

où :

A représente le taux de base pour l'année;

B le total des produits suivants :

a) le produit de 65 \$ par le nombre de mois visés à l'alinéa a) de l'élément B de 40 la formule figurant au paragraphe (2),

Post-secondary
textbook creditCrédit pour
manuels de
niveau
postsecondaire

(b) \$20 is multiplied by the number of months referred to in paragraph (b) of that description.

b) le produit de 20 \$ par le nombre de mois visés à l'alinéa b) de cet élément.

(2) The portion of subsection 118.6(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le passage du paragraphe 118.6(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Students eligible for the disability tax credit

(3) In calculating the amount deductible under subsection (2) or (2.1), the reference in subsection (2) to "full-time student" is to be read as "student" if

(3) Pour le calcul de la somme déductible en application des paragraphes (2) ou (2.1), l'expression « étudiant à temps plein » au paragraphe (2) vaut mention de « étudiant » si, selon le cas :

Étudiants admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées

(3) Subparagraph 118.6(3)(b)(iii) of the English version of the Act is replaced by the following:

(3) Le sous-alinéa 118.6(3)b)(iii) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) an impairment with respect to the individual's ability in feeding or dressing 15
themselves, by a medical doctor or an occupational therapist,

(iii) an impairment with respect to the individual's ability in feeding or dressing 15
themselves, by a medical doctor or an occupational therapist,

(iii.1) an impairment with respect to the individual's ability in walking, by a medical doctor, an occupational therapist 20
or a physiotherapist, or

(iii.1) an impairment with respect to the individual's ability in walking, by a medical doctor, an occupational therapist 20
or a physiotherapist, or

(4) Subparagraph 118.6(3)(b)(iv) of the French version of the Act is replaced by the following:

(4) Le sous-alinéa 118.6(3)b)(iv) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iv) s'il s'agit d'une déficience quant à la 25
capacité de s'alimenter ou de s'habiller, un médecin en titre ou un ergothérapeute,

(iv) s'il s'agit d'une déficience quant à la 25
capacité de s'alimenter ou de s'habiller, un médecin en titre ou un ergothérapeute,

(iv.1) s'il s'agit d'une déficience quant à la
capacité de marcher, un médecin en titre,
un ergothérapeute, ou un physiothérapeute, 30

(iv.1) s'il s'agit d'une déficience quant à la
capacité de marcher, un médecin en titre,
un ergothérapeute ou un physiothérapeute, 30

(5) Subparagraph 118.6(3)(b)(iv) of the English version of the Act is replaced by the following:

(5) Le sous-alinéa 118.6(3)b)(iv) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iv) an impairment with respect to the individual's ability in mental functions 35
necessary for everyday life (within the meaning assigned by paragraph 118.4(1)(c.1)), by a medical doctor or a psychologist.

(iv) an impairment with respect to the individual's ability in mental functions 35
necessary for everyday life (within the meaning assigned by paragraph 118.4(1)(c.1)), by a medical doctor or a psychologist.

(6) Subparagraph 118.6(3)(b)(v) of the French version of the Act is replaced by the following:

(6) Le sous-alinéa 118.6(3)b)(v) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(v) s'il s'agit d'une déficience des fonctions mentales nécessaires aux activités de la vie courante, un médecin en titre ou un psychologue.

(7) Subsections (1) and (2) apply to the 2006 and subsequent taxation years.

(8) Subsections (3) and (4) apply to the 2005 and subsequent taxation years in respect of certifications made by a physiotherapist after February 22, 2005.

(9) Subsections (5) and (6) apply to the 2005 and subsequent taxation years.

24. (1) Subsection 118.61(1) of the Act is replaced by the following:

118.61 (1) In this section, an individual's unused tuition, textbook and education tax credits at the end of a taxation year is the amount determined by the formula

$$A + (B - C) - (D + E)$$

where

A is the amount determined under this subsection in respect of the individual at the end of the preceding taxation year;

B is the total of all amounts each of which may be deducted under section 118.5 or 118.6 in 25 computing the individual's tax payable under this Part for the year;

C is the lesser of the value of B and the amount that would be the individual's tax payable under this Part for the year if no 30 amount were deductible under this Division (other than an amount deductible under this section and any of sections 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3 and 118.7);

D is the amount that the individual may deduct 35 under subsection (2) for the year; and

E is the tuition, textbook and education tax credits transferred for the year by the individual to the individual's spouse, common-law partner, parent or grandparent. 40

(v) s'il s'agit d'une déficience des fonctions mentales nécessaires aux activités de la vie courante, un médecin en titre ou un psychologue.

(7) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent 5 aux années d'imposition 2006 et suivantes.

(8) Les paragraphes (3) et (4) s'appliquent 10 aux années d'imposition 2005 et suivantes relativement aux attestations délivrées par un physiothérapeute après le 22 février 2005. 10

(9) Les paragraphes (5) et (6) s'appliquent aux années d'imposition 2005 et suivantes.

24. (1) Le paragraphe 118.61(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

118.61 (1) Pour l'application du présent 15 article, la partie inutilisée des crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels d'un particulier à la fin d'une année d'imposition correspond à la somme obtenue par la formule suivante : 20

$$A + (B - C) - (D + E)$$

où :

A représente la somme déterminée selon le présent paragraphe relativement au particulier à la fin de l'année d'imposition 25 précédente;

B le total des sommes dont chacune est déductible en application des articles 118.5 ou 118.6 dans le calcul de l'impôt à payer par le particulier en vertu de la présente 30 partie pour l'année;

C la valeur de l'élément B ou, si elle est inférieure, la somme qui correspondrait à l'impôt à payer par le particulier en vertu de la présente partie pour l'année si aucune 35 somme, sauf celles visées au présent article et aux articles 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3 et 118.7, n'était déductible en application de la présente section;

D la somme que le particulier peut déduire en 40 application du paragraphe (2) pour l'année;

Unused tuition,
textbook and
education tax
credits

Crédits d'impôt
inutilisés pour
études, frais de
scolarité et
manuels

(2) Paragraphs 118.61(2)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

- (a) the amount determined under subsection (1) in respect of the individual at the end of the preceding taxation year, and
- (b) the amount that would be the individual's tax payable under this Part for the year if no amount were deductible under this Division (other than an amount deductible under this section and any of sections 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3 and 118.7).

(3) Subsection 118.61(3) of the Act is repealed.

(4) Subsection 118.61(4) of the Act is replaced by the following:

(4) For the purpose of determining the amount that may be deducted under subsection (2) or 118.6(2.1) in computing an individual's tax payable for a taxation year, in circumstances where the appropriate percentage for the taxation year is different from the appropriate percentage for the preceding taxation year, the individual's unused tuition, textbook and education tax credits at the end of the preceding taxation year is deemed to be the amount determined by the formula

$$A/B \times C$$

where

- A is the appropriate percentage for the current taxation year;
- B is the appropriate percentage for the preceding taxation year; and
- C is the amount that would be the individual's unused tuition, textbook and education tax credits at the end of the preceding taxation year if this section were read without reference to this subsection.

Change of appropriate percentage

E les crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels que le particulier a transférés pour l'année à son époux ou conjoint de fait, son père, sa mère, son grand-père ou sa grand-mère.

5

(2) Les alinéas 118.61(2)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- a) la somme déterminée selon le paragraphe (1) relativement au particulier à la fin de l'année d'imposition précédente;
- b) la somme qui correspondrait à son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année si aucune somme, sauf celles visées au présent article et aux articles 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3 et 118.7, n'était déductible en application de la présente section.

10

(3) Le paragraphe 118.61(3) de la même loi est abrogé.

(4) Le paragraphe 118.61(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Pour ce qui est du calcul du montant déductible en application des paragraphes (2) ou 118.6(2.1) dans le calcul de l'impôt à payer par un particulier pour une année d'imposition dans le cas où le taux de base pour l'année diffère de celui pour l'année d'imposition précédente, la partie inutilisée des crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels du particulier à la fin de l'année précédente est réputée correspondre à la somme obtenue par la formule suivante :

$$A/B \times C$$

où :

- A représente le taux de base pour l'année;
- B le taux de base pour l'année précédente;
- C la somme qui correspondrait à la partie inutilisée des crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels du particulier à la fin de l'année précédente si le présent article s'appliquait compte non tenu du présent paragraphe.

35

Modification du taux de base

(5) Subsections (1) to (3) apply to the 2006 and subsequent taxation years except that

(a) in its application to the 2006 taxation year, the description of C in subsection 118.61(1) of the Act, as enacted by subsection (1), is to be read without its reference to section 118.03; and

(b) in its application to the 2006 taxation year, paragraph 118.61(2)(b) of the Act, as enacted by subsection (2), is to be read without its reference to section 118.03.

(6) Subsection (4) applies to the 2005 and subsequent taxation years, except that for the 2005 and 2006 taxation years, the references to “unused tuition, textbook and education tax credits” in subsection 118.61(4) of the Act, as enacted by subsection (4), are to be read as references to “unused tuition and education tax credits”.

25. (1) The description of A in section 118.8 of the Act is replaced by the following:

A is the tuition, textbook and education tax credits transferred for the year by the spouse or common-law partner to the individual;

(2) Subparagraph (b)(ii) of the description of C in section 118.8 of the Act is replaced by the following:

(ii) the amount that would be the spouse's or common-law partner's tax payable under this Part for the year if no amount were deductible under this Division (other than an amount deductible under section 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3, 118.61 or 118.7).

(3) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years.

(4) Subsection (2) applies to the 2005 and subsequent taxation years except that

(5) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois :

a) pour son application à l'année d'imposition 2006, l'élément C de la formule figurant au paragraphe 118.61(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03;

b) pour son application à l'année d'imposition 2006, l'alinéa 118.61(2)b) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

(6) Le paragraphe (4) s'applique aux années d'imposition 2005 et suivantes. Toutefois, pour ce qui est des années d'imposition 2005 et 2006, le passage « crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels » au paragraphe 118.61(4) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), est remplacé par « crédits d'impôt pour études et pour frais de scolarité ».

25. (1) L'élément A de la formule figurant à l'article 118.8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

A représente les crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels transférés au particulier pour l'année par son époux ou conjoint de fait;

(2) Le sous-alinéa b)(ii) de l'élément C de la formule figurant à l'article 118.8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) le montant qui représenterait l'impôt payable par l'époux ou le conjoint de fait en vertu de la présente partie pour l'année si aucune somme, sauf celles visées aux articles 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3, 118.61 ou 118.7, n'était déductible en application de la présente section.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux années d'imposition 2005 et suivantes. Toutefois :

(a) in its application to the 2005 taxation year, subparagraph (b)(ii) of the description of C in section 118.8 of the Act, as enacted by subsection (2), is to be read without its reference to section 118.02; and

(b) in its application to the 2005 and 2006 taxation years, subparagraph (b)(ii) of the description of C in section 118.8 of the Act, as enacted by subsection (2), is to be read without its reference to section 118.03.

26. (1) The portion of section 118.81 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

118.81 In this subdivision, the tuition, textbook and education tax credits transferred for a taxation year by a person to an individual is the lesser of

(2) The description of B in paragraph 118.81(a) of the Act is replaced by the following:

B is the amount that would be the person's tax payable under this Part for the year if no amount were deductible under this Division (other than an amount deductible under any of sections 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3, 118.61 and 118.7), and

(3) Subsections (1) and (2) apply to the 2006 and subsequent taxation years except that, in its application to the 2006 taxation year, the description of B in paragraph 118.81(a) of the Act, as enacted by subsection (2), is to be read without its reference to section 118.03.

27. (1) Section 118.9 of the Act is replaced by the following:

118.9 If for a taxation year a parent or grandparent of an individual (other than an individual in respect of whom the individual's spouse or common-law partner deducts an amount under section 118 or 118.8 for the year) is the only person designated in writing by the individual for the year for the purpose of this

a) pour son application à l'année d'imposition 2005, le sous-alinéa b)(ii) de l'élément C de la formule figurant à l'article 118.8 de la même loi, édicté par le paragraphe (2), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.02;

b) pour son application aux années d'imposition 2005 et 2006, le sous-alinéa b)(ii) de l'élément C de la formule figurant à l'article 118.8 de la même loi, édicté par le paragraphe (2), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

26. (1) Le passage de l'article 118.81 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

118.81 Pour l'application de la présente sous-section, le montant des crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels qu'une personne transfère à un particulier pour une année d'imposition correspond à la moins élevée des sommes suivantes :

(2) L'élément B de la formule figurant à l'alinéa 118.81a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

B la somme qui correspondrait à l'impôt payable par la personne en vertu de la présente partie pour l'année si aucune somme, sauf celles visées aux articles 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3, 118.61 ou 118.7, n'était déductible en application de la présente section;

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 2006, l'élément B de la formule figurant à l'alinéa 118.81a) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

27. (1) L'article 118.9 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

118.9 Dans le cas où, pour une année d'imposition, la personne qui est le père, la mère, le grand-père ou la grand-mère d'un particulier (à l'exception d'un particulier dont l'époux ou le conjoint de fait déduit une somme à son égard pour l'année en application des articles 118 ou 118.8) est la seule que le

Tuition, textbook and education tax credits transferred

Transfert des crédits d'impôt pour études, frais de scolarité et manuels

Transfer to parent or grandparent

Transfert à l'un des parents ou grands-parents

section, there may be deducted in computing the tax payable under this Part for the year by the parent or grandparent, as the case may be, the tuition, textbook and education tax credits transferred for the year by the individual to the parent or grandparent, as the case may be.

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years.

28. (1) Subparagraph 118.91(b)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) such of the deductions permitted under subsections 118(3), (10) and 118.6(2.1) and sections 118.01, 118.02, 118.03, 118.1, 118.2, 118.5, 118.6, 118.62 and 118.7 as can reasonably be considered wholly applicable, and

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years except that, in its application to the 2006 taxation year, subparagraph 118.91(b)(i) of the Act, as enacted by subsection (1), is to be read without its reference to section 118.03.

29. (1) Sections 118.92 to 118.94 of the Act are replaced by the following:

118.92 In computing an individual's tax payable under this Part, the following provisions shall be applied in the following order: subsections 118(1) and (2), section 118.7, subsections 118(3) and (10) and sections 118.01, 118.02, 118.03, 118.3, 118.61, 118.5, 118.6, 118.9, 118.8, 118.2, 118.1, 118.62 and 121.

118.93 If a separate return of income with respect to a taxpayer is filed under subsection 70(2), 104(23) or 150(4) for a particular period and another return of income under this Part with respect to the taxpayer is filed for a period ending in the calendar year in which the particular period ends, for the purpose of computing the tax payable under this Part by the taxpayer in those returns, the total of all

particulier ait désignée par écrit pour l'année pour l'application du présent article, les crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels que le particulier lui a transférés pour l'année sont déductibles dans le calcul de l'impôt à payer par la personne en vertu de la présente partie pour l'année.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes.

28. (1) Le sous-alinéa 118.91b)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) les déductions que permettent les paragraphes 118(3) et (10) et 118.6(2.1) et les articles 118.01, 118.02, 118.03, 118.1, 118.2, 118.5, 118.6, 118.62 et 118.7 et qu'il est raisonnable de considérer comme entièrement applicables à la ou aux périodes de l'année tout au long desquelles il réside au Canada, calculées comme si cette période ou ces périodes constituaient l'année d'imposition entière,

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 2006, le sous-alinéa 118.91b)(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

29. (1) Les articles 118.92 à 118.94 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

118.92 Pour le calcul de l'impôt à payer par un particulier en vertu de la présente partie, les dispositions ci-après sont appliquées dans l'ordre suivant: paragraphes 118(1) et (2), article 118.7, paragraphes 118(3) et (10) et articles 118.01, 118.02, 118.03, 118.3, 118.61, 118.5, 118.6, 118.9, 118.8, 118.2, 118.1, 118.62 et 121.

118.93 Lorsqu'une déclaration de revenu distincte est produite à l'égard d'un contribuable en application des paragraphes 70(2), 104(23) ou 150(4) pour une période donnée et qu'une autre déclaration de revenu à l'égard du contribuable est produite en vertu de la présente partie pour une période se terminant dans l'année civile où la période donnée se termine, pour le calcul de l'impôt à payer par le

Ordering of credits

Credits in separate returns

Ordre d'application des crédits

Crédits dans des déclarations de revenu distinctes

deductions claimed in all those returns under any of subsections 118(3) and (10) and sections 118.01 to 118.7 and 118.9 shall not exceed the total that could be deducted under those provisions for the year with respect to the taxpayer if no separate returns were filed under any of subsections 70(2), 104(23) and 150(4).

Tax payable by
non-residents
(credits
restricted)

118.94 Sections 118, 118.01, 118.02, 118.03 and 118.2, subsections 118.3(2) and (3) and sections 118.6, 118.8 and 118.9 do not apply for the purpose of computing the tax payable under this Part for a taxation year by an individual who at no time in the year is resident in Canada unless all or substantially all of the individual's income for the year is included in computing the individual's taxable income earned in Canada for the year.

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years except that, in its application to the 2006 taxation year, sections 118.92 and 118.94 of the Act, as enacted by subsection (1), are to be read without their references to section 118.03.

30. (1) Paragraph 118.95(a) of the Act is replaced by the following:

(a) such of the deductions as the individual is entitled to under subsections 118(3) and (10) and sections 118.01, 118.02, 118.03, 118.1, 118.2, 118.5, 118.6, 118.62 and 118.7 as can reasonably be considered wholly applicable to the taxation year, and

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years except that, in its application to the 2006 taxation year, paragraph 118.95(a) of the Act, as enacted by subsection (1), is to be read without its reference to section 118.03.

31. (1) Subparagraph (b)(i) of the description of A in subsection 122.51(2) of the Act is replaced by the following:

contribuable en vertu de la présente partie dans ces déclarations, le total des déductions demandées dans ces déclarations en application des paragraphes 118(3) et (10) et des articles 118.01 à 118.7 et 118.9 ne peut dépasser le total qui pourrait être déduit en application de ces dispositions pour l'année à l'égard du contribuable si aucune déclaration de revenu distincte n'était produite en application des paragraphes 70(2), 104(23) et 150(4).

10

118.94 Les articles 118, 118.01, 118.02, 118.03 et 118.2, les paragraphes 118.3(2) et (3) et les articles 118.6, 118.8 et 118.9 ne s'appliquent pas au calcul de l'impôt à payer en vertu de la présente partie pour une année d'imposition par un particulier qui ne réside au Canada à aucun moment de l'année, sauf si la totalité ou la presque totalité de son revenu pour l'année est incluse dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année.

Impôt à payer
par les non-
résidents

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 2006, les articles 118.92 et 118.94 de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

30. (1) L'alinéa 118.95a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) les déductions auxquelles il a droit aux termes des paragraphes 118(3) et (10) et des articles 118.01, 118.02, 118.03, 118.1, 118.2, 118.5, 118.6, 118.62 et 118.7 et qu'il est raisonnable de considérer comme étant entièrement applicables à l'année d'imposition;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 2006, l'alinéa 118.95a) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

31. (1) Le sous-alinéa b)(i) de l'élément A de la formule figurant au paragraphe 122.51(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

45

(i) the amount determined by the formula

$$(25/C) \times D$$

where

C is the appropriate percentage for the particular taxation year, and

D is the total of all amounts each of which is the amount determined by the formula in subsection 118.2(1) for the purpose of computing the individual's tax payable under this Part for a taxation year that ends in the calendar year, and

(i) la somme obtenue par la formule suivante :

$$(25/C) \times D$$

où :

C représente le taux de base pour l'année donnée,

D le total des sommes représentant chacune la somme obtenue par la formule figurant au paragraphe 118.2(1) pour le calcul de l'impôt payable par le particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition se terminant dans l'année civile,

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years.

32. (1) The portion of paragraph (a) of the definition "full-rate taxable income" in subsection 123.4(1) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) if the corporation is not a corporation described in paragraph (b) or (c) for the year, the amount by which that portion of the corporation's taxable income for the year (or, for greater certainty, if the corporation is non-resident, that portion of its taxable income earned in Canada for the year) that is subject to tax under subsection 123(1) exceeds the total of

(2) Subparagraph (a)(iv) of the definition "full-rate taxable income" in subsection 123.4(1) of the Act is replaced by the following:

(iv) if the corporation is a credit union throughout the year and the corporation deducted an amount for the year under subsection 125(1) (because of the application of subsections 137(3) and (4)), the amount if any, by which, the lesser of the amounts described in paragraphs 137(3)(a) and (b) exceeds the amount described in paragraph 137(3)(c) in respect of the corporation for the year;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 15 années d'imposition 2006 et suivantes.

32. (1) Le passage de l'alinéa a) de la définition de «revenu imposable au taux complet» précédant le sous-alinéa (i), au paragraphe 123.4(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

a) si la société n'est pas visée aux alinéas b) ou c) pour l'année, l'excédent de la partie de son revenu imposable pour l'année qui est assujettie à l'impôt en vertu du paragraphe 123(1) (étant entendu qu'il s'agit, dans le cas d'une société non-résidente, de la partie de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année qui est assujettie à cet impôt) sur le total des montants suivants :

(2) Le sous-alinéa a)(iv) de la définition de «revenu imposable au taux complet», au paragraphe 123.4(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(iv) si elle est une caisse de crédit tout au long de l'année et a déduit une somme en application du paragraphe 125(1) pour l'année (par l'effet des paragraphes 137(3) et (4)), l'excédent éventuel de la moins élevée des sommes visées aux alinéas 137(3)a) et b) sur la somme visée à l'alinéa 137(3)c) à son égard pour l'année;

(3) Subparagraph (b)(ii) of the definition “full-rate taxable income” in subsection 123.4(1) of the Act is replaced by the following:

(ii) the least of the amounts, if any, 5
determined under paragraphs 125(1)(a) to
(c) in respect of the corporation for the
year, and

(4) Subsection (1) applies to taxation years that begin on or after May 2, 2006.

(5) Subsections (2) and (3) apply to the 2008 and subsequent taxation years.

33. (1) The portion of subsection 125(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

125. (1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part for a taxation year by a corporation that was, throughout the taxation year, a Canadian-controlled private corporation, an amount equal to the corpora- 20
tion’s small business deduction rate for the
taxation year multiplied by the least of

(2) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) For the purpose of subsection (1), a 25
corporation’s small business deduction rate for a
taxation year is the total of

(a) that proportion of 16% that the number of
days in the taxation year that are before 2008
is of the number of days in the taxation year, 30

(b) that proportion of 16.5% that the number
of days in the taxation year that are in 2008 is
of the number of days in the taxation year,
and

(c) that proportion of 17% that the number of 35
days in the taxation year that are after 2008 is
of the number of days in the taxation year.

(3) Le sous-alinéa b)(ii) de la définition de «revenu imposable au taux complet», au paragraphe 123.4(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(ii) la moins élevée des sommes détermi- 5
nées à son égard pour l’année selon les
alinéas 125(1)a) à c),

(4) Le paragraphe (1) s’applique aux 10 années d’imposition commençant après le 1^{er} mai 2006. 10

(5) Les paragraphes (2) et (3) s’appliquent aux années d’imposition 2008 et suivantes.

33. (1) Le passage du paragraphe 125(1) de la même loi précédant l’alinéa a) est 15 remplacé par ce qui suit : 15

125. (1) La société qui est tout au long d’une année d’imposition une société privée sous contrôle canadien peut déduire de son impôt payable par ailleurs pour l’année en vertu de la présente partie une somme égale au 20
produit de la multiplication du taux de la
déduction pour petite entreprise qui lui est
applicable pour l’année par la moins élevée des
sommes suivantes :

(2) L’article 125 de la même loi est modifié 25 par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Pour l’application du paragraphe (1), le
taux de la déduction pour petite entreprise
applicable à une société pour une année 30
d’imposition correspond au total des sommes
suivantes :

a) la proportion de 16 % que représente le
nombre de jours de l’année d’imposition qui
sont antérieurs à 2008 par rapport au nombre 35
total de jours de l’année d’imposition;

b) la proportion de 16,5 % que représente le
nombre de jours de l’année d’imposition qui
sont en 2008 par rapport au nombre total de
jours de l’année d’imposition; 40

c) la proportion de 17 % que représente le
nombre de jours de l’année d’imposition qui
sont postérieurs à 2008 par rapport au nombre
total de jours de l’année d’imposition.

Small business
deduction

Déduction
accordée aux
petites
entreprises

Small business
deduction rate

Taux de la
déduction pour
petite entreprise

(3) Subsection 125(2) of the Act is replaced by the following:

Business limit

(2) For the purpose of this section, a corporation's business limit for a taxation year is \$400,000 unless the corporation is associated in the taxation year with one or more other Canadian-controlled private corporations, in which case, except as otherwise provided in this section, its business limit is nil.

(4) Paragraph 125(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) if the total of the percentages assigned in the agreement does not exceed 100%, \$400,000 multiplied by the percentage assigned to that corporation in the agreement; and

(5) The description of M in the definition "specified partnership income" in subsection 125(7) of the Act is replaced by the following:

M is the lesser of

(i) \$400,000, and

(ii) the product obtained when \$1,096 is multiplied by the total of all amounts each of which is the number of days in a fiscal period of the partnership that ends in the 25 year, and

(6) Subsections (1) and (2) apply to the 2008 and subsequent taxation years.

(7) Subsection (3) applies to the 2007 and subsequent taxation years except that, for a 2007 or 2008 taxation year that began before 2007, the reference in subsection 125(2) of the Act, as enacted by subsection (3), to "\$400,000" is to be read as a reference to the total of

(a) that proportion of \$300,000 that the number of days in the taxation year that are before 2007 is of the number of days in the taxation year, and

(3) Le paragraphe 125(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l'application du présent article, le « plafond des affaires » d'une société pour une année d'imposition est de 400 000 \$, sauf si la société est associée, pendant l'année, à une ou plusieurs autres sociétés privées sous contrôle canadien, auquel cas son plafond des affaires pour l'année est nul, sauf disposition contraire du présent article.

Définition de « plafond des affaires »

(4) L'alinéa 125(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) si le total des pourcentages attribués selon la convention n'excède pas 100 %, le produit de 400 000 \$ par le pourcentage attribué à la société selon la convention;

(5) L'élément M de la formule figurant à l'alinéa b) de l'élément A de la formule figurant à la définition de « revenu de société de personnes déterminé », au paragraphe 125(7) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

M la moins élevée des sommes suivantes :

(i) 400 000 \$,

(ii) le produit de 1 096 \$ par le total des sommes dont chacune représente le nombre de jours de l'exercice de la société de personnes se terminant dans l'année;

(6) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 2008 et suivantes.

(7) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition 2007 et suivantes. Toutefois, pour ce qui est des années d'imposition 2007 et 2008 ayant commencé avant 2007, la mention « 400 000 \$ » au paragraphe 125(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), vaut mention du total des sommes suivantes :

a) la proportion de 300 000 \$ que représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont antérieurs à 2007 par rapport au nombre total de jours de l'année d'imposition;

(b) that proportion of \$400,000 that the number of days in the taxation year that are after 2006 is of the number of days in the taxation year.

b) la proportion de 400 000 \$ que représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont postérieurs à 2006 par rapport au nombre total de jours de l'année d'imposition.

5

(8) Subsection (4) applies to the 2007 and subsequent taxation years except that, for a 2007 or 2008 taxation year that began before 2007, the reference in subsection 125(3) of the Act, as enacted by subsection (4), to "\$400,000" is to be read as a reference to "the amount that would, if the corporation were not associated in the year with any other corporation, be its business limit for the year determined without reference to subsections (5) and (5.1)".

(8) Le paragraphe (4) s'applique aux années d'imposition 2007 et suivantes. Toutefois, pour ce qui est des années d'imposition 2007 et 2008 ayant commencé avant 2007, la mention « 400 000 \$ » à l'alinéa 125(3)a) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), vaut mention de « la somme qui correspondrait au plafond des affaires de la société pour l'année, déterminé compte non tenu des paragraphes (5) et (5.1), si elle n'était associée à aucune autre société au cours de l'année ».

(9) Subsection (5) applies to partnership fiscal periods that end after 2006.

(9) Le paragraphe (5) s'applique aux exercices de sociétés de personnes se terminant après 2006.

20

(10) In applying subsection 125(5) of the Act to a corporation for a 2007 or 2008 taxation year, of the corporation, that began before 2007, subparagraph 125(5)(a)(i) of the Act is to be read as follows:

(10) Pour l'application du paragraphe 125(5) de la même loi à une société pour son année d'imposition 2007 ou 2008 ayant commencé avant 2007, le sous-alinéa 125(5)a)(i) de la même loi est réputé avoir le libellé suivant :

(i) the amount that would have been its business limit determined under subsection (3) or (4) for the first such taxation year ending in the calendar year if the reference to \$300,000 in subsection (3), as it applied in respect of that first such taxation year, had been read in the same manner as it is read in respect of the particular taxation year ending in the calendar year, and

(i) la somme qui aurait représenté son plafond des affaires, déterminé selon les paragraphes (3) ou (4) pour la première année d'imposition se terminant dans l'année civile, si la mention « 300 000 \$ » au paragraphe (3), dans sa version applicable à cette première année d'imposition, avait valu mention de la somme applicable à l'année d'imposition donnée se terminant dans l'année civile,

34. (1) The portion of paragraph 127(5)(a) of the Act before clause (ii)(B) is replaced by the following:

34. (1) Le passage de l'alinéa 127(5)a) de la même loi précédant la division (ii)(B) est remplacé par ce qui suit :

(a) the total of

35 a) le total des sommes suivantes :

40

(i) the taxpayer's investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired before the end of the year, of the taxpayer's apprenticeship expenditure for the year or a preceding taxation year, of the taxpayer's flow-through mining expenditure for the year or a preceding taxation

(i) tout crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année au titre de biens acquis avant la fin de l'année, de sa dépense d'apprentissage pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, de sa dépense minière déterminée pour l'année ou pour une année d'imposition

year, of the taxpayer's pre-production mining expenditure for the year or a preceding taxation year or of the taxpayer's SR&ED qualified expenditure pool at the end of the year or at the end of a preceding 5 taxation year, and

(ii) the lesser of

(A) the taxpayer's investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired in a subsequent taxation year, of the taxpayer's apprenticeship expenditure for a subsequent taxation year, of the taxpayer's flow-through mining expenditure for a subsequent taxation year, of the taxpayer's 15 pre-production mining expenditure for a subsequent taxation year or of the taxpayer's SR&ED qualified expenditure pool at the end of the subsequent taxation year to the extent that an 20 investment tax credit was not deductible under this subsection for the subsequent taxation year, and

(2) Subsection 127(7) of the Act is replaced by the following:

(7) If, in a particular taxation year of a taxpayer who is a beneficiary under a testamentary trust or under an *inter vivos* trust that is deemed to be in existence by section 143, an amount is determined in respect of the trust 30 under paragraph (a), (a.1), (a.4), (b) or (e.1) of the definition "investment tax credit" in subsection (9) for its taxation year that ends in that particular taxation year, the trust may, in its return of income for its taxation year that ends 35 in that particular taxation year, designate the portion of that amount that can, having regard to all the circumstances including the terms and conditions of the trust, reasonably be considered to be attributable to the taxpayer and was not 40 designated by the trust in respect of any other beneficiary of the trust, and that portion shall be added in computing the investment tax credit of the taxpayer at the end of that particular taxation year and shall be deducted in computing the 45

antérieure, de sa dépense minière préparatoire pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure ou de son compte de dépenses admissibles de recherche et de développement à la fin de l'année ou d'une 5 année d'imposition antérieure,

(ii) la moins élevée des sommes suivantes :

(A) le crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année au 10 titre de biens acquis au cours d'une année d'imposition ultérieure, de sa dépense d'apprentissage pour une année d'imposition ultérieure, de sa dépense minière déterminée pour une année 15 d'imposition ultérieure, de sa dépense minière préparatoire pour une année d'imposition ultérieure ou de son compte de dépenses admissibles de recherche et de développement à la fin 20 d'une année d'imposition ultérieure, dans la mesure où un tel crédit n'était pas déductible pour l'année ultérieure en application du présent paragraphe,

(2) Le paragraphe 127(7) de la même loi 25 est remplacé par ce qui suit :

(7) Dans le cas où, au cours d'une année d'imposition donnée d'un contribuable bénéficiaire d'une fiducie testamentaire ou d'une fiducie non testamentaire qui est réputée exister 30 par l'article 143, une somme est déterminée à l'égard de la fiducie selon les alinéas a), a.1), a.4), b) ou e.1) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe (9) pour son année d'imposition qui se termine dans 35 l'année donnée, la fiducie peut, dans sa déclaration de revenu produite pour cette même année d'imposition, attribuer au contribuable la partie de cette somme qu'il est raisonnable de considérer, compte tenu des circonstances, y 40 compris les modalités de la fiducie, comme se rapportant à lui et que la fiducie n'a attribuée à aucun autre de ses bénéficiaires. Cette partie de somme est à ajouter dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la 45 fin de l'année donnée et est à déduire dans le

Investment tax credit of testamentary trust

Crédit d'impôt à l'investissement d'une fiducie testamentaire

investment tax credit of the trust at the end of its taxation year that ends in that particular taxation year.

(3) The portion of subsection 127(8) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(8) Subject to subsection (28), where, in a particular taxation year of a taxpayer who is a member of a partnership, an amount would be determined in respect of the partnership, for its taxation year that ends in the particular taxation year, under paragraph (a), (a.1), (a.4), (b) or (e.1) of the definition “investment tax credit” in subsection (9), if

(4) Subsection 127(8.1) of the Act is replaced by the following:

(8.1) Notwithstanding subsection (8), if a taxpayer is a limited partner of a partnership at the end of a fiscal period of the partnership, the amount, if any, determined under subsection (8) to be added in computing the taxpayer’s investment tax credit at the end of the taxpayer’s taxation year in which that fiscal period ends shall not exceed the lesser of

(a) the portion of the amount that would, if this section were read without reference to this subsection, be determined under subsection (8) to be the amount to be added in computing the taxpayer’s investment tax credit at the end of the taxpayer’s taxation year in which that fiscal period ends as is considered to have arisen because of the expenditure by the partnership of an amount equal to the taxpayer’s expenditure base (as determined under subsection (8.2) in respect of the partnership) at the end of that fiscal period, and

(b) the taxpayer’s at-risk amount in respect of the partnership at the end of that fiscal period.

(5) Subparagraph 127(8.2)(b)(i) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of clause (A) and by adding the following after that clause:

calcul du crédit d’impôt à l’investissement de la fiducie à la fin de son année d’imposition qui se termine dans l’année donnée.

(3) Le passage du paragraphe 127(8) de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(8) Sous réserve du paragraphe (28), dans le cas où, au cours d’une année d’imposition donnée d’un contribuable qui est l’associé d’une société de personnes, un montant serait déterminé à l’égard de celle-ci selon les alinéas a), a.1), a.4), b) ou e.1) de la définition de « crédit d’impôt à l’investissement », au paragraphe (9), pour son année d’imposition qui se termine dans l’année donnée si, à la fois :

(4) Le paragraphe 127(8.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8.1) Malgré le paragraphe (8), lorsqu’un contribuable est commanditaire d’une société de personnes à la fin d’un exercice de celle-ci, la somme (appelée « somme donnée » au présent paragraphe) qui, selon le paragraphe (8), est à ajouter dans le calcul de son crédit d’impôt à l’investissement à la fin de son année d’imposition dans laquelle cet exercice prend fin ne peut dépasser la moins élevée des sommes suivantes :

a) la partie de la somme donnée, déterminée compte non tenu du présent paragraphe, qui est considérée comme résultant de la dépense par la société de personnes d’une somme égale à l’investissement de base du contribuable, déterminé selon le paragraphe (8.2) relativement à la société de personnes, à la fin de l’exercice en cause;

b) la fraction à risques de l’intérêt du contribuable dans la société de personnes à la fin de l’exercice en cause.

(5) Le sous-alinéa 127(8.2)b)(i) de la même loi est modifié par adjonction, après la division (A), de ce qui suit :

Investment tax credit of partnership

Investment tax credit of limited partner

Crédit d’impôt à l’investissement d’une société de personnes

Crédit d’impôt à l’investissement d’un commanditaire

(A.1) an amount that would be the apprenticeship expenditure of the partnership if the reference to “\$2,000” in paragraph (a) of the definition “apprenticeship expenditure” in subsection (9) were read as a reference to “\$20,000” and paragraph (b) of that definition were read without reference to “10% of”, or

(A.1) le montant qui correspondrait à la dépense d'apprentissage de la société de personnes si les mentions « 2 000 \$ », à l'alinéa a) de la définition de « dépense d'apprentissage » au paragraphe (9), et « 10 % des » à l'alinéa b) de cette définition, étaient remplacées respectivement par « 20 000 \$ » et « les »,

(6) Subsection 127(8.3) of the Act is replaced by the following:

(6) Le paragraphe 127(8.3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Investment tax credit — allocation of unallocated partnership ITCs

(8.3) For the purpose of subsection (8), and subject to subsection (8.4), if a taxpayer is a member of a partnership (other than a specified member) throughout a fiscal period of the partnership, there shall be added to the amount that can reasonably be considered to be that member's share of the amount determined under subsection (8) the amount, if any, that is such portion of the amount determined under subsection (8.31) in respect of that fiscal period as is reasonable in the circumstances (having regard to the investment in the partnership, including debt obligations of the partnership, of each of those members of the partnership who was a member of the partnership throughout the fiscal period of the partnership and who was not a specified member of the partnership during the fiscal period of the partnership).

(8.3) Pour l'application du paragraphe (8) et sous réserve du paragraphe (8.4), lorsqu'un contribuable est l'associé d'une société de personnes (autre qu'un associé déterminé) tout au long d'un exercice de celle-ci, la partie de la somme déterminée selon le paragraphe (8.31) relativement à l'exercice qui est raisonnable en l'espèce — étant donné l'investissement dans la société de personnes, y compris celui représenté par des titres de créance, de chacun de ses associés qui ont été ses associés tout au long de son exercice, mais qui n'étaient pas ses associés déterminés pendant cet exercice — est à ajouter à la somme qu'il est raisonnable de considérer comme la part de la somme déterminée selon le paragraphe (8) qui revient à l'associé.

Crédit d'impôt à l'investissement — attribution de CII de société de personnes non attribués

Amount of unallocated partnership ITC

(8.31) For the purpose of subsection (8.3), the amount determined under this subsection in respect of a fiscal period of a partnership is the amount, if any, by which

(8.31) Pour l'application du paragraphe (8.3), la somme déterminée selon le présent paragraphe relativement à l'exercice d'une société de personnes correspond à l'excédent éventuel de la somme visée à l'alinéa a) sur la somme visée à l'alinéa b) :

CII de société de personnes non attribué

(a) the total of all amounts each of which is an amount that would, if the partnership were a person and its fiscal period were its taxation year, be determined in respect of the partnership under paragraph (a), (a.1), (a.4), (b) or (e.1) of the definition “investment tax credit” in subsection (9) for a taxation year that is the fiscal period,

a) le total des sommes représentant chacune une somme qui serait déterminée relativement à la société de personnes selon les alinéas a), a.1), a.4), b) ou e.1) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe (9) pour une année d'imposition qui correspond à l'exercice si la société de personnes était une personne et son exercice, son année d'imposition;

exceeds

(b) the total of

b) le total des sommes suivantes :

(i) the total of all amounts each of which is the amount determined under subsection (8) in respect of the fiscal period to be the share of the total determined under paragraph (a) of a partner of the partnership

(i) les sommes représentant chacune la somme qui, selon le paragraphe (8), correspond, pour l'exercice, à la part du

(other than a member of the partnership who was at any time in the fiscal period of the partnership a specified member of the partnership),		total déterminé selon l'alinéa a) qui revient à un associé de la société de personnes (sauf celui qui était un associé déterminé de la société de personnes au cours de l'exercice de celle-ci),	5
(ii) the total of all amounts each of which is the amount determined under subsection (8), with reference to subsection (8.1), in respect of the fiscal period to be the share of the total determined under paragraph (a) of a partner of the partnership who was at any time in the fiscal period of the partnership a specified member of the partnership, and	5	(ii) le total des sommes représentant chacune la somme qui, selon le paragraphe (8), correspond, pour l'exercice et compte tenu du paragraphe (8.1), à la part du total déterminé selon l'alinéa a) qui revient à un associé de la société de personnes qui était un associé déterminé de celle-ci au cours de l'exercice,	10
(iii) the amount, if any, by which		(iii) l'excédent éventuel de la somme visée à la division (A) sur la somme visée à la division (B):	15
(A) the amount that would be determined under subparagraph (i) in respect of the partners referred to in subparagraph (ii) if subparagraph (i) applied only to those partners and those partners were not specified members of the partnership,	15	(A) la somme qui serait déterminée selon le sous-alinéa (i) relativement aux associés visés au sous-alinéa (ii) si le sous-alinéa (i) ne s'appliquait qu'à ces associés, lesquels ne sont pas des associés déterminés de la société de personnes,	20
exceeds		(B) la somme déterminée selon le sous-alinéa (ii) relativement à ces mêmes associés.	25
(B) the amount determined under subparagraph (ii) in respect of those partners.	25		

(7) The definition “investment tax credit” in subsection 127(9) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a.3):

(7) La définition de «crédit d’impôt à l’investissement», au paragraphe 127(9) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l’alinéa a.3), de ce qui suit :

30

(a.4) the total of all amounts each of which is an apprenticeship expenditure of the taxpayer for the taxation year in respect of an eligible apprentice,	30	a.4) le total des sommes représentant chacune une dépense d'apprentissage du contribuable pour l'année relativement à un apprenti admissible;	
(8) Subsection 127(9) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:		(8) Le paragraphe 127(9) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :	35

“apprenticeship expenditure”
«dépense d'apprentissage»

“apprenticeship expenditure” of a taxpayer for a taxation year in respect of an eligible apprentice is the lesser of		«apprenti admissible» Particulier qui exerce au Canada un métier visé par règlement au cours des deux premières années de son contrat d'apprenti, lequel contrat est enregistré auprès du Canada ou d'une province dans le cadre d'un programme d'apprentissage menant à l'obtention par les personnes exerçant ce métier d'un certificat de qualification ou d'une licence.	40
(a) \$2,000, and			
(b) 10% of the eligible salary and wages payable by the taxpayer in the taxation year to the eligible apprentice in respect of the eligible apprentice's employment, in the	40		45

«apprenti admissible»
“eligible apprentice”

"eligible apprentice" « apprenti admissible »	<p>taxation year and on or after May 2, 2006, by the taxpayer in a business carried on in Canada by the taxpayer in the taxation year;</p> <p>"eligible apprentice" means an individual who is employed in a prescribed trade in Canada during the first two years of the individual's apprenticeship contract, which is registered with Canada or a province under an apprenticeship program designed to certify or license individuals in the trade;</p>	<p>« dépense d'apprentissage » La dépense d'apprentissage d'un contribuable pour une année d'imposition relativement à un apprenti admissible correspond à la moins élevée des sommes suivantes :</p>	<p>« dépense d'apprentissage » "apprenticeship expenditure"</p>
"eligible salary and wages" « traitement et salaire admissibles »	<p>"eligible salary and wages" payable by a taxpayer to an eligible apprentice means the amount, if any, that is the salary and wages payable by the taxpayer to the eligible apprentice in respect of the first 24 months of the apprenticeship (other than remuneration that is based on profits, bonuses, amounts described in section 6 or 7, and amounts deemed to be incurred by subsection 78(4));</p>	<p>a) 2 000 \$;</p> <p>b) 10 % des traitement et salaire admissibles payables par le contribuable au cours de l'année à l'apprenti admissible au titre de l'emploi que celui-ci occupe auprès du contribuable, au cours de l'année et après le 1^{er} mai 2006, dans le cadre d'une entreprise que le contribuable exploite au Canada au cours de l'année.</p>	5
		<p>« traitement et salaire admissibles » La somme qui correspond aux traitement et salaire payables par un contribuable à un apprenti admissible pour les 24 premiers mois de son apprentissage, à l'exception de la rémunération fondée sur les bénéfices, des gratifications, des sommes visées aux articles 6 ou 7 et des sommes réputées être engagées par l'effet du paragraphe 78(4).</p>	<p>« traitement et salaire admissibles » "eligible salary and wages"</p>
	<p>(9) The portion of subsection 127(10.2) of the Act before paragraph (a) of the description of A is replaced by the following:</p>	<p>(9) Le passage du paragraphe 127(10.2) de la même loi précédant l'alinéa a) de l'élément A de la formule figurant à ce paragraphe est remplacé par ce qui suit :</p>	
Expenditure limit determined	<p>(10.2) For the purpose of subsection (10.1), a corporation's expenditure limit for a particular taxation year is the amount determined by the formula</p>	<p>(10.2) Pour l'application du paragraphe (10.1), la limite de dépenses d'une société pour une année d'imposition donnée correspond à la somme obtenue par la formule suivante :</p>	Limite de dépenses
	$(\$6,000,000 - 10A) \times B/C$	$(\text{6 000 000 \$} - 10A) \times B/C$	
	<p>where</p> <p>A is the greater of \$400,000 and either</p>	<p>où :</p> <p>A représente 400 000 \$ ou, si elle est plus élevée, celle des sommes suivantes qui est applicable :</p>	
	<p>(10) Subsection 127(11.1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c.3) and by adding the following after that paragraph:</p>	<p>(10) Le paragraphe 127(11.1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c.3), de ce qui suit :</p>	
	<p>(c.4) the amount of a taxpayer's apprenticeship expenditure for a taxation year is deemed to be the amount of the taxpayer's apprenticeship expenditure for the year otherwise determined less the amount of any govern-</p>	<p>c.4) le montant de la dépense d'apprentissage d'un contribuable pour une année d'imposition est réputé être le montant de cette dépense déterminé par ailleurs, diminué du montant de toute aide gouvernementale ou</p>	40

ment assistance or non-government assistance in respect of the expenditure for the year that, at the time of the filing of the taxpayer's return of income for the year, the taxpayer has received, is entitled to receive or can reasonably be expected to receive; and

(11) Section 127 of the Act is amended by adding the following after subsection (11.3):

(11.4) For the purpose of the definition "eligible salary and wages" in subsection (9), the eligible salary and wages payable by a taxpayer in a taxation year to an eligible apprentice in respect of the eligible apprentice's employment in the taxation year is, if the eligible apprentice is employed by any other taxpayer who is related to the taxpayer (including a partnership that has a member that is related to the taxpayer) in the calendar year that includes the end of the taxpayer's taxation year, deemed to be nil unless the taxpayer is designated in prescribed form by all of those related taxpayers to be the only employer of the eligible apprentice for the purpose of the taxpayer applying that definition to the salary and wages payable by the taxpayer to the eligible apprentice in that taxation year, in which case

(a) the eligible salary and wages payable by the taxpayer in the taxation year to the eligible apprentice in respect of the eligible apprentice's employment in the taxation year shall be the amount determined without reference to this subsection; and

(b) the eligible salary and wages payable to the eligible apprentice by each of the other related taxpayers in their respective taxation years that end in the calendar year is deemed to be nil.

(12) Subsections (1) to (8), (10) and (11) apply to taxation years that end on or after May 2, 2006 except that, in respect of a taxpayer's taxation year that ends in 2006, subsections 127(8.3) and (8.31) of the Act, as enacted by subsection (6), shall be read as follows:

aide non gouvernementale se rapportant à la dépense pour l'année que le contribuable a reçue, est en droit de recevoir ou peut vraisemblablement s'attendre à recevoir au moment de la production de sa déclaration de revenu pour l'année;

(11) L'article 127 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (11.3), de ce qui suit :

(11.4) Pour l'application de la définition de «traitement et salaire admissibles» au paragraphe (9), les traitement et salaire admissibles payables par un contribuable donné au cours d'une année d'imposition à un apprenti admissible au titre de l'emploi de celui-ci au cours de l'année sont réputés être nuls si l'apprenti est au service d'un autre contribuable qui est lié au contribuable donné (y compris une société de personnes dont l'un des associés est lié au contribuable donné) au cours de l'année civile qui comprend la fin de l'année d'imposition du contribuable donné. Toutefois, cette règle ne s'applique pas si l'ensemble des contribuables liés ont désigné le contribuable donné, dans le formulaire prescrit, comme étant le seul employeur de l'apprenti admissible pour l'application de cette définition, par le contribuable donné, aux traitement et salaire payables par lui à l'apprenti admissible au cours de l'année d'imposition en cause. Le cas échéant :

a) les traitement et salaire admissibles payables par le contribuable donné au cours de l'année d'imposition à l'apprenti admissible au titre de l'emploi de celui-ci au cours de l'année correspond à la somme déterminée compte non tenu du présent paragraphe;

b) les traitement et salaire admissibles payables à l'apprenti admissible par chacun des autres contribuables liés au cours de leur année d'imposition respective se terminant dans l'année civile sont réputés être nuls.

(12) Les paragraphes (1) à (8), (10) et (11) s'appliquent aux années d'imposition se terminant après le 1^{er} mai 2006. Toutefois, en ce qui concerne l'année d'imposition d'un contribuable se terminant en 2006, les

Special rule for eligible salary and wages — apprentices

Règle spéciale — traitement et salaire admissibles d'apprentis

(8.3) Where

(a) the amount that would, if the partnership were a person and its fiscal period were its taxation year, be determined in respect of the partnership under paragraph (a), (a.1), (a.4), (b) or (e.1) of the definition “investment tax credit” in subsection (9) for a taxation year

exceeds

(b) the total of all amounts each of which is the amount determined, under subsections (8) and (8.1), to be the share thereof of a limited partner of the partnership,

such portion of the excess as is reasonable in the circumstances (having regard to the investment in the partnership, including debt obligations of the partnership, of each of those members of the partnership who was a member of the partnership throughout the fiscal period of the partnership and who was not a limited partner of the partnership during the fiscal period of the partnership) shall, for the purposes of subsection (8), be considered to be the amount that may reasonably be considered to be that member's share of the amount described in paragraph (a).

(13) Subsection (9) applies to the 2007 and subsequent taxation years except that, for a 2007 or 2008 taxation year that immediately follows a taxation year that ended before 2007, the reference in the formula in subsection 127(10.2) of the Act, as enacted by subsection (9), to “\$6,000,000” is to be read as a reference to “\$5,000,000” and the reference to “\$400,000” in the description of A is to be read as a reference to “\$300,000”.

35. (1) Paragraph 127.531(a) of the Act is replaced by the following:

(a) an amount deducted under subsection 118(1), (2) or (10), 118.01(2), 118.02(2), 118.03(2) or 118.3(1) or any of sections 118.5 to 118.7 in computing the individual's tax payable for the year under this Part; or

paragraphes 127(8.3) et (8.31) de la même loi, édictés par le paragraphe (6), sont réputés avoir le libellé suivant :

(8.3) Pour l'application du paragraphe (8), la partie du montant visé à l'alinéa a) qu'il est raisonnable de considérer comme la part de chaque associé qui n'était pas commanditaire de la société de personnes au cours d'un exercice de celle-ci mais qui en était un associé tout au long de cet exercice est la partie raisonnable en l'espèce — étant donné l'investissement de cet associé dans la société de personnes, y compris celui représenté par des titres de créance — de l'excédent du montant visé à l'alinéa a) sur le total visé à l'alinéa b) :

a) le montant qui serait déterminé à l'égard de la société de personnes pour une année d'imposition selon les alinéas a), a.1), a.4), b) ou e.1) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement », au paragraphe (9), si elle était une personne et son exercice, son année d'imposition;

b) le total des montants dont chacun représente le montant qui, selon les paragraphes (8) et (8.1), constitue la part de chaque commanditaire de la société de personnes.

(13) Le paragraphe (9) s'applique aux années d'imposition 2007 et suivantes. Toutefois, pour ce qui est des années d'imposition 2007 et 2008 suivant toute année d'imposition s'étant terminée avant 2007, la mention « 6 000 000 \$ » dans la formule figurant au paragraphe 127(10.2) de la même loi, édictée par le paragraphe (9), vaut mention de « 5 000 000 \$ » et la mention « 400 000 \$ » à l'élément A de cette formule vaut mention de « 300 000 \$ ».

35. (1) L'alinéa 127.531a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) le montant déduit, en application des paragraphes 118(1), (2) ou (10), 118.01(2), 118.02(2), 118.03(2) ou 118.3(1) ou de l'un des articles 118.5 à 118.7, dans le calcul de l'impôt payable par le particulier pour l'année en vertu de la présente partie;

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years except that, in its application to the 2006 taxation year, paragraph 127.531(a) of the Act, as enacted by subsection (1), is to be read without its reference to subsection 118.03(2).

36. (1) Clause 128(2)(e)(iii)(A) of the Act is replaced by the following:

(A) under section 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.2, 118.3, 118.5, 118.6, 118.8 or 118.9,

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years except that, in its application to the 2006 taxation year, clause 128(2)(e)(iii)(A) of the Act, as enacted by subsection (1), is to be read without its reference to section 118.03.

37. (1) The portion of subsection 137(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part for a taxation year by a corporation that was, throughout the year, a credit union, an amount equal to the amount determined by multiplying the rate that would, if subsection 125(1.1) applied to the corporation for the year, be its small business deduction rate for the year within the meaning assigned by that subsection, by the amount, if any, by which the lesser of

(2) Subsection (1) applies to the 2008 and subsequent taxation years.

38. (1) Subsection 137.1(9) of the Act is replaced by the following:

(9) The tax payable under this Part by a corporation for a taxation year throughout which it was a deposit insurance corporation (other than a corporation incorporated under the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*) is the amount determined by the formula:

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 2006, l'alinéa 127.531a) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu du renvoi au paragraphe 118.03(2).

36. (1) La division 128(2)e)(iii)(A) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(A) des articles 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.2, 118.3, 118.5, 118.6, 118.8 ou 118.9,

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 2006, la division 128(2)e)(iii)(A) de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

37. (1) Le passage du paragraphe 137(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) La société qui est une caisse de crédit tout au long d'une année d'imposition peut déduire de son impôt payable par ailleurs pour l'année en vertu de la présente partie le produit de la multiplication du taux qui, si le paragraphe 125(1.1) s'appliquait à elle pour l'année, correspondrait au taux de la déduction pour petite entreprise qui lui est applicable pour l'année, déterminé selon ce paragraphe, par l'excédent éventuel de la moins élevée des sommes suivantes :

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2008 et suivantes.

38. (1) Le paragraphe 137.1(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9) L'impôt payable par une société en vertu de la présente partie pour une année d'imposition tout au long de laquelle elle était une compagnie d'assurance-dépôts — à l'exclusion d'une société constituée en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* — correspond à la somme obtenue par la formule suivante :

Additional
deduction

Crédit
supplémentaire
pour caisses de
crédit

Special tax rate

Taux
d'imposition
spécial

(38% - A) × B	(38 % - A) × B
where	où :
A is the rate that would, if subsection 125(1.1) applied to the corporation for the taxation year, be the corporation's small business deduction rate for the taxation year within the meaning assigned by that subsection; and	A représente le taux qui, si le paragraphe 125(1.1) s'appliquait à la société pour l'année, correspondrait au taux de la déduction pour petite entreprise qui lui est applicable pour l'année, déterminé selon ce paragraphe;
B is the corporation's taxable income for the taxation year.	B le revenu imposable de la société pour l'année.

(2) Subsection (1) applies to the 2008 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2008 et suivantes.

39. (1) Section 147.2 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

39. (1) L'article 147.2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

Letter of credit

(7) For the purposes of this section and any regulations made under subsection (2) or under subsection 147.1(18), an amount paid to a registered pension plan by the issuer of a letter of credit issued in connection with an employer's funding obligations under a defined benefit provision of the plan is deemed to be an eligible contribution made to the plan in respect of the provision by the employer with respect to the employer's employees or former employees, if

(7) Pour l'application du présent article et de toute disposition réglementaire prise en vertu du paragraphe (2) ou du paragraphe 147.1(18), la somme que verse à un régime de pension agréé l'émetteur d'une lettre de crédit délivrée relativement aux obligations financières d'un employeur prévues par une disposition à prestations déterminées du régime est réputée être une cotisation admissible que l'employeur verse au régime aux termes de la disposition au titre de ses employés actuels ou anciens dans le cas où, à la fois :

Lettre de crédit

(a) the amount is paid as a result of a default or failure under the terms of the letter of credit;

a) la somme est versée en raison d'un défaut ou d'un manquement aux conditions de la lettre de crédit;

(b) the use of the letter of credit is permitted under the *Pension Benefits Standards Act*, 1985 or a similar law of a province; and

b) l'utilisation de la lettre de crédit est autorisée en vertu de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* ou d'une loi provinciale semblable;

(c) the amount would have been an eligible contribution under subsection (2) if

c) la somme aurait été une cotisation admissible aux termes du paragraphe (2) si, à la fois :

(i) it had been paid to the plan by the employer, and

(i) elle avait été versée au régime par l'employeur,

(ii) this section were read without reference to this subsection.

(ii) le présent article s'appliquait compte non tenu du présent paragraphe.

(2) Subsection (1) applies after 2005.

(2) Le paragraphe (1) s'applique à compter de 2006.

40. (1) Subsections 190.1(1.1) and (1.2) of the Act are repealed.

(2) The portion of subsection 190.1(3) of the Act after paragraph (b) is repealed.

(3) Subsection 190.1(4) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a), by adding the word “and” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) an amount may be claimed under paragraph (3)(b) in computing a corporation's tax payable under this Part for a taxation year that ends before July 1, 2006 in respect of its unused Part I tax credit for a taxation year that ends after July 1, 2006 (referred to in this paragraph as the “credit taxation year”) only to the extent that the unused Part I tax credit exceeds the amount, if any, by which

(i) the amount that would, if this Part were read as it applied to the 2005 taxation year, be the corporation's tax payable under this Part for the credit taxation year

exceeds

(ii) the corporation's tax payable under this Part for the credit taxation year.

(4) Subsections (1) to (3) apply in respect of taxation years that end on or after July 1, 2006.

41. (1) Subsections 190.15(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

190.15 (1) For the purposes of this Part, the capital deduction of a corporation for a taxation year during which it was at any time a financial institution is \$1 billion unless the corporation was related to another financial institution at the end of the year, in which case, subject to subsection (4), its capital deduction for the year is nil.

(2) A corporation that is a financial institution at any time during a taxation year and that was related to another financial institution at the

40. (1) Les paragraphes 190.1(1.1) et (1.2) de la même loi sont abrogés.

(2) Le passage du paragraphe 190.1(3) de la même loi suivant l'alinéa b) est abrogé.

(3) Le paragraphe 190.1(4) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) une somme n'est déductible en application de l'alinéa (3)b) dans le calcul de l'impôt payable par une société en vertu de la présente partie pour une année d'imposition se terminant avant le 1^{er} juillet 2006 au titre de son crédit d'impôt de la partie I inutilisé pour une année d'imposition se terminant après cette date (appelée « année du crédit » 15 au présent alinéa) que dans la mesure où le montant de ce crédit dépasse l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) la somme qui correspondrait à l'impôt payable par la société en vertu de la présente partie pour l'année du crédit si la présente partie était remplacée par sa version applicable à l'année d'imposition 2005,

(ii) l'impôt payable par la société en vertu de la présente partie pour l'année du crédit.

(4) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent relativement aux années d'imposition se terminant après juin 2006.

41. (1) Les paragraphes 190.15(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

190.15 (1) Pour l'application de la présente partie, l'abattement de capital d'une société pour une année d'imposition au cours de laquelle elle est une institution financière correspond à 1 000 000 000 \$, sauf si elle est liée à une autre institution financière à la fin de l'année, auquel cas, sous réserve du paragraphe (4), son abattement de capital pour l'année est nul.

(2) La société qui est une institution financière au cours d'une année d'imposition et qui est liée à une autre institution financière à la fin

Capital deduction

Related financial institution

Abattement de capital

Institution financière liée

end of the year may file with the Minister an agreement in prescribed form on behalf of the related group of which the corporation is a member under which an amount that does not exceed \$1 billion is allocated among the members of the related group for the taxation year.

Allocation by Minister

(3) The Minister may request a corporation that is a financial institution at any time during a taxation year and that was related to any other financial institution at the end of the year to file with the Minister an agreement referred to in subsection (2) and, if the corporation does not file such an agreement within 30 days after receiving the request, the Minister may allocate an amount among the members of the related group of which the corporation is a member for the year not exceeding \$1 billion.

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end on or after July 1, 2006.

42. (1) Sections 190.16 and 190.17 of the Act are replaced by the following:

Transitional Provisions

Application to taxation year including July 1, 2006

190.16 (1) If a taxation year of a corporation begins before and ends on or after July 1, 2006, notwithstanding any other provision of this Part, the tax payable under this Part by the corporation for the taxation year is equal to the total of

(a) that proportion of the amount that would be the tax payable by the corporation under this Part for the taxation year, if this Part were read as it applied to the 2005 taxation year, that the number of days in the taxation year that are before that day is of the number of days in the taxation year, and

(b) that proportion of the amount that would, if this Part were read without reference to this section, be the tax payable by the corporation under this Part for the taxation year that the number of days in the taxation year that are on or after that day is of the number of days in the taxation year.

de l'année peut présenter au ministre, sur le formulaire prescrit, au nom du groupe lié dont elle est membre, un accord qui prévoit la répartition pour l'année, entre les membres du groupe lié, d'une somme n'excédant pas 1 000 000 000 \$.

(3) Le ministre peut demander à la société qui est une institution financière au cours d'une année d'imposition et qui est liée à une autre institution financière à la fin de l'année de lui présenter l'accord visé au paragraphe (2). Si la société ne présente pas cet accord dans les 30 jours suivant la réception de la demande, le ministre peut répartir pour l'année, entre les membres du groupe lié dont la société est membre, une somme n'excédant pas 1 000 000 000 \$.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 2006.

42. (1) Les articles 190.16 et 190.17 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Dispositions transitoires

190.16 (1) Malgré les autres dispositions de la présente partie, dans le cas où l'année d'imposition d'une société commence avant le 1^{er} juillet 2006 et se termine à cette date ou par la suite, l'impôt payable par la société en vertu de la présente partie pour l'année correspond au total des sommes suivantes :

Répartition par le ministre

Année d'imposition comprenant le 1^{er} juillet 2006

a) la proportion de la somme qui représenterait son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition si la présente partie était remplacée par sa version applicable à l'année d'imposition 2005, que représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont antérieurs à cette date par rapport au nombre total de jours de l'année d'imposition;

b) la proportion de la somme qui représenterait son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition si la présente partie s'appliquait compte non tenu du présent article, que représente le nombre de

Proportionate
allocation

(2) Any allocation made for the purpose of paragraph (1)(a) under subsection 190.15(2) or (3) shall be in the same proportion as the allocation, if any, made for the purpose of paragraph (1)(b) under subsection 190.15(2) or (3).

Capital
deduction
deemed

(3) For the purpose of applying subsection 190.15(5) to a corporation for a taxation year that is described in that subsection in circumstances where the “first such taxation year” referred to in that subsection is a taxation year to which subsection (1) applies, the capital deduction of the corporation for that “first such taxation year” is deemed to be the total of

(a) that proportion of the capital deduction amount allocated to the corporation for the purposes of paragraph (1)(a) that the number of days in the taxation year that are before July 1, 2006 is of the number of days in the taxation year, and

(b) that proportion of the capital deduction amount allocated to the corporation for the purposes of paragraph (1)(b) that the number of days in the taxation year that are after June 30, 2006 is of the number of days in the taxation year.

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end on or after July 1, 2006.

PART 2

AMENDMENTS TO THE INCOME TAX
ACT (DIVIDEND TAXATION)

43. (1) Subsection 15(1.1) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

(1.1) Notwithstanding subsection (1), if in a taxation year a corporation has paid a stock dividend to a person and it may reasonably be considered that one of the purposes of that payment was to significantly alter the value of

Conferring of
benefit

jours de l'année d'imposition qui sont postérieurs à juin 2006 par rapport au nombre total de jours de l'année d'imposition.

(2) Toute répartition effectuée pour l'application de l'alinéa (1)a), conformément aux paragraphes 190.15(2) ou (3), est effectuée dans la même proportion que celle effectuée pour l'application de l'alinéa (1)b), conformément aux mêmes paragraphes.

Répartition
proportionnelle

(3) Pour l'application du paragraphe 190.15(5) à une société pour une année d'imposition visée à ce paragraphe et par rapport à laquelle « la première de ces années », selon ce paragraphe, est une année d'imposition à laquelle le paragraphe (1) s'applique, l'abattement de capital de la société pour « la première de ces années » est réputé correspondre au total des sommes suivantes :

Montant réputé
d'abattement de
capital

a) la proportion du montant d'abattement de capital attribué à la société pour l'application de l'alinéa (1)a) que représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont antérieurs au 1^{er} juillet 2006 par rapport au nombre total de jours de l'année d'imposition;

b) la proportion du montant d'abattement de capital attribué à la société pour l'application de l'alinéa (1)b) que représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont postérieurs à juin 2006 par rapport au nombre total de jours de l'année d'imposition.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 2006.

PARTIE 2

MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT
SUR LE REVENU (IMPOSITION DES
DIVIDENDES)

43. (1) Le paragraphe 15(1.1) de la *Loi de 35 l'impôt sur le revenu* est remplacé par ce qui suit :

(1.1) Malgré le paragraphe (1), la juste valeur marchande d'un dividende en actions qu'une société verse à une personne au cours d'une année d'imposition est à inclure dans le calcul du revenu de cette personne pour l'année

Octroi d'un
avantageR.S., c. 1
(5th Supp.)L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

the interest of any specified shareholder of the corporation, the fair market value of the stock dividend shall, except to the extent that it is otherwise included in computing that person's income under any of paragraphs 82(1)(a), (a.1) and (c) to (e), be included in computing the income of that person for the year.

(2) Subsection (1) applies to dividends paid after 2005.

44. (1) Subsection 82(1) of the Act is 10 replaced by the following:

82. (1) In computing the income of a taxpayer for a taxation year, there shall be included the total of the following amounts:

(a) the amount, if any, by which 15

(i) the total of all amounts, other than eligible dividends and amounts described in paragraph (c), (d) or (e), received by the taxpayer in the taxation year from corporations resident in Canada as, on account of, 20 in lieu of payment of or in satisfaction of, taxable dividends,

exceeds

(ii) if the taxpayer is an individual, the total of all amounts paid by the taxpayer in 25 the taxation year that are deemed by subsection 260(5) to have been received by another person as taxable dividends (other than eligible dividends);

(a.1) the amount, if any, by which 30

(i) the total of all amounts, other than amounts included in computing the income of the taxpayer because of paragraph (c), (d) or (e), received by the taxpayer in the taxation year from corporations resident in 35 Canada as, on account of, in lieu of payment of or in satisfaction of, eligible dividends,

exceeds

(ii) if the taxpayer is an individual, the 40 total of all amounts paid by the taxpayer in the taxation year that are deemed by subsection 260(5) to have been received by another person as eligible dividends;

— sauf dans la mesure où elle est par ailleurs incluse dans le calcul du revenu de cette personne en vertu de l'un des alinéas 82(1)a), a.1) et c) à e) — s'il est raisonnable de 5 considérer qu'un des motifs du versement est de modifier de façon sensible la valeur de la participation d'un actionnaire déterminé de la société.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dividendes versés après 2005. 10

44. (1) Le paragraphe 82(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

82. (1) Le total des sommes ci-après est à inclure dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition : 15

a) l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des sommes, à l'exception des dividendes déterminés et des sommes 20 visées aux alinéas c), d) ou e), que le contribuable reçoit au cours de l'année de sociétés résidant au Canada au titre ou en paiement intégral ou partiel de dividendes imposables, 25

(ii) si le contribuable est un particulier, le total des sommes qu'il a versées au cours de l'année et qui sont réputées par le paragraphe 260(5) avoir été reçues par une autre personne à titre de dividendes 30 imposables (autres que des dividendes déterminés);

a.1) l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) : 35

(i) le total des sommes, à l'exception des sommes incluses dans le calcul du revenu du contribuable par l'effet des alinéas c), d) ou e), que le contribuable a reçues au cours de l'année de sociétés résidant au Canada 40 au titre ou en paiement intégral ou partiel de dividendes déterminés,

(ii) si le contribuable est un particulier, le total des sommes qu'il a versées au cours de l'année et qui sont réputées par le 45

Taxable
dividends
received

Dividendes
imposables reçus

(b) if the taxpayer is an individual, other than a trust that is a registered charity, the total of

(i) 25% of the amount determined under paragraph (a) in respect of the taxpayer for the taxation year, and

(ii) 45% of the amount determined under paragraph (a.1) in respect of the taxpayer for the taxation year;

(c) all taxable dividends received by the taxpayer in the taxation year, from corporations resident in Canada, under dividend rental arrangements of the taxpayer;

(d) all taxable dividends (other than taxable dividends described in paragraph (c)) received by the taxpayer in the taxation year from corporations resident in Canada that are not taxable Canadian corporations; and

(e) if the taxpayer is a trust, all amounts each of which is all or part of a taxable dividend (other than a taxable dividend described in paragraph (c) or (d)) that was received by the trust in the taxation year on a share of the capital stock of a taxable Canadian corporation and that can reasonably be considered to have been included in computing the income of a beneficiary under the trust who was non-resident at the end of the taxation year.

paragraphe 260(5) avoir été reçues par une autre personne à titre de dividendes déterminés;

b) si le contribuable est un particulier, autre qu'une fiducie qui est un organisme de bienfaisance enregistré, le total des sommes suivantes :

(i) 25 % de la somme déterminée selon l'alinéa a) relativement au contribuable pour l'année,

(ii) 45 % de la somme déterminée selon l'alinéa a.1) relativement au contribuable pour l'année;

c) les dividendes imposables que le contribuable a reçus au cours de l'année de sociétés résidant au Canada, dans le cadre de ses mécanismes de transfert de dividendes;

d) les dividendes imposables, à l'exception de ceux visés à l'alinéa c), que le contribuable a reçus au cours de l'année de sociétés résidant au Canada qui ne sont pas des sociétés canadiennes imposables;

e) si le contribuable est une fiducie, le total des sommes représentant chacune tout ou partie d'un dividende imposable, à l'exception de celui visé aux alinéas c) ou d), qu'il a reçu au cours de l'année sur une action du capital-actions d'une société canadienne imposable et qu'il est raisonnable de considérer comme ayant été inclus dans le calcul du revenu d'un de ses bénéficiaires qui était un non-résident à la fin de l'année.

(2) Subsection 82(3) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 82(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Where the amount that would, but for this subsection, be deductible under subsection 118(1) by reason of paragraph 118(1)(a) in computing a taxpayer's tax payable under this Part for a taxation year that is less than the amount that would be so deductible if no amount were required by subsection (1) to be included in computing the income for the year of the taxpayer's spouse or common-law partner and the taxpayer so elects in the taxpayer's return of income for the year under this Part, all amounts described in paragraph (1)(a) or (a.1) received in the year from taxable Canadian

(3) Lorsque le montant qui, sans le présent paragraphe, serait déductible en application du paragraphe 118(1) par l'effet de l'alinéa 118(1)a) dans le calcul de l'impôt payable par un contribuable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition est inférieur au montant qui serait ainsi déductible si aucun montant n'était à inclure, en application du paragraphe (1), dans le calcul du revenu de l'époux ou du conjoint de fait du contribuable pour l'année, les montants visés aux alinéas (1)a) ou a.1) qui ont été reçus au cours de l'année de sociétés canadiennes imposables, par

Dividends received by spouse or common-law partner

Dividendes reçus par l'époux ou le conjoint de fait

corporations by the taxpayer's spouse or common-law partner are deemed to have been so received by that taxpayer and not by the spouse or common-law partner.

(3) Subsections (1) and (2) apply to amounts received or paid after 2005.

45. (1) Paragraph 87(2)(z.2) of the Act is replaced by the following:

(z.2) for the purposes of Parts III and III.1, the new corporation is deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation;

(2) Subsection 87(2) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (tt) and by adding the following after paragraph (uu):

(vv) if the new corporation is a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation in its first taxation year, in computing its general rate income pool at the end of that first taxation year there shall be added the total of all amounts determined under subsection 89(5) in respect of the corporation for that first taxation year; and

(ww) if the new corporation is neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation in its first taxation year, there shall be added in computing its low rate income pool at any time in that first taxation year the total of all amounts determined under subsection 89(9) in respect of the corporation for that first taxation year.

(3) Subsections (1) and (2) apply to amalgamations that occur, and to windings-up that begin, after 2005.

46. (1) The portion of paragraph 88(1)(e.2) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(e.2) paragraphs 87(2)(c), (d.1), (e.1), (e.3), (g) to (l), (l.3) to (u), (x), (z.1), (z.2), (aa), (cc), (ll), (nn), (pp), (rr) and (tt) to (ww),

l'époux ou le conjoint de fait du contribuable, sont réputés avoir été reçus par le contribuable et non par son époux ou conjoint de fait si le contribuable en fait le choix dans la déclaration de revenu qu'il produit pour l'année en vertu de la présente partie.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux sommes reçues ou versées après 2005.

45. (1) L'alinéa 87(2)z.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

z.2) pour l'application des parties III et III.1, la nouvelle société est réputée être la même société que chaque société remplacée et en être la continuation;

(2) Le paragraphe 87(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa uu), de ce qui suit :

vv) si la nouvelle société est une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance-dépôts au cours de sa première année d'imposition, est inclus dans le calcul de son compte de revenu à taux général à la fin de cette première année le total des sommes déterminées à son égard selon le paragraphe 89(5) pour cette même année;

ww) si la nouvelle société n'est ni une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance-dépôts au cours de sa première année d'imposition, est inclus dans le calcul de son compte de revenu à taux réduit à un moment quelconque de cette première année le total des sommes déterminées à son égard selon le paragraphe 89(9) pour cette même année.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux fusions effectuées après 2005 et aux liquidations commençant après cette année.

46. (1) Le passage de l'alinéa 88(1)e.2) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

e.2) les alinéas 87(2)c), d.1), e.1), e.3), g) à l), l.3) à u), x), z.1), z.2), aa), cc), ll), nn), pp), rr) et tt) à ww), le paragraphe 87(6) et, sous

Application of
Parts III and III.1

General rate
income pool

Low rate income
pool

Application des
parties III et III.1

Compte de
revenu à taux
général

Compte de
revenu à taux
réduit

subsection 87(6) and, subject to section 78, subsection 87(7) apply to the winding-up as if the references in those provisions to

(2) Paragraph 88(1)(e.2) of the Act is amended by adding the following after subparagraph (viii):

(ix) “subsection 89(5)” and “subsection 89(9)” were read as “subsection 89(6)” and “subsection 89(10)”, respectively,

(3) Subsections (1) and (2) apply to windings-up that begin after 2005.

47. (1) Subsection 89(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“eligible dividend”
« dividende déterminé »

“eligible dividend” means a taxable dividend 15 that is received by a person resident in Canada, paid after 2005 by a corporation resident in Canada and designated, as provided under subsection (14), to be an eligible dividend;

“excessive eligible dividend designation”
« désignation excessive de dividende déterminé »

“excessive eligible dividend designation”, made 20 by a corporation in respect of an eligible dividend paid by the corporation at any time in a taxation year, means

(a) unless paragraph (c) applies to the dividend, if the corporation is in the taxation 25 year a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, the amount, if any, determined by the formula

$$(A - B) \times C/A$$

where

A is the total of all amounts each of which is the amount of an eligible dividend paid by the corporation in the taxation year,

B is the greater of nil and the corporation’s general rate income pool at the end of the 35 taxation year, and

C is the amount of the eligible dividend,

(b) unless paragraph (c) applies to the dividend, if the corporation is not a corporation described in paragraph (a), the amount, if 40 any, determined by the formula

$$A \times B/C$$

where

réserve de l’article 78, le paragraphe 87(7) s’appliquent à la liquidation, avec les modifications suivantes :

(2) L’alinéa 88(1)e.2) de la même loi est 5 modifié par adjonction, après le sous-alinéa 5 (viii), de ce qui suit :

(ix) « paragraphe 89(5) » et « paragraphe 89(9) » deviennent respectivement « paragraphe 89(6) » et « paragraphe 89(10) », 5

(3) Les paragraphes (1) et (2) s’appliquent 10 aux liquidations commençant après 2005.

47. (1) Le paragraphe 89(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« compte de revenu à taux général » Le compte 15 de revenu à taux général, à la fin d’une année d’imposition donnée, d’une société canadienne imposable qui est une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d’assurance-dépôts au cours de cette année correspond 20 à la somme positive ou négative obtenue par la formule suivante :

$$A - B$$

où :

A représente la somme positive ou négative 25 obtenue par la formule ci-après, avant la prise en compte des conséquences fiscales futures déterminées pour l’année donnée :

$$C + 0,68(D - E - F) + G + H - I$$

où :

C représente le compte de revenu à taux général de la société à la fin de son année d’imposition précédente,

D :

a) sauf en cas d’application de l’ali- 35 néa b), le revenu imposable de la société pour l’année donnée,

b) si la société est une compagnie d’assurance-dépôts au cours de l’année donnée, zéro, 40

E le produit de la multiplication de la somme déduite par la société pour l’année donnée en application du para-

« compte de
revenu à taux
général »
“general rate
income pool”

A is the lesser of

(i) the total of all amounts each of which is an eligible dividend paid by the corporation at that time, and

(ii) the corporation's low rate income pool at that time, 5

B is the amount of the eligible dividend, and

C is the amount determined under subparagraph (i) of the description of A, and

(c) an amount equal to the amount of the eligible dividend, if it is reasonable to consider that the eligible dividend was paid in a transaction, or as part of a series of transactions, one of the main purposes of which was to artificially maintain or increase the corporation's general rate income pool, or to artificially maintain or decrease the corporation's low rate income pool; 15

"general rate income pool" at the end of a particular taxation year, of a taxable Canadian corporation that is a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation in the particular taxation year, is the positive or negative amount determined by the formula 20

$$A - B \quad 25$$

where

A is the positive or negative amount that would, before taking into consideration the specified future tax consequences for the particular taxation year, be determined by the formula 30

$$C + 0.68(D - E - F) + G + H - I$$

where

C is the corporation's general rate income pool at the end of its preceding taxation year, 35

D is

(a) unless paragraph (b) applies, the corporation's taxable income for the particular taxation year, and 40

(b) if the corporation is a deposit insurance corporation in the particular taxation year, nil,

graphe 125(1) par le quotient de 100 par le taux de la déduction prévue par ce paragraphe pour cette année,

F :

a) si la société est une société privée sous contrôle canadien au cours de l'année donnée, son revenu de placement total pour cette année ou, s'il est moins élevé, son revenu imposable pour cette même année, 10

b) sinon, zéro,

G le total des sommes représentant chacune :

a) un dividende déterminé reçu par la société au cours de l'année donnée, 15

b) une somme déductible en application de l'article 113 dans le calcul du revenu imposable de la société pour l'année donnée,

H le total des sommes déterminées selon les paragraphes (4) à (6) relativement à la société pour l'année donnée, 20

I :

a) sauf en cas d'application de l'alinéa b), l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) : 25

(i) le total des sommes représentant chacune le montant d'un dividende déterminé versé par la société au cours de son année d'imposition précédente,

(ii) le total des sommes représentant chacune le montant d'une désignation excessive de dividende déterminé effectuée par la société au cours de son année d'imposition précédente, 35

b) si le paragraphe (4) s'applique à la société au cours de l'année donnée, zéro; 40

B 68 % de l'excédent éventuel de la somme visée à l'alinéa a) sur la somme visée à l'alinéa b) :

"general rate income pool"
« compte de revenu à taux général »

- E is the amount determined by multiplying the amount, if any, deducted by the corporation under subsection 125(1) for the particular taxation year by the quotient obtained by dividing 100 by the rate of the deduction provided under that subsection for the particular taxation year, 5
- F is
- (a) if the corporation is a Canadian-controlled private corporation in the particular taxation year, the lesser of the corporation's aggregate investment income for the particular taxation year and the corporation's taxable income for the particular taxation year, and 10
- (b) in any other case, nil,
- G is the total of all amounts each of which is 20
- (a) an eligible dividend received by the corporation in the particular taxation year, or
- (b) an amount deductible under section 113 in computing the taxable income of the corporation for the particular taxation year, 25
- H is the total of all amounts determined under subsections (4) to (6) in respect of the corporation for the particular taxation year, and 30
- I is
- (a) unless paragraph (b) applies, the amount, if any, by which
- (i) the total of all amounts each of which is the amount of an eligible dividend paid by the corporation in its preceding taxation year 35
- exceeds
- (ii) the total of all amounts each of which is an excessive eligible dividend designation made by the corporation in its preceding taxation year, or 40
- a) le total des revenus imposables au taux complet (au sens de la définition de «revenu imposable au taux complet» au paragraphe 123.4(1), mais compte non tenu de ses sous-alinéas a)(i) à (iii)) de la société pour ses trois années d'imposition précédentes, calculé avant la prise en compte des conséquences fiscales futures déterminées, pour ces années, qui se présentent relativement à l'année donnée, 5 10
- b) le total des revenus imposables au taux complet (au sens de la définition de «revenu imposable au taux complet» au paragraphe 123.4(1), mais compte non tenu de ses sous-alinéas a)(i) à (iii)), de la société pour ces années précédentes. 15
- «compte de revenu à taux réduit» Le compte de revenu à taux réduit, à un moment donné d'une année d'imposition donnée, d'une société donnée résidant au Canada qui n'est ni une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance-dépôts au cours de l'année correspond à la somme obtenue par la formule suivante : 20
- $$(A + B + C + D + E + F) - (G + H) \quad 25$$
- où :
- A représente le compte de revenu à taux réduit de la société donnée à la fin de son année d'imposition précédente;
- B le total des sommes représentant chacune une somme déductible en application de l'article 112 dans le calcul du revenu imposable de la société donnée pour l'année au titre d'un dividende imposable (sauf un dividende déterminé) qui est devenu payable, au cours de l'année donnée mais avant le moment donné, à cette société par une société résidant au Canada; 30 35
- C le total des sommes déterminées selon les paragraphes (8) à (10) relativement à la société donnée pour l'année donnée; 40
- D :
- a) dans le cas où la société donnée serait, en l'absence de l'alinéa d) de la définition de «société privée sous contrôle canadien» au paragraphe 125(7), une société 45
- «compte de revenu à taux réduit»
"low rate income pool"

(b) if subsection (4) applies to the corporation in the particular taxation year, nil, and

B is 68% of the amount, if any, by which

(a) the total of the corporation's full rate taxable incomes (as would be defined in the definition "full rate taxable income" in subsection 123.4(1), if that definition were read without reference to its subparagraphs (a)(i) to (iii)) for the corporation's preceding three taxation years, determined without taking into consideration the specified future tax consequences, for those preceding taxation years, that arise in respect of the particular taxation year,

exceeds

(b) the total of the corporation's full rate taxable incomes (as would be defined in the definition "full rate taxable income" in subsection 123.4(1), if that definition were read without reference to its subparagraphs (a)(i) to (iii)) for those preceding taxation years;

"low rate income pool"
« compte de revenu à taux réduit »

"low rate income pool", at any particular time in a particular taxation year, of a corporation (in this definition referred to as the "non-CCPC") that is resident in Canada and is in the particular taxation year neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation, is the amount determined by the formula

$$(A + B + C + D + E + F) - (G + H)$$

where

A is the non-CCPC's low rate income pool at the end of its preceding taxation year,

B is the total of all amounts each of which is an amount deductible under section 112 in computing the non-CCPC's taxable income for the year in respect of a taxable dividend (other than an eligible dividend) that became payable, in the particular taxation year but before the particular time, to the non-CCPC by a corporation resident in Canada,

privée sous contrôle canadien au cours de son année d'imposition précédente, 80 % de son revenu de placement total pour cette année,

b) dans les autres cas, zéro;

E :

a) si la société donnée n'était pas une société privée sous contrôle canadien au cours de son année d'imposition précédente, 80 % du produit de la multiplication de la somme qu'elle a déduite en application du paragraphe 125(1) pour cette année par le quotient de 100 par le taux de la déduction prévue à ce paragraphe pour cette même année,

b) dans les autres cas, zéro;

F :

a) si la société donnée était une société de placement au cours de son année d'imposition précédente, quatre fois la somme qu'elle a déduite en application du paragraphe 130(1) pour cette année,

b) dans les autres cas, zéro;

G

le total des sommes représentant chacune un dividende imposable (sauf un dividende déterminé, un dividende sur les gains en capital au sens des paragraphes 130.1(4) ou 131(1) et un dividende imposable déductible par la société donnée en application du paragraphe 130.1(1) dans le calcul de son revenu pour l'année donnée ou pour son année d'imposition précédente) qui est devenu payable, au cours de l'année donnée mais avant le moment donné, par la société donnée;

H

le total des sommes représentant chacune le montant d'une désignation excessive de dividende déterminé effectuée par la société donnée au cours de l'année donnée mais avant le moment donné.

« désignation excessive de dividende déterminé » Est une désignation excessive de dividende déterminé effectuée par une société relativement à un dividende déterminé qu'elle a versé à un moment donné d'une année d'imposition :

« désignation excessive de dividende déterminé »
"excessive eligible dividend designation"

C	is the total of all amounts determined under subsections (8) to (10) in respect of the non-CCPC for the particular taxation year,	
D	is	
	(a) if the non-CCPC would, but for paragraph (d) of the definition "Canadian-controlled private corporation" in subsection 125(7), be a Canadian-controlled private corporation in its preceding taxation year, 80% of its aggregate investment income for its preceding taxation year, and	a) sauf dans le cas où l'alinéa c) s'applique au dividende, si la société est, au cours de l'année, une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance-dépôts, la somme obtenue par la formule suivante : $(A - B) \times C/A$
	(b) in any other case, nil,	où :
E	is	A représente le total des sommes représentant chacune le montant de tout dividende déterminé versé par la société au cours de l'année,
	(a) if the non-CCPC was not a Canadian-controlled private corporation in its preceding taxation year, 80% of the amount determined by multiplying the amount, if any, deducted by the corporation under subsection 125(1) for that preceding taxation year by the quotient obtained by dividing 100 by the rate of the deduction provided under that subsection for that preceding taxation year, and	B zéro ou, s'il est plus élevé, le compte de revenu à taux général de la société à la fin de l'année,
	(b) in any other case, nil,	C le montant du dividende déterminé;
F	is	b) sauf dans le cas où l'alinéa c) s'applique au dividende, si la société n'est pas visée à l'alinéa a), la somme obtenue par la formule suivante :
	(a) if the non-CCPC was an investment corporation in its preceding taxation year, four times the amount, if any, deducted by it under subsection 130(1) for its preceding taxation year, and	$A \times B/C$ où :
	(b) in any other case, nil,	A représente la moins élevée des sommes suivantes :
G	is the total of all amounts each of which is a taxable dividend (other than an eligible dividend, a capital gains dividend within the meaning assigned by subsection 130.1(4) or 131(1) or a taxable dividend deductible by the non-CCPC under subsection 130.1(1) in computing its income for the particular taxation year or for its preceding taxation year) that became payable, in the particular taxation year but before the particular time, by the non-CCPC, and	(i) le total des sommes représentant chacune un dividende déterminé versé par la société au moment donné, (ii) le compte de revenu à taux réduit de la société à ce moment, B le montant du dividende déterminé, C la somme déterminée selon le sous-alinéa (i) de l'élément A; c) une somme égale au montant du dividende déterminé, s'il est raisonnable de considérer que celui-ci a été versé dans le cadre d'une opération, ou d'une série d'opérations, dont l'un des principaux objets consistait à maintenir ou à augmenter artificiellement le compte de revenu à taux général de la société ou à maintenir ou à diminuer artificiellement son compte de revenu à taux réduit.

H is the total of all amounts each of which is an excessive eligible dividend designation made by the non-CCPC in the particular taxation year but before the particular time;

«dividende déterminé» Dividende imposable qui, à la fois, est reçu par une personne résidant au Canada, est versé après 2005 par une société résidant au Canada et est désigné à titre de dividende déterminé conformément au paragraphe (14).

«dividende déterminé»
"eligible dividend"

(2) Section 89 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(2) L'article 89 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

GRIP
addition —
becoming CCPC

(4) If, in a particular taxation year, a corporation is a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation but was, in its preceding taxation year, a corporation resident in Canada other than a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, there may be included in computing the corporation's general rate income pool at the end of the particular taxation year, the amount determined by the formula

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

where

A is the total of all amounts each of which is the cost amount to the corporation of a property immediately before the end of its preceding taxation year;

B is the amount of any money of the corporation on hand immediately before the end of its preceding taxation year;

C is the amount, if any, by which

(a) the total of all amounts that, if the corporation had had unlimited income for its preceding taxation year from each business carried on, and from each property held, by it in that preceding taxation year and had realized an unlimited amount of capital gains for that preceding taxation year, would have been deductible under subsection 111(1) in computing its taxable income for that preceding taxation year

exceeds

(4) La société qui est une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance-dépôts au cours d'une année d'imposition donnée et qui, au cours de son année d'imposition précédente, résidait au Canada mais n'était pas une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance-dépôts, peut inclure dans le calcul de son compte de revenu à taux général à la fin de l'année donnée la somme obtenue par la formule suivante :

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

où :

A représente le total des sommes représentant chacune le coût indiqué d'un bien pour la société immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente;

B toute somme d'argent que la société avait en mains immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente,

C l'excédent éventuel de la somme visée à l'alinéa a) sur la somme visée à l'alinéa b) :

a) le total des sommes qui auraient été déductibles en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société pour son année d'imposition précédente si elle avait eu, pour cette année, un revenu illimité provenant de chaque entreprise qu'elle exploitait, et de chaque bien qu'elle détenait, au cours de cette même année et avait réalisé, pour cette année, un montant illimité de gains en capital,

b) le total des sommes déduites en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société pour cette année d'imposition précédente;

Majoration du
compte de
revenu à taux
général —
société devenue
SPCC

(b) the total of all amounts deducted under subsection 111(1) in computing the corporation's taxable income for that preceding taxation year;	
D is the total of all amounts each of which is the amount of any debt owing by the corporation, or of any other obligation of the corporation to pay any amount, that was outstanding immediately before the end of its preceding taxation year;	D le total des sommes représentant chacune le montant de toute dette de la société, ou autre obligation de la société de payer une somme, qui était impayée immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente; 5
E is the paid up capital, immediately before the end of its preceding taxation year, of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the corporation;	E le capital versé, immédiatement avant la fin de l'année d'imposition précédente de la société, au titre de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital- 10 actions;
F is the total of all amounts each of which is a reserve deducted in computing the corporation's income for its preceding taxation year;	F le total des sommes représentant chacune une provision déduite dans le calcul du revenu de la société pour son année d'imposition précédente; 15
G is the corporation's capital dividend account, if any, immediately before the end of its preceding taxation year; and 20	G le compte de dividendes en capital, s'il y a lieu, de la société immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente;
H is the corporation's low rate income pool immediately before the end of its preceding taxation year.	H le compte de revenu à taux réduit de la société immédiatement avant la fin de son 20 année d'imposition précédente.
(5) If a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation (in this subsection referred to as the "new corporation") is formed as a result of an amalgamation (within the meaning assigned by subsection 87(1)), there shall be included in computing the new corporation's general rate income pool at the end of its first taxation year the total of all amounts each of which is	(5) La société privée sous contrôle canadien ou la compagnie d'assurance-dépôts (appelées « nouvelle société » au présent paragraphe) issue d'une fusion, au sens du paragraphe 25 87(1), est tenue d'inclure dans le calcul de son compte de revenu à taux général à la fin de sa première année d'imposition le total des sommes représentant chacune :
(a) in respect of a predecessor corporation that was, in its taxation year that ended immediately before the amalgamation (in this paragraph referred to as its "last taxation year"), a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, the positive or negative amount determined in respect of the predecessor corporation by the formula	a) en ce qui concerne une société remplacée 30 qui était une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance-dépôts au cours de son année d'imposition ayant pris fin immédiatement avant la fusion (appelée « dernière année d'imposition » au 35 présent alinéa), la somme positive ou négative déterminée à l'égard de la société remplacée selon la formule suivante :
A - B	A - B
where	où : 40
	A représente le compte de revenu à taux général de la société remplacée à la fin de sa dernière année d'imposition,

GRIP
addition — post-
amalgamationCompte de
revenu à taux
général —
société fusionnée

- A is the predecessor corporation's general rate income pool at the end of its last taxation year, and
- B is the amount, if any, by which
- (i) the total of all amounts each of 5 which is an eligible dividend paid by the predecessor corporation in its last taxation year exceeds
- (ii) the total of all amounts each of 10 which is an excessive eligible dividend designation made by the predecessor corporation in its last taxation year; or
- (b) in respect of a predecessor corporation (in this paragraph referred to as the "non- 15 CCPC predecessor") that was, in its taxation year that ended immediately before the amalgamation (in this paragraph referred to as its "last taxation year"), not a Canadian-controlled private corporation or a deposit 20 insurance corporation, the amount determined by the formula

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

where

- A is the total of all amounts each of which is 25 the cost amount to the non-CCPC predecessor of a property immediately before the end of its last taxation year,
- B is the amount of any money of the non-CCPC predecessor on hand immediately 30 before the end of its last taxation year,
- C is the amount, if any, by which
- (i) the total of all amounts that, if the non-CCPC predecessor had had unlimited income for its last taxation year 35 from each business carried on, and from each property held, by it in that last taxation year and had realized an unlimited amount of capital gains for that last taxation year, would have been 40 deductible under subsection 111(1) in computing its taxable income for that last taxation year

exceeds

- B l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii):
- (i) le total des sommes représentant chacune un dividende déterminé versé 5 par la société remplacée au cours de sa dernière année d'imposition,
- (ii) le total des sommes représentant chacune le montant d'une désignation excessive de dividende déterminé 10 qu'elle a effectuée au cours de cette même année;
- b) en ce qui concerne une société remplacée qui, au cours de son année d'imposition ayant pris fin immédiatement avant la fusion 15 (appelée « dernière année d'imposition » au présent alinéa), n'était pas une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance-dépôts, la somme obtenue par la formule suivante: 20

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

où:

- A représente le total des sommes représentant chacune le coût indiqué d'un bien pour la société remplacée immédiatement 25 avant la fin de sa dernière année d'imposition,
- B toute somme d'argent que la société remplacée avait en mains immédiatement avant la fin de sa dernière année d'impo- 30 sition,
- C l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii):
- (i) le total des sommes qui auraient été 35 déductibles en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société remplacée pour sa dernière année d'imposition si elle avait eu, pour cette année, un revenu 40 illimité provenant de chaque entreprise qu'elle exploitait, et de chaque bien qu'elle détenait, au cours de cette même année et avait réalisé, pour cette année, un montant illimité de gains en 45 capital,

	(ii) the total of all amounts deducted under subsection 111(1) in computing the non-CCPC predecessor's taxable income for its last taxation year,		(ii) le total des sommes déduites en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société remplacée pour sa dernière année d'imposition;	5
	D is the total of all amounts each of which is the amount of any debt owing by the non-CCPC predecessor, or of any other obligation of the non-CCPC predecessor to pay any amount, that was outstanding immediately before the end of its last taxation year,	5	D le total des sommes représentant chacune le montant de toute dette de la société remplacée, ou autre obligation de la société remplacée de payer une somme, qui était impayée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition;	10
	E is the paid up capital, immediately before the end of its last taxation year, of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the non-CCPC predecessor,	15	E le capital versé, immédiatement avant la fin de la dernière année d'imposition de la société remplacée, de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital-actions;	15
	F is the total of all amounts each of which is a reserve deducted in computing the non-CCPC predecessor's income for its last taxation year,	20	F le total des sommes représentant chacune une provision déduite dans le calcul du revenu de la société remplacée pour sa dernière année d'imposition;	20
	G is the non-CCPC predecessor's capital dividend account, if any, immediately before the end of its last taxation year, and		G le compte de dividendes en capital, s'il y a lieu, de la société remplacée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition;	
	H is the non-CCPC predecessor's low rate income pool immediately before the end of its last taxation year.	25	H le compte de revenu à taux réduit de la société remplacée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition.	25
GRIP addition — post-winding-up	(6) If subsection 88(1) applies to the winding-up of a subsidiary into a parent (within the meanings assigned by that subsection) that is a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, there shall be included in computing the parent's general rate income pool at the end of its taxation year that immediately follows the taxation year during which it receives the assets of the subsidiary on the winding-up	30	(6) En cas d'application du paragraphe 88(1) à la liquidation de la filiale d'une société mère (« filiale » et « société mère » s'entendant au sens de ce paragraphe) qui est une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance-dépôts, est à inclure dans le calcul du compte de revenu à taux général de la société mère à la fin de son année d'imposition suivant l'année d'imposition au cours de laquelle elle reçoit les biens de la filiale par suite de la liquidation celle des sommes ci-après qui est applicable :	30
	(a) if the subsidiary was, in its taxation year during which its assets were distributed to the parent on the winding-up (in this paragraph referred to as its "last taxation year"), a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, the positive or negative amount determined by the formula	40	a) si la filiale était une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance-dépôts au cours de son année d'imposition où la société mère reçoit les biens de la filiale par suite de la liquidation (appelée	40

A - B

45

where

Compte de
revenu à taux
général
société liquidée

- A is the subsidiary's general rate income pool at the end of its last taxation year, and
- B is the amount, if any, by which
- (i) the total of all amounts each of which is an eligible dividend paid by the subsidiary in its last taxation year exceeds
- (ii) the total of all amounts each of which is an excessive eligible dividend designation made by the subsidiary in its last taxation year; and
- (b) in any other case, the amount determined by the formula
- $$A + B + C - D - E - F - G - H$$
- where
- A is the total of all amounts each of which is the cost amount to the subsidiary of a property immediately before the end of its taxation year during which its assets were distributed to the parent on the winding-up (in this paragraph referred to as its "last taxation year"),
- B is the amount of any money of the subsidiary on hand immediately before the end of its last taxation year,
- C is the amount, if any, by which
- (i) the total of all amounts that, if the subsidiary had had unlimited income for its last taxation year from each business carried on, and from each property held, by it in that last taxation year and had realized an unlimited amount of capital gains for that last taxation year, would have been deductible under subsection 111(1) in computing its taxable income for that last taxation year exceeds
- (ii) the total of all amounts deducted under subsection 111(1) in computing the subsidiary's taxable income for its last taxation year,

« dernière année d'imposition » au présent alinéa), la somme positive ou négative obtenue par la formule suivante :

$$A - B$$

- où :
- A représente le compte de revenu à taux général de la filiale à la fin de sa dernière année d'imposition,
- B l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :
- (i) le total des sommes représentant chacune un dividende déterminé versé par la filiale au cours de sa dernière année d'imposition,
- (ii) le total des sommes représentant chacune le montant d'une désignation excessive de dividende déterminé effectuée par la filiale au cours de cette même année;
- b) sinon, la somme obtenue par la formule suivante :
- $$A + B + C - D - E - F - G - H$$
- où :
- A représente le total des sommes représentant chacune le coût indiqué d'un bien pour la filiale immédiatement avant la fin de son année d'imposition au cours de laquelle la société mère reçoit les biens de la filiale par suite de la liquidation (appelée « dernière année d'imposition » au présent alinéa),
- B toute somme d'argent que la filiale avait en mains immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition,
- C l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :
- (i) le total des sommes qui auraient été déductibles en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la filiale pour sa dernière année d'imposition si elle avait eu, pour cette année, un revenu illimité

- D is the total of all amounts each of which is the amount of any debt owing by the subsidiary, or of any other obligation of the subsidiary to pay any amount, that was outstanding immediately before the end of its last taxation year, 5
- E is the paid up capital, immediately before the end of its last taxation year, of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the subsidiary, 10
- F is the total of all amounts each of which is a reserve deducted in computing the subsidiary's income for its last taxation year, 15
- G is the subsidiary's capital dividend account, if any, immediately before the end of its last taxation year, and 15
- H is the subsidiary's low rate income pool immediately before the end of its last taxation year. 20

(7) If a corporation was (or, but for an election under subsection (11), would have been), throughout its first taxation year that includes any part of January 1, 2006, a Canadian-controlled private corporation, its general rate income pool at the end of its immediately preceding taxation year is deemed to be the greater of nil and the amount determined by the formula

$A - B$ 30

where

A is the total of

provenant de chaque entreprise qu'elle exploitait, et de chaque bien qu'elle détenait, au cours de cette même année et avait réalisé, pour cette année, un montant illimité de gains en capital, 5

(ii) le total des sommes déduites en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la filiale pour sa dernière année d'imposition, 10

D le total des sommes représentant chacune le montant de toute dette de la filiale, ou autre obligation de la filiale de payer une somme, qui était impayée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition, 15

E le capital versé, immédiatement avant la fin de la dernière année d'imposition de la filiale, au titre de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital-actions, 20

F le total des sommes représentant chacune une provision déduite dans le calcul du revenu de la filiale pour sa dernière année d'imposition, 25

G le compte de dividendes en capital, s'il y a lieu, de la filiale immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition,

H le compte de revenu à taux réduit de la filiale immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition. 30

(7) Dans le cas où une société a été une société privée sous contrôle canadien, ou aurait été une telle société en l'absence du choix prévu au paragraphe (11), tout au long de sa première année d'imposition comprenant une partie quelconque du 1^{er} janvier 2006, son compte de revenu à taux général à la fin de son année d'imposition précédente correspond à zéro ou, si elle est plus élevée, à la somme obtenue par la formule suivante : 35 40

$A - B$

où :

A représente le total des sommes suivantes :

GRIP addition
for 2006

Majoration du
compte de
revenu à taux
général — 2006

(a) 63% of the total of all amounts each of which is the corporation's full rate taxable income (as defined in subsection 123.4(1)), for a taxation year of the corporation that ended after 2000 and before 2004, determined before taking into consideration the specified future tax consequences for that taxation year,

(b) 63% of the total of all amounts each of which is the corporation's full rate taxable income (as would be defined in subsection 123.4(1), if that definition were read without reference to its subparagraphs (a)(i) and (ii)), for a taxation year of the corporation that ended after 2003 and before 2006, determined before taking into consideration the specified future tax consequences for that taxation year, and

(c) all amounts each of which was deductible under subsection 112(1) in computing the corporation's taxable income for a taxation year of the corporation (in this paragraph referred to as the "particular corporation") that ended after 2000 and before 2006, and is in respect of a dividend received from a corporation (in this paragraph referred to as the "payer corporation") that was, at the time it paid the dividend, connected (within the meaning assigned by subsection 186(4)) with the particular corporation, to the extent that it is reasonable to consider, having regard to all the circumstances (including but not limited to other shareholders having received dividends from the payer corporation), that the dividend was attributable to an amount that is, or if this subsection applied to the payer corporation would be, described in this paragraph or in paragraph (a) or (b) in respect of the payer corporation; and

B is the total of all amounts each of which is a taxable dividend paid by the corporation in those taxation years.

a) 63 % du total des sommes représentant chacune son revenu imposable au taux complet, au sens du paragraphe 123.4(1), pour une de ses années d'imposition s'étant terminée après 2000 et avant 2004, calculé avant la prise en compte des conséquences fiscales futures déterminées pour cette année d'imposition,

b) 63 % du total des sommes représentant chacune son revenu imposable au taux complet, au sens du paragraphe 123.4(1), mais compte non tenu des sous-alinéas a)(i) et (ii) de cette définition, pour une de ses années d'imposition s'étant terminée après 2003 et avant 2006, calculé avant la prise en compte des conséquences fiscales futures déterminées pour cette année d'imposition,

c) le total des sommes dont chacune était déductible en application du paragraphe 112(1) dans le calcul de son revenu imposable pour une de ses années d'imposition s'étant terminée après 2000 et avant 2006 et se rapporte à un dividende qu'elle a reçu d'une société (appelée « société payeuse » au présent alinéa) qui lui était rattachée (au sens du paragraphe 186(4)) au moment du versement du dividende, dans la mesure où il est raisonnable de considérer, compte tenu des circonstances (notamment la réception par d'autres actionnaires de dividendes de la société payeuse), que le dividende était attribuable à une somme qui est visée au présent alinéa ou aux alinéas a) ou b) relativement à la société payeuse, ou le serait si le présent paragraphe s'appliquait à cette société;

B le total des sommes représentant chacune un dividende imposable qu'elle a versé au cours de ces années.

LRIP addition —
ceasing to be
CCPC

(8) If, in a particular taxation year, a corporation is neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation but was, in its preceding taxation year, a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, there shall be included in computing the corporation's low rate income pool at any time in the particular taxation year the amount determined by the formula

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

where

A is the total of all amounts each of which is the cost amount to the corporation of a property immediately before the end of its preceding taxation year;

B is the amount of any money of the corporation on hand immediately before the end of its preceding taxation year;

C is the amount, if any, by which
(a) the total of all amounts that, if the corporation had had unlimited income for its preceding taxation year from each business carried on, and from each property held, by it in that preceding taxation year and had realized an unlimited amount of capital gains for that preceding taxation year, would have been deductible under subsection 111(1) in computing its taxable income for that preceding taxation year

exceeds

(b) the total of all amounts deducted under subsection 111(1) in computing the corporation's taxable income for its preceding taxation year;

D is the total of all amounts each of which is the amount of any debt owing by the corporation, or of any other obligation of the corporation to pay any amount, that was outstanding immediately before the end of its preceding taxation year;

(8) La société qui n'est pas une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance-dépôts au cours d'une année d'imposition donnée, mais qui l'était au cours de son année d'imposition précédente est tenue d'inclure dans le calcul de son compte de revenu à taux réduit à un moment de l'année donnée la somme obtenue par la formule suivante :

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

où :

A représente le total des sommes représentant chacune le coût indiqué d'un bien pour la société immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente;

B toute somme d'argent que la société avait en mains immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente;

C l'excédent éventuel de la somme visée à l'alinéa a) sur la somme visée à l'alinéa b) :

a) le total des sommes qui auraient été déductibles en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société pour son année d'imposition précédente si elle avait eu, pour cette année, un revenu illimité provenant de chaque entreprise qu'elle exploitait, et de chaque bien qu'elle détenait, au cours de cette même année et avait réalisé, pour cette année, un montant illimité de gains en capital,

b) le total des sommes déduites en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société pour son année d'imposition précédente;

D le total des sommes représentant chacune le montant de toute dette de la société, ou autre obligation de la société de payer une somme, qui était impayée immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente;

E le capital versé, immédiatement avant la fin de l'année d'imposition précédente de la société, de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital-actions;

Majoration du
compte de
revenu à taux
réduit — société
qui cesse d'être
une SPCC

E is the paid up capital, immediately before the end of its preceding taxation year, of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the corporation;	F le total des sommes représentant chacune une provision déduite dans le calcul du revenu de la société pour son année d'imposition précédente;
F is the total of all amounts each of which is a reserve deducted in computing the corporation's income for its preceding taxation year;	5 G : 5
G is (a) if the corporation is not a private corporation in the particular taxation year, 10 the corporation's capital dividend account, if any, immediately before the end of its preceding taxation year, and (b) in any other case, nil; and	a) si la société n'est pas une société privée au cours de l'année donnée, son compte de dividendes en capital, s'il y a lieu, immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente, 10 b) dans les autres cas, zéro;
H is the positive or negative amount determined by the formula $I - J$	H la somme positive ou négative obtenue par la formule suivante : $I - J$
where	où : 15
I is the corporation's general rate income pool at the end of its preceding taxation year, and	I représente le compte de revenu à taux général de la société à la fin de son année d'imposition précédente,
J is the amount, if any, by which (a) the total of all amounts each of which is an eligible dividend paid by the corporation in its preceding taxation year exceeds (b) the total of all amounts each of which is an excessive eligible dividend designation made by the corporation in its preceding taxation year.	J l'excédent éventuel de la somme visée à l'alinéa a) sur la somme visée à l'alinéa b): a) le total des sommes représentant chacune un dividende déterminé versé par la société au cours de son année d'imposition précédente, 25 b) le total des sommes représentant chacune le montant d'une désignation excessive de dividende déterminé effectuée par la société au cours de son année d'imposition précédente. 30
LRIP addition — amalgamation (9) If a corporation that is resident in Canada and that is neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation (in this subsection referred to as the "new corporation") is formed as a result of the amalgamation or merger of two or more corporations one or more of which is a taxable Canadian corporation, there shall be included in computing the new corporation's low rate income pool at any time in its first taxation year the total of all amounts each of which is	(9) La société résidant au Canada qui n'est ni une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance-dépôts (appelée « nouvelle société » au présent paragraphe) et qui est issue de la fusion ou de l'unification de plusieurs sociétés dont au moins une est une société canadienne imposable est tenue d'inclure dans le calcul de son compte de revenu à taux réduit à un moment de sa première année d'imposition le total des sommes représentant chacune : Majoration du compte de revenu à taux réduit — fusion

(a) in respect of a predecessor corporation that was, in its taxation year that ended immediately before the amalgamation, neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation, the predecessor corporation's low rate income pool at the end of that taxation year; and 5

(b) in respect of a predecessor corporation (in this paragraph referred to as the "CCPC predecessor") that was, throughout its taxation year that ended immediately before the amalgamation (in this paragraph referred to as its "last taxation year"), a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, the amount determined 15 by the formula

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

where

A is the total of all amounts each of which is the cost amount to the CCPC predecessor 20 of a property immediately before the end of its last taxation year,

B is the amount of any money of the CCPC predecessor on hand immediately before the end of its last taxation year, 25

C is the amount, if any, by which

(i) the total of all amounts that, if the CCPC predecessor had had unlimited income for its last taxation year from each business carried on, and from 30 each property held, by it in that last taxation year and had realized an unlimited amount of capital gains for that last taxation year, would have been deductible under subsection 111(1) in 35 computing its taxable income for that last taxation year

exceeds

(ii) the total of all amounts deducted under subsection 111(1) in computing 40 the CCPC predecessor's taxable income for its last taxation year,

D is the total of all amounts each of which is the amount of any debt owing by the CCPC predecessor, or of any other 45

a) en ce qui concerne une société remplacée qui n'était ni une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance-dépôts au cours de son année d'imposition ayant pris fin immédiatement avant la fusion, 5 le compte de revenu à taux réduit de la société remplacée à la fin de cette année;

b) en ce qui concerne une société remplacée qui a été une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance- 10 dépôts tout au long de son année d'imposition ayant pris fin immédiatement avant la fusion (appelée « dernière année d'imposition » au présent alinéa), la somme obtenue par la formule suivante : 15

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

où :

A représente le total des sommes représentant chacune le coût indiqué d'un bien pour la société remplacée immédiatement 20 avant la fin de sa dernière année d'imposition,

B toute somme d'argent que la société remplacée avait en mains immédiatement avant la fin de sa dernière année d'impo- 25 sition,

C l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des sommes qui auraient été 30 déductibles en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société remplacée pour sa dernière année d'imposition si elle avait eu, pour cette année, un revenu 35 illimité provenant de chaque entreprise qu'elle exploitait, et de chaque bien qu'elle détenait, au cours de cette même année et avait réalisé, pour cette année, un montant illimité de gains en 40 capital,

(ii) le total des sommes déduites en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société remplacée pour sa dernière 45 année d'imposition,

	obligation of the CCPC predecessor to pay any amount, that was outstanding immediately before the end of its last taxation year,		
E	is the paid up capital, immediately before the end of its last taxation year, of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the CCPC predecessor,	5	
F	is the total of all amounts each of which is a reserve deducted in computing the CCPC predecessor's income for its last taxation year,	10	
G	is		
	(i) if the new corporation is not a private corporation in its first taxation year, the CCPC predecessor's capital dividend account, if any, immediately before the end of its last taxation year, and	15	
	(ii) in any other case, nil, and	20	
H	is the positive or negative amount determined by the formula		
	$I - J$		
	where		
I	is the CCPC predecessor's general rate income pool at the end of its last taxation year, and	25	
J	is the amount, if any, by which		
	(i) the total of all amounts each of which is an eligible dividend paid by the CCPC predecessor in its last taxation year	30	
	exceeds		
	(ii) the total of all amounts each of which is an excessive eligible dividend designation made by the CCPC predecessor in its last taxation year.	35	
D	le total des sommes représentant chacune le montant de toute dette de la société remplacée, ou autre obligation de la société remplacée de payer une somme, qui était impayée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition,	5	
E	le capital versé, immédiatement avant la fin de la dernière année d'imposition de la société remplacée, de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital-actions,	10	
F	le total des sommes représentant chacune une provision déduite dans le calcul du revenu de la société remplacée pour sa dernière année d'imposition,	15	
G	:		
	(i) si la nouvelle société n'est pas une société privée au cours de sa première année d'imposition, le compte de dividendes en capital, s'il y a lieu, de la société remplacée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition,	20	
	(ii) dans les autres cas, zéro,		
H	la somme positive ou négative obtenue par la formule suivante :	25	
	$I - J$		
	où :		
I	représente le compte de revenu à taux général de la société remplacée à la fin de sa dernière année d'imposition,	30	
J	l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :		
	(i) le total des sommes représentant chacune un dividende déterminé versé par la société remplacée au cours de sa dernière année d'imposition,	35	
	(ii) le total des sommes représentant chacune le montant d'une désignation excessive de dividende déterminé effectuée par la société remplacée au cours de sa dernière année d'imposition.	40	
		45	

LRIP addition —
winding-up

(10) If, in a particular taxation year, a corporation (in this subsection referred to as the “parent”) is neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation and in the particular taxation year all or substantially all of the assets of another corporation (in this subsection referred to as the “subsidiary”) were distributed to the parent on a dissolution or winding-up of the subsidiary, there shall be included in computing the parent’s low rate income pool at any time in the particular taxation year that is at or after the end of the subsidiary’s taxation year (in this subsection referred to as the subsidiary’s “last taxation year”) during which its assets were distributed to the parent on the winding-up,

(a) if the subsidiary was, in its last taxation year, neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation, the subsidiary’s low rate income pool immediately before the end of that taxation year; and

(b) in any other case, the amount determined by the formula

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

where

A is the total of all amounts each of which is the cost amount to the subsidiary of a property immediately before the end of its last taxation year,

B is the amount of any money of the subsidiary on hand immediately before the end of its last taxation year,

C is the amount, if any, by which

(i) the total of all amounts that, if the subsidiary had had unlimited income for its last taxation year from each business carried on, and from each property held, by it in that last taxation year and had realized an unlimited amount of capital gains for that last taxation year, would have been deductible under subsection 111(1) in computing its taxable income for that last taxation year

exceeds

(10) La société (appelée « société mère » au présent paragraphe) qui n’est ni une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d’assurance-dépôts au cours d’une année d’imposition donnée et qui reçoit, au cours de cette année, la totalité ou la presque totalité des biens d’une autre société (appelée « filiale » au présent paragraphe) par suite de la dissolution ou de la liquidation de celle-ci est tenue d’inclure dans le calcul de son compte de revenu à taux réduit, à un moment de l’année donnée qui correspond ou est postérieur à la fin de l’année d’imposition de la filiale (appelée « dernière année d’imposition » au présent paragraphe) au cours de laquelle la société mère reçoit les biens de la filiale, celle des sommes ci-après qui est applicable :

a) si la filiale n’était pas une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d’assurance-dépôts au cours de sa dernière année d’imposition, son compte de revenu à taux réduit immédiatement avant la fin de cette année;

b) dans les autres cas, la somme obtenue par la formule suivante :

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

où :

A représente le total des sommes représentant chacune le coût indiqué d’un bien pour la filiale immédiatement avant la fin de sa dernière année d’imposition,

B toute somme d’argent que la filiale avait en mains immédiatement avant la fin de sa dernière année d’imposition,

C l’excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des sommes qui auraient été déductibles en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la filiale pour sa dernière année d’imposition si elle avait eu, pour cette année, un revenu illimité provenant de chaque entreprise qu’elle exploitait, et de chaque bien qu’elle

Majoration du
compte de
revenu à taux
réduit —
liquidation

	(ii) the total of all amounts deducted under subsection 111(1) in computing the subsidiary's taxable income for its last taxation year,		détenait, au cours de cette même année et avait réalisé, pour cette année, un montant illimité de gains en capital,	
D	is the total of all amounts each of which is the amount of any debt owing by the subsidiary, or of any other obligation of the subsidiary to pay any amount, that was outstanding immediately before the end of its last taxation year,	5	(ii) le total des sommes déduites en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la filiale pour sa dernière année d'imposition,	5
E	is the paid up capital, immediately before the end of its last taxation year, of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the subsidiary,	10	D le total des sommes représentant chacune le montant de toute dette de la filiale, ou autre obligation de la filiale de payer une somme, qui était impayée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition,	10
F	is the total of all amounts each of which is a reserve deducted in computing the subsidiary's income for its last taxation year,	15	E le capital versé, immédiatement avant la fin de la dernière année d'imposition de la filiale, de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital-actions,	15
G	is		F le total des sommes représentant chacune une provision déduite dans le calcul du revenu de la filiale pour sa dernière année d'imposition,	20
	(i) if the parent is not a private corporation in the particular taxation year, the subsidiary's capital dividend account, if any, immediately before the end of its last taxation year, and	20	G :	
	(ii) in any other case, nil, and	25	(i) si la société mère n'est pas une société privée au cours de l'année donnée, le compte de dividendes en capital, s'il y a lieu, de la filiale immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition,	25
H	is the positive or negative amount determined by the formula		(ii) dans les autres cas, zéro,	30
	$I - J$		H la somme positive ou négative obtenue par la formule suivante :	
	where		$I - J$	
I	is the subsidiary's general rate income pool at the end of its last taxation year, and	30	où :	
J	is the amount, if any, by which		I représente le compte de revenu à taux général de la filiale à la fin de sa dernière année d'imposition,	35
	(i) the total of all amounts each of which is an eligible dividend paid by the subsidiary in its last taxation year	35	J l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :	40
	exceeds		(i) le total des sommes représentant chacune un dividende déterminé versé par la filiale au cours de sa dernière année d'imposition,	
	(ii) the total of all amounts each of which is an excessive eligible dividend designation made by the subsidiary in its last taxation year.	40		

		(ii) le total des sommes représentant chacune le montant d'une désignation excessive de dividende déterminé effectuée par la filiale au cours de sa dernière année d'imposition.	5
Election: non-CCPC	(11) Subject to subsection (12), a corporation that files with the Minister on or before its filing-due date for a particular taxation year an election in prescribed form to have this subsection apply is deemed for the purposes described in paragraph (d) of the definition "Canadian-controlled private corporation" in subsection 125(7) not to be a Canadian-controlled private corporation at any time in or after the particular taxation year.	(11) Pour l'application des dispositions énumérées à l'alinéa d) de la définition de « société privée sous contrôle canadien » au paragraphe 125(7), une société est réputée, sous réserve du paragraphe (12), ne pas être une société privée sous contrôle canadien au cours d'une année d'imposition ou par la suite si elle en fait le choix sur le formulaire prescrit présenté au ministre au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour l'année.	10
Revoking election	(12) If a corporation files with the Minister on or before its filing-due date for a particular taxation year a notice in prescribed form revoking, as of the end of the particular taxation year, an election described in subsection (11), the election ceases to apply to the corporation at the end of the particular taxation year.	(12) Le choix cesse de s'appliquer à une société à la fin d'une année d'imposition si la société présente au ministre sur le formulaire prescrit, au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour l'année, un avis le révoquant à compter de la fin de l'année.	20
Repeated elections — consent required	(13) If a corporation has, under subsection (12), revoked an election, any subsequent election under subsection (11) or subsequent revocation under subsection (12) is invalid unless (a) the Minister consents in writing to the subsequent election or the subsequent revocation, as the case may be; and (b) the corporation complies with any conditions imposed by the Minister.	(13) La société qui a révoqué le choix ne peut faire de choix subséquent en vertu du paragraphe (11) ni de révocation subséquente en vertu du paragraphe (12) que si, à la fois : a) le ministre y consent par écrit; b) la société se conforme à toute condition imposée par le ministre.	25 30
Dividend designation	(14) A corporation designates a dividend it pays at any time to be an eligible dividend by notifying in writing at that time each person or partnership to whom it pays all or any part of the dividend that the dividend is an eligible dividend.	(14) Le dividende versé par une société à un moment donné est désigné à titre de dividende déterminé par avis écrit indiquant qu'il s'agit d'un dividende déterminé, envoyé à ce moment à chaque personne ou société de personnes à laquelle la société verse tout ou partie du dividende.	35
Meaning of expression "deposit insurance corporation"	(15) For the purposes of paragraphs 87(2)(vv) and (ww) (including, for greater certainty, in applying those paragraphs as provided under paragraph 88(1)(e.2)), the definitions "excessive eligible dividend designation", "general rate income pool", and "low rate income pool" in subsection (1) and subsections	(15) Pour l'application des alinéas 87(2)vv) et ww) (compte tenu des modifications apportées à ces alinéas par l'effet de l'alinéa 88(1)e.2)), des définitions de « compte de revenu à taux général », « compte de revenu à taux réduit » et « désignation excessive de dividende déterminé » au paragraphe (1) et des	40

Choix d'une société de ne pas être une SPCC

Révocation du choix

Choix répétés — consentement requis

Désignation de dividende

Définition de « compagnie d'assurance-dépôts »

(4) to (6) and (8) to (10), a corporation is a deposit insurance corporation if it would be a deposit insurance corporation as defined in the definition “deposit insurance corporation” in subsection 137.1(5) were that definition read without reference to its paragraph (b) and were this Act read without reference to subsection 137.1(5.1).

(3) Subsections (1) and (2) apply to taxation years that end after 2005 except that

(a) subsection 89(7) of the Act, as enacted by subsection (2), applies only to the first taxation year of a corporation that includes any part of January 1, 2006; and

(b) in respect of a dividend paid before this Act is assented to, a designation under subsection 89(14) of the Act, as enacted by subsection (2), is deemed to have been made in a timely manner if it is made on or before the day that is 90 days after the day on which this Act is assented to.

48. (1) Subsection 121 of the Act is replaced by the following:

121. There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part by an individual for a taxation year the total of

(a) 2/3 of the amount, if any, that is required by subparagraph 82(1)(b)(i) to be included in computing the individual's income for the year; and

(b) 11/18 of the amount, if any, that is required by subparagraph 82(1)(b)(ii) to be included in computing the individual's income for the year.

(2) Subsection (1) applies to dividends paid after 2005.

49. (1) The definition “Canadian-controlled private corporation” in subsection 125(7) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b), by adding the word “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

paragraphes (4) à (6) et (8) à (10), est une compagnie d'assurance-dépôts la société qui serait une « compagnie d'assurance-dépôts » au sens du paragraphe 137.1(5) si cette définition s'appliquait compte non tenu de son alinéa b) et si la présente loi s'appliquait compte non tenu du paragraphe 137.1(5.1).

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition se terminant après 2005. Toutefois :

a) le paragraphe 89(7) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), ne s'applique qu'à la première année d'imposition d'une société qui comprend une partie quelconque du 1^{er} janvier 2006;

b) en ce qui concerne les dividendes versés avant la date de sanction de la présente loi, la désignation prévue au paragraphe 89(14) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, édicté par le paragraphe (2), est réputée avoir été effectuée dans le délai imparti si elle est effectuée au plus tard le quatre-vingt-dixième jour suivant cette date.

48. (1) L'article 121 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

121. Est déductible de l'impôt qu'un particulier est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente partie pour une année d'imposition le total des sommes suivantes :

a) 2/3 de la somme qui est à inclure dans le calcul de son revenu pour l'année selon le sous-alinéa 82(1)b)(i);

b) 11/18 de la somme qui est à inclure dans le calcul de son revenu pour l'année selon le sous-alinéa 82(1)b)(ii).

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dividendes versés après 2005.

49. (1) La définition de « société privée sous contrôle canadien », au paragraphe 125(7) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

Deduction for
taxable
dividends

Déduction pour
dividendes
imposables

(d) in applying subsection (1), paragraphs 87(2)(vv) and (ww) (including, for greater certainty, in applying those paragraphs as provided under paragraph 88(1)(e.2)), the definitions “excessive eligible dividend designation”, “general rate income pool” and “low rate income pool” in subsection 89(1) and subsections 89(4) to (6), (8) to (10) and 249(3.1), a corporation that has made an election under subsection 89(11) and that has not revoked the election under subsection 89(12);

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after 2005.

50. (1) Paragraph 127.52(1)(f) of the Act is replaced by the following:

(f) subsection 82(1) were read without reference to paragraph 82(1)(b);

(2) Subsection (1) applies to dividends paid after 2005.

51. (1) The Act is amended by adding the following after section 185:

d) pour l'application du paragraphe (1), des alinéas 87(2)vv) et ww) (compte tenu des modifications apportées à ces alinéas par l'effet de l'alinéa 88(1)e.2)), des définitions de « compte de revenu à taux général », « compte de revenu à taux réduit » et « désignation excessive de dividende déterminé » au paragraphe 89(1) et des paragraphes 89(4) à (6) et (8) à (10) et 249(3.1), la société qui a fait le choix prévu au paragraphe 89(11) et qui ne l'a pas révoqué selon le paragraphe 89(12).

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après 2005.

50. (1) L'alinéa 127.52(1)f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) le paragraphe 82(1) ne comporte pas l'alinéa b);

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dividendes versés après 2005.

51. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 185, de ce qui suit :

Tax on excessive eligible dividend designations

PART III.1
ADDITIONAL TAX ON EXCESSIVE ELIGIBLE DIVIDEND DESIGNATIONS

185.1 (1) A corporation that has made an excessive eligible dividend designation in respect of an eligible dividend paid by it at any time in a taxation year shall, on or before the corporation's balance-due day for the taxation year, pay a tax under this Part for the taxation year equal to the total of
(a) 20% of the excessive eligible dividend designation, and
(b) if the excessive eligible dividend designation arises because of the application of paragraph (c) of the definition “excessive eligible dividend designation” in subsection 89(1), 10% of the excessive eligible dividend designation.

PARTIE III.1
IMPÔT SUPPLÉMENTAIRE SUR LES DÉSIGNATIONS EXCESSIVES DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS

185.1 (1) La société qui a effectué une désignation excessive de dividende déterminé relativement à un dividende déterminé qu'elle a versé au cours d'une année d'imposition est tenue de payer, au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année, un impôt en vertu de la présente partie pour l'année égal au total des sommes suivantes :
a) 20 % du montant de la désignation excessive de dividende déterminé;
b) si la désignation excessive de dividende déterminé se produit en raison de l'application de l'alinéa c) de la définition de ce terme au paragraphe 89(1), 10 % du montant de la désignation.

Impôt sur les désignations excessives de dividendes déterminés

Election to treat excessive eligible dividend designation as an ordinary dividend

(2) If, in respect of an excessive eligible dividend designation that is not described in paragraph (1)(b) and that is made by a corporation in respect of an eligible dividend (in this subsection and subsection (3) referred to as the “original dividend”) paid by it at a particular time, the corporation would, if this Act were read without reference to this subsection, be required to pay a tax under subsection (1), and it elects in prescribed manner on or before the day that is 90 days after the day of mailing the notice of assessment in respect of that tax that would otherwise be payable under subsection (1), the following rules apply:

(a) notwithstanding the definition “eligible dividend” in subsection 89(1), the amount of the original dividend paid by the corporation is deemed to be the amount, if any, by which

(i) the amount of the original dividend, determined without reference to this subsection

exceeds

(ii) the amount claimed by the corporation in the election not exceeding the excessive eligible dividend designation, determined without reference to this subsection;

(b) an amount equal to the amount claimed by the corporation in the election is deemed to be a separate taxable dividend (other than an eligible dividend) that was paid by the corporation immediately before the particular time;

(c) each shareholder of the corporation who at the particular time held any of the issued shares of the class of shares in respect of which the original dividend was paid is deemed

(i) not to have received the original dividend, and

(ii) to have received at the particular time

(A) as an eligible dividend, the shareholder’s pro rata portion of the amount of any dividend determined under paragraph (a), and

(2) Dans le cas où une société serait tenue, en l’absence du présent paragraphe, de payer l’impôt prévu au paragraphe (1) relativement à une désignation excessive de dividende déterminé, non visée à l’alinéa (1)b), qu’elle effectue au titre d’un dividende déterminé (appelé « dividende initial » au présent paragraphe et au paragraphe (3)) qu’elle a versé à un moment donné, les règles ci-après s’appliquent si elle en fait le choix sur le formulaire prescrit au plus tard le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de mise à la poste de l’avis de cotisation concernant cet impôt qui serait payable par ailleurs en vertu du paragraphe (1):

a) malgré la définition de « dividende déterminé » au paragraphe 89(1), le montant du dividende initial versé par la société est réputé correspondre à l’excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii):

(i) le montant du dividende initial, déterminé compte non tenu du présent paragraphe,

(ii) la somme demandée par la société dans le document concernant le choix, n’excédant pas le montant de la désignation excessive de dividende déterminé, calculé compte non tenu du présent paragraphe;

b) une somme égale à celle demandée par la société dans le document concernant le choix est réputée être un dividende imposable distinct (autre qu’un dividende déterminé) qu’elle a versé immédiatement avant le moment donné;

c) chaque actionnaire de la société qui, au moment donné, détenait des actions émises de la catégorie d’actions sur laquelle le dividende initial a été versé est réputé, à la fois:

(i) ne pas avoir reçu le dividende initial,

(ii) avoir reçu, à ce moment, les sommes suivantes:

(A) à titre de dividende déterminé, sa part proportionnelle du montant de tout dividende calculé selon l’alinéa a),

Choix de traiter une désignation excessive de dividende déterminé comme un dividende ordinaire

	(B) as a taxable dividend (other than an eligible dividend) the shareholder's pro rata portion of the amount of any dividend determined under paragraph (b); and	5	(B) à titre de dividende imposable (autre qu'un dividende déterminé), sa part proportionnelle du montant de tout dividende calculé selon l'alinéa b);	
	(d) a shareholder's pro rata portion of a dividend paid at any time on a class of the shares of the capital stock of a corporation is that proportion of the dividend that the number of shares of that class held by the shareholder at that time is of the number of shares of that class outstanding at that time.	10	d) la part proportionnelle revenant à un actionnaire d'un dividende versé à un moment quelconque sur une catégorie d'actions du capital-actions d'une société correspond à la proportion du dividende que représente le rapport entre le nombre d'actions de cette catégorie qui sont détenues par l'actionnaire à ce moment et le nombre d'actions de cette catégorie qui sont en circulation à ce moment.	10
Concurrence with election	(3) An election under subsection (2) in respect of an original dividend is valid only if		(3) Le choix prévu au paragraphe (2) relatif à un dividende initial n'est valide que si les conditions suivantes sont réunies :	15
	(a) it is made with the concurrence of the corporation and all its shareholders	15	a) il est fait avec l'assentiment de la société et de ceux de ses actionnaires :	
	(i) who received or were entitled to receive all or any portion of the original dividend, and		(i) qui ont reçu ou pouvaient recevoir tout ou partie du dividende initial,	20
	(ii) whose addresses were known to the corporation; and	20	(ii) dont la société connaissait l'adresse;	
	(b) either		b) selon le cas :	
	(i) it is made on or before the day that is 30 months after the day on which the original dividend was paid, or	25	(i) il est fait au plus tard le jour qui suit de 30 mois le jour où le dividende initial a été versé,	25
	(ii) each shareholder described in subparagraph (a)(i) concurs with the election, in which case, notwithstanding subsections 152(4) to (5), any assessment of the tax, interest and penalties payable by each of those shareholders for any taxation year shall be made that is necessary to take the corporation's election into account.	30	(ii) chaque actionnaire visé au sous-alinéa a)(i) donne son assentiment au choix; dans ce cas, malgré les paragraphes 152(4) à (5), les cotisations voulues concernant l'impôt, les intérêts et les pénalités à payer par chacun de ces actionnaires pour une année d'imposition sont établies pour tenir compte du choix de la société.	
Exception for non-taxable shareholders	(4) If each shareholder who, in respect of an election made under subsection (2), is deemed by subsection (2) to have received a dividend at a particular time is also, at the particular time, a person all of whose taxable income is exempt from tax under Part I,	35	(4) Si chaque actionnaire qui est réputé par le paragraphe (2) avoir reçu un dividende à un moment donné en raison du choix prévu à ce paragraphe est, à ce moment, exonéré de l'impôt prévu à la partie I sur la totalité de son revenu imposable, les règles suivantes s'appliquent :	35
	(a) subsection (3) does not apply to the election; and	40	a) le paragraphe (3) ne s'applique pas au choix;	40
	(b) the election is valid only if it is made on or before the day that is 30 months after the day on which the original dividend was paid.		b) le choix n'est valide que s'il est fait au plus tard le jour qui suit de 30 mois le jour où le dividende initial a été versé.	

Choix — assentiment

Exception — actionnaires non assujettis à l'impôt

Return

185.2 (1) Every corporation resident in Canada that pays a taxable dividend (other than a capital gains dividend within the meaning assigned by subsection 130.1(4) or 131(1)) in a taxation year shall file with the Minister, not later than the corporation's filing-due date for the taxation year, a return for the year under this Part in prescribed form containing an estimate of the taxes payable by it under this Part for the taxation year.

Provisions applicable to Part

(2) Subsections 150(2) and (3), sections 151, 152, 158 and 159, subsections 161(1) and (11), sections 162 to 167 and Division J of Part I are applicable to this Part with such modifications as the circumstances require.

Joint and several liability from excessive eligible dividend designations

(3) Without limiting the liability of any person under any other provision of this Act, if a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation pays an eligible dividend in respect of which it has made an excessive eligible dividend designation to a shareholder with whom it does not deal at arm's length, the shareholder is jointly and severally, or solidarily, liable with the corporation to pay that proportion of the corporation's tax payable under this Part because of the designation that the amount of the eligible dividend received by the shareholder is of the total of all amounts each of which is a dividend in respect of which the designation was made.

Assessment

(4) The Minister may, at any time after the last day on which a corporation may make an election under subsection 185.1(2) in respect of an excessive eligible dividend designation, assess a person in respect of any amount payable under subsection (3) in respect of the designation, and the provisions of Division I of Part I (including, for greater certainty, the provisions in respect of interest payable) apply, with any modifications that the circumstances require, to an assessment made under this subsection as though it were made under section 152.

Déclaration

185.2 (1) Toute société résidant au Canada qui verse un dividende imposable, sauf un dividende sur les gains en capital au sens du paragraphe 130.1(4) ou 131(1), au cours d'une année d'imposition est tenue de présenter au ministre sur le formulaire prescrit, au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour l'année, une déclaration pour l'année en vertu de la présente partie contenant une estimation de son impôt à payer en vertu de la présente partie pour l'année.

Dispositions applicables

(2) Les paragraphes 150(2) et (3), les articles 151, 152, 158 et 159, les paragraphes 161(1) et (11), les articles 162 à 167 et la section J de la partie I s'appliquent à la présente partie, avec les adaptations nécessaires.

Responsabilité solidaire

(3) Sans que soit limitée la responsabilité de quiconque en vertu d'une autre disposition de la présente loi, l'actionnaire qui reçoit d'une société privée sous contrôle canadien ou d'une compagnie d'assurance-dépôts avec laquelle il a un lien de dépendance un dividende déterminé au titre duquel la société a fait une désignation excessive de dividende déterminé est solidairement tenu, avec la société, de payer la proportion de l'impôt à payer par la société en vertu de la présente partie en raison de la désignation que représente le rapport entre le montant du dividende déterminé qu'il a reçu et le total des sommes représentant chacune un dividende au titre duquel la désignation a été effectuée.

Cotisation

(4) Le ministre peut, à un moment postérieur au dernier jour où une société peut faire le choix prévu au paragraphe 185.1(2) relativement à une désignation excessive de dividende déterminé, établir une cotisation à l'égard d'une personne concernant une somme à payer en vertu du paragraphe (3) relativement à la désignation. Dès lors, les dispositions de la section I de la partie I, notamment celles portant sur les intérêts à payer, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute cotisation établie en vertu du présent paragraphe comme si elle avait été établie en application de l'article 152.

Rules applicable

(5) If under subsection (3) a corporation and a shareholder have become jointly and severally, or solidarily, liable to pay part or all of the corporation's tax payable under this Part in respect of an excessive eligible dividend designation described in subsection (3),

(a) a payment at any time by the shareholder on account of the liability shall, to the extent of the payment, discharge their liability after that time; and

(b) a payment at any time by the corporation on account of its liability shall discharge the shareholder's liability only to the extent of the amount determined by the formula

$$(A - B) \times C/D$$

where

A is the total of

(i) the amount of the corporation's liability, immediately before that time, under this Part in respect of the designation, and

(ii) the amount of the payment,

B is the amount of the corporation's liability, immediately before that time, under this Act,

C is the amount of the eligible dividend received by the shareholder, and

D the total of all amounts each of which is a dividend in respect of which the designation was made.

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after 2005 except that, in respect of a dividend paid before this Act is assented to, an election under subsection 185.1(2) of the Act, as enacted by subsection (1), is deemed to have been made in a timely manner if it is made on or before the day that is 30 months after the day on which this Act is assented to.

52. (1) Subsection 248(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Règles applicables

(5) Dans le cas où une société et un actionnaire sont solidairement tenus, par application du paragraphe (3), de payer tout ou partie de l'impôt à payer par la société en vertu de la présente partie relativement à une désignation excessive de dividende déterminée visée à ce paragraphe, les règles suivantes s'appliquent :

a) tout paiement fait par l'actionnaire à un moment donné au titre de l'obligation éteint d'autant l'obligation après ce moment;

b) tout paiement fait par la société à un moment donné au titre de son obligation n'éteint l'obligation de l'actionnaire qu'à concurrence de la somme obtenue par la formule suivante :

$$(A - B) \times C/D$$

où :

A représente le total des sommes suivantes :

(i) le montant de l'obligation de la société en vertu de la présente partie, immédiatement avant ce moment, relativement à la désignation,

(ii) le montant du paiement,

B le montant de l'obligation de la société en vertu de la présente loi immédiatement avant ce moment,

C le montant du dividende déterminé reçu par l'actionnaire,

D le total des sommes représentant chacune un dividende au titre duquel la désignation a été effectuée.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après 2005. Toutefois, en ce qui concerne un dividende versé avant la date de sanction de la présente loi, le choix prévu au paragraphe 185.1(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, édicté par le paragraphe (1), est réputé avoir été fait dans le délai imparti s'il est fait au plus tard le jour qui suit de 30 mois cette date.

52. (1) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"aggregate investment income" «revenu de placement total»	"aggregate investment income" has the meaning assigned by subsection 129(4);	«compte de revenu à taux général» S'entend au sens du paragraphe 89(1).	«compte de revenu à taux général» "general rate income pool"
"eligible dividend" «dividende déterminé»	"eligible dividend" has the meaning assigned by subsection 89(1);	«compte de revenu à taux réduit» S'entend au sens du paragraphe 89(1).	«compte de revenu à taux réduit» "low rate income pool"
"excessive eligible dividend designation" «désignation excessive de dividende déterminé»	"excessive eligible dividend designation" has the meaning assigned by subsection 89(1);	«désignation excessive de dividende déterminé» S'entend au sens du paragraphe 89(1).	«désignation excessive de dividende déterminé» "excessive eligible dividend designation"
"general rate income pool" «compte de revenu à taux général»	"general rate income pool" has the meaning assigned by subsection 89(1);	«dividende déterminé» S'entend au sens du paragraphe 89(1).	«dividende déterminé» "eligible dividend"
"low rate income pool" «compte de revenu à taux réduit»	"low rate income pool" has the meaning assigned by subsection 89(1);	«revenu de placement total» S'entend au sens du paragraphe 129(4).	«revenu de placement total» "aggregate investment income"

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after 2005.

53. (1) Section 249 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après 2005.

53. (1) L'article 249 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Year end on status change

(3.1) If at any time a corporation becomes or ceases to be a Canadian-controlled private corporation, otherwise than because of an acquisition of control to which subsection (4) would, if this Act were read without reference to this subsection, apply,

(a) subject to paragraph (c), the corporation's taxation year that would, if this Act were read without reference to this subsection, include that time is deemed to end immediately before that time;

(b) a new taxation year of the corporation is deemed to begin at that time;

(c) notwithstanding subsections (1) and (3), the corporation's taxation year that would, if this Act were read without reference to this subsection, have been its last taxation year that ended before that time is deemed instead to end immediately before that time if

(3.1) Si, à un moment donné, une société devient une société privée sous contrôle canadien, ou cesse de l'être, autrement qu'en raison d'une acquisition de contrôle à laquelle le paragraphe (4) s'appliquerait en l'absence du présent paragraphe, les règles suivantes s'appliquent :

a) sous réserve de l'alinéa c), l'année d'imposition de la société qui comprendrait ce moment en l'absence du présent paragraphe est réputée prendre fin immédiatement avant ce moment;

b) une nouvelle année d'imposition de la société est réputée commencer à ce moment;

c) malgré les paragraphes (1) à (3), l'année d'imposition de la société qui, en l'absence du présent paragraphe, aurait été sa dernière année d'imposition ayant pris fin avant ce

Fin d'année — changement de statut

(i) were this Act read without reference to this paragraph, that taxation year would, otherwise than because of paragraph 128(1)(d), section 128.1 and paragraphs 142.6(1)(a) or 149(10)(a), have ended 5 within the 7-day period that ended immediately before that time,

(ii) within that 7-day period no person or group of persons acquired control of the corporation, and the corporation did not 10 become or cease to be a Canadian-controlled private corporation, and

(iii) the corporation elects, in its return of income under Part I for that taxation year to have this paragraph apply; and 15

(d) for the purpose of determining the corporation's fiscal period after that time, the corporation is deemed not to have established a fiscal period before that time.

moment est réputée prendre fin immédiatement avant ce moment dans le cas où, à la fois :

(i) en l'absence du présent alinéa, cette année d'imposition aurait pris fin dans la 5 période de sept jours ayant pris fin immédiatement avant ce moment, autrement que par l'effet de l'alinéa 128(1)d), de l'article 128.1 et des alinéas 142.6(1)a) ou 149(10)a), 10

(ii) au cours de cette période de sept jours, aucune personne ni aucun groupe de personnes n'a acquis le contrôle de la société, et celle-ci n'est pas devenue une société privée sous contrôle canadien ni n'a 15 cessé de l'être,

(iii) la société fait le choix de se prévaloir du présent alinéa dans sa déclaration de revenu en vertu de la partie I pour cette année d'imposition; 20

d) pour déterminer l'exercice de la société après ce moment, la société est réputée ne pas avoir fixé d'exercice avant ce moment.

(2) Subsection (1) applies to taxation years 20 that end after 2005.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après 2005. 25

54. (1) Section 260 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

54. (1) L'article 260 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Eligible dividend

(1.1) This subsection applies to an amount if the amount is received by a person who is 25 resident in Canada, the amount is deemed under subsection (5) to be a taxable dividend, and the amount is either

(a) received as compensation for an eligible dividend, within the meaning assigned by 30 subsection 89(1); or

(b) received as compensation for a taxable dividend (other than an eligible dividend) paid by a corporation to a non-resident shareholder in circumstances where it is 35 reasonable to consider that the corporation would, if that shareholder were resident in Canada, have designated the dividend to be an eligible dividend under subsection 89(14).

(1.1) Le présent paragraphe s'applique à la 30 somme qui, à la fois, est reçue par une personne résidant au Canada, est réputée en vertu du paragraphe (5) être un dividende imposable et est reçue au titre :

a) soit d'un dividende déterminé, au sens du 35 paragraphe 89(1);

b) soit d'un dividende imposable (sauf un dividende déterminé) qu'une société verse à un actionnaire non-résident dans des circonstances où il est raisonnable de considérer que la société aurait désigné le dividende à titre de 40 dividende déterminé selon le paragraphe 89(14) si l'actionnaire en cause résidait au Canada.

Dividende déterminé

(2) The portion of subsection 260(5) of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:

as compensation for a taxable dividend paid on a share of the capital stock of a public corporation that is a qualified security shall, to the extent of the amount of that dividend, be deemed to have been received as a taxable dividend and, if subsection (1.1) applies to the amount, as an eligible dividend on the share from the corporation.

(3) Subsections (1) and (2) apply to amounts received as compensation for dividends paid after 2005.

PART 3

AMENDMENTS RELATING TO THE
EXCISE DUTIES ON CANADIAN WINE
AND BEER

EXCISE ACT, 2001

55. (1) Section 87 of the *Excise Act, 2001* is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a) and by adding the following after that paragraph:

- (a.1) in the case of wine on which duty is not imposed because of paragraph 135(2)(a), before the wine is
 - (i) removed from the licensee’s premises,
 - (ii) consumed, or
 - (iii) made available for sale on the premises; and

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on July 1, 2006.

56. (1) Subsection 134(3) of the Act is replaced by the following:

- (3) Subsection (1) does not apply to
 - (a) wine that is produced in Canada and composed wholly of agricultural or plant product grown in Canada; and
 - (b) wine that is produced by an individual for their personal use and that is consumed in the course of that use.

Exceptions

(2) Le passage du paragraphe 260(5) de la même loi suivant l’alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

au titre d’un dividende imposable versé sur une action — qui est un titre admissible — du capital-actions d’une société publique est réputé reçu de celle-ci, jusqu’à concurrence du montant de ce dividende, à titre de dividende imposable sur l’action et, si le paragraphe (1.1) s’applique au montant, à titre de dividende déterminé sur l’action.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s’appliquent aux sommes reçues au titre de dividendes versés après 2005.

PARTIE 3

MODIFICATIONS CONCERNANT LES
DROITS D’ACCISE SUR LA BIÈRE ET LE
VIN CANADIENS

LOI DE 2001 SUR L’ACCISE

2002, ch. 22

55. (1) L’article 87 de la *Loi de 2001 sur l’accise* est modifié par adjonction, après l’alinéa a), de ce qui suit :

- a.1) dans le cas du vin sur lequel aucun droit n’est imposé par l’effet de l’alinéa 135(2)a), préalablement à l’un des événements suivants :
 - (i) sa sortie des locaux du titulaire de licence,
 - (ii) sa consommation,
 - (iii) sa mise en vente dans ces locaux;

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006.

56. (1) Le paragraphe 134(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (3) Le paragraphe (1) ne s’applique pas :
 - a) au vin produit au Canada qui est composé entièrement de produits agricoles ou végétaux cultivés au Canada;
 - b) au vin qu’un particulier produit pour son usage personnel et qui est consommé à cette fin.

30 Exceptions

(2) Subsection (1) applies to wine taken for use after June 2006.

57. (1) Paragraph 135(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) produced in Canada and composed wholly of agricultural or plant product grown in Canada;

(a.1) produced and packaged by an individual for their personal use; or

(2) Subsection (1) applies to wine packaged after June 2006.

(2) Le paragraphe (1) s'applique au vin utilisé pour soi après juin 2006.

57. (1) L'alinéa 135(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) au vin produit au Canada qui est composé entièrement de produits agricoles ou végétaux cultivés au Canada;

a.1) au vin produit et emballé par un particulier pour son usage personnel;

(2) Le paragraphe (1) s'applique au vin emballé après juin 2006.

R.S., c. E-14

EXCISE ACT

58. (1) Section 2 of the *Excise Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

"person"
« personne »

"person" means an individual, a partnership, a corporation, a trust, the estate of a deceased individual, a government or a body that is a society, a union, a club, an association, a commission or another organization of any kind;

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on July 1, 2006.

59. (1) The Act is amended by adding the following after section 2.1:

Related persons

2.2 For the purposes of this Act, persons are related to each other if they are related persons within the meaning of subsections 251(2) to (6) of the *Income Tax Act*, except that

(a) a reference in those subsections to "corporation" shall be read as a reference to "corporation or partnership"; and

(b) a reference in those subsections to "shares" or "shareholders" shall, in respect of a partnership, be read as a reference to "rights" or "partners", respectively.

Associated
persons

2.3 (1) For the purposes of this Act, a particular corporation is associated with another corporation if, by reason of subsections 256(1) to (6) of the *Income Tax Act*, the particular corporation is associated with the other corporation for the purposes of that Act.

LOI SUR L'ACCISE

L.R., ch. E-14

58. (1) L'article 2 de la *Loi sur l'accise* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« personne » Particulier, société de personnes, personne morale, fiducie, succession ou administration, ainsi que l'organisme qui est un syndicat, un club, une association, une commission ou autre organisation.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006.

59. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 2.1, de ce qui suit :

2.2 Pour l'application de la présente loi, des personnes sont liées entre elles si elles sont des personnes liées au sens des paragraphes 251(2) à (6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Toutefois :

a) la mention « société » à ces paragraphes vaut mention de « personne morale ou société de personnes »;

b) les mentions « actions » et « actionnaires » à ces paragraphes valent mention respectivement, en ce qui concerne les sociétés de personnes, de « droits » et d'« associés ».

2.3 (1) Les paragraphes 256(1) à (6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliquent lorsqu'il s'agit d'établir si des personnes morales sont associées pour l'application de la présente loi.

Personnes liées

Personnes
morales
associées

Corporations
controlled by
same person or
group

(2) For the purposes of this Act, a person other than a corporation is associated with a particular corporation if the particular corporation is controlled by the person or by a group of persons of which the person is a member and each of whom is associated with each of the others.

Partnership or
trust

(3) For the purposes of this Act, a person is associated with

(a) a partnership if the total of the shares of 10 the profits of the partnership to which the person and all other persons who are associated with the person are entitled is more than half of the total profits of the partnership, or would be more than half of the 15 total profits of the partnership if it had profits; and

(b) a trust if the total of the values of the interests in the trust of the person and all other persons who are associated with the 20 person is more than half of the total value of all interests in the trust.

Association with
third person

(4) For the purposes of this Act, a person is associated with another person if each of them is associated with the same third person. 25

Exception

2.4 If a corporation that is a licensed brewer would otherwise be related to another corporation that is also a licensed brewer by reason that the corporations are controlled by individuals connected by blood relationship, marriage or 30 common-law partnership or adoption, the corporations are deemed not to be related for the purposes of section 170.1 if it is established that they deal with each other at arm's length.

(2) Subsection (1) is deemed to have come 35 into force on July 1, 2006.

60. (1) Subsection 170(1) of the Act is replaced by the following:

170. (1) There shall be imposed, levied and collected on every hectolitre of beer or malt 40 liquor the duties of excise set out in Part II of the schedule, which duties shall be paid to the collector as provided in this Act.

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on July 1, 2006.

Duties

(2) Pour l'application de la présente loi, une personne autre qu'une personne morale est associée à une personne morale si elle la contrôle, seule ou avec un groupe de personnes associées les unes aux autres dont elle est 5 membre.

Personne
associée à une
personne morale

(3) Pour l'application de la présente loi, une personne est associée :

a) à une société de personnes si le total des parts sur les bénéfices de celle-ci auxquelles 10 la personne et les personnes qui lui sont associées ont droit représente plus de la moitié des bénéfices totaux de la société ou le représenterait si celle-ci avait des bénéfices; 15

b) à une fiducie si la valeur globale des participations dans celle-ci qui appartiennent à la personne et aux personnes qui lui sont associées représente plus de la moitié de la valeur globale de l'ensemble des participa- 20 tions dans la fiducie.

Personne
associée à une
société de
personnes ou
une fiducie

(4) Pour l'application de la présente loi, des personnes sont associées l'une à l'autre si chacune d'elles est associée à un tiers. 25

Personnes
associées à un
tiers

2.4 Les personnes morales — étant chacune 25 des brasseurs munis de licence — qui seraient liées par ailleurs du fait qu'elles sont contrôlées par des particuliers unis par les liens du sang, du mariage, d'une union de fait ou de l'adoption sont réputées ne pas être liées pour l'application 30 de l'article 170.1 s'il est établi qu'elles n'ont entre elles aucun lien de dépendance.

Exception

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006. 35

60. (1) Le paragraphe 170(1) de la même 35 loi est remplacé par ce qui suit :

170. (1) Sont imposés, prélevés et perçus, 40 sur chaque hectolitre de bière ou de liqueur de malt, les droits d'accise établis à la partie II de l'annexe, lesquels sont payés au receveur de la 40 manière prévue par la présente loi.

Droits

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré 45 en vigueur le 1^{er} juillet 2006.

61. (1) The Act is amended by adding the following after section 170:

61. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 170, de ce qui suit :

Reduced rates —
production

170.1 (1) With respect to the first 75,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada per year by a licensed brewer and any person related or associated with the brewer, there shall be imposed, levied and collected on each of those hectolitres the duties of excise set out in Part II.1 of the schedule, which duties shall be paid to the collector as provided in this Act, and section 170 does not apply to those hectolitres.

170.1 (1) En ce qui concerne les 75 000 premiers hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada par année par un brasseur muni de licence et toute personne qui lui est liée ou associée, sont imposés, prélevés et perçus, sur chacun de ces hectolitres, les droits d'accise établis à la partie II.1 de l'annexe, lesquels sont payés au receveur de la manière prévue par la présente loi. L'article 170 ne s'applique pas à ces hectolitres.

Taux réduits
production

Reduced rates —
packaging

(2) If the beer or malt liquor described by subsection (1) is packaged by a licensed brewer (in this subsection, referred to as the "packaging brewer") other than the licensed brewer or related or associated person referred to in that subsection, there shall be imposed, levied and collected on every hectolitre of beer or malt liquor packaged by the packaging brewer duties of excise at the rates that applied to the beer or malt liquor under subsection (1).

(2) Si la bière ou la liqueur de malt visée au paragraphe (1) est emballée par un brasseur muni de licence (appelé « emballleur » au présent paragraphe), autre que le brasseur ou la personne liée ou associée visés à ce paragraphe, sont imposés, prélevés et perçus, sur chaque hectolitre de bière ou de liqueur de malt emballés par l'emballleur, des droits d'accise calculés aux taux applicables à la bière ou à la liqueur de malt selon le paragraphe (1).

Taux réduits —
emballage

Exclusion of
exports and de-
alcoholized beer

(3) In subsection (1), the reference to "first 75,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada" does not include

(3) Sont exclues des 75 000 premiers hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada dont il est question au paragraphe (1) :

Exclusion —
exportations et
bière
désalcoolisée

- (a) beer or malt liquor that is exported or deemed to be exported under section 173; and
- (b) beer or malt liquor containing not more than 0.5 % absolute ethyl alcohol by volume.

- a) la bière ou la liqueur de malt qui est exportée, ou réputée être exportée, selon l'article 173;
- b) la bière ou la liqueur de malt contenant au plus 0,5 % d'alcool éthylique absolu par volume.

Treatment of
contract
production

(4) If, at any time, beer or malt liquor is brewed by a licensed brewer for another licensed brewer under an agreement with the other brewer, subsection (1) applies as though it had been brewed by the brewer who has brewed the greater volume of beer and malt liquor during the year up to that time.

(4) Le paragraphe (1) s'applique à la bière ou à la liqueur de malt qu'un brasseur muni de licence brasse, à un moment donné, pour le compte d'un autre brasseur muni de licence aux termes d'un accord conclu avec ce dernier comme si elle avait été brassée par le brasseur ayant brassé la plus grande quantité de bière et de liqueur de malt au cours de l'année jusqu'à ce moment.

Fabrication
contractuelle

Election for
related or
associated
licensees

(5) If a licensed brewer is related or associated with one or more other licensed brewers, each of the brewers must file with the Minister an election in a form and manner satisfactory to the Minister that allocates the 75,000 hectolitre quantity amongst the brewers. The election must be filed no later than the

(5) Les brasseurs munis de licence qui sont liés ou associés les uns aux autres sont chacun tenus de présenter au ministre, en la forme et selon les modalités qu'il estime acceptables, un document faisant état de leur choix quant à la répartition entre eux de la quantité de 75 000 hectolitres. Ce document doit être produit au

Choix —
titulaires de
licence liés ou
associés

filing due date of the first return in which the brewer reports duties that are imposed, levied and collected under subsection (1).

(6) For the purposes of this section, if, in a year, two or more brewers (each of which is referred to in this subsection as a “predecessor brewer”) are amalgamated, merged or otherwise combined to form a new brewer, the following rules apply:

(a) the aggregate production of beer and malt liquor of the new and predecessor brewers for that year will be used for the purposes of applying subsection (1);

(b) the new brewer must determine the amount of duty that would have been imposed, levied and collected under subsection (1) on the aggregate production; and

(c) the new brewer is liable for and must, within 60 days of the combination, report and pay any difference between the amount calculated under paragraph (b) and the amounts paid by the predecessor brewers.

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on July 1, 2006, except that, for 2006, every reference to “75,000” in section 170.1 of the Act, as enacted by subsection (1), shall be read as a reference to “37,500”.

62. (1) The schedule to the Act is amended by replacing the reference “(Sections 135, 170, 185 and 200)” after the heading “SCHEDULE” with the reference “(Sections 135, 170, 170.1, 185 and 200)”.

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on July 1, 2006.

63. (1) The schedule to the Act is amended by adding the following after Part II:

II.1 CANADIAN BEER

1. On the first 2,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada,

plus tard à la date d'échéance de production de la première déclaration dans laquelle le brasseur déclare les droits qui sont imposés, prélevés et perçus en vertu du paragraphe (1).

(6) Pour l'application du présent article, lorsque plusieurs brasseurs (appelés chacun « brasseur remplacé » au présent paragraphe) se sont fusionnés, unifiés ou autrement regroupés au cours d'une année pour former un nouveau brasseur, les règles suivantes s'appliquent :

a) la production globale de bière et de liqueur de malt du nouveau brasseur et des brasseurs remplacés pour l'année est utilisée pour l'application du paragraphe (1);

b) le nouveau brasseur est tenu de déterminer les droits qui auraient été imposés, prélevés et perçus en vertu du paragraphe (1) sur la production globale;

c) le nouveau brasseur est redevable du montant de tout écart entre la somme calculée selon l'alinéa b) et les sommes payées par les brasseurs remplacés et est tenu de le déclarer, et de le payer, dans les 60 jours suivant le regroupement.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006. Toutefois, en ce qui concerne 2006, la mention « 75 000 » à l'article 170.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), vaut mention de « 37 500 ».

62. (1) La mention « (articles 135, 170, 185 et 200) » qui suit le titre « ANNEXE » de la même loi est remplacée par « (articles 135, 170, 170.1, 185 et 200) ».

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006.

63. (1) L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, après la partie II, de ce qui suit :

II.1 BIÈRE CANADIENNE

1. Sur les 2 000 premiers hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada :

a) contenant plus de 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 3,122 \$ l'hectolitre;

Brewer formed
by business
combination

5 Brasseur issu
d'un
regroupement
d'entreprises

5

10

15

15

20

25

30

35

35

40

<p>(a) if it contains more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$3.122 per hectolitre;</p> <p>(b) if it contains more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume but not more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$1.561 per hectolitre; and</p> <p>(c) if it contains not more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume, \$0.2591 per hectolitre.</p>	<p>b) contenant plus de 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, mais au plus 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 1,561 \$ l'hectolitre;</p> <p>c) contenant au plus 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, 0,2591 \$ l'hectolitre.</p>
<p>2. On the next 3,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada,</p> <p>(a) if it contains more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$6.244 per hectolitre;</p> <p>(b) if it contains more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume but not more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$3.122 per hectolitre; and</p> <p>(c) if it contains not more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume, \$0.5182 per hectolitre.</p>	<p>2. Sur la tranche suivante de 3 000 hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada :</p> <p>a) contenant plus de 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 6,244 \$ l'hectolitre;</p> <p>b) contenant plus de 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, mais au plus 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 3,122 \$ l'hectolitre;</p> <p>c) contenant au plus 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, 0,5182 \$ l'hectolitre.</p>
<p>3. On the next 10,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada,</p> <p>(a) if it contains more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$12.488 per hectolitre;</p> <p>(b) if it contains more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume but not more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$6.244 per hectolitre; and</p> <p>(c) if it contains not more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume, \$1.0364 per hectolitre.</p>	<p>3. Sur la tranche suivante de 10 000 hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada :</p> <p>a) contenant plus de 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 12,488 \$ l'hectolitre;</p> <p>b) contenant plus de 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, mais au plus 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 6,244 \$ l'hectolitre;</p> <p>c) contenant au plus 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, 1,0364 \$ l'hectolitre.</p>
<p>4. On the next 35,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada,</p> <p>(a) if it contains more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$21.854 per hectolitre;</p> <p>(b) if it contains more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume but not more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$10.927 per hectolitre; and</p>	<p>4. Sur la tranche suivante de 35 000 hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada :</p> <p>a) contenant plus de 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 21,854 \$ l'hectolitre;</p> <p>b) contenant plus de 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, mais au plus 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 10,927 \$ l'hectolitre;</p>

(c) if it contains not more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume, \$1.8137 per hectolitre.	c) contenant au plus 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, 1,8137 \$ l'hectolitre.
5. On the next 25,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada,	5. Sur la tranche suivante de 25 000 hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada :
(a) if it contains more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$26.537 per hectolitre;	a) contenant plus de 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 26,537 \$ l'hectolitre;
(b) if it contains more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume but not more than 10 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$13.269 per hectolitre; and	b) contenant plus de 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, mais au plus 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 10 13,269 \$ l'hectolitre;
(c) if it contains not more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume, \$2.2024 per hectolitre.	c) contenant au plus 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, 2,2024 \$ l'hectolitre.
(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on July 1, 2006, except that, for 2006,	(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006. Toutefois, en ce 15 qui concerne 2006 :
(a) the reference to "35,000" in section 4 of Part II.1 of the schedule to the Act, as 20 enacted by subsection (1), shall be read as a reference to "22,500"; and	a) la mention « 35 000 » à l'article 4 de la partie II.1 de l'annexe de la même loi, édicté par le paragraphe (1), vaut mention de « 22 500 »;
(b) section 5 of Part II.1 of the schedule to the Act, as enacted by subsection (1), does not apply.	b) l'article 5 de la partie II.1 de l'annexe de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas.

MAIL ➤ POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail**Poste-lettre****1782711****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca<http://publications.gc.ca>

B
356

C-28

C-28

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-28

PROJET DE LOI C-28

A second Act to implement certain provisions of the budget
tabled in Parliament on May 2, 2006

Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget
déposé au Parlement le 2 mai 2006

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
DECEMBER 11, 2006

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 11 DÉCEMBRE 2006



C-28

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-28

A second Act to implement certain provisions of the budget
tabled in Parliament on May 2, 2006

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
DECEMBER 11, 2006

C-28

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-28

Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget
déposé au Parlement le 2 mai 2006

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 11 DÉCEMBRE 2006

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on May 2, 2006*".

SUMMARY

Part 1 implements the following income tax measures proposed or referenced in Budget 2006:

- the new Canada Employment Credit;
- the new Textbook Tax Credit;
- the new tax credit for public transit passes;
- the new deduction for tradespeople's tool expenses;
- a complete exemption for scholarship income received in connection with enrolment at an institution which qualifies the student for the education tax credit;
- the new Children's Fitness Tax Credit;
- a doubling, to \$2,000 from \$1,000, of the amount on which the pension income credit is calculated;
- an extension of the \$500,000 lifetime capital gains exemption, and various intergenerational rollovers, to fishers;
- the new Apprenticeship Job Creation Tax Credit;
- a reduction of the current 12 per cent small business tax rate to 11.5 per cent for 2008 and to 11 per cent thereafter;
- an increase, to \$400,000 from \$300,000, of the amount that a small business can earn at the small business tax rate, effective January 1, 2007; and
- a reduction of the minimum tax on financial institutions.

Part 2 implements the proposal in Budget 2006 to lower the income tax rate on large corporation dividends received by Canadians.

Part 3 implements the proposal in Budget 2006 to reduce excise duties for Canadian vintners and brewers.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 2 mai 2006* ».

SOMMAIRE

La partie 1 met en oeuvre des mesures concernant l'impôt sur le revenu qui ont été proposées ou mentionnées dans le budget de 2006, à savoir :

- le nouveau crédit canadien pour emploi;
- le nouveau crédit d'impôt pour manuels;
- le nouveau crédit d'impôt pour le coût des laissez-passer de transport en commun;
- la nouvelle déduction pour les dépenses d'outillage des gens de métier;
- l'exonération totale du revenu provenant de bourses d'études reçues relativement à l'inscription à un établissement donnant droit au crédit d'impôt pour études;
- le nouveau crédit d'impôt pour la condition physique des enfants;
- l'augmentation de la somme sur laquelle est calculé le crédit pour revenu de pension, laquelle passe de 1 000 \$ à 2 000 \$;
- l'application aux pêcheurs de l'exonération cumulative des gains en capital de 500 000 \$ et de divers transferts entre générations;
- le nouveau crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis;
- la réduction du taux d'imposition des petites entreprises, qui passe de 12 % à 11,5 % en 2008, puis à 11 % par la suite;
- l'augmentation du seuil de revenu auquel s'applique le taux d'imposition des petites entreprises, lequel passe de 300 000 \$ à 400 000 \$ le 1^{er} janvier 2007;
- la réduction de l'impôt minimum des institutions financières.

La partie 2 met en oeuvre la proposition budgétaire de 2006 visant à abaisser le taux d'imposition des dividendes de grandes sociétés reçus par les Canadiens.

La partie 3 met en oeuvre la proposition budgétaire de 2006 visant à réduire les droits d'accise auxquels sont assujettis les producteurs canadiens de vin et de bière.

TABLE OF PROVISIONS

A SECOND ACT TO IMPLEMENT CERTAIN PROVISIONS OF THE BUDGET TABLED IN PARLIAMENT ON MAY 2, 2006

SHORT TITLE

1. *Budget Implementation Act, 2006, No. 2*

PART 1

AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT

- 2-42. *Income Tax Act*

PART 2

AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT (DIVIDEND TAXATION)

- 43-54. *Income Tax Act*

PART 3

AMENDMENTS RELATING TO THE EXCISE DUTIES ON CANADIAN WINE AND BEER

- 55-57. *Excise Act, 2001*

- 58-63. *Excise Act*

TABLE ANALYTIQUE

LOI N^O 2 PORTANT EXÉCUTION DE CERTAINES DISPOSITIONS DU BUDGET DÉPOSÉ AU PARLEMENT LE 2 MAI 2006

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi n^o 2 d'exécution du budget de 2006*

PARTIE 1

MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

- 2-42. *Loi de l'impôt sur le revenu*

PARTIE 2

MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU (IMPOSITION DES DIVIDENDES)

- 43-54. *Loi de l'impôt sur le revenu*

PARTIE 3

MODIFICATIONS CONCERNANT LES DROITS D'ACCISE SUR LA BIÈRE ET LE VIN CANADIENS

- 55-57. *Loi de 2001 sur l'accise*

- 58-63. *Loi sur l'accise*

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-28

PROJET DE LOI C-28

A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on May 2, 2006

Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 2 mai 2006

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Budget Implementation Act, 2006, No. 2.*

1. *Loi n° 2 d'exécution du budget de 2006.*

Titre abrégé

PART 1

PARTIE 1

R.S., c. 1
(5th Supp.)

AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT

MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

2. (1) Clause (B) of the description of B in subparagraph 8(1)(r)(ii) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

2. (1) La division (B) de l'élément B de la formule figurant au sous-alinéa 8(1)r)(ii) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est remplacée par ce qui suit :

(B) the greater of

(B) la plus élevée des sommes suivantes :

(I) the amount that is the total of 10
\$500 and the amount determined
for the taxation year for B in
subsection 118(10), and

(I) le total de 500 \$ et de la valeur
de l'élément B de la formule
figurant au paragraphe 118(10),
déterminée pour l'année d'imposi-
tion, 15

(II) 5% of the total of

(II) 5 % du total des sommes
suivantes :

1. the total of all amounts each 15
of which is the taxpayer's in-
come from employment for the
taxation year as an eligible
apprentice mechanic, computed
without reference to this para-20
graph, and

1. le total des sommes représen-
tant chacune le revenu que le
contribuable tire, au cours de 20
l'année d'imposition, de son

2. the amount, if any, by which the amount required by paragraph 56(1)(n.1) to be included in computing the taxpayer's income for the taxation year exceeds the amount required by paragraph 60(p) to be deducted in computing that income, and

emploi à titre d'apprenti mécanicien admissible, calculé compte non tenu du présent alinéa,

2. l'excédent éventuel de la somme à inclure, en application de l'alinéa 56(1)n.1), dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition sur la somme à déduire, en application de l'alinéa 60p), dans le calcul de ce revenu,

(2) Subsection 8(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (q), by adding the word "and" at the end of paragraph (r) and by adding the following after paragraph (r):

(2) Le paragraphe 8(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa r), de ce qui suit :

Deduction tradesperson's tools

(s) if the taxpayer is employed as a tradesperson at any time in the taxation year, the lesser of \$500 and the amount determined by the formula

$$A - \$1,000$$

where

A is the lesser of

(i) the total of all amounts each of which is the cost of an eligible tool acquired by the taxpayer in the year, and

(ii) the total of

(A) the amount that would, if this subsection were read without reference to this paragraph, be the taxpayer's income for the taxation year from employment as a tradesperson in the taxation year, and

(B) the amount, if any, by which the amount required by paragraph 56(1)(n.1) to be included in computing the taxpayer's income for the taxation year exceeds the amount required by paragraph 60(p) to be deducted in computing that income.

s) si le contribuable occupe un emploi à titre de personne de métier au cours de l'année, 500 \$ ou, si elle est moins élevée, la somme obtenue par la formule suivante :

$$A - 1\,000 \$$$

où :

A représente la moins élevée des sommes suivantes :

(i) le total des sommes représentant chacune le coût d'un outil admissible que le contribuable a acquis au cours de l'année,

(ii) le total des sommes suivantes :

(A) la somme qui, en l'absence du présent alinéa, correspondrait au revenu du contribuable pour l'année provenant de son emploi à titre de personne de métier au cours de l'année,

(B) l'excédent éventuel de la somme à inclure, en application de l'alinéa 56(1)n.1), dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année sur la somme à déduire, en application de l'alinéa 60p), dans le calcul de ce revenu.

(3) Subparagraph 8(6)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(3) Le sous-alinéa 8(6)a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Deduction — outillage des gens de métier

(i) is registered in a program established in accordance with the laws of Canada or of a province that leads to designation under those laws as a mechanic licensed to repair self-propelled motorized vehicles, and 5

(i) d’une part, est inscrit à un programme établi conformément aux lois du Canada ou d’une province et menant à l’obtention d’une attestation de mécanicien qualifié dans la réparation de véhicules automo- 5 teurs,

(4) Paragraph 8(6)(b) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of subparagraph (ii) and by adding the following after subparagraph (iii):

(4) L’alinéa 8(6)b) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (iii), de ce qui suit :

(iv) is, unless the device or equipment can 10 be used only for the purpose of measuring, locating or calculating, not an electronic communication device or electronic data processing equipment; and

(iv) n’est pas un dispositif électronique de 10 communication ni un appareil électronique de traitement de données, sauf dans la mesure où il ne peut servir qu’à mesurer, localiser ou calculer;

(5) Subsection 8(7) of the Act is replaced 15 by the following:

(5) Le paragraphe 8(7) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

Eligible tool of tradesperson

(6.1) For the purposes of paragraph (1)(s), an eligible tool of a taxpayer is a tool (including ancillary equipment) that

(6.1) Pour l’application de l’alinéa (1)s), est un outil admissible d’un contribuable l’outil, y compris le matériel accessoire, qui, à la fois :

Outils admissibles des gens de métier

(a) is acquired by the taxpayer on or after 20 May 2, 2006 for use in connection with the taxpayer’s employment as a tradesperson;

a) est acquis par le contribuable après le 1^{er} 20 mai 2006 en vue d’être utilisé dans le cadre de son emploi à titre de personne de métier;

(b) has not been used for any purpose before it is acquired by the taxpayer;

b) n’a jamais été utilisé à quelque fin que ce soit avant d’être acquis par le contribuable;

(c) is certified in prescribed form by the 25 taxpayer’s employer to be required to be provided by the taxpayer as a condition of, and for use in, the taxpayer’s employment as a tradesperson; and

c) selon l’attestation de l’employeur du 25 contribuable, effectuée sur le formulaire prescrit, doit obligatoirement être fourni par le contribuable dans le cadre de son emploi à titre de personne de métier et être utilisé au cours de celui-ci; 30

(d) is, unless the device or equipment can be 30 used only for the purpose of measuring, locating or calculating, not an electronic communication device or electronic data processing equipment.

d) n’est pas un dispositif électronique de communication ni un appareil électronique de traitement de données, sauf dans la mesure où il ne peut servir qu’à mesurer, localiser ou calculer. 35

Cost of tool

(7) Except for the purposes of the description 35 of A in subparagraph (1)(r)(ii) and the description of A in paragraph (1)(s), the cost to a taxpayer of an eligible tool the cost of which was included in determining the value of one or both of those descriptions in respect of the 40 taxpayer for a taxation year is the amount determined by the formula

(7) Sauf pour l’application de l’élément A de chacune des formules figurant au sous-alinéa (1)r)(ii) et à l’alinéa (1)s), le coût pour un contribuable d’un outil admissible, dont le coût a été inclus dans le calcul de la valeur de l’un de 40 ces éléments, ou des deux, relativement au contribuable pour une année d’imposition, correspond à la somme obtenue par la formule suivante :

Coût des outils

$$K - (K \times L/M)$$

$$K - (K \times L/M)$$

45

where

K is the cost to the taxpayer of the tool determined without reference to this subsection;

L is

(a) if the tool is a tool to which only paragraph (1)(r) applies in the taxation year, the amount that would be determined under subparagraph (1)(r)(ii) in respect of the taxpayer for the taxation 10 year if the value of C in that subparagraph were nil,

(b) if the tool is a tool to which only paragraph (1)(s) applies in the taxation year, the amount determined under that 15 paragraph to be deductible by the taxpayer in the taxation year, or

(c) if the tool is a tool to which both paragraphs (1)(r) and (s) apply in the taxation year, the amount that is the total 20 of

(i) the amount that would be determined under subparagraph (1)(r)(ii) in respect of the taxpayer for the taxation year if the value of C in that subpar- 25 agraph were nil, and

(ii) the amount determined under paragraph (1)(s) to be deductible by the taxpayer in the taxation year; and

M is the amount that is

(a) if the tool is a tool to which only paragraph (1)(r) applies in the taxation year, the value of A determined under subparagraph (1)(r)(ii) in respect of the taxpayer for the taxation year, 35

(b) if the tool is a tool to which only paragraph (1)(s) applies in the taxation year, the amount determined under subparagraph (i) of the description of A in paragraph (1)(s) in respect of the taxpayer 40 for the taxation year, and

(c) if the tool is a tool to which both paragraphs (1)(r) and (s) apply in the taxation year, the amount that is the greater of the value of A determined 45

où :

K représente le coût de l'outil pour le contribuable, déterminé compte non tenu du présent paragraphe;

5 L :

a) s'il s'agit d'un outil auquel seul l'alinéa (1)r) s'applique au cours de l'année, la somme qui serait déterminée selon le sous-alinéa (1)r)(ii) relativement au contribuable pour l'année si la valeur 10 de l'élément C de la formule figurant à ce sous-alinéa était nulle,

b) s'il s'agit d'un outil auquel seul l'alinéa (1)s) s'applique au cours de l'année, la somme qui est déductible par 15 le contribuable pour l'année en application de cet alinéa,

c) s'il s'agit d'un outil auquel les alinéas (1)r) et s) s'appliquent au cours de l'année, le total des sommes suivantes : 20

(i) la somme qui serait déterminée selon le sous-alinéa (1)r)(ii) relativement au contribuable pour l'année si la valeur de l'élément C de la formule figurant à ce sous-alinéa était nulle, 25

(ii) la somme qui est déductible par le contribuable pour l'année en application de l'alinéa (1)s);

M :

a) s'il s'agit d'un outil auquel seul 30 l'alinéa (1)r) s'applique au cours de l'année, la valeur de l'élément A de la formule figurant au sous-alinéa (1)r)(ii) relativement au contribuable pour l'année, 35

b) s'il s'agit d'un outil auquel seul l'alinéa (1)s) s'applique au cours de l'année, la somme déterminée selon le sous-alinéa (i) de l'élément A de la formule figurant à cet alinéa relativement 40 au contribuable pour l'année,

c) s'il s'agit d'un outil auquel les alinéas (1)r) et s) s'appliquent au cours de l'année, la valeur de l'élément A de la formule figurant au sous-alinéa (1)r)(ii) 45

under subparagraph (1)(r)(ii) in respect of the taxpayer for the taxation year and the amount determined under subparagraph (i) of the description of A in paragraph (1)(s) in respect of the taxpayer for the taxation year.

(6) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years except that, for the 2006 taxation year, subclause (B)(I) of the description of B in subparagraph 8(1)(r)(ii) of the Act, as enacted by subsection (1), is to be read as follows:

(I) the amount that is the total of \$1,000 and the amount, if any, deducted by the taxpayer for the 15 taxation year under paragraph (1)(s), and

(7) Subsections (2) and (5) apply to the 2006 and subsequent taxation years.

(8) Subsections (3) and (4) apply to property acquired on or after May 2, 2006.

3. (1) The portion of subsection 14(1.01) of the Act before paragraph (c) is replaced by the following:

(1.01) A taxpayer may, in the taxpayer's 25 return of income for a taxation year, or with an election under subsection 83(2) filed on or before the taxpayer's filing-due date for the taxation year, elect that the following rules apply to a disposition made at any time in the 30 year of an eligible capital property in respect of a business, if the taxpayer's actual proceeds of the disposition exceed the taxpayer's eligible capital expenditure in respect of the acquisition of the property, that eligible capital expenditure 35 can be determined and, for taxpayers who are individuals, the taxpayer's exempt gains balance in respect of the business for the taxation year is nil:

(a) for the purpose of subsection (5) other 40 than the description of A in the definition "cumulative eligible capital", the proceeds of disposition of the property are deemed to be equal to the amount of that eligible capital expenditure;

relativement au contribuable pour l'année ou, si elle est plus élevée, la somme déterminée selon le sous-alinéa (i) de l'élément A de la formule figurant à l'alinéa (1)s) relativement au contribuable 5 pour l'année.

(6) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour ce qui est de l'année d'imposition 2006, la subdivision (B)(I) de l'élément B de 10 la formule figurant au sous-alinéa 8(1)r)(ii) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est réputée avoir le libellé suivant :

(I) le total de 1 000 \$ et de la 15 somme déduite par le contribuable pour l'année d'imposition en application de l'alinéa (1)s),

(7) Les paragraphes (2) et (5) s'appliquent aux années d'imposition 2006 et suivantes.

(8) Les paragraphes (3) et (4) s'appliquent 20 aux biens acquis après le 1^{er} mai 2006.

3. (1) Le passage du paragraphe 14(1.01) de la même loi précédant l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

(1.01) Un contribuable peut faire un choix, 25 dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition ou avec le choix prévu au paragraphe 83(2) produit au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour l'année, afin que les règles ci-après 30 s'appliquent à la disposition, effectuée à un moment de l'année, d'une immobilisation admissible donnée relative à une entreprise, pourvu que le produit réel de la disposition pour lui excède la dépense en capital admissible qu'il 35 engage en vue d'acquérir l'immobilisation, que cette dépense soit déterminable et que, dans le cas où le contribuable est un particulier, son solde des gains exonérés relativement à l'en- 40 treprise pour l'année soit nul :

a) pour l'application des dispositions du 45 paragraphe (5), à l'exclusion de l'élément A de la formule applicable figurant à la définition de « montant cumulatif des immobilisations admissibles », le produit de dispo- 45 sition de l'immobilisation donnée est réputé égal à la dépense en question;

(b) the taxpayer is deemed to have disposed at that time of a capital property that had, immediately before that time, an adjusted cost base to the taxpayer equal to the amount of that eligible capital expenditure, for proceeds of disposition equal to the actual proceeds; and

(2) Paragraph 14(1.01)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) if the eligible capital property is

(i) a qualified farm property (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)) of the taxpayer at that time, the capital property deemed by paragraph (b) to have been disposed of by the taxpayer is deemed to be a qualified farm property of the taxpayer at that time, and

(ii) a qualified fishing property (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)) of the taxpayer at that time, the capital property deemed by paragraph (b) to have been disposed of by the taxpayer is deemed to be a qualified fishing property of the taxpayer at that time.

(3) Section 14 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.01):

(1.02) If at any time in a taxation year a taxpayer has disposed of an eligible capital property in respect of which an outlay or expenditure to acquire the property was made before 1972 (which outlay or expenditure would have been an eligible capital expenditure if it had been made or incurred as a result of a transaction that occurred after 1971), the taxpayer's actual proceeds of the disposition exceed the total of those outlays or expenditures, that total can be determined, subsection 21(1) of the *Income Tax Application Rules* applies in respect of the disposition and, for taxpayers who are individuals, the taxpayer's exempt gains balance in respect of the business for the taxation year is nil, the taxpayer may, in the taxpayer's return of income for the taxation year, or with an election under subsection 83(2)

Election re property acquired with pre-1972 outlays or expenditures

b) le contribuable est réputé avoir disposé, à ce moment, d'une immobilisation, dont le prix de base rajusté pour lui immédiatement avant ce moment était égal à la dépense en question, pour un produit de disposition égal au produit réel;

(2) L'alinéa 14(1.01)(c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) si l'immobilisation donnée est, à ce moment :

(i) un bien agricole admissible (au sens du paragraphe 110.6(1)) du contribuable, l'immobilisation dont il est réputé par l'alinéa b) avoir disposé est réputée être, à ce moment, son bien agricole admissible,

(ii) un bien de pêche admissible (au sens du paragraphe 110.6(1)) du contribuable, l'immobilisation dont il est réputé par l'alinéa b) avoir disposé est réputée être, à ce moment, son bien de pêche admissible.

(3) L'article 14 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.01), de ce qui suit :

(1.02) Si, à un moment d'une année d'imposition, un contribuable dispose d'une immobilisation admissible en vue de l'acquisition de laquelle une dépense a été engagée ou effectuée avant 1972 (laquelle dépense aurait été une dépense en capital admissible si elle avait été engagée ou effectuée par suite d'une opération conclue après 1971), que le produit réel de la disposition pour lui excède le total de telles dépenses, que ce total est déterminable, que le paragraphe 21(1) des *Règles concernant l'application de l'impôt sur le revenu* s'applique relativement à la disposition et que, dans le cas où le contribuable est un particulier, son solde des gains exonérés relativement à l'entreprise pour l'année est nul, le contribuable peut faire un choix, dans sa déclaration de revenu pour l'année ou avec le choix prévu au paragraphe 83(2) produit au plus tard à la date d'échéance

Choix — biens acquis par suite de dépenses antérieures à 1972

filed on or before the taxpayer's filing-due date for the taxation year, elect that the following rules apply:

(a) for the purpose of subsection (5) other than the description of A in the definition "cumulative eligible capital", the proceeds of disposition of the property are deemed to be nil;

(b) the taxpayer is deemed to have disposed at that time of a capital property that had, immediately before that time, an adjusted cost base to the taxpayer equal to nil, for proceeds of disposition equal to the amount determined, in respect of the disposition, under subsection 21(1) of the *Income Tax Application Rules*; and

(c) if the eligible capital property is at that time a qualified farm property (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)) of the taxpayer, the capital property deemed by paragraph (b) to have been disposed of by the taxpayer is deemed to have been at that time a qualified farm property of the taxpayer.

Non-application
of subsections
(1.01) and (1.02)

(1.03) Subsections (1.01) and (1.02) do not apply to a disposition by a taxpayer of a property

(a) that is goodwill; or

(b) that was acquired by the taxpayer

(i) in circumstances where an election was made under subsection 85(1) or (2) and the amount agreed on in that election in respect of the property was less than the fair market value of the property at the time it was so acquired, and

(ii) from a person or partnership with whom the taxpayer did not deal at arm's length and for whom the eligible capital expenditure in respect of the acquisition of the property cannot be determined.

(4) Paragraph 14(1.02)(c) of the Act, as enacted by subsection (3), is replaced by the following:

(c) if the eligible capital property is

de production qui lui est applicable pour l'année, afin que les règles suivantes s'appliquent :

a) pour l'application des dispositions du paragraphe (5), à l'exclusion de l'élément A de la formule applicable figurant à la définition de « montant cumulatif des immobilisations admissibles », le produit de disposition de l'immobilisation est réputé être nul;

b) le contribuable est réputé avoir disposé, à ce moment, d'une immobilisation, dont le prix de base rajusté pour lui immédiatement avant ce moment était nul, pour un produit de disposition égal au montant déterminé, relativement à la disposition, selon le paragraphe 21(1) des *Règles concernant l'application de l'impôt sur le revenu*;

c) si l'immobilisation est, à ce moment, un bien agricole admissible (au sens du paragraphe 110.6(1)) du contribuable, l'immobilisation dont il est réputé par l'alinéa b) avoir disposé est réputée être, à ce moment, son bien agricole admissible.

(1.03) Les paragraphes (1.01) et (1.02) ne s'appliquent pas à la disposition, par un contribuable, d'un bien qui, selon le cas :

Non-application
des par. (1.01) et
(1.02)

a) constitue de l'achalandage;

b) a été acquis par le contribuable, à la fois :

(i) dans des circonstances où le choix prévu aux paragraphes 85(1) ou (2) a été fait et où la somme convenue dans ce choix relativement au bien était inférieure à la juste valeur marchande du bien au moment où il a été ainsi acquis,

(ii) d'une personne ou société de personnes avec laquelle le contribuable avait un lien de dépendance et pour laquelle la dépense en capital admissible relative à l'acquisition du bien n'est pas déterminable.

40

(4) L'alinéa 14(1.02)c) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), est remplacé par ce qui suit :

c) si l'immobilisation est, à ce moment :

(i) a qualified farm property (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)) of the taxpayer at that time, the capital property deemed by paragraph (b) to have been disposed of by the taxpayer is deemed to be a qualified farm property of the taxpayer at that time, and

(ii) a qualified fishing property (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)) of the taxpayer at that time, the capital property deemed by paragraph (b) to have been disposed of by the taxpayer is deemed to be a qualified fishing property of the taxpayer at that time.

(5) Section 14 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.1):

(1.2) For the purposes of section 110.6 and paragraph 3(b) as it applies for the purposes of that section, an amount included under paragraph (1)(b) in computing a taxpayer's income for a particular taxation year from a fishing business is deemed to be a taxable capital gain of the taxpayer for the year from the disposition in the year of qualified fishing property to the extent of the lesser of

(a) the amount included under paragraph (1)(b) in computing the taxpayer's income for the particular year from the fishing business, and

(b) the amount determined by the formula

$$A - B$$

where

A is the amount by which

(i) $\frac{1}{2}$ of the total of all amounts each of which is the taxpayer's proceeds from a disposition on or after May 2, 2006 and in the particular taxation year or a preceding taxation year of eligible capital property (referred to in this subsection as a "disposed property") that was at the time of the disposition a qualified fishing property (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)) of the taxpayer exceeds the total of

(i) un bien agricole admissible (au sens du paragraphe 110.6(1)) du contribuable, l'immobilisation dont il est réputé par l'alinéa b) avoir disposé est réputée être, à ce moment, son bien agricole admissible,

(ii) un bien de pêche admissible (au sens du paragraphe 110.6(1)) du contribuable, l'immobilisation dont il est réputé par l'alinéa b) avoir disposé est réputée être, à ce moment, son bien de pêche admissible.

(5) L'article 14 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

(1.2) Pour l'application de l'article 110.6 et de l'alinéa 3b), dans son application à cet article, la somme incluse, en application de l'alinéa (1)b), dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition donnée provenant d'une entreprise de pêche est réputée être un gain en capital imposable du contribuable pour l'année provenant de la disposition, effectuée au cours de l'année, d'un bien de pêche admissible, jusqu'à concurrence de la moins élevée des sommes suivantes :

a) la somme incluse, en application de l'alinéa (1)b), dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année donnée provenant de l'entreprise de pêche;

b) la somme obtenue par la formule suivante :

$$A - B$$

où :

A représente l'excédent de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) la moitié du total des sommes représentant chacune le produit que le contribuable a tiré de la disposition, effectuée après le 1^{er} mai 2006 et au cours de l'année donnée ou d'une année d'imposition antérieure, d'une immobilisation admissible (appelée

Deemed capital gain

Gain en capital imposable réputé

(ii) ½ of the total of all amounts each of which is

(A) an eligible capital expenditure of the taxpayer in respect of the fishing business that was made or incurred in respect of a disposed property, or

(B) an outlay or expense of the taxpayer that was not deductible in computing the taxpayer's income and that was made or incurred for the purpose of making a disposition of a disposed property, and

B is the total of all amounts each of which is an amount deemed by this section to be a taxable capital gain of the taxpayer for a taxation year preceding the particular year from the disposition of qualified fishing property of the taxpayer.

(6) The description of E in the definition "cumulative eligible capital" in subsection 14(5) of the Act is replaced by following:

E is the total of all amounts each of which is ¾ of the amount, if any, by which

(a) an amount that the taxpayer has or may become entitled to receive, after the taxpayer's adjustment time and before that time, on account of capital in respect of the business carried on or formerly carried on by the taxpayer, other than an amount that

(i) is included in computing the taxpayer's income, or deducted in computing, for the purposes of this Act, any balance of undeducted outlays, expenses or other amounts for the year or a preceding taxation year,

« bien déterminé » au présent paragraphe) qui était, au moment de la disposition, un bien de pêche admissible, au sens du paragraphe 110.6(1), du contribuable,

(ii) la moitié du total des sommes représentant chacune :

(A) soit une dépense en capital admissible du contribuable relativement à l'entreprise de pêche, qui a été effectuée ou engagée au titre d'un bien déterminé,

(B) soit une dépense du contribuable qui n'était pas déductible dans le calcul de son revenu et qui a été engagée ou effectuée en vue de la disposition d'un bien déterminé,

B le total des sommes représentant chacune une somme qui est réputée, en vertu du présent article, être un gain en capital imposable du contribuable pour une année d'imposition antérieure à l'année donnée provenant de la disposition d'un bien de pêche admissible du contribuable.

(6) L'élément E de la formule « (A + B + C + D + D.1) - (E + F) » figurant à la définition de « montant cumulatif des immobilisations admissibles », au paragraphe 14(5) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

E le total des sommes dont chacune représente les ¾ de l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa a) sur le montant visé à l'alinéa b) :

a) le montant que le contribuable est devenu ou peut devenir en droit de recevoir, après le moment du rajustement qui lui est applicable et avant le moment donné, à titre de capital relatif à l'entreprise qu'il exploite ou a exploitée, à l'exception d'un montant qui, selon le cas :

(i) est inclus dans le calcul de son revenu ou déduit dans le calcul, pour l'application de la présente loi, d'un solde de dépenses ou autres sommes non déduites pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure,

- (ii) reduces the cost or capital cost of a property or the amount of an outlay or expense, or
- (iii) is included in computing any gain or loss of the taxpayer from a disposition of a capital property

exceeds

- (b) all outlays and expenses that were not otherwise deductible in computing the taxpayer's income and were made or incurred by the taxpayer for the purpose of obtaining the amount described by paragraph (a), and

(7) Subsection (1) applies to dispositions of eligible capital property that occur in taxation years that end after February 27, 2000, except that, in its application to those dispositions of eligible capital property that occur before December 21, 2002, the portion of subsection 14(1.01) of the Act before paragraph (c), as enacted by subsection (1), is to be read as follows:

(1.01) A taxpayer may, in the taxpayer's return of income for a taxation year, elect that the following rules apply to a disposition made at any time in the taxation year of an eligible capital property (other than goodwill) in respect of a business, if the taxpayer's actual proceeds of the disposition exceed the taxpayer's cost of the property, that cost can be determined and, for taxpayers who are individuals, the taxpayer's exempt gains balance in respect of the business for the taxation year is nil:

- (a) for the purposes of subsection (5), the proceeds of disposition of the property are deemed to be equal to that cost;
- (b) the taxpayer is deemed to have disposed at that time of a capital property that had, immediately before that time, an adjusted cost base to the taxpayer equal to that cost, for proceeds of disposition equal to the actual proceeds; and

- (ii) réduit le coût ou le coût en capital d'un bien ou le montant d'une dépense,
- (iii) est inclus dans le calcul de tout gain ou de toute perte du contribuable, provenant d'une disposition d'immobilisation;

b) le total des dépenses engagées ou effectuées par le contribuable en vue d'obtenir le montant visé à l'alinéa a) et qui ne sont pas déductibles par ailleurs dans le calcul de son revenu;

(7) Le paragraphe (1) s'applique aux dispositions d'immobilisations admissibles effectuées au cours des années d'imposition se terminant après le 27 février 2000. Toutefois, pour son application à ces dispositions effectuées avant le 21 décembre 2002, le passage du paragraphe 14(1.01) de la même loi précédant l'alinéa c), édicté par le paragraphe (1), est réputé avoir le libellé suivant :

(1.01) Un contribuable peut faire un choix, dans sa déclaration de revenu pour une année d'imposition, afin que les règles ci-après s'appliquent à la disposition, effectuée à un moment de l'année, d'une immobilisation admissible donnée (sauf l'achalandage) relative à une entreprise, pourvu que le produit réel de la disposition pour lui excède le coût de l'immobilisation donnée pour lui, que ce coût soit déterminable et que, dans le cas où le contribuable est un particulier, son solde des gains exonérés relativement à l'entreprise pour l'année soit nul :

- a) pour l'application du paragraphe (5), le produit de disposition de l'immobilisation donnée est réputé égal au coût en question;
- b) le contribuable est réputé avoir disposé, à ce moment, d'une immobilisation, dont le prix de base rajusté pour lui immédiatement avant ce moment était égal au coût en question, pour un produit de disposition égal au produit réel;

(8) Subsections (2), (4) and (5) apply to dispositions of property that occur on or after May 2, 2006.

(9) Subsection (3) applies to dispositions of eligible capital property that occur after December 20, 2002, except that, in applying subsection 14(1.03) of the Act, as enacted by subsection (3), to dispositions that occur on or before February 27, 2004, subsection 14(1.03) is to be read without reference to its paragraph (b).

(10) Subsection (6) applies to amounts that become receivable on or after May 2, 2006, except that it does not apply to an amount that became receivable by a taxpayer before August 31, 2006 if the taxpayer so elects by filing with the Minister of National Revenue an election in writing on or before the taxpayer's filing-due date for the taxpayer's taxation year that includes August 31, 2006.

4. (1) Subsection 40(1.1) of the Act is replaced by the following:

(1.1) In computing the amount that a taxpayer may claim under subparagraph (1)(a)(iii) in computing the taxpayer's gain from the disposition of a property, that subparagraph shall be read as if the references in that subparagraph to "1/5" and "4" were references to "1/10" and "9" respectively, if,

(a) the property was disposed of by the taxpayer to the taxpayer's child,

(b) that child was resident in Canada immediately before the disposition, and

(c) the property was immediately before the disposition,

(i) any land in Canada or depreciable property in Canada of a prescribed class that was used by the taxpayer, the spouse or common-law partner of the taxpayer, a child or a parent of the taxpayer in a farming or fishing business carried on in Canada,

(ii) a share of the capital stock of a family farm corporation of the taxpayer or an interest in a family farm partnership of the

(8) Les paragraphes (2), (4) et (5) s'appliquent aux dispositions de biens effectuées après le 1^{er} mai 2006.

(9) Le paragraphe (3) s'applique aux dispositions d'immobilisations admissibles effectuées après le 20 décembre 2002. Toutefois, pour son application à ces dispositions effectuées avant le 28 février 2004, le paragraphe 14(1.03) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), s'applique compte non tenu de son alinéa b).

(10) Le paragraphe (6) s'applique aux sommes qui deviennent à recevoir après le 1^{er} mai 2006. Toutefois, il ne s'applique pas aux sommes qui sont devenues à recevoir par un contribuable avant le 31 août 2006 si le contribuable en fait le choix par avis écrit présenté au ministre du Revenu national au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour son année d'imposition qui comprend le 31 août 2006.

4. (1) Le paragraphe 40(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(1.1) Pour le calcul de la somme dont un contribuable peut demander la déduction, selon le sous-alinéa (1)a)(iii), dans le calcul de son gain provenant de la disposition d'un bien, les mentions « 1/5 » et « 4 » à ce sous-alinéa valent mention respectivement de « 1/10 » et « 9 » si les conditions suivantes sont réunies :

a) le contribuable a disposé du bien en faveur de son enfant;

b) cet enfant résidait au Canada immédiatement avant la disposition;

c) immédiatement avant la disposition, le bien était :

(i) un fonds de terre situé au Canada, ou un bien amortissable d'une catégorie prescrite situé au Canada, que le contribuable ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère utilisait dans le cadre d'une entreprise agricole ou de pêche exploitée au Canada,

(ii) une action du capital-actions d'une société agricole familiale du contribuable, au sens du paragraphe 70(10), ou une

Reserve ---
property
disposed of to a
child

Disposition d'un
bien en faveur
d'un enfant

taxpayer (such a share or an interest having the meaning assigned by subsection 70(10)),

(iii) a qualified small business corporation share of the taxpayer (within the meaning assigned by subsection 110.6(1)), or

(iv) a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer or an interest in a family fishing partnership (such a share or an interest having the meaning assigned by subsection 70(10)).

(2) Subsection (1) applies to dispositions of property that occur on or after May 2, 2006.

5. (1) Subsection 44(1.1) of the Act is replaced by the following:

(1.1) In computing the amount that a taxpayer may claim under subparagraph (1)(e)(iii) in computing the taxpayer's gain from the disposition of a former property of the taxpayer, that subparagraph shall be read as if the references in that subparagraph to "1/5" and "4" were references to "1/10" and "9" respectively if that former property is real or immovable property in respect of the disposition of which, because of subsection 73(3), the rules in subsection 73(3.1) applied to the taxpayer and a child of the taxpayer.

(2) Subsection (1) applies to dispositions of property that occur on or after May 2, 2006.

6. (1) Paragraph 56(1)(k) of the Act is replaced by the following:

(k) all amounts received in the year by a person or partnership (in this paragraph referred to as the "vendor") as consideration for the disposition by the vendor of a property the cost of which was included in computing an amount under paragraph 8(1)(r) or (s) in respect of the vendor or in respect of a person with whom the vendor does not deal at arm's length, to the extent that the total of those amounts received in respect of the disposition in the year and in preceding taxation years exceeds the total of the cost to the vendor of the property immediately before the disposi-

participation dans une société de personnes agricole familiale du contribuable, au sens du même paragraphe,

(iii) une action admissible de petite entreprise du contribuable, au sens du paragraphe 110.6(1),

(iv) une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable, au sens du paragraphe 70(10), ou une participation dans une société de personnes de pêche familiale du contribuable, au sens du même paragraphe.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dispositions de biens effectuées après le 1^{er} mai 2006.

5. (1) Le paragraphe 44(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(1.1) Pour le calcul de la somme que le contribuable peut demander à titre de déduction, selon le sous-alinéa (1)e)(iii), dans le calcul de son gain tiré de la disposition de son ancien bien, les mentions « 1/5 » et « 4 » à ce sous-alinéa valent mention respectivement de « 1/10 » et « 9 » si cet ancien bien est un bien immeuble ou réel à la disposition duquel les règles énoncées au paragraphe 73(3.1) se sont appliquées, par l'effet du paragraphe 73(3), au contribuable et à son enfant.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dispositions de biens effectuées après le 1^{er} mai 2006.

6. (1) L'alinéa 56(1)(k) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

k) les sommes qu'une personne ou une société de personnes reçoit au cours de l'année en contrepartie de la disposition, par elle, d'un bien dont le coût a été inclus dans le calcul de la somme prévue aux alinéas 8(1)r) ou s) relativement à elle ou à une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance, dans la mesure où le total de ces sommes, reçues au titre de la disposition au cours de l'année et d'années d'imposition antérieures, excède le total du coût du bien pour elle immédiatement avant la disposition et des sommes incluses relativement à la

Reserve —
property
disposed of to a
child

Disposition d'un
bien en faveur
d'un enfant

Certain tools of
an employee, re
proceeds

Certains outils
d'employés —
produit de
disposition

tion and all amounts included in respect of the disposition under this paragraph in computing the vendor's income for a preceding taxation year, unless the property was acquired by the vendor in circumstances to which subsection 85(5.1) or subsection 97(5) applied;

(2) Subsection 56(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (n):

Apprenticeship
incentive grant

(n.1) amounts received by the taxpayer in the year under the Apprenticeship Incentive Grant program administered by the Department of Human Resources and Social Development;

(3) Subsection 56(3) of the Act is replaced by the following:

Exemption for
scholarships,
fellowships,
bursaries and
prizes

(3) For the purpose of subparagraph (1)(n)(ii), a taxpayer's scholarship exemption for a taxation year is the total of

- (a) the total of all amounts each of which is the amount included under subparagraph (1)(n)(i) in computing the taxpayer's income for the taxation year in respect of a scholarship, fellowship or bursary received in connection with the taxpayer's enrolment in an educational program in respect of which an amount may be deducted under subsection 118.6(2) in computing the taxpayer's tax payable under this Part for the taxation year,
- (b) the total of all amounts each of which is the lesser of

- (i) the amount included under subparagraph (1)(n)(i) in computing the taxpayer's income for the taxation year in respect of a scholarship, fellowship, bursary or prize that is to be used by the taxpayer in the production of a literary, dramatic, musical or artistic work, and

- (ii) the total of all amounts each of which is an expense incurred by the taxpayer in the taxation year for the purpose of fulfilling the conditions under which the amount described in subparagraph (i) was received, other than

disposition en vertu du présent alinéa dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, sauf si elle a acquis le bien dans les circonstances visées aux paragraphes 85(5.1) ou 97(5);

(2) Le paragraphe 56(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa n), de ce qui suit :

n.1) les sommes reçues par le contribuable au cours de l'année dans le cadre du programme de subvention aux apprentis administré par le ministère des Ressources humaines et du Développement social;

Subvention aux
apprentis

(3) Le paragraphe 56(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Pour l'application du sous-alinéa (1)n)(ii), l'exemption pour bourses d'études d'un contribuable pour une année d'imposition correspond au total des sommes suivantes :

Exemption pour
bourses
d'études.
bourses de
perfectionnement
(fellowships) ou
récompenses

- a) le total des sommes représentant chacune la somme incluse en application du sous-alinéa (1)n)(i) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année au titre d'une bourse d'études ou d'une bourse de perfectionnement (*fellowship*) reçue relativement à son inscription à un programme d'études pour lequel une somme est déductible en application du paragraphe 118.6(2) dans le calcul de son impôt à payer pour l'année en vertu de la présente partie;

- b) le total des sommes représentant chacune la moins élevée des sommes suivantes :

- (i) la somme incluse en application du sous-alinéa (1)n)(i) dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année au titre d'une bourse d'études, d'une bourse de perfectionnement (*fellowship*) ou d'une récompense dont il doit se servir dans la production d'une oeuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique,

- (ii) le total des sommes représentant chacune une dépense engagée par le contribuable au cours de l'année en vue de remplir les conditions aux termes

(A) personal or living expenses of the taxpayer (except expenses in respect of travel, meals and lodging incurred by the taxpayer in the course of fulfilling those conditions and while absent from the taxpayer's usual place of residence for the period to which the scholarship, fellowship, bursary or prize, as the case may be, relates),

(B) expenses for which the taxpayer is entitled to be reimbursed, and

(C) expenses that are otherwise deductible in computing the taxpayer's income, and

(c) the lesser of \$500 and the amount by which the total described in subparagraph (1)(n)(i) for the taxation year exceeds the total of the amounts determined under paragraphs (a) and (b).

(4) Subsection 56(8) of the Act is replaced by the following:

(8) Notwithstanding subsections (1) and (6), if

(a) one or more amounts are received by an individual (other than a trust) in a taxation year as, on account of, in lieu of payment of or in satisfaction of, any benefit under the *Universal Child Care Benefit Act*, the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan as defined in section 3 of the *Canada Pension Plan*, and

(b) a portion, not less than \$300, of the total of those amounts relates to one or more preceding taxation years,

that portion shall, at the option of the individual, not be included in the individual's income.

(5) Subsections (1), (3) and (4) apply to the 2006 and subsequent taxation years.

(6) Subsection (2) applies to the 2007 and subsequent taxation years.

7. (1) Section 60 of the Act is amended by adding the following after paragraph (o.1):

desquelles la somme visée au sous-alinéa (i) a été reçue, à l'exception des dépenses suivantes :

(A) ses frais personnels ou de subsistance, sauf ses frais de déplacement, de repas et de logement engagés en vue de remplir ces conditions, pendant qu'il était absent de son lieu de résidence habituel pour la période visée par la bourse d'études, la bourse de perfectionnement (*fellowship*) ou la récompense,

(B) les dépenses qu'il peut se faire rembourser,

(C) les dépenses déductibles par ailleurs dans le calcul de son revenu;

c) 500 \$ ou, s'il est moins élevé, l'excédent du total visé au sous-alinéa (1)(n)(i) pour l'année sur le total des sommes déterminées selon les alinéas a) et b).

(4) Le paragraphe 56(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) Malgré les paragraphes (1) et (6), le particulier, à l'exception d'une fiducie, qui reçoit au cours d'une année d'imposition, au titre ou en paiement intégral ou partiel d'une prestation versée aux termes de la *Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants*, du régime institué par le *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 du *Régime de pensions du Canada*, une ou plusieurs sommes dont une fraction d'au moins 300 \$, au total, se rapporte à une ou plusieurs années d'imposition antérieures, n'a pas à inclure cette fraction dans son revenu, s'il en fait le choix.

Prestations des
RPC/RRQ et
PUGE pour
années
antérieures

(5) Les paragraphes (1), (3) et (4) s'appliquent aux années d'imposition 2006 et suivantes.

(6) Le paragraphe (2) s'applique aux 40 années d'imposition 2007 et suivantes.

7. (1) L'article 60 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa o.1), de ce qui suit :

CPP/QPP and
UCCB amounts
for previous
years

Repayment of
apprenticeship
incentive grant

(p) the total of all amounts each of which is an amount paid in the taxation year as a repayment under the Apprenticeship Incentive Grant program of an amount that was included because of paragraph 56(1)(n.1) in computing the taxpayer's income for the taxation year or a preceding taxation year;

(2) Subsection (1) applies to the 2007 and subsequent taxation years.

8. (1) Paragraph (b) of the definition "earned income" in subsection 63(3) of the Act is replaced by the following:

(b) all amounts that are included, or that would, but for paragraph 81(1)(a) or subsection 81(4), be included, because of section 6 15 or 7 or paragraph 56(1) (n), (n.1), (o) or (r), in computing the taxpayer's income,

(2) Subsection (1) applies to the 2007 and subsequent taxation years.

9. (1) Clause (ii)(J) of the description of A 20 in paragraph 64(a) of the Act is replaced by the following:

(J) where the taxpayer has an impairment in physical or mental functions, for the cost of attendant care services 25 provided in Canada and to a person who is neither the taxpayer's spouse or common-law partner nor under 18 years of age, if the taxpayer is a taxpayer in respect of whom an 30 amount may be deducted because of section 118.3, or if the taxpayer has been certified in writing by a medical practitioner to be a person who, because of that impairment is, and is 35 likely to be indefinitely, dependent on others for their personal needs and care and who as a result requires a full-time attendant,

(2) Subsection (1) applies to the 2005 and 40 subsequent taxation years.

10. (1) Subsections 70(9) to (9.3) of the Act are replaced by the following:

p) le total des sommes représentant chacune une somme payée au cours de l'année en remboursement, dans le cadre du programme de subvention aux apprentis, d'une somme incluse en application de l'alinéa 56(1)n.1) 5 dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2007 et suivantes. 10

8. (1) L'alinéa b) de la définition de «revenu gagné», au paragraphe 63(3) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

b) les montants qui sont inclus dans le calcul du revenu du contribuable par l'effet des 15 articles 6 ou 7 ou des alinéas 56(1)n), n.1), o) ou r), ou qui seraient ainsi inclus si ce n'était l'alinéa 81(1)a) ou le paragraphe 81(4);

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2007 et suivantes. 20

9. (1) La division (ii)(J) de l'élément A de la formule figurant à l'alinéa 64a) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(J) si le contribuable a une déficience des fonctions physiques ou mentales, 25 en règlement du coût de services de préposé aux soins fournis au Canada, à une personne qui n'est ni l'époux ou le conjoint de fait du contribuable, ni âgée de moins de 18 ans, si le 30 contribuable est quelqu'un à l'égard duquel une somme est déductible par l'effet de l'article 118.3 ou quelqu'un qui, d'après l'attestation écrite d'un médecin, dépend et dépendra vrai- 35 semblablement d'autrui pour ses besoins et soins personnels en raison de sa déficience et a, par conséquent, besoin de la présence d'un préposé à plein temps, 40

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2005 et suivantes.

10. (1) Les paragraphes 70(9) à (9.3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Remboursement
de la subvention
aux apprentis

When subsection
(9.01) applies

(9) Subsection (9.01) applies to a taxpayer and a child of the taxpayer in respect of land in Canada or depreciable property in Canada of a prescribed class of the taxpayer in respect of which subsection (5) would, if this Act were read without reference to this subsection, apply if

(a) the property was, before the death of the taxpayer, used principally in a fishing or farming business carried on in Canada in which the taxpayer, the spouse or common-law partner of the taxpayer or a child or a parent of the taxpayer was actively engaged on a regular and continuous basis (or, in the case of property used in the operation of a woodlot, was engaged to the extent required by a prescribed forest management plan in respect of that woodlot);

(b) the child of the taxpayer was resident in Canada immediately before the day on which the taxpayer died; and

(c) as a consequence of the death of the taxpayer, the property is transferred to and becomes vested indefeasibly in the child within the period ending 36 months after the death of the taxpayer or, if written application has been made to the Minister by the taxpayer's legal representative within that period, within any longer period that the Minister considers reasonable in the circumstances.

Transfer of
farming and
fishing property
to child

(9.01) If, because of subsection (9), this subsection applies to the taxpayer and a child of the taxpayer in respect of a property of the taxpayer that has been transferred to the child as a consequence of the death of the taxpayer, the following rules apply:

(a) where the taxpayer's legal representative does not elect in the taxpayer's return of income under this Part for the year in which the taxpayer died, to have paragraph (b) apply to the taxpayer and the child in respect of the property,

(i) paragraphs (5)(a) and (b) and section 69 do not apply to the taxpayer and the child in respect of the property,

(ii) the taxpayer is deemed to have

(9) Le paragraphe (9.01) s'applique à un contribuable et à son enfant, relativement à un fonds de terre ou à un bien amortissable d'une catégorie prescrite du contribuable, situés au Canada et auxquels le paragraphe (5) s'appliquerait en l'absence du présent paragraphe, si les conditions suivantes sont réunies :

a) avant le décès du contribuable, le bien était utilisé principalement dans le cadre d'une entreprise agricole ou de pêche exploitée au Canada dans laquelle le contribuable ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère soit prenait une part active de façon régulière et continue, soit, s'il s'agit d'un bien utilisé dans le cadre de l'exploitation d'une terre à bois, prenait part dans la mesure requise par un plan d'aménagement forestier visé par règlement relativement à cette terre;

b) l'enfant du contribuable résidait au Canada la veille du décès du contribuable;

c) par suite du décès du contribuable, le bien est transféré à l'enfant, et lui est dévolu irrévocablement, dans la période se terminant 36 mois après ce décès ou, si le représentant légal du contribuable en fait la demande écrite au ministre dans ce délai, dans un délai plus long que le ministre considère acceptable dans les circonstances.

Application du
par. (9.01)

(9.01) Si, par l'effet du paragraphe (9), le présent paragraphe s'applique au contribuable et à son enfant relativement à un bien du contribuable qui a été transféré à l'enfant par suite du décès du contribuable, les règles suivantes s'appliquent :

a) si le représentant légal du contribuable ne fait pas de choix, dans la déclaration de revenu du contribuable produite en vertu de la présente partie pour l'année de son décès, afin que l'alinéa b) s'applique au contribuable et à l'enfant relativement au bien :

(i) les alinéas (5)a) et b) et l'article 69 ne s'appliquent pas au contribuable ni à l'enfant relativement au bien,

(ii) le contribuable est réputé :

Transfert de
biens agricoles
ou de pêche à un
enfant

45

- (A) disposed of the property immediately before the taxpayer's death, and
- (B) received, at the time of the disposition of the property, proceeds of disposition in respect of that disposition of the property equal to
- (I) where the property was depreciable property of a prescribed class, the lesser of
1. the capital cost to the taxpayer of the property, and
 2. the amount, determined immediately before the time of the disposition of the property, that is that proportion of the undepreciated capital cost of property of that class to the taxpayer that the capital cost to the taxpayer of the property is of the capital cost to the taxpayer of all property of that class that had not, at or before that time, been disposed of, and
- (II) where the property is land (other than land to which subclause (I) applies), the adjusted cost base to the taxpayer of the property immediately before the time of the disposition of the property,
- (iii) the child is, immediately after the time of the disposition of the property, deemed to have acquired the property at a cost equal to the taxpayer's proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under subparagraph (ii), and
- (iv) where the property was depreciable property of a prescribed class, paragraphs (5)(c) and (d) apply to the taxpayer and the child in respect of the property as if the references in those paragraphs to "paragraph (a)" and "paragraph (b)" were read as "subparagraph (9.01)(a)(ii)" and "subparagraph (9.01)(a)(iii)", respectively; and
- (b) where the taxpayer's legal representative elects, in the taxpayer's return of income under this Part for the taxation year in which

- (A) d'une part, avoir disposé du bien immédiatement avant son décès,
- (B) d'autre part, avoir reçu, au moment de la disposition du bien et au titre de cette disposition, un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :
- (I) si le bien était un bien amortissable d'une catégorie prescrite, la moins élevée des sommes suivantes :
1. le coût en capital du bien pour le contribuable,
 2. la somme, déterminée immédiatement avant le moment de la disposition du bien, qui correspond à la proportion de la fraction non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie pour le contribuable que représente le coût en capital du bien pour lui par rapport au coût en capital, pour lui, de l'ensemble des biens de cette catégorie dont il n'avait pas été disposé à ce moment ou antérieurement,
- (II) si le bien est un fonds de terre (sauf celui auquel la subdivision (I) s'applique), le prix de base rajusté du bien pour le contribuable immédiatement avant le moment de sa disposition,
- (iii) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition du bien, avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que le contribuable est réputé avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon le sous-alinéa (ii),
- (iv) si le bien était un bien amortissable d'une catégorie prescrite, les alinéas (5)c) et d) s'appliquent au contribuable et à l'enfant relativement au bien comme si les mentions « l'alinéa a) » et « l'alinéa b) » y étaient remplacées respectivement par « le sous-alinéa (9.01)a)(ii) » et « le sous-alinéa (9.01)a)(iii) »;

the taxpayer died, to have this paragraph apply to the taxpayer in respect of the property,

(i) paragraphs (5)(a) and (b) and section 69 do not apply to the taxpayer and the child in respect of the property,

(ii) the taxpayer is deemed to have

(A) disposed of the property immediately before the taxpayer's death, and

(B) received, at the time of the disposition of the property, proceeds of disposition in respect of that disposition of the property equal to

(I) where the property was depreciable property of a prescribed class, the amount that the legal representative designates, which must not be greater than the greater of nor less than the lesser of

1. the fair market value of the property immediately before the time of the disposition of the property, and

2. the lesser of the capital cost to the taxpayer of the property and the amount, determined immediately before the time of the disposition of the property, that is that proportion of the undepreciated capital cost of property of that class to the taxpayer that the capital cost to the taxpayer of the property is of the capital cost to the taxpayer of all property of that class that had not, at or before that time, been disposed of, and

(II) where the property is land (other than land to which subclause (I) applies), the amount that the legal representative designates, which must not be greater than the greater of nor less than the lesser of

1. the fair market value of the property immediately before the time of the disposition of the property, and

b) si le représentant légal du contribuable fait un choix, dans la déclaration de revenu du contribuable produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition de son décès, afin que le présent alinéa s'applique au contribuable relativement au bien :

(i) les alinéas (5)a) et b) et l'article 69 ne s'appliquent pas au contribuable ni à l'enfant relativement au bien,

(ii) le contribuable est réputé :

(A) d'une part, avoir disposé du bien immédiatement avant son décès,

(B) d'autre part, avoir reçu, au moment de la disposition du bien et au titre de cette disposition, un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :

(I) lorsque le bien était un bien amortissable d'une catégorie prescrite, la somme désignée par le représentant légal, laquelle n'est ni supérieure à la plus élevée des sommes ci-après, ni inférieure à la moins élevée de ces sommes :

1. la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le moment de sa disposition,

2. le coût en capital du bien pour le contribuable ou, si elle est moins élevée, la somme, déterminée immédiatement avant le moment de la disposition du bien, qui correspond à la proportion de la fraction non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie pour le contribuable que représente le coût en capital du bien pour lui par rapport au coût en capital, pour lui, de l'ensemble des biens de cette catégorie dont il n'avait pas été disposé à ce moment ou antérieurement,

(II) lorsque le bien est un fonds de terre (sauf celui auquel la subdivision (I) s'applique), la somme désignée par le représentant légal, laquelle n'est ni

2. the adjusted cost base to the taxpayer of the property immediately before the time of the disposition of the property,

(iii) the child is, immediately after the time of the disposition of the property, deemed to have acquired the property at a cost equal to the taxpayer's proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under subparagraph 10 (ii),

(iv) where the property was depreciable property of a prescribed class, paragraphs (5)(c) and (d) apply to the taxpayer in respect of the property as if the references 15 in those paragraphs to "paragraph (a)" and "paragraph (b)" were read as "subparagraph (9.01)(b)(ii)" and "subparagraph (9.01)(b)(iii)", respectively,

(v) except for the purpose of this subparagraph,

(A) where the amount designated by the taxpayer's legal representative under subclause (ii)(B)(I), exceeds the greater of the amounts determined under sub- 25 subclauses (ii)(B)(I)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the greater of those amounts, and

(B) where the amount designated by the 30 taxpayer's legal representative under subclause (ii)(B)(II) exceeds the greater of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(B)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is 35 deemed to be equal to the greater of those amounts, and

(vi) except for the purpose of this subparagraph,

(A) where the amount designated by the 40 taxpayer's legal representative under subclause (ii)(B)(I) is less than the lesser of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(B)(I)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is 45 deemed to be equal to the lesser of those amounts, and

supérieure à la plus élevée des sommes ci-après, ni inférieure à la moins élevée de ces sommes :

1. la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le mo- 5 ment de sa disposition,

2. le prix de base rajusté du bien pour le contribuable immédiatement avant le moment de sa disposition, 10

(iii) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition du bien, avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que le contribuable est réputé avoir reçu au titre de la 15 disposition du bien, déterminé selon le sous-alinéa (ii),

(iv) si le bien était un bien amortissable d'une catégorie prescrite, les alinéas (5)c) et d) s'appliquent au contribuable relative- 20 ment au bien comme si les mentions « l'alinéa a) » et « l'alinéa b) » y étaient remplacées respectivement par « le sous-alinéa (9.01)b)(ii) » et « le sous-alinéa (9.01)b)(iii) », 25

(v) sauf pour l'application du présent sous-alinéa :

(A) si la somme désignée par le représentant légal du contribuable selon la subdivision (ii)(B)(I) excède la plus 30 élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(I)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la plus élevée de ces sommes, 35

(B) si la somme désignée par le représentant légal du contribuable selon la subdivision (ii)(B)(II) excède la plus élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(II)1 et 2 40 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la plus élevée de ces sommes,

(vi) sauf pour l'application du présent sous-alinéa : 45

(B) where the amount designated by the taxpayer's legal representative under subclause (ii)(B)(II) is less than the lesser of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(B)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the lesser of those amounts.

(A) si la somme désignée par le représentant légal du contribuable selon la subdivision (ii)(B)(I) est inférieure à la moins élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(I)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la moins élevée de ces sommes,

(B) si la somme désignée par le représentant légal du contribuable selon la subdivision (ii)(B)(II) est inférieure à la moins élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(II)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la moins élevée de ces sommes.

When subsection (9.11) applies

(9.1) Subsection (9.11) applies to a trust and a child of the settlor of the trust in respect of a property in respect of which subsection 104(4) or (5) would, if this Act were read without reference to this subsection, apply to the trust as a consequence of the death of the beneficiary under the trust who was a spouse or a common-law partner of the settlor if

(a) the property (or property for which the property was substituted) was transferred to the trust by the settlor;

(b) subsection (6), subsection 73(1) (as that subsection applied to transfers before 2000) or subparagraph 73(1.01)(c)(i) applied to the settlor and the trust in respect of the transfer referred to in paragraph (a);

(c) the property is, immediately before the beneficiary's death, land or a depreciable property of a prescribed class of the trust that was used in a fishing or farming business carried on in Canada;

(d) the child of the settlor is, immediately before the beneficiary's death, resident in Canada; and

(e) as a consequence of the beneficiary's death, the property is transferred to and becomes vested indefeasibly in the child of the settlor within the period ending 36 months after that beneficiary's death or, if written application has been made to the Minister by the taxpayer's legal representa-

(9.1) Le paragraphe (9.11) s'applique à une fiducie et à un enfant de l'auteur de la fiducie, relativement à un bien à l'égard duquel les paragraphes 104(4) ou (5) s'appliqueraient à la fiducie, en l'absence du présent paragraphe, par suite du décès du bénéficiaire de la fiducie qui était l'époux ou le conjoint de fait de l'auteur, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le bien, ou un bien qui lui est substitué, a été transféré à la fiducie par l'auteur;

b) le paragraphe (6), le paragraphe 73(1) (dans sa version applicable aux transferts effectués avant 2000) ou le sous-alinéa 73(1.01)c)(i) se sont appliqués à l'auteur et à la fiducie pour ce qui est du transfert visé à l'alinéa a);

c) le bien est, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, un fonds de terre ou un bien amortissable d'une catégorie prescrite de la fiducie, qui était utilisé dans le cadre d'une entreprise agricole ou de pêche exploitée au Canada;

d) l'enfant de l'auteur réside au Canada immédiatement avant le décès du bénéficiaire;

e) par suite du décès du bénéficiaire, le bien est transféré à l'enfant de l'auteur, et lui est dévolu irrévocablement, dans la période se terminant 36 mois après ce décès ou, si le représentant légal du contribuable en fait la

Application du par. (9.11)

tive within that period, within any longer period that the Minister considers reasonable in the circumstances.

Transfer of farming and fishing property from trust to settlor's children

(9.11) If, because of subsection (9.1), this subsection applies to the trust and a child of the settlor of the trust in respect of a property of the trust that has been distributed to the child as a consequence of the death of the beneficiary under the trust who was the spouse or common-law partner of the settlor, the following rules 10 apply:

(a) where the trust does not elect, in its return of income under this Part for the taxation year in which the beneficiary died, to have paragraph (b) apply to the trust in respect of 15 the property,

(i) subsections 104(4) and (5) and section 69 do not apply to the trust and the child in respect of the property,

(ii) the trust is deemed to have 20

(A) disposed of the property immediately before the beneficiary's death, and

(B) received, at the time of the disposition, proceeds of disposition in respect of that disposition equal to 25

(I) where the property was depreciable property of a prescribed class, the lesser of

1. the capital cost to the trust of the property, and 30

2. the amount, determined immediately before the time of the disposition of the property, that is that proportion of the undepreciated capital cost of property of that class 35 to the trust that the capital cost to the trust of the property is of the capital cost to the trust of all property of that class that had not, at or before that time, been dis- 40 posed of, and

(II) where the property is land (other than land to which subclause (I) applies), the adjusted cost base to

demande écrite au ministre dans ce délai, dans un délai plus long que le ministre considère acceptable dans les circonstances.

(9.11) Si, par l'effet du paragraphe (9.1), le 5 présent paragraphe s'applique à la fiducie et à un enfant de l'auteur de la fiducie, relativement à un bien de la fiducie qui a été distribué à l'enfant par suite du décès du bénéficiaire de la fiducie qui était l'époux ou le conjoint de fait de l'auteur, les règles suivantes s'appliquent : 10

a) si la fiducie ne fait pas de choix, dans sa déclaration de revenu produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition du décès du bénéficiaire, afin que l'alinéa b) s'applique à elle relativement au bien : 15

(i) les paragraphes 104(4) et (5) et l'article 69 ne s'appliquent pas à la fiducie ni à l'enfant relativement au bien,

(ii) la fiducie est réputée :

(A) d'une part, avoir disposé du bien 20 immédiatement avant le décès du bénéficiaire,

(B) d'autre part, avoir reçu, au moment de la disposition et au titre de cette disposition, un produit de disposition 25 égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :

(I) lorsque le bien était un bien amortissable d'une catégorie prescrite, la moins élevée des sommes 30 suivantes :

1. le coût en capital du bien pour la fiducie,

2. la somme, déterminée immédiatement avant le moment de la 35 disposition du bien, qui correspond à la proportion de la fraction non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie pour la fiducie que représente le coût en capital du 40 bien pour elle par rapport au coût en capital, pour elle, de l'ensemble des biens de cette catégorie dont il n'avait pas été disposé à ce moment ou antérieurement, 45

Transfert d'un bien agricole ou de pêche de la fiducie aux enfants de l'auteur

the trust of the property immediately before the time of the disposition of the property, and

(iii) the child is, immediately after the time of the disposition of the property, deemed to have acquired the property at a cost equal to the trust's proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under subparagraph (ii);

(b) where the trust elects, in the trust's return 10 of income under this Part for the taxation year in which the beneficiary died, to have this paragraph apply to the trust in respect of the property,

(i) subsections 104(4) and (5) do not apply 15 to the trust in respect of the property,

(ii) the trust is deemed to have

(A) disposed of the property immediately before the beneficiary's death, and

(B) received, at the time of the disposition of the property, proceeds of disposition in respect of the disposition of the property equal to

(I) where the property was depreciable property of a prescribed class, the 25 amount that the trust designates, which must not be greater than the greater of nor less than the lesser of

1. the fair market value of the property immediately before the 30 time of the disposition of the property, and

2. the lesser of the capital cost to the trust of the property and the amount, determined immediately 35 before the time of the disposition of the property, that is that proportion of the undepreciated capital cost of property of that class to the trust that the capital cost to the trust 40 of the property is of the capital cost to the trust of all property of that class that had not, at or before that time, been disposed of, and

(II) lorsque le bien est un fonds de terre (sauf celui auquel la subdivision (I) s'applique), le prix de base rajusté du bien pour la fiducie immédiatement avant le moment de sa disposition, 5

(iii) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition du bien, avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que la fiducie est 10 réputée avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon le sous-alinéa (ii);

b) si la fiducie fait un choix, dans sa déclaration de revenu produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition 15 du décès du bénéficiaire, afin que le présent alinéa s'applique à elle relativement au bien :

(i) les paragraphes 104(4) et (5) ne s'appliquent pas à elle relativement au bien,

(ii) la fiducie est réputée : 20

(A) d'une part, avoir disposé du bien immédiatement avant le décès du bénéficiaire,

(B) d'autre part, avoir reçu, au moment de la disposition du bien et au titre de 25 cette disposition, un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :

(I) lorsque le bien était un bien amortissable d'une catégorie prescrite, la somme désignée par la fiducie, laquelle somme n'est ni supérieure à la plus élevée des sommes ci-après, ni inférieure à la moins élevée de ces sommes : 35

1. la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le moment de sa disposition,

2. le coût en capital du bien pour la fiducie ou, si elle est moins élevée, 40 la somme, déterminée immédiatement avant le moment de la disposition du bien, qui correspond à la proportion de la fraction non amortie du coût en capital des biens 45 de cette catégorie pour la fiducie

- (II) where the property is land (other than land to which subclause (I) applies), the amount that the trust designates, which must not be greater than the greater of nor less than the lesser of
1. the fair market value of the property immediately before the time of the disposition of the property, and 10
 2. the adjusted cost base to the trust of the property immediately before the time of the disposition of the property,
- (iii) the child is, immediately after the time of the disposition of the property, deemed to have acquired the property at a cost equal to the trust's proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under subparagraph (ii), 20
- (iv) except for the purpose of this subparagraph,
- (A) where the amount designated by the trust under subclause (ii)(B)(I) exceeds the greater of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(B)(I)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the greater of those amounts, and 25
- (B) where the amount designated by the trust under subclause (ii)(B)(II) exceeds the greater of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(B)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the greater of those amounts, and 30
- (v) except for the purpose of this subparagraph,
- (A) where the amount designated by the trust under subclause (ii)(B)(I) is less than the lesser of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(B)(I)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the lesser of those amounts, and 40
- 45
- que représente le coût en capital du bien pour elle par rapport au coût en capital, pour elle, de l'ensemble des biens de cette catégorie dont il n'avait pas été disposé à ce moment ou antérieurement, 5
- (II) lorsque le bien est un fonds de terre (sauf celui auquel la subdivision (I) s'applique), la somme désignée par la fiducie, laquelle somme n'est ni supérieure à la plus élevée des sommes ci-après, ni inférieure à la moins élevée de ces sommes :
1. la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le moment de sa disposition, 15
 2. le prix de base rajusté du bien pour la fiducie immédiatement avant le moment de sa disposition,
- (iii) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition du bien, avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que la fiducie est réputée avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon le sous-alinéa (ii), 20
- (iv) sauf pour l'application du présent sous-alinéa :
- (A) si la somme désignée par la fiducie selon la subdivision (ii)(B)(I) excède la plus élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(I)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la plus élevée de ces sommes, 30
- (B) si la somme désignée par la fiducie selon la subdivision (ii)(B)(II) excède la plus élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(II)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la plus élevée de ces sommes, 35
- (v) sauf pour l'application du présent sous-alinéa :
- (A) si la somme désignée par la fiducie selon la subdivision (ii)(B)(I) est inférieure à la moins élevée des sommes 45

(B) where the amount designated by the trust under subclause (ii)(B)(II), is less than the lesser of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(B)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the lesser of those amounts;

(c) where paragraph (a) or (b) (each of which is referred to in this subsection as the "relevant provision") applied to the trust in respect of a property that was depreciable property of a prescribed class (other than where the trust's proceeds of disposition of the property under the relevant provision are redetermined under subsection 13(21.1)),

(i) the capital cost to the child of the property, immediately after the time of the disposition, is deemed to be the amount that was the capital cost to the trust of the property, immediately before the time of the disposition, and

(ii) the amount, if any, by which the capital cost to the trust of the property, immediately before the time of the disposition, exceeds the amount determined under the relevant provision to be the cost of the property to the child, immediately after the time of the disposition, is, for the purposes of sections 13 and 20 and any regulations made for the purpose of paragraph 20(1)(a), deemed to have been allowed to the child in respect of the property under regulations made for the purpose of paragraph 20(1)(a) in computing income for taxation years that ended before the child acquired the property; and

(d) where the relevant provision applied to the trust in respect of a property and the trust's proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under subsection 13(21.1), notwithstanding the relevant provision,

(i) where the capital cost to the trust of the property, immediately before the time of the disposition, exceeds the amount redetermined under subsection 13(21.1), for

déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(I)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la moins élevée de ces sommes,

(B) si la somme désignée par la fiducie selon la subdivision (ii)(B)(II) est inférieure à la moins élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(B)(II)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la moins élevée de ces sommes;

c) si l'alinéa a) ou b) (appelé chacun « disposition applicable » au présent paragraphe) s'est appliqué à la fiducie relativement à un bien qui était un bien amortissable d'une catégorie prescrite (sauf un bien dont le produit de disposition pour la fiducie selon la disposition applicable est déterminé selon le paragraphe 13(21.1)):

(i) le coût en capital du bien pour l'enfant, immédiatement après le moment de la disposition, est réputé correspondre à son coût en capital pour la fiducie, immédiatement avant le moment de la disposition,

(ii) l'excédent éventuel du coût en capital du bien pour la fiducie, immédiatement avant le moment de la disposition, sur la somme qui, selon la disposition applicable, correspond au coût du bien pour l'enfant, immédiatement après le moment de la disposition, est réputé, pour l'application des articles 13 et 20 et de toute disposition réglementaire prise pour l'application de l'alinéa 20(1)a), avoir été accordé à l'enfant relativement au bien en vertu des dispositions réglementaires prises pour l'application de l'alinéa 20(1)a) dans le calcul du revenu pour les années d'imposition s'étant terminées avant l'acquisition du bien par l'enfant;

d) si la disposition applicable s'est appliquée à la fiducie relativement au bien et que le produit de disposition qu'elle est réputée avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon la disposition applicable, a été déterminé selon le paragraphe 13(21.1), malgré la disposition applicable:

the purposes of sections 13 and 20 and any regulations made for the purpose of paragraph 20(1)(a),

(A) the capital cost to the child of the property, immediately after the time of the disposition, is deemed to be the amount that was the capital cost to the trust of the property, immediately before the time of the disposition, and

(B) the amount, if any, by which the capital cost to the trust of the property, immediately before the time of the disposition, exceeds the amount redetermined under subsection 13(21.1) is deemed to have been allowed to the child in respect of the property under regulations made for the purpose of paragraph 20(1)(a) in computing income for taxation years that ended before the child acquired the property, and

(ii) where the property is land, the cost to the child of the property is deemed to be the amount that was the trust's proceeds of disposition as redetermined under subsection 13(21.1).

(i) dans le cas où le coût en capital du bien pour la fiducie, immédiatement avant le moment de la disposition, excède la somme déterminée selon le paragraphe 13(21.1), pour l'application des articles 13 et 20 et de toute disposition réglementaire prise pour l'application de l'alinéa 20(1)a :

(A) le coût en capital du bien pour l'enfant, immédiatement après le moment de la disposition, est réputé correspondre à son coût en capital pour la fiducie, immédiatement avant le moment de la disposition,

(B) l'excédent éventuel du coût en capital du bien pour la fiducie, immédiatement avant le moment de la disposition, sur la somme déterminée selon le paragraphe 13(21.1) est réputé avoir été accordé à l'enfant relativement au bien en vertu des dispositions réglementaires prises pour l'application de l'alinéa 20(1)a dans le calcul du revenu pour les années d'imposition s'étant terminées avant l'acquisition du bien par l'enfant,

(ii) dans le cas où le bien est un fonds de terre, son coût pour l'enfant est réputé correspondre au produit de disposition du bien pour la fiducie, déterminé selon le paragraphe 13(21.1).

When subsection (9.21) applies

(9.2) Subsection (9.21) applies to a taxpayer and a child of the taxpayer in respect of a property of the taxpayer in respect of which subsection (5) would, if this Act were read without reference to this subsection, apply to the taxpayer and the child if

(a) the property was, immediately before the death of the taxpayer, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer, an interest in a family fishing partnership of the taxpayer, a share of the capital stock of a family farm corporation of the taxpayer or an interest in a family farm partnership of the taxpayer;

(9.2) Le paragraphe (9.21) s'applique à un contribuable et à son enfant, relativement à un bien du contribuable à l'égard duquel le paragraphe (5) s'appliquerait au contribuable et à l'enfant, en l'absence du présent paragraphe, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le bien était, immédiatement avant le décès du contribuable, une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable, une participation dans une société de personnes de pêche familiale du contribuable, une action du capital-actions d'une société agricole familiale du contribuable ou une participation dans une société de personnes agricole familiale du contribuable;

Application du par. (9.21)

(b) the child of the taxpayer was resident in Canada immediately before the day on which taxpayer died; and

(c) as a consequence of the death of the taxpayer, the property is transferred to and becomes vested indefeasibly in the child within the period ending 36 months after the death of the taxpayer or, if written application has been made to the Minister by the taxpayer's legal representative within that period, within any longer period that the Minister considers reasonable in the circumstances.

Transfer of family farm and fishing corporations and partnerships

(9.21) If, because of subsection (9.2), this subsection applies to the taxpayer and a child of the taxpayer in respect of a property of the taxpayer that has been transferred to the child as a consequence of the death of the taxpayer, the following rules apply:

(a) where the taxpayer's legal representative does not elect, in the taxpayer's return of income under this Part for the taxation year in which the taxpayer died, to have paragraph (b) apply to the taxpayer in respect of the property,

(i) paragraphs (5)(a) and (b) and section 69 do not apply to the taxpayer and the child in respect of the property,

(ii) where the property is, immediately before the death of the taxpayer, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer, or a share of the capital stock of a family farm corporation of the taxpayer,

(A) the taxpayer is deemed to have

(I) disposed of the property immediately before the taxpayer's death, and

(II) received proceeds of disposition in respect of that disposition equal to the adjusted cost base to the taxpayer, immediately before the time of that disposition, of the property, and

(B) the child is, immediately after the time of the disposition, deemed to have acquired the property at a cost equal to

b) l'enfant du contribuable résidait au Canada la veille du décès du contribuable;

c) par suite du décès du contribuable, le bien est transféré à l'enfant, et lui est dévolu irrévocablement, dans la période de 36 mois suivant ce décès ou, si le représentant légal du contribuable en fait la demande écrite au ministre dans ce délai, dans un délai plus long que le ministre considère acceptable dans les circonstances.

10

(9.21) Si, par l'effet du paragraphe (9.2), le présent paragraphe s'applique au contribuable et à son enfant relativement à un bien du contribuable qui a été transféré à l'enfant par suite du décès du contribuable, les règles suivantes s'appliquent :

a) si le représentant légal du contribuable ne fait pas de choix, dans la déclaration de revenu du contribuable produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition de son décès, afin que l'alinéa b) s'applique au contribuable relativement au bien :

(i) les alinéas (5)a) et b) et l'article 69 ne s'appliquent pas au contribuable ni à l'enfant relativement au bien,

(ii) si le bien est, immédiatement avant le décès du contribuable, une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable, ou une action du capital-actions d'une société agricole familiale du contribuable :

(A) le contribuable est réputé :

(I) d'une part, avoir disposé du bien immédiatement avant son décès,

(II) d'autre part, avoir reçu, au titre de cette disposition, un produit de disposition égal au prix de base rajusté du bien pour lui immédiatement avant le moment de sa disposition,

(B) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition, avoir acquis le bien à un coût égal au produit

Transfert d'une société ou société de personnes agricole ou de pêche familiale

the taxpayer's proceeds of disposition in respect of that disposition determined under clause (A), and

(iii) where the property is, immediately before the death of the taxpayer, a partnership interest described in paragraph (9.2)(a) (other than a partnership interest to which subsection 100(3) applies),

(A) the taxpayer is, except for the purpose of paragraph 98(5)(g), deemed not to have disposed of the property as a consequence of the taxpayer's death,

(B) the child is deemed to have acquired the property at the time of the taxpayer's death at a cost equal to the cost to the taxpayer of the interest immediately before the time that is immediately before the time of the taxpayer's death, and

(C) each amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing the adjusted cost base to the taxpayer, immediately before the time of the taxpayer's death, of the property is deemed to be an amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing, at any time at or after the time of the taxpayer's death, the adjusted cost base to the child of the property; and

(b) where the taxpayer's legal representative elects, in the taxpayer's return of income under this Part for the taxation year in which the taxpayer died, to have this paragraph apply to the taxpayer in respect of the property,

(i) paragraphs (5)(a) and (b) and section 69 do not apply to the taxpayer and the child in respect of the property,

(ii) subject to subparagraph (iii), where the property is, immediately before the taxpayer's death, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer, a share of the capital stock of a family farm corporation of the taxpayer, an

de disposition pour le contribuable au titre de cette disposition, déterminé selon la division (A),

(iii) si le bien est, immédiatement avant le décès du contribuable, une participation visée à l'alinéa (9.2)a) (sauf une participation à laquelle le paragraphe 100(3) s'applique) :

(A) le contribuable est réputé, sauf pour l'application de l'alinéa 98(5)g), ne pas avoir disposé du bien par suite de son décès,

(B) l'enfant est réputé avoir acquis le bien au moment du décès du contribuable à un coût égal au coût de la participation pour le contribuable immédiatement avant le moment qui précède le décès du contribuable,

(C) chaque somme à ajouter ou à déduire, en application des paragraphes 53(1) ou (2), dans le calcul du prix de base rajusté du bien pour le contribuable, immédiatement avant son décès, est réputée être une somme à ajouter ou à déduire, en application de ces paragraphes, dans le calcul, au moment du décès ou à tout moment postérieur, du prix de base rajusté du bien pour l'enfant;

b) si le représentant légal du contribuable fait un choix, dans la déclaration de revenu du contribuable produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition de son décès, afin que le présent alinéa s'applique au contribuable relativement au bien :

(i) les alinéas (5)a) et b) et l'article 69 ne s'appliquent pas au contribuable ni à l'enfant relativement au bien,

(ii) sous réserve du sous-alinéa (iii), si le bien est, immédiatement avant le décès du contribuable, une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable, une action du capital-actions d'une société agricole familiale du contribuable, une participation dans une société de personnes de pêche familiale du contri-

interest in a family fishing partnership of the taxpayer or an interest in a family farm partnership of the taxpayer,

(A) the taxpayer is deemed to have

(I) disposed of the property immediately before the taxpayer's death, and

(II) received, at the time of the disposition of the property, proceeds of disposition in respect of the disposition of the property equal to 10 the amount that the taxpayer's legal representative designates, which must not be greater than the greater of nor less than the lesser of

1. the fair market value of the 15 property immediately before the taxpayer's death, and

2. the adjusted cost base to the taxpayer of the property immediately before the time of the dis- 20 position,

(B) the child is, immediately after the time of the disposition, deemed to have acquired the property at a cost equal to the taxpayer's proceeds of disposition in 25 respect of the disposition of the property determined under clause (A),

(C) except for the purpose of this clause, where the amount designated by the taxpayer's legal representative 30 under subclause (A)(II) exceeds the greater of the amounts determined under sub-subclauses (A)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the greater of 35 those amounts, and

(D) except for the purpose of this clause, where the amount designated by the taxpayer's legal representative 40 under subclause (A)(II) is less than the lesser of the amounts determined under sub-subclauses (A)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the lesser of those amounts, and 45

buable ou une participation dans une société de personnes agricole familiale du contribuable :

(A) le contribuable est réputé :

(I) d'une part, avoir disposé du bien 5 immédiatement avant son décès,

(II) d'autre part, avoir reçu, au moment de la disposition du bien et au titre de cette disposition, un produit de disposition égal à la somme désignée 10 par son représentant légal, laquelle n'est ni supérieure à la plus élevée des sommes ci-après, ni inférieure à la moins élevée de ces sommes :

1. la juste valeur marchande du 15 bien immédiatement avant le décès du contribuable,

2. le prix de base rajusté du bien pour le contribuable immédiatement avant le moment de la 20 disposition,

(B) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition du bien, avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que le contri- 25 buable est réputé avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon la division (A),

(C) sauf pour l'application de la présente division, lorsque la somme dési- 30 gnée par le représentant légal du contribuable selon la subdivision (A)(II) excède la plus élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (A)(II)1 et 2 relativement au bien, 35 la somme désignée est réputée être égale à la plus élevée de ces sommes,

(D) sauf pour l'application de la présente division, lorsque la somme dési- 40 gnée par le représentant légal du contribuable selon la subdivision (A)(II) est inférieure à la moins élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (A)(II)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée 45 être égale à la moins élevée de ces sommes,

(iii) where the property is, immediately before the death of the taxpayer, a partnership interest described in paragraph (9.2)(a) (other than a partnership interest to which subsection 100(3) applies), and the taxpayer's legal representative further elects, in the taxpayer's return of income under this Part for the taxation year in which the taxpayer died, to have this subparagraph apply to the taxpayer in 10 respect of the property,

(A) the taxpayer is, except for the purpose of paragraph 98(5)(g), deemed not to have disposed of the property as a consequence of the taxpayer's death, 15

(B) the child is deemed to have acquired the property at the time of the taxpayer's death at a cost equal to the cost to the taxpayer of the interest immediately before the time that is 20 immediately before the death of the taxpayer, and

(C) each amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing the adjusted cost base to the 25 taxpayer, immediately before the time of the taxpayer's death, of the property is deemed to be an amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing, at any time at or 30 after the taxpayer's death, the adjusted cost base to the child of the property.

When subsection (9.31) applies

(9.3) Subsection (9.31) applies to a trust and a child of the settlor of the trust in respect of a property in respect of which subsection 104(4) 35 would, if this Act were read without reference to this subsection, apply to the trust as a consequence of the death of the beneficiary under the trust who was a spouse or a common-law partner of the settlor of the trust if

(a) the property (or property for which the property was substituted) was transferred to the trust by the settlor and was, immediately before that transfer, a share of the capital stock of a family farm corporation of the 45 settlor, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the settlor, an interest

(iii) si le bien est, immédiatement avant le décès du contribuable, une participation visée à l'alinéa (9.2)a) (sauf une participation à laquelle le paragraphe 100(3) s'ap- 5 plique) et que le représentant légal du contribuable fait un autre choix, dans la déclaration de revenu du contribuable produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition de son décès, afin que le présent sous-alinéa s'applique au contri- 10 buable relativement au bien :

(A) le contribuable est réputé, sauf pour l'application de l'alinéa 98(5)g), ne pas avoir disposé du bien par suite de son décès, 15

(B) l'enfant est réputé avoir acquis le bien au moment du décès du contribuable à un coût égal au coût de la participation pour celui-ci immédiatement avant le moment qui précède le 20 décès du contribuable,

(C) chaque somme à ajouter ou à déduire, en application des paragraphes 53(1) ou (2), dans le calcul du prix de base rajusté du bien pour le contri- 25 buable, immédiatement avant son décès, est réputée être une somme à ajouter ou à déduire, en application de ces paragraphes, dans le calcul, au moment du décès ou à tout moment postérieur, du 30 prix de base rajusté du bien pour l'enfant.

(9.3) Le paragraphe (9.31) s'applique à une fiducie et à l'enfant de l'auteur de la fiducie, relativement à un bien auquel le paragraphe 35 104(4) s'appliquerait, en l'absence du présent paragraphe, à la fiducie par suite du décès du bénéficiaire de la fiducie qui était l'époux ou le conjoint de fait de l'auteur de la fiducie, si les 40 conditions suivantes sont réunies :

Application du par. (9.31)

a) le bien, ou un bien qui lui est substitué, a été transféré à la fiducie par l'auteur et était, immédiatement avant le transfert, une action du capital-actions d'une société agricole familiale de l'auteur, une action du capital- 45 actions d'une société de pêche familiale de l'auteur, une participation dans une société de

in a family farm partnership of the settlor or an interest in a family fishing partnership of the settlor;

(b) subsection (6), subsection 73(1) (as that subsection applied to transfers before 2000) or subparagraph 73(1.01)(c)(i) applied to the settlor and the trust in respect of the transfer referred to in paragraph (a);

(c) the property is, immediately before the beneficiary's death,

(i) a share of the capital stock of a Canadian corporation that would, immediately before that beneficiary's death, be a share of the capital stock of a family farm corporation of the settlor, if the settlor owned the share at that time and paragraph (a) of the definition "share of the capital stock of a family farm corporation", in subsection (10) were read without the words "in which the person or a spouse, common-law partner, child or parent of the person was actively engaged on a regular and continuous basis (or, in the case of property used in the operation of a woodlot, was engaged to the extent required by a prescribed forest management plan in respect of that woodlot)",

(ii) a share of the capital stock of a Canadian corporation that would, immediately before the beneficiary's death, be a share of the capital stock of a family fishing corporation of the settlor, if the settlor owned the share at that time and paragraph (a) of the definition "share of the capital stock of a family fishing corporation" in subsection (10) were read without reference to the words "in which the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual was actively engaged on a regular and continuous basis", or

(iii) a partnership interest in a partnership that carried on the business of farming or fishing in Canada in which it used all or substantially all of the property;

personnes agricole familiale de l'auteur ou une participation dans une société de personnes de pêche familiale de l'auteur;

b) le paragraphe (6), le paragraphe 73(1) (dans sa version applicable aux transferts effectués avant 2000) ou le sous-alinéa 73(1.01)c(i) se sont appliqués à l'auteur et à la fiducie relativement au transfert visé à l'alinéa a);

c) le bien est, immédiatement avant le décès du bénéficiaire :

(i) une action du capital-actions d'une société canadienne qui, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, serait une action du capital-actions d'une société agricole familiale de l'auteur, si celui-ci en était propriétaire à ce moment et si l'alinéa a) de la définition de « action du capital-actions d'une société agricole familiale » au paragraphe (10) s'appliquait compte non tenu du passage « dans laquelle la personne ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère soit prenait une part active de façon régulière et continue, soit, s'il s'agit de biens utilisés dans le cadre de l'exploitation d'une terre à bois, prenait part dans la mesure requise par un plan d'aménagement forestier visé par règlement relativement à cette terre »,

(ii) une action du capital-actions d'une société canadienne qui, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, serait une action du capital-actions d'une société de pêche familiale de l'auteur, si celui-ci en était propriétaire à ce moment et si l'alinéa a) de la définition de « action du capital-actions d'une société de pêche familiale » au paragraphe (10) s'appliquait compte non tenu du passage « dans laquelle le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère prenait une part active de façon régulière et continue »,

(d) the child of the settlor was, immediately before that beneficiary's death, resident in Canada; and

(e) as a consequence of that beneficiary's death, the property is transferred to and becomes vested indefeasibly in the child within the period ending 36 months after that beneficiary's death or, if written application has been made to the Minister by the taxpayer's legal representative within that 10 period, within any longer period that the Minister considers reasonable in the circumstances.

Transfer of family farm or fishing corporation or family farm or fishing partnership from trust to children of settlor

(9.31) If, because of subsection (9.3), this subsection applies to the trust and a child of the 15 settlor of the trust in respect of a property of the trust that has been distributed to the child as a consequence of the death of the beneficiary under the trust who was a spouse or common-law partner of the settlor of the trust, the 20 following rules apply:

(a) where the trust does not elect, in its return of income under this Part for the taxation year in which the beneficiary died, to have paragraph (b) apply to the trust in respect of 25 the property

(i) section 69 and subsection 104(4) do not apply to the trust and the child in respect of the property,

(ii) where the property is, immediately 30 before the beneficiary's death, a share described in subparagraph (9.3)(c)(i) or (ii),

(A) the trust is deemed to have

(I) disposed of the property immedi- 35 ately before the beneficiary's death, and

(II) received proceeds of disposition in respect of that disposition equal to the adjusted cost base to the trust of 40 the property immediately before the time of that disposition, and

(iii) une participation dans une société de personnes qui exploitait au Canada l'entreprise agricole ou de pêche dans laquelle elle utilisait la totalité ou la presque totalité 5 des biens;

d) l'enfant de l'auteur résidait au Canada immédiatement avant le décès du bénéficiaire;

e) par suite du décès du bénéficiaire, le bien est transféré à l'enfant, et lui est dévolu 10 irrévocablement, dans la période de 36 mois suivant le décès du bénéficiaire ou, si le représentant légal du contribuable en fait la demande écrite au ministre dans ce délai, dans un délai plus long que le ministre 15 considère acceptable dans les circonstances.

(9.31) Si, par l'effet du paragraphe (9.3), le 15 présent paragraphe s'applique à la fiducie et à un enfant de l'auteur de la fiducie relativement à un bien de la fiducie qui a été distribué à 20 l'enfant par suite du décès du bénéficiaire de la fiducie qui était l'époux ou le conjoint de fait de l'auteur de la fiducie, les règles suivantes s'appliquent :

Transfert d'une société ou société de personnes agricole ou de pêche familiale de la fiducie aux enfants de l'auteur

a) si la fiducie ne fait pas de choix, dans sa 25 déclaration de revenu produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition du décès du bénéficiaire, afin que l'alinéa b) s'applique à elle relativement au bien :

(i) l'article 69 et le paragraphe 104(4) ne 30 s'appliquent pas à la fiducie ni à l'enfant relativement au bien;

(ii) si le bien est, immédiatement avant le 35 décès du bénéficiaire, une action visée aux sous-alinéas (9.3)c)(i) ou (ii) :

(A) la fiducie est réputée :

(I) d'une part, avoir disposé du bien 40 immédiatement avant le décès du bénéficiaire,

(II) d'autre part, avoir reçu, au titre 45 de cette disposition, un produit de disposition égal au prix de base rajusté du bien pour elle immédiatement avant le moment de la disposition,

(B) the child is, immediately after the time of the disposition, deemed to have acquired the property at a cost equal to the trust's proceeds of disposition in respect of that disposition of the property determined under clause (A), and

(iii) where the property is, immediately before the beneficiary's death, a partnership interest described in subparagraph (9.3)(c)(iii) (other than a partnership interest to which subsection 100(3) applies),

(A) the trust is, except for the purpose of paragraph 98(5)(g), deemed not to have disposed of the property as a consequence of the beneficiary's death,

(B) the child is deemed to have acquired the property, at the time of the beneficiary's death, at a cost equal to the cost to the trust of the interest immediately before the time that is immediately before the time of the beneficiary's death, and

(C) each amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing the adjusted cost base to the trust, immediately before the beneficiary's death, of the property is deemed to be an amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing, at or after the time of the beneficiary's death, the adjusted cost base to the child of the property; and

(b) where the trust elects, in its return of income under this Part for the taxation year in which the beneficiary died, to have this paragraph apply to the trust in respect of the property

(i) subsection 104(4) does not apply to the trust in respect of the property and section 69 does not apply to the trust or the child in respect of the transfer of the property,

(ii) subject to subparagraph (iii), where the property is, immediately before the beneficiary's death, a share of the capital stock of a corporation described in subparagraph (9.3)(c)(i) or (ii) or a partnership interest described in subparagraph (9.3)(c)(iii),

(B) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition, avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que la fiducie est réputée avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon la division (A),

(iii) si le bien est, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, une participation visée au sous-alinéa (9.3)c)(iii) (sauf une participation à laquelle le paragraphe 100(3) s'applique):

(A) la fiducie est réputée, sauf pour l'application de l'alinéa 98(5)g), ne pas avoir disposé du bien par suite du décès du bénéficiaire,

(B) l'enfant est réputé avoir acquis le bien au moment du décès du bénéficiaire à un coût égal au coût de la participation pour la fiducie immédiatement avant le moment qui est immédiatement avant le moment du décès du bénéficiaire,

(C) chaque somme à ajouter ou à déduire, en application des paragraphes 53(1) ou (2), dans le calcul du prix de base rajusté du bien pour la fiducie, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, est réputée être une somme à ajouter ou à déduire, en application de ces paragraphes, dans le calcul, au moment du décès ou à tout moment postérieur, du prix de base rajusté du bien pour l'enfant;

b) si la fiducie fait un choix, dans sa déclaration de revenu produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition du décès du bénéficiaire, afin que le présent alinéa s'applique à elle relativement au bien :

(i) le paragraphe 104(4) ne s'applique pas à elle relativement au bien et l'article 69 ne s'applique pas à elle ni à l'enfant relativement au transfert du bien,

(ii) sous réserve du sous-alinéa (iii), si le bien est, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, une action visée au sous-alinéa (9.3)c)(i) ou (ii) ou une participation visée au sous-alinéa (9.3)c)(iii):

(A) la fiducie est réputée :

(A) the trust is deemed to have

(I) disposed of the property immediately before the beneficiary's death, and

(II) received, at the time of the 5 disposition of property, proceeds of disposition in respect of the disposition of the property equal to the amount that the trust designates, which must not be greater than the 10 greater of nor less than the lesser of

1. the fair market value of the property immediately before the beneficiary's death, and

2. the adjusted cost base to the 15 trust of the property immediately before the beneficiary's death, and

(B) the child is, immediately after the time of the disposition of the property, deemed to have acquired the property at 20 a cost equal to the trust's proceeds of disposition in respect of that disposition of the property determined under clause (A),

(iii) where the property is, immediately 25 before that beneficiary's death, a partnership interest described in subparagraph (9.3)(c)(iii) (other than a partnership interest to which subsection 100(3) applies), and the trust further elects, in its return of 30 income under this Part for the taxation year in which the beneficiary died, to have this subparagraph apply to the trust in respect of the property,

(A) the trust is, except for the purpose 35 of paragraph 98(5)(g), deemed not to have disposed of the property as a consequence of the beneficiary's death,

(B) the child is deemed to have acquired the property, at the time of the 40 beneficiary's death, at a cost equal to the cost to the trust of the property immediately before the time that is immediately before the beneficiary's death, and 45

(I) d'une part, avoir disposé du bien immédiatement avant le décès du bénéficiaire,

(II) d'autre part, avoir reçu, au moment de la disposition du bien et au 5 titre de cette disposition, un produit de disposition égal à la somme désignée par la fiducie, laquelle somme n'est ni supérieure à la plus élevée des sommes ci-après, ni inférieure à la 10 moins élevée de ces sommes :

1. la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le décès du bénéficiaire,

2. le prix de base rajusté du bien 15 pour la fiducie immédiatement avant le décès du bénéficiaire,

(B) l'enfant est réputé, immédiatement après le moment de la disposition du bien, avoir acquis le bien à un coût égal 20 au produit de disposition que la fiducie est réputée avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon la division (A),

(iii) si le bien est, immédiatement avant le 25 décès du bénéficiaire, une participation visée au sous-alinéa (9.3)c)(iii) (sauf une participation à laquelle le paragraphe 100(3) s'applique) et que la fiducie fait un autre choix, dans sa déclaration de 30 revenu produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition du décès du bénéficiaire, afin que le présent sous-alinéa s'applique à elle relativement au bien : 35

(A) la fiducie est réputée, sauf pour l'application de l'alinéa 98(5)g), ne pas avoir disposé du bien par suite du décès du bénéficiaire,

(B) l'enfant est réputé avoir acquis le 40 bien au moment du décès du bénéficiaire à un coût égal au coût du bien pour la fiducie immédiatement avant le moment qui précède le décès du bénéficiaire,

(C) chaque somme à ajouter ou à 45 déduire, en application des paragraphes 53(1) ou (2), dans le calcul du prix de

(C) each amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing, immediately before the beneficiary's death, the adjusted cost base to the trust of the property is deemed to be an amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing, at or after the time of the beneficiary's death, the adjusted cost base to the child of the property,

(iv) except for the purpose of this subparagraph, where the amount designated by the trust under subclause (ii)(A)(II) exceeds the greater of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(A)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the greater of those amounts, and

(v) except for the purpose of this subparagraph, where the amount designated by the trust under subclause (ii)(A)(II) is less than the lesser of the amounts determined under sub-subclauses (ii)(A)(II)1 and 2 in respect of the property, the amount designated is deemed to be equal to the lesser of those amounts.

(2) Subsection 70(9.6) of the Act is replaced by the following:

(9.6) Subsection (9.01) or (9.21), as the case may be, applies in respect of a transfer of a property as if the references in those subsections to "child" were read as references to "parent" if

(a) the property was acquired by a taxpayer in circumstances where any of subsections (9.01), (9.11), (9.21), (9.31) and 73(3.1) and (4.1) applied in respect of the acquisition;

(b) as a consequence of the death of the taxpayer the property is transferred to a parent of the taxpayer; and

(c) the taxpayer's legal representative has elected, in the taxpayer's return of income under this Part for the taxation year in which the taxpayer died, that this subsection apply in respect of the transfer.

base rajusté du bien pour la fiducie, immédiatement avant le décès du bénéficiaire, est réputée être une somme à ajouter ou à déduire, en application de ces paragraphes, dans le calcul, au moment du décès ou à tout moment postérieur, du prix de base rajusté du bien pour l'enfant,

(iv) sauf pour l'application du présent sous-alinéa, lorsque la somme désignée par la fiducie selon la subdivision (ii)(A)(II) excède la plus élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(A)(II)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la plus élevée de ces sommes,

(v) sauf pour l'application du présent sous-alinéa, lorsque la somme désignée par la fiducie selon la subdivision (ii)(A)(II) est inférieure à la moins élevée des sommes déterminées selon les sous-subdivisions (ii)(A)(II)1 et 2 relativement au bien, la somme désignée est réputée être égale à la moins élevée de ces sommes.

(2) Le paragraphe 70(9.6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9.6) À supposer que la mention « enfant » y soit remplacée par « père ou mère », compte tenu des adaptations grammaticales nécessaires, le paragraphe (9.01) ou (9.21), selon le cas, s'applique au transfert d'un bien si les conditions suivantes sont réunies :

a) le bien a été acquis par un contribuable dans des circonstances où l'un des paragraphes (9.01), (9.11), (9.21), (9.31) et 73(3.1) et (4.1) s'est appliqué relativement à l'acquisition;

b) le bien est transféré au père ou à la mère du contribuable par suite du décès de celui-ci;

c) le représentant légal du contribuable en a fait le choix dans la déclaration de revenu du contribuable produite en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition de son décès.

Transfer to a
parent

Transfert au père
ou à la mère

(3) Subsection 70(9.8) of the Act is replaced by the following:

Leased farm and fishing property

(9.8) For the purposes of subsections (9) and 14(1), paragraph 20(1)(b), subsection 73(3) and paragraph (d) of the definitions “qualified farm property” and “qualified fishing property” in subsection 110.6(1), a property of an individual is, at a particular time, deemed to be used by the individual in a fishing or farming business, as the case may be, carried on in Canada if, at that 10 particular time, the property is being used, principally in the course of carrying on a fishing or farming business in Canada, by

(a) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital stock of a 15 family fishing corporation, or a share of the capital stock of a family farm corporation, of the individual, the individual’s spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual; or 20

(b) a partnership, a partnership interest of which is an interest in a family fishing partnership, or an interest in a family farm partnership, of the individual, the individual’s spouse or common-law partner, a child of the 25 individual or a parent of the individual.

(4) The definition “interest in a family farm partnership” in subsection 70(10) of the Act is replaced by the following:

“interest in a family farm partnership”
«participation dans une société de personnes agricole familiale»

“interest in a family farm partnership” of an 30 individual at any time means a partnership interest owned by the individual at that time if, at that time, all or substantially all of the fair market value of the property of the partnership was attributable to

(a) property that has been used principally in the course of carrying on a farming business in Canada in which the individual, the individual’s spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the 40 individual was actively engaged on a regular and continuous basis (or, in the case of property used in the operation of a woodlot,

(3) Le paragraphe 70(9.8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Bien agricole ou de pêche loué

(9.8) Pour l’application des paragraphes (9) et 14(1), de l’alinéa 20(1)b), du paragraphe 5 73(3) et de l’alinéa d) des définitions de « bien agricole admissible » et « bien de pêche admissible » au paragraphe 110.6(1), le bien d’un particulier est réputé, à un moment donné, être utilisé par le particulier dans le cadre d’une entreprise agricole ou de pêche, selon le cas, 10 exploitée au Canada si, à ce moment, le bien est utilisé principalement dans le cadre d’une telle entreprise au Canada :

a) soit par une société dont une action du capital-actions est une action du capital- 15 actions d’une société de pêche familiale, ou une action du capital-actions d’une société agricole familiale, du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère; 20

b) soit par une société de personnes dont l’une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale, ou une participation dans une société de personnes agricole familiale, du 25 particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère.

(4) La définition de « participation dans une société de personnes agricole familiale », au paragraphe 70(10) de la même loi, est 30 remplacée par ce qui suit :

« participation dans une société de personnes agricole familiale » Est une participation dans une société de personnes agricole familiale d’un particulier à un moment donné la participation 35 dans une société de personnes dont le particulier est propriétaire à ce moment, dans le cas où la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens de la société de personnes est attribuable, à ce moment, aux biens 40 suivants :

a) des biens qui ont été utilisés par l’une des personnes ou sociétés de personnes ci-après, principalement dans le cadre de l’exploitation d’une entreprise agricole au Canada dans 45 laquelle le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa

« participation dans une société de personnes agricole familiale »
“interest in a family farm partnership”

was engaged to the extent required by a prescribed forest management plan in respect of that woodlot), by

(i) the partnership,

(ii) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital stock of a family farm corporation of the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual, 10

(iii) a partnership, a partnership interest in which is an interest in a family farm partnership of the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual, or 15

(iv) the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual,

(b) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property described in paragraph (d),

(c) partnership interests or indebtedness of 25 one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property described in paragraph (d), or

(d) properties described in any of paragraphs 30 (a) to (c);

(5) Subsection 70(10) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"interest in a family fishing partnership" of an individual at any time means a partnership interest owned by the individual at that time if, at that time, all or substantially all of the fair market value of the property of the partnership was attributable to

(a) property that has been used principally in the course of carrying on a fishing business in Canada in which the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child

mère soit prenait une part active de façon régulière et continue, soit, s'il s'agit de biens utilisés dans le cadre de l'exploitation d'une terre à bois, prenait part dans la mesure requise par un plan d'aménagement forestier visé par règlement relativement à cette terre : 5

(i) la société de personnes,

(ii) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une société agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère, 10

(iii) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère, 15

(iv) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère; 20

b) des actions du capital-actions, ou des dettes, d'une ou de plusieurs sociétés dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés à l'alinéa d); 25

c) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes d'une ou de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés à l'alinéa d); 30

d) des biens visés à l'un des alinéas a) à c).

(5) Le paragraphe 70(10) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 35

«action du capital-actions d'une société de pêche familiale» Est une action du capital-actions d'une société de pêche familiale d'un particulier à un moment donné l'action du capital-actions d'une société dont le particulier 40 est propriétaire à ce moment, si la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens de la société est attribuable, à ce moment, aux biens suivants :

« action du capital-actions d'une société de pêche familiale »
"share of the capital stock of a family fishing corporation"

"interest in a family fishing partnership"
« participation dans une société de personnes de pêche familiale »

of the individual or a parent of the individual was actively engaged on a regular and continuous basis, by

(i) the partnership,

(ii) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital stock of a family fishing corporation of the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual,

(iii) a partnership, a partnership interest in which is an interest in a family fishing partnership of the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual, or

(iv) the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual,

(b) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property described in paragraph (d),

(c) partnership interests or indebtedness of one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property described in paragraph (d), or

(d) properties described in any of paragraphs (a) to (c);

“share of the capital stock of a family fishing corporation”
« action du capital-actions d'une société de pêche familiale »

“share of the capital stock of a family fishing corporation” of an individual at any time means a share of the capital stock of a corporation owned by the individual at that time if, at that time, all or substantially all of the fair market value of the property owned by the corporation was attributable to

(a) property that has been used principally in the course of carrying on a fishing business in Canada in which the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual was actively engaged on a regular and continuous basis, by

(i) the corporation,

a) des biens qui ont été utilisés par l'une des personnes ou sociétés de personnes ci-après, principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de pêche au Canada dans laquelle le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère prenait une part active de façon régulière et continue :

(i) la société,

(ii) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère,

(iii) une société contrôlée par une société visée aux sous-alinéas (i) ou (ii),

(iv) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère,

(v) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère;

b) des actions du capital-actions, ou des dettes, d'une ou de plusieurs sociétés dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés à l'alinéa d);

c) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes d'une ou de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés à l'alinéa d);

d) des biens visés à l'un des alinéas a) à c).

« participation dans une société de personnes de pêche familiale » Est une participation dans une société de personnes de pêche familiale d'un particulier à un moment donné la participation dans une société de personnes dont le particulier est propriétaire à ce moment, si la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens de la société de personnes est attribuable, à ce moment, aux biens suivants :

« participation dans une société de personnes de pêche familiale »
“interest in a family fishing partnership”

- (ii) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital stock of a family fishing corporation of the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual, 5
- (iii) a corporation controlled by a corporation described in subparagraph (i) or (ii),
- (iv) a partnership, a partnership interest in which is an interest in a family fishing partnership of the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual, or 10
- (v) the individual, the individual's spouse or common-law partner, a child of the individual or a parent of the individual, 15
- (b) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property described in paragraph (d), 20
- (c) partnership interests or indebtedness of one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property described in paragraph (d), or 25
- (d) properties described in any of paragraphs (a) to (c);
- a) des biens qui ont été utilisés par l'une des personnes ou sociétés de personnes ci-après, principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de pêche au Canada dans laquelle le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère prenait une part active de façon régulière et continue : 5
- (i) la société de personnes,
- (ii) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère, 10
- (iii) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, de son enfant, de son père ou de sa mère, 20
- (iv) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère;
- b) des actions du capital-actions, ou des dettes, d'une ou de plusieurs sociétés dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés à l'alinéa d); 25
- c) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes d'une ou de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés à l'alinéa d); 30
- d) des biens visés à l'un des alinéas a) à c). 35
- (6) Subsections (1) to (5) apply to a disposition, that occurs on or after May 2, 2006, of a property unless the disposition of the property was before 2007 and the taxpayer elects in writing in the taxpayer's return of income for the taxation year in which the disposition occurred to have subsection 70(9), (9.1), (9.2) or (9.3) of the Act, as that subsection read on May 1, 2006, apply to the disposition of the property. 35
- (6) Les paragraphes (1) à (5) s'appliquent aux dispositions de biens effectuées après le 1^{er} mai 2006, sauf s'il s'agit d'une disposition effectuée avant 2007 à l'égard de laquelle le contribuable a fait un choix, par avis écrit dans sa déclaration de revenu visant l'année d'imposition au cours de laquelle la disposition a été effectuée, afin que le paragraphe 70(9), (9.1), (9.2) ou (9.3) de la même loi, dans sa version applicable le 1^{er} mai 2006, s'applique à la disposition. 40 45

11. (1) Paragraph 73(3)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) subsection 69(1) does not apply in determining the proceeds of disposition of the depreciable property, the land or the eligible capital property;

(2) Paragraph 73(4)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) subsection 69(1) does not apply in determining the proceeds of disposition of 10 the property; and

(3) Subsections 73(3) and (4) of the Act, as amended by subsections (1) and (2), respectively, are replaced by the following:

(3) Subsection (3.1) applies to a taxpayer and 15 a child of the taxpayer in respect of property that has been transferred, at any time, by the taxpayer to the child, where

(a) the property was, immediately before the transfer, land in Canada or depreciable 20 property in Canada of a prescribed class, of the taxpayer, or any eligible capital property in respect of a fishing or farming business carried on in Canada by the taxpayer;

(b) the child of the taxpayer was resident in 25 Canada immediately before the transfer; and

(c) the property has been used principally in a fishing or farming business in which the taxpayer, the taxpayer's spouse or common-law partner, a child of the taxpayer or a parent 30 of the taxpayer was actively engaged on a regular and continuous basis (or in the case of property used in the operation of a woodlot, was engaged to the extent required by a prescribed forest management plan in respect 35 of that woodlot).

Inter vivos
transfer of farm
or fishing
property to child

(3.1) If, because of subsection (3), this subsection applies to the taxpayer and a child of the taxpayer in respect of a property transferred by the taxpayer to the child of the 40 taxpayer, the following rules apply:

(a) where, immediately before the transfer, the property was depreciable property of a prescribed class, the taxpayer is deemed to

11. (1) L'alinéa 73(3)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) le paragraphe 69(1) ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de déterminer le produit de 5 disposition du bien amortissable, du fonds de terre ou de l'immobilisation admissible;

(2) L'alinéa 73(4)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) le paragraphe 69(1) ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de déterminer le produit de 10 disposition du bien;

(3) Les paragraphes 73(3) et (4) de la même loi, modifiés respectivement par les paragraphes (1) et (2), sont remplacés par ce qui suit :

(3) Le paragraphe (3.1) s'applique à un 15 contribuable et à son enfant, relativement à un bien que le contribuable a transféré à l'enfant, si les conditions suivantes sont réunies :

a) immédiatement avant le transfert, le bien 20 était un fonds de terre ou un bien amortissable d'une catégorie prescrite du contribuable, situé au Canada, ou une immobilisation admissible relative à une entreprise agricole ou de pêche qu'il exploite 25 au Canada;

b) l'enfant du contribuable résidait au Canada immédiatement avant le transfert;

c) le bien a été utilisé principalement dans le cadre d'une entreprise agricole ou de pêche 30 dans laquelle le contribuable ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère soit prenait une part active de façon régulière et continue, soit, s'il s'agit d'un bien utilisé dans le cadre de l'exploitation d'une 35 terre à bois, prenait part dans la mesure requise par un plan d'aménagement forestier visé par règlement relativement à cette terre.

(3.1) Si, par l'effet du paragraphe (3), le 40 présent paragraphe s'applique au contribuable et à son enfant relativement à un bien que le contribuable a transféré à l'enfant, les règles suivantes s'appliquent :

a) si, immédiatement avant le transfert, le bien était un bien amortissable d'une catégo- 45 rie prescrite, le contribuable est réputé en

Application du
par. (3.1)

Transfert entre
vifs de biens
agricoles ou de
pêche à un
enfant

have disposed of the property, at the time of the transfer, for proceeds of disposition equal to

(i) in any case to which neither subparagraph (ii) nor (iii) applies, the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined, 5

(ii) the greater of the amounts referred to in clauses (A) and (B), if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined exceed the greater of

(A) the fair market value of the property immediately before the time of the transfer, and

(B) the lesser of 15

(I) the capital cost to the taxpayer of the property, and

(II) the amount, determined immediately before the time of the disposition of the property, that is that proportion 20 of the undepreciated capital cost of property of that class to the taxpayer that the capital cost to the taxpayer of the property is of the capital cost to the taxpayer of all property of that 25 class that had not, at or before that time, been disposed of, or

(iii) if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined are less than the lesser of the amounts referred to in clauses 30 (ii)(A) and (B), the lesser of those amounts;

(b) where the property transferred was land, the taxpayer is deemed to have disposed of the property at the time of the transfer for 35 proceeds of disposition equal to,

(i) in any case to which neither subparagraph (ii) nor (iii) applies, the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined, 40

(ii) the greater of the amounts referred to in clauses (A) and (B), if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined exceed the greater of

avoir disposé au moment du transfert pour un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :

(i) si les sous-alinéas (ii) et (iii) ne s'appliquent pas, le produit de disposition 5 du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs,

(ii) la plus élevée des sommes visées aux divisions (A) et (B), si le produit de disposition du bien pour le contribuable, 10 déterminé par ailleurs, excède la plus élevée des sommes suivantes :

(A) la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le moment du transfert, 15

(B) la moins élevée des sommes suivantes :

(I) le coût en capital du bien pour le contribuable,

(II) la somme, déterminée immédiatement 20 avant le moment de la disposition du bien, qui correspond à la proportion de la fraction non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie pour le contribuable que 25 représente le coût en capital du bien pour lui par rapport au coût en capital, pour lui, de l'ensemble des biens de cette catégorie dont il n'avait pas été disposé à ce moment ou antérieure- 30 ment,

(iii) si le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, est inférieur à la moins élevée des sommes visées aux divisions (ii)(A) et (B), 35 la moins élevée de ces sommes;

b) si le bien transféré était un fonds de terre, le contribuable est réputé en avoir disposé au moment du transfert pour un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes 40 qui est applicable :

(i) si les sous-alinéas (ii) et (iii) ne s'appliquent pas, le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, 45

(A) the fair market value of the land immediately before the time of the transfer, and

(B) the adjusted cost base to the taxpayer of the land immediately before the time of the transfer, or

(iii) if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined are less than the lesser of the amounts referred to in clauses (ii)(A) and (B), the lesser of those amounts;

(c) where, immediately before the transfer, the property was eligible capital property, the taxpayer is deemed to have disposed of the property, at the time of the transfer, for proceeds of disposition equal to,

(i) in any case to which neither subparagraph (ii) nor (iii) applies, the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined,

(ii) the greater of the amounts referred to in clauses (A) and (B), if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined exceed the greater of

(A) the fair market value of the property immediately before the time of the transfer, and

(B) the amount determined by the formula

$$\frac{4}{3} (A \times B/C) \quad 30$$

where

A is the taxpayer's cumulative eligible capital in respect of the business,

B is the fair market value of the property immediately before the transfer, and

C is the fair market value immediately before the transfer of all the taxpayer's eligible capital property in respect of the business, or

(ii) si le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, excède la plus élevée des sommes ci-après, la plus élevée de ces sommes :

(A) la juste valeur marchande du fonds de terre immédiatement avant le moment du transfert,

(B) le prix de base rajusté du fonds de terre pour le contribuable immédiatement avant le moment du transfert,

(iii) si le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, est inférieur à la moins élevée des sommes visées aux divisions (ii)(A) et (B), la moins élevée de ces sommes;

c) si, immédiatement avant le transfert, le bien était une immobilisation admissible, le contribuable est réputé en avoir disposé au moment du transfert pour un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :

(i) si les sous-alinéas (ii) et (iii) ne s'appliquent pas, le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs,

(ii) si le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, excède la plus élevée des sommes ci-après, la plus élevée de ces sommes :

(A) la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le moment du transfert,

(B) la somme obtenue par la formule suivante :

$$\frac{4}{3} (A \times B/C) \quad 35$$

où :

A représente le montant cumulatif des immobilisations admissibles du contribuable au titre de l'entreprise,

B la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le transfert,

- (iii) if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined are less than the lesser of the amounts referred to in clauses (ii)(A) and (B), the lesser of those amounts; 5
- (d) subsection 69(1) does not apply to the taxpayer and the child in respect of the property;
- (e) the child is deemed to have acquired the property at a cost equal to the taxpayer's 10 proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under
- (i) where the property is depreciable property of the taxpayer, paragraph (a), and 15
- (ii) where the property is land of the taxpayer, paragraph (b);
- (f) if the property was, immediately before the transfer, an eligible capital property of the taxpayer in respect of a business, the child is 20 deemed to have acquired
- (i) where the child does not continue to carry on the business, a capital property, immediately after the transfer, at a cost equal to the taxpayer's proceeds of dis- 25 position in respect of the disposition of the property determined under paragraph (c),
- (ii) where the child continues to carry on the business, an eligible capital property and to have made an eligible capital 30 expenditure at a cost equal to the total of
- (A) the taxpayer's proceeds of disposition referred to in paragraph (c), and
- (B) $\frac{4}{3}$ of the amount determined by the formula 35
- $$(A \times B/C) - D$$
- where
- A is the amount, if any, determined for F in the definition "cumulative eligible capital" in subsection 14(5) 40 in respect of the business immediately before the transfer,
- C la juste valeur marchande, immédiatement avant le transfert, de l'ensemble des immobilisations admissibles du contribuable relatives à l'entreprise, 5
- (iii) si le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, est inférieur à la moins élevée des sommes visées aux divisions (ii)(A) et (B), la moins élevée de ces sommes; 10
- d) le paragraphe 69(1) ne s'applique pas au contribuable ni à l'enfant relativement au bien;
- e) l'enfant est réputé avoir acquis le bien à un coût égal au produit de disposition que le 15 contribuable est réputé avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé :
- (i) selon l'alinéa a), s'il s'agit d'un bien amortissable du contribuable,
- (ii) selon l'alinéa b), s'il s'agit d'un fonds 20 de terre du contribuable;
- f) si, immédiatement avant le transfert, le bien était une immobilisation admissible du contribuable relative à une entreprise, l'enfant est réputé : 25
- (i) s'il ne poursuit pas l'exploitation de l'entreprise, avoir acquis une immobilisation, immédiatement après le transfert, à un coût égal au produit de disposition que le 30 contribuable est réputé avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon l'alinéa c),
- (ii) s'il poursuit l'exploitation de l'entreprise, avoir acquis une immobilisation admissible et avoir effectué une dépense 35 en capital admissible à un coût égal au total des sommes suivantes :
- (A) le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé selon l'alinéa c), 40
- (B) les $\frac{4}{3}$ de la somme obtenue par la formule suivante :
- $$(A \times B/C) - D$$

où :

- B is the fair market value of the property immediately before the transfer,
- C is the fair market value immediately before the transfer of all the taxpayer's eligible capital property in respect of the business, and
- D is the amount, if any, included under paragraph 14(1)(a) in computing the taxpayer's income as a result of the disposition, and
- (iii) for the purpose of determining at any subsequent time the child's cumulative eligible capital in respect of the business, an amount equal to $\frac{3}{4}$ of the amount determined under subparagraph (ii) is to be added to the amount otherwise determined for P in the definition "cumulative eligible capital" in subsection 14(5);
- (g) for the purpose of determining, in respect of any disposition of the property, after the time of the transfer, the amount deemed to be the child's taxable capital gain, and the amount to be included in computing the child's income, there shall be added to the amount otherwise determined for Q in respect of the business in the definition "cumulative eligible capital" in subsection 14(5), the amount determined by the formula,

$$A \times B/C \quad 30$$

where

- A is the amount, if any, determined for Q in that definition in respect of the business immediately before the time of the transfer,
- B is the fair market value, immediately before that time, of the transferred property, and
- C is the fair market value immediately before that time of all the taxpayer's eligible capital property in respect of the business; and
- (h) where the property is depreciable property of a prescribed class of the taxpayer and the capital cost to the taxpayer of the property

- A représente la valeur de l'élément F de la formule applicable figurant à la définition de «montant cumulatif des immobilisations admissibles» au paragraphe 14(5) relativement à l'entreprise immédiatement avant le transfert,
- B la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le transfert,
- C la juste valeur marchande, immédiatement avant le transfert, de l'ensemble des immobilisations admissibles du contribuable relatives à l'entreprise,
- D la somme incluse selon l'alinéa 14(1)a) dans le calcul du revenu du contribuable par suite de la disposition,

(iii) pour le calcul, à un moment postérieur, du montant cumulatif des immobilisations admissibles de l'enfant au titre de l'entreprise, une somme égale aux $\frac{3}{4}$ de la somme déterminée selon le sous-alinéa (ii) est à ajouter à la somme représentant par ailleurs la valeur de l'élément P de la formule applicable figurant à la définition de «montant cumulatif des immobilisations admissibles» au paragraphe 14(5);

g) pour le calcul, après le moment du transfert, de la somme réputée correspondre au gain en capital imposable de l'enfant et de la somme à inclure dans le calcul du revenu de l'enfant, relativement à toute disposition du bien, est ajoutée à la valeur de l'élément Q de la formule applicable figurant à la définition de «montant cumulatif des immobilisations admissibles», au paragraphe 14(5), relativement à l'entreprise, la somme obtenue par la formule suivante :

$$A \times B/C \quad 40$$

où :

- A représente la valeur de l'élément Q de la formule applicable figurant à cette définition relativement à l'entreprise immédiatement avant le moment du transfert,

exceeds the cost to the child of the property, for the purposes of sections 13 and 20 and any regulations made under paragraph 20(1)(a),

(i) the capital cost to the child of the property is deemed to be the amount that was the capital cost to the taxpayer of the property immediately before the transfer, and

(ii) the excess is deemed to have been allowed to the child in respect of the property under regulations made under paragraph 20(1)(a) in computing income for taxation years that ended before the child acquired the property.

B la juste valeur marchande, immédiatement avant ce moment, du bien transféré,

C la juste valeur marchande, immédiatement avant ce moment, de l'ensemble des immobilisations admissibles du contribuable relatives à l'entreprise;

h) si le bien est un bien amortissable d'une catégorie prescrite du contribuable et que son coût en capital pour le contribuable excède son coût pour l'enfant, pour l'application des articles 13 et 20 et de toute disposition réglementaire prise pour l'application de l'alinéa 20(1)a):

(i) le coût en capital du bien pour l'enfant est réputé correspondre à la somme qui correspondait au coût en capital du bien pour le contribuable immédiatement avant le transfert,

(ii) l'excédent est réputé avoir été accordé à l'enfant relativement au bien en vertu des dispositions réglementaires prises pour l'application de l'alinéa 20(1)a) dans le calcul du revenu pour les années d'imposition s'étant terminées avant l'acquisition du bien par l'enfant.

When subsection (4.1) applies

(4) Subsection (4.1) applies to a taxpayer and a child of the taxpayer in respect of property that has been transferred, at any time, to the child if

(a) the child was resident in Canada immediately before the transfer; and

(b) the property was, immediately before the transfer, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer, a share of the capital stock of a family farm corporation of the taxpayer, an interest in a family fishing partnership of the taxpayer or an interest in a family farm partnership of the taxpayer (within the meaning assigned by subsection 70(10)).

Inter vivos transfer of family farm or fishing corporations and partnerships

(4.1) If, because of subsection (4), this subsection applies to the taxpayer and the taxpayer's child in respect of the transfer of the property by the taxpayer to the child,

(4) Le paragraphe (4.1) s'applique à un contribuable et à son enfant, relativement à un bien qui a été transféré à l'enfant, si les conditions suivantes sont réunies :

a) l'enfant résidait au Canada immédiatement avant le transfert;

b) le bien était, immédiatement avant le transfert, une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable, une action du capital-actions d'une société agricole familiale du contribuable, une participation dans une société de personnes de pêche familiale du contribuable ou une participation dans une société de personnes agricole familiale du contribuable, ces termes s'entendant tous au sens du paragraphe 70(10).

Application du par. (4.1)

(4.1) Si, par l'effet du paragraphe (4), le présent paragraphe s'applique au contribuable et à son enfant relativement au transfert d'un bien effectué par le contribuable à l'enfant, les règles suivantes s'appliquent :

Transfert entre vifs de sociétés et sociétés de personnes agricoles ou de pêche familiales

(a) subject to paragraph (c), where the property was, immediately before the transfer, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer, a share of the capital stock of a family farm corporation of the taxpayer, an interest in a family fishing partnership of the taxpayer or an interest in a family farm partnership of the taxpayer, the taxpayer is deemed to have disposed of the property at the time of the transfer for 10 proceeds of disposition equal to,

(i) in any case to which neither subparagraph (ii) nor (iii) applies, the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined, 15

(ii) the greater of the amounts referred to in clauses (A) and (B), if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined exceed the greater of

(A) the fair market value of the property 20 immediately before the time of the transfer, and

(B) the adjusted cost base to the taxpayer of the property immediately before the time of the transfer, or 25

(iii) if the taxpayer's proceeds of disposition otherwise determined are less than the lesser of the amounts referred to in clauses (ii)(A) and (B), the lesser of those amounts; 30

(b) subject to paragraph (c), where the property is, immediately before the transfer, a share of the capital stock of a family fishing corporation of the taxpayer, a share of the capital stock of a family farm corporation of 35 the taxpayer, an interest in a family fishing partnership of the taxpayer or an interest in a family farm partnership of the taxpayer, the child is deemed to have acquired the property for an amount equal to the taxpayer's 40 proceeds of disposition in respect of the disposition of the property determined under paragraph (a);

(c) where the property is, immediately before the transfer, an interest in a family fishing 45 partnership of the taxpayer, or an interest in a family farm partnership of the taxpayer (other

a) sous réserve de l'alinéa c), si, immédiatement avant le transfert, le bien était une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable, une action du capital-actions d'une société agricole familiale du contribuable, une participation dans une société de personnes de pêche familiale du contribuable ou une participation dans une société de personnes agricole familiale du contribuable, celui-ci est réputé en avoir 10 disposé au moment du transfert pour un produit de disposition égal à celle des sommes suivantes qui est applicable :

(i) si les sous-alinéas (ii) et (iii) ne s'appliquent pas, le produit de disposition 15 du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs,

(ii) la plus élevée des sommes visées aux divisions (A) et (B), si le produit de disposition du bien pour le contribuable, 20 déterminé par ailleurs, excède la plus élevée des sommes suivantes :

(A) la juste valeur marchande du bien immédiatement avant le moment du transfert, 25

(B) le prix de base rajusté du bien pour le contribuable immédiatement avant le moment du transfert,

(iii) si le produit de disposition du bien pour le contribuable, déterminé par ailleurs, est inférieur à la moins élevée des sommes visées aux divisions (ii)(A) et (B), la moins élevée de ces sommes;

b) sous réserve de l'alinéa c), si, immédiatement avant le transfert, le bien était une action 35 du capital-actions d'une société de pêche familiale du contribuable, une action du capital-actions d'une société agricole familiale du contribuable, une participation dans une société de personnes de pêche familiale 40 du contribuable ou une participation dans une société de personnes agricole familiale du contribuable, l'enfant est réputé l'avoir acquis pour une somme égale au produit de disposition que le contribuable est réputé 45 avoir reçu au titre de la disposition du bien, déterminé selon l'alinéa a);

than a partnership interest to which subsection 100(3) applies), the taxpayer receives no consideration in respect of the transfer of the property and the taxpayer elects, in the taxpayer's return of income under this Part 5 for the taxation year which includes the time of the transfer, to have this paragraph apply in respect of the transfer of the property,

(i) the taxpayer is, except for the purpose of paragraph 98(5)(g), deemed not to have 10 disposed of the property at the time of the transfer,

(ii) the child is deemed to have acquired the property at the time of the transfer at a cost equal to the cost to the taxpayer of the 15 interest immediately before the transfer, and

(iii) each amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in 20 computing the adjusted cost base to the taxpayer, immediately before the transfer, of the property is deemed to be an amount required by subsection 53(1) or (2) to be added or deducted in computing at any 25 time at or after the time of the transfer, the adjusted cost base to the child of the property; and

(d) subsection 69(1) does not apply to the taxpayer and the child in respect of the 30 property.

(4) Subsections (1) and (2) apply to dispositions that occur after December 20, 2002.

(5) Subsection (3) applies to a disposition, that occurs on or after May 2, 2006, of a property unless the disposition of the prop- 35 erty was before 2007 and the taxpayer elects in writing in the taxpayer's return of income for the taxation year in which the disposition

c) si, immédiatement avant le transfert, le bien était une participation dans une société de personnes de pêche familiale du contribuable ou une participation dans une société 5 de personnes agricole familiale du contribuable (sauf une participation à laquelle le paragraphe 100(3) s'applique), que le contribuable ne reçoit aucune contrepartie relativement au transfert du bien et qu'il fait un choix, dans sa déclaration de revenu produite 10 en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition qui comprend le moment du transfert, afin que le présent alinéa s'applique relativement au transfert du bien :

(i) le contribuable est réputé, sauf pour 15 l'application de l'alinéa 98(5)(g), ne pas avoir disposé du bien au moment du transfert,

(ii) l'enfant est réputé avoir acquis le bien au moment du transfert à un coût égal au 20 coût de la participation pour le contribuable immédiatement avant le moment du transfert,

(iii) chaque somme à ajouter ou à déduire, en application des paragraphes 53(1) ou 25 (2), dans le calcul du prix de base rajusté du bien pour le contribuable, immédiatement avant le transfert, est réputée être une somme à ajouter ou à déduire, en application de ces paragraphes, dans le calcul, au 30 moment du transfert ou à tout moment postérieur, du prix de base rajusté du bien pour l'enfant;

d) le paragraphe 69(1) ne s'applique pas au contribuable ni à l'enfant relativement au 35 bien.

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux dispositions effectuées après le 20 décembre 2002.

(5) Le paragraphe (3) s'applique aux 40 dispositions de biens effectuées après le 1^{er} mai 2006, sauf s'il s'agit d'une disposition effectuée avant 2007 à l'égard de laquelle le contribuable a fait un choix, par avis écrit dans sa déclaration de revenu visant l'année 45 d'imposition au cours de laquelle la disposition a été effectuée, afin que le paragraphe

occurred to have subsection 73(3) or 73(4) of the Act, as that subsection read on May 1, 2006, apply to the disposition of the property.

73(3) ou (4) de la même loi, dans sa version applicable le 1^{er} mai 2006, s'applique à la disposition.

12. (1) Subsection 74.1(2) of the Act is replaced by the following:

12. (1) Le paragraphe 74.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) If an individual has transferred or lent property, either directly or indirectly, by means of a trust or by any other means whatever, to or for the benefit of a person who was under 18 years of age (other than an amount received in respect of that person either as a consequence of the operation of subsection 122.61(1) or under section 4 of the *Universal Child Care Benefit Act*) and who

(2) Lorsqu'un particulier transfère ou prête un bien — directement ou indirectement, par le biais d'une fiducie ou par tout autre moyen — à une personne de moins de 18 ans qui a un lien de dépendance avec le particulier ou qui est le neveu ou la nièce du particulier ou au profit de cette personne (sauf un montant reçu à l'égard de cette personne soit par suite de l'application du paragraphe 122.61(1), soit en application de l'article 4 de la *Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants*), le revenu ou la perte de cette personne pour une année d'imposition provenant du bien ou d'un bien qui y est substitué et qui se rapporte à la période de l'année tout au long de laquelle le particulier réside au Canada est considéré comme un revenu ou une perte du particulier et non de cette personne, sauf si celle-ci atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année.

(a) does not deal with the individual at arm's length, or

(b) is the niece or nephew of the individual, any income or loss, as the case may be, of that person for a taxation year from the property or from property substituted for that property, that relates to the period in the taxation year throughout which the individual is resident in Canada, is deemed to be income or a loss, as the case may be, of the individual and not of that person unless that person has, before the end of the taxation year, attained the age of 18 years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique relativement aux sommes reçues après le 30 juin 2006.

13. (1) The portion of subsection 85(5.1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

13. (1) Le passage du paragraphe 85(5.1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(5.1) If subsection (1) has applied in respect of the acquisition at any particular time of any depreciable property by a corporation from an individual, the cost of the property to the individual was included in computing an amount under paragraph 8(1)(r) or (s) in respect of the individual, and the amount that would be the cost of the property to the individual immediately before the transfer if this Act were read without reference to subsection 8(7) (which amount is in this subsection referred to as the "individual's original cost") exceeds the individual's proceeds of disposition of the property,

(5.1) Lorsque le paragraphe (1) s'est appliqué relativement à l'acquisition, à un moment donné, d'un bien amortissable par une société d'un particulier, que le coût du bien pour le particulier a été inclus dans le calcul de la somme prévue aux alinéas 8(1)r) ou s) relativement au particulier et que le montant (appelé « coût initial » au présent paragraphe) qui représenterait le coût du bien pour le particulier immédiatement avant le transfert si la présente loi s'appliquait compte non tenu du paragraphe 8(7) excède le produit de disposition du bien pour le particulier, les règles suivantes s'appliquent :

Transfers and loans to minors

Transfert ou prêt à un mineur

Acquisition of certain tools — capital cost and deemed depreciation

Acquisition de certains outils — coût en capital et amortissement réputé

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years.

14. (1) The portion of subsection 97(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(5) If subsection (2) has applied in respect of the acquisition at any particular time of any depreciable property by a partnership from an individual, the cost of the property to the individual was included in computing an amount under paragraph 8(1)(r) or (s) in respect of the individual, and the amount that would be the cost of the property to the individual immediately before the transfer if this Act were read without reference to subsection 8(7) (which amount is in this subsection referred to as the “individual’s original cost”) exceeds the individual’s proceeds of disposition of the property,

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years.

15. (1) Paragraph 104(21.2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the beneficiary is, for the purposes of sections 3, 74.3 and 111 as they apply for the purposes of section 110.6,

(i) deemed to have disposed of the capital property referred to in clause (ii)(A), (B) or (C) if a taxable capital gain is determined in respect of the beneficiary for the beneficiary’s taxation year in which the designation year ends under those clauses, and

(ii) deemed to have a taxable capital gain for the beneficiary’s taxation year in which the designation year ends

(A) from a disposition of a capital property that is qualified farm property (as defined for the purpose of section 110.6) of the beneficiary equal to the amount determined by the formula

$$(A \times B \times C)/(D \times E)$$

(B) from a disposition of a capital property that is a qualified small business corporation share (as defined for

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 2006 et suivantes.

14. (1) Le passage du paragraphe 97(5) de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(5) Lorsque le paragraphe (2) s’est appliqué relativement à l’acquisition, à un moment donné, d’un bien amortissable par une société de personnes d’un particulier, que le coût du bien pour le particulier a été inclus dans le calcul de la somme prévue aux alinéas 8(1)r) ou s) relativement au particulier et que le montant (appelé « coût initial » au présent paragraphe) qui représenterait le coût du bien pour le particulier immédiatement avant le transfert si la présente loi s’appliquait compte non tenu du paragraphe 8(7) excède le produit de disposition du bien pour le particulier, les règles suivantes s’appliquent :

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 2006 et suivantes.

15. (1) L’alinéa 104(21.2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) pour l’application des articles 3, 74.3 et 111 dans le cadre de l’article 110.6, le bénéficiaire est réputé :

(i) d’une part, avoir disposé des immobilisations visées aux divisions (ii)(A), (B) ou (C), si un gain en capital imposable est déterminé à son égard selon ces divisions pour son année d’imposition dans laquelle l’année d’attribution prend fin,

(ii) d’autre part, tirer de la disposition des immobilisations ci-après, pour son année d’imposition dans laquelle l’année d’attribution prend fin, un gain en capital imposable égal à la somme obtenue par la formule applicable suivante :

(A) si l’immobilisation est son bien agricole admissible, au sens de l’article 110.6 :

$$(A \times B \times C)/(D \times E)$$

Acquisition of certain tools — capital cost and deemed depreciation

Acquisition de certains outils — coût en capital et amortissement réputé

the purpose of section 110.6) of the beneficiary equal to the amount determined by the formula

$$(A \times B \times F)/(D \times E)$$

and

(C) from a disposition of a capital property that is a qualified fishing property (as defined for the purpose of section 110.6) of the beneficiary equal to the amount determined by the formula

$$(A \times B \times I)/(D \times E)$$

where

A is the lesser of

(I) the amount determined by the formula

$$G - H$$

where

G is the total of amounts designated under subsection (21) for the designation year by the trust, and

H is the total of amounts designated under subsection (13.2) for the designation year by the trust, and

(II) the trust's eligible taxable capital gains for the designation year,

B is the amount, if any, by which the amount designated under subsection (21) for the designation year by the trust in respect of the beneficiary exceeds the amount designated under subsection (13.2) for the year by the trust in respect of the beneficiary for the taxation year,

C is the amount, if any, that would be determined under paragraph 3(b) for the designation year in respect of the trust's capital gains and capital losses if the only properties referred

(B) si l'immobilisation est son action admissible de petite entreprise, au sens de l'article 110.6 :

$$(A \times B \times F)/(D \times E)$$

(C) si l'immobilisation est son bien de pêche admissible, au sens de l'article 110.6 :

$$(A \times B \times I)/(D \times E)$$

où :

A représente la moins élevée des sommes suivantes :

(I) la somme obtenue par la formule suivante :

$$G - H$$

où :

G représente le total des sommes attribuées par la fiducie en application du paragraphe (21) pour l'année d'attribution,

H le total des sommes attribuées par la fiducie en application du paragraphe (13.2) pour l'année d'attribution,

(II) les gains en capital imposables admissibles de la fiducie pour l'année d'attribution,

B l'excédent éventuel de la somme que la fiducie a attribuée au bénéficiaire en application du paragraphe (21) pour l'année d'attribution sur la somme qu'elle lui a attribuée pour l'année d'imposition en application du paragraphe (13.2),

C l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) pour l'année d'attribution au titre des gains en capital et des pertes en capital de la fiducie si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens agricoles admissibles de la fiducie dont elle a disposé après 1984,

to in that paragraph were qualified farm properties of the trust disposed of by it after 1984,

D is the total of all amounts each of which is the amount determined for B for the designation year in respect of a beneficiary under the trust,

E is the total of the amounts determined for C, F and I for the designation year in respect of the beneficiary,

F is the amount, if any, that would be determined under paragraph 3(b) for the designation year in respect of the trust's capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified small business corporation shares of the trust, other than qualified farm property, disposed of by it after June 17, 1987, and

I is the amount, if any, that would be determined under paragraph 3(b) for the designation year in respect of the trust's capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified fishing properties of the trust disposed of by it on or after May 2, 2006,

D le total des sommes représentant chacune la valeur de l'élément B pour l'année d'attribution relativement à un bénéficiaire de la fiducie,

E le total des valeurs des éléments C, F et I pour l'année d'attribution relativement au bénéficiaire,

F l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) pour l'année d'attribution au titre des gains en capital et des pertes en capital de la fiducie si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des actions admissibles de petite entreprise de la fiducie, autres que des biens agricoles admissibles, dont elle a disposé après le 17 juin 1987,

I l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) pour l'année d'attribution au titre des gains en capital et des pertes en capital de la fiducie si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens de pêche admissibles de la fiducie dont elle a disposé après le 1^{er} mai 2006.

(2) Subsection (1) applies to taxation years of a trust that end on or after May 2, 2006.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition de fiducies se terminant après le 1^{er} mai 2006.

16. (1) Subsection 108(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

16. (1) Le paragraphe 108(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"qualified fishing property" of an individual has the meaning assigned by subsection 110.6(1);

« bien de pêche admissible » S'entend au sens du paragraphe 110.6(1).

« bien de pêche admissible »
"qualified fishing property"

(2) Subsection (1) applies after May 1, 2006.

(2) Le paragraphe (1) s'applique à compter du 2 mai 2006.

17. (1) The definitions "interest in a family farm partnership", "qualified farm property" and "share of the capital stock of a

17. (1) Les définitions de « action du capital-actions d'une société agricole familiale », « bien agricole admissible » et « participation dans une société de personnes

"qualified fishing property"
« bien de pêche admissible »

family farm corporation” in subsection 110.6(1) of the Act are replaced by the following:

“interest in a family farm partnership”
« participation dans une société de personnes agricole familiale »

“interest in a family farm partnership” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time means a partnership interest owned by the individual at that time if

(a) throughout any 24-month period ending before that time, more than 50% of the fair market value of the property of the partnership was attributable to

(i) property that was used principally in the course of carrying on the business of farming in Canada in which the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C) was actively engaged on a regular and continuous basis, by

(A) the partnership,

(B) the individual,

(C) where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust,

(D) a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C),

(E) a corporation, a share of the capital stock of which was a share of the capital stock of a family farm corporation of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), or

(F) a partnership, a partnership interest of which was an interest in a family farm partnership of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C),

agricole familiale», au paragraphe 110.6(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« action du capital-actions d’une société agricole familiale » Est une action du capital-actions d’une société agricole familiale d’un particulier, sauf une fiducie qui n’est pas une fiducie personnelle, à un moment donné l’action du capital-actions d’une société dont le particulier est propriétaire à ce moment, si les conditions suivantes sont réunies :

« action du capital-actions d’une société agricole familiale »
“share of the capital stock of a family farm corporation”

a) tout au long de toute période de 24 mois se terminant avant ce moment, plus de 50 % de la juste valeur marchande des biens dont la société est propriétaire est attribuable aux biens suivants :

(i) des biens qui ont été utilisés par l’une des personnes ou sociétés de personnes ci-après, principalement dans le cadre de l’exploitation d’une entreprise agricole au Canada dans laquelle le particulier, un bénéficiaire visé à la division (C) ou l’époux ou le conjoint de fait, l’enfant, le père ou la mère du particulier ou d’un tel bénéficiaire prenait une part active de façon régulière et continue :

(A) la société,

(B) le particulier,

(C) si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci,

(D) l’époux ou le conjoint de fait, l’enfant, le père ou la mère du particulier ou d’un bénéficiaire visé à la division (C),

(E) une autre société qui est liée à la société en cause et dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d’une société agricole familiale du particulier, d’un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l’époux ou du conjoint de fait, de l’enfant, du père ou de la mère du particulier ou d’un tel bénéficiaire,

(F) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes agricole

(ii) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to properties described in subparagraph (iv), 5

(iii) a partnership interest in or indebtedness of one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to properties described in subparagraph (iv), 10
or

(iv) properties described in any of subparagraphs (i) to (iii), and

(b) at that time, all or substantially all of the fair market value of the property of the 15 partnership was attributable to property described in subparagraph (a)(iv);

“qualified farm property” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time means a property owned at that time by the 20 individual, the spouse or common-law partner of the individual or a partnership, an interest in which is an interest in a family farm partnership of the individual or the individual’s spouse or common-law partner that is

(a) real or immovable property that was used principally in the course of carrying on the business of farming in Canada by,

(i) the individual,

(ii) if the individual is a personal trust, a 30 beneficiary of the trust that is entitled to receive directly from the trust any income or capital of the trust,

(iii) a spouse, common-law partner, child or parent of a person referred to in 35 subparagraph (i) or (ii),

(iv) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital stock of a family farm corporation of an individual referred to in any of subpara- 40 graphs (i) to (iii), or

(v) a partnership, an interest in which is an interest in a family farm partnership of an individual referred to in any of subpara- 45 graphs (i) to (iii),

familiale du particulier, d’un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l’époux ou du conjoint de fait, de l’enfant, du père ou de la mère du particulier ou d’un tel bénéficiaire, 5

(ii) des actions du capital-actions, ou des dettes, d’une ou de plusieurs sociétés dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens est attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv), 10

(iii) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes d’une ou de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était 15 attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv),

(iv) des biens visés à l’un des sous-alinéas (i) à (iii);

b) à ce moment, la totalité ou la presque 20 totalité de la juste valeur marchande des biens dont la société est propriétaire est attribuable à des biens visés au sous-alinéa a)(iv).

« bien agricole admissible » Sont des biens agricoles admissibles d’un particulier, sauf une 25 fiducie qui n’est pas une fiducie personnelle, à un moment donné les biens ci-après qui, à ce moment, appartiennent au particulier, à son époux ou conjoint de fait ou à une société de personnes dont une des participations est une 30 participation dans une société de personnes agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait :

a) un bien réel ou immeuble qui a été utilisé principalement dans le cadre de l’exploitation 35 d’une entreprise agricole au Canada par l’une des personnes ou sociétés de personnes suivantes :

(i) le particulier,

(ii) si le particulier est une fiducie person- 40 nelle, un bénéficiaire de celle-ci qui a le droit de recevoir tout ou partie du revenu ou du capital de la fiducie directement de celle-ci,

“qualified farm property”
« bien agricole admissible »

« bien agricole admissible »
“qualified farm property”

(b) a share of the capital stock of a family farm corporation of the individual or the individual's spouse or common-law partner,

(c) an interest in a family farm partnership of the individual or the individual's spouse or common-law partner, or

(d) an eligible capital property (which is deemed to include capital property to which paragraph 70(5.1)(b) or 73(3.1)(f) applies) used by a person or partnership referred to in 10 any of subparagraphs (a)(i) to (v), or by a personal trust from which the individual acquired the property, in the course of carrying on the business of farming in Canada;

“share of the capital stock of a family farm corporation”
« action du capital-actions d'une société agricole familiale »

“share of the capital stock of a family farm corporation” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time means a share of the capital stock of a corporation owned by the individual at that time if

(a) throughout any 24-month period ending before that time, more than 50% of the fair market value of the property owned by the corporation was attributable to

(i) property that was used principally in 25 the course of carrying on the business of farming in Canada in which the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse or common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary 30 referred to in clause (C) was actively engaged on a regular and continuous basis, by

(A) the corporation,

(B) the individual,

(C) where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust,

(D) a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), 40

(E) another corporation that is related to the corporation and of which a share of the capital stock was a share of the capital stock of a family farm corporation of the individual, a beneficiary 45 referred to in clause (C) or a spouse,

(iii) l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère d'une personne visée aux sous-alinéas (i) ou (ii),

(iv) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions 5 d'une société agricole familiale d'un particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii),

(v) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes agricole familiale 10 d'un particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii);

b) une action du capital-actions d'une société agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait;

c) une participation dans une société de personnes agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait;

d) une immobilisation admissible (y compris une immobilisation à laquelle les alinéas 20 70(5.1)b) ou 73(3.1)f) s'appliquent) utilisée par une personne ou société de personnes visée à l'un des sous-alinéas a)(i) à (v), ou par une fiducie personnelle auprès de laquelle le particulier a acquis le bien, dans le cadre de 25 l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada.

« participation dans une société de personnes agricole familiale » Est une participation dans une société de personnes agricole familiale d'un 30 particulier, sauf une fiducie qui n'est pas une fiducie personnelle, à un moment donné la participation dans une société de personnes dont le particulier est propriétaire à ce moment, si les conditions suivantes sont réunies :

« participation dans une société de personnes agricole familiale »
“interest in a family farm partnership”

a) tout au long de toute période de 24 mois se terminant avant ce moment, plus de 50 % de la juste valeur marchande des biens de la société de personnes est attribuable aux biens suivants :

(i) des biens qui ont été utilisés par l'une des personnes ou sociétés de personnes ci-après, principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada dans laquelle le particulier, un 45 bénéficiaire visé à la division (C) ou l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le

common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), or

(F) a partnership, an interest in which was an interest in a family farm partnership of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of such a beneficiary,

(ii) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property described in subparagraph (iv),

(iii) a partnership interest in or indebtedness of one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to properties described in subparagraph (iv), or

(iv) properties described in any of subparagraphs (i) to (iii), and

(b) at that time, all or substantially all of the fair market value of the property owned by the corporation was attributable to property described in subparagraph (a)(iv);

père ou la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire prenait une part active de façon régulière et continue :

(A) la société de personnes,

(B) le particulier,

(C) si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci,

(D) l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère du particulier ou d'un bénéficiaire visé à la division (C),

(E) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une société agricole familiale du particulier, d'un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l'époux ou du conjoint de fait, de l'enfant, du père ou de la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire,

(F) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes agricole familiale du particulier, d'un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l'époux ou du conjoint de fait, de l'enfant, du père ou de la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire,

(ii) des actions du capital-actions, ou des dettes, d'une ou de plusieurs sociétés dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv),

(iii) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes d'une ou de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv),

(iv) des biens visés à l'un des sous-alinéas (i) à (iii);

b) à ce moment, la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens de la société de personnes est attribuable à des biens visés au sous-alinéa a)(iv).

(2) Paragraph (b) of the description of A in the definition “annual gains limit” in subsection 110.6(1) of the Act is replaced by:

(b) the amount that would be determined in respect of the individual for the year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified farm properties disposed of by the individual after 1984, qualified small business corporation shares disposed of by the individual after June 17, 1987 and qualified fishing properties disposed of by the individual on or after May 2, 2006, and

(3) Subparagraph (a)(i) of the definition “share of the capital stock of a family farm corporation” in subsection 110.6(1) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of clause (D) and by adding the following after that clause:

(D.1) another corporation that is related to the corporation and of which a share of the capital stock was a share of the capital stock of a family farm corporation of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse or common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), or

(4) Subsection 110.6(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“interest in a family fishing partnership” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time means a partnership interest owned by the individual at that time if

(a) throughout any 24-month period ending before that time, more than 50% of the fair market value of the property of the partnership was attributable to

(i) property that was used principally in the course of carrying on the business of fishing in Canada in which the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse or common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary

(2) L’alinéa b) de l’élément A de la formule figurant à la définition de «plafond annuel des gains», au paragraphe 110.6(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

b) l’excédent qui serait calculé selon l’alinéa 3b) à l’égard du particulier pour l’année au titre des gains en capital et des pertes en capital si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens agricoles admissibles dont il a disposé après 1984, des actions admissibles de petite entreprise dont il a disposé après le 17 juin 1987 et des biens de pêche admissibles dont il a disposé après le 1^{er} mai 2006;

(3) Le sous-alinéa a)(i) de la définition de «action du capital-actions d’une société agricole familiale», au paragraphe 110.6(1) de la même loi, est modifié par adjonction, après la division (D), de ce qui suit :

(D.1) une autre société qui est liée à la société en cause et dont une action du capital-actions était une action du capital-actions d’une société agricole familiale du particulier, d’un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l’époux ou du conjoint de fait, de l’enfant, du père ou de la mère du particulier ou d’un tel bénéficiaire,

(4) Le paragraphe 110.6(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

«action du capital-actions d’une société de pêche familiale» Est une action du capital-actions d’une société de pêche familiale d’un particulier, sauf une fiducie qui n’est pas une fiducie personnelle, à un moment donné l’action du capital-actions d’une société dont le particulier est propriétaire à ce moment, si les conditions suivantes sont réunies :

a) tout au long de toute période de 24 mois se terminant avant ce moment, plus de 50 % de la juste valeur marchande des biens dont la société est propriétaire est attribuable aux biens suivants :

“interest in a family fishing partnership”
« participation dans une société de personnes de pêche familiale »

« action du capital-actions d’une société de pêche familiale »
“share of the capital stock of a family fishing corporation”

referred to in clause (C) was actively engaged on a regular and continuous basis, by

(A) the partnership,

(B) the individual, 5

(C) where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust,

(D) a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), 10

(E) a corporation, a share of the capital stock of which was a share of the capital stock of a family fishing corporation of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law 15 partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), or

(F) a partnership, a partnership interest of which was an interest in a family 20 fishing partnership of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), 25

(ii) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to properties described in subparagraph (iv), 30

(iii) a partnership interest in or indebtedness of one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to properties described in subparagraph (iv), 35 or

(iv) properties described in any of subparagraph (i) to (iii), and

(b) at that time, all or substantially all of the fair market value of the property of the 40 partnership was attributable to property described in subparagraph (a)(iv);

“qualified
fishing property”
« bien de pêche
admissible »

“qualified fishing property” of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time means a property owned at that time 45

(i) des biens qui ont été utilisés par l’une des personnes ou sociétés de personnes ci-après, principalement dans le cadre de l’exploitation d’une entreprise de pêche au Canada dans laquelle le particulier, un 5 bénéficiaire visé à la division (C) ou l’époux ou le conjoint de fait, l’enfant, le père ou la mère du particulier ou d’un tel bénéficiaire prenait une part active de façon régulière et continue : 10

(A) la société,

(B) le particulier,

(C) si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci,

(D) l’époux ou le conjoint de fait, 15 l’enfant, le père ou la mère du particulier ou d’un bénéficiaire visé à la division (C),

(E) une autre société qui est liée à la société en cause et dont une action du 20 capital-actions est une action du capital-actions d’une société de pêche familiale du particulier, d’un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l’époux ou du conjoint de fait, de l’enfant, du père ou 25 de la mère du particulier ou d’un tel bénéficiaire,

(F) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche 30 familiale du particulier, d’un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l’époux ou du conjoint de fait, de l’enfant, du père ou de la mère du particulier ou d’un tel bénéficiaire, 35

(ii) des actions du capital-actions, ou des dettes, d’une ou de plusieurs sociétés dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens est attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv), 40

(iii) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes d’une ou de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était 45 attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv),

by the individual, the spouse or common-law partner of the individual or a partnership, an interest in which is an interest in a family fishing partnership of the individual or the individual's spouse or common-law partner that is

(a) real or immovable property or a fishing vessel that was used principally in the course of carrying on the business of fishing in Canada by,

(i) the individual,

(ii) if the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust that is entitled to receive directly from the trust any income or capital of the trust,

(iii) a spouse, common-law partner, child or parent of a person referred to in subparagraph (i) or (ii),

(iv) a corporation, a share of the capital stock of which is a share of the capital stock of a family fishing corporation of an individual referred to in any of subparagraphs (i) to (iii), or

(v) a partnership, an interest in which is an interest in a family fishing partnership of an individual referred to in any of subparagraphs (i) to (iii),

(b) a share of the capital stock of a family fishing corporation of the individual or the individual's spouse or common-law partner,

(c) an interest in a family fishing partnership of the individual or the individual's spouse or common-law partner,

(d) an eligible capital property (which is deemed to include capital property to which paragraph 70(5.1)(b) or 73(3.1)(f) applies) used by a person or partnership referred to in any of subparagraphs (a)(i) to (v), or by a personal trust from which the individual acquired the property, in the course of carrying on the business of fishing in Canada;

"share of the capital stock of a family fishing corporation" of an individual (other than a trust that is not a personal trust) at any time means a share of the capital stock of a corporation owned by the individual at that time if

(iv) des biens visés à l'un des sous-alinéas (i) à (iii);

b) à ce moment, la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens dont la société est propriétaire est attribuable à des biens visés au sous-alinéa a)(iv).

« bien de pêche admissible » Sont des biens de pêche admissibles d'un particulier, sauf une fiducie qui n'est pas une fiducie personnelle, à un moment donné les biens ci-après qui, à ce moment, appartiennent au particulier, à son époux ou conjoint de fait ou à une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait :

« bien de pêche admissible »
"qualified fishing property"

a) un bien réel ou immeuble ou un navire de pêche qui a été utilisé principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de pêche au Canada par l'une des personnes ou sociétés de personnes suivantes :

(i) le particulier,

(ii) si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci qui a le droit de recevoir tout ou partie du revenu ou du capital de la fiducie directement de celle-ci,

(iii) l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère d'une personne visée aux sous-alinéas (i) ou (ii),

(iv) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une société de pêche familiale d'un particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii),

(v) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale d'un particulier visé à l'un des sous-alinéas (i) à (iii);

b) une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait;

c) une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait;

“share of the capital stock of a family fishing corporation”
« action du capital-actions d'une société de pêche familiale »

(a) throughout any 24-month period ending before that time, more than 50% of the fair market value of the property owned by the corporation was attributable to

(i) property that was used principally in the course of carrying on the business of fishing in Canada in which the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse or common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), was actively engaged on a regular and continuous basis, by

(A) the corporation,

(B) the individual,

(C) where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust,

(D) a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C),

(E) another corporation that is related to the corporation and of which a share of the capital stock was a share of the capital stock of a family fishing corporation of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of a beneficiary referred to in clause (C), or

(F) a partnership, an interest in which was an interest in a family fishing partnership of the individual, a beneficiary referred to in clause (C) or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual or of such a beneficiary,

(ii) shares of the capital stock or indebtedness of one or more corporations all or substantially all of the fair market value of the property of which was attributable to property described in subparagraph (iv),

(iii) a partnership interest in or indebtedness of one or more partnerships all or substantially all of the fair market value of

d) une immobilisation admissible (y compris une immobilisation à laquelle les alinéas 70(5.1)b) ou 73(3.1)f) s'appliquent) utilisée par une personne ou société de personnes visée à l'un des sous-alinéas a)(i) à (v), ou par une fiducie personnelle auprès de laquelle le particulier a acquis le bien, dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de pêche au Canada.

« participation dans une société de personnes de pêche familiale » Est une participation dans une société de personnes de pêche familiale d'un particulier, sauf une fiducie qui n'est pas une fiducie personnelle, à un moment donné la participation dans une société de personnes dont le particulier est propriétaire à ce moment, si les conditions suivantes sont réunies :

a) tout au long de toute période de 24 mois se terminant avant ce moment, plus de 50 % de la juste valeur marchande des biens de la société de personnes est attribuable aux biens suivants :

(i) des biens qui ont été utilisés par l'une des personnes ou sociétés de personnes ci-après, principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de pêche au Canada dans laquelle le particulier, un bénéficiaire visé à la division (C) ou l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire prenait une part active de façon régulière et continue :

(A) la société de personnes,

(B) le particulier,

(C) si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci,

(D) l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère du particulier ou d'un bénéficiaire visé à la division (C),

(E) une société dont une action du capital-actions est une action du capital-actions d'une société de pêche familiale du particulier, d'un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l'époux ou du

« participation dans une société de personnes de pêche familiale »
“interest in a family fishing partnership”

the property of which was attributable to properties described in subparagraph (iv), or

(iv) properties described in any of subparagraphs (i) to (iii), and

(b) at that time, all or substantially all of the fair market value of the property owned by the corporation was attributable to property described in subparagraph (a)(iv).

conjoint de fait, de l'enfant, du père ou de la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire,

(F) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier, d'un bénéficiaire visé à la division (C) ou de l'époux ou du conjoint de fait, de l'enfant, du père ou de la mère du particulier ou d'un tel bénéficiaire,

(ii) des actions du capital-actions, ou des dettes, d'une ou de plusieurs sociétés dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv),

(iii) des participations dans une ou plusieurs sociétés de personnes, ou des dettes d'une ou de plusieurs sociétés de personnes, dont la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens était attribuable à des biens visés au sous-alinéa (iv),

(iv) des biens visés à l'un des sous-alinéas (i) à (iii);

b) à ce moment, la totalité ou la presque totalité de la juste valeur marchande des biens de la société de personnes est attribuable à des biens visés au sous-alinéa a)(iv).

(5) Section 110.6 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.1):

(5) L'article 110.6 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

Property used in a fishing business

(1.2) For the purposes of applying the definition "qualified fishing property", in subsection (1), of an individual, at any time, a property owned at that time by the individual, the spouse or common-law partner of the individual, or a partnership, an interest in which is an interest in a family fishing partnership of the individual or of the individual's spouse or common-law partner, will not be considered to have been used in the course of carrying on the business of fishing in Canada, unless

(a) throughout the period of at least 24 months immediately preceding that time, the property or property for which the property

(1.2) Pour l'application de la définition de « bien de pêche admissible », au paragraphe (1), à un moment donné, le bien qui, à ce moment, appartient à un particulier, à son époux ou conjoint de fait ou à une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait n'est considéré comme ayant été utilisé dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de pêche au Canada que si les conditions suivantes sont réunies :

a) tout au long de la période d'au moins 24 mois précédant ce moment, le bien ou un bien qui lui est substitué (appelés « bien » au

Bien utilisé dans le cadre d'une entreprise de pêche

was substituted (in this paragraph referred to as “the property”) was owned, by any one or more of

(i) the individual, or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual, 5

(ii) a partnership, an interest in which is an interest in a family fishing partnership of the individual or of the individual’s spouse or common-law partner, 10

(iii) if the individual is a personal trust, the individual from whom the trust acquired the property or a spouse, common-law partner, child or parent of that individual, or 15

(iv) a personal trust from which the individual or a child or parent of the individual acquired the property; and

(b) either

(i) in at least two years while the property 20 was owned by the one or more persons referred to in paragraph (a),

(A) the gross revenue of a person (in this clause referred to as the “operator”) referred to in paragraph (a) from the 25 fishing business referred to in clause (B) for the period during which the property was owned by a person described in paragraph (a) exceeded the income of the operator from all other sources for 30 that period, and

(B) the property was used principally in a fishing business carried on in Canada in which an individual referred to in paragraph (a), or where the individual is 35 a personal trust, a beneficiary of the trust, was actively engaged on a regular and continuous basis, or

(ii) throughout a period of at least 24 months while the property was owned by 40 one or more persons or partnerships referred to in paragraph (a), the property was used by a corporation referred to in subparagraph (a)(iv) of the definition “qualified fishing property” in subsection 45 (1) or by a partnership referred to in

présent alinéa) appartenait à l’une ou plusieurs des personnes ou sociétés de personnes suivantes :

(i) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère, 5

(ii) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes de pêche familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, 10

(iii) si le particulier est une fiducie personnelle, le particulier auprès duquel la fiducie a acquis le bien ou l’époux ou le conjoint de fait, l’enfant, le père ou la mère de ce particulier, 15

(iv) la fiducie personnelle auprès de laquelle le particulier, son enfant, son père ou sa mère a acquis le bien;

b) l’un ou l’autre des faits suivants se vérifie : 20

(i) pendant au moins deux ans où le bien appartenait à une ou plusieurs des personnes visées à l’alinéa a) :

(A) le revenu brut d’une personne visée à l’alinéa a) (appelée « exploitant » à la 25 présente division) provenant de l’entreprise de pêche visée à la division (B) pour la période pendant laquelle le bien appartenait à une personne visée à cet alinéa dépassait le revenu de l’exploitant 30 provenant de toutes les autres sources pour cette période,

(B) le bien était utilisé principalement dans le cadre d’une entreprise de pêche exploitée au Canada et dans laquelle un 35 particulier visé à l’alinéa a) ou, si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci prenait une part active de façon régulière et continue, 40

(ii) tout au long d’une période d’au moins 24 mois pendant que le bien appartenait à une ou plusieurs personnes ou sociétés de personnes visées à l’alinéa a), le bien était utilisé soit par une société visée au sous- 45 alinéa a)(iv) de la définition de « bien de

paragraph (a)(v) of that definition in a fishing business in which an individual referred to in any of subparagraphs (a)(i) to (iii) of that definition was actively engaged on a regular and continuous basis.

5

pêche admissible» au paragraphe (1), soit par une société de personnes visée au sous-alinéa a)(v) de cette définition, dans le cadre d'une entreprise de pêche dans laquelle un particulier visé à l'un des sous-alinéas a)(i) à (iii) de cette même définition prenait une part active de façon régulière et continue.

5

Property used in a farming business

(1.3) For the purposes of applying the definition "qualified farm property", in subsection (1), of an individual, at any time, a property owned at that time by the individual, the spouse or common-law partner of the individual, or a partnership, an interest in which is an interest in a family farm partnership of the individual or of the individual's spouse or common-law partner, will not be considered to have been used in the course of carrying on the business of farming in Canada, unless

10

(a) throughout the period of at least 24 months immediately preceding that time, the property or property for which the property was substituted (in this paragraph referred to as "the property") was owned, by any one or more of

20

(i) the individual, or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual,

25

(ii) a partnership, an interest in which is an interest in a family farm partnership of the individual or of the individual's spouse or common-law partner,

(iii) if the individual is a personal trust, the individual from whom the trust acquired the property or a spouse, common-law partner, child or parent of that individual, or

(iv) a personal trust from which the individual or a child or parent of the individual acquired the property;

(b) if paragraph (c) does not apply, either

(i) in at least two years while the property was owned by the one or more persons referred to in paragraph (a),

(1.3) Pour l'application de la définition de « bien agricole admissible », au paragraphe (1), à un moment donné, le bien qui, à ce moment, appartient à un particulier, à son époux ou conjoint de fait ou à une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait n'est considéré comme ayant été utilisé dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada que si les conditions suivantes sont réunies :

Bien utilisé dans le cadre d'une entreprise agricole

20

a) tout au long de la période d'au moins 24 mois précédant ce moment, le bien ou un bien qui lui est substitué (appelés « bien » au présent alinéa) appartenait à l'une ou plusieurs des personnes ou sociétés de personnes suivantes :

25

(i) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère,

(ii) une société de personnes dont une des participations est une participation dans une société de personnes agricole familiale du particulier ou de son époux ou conjoint de fait,

30

(iii) si le particulier est une fiducie personnelle, le particulier auprès duquel la fiducie a acquis le bien ou l'époux ou le conjoint de fait, l'enfant, le père ou la mère de ce particulier,

(iv) la fiducie personnelle auprès de laquelle le particulier, son enfant, son père ou sa mère a acquis le bien;

40

b) si l'alinéa c) ne s'applique pas, l'un ou l'autre des faits suivants se vérifie :

(i) pendant au moins deux ans où le bien appartenait à une ou plusieurs des personnes visées à l'alinéa a) :

45

(A) the gross revenue of a person (in this clause referred to as the “operator”) referred to in paragraph (a) from the farming business referred to in clause (B) for the period during which the property was owned by a person described in paragraph (a) exceeded the income of the operator from all other sources for that period, and

(B) the property was used principally in a farming business carried on in Canada in which an individual referred to in paragraph (a), or where the individual is a personal trust, a beneficiary of the trust, was actively engaged on a regular and continuous basis, or

(ii) throughout a period of at least 24 months while the property was owned by one or more persons or partnerships referred to in paragraph (a), the property was used by a corporation referred to in subparagraph (a)(iv) of the definition “qualified farm property” in subsection (1) or by a partnership referred to in subparagraph (a)(v) of that definition in a farming business in which an individual referred to in any of subparagraphs (a)(i) to (iii) of that definition was actively engaged on a regular and continuous basis; or

(c) if the property or property for which the property was substituted was last acquired by the individual or partnership before June 18, 1987 or after June 17, 1987 under an agreement in writing entered into before that date,

(i) in the year the property was disposed of by the individual, the property was used principally in the course of carrying on the business of farming in Canada by

(A) the individual, or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual,

(B) a beneficiary referred to in subparagraph (a)(ii) in the definition “qualified farm property” in subsection (1) or a spouse, common-law partner, child or parent of that beneficiary,

(A) le revenu brut d’une personne visée à l’alinéa a) (appelée « exploitant » à la présente division) provenant de l’entreprise agricole visée à la division (B) pour la période pendant laquelle le bien appartenait à une personne visée à cet alinéa dépassait le revenu de l’exploitant provenant de toutes les autres sources pour cette période,

(B) le bien était utilisé principalement dans le cadre d’une entreprise agricole exploitée au Canada et dans laquelle un particulier visé à l’alinéa a) ou, si le particulier est une fiducie personnelle, un bénéficiaire de celle-ci prenait une part active de façon régulière et continue,

(ii) tout au long d’une période d’au moins 24 mois pendant que le bien appartenait à une ou plusieurs personnes ou sociétés de personnes visées à l’alinéa a), le bien était utilisé soit par une société visée au sous-alinéa a)(iv) de la définition de « bien agricole admissible » au paragraphe (1), soit par une société de personnes visée au sous-alinéa a)(v) de cette définition, dans le cadre d’une entreprise agricole dans laquelle un particulier visé à l’un des sous-alinéas a)(i) à (iii) de cette même définition prenait une part active de façon régulière et continue;

c) si le bien ou un bien qui lui est substitué a été acquis la dernière fois par le particulier ou la société de personnes avant le 18 juin 1987 ou après le 17 juin 1987 aux termes d’une convention écrite conclue avant cette date :

(i) au cours de l’année où le particulier en a disposé, le bien a été utilisé principalement dans le cadre de l’exploitation d’une entreprise agricole au Canada par l’une des personnes ou sociétés de personnes suivantes :

(A) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère,

(C) a corporation referred to in subparagraph (a)(iv) in the definition “qualified farm property” in subsection (1),

(D) a partnership referred to in subparagraph (a)(v) in the definition “qualified farm property” in subsection (1), or

(E) a personal trust from which the individual acquired the property, or

(ii) in at least five years during which the property was owned by a person described in clauses (A) to (E), the property was used principally in the course of carrying on the business of farming in Canada by

(A) the individual, or a spouse, common-law partner, child or parent of the individual,

(B) a beneficiary referred to in subparagraph (a)(ii) in the definition “qualified farm property” in subsection (1) or a spouse, common-law partner, child or parent of that beneficiary,

(C) a corporation referred to in subparagraph (a)(iv) in the definition “qualified farm property” in subsection (1),

(D) a partnership referred to in subparagraph (a)(v) in the definition “qualified farm property” in subsection (1), or

(E) a personal trust from which the individual acquired the property.

(B) un bénéficiaire visé au sous-alinéa a)(ii) de la définition de « bien agricole admissible », au paragraphe (1), ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère,

(C) une société visée au sous-alinéa a)(iv) de cette définition,

(D) une société de personnes visée au sous-alinéa a)(v) de cette même définition,

(E) une fiducie personnelle auprès de laquelle le particulier a acquis le bien,

(ii) pendant au moins cinq ans où il appartenait à une personne visée aux divisions (A) à (E), le bien a été utilisé principalement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada par l'une des personnes ou sociétés de personnes suivantes :

(A) le particulier ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère,

(B) un bénéficiaire visé au sous-alinéa a)(ii) de la définition de « bien agricole admissible », au paragraphe (1), ou son époux ou conjoint de fait, son enfant, son père ou sa mère,

(C) une société visée au sous-alinéa a)(iv) de cette définition,

(D) une société de personnes visée au sous-alinéa a)(v) de cette même définition,

(E) une fiducie personnelle auprès de laquelle le particulier a acquis le bien.

(6) The description of A in paragraph 110.6(2)(a) of the Act is replaced by the following:

A is the total of all amounts each of which is an amount deducted under this section in computing the individual's taxable income for a preceding taxation year that ended

(i) before 1988, or

(ii) after October 17, 2000,

(6) L'élément A de la formule figurant à l'alinéa 110.6(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

A représente le total des sommes représentant chacune une somme déduite en application du présent article dans le calcul du revenu imposable du particulier pour une année d'imposition antérieure terminée :

(i) soit avant 1988,

(ii) soit après le 17 octobre 2000,

(7) Paragraph 110.6(2)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) the amount that would be determined in respect of the individual for the year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified farm properties of the individual disposed of after June 17, 1987.

(8) Paragraph 110.6(2.1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) the amount that would be determined in respect of the individual for the year under paragraph 3(b) (to the extent that that amount is not included in computing the amount determined under paragraph (2)(d) or (2.2)(d) in respect of the individual) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in paragraph 3(b) were qualified small business corporation shares of the individual disposed of after June 17, 1987.

(9) Section 110.6 of the Act is amended by adding the following after subsection (2.1):

(2.2) In computing the taxable income for a taxation year of an individual (other than a trust) who was resident in Canada throughout the year and who, in the year or a preceding year, disposed of a property that was, at the time of disposition, a qualified fishing property of the individual, there may be deducted the amount that the individual claims not exceeding the least of

(a) the amount determined by the formula in paragraph (2)(a) in respect of the individual for the year;

(b) the amount, if any, by which the individual's cumulative gains limit at the end of that year exceeds the total of all amounts each of which is an amount deducted under subsection (2) or (2.1) in computing the individual's taxable income for the year;

(c) the amount, if any, by which the individual's annual gains limit for the year exceeds the total of all amounts each of

(7) L'alinéa 110.6(2)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) à l'égard du particulier pour l'année au titre des gains en capital et des pertes en capital si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens agricoles admissibles du particulier dont il a été disposé après le 17 juin 1987.

(8) L'alinéa 110.6(2.1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) à l'égard du particulier pour l'année donnée (dans la mesure où il n'est pas inclus dans le calcul de la somme déterminée selon les alinéas (2)d) ou (2.2)d) à l'égard du particulier) au titre des gains en capital et des pertes en capital si les seuls biens visés à l'alinéa 3b) étaient des actions admissibles de petite entreprise du particulier dont il a été disposé après le 17 juin 1987.

(9) L'article 110.6 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2.1), de ce qui suit :

(2.2) Est déductible dans le calcul du revenu imposable pour une année d'imposition d'un particulier, sauf une fiducie, qui a résidé au Canada tout au long de l'année et qui, au cours de l'année ou d'une année antérieure, a disposé d'un bien qui, au moment de la disposition, était son bien de pêche admissible, la somme que le particulier demande n'excédant pas la moins élevée des sommes suivantes :

a) la somme obtenue par la formule figurant à l'alinéa (2)a) relativement au particulier pour l'année;

b) l'excédent éventuel du plafond des gains cumulatifs du particulier à la fin de l'année sur le total des sommes représentant chacune une somme déduite en application des paragraphes (2) ou (2.1) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année;

c) l'excédent éventuel du plafond annuel des gains du particulier pour l'année sur le total des sommes représentant chacune une somme

Capital gains deduction — qualified fishing property

Déduction pour gains en capital — biens de pêche admissibles

which is an amount deducted under subsection (2) or (2.1) in computing the individual's taxable income for the year; and

(d) the amount that would be determined in respect of the individual for the year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and capital losses if the only properties referred to in that paragraph were qualified fishing properties of the individual disposed of on or after May 2, 2006.

(10) Subsections 110.6(4) to (8) of the Act are replaced by the following:

(4) Notwithstanding subsections (2), (2.1) and (2.2), the total amount that may be deducted under this section in computing an individual's income for a taxation year shall not exceed the amount determined by the formula in paragraph (2)(a) in respect of the individual for the year.

(5) For the purposes of subsections (2), (2.1) and (2.2), an individual is deemed to have been resident in Canada throughout a particular taxation year if

(a) the individual was resident in Canada at any time in the particular taxation year; and

(b) the individual was resident in Canada throughout the immediately preceding taxation year or throughout the immediately following taxation year.

(6) Notwithstanding subsections (2), (2.1) and (2.2), no amount may be deducted under this section in respect of a capital gain of an individual for a particular taxation year in computing the individual's taxable income for the particular taxation year, if

(a) the individual knowingly or under circumstances amounting to gross negligence

(i) fails to file the individual's return of income for the particular taxation year within one year after the taxpayer's filing-date date for the particular taxation year, or

(ii) fails to report the capital gain in the individual's return of income for the particular taxation year; and

déduite en application des paragraphes (2) ou (2.1) dans le calcul de son revenu imposable pour l'année;

d) l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) à l'égard du particulier pour l'année au titre des gains en capital et des pertes en capital si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens de pêche admissibles du particulier dont il a été disposé après le 1^{er} mai 2006.

(10) Les paragraphes 110.6(4) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Malgré les paragraphes (2), (2.1) et (2.2), le montant total qu'un particulier peut déduire en application du présent article dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition ne peut dépasser la somme déterminée à son égard pour l'année selon la formule figurant à l'alinéa (2)a).

(5) Pour l'application des paragraphes (2), (2.1) et (2.2), un particulier est réputé résider au Canada tout au long d'une année d'imposition donnée s'il y réside au cours de cette année et :

a) soit tout au long de l'année d'imposition précédente;

b) soit tout au long de l'année d'imposition suivante.

(6) Malgré les paragraphes (2), (2.1) et (2.2), aucune somme n'est déductible en vertu du présent article, dans le calcul du revenu imposable d'un particulier pour une année d'imposition, au titre d'un gain en capital du particulier pour l'année si les conditions suivantes sont réunies :

a) le particulier, sciemment ou dans des circonstances équivalant à faute lourde :

(i) soit ne produit pas de déclaration de revenu pour l'année dans un délai de un an suivant la date d'échéance de production qui lui est applicable pour l'année,

(ii) soit ne déclare pas le gain en capital dans sa déclaration de revenu pour l'année;

Maximum capital gains deduction

Deemed resident in Canada

Failure to report capital gain

Déduction maximale pour gains en capital

Résidence réputée

Gain en capital non déclaré

(b) the Minister establishes the facts justifying the denial of such an amount under this section.

Deduction not permitted

(7) Notwithstanding subsections (2), (2.1) and (2.2), no amount may be deducted under this section in computing an individual's taxable income for a taxation year in respect of a capital gain of the individual for the taxation year, if the capital gain is from a disposition of property which disposition is part of a series of 10 transactions or events

(a) to which subsection 55(2) would apply if this Act were read without reference to paragraph 55(3)(b); or

(b) in which any property is acquired by a 15 corporation or partnership for consideration that is significantly less than the fair market value of the property at the time of acquisition (other than an acquisition as the result of an amalgamation or merger of corporations or 20 the winding-up of a corporation or partnership or a distribution of property of a trust in satisfaction of all or part of a corporation's capital interest in the trust).

Deduction not permitted

(8) Notwithstanding subsections (2), (2.1) 25 and (2.2), where an individual has a capital gain for a taxation year from the disposition of a property and it can reasonably be concluded, having regard to all the circumstances, that a significant part of the capital gain is attributable 30 to the fact that dividends were not paid on a share (other than a prescribed share) or that dividends paid on such a share in the taxation year or in any preceding taxation year were less than 90% of the average annual rate of return on 35 that share for that year, no amount in respect of that capital gain shall be deducted under this section in computing the individual's taxable income for the year.

(11) Paragraph 110.6(12)(b) of the Act is 40 replaced by the following:

(b) the amount, if any, that would be determined in respect of the trust for that year under paragraph 3(b) in respect of capital gains and capital losses if the only 45 properties referred to in that paragraph were

b) le ministre établit les faits qui justifient le rejet d'une déduction demandée aux termes du présent article.

Déduction non permise

(7) Malgré les paragraphes (2), (2.1) et (2.2), 5 aucune somme n'est déductible en vertu du présent article, dans le calcul du revenu imposable d'un particulier pour une année d'imposition, au titre d'un gain en capital du particulier pour l'année si le gain provient d'une 10 disposition de bien qui fait partie d'une série 10 d'opérations ou d'événements :

a) soit à laquelle le paragraphe 55(2) s'appliquerait, en l'absence de l'alinéa 55(3)b);

b) soit dans le cadre de laquelle une société ou une société de personnes acquiert un bien 15 pour une contrepartie bien inférieure à sa juste valeur marchande au moment de l'acquisition, sauf si l'acquisition résulte d'une fusion ou d'une unification de sociétés, de la liquidation d'une société ou d'une 20 société de personnes ou d'une distribution de biens d'une fiducie en règlement de tout ou partie d'une participation d'une société au capital de la fiducie.

Déduction non permise

(8) Malgré les paragraphes (2), (2.1) et (2.2), 25 aucune somme n'est déductible en vertu du présent article, dans le calcul du revenu imposable d'un particulier pour une année d'imposition, au titre d'un gain en capital du particulier pour l'année provenant de la dispo- 30 sition d'un bien s'il est raisonnable de conclure, compte tenu des circonstances, qu'une partie importante du gain en capital est attribuable au fait que des dividendes n'ont pas été versés sur une action (sauf une action visée par règlement) 35 ou que des dividendes versés sur une telle action au cours de l'année ou d'une année d'imposition antérieure étaient inférieurs au montant correspondant à 90 % du taux de rendement annuel moyen sur l'action pour cette année. 40

(11) L'alinéa 110.6(12)b) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

b) l'excédent qui serait calculé selon l'alinéa 3b) à l'égard de la fiducie pour cette année au titre des gains en capital et des pertes en 45 capital si les seuls biens visés à cet alinéa étaient des biens agricoles admissibles dont

qualified farm properties disposed of by it after 1984, qualified small business corporation shares disposed of by it after June 17, 1987 and qualified fishing properties disposed of by it on or after May 2, 2006, and

(12) Subsections (1), (2), (4) and (5) apply to dispositions of property that occur on or after May 2, 2006.

(13) Subsection (3) applies to dispositions of property that occur after 2001 and before May 2, 2006.

(14) Subsection (6) applies to preceding taxation years that end after October 17, 2000.

(15) Subsections (7) to (11) apply to taxation years that end on or after May 2, 2006.

18. (1) Paragraphs 117(2)(c) and (d) of the Act, as enacted by subsection 58(3) of the *Budget Implementation Act, 2006*, chapter 4 of the Statutes of Canada, 2006, are replaced by the following:

(c) if the amount taxable is greater than the amount determined for the year in respect of \$72,756, but is equal to or less than the amount determined for the year in respect of \$118,285, the total of the amounts determined in respect of the taxation year under paragraphs (a) and (b) plus 26% of the amount by which the amount taxable exceeds the amount determined in respect of \$72,756; and

(d) if the amount taxable is greater than the amount that would be determined for the year in respect of \$118,285, the total of the amounts determined in respect of the taxation year under paragraphs (a), (b) and (c) plus 29% of the amount by which the amount taxable exceeds the amount determined in respect of \$118,285.

(2) Subsection (1) applies to the 2007 and subsequent taxation years.

19. (1) The portion of subsection 117.1(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

elle a disposé après 1984, des actions admissibles de petite entreprise dont elle a disposé après le 17 juin 1987 et des biens de pêche admissibles dont elle a disposé après le 1^{er} mai 2006;

(12) Les paragraphes (1), (2), (4) et (5) s'appliquent aux dispositions de biens effectuées après le 1^{er} mai 2006.

(13) Le paragraphe (3) s'applique aux dispositions de biens effectuées après 2001 et avant le 2 mai 2006.

(14) Le paragraphe (6) s'applique aux années d'imposition antérieures se terminant après le 17 octobre 2000.

(15) Les paragraphes (7) à (11) s'appliquent aux années d'imposition se terminant après le 1^{er} mai 2006.

18. (1) Les alinéas 117(2)c) et d) de la même loi, édictés par le paragraphe 58(3) de la *Loi d'exécution du budget de 2006*, chapitre 4 des Lois du Canada (2006), sont remplacés par ce qui suit :

c) si le montant imposable excède la somme déterminée pour l'année par rapport à 72 756 \$ sans excéder la somme déterminée pour l'année par rapport à 118 285 \$, le total des sommes déterminées pour l'année selon les alinéas a) et b) plus 26 % de l'excédent du montant imposable sur la somme déterminée pour l'année par rapport à 72 756 \$;

d) si le montant imposable excède la somme déterminée pour l'année par rapport à 118 285 \$, le total des sommes déterminées pour l'année selon les alinéas a), b) et c) plus 29 % de l'excédent du montant imposable sur la somme déterminée pour l'année par rapport à 118 285 \$;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 40 années d'imposition 2007 et suivantes.

19. (1) Le passage du paragraphe 117.1(1) de la même loi précédant la formule est remplacé par ce qui suit :

Annual
adjustment
(indexing)

117.1 (1) The amount of \$1,000 referred to in the formula in paragraph 8(1)(s) and each of the amounts expressed in dollars in subsection 117(2), the description of B in subsection 118(1), subsection 118(2), paragraph (a) of the description of B in subsection 118(10), subsection 118.01(2), the descriptions of C and F in subsection 118.2(1), subsections 118.3(1), 122.5(3) and 122.51(1) and (2) and Part I.2 in relation to tax payable under this Part or Part I.2 for a taxation year shall be adjusted so that the amount to be used under those provisions for the year is the total of

(2) Subsection (1) applies to the 2008 and subsequent taxation years.

20. (1) The portion of the description of B before paragraph (a) in subsection 118(3) of the Act is replaced by the following:

B is the lesser of \$2,000 and

(2) Section 118 of the Act is amended by adding the following after subsection (9):

(10) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted the amount determined by the formula

$$A \times B$$

where

A is the appropriate percentage for the taxation year; and

B is the lesser of
(a) \$1,000, and

Rajustement
annuel

117.1 (1) La somme de 1 000 \$ de la formule figurant à l'alinéa 8(1)s) et chacune des sommes exprimées en dollars visées au paragraphe 117(2), aux alinéas 118(1)a) à e), au paragraphe 118(2), à l'alinéa a) de l'élément B de la formule figurant au paragraphe 118(10), au paragraphe 118.01(2), aux éléments C et F de la formule figurant au paragraphe 118.2(1), aux paragraphes 118.3(1), 122.5(3) et 122.51(1) et (2) et à la partie I.2 relativement à l'impôt à payer en vertu de la présente partie ou de la partie I.2 pour une année d'imposition est rajustée de façon que la somme applicable à l'année soit égale au total de la somme applicable — compte non tenu du paragraphe 15 (3) — à l'année d'imposition précédente et du produit de cette dernière somme par le montant — rajusté de la manière prévue par règlement et arrêté à la troisième décimale, les résultats ayant au moins cinq en quatrième décimale étant arrondis à la troisième décimale supérieure — obtenu par la formule suivante :

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 15 années d'imposition 2008 et suivantes.

20. (1) Le passage de l'élément B de la formule figurant au paragraphe 118(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

B 2 000 \$ ou, si elle est moins élevée, celles des sommes suivantes qui est applicable :

(2) L'article 118 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (9), de ce qui suit :

(10) Est déductible dans le calcul de l'impôt à payer par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition la somme obtenue par la formule suivante :

$$A \times B$$

où :

A représente le taux de base pour l'année;

B la moins élevée des sommes suivantes :

a) 1 000 \$,

Canada
Employment
Credit

Crédit canadien
pour emploi

(b) the amount that would be the individual's income for the taxation year from all offices and employments if this Act were read without reference to section 8.

b) la somme qui correspondrait au revenu du particulier pour l'année provenant de l'ensemble de ses charges et emplois si la présente loi s'appliquait compte non tenu de l'article 8.

5

(3) Subsections (1) and (2) apply to the 2006 and subsequent taxation years, except that in its application to the 2006 taxation year, the reference to "\$1,000" in paragraph (a) in the description of B in subsection 118(10) of the Act, as enacted by subsection 10 (2), shall be read as a reference to "\$250".

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour l'application du paragraphe (2) à l'année d'imposition 2006, la mention « 1 000 \$ » à l'alinéa a) de l'élément B de la 10 formule figurant au paragraphe 118(10) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), vaut mention de 250 \$.

21. (1) The Act is amended by adding the following after section 118.01:

21. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 118.01, de ce qui 15 suit :

Definitions

118.02 (1) The following definitions apply in this section.

118.02 (1) Les définitions qui suivent s'ap- 15 pliquent au présent article.

Définitions

"eligible public transit pass"
« laissez-passer de transport admissible »

"eligible public transit pass" means a document (a) issued by or on behalf of a qualified Canadian transit organization; and (b) identifying the right of an individual who is the holder or owner of the document to use 20 public commuter transit services of that qualified Canadian transit organization on an unlimited number of occasions and on any day on which the public commuter transit services are offered during an uninterrupted 25 period of at least 28 days.

« laissez-passer de transport admissible » Docu- 20 ment qui, à la fois :

20

« laissez-passer de transport admissible »
"eligible public transit pass"

a) est délivré par un organisme de transport canadien admissible ou pour son compte;

b) fait état du droit du particulier titulaire ou propriétaire du document d'utiliser les services de transport en commun de l'organisme 25 un nombre illimité de fois et à n'importe quel jour — où les services de transport en commun sont offerts — d'une période ininterrompue d'au moins 28 jours.

"public commuter transit services"
« services de transport en commun »

"public commuter transit services" means services offered to the general public, ordinarily for a period of at least five days per week, of transporting individuals, from a place in Canada 30 to another place in Canada, by means of bus, ferry, subway, train or tram, and in respect of which it can reasonably be expected that those individuals would return daily to the place of their departure.

« organisme de transport canadien admissible » 30 Personne autorisée, sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale, à exploiter au Canada — par l'intermédiaire d'un établissement stable situé au Canada — une entreprise qui consiste à fournir des services de transport en commun. 35

« organisme de transport canadien admissible »
"qualified Canadian transit organization"

"qualified Canadian transit organization"
« organisme de transport canadien admissible »

"qualified Canadian transit organization" means a person authorised, under a law of Canada or a province, to carry on in Canada a business that is the provision of public commuter transit services, which is carried on through a perma- 40 nent establishment in Canada.

« proche admissible » Est le proche admissible d'un particulier pour une année d'imposition la 35 personne qui, selon le cas :

« proche admissible »
"qualifying relation"

a) est l'époux ou le conjoint de fait du particulier au cours de l'année; 40

b) est un enfant du particulier, âgé de moins de 19 ans à la fin de l'année.

"qualifying relation" «proche admissible»	"qualifying relation" of an individual for a taxation year means a person who is	«services de transport en commun» Services offerts au grand public, habituellement pendant une période d'au moins cinq jours par semaine, qui consistent à transporter des particuliers entre deux endroits au Canada par autobus, métro, 5 train, tramway ou traversier et à l'égard desquels il est raisonnable de s'attendre à ce que ces particuliers reviennent quotidiennement à leur point de départ.	«services de transport en commun» "public commuter transit services"
Transit pass tax credit	(2) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted the amount 10 determined by the formula	(2) Est déductible dans le calcul de l'impôt à 10 payer par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition la somme obtenue par la formule suivante :	Crédit d'impôt pour laissez-passer de transport
	$A \times B$	$A \times B$	
	where	où :	15
	A is the appropriate percentage for the taxation year; and	A représente le taux de base pour l'année;	
	B is the amount determined by the formula	15 B la somme obtenue par la formule suivante :	
	$C - D$	$C - D$	
	where	où :	
	C is the total of all amounts each of which is the portion of the cost of an eligible 20 public transit pass attributable to the use of public commuter transit services in the taxation year by the individual or by a person who is in the taxation year a qualifying relation of the individual, and 25	C représente le total des sommes représen- 20 tant chacune la partie du coût d'un laissez-passer de transport admissible qui est attribuable à l'utilisation de services de transport en commun au cours de l'année par le particulier ou par 25 une personne qui est son proche admis- sible au cours de l'année,	
	D is the total of all amounts each of which is the amount of a reimbursement, allowance or any other form of assist- 30 ance that any person is or was entitled to receive in respect of an amount included in computing the value of C (other than an amount that is included in computing the income for any taxation year of that person and that is not deductible in computing the taxable income of that 35 person).	D le total des sommes représentant cha- 30 cune le montant d'un remboursement ou d'une allocation ou toute autre forme d'aide qu'une personne a ou avait le droit de recevoir au titre d'une somme incluse dans le calcul de la valeur de l'élément C, sauf une somme qui est incluse dans le calcul du revenu de cette 35 personne pour une année d'imposition et qui n'est pas déductible dans le calcul de son revenu imposable.	
Apportionment of credit	(3) If more than one individual is entitled to a deduction under this section for a taxation year in respect of an eligible public transit pass, the total of all amounts so deductible shall not 40 exceed the maximum amount that would be so deductible for the year by any one of those individuals for that eligible public transit pass if	(3) Si plus d'un particulier a droit, pour une année d'imposition, à la déduction prévue au 40 présent article au titre d'un laissez-passer de transport admissible, le total des sommes ainsi déductibles ne peut excéder le maximum qu'un seul de ces particuliers pourrait déduire pour	Répartition du crédit

that individual were the only individual entitled to deduct an amount for the year under this section, and if the individuals cannot agree as to what portion of the amount each can so deduct, the Minister may fix the portions.

5

Definitions

118.03 (1) The following definitions apply in this section.

“eligible fitness expense”
«*dépense admissible pour activités physiques*»

“eligible fitness expense” in respect of a qualifying child of an individual for a taxation year means the amount of a fee paid to a qualifying entity (other than an amount paid to a qualifying entity that is, at the time the amount is paid, the individual’s spouse or common-law partner or another individual who is under 18 years of age) to the extent that the fee is attributable to the cost of registration or membership of the qualifying child in a program of prescribed physical activity and, for the purposes of this section, that cost

(a) includes the cost to the qualifying entity of the program in respect of its administration, instruction, rental of required facilities, and uniforms and equipment that are not available to be acquired by a participant in the program for an amount less than their fair market value at the time, if any, they are so acquired; and

(b) does not include

(i) the cost of accommodation, travel, food or beverages, or

(ii) any amount deductible under section 63 in computing any person’s income for any taxation year.

“qualifying child”
«*enfant admissible*»

“qualifying child” of an individual for a taxation year means a child of the individual who had not, before the taxation year, attained the age of 16 years.

“qualifying entity”
«*entité admissible*»

“qualifying entity” means a person or partnership that offers one or more programs of prescribed physical activity.

l’année. En cas de désaccord entre les particuliers sur la répartition de ce maximum entre eux, le ministre peut faire cette répartition.

118.03 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

Définitions

5

«*dépense admissible pour activités physiques*» En ce qui concerne l’enfant admissible d’un particulier pour une année d’imposition, la somme versée à une entité admissible (sauf une somme versée à toute entité admissible qui, au moment du versement, est soit l’époux ou le conjoint de fait du particulier, soit un autre particulier âgé de moins de 18 ans), dans la mesure où elle est attribuable au coût d’inscription ou d’adhésion de l’enfant à un programme d’activités physiques visées par règlement. Pour l’application du présent article, ce coût :

a) comprend le coût du programme pour l’entité admissible, ayant trait à son administration, aux cours, à la location des installations nécessaires et aux uniformes et matériel que les participants au programme ne peuvent acquérir à un prix inférieur à leur juste valeur marchande au moment, s’il en est, où ils sont ainsi acquis;

b) ne comprend pas les sommes suivantes :

(i) le coût de l’hébergement, des déplacements, des aliments et des boissons,

(ii) toute somme déductible en application de l’article 63 dans le calcul du revenu d’une personne pour une année d’imposition.

«*enfant admissible*» Est un enfant admissible d’un particulier pour une année d’imposition tout enfant du particulier qui, avant cette année, n’avait pas atteint l’âge de 16 ans.

«*entité admissible*» Personne ou société de personnes qui offre un ou plusieurs programmes d’activités physiques visées par règlement.

«*dépense admissible pour activités physiques*»
“*eligible fitness expense*”

«*enfant admissible*»
“*qualifying child*”

«*entité admissible*»
“*qualifying entity*”

Child fitness tax
credit

(2) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted the amount determined by the formula

$$A \times B$$

where

- A is the appropriate percentage for the taxation year; and
- B is the total of all amounts each of which is, in respect of a qualifying child of the individual for the taxation year, the lesser of \$500 and the amount determined by the formula

$$C - D$$

where

- C is total of all amounts each of which is an amount paid in the taxation year by the individual, or by the individual's spouse or common law partner, that is an eligible fitness expense in respect of the qualifying child of the individual, and
- D is the total of all amounts that any person is or was entitled to receive, each of which relates to an amount included in computing the value of C in respect of the qualifying child that is the amount of a reimbursement, allowance or any other form of assistance (other than an amount that is included in computing the income for any taxation year of that person and that is not deductible in computing the taxable income of that person).

Apportionment
of credit

(3) If more than one individual is entitled to a deduction under this section for a taxation year in respect of a qualifying child, the total of all amounts so deductible shall not exceed the maximum amount that would be so deductible for the year by any one of those individuals in respect of that qualifying child if that individual were the only individual entitled to deduct an amount for the year under this section in respect of that qualifying child, and if the individuals cannot agree as to what portion of the amount each can so deduct, the Minister may fix the portions.

(2) Est déductible dans le calcul de l'impôt à payer par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition la somme obtenue par la formule suivante :

$$A \times B$$

où :

- A représente le taux de base pour l'année;
- B le total des sommes représentant chacune, relativement à un enfant admissible du particulier pour l'année, 500 \$ ou, si elle est moins élevée, la somme obtenue par la formule suivante :

$$C - D$$

où :

- C représente le total des sommes représentant chacune une somme versée au cours de l'année par le particulier, ou par son époux ou conjoint de fait, qui constitue une dépense admissible pour activités physiques relative à l'enfant,
- D le total des sommes qu'une personne a ou avait le droit de recevoir et dont chacune se rapporte à une somme, incluse dans le calcul de la valeur de l'élément C relativement à l'enfant, qui représente le montant d'un remboursement ou d'une allocation ou toute autre forme d'aide, sauf une somme qui est incluse dans le calcul du revenu de cette personne pour une année d'imposition et qui n'est pas déductible dans le calcul de son revenu imposable.

Crédit d'impôt
pour la condition
physique des
enfants

Répartition du
crédit

(3) Si plus d'un particulier a droit, pour une année d'imposition, à la déduction prévue au présent article au titre d'un enfant admissible, le total des sommes ainsi déductibles ne peut excéder le maximum qu'un seul de ces particuliers pourrait déduire pour l'année. En cas de désaccord entre les particuliers sur la répartition de ce maximum entre eux, le ministre peut faire cette répartition.

(2) Section 118.02 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to the 2006 and subsequent taxation years, in respect of the use of public commuter transit services after June 2006.

(2) L'article 118.02 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes pour ce qui est de l'utilisation de services de transport en commun après juin 2006.

(3) Section 118.03 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to the 2007 and subsequent taxation years.

(3) L'article 118.03 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition 2007 et suivantes.

22. (1) Paragraph 118.3(1)(b) of the Act is replaced by the following:

22. (1) L'alinéa 118.3(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) the individual has filed for a taxation year with the Minister the certificate described in paragraph (a.2) or (a.3), and

b) le particulier présente au ministre l'attestation visée aux alinéas a.2) ou a.3) pour une année d'imposition;

(2) Subsection (1) applies to the 2005 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2005 et suivantes.

23. (1) Section 118.6 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

23. (1) L'article 118.6 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) If an amount may be deducted under subsection (2) in computing the individual's tax payable for a taxation year, there may be deducted in computing the individual's tax payable under this Part for the year the amount determined by the formula

(2.1) Si une somme est déductible en application du paragraphe (2) dans le calcul de l'impôt à payer par le particulier pour une année d'imposition, est déductible dans le calcul de son impôt à payer en vertu de la présente partie pour l'année la somme obtenue par la formule suivante :

$A \times B$

$A \times B$

where

où :

A is the appropriate percentage for the year; and

A représente le taux de base pour l'année;

B is the total of the products obtained when

B le total des produits suivants :

(a) \$65 is multiplied by the number of months referred to in paragraph (a) of the description of B in subsection (2), and

a) le produit de 65 \$ par le nombre de mois visés à l'alinéa a) de l'élément B de la formule figurant au paragraphe (2),

(b) \$20 is multiplied by the number of months referred to in paragraph (b) of that description.

b) le produit de 20 \$ par le nombre de mois visés à l'alinéa b) de cet élément.

(2) The portion of subsection 118.6(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le passage du paragraphe 118.6(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) In calculating the amount deductible under subsection (2) or (2.1), the reference in subsection (2) to "full-time student" is to be read as "student" if

(3) Pour le calcul de la somme déductible en application des paragraphes (2) ou (2.1), l'expression « étudiant à temps plein » au paragraphe (2) vaut mention de « étudiant » si, selon le cas :

Post-secondary textbook credit

Crédit pour manuels de niveau postsecondaire

Students eligible for the disability tax credit

Étudiants admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées

(3) Subparagraph 118.6(3)(b)(iii) of the English version of the Act is replaced by the following:

- (iii) an impairment with respect to the individual's ability in feeding or dressing 5
themselves, by a medical doctor or an occupational therapist,
- (iii.1) an impairment with respect to the individual's ability in walking, by a medical doctor, an occupational therapist 10
or a physiotherapist, or

(4) Subparagraph 118.6(3)(b)(iv) of the French version of the Act is replaced by the following:

- (iv) s'il s'agit d'une déficience quant à la 15
capacité de s'alimenter ou de s'habiller, un médecin en titre ou un ergothérapeute,
- (iv.1) s'il s'agit d'une déficience quant à la capacité de marcher, un médecin en titre,
un ergothérapeute, ou un physiothérapeute, 20

(5) Subparagraph 118.6(3)(b)(iv) of the English version of the Act is replaced by the following:

- (iv) an impairment with respect to the individual's ability in mental functions 25
necessary for everyday life (within the meaning assigned by paragraph 118.4(1)(c.1)), by a medical doctor or a psychologist.

**(6) Subparagraph 118.6(3)(b)(v) of the 30
French version of the Act is replaced by the following:**

- (v) s'il s'agit d'une déficience des fonctions mentales nécessaires aux activités de la vie courante, un médecin en titre ou un 35
psychologue.

(7) Subsections (1) and (2) apply to the 2006 and subsequent taxation years.

**(8) Subsections (3) and (4) apply to the 2005 and subsequent taxation years in 40
respect of certifications made by a physiotherapist after February 22, 2005.**

(9) Subsections (5) and (6) apply to the 2005 and subsequent taxation years.

(3) Le sous-alinéa 118.6(3)b)(iii) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (iii) an impairment with respect to the individual's ability in feeding or dressing 5
themselves, by a medical doctor or an occupational therapist,
- (iii.1) an impairment with respect to the individual's ability in walking, by a medical doctor, an occupational therapist 10
or a physiotherapist, or

(4) Le sous-alinéa 118.6(3)b)(iv) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (iv) s'il s'agit d'une déficience quant à la 15
capacité de s'alimenter ou de s'habiller, un médecin en titre ou un ergothérapeute,
- (iv.1) s'il s'agit d'une déficience quant à la capacité de marcher, un médecin en titre,
un ergothérapeute ou un physiothérapeute, 20

(5) Le sous-alinéa 118.6(3)b)(iv) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (iv) an impairment with respect to the individual's ability in mental functions 25
necessary for everyday life (within the meaning assigned by paragraph 118.4(1)(c.1)), by a medical doctor or a psychologist.

**(6) Le sous-alinéa 118.6(3)b)(v) de la ver- 30
sion française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

- (v) s'il s'agit d'une déficience des fonctions mentales nécessaires aux activités de la vie courante, un médecin en titre ou un 35
psychologue.

(7) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 2006 et suivantes.

**(8) Les paragraphes (3) et (4) s'appliquent 40
aux années d'imposition 2005 et suivantes relativement aux attestations délivrées par un physiothérapeute après le 22 février 2005.**

(9) Les paragraphes (5) et (6) s'appliquent aux années d'imposition 2005 et suivantes.

Unused tuition,
textbook and
education tax
credits

24. (1) Subsection 118.61(1) of the Act is replaced by the following:

118.61 (1) In this section, an individual's unused tuition, textbook and education tax credits at the end of a taxation year is the amount determined by the formula

$$A + (B - C) - (D + E)$$

where

- A is the amount determined under this subsection in respect of the individual at the end of the preceding taxation year;
- B is the total of all amounts each of which may be deducted under section 118.5 or 118.6 in computing the individual's tax payable under this Part for the year;
- C is the lesser of the value of B and the amount that would be the individual's tax payable under this Part for the year if no amount were deductible under this Division (other than an amount deductible under this section and any of sections 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3 and 118.7);
- D is the amount that the individual may deduct under subsection (2) for the year; and
- E is the tuition, textbook and education tax credits transferred for the year by the individual to the individual's spouse, common-law partner, parent or grandparent.

(2) Paragraphs 118.61(2)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

- (a) the amount determined under subsection (1) in respect of the individual at the end of the preceding taxation year, and
- (b) the amount that would be the individual's tax payable under this Part for the year if no amount were deductible under this Division (other than an amount deductible under this section and any of sections 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3 and 118.7).

24. (1) Le paragraphe 118.61(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

118.61 (1) Pour l'application du présent article, la partie inutilisée des crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels d'un particulier à la fin d'une année d'imposition correspond à la somme obtenue par la formule suivante :

$$A + (B - C) - (D + E)$$

où :

- A représente la somme déterminée selon le présent paragraphe relativement au particulier à la fin de l'année d'imposition précédente;
- B le total des sommes dont chacune est déductible en application des articles 118.5 ou 118.6 dans le calcul de l'impôt à payer par le particulier en vertu de la présente partie pour l'année;
- C la valeur de l'élément B ou, si elle est inférieure, la somme qui correspondrait à l'impôt à payer par le particulier en vertu de la présente partie pour l'année si aucune somme, sauf celles visées au présent article et aux articles 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3 et 118.7, n'était déductible en application de la présente section;
- D la somme que le particulier peut déduire en application du paragraphe (2) pour l'année;
- E les crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels que le particulier a transférés pour l'année à son époux ou conjoint de fait, son père, sa mère, son grand-père ou sa grand-mère.

(2) Les alinéas 118.61(2)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- a) la somme déterminée selon le paragraphe (1) relativement au particulier à la fin de l'année d'imposition précédente;
- b) la somme qui correspondrait à son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année si aucune somme, sauf celles visées au présent article et aux articles 118, 118.01,

Crédits d'impôt
inutilisés pour
études, frais de
scolarité et
manuels

118.02, 118.03, 118.3 et 118.7, n'était déductible en application de la présente section.

(3) Subsection 118.61(3) of the Act is repealed.

(3) Le paragraphe 118.61(3) de la même loi est abrogé.

5

(4) Subsection 118.61(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Le paragraphe 118.61(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Change of appropriate percentage

(4) For the purpose of determining the amount that may be deducted under subsection (2) or 118.6(2.1) in computing an individual's tax payable for a taxation year, in circumstances where the appropriate percentage for the taxation year is different from the appropriate percentage for the preceding taxation year, the individual's unused tuition, textbook and education tax credits at the end of the preceding taxation year is deemed to be the amount determined by the formula

$$A/B \times C$$

where

A is the appropriate percentage for the current taxation year;

B is the appropriate percentage for the preceding taxation year; and

C is the amount that would be the individual's unused tuition, textbook and education tax credits at the end of the preceding taxation year if this section were read without reference to this subsection.

(5) Subsections (1) to (3) apply to the 2006 and subsequent taxation years except that

(a) in its application to the 2006 taxation year, the description of C in subsection 118.61(1) of the Act, as enacted by subsection (1), is to be read without its reference to section 118.03; and

(b) in its application to the 2006 taxation year, paragraph 118.61(2)(b) of the Act, as enacted by subsection (2), is to be read without its reference to section 118.03.

(4) Pour ce qui est du calcul du montant déductible en application des paragraphes (2) ou 118.6(2.1) dans le calcul de l'impôt à payer par un particulier pour une année d'imposition dans le cas où le taux de base pour l'année diffère de celui pour l'année d'imposition précédente, la partie inutilisée des crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels du particulier à la fin de l'année précédente est réputée correspondre à la somme obtenue par la formule suivante :

$$A/B \times C$$

où :

A représente le taux de base pour l'année;

B le taux de base pour l'année précédente;

C la somme qui correspondrait à la partie inutilisée des crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels du particulier à la fin de l'année précédente si le présent article s'appliquait compte non tenu du présent paragraphe.

Modification du taux de base

20

(5) Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois :

a) pour son application à l'année d'imposition 2006, l'élément C de la formule figurant au paragraphe 118.61(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03;

b) pour son application à l'année d'imposition 2006, l'alinéa 118.61(2)b) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

(6) Subsection (4) applies to the 2005 and subsequent taxation years, except that for the 2005 and 2006 taxation years, the references to “unused tuition, textbook and education tax credits” in subsection 118.61(4) of the Act, as enacted by subsection (4), are to be read as references to “unused tuition and education tax credits”.

25. (1) The description of A in section 118.8 of the Act is replaced by the following: 10

A is the tuition, textbook and education tax credits transferred for the year by the spouse or common-law partner to the individual;

(2) Subparagraph (b)(ii) of the description of C in section 118.8 of the Act is replaced by 15 the following:

(ii) the amount that would be the spouse's or common-law partner's tax payable under this Part for the year if no amount were deductible under this 20 Division (other than an amount deductible under section 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3, 118.61 or 118.7).

(3) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years.

(4) Subsection (2) applies to the 2005 and subsequent taxation years except that

(a) in its application to the 2005 taxation year, subparagraph (b)(ii) of the description of C in section 118.8 of the Act, as 30 enacted by subsection (2), is to be read without its reference to section 118.02; and

(b) in its application to the 2005 and 2006 taxation years, subparagraph (b)(ii) of the description of C in section 118.8 of the Act, 35 as enacted by subsection (2), is to be read without its reference to section 118.03.

(6) Le paragraphe (4) s'applique aux années d'imposition 2005 et suivantes. Toutefois, pour ce qui est des années d'imposition 2005 et 2006, le passage « crédits d'impôt 5 pour études, pour frais de scolarité et pour 5 manuels » au paragraphe 118.61(4) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), est remplacé par « crédits d'impôt pour études et pour frais de scolarité ».

25. (1) L'élément A de la formule figurant 10 à l'article 118.8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

A représente les crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels transférés au particulier pour l'année par 15 son époux ou conjoint de fait;

(2) Le sous-alinéa b)(ii) de l'élément C de la formule figurant à l'article 118.8 de la 15 même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) le montant qui représenterait l'impôt 20 payable par l'époux ou le conjoint de fait en vertu de la présente partie pour l'année si aucune somme, sauf celles visées aux articles 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3, 118.61 ou 118.7, n'était 25 déductible en application de la présente section.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux 25 années d'imposition 2006 et suivantes.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux 30 années d'imposition 2005 et suivantes. Toutefois :

a) pour son application à l'année d'imposition 2005, le sous-alinéa b)(ii) de l'élément C de la formule figurant à l'article 35 118.8 de la même loi, édicté par le paragraphe (2), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.02;

b) pour son application aux années d'imposition 2005 et 2006, le sous-alinéa b)(ii) 40 de l'élément C de la formule figurant à l'article 118.8 de la même loi, édicté par le paragraphe (2), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

26. (1) The portion of section 118.81 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

118.81 In this subdivision, the tuition, textbook and education tax credits transferred for a taxation year by a person to an individual is the lesser of

Tuition,
textbook and
education tax
credits
transferred

(2) The description of B in paragraph 118.81(a) of the Act is replaced by the following:

B is the amount that would be the person's tax payable under this Part for the year if no amount were deductible under this Division (other than an amount deductible under any of sections 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3, 118.61 and 118.7), and

(3) Subsections (1) and (2) apply to the 2006 and subsequent taxation years except that, in its application to the 2006 taxation year, the description of B in paragraph 118.81(a) of the Act, as enacted by subsection (2), is to be read without its reference to section 118.03.

27. (1) Section 118.9 of the Act is replaced by the following:

118.9 If for a taxation year a parent or grandparent of an individual (other than an individual in respect of whom the individual's spouse or common-law partner deducts an amount under section 118 or 118.8 for the year) is the only person designated in writing by the individual for the year for the purpose of this section, there may be deducted in computing the tax payable under this Part for the year by the parent or grandparent, as the case may be, the tuition, textbook and education tax credits transferred for the year by the individual to the parent or grandparent, as the case may be.

Transfer to
parent or
grandparent

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years.

28. (1) Subparagraph 118.91(b)(i) of the Act is replaced by the following:

26. (1) Le passage de l'article 118.81 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

118.81 Pour l'application de la présente sous-section, le montant des crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels qu'une personne transfère à un particulier pour une année d'imposition correspond à la moins élevée des sommes suivantes :

Transfert des
crédits d'impôt
pour études, frais
de scolarité et
manuels

(2) L'élément B de la formule figurant à l'alinéa 118.81a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

B la somme qui correspondrait à l'impôt payable par la personne en vertu de la présente partie pour l'année si aucune somme, sauf celles visées aux articles 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.3, 118.61 ou 118.7, n'était déductible en application de la présente section;

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 2006, l'élément B de la formule figurant à l'alinéa 118.81a) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

27. (1) L'article 118.9 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

118.9 Dans le cas où, pour une année d'imposition, la personne qui est le père, la mère, le grand-père ou la grand-mère d'un particulier (à l'exception d'un particulier dont l'époux ou le conjoint de fait déduit une somme à son égard pour l'année en application des articles 118 ou 118.8) est la seule que le particulier ait désignée par écrit pour l'année pour l'application du présent article, les crédits d'impôt pour études, pour frais de scolarité et pour manuels que le particulier lui a transférés pour l'année sont déductibles dans le calcul de l'impôt à payer par la personne en vertu de la présente partie pour l'année.

Transfert à l'un
des parents ou
grands-parents

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes.

28. (1) Le sous-alinéa 118.91b)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) such of the deductions permitted under subsections 118(3), (10) and 118.6(2.1) and sections 118.01, 118.02, 118.03, 118.1, 118.2, 118.5, 118.6, 118.62 and 118.7 as can reasonably be considered wholly applicable, and

(i) les déductions que permettent les paragraphes 118(3) et (10) et 118.6(2.1) et les articles 118.01, 118.02, 118.03, 118.1, 118.2, 118.5, 118.6, 118.62 et 118.7 et qu'il est raisonnable de considérer comme entièrement applicables à la ou aux périodes de l'année tout au long desquelles il réside au Canada, calculées comme si cette période ou ces périodes constituaient l'année d'imposition entière,

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years except that, in its application to the 2006 taxation year, subparagraph 118.91(b)(i) of the Act, as enacted by subsection (1), is to be read without its reference to section 118.03.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 2006, le sous-alinéa 118.91b)(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

29. (1) Sections 118.92 to 118.94 of the Act are replaced by the following:

29. (1) Les articles 118.92 à 118.94 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Ordering of credits

118.92 In computing an individual's tax payable under this Part, the following provisions shall be applied in the following order: subsections 118(1) and (2), section 118.7, subsections 118(3) and (10) and sections 118.01, 118.02, 118.03, 118.3, 118.61, 118.5, 118.6, 118.9, 118.8, 118.2, 118.1, 118.62 and 121.

118.92 Pour le calcul de l'impôt à payer par un particulier en vertu de la présente partie, les dispositions ci-après sont appliquées dans l'ordre suivant: paragraphes 118(1) et (2), article 118.7, paragraphes 118(3) et (10) et articles 118.01, 118.02, 118.03, 118.3, 118.61, 118.5, 118.6, 118.9, 118.8, 118.2, 118.1, 118.62 et 121.

Ordre d'application des crédits

Credits in separate returns

118.93 If a separate return of income with respect to a taxpayer is filed under subsection 70(2), 104(23) or 150(4) for a particular period and another return of income under this Part with respect to the taxpayer is filed for a period ending in the calendar year in which the particular period ends, for the purpose of computing the tax payable under this Part by the taxpayer in those returns, the total of all deductions claimed in all those returns under any of subsections 118(3) and (10) and sections 118.01 to 118.7 and 118.9 shall not exceed the total that could be deducted under those provisions for the year with respect to the taxpayer if no separate returns were filed under any of subsections 70(2), 104(23) and 150(4).

118.93 Lorsqu'une déclaration de revenu distincte est produite à l'égard d'un contribuable en application des paragraphes 70(2), 104(23) ou 150(4) pour une période donnée et qu'une autre déclaration de revenu à l'égard du contribuable est produite en vertu de la présente partie pour une période se terminant dans l'année civile où la période donnée se termine, pour le calcul de l'impôt à payer par le contribuable en vertu de la présente partie dans ces déclarations, le total des déductions demandées dans ces déclarations en application des paragraphes 118(3) et (10) et des articles 118.01 à 118.7 et 118.9 ne peut dépasser le total qui pourrait être déduit en application de ces dispositions pour l'année à l'égard du contribuable si aucune déclaration de revenu distincte n'était produite en application des paragraphes 70(2), 104(23) et 150(4).

Crédits dans des déclarations de revenu distinctes

Tax payable by
non-residents
(credits
restricted)

118.94 Sections 118, 118.01, 118.02, 118.03 and 118.2, subsections 118.3(2) and (3) and sections 118.6, 118.8 and 118.9 do not apply for the purpose of computing the tax payable under this Part for a taxation year by an individual who at no time in the year is resident in Canada unless all or substantially all of the individual's income for the year is included in computing the individual's taxable income earned in Canada for the year.

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years except that, in its application to the 2006 taxation year, sections 118.92 and 118.94 of the Act, as enacted by subsection (1), are to be read without their references to section 118.03.

30. (1) Paragraph 118.95(a) of the Act is replaced by the following:

(a) such of the deductions as the individual is entitled to under subsections 118(3) and (10) and sections 118.01, 118.02, 118.03, 118.1, 118.2, 118.5, 118.6, 118.62 and 118.7 as can reasonably be considered wholly applicable to the taxation year, and

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years except that, in its application to the 2006 taxation year, paragraph 118.95(a) of the Act, as enacted by subsection (1), is to be read without its reference to section 118.03.

31. (1) Subparagraph (b)(i) of the description of A in subsection 122.51(2) of the Act is replaced by the following:

(i) the amount determined by the formula

$$(25/C) \times D$$

where

C is the appropriate percentage for the particular taxation year, and

D is the total of all amounts each of which is the amount determined by the formula in subsection 118.2(1) for the purpose of computing the

118.94 Les articles 118, 118.01, 118.02, 118.03 et 118.2, les paragraphes 118.3(2) et (3) et les articles 118.6, 118.8 et 118.9 ne s'appliquent pas au calcul de l'impôt à payer en vertu de la présente partie pour une année d'imposition par un particulier qui ne réside au Canada à aucun moment de l'année, sauf si la totalité ou la presque totalité de son revenu pour l'année est incluse dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 2006, les articles 118.92 et 118.94 de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

30. (1) L'alinéa 118.95a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) les déductions auxquelles il a droit aux termes des paragraphes 118(3) et (10) et des articles 118.01, 118.02, 118.03, 118.1, 118.2, 118.5, 118.6, 118.62 et 118.7 et qu'il est raisonnable de considérer comme étant entièrement applicables à l'année d'imposition;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 2006, l'alinéa 118.95a) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

31. (1) Le sous-alinéa b)(i) de l'élément A de la formule figurant au paragraphe 122.51(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) la somme obtenue par la formule suivante :

$$(25/C) \times D$$

où :

C représente le taux de base pour l'année donnée,

D le total des sommes représentant chacune la somme obtenue par la formule figurant au paragraphe 118.2(1) pour le calcul de l'impôt

Impôt à payer
par les non-
résidents

individual's tax payable under this Part for a taxation year that ends in the calendar year, and

payable par le particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition se terminant dans l'année civile,

(2) Subsection (1) applies to the 2005 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 5 années d'imposition 2005 et suivantes.

32. (1) The portion of paragraph (a) of the definition "full-rate taxable income" in subsection 123.4(1) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

32. (1) Le passage de l'alinéa a) de la définition de «revenu imposable au taux complet» précédant le sous-alinéa (i), au paragraphe 123.4(1) de la même loi, est 10 remplacé par ce qui suit :

(a) if the corporation is not a corporation 10 described in paragraph (b) or (c) for the year, the amount by which that portion of the corporation's taxable income for the year (or, for greater certainty, if the corporation is non-resident, that portion of its taxable income 15 earned in Canada for the year) that is subject to tax under subsection 123(1) exceeds the total of

a) si la société n'est pas visée aux alinéas b) ou c) pour l'année, l'excédent de la partie de son revenu imposable pour l'année qui est assujettie à l'impôt en vertu du paragraphe 15 123(1) (étant entendu qu'il s'agit, dans le cas d'une société non-résidente, de la partie de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année qui est assujettie à cet impôt) sur le total des montants suivants : 20

(2) Subparagraph (a)(iv) of the definition "full-rate taxable income" in subsection 20 123.4(1) of the Act is replaced by the following:

(2) Le sous-alinéa a)(iv) de la définition de «revenu imposable au taux complet», au 20 paragraphe 123.4(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(iv) if the corporation is a credit union throughout the year and the corporation deducted an amount for the year under 25 subsection 125(1) (because of the application of subsections 137(3) and (4)), the amount if any, by which, the lesser of the amounts described in paragraphs 137(3)(a) and (b) exceeds the amount described in 30 paragraph 137(3)(c) in respect of the corporation for the year;

(iv) si elle est une caisse de crédit tout au 25 long de l'année et a déduit une somme en application du paragraphe 125(1) pour l'année (par l'effet des paragraphes 137(3) et (4)), l'excédent éventuel de la moins élevée des sommes visées aux 30 alinéas 137(3)a) et b) sur la somme visée à l'alinéa 137(3)c) à son égard pour l'année;

(3) Subparagraph (b)(ii) of the definition "full-rate taxable income" in subsection 35 123.4(1) of the Act is replaced by the following:

(3) Le sous-alinéa b)(ii) de la définition de «revenu imposable au taux complet», au 35 paragraphe 123.4(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(ii) the least of the amounts, if any, determined under paragraphs 125(1)(a) to (c) in respect of the corporation for the year, and 40

(ii) la moins élevée des sommes déterminées à son égard pour l'année selon les alinéas 125(1)a) à c), 40

(4) Subsection (1) applies to taxation years that begin on or after May 2, 2006.

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après le 1^{er} mai 2006.

(5) Subsections (2) and (3) apply to the 2008 and subsequent taxation years.

(5) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent aux années d'imposition 2008 et suivantes.

33. (1) The portion of subsection 125(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

33. (1) Le passage du paragraphe 125(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est 5 remplacé par ce qui suit :

Small business deduction

125. (1) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part for a taxation year by a corporation that was, throughout the taxation year, a Canadian-controlled private corporation, an amount equal to the corporation's small business deduction rate for the taxation year multiplied by the least of

125. (1) La société qui est tout au long d'une année d'imposition une société privée sous contrôle canadien peut déduire de son impôt payable par ailleurs pour l'année en vertu de la présente partie une somme égale au 10 produit de la multiplication du taux de la déduction pour petite entreprise qui lui est applicable pour l'année par la moins élevée des sommes suivantes :

Déduction accordée aux petites entreprises

(2) Section 125 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(2) L'article 125 de la même loi est modifié 15 par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Small business deduction rate

(1.1) For the purpose of subsection (1), a 15 corporation's small business deduction rate for a taxation year is the total of

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), le 20 taux de la déduction pour petite entreprise applicable à une société pour une année d'imposition correspond au total des sommes suivantes :

Taux de la déduction pour petite entreprise

- (a)** that proportion of 16% that the number of days in the taxation year that are before 2008 is of the number of days in the taxation year, 20
- (b)** that proportion of 16.5% that the number of days in the taxation year that are in 2008 is of the number of days in the taxation year, and
- (c)** that proportion of 17% that the number of 25 days in the taxation year that are after 2008 is of the number of days in the taxation year.

- a)** la proportion de 16 % que représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont antérieurs à 2008 par rapport au nombre 25 total de jours de l'année d'imposition;
- b)** la proportion de 16,5 % que représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont en 2008 par rapport au nombre total de jours de l'année d'imposition; 30
- c)** la proportion de 17 % que représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont postérieurs à 2008 par rapport au nombre total de jours de l'année d'imposition.

(3) Subsection 125(2) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 125(2) de la même loi 35 est remplacé par ce qui suit :

Business limit

(2) For the purpose of this section, a 30 corporation's business limit for a taxation year is \$400,000 unless the corporation is associated in the taxation year with one or more other Canadian-controlled private corporations, in which case, except as otherwise provided in 35 this section, its business limit is nil.

(2) Pour l'application du présent article, le « plafond des affaires » d'une société pour une année d'imposition est de 400 000 \$, sauf si la société est associée, pendant l'année, à une ou 40 plusieurs autres sociétés privées sous contrôle canadien, auquel cas son plafond des affaires pour l'année est nul, sauf disposition contraire du présent article.

Définition de « plafond des affaires »

(4) Paragraph 125(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(4) L'alinéa 125(3)a) de la même loi est 45 remplacé par ce qui suit :

(a) if the total of the percentages assigned in the agreement does not exceed 100%, \$400,000 multiplied by the percentage assigned to that corporation in the agreement; and

5

(5) The description of M in the definition “specified partnership income” in subsection 125(7) of the Act is replaced by the following:

M is the lesser of

(i) \$400,000, and 10

(ii) the product obtained when \$1,096 is multiplied by the total of all amounts each of which is the number of days in a fiscal period of the partnership that ends in the year, and 15

(6) Subsections (1) and (2) apply to the 2008 and subsequent taxation years.

(7) Subsection (3) applies to the 2007 and subsequent taxation years except that, for a 2007 or 2008 taxation year that began before 2007, the reference in subsection 125(2) of the Act, as enacted by subsection (3), to “\$400,000” is to be read as a reference to the total of

(a) that proportion of \$300,000 that the number of days in the taxation year that are before 2007 is of the number of days in the taxation year, and 25

(b) that proportion of \$400,000 that the number of days in the taxation year that are after 2006 is of the number of days in the taxation year. 30

(8) Subsection (4) applies to the 2007 and subsequent taxation years except that, for a 2007 or 2008 taxation year that began before 2007, the reference in subsection 125(3) of the Act, as enacted by subsection (4), to “\$400,000” is to be read as a reference to “the amount that would, if the corporation were not associated in the year with any 40

a) si le total des pourcentages attribués selon la convention n’excède pas 100 %, le produit de 400 000 \$ par le pourcentage attribué à la société selon la convention;

(5) L’élément M de la formule figurant à l’alinéa b) de l’élément A de la formule figurant à la définition de « revenu de société de personnes déterminé », au paragraphe 125(7) de la même loi, est remplacé par ce qui suit : 5 10

M la moins élevée des sommes suivantes :

(i) 400 000 \$,

(ii) le produit de 1 096 \$ par le total des sommes dont chacune représente le nombre de jours de l’exercice de la société de personnes se terminant dans l’année; 15

(6) Les paragraphes (1) et (2) s’appliquent aux années d’imposition 2008 et suivantes. 20

(7) Le paragraphe (3) s’applique aux années d’imposition 2007 et suivantes. Toutefois, pour ce qui est des années d’imposition 2007 et 2008 ayant commencé avant 2007, la mention « 400 000 \$ » au paragraphe 125(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), vaut mention du total des sommes suivantes : 25

a) la proportion de 300 000 \$ que représente le nombre de jours de l’année d’imposition qui sont antérieurs à 2007 par rapport au nombre total de jours de l’année d’imposition; 30

b) la proportion de 400 000 \$ que représente le nombre de jours de l’année d’imposition qui sont postérieurs à 2006 par rapport au nombre total de jours de l’année d’imposition. 35

(8) Le paragraphe (4) s’applique aux années d’imposition 2007 et suivantes. Toutefois, pour ce qui est des années d’imposition 2007 et 2008 ayant commencé avant 2007, la mention « 400 000 \$ » à l’alinéa 125(3)a) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), vaut mention de « la somme qui correspondrait au plafond des affaires de la société pour 45

other corporation, be its business limit for the year determined without reference to subsections (5) and (5.1)”.

(9) Subsection (5) applies to partnership fiscal periods that end after 2006.

(10) In applying subsection 125(5) of the Act to a corporation for a 2007 or 2008 taxation year, of the corporation, that began before 2007, subparagraph 125(5)(a)(i) of the Act is to be read as follows:

- (i) the amount that would have been its business limit determined under subsection (3) or (4) for the first such taxation year ending in the calendar year if the reference to \$300,000 in subsection (3), as it applied in respect of that first such taxation year, had been read in the same manner as it is read in respect of the particular taxation year ending in the calendar year, and

34. (1) The portion of paragraph 127(5)(a) of the Act before clause (ii)(B) is replaced by the following:

(a) the total of

- (i) the taxpayer's investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired before the end of the year, of the taxpayer's apprenticeship expenditure for the year or a preceding taxation year, of the taxpayer's flow-through mining expenditure for the year or a preceding taxation year, of the taxpayer's pre-production mining expenditure for the year or a preceding taxation year or of the taxpayer's SR&ED qualified expenditure pool at the end of the year or at the end of a preceding taxation year, and

(ii) the lesser of

- (A) the taxpayer's investment tax credit at the end of the year in respect of property acquired in a subsequent taxation year, of the taxpayer's apprenticeship expenditure for a subsequent taxation year, of the taxpayer's flow-

l'année, déterminé compte non tenu des paragraphes (5) et (5.1), si elle n'était associée à aucune autre société au cours de l'année».

(9) Le paragraphe (5) s'applique aux 5 exercices de sociétés de personnes se terminant après 2006.

(10) Pour l'application du paragraphe 125(5) de la même loi à une société pour son année d'imposition 2007 ou 2008 ayant 10 commencé avant 2007, le sous-alinéa 10 125(5)a(i) de la même loi est réputé avoir le libellé suivant :

- (i) la somme qui aurait représenté son plafond des affaires, déterminé selon les 15 paragraphes (3) ou (4) pour la première année d'imposition se terminant dans l'année civile, si la mention « 300 000 \$ » au paragraphe (3), dans sa version applicable à cette première année d'imposition, 20 avait valu mention de la somme applicable à l'année d'imposition donnée se terminant dans l'année civile,

34. (1) Le passage de l'alinéa 127(5)a de la même loi précédant la division (ii)(B) est 25 remplacé par ce qui suit :

a) le total des sommes suivantes :

- (i) tout crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année au titre de biens acquis avant la fin de l'année, de 30 sa dépense d'apprentissage pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, de sa dépense minière déterminée pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, de sa dépense minière préparatoire pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure ou de son compte de dépenses admissibles de recherche et de développement à la fin de l'année ou d'une année d'imposition antérieure, 40

(ii) la moins élevée des sommes suivantes :

- (A) le crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année au titre de biens acquis au cours d'une 45 année d'imposition ultérieure, de sa dépense d'apprentissage pour une année

through mining expenditure for a subsequent taxation year, of the taxpayer's pre-production mining expenditure for a subsequent taxation year or of the taxpayer's SR&ED qualified expenditure pool at the end of the subsequent taxation year to the extent that an investment tax credit was not deductible under this subsection for the subsequent taxation year, and

d'imposition ultérieure, de sa dépense minière déterminée pour une année d'imposition ultérieure, de sa dépense minière préparatoire pour une année d'imposition ultérieure ou de son compte de dépenses admissibles de recherche et de développement à la fin d'une année d'imposition ultérieure, dans la mesure où un tel crédit n'était pas déductible pour l'année ultérieure en application du présent paragraphe,

(2) Subsection 127(7) of the Act is replaced by the following:

(7) If, in a particular taxation year of a taxpayer who is a beneficiary under a testamentary trust or under an *inter vivos* trust that is deemed to be in existence by section 143, an amount is determined in respect of the trust under paragraph (a), (a.1), (a.4), (b) or (e.1) of the definition "investment tax credit" in subsection (9) for its taxation year that ends in that particular taxation year, the trust may, in its return of income for its taxation year that ends in that particular taxation year, designate the portion of that amount that can, having regard to all the circumstances including the terms and conditions of the trust, reasonably be considered to be attributable to the taxpayer and was not designated by the trust in respect of any other beneficiary of the trust, and that portion shall be added in computing the investment tax credit of the taxpayer at the end of that particular taxation year and shall be deducted in computing the investment tax credit of the trust at the end of its taxation year that ends in that particular taxation year.

(3) The portion of subsection 127(8) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(8) Subject to subsection (28), where, in a particular taxation year of a taxpayer who is a member of a partnership, an amount would be determined in respect of the partnership, for its taxation year that ends in the particular taxation year, under paragraph (a), (a.1), (a.4), (b) or (e.1) of the definition "investment tax credit" in subsection (9), if

(2) Le paragraphe 127(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) Dans le cas où, au cours d'une année d'imposition donnée d'un contribuable bénéficiaire d'une fiducie testamentaire ou d'une fiducie non testamentaire qui est réputée exister par l'article 143, une somme est déterminée à l'égard de la fiducie selon les alinéas a), a.1), a.4), b) ou e.1) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au paragraphe (9) pour son année d'imposition qui se termine dans l'année donnée, la fiducie peut, dans sa déclaration de revenu produite pour cette même année d'imposition, attribuer au contribuable la partie de cette somme qu'il est raisonnable de considérer, compte tenu des circonstances, y compris les modalités de la fiducie, comme se rapportant à lui et que la fiducie n'a attribuée à aucun autre de ses bénéficiaires. Cette partie de somme est à ajouter dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement du contribuable à la fin de l'année donnée et est à déduire dans le calcul du crédit d'impôt à l'investissement de la fiducie à la fin de son année d'imposition qui se termine dans l'année donnée.

(3) Le passage du paragraphe 127(8) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(8) Sous réserve du paragraphe (28), dans le cas où, au cours d'une année d'imposition donnée d'un contribuable qui est l'associé d'une société de personnes, un montant serait déterminé à l'égard de celle-ci selon les alinéas a), a.1), a.4), b) ou e.1) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement », au paragraphe (9), pour son année d'imposition qui se termine dans l'année donnée si, à la fois :

Investment tax credit of testamentary trust

Crédit d'impôt à l'investissement d'une fiducie testamentaire

Investment tax credit of partnership

Crédit d'impôt à l'investissement d'une société de personnes

(4) Subsection 127(8.1) of the Act is replaced by the following:

Investment tax credit of limited partner

(8.1) Notwithstanding subsection (8), if a taxpayer is a limited partner of a partnership at the end of a fiscal period of the partnership, the amount, if any, determined under subsection (8) to be added in computing the taxpayer's investment tax credit at the end of the taxpayer's taxation year in which that fiscal period ends shall not exceed the lesser of

(a) the portion of the amount that would, if this section were read without reference to this subsection, be determined under subsection (8) to be the amount to be added in computing the taxpayer's investment tax credit at the end of the taxpayer's taxation year in which that fiscal period ends as is considered to have arisen because of the expenditure by the partnership of an amount equal to the taxpayer's expenditure base (as determined under subsection (8.2) in respect of the partnership) at the end of that fiscal period, and

(b) the taxpayer's at-risk amount in respect of the partnership at the end of that fiscal period.

(5) Subparagraph 127(8.2)(b)(i) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of clause (A) and by adding the following after that clause:

(A.1) an amount that would be the apprenticeship expenditure of the partnership if the reference to "\$2,000" in paragraph (a) of the definition "apprenticeship expenditure" in subsection (9) were read as a reference to "\$20,000" and paragraph (b) of that definition were read without reference to "10% of", or

(6) Subsection 127(8.3) of the Act is replaced by the following:

Investment tax credit — allocation of unallocated partnership ITCs

(8.3) For the purpose of subsection (8), and subject to subsection (8.4), if a taxpayer is a member of a partnership (other than a specified member) throughout a fiscal period of the partnership, there shall be added to the amount that can reasonably be considered to be that member's share of the amount determined under

(4) Le paragraphe 127(8.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8.1) Malgré le paragraphe (8), lorsqu'un contribuable est commanditaire d'une société de personnes à la fin d'un exercice de celle-ci, la somme (appelée « somme donnée » au présent paragraphe) qui, selon le paragraphe (8), est à ajouter dans le calcul de son crédit d'impôt à l'investissement à la fin de son année d'imposition dans laquelle cet exercice prend fin ne peut dépasser la moins élevée des sommes suivantes :

Crédit d'impôt à l'investissement d'un commanditaire

a) la partie de la somme donnée, déterminée compte non tenu du présent paragraphe, qui est considérée comme résultant de la dépense par la société de personnes d'une somme égale à l'investissement de base du contribuable, déterminé selon le paragraphe (8.2) relativement à la société de personnes, à la fin de l'exercice en cause;

b) la fraction à risques de l'intérêt du contribuable dans la société de personnes à la fin de l'exercice en cause.

(5) Le sous-alinéa 127(8.2)b)(i) de la même loi est modifié par adjonction, après la division (A), de ce qui suit :

(A.1) le montant qui correspondrait à la dépense d'apprentissage de la société de personnes si les mentions « 2 000 \$ », à l'alinéa a) de la définition de « dépense d'apprentissage » au paragraphe (9), et « 10 % des » à l'alinéa b) de cette définition, étaient remplacées respectivement par « 20 000 \$ » et « les »,

(6) Le paragraphe 127(8.3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8.3) Pour l'application du paragraphe (8) et sous réserve du paragraphe (8.4), lorsqu'un contribuable est l'associé d'une société de personnes (autre qu'un associé déterminé) tout au long d'un exercice de celle-ci, la partie de la somme déterminée selon le paragraphe (8.31) relativement à l'exercice qui est raisonnable en

Crédit d'impôt à l'investissement — attribution de CII de société de personnes non attribués

Amount of
unallocated
partnership ITC

subsection (8) the amount, if any, that is such portion of the amount determined under subsection (8.31) in respect of that fiscal period as is reasonable in the circumstances (having regard to the investment in the partnership, including debt obligations of the partnership, of each of those members of the partnership who was a member of the partnership throughout the fiscal period of the partnership and who was not a specified member of the partnership during the 10 fiscal period of the partnership).

(8.31) For the purpose of subsection (8.3), the amount determined under this subsection in respect of a fiscal period of a partnership is the amount, if any, by which

(a) the total of all amounts each of which is an amount that would, if the partnership were a person and its fiscal period were its taxation year, be determined in respect of the partnership under paragraph (a), (a.1), (a.4), (b) or 20 (e.1) of the definition “investment tax credit” in subsection (9) for a taxation year that is the fiscal period,

exceeds

(b) the total of 25

(i) the total of all amounts each of which is the amount determined under subsection (8) in respect of the fiscal period to be the share of the total determined under paragraph (a) of a partner of the partnership 30 (other than a member of the partnership who was at any time in the fiscal period of the partnership a specified member of the partnership),

(ii) the total of all amounts each of which 35 is the amount determined under subsection (8), with reference to subsection (8.1), in respect of the fiscal period to be the share of the total determined under paragraph (a) of a partner of the partnership who was at 40 any time in the fiscal period of the partnership a specified member of the partnership, and

(iii) the amount, if any, by which

(A) the amount that would be deter-45 mined under subparagraph (i) in respect of the partners referred to in subpara-

l'espèce — étant donné l'investissement dans la société de personnes, y compris celui représenté par des titres de créance, de chacun de ses associés qui ont été ses associés tout au long de 5 son exercice, mais qui n'étaient pas ses associés 5 déterminés pendant cet exercice — est à ajouter à la somme qu'il est raisonnable de considérer comme la part de la somme déterminée selon le paragraphe (8) qui revient à l'associé.

(8.31) Pour l'application du paragraphe 10 (8.3), la somme déterminée selon le présent paragraphe relativement à l'exercice d'une 15 société de personnes correspond à l'excédent éventuel de la somme visée à l'alinéa a) sur la somme visée à l'alinéa b): 15

a) le total des sommes représentant chacune une somme qui serait déterminée relativement à la société de personnes selon les alinéas a), a.1), a.4), b) ou e.1) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement » au para- 20 graphe (9) pour une année d'imposition qui correspond à l'exercice si la société de personnes était une personne et son exercice, son année d'imposition;

b) le total des sommes suivantes : 25

(i) les sommes représentant chacune la somme qui, selon le paragraphe (8), correspond, pour l'exercice, à la part du total déterminé selon l'alinéa a) qui revient à un associé de la société de personnes 30 (sauf celui qui était un associé déterminé de la société de personnes au cours de l'exercice de celle-ci),

(ii) le total des sommes représentant chacune la somme qui, selon le paragraphe 35 (8), correspond, pour l'exercice et compte tenu du paragraphe (8.1), à la part du total déterminé selon l'alinéa a) qui revient à un associé de la société de personnes qui était un associé déterminé de celle-ci au cours 40 de l'exercice,

(iii) l'excédent éventuel de la somme visée à la division (A) sur la somme visée à la division (B):

CII de société de
personnes non
attribué

graph (ii) if subparagraph (i) applied only to those partners and those partners were not specified members of the partnership,

exceeds

(B) the amount determined under subparagraph (ii) in respect of those partners.

(7) The definition “investment tax credit” in subsection 127(9) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a.3):

(a.4) the total of all amounts each of which is an apprenticeship expenditure of the taxpayer for the taxation year in respect of an eligible apprentice,

(8) Subsection 127(9) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“apprenticeship expenditure” of a taxpayer for a taxation year in respect of an eligible apprentice is the lesser of

(a) \$2,000, and

(b) 10% of the eligible salary and wages payable by the taxpayer in the taxation year to the eligible apprentice in respect of the eligible apprentice’s employment, in the taxation year and on or after May 2, 2006, by the taxpayer in a business carried on in Canada by the taxpayer in the taxation year;

“eligible apprentice” means an individual who is employed in a prescribed trade in Canada during the first two years of the individual’s apprenticeship contract, which is registered with Canada or a province under an apprenticeship program designed to certify or license individuals in the trade;

“eligible salary and wages” payable by a taxpayer to an eligible apprentice means the amount, if any, that is the salary and wages payable by the taxpayer to the eligible apprentice in respect of the first 24 months of the apprenticeship (other than remuneration that is

(A) la somme qui serait déterminée selon le sous-alinéa (i) relativement aux associés visés au sous-alinéa (ii) si le sous-alinéa (i) ne s’appliquait qu’à ces associés, lesquels ne sont pas des associés déterminés de la société de personnes,

(B) la somme déterminée selon le sous-alinéa (ii) relativement à ces mêmes associés.

(7) La définition de « crédit d’impôt à l’investissement », au paragraphe 127(9) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l’alinéa a.3), de ce qui suit :

a.4) le total des sommes représentant chacune une dépense d’apprentissage du contribuable pour l’année relativement à un apprenti admissible;

(8) Le paragraphe 127(9) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« apprenti admissible » Particulier qui exerce au Canada un métier visé par règlement au cours des deux premières années de son contrat d’apprenti, lequel contrat est enregistré auprès du Canada ou d’une province dans le cadre d’un programme d’apprentissage menant à l’obtention par les personnes exerçant ce métier d’un certificat de qualification ou d’une licence.

« dépense d’apprentissage » La dépense d’apprentissage d’un contribuable pour une année d’imposition relativement à un apprenti admissible correspond à la moins élevée des sommes suivantes :

a) 2 000 \$;

b) 10 % des traitement et salaire admissibles payables par le contribuable au cours de l’année à l’apprenti admissible au titre de l’emploi que celui-ci occupe auprès du contribuable, au cours de l’année et après le 1^{er} mai 2006, dans le cadre d’une entreprise que le contribuable exploite au Canada au cours de l’année.

“apprenticeship expenditure”
« dépense d’apprentissage »

“eligible apprentice”
« apprenti admissible »

“eligible salary and wages”
« traitement et salaire admissibles »

« apprenti admissible »
“eligible apprentice”

« dépense d’apprentissage »
“apprenticeship expenditure”

based on profits, bonuses, amounts described in section 6 or 7, and amounts deemed to be incurred by subsection 78(4));

« traitement et salaire admissibles » La somme qui correspond aux traitement et salaire payables par un contribuable à un apprenti admissible pour les 24 premiers mois de son apprentissage, à l'exception de la rémunération fondée sur les bénéfices, des gratifications, des sommes visées aux articles 6 ou 7 et des sommes réputées être engagées par l'effet du paragraphe 78(4).

« traitement et salaire admissibles »
"eligible salary and wages"

(9) The portion of subsection 127(10.2) of the Act before paragraph (a) of the description of A is replaced by the following:

(9) Le passage du paragraphe 127(10.2) de la même loi précédant l'alinéa a) de l'élément A de la formule figurant à ce paragraphe est remplacé par ce qui suit :

Expenditure limit determined

(10.2) For the purpose of subsection (10.1), a corporation's expenditure limit for a particular taxation year is the amount determined by the formula

(10.2) Pour l'application du paragraphe (10.1), la limite de dépenses d'une société pour une année d'imposition donnée correspond à la somme obtenue par la formule suivante :

Limite de dépenses

$$(\$6,000,000 - 10A) \times B/C$$

$$(6\,000\,000 \$ - 10A) \times B/C$$

where

où :

A is the greater of \$400,000 and either

A représente 400 000 \$ ou, si elle est plus élevée, celle des sommes suivantes qui est applicable :

(10) Subsection 127(11.1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c.3) and by adding the following after that paragraph:

(10) Le paragraphe 127(11.1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c.3), de ce qui suit :

(c.4) the amount of a taxpayer's apprenticeship expenditure for a taxation year is deemed to be the amount of the taxpayer's apprenticeship expenditure for the year otherwise determined less the amount of any government assistance or non-government assistance in respect of the expenditure for the year that, at the time of the filing of the taxpayer's return of income for the year, the taxpayer has received, is entitled to receive or can reasonably be expected to receive; and

c.4) le montant de la dépense d'apprentissage d'un contribuable pour une année d'imposition est réputé être le montant de cette dépense déterminé par ailleurs, diminué du montant de toute aide gouvernementale ou aide non gouvernementale se rapportant à la dépense pour l'année que le contribuable a reçue, est en droit de recevoir ou peut vraisemblablement s'attendre à recevoir au moment de la production de sa déclaration de revenu pour l'année;

(11) Section 127 of the Act is amended by adding the following after subsection (11.3):

(11) L'article 127 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (11.3), de ce qui suit :

Special rule for eligible salary and wages — apprentices

(11.4) For the purpose of the definition "eligible salary and wages" in subsection (9), the eligible salary and wages payable by a taxpayer in a taxation year to an eligible apprentice in respect of the eligible apprentice's employment in the taxation year is, if the

(11.4) Pour l'application de la définition de « traitement et salaire admissibles » au paragraphe (9), les traitement et salaire admissibles payables par un contribuable donné au cours d'une année d'imposition à un apprenti admissible au titre de l'emploi de celui-ci au cours de

Règle spéciale — traitement et salaire admissibles d'apprentis

eligible apprentice is employed by any other taxpayer who is related to the taxpayer (including a partnership that has a member that is related to the taxpayer) in the calendar year that includes the end of the taxpayer's taxation year, deemed to be nil unless the taxpayer is designated in prescribed form by all of those related taxpayers to be the only employer of the eligible apprentice for the purpose of the taxpayer applying that definition to the salary and wages payable by the taxpayer to the eligible apprentice in that taxation year, in which case

(a) the eligible salary and wages payable by the taxpayer in the taxation year to the eligible apprentice in respect of the eligible apprentice's employment in the taxation year shall be the amount determined without reference to this subsection; and

(b) the eligible salary and wages payable to the eligible apprentice by each of the other related taxpayers in their respective taxation years that end in the calendar year is deemed to be nil.

(12) Subsections (1) to (8), (10) and (11) apply to taxation years that end on or after May 2, 2006 except that, in respect of a taxpayer's taxation year that ends in 2006, subsections 127(8.3) and (8.31) of the Act, as enacted by subsection (6), shall be read as follows:

(8.3) Where

(a) the amount that would, if the partnership were a person and its fiscal period were its taxation year, be determined in respect of the partnership under paragraph (a), (a.1), (a.4), (b) or (e.1) of the definition "investment tax credit" in subsection (9) for a taxation year

exceeds

(b) the total of all amounts each of which is the amount determined, under subsections (8) and (8.1), to be the share thereof of a limited partner of the partnership,

l'année sont réputés être nuls si l'apprenti est au service d'un autre contribuable qui est lié au contribuable donné (y compris une société de personnes dont l'un des associés est lié au contribuable donné) au cours de l'année civile qui comprend la fin de l'année d'imposition du contribuable donné. Toutefois, cette règle ne s'applique pas si l'ensemble des contribuables liés ont désigné le contribuable donné, dans le formulaire prescrit, comme étant le seul employeur de l'apprenti admissible pour l'application de cette définition, par le contribuable donné, aux traitement et salaire payables par lui à l'apprenti admissible au cours de l'année d'imposition en cause. Le cas échéant :

a) les traitement et salaire admissibles payables par le contribuable donné au cours de l'année d'imposition à l'apprenti admissible au titre de l'emploi de celui-ci au cours de l'année correspond à la somme déterminée compte non tenu du présent paragraphe;

b) les traitement et salaire admissibles payables à l'apprenti admissible par chacun des autres contribuables liés au cours de leur année d'imposition respective se terminant dans l'année civile sont réputés être nuls.

(12) Les paragraphes (1) à (8), (10) et (11) s'appliquent aux années d'imposition se terminant après le 1^{er} mai 2006. Toutefois, en ce qui concerne l'année d'imposition d'un contribuable se terminant en 2006, les paragraphes 127(8.3) et (8.31) de la même loi, édictés par le paragraphe (6), sont réputés avoir le libellé suivant :

(8.3) Pour l'application du paragraphe (8), la partie du montant visé à l'alinéa a) qu'il est raisonnable de considérer comme la part de chaque associé qui n'était pas commanditaire de la société de personnes au cours d'un exercice de celle-ci mais qui en était un associé tout au long de cet exercice est la partie raisonnable en l'espèce — étant donné l'investissement de cet associé dans la société de personnes, y compris celui représenté par des titres de créance — de l'excédent du montant visé à l'alinéa a) sur le total visé à l'alinéa b) :

such portion of the excess as is reasonable in the circumstances (having regard to the investment in the partnership, including debt obligations of the partnership, of each of those members of the partnership who was a member of the partnership throughout the fiscal period of the partnership and who was not a limited partner of the partnership during the fiscal period of the partnership) shall, for the purposes of subsection (8), be considered to be the amount that may reasonably be considered to be that member's share of the amount described in paragraph (a).

(13) Subsection (9) applies to the 2007 and subsequent taxation years except that, for a 2007 or 2008 taxation year that immediately follows a taxation year that ended before 2007, the reference in the formula in subsection 127(10.2) of the Act, as enacted by subsection (9), to "\$6,000,000" is to be read as a reference to "\$5,000,000" and the reference to "\$400,000" in the description of A is to be read as a reference to "\$300,000".

34.1 (1) Subparagraph 127.52(1)(h)(i) of the Act is replaced by the following:

- (i) the amounts deducted under any of subsections 110(2), 110.6(2), (2.1), (2.2), (3) and (12) and 110.7(1),

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end on or after May 2, 2006.

35. (1) Paragraph 127.531(a) of the Act is 30 replaced by the following:

- (a) an amount deducted under subsection 118(1), (2) or (10), 118.01(2), 118.02(2), 118.03(2) or 118.3(1) or any of sections 118.5 to 118.7 in computing the individual's tax payable for the year under this Part; or

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years except that, in its application to the 2006 taxation year, paragraph 127.531(a) of the Act, as enacted by subsection (1), is to be read without its reference to subsection 118.03(2).

a) le montant qui serait déterminé à l'égard de la société de personnes pour une année d'imposition selon les alinéas a), a.1), a.4), b) ou e.1) de la définition de « crédit d'impôt à l'investissement », au paragraphe (9), si elle était une personne et son exercice, son année d'imposition;

b) le total des montants dont chacun représente le montant qui, selon les paragraphes (8) et (8.1), constitue la part de chaque commanditaire de la société de personnes.

(13) Le paragraphe (9) s'applique aux années d'imposition 2007 et suivantes. Toutefois, pour ce qui est des années d'imposition 2007 et 2008 suivant toute année d'imposition s'étant terminée avant 2007, la mention « 6 000 000 \$ » dans la formule figurant au paragraphe 127(10.2) de la même loi, édictée par le paragraphe (9), vaut mention de « 5 000 000 \$ » et la mention « 400 000 \$ » à l'élément A de cette formule vaut mention de « 300 000 \$ ».

34.1 (1) Le sous-alinéa 127.52(1)(h)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (i) les montants déduits en application de l'un des paragraphes 110(2), 110.6(2), (2.1), (2.2), (3) et (12) et 110.7(1),

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après le 1^{er} mai 2006.

35. (1) L'alinéa 127.531a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- a) le montant déduit, en application des paragraphes 118(1), (2) ou (10), 118.01(2), 118.02(2), 118.03(2) ou 118.3(1) ou de l'un des articles 118.5 à 118.7, dans le calcul de l'impôt payable par le particulier pour l'année en vertu de la présente partie;

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 2006, l'alinéa 127.531a) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu du renvoi au paragraphe 118.03(2).

36. (1) Clause 128(2)(e)(iii)(A) of the Act is replaced by the following:

(A) under section 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.2, 118.3, 118.5, 118.6, 118.8 or 118.9,

(2) Subsection (1) applies to the 2006 and subsequent taxation years except that, in its application to the 2006 taxation year, clause 128(2)(e)(iii)(A) of the Act, as enacted by subsection (1), is to be read without its reference to section 118.03.

37. (1) The portion of subsection 137(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part for a taxation year by a corporation that was, throughout the year, a credit union, an amount equal to the amount determined by multiplying the rate that would, if subsection 125(1.1) applied to the corporation for the year, be its small business deduction rate for the year within the meaning assigned by that subsection, by the amount, if any, by which the lesser of

(2) Subsection (1) applies to the 2008 and subsequent taxation years.

38. (1) Subsection 137.1(9) of the Act is replaced by the following:

(9) The tax payable under this Part by a corporation for a taxation year throughout which it was a deposit insurance corporation (other than a corporation incorporated under the *Canada Deposit Insurance Corporation Act*) is the amount determined by the formula:

$$(38\% - A) \times B$$

where

A is the rate that would, if subsection 125(1.1) applied to the corporation for the taxation year, be the corporation's small business deduction rate for the taxation year within the meaning assigned by that subsection; and

36. (1) La division 128(2)e(iii)(A) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(A) des articles 118, 118.01, 118.02, 118.03, 118.2, 118.3, 118.5, 118.6, 118.8 ou 118.9,

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2006 et suivantes. Toutefois, pour son application à l'année d'imposition 2006, la division 128(2)e(iii)(A) de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu du renvoi à l'article 118.03.

37. (1) Le passage du paragraphe 137(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) La société qui est une caisse de crédit tout au long d'une année d'imposition peut déduire de son impôt payable par ailleurs pour l'année en vertu de la présente partie le produit de la multiplication du taux qui, si le paragraphe 125(1.1) s'appliquait à elle pour l'année, correspondrait au taux de la déduction pour petite entreprise qui lui est applicable pour l'année, déterminé selon ce paragraphe, par l'excédent éventuel de la moins élevée des sommes suivantes :

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2008 et suivantes.

38. (1) Le paragraphe 137.1(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(9) L'impôt payable par une société en vertu de la présente partie pour une année d'imposition tout au long de laquelle elle était une compagnie d'assurance-dépôts — à l'exclusion d'une société constituée en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* — correspond à la somme obtenue par la formule suivante :

$$(38\% - A) \times B$$

où :

A représente le taux qui, si le paragraphe 125(1.1) s'appliquait à la société pour l'année, correspondrait au taux de la déduc-

Additional deduction

Special tax rate

Crédit supplémentaire pour caisses de crédit

Taux d'imposition spécial

B is the corporation's taxable income for the taxation year.

tion pour petite entreprise qui lui est applicable pour l'année, déterminé selon ce paragraphe;

B le revenu imposable de la société pour l'année.

(2) Subsection (1) applies to the 2008 and subsequent taxation years.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2008 et suivantes.

39. (1) Section 147.2 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

39. (1) L'article 147.2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

Letter of credit

(7) For the purposes of this section and any regulations made under subsection (2) or under subsection 147.1(18), an amount paid to a registered pension plan by the issuer of a letter of credit issued in connection with an employer's funding obligations under a defined benefit provision of the plan is deemed to be an eligible contribution made to the plan in respect of the provision by the employer with respect to the employer's employees or former employees, if

(7) Pour l'application du présent article et de toute disposition réglementaire prise en vertu du paragraphe (2) ou du paragraphe 147.1(18), la somme que verse à un régime de pension agréé l'émetteur d'une lettre de crédit délivrée relativement aux obligations financières d'un employeur prévues par une disposition à prestations déterminées du régime est réputée être une cotisation admissible que l'employeur verse au régime aux termes de la disposition au titre de ses employés actuels ou anciens dans le cas où, à la fois :

Lettre de crédit

(a) the amount is paid under the letter of credit;

a) la somme est versée aux termes de la lettre de crédit;

(b) the use of the letter of credit is permitted under the *Pension Benefits Standards Act, 1985* or a similar law of a province; and

b) l'utilisation de la lettre de crédit est autorisée en vertu de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* ou d'une loi provinciale semblable;

(c) the amount would have been an eligible contribution under subsection (2) if

c) la somme aurait été une cotisation admissible aux termes du paragraphe (2) si, à la fois :

(i) it had been paid to the plan by the employer, and

(i) elle avait été versée au régime par l'employeur,

(ii) this section were read without reference to this subsection.

(ii) le présent article s'appliquait compte non tenu du présent paragraphe.

(2) Subsection (1) applies after 2005.

(2) Le paragraphe (1) s'applique à compter de 2006.

40. (1) Subsections 190.1(1.1) and (1.2) of the Act are repealed.

40. (1) Les paragraphes 190.1(1.1) et (1.2) de la même loi sont abrogés.

(2) The portion of subsection 190.1(3) of the Act after paragraph (b) is repealed.

(2) Le passage du paragraphe 190.1(3) de la même loi suivant l'alinéa b) est abrogé.

(3) Subsection 190.1(4) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a), by adding the word “and” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b): 5

(c) an amount may be claimed under paragraph (3)(b) in computing a corporation’s tax payable under this Part for a taxation year that ends before July 1, 2006 in respect of its unused Part I tax credit for a taxation year 10 that ends after July 1, 2006 (referred to in this paragraph as the “credit taxation year”) only to the extent that the unused Part I tax credit exceeds the amount, if any, by which

(i) the amount that would, if this Part were 15 read as it applied to the 2005 taxation year, be the corporation’s tax payable under this Part for the credit taxation year exceeds

(ii) the corporation’s tax payable under 20 this Part for the credit taxation year.

(4) Subsections (1) to (3) apply in respect of taxation years that end on or after July 1, 2006.

41. (1) Subsections 190.15(1) to (3) of the 25 Act are replaced by the following:

190.15 (1) For the purposes of this Part, the capital deduction of a corporation for a taxation year during which it was at any time a financial institution is \$1 billion unless the corporation 30 was related to another financial institution at the end of the year, in which case, subject to subsection (4), its capital deduction for the year is nil.

(2) A corporation that is a financial institu- 35 tion at any time during a taxation year and that was related to another financial institution at the end of the year may file with the Minister an agreement in prescribed form on behalf of the related group of which the corporation is a 40 member under which an amount that does not

(3) Le paragraphe 190.1(4) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa b), de ce qui suit :

c) une somme n’est déductible en application de l’alinéa (3)b) dans le calcul de l’impôt 5 payable par une société en vertu de la présente partie pour une année d’imposition se terminant avant le 1^{er} juillet 2006 au titre de son crédit d’impôt de la partie I inutilisé pour une année d’imposition se terminant 10 après cette date (appelée « année du crédit » au présent alinéa) que dans la mesure où le montant de ce crédit dépasse l’excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii): 15

(i) la somme qui correspondrait à l’impôt payable par la société en vertu de la présente partie pour l’année du crédit si la présente partie était remplacée par sa version applicable à l’année d’imposition 20 2005,

(ii) l’impôt payable par la société en vertu de la présente partie pour l’année du crédit.

(4) Les paragraphes (1) à (3) s’appliquent relativement aux années d’imposition se 25 terminant après juin 2006.

41. (1) Les paragraphes 190.15(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

190.15 (1) Pour l’application de la présente partie, l’abattement de capital d’une société 30 pour une année d’imposition au cours de laquelle elle est une institution financière correspond à 1 000 000 000 \$, sauf si elle est liée à une autre institution financière à la fin de l’année, auquel cas, sous réserve du paragraphe 35 (4), son abattement de capital pour l’année est nul.

(2) La société qui est une institution finan- 35 cière au cours d’une année d’imposition et qui est liée à une autre institution financière à la fin 40 de l’année peut présenter au ministre, sur le formulaire prescrit, au nom du groupe lié dont elle est membre, un accord qui prévoit la

Capital
deduction

Abattement de
capital

Related financial
institution

Institution
financière liée

exceed \$1 billion is allocated among the members of the related group for the taxation year.

Allocation by
Minister

(3) The Minister may request a corporation that is a financial institution at any time during a taxation year and that was related to any other financial institution at the end of the year to file with the Minister an agreement referred to in subsection (2) and, if the corporation does not file such an agreement within 30 days after 10 receiving the request, the Minister may allocate an amount among the members of the related group of which the corporation is a member for the year not exceeding \$1 billion.

(2) Subsection (1) applies to taxation years 15 that end on or after July 1, 2006.

42. (1) Sections 190.16 and 190.17 of the Act are replaced by the following:

Transitional Provisions

Application to
taxation year
including July 1,
2006

190.16 (1) If a taxation year of a corporation begins before and ends on or after July 1, 2006, 20 notwithstanding any other provision of this Part, the tax payable under this Part by the corporation for the taxation year is equal to the total of

(a) that proportion of the amount that would be the tax payable by the corporation under 25 this Part for the taxation year, if this Part were read as it applied to the 2005 taxation year, that the number of days in the taxation year that are before that day is of the number of days in the taxation year, and 30

(b) that proportion of the amount that would, if this Part were read without reference to this section, be the tax payable by the corporation under this Part for the taxation year that the number of days in the taxation year that are 35 on or after that day is of the number of days in the taxation year.

répartition pour l'année, entre les membres du groupe lié, d'une somme n'excédant pas 1 000 000 000 \$.

(3) Le ministre peut demander à la société 5 qui est une institution financière au cours d'une année d'imposition et qui est liée à une autre institution financière à la fin de l'année de lui présenter l'accord visé au paragraphe (2). Si la société ne présente pas cet accord dans les 30 jours suivant la réception de la demande, le 10 ministre peut répartir pour l'année, entre les membres du groupe lié dont la société est membre, une somme n'excédant pas 1 000 000 000 \$.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 15 années d'imposition se terminant après juin 2006.

42. (1) Les articles 190.16 et 190.17 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Dispositions transitoires

190.16 (1) Malgré les autres dispositions de 20 la présente partie, dans le cas où l'année d'imposition d'une société commence avant le 1^{er} juillet 2006 et se termine à cette date ou par la suite, l'impôt payable par la société en vertu de la présente partie pour l'année correspond au 25 total des sommes suivantes :

a) la proportion de la somme qui représenterait son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition si la présente partie était remplacée par sa version appli- 30 cable à l'année d'imposition 2005, que représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont antérieurs à cette date par rapport au nombre total de jours de l'année d'imposition; 35

b) la proportion de la somme qui représenterait son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année d'imposition si la présente partie s'appliquait compte non tenu du présent article, que représente le nombre de 40 jours de l'année d'imposition qui sont postérieurs à juin 2006 par rapport au nombre total de jours de l'année d'imposition.

Répartition par
le ministre

Année
d'imposition
comprenant le
1^{er} juillet 2006

Proportionate
allocation

(2) Any allocation made for the purpose of paragraph (1)(a) under subsection 190.15(2) or (3) shall be in the same proportion as the allocation, if any, made for the purpose of paragraph (1)(b) under subsection 190.15(2) or (3).

Capital
deduction
deemed

(3) For the purpose of applying subsection 190.15(5) to a corporation for a taxation year that is described in that subsection in circumstances where the “first such taxation year” referred to in that subsection is a taxation year to which subsection (1) applies, the capital deduction of the corporation for that “first such taxation year” is deemed to be the total of

(a) that proportion of the capital deduction amount allocated to the corporation for the purposes of paragraph (1)(a) that the number of days in the taxation year that are before July 1, 2006 is of the number of days in the taxation year, and

(b) that proportion of the capital deduction amount allocated to the corporation for the purposes of paragraph (1)(b) that the number of days in the taxation year that are after June 30, 2006 is of the number of days in the taxation year.

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end on or after July 1, 2006.

PART 2

AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT (DIVIDEND TAXATION)

43. (1) Subsection 15(1.1) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

(1.1) Notwithstanding subsection (1), if in a taxation year a corporation has paid a stock dividend to a person and it may reasonably be considered that one of the purposes of that payment was to significantly alter the value of the interest of any specified shareholder of the corporation, the fair market value of the stock dividend shall, except to the extent that it is

Conferring of
benefit

(2) Toute répartition effectuée pour l'application de l'alinéa (1)a), conformément aux paragraphes 190.15(2) ou (3), est effectuée dans la même proportion que celle effectuée pour l'application de l'alinéa (1)b), conformément aux mêmes paragraphes.

Répartition
proportionnelle

(3) Pour l'application du paragraphe 190.15(5) à une société pour une année d'imposition visée à ce paragraphe et par rapport à laquelle « la première de ces années », selon ce paragraphe, est une année d'imposition à laquelle le paragraphe (1) s'applique, l'abattement de capital de la société pour « la première de ces années » est réputé correspondre au total des sommes suivantes :

Montant réputé
d'abattement de
capital

a) la proportion du montant d'abattement de capital attribué à la société pour l'application de l'alinéa (1)a) que représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont antérieurs au 1^{er} juillet 2006 par rapport au nombre total de jours de l'année d'imposition;

b) la proportion du montant d'abattement de capital attribué à la société pour l'application de l'alinéa (1)b) que représente le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont postérieurs à juin 2006 par rapport au nombre total de jours de l'année d'imposition.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 2006.

PARTIE 2

MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU (IMPOSITION DES DIVIDENDES)

43. (1) Le paragraphe 15(1.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est remplacé par ce qui suit :

(1.1) Malgré le paragraphe (1), la juste valeur marchande d'un dividende en actions qu'une société verse à une personne au cours d'une année d'imposition est à inclure dans le calcul du revenu de cette personne pour l'année — sauf dans la mesure où elle est par ailleurs incluse dans le calcul du revenu de cette personne en vertu de l'un des alinéas 82(1)a),

Octroi d'un
avantageR.S., c. 1
(5th Supp.)L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

otherwise included in computing that person's income under any of paragraphs 82(1)(a), (a.1) and (c) to (e), be included in computing the income of that person for the year.

(2) Subsection (1) applies to dividends paid after 2005.

43.1 (1) Subparagraph 74.4(2)(b)(ii) of the French version of the Act is replaced by the following:

(ii) les sommes incluses dans le revenu du particulier pour l'année en application des paragraphes 82(1) ou 90(1) au titre de dividendes imposables qu'il a reçus au cours de l'année, sauf les dividendes réputés reçus en vertu de l'article 84, soit sur les actions reçues de la société en contrepartie du transfert ou en remboursement du prêt qui sont, au moment de la réception des dividendes, une contrepartie exclue, soit sur des actions y substituées qui sont, à ce moment, une contrepartie exclue;

(2) Paragraph 74.4(2)(f) of the English version of the Act is replaced by the following:

(f) all amounts included in the individual's income for the taxation year pursuant to subsection 82(1) or 90(1) in respect of taxable dividends received (other than dividends deemed by section 84 to have been received) by the individual in the year on shares that were received from the corporation as consideration for the transfer or as repayment for the loan that were excluded consideration at the time the dividends were received or on shares substituted therefor that were excluded consideration at that time, and

(3) Subsections (1) and (2) apply to amounts received after 2005.

44. (1) Subsection 82(1) of the Act is replaced by the following:

82. (1) In computing the income of a taxpayer for a taxation year, there shall be included the total of the following amounts:

Taxable
dividends
received

a.1) et c) à e) — s'il est raisonnable de considérer qu'un des motifs du versement est de modifier de façon sensible la valeur de la participation d'un actionnaire déterminé de la société.

5

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dividendes versés après 2005.

43.1 (1) Le sous-alinéa 74.4(2)(b)(ii) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10

(ii) les sommes incluses dans le revenu du particulier pour l'année en application des paragraphes 82(1) ou 90(1) au titre de dividendes imposables qu'il a reçus au cours de l'année, sauf les dividendes réputés reçus en vertu de l'article 84, soit sur les actions reçues de la société en contrepartie du transfert ou en remboursement du prêt qui sont, au moment de la réception des dividendes, une contrepartie exclue, soit sur des actions y substituées qui sont, à ce moment, une contrepartie exclue;

(2) L'alinéa 74.4(2)(f) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

25

(f) all amounts included in the individual's income for the taxation year pursuant to subsection 82(1) or 90(1) in respect of taxable dividends received (other than dividends deemed by section 84 to have been received) by the individual in the year on shares that were received from the corporation as consideration for the transfer or as repayment for the loan that were excluded consideration at the time the dividends were received or on shares substituted therefor that were excluded consideration at that time, and

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux sommes reçues après 2005.

40

44. (1) Le paragraphe 82(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

82. (1) Le total des sommes ci-après est à inclure dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition :

Dividendes
imposables reçus

45

- (a) the amount, if any, by which
- (i) the total of all amounts, other than eligible dividends and amounts described in paragraph (c), (d) or (e), received by the taxpayer in the taxation year from corporations resident in Canada as, on account of, in lieu of payment of or in satisfaction of, taxable dividends, exceeds
- (ii) if the taxpayer is an individual, the total of all amounts paid by the taxpayer in the taxation year that are deemed by subsection 260(5) to have been received by another person as taxable dividends (other than eligible dividends);
- (a.1) the amount, if any, by which
- (i) the total of all amounts, other than amounts included in computing the income of the taxpayer because of paragraph (c), (d) or (e), received by the taxpayer in the taxation year from corporations resident in Canada as, on account of, in lieu of payment of or in satisfaction of, eligible dividends, exceeds
- (ii) if the taxpayer is an individual, the total of all amounts paid by the taxpayer in the taxation year that are deemed by subsection 260(5) to have been received by another person as eligible dividends;
- (b) if the taxpayer is an individual, other than a trust that is a registered charity, the total of
- (i) 25% of the amount determined under paragraph (a) in respect of the taxpayer for the taxation year, and
- (ii) 45% of the amount determined under paragraph (a.1) in respect of the taxpayer for the taxation year;
- (c) all taxable dividends received by the taxpayer in the taxation year, from corporations resident in Canada, under dividend rental arrangements of the taxpayer;

- a) l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii):
- (i) le total des sommes, à l'exception des dividendes déterminés et des sommes visées aux alinéas c), d) ou e), que le contribuable reçoit au cours de l'année de sociétés résidant au Canada au titre ou en paiement intégral ou partiel de dividendes imposables,
- (ii) si le contribuable est un particulier, le total des sommes qu'il a versées au cours de l'année et qui sont réputées par le paragraphe 260(5) avoir été reçues par une autre personne à titre de dividendes imposables (autres que des dividendes déterminés);
- a.1) l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii):
- (i) le total des sommes, à l'exception des sommes incluses dans le calcul du revenu du contribuable par l'effet des alinéas c), d) ou e), que le contribuable a reçues au cours de l'année de sociétés résidant au Canada au titre ou en paiement intégral ou partiel de dividendes déterminés,
- (ii) si le contribuable est un particulier, le total des sommes qu'il a versées au cours de l'année et qui sont réputées par le paragraphe 260(5) avoir été reçues par une autre personne à titre de dividendes déterminés;
- b) si le contribuable est un particulier, autre qu'une fiducie qui est un organisme de bienfaisance enregistré, le total des sommes suivantes:
- (i) 25 % de la somme déterminée selon l'alinéa a) relativement au contribuable pour l'année,
- (ii) 45 % de la somme déterminée selon l'alinéa a.1) relativement au contribuable pour l'année;

(d) all taxable dividends (other than taxable dividends described in paragraph (c)) received by the taxpayer in the taxation year from corporations resident in Canada that are not taxable Canadian corporations; and

(e) if the taxpayer is a trust, all amounts each of which is all or part of a taxable dividend (other than a taxable dividend described in paragraph (c) or (d)) that was received by the trust in the taxation year on a share of the capital stock of a taxable Canadian corporation and that can reasonably be considered to have been included in computing the income of a beneficiary under the trust who was non-resident at the end of the taxation year.

c) les dividendes imposables que le contribuable a reçus au cours de l'année de sociétés résidant au Canada, dans le cadre de ses mécanismes de transfert de dividendes;

d) les dividendes imposables, à l'exception de ceux visés à l'alinéa c), que le contribuable a reçus au cours de l'année de sociétés résidant au Canada qui ne sont pas des sociétés canadiennes imposables;

e) si le contribuable est une fiducie, le total des sommes représentant chacune tout ou partie d'un dividende imposable, à l'exception de celui visé aux alinéas c) ou d), qu'il a reçu au cours de l'année sur une action du capital-actions d'une société canadienne imposable et qu'il est raisonnable de considérer comme ayant été inclus dans le calcul du revenu d'un de ses bénéficiaires qui était un non-résident à la fin de l'année.

(2) Subsection 82(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Where the amount that would, but for this subsection, be deductible under subsection 118(1) by reason of paragraph 118(1)(a) in computing a taxpayer's tax payable under this Part for a taxation year that is less than the amount that would be so deductible if no amount were required by subsection (1) to be included in computing the income for the year of the taxpayer's spouse or common-law partner and the taxpayer so elects in the taxpayer's return of income for the year under this Part, all amounts described in paragraph (1)(a) or (a.1) received in the year from taxable Canadian corporations by the taxpayer's spouse or common-law partner are deemed to have been so received by that taxpayer and not by the spouse or common-law partner.

(3) Subsections (1) and (2) apply to amounts received or paid after 2005.

45. (1) Paragraph 87(2)(z.2) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 82(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Lorsque le montant qui, sans le présent paragraphe, serait déductible en application du paragraphe 118(1) par l'effet de l'alinéa 118(1)a) dans le calcul de l'impôt payable par un contribuable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition est inférieur au montant qui serait ainsi déductible si aucun montant n'était à inclure, en application du paragraphe (1), dans le calcul du revenu de l'époux ou du conjoint de fait du contribuable pour l'année, les montants visés aux alinéas (1)a) ou a.1) qui ont été reçus au cours de l'année de sociétés canadiennes imposables, par l'époux ou le conjoint de fait du contribuable, sont réputés avoir été reçus par le contribuable et non par son époux ou conjoint de fait si le contribuable en fait le choix dans la déclaration de revenu qu'il produit pour l'année en vertu de la présente partie.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux sommes reçues ou versées après 2005.

45. (1) L'alinéa 87(2)z.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Dividends received by spouse or common-law partner

Dividendes reçus par l'époux ou le conjoint de fait

Application of
Parts III and III.1

(z.2) for the purposes of Parts III and III.1, the new corporation is deemed to be the same corporation as, and a continuation of, each predecessor corporation;

z.2) pour l'application des parties III et III.1, la nouvelle société est réputée être la même société que chaque société remplacée et en être la continuation;

Application des
parties III et III.1

(2) Subsection 87(2) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (tt) and by adding the following after paragraph (uu):

(2) Le paragraphe 87(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa uu), de ce qui suit :

General rate
income pool

(vv) if the new corporation is a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation in its first taxation year, in computing its general rate income pool at the end of that first taxation year there shall be added the total of all amounts determined under subsection 89(5) in respect of the corporation for that first taxation year; and

vv) si la nouvelle société est une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance-dépôts au cours de sa première année d'imposition, est inclus dans le calcul de son compte de revenu à taux général à la fin de cette première année le total des sommes déterminées à son égard selon le paragraphe 89(5) pour cette même année;

Compte de
revenu à taux
général

Low rate income
pool

(ww) if the new corporation is neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation in its first taxation year, there shall be added in computing its low rate income pool at any time in that first taxation year the total of all amounts determined under subsection 89(9) in respect of the corporation for that first taxation year.

ww) si la nouvelle société n'est ni une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance-dépôts au cours de sa première année d'imposition, est inclus dans le calcul de son compte de revenu à taux réduit à un moment quelconque de cette première année le total des sommes déterminées à son égard selon le paragraphe 89(9) pour cette même année.

Compte de
revenu à taux
réduit

(3) Subsections (1) and (2) apply to amalgamations that occur, and to windings-up that begin, after 2005.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux fusions effectuées après 2005 et aux liquidations commençant après cette année.

46. (1) The portion of paragraph 88(1)(e.2) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

46. (1) Le passage de l'alinéa 88(1)e.2 de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

(e.2) paragraphs 87(2)(c), (d.1), (e.1), (e.3), (g) to (l), (l.3) to (u), (x), (z.1), (z.2), (aa), (cc), (ll), (nn), (pp), (rr) and (tt) to (ww), subsection 87(6) and, subject to section 78, subsection 87(7) apply to the winding-up as if the references in those provisions to

e.2) les alinéas 87(2)c), d.1), e.1), e.3), g) à l), l.3) à u), x), z.1), z.2), aa), cc), ll), nn), pp), rr) et tt) à ww), le paragraphe 87(6) et, sous réserve de l'article 78, le paragraphe 87(7) s'appliquent à la liquidation, avec les modifications suivantes :

(2) Paragraph 88(1)(e.2) of the Act is amended by adding the following after subparagraph (viii):

(2) L'alinéa 88(1)e.2 de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (viii), de ce qui suit :

(ix) “subsection 89(5)” and “subsection 89(9)” were read as “subsection 89(6)” and “subsection 89(10)”, respectively,

(ix) « paragraphe 89(5) » et « paragraphe 89(9) » deviennent respectivement « paragraphe 89(6) » et « paragraphe 89(10) »,

(3) Subsections (1) and (2) apply to windings-up that begin after 2005.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux liquidations commençant après 2005.

47. (1) Subsection 89(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“eligible dividend”
« dividende déterminé »

“eligible dividend” means a taxable dividend that is received by a person resident in Canada, paid after 2005 by a corporation resident in Canada and designated, as provided under subsection (14), to be an eligible dividend;

“excessive eligible dividend designation”
« désignation excessive de dividende déterminé »

“excessive eligible dividend designation”, made by a corporation in respect of an eligible dividend paid by the corporation at any time in a taxation year, means

(a) unless paragraph (c) applies to the dividend, if the corporation is in the taxation year a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, the amount, if any, determined by the formula

$$(A - B) \times C/A$$

where

A is the total of all amounts each of which is the amount of an eligible dividend paid by the corporation in the taxation year,

B is the greater of nil and the corporation’s general rate income pool at the end of the taxation year, and

C is the amount of the eligible dividend,

(b) unless paragraph (c) applies to the dividend, if the corporation is not a corporation described in paragraph (a), the amount, if any, determined by the formula

$$A \times B/C$$

where

A is the lesser of

(i) the total of all amounts each of which is an eligible dividend paid by the corporation at that time, and

(ii) the corporation’s low rate income pool at that time,

B is the amount of the eligible dividend, and

C is the amount determined under subparagraph (i) of the description of A, and

47. (1) Le paragraphe 89(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« compte de revenu à taux général » Le compte de revenu à taux général, à la fin d’une année d’imposition donnée, d’une société canadienne imposable qui est une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d’assurance-dépôts au cours de cette année correspond à la somme positive ou négative obtenue par la formule suivante :

$$A - B$$

où :

A représente la somme positive ou négative obtenue par la formule ci-après, avant la prise en compte des conséquences fiscales futures déterminées pour l’année donnée :

$$C + 0,68(D - E - F) + G + H - I$$

où :

C représente le compte de revenu à taux général de la société à la fin de son année d’imposition précédente,

D :

a) sauf en cas d’application de l’alinéa b), le revenu imposable de la société pour l’année donnée,

b) si la société est une compagnie d’assurance-dépôts au cours de l’année donnée, zéro,

E le produit de la multiplication de la somme déduite par la société pour l’année donnée en application du paragraphe 125(1) par le quotient de 100 par le taux de la déduction prévue par ce paragraphe pour cette année,

F :

a) si la société est une société privée sous contrôle canadien au cours de l’année donnée, son revenu de placement total pour cette année ou, s’il est moins élevé, son revenu imposable pour cette même année,

b) sinon, zéro,

« compte de revenu à taux général »
“general rate income pool”

(c) an amount equal to the amount of the eligible dividend, if it is reasonable to consider that the eligible dividend was paid in a transaction, or as part of a series of transactions, one of the main purposes of which was to artificially maintain or increase the corporation's general rate income pool, or to artificially maintain or decrease the corporation's low rate income pool;

“general rate income pool”
«compte de revenu à taux général»

“general rate income pool” at the end of a particular taxation year, of a taxable Canadian corporation that is a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation in the particular taxation year, is the positive or negative amount determined by the formula

$$A - B$$

where

A is the positive or negative amount that would, before taking into consideration the specified future tax consequences for the particular taxation year, be determined by the formula

$$C + 0.68(D - E - F) + G + H - I$$

where

C is the corporation's general rate income pool at the end of its preceding taxation year,

D is

(a) unless paragraph (b) applies, the corporation's taxable income for the particular taxation year, and

(b) if the corporation is a deposit insurance corporation in the particular taxation year, nil,

E is the amount determined by multiplying the amount, if any, deducted by the corporation under subsection 125(1) for the particular taxation year by the quotient obtained by dividing 100 by the rate of the deduction provided under that subsection for the particular taxation year,

F is

G le total des sommes représentant chacune :

a) un dividende déterminé reçu par la société au cours de l'année donnée,

b) une somme déductible en application de l'article 113 dans le calcul du revenu imposable de la société pour l'année donnée,

H le total des sommes déterminées selon les paragraphes (4) à (6) relativement à la société pour l'année donnée,

I :

a) sauf en cas d'application de l'alinéa b), l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des sommes représentant chacune le montant d'un dividende déterminé versé par la société au cours de son année d'imposition précédente,

(ii) le total des sommes représentant chacune le montant d'une désignation excessive de dividende déterminé effectuée par la société au cours de son année d'imposition précédente,

b) si le paragraphe (4) s'applique à la société au cours de l'année donnée, zéro;

68 % de l'excédent éventuel de la somme visée à l'alinéa a) sur la somme visée à l'alinéa b) :

a) le total des revenus imposables au taux complet (au sens de la définition de «revenu imposable au taux complet» au paragraphe 123.4(1), mais compte non tenu de ses sous-alinéas a)(i) à (iii)) de la société pour ses trois années d'imposition précédentes, calculé avant la prise en compte des conséquences fiscales futures déterminées, pour ces années, qui se présentent relativement à l'année donnée,

- (a) if the corporation is a Canadian-controlled private corporation in the particular taxation year, the lesser of the corporation's aggregate investment income for the particular taxation year and the corporation's taxable income for the particular taxation year, and
- (b) in any other case, nil,
- G is the total of all amounts each of which 10 is
- (a) an eligible dividend received by the corporation in the particular taxation year, or
- (b) an amount deductible under section 113 in computing the taxable income of the corporation for the particular taxation year,
- H is the total of all amounts determined under subsections (4) to (6) in respect of 20 the corporation for the particular taxation year, and
- I is
- (a) unless paragraph (b) applies, the amount, if any, by which 25
- (i) the total of all amounts each of which is the amount of an eligible dividend paid by the corporation in its preceding taxation year exceeds 30
- (ii) the total of all amounts each of which is an excessive eligible dividend designation made by the corporation in its preceding taxation year, or 35
- (b) if subsection (4) applies to the corporation in the particular taxation year, nil, and
- B is 68% of the amount, if any, by which
- (a) the total of the corporation's full rate 40 taxable incomes (as would be defined in the definition "full rate taxable income" in subsection 123.4(1), if that definition were read without reference to its subparagraphs (a)(i) to (iii)) for the corpora- 45
- (b) le total des revenus imposables au taux complet (au sens de la définition de «revenu imposable au taux complet» au paragraphe 123.4(1), mais compte non tenu de ses sous-alinéas a)(i) à (iii)), de la 5 société pour ces années précédentes.
- «compte de revenu à taux réduit» Le compte de revenu à taux réduit, à un moment donné d'une année d'imposition donnée, d'une société donnée résidant au Canada qui n'est ni une société 10 privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance-dépôts au cours de l'année correspond à la somme obtenue par la formule suivante :
- $$(A + B + C + D + E + F) - (G + H) \quad 15$$
- où :
- A représente le compte de revenu à taux réduit de la société donnée à la fin de son année d'imposition précédente;
- B le total des sommes représentant chacune 20 une somme déductible en application de l'article 112 dans le calcul du revenu imposable de la société donnée pour l'année au titre d'un dividende imposable (sauf un dividende déterminé) qui est devenu 25 payable, au cours de l'année donnée mais avant le moment donné, à cette société par une société résidant au Canada;
- C le total des sommes déterminées selon les paragraphes (8) à (10) relativement à la 30 société donnée pour l'année donnée;
- D :
- a) dans le cas où la société donnée serait, en l'absence de l'alinéa d) de la définition de «société privée sous contrôle cana- 35 dien» au paragraphe 125(7), une société privée sous contrôle canadien au cours de son année d'imposition précédente, 80 % de son revenu de placement total pour cette année, 40
- b) dans les autres cas, zéro;
- E :
- a) si la société donnée n'était pas une société privée sous contrôle canadien au cours de son année d'imposition précé- 45

«compte de
revenu à taux
réduit»
"low rate income
pool"

tion's preceding three taxation years, determined without taking into consideration the specified future tax consequences, for those preceding taxation years, that arise in respect of the particular taxation year,

exceeds

(b) the total of the corporation's full rate taxable incomes (as would be defined in the definition "full rate taxable income" in subsection 123.4(1), if that definition were read without reference to its subparagraphs (a)(i) to (iii)) for those preceding taxation years;

"low rate income pool"
« compte de revenu à taux réduit »

"low rate income pool", at any particular time in a particular taxation year, of a corporation (in this definition referred to as the "non-CCPC") that is resident in Canada and is in the particular taxation year neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation, is the amount determined by the formula

$$(A + B + C + D + E + F) - (G + H)$$

where

A is the non-CCPC's low rate income pool at the end of its preceding taxation year,

B is the total of all amounts each of which is an amount deductible under section 112 in computing the non-CCPC's taxable income for the year in respect of a taxable dividend (other than an eligible dividend) that became payable, in the particular taxation year but before the particular time, to the non-CCPC by a corporation resident in Canada,

C is the total of all amounts determined under subsections (8) to (10) in respect of the non-CCPC for the particular taxation year,

D is

(a) if the non-CCPC would, but for paragraph (d) of the definition "Canadian-controlled private corporation" in subsection 125(7), be a Canadian-controlled private corporation in its preceding

dente, 80 % du produit de la multiplication de la somme qu'elle a déduite en application du paragraphe 125(1) pour cette année par le quotient de 100 par le taux de la déduction prévue à ce paragraphe pour cette même année,

b) dans les autres cas, zéro;

F :

a) si la société donnée était une société de placement au cours de son année d'imposition précédente, quatre fois la somme qu'elle a déduite en application du paragraphe 130(1) pour cette année,

b) dans les autres cas, zéro;

G le total des sommes représentant chacune un dividende imposable (sauf un dividende déterminé, un dividende sur les gains en capital au sens des paragraphes 130.1(4) ou 131(1) et un dividende imposable déductible par la société donnée en application du paragraphe 130.1(1) dans le calcul de son revenu pour l'année donnée ou pour son année d'imposition précédente) qui est devenu payable, au cours de l'année donnée mais avant le moment donné, par la société donnée;

H le total des sommes représentant chacune le montant d'une désignation excessive de dividende déterminé effectuée par la société donnée au cours de l'année donnée mais avant le moment donné.

« désignation excessive de dividende déterminé » Est une désignation excessive de dividende déterminé effectuée par une société relativement à un dividende déterminé qu'elle a versé à un moment donné d'une année d'imposition :

« désignation excessive de dividende déterminé »
"excessive eligible dividend designation"

a) sauf dans le cas où l'alinéa c) s'applique au dividende, si la société est, au cours de l'année, une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance-dépôts, la somme obtenue par la formule suivante :

$$(A - B) \times C/A$$

où :

45

- taxation year, 80% of its aggregate investment income for its preceding taxation year, and
- (b) in any other case, nil,
- E is
- (a) if the non-CCPC was not a Canadian-controlled private corporation in its preceding taxation year, 80% of the amount determined by multiplying the amount, if any, deducted by the corporation under subsection 125(1) for that preceding taxation year by the quotient obtained by dividing 100 by the rate of the deduction provided under that subsection for that preceding taxation year, and
- (b) in any other case, nil,
- F is
- (a) if the non-CCPC was an investment corporation in its preceding taxation year, four times the amount, if any, deducted by 20 it under subsection 130(1) for its preceding taxation year, and
- (b) in any other case, nil,
- G is the total of all amounts each of which is a taxable dividend (other than an eligible dividend, a capital gains dividend within the meaning assigned by subsection 130.1(4) or 131(1) or a taxable dividend deductible by the non-CCPC under subsection 130.1(1) in computing its income for the particular taxation year or for its preceding taxation year) that became payable, in the particular taxation year but before the particular time, by the non-CCPC, and
- H is the total of all amounts each of which is an excessive eligible dividend designation made by the non-CCPC in the particular taxation year but before the particular time;
- (2) Section 89 of the Act is amended by 40 adding the following after subsection (3):
- A représente le total des sommes représentant chacune le montant de tout dividende déterminé versé par la société au cours de l'année,
- B zéro ou, s'il est plus élevé, le compte de 5 revenu à taux général de la société à la fin de l'année,
- C le montant du dividende déterminé;
- b) sauf dans le cas où l'alinéa c) s'applique au dividende, si la société n'est pas visée à 10 l'alinéa a), la somme obtenue par la formule suivante :
- $$A \times B/C$$
- où :
- A représente la moins élevée des sommes 15 suivantes :
- (i) le total des sommes représentant chacune un dividende déterminé versé par la société au moment donné,
- (ii) le compte de revenu à taux réduit 20 de la société à ce moment,
- B le montant du dividende déterminé,
- C la somme déterminée selon le sous-alinéa (i) de l'élément A;
- c) une somme égale au montant du dividende 25 déterminé, s'il est raisonnable de considérer que celui-ci a été versé dans le cadre d'une opération, ou d'une série d'opérations, dont l'un des principaux objets consistait à maintenir ou à augmenter artificiellement le 30 compte de revenu à taux général de la société ou à maintenir ou à diminuer artificiellement son compte de revenu à taux réduit.
- « dividende déterminé » Dividende imposable qui, à la fois, est reçu par une personne résidant 35 au Canada, est versé après 2005 par une société résidant au Canada et est désigné à titre de dividende déterminé conformément au paragraphe (14).
- « dividende déterminé »
« eligible dividend »
- (2) L'article 89 de la même loi est modifié 40 par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

GRIP
addition—
becoming CCPC

(4) If, in a particular taxation year, a corporation is a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation but was, in its preceding taxation year, a corporation resident in Canada other than a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, there may be included in computing the corporation's general rate income pool at the end of the particular taxation year, the amount determined by the formula

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

where

A is the total of all amounts each of which is the cost amount to the corporation of a property immediately before the end of its preceding taxation year;

B is the amount of any money of the corporation on hand immediately before the end of its preceding taxation year;

C is the amount, if any, by which

(a) the total of all amounts that, if the corporation had had unlimited income for its preceding taxation year from each business carried on, and from each property held, by it in that preceding taxation year and had realized an unlimited amount of capital gains for that preceding taxation year, would have been deductible under subsection 111(1) in computing its taxable income for that preceding taxation year

exceeds

(b) the total of all amounts deducted under subsection 111(1) in computing the corporation's taxable income for that preceding taxation year;

D is the total of all amounts each of which is the amount of any debt owing by the corporation, or of any other obligation of the corporation to pay any amount, that was outstanding immediately before the end of its preceding taxation year;

(4) La société qui est une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance-dépôts au cours d'une année d'imposition donnée et qui, au cours de son année d'imposition précédente, résidait au Canada mais n'était pas une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance-dépôts, peut inclure dans le calcul de son compte de revenu à taux général à la fin de l'année donnée la somme obtenue par la formule suivante :

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

où :

A représente le total des sommes représentant chacune le coût indiqué d'un bien pour la société immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente;

B toute somme d'argent que la société avait en mains immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente,

C l'excédent éventuel de la somme visée à l'alinéa a) sur la somme visée à l'alinéa b) :

a) le total des sommes qui auraient été déductibles en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société pour son année d'imposition précédente si elle avait eu, pour cette année, un revenu illimité provenant de chaque entreprise qu'elle exploitait, et de chaque bien qu'elle détenait, au cours de cette même année et avait réalisé, pour cette année, un montant illimité de gains en capital,

b) le total des sommes déduites en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société pour cette année d'imposition précédente;

D le total des sommes représentant chacune le montant de toute dette de la société, ou autre obligation de la société de payer une somme, qui était impayée immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente;

Majoration du
compte de
revenu à taux
général—
société devenue
SPCC

- E is the paid up capital, immediately before the end of its preceding taxation year, of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the corporation;
- F is the total of all amounts each of which is a reserve deducted in computing the corporation's income for its preceding taxation year;
- G is the corporation's capital dividend account, if any, immediately before the end of its preceding taxation year; and
- H is the corporation's low rate income pool immediately before the end of its preceding taxation year.

GRIP
addition — post-
amalgamation

(5) If a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation (in this subsection referred to as the "new corporation") is formed as a result of an amalgamation (within the meaning assigned by subsection 87(1)), there shall be included in computing the new corporation's general rate income pool at the end of its first taxation year the total of all amounts each of which is

(a) in respect of a predecessor corporation that was, in its taxation year that ended immediately before the amalgamation (in this paragraph referred to as its "last taxation year"), a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, the positive or negative amount determined in respect of the predecessor corporation by the formula

$$A - B$$

where

A is the predecessor corporation's general rate income pool at the end of its last taxation year, and

B is the amount, if any, by which

(i) the total of all amounts each of which is an eligible dividend paid by the predecessor corporation in its last taxation year

exceeds

E le capital versé, immédiatement avant la fin de l'année d'imposition précédente de la société, au titre de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital-actions;

F le total des sommes représentant chacune une provision déduite dans le calcul du revenu de la société pour son année d'imposition précédente;

G le compte de dividendes en capital, s'il y a lieu, de la société immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente;

H le compte de revenu à taux réduit de la société immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente.

(5) La société privée sous contrôle canadien ou la compagnie d'assurance-dépôts (appelées « nouvelle société » au présent paragraphe) issue d'une fusion, au sens du paragraphe 87(1), est tenue d'inclure dans le calcul de son compte de revenu à taux général à la fin de sa première année d'imposition le total des sommes représentant chacune :

Compte de
revenu à taux
général —
société fusionnée

a) en ce qui concerne une société remplacée qui était une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance-dépôts au cours de son année d'imposition ayant pris fin immédiatement avant la fusion (appelée « dernière année d'imposition » au présent alinéa), la somme positive ou négative déterminée à l'égard de la société remplacée selon la formule suivante :

$$A - B$$

où :

A représente le compte de revenu à taux général de la société remplacée à la fin de sa dernière année d'imposition,

B l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des sommes représentant chacune un dividende déterminé versé par la société remplacée au cours de sa dernière année d'imposition,

(ii) the total of all amounts each of which is an excessive eligible dividend designation made by the predecessor corporation in its last taxation year; or

(b) in respect of a predecessor corporation 5
(in this paragraph referred to as the “non-CCPC predecessor”) that was, in its taxation year that ended immediately before the amalgamation (in this paragraph referred to as its “last taxation year”), not a Canadian- 10
controlled private corporation or a deposit insurance corporation, the amount determined by the formula

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

where

A is the total of all amounts each of which is the cost amount to the non-CCPC predecessor of a property immediately before the end of its last taxation year,

B is the amount of any money of the non- 20
CCPC predecessor on hand immediately before the end of its last taxation year,

C is the amount, if any, by which

(i) the total of all amounts that, if the non-CCPC predecessor had had un- 25
limited income for its last taxation year from each business carried on, and from each property held, by it in that last taxation year and had realized an unlimited amount of capital gains for 30
that last taxation year, would have been deductible under subsection 111(1) in computing its taxable income for that last taxation year

exceeds

(ii) the total of all amounts deducted under subsection 111(1) in computing the non-CCPC predecessor’s taxable income for its last taxation year,

D is the total of all amounts each of which is 40
the amount of any debt owing by the non-CCPC predecessor, or of any other obligation of the non-CCPC predecessor

(ii) le total des sommes représentant chacune le montant d’une désignation excessive de dividende déterminé qu’elle a effectuée au cours de cette même année;

b) en ce qui concerne une société remplacée qui, au cours de son année d’imposition ayant pris fin immédiatement avant la fusion (appelée « dernière année d’imposition » au présent alinéa), n’était pas une société privée 10
sous contrôle canadien ni une compagnie d’assurance-dépôts, la somme obtenue par la formule suivante :

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

où :

A représente le total des sommes représentant chacune le coût indiqué d’un bien pour la société remplacée immédiatement avant la fin de sa dernière année d’imposition, 20

B toute somme d’argent que la société remplacée avait en mains immédiatement avant la fin de sa dernière année d’imposition,

C l’excédent éventuel de la somme visée au 25
sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des sommes qui auraient été déductibles en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu 30
imposable de la société remplacée pour sa dernière année d’imposition si elle avait eu, pour cette année, un revenu illimité provenant de chaque entreprise qu’elle exploitait, et de chaque bien 35
qu’elle détenait, au cours de cette même année et avait réalisé, pour cette année, un montant illimité de gains en capital,

(ii) le total des sommes déduites en 40
application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société remplacée pour sa dernière année d’imposition;

to pay any amount, that was outstanding immediately before the end of its last taxation year,

- E is the paid up capital, immediately before the end of its last taxation year, of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the non-CCPC predecessor, 5
- F is the total of all amounts each of which is a reserve deducted in computing the non-CCPC predecessor's income for its last taxation year, 10
- G is the non-CCPC predecessor's capital dividend account, if any, immediately before the end of its last taxation year, 15 and
- H is the non-CCPC predecessor's low rate income pool immediately before the end of its last taxation year.

- D le total des sommes représentant chacune le montant de toute dette de la société remplacée, ou autre obligation de la société remplacée de payer une somme, qui était impayée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition; 5
- E le capital versé, immédiatement avant la fin de la dernière année d'imposition de la société remplacée, de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital-actions; 10
- F le total des sommes représentant chacune une provision déduite dans le calcul du revenu de la société remplacée pour sa dernière année d'imposition; 15
- G le compte de dividendes en capital, s'il y a lieu, de la société remplacée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition;
- H le compte de revenu à taux réduit de la société remplacée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition. 20

GRIP
addition — post-
winding-up

(6) If subsection 88(1) applies to the winding-up of a subsidiary into a parent (within the meanings assigned by that subsection) that is a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, there shall be included in computing the parent's general rate income pool at the end of its taxation year that immediately follows the taxation year during which it receives the assets of the subsidiary on the winding-up 25

(a) if the subsidiary was, in its taxation year during which its assets were distributed to the parent on the winding-up (in this paragraph referred to as its "last taxation year"), a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, the positive or negative amount determined by the formula 30

$$A - B$$

where

A is the subsidiary's general rate income pool at the end of its last taxation year, 40 and

B is the amount, if any, by which

(6) En cas d'application du paragraphe 88(1) à la liquidation de la filiale d'une société mère (« filiale » et « société mère » s'entendant au sens de ce paragraphe) qui est une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance-dépôts, est à inclure dans le calcul du compte de revenu à taux général de la société mère à la fin de son année d'imposition suivant l'année d'imposition au cours de laquelle elle reçoit les biens de la filiale par suite de la liquidation celle des sommes ci-après qui est applicable : 25 30

a) si la filiale était une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance-dépôts au cours de son année d'imposition où la société mère reçoit les biens de la filiale par suite de la liquidation (appelée « dernière année d'imposition » au présent alinéa), la somme positive ou négative obtenue par la formule suivante : 35 40

$$A - B$$

où :

Compte de
revenu à taux
général —
société liquidée

(i) the total of all amounts each of which is an eligible dividend paid by the subsidiary in its last taxation year

exceeds

(ii) the total of all amounts each of which is an excessive eligible dividend designation made by the subsidiary in its last taxation year; and

(b) in any other case, the amount determined by the formula 10

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

where

A is the total of all amounts each of which is the cost amount to the subsidiary of a property immediately before the end of its 15 taxation year during which its assets were distributed to the parent on the winding-up (in this paragraph referred to as its "last taxation year"),

B is the amount of any money of the 20 subsidiary on hand immediately before the end of its last taxation year,

C is the amount, if any, by which

(i) the total of all amounts that, if the subsidiary had had unlimited income 25 for its last taxation year from each business carried on, and from each property held, by it in that last taxation year and had realized an unlimited amount of capital gains for that last 30 taxation year, would have been deductible under subsection 111(1) in computing its taxable income for that last taxation year

exceeds 35

(ii) the total of all amounts deducted under subsection 111(1) in computing the subsidiary's taxable income for its last taxation year,

D is the total of all amounts each of which is 40 the amount of any debt owing by the subsidiary, or of any other obligation of the subsidiary to pay any amount, that was outstanding immediately before the end of its last taxation year, 45

A représente le compte de revenu à taux général de la filiale à la fin de sa dernière année d'imposition,

B l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au 5 sous-alinéa (ii):

(i) le total des sommes représentant chacune un dividende déterminé versé par la filiale au cours de sa dernière année d'imposition, 10

(ii) le total des sommes représentant chacune le montant d'une désignation excessive de dividende déterminé effectuée par la filiale au cours de cette même année; 15

b) sinon, la somme obtenue par la formule suivante:

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

où:

A représente le total des sommes représentant chacune le coût indiqué d'un bien pour la filiale immédiatement avant la fin de son année d'imposition au cours de laquelle la société mère reçoit les biens de la filiale par suite de la liquidation 25 (appelée « dernière année d'imposition » au présent alinéa),

B toute somme d'argent que la filiale avait en mains immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition, 30

C l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii):

(i) le total des sommes qui auraient été déductibles en application du para- 35 graphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la filiale pour sa dernière année d'imposition si elle avait eu, pour cette année, un revenu illimité provenant de chaque entreprise qu'elle exploitait, et de chaque bien qu'elle détenait, au cours de cette même année et avait réalisé, pour cette année, un montant illimité de gains en capital, 40

- E is the paid up capital, immediately before the end of its last taxation year, of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the subsidiary,
- F is the total of all amounts each of which is a reserve deducted in computing the subsidiary's income for its last taxation year, 5
- G is the subsidiary's capital dividend account, if any, immediately before the end of its last taxation year, and 10
- H is the subsidiary's low rate income pool immediately before the end of its last taxation year.
- (ii) le total des sommes déduites en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la filiale pour sa dernière année d'imposition, 5
- D le total des sommes représentant chacune le montant de toute dette de la filiale, ou autre obligation de la filiale de payer une somme, qui était impayée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition, 10
- E le capital versé, immédiatement avant la fin de la dernière année d'imposition de la filiale, au titre de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital-actions, 15
- F le total des sommes représentant chacune une provision déduite dans le calcul du revenu de la filiale pour sa dernière année d'imposition, 20
- G le compte de dividendes en capital, s'il y a lieu, de la filiale immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition,
- H le compte de revenu à taux réduit de la filiale immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition. 25

GRIP addition
for 2006

(7) If a corporation was (or, but for an election under subsection (11), would have been), throughout its first taxation year that includes any part of January 1, 2006, a Canadian-controlled private corporation, its general rate income pool at the end of its immediately preceding taxation year is deemed to be the greater of nil and the amount determined by the formula

$$A - B$$

where

A is the total of

- (a) 63% of the total of all amounts each of which is the corporation's full rate taxable income (as defined in subsection 123.4(1)), for a taxation year of the corporation that ended after 2000 and

(7) Dans le cas où une société a été une société privée sous contrôle canadien, ou aurait été une telle société en l'absence du choix prévu au paragraphe (11), tout au long de sa première année d'imposition comprenant une partie quelconque du 1^{er} janvier 2006, son compte de revenu à taux général à la fin de son année d'imposition précédente correspond à zéro ou, si elle est plus élevée, à la somme obtenue par la formule suivante :

$$A - B$$

où :

A représente le total des sommes suivantes :

- a) 63 % du total des sommes représentant chacune son revenu imposable au taux complet, au sens du paragraphe 123.4(1), pour une de ses années d'imposition s'étant terminée après 2000 et avant

Majoration du
compte de
revenu à taux
général — 2006

before 2004, determined before taking into consideration the specified future tax consequences for that taxation year,

(b) 63% of the total of all amounts each of which is the corporation's full rate taxable income (as would be defined in subsection 123.4(1), if that definition were read without reference to its subparagraphs (a)(i) and (ii)), for a taxation year of the corporation that ended after 2003 and before 2006, determined before taking into consideration the specified future tax consequences for that taxation year, and

(c) all amounts each of which was deductible under subsection 112(1) in computing the corporation's taxable income for a taxation year of the corporation (in this paragraph referred to as the "particular corporation") that ended after 2000 and before 2006, and is in respect of a dividend received from a corporation (in this paragraph referred to as the "payer corporation") that was, at the time it paid the dividend, connected (within the meaning assigned by subsection 186(4)) with the particular corporation, to the extent that it is reasonable to consider, having regard to all the circumstances (including but not limited to other shareholders having received dividends from the payer corporation), that the dividend was attributable to an amount that is, or if this subsection applied to the payer corporation would be, described in this paragraph or in paragraph (a) or (b) in respect of the payer corporation; and

B is the total of all amounts each of which is a taxable dividend paid by the corporation in those taxation years.

40

LRIP addition —
ceasing to be
CCPC

(8) If, in a particular taxation year, a corporation is neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation but was, in its preceding taxation year, a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, there shall be included in computing the corporation's low

2004, calculé avant la prise en compte des conséquences fiscales futures déterminées pour cette année d'imposition,

b) 63 % du total des sommes représentant chacune son revenu imposable au taux complet, au sens du paragraphe 123.4(1), mais compte non tenu des sous-alinéas a)(i) et (ii) de cette définition, pour une de ses années d'imposition s'étant terminée après 2003 et avant 2006, calculé avant la prise en compte des conséquences fiscales futures déterminées pour cette année d'imposition,

c) le total des sommes dont chacune était déductible en application du paragraphe 112(1) dans le calcul de son revenu imposable pour une de ses années d'imposition s'étant terminée après 2000 et avant 2006 et se rapporte à un dividende qu'elle a reçu d'une société (appelée « société payeuse » au présent alinéa) qui lui était rattachée (au sens du paragraphe 186(4)) au moment du versement du dividende, dans la mesure où il est raisonnable de considérer, compte tenu des circonstances (notamment la réception par d'autres actionnaires de dividendes de la société payeuse), que le dividende était attribuable à une somme qui est visée au présent alinéa ou aux alinéas a) ou b) relativement à la société payeuse, ou le serait si le présent paragraphe s'appliquait à cette société;

B le total des sommes représentant chacune un dividende imposable qu'elle a versé au cours de ces années.

(8) La société qui n'est pas une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance-dépôts au cours d'une année d'imposition donnée, mais qui l'était au cours de son année d'imposition précédente est tenue d'in-

Majoration du
compte de
revenu à taux
réduit — société
qui cesse d'être
une SPCC

40

rate income pool at any time in the particular taxation year the amount determined by the formula

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

where

- A is the total of all amounts each of which is the cost amount to the corporation of a property immediately before the end of its preceding taxation year;
- B is the amount of any money of the corporation on hand immediately before the end of its preceding taxation year;
- C is the amount, if any, by which
- (a) the total of all amounts that, if the corporation had had unlimited income for its preceding taxation year from each business carried on, and from each property held, by it in that preceding taxation year and had realized an unlimited amount of capital gains for that preceding taxation year, would have been deductible under subsection 111(1) in computing its taxable income for that preceding taxation year exceeds
- (b) the total of all amounts deducted under subsection 111(1) in computing the corporation's taxable income for its preceding taxation year;
- D is the total of all amounts each of which is the amount of any debt owing by the corporation, or of any other obligation of the corporation to pay any amount, that was outstanding immediately before the end of its preceding taxation year;
- E is the paid up capital, immediately before the end of its preceding taxation year, of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the corporation;
- F is the total of all amounts each of which is a reserve deducted in computing the corporation's income for its preceding taxation year;

clure dans le calcul de son compte de revenu à taux réduit à un moment de l'année donnée la somme obtenue par la formule suivante :

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

5 où :

- A représente le total des sommes représentant chacune le coût indiqué d'un bien pour la société immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente;
- B toute somme d'argent que la société avait en mains immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente;
- C l'excédent éventuel de la somme visée à l'alinéa a) sur la somme visée à l'alinéa b) :
- a) le total des sommes qui auraient été déductibles en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société pour son année d'imposition précédente si elle avait eu, pour cette année, un revenu illimité provenant de chaque entreprise qu'elle exploitait, et de chaque bien qu'elle détenait, au cours de cette même année et avait réalisé, pour cette année, un montant illimité de gains en capital,
- b) le total des sommes déduites en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société pour son année d'imposition précédente;
- D le total des sommes représentant chacune le montant de toute dette de la société, ou autre obligation de la société de payer une somme, qui était impayée immédiatement avant la fin de son année d'imposition précédente;
- E le capital versé, immédiatement avant la fin de l'année d'imposition précédente de la société, de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital-actions;
- F le total des sommes représentant chacune une provision déduite dans le calcul du revenu de la société pour son année d'imposition précédente;

G is

(a) if the corporation is not a private corporation in the particular taxation year, the corporation's capital dividend account, if any, immediately before the end of its preceding taxation year, and

(b) in any other case, nil; and

H is the positive or negative amount determined by the formula

I - J 10

where

I is the corporation's general rate income pool at the end of its preceding taxation year, and

J is the amount, if any, by which 15

(a) the total of all amounts each of which is an eligible dividend paid by the corporation in its preceding taxation year

exceeds 20

(b) the total of all amounts each of which is an excessive eligible dividend designation made by the corporation in its preceding taxation year.

LRIP addition —
amalgamation

(9) If a corporation that is resident in Canada 25 and that is neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation (in this subsection referred to as the "new corporation") is formed as a result of the amalgamation or merger of two or more 30 corporations one or more of which is a taxable Canadian corporation, there shall be included in computing the new corporation's low rate income pool at any time in its first taxation year the total of all amounts each of which is 35

(a) in respect of a predecessor corporation that was, in its taxation year that ended immediately before the amalgamation, neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation, 40 the predecessor corporation's low rate income pool at the end of that taxation year; and

G :

a) si la société n'est pas une société privée au cours de l'année donnée, son compte de dividendes en capital, s'il y a lieu, immédiatement avant la fin de son 5 année d'imposition précédente,

b) dans les autres cas, zéro;

H la somme positive ou négative obtenue par la formule suivante :

I - J 10

où :

I représente le compte de revenu à taux général de la société à la fin de son année d'imposition précédente,

J l'excédent éventuel de la somme visée à 15 l'alinéa a) sur la somme visée à l'alinéa b) :

a) le total des sommes représentant chacune un dividende déterminé versé par la société au cours de son année 20 d'imposition précédente,

b) le total des sommes représentant chacune le montant d'une désignation excessive de dividende déterminé effectuée par la société au cours de 25 son année d'imposition précédente.

(9) La société résidant au Canada qui n'est ni une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance-dépôts (appelée « nouvelle société » au présent paragraphe) et qui est 30 issue de la fusion ou de l'unification de plusieurs sociétés dont au moins une est une société canadienne imposable est tenue d'inclure dans le calcul de son compte de revenu à taux réduit à un moment de sa première année 35 d'imposition le total des sommes représentant chacune :

a) en ce qui concerne une société remplacée qui n'était ni une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance- 40 dépôts au cours de son année d'imposition ayant pris fin immédiatement avant la fusion, le compte de revenu à taux réduit de la société remplacée à la fin de cette année;

Majoration du
compte de
revenu à taux
réduit — fusion

(b) in respect of a predecessor corporation (in this paragraph referred to as the “CCPC predecessor”) that was, throughout its taxation year that ended immediately before the amalgamation (in this paragraph referred to as its “last taxation year”), a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation, the amount determined by the formula

$$A + B + C - D - E - F - G - H \quad 10$$

where

A is the total of all amounts each of which is the cost amount to the CCPC predecessor of a property immediately before the end of its last taxation year, 15

B is the amount of any money of the CCPC predecessor on hand immediately before the end of its last taxation year,

C is the amount, if any, by which

(i) the total of all amounts that, if the CCPC predecessor had had unlimited income for its last taxation year from each business carried on, and from each property held, by it in that last taxation year and had realized an unlimited amount of capital gains for that last taxation year, would have been deductible under subsection 111(1) in computing its taxable income for that last taxation year 30

exceeds

(ii) the total of all amounts deducted under subsection 111(1) in computing the CCPC predecessor's taxable income for its last taxation year, 35

D is the total of all amounts each of which is the amount of any debt owing by the CCPC predecessor, or of any other obligation of the CCPC predecessor to pay any amount, that was outstanding immediately before the end of its last taxation year, 40

b) en ce qui concerne une société remplacée qui a été une société privée sous contrôle canadien ou une compagnie d'assurance-dépôts tout au long de son année d'imposition ayant pris fin immédiatement avant la fusion (appelée « dernière année d'imposition » au présent alinéa), la somme obtenue par la formule suivante :

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

où : 10

A représente le total des sommes représentant chacune le coût indiqué d'un bien pour la société remplacée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition, 15

B toute somme d'argent que la société remplacée avait en mains immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition,

C l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des sommes qui auraient été déductibles en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société remplacée pour sa dernière année d'imposition si elle avait eu, pour cette année, un revenu illimité provenant de chaque entreprise qu'elle exploitait, et de chaque bien qu'elle détenait, au cours de cette même année et avait réalisé, pour cette année, un montant illimité de gains en capital, 25

(ii) le total des sommes déduites en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la société remplacée pour sa dernière année d'imposition, 35

D le total des sommes représentant chacune le montant de toute dette de la société remplacée, ou autre obligation de la société remplacée de payer une somme, qui était impayée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition, 40 45

E is the paid up capital, immediately before the end of its last taxation year, of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the CCPC predecessor,

F is the total of all amounts each of which is a reserve deducted in computing the CCPC predecessor's income for its last taxation year,

G is

(i) if the new corporation is not a private corporation in its first taxation year, the CCPC predecessor's capital dividend account, if any, immediately before the end of its last taxation year, and

(ii) in any other case, nil, and

H is the positive or negative amount determined by the formula

$$I - J$$

where

I is the CCPC predecessor's general rate income pool at the end of its last taxation year, and

J is the amount, if any, by which

(i) the total of all amounts each of which is an eligible dividend paid by the CCPC predecessor in its last taxation year

exceeds

(ii) the total of all amounts each of which is an excessive eligible dividend designation made by the CCPC predecessor in its last taxation year.

E le capital versé, immédiatement avant la fin de la dernière année d'imposition de la société remplacée, de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital-actions,

F le total des sommes représentant chacune une provision déduite dans le calcul du revenu de la société remplacée pour sa dernière année d'imposition,

G :

(i) si la nouvelle société n'est pas une société privée au cours de sa première année d'imposition, le compte de dividendes en capital, s'il y a lieu, de la société remplacée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition,

(ii) dans les autres cas, zéro,

H la somme positive ou négative obtenue par la formule suivante :

$$I - J$$

où :

I représente le compte de revenu à taux général de la société remplacée à la fin de sa dernière année d'imposition,

J l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des sommes représentant chacune un dividende déterminé versé par la société remplacée au cours de sa dernière année d'imposition,

(ii) le total des sommes représentant chacune le montant d'une désignation excessive de dividende déterminé effectuée par la société remplacée au cours de sa dernière année d'imposition.

LRIP addition – winding-up

(10) If, in a particular taxation year, a corporation (in this subsection referred to as the "parent") is neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation and in the particular taxation year all or substantially all of the assets of another

(10) La société (appelée « société mère » au présent paragraphe) qui n'est ni une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d'assurance-dépôts au cours d'une année d'imposition donnée et qui reçoit, au cours de cette année, la totalité ou la presque totalité des biens

Majoration du compte de revenu à taux réduit — liquidation

corporation (in this subsection referred to as the “subsidiary”) were distributed to the parent on a dissolution or winding-up of the subsidiary, there shall be included in computing the parent’s low rate income pool at any time in the particular taxation year that is at or after the end of the subsidiary’s taxation year (in this subsection referred to as the subsidiary’s “last taxation year”) during which its assets were distributed to the parent on the winding-up,

(a) if the subsidiary was, in its last taxation year, neither a Canadian-controlled private corporation nor a deposit insurance corporation, the subsidiary’s low rate income pool immediately before the end of that taxation year; and

(b) in any other case, the amount determined by the formula

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

where

A is the total of all amounts each of which is the cost amount to the subsidiary of a property immediately before the end of its last taxation year,

B is the amount of any money of the subsidiary on hand immediately before the end of its last taxation year,

C is the amount, if any, by which

(i) the total of all amounts that, if the subsidiary had had unlimited income for its last taxation year from each business carried on, and from each property held, by it in that last taxation year and had realized an unlimited amount of capital gains for that last taxation year, would have been deductible under subsection 111(1) in computing its taxable income for that last taxation year

exceeds

(ii) the total of all amounts deducted under subsection 111(1) in computing the subsidiary’s taxable income for its last taxation year,

d’une autre société (appelée « filiale » au présent paragraphe) par suite de la dissolution ou de la liquidation de celle-ci est tenue d’inclure dans le calcul de son compte de revenu à taux réduit, à un moment de l’année donnée qui correspond ou est postérieur à la fin de l’année d’imposition de la filiale (appelée « dernière année d’imposition » au présent paragraphe) au cours de laquelle la société mère reçoit les biens de la filiale, celle des sommes ci-après qui est applicable :

a) si la filiale n’était pas une société privée sous contrôle canadien ni une compagnie d’assurance-dépôts au cours de sa dernière année d’imposition, son compte de revenu à taux réduit immédiatement avant la fin de cette année;

b) dans les autres cas, la somme obtenue par la formule suivante :

$$A + B + C - D - E - F - G - H$$

où :

A représente le total des sommes représentant chacune le coût indiqué d’un bien pour la filiale immédiatement avant la fin de sa dernière année d’imposition,

B toute somme d’argent que la filiale avait en mains immédiatement avant la fin de sa dernière année d’imposition,

C l’excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des sommes qui auraient été déductibles en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la filiale pour sa dernière année d’imposition si elle avait eu, pour cette année, un revenu illimité provenant de chaque entreprise qu’elle exploitait, et de chaque bien qu’elle détenait, au cours de cette même année et avait réalisé, pour cette année, un montant illimité de gains en capital,

- D is the total of all amounts each of which is the amount of any debt owing by the subsidiary, or of any other obligation of the subsidiary to pay any amount, that was outstanding immediately before the end of its last taxation year, 5
- E is the paid up capital, immediately before the end of its last taxation year, of all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the subsidiary, 10
- F is the total of all amounts each of which is a reserve deducted in computing the subsidiary's income for its last taxation year, 15
- G is 15
- (i) if the parent is not a private corporation in the particular taxation year, the subsidiary's capital dividend account, if any, immediately before the end of its last taxation year, and 20
- (ii) in any other case, nil, and
- H is the positive or negative amount determined by the formula
- $$I - J$$
- where 25
- I is the subsidiary's general rate income pool at the end of its last taxation year, and
- J is the amount, if any, by which
- (i) the total of all amounts each of which is an eligible dividend paid by the subsidiary in its last taxation year exceeds 30
- (ii) the total of all amounts each of which is an excessive eligible dividend designation made by the subsidiary in its last taxation year.
- (ii) le total des sommes déduites en application du paragraphe 111(1) dans le calcul du revenu imposable de la filiale pour sa dernière année d'imposition, 5
- D le total des sommes représentant chacune le montant de toute dette de la filiale, ou autre obligation de la filiale de payer une somme, qui était impayée immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition, 10
- E le capital versé, immédiatement avant la fin de la dernière année d'imposition de la filiale, de l'ensemble des actions émises et en circulation de son capital-actions, 15
- F le total des sommes représentant chacune une provision déduite dans le calcul du revenu de la filiale pour sa dernière année d'imposition, 20
- G :
- (i) si la société mère n'est pas une société privée au cours de l'année donnée, le compte de dividendes en capital, s'il y a lieu, de la filiale immédiatement avant la fin de sa dernière année d'imposition, 25
- (ii) dans les autres cas, zéro,
- H la somme positive ou négative obtenue par la formule suivante :
- $$I - J$$
- où : 30
- I représente le compte de revenu à taux général de la filiale à la fin de sa dernière année d'imposition,
- J l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :
- (i) le total des sommes représentant chacune un dividende déterminé versé par la filiale au cours de sa dernière année d'imposition, 40
- (ii) le total des sommes représentant chacune le montant d'une désignation excessive de dividende

déterminé effectuée par la filiale au cours de sa dernière année d'imposition.

Election: non-CCPC

(11) Subject to subsection (12), a corporation that files with the Minister on or before its filing-due date for a particular taxation year an election in prescribed form to have this subsection apply is deemed for the purposes described in paragraph (d) of the definition "Canadian-controlled private corporation" in subsection 125(7) not to be a Canadian-controlled private corporation at any time in or after the particular taxation year.

(11) Pour l'application des dispositions énumérées à l'alinéa d) de la définition de « société privée sous contrôle canadien » au paragraphe 125(7), une société est réputée, sous réserve du paragraphe (12), ne pas être une société privée sous contrôle canadien au cours d'une année d'imposition ou par la suite si elle en fait le choix sur le formulaire prescrit présenté au ministre au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour l'année.

Choix d'une société de ne pas être une SPCC

Revoking election

(12) If a corporation files with the Minister on or before its filing-due date for a particular taxation year a notice in prescribed form revoking, as of the end of the particular taxation year, an election described in subsection (11), the election ceases to apply to the corporation at the end of the particular taxation year.

(12) Le choix cesse de s'appliquer à une société à la fin d'une année d'imposition si la société présente au ministre sur le formulaire prescrit, au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour l'année, un avis le révoquant à compter de la fin de l'année.

Révocation du choix

Repeated elections — consent required

(13) If a corporation has, under subsection (12), revoked an election, any subsequent election under subsection (11) or subsequent revocation under subsection (12) is invalid unless

(13) La société qui a révoqué le choix ne peut faire de choix subséquent en vertu du paragraphe (11) ni de révocation subséquente en vertu du paragraphe (12) que si, à la fois :

Choix répétés — consentement requis

(a) the Minister consents in writing to the subsequent election or the subsequent revocation, as the case may be; and

a) le ministre y consent par écrit;

(b) the corporation complies with any conditions imposed by the Minister.

b) la société se conforme à toute condition imposée par le ministre.

Dividend designation

(14) A corporation designates a dividend it pays at any time to be an eligible dividend by notifying in writing at that time each person or partnership to whom it pays all or any part of the dividend that the dividend is an eligible dividend.

(14) Le dividende versé par une société à un moment donné est désigné à titre de dividende déterminé par avis écrit indiquant qu'il s'agit d'un dividende déterminé, envoyé à ce moment à chaque personne ou société de personnes à laquelle la société verse tout ou partie du dividende.

Désignation de dividende

Meaning of expression "deposit insurance corporation"

(15) For the purposes of paragraphs 87(2)(vv) and (ww) (including, for greater certainty, in applying those paragraphs as provided under paragraph 88(1)(e.2)), the definitions "excessive eligible dividend designation", "general rate income pool", and "low rate income pool" in subsection (1) and subsections (4) to (6) and (8) to (10), a corporation is a deposit insurance corporation if it would be a deposit insurance corporation as defined in the

(15) Pour l'application des alinéas 87(2)vv et ww (compte tenu des modifications apportées à ces alinéas par l'effet de l'alinéa 88(1)e.2)), des définitions de « compte de revenu à taux général », « compte de revenu à taux réduit » et « désignation excessive de dividende déterminé » au paragraphe (1) et des paragraphes (4) à (6) et (8) à (10), est une compagnie d'assurance-dépôts la société qui serait une « compagnie d'assurance-dépôts » au

Définition de « compagnie d'assurance-dépôts »

definition “deposit insurance corporation” in subsection 137.1(5) were that definition read without reference to its paragraph (b) and were this Act read without reference to subsection 137.1(5.1).

(3) Subsections (1) and (2) apply to taxation years that end after 2005 except that

(a) subsection 89(7) of the Act, as enacted by subsection (2), applies only to the first taxation year of a corporation that includes any part of January 1, 2006;

(b) in respect of a dividend paid before this Act is assented to, a designation under subsection 89(14) of the Act, as enacted by subsection (2), is deemed to have been made in a timely manner if it is made on or before the day that is 90 days after the day on which this Act is assented to; and

(c) in applying the definition “low rate income pool” in subsection 89(1) of the Act, as enacted by subsection (1), for taxation years that began before 2006, the description of B in that definition shall be read as follows:

B is the total of all amounts each of which is an amount deductible under section 112 in computing the non-CCPC’s taxable income for the year in respect of a taxable dividend (other than an eligible dividend) that became payable, in the particular taxation year and 30 after 2005, but before the particular time, to the non-CCPC by a corporation resident in Canada,

48. (1) Subsection 121 of the Act is replaced by the following:

121. There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part by an individual for a taxation year the total of

(a) 2/3 of the amount, if any, that is required by subparagraph 82(1)(b)(i) to be included in computing the individual’s income for the year; and

Deduction for
taxable
dividends

sens du paragraphe 137.1(5) si cette définition s’appliquait compte non tenu de son alinéa b) et si la présente loi s’appliquait compte non tenu du paragraphe 137.1(5.1).

5

(3) Les paragraphes (1) et (2) s’appliquent aux années d’imposition se terminant après 2005. Toutefois :

a) le paragraphe 89(7) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), ne s’applique qu’à la première année d’imposition d’une société qui comprend une partie quelconque du 1^{er} janvier 2006;

b) en ce qui concerne les dividendes versés avant la date de sanction de la présente loi, la désignation prévue au paragraphe 89(14) de la *Loi de l’impôt sur le revenu*, édicté par le paragraphe (2), est réputée avoir été effectuée dans le délai imparti si elle est effectuée au plus tard le quatre-vingt-dixième jour suivant cette date;

c) pour l’application de la définition de « compte de revenu à taux réduit » au paragraphe 89(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (1), aux années d’imposition commençant avant 2006, l’élément B de la formule figurant à cette définition est réputé avoir le libellé suivant :

B le total des sommes représentant chacune une somme déductible en application de l’article 112 dans le calcul du revenu imposable de la société donnée pour l’année au titre d’un dividende imposable (sauf un dividende déterminé) qui est devenu payable, au cours de l’année donnée après 2005, mais avant le moment donné, à cette société par une société résidant au Canada;

48. (1) L’article 121 de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

121. Est déductible de l’impôt qu’un particulier est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente partie pour une année d’imposition le total des sommes suivantes :

a) 2/3 de la somme qui est à inclure dans le calcul de son revenu pour l’année selon le sous-alinéa 82(1)b)(i);

Dédution pour
dividendes
imposables

45

(b) 11/18 of the amount, if any, that is required by subparagraph 82(1)(b)(ii) to be included in computing the individual's income for the year.

b) 11/18 de la somme qui est à inclure dans le calcul de son revenu pour l'année selon le sous-alinéa 82(1)b)(ii).

(2) Subsection (1) applies to dividends paid after 2005.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dividendes versés après 2005.

49. (1) The definition "Canadian-controlled private corporation" in subsection 125(7) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (b), by adding the word "or" at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

49. (1) La définition de «société privée sous contrôle canadien», au paragraphe 125(7) de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

(d) in applying subsection (1), paragraphs 87(2)(vv) and (ww) (including, for greater certainty, in applying those paragraphs as provided under paragraph 88(1)(e.2)), the definitions "excessive eligible dividend designation", "general rate income pool" and "low rate income pool" in subsection 89(1) 20 and subsections 89(4) to (6), (8) to (10) and 249(3.1), a corporation that has made an election under subsection 89(11) and that has not revoked the election under subsection 89(12); 25

d) pour l'application du paragraphe (1), des alinéas 87(2)vv) et ww) (compte tenu des modifications apportées à ces alinéas par l'effet de l'alinéa 88(1)e.2)), des définitions de «compte de revenu à taux général», «compte de revenu à taux réduit» et «désignation excessive de dividende déterminé» au paragraphe 89(1) et des paragraphes 89(4) à (6) et (8) à (10) et 249(3.1), la société qui a fait le choix prévu au paragraphe 89(11) et qui ne l'a pas révoqué selon le 20 paragraphe 89(12).

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after 2005.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après 2005.

50. (1) Paragraph 127.52(1)(f) of the Act is replaced by the following:

50. (1) L'alinéa 127.52(1)f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(f) subsection 82(1) were read without reference to paragraph 82(1)(b); 30

f) le paragraphe 82(1) ne comporte pas l'alinéa b);

(2) Subsection (1) applies to dividends paid after 2005.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dividendes versés après 2005.

51. (1) The Act is amended by adding the following after section 185:

51. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 185, de ce qui suit :

PART III.1

ADDITIONAL TAX ON EXCESSIVE ELIGIBLE DIVIDEND DESIGNATIONS

185.1 (1) A corporation that has made an excessive eligible dividend designation in respect of an eligible dividend paid by it at any time in a taxation year shall, on or before

PARTIE III.1

IMPÔT SUPPLÉMENTAIRE SUR LES DÉSIGNATIONS EXCESSIVES DE DIVIDENDES DÉTERMINÉS

185.1 (1) La société qui a effectué une désignation excessive de dividende déterminé relativement à un dividende déterminé qu'elle a versé au cours d'une année d'imposition est tenue de payer, au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour

Tax on excessive eligible dividend designations

Impôt sur les désignations excessives de dividendes déterminés

the corporation's balance-due day for the taxation year, pay a tax under this Part for the taxation year equal to the total of

- (a) 20% of the excessive eligible dividend designation, and 5
- (b) if the excessive eligible dividend designation arises because of the application of paragraph (c) of the definition "excessive eligible dividend designation" in subsection 89(1), 10% of the excessive eligible dividend 10 designation.

Election to treat excessive eligible dividend designation as an ordinary dividend

(2) If, in respect of an excessive eligible dividend designation that is not described in paragraph (1)(b) and that is made by a corporation in respect of an eligible dividend 15 (in this subsection and subsection (3) referred to as the "original dividend") paid by it at a particular time, the corporation would, if this Act were read without reference to this subsection, be required to pay a tax under subsection 20 (1), and it elects in prescribed manner on or before the day that is 90 days after the day of mailing the notice of assessment in respect of that tax that would otherwise be payable under subsection (1), the following rules apply: 25

(a) notwithstanding the definition "eligible dividend" in subsection 89(1), the amount of the original dividend paid by the corporation is deemed to be the amount, if any, by which

(i) the amount of the original dividend, 30 determined without reference to this subsection

exceeds

(ii) the amount claimed by the corporation in the election not exceeding the excessive 35 eligible dividend designation, determined without reference to this subsection;

(b) an amount equal to the amount claimed by the corporation in the election is deemed to be a separate taxable dividend (other than 40 an eligible dividend) that was paid by the corporation immediately before the particular time;

l'année, un impôt en vertu de la présente partie pour l'année égal au total des sommes suivantes :

- a) 20 % du montant de la désignation excessive de dividende déterminé; 5
- b) si la désignation excessive de dividende déterminé se produit en raison de l'application de l'alinéa c) de la définition de ce terme au paragraphe 89(1), 10 % du montant de la désignation. 10

(2) Dans le cas où une société serait tenue, en l'absence du présent paragraphe, de payer l'impôt prévu au paragraphe (1) relativement à une désignation excessive de dividende déterminé, non visée à l'alinéa (1)b), qu'elle effectue 15 au titre d'un dividende déterminé (appelé « dividende initial » au présent paragraphe et au paragraphe (3)) qu'elle a versé à un moment donné, les règles ci-après s'appliquent si elle en fait le choix sur le formulaire prescrit au plus 20 tard le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de mise à la poste de l'avis de cotisation concernant cet impôt qui serait payable par 25 ailleurs en vertu du paragraphe (1):

a) malgré la définition de « dividende déterminé » au paragraphe 89(1), le montant du dividende initial versé par la société est réputé correspondre à l'excédent éventuel de la somme visée au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii): 30

(i) le montant du dividende initial, déterminé compte non tenu du présent paragraphe,

(ii) la somme demandée par la société dans le document concernant le choix, 35 n'excédant pas le montant de la désignation excessive de dividende déterminé, calculé compte non tenu du présent paragraphe;

b) une somme égale à celle demandée par la 40 société dans le document concernant le choix est réputée être un dividende imposable distinct (autre qu'un dividende déterminé) qu'elle a versé immédiatement avant le moment donné; 45

Choix de traiter une désignation excessive de dividende déterminé comme un dividende ordinaire

(c) each shareholder of the corporation who at the particular time held any of the issued shares of the class of shares in respect of which the original dividend was paid is deemed

5

(i) not to have received the original dividend, and

(ii) to have received at the particular time

(A) as an eligible dividend, the shareholder's pro rata portion of the amount of any dividend determined under paragraph (a), and

(B) as a taxable dividend (other than an eligible dividend) the shareholder's pro rata portion of the amount of any dividend determined under paragraph (b); and

(d) a shareholder's pro rata portion of a dividend paid at any time on a class of the shares of the capital stock of a corporation is that proportion of the dividend that the number of shares of that class held by the shareholder at that time is of the number of shares of that class outstanding at that time.

(3) An election under subsection (2) in respect of an original dividend is valid only if

(a) it is made with the concurrence of the corporation and all its shareholders

(i) who received or were entitled to receive all or any portion of the original dividend, and

(ii) whose addresses were known to the corporation; and

(b) either

(i) it is made on or before the day that is 30 months after the day on which the original dividend was paid, or

(ii) each shareholder described in subparagraph (a)(i) concurs with the election, in which case, notwithstanding subsections 152(4) to (5), any assessment of the tax, interest and penalties payable by each of those shareholders for any taxation year shall be made that is necessary to take the corporation's election into account.

45

c) chaque actionnaire de la société qui, au moment donné, détenait des actions émises de la catégorie d'actions sur laquelle le dividende initial a été versé est réputé, à la fois :

5

(i) ne pas avoir reçu le dividende initial,

(ii) avoir reçu, à ce moment, les sommes suivantes :

(A) à titre de dividende déterminé, sa part proportionnelle du montant de tout dividende calculé selon l'alinéa a),

(B) à titre de dividende imposable (autre qu'un dividende déterminé), sa part proportionnelle du montant de tout dividende calculé selon l'alinéa b);

15

d) la part proportionnelle revenant à un actionnaire d'un dividende versé à un moment quelconque sur une catégorie d'actions du capital-actions d'une société correspond à la proportion du dividende que représente le rapport entre le nombre d'actions de cette catégorie qui sont détenues par l'actionnaire à ce moment et le nombre d'actions de cette catégorie qui sont en circulation à ce moment.

(3) Le choix prévu au paragraphe (2) relatif à un dividende initial n'est valide que si les conditions suivantes sont réunies :

Choix —
assentiment

a) il est fait avec l'assentiment de la société et de ceux de ses actionnaires :

(i) qui ont reçu ou pouvaient recevoir tout ou partie du dividende initial,

(ii) dont la société connaissait l'adresse;

b) selon le cas :

(i) il est fait au plus tard le jour qui suit de 30 mois le jour où le dividende initial a été versé,

(ii) chaque actionnaire visé au sous-alinéa a)(i) donne son assentiment au choix; dans ce cas, malgré les paragraphes 152(4) à (5), les cotisations voulues concernant l'impôt, les intérêts et les pénalités à payer par chacun de ces actionnaires pour une année d'imposition sont établies pour tenir compte du choix de la société.

Concurrence
with election

Exception for non-taxable shareholders

(4) If each shareholder who, in respect of an election made under subsection (2), is deemed by subsection (2) to have received a dividend at a particular time is also, at the particular time, a person all of whose taxable income is exempt from tax under Part I,

(a) subsection (3) does not apply to the election; and

(b) the election is valid only if it is made on or before the day that is 30 months after the day on which the original dividend was paid.

Return

185.2 (1) Every corporation resident in Canada that pays a taxable dividend (other than a capital gains dividend within the meaning assigned by subsection 130.1(4) or 131(1)) in a taxation year shall file with the Minister, not later than the corporation's filing-due date for the taxation year, a return for the year under this Part in prescribed form containing an estimate of the taxes payable by it under this Part for the taxation year.

Provisions applicable to Part

(2) Subsections 150(2) and (3), sections 151, 152, 158 and 159, subsections 161(1) and (11), sections 162 to 167 and Division J of Part I are applicable to this Part with such modifications as the circumstances require.

Joint and several liability from excessive eligible dividend designations

(3) Without limiting the liability of any person under any other provision of this Act, if a Canadian-controlled private corporation or a deposit insurance corporation pays an eligible dividend in respect of which it has made an excessive eligible dividend designation to a shareholder with whom it does not deal at arm's length, the shareholder is jointly and severally, or solidarily, liable with the corporation to pay that proportion of the corporation's tax payable under this Part because of the designation that the amount of the eligible dividend received by the shareholder is of the total of all amounts each of which is a dividend in respect of which the designation was made.

Assessment

(4) The Minister may, at any time after the last day on which a corporation may make an election under subsection 185.1(2) in respect of an excessive eligible dividend designation,

(4) Si chaque actionnaire qui est réputé par le paragraphe (2) avoir reçu un dividende à un moment donné en raison du choix prévu à ce paragraphe est, à ce moment, exonéré de l'impôt prévu à la partie I sur la totalité de son revenu imposable, les règles suivantes s'appliquent :

a) le paragraphe (3) ne s'applique pas au choix;

b) le choix n'est valide que s'il est fait au plus tard le jour qui suit de 30 mois le jour où le dividende initial a été versé.

Exception — actionnaires non assujettis à l'impôt

Déclaration

185.2 (1) Toute société résidant au Canada qui verse un dividende imposable, sauf un dividende sur les gains en capital au sens du paragraphe 130.1(4) ou 131(1), au cours d'une année d'imposition est tenue de présenter au ministre sur le formulaire prescrit, au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour l'année, une déclaration pour l'année en vertu de la présente partie contenant une estimation de son impôt à payer en vertu de la présente partie pour l'année.

Dispositions applicables

(2) Les paragraphes 150(2) et (3), les articles 151, 152, 158 et 159, les paragraphes 161(1) et (11), les articles 162 à 167 et la section J de la partie I s'appliquent à la présente partie, avec les adaptations nécessaires.

Responsabilité solidaire

(3) Sans que soit limitée la responsabilité de quiconque en vertu d'une autre disposition de la présente loi, l'actionnaire qui reçoit d'une société privée sous contrôle canadien ou d'une compagnie d'assurance-dépôts avec laquelle il a un lien de dépendance un dividende déterminé au titre duquel la société a fait une désignation excessive de dividende déterminé est solidairement tenu, avec la société, de payer la proportion de l'impôt à payer par la société en vertu de la présente partie en raison de la désignation que représente le rapport entre le montant du dividende déterminé qu'il a reçu et le total des sommes représentant chacune un dividende au titre duquel la désignation a été effectuée.

Cotisation

(4) Le ministre peut, à un moment postérieur au dernier jour où une société peut faire le choix prévu au paragraphe 185.1(2) relativement à une désignation excessive de dividende déter-

assess a person in respect of any amount payable under subsection (3) in respect of the designation, and the provisions of Division I of Part I (including, for greater certainty, the provisions in respect of interest payable) apply, with any modifications that the circumstances require, to an assessment made under this subsection as though it were made under section 152.

Rules applicable

(5) If under subsection (3) a corporation and 10 a shareholder have become jointly and severally, or solidarily, liable to pay part or all of the corporation's tax payable under this Part in respect of an excessive eligible dividend designation described in subsection (3), 15

(a) a payment at any time by the shareholder on account of the liability shall, to the extent of the payment, discharge their liability after that time; and

(b) a payment at any time by the corporation 20 on account of its liability shall discharge the shareholder's liability only to the extent of the amount determined by the formula

$$(A - B) \times C/D$$

where

A is the total of

(i) the amount of the corporation's liability, immediately before that time, under this Part in respect of the designation, and 30

(ii) the amount of the payment,

B is the amount of the corporation's liability, immediately before that time, under this Act,

C is the amount of the eligible dividend 35 received by the shareholder, and

D the total of all amounts each of which is a dividend in respect of which the designation was made.

(2) Subsection (1) applies to taxation years 40 that end after 2005 except that, in respect of a dividend paid before this Act is assented to,

miné, établir une cotisation à l'égard d'une personne concernant une somme à payer en vertu du paragraphe (3) relativement à la désignation. Dès lors, les dispositions de la 5 section I de la partie I, notamment celles portant sur les intérêts à payer, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute cotisation établie en vertu du présent paragraphe comme si elle avait été établie en application de l'article 10 152.

10

(5) Dans le cas où une société et un actionnaire sont solidairement tenus, par application du paragraphe (3), de payer tout ou partie de l'impôt à payer par la société en vertu de la présente partie relativement à une 15 désignation excessive de dividende déterminée visée à ce paragraphe, les règles suivantes s'appliquent :

Règles applicables

a) tout paiement fait par l'actionnaire à un moment donné au titre de l'obligation éteint 20 d'autant l'obligation après ce moment;

b) tout paiement fait par la société à un moment donné au titre de son obligation n'éteint l'obligation de l'actionnaire qu'à concurrence de la somme obtenue par la 25 formule suivante :

$$(A - B) \times C/D$$

où :

A représente le total des sommes suivantes :

(i) le montant de l'obligation de la 30 société en vertu de la présente partie, immédiatement avant ce moment, relativement à la désignation,

(ii) le montant du paiement,

B le montant de l'obligation de la société en 35 vertu de la présente loi immédiatement avant ce moment,

C le montant du dividende déterminé reçu par l'actionnaire,

D le total des sommes représentant chacune 40 un dividende au titre duquel la désignation a été effectuée.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après 2005. Toutefois, en ce qui concerne un 45

an election under subsection 185.1(2) of the Act, as enacted by subsection (1), is deemed to have been made in a timely manner if it is made on or before the day that is 30 months after the day on which this Act is assented to.

52. (1) Subsection 248(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“aggregate investment income”
«revenu de placement total»

“aggregate investment income” has the meaning assigned by subsection 129(4);

“eligible dividend”
«dividende déterminé»

“eligible dividend” has the meaning assigned by subsection 89(1);

“excessive eligible dividend designation”
«désignation excessive de dividende déterminé»

“excessive eligible dividend designation” has the meaning assigned by subsection 89(1);

“general rate income pool”
«compte de revenu à taux général»

“general rate income pool” has the meaning assigned by subsection 89(1);

“low rate income pool”
«compte de revenu à taux réduit»

“low rate income pool” has the meaning assigned by subsection 89(1);

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after 2005.

53. (1) Section 249 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Year end on status change

(3.1) If at any time a corporation becomes or ceases to be a Canadian-controlled private corporation, otherwise than because of an acquisition of control to which subsection (4) would, if this Act were read without reference to this subsection, apply,

dividende versé avant la date de sanction de la présente loi, le choix prévu au paragraphe 185.1(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, édicté par le paragraphe (1), est réputé avoir été fait dans le délai imparti s'il est fait au plus tard le jour qui suit de 30 mois cette date.

52. (1) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«compte de revenu à taux général» S'entend au sens du paragraphe 89(1).

«compte de revenu à taux général»
“general rate income pool”

«compte de revenu à taux réduit» S'entend au sens du paragraphe 89(1).

«compte de revenu à taux réduit»
“low rate income pool”

«désignation excessive de dividende déterminé» S'entend au sens du paragraphe 89(1).

«désignation excessive de dividende déterminé»
“excessive eligible dividend designation”

«dividende déterminé» S'entend au sens du paragraphe 89(1).

«dividende déterminé»
“eligible dividend”

«revenu de placement total» S'entend au sens du paragraphe 129(4).

«revenu de placement total»
“aggregate investment income”

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 20 années d'imposition se terminant après 2005.

53. (1) L'article 249 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) Si, à un moment donné, une société devient une société privée sous contrôle canadien, ou cesse de l'être, autrement qu'en raison d'une acquisition de contrôle à laquelle le paragraphe (4) s'appliquerait en l'absence du présent paragraphe, les règles suivantes s'appliquent :

Fin d'année —
changement de statut

(a) subject to paragraph (c), the corporation's taxation year that would, if this Act were read without reference to this subsection, include that time is deemed to end immediately before that time;

5

(b) a new taxation year of the corporation is deemed to begin at that time;

(c) notwithstanding subsections (1) and (3), the corporation's taxation year that would, if this Act were read without reference to this 10 subsection, have been its last taxation year that ended before that time is deemed instead to end immediately before that time if

(i) were this Act read without reference to this paragraph, that taxation year would, 15 otherwise than because of paragraph 128(1)(d), section 128.1 and paragraphs 142.6(1)(a) or 149(10)(a), have ended within the 7-day period that ended immediately before that time,

20

(ii) within that 7-day period no person or group of persons acquired control of the corporation, and the corporation did not become or cease to be a Canadian-controlled private corporation, and

25

(iii) the corporation elects, in its return of income under Part I for that taxation year to have this paragraph apply; and

(d) for the purpose of determining the corporation's fiscal period after that time, 30 the corporation is deemed not to have established a fiscal period before that time.

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after 2005.

54. (1) Section 260 of the Act is amended 35 by adding the following after subsection (1):

Eligible dividend

(1.1) This subsection applies to an amount if the amount is received by a person who is resident in Canada, the amount is deemed under subsection (5) to be a taxable dividend, and the 40 amount is either

a) sous réserve de l'alinéa c), l'année d'imposition de la société qui comprendrait ce moment en l'absence du présent paragraphe est réputée prendre fin immédiatement avant ce moment;

5

b) une nouvelle année d'imposition de la société est réputée commencer à ce moment;

c) malgré les paragraphes (1) à (3), l'année d'imposition de la société qui, en l'absence du présent paragraphe, aurait été sa dernière 10 année d'imposition ayant pris fin avant ce moment est réputée prendre fin immédiatement avant ce moment dans le cas où, à la fois :

(i) en l'absence du présent alinéa, cette 15 année d'imposition aurait pris fin dans la période de sept jours ayant pris fin immédiatement avant ce moment, autrement que par l'effet de l'alinéa 128(1)(d), de l'article 128.1 et des alinéas 142.6(1)(a) 20 ou 149(10)(a),

(ii) au cours de cette période de sept jours, aucune personne ni aucun groupe de personnes n'a acquis le contrôle de la société, et celle-ci n'est pas devenue une 25 société privée sous contrôle canadien ni n'a cessé de l'être,

(iii) la société fait le choix de se prévaloir du présent alinéa dans sa déclaration de revenu en vertu de la partie I pour cette 30 année d'imposition;

d) pour déterminer l'exercice de la société après ce moment, la société est réputée ne pas avoir fixé d'exercice avant ce moment.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 35 années d'imposition se terminant après 2005.

54. (1) L'article 260 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Le présent paragraphe s'applique à la 40 somme qui, à la fois, est reçue par une personne résidant au Canada, est réputée en vertu du paragraphe (5) être un dividende imposable et est reçue au titre :

Dividende déterminé

a) soit d'un dividende déterminé, au sens du 45 paragraphe 89(1);

(a) received as compensation for an eligible dividend, within the meaning assigned by subsection 89(1); or

(b) received as compensation for a taxable dividend (other than an eligible dividend) paid by a corporation to a non-resident shareholder in circumstances where it is reasonable to consider that the corporation would, if that shareholder were resident in Canada, have designated the dividend to be an eligible dividend under subsection 89(14).

(2) The portion of subsection 260(5) of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:

as compensation for a taxable dividend paid on a share of the capital stock of a public corporation that is a qualified security shall, to the extent of the amount of that dividend, be deemed to have been received as a taxable dividend and, if subsection (1.1) applies to the amount, as an eligible dividend on the share from the corporation.

(3) Subsections (1) and (2) apply to amounts received as compensation for dividends paid after 2005.

b) soit d'un dividende imposable (sauf un dividende déterminé) qu'une société verse à un actionnaire non-résident dans des circonstances où il est raisonnable de considérer que la société aurait désigné le dividende à titre de dividende déterminé selon le paragraphe 89(14) si l'actionnaire en cause résidait au Canada.

(2) Le passage du paragraphe 260(5) de la même loi suivant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

au titre d'un dividende imposable versé sur une action — qui est un titre admissible — du capital-actions d'une société publique est réputé reçu de celle-ci, jusqu'à concurrence du montant de ce dividende, à titre de dividende imposable sur l'action et, si le paragraphe (1.1) s'applique au montant, à titre de dividende déterminé sur l'action.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux sommes reçues au titre de dividendes versés après 2005.

PART 3

AMENDMENTS RELATING TO THE EXCISE DUTIES ON CANADIAN WINE AND BEER

EXCISE ACT, 2001

55. (1) Section 87 of the *Excise Act, 2001* is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a) and by adding the following after that paragraph:

(a.1) in the case of wine on which duty is not imposed because of paragraph 135(2)(a), before the wine is

- (i) removed from the licensee's premises,
- (ii) consumed, or
- (iii) made available for sale on the premises; and

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on July 1, 2006.

PARTIE 3

MODIFICATIONS CONCERNANT LES DROITS D'ACCISE SUR LA BIÈRE ET LE VIN CANADIENS

LOI DE 2001 SUR L'ACCISE

55. (1) L'article 87 de la *Loi de 2001 sur l'accise* est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) dans le cas du vin sur lequel aucun droit n'est imposé par l'effet de l'alinéa 135(2)a), préalablement à l'un des événements suivants :

- (i) sa sortie des locaux du titulaire de 30 licence,
- (ii) sa consommation,
- (iii) sa mise en vente dans ces locaux;

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006.

56. (1) Subsection 134(3) of the Act is replaced by the following:

Exceptions

- (3) Subsection (1) does not apply to
- (a) wine that is produced in Canada and composed wholly of agricultural or plant product grown in Canada; and
 - (b) wine that is produced by an individual for their personal use and that is consumed in the course of that use.

(2) Subsection (1) applies to wine taken for use after June 2006.

57. (1) Paragraph 135(2)(a) of the Act is replaced by the following:

- (a) produced in Canada and composed wholly of agricultural or plant product grown in Canada;
- (a.1) produced and packaged by an individual for their personal use; or

(2) Subsection (1) applies to wine packaged after June 2006.

56. (1) Le paragraphe 134(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exceptions

- (3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :
- a) au vin produit au Canada qui est composé entièrement de produits agricoles ou végétaux cultivés au Canada;
 - b) au vin qu'un particulier produit pour son usage personnel et qui est consommé à cette fin.

(2) Le paragraphe (1) s'applique au vin utilisé pour soi après juin 2006.

57. (1) L'alinéa 135(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- a) au vin produit au Canada qui est composé entièrement de produits agricoles ou végétaux cultivés au Canada;
- a.1) au vin produit et emballé par un particulier pour son usage personnel;

(2) Le paragraphe (1) s'applique au vin emballé après juin 2006.

R.S., c. E-14

EXCISE ACT

58. (1) Section 2 of the *Excise Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

“person”
« personne »

“person” means an individual, a partnership, a corporation, a trust, the estate of a deceased individual, a government or a body that is a society, a union, a club, an association, a commission or another organization of any kind;

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on July 1, 2006.

59. (1) The Act is amended by adding the following after section 2.1:

Related persons

2.2 For the purposes of this Act, persons are related to each other if they are related persons within the meaning of subsections 251(2) to (6) of the *Income Tax Act*, except that

- (a) a reference in those subsections to “corporation” shall be read as a reference to “corporation or partnership”; and

LOI SUR L'ACCISE

L.R., ch. E-14

58. (1) L'article 2 de la *Loi sur l'accise* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« personne » Particulier, société de personnes, personne morale, fiducie, succession ou administration, ainsi que l'organisme qui est un syndicat, un club, une association, une commission ou autre organisation.

« personne »
“person”

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006.

59. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 2.1, de ce qui suit :

2.2 Pour l'application de la présente loi, des personnes sont liées entre elles si elles sont des personnes liées au sens des paragraphes 251(2) à (6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Toutefois :

- a) la mention « société » à ces paragraphes vaut mention de « personne morale ou société de personnes »;

Personnes liées

40

(b) a reference in those subsections to “shares” or “shareholders” shall, in respect of a partnership, be read as a reference to “rights” or “partners”, respectively.

b) les mentions « actions » et « actionnaires » à ces paragraphes valent mention respectivement, en ce qui concerne les sociétés de personnes, de « droits » et d’« associés ».

Associated persons

2.3 (1) For the purposes of this Act, a particular corporation is associated with another corporation if, by reason of subsections 256(1) to (6) of the *Income Tax Act*, the particular corporation is associated with the other corporation for the purposes of that Act.

2.3 (1) Les paragraphes 256(1) à (6) de la *Loi de l’impôt sur le revenu* s’appliquent lorsqu’il s’agit d’établir si des personnes morales sont associées pour l’application de la présente loi.

Personnes morales associées

Corporations controlled by same person or group

(2) For the purposes of this Act, a person other than a corporation is associated with a particular corporation if the particular corporation is controlled by the person or by a group of persons of which the person is a member and each of whom is associated with each of the others.

(2) Pour l’application de la présente loi, une personne autre qu’une personne morale est associée à une personne morale si elle la contrôle, seule ou avec un groupe de personnes associées les unes aux autres dont elle est membre.

Personne associée à une personne morale

Partnership or trust

(3) For the purposes of this Act, a person is associated with

(3) Pour l’application de la présente loi, une personne est associée :

Personne associée à une société de personnes ou une fiducie

(a) a partnership if the total of the shares of the profits of the partnership to which the person and all other persons who are associated with the person are entitled is more than half of the total profits of the partnership, or would be more than half of the total profits of the partnership if it had profits; and

a) à une société de personnes si le total des parts sur les bénéfices de celle-ci auxquelles la personne et les personnes qui lui sont associées ont droit représente plus de la moitié des bénéfices totaux de la société ou le représenterait si celle-ci avait des bénéfices;

25

(b) a trust if the total of the values of the interests in the trust of the person and all other persons who are associated with the person is more than half of the total value of all interests in the trust.

b) à une fiducie si la valeur globale des participations dans celle-ci qui appartiennent à la personne et aux personnes qui lui sont associées représente plus de la moitié de la valeur globale de l’ensemble des participations dans la fiducie.

30

Association with third person

(4) For the purposes of this Act, a person is associated with another person if each of them is associated with the same third person.

(4) Pour l’application de la présente loi, des personnes sont associées l’une à l’autre si chacune d’elles est associée à un tiers.

Personnes associées à un tiers

Exception

2.4 If a corporation that is a licensed brewer would otherwise be related to another corporation that is also a licensed brewer by reason that the corporations are controlled by individuals connected by blood relationship, marriage or common-law partnership or adoption, the corporations are deemed not to be related for the purposes of section 170.1 if it is established that they deal with each other at arm’s length.

2.4 Les personnes morales — étant chacune des brasseurs munis de licence — qui seraient liées par ailleurs du fait qu’elles sont contrôlées par des particuliers unis par les liens du sang, du mariage, d’une union de fait ou de l’adoption sont réputées ne pas être liées pour l’application de l’article 170.1 s’il est établi qu’elles n’ont entre elles aucun lien de dépendance.

Exception

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on July 1, 2006.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006.

60. (1) Subsection 170(1) of the Act is replaced by the following:

Duties

170. (1) There shall be imposed, levied and collected on every hectolitre of beer or malt liquor the duties of excise set out in Part II of the schedule, which duties shall be paid to the collector as provided in this Act.

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on July 1, 2006.

61. (1) The Act is amended by adding the following after section 170:

Reduced rates —
production

170.1 (1) With respect to the first 75,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada per year by a licensed brewer and any person related or associated with the brewer, there shall be imposed, levied and collected on each of those hectolitres the duties of excise set out in Part II.1 of the schedule, which duties shall be paid to the collector as provided in this Act, and section 170 does not apply to those hectolitres.

Reduced rates —
packaging

(2) If the beer or malt liquor described by subsection (1) is packaged by a licensed brewer (in this subsection, referred to as the “packaging brewer”) other than the licensed brewer or related or associated person referred to in that subsection, there shall be imposed, levied and collected on every hectolitre of beer or malt liquor packaged by the packaging brewer duties of excise at the rates that applied to the beer or malt liquor under subsection (1).

Exclusion of
exports and de-
alcoholized beer

(3) In subsection (1), the reference to “first 75,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada” does not include

(a) beer or malt liquor that is exported or deemed to be exported under section 173; and

(b) beer or malt liquor containing not more than 0.5 % absolute ethyl alcohol by volume.

Treatment of
contract
production

(4) If, at any time, beer or malt liquor is brewed by a licensed brewer for another licensed brewer under an agreement with the other brewer, subsection (1) applies as though it

60. (1) Le paragraphe 170(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Droits

170. (1) Sont imposés, prélevés et perçus, sur chaque hectolitre de bière ou de liqueur de malt, les droits d'accise établis à la partie II de l'annexe, lesquels sont payés au receveur de la manière prévue par la présente loi.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006.

61. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 170, de ce qui suit :

Taux réduits —
production

170.1 (1) En ce qui concerne les 75 000 premiers hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada par année par un brasseur muni de licence et toute personne qui lui est liée ou associée, sont imposés, prélevés et perçus, sur chacun de ces hectolitres, les droits d'accise établis à la partie II.1 de l'annexe, lesquels sont payés au receveur de la manière prévue par la présente loi. L'article 170 ne s'applique pas à ces hectolitres.

Taux réduits —
emballage

(2) Si la bière ou la liqueur de malt visée au paragraphe (1) est emballée par un brasseur muni de licence (appelé « emballeur » au présent paragraphe), autre que le brasseur ou la personne liée ou associée visés à ce paragraphe, sont imposés, prélevés et perçus, sur chaque hectolitre de bière ou de liqueur de malt emballés par l'emballeur, des droits d'accise calculés aux taux applicables à la bière ou à la liqueur de malt selon le paragraphe (1).

Exclusion —
exportations et
bière
désalcoolisée

(3) Sont exclues des 75 000 premiers hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada dont il est question au paragraphe (1) :

a) la bière ou la liqueur de malt qui est exportée, ou réputée être exportée, selon l'article 173;

b) la bière ou la liqueur de malt contenant au plus 0,5 % d'alcool éthylique absolu par volume.

40

Fabrication
contractuelle

(4) Le paragraphe (1) s'applique à la bière ou à la liqueur de malt qu'un brasseur muni de licence brasse, à un moment donné, pour le compte d'un autre brasseur muni de licence aux termes d'un accord conclu avec ce dernier comme si elle avait été brassée par le brasseur

had been brewed by the brewer who has brewed the greater volume of beer and malt liquor during the year up to that time.

Election for related or associated licensees

(5) If a licensed brewer is related or associated with one or more other licensed brewers, each of the brewers must file with the Minister an election in a form and manner satisfactory to the Minister that allocates the 75,000 hectolitre quantity amongst the brewers. The election must be filed no later than the 10 filing due date of the first return in which the brewer reports duties that are imposed, levied and collected under subsection (1).

Brewer formed by business combination

(6) For the purposes of this section, if, in a year, two or more brewers (each of which is 15 referred to in this subsection as a “predecessor brewer”) are amalgamated, merged or otherwise combined to form a new brewer, the following rules apply:

(a) the aggregate production of beer and malt 20 liquor of the new and predecessor brewers for that year will be used for the purposes of applying subsection (1);

(b) the new brewer must determine the amount of duty that would have been 25 imposed, levied and collected under subsection (1) on the aggregate production; and

(c) the new brewer is liable for and must, within 60 days of the combination, report and pay any difference between the amount 30 calculated under paragraph (b) and the amounts paid by the predecessor brewers.

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on July 1, 2006, except that, for 2006, every reference to “75,000” in section 35 170.1 of the Act, as enacted by subsection (1), shall be read as a reference to “37,500”.

62. (1) The schedule to the Act is amended by replacing the reference “(Sections 135, 170, 185 and 200)” after the 40 heading “SCHEDULE” with the reference “(Sections 135, 170, 170.1, 185 and 200)”.

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on July 1, 2006.

ayant brassé la plus grande quantité de bière et de liqueur de malt au cours de l’année jusqu’à ce moment.

(5) Les brasseurs munis de licence qui sont 5 liés ou associés les uns aux autres sont chacun tenus de présenter au ministre, en la forme et selon les modalités qu’il estime acceptables, un document faisant état de leur choix quant à la répartition entre eux de la quantité de 75 000 hectolitres. Ce document doit être produit au 10 plus tard à la date d’échéance de production de la première déclaration dans laquelle le brasseur déclare les droits qui sont imposés, prélevés et perçus en vertu du paragraphe (1).

Choix — titulaires de licence liés ou associés

(6) Pour l’application du présent article, 15 lorsque plusieurs brasseurs (appelés chacun « brasseur remplacé » au présent paragraphe) se sont fusionnés, unifiés ou autrement regroupés au cours d’une année pour former un nouveau brasseur, les règles suivantes s’appli- 20 quent :

a) la production globale de bière et de liqueur de malt du nouveau brasseur et des brasseurs remplacés pour l’année est utilisée pour l’application du paragraphe (1); 25

b) le nouveau brasseur est tenu de déterminer les droits qui auraient été imposés, prélevés et perçus en vertu du paragraphe (1) sur la production globale;

c) le nouveau brasseur est redevable du 30 montant de tout écart entre la somme calculée selon l’alinéa b) et les sommes payées par les brasseurs remplacés et est tenu de le déclarer, et de le payer, dans les 60 jours suivant le regroupement. 35

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006. Toutefois, en ce qui concerne 2006, la mention « 75 000 » à l’article 170.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), vaut mention de « 37 500 ». 40

62. (1) La mention « (articles 135, 170, 185 et 200) » qui suit le titre « ANNEXE » de la même loi est remplacée par « (articles 135, 170, 170.1, 185 et 200) ».

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré 45 en vigueur le 1^{er} juillet 2006.

Brasseur issu d’un regroupement d’entreprises

63. (1) The schedule to the Act is amended by adding the following after Part II:

II.1 CANADIAN BEER

1. On the first 2,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada,
 - (a) if it contains more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$3.122 per hectolitre;
 - (b) if it contains more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume but not more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$1.561 per hectolitre; and
 - (c) if it contains not more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume, \$0.2591 per hectolitre.
2. On the next 3,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada,
 - (a) if it contains more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$6.244 per hectolitre;
 - (b) if it contains more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume but not more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$3.122 per hectolitre; and
 - (c) if it contains not more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume, \$0.5182 per hectolitre.
3. On the next 10,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada,
 - (a) if it contains more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$12.488 per hectolitre;
 - (b) if it contains more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume but not more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$6.244 per hectolitre; and
 - (c) if it contains not more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume, \$1.0364 per hectolitre.
4. On the next 35,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada,

63. (1) L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, après la partie II, de ce qui suit :

II.1 BIÈRE CANADIENNE

1. Sur les 2 000 premiers hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada :
 - a) contenant plus de 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 3,122 \$ l'hectolitre;
 - b) contenant plus de 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, mais au plus 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 1,561 \$ l'hectolitre;
 - c) contenant au plus 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, 0,2591 \$ l'hectolitre.
2. Sur la tranche suivante de 3 000 hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada :
 - a) contenant plus de 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 6,244 \$ l'hectolitre;
 - b) contenant plus de 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, mais au plus 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 3,122 \$ l'hectolitre;
 - c) contenant au plus 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, 0,5182 \$ l'hectolitre.
3. Sur la tranche suivante de 10 000 hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada :
 - a) contenant plus de 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 12,488 \$ l'hectolitre;
 - b) contenant plus de 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, mais au plus 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 6,244 \$ l'hectolitre;
 - c) contenant au plus 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, 1,0364 \$ l'hectolitre.
4. Sur la tranche suivante de 35 000 hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada :

(a) if it contains more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$21.854 per hectolitre;

(b) if it contains more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume but not more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$10.927 per hectolitre; and

(c) if it contains not more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume, \$1.8137 per hectolitre.

10

5. On the next 25,000 hectolitres of beer and malt liquor brewed in Canada,

(a) if it contains more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$26.537 per hectolitre;

15

(b) if it contains more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume but not more than 2.5% absolute ethyl alcohol by volume, \$13.269 per hectolitre; and

(c) if it contains not more than 1.2% absolute ethyl alcohol by volume, \$2.2024 per hectolitre.

20

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on July 1, 2006, except that, for 2006,

(a) the reference to “35,000” in section 4 of Part II.1 of the schedule to the Act, as enacted by subsection (1), shall be read as a reference to “22,500”; and

(b) section 5 of Part II.1 of the schedule to the Act, as enacted by subsection (1), does not apply.

30

a) contenant plus de 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 21,854 \$ l'hectolitre;

b) contenant plus de 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, mais au plus 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 10,927 \$ l'hectolitre;

c) contenant au plus 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, 1,8137 \$ l'hectolitre.

5. Sur la tranche suivante de 25 000 hectolitres de bière et de liqueur de malt brassés au Canada :

a) contenant plus de 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 26,537 \$ l'hectolitre;

b) contenant plus de 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, mais au plus 2,5 % d'alcool éthylique absolu par volume, 13,269 \$ l'hectolitre;

c) contenant au plus 1,2 % d'alcool éthylique absolu par volume, 2,2024 \$ l'hectolitre.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006. Toutefois, en ce qui concerne 2006 :

a) la mention « 35 000 » à l'article 4 de la partie II.1 de l'annexe de la même loi, édicté par le paragraphe (1), vaut mention de « 22 500 »;

b) l'article 5 de la partie II.1 de l'annexe de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas.

MAIL  POSTE	
<small>Canada Post Corporation / Société canadienne des postes</small>	
<small>Postage Paid</small>	<small>Port payé</small>
Letter mail	Poste-lettre
1782711	
Ottawa	

If undelivered, return COVER ONLY to:
 Publishing and Depository Services
 Public Works and Government Services Canada
 Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
 Les Éditions et Services de dépôt
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
 Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
 Publishing and Depository Services
 Public Works and Government Services Canada
 Ottawa, Ontario K1A 0S5
 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
 Les Éditions et Services de dépôt
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 Ottawa (Ontario) K1A 0S5
 Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-29

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-29

An Act to amend the Air Canada Public Participation Act

FIRST READING, OCTOBER 18, 2006

THE MINISTER OF TRANSPORT, INFRASTRUCTURE
AND COMMUNITIES

C-29

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-29

Loi modifiant la Loi sur la participation publique au capital
d'Air Canada

PREMIÈRE LECTURE LE 18 OCTOBRE 2006

LE MINISTRE DES TRANSPORTS, DE
L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS



SUMMARY

This enactment extends the application of the *Official Languages Act* to certain affiliates of Air Canada and deems the articles of ACE Aviation Holdings Inc. to include provisions respecting the location of its head office and the right of persons to communicate with that corporation in both official languages.

SOMMAIRE

Le texte assujettit aux obligations prévues par la *Loi sur les langues officielles* certaines des entités du groupe d'Air Canada et prévoit que les statuts de la société Gestion ACE Aviation Inc. sont réputés contenir des dispositions sur le lieu du siège social de celle-ci et sur le droit des personnes qui communiquent avec elle d'utiliser l'une ou l'autre des langues officielles.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-29

PROJET DE LOI C-29

An Act to amend the Air Canada Public
Participation Act

Loi modifiant la Loi sur la participation
publique au capital d'Air Canada

R.S., c. 35
(4th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

L.R., ch. 35
(4^e suppl.)

1994, c. 24,
par. 34(1)(a)(F)

**1. The long title of the *Air Canada Public
Participation Act* is replaced by the following:**

**1. Le titre intégral de la *Loi sur la
participation publique au capital d'Air Canada*
est remplacé par ce qui suit :**

1994, ch. 24,
al. 34(1)a)(F)

An Act respecting Air Canada and its affiliates

Loi concernant Air Canada et les entités de son
groupe

**2. Section 1 of the Act is replaced by the
following:**

**2. L'article 1 de la même loi est remplacé
par ce qui suit :**

10

Short title

**1. This Act may be cited as the *Air Canada
and Its Affiliates Act*.**

**1. *Loi sur Air Canada et les entités de son
groupe*.**

Titre abrégé

**3. The heading before section 2 of the Act
is replaced by the following:**

**3. L'intertitre précédant l'article 2 de la
même loi est remplacé par ce qui suit :**

PART 1

PARTIE 1

INTERPRETATION AND APPLICATION

DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

**4. The heading before section 4 of the Act
is replaced by the following:**

**4. L'intertitre précédant l'article 4 de la 15
même loi est remplacé par ce qui suit :**

PART 2

PARTIE 2

AIR CANADA

AIR CANADA

TRANSFER OF SHARES TO MINISTER

TRANSFERT D' ACTIONS AU MINISTRE

**5. The headings before section 11 of the 15
Act are replaced by the following:**

**5. Les intertitres précédant l'article 11 de
la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

	PART 3 AFFILIATES	PARTIE 3 ENTITÉS DU GROUPE DE LA SOCIÉTÉ	
Official Languages Act	10.2 (1) Subject to subsections (4) to (6), the <i>Official Languages Act</i> applies to any affiliate of the Corporation in respect of any undertaking that the affiliate owns or operates and that comes within the legislative authority of Parliament in respect of aeronautics, including any undertaking designated under subsection (2).	10.2 (1) Sous réserve des paragraphes (4) à (6), la <i>Loi sur les langues officielles</i> s'applique aux entités du groupe de la Société à l'égard de toutes les entreprises relevant de la compétence législative du Parlement en matière d'aéronautique qu'elles exploitent ou dont elles sont propriétaires, notamment celles qui sont désignées en vertu du paragraphe (2).	<i>Loi sur les langues officielles</i>
Regulation	(2) For the purposes of subsection (1), the Governor in Council may, by regulation, designate any undertaking that is owned or operated by any affiliate of the Corporation and that comes within the legislative authority of Parliament in respect of aeronautics.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner toute entreprise relevant de la compétence législative du Parlement en matière d'aéronautique qui est exploitée par une entité du groupe de la Société ou qui appartient à une telle entité.	Règlement
Designation ceases	(3) A designation of any undertaking made under subsection (2) ceases to have effect upon the undertaking no longer being owned or operated by any affiliate of the Corporation or upon its no longer coming within the legislative authority of Parliament in respect of aeronautics.	(3) La désignation effectuée en vertu du paragraphe (2) cesse d'avoir effet dès que l'entreprise en cause ne relève plus de la compétence législative du Parlement en matière d'aéronautique ou n'est plus exploitée par une entité du groupe de la Société ou n'appartient plus à une telle entité.	Cessation d'effet
Limitation	(4) Only Parts IV, VIII, IX and X of the <i>Official Languages Act</i> apply in respect of (a) the air service undertaking owned and operated by Jazz Air Limited Partnership, a limited partnership registered on September 13, 2004 under the laws of the Province of Quebec; and (b) any new undertaking that provides air services.	(4) Seules les parties IV, VIII, IX et X de la <i>Loi sur les langues officielles</i> s'appliquent aux entreprises suivantes : a) l'entreprise de services aériens qui appartient à la société en commandite Jazz Air, enregistrée le 13 septembre 2004 sous le régime des lois du Québec, et qui est exploitée par celle-ci; b) les nouvelles entreprises qui offrent des services aériens.	Restriction
Acquired new undertakings	(5) With respect to a new undertaking that is acquired after the day on which this section comes into force, the Parts of the <i>Official Languages Act</i> referred to in subsection (4) commence to apply after the expiry of one year, or any longer period that the Minister may fix, after the day on which the new undertaking is acquired.	(5) Dans le cas d'une nouvelle entreprise acquise après l'entrée en vigueur du présent article, les parties de la <i>Loi sur les langues officielles</i> mentionnées au paragraphe (4) ne s'appliquent qu'à l'expiration d'un an, ou du délai supérieur fixé par le ministre, après l'acquisition.	Application différée
Exceptions	(6) This section does not apply in respect of (a) an undertaking that is owned or operated by an affiliate of the Corporation other than	(6) Le présent article ne s'applique pas aux entreprises suivantes :	Exception

(i) ACE Aviation Holdings Inc., a body corporate incorporated on June 29, 2004 under the *Canada Business Corporations Act*,

(ii) a body corporate or a partnership controlled by ACE Aviation Holdings Inc., or

(iii) a partnership controlled by a person controlled by ACE Aviation Holdings Inc.;

(b) an undertaking, other than the undertaking referred to in paragraph (4)(a), that was owned or operated on April 1, 2003 by an affiliate of the Corporation and that continued to be owned or operated by an affiliate of the Corporation on the day on which this section came into force;

(c) a new undertaking that does not provide air services; or

(d) a new undertaking that provides air services exclusively outside Canada.

(7) For the purpose of this section,

(a) a body corporate is affiliated with another body corporate if one of them is controlled by the other or both are controlled by the same person;

(b) if two bodies corporate are affiliated with the same body corporate at the same time, they are deemed to be affiliated with each other;

(c) a partnership is affiliated with another partnership or with a body corporate if one of them controls the other or both are controlled by the same person;

(d) if two partnerships are affiliated with the same partnership at the same time, they are deemed to be affiliated with each other;

(e) if a body corporate and a partnership are affiliated with the same body corporate or partnership at the same time, they are deemed to be affiliated with each other; and

a) toute entreprise dont une entité du groupe de la Société est le propriétaire ou l'exploitant, à l'exclusion des entités suivantes :

(i) la société de portefeuille Gestion ACE Aviation Inc., constituée le 29 juin 2004 sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*,

(ii) les personnes morales et sociétés de personnes contrôlées par cette société de portefeuille,

(iii) les sociétés de personnes contrôlées par une personne elle-même contrôlée par cette société de portefeuille;

b) toute entreprise, à l'exception de l'entreprise visée à l'alinéa (4)a), dont le propriétaire ou l'exploitant était, le 1^{er} avril 2003, une entité du groupe de la Société et dont une telle entité était toujours le propriétaire ou l'exploitant à la date d'entrée en vigueur du présent article;

c) toute nouvelle entreprise qui n'offre aucun service aérien;

d) toute nouvelle entreprise qui n'offre des services aériens qu'à l'étranger.

(7) Pour l'application du présent article :

a) des personnes morales sont du même groupe si l'une contrôle l'autre ou si toutes deux sont contrôlées par la même personne;

b) si deux personnes morales sont du groupe d'une même personne morale au même moment, elles sont réputées être du même groupe;

c) une société de personnes est du groupe d'une autre société de personnes ou d'une personne morale si l'une d'elles contrôle l'autre ou si chacune d'elles est contrôlée par la même personne;

d) si deux sociétés de personnes sont du groupe d'une même société de personnes au même moment, elles sont réputées être du même groupe;

(f) if a body corporate is affiliated with another body corporate and with a partnership at the same time, the other body corporate and the partnership are deemed to be affiliated with each other.

5

e) si une société de personnes et une personne morale sont du groupe d'une même société de personnes ou personne morale au même moment, elles sont réputées être du même groupe;

5

f) si une personne morale est du groupe d'une autre personne morale et d'une société de personnes au même moment, cette autre personne morale et la société de personnes sont réputées être du même groupe.

10

Control

(8) For the purpose of this section,

(8) Pour l'application du présent article :

Contrôle

(a) a body corporate is controlled by a person if

a) une personne morale est contrôlée par une personne si :

(i) securities of the body corporate to which are attached more than 50% of the 10 votes that may be cast to elect directors of the body corporate are held, directly or indirectly, whether by one or more affiliates or otherwise, and other than by way of security only, by or for the benefit of the 15 person, and

(i) d'une part, des valeurs mobilières de la personne morale conférant plus de cinquante pour cent des votes qui peuvent être exercés lors de l'élection des administrateurs de la personne morale en question sont détenues, directement ou indirectement, notamment par l'intermédiaire d'une 20 ou de plusieurs entités de son groupe, autrement qu'à titre de garantie uniquement, par la personne ou pour son bénéfice,

(ii) the votes attached to those securities are sufficient, if exercised, to elect a majority of the directors of the body corporate;

20

(ii) d'autre part, les votes que comportent 25 ces valeurs mobilières sont suffisants pour élire une majorité des administrateurs de la personne morale;

(b) a partnership, other than a limited partnership, is controlled by a person if more than 50% of the ownership interests, however designated, into which the partnership is divided are beneficially owned by the person 25 and the person is able to direct the business and affairs of the partnership; and

b) une société de personnes, autre qu'une société en commandite, est contrôlée par la 30 personne qui en détient, à titre de véritable propriétaire, plus de cinquante pour cent des titres de participation — quelle qu'en soit la désignation — et qui a la capacité d'en diriger tant l'activité commerciale que les affaires 35 internes;

(c) a limited partnership is controlled by its general partner.

c) la société en commandite est contrôlée par le commandité.

Definitions

(9) The following definitions apply in this 30 section.

(9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

40

Définitions

"air service"
« service
aérien »

"air service" has the same meaning as in subsection 55(1) of the *Canada Transportation Act* and includes incidental services.

« client » Personne qui utilise ou a l'intention d'utiliser, à titre de passager, d'expéditeur ou de consignataire, un service aérien offert par une entité du groupe de la Société.

« client »
"customer"

« expéditeur » S'entend au sens de l'article 6 de 45 la *Loi sur les transports au Canada*.

« expéditeur »
"shipper"

<p>“customer” « client »</p>	<p>“customer” means, in respect of an affiliate of the Corporation, a passenger, shipper or consignee using or intending to use an air service provided or made available by the affiliate.</p>	<p>« nouvelle entreprise » Entreprise créée ou acquise après la date d’entrée en vigueur du présent article par une entité du groupe de la Société, à l’exclusion de l’entreprise qui offre à la place de la Société ou d’une entité du groupe de celle-ci des services qui étaient offerts jusqu’alors par l’une ou l’autre.</p>	<p>« nouvelle entreprise » “new undertaking”</p>
<p>“incidental services” « services connexes »</p>	<p>“incidental services” includes, in respect of an affiliate of the Corporation,</p> <p>(a) ticketing and reservation services;</p> <p>(b) information, including notices and announcements, that it publishes or causes to be published to inform its customers in respect of its routes or tariffs;</p> <p>(c) services provided or made available to customers at an airport, including the control of passengers embarking and disembarking aircraft, announcements directed at customers and counter services; and</p> <p>(d) services related to baggage or freight claims and client relations.</p>	<p>« service aérien » S’entend au sens du paragraphe 55(1) de la <i>Loi sur les transports au Canada</i>. Sont assimilés à des services aériens les services connexes.</p> <p>« services connexes » S’entend notamment, s’agissant d’une entité du groupe de la Société :</p> <p>a) des services de billetterie et de réservation;</p> <p>b) des renseignements relatifs aux trajets et aux tarifs — notamment les avis et annonces — qu’elle publie ou fait publier à l’intention de ses clients;</p> <p>c) des services qu’elle offre à ses clients à l’aéroport, notamment le contrôle des passagers à l’embarquement et au débarquement, les annonces faites aux clients et les services au comptoir;</p> <p>d) de la procédure applicable à la réclamation des bagages ou du fret et des services à la clientèle.</p>	<p>« service aérien » “air service”</p> <p>« services connexes » “incidental services”</p>
<p>“new undertaking” « nouvelle entreprise »</p>	<p>“new undertaking” means an undertaking that is created or acquired by an affiliate of the Corporation after the day on which this section comes into force and that does not replace the Corporation or any of its affiliates in the provision of services that were on that day being provided by the Corporation or affiliate.</p>	<p>« trajet » Trajet emprunté par un service aérien d’une entité du groupe de la Société dans les deux directions entre la tête de ligne et le 30 terminus du service, et qui est effectué entre ces deux points, avec ou sans escale, par le même aéronef.</p>	<p>« trajet » “route”</p>
<p>“route” « trajet »</p>	<p>“route” means, in respect of an affiliate of the Corporation, a route on which the affiliate provides a two-way air service between the starting and finishing points of that service by a single conveyance, with or without intermediate stops.</p>	<p>“shipper” has the same meaning as in section 6 of the <i>Canada Transportation Act</i>.</p>	
<p>“shipper” « expéditeur »</p>	<p>PART 4</p> <p>ACE AVIATION HOLDINGS INC.</p> <p>10.3 The articles of ACE Aviation Holdings Inc., a body corporate incorporated on June 29, 2004 under the <i>Canada Business Corporations Act</i>, are deemed to contain</p> <p>(a) provisions requiring ACE Aviation Holdings Inc. to ensure that any member of the public can communicate in either official language with and obtain available services from</p>	<p>PARTIE 4</p> <p>SOCIÉTÉ DE PORTEFEUILLE GESTION ACE AVIATION INC.</p> <p>10.3 Les statuts de la société de portefeuille Gestion ACE Aviation Inc., constituée le 29 juin 2004 sous le régime de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>, sont réputés contenir :</p> <p>a) des dispositions l’obligeant à garantir au public le droit de communiquer avec son siège social et d’en recevoir les services dans l’une ou l’autre des langues officielles, cette obligation valant également pour tous autres</p>	<p>Présomption relative aux statuts</p>
<p>Articles deemed to contain provisions</p>			

	<p>(i) its head office, and</p> <p>(ii) any of its other offices or facilities where there is a significant demand for communications with and services from that office or facility in both official languages, having regard to the public served; and</p> <p>(b) provisions specifying that the head office of ACE Aviation Holdings Inc. is to be situated in the Greater Montreal area.</p>	<p>lieux où elle offre des services et où l'emploi des deux langues officielles fait l'objet d'une demande importante eu égard au public à servir;</p> <p>b) des dispositions qui indiquent que son siège social est situé dans la région métropolitaine de Montréal.</p>	
Restriction on amendment	<p>10.4 ACE Aviation Holdings Inc. and its shareholders and directors shall not</p> <p>(a) apply for continuance of ACE Aviation Holdings Inc. in another jurisdiction; or</p> <p>(b) make any articles or by-laws inconsistent with this Act or the provisions deemed to be contained in its articles by section 10.3.</p>	<p>10.4 Ni Gestion ACE Aviation Inc. ni ses actionnaires et administrateurs ne peuvent :</p> <p>a) demander sa prorogation sous le régime d'une autre autorité législative;</p> <p>b) établir des statuts ou des règlements administratifs incompatibles avec la présente loi ou les dispositions mentionnées à l'article 10.3.</p>	Restrictions quant à la modification des statuts
	PART 5	PARTIE 5	
	TRANSITIONAL, CONSEQUENTIAL, REPEAL AND COMING INTO FORCE PROVISIONS	DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR	
	TRANSITIONAL	DISPOSITIONS TRANSITOIRES	
Complaints	<p>6. (1) A complaint that was made against Air Canada under the <i>Official Languages Act</i> in respect of an act or omission that occurred on or before September 30, 2004 in relation to the operations of a division of Air Canada that became an undertaking owned and operated by an affiliate of Air Canada on that date and that remained unresolved on that date is to be dealt with as though the affiliate had committed the act or omission.</p>	<p>6. (1) Les plaintes déposées contre Air Canada sous le régime de la <i>Loi sur les langues officielles</i> à l'égard de tout fait — acte ou omission — survenu au plus tard le 30 septembre 2004 dans le cadre des activités de tout secteur d'Air Canada devenu à cette date une entreprise appartenant à une entité du groupe d'Air Canada ou exploitée par elle et qui restent pendantes à cette date sont traitées comme si le fait avait été attribué à cette entité.</p>	Plaintes
Affiliation	<p>(2) For the purpose of subsection (1), the provisions of section 10.2 of the <i>Air Canada and Its Affiliates Act</i> apply in the determination of whether an entity is an affiliate of Air Canada.</p>	<p>(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'appartenance d'une entité au groupe d'Air Canada est régie par les règles énoncées à l'article 10.2 de la <i>Loi sur Air Canada et les entités de son groupe</i>.</p>	Appartenance au groupe
Coming into force	<p>7. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.</p>	<p>7. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.</p>	Entrée en vigueur

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

Air Canada Public Participation Act

Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada

Clause 1: Existing text of the long title:

Article 1 : Texte du titre intégral :

An Act to provide for the continuance of Air Canada under the Canada Business Corporations Act and for the issuance and sale of shares thereof to the public

Loi prévoyant la prorogation d'Air Canada sous le régime de la Loi canadienne sur les sociétés par actions ainsi que l'émission et la vente de ses actions au public

Clause 2: Existing text of section 1:

Article 2 : Texte de l'article 1 :

1. This Act may be cited as the *Air Canada Public Participation Act*.

1. *Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada*.

Clause 3: Existing text of the heading:

Article 3 : Texte de l'intertitre :

INTERPRETATION AND APPLICATION

DÉFINITIONS ET APPLICATION

Clause 4: Existing text of the heading:

Article 4 : Texte de l'intertitre :

TRANSFER OF SHARES TO MINISTER

TRANSFERT D' ACTIONS AU MINISTRE

Clause 5: Existing text of the headings:

Article 5 : Texte des intertitres :

TRANSITIONAL, CONSEQUENTIAL, REPEAL AND COMING INTO
FORCE PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES,
ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

56
C-30

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-30

An Act to amend the Canadian Environmental Protection Act,
1999, the Energy Efficiency Act and the Motor Vehicle
Fuel Consumption Standards Act (Canada's Clean Air
Act)

FIRST READING, OCTOBER 19, 2006

THE MINISTER OF THE ENVIRONMENT

C-30

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-30

Loi modifiant la Loi canadienne sur la protection de
l'environnement (1999), la Loi sur l'efficacité énergétique
et la Loi sur les normes de consommation de carburant des
véhicules automobiles (Loi canadienne sur la qualité de
l'air)

PREMIÈRE LECTURE LE 19 OCTOBRE 2006

LA MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT



SUMMARY

Part 1 of this enactment amends the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* to promote the reduction of air pollution and the quality of outdoor and indoor air. It enables the Government of Canada to regulate air pollutants and greenhouse gases, including establishing emission-trading programs, and expands its authority to collect information about substances that contribute or are capable of contributing to air pollution. Part 1 also enacts requirements that the Ministers of the Environment and Health establish air quality objectives and publicly report on the attainment of those objectives and on the effectiveness of the measures taken to achieve them.

Part 2 of this enactment amends the *Energy Efficiency Act* to

- (a) clarify that classes of energy-using products may be established based on their common energy-consuming characteristics, the intended use of the products or the conditions under which the products are normally used;
- (b) require that all interprovincial shipments of energy-using products meet the requirements of that Act;
- (c) require dealers to provide prescribed information respecting the shipment or importation of energy-using products to the Minister responsible for that Act;
- (d) provide for the authority to prescribe as energy-using products manufactured products, or classes of manufactured products, that affect or control energy consumption; and
- (e) broaden the scope of the labelling provisions.

Part 3 of this enactment amends the *Motor Vehicle Fuel Consumption Standards Act* to clarify its regulation-making powers with respect to the establishment of standards for the fuel consumption of new motor vehicles sold in Canada and to modernize certain aspects of that Act.

SOMMAIRE

La partie 1 du texte modifie la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* afin de promouvoir la réduction de la pollution atmosphérique et la qualité de l'air, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des immeubles. Elle prévoit des pouvoirs réglementaires relatifs aux polluants de l'air et aux gaz à effet de serre qui permettent notamment d'établir des programmes d'échange de droits d'émission et qui étendent les pouvoirs du gouvernement de recueillir des renseignements relatifs aux substances qui contribuent ou peuvent contribuer à la pollution atmosphérique. Elle oblige en outre le ministre de l'Environnement et le ministre de la Santé à fixer des objectifs relatifs à la qualité de l'air et à produire des rapports portant sur la réalisation de ces objectifs et l'efficacité des mesures qui ont été prises.

La partie 2 du texte modifie la *Loi sur l'efficacité énergétique* afin :

- a) de préciser que l'établissement de catégories de matériels consommateurs d'énergie peut être fondé sur les caractéristiques de consommation d'énergie communes des matériels, l'usage auquel ils sont destinés ou les circonstances dans lesquelles ils sont normalement utilisés;
- b) de soumettre aux exigences de la loi toutes les expéditions interprovinciales de matériels consommateurs d'énergie;
- c) d'exiger des fournisseurs qu'ils transmettent au ministre les renseignements réglementaires concernant l'expédition ou l'importation de matériels consommateurs d'énergie;
- d) d'autoriser la désignation par règlement, à titre de matériel consommateur d'énergie, de tout produit — ou toute catégorie de produits — fabriqué qui régit la consommation d'énergie ou influe sur celle-ci;
- e) d'élargir la portée des dispositions relatives à l'étiquetage.

La partie 3 du texte modifie la *Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles* afin de préciser les pouvoirs réglementaires relatifs à l'imposition de normes de consommation de carburant aux véhicules automobiles neufs vendus au Canada. Elle modifie en outre certaines dispositions afin d'en moderniser la formulation.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO AMEND THE CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999, THE ENERGY EFFICIENCY ACT AND THE MOTOR VEHICLE FUEL CONSUMPTION STANDARDS ACT (CANADA'S CLEAN AIR ACT)

SHORT TITLE

1. *Canada's Clean Air Act*

PART 1

AMENDMENTS TO THE CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

2-41. *Canadian Environmental Protection Act, 1999*

PART 2

AMENDMENTS TO THE ENERGY EFFICIENCY ACT

42-46. *Energy Efficiency Act*

PART 3

AMENDMENTS TO THE MOTOR VEHICLE FUEL CONSUMPTION STANDARDS ACT

47-51. *Motor Vehicle Fuel Consumption Standards Act*

COMING INTO FORCE

52. Order in council

SCHEDULE

TABLE ANALYTIQUE

LOI MODIFIANT LA LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999), LA LOI SUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET LA LOI SUR LES NORMES DE CONSOMMATION DE CARBURANT DES VÉHICULES AUTOMOBILES (LOI CANADIENNE SUR LA QUALITÉ DE L'AIR)

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi canadienne sur la qualité de l'air*

PARTIE 1

MODIFICATIONS À LA LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

2-41. *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*

PARTIE 2

MODIFICATIONS À LA LOI SUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

42-46. *Loi sur l'efficacité énergétique*

PARTIE 3

MODIFICATIONS À LA LOI SUR LES NORMES DE CONSOMMATION DE CARBURANT DES VÉHICULES AUTOMOBILES

47-51. *Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles*

ENTRÉE EN VIGUEUR

52. Décret

ANNEXE

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-30

PROJET DE LOI C-30

An Act to amend the Canadian Environmental Protection Act, 1999, the Energy Efficiency Act and the Motor Vehicle Fuel Consumption Standards Act (Canada's Clean Air Act)

Loi modifiant la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999), la Loi sur l'efficacité énergétique et la Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles (Loi canadienne sur la qualité de l'air)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as *Canada's Clean Air Act*.

1. *Loi canadienne sur la qualité de l'air*.

Titre abrégé

PART 1

PARTIE 1

AMENDMENTS TO THE CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

MODIFICATIONS À LA LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

2. The preamble of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* is amended by adding the following after the ninth paragraph:

2. Le préambule de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* est modifié par adjonction, après le neuvième paragraphe, de ce qui suit :

Whereas the Government of Canada recognizes that air pollutants and greenhouse gases constitute a risk to the environment and its biological diversity and to human health, and are matters of national and international concern which cannot be contained within geographic boundaries;

qu'il reconnait que les polluants de l'air et les gaz à effet de serre présentent un risque pour l'environnement et sa diversité biologique et pour la santé humaine, et qu'ils constituent une question ayant une portée tant nationale qu'internationale qu'il n'est pas possible de circonscrire à un territoire déterminé;

3. (1) Paragraph (b) of the definition "air pollution" in subsection 3(1) of the Act is repealed.

3. (1) L'alinéa b) de la définition de «pollution atmosphérique», au paragraphe 3(1) de la même loi, est abrogé.

(2) Subsection 3(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) Le paragraphe 3(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"air" « air »	"air" includes indoor air.	« air » S'entend notamment de l'air intérieur, que ce soit d'un immeuble ou de tout autre espace clos.	« air » "air"
"air pollutant" « polluant de l'air »	<p>"air pollutant" means the following substances:</p> <p>(a) respirable particulate matter less than or equal to 10 microns;</p> <p>(b) ozone, which has the molecular formula O_3;</p> <p>(c) sulphur dioxide, which has the molecular formula SO_2;</p> <p>(d) nitric oxide, which has the molecular formula NO;</p> <p>(e) nitrogen dioxide, which has the molecular formula NO_2;</p> <p>(f) volatile organic compounds that participate in atmospheric photochemical reactions, excluding those listed in Schedule 3.1;</p> <p>(g) gaseous ammonia, which has the molecular formula $NH_3(g)$;</p> <p>(h) mercury; and</p> <p>(i) any other substance prescribed under subsection 103.09(1).</p>	<p>« gaz à effet de serre » Les substances suivantes :</p> <p>a) le dioxyde de carbone, dont la formule moléculaire est CO_2;</p> <p>b) le méthane, dont la formule moléculaire est CH_4;</p> <p>c) l'oxyde nitreux, dont la formule moléculaire est N_2O;</p> <p>d) les hydrofluorocarbures, dont la formule moléculaire est $C_nH_xF_{(2n+2-x)}$, où $0 < n < 6$;</p> <p>e) les hydrocarbures perfluorés suivants :</p> <p>(i) ceux dont la formule moléculaire est C_nF_{2n+2}, où $0 < n < 7$,</p> <p>(ii) l'octafluorocyclobutane, dont la formule moléculaire est C_4F_8;</p> <p>f) l'hexafluorure de soufre, dont la formule moléculaire est SF_6;</p> <p>g) toute autre substance désignée comme tel par règlement en vertu du paragraphe 103.09(1).</p>	« gaz à effet de serre » "greenhouse gas"
"greenhouse gas" « gaz à effet de serre »	<p>"greenhouse gas" means the following substances:</p> <p>(a) carbon dioxide, which has the molecular formula CO_2;</p> <p>(b) methane, which has the molecular formula CH_4;</p> <p>(c) nitrous oxide, which has the molecular formula N_2O;</p> <p>(d) hydrofluorocarbons that have the molecular formula $C_nH_xF_{(2n+2-x)}$ in which $0 < n < 6$;</p> <p>(e) the following perfluorocarbons:</p> <p>(i) those that have the molecular formula C_nF_{2n+2} in which $0 < n < 7$, and</p> <p>(ii) octafluorocyclobutane, which has the molecular formula C_4F_8;</p> <p>(f) sulphur hexafluoride, which has the molecular formula SF_6; and</p>	<p>« polluant de l'air » Les substances suivantes :</p> <p>a) les particules inhalables de 10 microns ou moins;</p> <p>b) l'ozone, dont la formule moléculaire est O_3;</p> <p>c) le dioxyde de soufre, dont la formule moléculaire est SO_2;</p> <p>d) le monoxyde d'azote, dont la formule moléculaire est NO;</p> <p>e) le dioxyde d'azote, dont la formule moléculaire est NO_2;</p> <p>f) les composés organiques volatils participant à des réactions photochimiques atmosphériques, à l'exclusion des composés énumérés à l'annexe 3.1;</p>	« polluant de l'air » "air pollutant"

(g) any other substance prescribed under subsection 103.09(1).

g) l'ammoniac à l'état gazeux, dont la formule moléculaire est $\text{NH}_3(\text{g})$;

h) le mercure;

i) toute autre substance désignée comme tel par règlement en vertu du paragraphe 5 103.09(1).

(3) Section 3 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(3) L'article 3 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Product that may release

(4) For the purposes of this Act, a product that may release a substance, including an air pollutant or greenhouse gas, means a product that may do so during a use for which the product was intended.

(4) Pour l'application de la présente loi, un produit n'est considéré comme susceptible de rejeter une substance, notamment un polluant de l'air ou un gaz à effet de serre, que s'il peut avoir cet effet dans le cadre d'une utilisation à laquelle il est destiné.

Produit susceptible de rejeter une substance

4. Paragraph 6(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) to advise the Ministers on regulations proposed to be made under subsection 93(1) or 103.09(2);

4. L'alinéa 6(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) de conseiller les ministres sur les projets de règlement prévus aux paragraphes 93(1) ou 103.09(2);

5. (1) Subsections 10(1) to (9) of the Act are replaced by the following:

5. (1) Les paragraphes 10(1) à (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

10. (1) Except with respect to Her Majesty in right of Canada, the provisions of a regulation made under subsection 93(1), 103.09(2), 118(1), 140(1), 200(1) or 209(1) or (2) do not apply within the jurisdiction of a government for which there is in force an order, made under subsection (3), declaring that the provisions do not apply within that jurisdiction.

10. (1) Sauf à l'égard de Sa Majesté du chef du Canada, les dispositions de tout règlement pris en vertu des paragraphes 93(1), 103.09(2), 118(1), 140(1), 200(1) ou 209(1) ou (2) qui font l'objet d'un décret pris en vertu du paragraphe (3) ne s'appliquent pas dans un lieu qui relève de la compétence du gouvernement visé par ce décret.

Non-application des règlements

Non-application of regulations

(2) Except with respect to a federal source, the provisions of a regulation made under section 167 or 177 do not apply within the jurisdiction of a government for which there is in force an order, made under subsection (3), declaring that the provisions do not apply within that jurisdiction.

(2) Sauf à l'égard d'une source d'origine fédérale, les dispositions de tout règlement pris en vertu des articles 167 ou 177 qui font l'objet d'un décret pris en vertu du paragraphe (3) ne s'appliquent pas dans un lieu qui relève de la compétence du gouvernement visé par ce décret.

Non-application des règlements

Declaration of equivalent provisions

(3) Subject to subsections (4), (5) and (6), the Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make an order declaring that the provisions of a regulation made under a provision referred to in subsection (1) or (2) do not apply in an area under the jurisdiction of a government, where the Ministers and the

(3) Sous réserve des paragraphes (4), (5) et (6), sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer que les dispositions de tout règlement visé aux paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas dans un lieu qui relève de la compétence d'un gouvernement lorsque les ministres et ce

Décret d'exemption

government agree in writing that there are in force by or under the laws applicable to the jurisdiction of the government

(a) provisions, the effects of which are equivalent to those of the regulation; and

(b) provisions, that are similar to sections 17 to 20 for the investigation of alleged offences under environmental legislation of that jurisdiction.

Publication of agreements

(4) The Ministers shall publish any agreement referred to in subsection (3) before it is entered into, or give notice of its availability, in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Ministers consider appropriate.

Comments or objections

(5) Within 60 days after the publication of an agreement or notice of its availability under subsection (4), any person may file with the Ministers comments or a notice of objection.

Publication by Ministers of results

(6) After the end of the period of 60 days referred to in subsection (5), the Ministers shall publish in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Ministers consider appropriate a report or a notice of the availability of a report that summarizes how any comments or notices of objection were dealt with.

Publication of final agreements

(7) The Ministers shall publish any agreement referred to in subsection (3) after it is entered into, or give notice of its availability, in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Ministers consider appropriate.

Termination

(8) An agreement made under subsection (3) terminates at the time that is specified in the agreement or by either party giving the other at least three months' notice.

Revocation of order

(9) The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, revoke an order made under subsection (3) if the agreement referred to in that subsection terminates or is terminated.

(2) Section 10 of the Act is amended by adding the following after subsection (10):

gouvernement ont convenu par écrit que les règles de droit applicables dans ce lieu comportent :

a) d'une part, des dispositions dont l'effet est équivalent à celui des dispositions du règlement;

b) d'autre part, des dispositions similaires aux articles 17 à 20 concernant les enquêtes pour infractions à la législation du lieu en matière d'environnement.

(4) Avant de conclure l'accord d'équivalence, les ministres le publient — ou signalent qu'on peut le consulter — dans la *Gazette du Canada* et de toute autre façon qu'ils estiment indiquée.

(5) Dès lors, quiconque peut, dans les soixante jours qui suivent, leur présenter des observations ou un avis d'opposition.

(6) Au terme du délai de soixante jours, les ministres publient un résumé de la suite qu'ils ont donnée aux observations ou oppositions reçues — ou signalent qu'on peut le consulter — dans la *Gazette du Canada* et de toute autre façon qu'ils estiment indiquée.

(7) Une fois l'accord d'équivalence conclu, les ministres le publient — ou signalent qu'on peut le consulter — dans la *Gazette du Canada* et de toute autre façon qu'ils estiment indiquée.

(8) L'accord d'équivalence prend fin sur préavis de trois mois donné par l'une ou l'autre partie ou, au plus tard, à la date qui y est prévue.

(9) Sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut révoquer le décret d'exemption lorsque l'accord arrive à expiration ou qu'il y est mis fin.

(2) L'article 10 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (10), de ce qui suit :

Publication de l'accord d'équivalence

Observations ou avis d'opposition

Réponse des ministres

Publication de l'accord d'équivalence définitif

Fin de l'accord

Révocation du décret

Regulations	<p>(11) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations respecting the circumstances in which and the conditions under which equivalency agreements can be entered into.</p>	<p>(11) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre, prendre des règlements pour régir les conditions et circonstances dans lesquelles un accord d'équivalence peut être conclu.</p>	Règlements
	<p>6. Section 44 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):</p>	<p>6. L'article 44 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :</p>	
Pollution prevention	<p>(5) The Ministers may conduct research and studies relating to the effectiveness of mitigation and control technologies and techniques related to pollution prevention.</p> <p>7. (1) Paragraph 45(a) of the Act is replaced by the following:</p> <p>(a) conduct research and studies relating to</p> <p>(i) the role of substances or <u>pollution</u> in illnesses or in health problems,</p> <p>(ii) the effects on human health from exposure to substances or pollution through the monitoring of biomarkers, and</p> <p>(iii) mitigation and control technologies and techniques that are related to pollution prevention;</p> <p>(2) Paragraph 45(c) of the Act is replaced by the following:</p> <p>(c) distribute available information to inform the public about the effects of substances or <u>pollution</u> on human health.</p> <p>8. (1) Paragraph 46(1)(g) of the Act is replaced by the following:</p> <p>(g) fuels that may contribute significantly to air pollution;</p> <p>(g.1) substances or activities that may contribute to air pollution;</p> <p>(2) Section 46 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):</p> <p>(1.1) A notice published under subsection (1) may require that any person described in the notice obtain an independent verification of the information before it is provided.</p>	<p>(5) Les ministres peuvent effectuer des recherches et des études sur l'efficacité des techniques de réduction ou de lutte relatives à la prévention de la pollution.</p> <p>7. (1) L'alinéa 45a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>a) effectuer des recherches et des études sur les sujets suivants :</p> <p>(i) le rôle des substances ou de la <u>pollution</u> dans les maladies ou troubles de la santé,</p> <p>(ii) les effets sur la santé humaine de l'exposition aux substances ou à la pollution, tels qu'ils sont mis en évidence par l'observation des biomarqueurs,</p> <p>(iii) les techniques de réduction ou de lutte relatives à la prévention de la pollution;</p> <p>(2) L'alinéa 45c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>c) diffuser l'information disponible pour renseigner le public sur les effets des substances ou de la <u>pollution</u> sur la santé humaine.</p> <p>8. (1) L'alinéa 46(1)(g) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>g) les combustibles <u>qui</u> peuvent contribuer sensiblement à la pollution atmosphérique;</p> <p>g.1) les substances ou activités qui peuvent contribuer à la pollution atmosphérique;</p> <p>(2) L'article 46 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :</p> <p>(1.1) L'avis peut préciser que les renseignements à communiquer au ministre doivent au préalable faire l'objet d'une vérification indépendante.</p>	Prévention de la pollution
Verification			Vérification

9. Subsection 54(4) of the French version of the Act is replaced by the following:

Publication

(4) Il publie les objectifs, directives ou codes de pratique établis au titre du présent article — ou en donne avis — dans la *Gazette du Canada* et de toute autre façon qu'il estime indiquée.

10. Subsection 56(1) of the Act is replaced by the following:

Requirement for pollution prevention plans

56. (1) The Minister may, at any time, publish in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Minister considers appropriate a notice requiring any person or class of persons described in the notice to prepare and implement a pollution prevention plan in respect of a substance or group of substances specified on the List of Toxic Substances in Schedule 1, that is an air pollutant or greenhouse gas or to which subsection 166(1) or 176(1) applies.

11. Subsection 69(2.1) of the Act is replaced by the following:

Saving

(2.1) Nothing in subsection (2) shall prevent either Minister or both Ministers from exercising the powers under subsection (1) at any time after the 60th day following the day an offer is made under subsection (2).

2001, c. 34, s. 29(F)

12. (1) Subsection 71(1) of the Act is replaced by the following:

Notice requiring information, samples or testing

71. (1) Either Minister may, for the purpose of assessing whether a substance is toxic or is capable of becoming toxic, or for the purpose of assessing whether to control, or the manner in which to control, a substance, including a substance specified on the List of Toxic Substances in Schedule 1,

(a) publish in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Minister publishing the notice considers appropriate a notice requiring any person who is described in the notice and who is or was within the period specified in the notice engaged in any activity involving the substance to notify that Minister that the person is or was during that period engaged in that activity;

9. Le paragraphe 54(4) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Publication

(4) Il publie les objectifs, directives ou codes de pratique établis au titre du présent article — ou en donne avis — dans la *Gazette du Canada* et de toute autre façon qu'il estime indiquée.

10. Le paragraphe 56(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exigences

56. (1) Le ministre peut publier, dans la *Gazette du Canada* et de toute autre façon qu'il estime indiquée, un avis obligeant une personne — ou catégorie de personnes — donnée à élaborer et exécuter un plan de prévention de la pollution à l'égard d'une substance — ou d'un groupe de substances — qui est inscrite sur la liste des substances toxiques de l'annexe 1, qui est un polluant de l'air ou un gaz à effet de serre ou à laquelle les paragraphes 166(1) ou 176(1) s'appliquent.

11. Le paragraphe 69(2.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Réserve

(2.1) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet d'empêcher les ministres, ou l'un ou l'autre ministre, d'exercer les pouvoirs prévus au paragraphe (1) à compter de l'expiration d'un délai de soixante jours après qu'une proposition a été faite en application du paragraphe (2).

12. (1) Le paragraphe 71(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 34, art. 29(F)

71. (1) Afin d'établir si une substance, inscrite ou non sur la liste de l'annexe 1, est effectivement ou potentiellement toxique ou d'apprécier s'il y a lieu de prendre des mesures de contrôle et, dans l'affirmative, de déterminer la nature de celles-ci, l'un ou l'autre ministre peut prendre les mesures suivantes :

Avis de demande de renseignements, d'échantillons ou d'essais

a) publier dans la *Gazette du Canada* et de toute autre façon qu'il estime indiquée un avis obligeant les personnes qui y sont désignées à lui notifier toute activité de leur part mettant en cause cette substance pendant la période qui y est précisée;

b) publier dans la *Gazette du Canada* et de toute autre façon qu'il estime indiquée un avis obligeant les personnes qui y sont

(b) publish in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Minister publishing the notice considers appropriate a notice requiring any person who is described in the notice to provide that Minister with any information and samples referred to in subsection (2) that may be in the person's possession or to which the person may reasonably be expected to have access; and

(c) subject to section 72, send a written notice to any person who is described in the notice and who is or was within the period specified in the notice engaged in any activity involving the importation or manufacturing of the substance or any product that contains or may release into the environment the substance requiring the person to conduct toxicological and other tests that the Minister sending the notice may specify in the notice and submit the results of the tests to that Minister.

(2) The portion of subsection 71(2) of the English version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) A notice published under paragraph (1)(b) may require any information and samples, including

(3) Section 71 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) A notice sent under paragraph (1)(c) may specify the methods, test procedures and laboratory practices to be followed for conducting the sampling, analyzing, measuring, monitoring or quantifying of a substance in performing any test referred to in that paragraph.

(4) Subsection 71(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Despite subsection (3), the Minister who published or sent the notice may, on request in writing from any person to whom a notice referred to in paragraph (1)(a), (b) or (c) has been directed or sent, extend the time or times within which the person shall comply with the notice.

désignées à lui communiquer les renseignements et échantillons visés au paragraphe (2) dont elles disposent ou qui leur sont normalement accessibles;

c) sous réserve de l'article 72, envoyer un avis écrit aux personnes qui y sont désignées et qui se livrent, pendant la période qui y est précisée, à une activité comportant l'importation ou la fabrication de la substance, ou d'un produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'environnement, les obligeant à faire les essais toxicologiques ou autres qui y sont précisés et à lui en envoyer les résultats.

(2) Le passage du paragraphe 71(2) de la version anglaise de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) A notice published under paragraph (1)(b) may require any information and samples, including

(3) L'article 71 de la même loi est modifié 20 par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) L'avis prévu à l'alinéa (1)c) peut en outre préciser les méthodes, les procédures d'essai et les pratiques de laboratoire applicables à l'échantillonnage, à l'analyse, à la mesure, à la quantification ou à la surveillance de la substance dans le cadre des essais prévus à cet alinéa.

(4) Le paragraphe 71(4) de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :

(4) Le ministre qui publie ou envoie l'avis peut, sur demande écrite du destinataire, proroger le délai.

Contents of
notice

Contents of
notice

Contents of
notice for
paragraph (1)(c)

Contenu de
l'avis prévu à
l'alinéa (1)c)

Extension of
time

Prorogation du
délai

Manner

(5) The notice may indicate the manner in which the information and samples are to be provided.

(5) Il peut préciser dans l'avis la façon dont les renseignements et échantillons doivent être communiqués.

Type de communication

13. Section 72 of the Act is replaced by the following:

13. L'article 72 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

5

Exercise of power under paragraph 71(1)(c)

72. Neither Minister may exercise the power under paragraph 71(1)(c) in relation to a substance unless she or he has reason to suspect that the substance is toxic or capable of becoming toxic or it has been determined under this Act that the substance is toxic or capable of becoming toxic.

72. L'un ou l'autre ministre ne peut exercer, à l'égard d'une substance, les pouvoirs prévus à l'alinéa 71(1)c) que s'il a des motifs de soupçonner que la substance est effectivement ou potentiellement toxique ou s'il a été établi, au titre de la présente loi, qu'elle est effectivement ou potentiellement toxique.

Exercice des pouvoirs prévus à l'alinéa 71(1)c)

14. (1) Paragraphs 93(1)(f) and (g) of the Act are replaced by the following:

14. (1) Les alinéas 93(1)f) et g) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(f) the purposes for which the substance or a product that contains or may release it into the environment may be imported, manufactured, processed, used, offered for sale or sold;

f) les fins auxquelles la substance ou un produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'environnement peut être importé, fabriqué, transformé, utilisé, mis en vente ou vendu;

(g) the manner in which and conditions under which the substance or a product that contains or may release it into the environment may be imported, manufactured, processed or used;

g) les modalités et conditions d'importation, de fabrication, de transformation ou d'utilisation de la substance ou d'un produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'environnement;

(2) Paragraphs 93(1)(l) to (r) of the Act are replaced by the following:

(2) Les alinéas 93(1)l) à r) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(l) the total, partial or conditional prohibition of the manufacture, use, processing, sale, offering for sale, import or export of the substance or a product that contains or may release it into the environment;

l) l'interdiction totale, partielle ou conditionnelle de fabrication, d'utilisation, de transformation, de vente, de mise en vente, d'importation ou d'exportation de la substance ou d'un produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'environnement;

(m) the total, partial or conditional prohibition of the import or export of a product that is intended to contain the substance;

m) l'interdiction totale, partielle ou conditionnelle d'importation ou d'exportation d'un produit destiné à contenir la substance;

(n) the quantity or concentration of the substance that may be contained in or released from any product manufactured, imported, exported, offered for sale or sold in Canada;

n) la quantité ou la concentration de la substance que peut contenir ou rejeter dans l'environnement un produit fabriqué, importé, exporté, mis en vente ou vendu au Canada;

(o) the manner in which, conditions under which and the purposes for which the substance or a product that contains or may release it into the environment may be advertised or offered for sale;

o) les modalités, les conditions et l'objet de la publicité ou de la mise en vente de la substance ou d'un produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'environnement;

45

(p) the manner in which and conditions under which the substance or a product that contains or may release it into the environment may be stored, displayed, handled, transported or offered for transport;

(q) the packaging and labelling of the substance or a product that contains or may release it into the environment;

(r) the manner, conditions, places and method of disposal of the substance or a product that contains or may release it into the environment, including standards for the construction, maintenance and inspection of disposal sites;

15. Subsection 95(7) of the Act is replaced by the following:

(7) Any enforcement officer or other person authorized or required to take any measures under subsection (1) or (5) may enter and have access to any place or property that is the location where a release occurs or is likely to occur or any place or property that is reasonably suspected to be affected by the release, and may do any reasonable things that may be necessary in the circumstances.

16. Subsection 98(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

98. (1) Sa Majesté du chef du Canada peut recouvrer les frais directs et indirects occasionnés par la prise des mesures prévues au paragraphe 95(5) auprès des intéressés :

a) visés à l'alinéa 95(2)a);

b) visés à l'alinéa 95(2)b) dans la mesure où, sciemment ou par négligence, ils ont causé le rejet ou y ont contribué.

17. (1) The portion of section 99 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

99. Where, in respect of a substance or a product that contains or may release it into the environment, there is a contravention of this Part or any regulation made under this Part, the Minister may, in writing,

p) les modalités et les conditions de stockage, de présentation, de transport, de manutention ou d'offre de transport de la substance ou d'un produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'environnement;

q) l'emballage et l'étiquetage de la substance ou d'un produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'environnement;

r) les modalités, lieux et méthodes d'élimination de la substance ou d'un produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'environnement, notamment les normes de construction, d'entretien et d'inspection des lieux d'élimination;

15. Le paragraphe 95(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(7) L'agent de l'autorité ou la personne qui doit ou peut prendre les mesures visées aux paragraphes (1) ou (5) a accès à tout lieu ou bien où le rejet se produit ou risque de se produire ou à tout lieu ou bien dont on peut raisonnablement soupçonner qu'il est touché par le rejet, et il peut prendre les mesures que les circonstances imposent.

16. Le paragraphe 98(1) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

98. (1) Sa Majesté du chef du Canada peut recouvrer les frais directs et indirects occasionnés par la prise des mesures prévues au paragraphe 95(5) auprès des intéressés :

a) visés à l'alinéa 95(2)a);

b) visés à l'alinéa 95(2)b) dans la mesure où, sciemment ou par négligence, ils ont causé le rejet ou y ont contribué.

17. (1) Le passage de l'article 99 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

99. En cas de violation de la présente partie, ou de ses règlements, portant sur une substance ou sur un produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'environnement, le ministre peut par écrit :

Access to property

Accès

Recouvrement des frais par Sa Majesté

Recouvrement des frais par Sa Majesté

Remedial measures

Mesures correctives

(2) Subparagraph 99(a)(ii) of the Act is replaced by the following:

- (ii) mail a notice as described in subparagraph (i) to every manufacturer, processor, importer, distributor or retailer of the substance or product, or

18. The Act is amended by adding the following after section 103:

PART 5.1

CLEAN AIR

PURPOSE

103.01 The purpose of this Part is to promote the reduction of air pollution and to promote air quality in order to protect the environment and the health of all Canadians, especially that of the more vulnerable members of society.

GENERAL

103.02 (1) Either Minister or both Ministers, as the case may be, may issue guidelines for the purposes of the interpretation and application of the provisions of this Part for which they have responsibility.

(2) In exercising the powers under subsection (1), either Minister or both Ministers shall offer to consult with the government of a province and the members of the Committee who are representatives of aboriginal governments and may consult with a government department or agency, aboriginal people, representatives of industry and labour and municipal authorities or with persons interested in assessing and controlling air pollutants or greenhouse gases.

(3) Nothing in subsection (2) shall prevent either Minister or both Ministers from exercising the powers under subsection (1) at any time after the 60th day following the day an offer is made under subsection (2).

(4) Guidelines issued under this section shall be made available to the public, and the Minister who issued the guidelines shall give

(2) Le sous-alinéa 99a)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (ii) envoyer par la poste cet avertissement aux personnes qui fabriquent, transforment, distribuent, vendent au détail ou importent la substance ou le produit,

18. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 103, de ce qui suit :

PARTIE 5.1

QUALITÉ DE L'AIR

OBJET

103.01 La présente partie a pour objet de promouvoir la réduction de la pollution atmosphérique et la qualité de l'air afin de protéger l'environnement et la santé des Canadiens, en particulier celle des membres les plus vulnérables de la société.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

103.02 (1) Les ministres, ou l'un ou l'autre ministre, peuvent établir des directives pour l'interprétation et l'application des dispositions de la présente partie dont ils sont responsables.

(2) À cette fin, les ministres, ou l'un ou l'autre ministre, proposent de consulter les gouvernements provinciaux ainsi que les membres du comité qui sont des représentants de gouvernements autochtones; ils peuvent aussi consulter tout ministère, organisme public ou peuple autochtone, tout représentant de l'industrie, des travailleurs et des municipalités ou toute personne concernée par l'évaluation et la réglementation des polluants de l'air ou des gaz à effet de serre.

(3) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet d'empêcher les ministres, ou l'un ou l'autre ministre, d'exercer les pouvoirs prévus au paragraphe (1) à compter de l'expiration d'un délai de soixante jours après qu'une proposition a été faite en application du paragraphe (2).

(4) Le ministre qui établit les directives les rend publiques et en donne avis dans la *Gazette du Canada* et de toute autre façon qu'il estime indiquée.

Purpose

Formulation of guidelines by the Ministers

Consultation

Saving

Guidelines public

Objet

Établissement de directives

Consultation

Réserve

Publication des directives

notice of them in the *Canada Gazette* and in any other manner that that Minister considers appropriate.

INFORMATION GATHERING

103.03 For the purpose of assessing whether a substance contributes to air pollution or is capable of contributing to air pollution, or for the purpose of assessing whether to control, or the manner in which to control, a substance, including an air pollutant or greenhouse gas, either Minister may

(a) collect or generate data and conduct investigations respecting any matter in relation to the substance;

(b) correlate and evaluate any data collected or generated under paragraph (a) and publish results of any investigations carried out under that paragraph; and

(c) provide information and make recommendations respecting any matter in relation to the substance, including measures to control the presence of the substance in the air.

103.04 Where a person

(a) imports, manufactures, transports, processes or distributes a substance for commercial purposes, or

(b) uses or releases a substance in a commercial manufacturing or processing activity,

and obtains information that reasonably supports the conclusion that the substance contributes to air pollution or is capable of contributing to air pollution, the person shall without delay provide the information to the Minister unless the person has actual knowledge that either Minister already has the information.

103.05 (1) For the purpose of assessing whether a substance contributes to air pollution or is capable of contributing to air pollution, or for the purpose of assessing whether to control, or the manner in which to control, a substance, including an air pollutant or a greenhouse gas, either Minister may

COLLECTE DE RENSEIGNEMENTS

103.03 Afin d'établir si une substance, notamment un polluant de l'air ou un gaz à effet de serre, contribue, effectivement ou potentiellement, à la pollution atmosphérique ou d'apprécier s'il y a lieu de prendre des mesures de contrôle et, dans l'affirmative, de déterminer la nature de celles-ci, l'un ou l'autre ministre peut :

a) recueillir ou produire des données et mener des enquêtes concernant toute question liée à la substance;

b) corrélérer et analyser les données recueillies ou produites et publier le résultat des enquêtes effectuées;

c) fournir des renseignements et faire des recommandations concernant toute question liée à la substance, notamment en ce qui touche les mesures à prendre pour limiter la présence de celle-ci dans l'air.

103.04 Est tenu de communiquer au ministre sans délai les renseignements en sa possession permettant de conclure qu'une substance contribue effectivement ou potentiellement à la pollution atmosphérique quiconque :

a) soit importe, fabrique, transporte, transforme ou distribue la substance à des fins commerciales;

b) soit utilise ou rejette la substance au cours d'une activité de fabrication ou de transformation commerciale.

Cette obligation ne vaut pas dans le cas où la personne en question sait de façon sûre que l'un ou l'autre ministre dispose déjà de cette information.

103.05 (1) Afin d'établir si une substance, notamment un polluant de l'air ou un gaz à effet de serre, contribue, effectivement ou potentiellement, à la pollution atmosphérique ou d'apprécier s'il y a lieu de prendre des mesures de

Collecte de données, enquêtes et analyses

Notification au ministre

Avis de demande de renseignements, d'échantillons ou d'essais

Research, investigation and evaluation

Notice to the Minister

Notice requiring information, samples or testing

(a) publish in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Minister publishing the notice considers appropriate a notice requiring any person who is described in the notice and who is or was within the period specified in the notice engaged in any activity involving the substance to notify that Minister that the person is or was during that period engaged in that activity;

(b) publish in the *Canada Gazette* and in any other manner that the Minister publishing the notice considers appropriate a notice requiring any person who is described in the notice to provide that Minister with any information and samples referred to in subsection (2) that may be in the person's possession or to which the person may reasonably be expected to have access; and

(c) subject to section 103.06, send a written notice to any person who is described in the notice and who is or was within the period specified in the notice engaged in any activity involving the importation or manufacturing of the substance or any product that contains or may release the substance into the air requiring the person to conduct any test that the Minister sending the notice may specify in the notice and submit the results of the tests to that Minister.

Contents of
notice for
paragraph (1)(b)

(2) A notice published under paragraph (1)(b) may require any information and samples, including

(a) in respect of a substance or product that contains or may release the substance into the air, available toxicological information and other environmental or health-related information, available monitoring information, samples of the substance or product and information on the quantities, composition, uses and distribution of the substance or product; and

(b) in respect of a work, undertaking or activity, plans, specifications, studies and information on procedures.

Contents of
notice for
paragraph (1)(c)

(3) A notice sent under paragraph (1)(c) may specify the methods, test procedures and laboratory practices to be followed for conduct-

contrôle et, dans l'affirmative, de déterminer la nature de celles-ci, l'un ou l'autre ministre peut prendre les mesures suivantes :

a) publier dans la *Gazette du Canada* et de toute autre façon qu'il estime indiquée un avis obligeant les personnes qui y sont désignées à lui notifier toute activité de leur part mettant en cause cette substance pendant la période qui y est précisée;

b) publier dans la *Gazette du Canada* et de toute autre façon qu'il estime indiquée un avis obligeant les personnes qui y sont désignées à lui communiquer les renseignements et échantillons visés au paragraphe (2) dont elles disposent ou qui leur sont normalement accessibles;

c) sous réserve de l'article 103.06, envoyer un avis écrit aux personnes qui y sont désignées et qui se livrent, pendant la période qui y est précisée, à une activité comportant l'importation ou la fabrication de la substance, ou d'un produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'air, les obligeant à faire tout essai qui y est précisé et à lui en envoyer les résultats.

(2) L'avis prévu à l'alinéa (1)b) peut notamment exiger la communication :

a) à l'égard de la substance ou du produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'air, des données toxicologiques ou de l'information relative à l'environnement ou la santé humaine disponibles, des données disponibles sur les activités de surveillance, des échantillons et des renseignements sur les quantités, la composition, les usages et la distribution;

b) à l'égard d'ouvrages, d'entreprises ou d'activités, des plans, devis techniques et études, ainsi que des renseignements sur les méthodes.

(3) L'avis prévu à l'alinéa (1)c) peut en outre préciser les méthodes, les procédures d'essai et les pratiques de laboratoire applicables à

Contenu de
l'avis prévu à
l'alinéa (1)b)

Contenu de
l'avis prévu à
l'alinéa (1)c)

ing the sampling, analyzing, measuring, monitoring or quantifying of a substance in performing any test referred to in paragraph (1)(c).

Compliance with notice

(4) Every person to whom a notice referred to in subsection (1) is directed or sent shall comply with the notice within the time specified in the notice.

Extension of time

(5) Despite subsection (3), the Minister who published or sent the notice may, on request in writing from any person to whom a notice referred to in paragraph (1)(a), (b) or (c) has been directed or sent, extend the time or times within which the person shall comply with the notice.

Manner

(6) The notice may indicate the manner in which the information and samples are to be provided.

Requirement to retain information

(7) Any person required to provide either Minister with information under this section shall keep copies of the required information, together with any calculations, measurements and other data on which the information is based, for a period of seven years from the date the information was provided.

Exercise of power under paragraph 103.05(1)(c)

103.06 Neither Minister may exercise the power under paragraph 103.05(1)(c) in relation to a substance or product unless she or he has reason to suspect that the substance or product contributes to air pollution or is capable of contributing to air pollution.

NATIONAL AIR QUALITY OBJECTIVES FOR RESPIRABLE PARTICULATE MATTER AND OZONE

Air quality objectives

103.07 (1) For the purpose of carrying out the Ministers' mandate related to promoting air quality, the Ministers shall issue air quality objectives respecting respirable particulate matter less than or equal to 10 microns and ozone within three years after the coming into force of this section.

l'échantillonnage, à l'analyse, à la mesure, à la quantification ou à la surveillance de la substance dans le cadre des essais prévus à cet alinéa.

(4) Les destinataires des avis sont tenus de s'y conformer dans le délai qui leur est imparti.

(5) Le ministre qui publie ou envoie l'avis peut, sur demande écrite du destinataire, proroger le délai.

(6) Il peut préciser dans l'avis la façon dont les renseignements et échantillons doivent être communiqués.

(7) La personne qui communique des renseignements à l'un ou l'autre ministre au titre du présent article doit en conserver une copie ainsi qu'une copie des calculs, mesures et autres données sur lesquels ces renseignements s'appuient pour une période de sept ans commençant le jour de la communication.

103.06 L'un ou l'autre ministre ne peut exercer, à l'égard d'une substance ou d'un produit, les pouvoirs prévus à l'alinéa 103.05(1)c) que s'il a des motifs de soupçonner que la substance ou le produit contribue, effectivement ou potentiellement, à la pollution atmosphérique.

OBJECTIFS NATIONAUX DE QUALITÉ DE L'AIR RELATIFS À L'OZONE ET AUX PARTICULES INHALABLES

103.07 (1) Dans les trois ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, les ministres établissent, pour remplir leur mission de promouvoir la qualité de l'air, des objectifs de qualité de l'air relatifs à l'ozone et aux particules inhalables de 10 microns ou moins.

5 Observation de l'avis

10 Prorogation du délai

10 Type de communication

15 Conservation des renseignements

20 Exercice des pouvoirs prévus à l'alinéa 103.05(1)c)

30 Objectifs de qualité de l'air

Monitoring	(2) The Ministers shall monitor the attainment of the objectives referred to in subsection (1) and assess the effectiveness of measures taken by governments and the Government of Canada to attain those objectives.	(2) Les ministres contrôlent la réalisation des objectifs de qualité de l'air visés au paragraphe (1) et évaluent l'efficacité des mesures prises par les gouvernements et le gouvernement du Canada afin de les atteindre.	Surveillance
Consultation	(3) In carrying out the duties under subsection (1), the Ministers shall offer to consult with the government of a province and the members of the Committee who are representatives of aboriginal governments and may consult with a government department or agency, aboriginal people, representatives of industry and labour and municipal authorities or with persons interested in air quality.	(3) Dans l'exercice des fonctions qui leur sont conférées par le paragraphe (1), les ministres proposent de consulter les gouvernements provinciaux ainsi que les membres du comité qui sont des représentants de gouvernements autochtones; ils peuvent aussi consulter tout ministère, organisme public ou peuple autochtone, tout représentant de l'industrie, des travailleurs et des municipalités ou toute personne concernée par la qualité de l'air.	Consultation
Ministers may act	(4) At any time after the 60th day following the day on which the Ministers offer to consult in accordance with subsection (3), the Ministers may act under subsection (1) if the offer to consult is not accepted by the government of a province or members of the Committee who are representatives of aboriginal governments.	(4) Après les soixante jours suivant la date de la proposition de consultation faite en application du paragraphe (3), les ministres peuvent agir conformément au paragraphe (1) si le gouvernement d'une province ou les membres du comité qui sont des représentants de gouvernements autochtones n'acceptent pas l'offre.	Délai
Publication	(5) The Ministers shall publish any objectives issued under this section, or give notice of them, in the <i>Canada Gazette</i> and in any other manner that the Ministers consider appropriate.	(5) Ils publient les objectifs établis au titre du présent article — ou en donnent avis — dans la <i>Gazette du Canada</i> et de toute autre façon qu'ils estiment indiquée.	Publication
Report to Parliament	(6) The Ministers shall, as soon as possible after the end of each fiscal year, prepare and cause to be laid before each House of Parliament a report for that year on (a) air pollution or air quality, including the attainment of the objectives referred to in subsection (1); (b) the effectiveness of measures taken by governments and the Government of Canada to attain those objectives; and (c) the measures the Ministers will take to assist in attaining those objectives.	(6) Au début de chaque exercice, les ministres établissent et font déposer dans les meilleurs délais devant chaque chambre du Parlement un rapport visant l'exercice précédent et portant sur les questions suivantes : a) la pollution atmosphérique ou la qualité de l'air, notamment la réalisation des objectifs visés au paragraphe (1); b) l'efficacité des mesures prises par les gouvernements et le gouvernement du Canada pour les réaliser; c) les mesures qu'ils entendent prendre pour en soutenir la réalisation.	Rapport au Parlement
Publish projections	PROJECTIONS 103.08 The Minister shall, in a manner that the Minister considers appropriate, publish projections of air pollution or air quality for any period that the Minister considers appropriate.	PRÉVISIONS 103.08 Le ministre publie, de la façon qu'il estime indiquée, des prévisions relatives à la pollution atmosphérique ou à la qualité de l'air couvrant toute période de temps qu'il juge indiquée.	Publication des prévisions

REGULATORY MATTERS

QUESTIONS RÉGLEMENTAIRES

Regulations —
prescribing a
substance

Règlements
désignation de
substances

103.09 (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make regulations prescribing a substance as an air pollutant or a greenhouse gas, if the Governor in Council is satisfied that the substance contributes to air pollution or is capable of contributing to air pollution.

103.09 (1) Sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner toute substance pour l'application de la définition de «polluant de l'air» ou de celle de «gaz à effet de serre», au paragraphe 3(1), s'il est convaincu que la substance contribue effectivement ou potentiellement à la pollution atmosphérique.

Regulations

Règlements

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make regulations with respect to any air pollutants or 10 greenhouse gases, including regulations providing for, or imposing requirements respecting,

(2) Sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut prendre des règlements concernant tout polluant de l'air ou tout gaz à effet de serre, notamment en ce qui touche :

(a) the quantity or concentration of air pollutants or greenhouse gases that may be released into the air either alone or in 15 combination with any other substance from any source or type of source;

a) la quantité ou la concentration dans lesquelles le polluant de l'air ou le gaz à 15 effet de serre peut être rejeté dans l'air, seul ou combiné à toute autre substance provenant de quelque source ou type de source que ce soit;

(b) the commercial, manufacturing or processing activity in the course of which air pollutants or greenhouse gases may be 20 released into the air;

b) les activités commerciales, de fabrication 20 ou de transformation au cours desquelles le rejet du polluant de l'air ou du gaz à effet de serre dans l'air est permis;

(c) the manner in which and conditions under which air pollutants or greenhouse gases may be released into the air either alone or in combination with any other substance; 25

c) les modalités et conditions de rejet dans l'air du polluant de l'air ou du gaz à effet de 25 serre, seul ou combiné à toute autre substance;

(d) the purposes for which air pollutants or greenhouse gases or a product that contains or may release either into the air may be imported, exported, manufactured, processed, 30 used or sold;

d) les fins auxquelles le polluant de l'air ou le gaz à effet de serre ou tout produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans 30 l'air peut être importé, exporté, fabriqué, transformé, utilisé ou vendu;

(e) the manner in which and conditions under which air pollutants or greenhouse gases or a product that contains or may release either into the air may be imported, exported, manufactured, processed, used or 35 sold;

e) les modalités et conditions d'importation, d'exportation, de fabrication, de transformation, d'utilisation ou de vente du polluant de 35 l'air ou du gaz à effet de serre ou de tout produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'air;

(f) the quantities or concentrations of air pollutants or greenhouse gases that may be imported, exported, manufactured, processed, 40 used or sold;

f) la quantité ou la concentration dans lesquelles le polluant de l'air ou le gaz à 40 effet de serre peut être importé, exporté, fabriqué, transformé, utilisé ou vendu;

g) l'interdiction totale, partielle ou conditionnelle d'importation, d'exportation, de fabrication, de transformation, d'utilisation 45

(g) the total, partial or conditional prohibition of the import, export, manufacture, processing, use or sale of air pollutants or greenhouse gases or a product that contains or may release either into the air;

(h) the total, partial or conditional prohibition of the import or export of a product that is intended to contain air pollutants or greenhouse gases;

(i) the quantity or concentration of air pollutants or greenhouse gases that may be contained in or released into the air from any product imported, exported, manufactured, processed, used or sold;

(j) the manner in which, conditions under which and purposes for which air pollutants or greenhouse gases or a product that contains or may release either into the air may be advertised;

(k) the manner in which and conditions under which air pollutants or greenhouse gases or a product that contains or may release either into the air may be stored, displayed, handled, transported or offered for transport;

(l) the packaging and labelling of air pollutants or greenhouse gases or a product that contains or may release either into the air;

(m) the manner, conditions, places and method of disposal of air pollutants or greenhouse gases or products that contain or may release either into the air, including standards for the construction, maintenance and inspection of disposal sites;

(n) the submission to either Minister, on request or at any prescribed times, of information relating to air pollutants or greenhouse gases;

(o) the maintenance and content of books and records for the administration of any regulation made under this section;

(p) the monitoring and reporting to either Minister of the effects on the environment and human health from releases into the air of air pollutants or greenhouse gases;

ou de vente du polluant de l'air ou du gaz à effet de serre ou de tout produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'air;

h) l'interdiction totale, partielle ou conditionnelle d'importation ou d'exportation de tout produit destiné à contenir le polluant de l'air ou le gaz à effet de serre;

i) la quantité ou la concentration du polluant de l'air ou du gaz à effet de serre que peut contenir ou rejeter dans l'air tout produit importé, exporté, fabriqué, transformé, utilisé ou vendu;

j) les modalités, les conditions et l'objet de la publicité dont peut faire l'objet le polluant de l'air ou le gaz à effet de serre ou tout produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'air;

k) les modalités et les conditions de stockage, de présentation, de transport, de manutention ou d'offre de transport du polluant de l'air ou du gaz à effet de serre ou de tout produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'air;

l) l'emballage et l'étiquetage du polluant de l'air ou du gaz à effet de serre ou de tout produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'air;

m) les modalités, conditions, lieux et méthodes d'élimination du polluant de l'air ou du gaz à effet de serre ou de tout produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'air, notamment les normes de construction, d'entretien et d'inspection des lieux d'élimination;

n) la transmission à l'un ou l'autre ministre, sur demande ou au moment fixé par règlement, de renseignements concernant le polluant de l'air ou le gaz à effet de serre;

o) la tenue de livres et de registres, ainsi que le contenu de ceux-ci, pour l'exécution des règlements pris en vertu du présent article;

(q) the sampling, analysing, testing, measuring, quantifying or monitoring of air pollutants or greenhouse gases and the submission of results to either Minister;

(r) the submission of samples of air pollutants or greenhouse gases to either Minister; 5

(s) the conditions, test procedures, laboratory practices and methodologies to be followed for conducting the sampling, analyzing, testing, measuring, quantifying or monitoring 10 of air pollutants or greenhouse gases;

(t) the circumstances or conditions under which either Minister may, for the proper administration of this Act, modify

(i) any requirement for sampling, analysing, testing, measuring, quantifying or monitoring, or 15

(ii) the conditions, test procedures and laboratory practices for conducting any required sampling, analysing, testing, 20 measuring, quantifying or monitoring; and

(u) any other matter that by this Part is to be defined or prescribed or that is necessary to carry out the purposes of this Part.

(3) Before a regulation is made under subsection (2), the Ministers shall give the Committee an opportunity to advise the Ministers.

(4) The Governor in Council shall not make a regulation under subsection (2) if, in the opinion of the Governor in Council, the regulation regulates a matter that is regulated by or under any other Act of Parliament in a manner that provides sufficient protection to air quality and human health. 35

(5) When acting under subsection (1) or (2), the Governor in Council or the Ministers may consider any factor or information that, in the opinion of the Governor in Council or the Ministers, is relevant including, but not limited 40 to,

(a) the importance of promoting the continued improvement of air quality;

p) la surveillance des effets sur l'environnement et la santé humaine du rejet dans l'air du polluant de l'air ou du gaz à effet de serre et la transmission à l'un ou l'autre ministre de rapports à ce sujet; 5

q) l'échantillonnage, l'analyse, l'essai, la mesure, la quantification ou la surveillance du polluant de l'air ou du gaz à effet de serre et la transmission des résultats à l'un ou l'autre ministre; 10

r) la transmission d'échantillons du polluant de l'air ou du gaz à effet de serre à l'un ou l'autre ministre;

s) les conditions, procédures d'essai, pratiques de laboratoire et méthodes auxquelles il 15 faut se conformer pour les opérations mentionnées à l'alinéa q);

t) les cas ou conditions de modification par l'un ou l'autre ministre, pour l'application de la présente loi, soit des exigences posées pour 20 les opérations mentionnées à l'alinéa q), soit des conditions, procédures d'essai et pratiques de laboratoire afférentes;

u) toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie et toute autre mesure 25 d'application de la présente partie.

(3) Avant la prise d'un règlement en vertu du paragraphe (2), les ministres donnent au comité la possibilité de formuler des conseils à leur intention. 30

(4) Le gouverneur en conseil ne peut prendre un règlement en vertu du paragraphe (2) si, selon lui, le point visé par le règlement est déjà réglementé sous le régime d'une autre loi fédérale de manière à offrir une protection 35 suffisante de la qualité de l'air et de la santé humaine.

(5) Le gouverneur en conseil et les ministres, lorsqu'ils agissent aux termes des paragraphes (1) ou (2), prennent en considération tout 40 facteur ou renseignement qu'ils jugent pertinent, notamment :

a) l'importance de promouvoir une amélioration continue de la qualité de l'air;

Advice by
Committee

Regulation
under other Acts
of Parliament

Factors to
consider

Conseils
formulés par le
comité

Règlements sous
le régime d'une
autre loi fédérale

Facteur ou
renseignement
qui peut être pris
en considération

	<p>(b) the importance of maintaining the quality of the air in those regions of Canada where the air quality is good;</p> <p>(c) the air quality objectives or guidelines issued by the Minister under paragraph 54(1)(a), (b) or (c) and by the Minister of Health under subsection 55(1);</p> <p>(d) the air quality objectives referred to in subsection 103.07(1); and</p> <p>(e) Canada's international obligations in relation to the environment and human health.</p>	<p>b) l'importance de ne pas porter atteinte à la qualité de l'air dans les régions du Canada où l'air est de bonne qualité;</p> <p>c) les objectifs et directives relatifs à la qualité de l'air établis par le ministre en application des alinéas 54(1)a), b) ou c) et par le ministre de la Santé en application du paragraphe 55(1);</p> <p>d) les objectifs de qualité de l'air mentionnés au paragraphe 103.07(1);</p> <p>e) les obligations internationales du Canada relatives à l'environnement ou à la santé humaine.</p>	
Order	<p>(6) The Governor in Council may, if satisfied that the inclusion of a substance listed in Schedule 3.1 is no longer necessary, on the recommendation of the Ministers, make an order deleting the substance from that Schedule.</p>	<p>(6) Sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut par décret radier une substance de la liste de l'annexe 3.1 s'il est convaincu qu'elle n'a plus à y figurer.</p>	Décret 15
Interim orders	<p>103.1 (1) Either Minister may make an interim order in respect of a substance, and the order may contain any provision that may be contained in a regulation made under subsection 103.09(2), where the Ministers believe that</p> <p>(a) the substance contributes to air pollution or is capable of contributing to air pollution, or is an air pollutant or greenhouse gas that is not adequately regulated; and</p> <p>(b) immediate action is required to deal with a significant danger to the environment or to human life or health.</p>	<p>103.1 (1) L'un ou l'autre ministre peut prendre un arrêté d'urgence pouvant comporter les mêmes dispositions qu'un règlement pris en vertu du paragraphe 103.09(2) lorsque les ministres croient :</p> <p>a) d'une part, que la substance contribue effectivement ou potentiellement à la pollution atmosphérique ou qu'elle est un polluant de l'air ou un gaz à effet de serre qui n'est pas réglementé comme il convient;</p> <p>b) d'autre part, qu'une intervention immédiate est nécessaire afin de parer à un danger appréciable soit pour l'environnement, soit pour la vie ou la santé humaines.</p>	Arrêtés d'urgence 20
Effect of order	<p>(2) Subject to subsection (3), an interim order has effect</p> <p>(a) from the time it is made; and</p> <p>(b) as if it were a regulation made under subsection 103.09(2).</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (3), l'arrêté prend effet dès sa prise comme s'il s'agissait d'un règlement pris en vertu du paragraphe 103.09(2).</p>	Prise d'effet 35
Approval of Governor in Council	<p>(3) An interim order ceases to have effect unless it is approved by the Governor in Council within 14 days after it is made.</p>	<p>(3) L'arrêté cesse toutefois d'avoir effet à défaut d'approbation par le gouverneur en conseil dans les quatorze jours qui suivent.</p>	Cessation d'effet de l'arrêté 35
Recommendation of regulations	<p>(4) Where the Governor in Council approves an interim order, the Ministers shall, within 90 days after the approval, publish in the <i>Canada Gazette</i> a statement indicating whether the Ministers intend to recommend to the Governor</p>	<p>(4) Dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'approbation par le gouverneur en conseil, les ministres publient dans la <i>Gazette du Canada</i> une déclaration dans laquelle ils font savoir s'ils</p>	Recommandation par les ministres 40

	in Council that a regulation having the same effect as the order be made under subsection 103.09(2).	ont l'intention de recommander à celui-ci la prise d'un règlement en vertu du paragraphe 103.09(2) ayant le même effet que l'arrêté.	
Contravention of unpublished order	(5) No person shall be convicted of an offence consisting of a contravention of an interim order that, at the time of the alleged contravention, had not been published in the <i>Canada Gazette</i> unless it is proved that, at the date of the alleged contravention, that person had been notified of the interim order.	(5) Nul ne peut être condamné pour violation d'un arrêté d'urgence qui, à la date du fait reproché, n'avait pas été publié dans la <i>Gazette du Canada</i> , sauf s'il est établi qu'à cette date l'arrêté avait été porté à sa connaissance.	Violation d'un arrêté non publié
Cessation of effect	(6) Subject to subsection (3), an interim order ceases to have effect on the earliest of (a) the day it is repealed, (b) the day a regulation referred to in subsection (4) is made, and (c) two years after the order is made.	(6) Sous réserve du paragraphe (3), l'arrêté cesse d'avoir effet le jour de son abrogation, à la prise du règlement visé au paragraphe (4) ou, au plus tard, deux ans après sa prise.	Cessation d'effet de l'arrêté
Report and remedial measures	RELEASE OF AIR POLLUTANTS OR GREENHOUSE GASES 103.11 (1) Where there occurs or is a likelihood of a release into the air of an air pollutant or a greenhouse gas in contravention of a regulation made under subsection 103.09(2) or an order made under section 103.1, any person described in subsection (2) shall, as soon as possible in the circumstances, (a) subject to subsection (3) and any regulations made under paragraph 103.13(b), notify an enforcement officer or any other person designated under the regulations and provide a written report on the matter to the enforcement officer or other person; (b) take all reasonable measures consistent with the protection of the environment and public safety to prevent or stop the release; and (c) make a reasonable effort to notify any member of the public who may be adversely affected by the release or likely release.	REJET DE POLLUANTS DE L'AIR OU DE GAZ À EFFET DE SERRE 103.11 (1) En cas de rejet dans l'air — effectif ou probable — d'un polluant de l'air ou d'un gaz à effet de serre en violation d'un règlement pris en vertu du paragraphe 103.09(2) ou d'un arrêté pris en vertu de l'article 103.1, les intéressés sont tenus, dans les meilleurs délais possibles, à la fois : a) sous réserve du paragraphe (3) et des règlements pris en vertu de l'alinéa 103.13b), de signaler le rejet à un agent de l'autorité ou à toute autre personne désignée par règlement et de lui fournir un rapport écrit sur la situation; b) de prendre toutes les mesures compatibles avec la protection de l'environnement et la sécurité publique qui sont indiquées pour prévenir le rejet ou le faire cesser; c) de s'efforcer d'avertir les membres du public auxquels le rejet pourrait causer un préjudice.	Rapport et correctifs
Application	(2) Subsection (1) applies to any person who (a) owns or has the charge, management or control of a substance immediately before its release or likely release into the air; or (b) causes or contributes to the release or increases the likelihood of a release.	(2) Les intéressés sont en l'occurrence les personnes qui : a) soit sont propriétaires de la substance en question, ou ont toute autorité sur elle, avant son rejet — effectif ou probable — dans l'air;	Personnes visées

Report to provincial official	(3) Where there are in force, by or under the laws of a province or an aboriginal government, provisions that the Governor in Council, by regulation, declares to be adequate for dealing with a release described in subsection (1), a report required by paragraph (1)(a) shall be made to a person designated by those provisions.	b) soit causent ce rejet ou y contribuent, ou encore en augmentent la probabilité. (3) Dans les cas où sont en vigueur, dans le cadre du droit d'une province ou d'un gouvernement autochtone, des dispositions que le gouverneur en conseil déclare, par règlement, convenir pour faire face au rejet, le rapport exigé aux termes de l'alinéa (1)a) est transmis à la personne désignée dans ces dispositions.	Rapport au fonctionnaire compétent
Intervention by enforcement officer	(4) Where any person described in subsection (2) fails to take any measures required under subsection (1), an enforcement officer may take those measures, cause them to be taken or direct any person referred to in subsection (2) to take them.	(4) Faute par un intéressé de prendre les mesures imposées par le paragraphe (1), l'agent de l'autorité peut les prendre, les faire prendre ou ordonner à quiconque est visé au paragraphe (2) de les prendre.	Intervention de l'agent de l'autorité
Limitation on power of direction	(5) A direction of an enforcement officer under subsection (4) that is inconsistent with a requirement imposed by or under any other Act is void to the extent of the inconsistency.	(5) L'ordre donné par l'agent de l'autorité est nul dans la mesure où il est incompatible avec une exigence imposée sous le régime d'une autre loi fédérale.	Restriction
Access to property	(6) Any enforcement officer or other person authorized or required to take any measures under subsection (1) or (4) may enter or have access to any place or property that is the location where a release occurs or is likely to occur or any place or property that is reasonably suspected to be affected by the release, and may do any reasonable things that may be necessary in the circumstances.	(6) L'agent de l'autorité ou la personne qui doit ou peut prendre les mesures visées aux paragraphes (1) ou (4) a accès à tout lieu ou bien où le rejet se produit ou risque de se produire ou à tout lieu ou bien dont on peut raisonnablement soupçonner qu'il est touché par le rejet, et il peut prendre les mesures que les circonstances imposent.	Accès
Personal liability	(7) Any person, other than a person described in subsection (2), who provides assistance or advice in taking the measures required by subsection (1) or who takes any measures authorized under subsection (4) is not personally liable either civilly or criminally in respect of any act or omission committed in the course of providing assistance or advice or of taking any measures under those subsections, unless it is established that the person acted in bad faith.	(7) La personne autre que les intéressés qui fournit aide ou conseils pour l'intervention visée par le paragraphe (1) ou qui prend les mesures visées au paragraphe (4) n'encourt aucune responsabilité personnelle, ni au civil ni au criminel, pour les actes ou omissions constatés à cette occasion, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi.	Responsabilité personnelle
Voluntary report	103.12 (1) Where a person has knowledge of the occurrence or likelihood of a release into the air of an air pollutant or a greenhouse gas in contravention of a regulation made under subsection 103.09(2) or an order made under section 103.1, but is not required to report the matter under this Act, the person may report any information relating to the release or likely	103.12 (1) La personne non tenue de faire un rapport qui a connaissance d'un rejet — effectif ou probable — dans l'air d'un polluant de l'air ou d'un gaz à effet de serre en violation d'un règlement pris en vertu du paragraphe 103.09(2) ou d'un arrêté pris en vertu de l'article 103.1, peut transmettre les renseigne-	Rapport volontaire

	release to an enforcement officer or to any person to whom a report may be made under section 103.11.	ments afférents à l'agent de l'autorité ou à toute personne à qui un rapport peut être présenté au titre de l'article 103.11.	
Request for confidentiality	(2) A person making a report under subsection (1) may request that their identity and any information that could reasonably reveal their identity not be released.	(2) L'auteur du rapport volontaire peut demander la non-divulgence de son identité et de tout renseignement susceptible de la révéler.	Confidentialité 5
Requirement for confidentiality	(3) Where a person makes a request under subsection (2), no person shall release or cause to be released the identity of the person making the request or any information that could reasonably be expected to reveal their identity unless the person making the request authorizes the release in writing.	(3) Il est interdit de divulguer l'identité de l'auteur du rapport qui a fait la demande visée au paragraphe (2) ou tout renseignement susceptible de la révéler sans son consentement écrit.	Protection 10
Employee protection	(4) Despite any other Act, no employer shall dismiss, suspend, demote, discipline, harass or otherwise disadvantage an employee, or deny an employee a benefit of employment, by reason that (a) the employee has made a report under subsection (1); (b) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, has refused or stated an intention of refusing to do anything that is an offence under this Act; or (c) the employee, acting in good faith and on the basis of reasonable belief, has done or stated an intention of doing anything that is required to be done by or under this Act.	(4) Malgré toute autre loi fédérale, il est interdit à l'employeur de congédier un employé, de le suspendre, de le rétrograder, de le punir, de le harceler ou de lui faire subir tout autre inconvénient ou de le priver d'un avantage lié à son emploi parce que, selon le cas : a) il a fait un rapport en vertu du paragraphe (1); b) il a, de bonne foi et en se fondant sur des motifs raisonnables, refusé ou fait part de son intention de refuser d'accomplir un acte qui constitue une infraction à la présente loi; c) il a, de bonne foi et en se fondant sur des motifs raisonnables, accompli ou fait part de son intention d'accomplir un acte qu'il est tenu d'accomplir sous le régime de la présente loi.	Rapport d'un fonctionnaire 15
Regulations	103.13 The Governor in Council may make regulations (a) designating persons for the purposes of paragraph 103.11(1)(a) and prescribing the form of the report to be made under that paragraph and the information to be contained in it; (b) respecting the notification and reporting of a release; (c) declaring provisions to be adequate for the purpose of subsection 103.11(3); and (d) generally for carrying out the purposes and provisions of sections 103.11 and 103.12.	103.13 Le gouverneur en conseil peut, par règlement : a) déterminer la forme des rapports visés à l'alinéa 103.11(1)a) et les renseignements à y porter, et en désigner les destinataires autres que l'agent de l'autorité; b) régir l'obligation visée à l'alinéa 103.11(1)a) de signaler le rejet ou de faire rapport sur lui; c) faire la déclaration mentionnée au paragraphe 103.11(3); d) prendre toute autre mesure d'application des articles 103.11 et 103.12.	Règlements 30

Recovery of reasonable costs and expenses by Her Majesty	103.14 (1) Her Majesty in right of Canada may recover the costs and expenses of and incidental to taking any measures under subsection 103.11(4) from	103.14 (1) Sa Majesté du chef du Canada peut recouvrer les frais directs et indirects occasionnés par la prise de mesures en vertu du paragraphe 103.11(4) auprès des intéressés :	Recouvrement des frais par Sa Majesté
	(a) any person referred to in paragraph 103.11(2)(a); and	a) visés à l'alinéa 103.11(2)a),	5
	(b) any person referred to in paragraph 103.11(2)(b) to the extent that that person knowingly or negligently caused or contributed to the release.	b) visés à l'alinéa 103.11(2)b) dans la mesure où, sciemment ou par négligence, ils ont causé le rejet ou y ont contribué.	10
Reasonably incurred	(2) The costs and expenses referred to in subsection (1) shall only be recovered to the extent that they can be established to have been reasonably incurred in the circumstances.	(2) Les frais ne sont recouvrés que dans la mesure où il peut être établi qu'ils ont été engagés et sont justifiés dans les circonstances.	Conditions 10
Joint and several liability	(3) Subject to subsection (4), the persons referred to in subsection (1) are jointly and severally liable or solidarily liable for the costs and expenses referred to in that subsection.	(3) Les personnes mentionnées au paragraphe (1) sont solidairement responsables des frais visés à ce paragraphe.	Solidarité
Limitation	(4) A person referred to in paragraph 103.11(2)(b) shall not be held liable under subsection (3) to an extent greater than the extent to which the person knowingly or negligently caused or contributed to the release.	(4) Les personnes visées à l'alinéa 103.11(2)b) ne sont toutefois responsables que dans la mesure où, sciemment ou par négligence, elles ont causé le rejet ou y ont contribué.	Restriction 15
Procedure	(5) A claim under this section may be sued for and recovered by Her Majesty in right of Canada with costs in proceedings brought or taken in the name of Her Majesty in right of Canada in any court of competent jurisdiction.	(5) Les créances, ainsi que les dépens et autres frais afférents, peuvent faire l'objet d'une action en recouvrement intentée au nom de Sa Majesté du chef du Canada devant tout tribunal compétent.	Poursuites 20
Recourse or indemnity	(6) This section does not limit or restrict any right of recourse or indemnity that a person may have against any other person.	(6) Le présent article ne limite pas les recours contre un tiers.	Recours contre des tiers 25
Limitation period	(7) Where events giving rise to a claim under this section occur, no proceedings in respect of the claim may be instituted after five years from the date on which the events occur or become evident to the Minister, whichever is later.	(7) Le recouvrement se prescrit par cinq ans à compter de la date où les faits à l'origine des créances sont survenus ou, si elle est postérieure, de la date où ils sont venus à la connaissance du ministre.	Prescription 30
Minister's certificate	(8) A document purporting to have been issued by the Minister certifying the day on which the events giving rise to a claim under this section came to the knowledge of the Minister shall be received in evidence and, in the absence of any evidence to the contrary, the document shall be considered as proof of that fact without proof of the signature or of the	(8) Le document censé délivré par le ministre et attestant la date où les faits à l'origine des créances sont venus à sa connaissance fait foi de ce fait, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.	Certificat du ministre 35

official character of the person appearing to have signed the document and without further proof.

Remedial
measures

103.15 Where, in respect of an air pollutant or greenhouse gas, or a product that contains or may release either into the air, there is a contravention of this Part or any regulation made under this Part, the Minister may, in writing,

(a) direct any manufacturer, processor, importer, retailer or distributor of the air pollutant, greenhouse gas or product to take any or all of the following measures:

(i) give public notice in a manner directed by the Minister of any danger to the environment or to human life or health posed by the air pollutant, greenhouse gas or product,

(ii) mail a notice described in subparagraph (i) to every manufacturer, processor, importer, distributor or retailer of the air pollutant, greenhouse gas or product, or

(iii) mail a notice described in subparagraph (i) to every person to whom the air pollutant, greenhouse gas or product is known to have been delivered or sold; and

(b) direct any manufacturer, processor, distributor, importer or retailer of the air pollutant, greenhouse gas or product to take any or all of the following measures:

(i) replace the air pollutant, greenhouse gas or product with a substance or product that does not pose a danger to the environment or to human life or health,

(ii) accept the return of the air pollutant, greenhouse gas or product from the purchaser and refund the purchase price, or

(iii) take any other measures for the protection of the environment or of human life or health.

19. The Act is amended by adding the following after section 138:

103.15 En cas de violation de la présente partie ou de ses règlements, mettant en cause un polluant de l'air, un gaz à effet de serre ou un produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'air, le ministre peut, par écrit :

a) d'une part, ordonner aux personnes qui fabriquent, transforment, vendent au détail, importent ou distribuent le polluant de l'air, le gaz à effet de serre ou le produit de prendre les mesures suivantes :

(i) avertir le public, conformément à ses instructions, du danger que le polluant de l'air, le gaz à effet de serre ou le produit présente pour l'environnement ou pour la vie ou la santé humaines,

(ii) envoyer par la poste cet avertissement aux personnes qui fabriquent, transforment, vendent au détail, importent ou distribuent le polluant de l'air, le gaz à effet de serre ou le produit,

(iii) envoyer par la poste cet avertissement aux personnes à qui on sait que le polluant de l'air, le gaz à effet de serre ou le produit a été livré ou vendu;

b) d'autre part, ordonner aux personnes qui fabriquent, transforment, vendent au détail, importent ou distribuent le polluant de l'air, le gaz à effet de serre ou le produit :

(i) soit de les remplacer par une autre substance ou un autre produit inoffensifs pour l'environnement ou pour la vie ou la santé humaines,

(ii) soit de les reprendre à l'acheteur et de les lui rembourser,

(iii) soit de prendre toute autre mesure en vue de la protection de l'environnement ou de la vie ou de la santé humaines.

19. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 138, de ce qui suit :

Mesures
correctives

Information Gathering

Notice requiring testing

138.1 (1) For the purpose of assessing whether to control, or the manner in which to control, a fuel or an element, component or additive in a fuel, the Minister of Health may send a written notice to any person who is described in the notice and who is or was within the period specified in the notice engaged in any activity involving the importation or manufacturing of the fuel or element, component or additive requiring the person to conduct any research and studies on the effects of the fuel or element, component or additive, including the effects of their combustion, on human life or health and submit the results to the Minister of Health.

Contents of notice

(2) A notice sent under subsection (1) may specify the methods, test procedures and laboratory practices to be followed for conducting the sampling, analyzing, measuring, monitoring or quantifying of a fuel or an element, component or additive in a fuel in performing any research and studies referred to in that subsection.

Compliance with notice

(3) Every person to whom a notice referred to in subsection (1) is sent shall comply with the notice within the time specified in the notice.

Extension of time

(4) Despite subsection (3), the Minister of Health may, on request in writing from any person to whom a notice referred to in subsection (1) has been sent, extend the time or times within which the person shall comply with the notice.

Manner

(5) The notice may indicate the manner in which the information is to be provided.

Requirement to retain information

(6) Any person required to provide the Minister of Health with information under this section shall keep copies of the required information, together with any calculations, measurements and other data on which the information is based, for a period of seven years from the date the information was provided.

20. Paragraphs 139(2)(b) to (d) of the Act are replaced by the following:

Collecte de renseignements

138.1 (1) Afin d'établir s'il y a lieu de prendre des mesures de contrôle à l'égard d'un combustible ou d'un élément, composant ou additif présent dans un combustible, et, dans l'affirmative, de déterminer la nature de ces mesures de contrôle, le ministre de la Santé peut envoyer un avis écrit aux personnes qui y sont désignées et qui se livrent, pendant la période qui y est précisée, à une activité comportant l'importation ou la fabrication du combustible ou de l'élément, du composant ou de l'additif, les obligeant à faire toute recherche ou étude sur leurs effets, notamment ceux de leur combustion, sur la vie ou la santé humaines et à lui en envoyer les résultats.

(2) L'avis prévu au paragraphe (1) peut en outre préciser les méthodes, les procédures d'essai et les pratiques de laboratoire applicables à l'échantillonnage, à l'analyse, à la mesure, à la quantification ou à la surveillance du combustible ou de l'élément, du composant ou de l'additif présent dans un combustible, dans le cadre des recherches ou études prévues à ce paragraphe.

(3) Les destinataires des avis sont tenus de s'y conformer dans le délai qui leur est imparti.

(4) Le ministre de la Santé peut, sur demande écrite du destinataire, proroger le délai.

(5) Il peut préciser dans l'avis la façon dont les renseignements doivent être communiqués.

(6) La personne qui communique des renseignements au ministre de la Santé au titre du présent article doit en conserver une copie, ainsi qu'une copie des calculs, mesures et autres données sur lesquels ces renseignements s'appuient, pour une période de sept ans commençant le jour de la communication.

20. Les alinéas 139(2)b) à d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Avis de demande de renseignements ou d'essais

Contenu de l'avis prévu au paragraphe (1)

Observation de l'avis

Prorogation du délai

Type de communication

Conservation des renseignements

(b) subject to the regulations, the fuel is produced or sold for export and there is written evidence establishing that the fuel will be exported;

(c) subject to the regulations, the fuel is being produced or imported and there is written evidence establishing that the fuel will meet the requirements of subsection (1) before the fuel is used or sold;

(d) subject to the regulations, the fuel is being imported in a fuel tank that supplies the engine of a conveyance that is used for transportation by water, land or air; or

(e) subject to the regulations, the total quantity of fuel produced or imported by that person is less than 400 cubic meters per year.

21. (1) Subsection 140(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (c):

(c.1) the manner in which and conditions under which fuels may be blended;

(2) Paragraph 140(1)(e) of the Act is replaced by the following:

(e) the keeping of books and records by persons who produce, sell, import or blend fuel;

(3) The portion of paragraph 140(1)(g) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(g) the submission by persons who produce, sell, import or blend fuel of information regarding

(4) Subparagraph 140(1)(g)(iii) of the Act is replaced by the following:

(iii) the adverse effects from the use of the fuel, or any additive contained in the fuel, on the environment, on human life or health, on combustion technology and on emission control equipment, and

b) qui, sauf disposition contraire du règlement, est produit ou vendu pour exportation et est accompagné d'une preuve attestant qu'il sera exporté;

c) qui, sauf disposition contraire du règlement, est produit ou importé et est accompagné d'une preuve attestant qu'il sera conforme aux normes avant son utilisation ou sa vente;

d) qui, sauf disposition contraire du règlement, est importé dans le réservoir qui sert à alimenter le moteur d'un moyen de transport terrestre, aérien ou par eau;

e) dont, sauf disposition contraire du règlement, la production ou l'importation annuelle totale par un même producteur ou importateur est inférieure à 400 mètres cubes.

21. (1) Le paragraphe 140(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) les modalités et les conditions de mélange des combustibles;

(2) L'alinéa 140(1)e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

e) la tenue des livres et registres par les producteurs, importateurs, vendeurs ou mélangeurs de combustibles;

(3) Le passage de l'alinéa 140(1)g) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

g) la transmission par les producteurs, importateurs, vendeurs ou mélangeurs de combustible de renseignements concernant :

(4) Le sous-alinéa 140(1)g)(iii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) les effets nocifs de l'utilisation du combustible, ou de tout additif présent dans celui-ci, sur l'environnement ou sur la vie ou la santé humaines, ainsi que sur les technologies de combustion ou les dispositifs de contrôle des émissions,

(5) Subsection 140(1) of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (i), by adding the word “and” at the end of paragraph (j) and by adding the following after paragraph (j):

(k) the submission of reports on the quantity of fuel produced or sold for export.

(6) Subsection 140(3) of the Act is replaced by the following:

(3) A regulation made under subsection (1) may make paragraphs 139(2)(b) to (e) inoperable in respect of the regulation.

(3.1) Regulations made under subsection (1) may exempt from the provisions of a regulation certain fuels based on their use or conditions of use.

22. Paragraph 143(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the fuel conforms to the requirements for that fuel provided for by regulations made under section 145 and any requirements that are applicable to that fuel and that may be provided for by regulations made under subsection 93(1), 103.09(2) or 140(1);

23. Section 146 of the Act is replaced by the following:

Variations
146. A regulation made under this Division may distinguish among fuels according to their manufacturing process, commercial designation, feedstocks, source, physical or chemical properties, class, use, conditions of use or place or time of year of use.

24. The portion of section 195 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(5) Le paragraphe 140(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa j), de ce qui suit :

k) la présentation de rapports concernant la quantité de combustible produit ou vendu pour exportation.

(6) Le paragraphe 140(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le règlement pris en vertu du paragraphe (1) peut prévoir que les alinéas 139(2)b) à e) sont inopérants à son égard.

(3.1) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent soustraire tout combustible de l’application de tout ou partie d’un règlement, en fonction de son utilisation ou des conditions de son utilisation.

22. L’alinéa 143b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) conformité du combustible aux normes établies par règlement d’application de l’article 145 et à celles — applicables au combustible — qui peuvent être établies par règlement pris en vertu des paragraphes 93(1), 103.09(2) ou 140(1);

23. L’article 146 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Variations
146. Le règlement pris sous le régime de la présente section peut traiter les combustibles différemment selon leur processus de fabrication, leur appellation commerciale, leurs propriétés physiques ou chimiques, leurs matières premières, leur source, leur catégorie, leur utilisation ou les conditions de leur utilisation, leur lieu d’utilisation et la période de l’année pendant laquelle ils sont utilisés.

24. Le passage de l’article 195 de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Inoperability

Exemption

Disposition inopérante

Exemption

Variations in fuels

Variations

Research

195. Despite subsection 36(3) of the *Fisheries Act*, subsection 123(1) and regulations made under paragraphs 93(1)(a), (b), (c) and (d), 103.09(2)(a), (b) and (c) and 209(2)(a), (b), (c) and (d), the Minister may

25. Paragraph 199(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a substance or group of substances on the List of Toxic Substances in Schedule 1 or an air pollutant or greenhouse gas; or 10

26. Paragraphs 218(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) there can be found in the place a substance to which this Act applies or a product that contains or may release such a substance into the environment; 15

(b) a fuel to which this Act applies is being or has been produced or blended, or can be found, in the place;

27. Section 272 of the Act is amended by 20 adding the following after subsection (2):

(2.1) Despite subsection (2), every person who fails to remit a tradeable unit to the Minister, and in so doing commits an offence under subsection (1), is liable 25

(a) on conviction on indictment, to the prescribed fine, if applicable, or to imprisonment for a term of not more than three years, or to both; and

(b) on summary conviction, to the prescribed 30 fine, if applicable, or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

28. The Act is amended by adding the following after section 277:

277.1 Subject to regulations made under 35 section 278, all fines received by the Receiver General in respect of the commission of an offence under this Act or the execution of an order in relation to this Act shall be credited to the Environmental Damages Fund, an account 40 in the accounts of Canada.

Penalty

Environmental
Damages Fund

195. Par dérogation au paragraphe 36(3) de la *Loi sur les pêches*, au paragraphe 123(1) et aux règlements pris en vertu des alinéas 93(1)a), b), c) et d), 103.09(2)a), b) et c) et 209(2)a), b), 5 c) et d), le ministre peut :

25. L'alinéa 199(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) est inscrite sur la liste de l'annexe 1 ou est un polluant de l'air ou un gaz à effet de serre;

26. Les alinéas 218(1)a) et b) de la même 10 loi sont remplacés par ce qui suit :

a) qu'il s'y trouve soit une substance visée par la présente loi, soit un produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'environnement; 15

b) qu'on y produit ou y a produit, qu'on y mélange ou y a mélangé ou qu'il s'y trouve un combustible visé par la présente loi;

27. L'article 272 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce 20 qui suit :

(2.1) Malgré le paragraphe (2), la personne qui omet de remettre un permis échangeable au ministre et, ce faisant, commet une infraction prévue au paragraphe (1), encourt, sur déclara- 25 tion de culpabilité :

a) par mise en accusation, l'amende prévue, le cas échéant, par règlement et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines; 30

b) par procédure sommaire, l'amende prévue, le cas échéant, par règlement et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

28. La même loi est modifiée par adjonc- 35 tion, après l'article 277, de ce qui suit :

277.1 Sous réserve des règlements pris en vertu de l'article 278, les sommes reçues par le receveur général qui sont le produit de l'exécution des ordonnances ou arrêtés pris sous le 40 régime de la présente loi ou des amendes infligées pour infraction à la présente loi sont

Recherche

Peines

Fonds pour
dommages à
l'environnement

29. The Act is amended by adding the following after section 278:

Regulations

278.01 The Governor in Council may, in the exercise of a regulation-making power under section 326, make regulations prescribing the method of calculating the fine in respect of the offence referred to in subsection 272(2.1), including establishing a minimum and maximum amount payable for each tradeable unit that is not remitted to the Minister.

30. Subparagraph 296(1)(b)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) paragraph 272(1)(a) or (b), in respect of subsection 16(4), 81(1), (2), (3) or (4), 82(1) or (2), 84(2) or 96(4), section 99, subsection 103.12(4), section 103.15, subsection 106(1), (2), (3) or (4), 107(1) or (2), 109(1) or (2), 119(1), 148(1), 202(4) or 213(4) or section 227 or 228,

31. Paragraph 310(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) shall prescribe the fine to be paid or the method of calculating the fine; and

32. The portion of section 325 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Regulations for systems relating to deposits and refunds

325. The Governor in Council may, in the exercise of a regulation-making power under subsection 93(1) or 103.09(2) or section 118 or 209, make regulations respecting systems relating to deposits and refunds, including, but not limited to, regulations providing for, or imposing requirements respecting,

portées au crédit du Fonds pour dommages à l'environnement, ouvert parmi les comptes du Canada.

29. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 278, de ce qui suit :

5

278.01 Le gouverneur en conseil peut, dans l'exercice des attributions prévues à l'article 326, prendre des règlements prévoyant le mode de calcul de l'amende relative à l'infraction visée au paragraphe 272(2.1), notamment la somme minimale et maximale imposée pour chaque permis échangeable qui n'est pas remis au ministre.

Règlements — permis échangeable

30. Le sous-alinéa 296(1)(b)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

15

(i) aux alinéas 272(1)a) ou b) pour contravention aux paragraphes 16(4), 81(1), (2), (3) ou (4), 82(1) ou (2), 84(2) ou 96(4), à l'article 99, au paragraphe 103.12(4), à l'article 103.15, aux paragraphes 106(1), (2), (3) ou (4), 107(1) ou (2), 109(1) ou (2), 119(1), 148(1), 202(4) ou 213(4) ou aux articles 227 ou 228,

31. Le paragraphe 310(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

25

(2) Le règlement :

Règlement

a) doit fixer la procédure permettant au prévenu de plaider coupable et d'acquitter l'amende prévue;

b) doit prévoir le montant ou le mode de calcul de l'amende;

c) peut prévoir toute autre mesure nécessaire à l'application du présent article.

32. Le passage de l'article 325 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

35

325. Le gouverneur en conseil peut, dans l'exercice des attributions prévues aux paragraphes 93(1) ou 103.09(2) ou aux articles 118 ou 209, prendre des règlements sur la consignation et régir, notamment par l'imposition d'obligations :

Règlement : consignation

33. The portion of section 326 of the Act before paragraph (c) is replaced by the following:

Regulations for
tradeable units
systems

326. The Governor in Council may, in the exercise of a regulation-making power under subsection 93(1) or 103.09(2) or section 118, 140, 167, 177 or 209, make regulations respecting systems relating to tradeable units, including regulations providing for, or imposing requirements respecting,

(a) a substance, a product that contains or may release a substance into the environment or a work, undertaking, activity or source in relation to which the system is established;

(b) the methods and procedures for conducting the sampling, analyzing, testing, measuring, monitoring or quantifying under the system;

34. Subsection 330(3.1) of the Act is replaced by the following:

Variation

(3.1) A regulation made under subsection 93(1) or 103.09(2) or section 140, 167, 177 or 326 may be made applicable in only a part or parts of Canada, including any province, in order to protect the environment, its biological diversity or human health or to achieve national consistency in environmental quality.

Variation

(3.2) A regulation made under subsection 93(1) or 103.09(2) or section 167, 177 or 326 may distinguish among persons, works, undertakings or activities according to any factors that, in the opinion of the Governor in Council, will allow for the making of a regulation that provides for satisfactory protection of the environment or human life or health, including

(a) quantities of releases;

(b) production capacity;

(c) technology or techniques used; and

(d) in the case of works or undertakings, the date of commencement of their operation or 40 the date on which any major alterations are completed.

33. Le passage de l'article 326 de la même loi précédant l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

326. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, dans l'exercice des attributions prévues aux paragraphes 93(1) ou 103.09(2) ou aux articles 118, 140, 167, 177 ou 209 régir les mécanismes de permis échangeables et régir, notamment par l'imposition d'obligations :

Règlement :
permis
échangeables

a) la substance, le produit qui en contient ou est susceptible d'en rejeter dans l'environnement, l'ouvrage, l'entreprise, l'activité ou la source visé par les mécanismes;

b) les méthodes et procédures en matière de prélèvement d'échantillons, d'analyses, d'essais, de mesures, de quantification et de surveillance liés aux mécanismes;

34. Le paragraphe 330(3.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3.1) Les règlements pris en vertu des paragraphes 93(1) ou 103.09(2) ou des articles 140, 167, 177 ou 326 peuvent être applicables à une ou plusieurs régions du Canada, y compris une province, afin de protéger l'environnement ou la diversité biologique de celui-ci ou la santé humaine ou d'atteindre une qualité de l'environnement similaire à l'échelle nationale.

Application
particulière

(3.2) Les règlements pris en vertu des paragraphes 93(1) ou 103.09(2) ou les articles 167, 177 ou 326 peuvent traiter les personnes, les ouvrages, les entreprises ou les activités différemment compte tenu notamment de facteurs ci-après, lorsque le gouverneur en conseil est d'avis que les règlements assurent ainsi de façon satisfaisante la protection de l'environnement ou de la vie ou la santé humaines :

Variations

a) la quantité de rejet;

b) la capacité de production;

c) les techniques employées;

d) dans le cas d'un ouvrage ou d'une entreprise, la date du début de son exploitation ou celle de l'achèvement de travaux importants.

Limitation of Part 7	(3.3) Nothing in Part 7 shall be construed so as to prevent the making of regulations under Part 5 or 5.1.	(3.3) Les dispositions de la partie 7 n'ont pas pour effet d'empêcher la prise de règlements au titre des parties 5 ou 5.1.	Partie 7
2004, c. 15, s. 30	35. The portion of section 331 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	35. L'article 331 de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :	2004, ch. 15, art. 30
Exemption from Statutory Instruments Act	331. An interim order made under section 94, 103.1, 163, 173, 183 or 200.1	331. Les arrêtés d'urgence pris en application des articles 94, 103.1, 163, 173, 183 ou 200.1 sont soustraits à l'application des articles 3, 5 et 11 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> et publiés dans la <i>Gazette du Canada</i> dans les 10 vingt-trois jours suivant leur approbation.	Arrêtés d'urgence — <i>Loi sur les textes réglementaires</i>
2004, c. 15, s. 31	36. Subsection 332(1) of the Act is replaced by the following:	36. Le paragraphe 332(1) de la même loi 10 est remplacé par ce qui suit :	2004, ch. 15, art. 31
Publication of proposed orders and regulations	332. (1) The Minister shall publish in the <i>Canada Gazette</i> a copy of every order, regulation or instrument proposed to be made by the Minister or the Governor in Council under subsection 6(4), 10(11), 65(2), 67(1), 81(7), 15 89(1) or 90(1) or (2), section 92.1, subsection 93(1), section 97, 100 or 102, subsection 103.09(1) or (2), section 103.13, subsection 106(7), 114(1), 115(1), 118(1) or 130(4), section 135, subsection 140(1), 145(1), 156(1) or 20 160(1), section 167, 177, 191 or 200, subsection 209(1), section 210, 242, 278, 278.01, 309, 310, 319, 325, 326, 327 or 328 or subsection 330(4).	332. (1) Le ministre fait publier dans la <i>Gazette du Canada</i> les projets de décret, 15 d'arrêté, de règlement ou de texte fondés sur les paragraphes 6(4), 10(11), 65(2), 67(1), 81(7), 89(1) ou 90(1) ou (2), l'article 92.1, le paragraphe 93(1), les articles 97, 100 ou 102, les paragraphes 103.09(1) ou (2), l'article 103.13, 20 les paragraphes 106(7), 114(1), 115(1), 118(1) ou 130(4), l'article 135, les paragraphes 140(1), 145(1), 156(1) ou 160(1), les articles 167, 177, 191 ou 200, le paragraphe 209(1), les articles 210, 242, 278, 278.01, 309, 310, 319, 325, 326, 25 327 ou 328 ou le paragraphe 330(4).	Publication des projets de décret, d'arrêté et de règlement
	37. Section 333 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):	37. L'article 333 de la même loi est modifié 25 par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :	
Establishment of board of review	(2.1) Where a person or government files with the Minister, within the time specified, a notice of objection under subsection 332(2) with respect to regulations proposed to be made under subsection 10(11) the Minister may 30 establish a board of review to inquire into the matter.	(2.1) En cas de dépôt, dans le délai précisé, 30 de l'avis d'opposition mentionné au paragraphe 332(2) relativement à un projet de règlement prévu au paragraphe 10(11), le ministre peut constituer une commission de révision chargée d'enquêter sur la question soulevée par l'avis. 35	Projet de règlement prévu au paragraphe 10(11)
SOR/2001-147	38. Item 51 of Schedule 1 to the Act is repealed.	38. L'article 51 de l'annexe 1 de la même loi est abrogé.	DORS/2001-147
SOR/2003-229	39. Items 60 to 65 of Schedule 1 to the Act 35 are repealed.	39. Les articles 60 à 65 de l'annexe 1 de la même loi sont abrogés.	DORS/2003-229
SOR/2005-345	40. Items 74 to 79 of Schedule 1 to the Act are repealed.	40. Les articles 74 à 79 de l'annexe 1 de la 40 même loi sont abrogés.	DORS/2005-345
	41. The Act is amended by adding, after Schedule 3, the Schedule 3.1 set out in the 40 schedule to this Act.	41. La même loi est modifiée par adjonction, après l'annexe 3, de l'annexe 3.1 figurant à l'annexe de la présente loi.	

PART 2

AMENDMENTS TO THE ENERGY
EFFICIENCY ACT

1992, c. 36

42. The *Energy Efficiency Act* is amended by adding the following after section 2:

Meaning of
"class"

2.1 For greater certainty, a reference in this Act to a "class" in relation to energy-using products includes classes based on common energy-consuming characteristics, the intended use of the products or the conditions under which the products are normally used.

43. Subsection 4(1) of the Act is replaced by the following:

Interprovincial
trade and
importation

4. (1) No dealer shall, for the purpose of sale or lease, ship an energy-using product from one province to another province, or import an energy-using product into Canada, unless

(a) the product complies with the energy efficiency standard; and

(b) the product or its package is labelled in accordance with the regulations, if any.

44. Section 5 of the Act is replaced by the following:

Information
provided by
dealers

5. (1) Every dealer who ships or imports energy-using products as described in subsection 4(1) shall provide to the Minister, in the prescribed form and manner and at the prescribed time, prescribed information respecting those products, including their energy efficiency, their shipment or their importation.

Exceptions

(2) A dealer is not required to provide prescribed information in respect of the energy efficiency of any particular energy-using products if the Minister is satisfied that

(a) the information has previously been provided under subsection (1); or

(b) information has previously been provided under subsection (1) in respect of the energy efficiency of comparable energy-using products that differ from those products only in a manner that does not relate to energy efficiency.

PARTIE 2

MODIFICATIONS À LA LOI SUR
L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

1992, ch. 36

42. La *Loi sur l'efficacité énergétique* est modifiée par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit :

Sens de
« catégorie »

2.1 Dans la présente loi, il est entendu que, utilisée relativement aux matériels consommateurs d'énergie, la mention « catégorie » s'entend notamment de tout regroupement fondé sur les caractéristiques de consommation d'énergie communes des matériels, l'usage auquel ils sont destinés ou les circonstances dans lesquelles ils sont normalement utilisés.

43. Le paragraphe 4(1) de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit :

4. (1) Il est interdit au fournisseur d'importer ou d'expédier d'une province à une autre, 15 aux fins de vente ou de location, du matériel consommateur d'énergie non conforme à la norme d'efficacité énergétique applicable ou dont l'étiquetage n'est pas réglementaire.

Commerce
interprovincial et
importation

44. L'article 5 de la même loi est remplacé 20 par ce qui suit :

5. (1) Le fournisseur visé au paragraphe 4(1) transmet au ministre, en la forme et selon les modalités — de temps ou autres — réglementaires, les renseignements réglementaires 25 concernant le matériel consommateur d'énergie, notamment son efficacité énergétique, son expédition ou son importation.

Renseignements
transmis par le
fournisseur

(2) Cependant, le fournisseur n'est pas tenu de transmettre les renseignements réglementaires 30 concernant l'efficacité énergétique du matériel consommateur d'énergie lorsque le ministre est convaincu, selon le cas :

Exceptions

a) que les renseignements ont déjà été 35 transmis en application du paragraphe (1);

b) que le matériel consommateur d'énergie a les mêmes caractéristiques d'efficacité énergétique qu'un matériel consommateur d'éner-

45. Sections 7 and 8 of the Act are replaced by the following:

Retention of documents and records

7. Every dealer required by section 5 to provide prescribed information to the Minister shall keep, at the dealer's place of business or other prescribed place in Canada, documents and records sufficient to enable the Minister to verify the accuracy and completeness of the information provided.

Period of retention

8. Every dealer required by section 7 to keep 10 documents and records shall, unless authorized by the Minister, retain every such document or record until the expiry of six years after the day on which the prescribed information was provided to the Minister. 15

46. (1) Paragraph 20(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) prescribing as an energy-using product any manufactured product, or class of manufactured products, that is designed to 20 operate using electricity, oil, natural gas or any other form or source of energy or that affects or controls energy consumption;

(2) Paragraph 20(1)(b) of the English version of the Act is replaced by the 25 following:

(b) prescribing energy efficiency standards for energy-using products or classes of energy-using products;

(3) Paragraph 20(1)(c) of the Act is 30 replaced by the following:

(c) respecting the labelling of energy-using products or their packages, or classes of energy-using products or their packages;

gie comparable pour lequel les renseignements ont déjà été transmis en application du paragraphe (1).

45. Les articles 7 et 8 de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 5

7. Les fournisseurs assujettis à l'obligation de transmettre des renseignements prévus à 5 l'article 5 doivent tenir à leur établissement ou en tout autre lieu du Canada désigné par règlement, des documents et dossiers suffisants 10 pour permettre au ministre de vérifier l'exactitude et l'intégralité des renseignements transmis.

Conservation des documents et dossiers

8. Ces fournisseurs sont tenus, sauf autorisation à l'effet contraire du ministre, de 15 conserver les documents et dossiers en cause pendant les six ans suivant la transmission des renseignements.

Période de conservation

46. (1) L'alinéa 20(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 20

a) désigner comme matériel consommateur d'énergie tout produit — ou toute catégorie de produits — fabriqué qui est conçu pour fonctionner à l'électricité, au pétrole, au gaz naturel ou au moyen de toute autre forme ou 25 source d'énergie ou qui régit la consommation d'énergie ou influe sur celle-ci;

(2) L'alinéa 20(1)b) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) prescribing energy efficiency standards 30 for energy-using products or classes of energy-using products;

(3) L'alinéa 20(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) régir l'étiquetage de tout matériel consom- 35 mateur d'énergie ou toute catégorie de matériels consommateurs d'énergie, ou de leur emballage;

PART 3

PARTIE 3

R.S., c. M-9

AMENDMENTS TO THE MOTOR
VEHICLE FUEL CONSUMPTION
STANDARDS ACTMODIFICATIONS À LA LOI SUR LES
NORMES DE CONSOMMATION DE
CARBURANT DES VÉHICULES
AUTOMOBILES

L.R., ch. M-9

47. Section 3 of the *Motor Vehicle Fuel Consumption Standards Act* is renumbered as subsection 3(1) and is amended by adding the following:

47. L'article 3 de la *Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles* devient le paragraphe 3(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Regulation

(2) A regulation made under subsection (1) may prescribe a method of establishing the fuel consumption standard, including one that permits the use of factors that vary from company to company, such as factors related to the number or size of motor vehicles sold in Canada by each company in the year to which the standard applies.

(2) Le règlement d'application du paragraphe (1) peut prescrire une manière d'établir la norme de consommation de carburant. Celle-ci peut faire appel à des facteurs qui varient d'une compagnie à l'autre, notamment des facteurs relatifs au nombre ou à la dimension des véhicules automobiles vendus au Canada par chaque compagnie au cours de l'année en cause.

5 Règlement

48. Section 5 of the Act is repealed.

48. L'article 5 de la même loi est abrogé.

49. Section 24 of the Act is replaced by the following:

49. L'article 24 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

15

Entry into a
place

24. (1) For the purposes of this Act and the regulations, an inspector may at any reasonable time enter any place if the inspector has reasonable grounds to believe that the place contains

24. (1) Pour l'application de la présente loi et de ses règlements, l'inspecteur peut, à toute heure convenable, pénétrer dans tout lieu s'il a des motifs raisonnables de croire, selon le cas :

Visite

(a) a motor vehicle of a class for which a fuel consumption standard has been prescribed and that is

a) qu'il s'y trouve un véhicule automobile d'une catégorie à l'égard de laquelle a été prescrite une norme de consommation de carburant et que, selon le cas :

(i) owned by a company or a consignee of imported motor vehicles, or

(i) le véhicule automobile est la propriété d'un dépositaire de véhicules automobiles importés ou d'une compagnie,

(ii) situated on the premises of a company or a consignee of imported motor vehicles;

(ii) le lieu en question est le local d'un dépositaire de véhicules automobiles importés ou d'une compagnie;

(b) a component of a motor vehicle of a class for which a fuel consumption standard has been prescribed; or

b) qu'il s'y trouve des pièces de véhicule automobile d'une catégorie à l'égard de laquelle a été prescrite une norme de consommation de carburant;

(c) any record described in section 21.

c) qu'il s'y trouve des dossiers visés à l'article 21.

35

Powers of
inspectors

(2) In carrying out an inspection of a place under this section, an inspector may

(2) Dans le cadre de sa visite, l'inspecteur peut :

Pouvoirs de
l'inspecteur

(a) examine any motor vehicle, any component of a motor vehicle, any records or any other thing relevant to the administration or enforcement of this Act that is found in the place;

(b) open and examine any package found in that place that the inspector believes on reasonable grounds contains any component of a motor vehicle or any records; and

(c) require any person to produce for inspection any books, reports, test data, control records, shipping bills, bills of lading or other documents or papers that the inspector believes on reasonable grounds contain any information relevant to the administration or enforcement of this Act, and make copies or extracts of them.

(3) In carrying out an inspection of a place under this section, an inspector may

(a) use or cause to be used any computer system at the place to examine any data contained in or available to the computer system;

(b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a printout or other intelligible output;

(c) take a printout or other output for examination or copying; and

(d) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of the record.

(4) An inspector may not enter a dwelling-place without the consent of its occupant except under the authority of a warrant.

(5) A justice may issue a warrant authorizing the inspector named in it to carry out an inspection of a dwelling-place subject to any conditions that may be specified in the warrant, and authorizing any other person named in it to accompany the inspector and exercise any power specified in the warrant, if on *ex parte* application the justice is satisfied by information on oath that

a) examiner tout véhicule automobile, toute pièce de véhicule automobile, tout dossier ainsi que tout autre objet utile à l'exécution de la présente loi trouvé sur les lieux;

b) ouvrir et examiner tout colis trouvé sur les lieux et dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il contient une pièce de véhicule automobile ou des dossiers;

c) exiger de toute personne qu'elle remette pour examen les livres, rapports, données d'essais, fiches de contrôle, connaissances, feuilles d'expédition ou autres documents ou papiers dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements utiles à l'application de la présente loi, et en prendre des copies ou des extraits.

(3) Dans le cadre de sa visite, l'inspecteur peut également :

a) utiliser ou faire utiliser tout ordinateur trouvé sur les lieux pour vérifier les données que celui-ci contient ou auxquelles il donne accès;

b) à partir de ces données, reproduire ou faire reproduire tout document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible;

c) emporter tout imprimé ou sortie de données pour examen ou reproduction;

d) utiliser ou faire utiliser tout matériel de reproduction pour faire des copies de tout document.

(4) L'inspecteur ne peut toutefois procéder à la visite d'un local d'habitation sans le consentement de l'occupant que s'il est muni du mandat prévu au paragraphe (5).

(5) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation, de même que toute autre personne qui y est nommée à accompagner celui-ci et à exercer les pouvoirs qui y sont prévus, s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

Operation of computer system and copying equipment

Utilisation d'un système informatique

Dwelling-place

Local d'habitation

Warrant for inspection of dwelling-place

Mandat autorisant l'inspection d'un local d'habitation

(a) the conditions for entry described in subsection (1) exist in relation to the dwelling-place;

(b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration or enforcement of this Act; and

(c) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused.

a) les circonstances prévues au paragraphe (1) existent;

b) la visite est nécessaire pour l'exécution de la présente loi;

c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

Assistance to inspectors

(6) The owner or person in charge of a place entered by an inspector pursuant to subsection (1) and every person found in it shall give the inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out their duties under this Act, and shall furnish the inspector with any information they may reasonably require with respect to the administration or enforcement of this Act.

(6) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger quant à l'application de la présente loi.

Assistance à l'inspecteur

1994, c. 41, par. 37(1)(r)

50. Subsection 27(2) of the Act is replaced by the following:

50. Le paragraphe 27(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

Certain exceptions

(2) Information obtained under this Act may be communicated, disclosed or made available for the purposes of the administration or enforcement of this Act or legal proceedings related to it and may be communicated, disclosed or made available to the Minister of Natural Resources.

(2) Les renseignements protégés peuvent toutefois être communiqués dans le cadre de l'application de la présente loi ou des instances qui en découlent; ils peuvent en outre être communiqués au ministre des Ressources naturelles.

Exceptions

1994, c. 41, s. 37

51. Section 39 of the Act is replaced by the following:

51. L'article 39 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

1994, ch. 41, art. 37

Coming into force

39. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

39. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret.

Entrée en vigueur

Sections 3, 5 and 11 to 16

(2) Sections 3, 5 and 11 to 16 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day may not be earlier than the day fixed under subsection (1) and the order may be made by the Governor in Council only on the recommendation of the Minister and the Minister of Natural Resources.

(2) Les articles 3, 5 et 11 à 16 entrent en vigueur à la date fixée par décret, sur recommandation du ministre et du ministre des Ressources naturelles, et cette date ne peut pas être antérieure à celle fixée en vertu du paragraphe (1).

Articles 3, 5 et 11 à 16

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council — Part 1

52. (1) Part 1 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

52. (1) La partie 1 entre en vigueur à la date fixée par décret.

Décret — partie 1

Order in council — Part 2

(2) Part 2 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(2) La partie 2 entre en vigueur à la date fixée par décret.

Décret — partie 2

SCHEDULE
(Section 41)

SCHEDULE 3.1

(Subsections 3(1) and 103.09(6))

LIST OF EXCLUDED VOLATILE ORGANIC COMPOUNDS

1. methane
2. ethane
3. methylene chloride (dichloromethane)
4. 1,1,1-trichloroethane (methyl chloroform)
5. 1,1,2-trichloro-1,2,2-trifluoroethane (CFC-113)
6. trichlorofluoromethane (CFC-11)
7. dichlorodifluoromethane (CFC-12)
8. chlorodifluoromethane (HCFC-22)
9. trifluoromethane (HFC-23)
10. 1,2-dichloro-1,1,2,2-tetrafluoroethane (CFC-114)
11. chloropentafluoroethane (CFC-115)
12. 1,1,1-trifluoro-2,2-dichloroethane (HCFC-123)
13. 1,1,1,2-tetrafluoroethane (HFC-134a)
14. 1,1-dichloro-1-fluoroethane (HCFC-141b)
15. 1-chloro-1,1-difluoroethane (HCFC-142b)
16. 2-chloro-1,1,1,2-tetrafluoroethane (HCFC-124)
17. pentafluoroethane (HFC-125)
18. 1,1,2,2-tetrafluoroethane (HFC-134)
19. 1,1,1-trifluoroethane (HFC-143a)
20. 1,1-difluoroethane (HFC-152a)
21. parachlorobenzotrifluoride (PCBTF)
22. cyclic, branched or linear completely methylated siloxanes
23. acetone
24. perchloroethylene (tetrachloroethylene)
25. 3,3-dichloro-1,1,1,2,2-pentafluoropropane (HCFC-225ca)
26. 1,3-dichloro-1,1,2,2,3-pentafluoropropane (HCFC-225cb)
27. 1,1,1,2,3,4,4,5,5,5-decafluoropentane (HFC 43-10mee)
28. difluoromethane (HFC-32)
29. ethylfluoride (HFC-161)
30. 1,1,1,3,3,3-hexafluoropropane (HFC-236fa)
31. 1,1,2,2,3-pentafluoropropane (HFC-245ca)
32. 1,1,2,3,3-pentafluoropropane (HFC-245ea)
33. 1,1,1,2,3-pentafluoropropane (HFC-245eb)
34. 1,1,1,3,3-pentafluoropropane (HFC-245fa)
35. 1,1,1,2,3,3-hexafluoropropane (HFC-236ea)

ANNEXE
(article 41)

ANNEXE 3.1

(paragraphe 3(1) et 103.09(6))

LISTE DES COMPOSÉS ORGANIQUES EXCLUS

1. méthane
2. éthane
3. chlorure de méthylène (dichlorométhane)
4. 1,1,1-trichloroéthane (méthylchloroforme)
5. 1,1,2-trichloro-1,2,2-trifluoroéthane (CFC-113)
6. trichlorofluorométhane (CFC-11)
7. dichlorodifluorométhane (CFC-12)
8. chlorodifluorométhane (HCFC-22)
9. trifluorométhane (HFC-23)
10. 1,2-dichloro-1,1,2,2-tétrafluoroéthane (CFC-114)
11. chloropentafluoroéthane (CFC-115)
12. 1,1,1-trifluoro-2,2-dichloroéthane (HCFC-123)
13. 1,1,1,2-tétrafluoroéthane (HFC-134a)
14. 1,1-dichloro-1-fluoroéthane (HCFC-141b)
15. 1-chloro-1,1-difluoroéthane (HCFC-142b)
16. 2-chloro-1,1,1,2-tétrafluoroéthane (HCFC-124)
17. pentafluoroéthane (HFC-125)
18. 1,1,2,2-tétrafluoroéthane (HFC-134)
19. 1,1,1-trifluoroéthane (HFC-143a)
20. 1,1-difluoroéthane (HFC-152a)
21. parachlorobenzotrifluorure (PCBTF)
22. perméthylsiloxanes cycliques, ramifiés ou linéaires
23. acétone
24. perchloroéthylène (tétrachloroéthylène)
25. 3,3-dichloro-1,1,1,2,2-pentafluoropropane (HCFC-225ca)
26. 1,3-dichloro-1,1,2,2,3-pentafluoropropane (HCFC-225cb)
27. 1,1,1,2,3,4,4,5,5,5-décafluoropentane (HFC 43-10mee)
28. difluorométhane (HFC-32)
29. fluorure d'éthyle (HFC-161)
30. 1,1,1,3,3,3-hexafluoropropane (HFC-236fa)
31. 1,1,2,2,3-pentafluoropropane (HFC-245ca)
32. 1,1,2,3,3-pentafluoropropane (HFC-245ea)
33. 1,1,1,2,3-pentafluoropropane (HFC-245eb)
34. 1,1,1,3,3-pentafluoropropane (HFC-245fa)
35. 1,1,1,2,3,3-hexafluoropropane (HFC-236ea)

36. 1,1,1,3,3-pentafluorobutane (HFC-365mfc)
37. chlorofluoromethane (HCFC-31)
38. 1-chloro-1-fluoroethane (HCFC-151a)
39. 1,2-dichloro-1,1,2-trifluoroethane (HCFC-123a)
40. 1,1,1,2,2,3,3,4,4-nonafluoro-4-methoxy-butane ($C_4F_9OCH_3$)
41. 2-(difluoromethoxymethyl)-1,1,1,2,3,3,3-heptafluoropropane ($((CF_3)_2CFCF_2OCH_3)$)
42. 1-ethoxy-1,1,2,2,3,3,4,4,4-nonafluorobutane ($C_4F_9OC_2H_5$)
43. 2-(ethoxydifluoromethyl)-1,1,1,2,3,3,3-heptafluoropropane ($((CF_3)_2CFCF_2OC_2H_5)$)
44. methyl acetate and perfluorocarbon compounds that fall into the following classes, namely,
 - (a) cyclic, branched or linear completely fluorinated alkanes;
 - (b) cyclic, branched, or linear completely fluorinated ethers with no unsaturations;
 - (c) cyclic, branched or linear completely fluorinated tertiary amines with no unsaturations; and
 - (d) sulfur containing perfluorocarbons with no unsaturations and with sulfur bonds only to carbon and fluorine.

36. 1,1,1,3,3-pentafluorobutane (HFC-365mfc)
37. chlorofluorométhane (HCFC-31)
38. 1-chloro-1-fluoroéthane (HCFC-151a)
39. 1,2-dichloro-1,1,2-trifluoroéthane (HCFC-123a)
40. 1,1,1,2,2,3,3,4,4-nonafluoro-4-méthoxybutane ($C_4F_9OCH_3$)
41. 2-(difluorométhoxyméthyl)-1,1,1,2,3,3,3-heptafluoropropane ($((CF_3)_2CFCF_2OCH_3)$)
42. 1-éthoxy-1,1,2,2,3,3,4,4,4-nonafluorobutane ($C_4F_9OC_2H_5$)
43. 2-(éthoxydifluorométhyl)-1,1,1,2,3,3,3-heptafluoropropane ($((CF_3)_2CFCF_2OC_2H_5)$)
44. acétate de méthyle et perfluorocarbures faisant partie de l'une ou l'autre des catégories suivantes :
 - a) perfluoroalkanes cycliques, ramifiés ou linéaires;
 - b) perfluoroéthers cycliques, ramifiés ou linéaires ne comportant aucune insaturation;
 - c) amines tertiaires perfluorées cycliques, ramifiées ou linéaires ne comportant aucune insaturation;
 - d) perfluorocarbures sulfurés ne comportant aucune insaturation et dont les atomes de soufre sont liés uniquement à des atomes de carbone et de fluor.

MAIL  POSTE	
Canada Post Corporation / Société canadienne des postes	
Postage Paid	Port payé
Letter mail	Poste-lettre
1782711	
Ottawa	

If undelivered, return COVER ONLY to:
 Publishing and Depository Services
 Public Works and Government Services Canada
 Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En cas de non-livraison,
 retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
 Les Éditions et Services de dépôt
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
 Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
 Publishing and Depository Services
 Public Works and Government Services Canada
 Ottawa, Ontario K1A 0S5
 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
 Les Éditions et Services de dépôt
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 Ottawa (Ontario) K1A 0S5
 Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

56
C-31

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-31

C-31

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-31

An Act to amend the Canada Elections Act and the Public
Service Employment Act

Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la Loi sur l'emploi
dans la fonction publique

FIRST READING, OCTOBER 24, 2006

PREMIÈRE LECTURE LE 24 OCTOBRE 2006



THE LEADER OF THE GOVERNMENT IN THE HOUSE
OF COMMONS AND MINISTER FOR DEMOCRATIC
REFORM

LE LEADER DU GOUVERNEMENT À LA CHAMBRE
DES COMMUNES ET MINISTRE DE LA RÉFORME
DÉMOCRATIQUE

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to amend the Canada Elections Act and the Public Service Employment Act*".

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Elections Act* to improve the integrity of the electoral process by reducing the opportunity for electoral fraud or error. It requires that electors, before voting, provide one piece of government-issued photo identification showing their name and address or two pieces of identification authorized by the Chief Electoral Officer showing their name and address, or take an oath and be vouched for by another elector.

It also amends the *Canada Elections Act* to, among other things, make operational changes to improve the accuracy of the National Register of Electors, facilitate voting and enhance communications with the electorate.

It amends the *Public Service Employment Act* to permit the Public Service Commission to make regulations to extend the maximum term of employment of casual workers.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la Loi sur l'emploi dans la fonction publique* ».

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi électorale du Canada* afin d'accroître l'intégrité du processus électoral en réduisant les possibilités de fraude ou d'erreur. Il exige que l'électeur présente, avant de voter, soit une pièce d'identité avec photo, nom et adresse délivrée par l'administration, soit deux pièces d'identité autorisées par le directeur général des élections où sont indiqués ses nom et adresse, ou prêter serment s'il est accompagné d'un autre électeur agissant à titre de répondant.

Il apporte notamment à la *Loi électorale du Canada* des changements opérationnels visant à améliorer l'exactitude du Registre national des électeurs, à faciliter l'exercice du droit de vote et à promouvoir la communication avec l'électorat.

Il modifie également la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* afin de permettre à la Commission de la fonction publique de prolonger par règlement la durée maximale des emplois occupés par des employés occasionnels.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-31

PROJET DE LOI C-31

An Act to amend the Canada Elections Act and
the Public Service Employment Act

Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la
Loi sur l'emploi dans la fonction publique

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

CANADA ELECTIONS ACT

LOI ÉLECTORALE DU CANADA

**1. The definitions “list of electors” and
“polling day” in subsection 2(1) of the
Canada Elections Act are replaced by the
following:**

**1. Les définitions de « jour du scrutin » et
5 « liste électorale », au paragraphe 2(1) de la 5
Loi électorale du Canada, sont respectivement
remplacées par ce qui suit :**

“list of electors” means the list showing the
surname, given names, civic address and
mailing address of every elector in a polling 10
division and the identifier, if any, that is
assigned to the elector by the Chief Electoral
Officer.

« jour du scrutin » Le jour fixé pour la tenue du
scrutin dans le cadre de l'alinéa 57(1.2)c).

“polling day”, in relation to an election, means
the date fixed under paragraph 57(1.2)(c) for 15
voting at the election.

« liste électorale » Liste dressée pour une section 10
de vote et indiquant les nom, prénoms et
adresses municipale et postale de chaque
électeur ainsi que, le cas échéant, l'identificateur
attribué à l'électeur par le directeur général des
élections. 15

**2. Subsection 17(1) of the Act is replaced
by the following:**

**2. Le paragraphe 17(1) de la même loi est
remplacé par ce qui suit :**

**17. (1) During an election period or within
30 days after it, if an emergency, an unusual or 20
unforeseen circumstance or an error makes it
necessary, the Chief Electoral Officer may adapt
any provision of this Act and, in particular, may
extend the time for doing any act, subject to
subsection (2), or may increase the number of 25
election officers or polling stations.**

**17. (1) Le directeur général des élections
peut, pendant la période électorale et les trente 20
jours qui suivent celle-ci, adapter les disposi-
tions de la présente loi dans les cas où il est
nécessaire de le faire en raison d'une situation
d'urgence, d'une circonstance exceptionnelle ou
imprévue ou d'une erreur; il peut notamment
prolonger le délai imparti pour l'accomplisse- 25
ment de toute opération et augmenter le nombre
de fonctionnaires électoraux ou de bureaux de
scrutin.**

2000, c. 9

2000, ch. 9

“list of electors”
« liste
électorale »

« jour du
scrutin »
“polling day”

“polling day”
« jour du
scrutin »

« liste
électorale »
“list of electors”

Power to adapt
Act

Pouvoir
d'adapter la loi

3. The Act is amended by adding the following after section 43:

Right of access

43.1 (1) No person who is in control of an apartment building, condominium building or other multiple-residence building or a gated community may prevent an election officer or a member of the staff of a returning officer from obtaining access to the building or gated community, as the case may be, between 9:00 a.m. and 9:00 p.m., to perform his or her duties under this Act.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who is in control of a multiple-residence building whose residents' physical or emotional well-being may be harmed as a result of permitting the activities referred to in that subsection.

4. Section 44 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Identifier

(2.1) The Register of Electors may also contain, for each elector, a unique, randomly generated identifier that is assigned by the Chief Electoral Officer.

5. Subsections 45(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

Members and registered parties

45. (1) By November 15 in each year, the Chief Electoral Officer shall send to the member for each electoral district and, on request, to each registered party that endorsed a candidate in the electoral district in the last election, a copy in electronic form — taken from the Register of Electors — of the lists of electors for the electoral district.

Contents of lists of electors

(2) The lists of electors shall set out each elector's surname, given names, civic address and mailing address and the identifier, if any, that is assigned to the elector by the Chief Electoral Officer and shall be arranged in the form established by the Chief Electoral Officer according to the civic addresses of the electors or, if that is not appropriate, in alphabetical order by their surnames.

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 43, de ce qui suit :

Droit d'accès

43.1 (1) Il est interdit au responsable d'un immeuble d'appartements ou d'habitation en copropriété ou d'un autre immeuble à logements multiples ou d'un ensemble résidentiel protégé d'empêcher le fonctionnaire électoral ou le personnel du directeur du scrutin d'avoir accès, entre 9 h et 21 h, à l'immeuble ou à l'ensemble en vue d'exercer les attributions qui lui sont conférées par la présente loi.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au responsable d'un immeuble à logements multiples si le fait de permettre les activités visées à ce paragraphe peut mettre en danger la santé physique ou affective des résidents de l'immeuble.

4. L'article 44 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

20

Identificateur

(2.1) Le Registre des électeurs peut également contenir l'identificateur unique, généré de façon aléatoire, que le directeur général des élections attribue à chaque électeur.

5. Les paragraphes 45(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

45. (1) Au plus tard le 15 novembre de chaque année, le directeur général des élections envoie au député de chaque circonscription et, sur demande, à chaque parti enregistré y ayant soutenu un candidat lors de la dernière élection, une copie sous forme électronique — tirée du Registre des électeurs — des listes électorales de la circonscription.

Communication au député et aux partis

(2) Ces listes comportent, pour chaque électeur, ses nom, prénoms, adresses municipale et postale ainsi que, le cas échéant, l'identificateur qui lui a été attribué par le directeur général des élections et sont dressées en la forme établie par le directeur général des élections selon l'ordre des adresses municipales ou, si cela ne convient pas, selon l'ordre alphabétique des noms.

Teneur des listes

Exception	(3) This section does not apply if <u>November 15</u> falls during an election period or if the vote at a general election was held during the <u>six</u> months before that date.	(3) Le présent article ne s'applique pas lorsque la date visée au paragraphe (1) tombe pendant la période électorale ou lorsque le scrutin d'une élection générale a été tenu dans les <u>six</u> mois précédant cette date.	Exception
	6. Section 46 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):	6. L'article 46 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :	
Retention of certain information	(1.1) The Chief Electoral Officer may retain information collected under paragraph (1)(b), but not included in the Register of Electors, for the purpose of correlating information subsequently collected with information already contained in the Register of Electors.	(1.1) Le directeur général des élections peut conserver les renseignements recueillis au titre de l'alinéa (1)b qui ne figurent pas au Registre des électeurs pour permettre la corrélation entre les renseignements qui seront recueillis subsequmment et ceux qui figurent au Registre des électeurs.	Conservation de certains renseignements
	7. The Act is amended by adding the following after section 46:	7. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 46, de ce qui suit :	
Citizenship information	46.1 For the purpose of assisting the Chief Electoral Officer in updating the Register of Electors, the Minister of National Revenue may, on a return of income referred to in subsection 150(1) of the <i>Income Tax Act</i> , request that an individual who is filing a return of income under paragraph 150(1)(d) of that Act indicate in the return whether he or she is a Canadian citizen.	46.1 Dans la déclaration de revenu visée au paragraphe 150(1) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , le ministre du Revenu national peut demander aux personnes qui produisent la déclaration au titre de l'alinéa 150(1)d de cette loi d'y indiquer si elles ont la citoyenneté canadienne en vue d'aider le directeur général des élections à mettre à jour le Registre des électeurs.	Renseignements concernant la citoyenneté
Information in respect of deceased individuals	46.2 For the purpose of updating the Register of Electors, the Minister of National Revenue shall, at the request of the Chief Electoral Officer, provide the name, date of birth and address of any individual to whom paragraph 150(1)(b) of the <i>Income Tax Act</i> applies if that individual has, in his or her last return of income filed under paragraph 150(1)(d) of that Act, authorized that Minister to provide his or her name, date of birth and address to the Chief Electoral Officer for the Register of Electors.	46.2 Le ministre du Revenu national communique, à la demande du directeur général des élections et en vue de mettre à jour le Registre des électeurs, les nom, date de naissance et 30 adresse de toute personne à laquelle l'alinéa 150(1)b de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> s'applique, si, dans sa dernière déclaration de revenu produite au titre de l'alinéa 150(1)d de cette loi, cette personne avait autorisé le 35 ministre du Revenu national à communiquer ces renseignements au directeur général des élections aux fins du Registre des électeurs.	Renseignements concernant les personnes décédées
	8. The Act is amended by adding the following after section 47:	8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 47, de ce qui suit :	
Other duties	47.1 Between election periods, a returning officer shall perform any duties related to the updating of the Register of Electors that are requested by the Chief Electoral Officer.	47.1 Entre les périodes électorales, le directeur du scrutin de chaque circonscription exerce les attributions qui lui sont conférées par le directeur général des élections relativement à la mise à jour du Registre des électeurs.	Autre responsabilité du directeur du scrutin
	9. Subsections 55(1) to (3) of the Act are replaced by the following:	9. Les paragraphes 55(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	

Provincial
bodies

55. (1) The Chief Electoral Officer may enter into an agreement with any body responsible under provincial law for establishing a list of electors, governing the giving of information contained in the Register of Electors, or the giving of information referred to in subsection 44(2) or (2.1) that the Chief Electoral Officer intends to include in the Register of Electors, if that information is needed for establishing such a list.

Conditions

(2) The Chief Electoral Officer shall include in the agreement conditions regarding the use and protection of personal information given under the agreement.

10. (1) Paragraph 56(b) of the Act is replaced by the following:

(b) knowingly make a false or misleading statement, orally or in writing, relating to another person's qualification as an elector, to the surname, given names, sex, civic address or mailing address of that person, or to an identifier assigned to that person by the Chief Electoral Officer, for the purpose of having that person's name deleted from the Register of Electors;

(2) Section 56 of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (d) and by replacing paragraph (e) with the following:

(e) knowingly use personal information that is obtained from the Register of Electors except as follows:

- (i) to enable registered parties, members or candidates to communicate with electors in accordance with section 110,
- (ii) for the purpose of a federal election or referendum, or
- (iii) in accordance with the conditions included in an agreement made under section 55, in the case of information that is transmitted in accordance with the agreement; or

Organismes
provinciaux

55. (1) Le directeur général des élections peut conclure avec tout organisme chargé, au titre d'une loi provinciale, d'établir une liste électorale un accord visant la communication des renseignements qui figurent au Registre des électeurs ou celle des renseignements que le directeur général des élections a l'intention d'inclure dans ce registre et qui sont visés aux paragraphes 44(2) ou (2.1), si ces renseignements sont nécessaires à l'établissement d'une telle liste.

Restrictions

(2) Il assortit l'accord de conditions relatives à l'utilisation et à la protection des renseignements personnels communiqués.

10. (1) L'alinéa 56b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse relativement à la qualité d'électeur, aux nom, prénoms, sexe ou adresses municipale ou postale d'une autre personne, ou encore à l'identificateur qui lui a été attribué par le directeur général des élections en vue de la faire radier du Registre des électeurs;

(2) L'alinéa 56e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

e) d'utiliser sciemment un renseignement personnel tiré du Registre des électeurs sauf :

- (i) pour permettre, conformément à l'article 110, aux partis enregistrés, aux députés et aux candidats de communiquer avec des électeurs,
- (ii) pour les besoins d'une élection ou d'un référendum fédéral,
- (iii) pour la communication d'un renseignement transmis dans le cadre de l'accord prévu à l'article 55, conformément aux conditions prévues par celui-ci;

f) d'utiliser sciemment tout autre renseignement personnel transmis dans le cadre d'un accord prévu à l'article 55, sauf conformément aux conditions prévues dans l'accord.

(f) knowingly use other personal information that is transmitted in accordance with an agreement made under section 55 except in accordance with the conditions included in the agreement.

5

11. (1) Subsection 81(1) of the Act is replaced by the following:

81. (1) No person who is in control of an apartment building, condominium building or other multiple-residence building or a gated community may prevent a candidate or his or her representative from

(a) in the case of an apartment building, condominium building or gated community, canvassing, between 9:00 a.m. and 9:00 p.m., at the doors to the apartments, units or houses, as the case may be; or

(b) in the case of a multiple-residence building, campaigning, between 9:00 a.m. and 9:00 p.m., in a common area in the multiple residence.

(2) Subsection 81(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au responsable d'un immeuble à logements multiples si le fait de permettre les activités de campagne visées à ce paragraphe peut mettre en danger la santé physique ou affective des résidents de l'immeuble.

12. The Act is amended by adding the following after section 81:

81.1 (1) No person who is in control of a building, land, street or any other place, any part of which is open without charge to members of the public, whether on a continuous, periodic or occasional basis — including any commercial, business, cultural, historical, educational, religious, governmental, entertainment or recreational place — may prevent a candidate or his or her representative from campaigning in or on that part when it is open without charge to members of the public.

11. (1) Le paragraphe 81(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

81. (1) Il est interdit au responsable d'un immeuble d'appartements ou d'habitation en copropriété ou d'un autre immeuble à logements multiples ou d'un ensemble résidentiel protégé d'empêcher le candidat ou son représentant, entre 9 h et 21 h :

a) dans le cas d'un immeuble d'appartements ou d'habitation en copropriété ou d'un ensemble résidentiel protégé, de frapper aux portes des logements;

b) dans le cas d'un immeuble à logements multiples, de faire campagne dans les aires communes.

(2) Le paragraphe 81(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au responsable d'un immeuble à logements multiples si le fait de permettre les activités de campagne visées à ce paragraphe peut mettre en danger la santé physique ou affective des résidents de l'immeuble.

12. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 81, de ce qui suit :

81.1 (1) Il est interdit au responsable de tout bâtiment, terrain, voie publique ou autre lieu dont une partie est ouverte gratuitement au public, de façon continue, périodique ou occasionnelle — notamment tout lieu à usage commercial, culturel, historique, éducatif, religieux, officiel, ludique ou récréatif — d'empêcher le candidat ou son représentant de faire campagne dans cette partie des lieux, pendant les heures où elle est ainsi ouverte au public.

Canvassing, etc., in residential areas

Campagne — lieux d'habitation

Exception

Exception

Campaigning in public places

Campagne — lieux ouverts au public

Exception	(2) Subsection (1) does not apply in respect of a place if campaigning in or on it would be incompatible with the function and purpose of the place or inconsistent with public safety.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si les activités de campagne sont incompatibles avec la sécurité publique ou la fonction ou destination principale du lieu.	Exception
	13. Subsection 93(2) of the Act is replaced by the following:	13. Le paragraphe 93(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Distribution of preliminary lists	(1.1) The Chief Electoral Officer shall distribute, to each registered party or eligible party that requests it, one copy in electronic form of the preliminary lists of electors for an electoral district in respect of which a writ has been issued.	(1.1) Le directeur général des élections fait parvenir à chaque parti enregistré ou admissible qui lui en fait la demande une copie, sous forme électronique, des listes électorales préliminaires pour la circonscription à l'égard de laquelle un bref a été délivré.	Distribution des listes préliminaires
Form of preliminary list of electors	(2) A preliminary list of electors shall contain only the <u>name</u> and <u>address</u> of <u>each</u> <u>elector</u> in the electoral district and the identifier, if any, that is assigned to the elector by the Chief Electoral Officer and shall be arranged according to the civic addresses of the electors or, if that is not appropriate, in alphabetical order by their names.	(2) La liste électorale préliminaire ne contient que les nom et adresses des électeurs ainsi que, le cas échéant, l'identificateur attribué à chacun d'eux par le directeur général des élections et est dressée selon l'ordre des adresses municipales ou, si cet ordre ne convient pas, selon l'ordre alphabétique des noms.	Présentation des noms sur la liste
	14. (1) The portion of subsection 95(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	14. (1) Le passage du paragraphe 95(2) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	
Teneur de l'avis	(2) L'avis de confirmation d'inscription, en la forme établie par le directeur général des élections, <u>indique</u> :	(2) L'avis de confirmation d'inscription, en la forme établie par le directeur général des élections, <u>indique</u> :	Teneur de l'avis
	(2) Subsection 95(2) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c), by adding the word "and" at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):	(2) Le paragraphe 95(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :	
	(e) the fact that proof of an elector's identity and residence will be required before the elector is allowed to vote.	e) l'obligation pour l'électeur d'établir son identité et sa résidence avant d'être admis à voter.	
	15. The Act is amended by adding the following after section 99:	15. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 99, de ce qui suit :	
Information in Register of Electors	99.1 The Chief Electoral Officer may, for the purpose of section 99, provide to the returning officer and assistant returning officer information contained in the Register of Electors.	99.1 Le directeur général des élections peut, pour l'application de l'article 99, communiquer au directeur du scrutin et au directeur adjoint du scrutin des renseignements tirés du Registre des électeurs.	Renseignements tirés du Registre des électeurs
	16. Section 101 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):	16. L'article 101 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :	

Addition of
elector's name

(1.1) The returning officer or assistant returning officer may also add to the preliminary list of electors the name of any elector whose name is added to the Register of Electors after that list has been prepared.

(1.1) Le directeur du scrutin ou le directeur adjoint du scrutin peuvent ajouter le nom d'un électeur à la liste électorale préliminaire s'il a été ajouté au Registre des électeurs après que la 5 liste électorale préliminaire a été dressée. 5

Adjonctions sur
la foi du Registre
des électeurs

17. The Act is amended by adding the following after section 104:

17. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 104, de ce qui suit :

Distribution of
lists

UPDATED PRELIMINARY LISTS OF ELECTORS

104.1. Each returning officer shall, on the 19th day before polling day, distribute to each candidate in the electoral district who requests 10 it, one copy in electronic form of the most current preliminary lists of electors for that electoral district.

LISTES ÉLECTORALES PRÉLIMINAIRES À JOUR

104.1 Le dix-neuvième jour précédant le jour du scrutin, le directeur du scrutin communique à chaque candidat de la circonscription qui en fait 10 la demande une copie, sous forme électronique, des listes électorales préliminaires à jour pour sa circonscription.

Transmission
des listes

18. Subsections 107(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

18. Les paragraphes 107(2) et (3) de la 15 même loi sont remplacés par ce qui suit : 15

Transmittal of
list

(2) Each returning officer shall deliver to each deputy returning officer the revised list of electors or official list of electors, as the case may be, that the deputy returning officer needs to conduct the vote in his or her respective 20 advance polling station or polling station. The list shall indicate each elector's sex and date of birth.

(2) Le directeur du scrutin remet aux scrutateurs la liste électorale révisée ou la liste électorale officielle, selon le cas, dont ils ont besoin pour les opérations dans leur bureau de vote par anticipation ou bureau de scrutin, avec 20 la mention du sexe et de la date de naissance de chaque électeur y figurant.

Transmission
des listes

Transmittal to
candidates

(3) Each returning officer shall deliver to each candidate a printed copy and a copy in 25 electronic form of a version of the revised lists of electors and the official lists of electors that does not indicate an elector's date of birth.

(3) Le directeur du scrutin remet aussi à 25 chacun des candidats deux copies, dont une sous forme électronique, des listes électorales révisées et des listes électorales officielles sur lesquelles la date de naissance des électeurs n'est pas indiquée.

Copies aux
candidats

19. Subsection 110(3) of the Act is replaced by the following:

19. Le paragraphe 110(3) de la même loi 30 est remplacé par ce qui suit : 30

Candidates

(3) A candidate who receives a copy of the preliminary lists of electors under section 94 or 104.1, or a copy of the revised lists of electors or the official lists of electors under subsection 107(3), may use the lists for communicating 35 with his or her electors during an election period, including using them for soliciting contributions and campaigning.

(3) Les candidats qui, au titre des articles 94 ou 104.1 ou du paragraphe 107(3), reçoivent 35 copie de listes électorales préliminaires, révisées ou officielles peuvent les utiliser, en période électorale, pour communiquer avec leurs électeurs, notamment pour demander des contributions et faire campagne.

Candidats

2004, c. 24, s. 2

20. Paragraph 117(2)(c) of the Act is replaced by the following:

20. L'alinéa 117(2)c) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

2004, ch. 24,
art. 2

(c) no later than 48 hours after the close of nominations, the party is a registered party.

c) au plus tard dans les quarante-huit heures 40 suivant la clôture des candidatures, le parti est enregistré.

21. Sections 143 to 145 of the Act are replaced by the following:

Elector to
declare name,
etc.

143. (1) Each elector, on arriving at the polling station, shall give his or her name and address to the deputy returning officer and the poll clerk, and, on request, to a candidate or his or her representative.

Proof of identity
and residence

(2) If the poll clerk determines that the elector's name and address appear on the list of electors or that the elector is allowed to vote under section 146, 147, 148 or 149, then, subject to subsection (3), the elector shall provide to the deputy returning officer and the poll clerk the following proof of his or her identity and residence:

(a) one piece of identification issued by a Canadian government, whether federal, provincial or local, or an agency of that government, that contains a photograph of the elector and his or her name and address; 20
or

(b) two pieces of identification establishing the elector's name and address that are authorized by the Chief Electoral Officer.

Oath

(3) An elector may instead prove his or her 25
identity and residence by taking the prescribed oath if he or she is accompanied by an elector whose name appears on the list of electors for the same polling division and who

(a) provides to the deputy returning officer 30
and the poll clerk the piece or pieces of identification referred to in paragraph (2)(a) or (b), respectively; and

(b) vouches for him or her on oath in the prescribed form. 35

Voting

(4) If the deputy returning officer is satisfied that an elector's identity and residence have been proven in accordance with subsection (2) or (3), the elector's name shall be crossed off the list and, subject to section 144, the elector shall 40
be immediately allowed to vote.

Prohibition
vouching for
more than one
elector

(5) No elector shall vouch for more than one elector at an election.

21. Les articles 143 à 145 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

143. (1) À son arrivée au bureau de scrutin, chaque électeur déclare ses nom et adresse au 5 scrutateur et au greffier du scrutin et, sur demande, au représentant d'un candidat ou au candidat lui-même.

Obligation de
décliner nom et
adresse

(2) Le greffier du scrutin s'assure que le nom et l'adresse de l'électeur figurent sur la liste électorale ou que l'électeur est admis à voter au 10 titre des articles 146, 147, 148 ou 149; sous réserve du paragraphe (3), l'électeur présente alors au scrutateur et au greffier du scrutin les documents ci-après pour établir son identité et 15 sa résidence :

Vérification de
l'identité et de la
résidence

a) soit une pièce d'identité délivrée par un gouvernement canadien, fédéral ou provincial, une administration locale ou l'un de leurs organismes et comportant sa photographie, son nom et son adresse; 20

b) soit deux pièces d'identité autorisées par le directeur général des élections pour établir son nom et son adresse.

(3) Cependant, l'électeur peut également 25
établir son identité et sa résidence en prêtant le serment prescrit, s'il est accompagné d'un électeur dont le nom figure sur la liste électorale de la même section de vote qui, à la fois :

Serment

a) présente au scrutateur et au greffier du scrutin les pièces d'identité visées aux alinéas 30
(2)a) ou b);

b) répond de l'électeur, sous serment, sur le formulaire prescrit.

(4) Si le scrutateur est convaincu que l'iden- 35
tité et la résidence de l'électeur ont été établies conformément aux paragraphes (2) ou (3), le nom de l'électeur est biffé de la liste et, sous réserve de l'article 144, il est immédiatement admis à voter.

Électeur admis à
voter

(5) Il est interdit à un électeur de répondre de 40
plus d'un électeur à une élection.

Interdiction de
répondre de plus
d'un électeur

Prohibition — vouchee acting as voucher	(6) An elector who has been vouched for at an election may not vouch for another elector at that election.	(6) L'électeur pour lequel un autre électeur s'est porté répondant ne peut lui-même agir à ce titre à la même élection.	Interdiction d'agir à titre de répondant
Publication	(7) The Chief Electoral Officer shall publish each year, and within three days after the issue of a writ, in a manner that he or she considers appropriate, a notice setting out the types of identification that are authorized for the purpose of paragraph (2)(b). The first annual notice shall be published no later than six months after the coming into force of this subsection.	(7) Chaque année et dans les trois jours suivant la date de délivrance du bref, le directeur général des élections publie, selon les modalités qu'il estime indiquées, un avis indiquant les types de pièces autorisés pour l'application de l'alinéa (2)b). Le premier avis annuel est publié au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent paragraphe.	Publication
Requirement before administering oath	143.1 If a person decides to prove his or her identity and residence by taking the prescribed oath, the person who administers the oath shall, before doing so, orally advise the oath taker of the qualifications for electors and the penalty that may be imposed under this Act on a person who is convicted of voting or attempting to vote at an election knowing that he or she is not qualified as an elector.	143.1 Si une personne décide d'établir son identité et sa résidence en prêtant le serment prescrit, la personne devant laquelle doit être prêté le serment avise verbalement l'intéressé des conditions à remplir pour acquérir la qualité d'électeur et de la peine pouvant être infligée en vertu de la présente loi à quiconque vote ou tente de voter à une élection, sachant qu'il n'a pas la qualité d'électeur.	Serment — avis préalable
Proof of qualification as elector	144. A deputy returning officer, poll clerk, candidate or candidate's representative who has <u>reasonable doubts concerning whether a person intending to vote is qualified as an elector may request that the person take the prescribed oath, and the person shall not be allowed to vote unless he or she takes that oath.</u>	144. S'il a des doutes raisonnables sur la <u>qualité d'électeur d'une personne qui a l'intention de voter</u> , le scrutateur, le greffier du scrutin, le représentant du candidat ou le candidat lui-même <u>peut lui demander de prêter le serment prescrit. La personne n'est admise à voter que si elle prête le serment.</u>	Preuve de la qualité d'électeur
Proof of identity, etc., or oath not required	144.1 Once an elector has been given a ballot, no person shall require the elector to prove his or her identity and residence in accordance with subsection 143(2) or (3).	144.1 Une fois que l'électeur a reçu un bulletin de vote, il est interdit d'exiger qu'il établisse son identité et sa résidence conformément aux paragraphes 143(2) ou (3).	Interdiction
Name and address corresponding closely to another	22. Sections 146 to 148 of the Act are replaced by the following: 146. If a name and address in the list of electors correspond so closely with the name and address of a person who demands a ballot as to suggest that it is intended to refer to that person, the person shall not be allowed to vote unless he or she takes the prescribed oath.	22. Les articles 146 à 148 de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 146. Si la liste électorale porte un nom et une adresse ressemblant au nom et à l'adresse d'une personne qui demande un bulletin de vote, au point de donner à croire que l'inscription sur la liste électorale la concerne, la personne n'est admise à voter que si elle prête le serment prescrit.	Nom et adresse semblables
Person in whose name another has voted	147. If a person asks for a ballot at a polling station after someone else has voted under that person's name, the person shall not be allowed to vote unless he or she takes the prescribed oath.	147. Si une personne demande un bulletin de vote après qu'une autre a voté sous son nom, elle n'est admise à voter que si elle prête le serment prescrit.	Électeur se présentant sous le nom d'une personne ayant déjà voté

Name
inadvertently
crossed off list

148. If an elector claims that his or her name has been crossed off in error from an official list of electors under subsection 176(2) or (3), the elector shall not be allowed to vote unless the returning officer verifies that the elector's name was crossed off in error or the elector takes the oath referred to in section 147.

Failure to prove
identity or
residence

148.1 (1) An elector who fails to prove his or her identity and residence in accordance with subsection 143(2) or (3) or to take an oath 10 otherwise required by this Act shall not receive a ballot or be allowed to vote.

When elector
refuses to take
improper oath

(2) If an elector refuses to take an oath because he or she is not required to do so under this Act, the elector may appeal to the returning 15 officer. If, after consultation with the deputy returning officer or the poll clerk of the polling station, the returning officer decides that the elector is not required to take the oath, and if the elector is entitled to vote in the polling division, 20 the returning officer shall direct that he or she be allowed to do so.

Elector not
allowed to vote

23. (1) The portion of section 149 of the English version of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

149. An elector whose name does not appear on the official list of electors in his or her polling station shall not be allowed to vote unless

(a) the elector gives the deputy returning 30 officer a transfer certificate described in section 158 or 159 and, for a certificate described in subsection 158(2), fulfils the conditions described in subsection 158(3);

(2) Paragraph 149(b) of the Act is replaced 35 by the following:

(b) the deputy returning officer ascertains with the returning officer that the elector is listed on the preliminary list of electors or was registered during the revision period; or 40

(3) Paragraph 149(c) of the English version of the Act is replaced by the following:

148. Si l'électeur soutient que son nom a été biffé par mégarde dans le cadre des paragraphes 176(2) ou (3), l'électeur n'est admis à voter que si le directeur du scrutin constate qu'une 5 semblable erreur a vraiment été commise ou que l'électeur prête le serment prévu à l'article 147.

Nom biffé par
mégarde

148.1 (1) L'électeur qui n'établit pas son identité ou sa résidence conformément aux paragraphes 143(2) ou (3) ou ne prête pas 10 serment conformément à la présente loi ne peut recevoir de bulletin de vote ni être admis à voter.

Défaut de
s'identifier ou de
prêter serment

(2) L'électeur qui refuse de prêter serment au motif qu'il n'est pas tenu de le faire en vertu de 15 la présente loi peut en appeler au directeur du scrutin; si celui-ci, après consultation du scrutateur ou du greffier du scrutin du bureau de scrutin, décide que l'électeur n'est effectivement pas tenu de prêter serment, il ordonne qu'il 20 soit permis à cet électeur de voter, s'il est habile à voter.

Refus de prêter
un serment non
approprié

23. (1) Le passage de l'article 149 de la version anglaise de la même loi précédant 25 l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit:

149. An elector whose name does not appear on the official list of electors in his or her polling station shall not be allowed to vote unless

(a) the elector gives the deputy returning 30 officer a transfer certificate described in section 158 or 159 and, for a certificate described in subsection 158(2), fulfils the conditions described in subsection 158(3);

(2) L'alinéa 149b) de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit:

b) le scrutateur est convaincu, après vérification auprès du directeur du scrutin, qu'il est inscrit sur la liste électorale préliminaire ou qu'il a été inscrit comme électeur au moment 40 de la révision;

(3) L'alinéa 149c) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit:

Elector not
allowed to vote

(c) the elector gives the deputy returning officer a registration certificate described in subsection 161(4).

(c) the elector gives the deputy returning officer a registration certificate described in subsection 161(4).

24. Section 158 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

24. L'article 158 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Transfer certificate for elector whose polling station has moved

(4) If an elector's polling station moves to another location after the notice of confirmation of registration has been sent, an elector who attends at the polling station set out in the notice is entitled on request to receive a transfer certificate to vote at that polling station.

(4) En cas de changement d'adresse du bureau de scrutin après l'expédition de l'avis de confirmation d'inscription, l'électeur qui se présente pour voter au bureau de scrutin mentionné dans l'avis a le droit de recevoir, sur demande, un certificat de transfert l'autorisant à y voter.

Certificat de transfert à l'électeur

2000, c. 12, par. 40(2)(e)

25. Subsection 159(2) of the Act is replaced by the following:

25. Le paragraphe 159(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2000, ch. 12, al. 40(2)e

Application requirements

(2) The application shall be in the prescribed form and shall be personally delivered to the returning officer or assistant returning officer for the elector's electoral district by the elector, his or her friend, spouse, common-law partner or relative, or a relative of his or her spouse or common-law partner.

(2) La demande doit être faite au directeur du scrutin ou au directeur adjoint du scrutin de la circonscription de l'électeur, selon le formulaire prescrit, et remise en personne soit par l'électeur ou un ami, l'époux, le conjoint de fait ou un parent de l'électeur, soit par un parent de son époux ou de son conjoint de fait.

Conditions de la demande

26. (1) Subsection 161(1) of the Act is replaced by the following:

26. (1) Le paragraphe 161(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Registration in person

161. (1) An elector whose name is not on the list of electors may register in person on polling day if the elector

161. (1) L'électeur dont le nom ne figure pas déjà sur la liste électorale peut, le jour du scrutin, s'inscrire en personne s'il établit son identité et sa résidence :

Inscription le jour du scrutin

(a) provides as proof of his or her identity and residence the piece or pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(a) or (b), respectively; or

a) soit en présentant les pièces visées aux alinéas 143(2)a) ou b);

(b) proves his or her identity and residence by taking the prescribed oath, and is accompanied by an elector whose name appears on the list of electors for the same polling division and who

b) soit en prêtant le serment prescrit, s'il est accompagné d'un électeur dont le nom figure sur la liste électorale de la même section de vote et qui, à la fois :

(i) provides the piece or pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(a) or (b), respectively, and

(i) présente les pièces visées aux alinéas 143(2)a) ou b),

(ii) vouches for him or her on oath in the prescribed form.

(ii) répond de lui, sous serment, sur le formulaire prescrit.

(2) Subsection 161(6) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 161(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Prohibition
vouching for
more than one
elector

(6) No elector shall vouch for more than one elector at an election.

(6) Il est interdit à un électeur de répondre de plus d'un électeur à une élection.

Infraction :
répondre de plus
d'un électeur

Prohibition —
vouchee acting
as voucher

(7) An elector who has been vouched for at an election may not vouch for another elector at that election.

(7) L'électeur pour lequel un autre électeur s'est porté répondant ne peut lui-même agir à ce titre à la même élection.

Interdiction
d'agir à titre de
répondant

27. The Act is amended by adding the following after section 161:

27. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 161, de ce qui suit :

Requirement
before
administering
oath

161.1 If a person decides to prove his or her identity and residence by taking the prescribed oath, the person who administers the oath shall, before doing so, orally advise the oath taker of the qualifications for electors.

161.1 Si une personne décide d'établir son identité et sa résidence en prêtant le serment prescrit, la personne devant laquelle doit être prêté le serment avise verbalement l'intéressé des conditions à remplir pour acquérir la qualité d'électeur.

Serment — avis
préalable

28. Paragraphs 162(f) to (i) of the Act are replaced by the following:

28. Les alinéas 162f) à i) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(f) indicate, if applicable, on the prescribed form that the elector has taken an oath and the type of oath;

f) indique sur le formulaire prescrit, le cas échéant, que l'électeur a prêté serment et précise la nature du serment;

(g) indicate, if applicable, on the prescribed form that the elector refused to comply with a legal requirement to provide the piece or pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(a) or (b), respectively, or to take an oath;

g) indique sur le formulaire prescrit, le cas échéant, que l'électeur a refusé de présenter les pièces visées aux alinéas 143(2)a) ou b) ou de prêter serment alors qu'il y était légalement tenu;

(h) indicate, if applicable, on the prescribed form that the elector has been allowed to vote under subsection 148.1(2);

h) indique sur le formulaire prescrit, le cas échéant, que l'électeur a été admis à voter conformément au paragraphe 148.1(2);

(i) indicate, if applicable, on the prescribed form that an elector has voted in the circumstances described in section 147, that the prescribed oath has been taken or that any other oath that was required to be taken was taken, note any objection that was made on behalf of any of the candidates and indicate the candidate's name; and

i) indique sur le formulaire prescrit, le cas échéant, que l'électeur a voté dans les circonstances visées à l'article 147 et qu'il a prêté le serment prescrit et tout autre serment exigé et indique, s'il y a lieu, les oppositions présentées au nom d'un candidat et le nom de ce candidat;

29. Subsection 168(1) of the Act is replaced by the following:

29. Le paragraphe 168(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Establishment of
advance polling
districts

168. (1) Each returning officer shall, as directed by the Chief Electoral Officer, establish in his or her electoral district advance polling districts that consist of one or more polling divisions.

168. (1) Le directeur du scrutin établit, conformément aux instructions du directeur général des élections, des districts de vote par anticipation constitués d'une ou plusieurs sections de vote de sa circonscription.

Établissement
des districts de
vote par
anticipation

30. (1) Subsection 169(2) of the Act is replaced by the following:

30. (1) Le paragraphe 169(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Conditions	<p>(2) An elector shall not be registered unless he or she</p> <p>(a) provides as proof of his or her identity and residence the piece or pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(a) or (b), respectively; or</p> <p>(b) proves his or her identity and residence by taking the prescribed oath, and is accompanied by an elector whose name appears on the list of electors for the same polling division and who</p> <p>(i) provides the piece or pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(a) or (b), respectively, and</p> <p>(ii) vouches for him or her on oath in the prescribed form.</p> <p>(2) Section 169 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):</p>	<p>(2) Il ne peut toutefois être inscrit que s'il établit son identité et sa résidence :</p> <p>a) soit en présentant les pièces visées aux alinéas 143(2)a) ou b);</p> <p>b) soit en prêtant le serment prescrit, s'il est accompagné d'un électeur dont le nom figure sur la liste électorale de la même section de vote et qui, à la fois :</p> <p>(i) présente les pièces visées aux alinéas 143(2)a) ou b),</p> <p>(ii) répond de lui, sous serment, sur le formulaire prescrit.</p> <p>(2) L'article 169 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :</p>	Conditions
	<p>(5) No elector shall vouch for more than one elector at an election.</p> <p>(6) An elector who has been vouched for at an election may not vouch for another elector at that election.</p>	<p>(5) Il est interdit à un électeur de répondre de plus d'un électeur à une élection.</p> <p>(6) L'électeur pour lequel un autre électeur s'est porté répondant ne peut lui-même agir à ce titre à la même élection.</p>	
Prohibition — vouching for more than one elector			Infraction : répondre de plus d'un électeur
Prohibition — vouchee acting as voucher			Interdiction d'agir à titre de répondant
	<p>31. The Act is amended by adding the following after section 169:</p> <p>169.1 If a person chooses to prove his or her identity and residence by taking the prescribed oath, the person who administers the oath shall, before doing so, orally advise the oath taker of the qualifications for electors.</p> <p>32. Paragraph 173(2)(a) of the Act is replaced by the following:</p> <p>(a) the deputy returning officer has ascertained with the returning officer that the elector is listed on the preliminary list of electors or was registered during the revision period; or</p> <p>33. Paragraph 174(1)(a) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>31. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 169, de ce qui suit :</p> <p>169.1 Si une personne décide d'établir son identité et sa résidence en prêtant le serment prescrit, la personne devant laquelle doit être prêté le serment avise verbalement l'intéressé des conditions à remplir pour acquérir la qualité d'électeur.</p> <p>32. L'alinéa 173(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>a) le scrutateur est convaincu, après vérification auprès du directeur du scrutin, qu'il est inscrit sur la liste électorale préliminaire ou qu'il a été inscrit comme électeur au moment de la révision;</p> <p>33. L'alinéa 174(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	
Requirement before administering oath			Avis préalable

(a) the elector fails to prove his or her identity and residence in accordance with subsection 143(2) or (3) or to take an oath otherwise required by this Act; or

34. (1) Subsection 442(1) of the Act is replaced by the following:

442. (1) On November 15 in each year, the Chief Electoral Officer shall calculate the maximum amount referred to in section 440 for each electoral district, based on the lists of 10 electors in the Register of Electors, as if an election were then to be held.

(2) Section 442 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(4) This section does not apply if November 15 falls during an election period or if the vote at a general election was held during the six months before that date.

35. Section 466 of the Act is replaced by the following:

466. On receipt of the documents referred to in subsection 451(1) and, if applicable, those referred to in subsection 455(1), including the auditor's report, and a copy of the auditor's invoice for that report, the Chief Electoral 25 Officer shall provide the Receiver General with a certificate that sets out the greater of

- (a) the amount of the expenses incurred for the audit, up to a maximum of the lesser of 3% of the candidate's election expenses and 30 \$1,500, and
- (b) \$250.

36. Subsection 484(2) of the Act is replaced by the following:

- (2) Every person is guilty of an offence who 35
- (a) being a returning officer, wilfully contravenes subsection 24(3) (failure to take promptly any necessary election proceedings); or

a) il n'établit pas son identité ou sa résidence conformément aux paragraphes 143(2) ou (3), ou ne prête pas serment conformément à la présente loi;

34. (1) Le paragraphe 442(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

442. (1) Le 15 novembre de chaque année, comme si une élection avait lieu à cette date, le directeur général des élections actualise le plafond des dépenses électorales prévu à 10 l'article 440 pour chaque circonscription à l'aide de la liste électorale tirée du Registre des électeurs qui est établie pour cette circonscription.

(2) L'article 442 de la même loi est modifié 15 par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) Le présent article ne s'applique pas lorsque la date visée au paragraphe (1) tombe pendant la période électorale ou lorsque le 20 scrutin d'une élection générale a été tenu dans les six mois précédant cette date.

35. L'article 466 de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

466. Sur réception des documents visés au 25 paragraphe 451(1) et, le cas échéant, au paragraphe 455(1) et du rapport du vérificateur ainsi que d'une copie de la facture de celui-ci pour le rapport, le directeur général des élections transmet au receveur général un 30 certificat indiquant le plus élevé des montants suivants :

- a) le montant des dépenses engagées pour la vérification, jusqu'à concurrence du moins élevé de 3 % des dépenses électorales du 35 candidat et 1 500 \$;
- b) 250\$.

36. Le paragraphe 484(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (2) Commet une infraction :
- a) le directeur du scrutin qui contrevient volontairement au paragraphe 24(3) (défaut d'exécuter avec diligence les opérations électorales nécessaires);

Estimated expenses

Exception

2003, c. 19, s. 50

Audit fee

Offences requiring intent — summary conviction

Actualisation du plafond des dépenses électorales

Exception

2003, ch. 19, art. 50

Honoraires du vérificateur

40 Infraction exigeant une intention déclaratoire sommaire

(b) contravenes subsection 43.1(1) (refusal to give access to building or gated community).

37. Subsection 486(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Every person who contravenes subsection 81(1) (refusal to give access to building or gated community) or subsection 81.1(1) (refusal to give access to place open to the public) is guilty of an offence.

38. (1) Paragraphs 489(2)(a) and (a.1) of the Act are renumbered as 489(2)(a.2) and (a.3), respectively.

(2) Subsection 489(2) of the Act is amended by adding the following before paragraph (a.2):

(a) contravenes subsection 143(5) (vouching for more than one elector);

(a.1) contravenes subsection 143(6) (vouch-ee acting as voucher);

(3) Subsection 489(2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a.3):

(a.4) contravenes subsection 161(7) (vouch-ee acting as voucher);

(4) Subsection 489(2) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (c):

(d) contravenes subsection 169(5) (vouching for more than one elector); or

(e) contravenes subsection 169(6) (vouch-ee acting as voucher).

39. (1) Paragraph 497(1)(z.1) of the Act is replaced by the following:

(z.1) being a registered agent or financial agent, contravenes section 476 (improper or unauthorized transfer of funds);

b) quiconque contrevient au paragraphe 43.1(1) (refus de donner accès à un immeuble ou à un ensemble résidentiel protégé).

37. Le paragraphe 486(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Commet une infraction quiconque contrevient au paragraphe 81(1) (refus de donner accès à un immeuble ou à un ensemble résidentiel protégé) ou au paragraphe 81.1(1) (refus de donner accès à des lieux ouverts au public).

38. (1) Les alinéas 489(2)a) et a.1) de la même loi deviennent les alinéas 489(2)a.2) et a.3).

(2) Le paragraphe 489(2) de la même loi est modifié par adjonction, avant l’alinéa a.2), de ce qui suit :

a) quiconque contrevient au paragraphe 143(5) (répondre de plus d’un électeur);

a.1) quiconque contrevient au paragraphe 20 143(6) (interdiction d’agir à titre de répondant);

(3) Le paragraphe 489(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa a.3), de ce qui suit :

a.4) quiconque contrevient au paragraphe 161(7) (interdiction d’agir à titre de répondant);

(4) Le paragraphe 489(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa c), 30 de ce qui suit :

d) quiconque contrevient au paragraphe 169(5) (répondre de plus d’un électeur);

e) quiconque contrevient au paragraphe 169(6) (interdiction d’agir à titre de répondant).

39. (1) L’alinéa 497(1)z.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

z.1) l’agent enregistré ou l’agent financier qui contrevient à l’article 476 (cession de 40 fonds interdite);

Offences
requiring
intent —
summary
conviction

Infraction
exigeant une
intention
déclaration
sommaire

(2) Paragraph 497(3)(s) of the English version of the Act is replaced by the following:

(s) being a candidate, wilfully contravenes subsection 451(5) (failure to send electoral campaign return declaration);

2003, c. 19,
s. 58(16)

(3) Paragraph 497(3)(x) of the Act is replaced by the following:

(x) being a registered agent or financial agent, knowingly contravenes section 476 (unauthorized or improper transfer of funds);

2003, c. 22,
ss. 12 and 13

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

40. Subsection 22(2) of the *Public Service Employment Act* is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (h), by adding the word “and” at the end of paragraph (i) and by adding the following after paragraph (i):

(j) extending the period of employment referred to in subsection 50(2) for any position or person or class of positions or persons.

41. Subsection 50(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Unless extended by regulations made under paragraph 22(2)(j), the period of employment of a casual worker may not exceed 90 working days in one calendar year in any particular department or other organization.

Maximum
period

COMING INTO FORCE

42. This Act, other than sections 40 and 41, comes into force six months after the day on which it is assented to unless, before that day, the Chief Electoral Officer publishes a notice in the *Canada Gazette* that the necessary preparations for the bringing into operation of this Act have been made and that this Act may come into force accordingly.

Coming into
force

(2) L'alinéa 497(3)s) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(s) being a candidate, wilfully contravenes subsection 451(5) (failure to send electoral campaign return declaration);

5

(3) L'alinéa 497(3)x) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

x) l'agent enregistré ou l'agent financier qui contrevient sciemment à l'article 476 (cession de fonds interdite);

10

2003, ch. 19,
par. 58(16)

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

2003, ch. 22,
art. 12 et 13

40. Le paragraphe 22(2) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* est modifié par adjonction, après l'alinéa i), de ce qui suit :

j) prolonger la période prévue au paragraphe 50(2) pour tout poste, toute personne ou catégorie de postes ou de personnes.

41. Le paragraphe 50(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L'employé occasionnel ne peut être nommé pour une période dépassant quatre-vingt-dix jours ouvrables par année civile dans un même ministère ou autre administration, à moins que cette période ne soit prolongée par règlement pris au titre de l'alinéa 22(2)j).

25

Restriction

ENTRÉE EN VIGUEUR

42. La présente loi, sauf les articles 40 et 41, entre en vigueur six mois après la date de sa sanction à moins que, avant cette date, le directeur général des élections n'ait publié, dans la *Gazette du Canada*, un avis portant que les préparatifs nécessaires à sa mise en application ont été faits et qu'elle peut en conséquence entrer en vigueur.

Entrée en
vigueur

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

*Canada Elections Act**Loi électorale du Canada**Clause 1: Existing text of the definitions:*

“list of electors” means the list showing the surname, given names, civic address and mailing address of every elector in a polling division.

“polling day”, in relation to an election, means the date fixed under paragraph 57(1)(c) for voting at the election.

Clause 2: Existing text of subsection 17(1):

17. (1) During an election period, if an emergency, an unusual or unforeseen circumstance or an error makes it necessary, the Chief Electoral Officer may adapt any provision of this Act and, in particular, may extend the time for doing any act, subject to subsection (2), or increase the number of election officers or polling stations.

*Clause 3: New.**Clause 4: New.**Clause 5: Existing text of subsections 45(1) to (3):*

45. (1) By October 15 in each year, the Chief Electoral Officer shall send to the member for each electoral district and, on request, to each registered party that endorsed a candidate in the electoral district in the last election, a copy in electronic form — taken from the Register of Electors — of the lists of electors for the electoral district.

(2) The lists of electors shall set out each elector’s surname, given names, civic address and mailing address, and shall be arranged in the form established by the Chief Electoral Officer according to the civic addresses of the electors or, if that is not appropriate, in alphabetical order by their surnames.

(3) This section does not apply if October 15 falls during an election period or if the vote at a general election was held during the three months before that date.

*Clause 6: New.**Clause 7: New.**Clause 8: New.**Clause 9: Existing text of subsections 55(1) to (3):*

55. (1) The Chief Electoral Officer may enter into an agreement with any body responsible under provincial law for establishing a list of electors, governing the giving of information contained in the Register of Electors if that information is needed for establishing such a list.

(2) The Chief Electoral Officer may, for the purpose of ensuring the protection of personal information given under an agreement mentioned in subsection (1), include in the agreement any conditions that the Chief Electoral Officer considers appropriate regarding the use that may be made of that information.

(3) A body to whom information is given under an agreement mentioned in subsection (1) may use the information only for the purpose of establishing lists of electors for an election or a referendum held under a provincial law.

Article 1: Texte des définitions :

« jour du scrutin » Le jour fixé pour la tenue du scrutin dans le cadre de l’alinéa 57(1)c).

« liste électorale » Liste dressée pour une section de vote et indiquant les nom, prénoms et adresses municipale et postale de chaque électeur.

Article 2: Texte du paragraphe 17(1) :

17. (1) Le directeur général des élections peut, pendant la période électorale, adapter les dispositions de la présente loi dans les cas où il est nécessaire de le faire en raison d’une situation d’urgence, d’une circonstance exceptionnelle ou imprévue ou d’une erreur; il peut notamment prolonger le délai imparti pour l’accomplissement de toute opération et augmenter le nombre de fonctionnaires électoraux ou de bureaux de scrutin.

*Article 3: Nouveau.**Article 4: Nouveau.**Article 5: Texte des paragraphes 45(1) à (3) :*

45. (1) Au plus tard le 15 octobre de chaque année, le directeur général des élections envoie au député de chaque circonscription et, sur demande, à chaque parti enregistré y ayant soutenu un candidat lors de la dernière élection, une copie sous forme électronique — tirée du Registre des électeurs — des listes électorales de la circonscription.

(2) Ces listes comportent, pour chaque électeur, ses nom, prénoms et adresses municipale et postale et se présentent en la forme établie par le directeur général des élections selon l’adresse municipale ou, si cela ne convient pas, selon l’ordre alphabétique des noms.

(3) Le présent article ne s’applique pas lorsque la date visée au paragraphe (1) tombe pendant la période électorale ou lorsque le scrutin d’une élection générale a été tenu dans les trois mois précédant cette date.

*Article 6: Nouveau.**Article 7: Nouveau.**Article 8: Nouveau.**Article 9: Texte des paragraphes 55(1) à (3) :*

55. (1) Le directeur général des élections peut conclure avec tout organisme chargé, au titre d’une loi provinciale, d’établir une liste électorale un accord visant la communication des renseignements figurant au Registre des électeurs qui sont nécessaires à l’établissement d’une telle liste.

(2) Il peut assortir l’accord des conditions d’utilisation des renseignements qu’il estime propres à assurer la protection des renseignements personnels ainsi communiqués.

(3) L’organisme ne peut utiliser les renseignements communiqués aux termes de l’accord que pour l’établissement de listes électorales en vue d’une élection ou d’un référendum tenu en application d’une loi provinciale.

*Clause 10: (1) and (2) Relevant portion of section 56:***56.** No person shall

...

(b) knowingly make a false or misleading statement, orally or in writing, relating to another person's qualification as an elector, surname, given names, sex, civic address or mailing address for the purpose of having that person's name deleted from the Register of Electors;

...

(e) knowingly use personal information that is recorded in the Register of Electors for a purpose other than

(i) to enable registered parties, members or candidates to communicate with electors in accordance with section 110,

(ii) a federal election or referendum, or

(iii) an election or referendum held under provincial law, if the information is subject to, and transmitted in accordance with, an agreement made under section 55.

Clause 11: (1) and (2) Existing text of section 81:

81. (1) No person who is in control of an apartment building, condominium building or other multiple residence building may prevent a candidate or his or her representative, between 9:00 a.m. and 9:00 p.m., from

(a) in the case of an apartment building or condominium building, canvassing at the doors to the apartments or units, as the case may be; or

(b) campaigning in a common area in the multiple residence.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who is in control of a multiple residence building whose residents' physical or emotional well-being may be harmed as a result of permitting canvassing or campaigning referred to in that subsection.

*Clause 12: New.**Clause 13: Existing text of subsection 93(2):*

(2) A preliminary list of electors shall contain only the names and addresses of electors in the electoral district, and shall be arranged according to the civic addresses of the electors or, if that is not appropriate, in alphabetical order by their names.

Clause 14: (1) and (2) Relevant portion of subsection 95(2):

(2) The notice of confirmation of registration shall be in the form established by the Chief Electoral Officer and shall indicate

*Clause 15: New.**Clause 16: New.**Clause 17: New.**Clause 18: Existing text of subsections 107(2) and (3):**Article 10: (1) et (2) Texte du passage visé de l'article 56 :***56.** Il est interdit à quiconque :

[...]

b) de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse relativement à la qualité d'électeur, au nom, aux prénoms, au sexe ou aux adresses municipale ou postale d'une autre personne en vue de la faire radier du Registre des électeurs;

[...]

e) d'utiliser sciemment un renseignement personnel figurant au Registre des électeurs à une autre fin que les fins suivantes :

(i) la communication, conformément à l'article 110, des partis enregistrés, des députés et des candidats avec des électeurs,

(ii) une élection ou un référendum fédéral,

(iii) une élection ou un référendum tenu en application d'une loi provinciale dans les cas où un accord prévu à l'article 55 a été conclu avec la province et où le renseignement a été transmis conformément à cet accord.

Article 11: (1) et (2) Texte de l'article 81 :

81. (1) Il est interdit au responsable d'un immeuble d'appartements ou d'habitation en copropriété ou d'un autre immeuble de résidences multiples d'empêcher le candidat ou son représentant, entre 9 h et 21 h :

a) dans le cas d'un immeuble d'appartements ou d'habitation en copropriété, de frapper aux portes des logements;

b) dans le cas d'un immeuble de résidences multiples, de faire campagne dans les aires communes.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au responsable d'un immeuble de résidences multiples si le fait d'y permettre les activités de campagne visées à ce paragraphe peut mettre en danger la santé physique ou affective des résidents de cet immeuble.

*Article 12: Nouveau.**Article 13: Texte du paragraphe 93(2) :*

(2) La liste électorale préliminaire ne contient que les nom, prénoms et adresses des électeurs et est dressée selon l'ordre des adresses municipales ou, si cet ordre ne convient pas, selon l'ordre alphabétique des noms.

Article 14: (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 95(2) :

(2) L'avis de confirmation d'inscription, en la forme établie par le directeur général des élections, donne :

*Article 15: Nouveau.**Article 16: Nouveau.**Article 17: Nouveau.**Article 18: Texte des paragraphes 107(2) et (3) :*

(2) Each returning officer shall deliver to the deputy returning officers the revised lists of electors or official lists of electors, as the case may be, that the deputy returning officers need to conduct the vote in their respective advance polling stations or polling stations. The lists shall indicate the sex of each elector.

(3) Each returning officer shall deliver to each candidate a printed copy and a copy in electronic form of the revised lists of electors and the official lists of electors.

Clause 19: Existing text of subsection 110(3):

(3) A candidate who receives a copy of preliminary lists of electors under section 94, or a copy of revised lists of electors or official lists of electors under subsection 107(3), may use the lists for communicating with his or her electors during an election period, including using them for soliciting contributions and campaigning.

Clause 20: Relevant portion of subsection 117(2):

(2) The name, in the form referred to in paragraph 366(2)(b), of the political party that has endorsed the candidate shall be listed on the ballot under the name of the candidate if

...

(c) at the close of nominations, the party is a registered party.

Clause 21: Existing text of sections 143 to 145:

143. (1) Each elector, on arriving at the polling station, shall give his or her name and address to the deputy returning officer and the poll clerk, and on request to a representative of the candidate.

(2) The poll clerk shall ascertain if the name of the elector appears on the list of electors and, if it does, the elector's name shall be crossed off the list and, subject to section 144, the elector shall be immediately allowed to vote.

144. (1) A deputy returning officer, poll clerk, candidate or candidate's representative who has doubts concerning the identity or right to vote of a person intending to vote at a polling station may request that the person show satisfactory proof of identity and residence.

(2) A person may, instead of showing satisfactory proof of identity, take the prescribed oath.

(3) Once an elector has been given a ballot, no person shall require the elector to show proof of identity or take an oath.

145. (1) Subject to subsection (2), a person who refuses to show satisfactory proof of identity, to take an oath required by this Act or to reply to a question regarding their entitlement to vote at a particular polling station shall not receive a ballot, be admitted to vote or be again admitted to the polling station.

(2) If an elector refuses to take an oath because he or she is not required to do so under this Act, the elector may appeal to the returning officer. If, after consultation with the deputy returning officer or the poll clerk of the polling station, the returning officer decides that the elector is not required to take the oath, and if the elector is entitled to vote in the polling division, the returning officer shall direct that the elector be again admitted to the polling station and be allowed to vote.

Clause 22: Existing text of sections 146 to 148:

146. If a name and address in the list of electors correspond so closely with the name and address of a person who demands a ballot as to suggest that it is intended to refer to that person, the person is, on taking the prescribed oath and complying in all other respects with the provisions of this Act, entitled to receive a ballot and to vote.

(2) Le directeur du scrutin remet aux scrutateurs la liste électorale révisée ou la liste électorale officielle, selon le cas, dont ils ont besoin pour les opérations dans leur bureau de vote par anticipation ou bureau de scrutin, avec la mention du sexe de chaque électeur y figurant.

(3) Le directeur du scrutin remet aussi deux copies des listes électorales révisées et des listes électorales officielles, dont une sous forme électronique, à chacun des candidats.

Article 19: Texte du paragraphe 110(3):

(3) Les candidats qui, au titre de l'article 94 ou du paragraphe 107(3), reçoivent copie de listes électorales préliminaires, révisées ou officielles peuvent les utiliser, en période électorale, pour communiquer avec leurs électeurs, notamment pour demander des contributions et faire campagne.

Article 20: Texte du passage visé du paragraphe 117(2):

(2) Les bulletins de vote mentionnent, sous le nom du candidat, le nom, dans la forme précisée à l'alinéa 366(2)b), du parti politique qui le soutient si les conditions suivantes sont remplies :

[...]

c) à la clôture des candidatures, le parti est enregistré.

Article 21: Texte des articles 143 à 145 :

143. (1) À son arrivée au bureau de scrutin, chaque électeur déclare ses nom et adresse au scrutateur et au greffier du scrutin et, sur demande, au représentant d'un candidat.

(2) Le greffier du scrutin vérifie si le nom de l'électeur figure sur la liste électorale; le cas échéant, le nom est biffé de la liste et, sous réserve de l'article 144, l'électeur est immédiatement admis à voter.

144. (1) S'ils ont des doutes sur l'identité d'une personne ou sur son habilité à voter au bureau de scrutin, le scrutateur, le greffier du scrutin, les représentants des candidats ou les candidats eux-mêmes peuvent lui demander de fournir une preuve suffisante de son identité et de sa résidence.

(2) La personne peut, au lieu de fournir une preuve suffisante de son identité, prêter le serment prescrit.

(3) Une fois que l'électeur a reçu un bulletin de vote, il est interdit d'exiger qu'il fournisse une preuve d'identité ou prête serment.

145. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'électeur qui refuse de fournir une preuve suffisante d'identité, de prêter un serment ou de répondre à une question relative à son habilité à voter dans ce bureau de scrutin ne peut recevoir de bulletin de vote ni être admis à voter ni être admis de nouveau dans le bureau de scrutin.

(2) L'électeur qui refuse de prêter un serment au motif qu'il n'est pas prévu par la présente loi peut en appeler au directeur du scrutin; si celui-ci, après consultation avec le scrutateur ou le greffier du scrutin du bureau de scrutin, décide que la présente loi ne prévoit pas en fait le serment, il ordonne que cet électeur soit de nouveau admis dans le bureau de scrutin et qu'il lui soit permis de voter, s'il est habile à voter.

Article 22: Texte des articles 146 à 148 :

146. Si la liste électorale porte un nom et une adresse ressemblant au nom et à l'adresse d'une personne qui demande un bulletin de vote, au point de donner à croire que l'inscription sur la liste électorale la concerne, la personne, en prêtant le serment prescrit et en se conformant à la présente loi sous tous autres rapports, a le droit de recevoir un bulletin de vote et de voter.

147. If a person asks for a ballot at a polling station after someone else has voted under that person's name, the person is entitled to receive a ballot and to vote, after having taken the prescribed oath and satisfied the deputy returning officer as to their identity and entitlement to vote at the polling station.

148. If the name of an elector has been crossed off in error from an official list of electors under subsection 176(2) or (3), the elector shall be allowed to vote after taking the oath referred to in subsection 144(2), after the deputy returning officer or the poll clerk has verified with the returning officer that their name was crossed off in error.

Clause 23: (1) to (3) Existing text of section 149:

149. An elector whose name does not appear on the official list of electors in his or her polling station shall not be allowed to vote unless the elector

- (a) gives the deputy returning officer a transfer certificate described in section 158 or 159 and, for a certificate described in subsection 158(2), fulfills the conditions described in subsection 158(3);
- (b) provides satisfactory proof of identity, and the deputy returning officer ascertains with the returning officer that the elector is listed either on the preliminary list of electors or was registered during the revision period; or
- (c) gives the deputy returning officer a registration certificate described in subsection 161(4).

Clause 24: New.

Clause 25: Existing text of subsection 159(2):

(2) The application referred to in subsection (1) shall be in the prescribed form, and shall be personally delivered to the returning officer or assistant returning officer for the elector's electoral district before 10:00 p.m. of the Friday immediately before polling day by the elector, a friend, the spouse, the common-law partner or a relative of the elector or a relative of his or her spouse or common-law partner.

Clause 26: (1) Existing text of subsection 161(1):

161. (1) An elector whose name is not on the list of electors may register in person on polling day if

- (a) the elector provides satisfactory proof of identity and residence; or
- (b) the elector takes an oath in the prescribed form and is accompanied by an elector whose name appears on the list of electors for the same polling division and who vouches for him or her on oath in the prescribed form.

(2) Existing text of subsection 161(6):

(6) No elector shall vouch under paragraph (1)(b) for more than one elector at an election.

Clause 27: New.

Clause 28: Relevant portion of section 162:

162. Each poll clerk shall

...

(f) indicate, if applicable, on the prescribed form that the elector has presented identification or taken an oath and the type of oath;

(g) indicate, if applicable, on the prescribed form that the elector refused a legal requirement to show proof of identity or to take an oath or refused to answer a question regarding his or her entitlement to vote at a particular polling station;

147. Si quelqu'un demande un bulletin de vote après qu'un autre a voté sous son nom, il est en droit d'exiger un bulletin de vote et de voter, après avoir prêté le serment prescrit et avoir convaincu le scrutateur de son identité et de son habilité à voter à ce bureau de scrutin.

148. Si, dans le cadre des paragraphes 176(2) ou (3), le nom d'un électeur est biffé par mégarde, celui-ci doit être admis à voter en prêtant le serment prévu au paragraphe 144(2), après que le scrutateur ou le greffier du scrutin a communiqué avec le directeur du scrutin afin d'établir si une semblable erreur a vraiment été commise.

Article 23: (1) à (3) Texte de l'article 149:

149. L'électeur dont le nom ne figure pas sur la liste électorale officielle du bureau de scrutin n'est admis à voter que dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) il remet au scrutateur un certificat de transfert obtenu en conformité avec les articles 158 ou 159 et, s'il s'agit d'un certificat délivré en vertu du paragraphe 158(2), les conditions prévues au paragraphe 158(3) sont remplies;
- b) le scrutateur est convaincu, après vérification auprès du directeur du scrutin et sur présentation d'une preuve suffisante d'identité, qu'il est inscrit sur la liste électorale préliminaire ou qu'il a été accepté à la révision;
- c) il remet au scrutateur un certificat d'inscription obtenu en conformité avec le paragraphe 161(4).

Article 24: Nouveau.

Article 25: Texte du paragraphe 159(2):

(2) La demande doit être faite au directeur du scrutin ou au directeur adjoint du scrutin de la circonscription de l'électeur, avant 22 h le vendredi précédant le jour du scrutin, selon le formulaire prescrit, et remise en personne soit par l'électeur ou un ami, l'époux, le conjoint de fait ou un parent de l'électeur, soit par un parent de son époux ou de son conjoint de fait.

Article 26: (1) Texte du paragraphe 161(1):

161. (1) Tout électeur dont le nom ne figure pas déjà sur la liste électorale peut, le jour du scrutin, s'inscrire en personne :

- a) sur présentation d'une preuve suffisante d'identité et de résidence;
- b) s'il prête serment sur le formulaire prescrit et est accompagné d'un électeur dont le nom figure sur la liste électorale de la même section de vote et qui répond de lui, sous serment, sur le formulaire prescrit.

(2) Texte du paragraphe 161(6):

(6) Il est interdit à un électeur de répondre, en application de l'alinéa (1)b), de plus d'un électeur à une élection.

Article 27: Nouveau.

Article 28: Texte du passage visé de l'article 162:

162. Le greffier du scrutin :

[...]

f) indique sur le formulaire prescrit, le cas échéant, que l'électeur a présenté des pièces d'identité ou prêté serment, selon le cas, et, s'il y a lieu, indique la nature du serment;

(h) indicate, if applicable, on the prescribed form that the elector has been readmitted to the polling station and allowed to vote under subsection 145(2) ;

(i) indicate, if applicable, on the prescribed form that an elector has voted in the circumstances described in section 147, that the oath of identity has been taken or that any other oath was required to be taken and was taken, note any objection that was made on behalf of any of the candidates and indicate the candidate's name; and

Clause 29: Existing text of subsection 168(1):

168. (1) Each returning officer shall, as directed by the Chief Electoral Officer, establish in his or her electoral district advance polling districts that group polling divisions.

Clause 30: (1) Existing text of subsection 169(2):

(2) An elector referred to in subsection (1) shall not be registered unless he or she provides satisfactory proof of identity and residence.

(2) New.

Clause 31: New.

Clause 32: Relevant portion of subsection 173(2):

(2) An elector whose name is not on the revised list of electors may not vote at an advance polling station unless

(a) the deputy returning officer has ascertained with the returning officer that the elector is on the preliminary list of electors or was registered during the revision period referred to in section 96, and the elector has provided the deputy returning officer with satisfactory proof of identity; or

Clause 33: Relevant portion of subsection 174(1):

174. (1) If an elector whose name is on the list of electors makes a request to vote at an advance polling station that is established for his or her polling division, the deputy returning officer shall permit the elector to vote unless

(a) the deputy returning officer, the poll clerk, a candidate or a representative of a candidate at the advance polling station asks that the person take the oath referred to in subsection 144(2) and the person refuses to do so; or

Clause 34: (1) Existing text of subsection 442(1):

442. (1) On October 15 in each year, the Chief Electoral Officer shall calculate the maximum amount referred to in section 440 for each electoral district, based on the lists of electors in the Register of Electors, as if an election were then to be held.

(2) New.

Clause 35: Existing text of section 466:

466. On receipt of the documents referred to in subsection 451(1) and, if it applies, subsection 455(1), including the auditor's report, and a copy of the auditor's invoice for that report in an amount of \$250 or more, the Chief Electoral Officer shall provide the Receiver General with a certificate that sets out the amount of the expenses incurred for the audit, up to a maximum of the lesser of 3% of the candidate's election expenses and \$1,500.

g) indique sur le formulaire prescrit, le cas échéant, que l'électeur a refusé de présenter les pièces d'identité ou de prêter le serment légalement obligatoires ou de répondre aux questions relatives à son habilité à voter au bureau de scrutin;

h) indique sur le formulaire prescrit, le cas échéant, que l'électeur a été réadmis à voter en vertu du paragraphe 145(2);

i) indique sur le formulaire prescrit, le cas échéant, que l'électeur a voté dans les circonstances visées à l'article 147 et qu'il a prêté le serment d'identité et tout autre serment exigé et indique, s'il y a lieu, les oppositions présentées au nom d'un candidat et le nom de ce candidat;

Article 29: Texte du paragraphe 168(1):

168. (1) Le directeur du scrutin établit, conformément aux instructions du directeur général des élections, des districts de vote par anticipation regroupant des sections de vote de sa circonscription.

Article 30: (1) Texte du paragraphe 169(2):

(2) Il doit alors fournir une preuve suffisante de son identité et de sa résidence.

(2) Nouveau.

Article 31: Nouveau.

Article 32: Texte du passage visé du paragraphe 173(2):

(2) L'électeur dont le nom ne figure pas sur la liste électorale révisée n'est admis à voter que dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) le scrutateur est convaincu, après vérification auprès du directeur du scrutin et sur présentation d'une preuve suffisante d'identité, qu'il est inscrit sur la liste électorale préliminaire ou qu'il a été accepté à la révision;

Article 33: Texte du passage visé du paragraphe 174(1):

174. (1) Lorsque l'électeur dont le nom figure sur la liste électorale demande à voter au bureau de vote par anticipation établi pour sa section de vote, le scrutateur est tenu de l'autoriser à voter sauf si, selon le cas :

a) il refuse de prêter le serment visé au paragraphe 144(2), comme l'exige le scrutateur, le greffier du scrutin, le candidat ou le représentant d'un candidat présent au bureau de vote par anticipation;

Article 34: (1) Texte du paragraphe 442(1):

442. (1) Le 15 octobre, comme si une élection avait lieu à cette date, le directeur général des élections actualise le plafond des dépenses électorales prévu à l'article 440 pour chaque circonscription à l'aide de la liste électorale — tirée du Registre des électeurs — établie pour cette circonscription.

(2) Nouveau.

Article 35: Texte de l'article 466:

466. Sur réception des documents visés au paragraphe 451(1) et, le cas échéant, au paragraphe 455(1) et du rapport du vérificateur ainsi que d'une copie de la facture de celui-ci pour le rapport — dans la mesure où elle n'est pas inférieure à 250 \$ —, le directeur général des élections transmet au receveur général un certificat indiquant le montant des dépenses engagées pour la vérification, représentant 3 % des dépenses électorales du candidat, jusqu'à concurrence de 1 500 \$.

Clause 36: Existing text of subsection 484(2):

(2) Every person is guilty of an offence who, being a returning officer, wilfully contravenes subsection 24(3) (failure to take necessary election proceedings).

Clause 37: Existing text of subsection 486(2):

(2) Every person who contravenes section 81 (refusal to give access to building) is guilty of an offence.

Clause 38: (1) to (4) Relevant portion of subsection 489(2):

(2) Every person is guilty of an offence who

Clause 39: (1) Relevant portion of subsection 497(1):

497. (1) Every person is guilty of an offence who

...

(z.1) being a registered agent or financial agent, contravenes section 476 (improper or unauthorized transfer of contributions); or

(2) and (3) Relevant portion of subsection 497(3):

(3) Every person is guilty of an offence who

...

(s) being a candidate, wilfully contravenes subsection 451(5) (failure to send electoral campaign expense declaration);

...

(x) being a registered agent, financial agent or official agent, knowingly contravenes section 476 (unauthorized or improper transfer of contributions);

*Public Service Employment Act**Clause 40: Relevant portion of subsection 22(2):*

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the Commission may make regulations

Clause 41: Existing text of subsection 50(2):

(2) The period of employment of a casual worker may not exceed 90 working days in one calendar year in any particular department or other organization.

Article 36: Texte du paragraphe 484(2):

(2) Commet une infraction le directeur du scrutin qui volontairement contrevient au paragraphe 24(3) (défaut d'exécuter avec diligence les opérations électorales nécessaires).

Article 37: Texte du paragraphe 486(2):

(2) Commet une infraction quiconque contrevient à l'article 81 (refus de donner accès à des immeubles).

Article 38: (2) à (4) Texte du passage visé du paragraphe 489(2):

(2) Commet une infraction :

Article 39: (1) Texte du passage visé du paragraphe 497(1):

497. (1) Commet une infraction :

[...]

z.1) l'agent enregistré ou l'agent financier qui contrevient à l'article 476 (cession de contributions interdite);

(2) et (3) Texte du passage visé du paragraphe 497(3):

(3) Commet une infraction :

[...]

s) le candidat qui contrevient volontairement au paragraphe 451(5) (défaut d'adresser sa déclaration concernant son compte de campagne électorale);

[...]

x) l'agent enregistré, l'agent financier ou l'agent officiel qui contrevient sciemment à l'article 476 (cession de contributions interdite);

*Loi sur l'emploi dans la fonction publique**Article 40: Texte du passage visé du paragraphe 22(2):*

(2) La Commission peut par règlement, sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1):

Article 41: Texte du paragraphe 50(2):

(2) L'employé occasionnel ne peut être nommé pour une période dépassant quatre-vingt-dix jours ouvrables par année civile dans un même ministère ou autre administration.

MAIL ➤ **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-31

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55-56 Elizabeth II, 2006-2007

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-31

An Act to amend the Canada Elections Act and the Public
Service Employment Act

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
FEBRUARY 20, 2007

C-31

Première session, trente-neuvième législature,
55-56 Elizabeth II, 2006-2007

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-31

Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la Loi sur l'emploi
dans la fonction publique

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 20 FÉVRIER 2007



RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to amend the Canada Elections Act and the Public Service Employment Act*".

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Elections Act* to improve the integrity of the electoral process by reducing the opportunity for electoral fraud or error. It requires that electors, before voting, provide one piece of government-issued photo identification showing their name and address or two pieces of identification authorized by the Chief Electoral Officer showing their name and address, or take an oath and be vouched for by another elector.

It also amends the *Canada Elections Act* to, among other things, make operational changes to improve the accuracy of the National Register of Electors, facilitate voting and enhance communications with the electorate.

It amends the *Public Service Employment Act* to permit the Public Service Commission to make regulations to extend the maximum term of employment of casual workers.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «*Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la Loi sur l'emploi dans la fonction publique*».

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi électorale du Canada* afin d'accroître l'intégrité du processus électoral en réduisant les possibilités de fraude ou d'erreur. Il exige que l'électeur présente, avant de voter, soit une pièce d'identité avec photo, nom et adresse délivrée par l'administration, soit deux pièces d'identité autorisées par le directeur général des élections où sont indiqués ses nom et adresse, ou prêter serment s'il est accompagné d'un autre électeur agissant à titre de répondant.

Il apporte notamment à la *Loi électorale du Canada* des changements opérationnels visant à améliorer l'exactitude du Registre national des électeurs, à faciliter l'exercice du droit de vote et à promouvoir la communication avec l'électorat.

Il modifie également la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* afin de permettre à la Commission de la fonction publique de prolonger par règlement la durée maximale des emplois occupés par des employés occasionnels.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-31

PROJET DE LOI C-31

An Act to amend the Canada Elections Act and
the Public Service Employment Act

Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la
Loi sur l'emploi dans la fonction publique

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

CANADA ELECTIONS ACT

LOI ÉLECTORALE DU CANADA

1. The definitions “list of electors” and
“polling day” in subsection 2(1) of the
Canada Elections Act are replaced by the
following:

1. Les définitions de « jour du scrutin » et
« liste électorale », au paragraphe 2(1) de la
Loi électorale du Canada, sont respectivement
remplacées par ce qui suit :

“list of electors” means the list showing the
surname, given names, civic address and
mailing address of every elector in a polling
division and the identifier that is assigned to the
elector by the Chief Electoral Officer.

« jour du scrutin » Le jour fixé pour la tenue du
scrutin dans le cadre de l'alinéa 57(1.2)c).

“polling day”, in relation to an election, means
the date fixed under paragraph 57(1.2)(c) for
voting at the election.

« liste électorale » Liste dressée pour une section
de vote et indiquant les nom, prénoms et
adresses municipale et postale de chaque
électeur ainsi que l'identificateur attribué à
l'électeur par le directeur général des élections.

2. Subsection 17(1) of the Act is replaced
by the following:

2. Le paragraphe 17(1) de la même loi est
remplacé par ce qui suit :

17. (1) During an election period or within
30 days after it, if an emergency, an unusual or
unforeseen circumstance or an error makes it
necessary, the Chief Electoral Officer may adapt
any provision of this Act and, in particular, may
extend the time for doing any act, subject to
subsection (2), or may increase the number of
election officers or polling stations.

17. (1) Le directeur général des élections
peut, pendant la période électorale et les trente
jours qui suivent celle-ci, adapter les disposi-
tions de la présente loi dans les cas où il est
nécessaire de le faire en raison d'une situation
d'urgence, d'une circonstance exceptionnelle ou
imprévue ou d'une erreur; il peut notamment
prolonger le délai imparti pour l'accomplisse-
ment de toute opération et augmenter le nombre
de fonctionnaires électoraux ou de bureaux de
scrutin.

2000, c. 9

2000, ch. 9

“list of electors”
« liste
électorale »

« jour du
scrutin »
“polling day”

“polling day”
« jour du
scrutin »

« liste
électorale »
“list of electors”

Power to adapt
Act

Pouvoir
d'adapter la loi

3. The Act is amended by adding the following after section 43:

Right of access

43.1 (1) No person who is in control of an apartment building, condominium building or other multiple-residence building or a gated community may prevent an election officer or a member of the staff of a returning officer from obtaining access to the building or gated community, as the case may be, between 9:00 a.m. and 9:00 p.m., to perform his or her duties under this Act.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person who is in control of a multiple-residence building whose residents' physical or emotional well-being may be harmed as a result of permitting the activities referred to in that subsection.

4. Section 44 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Identifier

(2.1) The Register of Electors must also contain, for each elector, a unique, randomly generated identifier that is assigned by the Chief Electoral Officer.

5. Subsections 45(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

Members and registered parties

45. (1) By November 15 in each year, the Chief Electoral Officer shall send to the member for each electoral district and, on request, to each registered party that endorsed a candidate in the electoral district in the last election, a copy in electronic form — taken from the Register of Electors — of the lists of electors for the electoral district.

Contents of lists of electors

(2) The lists of electors shall set out each elector's surname, given names, civic address and mailing address, date of birth and the identifier that is assigned to the elector by the Chief Electoral Officer and shall be arranged in the form established by the Chief Electoral Officer according to the civic addresses of the electors or, if that is not appropriate, in alphabetical order by their surnames.

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 43, de ce qui suit :

Droit d'accès

43.1 (1) Il est interdit au responsable d'un immeuble d'appartements ou d'habitation en copropriété ou d'un autre immeuble à logements multiples ou d'un ensemble résidentiel protégé d'empêcher le fonctionnaire électoral ou le personnel du directeur du scrutin d'avoir accès, entre 9 h et 21 h, à l'immeuble ou à l'ensemble en vue d'exercer les attributions qui lui sont conférées par la présente loi.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au responsable d'un immeuble à logements multiples si le fait de permettre les activités visées à ce paragraphe peut mettre en danger la santé physique ou affective des résidents de l'immeuble.

4. L'article 44 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

20

Identificateur

(2.1) Le Registre des électeurs contient également l'identificateur unique, généré de façon aléatoire, que le directeur général des élections attribue à chaque électeur.

5. Les paragraphes 45(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

25

Communication au député et aux partis

45. (1) Au plus tard le 15 novembre de chaque année, le directeur général des élections envoie au député de chaque circonscription et, sur demande, à chaque parti enregistré y ayant soutenu un candidat lors de la dernière élection, une copie sous forme électronique — tirée du Registre des électeurs — des listes électorales de la circonscription.

Teneur des listes

(2) Ces listes comportent, pour chaque électeur, ses nom, prénoms, adresses municipale et postale, la date de naissance ainsi que l'identificateur qui lui a été attribué par le directeur général des élections et sont dressées en la forme établie par le directeur général des élections selon l'ordre des adresses municipales ou, si cela ne convient pas, selon l'ordre alphabétique des noms.

Exception	(3) This section does not apply if November 15 falls during an election period or if the vote at a general election was held during the six months before that date.	(3) Le présent article ne s'applique pas lorsque la date visée au paragraphe (1) tombe pendant la période électorale ou lorsque le scrutin d'une élection générale a été tenu dans les six mois précédant cette date.	Exception
	6. Section 46 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):	6. L'article 46 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :	5
Retention of certain information	(1.1) The Chief Electoral Officer may retain information collected under paragraph (1)(b), but not included in the Register of Electors, for the purpose of correlating information subsequently collected with information already contained in the Register of Electors.	(1.1) Le directeur général des élections peut conserver les renseignements recueillis au titre de l'alinéa (1)b) qui ne figurent pas au Registre des électeurs pour permettre la corrélation entre les renseignements qui seront recueillis subsequmment et ceux qui figurent au Registre des électeurs.	Conservation de certains renseignements
	7. The Act is amended by adding the following after section 46:	7. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 46, de ce qui suit :	15
Citizenship information	46.1 For the purpose of assisting the Chief Electoral Officer in updating the Register of Electors, the Minister of National Revenue may, on a return of income referred to in subsection 150(1) of the <i>Income Tax Act</i> , request that an individual who is filing a return of income under paragraph 150(1)(d) of that Act indicate in the return whether he or she is a Canadian citizen.	46.1 Dans la déclaration de revenu visée au paragraphe 150(1) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , le ministre du Revenu national peut demander aux personnes qui produisent la déclaration au titre de l'alinéa 150(1)d) de cette loi d'y indiquer si elles ont la citoyenneté canadienne en vue d'aider le directeur général des élections à mettre à jour le Registre des électeurs.	Renseignements concernant la citoyenneté
Information in respect of deceased individuals	46.2 For the purpose of updating the Register of Electors, the Minister of National Revenue shall, at the request of the Chief Electoral Officer, provide the name, date of birth and address of any individual to whom paragraph 150(1)(b) of the <i>Income Tax Act</i> applies if that individual has, in his or her last return of income filed under paragraph 150(1)(d) of that Act, authorized that Minister to provide his or her name, date of birth and address to the Chief Electoral Officer for the Register of Electors.	46.2 Le ministre du Revenu national communique, à la demande du directeur général des élections et en vue de mettre à jour le Registre des électeurs, les nom, date de naissance et adresse de toute personne à laquelle l'alinéa 150(1)b) de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> s'applique, si, dans sa dernière déclaration de revenu produite au titre de l'alinéa 150(1)d) de cette loi, cette personne avait autorisé le ministre du Revenu national à communiquer ces renseignements au directeur général des élections aux fins du Registre des électeurs.	Renseignements concernant les personnes décédées
	8. The Act is amended by adding the following after section 47:	8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 47, de ce qui suit :	40
Other duties	47.1 Between election periods, a returning officer shall perform any duties related to the updating of the Register of Electors that are requested by the Chief Electoral Officer.	47.1 Entre les périodes électorales, le directeur du scrutin de chaque circonscription exerce les attributions qui lui sont conférées par le directeur général des élections relativement à la mise à jour du Registre des électeurs.	Autre responsabilité du directeur du scrutin
	9. Subsections 55(1) to (3) of the Act are replaced by the following:	9. Les paragraphes 55(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	45

Provincial bodies	<p>55. (1) The Chief Electoral Officer may enter into an agreement with any body responsible under provincial law for establishing a list of electors, governing the giving of information contained in the Register of Electors, or the giving of information referred to in subsection 44(2) or (2.1) that the Chief Electoral Officer intends to include in the Register of Electors, if that information is needed for establishing such a list.</p>	<p>55. (1) Le directeur général des élections peut conclure avec tout organisme chargé, au titre d'une loi provinciale, d'établir une liste électorale un accord visant la communication 5 des renseignements qui figurent au Registre des 5 électeurs ou celle des renseignements que le directeur général des élections a l'intention d'inclure dans ce registre et qui sont visés aux paragraphes 44(2) ou (2.1), si ces renseignements 10 sont nécessaires à l'établissement d'une 10 telle liste.</p>	Organismes provinciaux
Conditions	<p>(2) The Chief Electoral Officer shall include in the agreement conditions regarding the use and protection of personal information given under the agreement.</p>	<p>(2) Il assortit l'accord de conditions relatives à l'utilisation et à la protection des renseignements personnels communiqués.</p>	Restrictions
	<p>10. (1) Paragraph 56(b) of the Act is 15 replaced by the following:</p>	<p>10. (1) L'alinéa 56b) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :</p>	
	<p>(b) knowingly make a false or misleading statement, orally or in writing, relating to another person's qualification as an elector, to the surname, given names, sex, civic address 20 or mailing address of that person, or to the identifier assigned to that person by the Chief Electoral Officer, for the purpose of having that person's name deleted from the Register of Electors; 25</p>	<p>b) de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse relative- ment à la qualité d'électeur, aux nom, prénoms, sexe ou adresses municipale ou 20 postale d'une autre personne, ou encore à l'identificateur qui lui a été attribué par le directeur général des élections en vue de la faire radier du Registre des électeurs;</p>	
	<p>(2) Section 56 of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (d) and by replacing paragraph (e) with the following:</p>	<p>(2) L'alinéa 56e) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :</p>	
	<p>(e) knowingly use personal information that 30 is obtained from the Register of Electors except as follows:</p>	<p>e) d'utiliser sciemment un renseignement personnel tiré du Registre des électeurs sauf :</p>	
	<p>(i) to enable registered parties, members or candidates to communicate with electors in accordance with section 110, 35</p>	<p>(i) pour permettre, conformément à l'arti- cle 110, aux partis enregistrés, aux députés 30 et aux candidats de communiquer avec des électeurs,</p>	
	<p>(ii) for the purpose of a federal election or referendum, or</p>	<p>(ii) pour les besoins d'une élection ou d'un référendum fédéral,</p>	
	<p>(iii) in accordance with the conditions included in an agreement made under section 55, in the case of information that 40 is transmitted in accordance with the agreement; or</p>	<p>(iii) pour la communication d'un rensei- 35 gnement transmis dans le cadre de l'accord prévu à l'article 55, conformément aux conditions prévues par celui-ci;</p>	
		<p>f) d'utiliser sciemment tout autre rensei- gnement personnel transmis dans le cadre d'un 40 accord prévu à l'article 55, sauf conformé- ment aux conditions prévues dans l'accord.</p>	

(f) knowingly use other personal information that is transmitted in accordance with an agreement made under section 55 except in accordance with the conditions included in the agreement.

5

11. (1) Subsection 81(1) of the Act is replaced by the following:

81. (1) No person who is in control of an apartment building, condominium building or other multiple-residence building or a gated community may prevent a candidate or his or her representative from

(a) in the case of an apartment building, condominium building or gated community, canvassing, between 9:00 a.m. and 9:00 p.m., 15 at the doors to the apartments, units or houses, as the case may be; or

(b) in the case of a multiple-residence building, campaigning, between 9:00 a.m. and 9:00 p.m., in a common area in the 20 multiple residence.

(2) Subsection 81(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au responsable d'un immeuble à logements multi- 25 ples si le fait de permettre les activités de campagne visées à ce paragraphe peut mettre en danger la santé physique ou affective des résidents de l'immeuble.

12. The Act is amended by adding the 30 following after section 81:

81.1 (1) No person who is in control of a building, land, street or any other place, any part of which is open without charge to members of the public, whether on a continuous, periodic or 35 occasional basis — including any commercial, business, cultural, historical, educational, religious, governmental, entertainment or recreational place — may prevent a candidate or his or her representative from campaigning in or on 40 that part when it is open without charge to members of the public.

Canvassing, etc., in residential areas

Exception

Campaigning in public places

11. (1) Le paragraphe 81(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

81. (1) Il est interdit au responsable d'un immeuble d'appartements ou d'habitation en copropriété ou d'un autre immeuble à logements multiples ou d'un ensemble résidentiel protégé d'empêcher le candidat ou son représentant, 5 entre 9 h et 21 h :

a) dans le cas d'un immeuble d'appartements ou d'habitation en copropriété ou d'un 10 ensemble résidentiel protégé, de frapper aux portes des logements;

b) dans le cas d'un immeuble à logements multiples, de faire campagne dans les aires 15 communes.

(2) Le paragraphe 81(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au responsable d'un immeuble à logements multi- 20 ples si le fait de permettre les activités de campagne visées à ce paragraphe peut mettre en danger la santé physique ou affective des résidents de l'immeuble.

12. La même loi est modifiée par adjonc- 25 tion, après l'article 81, de ce qui suit :

81.1 (1) Il est interdit au responsable de tout bâtiment, terrain, voie publique ou autre lieu dont une partie est ouverte gratuitement au public, de façon continue, périodique ou 30 occasionnelle — notamment tout lieu à usage commercial, culturel, historique, éducatif, religieux, officiel, ludique ou récréatif — d'empêcher le candidat ou son représentant de faire campagne dans cette partie des lieux, pendant 35 les heures où elle est ainsi ouverte au public.

Campagne — lieux d'habitation

Exception

Campagne — lieux ouverts au public

Exception	(2) Subsection (1) does not apply in respect of a place if campaigning in or on it would be incompatible with the function and purpose of the place or inconsistent with public safety.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si les activités de campagne sont incompatibles avec la sécurité publique ou la fonction ou destination principale du lieu.	Exception
	13. Subsection 93(2) of the Act is replaced by the following:	13. Le paragraphe 93(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Distribution of preliminary lists	(1.1) The Chief Electoral Officer shall distribute, to each registered party or eligible party that requests it, one copy in electronic form of the preliminary lists of electors for an electoral district in respect of which a writ has been issued.	(1.1) Le directeur général des élections fait parvenir à chaque parti enregistré ou admissible qui lui en fait la demande une copie, sous forme électronique, des listes électorales préliminaires pour la circonscription à l'égard de laquelle un bref a été délivré.	Distribution des listes préliminaires
Form of preliminary list of electors	(2) A preliminary list of electors shall contain only the name, address and date of birth of each elector in the electoral district and the identifier that is assigned to the elector by the Chief Electoral Officer and shall be arranged according to the civic addresses of the electors or, if that is not appropriate, in alphabetical order by their names.	(2) La liste électorale préliminaire ne contient que les nom, adresses et date de naissance des électeurs ainsi que l'identificateur attribué à chacun d'eux par le directeur général des élections et est dressée selon l'ordre des adresses municipales ou, si cet ordre ne convient pas, selon l'ordre alphabétique des noms.	Présentation des noms sur la liste
	14. (1) The portion of subsection 95(2) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	14. (1) Le passage du paragraphe 95(2) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	
Teneur de l'avis	(2) L'avis de confirmation d'inscription, en la forme établie par le directeur général des élections, indique :	(2) L'avis de confirmation d'inscription, en la forme établie par le directeur général des élections, indique :	Teneur de l'avis
	(2) Subsection 95(2) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c), by adding the word "and" at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):	(2) Le paragraphe 95(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :	
	(e) the fact that proof of an elector's identity and residence will be required before the elector is allowed to vote.	e) l'obligation pour l'électeur d'établir son identité et sa résidence avant d'être admis à voter.	
	15. The Act is amended by adding the following after section 99:	15. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 99, de ce qui suit :	
Information in Register of Electors	99.1 The Chief Electoral Officer may, for the purpose of section 99, provide to the returning officer and assistant returning officer information contained in the Register of Electors.	99.1 Le directeur général des élections peut, pour l'application de l'article 99, communiquer au directeur du scrutin et au directeur adjoint du scrutin des renseignements tirés du Registre des électeurs.	Renseignements tirés du Registre des électeurs
	16. (1) Subsection 101(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (b), by adding the word "or" at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):	16. (1) Le paragraphe 101(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :	

	(d) the elector, or another elector who lives at the same residence as the elector, at their residence and in the presence of the revising agents completes the prescribed registration form and takes the prescribed oath.	5	d) l'électeur, ou un autre électeur qui vit dans la même résidence que cet électeur, remplit le formulaire et prête le serment prescrit à sa résidence et en présence des agents réviseurs.	
	(2) Section 101 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):		(2) L'article 101 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :	5
Addition of elector's name	(1.1) The returning officer or assistant returning officer may also add to the preliminary list of electors the name of any elector whose name is added to the Register of Electors after that list has been prepared.	10	(1.1) Le directeur du scrutin ou le directeur adjoint du scrutin peuvent ajouter le nom d'un électeur à la liste électorale préliminaire s'il a été ajouté au Registre des électeurs après que la liste électorale préliminaire a été dressée.	10 Adjonctions sur la foi du Registre des électeurs
	17. The Act is amended by adding the following after section 104:		17. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 104, de ce qui suit :	
	UPDATED PRELIMINARY LISTS OF ELECTORS		LISTES ÉLECTORALES PRÉLIMINAIRES À JOUR	
Distribution of lists	104.1 Each returning officer shall, on the 19th day before polling day, distribute to each candidate in the electoral district who requests it, one copy in electronic form of the most current preliminary lists of electors for that electoral district.	15 20	104.1 Le dix-neuvième jour précédant le jour du scrutin, le directeur du scrutin communique à chaque candidat de la circonscription qui en fait la demande une copie, sous forme électronique, des listes électorales préliminaires à jour pour sa circonscription.	15 20 Transmission des listes
	18. Subsections 107(2) and (3) of the Act are replaced by the following:		18. Les paragraphes 107(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	
Transmittal of list	(2) Each returning officer shall deliver to each deputy returning officer the revised list of electors or official list of electors, as the case may be, that the deputy returning officer needs to conduct the vote in his or her respective advance polling station or polling station. The list shall indicate each elector's sex and date of birth.	25 30	(2) Le directeur du scrutin remet aux scrutateurs la liste électorale révisée ou la liste électorale officielle, selon le cas, dont ils ont besoin pour les opérations dans leur bureau de vote par anticipation ou bureau de scrutin, avec la mention du sexe et de la date de naissance de chaque électeur y figurant.	25 30 Transmission des listes
Transmittal to candidates	(3) Each returning officer shall deliver to each candidate a printed copy and a copy in electronic form of a version of the revised lists of electors and the official lists of electors that indicates each elector's date of birth.	35	(3) Le directeur du scrutin remet aussi à chacun des candidats deux copies, dont une sous forme électronique, des listes électorales révisées et des listes électorales officielles sur lesquelles la date de naissance des électeurs est indiquée.	30 35 Copies aux candidats
	19. Subsection 110(3) of the Act is replaced by the following:		19. Le paragraphe 110(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Candidates	(3) A candidate who receives a copy of the preliminary lists of electors under section 94 or 104.1, or a copy of the revised lists of electors or the official lists of electors under subsection 107(3), may use the lists for communicating	40	(3) Les candidats qui, au titre des articles 94 ou 104.1 ou du paragraphe 107(3), reçoivent copie de listes électorales préliminaires, révisées ou officielles peuvent les utiliser, en période	40 Candidats

with his or her electors during an election period, including using them for soliciting contributions and campaigning.

électorale, pour communiquer avec leurs électeurs, notamment pour demander des contributions et faire campagne.

2004, c. 24, s. 2

20. Paragraph 117(2)(c) of the Act is replaced by the following:

20. L'alinéa 117(2)c) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :

2004, ch. 24, art. 2

(c) no later than 48 hours after the close of nominations, the party is a registered party.

c) au plus tard dans les quarante-huit heures suivant la clôture des candidatures, le parti est enregistré.

21. Sections 143 to 145 of the Act are replaced by the following:

21. Les articles 143 à 145 de la même loi 10 sont remplacés par ce qui suit :

Elector to declare name, etc.

143. (1) Each elector, on arriving at the 10 polling station, shall give his or her name and address to the deputy returning officer and the poll clerk, and, on request, to a candidate or his or her representative.

143. (1) À son arrivée au bureau de scrutin, chaque électeur déclare ses nom et adresse au scrutateur et au greffier du scrutin et, sur demande, au représentant d'un candidat ou au candidat lui-même. 15

Obligation de déclarer nom et adresse

Proof of identity and residence

(2) If the poll clerk determines that the 15 elector's name and address appear on the list of electors or that the elector is allowed to vote under section 146, 147, 148 or 149, then, subject to subsection (3), the elector shall provide to the deputy returning officer and the 20 poll clerk the following proof of his or her identity and residence:

(2) Le greffier du scrutin s'assure que le nom et l'adresse de l'électeur figurent sur la liste électorale ou que l'électeur est admis à voter au titre des articles 146, 147, 148 ou 149; sous réserve du paragraphe (3), l'électeur présente 20 alors au scrutateur et au greffier du scrutin les documents ci-après pour établir son identité et sa résidence :

Vérification de l'identité et de la résidence

(a) one piece of identification issued by a Canadian government, whether federal, provincial or local, or an agency of that 25 government, that contains a photograph of the elector and his or her name and address; or

a) soit une pièce d'identité délivrée par un gouvernement canadien, fédéral ou provin- 25 cial, une administration locale ou l'un de leurs organismes et comportant sa photographie, son nom et son adresse;

(b) two pieces of identification authorized by the Chief Electoral Officer each of which 30 establish the elector's name and at least one of which establishes the elector's address.

b) soit deux pièces d'identité autorisées par le directeur général des élections qui, toutes 30 deux, établissent son nom et dont au moins une établit son adresse.

Clarification

(2.1) For greater certainty, the Chief Electoral Officer may authorize as a piece of identification for the purposes of paragraph 35 (2)(b) any document, regardless of who issued it.

(2.1) Il est entendu que, pour l'application de l'alinéa (2)b), le directeur général des élections peut autoriser à titre de pièce d'identité tout 35 document, indépendamment de son auteur.

Précision

Person registered as an Indian

(2.2) For the purposes of paragraph (2)(b), a document issued by the Government of Canada that certifies that a person is registered as an 40 Indian under the *Indian Act* constitutes an authorized piece of identification.

(2.2) Pour l'application de l'alinéa (2)b), un document délivré par le gouvernement du 40 Canada certifiant qu'une personne est inscrite à titre d'Indien sous le régime de la *Loi sur les Indiens* constitue une pièce d'identité autorisée.

Personne inscrite à titre d'Indien

Oath	<p>(3) An elector may instead prove his or her identity and residence by taking the prescribed oath if he or she is accompanied by an elector whose name appears on the list of electors for the same polling division and who</p> <p>(a) provides to the deputy returning officer and the poll clerk the piece or pieces of identification referred to in paragraph (2)(a) or (b), respectively; and</p> <p>(b) vouches for him or her on oath in the 10 prescribed form.</p>	<p>(3) Cependant, l'électeur peut également établir son identité et sa résidence en prêtant le serment prescrit, s'il est accompagné d'un électeur dont le nom figure sur la liste électorale 5 de la même section de vote qui, à la fois :</p> <p>a) présente au scrutateur et au greffier du scrutin les pièces d'identité visées aux alinéas (2)a) ou b);</p> <p>b) répond de l'électeur, sous serment, sur le formulaire prescrit. 10</p>	Serment
Voting	<p>(4) If the deputy returning officer is satisfied that an elector's identity and residence have been proven in accordance with subsection (2) or (3), the elector's name shall be crossed off the 15 list and, subject to section 144, the elector shall be immediately allowed to vote.</p>	<p>(4) Si le scrutateur est convaincu que l'identité et la résidence de l'électeur ont été établies conformément aux paragraphes (2) ou (3), le nom de l'électeur est biffé de la liste et, sous réserve de l'article 144, il est immédiatement 15 admis à voter.</p>	Électeur admis à voter
Prohibition — vouching for more than one elector	<p>(5) No elector shall vouch for more than one elector at an election.</p>	<p>(5) Il est interdit à un électeur de répondre de plus d'un électeur à une élection.</p>	Interdiction de répondre de plus d'un électeur
Prohibition — vouchee acting as voucher	<p>(6) An elector who has been vouched for at 20 an election may not vouch for another elector at that election.</p>	<p>(6) L'électeur pour lequel un autre électeur s'est porté répondant ne peut lui-même agir à ce 20 titre à la même élection.</p>	Interdiction d'agir à titre de répondant
Publication	<p>(7) The Chief Electoral Officer shall publish each year, and within three days after the issue of a writ, in a manner that he or she considers 25 appropriate, a notice setting out the types of identification that are authorized for the purpose of paragraph (2)(b). The first annual notice shall be published no later than six months after the coming into force of this subsection.</p>	<p>(7) Chaque année et dans les trois jours suivant la date de délivrance du bref, le directeur général des élections publie, selon les modalités qu'il estime indiquées, un avis indiquant les 25 types de pièces autorisés pour l'application de l'alinéa (2)b). Le premier avis annuel est publié au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent paragraphe. 30</p>	Publication
Requirement before administering oath	<p>143.1 If a person decides to prove his or her identity and residence by taking the prescribed oath, the person who administers the oath shall, before doing so, orally advise the oath taker of the qualifications for electors and the penalty 35 that may be imposed under this Act on a person who is convicted of voting or attempting to vote at an election knowing that he or she is not qualified as an elector.</p>	<p>143.1 Si une personne décide d'établir son 30 identité et sa résidence en prêtant le serment prescrit, la personne devant laquelle doit être prêté le serment avise verbalement l'intéressé des conditions à remplir pour acquérir la qualité d'électeur et de la peine pouvant être infligée en 35 vertu de la présente loi à quiconque vote ou tente de voter à une élection, sachant qu'il n'a pas la qualité d'électeur.</p>	Serment — avis préalable
Proof of qualification as elector	<p>144. A deputy returning officer, poll clerk, 40 candidate or candidate's representative who has reasonable doubts concerning whether a person intending to vote is qualified as an elector may</p>	<p>144. S'il a des doutes raisonnables sur la 40 qualité d'électeur d'une personne qui a l'intention de voter, le scrutateur, le greffier du scrutin, le représentant du candidat ou le candidat lui-</p>	Preuve de la qualité d'électeur

	request that the person take the prescribed oath, and the person shall not be allowed to vote unless he or she takes that oath.	même peut lui demander de prêter le serment prescrit. La personne n'est admise à voter que si elle prête le serment.	
Proof of identity, etc., or oath not required	144.1 Once an elector has been given a ballot, no person shall require the elector to prove his or her identity and residence in accordance with subsection 143(2) or (3).	144.1 Une fois que l'électeur a reçu un bulletin de vote, il est interdit d'exiger qu'il établisse son identité et sa résidence conformément aux paragraphes 143(2) ou (3).	Interdiction
	22. Sections 146 to 148 of the Act are replaced by the following:	22. Les articles 146 à 148 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	
Name and address corresponding closely to another	146. If a name and address in the list of 10 electors correspond so closely with the name and address of a person who demands a ballot as to suggest that it is intended to refer to that person, the person shall not be allowed to vote unless he or she takes the prescribed oath.	146. Si la liste électorale porte un nom et une adresse ressemblant au nom et à l'adresse d'une personne qui demande un bulletin de vote, au point de donner à croire que l'inscription sur la liste électorale la concerne, la personne n'est admise à voter que si elle prête le serment prescrit.	Nom et adresse semblables
Person in whose name another has voted	147. If a person asks for a ballot at a polling station after someone else has voted under that person's name, the person shall not be allowed to vote unless he or she takes the prescribed oath.	147. Si une personne demande un bulletin de vote après qu'une autre a voté sous son nom, elle n'est admise à voter que si elle prête le serment prescrit.	Électeur se présentant sous le nom d'une personne ayant déjà voté
Name inadvertently crossed off list	148. If an elector claims that his or her name has been crossed off in error from an official list of electors under subsection 176(2) or (3), the elector shall not be allowed to vote unless the returning officer verifies that the elector's name was crossed off in error or the elector takes the oath referred to in section 147.	148. Si l'électeur soutient que son nom a été biffé par mégarde dans le cadre des paragraphes 176(2) ou (3), l'électeur n'est admis à voter que si le directeur du scrutin constate qu'une semblable erreur a vraiment été commise ou que l'électeur prête le serment prévu à l'article 147.	Nom biffé par mégarde
Failure to prove identity or residence	148.1 (1) An elector who fails to prove his or her identity and residence in accordance with subsection 143(2) or (3) or to take an oath otherwise required by this Act shall not receive a ballot or be allowed to vote.	148.1 (1) L'électeur qui n'établit pas son identité ou sa résidence conformément aux paragraphes 143(2) ou (3) ou ne prête pas serment conformément à la présente loi ne peut recevoir de bulletin de vote ni être admis à voter.	Défaut de s'identifier ou de prêter serment
When elector refuses to take improper oath	(2) If an elector refuses to take an oath because he or she is not required to do so under this Act, the elector may appeal to the returning officer. If, after consultation with the deputy returning officer or the poll clerk of the polling station, the returning officer decides that the elector is not required to take the oath, and if the elector is entitled to vote in the polling division, the returning officer shall direct that he or she be allowed to do so.	(2) L'électeur qui refuse de prêter serment au motif qu'il n'est pas tenu de le faire en vertu de la présente loi peut en appeler au directeur du scrutin; si celui-ci, après consultation du scrutateur ou du greffier du scrutin du bureau de scrutin, décide que l'électeur n'est effectivement pas tenu de prêter serment, il ordonne qu'il soit permis à cet électeur de voter, s'il est habile à voter.	Refus de prêter un serment non approprié
	23. (1) The portion of section 149 of the English version of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:	23. (1) Le passage de l'article 149 de la version anglaise de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :	

Elector not allowed to vote	149. An elector whose name does not appear on the official list of electors in his or her polling station shall not be allowed to vote unless	149. An elector whose name does not appear on the official list of electors in his or her polling station shall not be allowed to vote unless	Elector not allowed to vote
	(a) the elector gives the deputy returning officer a transfer certificate described in section 158 or 159 and, for a certificate described in subsection 158(2), fulfils the conditions described in subsection 158(3);	(a) the elector gives the deputy returning officer a transfer certificate described in section 158 or 159 and, for a certificate described in subsection 158(2), fulfils the conditions described in subsection 158(3);	
	(2) Paragraph 149(b) of the Act is replaced by the following:	(2) L'alinéa 149b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
	(b) the deputy returning officer ascertains with the returning officer that the elector is listed on the preliminary list of electors or was registered during the revision period; or	b) le scrutateur est convaincu, après vérification auprès du directeur du scrutin, qu'il est inscrit sur la liste électorale préliminaire ou qu'il a été inscrit comme électeur au moment de la révision;	
	(3) Paragraph 149(c) of the English version of the Act is replaced by the following:	(3) L'alinéa 149c) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
	(c) the elector gives the deputy returning officer a registration certificate described in subsection 161(4).	(c) the elector gives the deputy returning officer a registration certificate described in subsection 161(4).	
	24. Section 158 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):	24. L'article 158 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :	
Transfer certificate for elector whose polling station has moved	(4) If an elector's polling station moves to another location after the notice of confirmation of registration has been sent, an elector who attends at the polling station set out in the notice is entitled on request to receive a transfer certificate to vote at that polling station.	(4) En cas de changement d'adresse du bureau de scrutin après l'expédition de l'avis de confirmation d'inscription, l'électeur qui se présente pour voter au bureau de scrutin mentionné dans l'avis a le droit de recevoir, sur demande, un certificat de transfert l'autorisant à y voter.	Certificat de transfert à l'électeur
2000, c. 12, par. 40(2)(e)	25. Subsection 159(2) of the Act is replaced by the following:	25. Le paragraphe 159(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2000, ch. 12, al. 40(2)e)
Application requirements	(2) The application shall be in the prescribed form and shall be personally delivered to the returning officer or assistant returning officer for the elector's electoral district by the elector, his or her friend, spouse, common-law partner or relative, or a relative of his or her spouse or common-law partner.	(2) La demande doit être faite au directeur du scrutin ou au directeur adjoint du scrutin de la circonscription de l'électeur, selon le formulaire prescrit, et remise en personne soit par l'électeur ou un ami, l'époux, le conjoint de fait ou un parent de l'électeur, soit par un parent de son époux ou de son conjoint de fait.	Conditions de la demande
	26. (1) Subsection 161(1) of the Act is replaced by the following:	26. (1) Le paragraphe 161(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	

Registration in
person

161. (1) An elector whose name is not on the list of electors may register in person on polling day if the elector

(a) provides as proof of his or her identity and residence the piece or pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(a) or (b), respectively; or

(b) proves his or her identity and residence by taking the prescribed oath, and is accompanied by an elector whose name appears on the list of electors for the same polling division and who

(i) provides the piece or pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(a) or (b), respectively, and

(ii) vouches for him or her on oath in the prescribed form.

(2) Subsection 161(6) of the Act is replaced by the following:

(6) No elector shall vouch for more than one elector at an election.

Prohibition—
vouching for
more than one
elector

Prohibition—
vouchee acting
as voucher

(7) An elector who has been vouched for at an election may not vouch for another elector at that election.

27. The Act is amended by adding the following after section 161:

161.1 If a person decides to prove his or her identity and residence by taking the prescribed oath, the person who administers the oath shall, before doing so, orally advise the oath taker of the qualifications for electors.

Requirement
before
administering
oath

28. Paragraphs 162(f) to (i) of the Act are replaced by the following:

(f) indicate, if applicable, on the prescribed form that the elector has taken an oath and the type of oath;

(g) indicate, if applicable, on the prescribed form that the elector refused to comply with a legal requirement to provide the piece or pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(a) or (b), respectively, or to take an oath;

161. (1) L'électeur dont le nom ne figure pas déjà sur la liste électorale peut, le jour du scrutin, s'inscrire en personne s'il établit son identité et sa résidence :

Inscription le
jour du scrutin

a) soit en présentant les pièces visées aux alinéas 143(2)a) ou b);

b) soit en prêtant le serment prescrit, s'il est accompagné d'un électeur dont le nom figure sur la liste électorale de la même section de vote et qui, à la fois :

(i) présente les pièces visées aux alinéas 143(2)a) ou b),

(ii) répond de lui, sous serment, sur le formulaire prescrit.

(2) Le paragraphe 161(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) Il est interdit à un électeur de répondre de plus d'un électeur à une élection.

Infraction :
répondre de plus
d'un électeur

(7) L'électeur pour lequel un autre électeur s'est porté répondant ne peut lui-même agir à ce titre à la même élection.

Interdiction
d'agir à titre de
répondant

27. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 161, de ce qui suit :

161.1 Si une personne décide d'établir son identité et sa résidence en prêtant le serment prescrit, la personne devant laquelle doit être prêté le serment avise verbalement l'intéressé des conditions à remplir pour acquérir la qualité d'électeur.

Serment—avis
préalable

28. Les alinéas 162(f) à (i) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

f) indique sur le formulaire prescrit, le cas échéant, que l'électeur a prêté serment et précise la nature du serment;

g) indique sur le formulaire prescrit, le cas échéant, que l'électeur a refusé de présenter les pièces visées aux alinéas 143(2)a) ou b) ou de prêter serment alors qu'il y était légalement tenu;

(h) indicate, if applicable, on the prescribed form that the elector has been allowed to vote under subsection 148.1(2);

(i) indicate, if applicable, on the prescribed form that an elector has voted in the circumstances described in section 147, that the prescribed oath has been taken or that any other oath that was required to be taken was taken, note any objection that was made on behalf of any of the candidates and indicate the candidate's name;

(i.1) on request, and at least every 30 minutes, provide to a candidate's representative, on the prescribed form and as directed by the Chief Electoral Officer, the identity of every elector who has exercised his or her right to vote; and

29. Subsection 168(1) of the Act is replaced by the following:

168. (1) Each returning officer shall, as directed by the Chief Electoral Officer, establish in his or her electoral district advance polling districts that consist of one or more polling divisions.

30. (1) Subsection 169(2) of the Act is replaced by the following:

(2) An elector shall not be registered unless he or she

(a) provides as proof of his or her identity and residence the piece or pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(a) or (b), respectively; or

(b) proves his or her identity and residence by taking the prescribed oath, and is accompanied by an elector whose name appears on the list of electors for the same polling division and who

(i) provides the piece or pieces of identification referred to in paragraph 143(2)(a) or (b), respectively, and

(ii) vouches for him or her on oath in the prescribed form.

(2) Section 169 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

h) indique sur le formulaire prescrit, le cas échéant, que l'électeur a été admis à voter conformément au paragraphe 148.1(2);

i) indique sur le formulaire prescrit, le cas échéant, que l'électeur a voté dans les circonstances visées à l'article 147 et qu'il a prêté le serment prescrit et tout autre serment exigé et indique, s'il y a lieu, les oppositions présentées au nom d'un candidat et le nom de ce candidat;

i.1) sur demande, et à intervalles minimaux de trente minutes, fournit aux représentants des candidats, sur le formulaire prescrit et selon les directives du directeur général des élections, l'identité des électeurs ayant exercé leur droit de vote;

29. Le paragraphe 168(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

168. (1) Le directeur du scrutin établit, conformément aux instructions du directeur général des élections, des districts de vote par anticipation constitués d'une ou plusieurs sections de vote de sa circonscription.

30. (1) Le paragraphe 169(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Il ne peut toutefois être inscrit que s'il établit son identité et sa résidence :

a) soit en présentant les pièces visées aux alinéas 143(2)a) ou b);

b) soit en prêtant le serment prescrit, s'il est accompagné d'un électeur dont le nom figure sur la liste électorale de la même section de vote et qui, à la fois :

(i) présente les pièces visées aux alinéas 143(2)a) ou b),

(ii) répond de lui, sous serment, sur le formulaire prescrit.

(2) L'article 169 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Establishment of
advance polling
districts

Établissement
des districts de
vote par
anticipation

Conditions

Conditions

Prohibition —
vouching for
more than one
elector

(5) No elector shall vouch for more than one elector at an election.

(5) Il est interdit à un électeur de répondre de plus d'un électeur à une élection.

Infraction :
répondre de plus
d'un électeur

Prohibition
vouchee acting
as voucher

(6) An elector who has been vouched for at an election may not vouch for another elector at that election.

(6) L'électeur pour lequel un autre électeur s'est porté répondant ne peut lui-même agir à ce titre à la même élection.

Interdiction
d'agir à titre de
répondant

5

31. The Act is amended by adding the following after section 169:

31. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 169, de ce qui suit :

Requirement
before
administering
oath

169.1 If a person chooses to prove his or her identity and residence by taking the prescribed oath, the person who administers the oath shall, 10 before doing so, orally advise the oath taker of the qualifications for electors.

169.1 Si une personne décide d'établir son identité et sa résidence en prêtant le serment prescrit, la personne devant laquelle doit être 10 prêté le serment avise verbalement l'intéressé des conditions à remplir pour acquérir la qualité d'électeur.

Avis préalable

32. Paragraph 173(2)(a) of the Act is replaced by the following:

32. L'alinéa 173(2)(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

15

(a) the deputy returning officer has ascer- 15 tained with the returning officer that the elector is listed on the preliminary list of electors or was registered during the revision period; or

(a) le scrutateur est convaincu, après vérifi- cation auprès du directeur du scrutin, qu'il est inscrit sur la liste électorale préliminaire ou qu'il a été inscrit comme électeur au moment de la révision; 20

33. Paragraph 174(1)(a) of the Act is 20 replaced by the following:

33. L'alinéa 174(1)(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) the elector fails to prove his or her identity and residence in accordance with subsection 143(2) or (3) or to take an oath otherwise required by this Act; or 25

(a) il n'établit pas son identité ou sa résidence conformément aux paragraphes 143(2) ou (3), ou ne prête pas serment conformément à 25 la présente loi;

34. (1) Subsection 442(1) of the Act is replaced by the following:

34. (1) Le paragraphe 442(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Estimated
expenses

442. (1) On November 15 in each year, the Chief Electoral Officer shall calculate the maximum amount referred to in section 440 30 for each electoral district, based on the lists of electors in the Register of Electors, as if an election were then to be held.

442. (1) Le 15 novembre de chaque année, comme si une élection avait lieu à cette date, le 30 directeur général des élections actualise le plafond des dépenses électorales prévu à l'article 440 pour chaque circonscription à l'aide de la liste électorale tirée du Registre des électeurs qui est établie pour cette circons- 35 cription.

Actualisation du
plafond des
dépenses
électorales

(2) Section 442 of the Act is amended by adding the following after subsection (3): 35

(2) L'article 442 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Exception

(4) This section does not apply if November 15 falls during an election period or if the vote at a general election was held during the six months before that date.

(4) Le présent article ne s'applique pas 40 Exception lorsque la date visée au paragraphe (1) tombe pendant la période électorale ou lorsque le scrutin d'une élection générale a été tenu dans les six mois précédant cette date.

2003, c. 19, s. 50	35. Section 466 of the Act is replaced by the following:	35. L'article 466 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	2003, ch. 19, art. 50
Audit fee	<p>466. On receipt of the documents referred to in subsection 451(1) and, if applicable, those referred to in subsection 455(1), including the auditor's report, and a copy of the auditor's invoice for that report, the Chief Electoral Officer shall provide the Receiver General with a certificate that sets out the greater of</p> <p>(a) the amount of the expenses incurred for the audit, up to a maximum of the lesser of 3% of the candidate's election expenses and \$1,500, and</p> <p>(b) \$250.</p>	<p>466. Sur réception des documents visés au paragraphe 451(1) et, le cas échéant, au paragraphe 455(1) et du rapport du vérificateur ainsi que d'une copie de la facture de celui-ci pour le rapport, le directeur général des élections transmet au receveur général un certificat indiquant le plus élevé des montants suivants :</p> <p>a) le montant des dépenses engagées pour la vérification, jusqu'à concurrence du moins élevé de 3 % des dépenses électorales du candidat et 1 500 \$;</p> <p>b) 250\$.</p>	Honoraires du vérificateur
	<p>36. Subsection 484(2) of the Act is replaced by the following:</p> <p>(2) Every person is guilty of an offence who</p> <p>(a) being a returning officer, wilfully contravenes subsection 24(3) (failure to take promptly any necessary election proceedings); or</p> <p>(b) contravenes subsection 43.1(1) (refusal to give access to building or gated community).</p>	<p>36. Le paragraphe 484(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>(2) Commet une infraction :</p> <p>a) le directeur du scrutin qui contrevient volontairement au paragraphe 24(3) (défaut d'exécuter avec diligence les opérations électorales nécessaires);</p> <p>b) quiconque contrevient au paragraphe 43.1(1) (refus de donner accès à un immeuble ou à un ensemble résidentiel protégé).</p>	
Offences requiring intent — summary conviction			Infraction exigeant une intention — déclaration sommaire
	<p>37. Subsection 486(2) of the Act is replaced by the following:</p> <p>(2) Every person who contravenes subsection 81(1) (refusal to give access to building or gated community) or subsection 81.1(1) (refusal to give access to place open to the public) is guilty of an offence.</p>	<p>37. Le paragraphe 486(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>(2) Commet une infraction quiconque contrevient au paragraphe 81(1) (refus de donner accès à un immeuble ou à un ensemble résidentiel protégé) ou au paragraphe 81.1(1) (refus de donner accès à des lieux ouverts au public).</p>	
Offences requiring intent — summary conviction			Infraction exigeant une intention — déclaration sommaire
	<p>38. (1) Paragraphs 489(2)(a) and (a.1) of the Act are renumbered as 489(2)(a.2) and (a.3), respectively.</p> <p>(2) Subsection 489(2) of the Act is amended by adding the following before paragraph (a.2):</p> <p>(a) contravenes subsection 143(5) (vouching for more than one elector);</p> <p>(a.1) contravenes subsection 143(6) (voucher acting as voucher);</p>	<p>38. (1) Les alinéas 489(2)a) et a.1) de la même loi deviennent les alinéas 489(2)a.2) et a.3).</p> <p>(2) Le paragraphe 489(2) de la même loi est modifié par adjonction, avant l'alinéa a.2), de ce qui suit :</p> <p>a) quiconque contrevient au paragraphe 143(5) (répondre de plus d'un électeur);</p> <p>a.1) quiconque contrevient au paragraphe 143(6) (interdiction d'agir à titre de répondant);</p>	

(3) Subsection 489(2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a.3):

(a.4) contravenes subsection 161(7) (voucher acting as voucher);

(4) Subsection 489(2) of the Act is amended by striking out the word “or” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (c):

(d) contravenes subsection 169(5) (vouching for more than one elector); or

(e) contravenes subsection 169(6) (vouchee acting as voucher).

39. (1) Paragraph 497(1)(z.1) of the Act is replaced by the following:

(z.1) being a registered agent or financial agent, contravenes section 476 (improper or unauthorized transfer of funds);

(2) Paragraph 497(3)(s) of the English version of the Act is replaced by the following:

(s) being a candidate, wilfully contravenes subsection 451(5) (failure to send electoral campaign return declaration);

(3) Paragraph 497(3)(x) of the Act is replaced by the following:

(x) being a registered agent or financial agent, knowingly contravenes section 476 (unauthorized or improper transfer of funds);

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

40. Subsection 22(2) of the *Public Service Employment Act* is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (h), by adding the word “and” at the end of paragraph (i) and by adding the following after paragraph (i):

(j) extending the period of employment referred to in subsection 50(2) for any position or person or class of positions or persons.

(3) Le paragraphe 489(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa a.3), de ce qui suit :

a.4) quiconque contrevient au paragraphe 161(7) (interdiction d’agir à titre de répondant);

(4) Le paragraphe 489(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa c), de ce qui suit :

d) quiconque contrevient au paragraphe 169(5) (répondre de plus d’un électeur);

e) quiconque contrevient au paragraphe 169(6) (interdiction d’agir à titre de répondant).

39. (1) L’alinéa 497(1)z.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

z.1) l’agent enregistré ou l’agent financier qui contrevient à l’article 476 (cession de fonds interdite);

(2) L’alinéa 497(3)s) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(s) being a candidate, wilfully contravenes subsection 451(5) (failure to send electoral campaign return declaration);

(3) L’alinéa 497(3)x) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

x) l’agent enregistré ou l’agent financier qui contrevient sciemment à l’article 476 (cession de fonds interdite);

LOI SUR L’EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

40. Le paragraphe 22(2) de la *Loi sur l’emploi dans la fonction publique* est modifié par adjonction, après l’alinéa i), de ce qui suit :

j) prolonger la période prévue au paragraphe 50(2) pour tout poste, toute personne ou catégorie de postes ou de personnes.

2003, c. 19,
s. 58(7)

2003, c. 19,
s. 58(16)

2003, c. 22,
ss. 12 and 13

2003, ch. 19,
par. 58(7)

2003, ch. 19,
par. 58(16)

2003, ch. 22,
art. 12 et 13

41. Subsection 50(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Unless extended by regulations made under paragraph 22(2)(j), the period of employment of a casual worker may not exceed 90 working days in one calendar year in any particular department or other organization.

Maximum
period

COMING INTO FORCE

42. (1) Sections 3, 6, 8 and 9, subsection 10(2), sections 11, 12, 14 to 16, 20 to 33 and 35 to 39 come into force two months after the day on which this Act receives royal assent unless, before that day, the Chief Electoral Officer publishes a notice in the *Canada Gazette* that the necessary preparations have been made for the bringing into operation of the provisions set out in the notice and that they may come into force on the day set out in the notice.

Coming into
force

(2) The amendment to the definition “list of electors” in subsection 2(1) of the *Canada Elections Act*, as enacted by section 1, sections 4, 5 and 7, subsection 10(1) and sections 13, 17 to 19 and 34 come into force eight months after the day on which this Act receives royal assent unless, before that day, the Chief Electoral Officer publishes a notice in the *Canada Gazette* that the necessary preparations have been made for the bringing into operation of the provisions set out in the notice and that they may come into force on the day set out in the notice.

Coming into
force

41. Le paragraphe 50(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L’employé occasionnel ne peut être nommé pour une période dépassant quatre-vingt-dix jours ouvrables par année civile dans un même ministère ou autre administration, à moins que cette période ne soit prolongée par règlement pris au titre de l’alinéa 22(2)(j).

Restriction

ENTRÉE EN VIGUEUR

42. (1) Les articles 3, 6, 8 et 9, le paragraphe 10(2) et les articles 11, 12, 14 à 16, 20 à 33 et 35 à 39 entrent en vigueur deux mois après la date de la sanction de la présente loi à moins que, avant cette date, le directeur général des élections n’ait publié, dans la *Gazette du Canada*, un avis portant que les préparatifs nécessaires à la mise en application des dispositions précisées dans l’avis ont été faits et que celles-ci peuvent en conséquence entrer en vigueur à la date fixée dans l’avis.

Entrée en
vigueur

(2) La définition de « liste électorale » au paragraphe 2(1) de la *Loi électorale du Canada*, édictée par l’article 1, les articles 4, 5 et 7, le paragraphe 10(1) et les articles 13, 17 à 19 et 34 entrent en vigueur huit mois après la date de la sanction de la présente loi à moins que, avant cette date, le directeur général des élections n’ait publié, dans la *Gazette du Canada*, un avis portant que les préparatifs nécessaires à la mise en application des dispositions précisées dans l’avis ont été faits et que celles-ci peuvent en conséquence entrer en vigueur à la date fixée dans l’avis.

Entrée en
vigueur

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

C-32

C-32

First Session, Thirty-ninth Parliament,
55 Elizabeth II, 2006

Première session, trente-neuvième législature,
55 Elizabeth II, 2006

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-32

PROJET DE LOI C-32

An Act to amend the Criminal Code (impaired driving) and to
make consequential amendments to other Acts

Loi modifiant le Code criminel (conduite avec facultés
affaiblies) et d'autres lois en conséquence

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2006

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2006

THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code*

(a) to create an offence of operating a motor vehicle while in possession of a controlled substance as defined in subsection 2(1) of the *Controlled Drugs and Substances Act*;

(b) to authorize specially trained peace officers to conduct tests to determine whether a person is impaired by a drug or a combination of alcohol and a drug;

(c) to authorize the taking of bodily fluids to test for the presence of alcohol or a drug;

(d) to create an offence of operating a motor vehicle with a concentration of alcohol in the blood that exceeds 80 mg of alcohol in 100 mL of blood and causing bodily harm or death to another person;

(e) to clarify what evidence a person accused of driving with a concentration of alcohol in the blood that exceeds 80 mg of alcohol in 100 mL of blood can introduce to raise a doubt that they were not committing the offence;

(f) to create an offence of refusing to provide a breath sample when the accused knows or ought to know that the accused's operation of a motor vehicle caused an accident resulting in bodily harm to another person or death; and

(g) to increase the penalties for impaired driving.

The enactment also makes consequential amendments to other Acts.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* pour, notamment :

a) ériger en infraction le fait pour une personne de conduire un véhicule à moteur alors qu'elle est en possession d'une substance désignée au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*;

b) autoriser les agents de la paix ayant reçu la formation voulue à effectuer des épreuves et des examens en vue d'établir si les facultés d'une personne sont affaiblies par l'effet d'une drogue ou par l'effet combiné de l'alcool et d'une drogue;

c) autoriser le prélèvement d'échantillons de substances corporelles pour permettre de déterminer la présence d'alcool ou de drogue;

d) ériger en infraction le fait pour une personne de causer des lésions corporelles à une autre personne ou sa mort en conduisant un véhicule à moteur alors qu'elle a une alcoolémie supérieure à quatre-vingts milligrammes d'alcool par cent millilitres de sang;

e) préciser les éléments de preuve que la personne accusée de conduire un véhicule alors qu'elle a une alcoolémie supérieure à quatre-vingts milligrammes d'alcool par cent millilitres de sang est autorisée à présenter pour soulever un doute raisonnable relativement à la commission de l'infraction;

f) ériger en infraction le fait pour une personne de refuser de fournir un échantillon d'haleine alors qu'elle sait ou devrait savoir que le véhicule qu'elle conduisait a été impliqué dans un accident ayant causé des lésions corporelles à une autre personne ou sa mort;

g) relever les peines prévues pour la conduite avec facultés affaiblies.

Il apporte en outre des modifications corrélatives à d'autres lois.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-32

PROJET DE LOI C-32

An Act to amend the Criminal Code (impaired driving) and to make consequential amendments to other Acts

Loi modifiant le Code criminel (conduite avec facultés affaiblies) et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

1. Section 253 of the *Criminal Code* is renumbered as subsection 253(1) and is amended by adding the following:

1. L'article 253 du *Code criminel* devient le paragraphe 253(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

For greater certainty

(2) For greater certainty, the reference to impairment by alcohol or a drug in paragraph (1)(a) includes impairment by a combination of alcohol and a drug.

(2) Il est entendu que l'alinéa (1)a) vise notamment le cas où la capacité de conduire est affaiblie par l'effet combiné de l'alcool et d'une drogue.

Précision

2. The Act is amended by adding the following after section 253:

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 253, de ce qui suit :

Possession of controlled substance

253.1 (1) Everyone commits an offence who operates a motor vehicle or vessel or operates or assists in the operation of an aircraft or railway equipment or has the care or control of a motor vehicle, a vessel, an aircraft or railway equipment, whether it is in motion or not, while knowingly and without lawful excuse having in his or her possession, or in any part of the vehicle, vessel, aircraft or railway equipment, a controlled substance as defined in subsection 2(1) of the *Controlled Drugs and Substances Act*.

253.1 (1) Commet une infraction quiconque conduit un véhicule — véhicule à moteur, bateau, aéronef ou matériel ferroviaire — ou en a la garde ou le contrôle ou encore, s'agissant d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, aide à le conduire, que le véhicule soit en mouvement ou non, tandis qu'il a sciemment et sans excuse légitime en sa possession, sur lui ou dans quelque partie du véhicule, une substance désignée au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*.

Possession de substance désignée

Punishment

(2) Everyone who commits an offence under subsection (1)

(2) Quiconque commet une infraction visée au paragraphe (1) est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than five years; or

(b) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

5

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

R.S., c. 27
(1st Supp.), s. 36

3. (1) The portion of subsection 254(1) of the Act before the definition "analyst" is replaced by the following:

3. (1) Le passage du paragraphe 254(1) de la même loi précédant la définition de «alcooltest approuvé» est remplacé par ce qui suit:

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36

Definitions

254. (1) In this section and sections 254.1 to 258.1,

254. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 254.1 à 258.1.

Définitions

(2) Subsection 254(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) Le paragraphe 254(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit:

"evaluating officer"
«agent évaluateur»

"evaluating officer" means a peace officer who is qualified under the regulations to conduct evaluations under subsection (3.1);

«agent évaluateur» Agent de la paix qui possède les qualités prévues par règlement pour effectuer des évaluations en vertu du paragraphe (3.1).

«agent évaluateur»
"evaluating officer"

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 36, c. 1
(4th Supp.),
ss. 14 and 18
(Sch. I, item
6)(F), c. 32
(4th Supp.),
s. 60; 1999,
c. 32, s. 2

(3) Subsections 254(2) to (6) of the Act are replaced by the following:

(3) Les paragraphes 254(2) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36, ch. 1
(4^e suppl.),
art. 14 et 18,
ann. I, n° 6(F),
ch. 32
(4^e suppl.),
art. 60; 1999,
ch. 32, art. 2

Testing for
presence of
alcohol or a drug

(2) If a peace officer has reasonable grounds to suspect that a person has in the preceding three hours had alcohol or a drug in their body while they were operating a motor vehicle or vessel or operating or assisting in the operation of an aircraft or railway equipment or had the care or control of a motor vehicle, a vessel, an aircraft or railway equipment, whether it was in motion or not, the peace officer may, by demand, require the person to comply with paragraph (a), in the case of a drug, or with either or both of paragraphs (a) and (b), in the case of alcohol:

(2) L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'une personne, dans les trois heures précédentes, a conduit un véhicule — véhicule à moteur, bateau, aéronef ou matériel ferroviaire — ou en a eu la garde ou le contrôle ou encore, s'agissant d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, a aidé à le conduire, que le véhicule ait été en mouvement ou non alors qu'elle avait dans son organisme de l'alcool ou de la drogue, peut lui ordonner de se soumettre aux mesures prévues à l'alinéa a), dans le cas où il soupçonne la présence de drogue, ou aux mesures prévues à l'un ou l'autre des alinéas a) et b), ou aux deux, dans le cas où il soupçonne la présence d'alcool et, au besoin, de le suivre à cette fin:

Contrôle pour
vérifier la
présence
d'alcool ou de
drogue

(a) to perform forthwith physical coordination tests prescribed by regulation to enable the peace officer to determine whether a demand may be made under subsection (3) or (3.1) and, if necessary, to accompany the peace officer for that purpose; and

(b) to provide forthwith a sample of breath that, in the peace officer's opinion, will enable a proper analysis to be made by means of an approved screening device and, if necessary, to accompany the peace officer 5 for that purpose.

a) subir immédiatement les épreuves de coordination des mouvements prévues par règlement afin que l'agent puisse décider s'il y a lieu de donner l'ordre prévu aux paragraphes (3) ou (3.1); 5

b) fournir immédiatement l'échantillon d'haleine que celui-ci estime nécessaire à la réalisation d'une analyse convenable à l'aide d'un appareil de détection approuvé.

Video recording

(2.1) For greater certainty, a peace officer may make a video recording of a performance of the physical coordination tests referred to in paragraph (2)(a).

(2.1) Il est entendu que l'agent de la paix 10 peut procéder à l'enregistrement vidéo des épreuves de coordination des mouvements ordonnées en vertu de l'alinéa (2)a). Enregistrement vidéo

Samples of breath or blood

(3) If a peace officer has reasonable grounds to believe that a person is committing, or at any time within the preceding three hours has committed, an offence under section 253 as a result of the consumption of alcohol, the peace 15 officer may, by demand made as soon as practicable, require the person

(3) L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne est en 15 train de commettre, ou a commis au cours des trois heures précédentes, une infraction prévue à l'article 253 par suite d'absorption d'alcool peut, à condition de le faire dans les meilleurs délais, lui ordonner : 20

(a) to provide, as soon as practicable,

a) de lui fournir dans les meilleurs délais les échantillons suivants :

(i) samples of breath that, in a qualified technician's opinion, will enable a proper 20 analysis to be made to determine the concentration, if any, of alcohol in the person's blood, or

(i) soit les échantillons d'haleine qui de l'avis d'un technicien qualifié sont nécessaires à une analyse convenable permettant 25 de déterminer son alcoolémie,

(ii) if the peace officer has reasonable grounds to believe that, because of their 25 physical condition, the person may be incapable of providing a sample of breath or it would be impracticable to obtain a sample of breath, samples of blood that, in the opinion of the qualified medical 30 practitioner or qualified technician taking the samples, will enable a proper analysis to be made to determine the concentration, if any, of alcohol in the person's blood; and

(ii) soit les échantillons de sang qui, de l'avis d'un technicien ou d'un médecin qualifiés sont nécessaires à une analyse convenable permettant de déterminer son 30 alcoolémie, dans le cas où l'agent de la paix a des motifs raisonnables de croire qu'à cause de l'état physique de cette personne, elle peut être incapable de fournir un échantillon d'haleine ou le 35 prélèvement d'un tel échantillon serait difficilement réalisable;

(b) if necessary, to accompany the peace 35 officer for that purpose.

b) de le suivre, au besoin, pour que puissent être prélevés les échantillons de sang ou d'haleine. 40

Evaluation

(3.1) If a peace officer has reasonable grounds to believe that a person is committing, or at any time within the preceding three hours has committed, an offence under paragraph 40 253(1)(a) as a result of the consumption of a drug or of a combination of alcohol and a drug, the peace officer may, by demand made as soon

(3.1) L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne est en train de commettre, ou a commis au cours des trois heures précédentes, une infraction prévue à l'alinéa 253(1)a) par suite de l'absorption d'une 45 drogue ou d'une combinaison d'alcool et de drogue peut, à condition de le faire dans les

Évaluation

as practicable, require the person to submit, as soon as practicable, to an evaluation conducted by an evaluating officer to determine whether the person's ability to operate a motor vehicle, a vessel, an aircraft or railway equipment is impaired by a drug or by a combination of alcohol and a drug, and to accompany the peace officer for that purpose.

Testing for presence of alcohol

(3.2) If the evaluating officer has reasonable grounds to suspect that the person has alcohol in their body and if a demand was not made under paragraph (2)(b) or subsection (3), the evaluating officer may, by demand made as soon as practicable, require the person to provide, as soon as practicable, a sample of breath that, in the evaluating officer's opinion, will enable a proper analysis to be made by means of an approved screening device.

Samples of bodily substances

(3.3) If, on completion of the evaluation, the evaluating officer has reasonable grounds to believe, based on the evaluation, that the person's ability to operate a motor vehicle, a vessel, an aircraft or railway equipment is impaired by a drug or by a combination of alcohol and a drug, the evaluating officer may, by demand made as soon as practicable, require the person to provide, as soon as practicable,

(a) a sample of either oral fluid or urine that, in the evaluating officer's opinion, will enable a proper analysis to be made to determine whether the person has a drug in their body; or

(b) samples of blood that, in the opinion of the qualified medical practitioner or qualified technician taking the samples, will enable a proper analysis to be made to determine whether the person has a drug in their body.

Condition

(4) Samples of blood may be taken from a person under subsection (3) or (3.3) only by or under the direction of a qualified medical practitioner who is satisfied that taking the samples would not endanger the person's life or health.

meilleurs délais, lui ordonner de se soumettre dans les meilleurs délais à une évaluation afin que l'agent évaluateur vérifie si sa capacité de conduire un véhicule à moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire est affaiblie par suite d'une telle absorption, et de le suivre afin qu'il soit procédé à cette évaluation.

(3.2) Dans le cas où aucun ordre n'a été donné en vertu de l'alinéa (2)b) ou du paragraphe (3), l'agent évaluateur, s'il a des motifs raisonnables de soupçonner la présence d'alcool dans l'organisme de la personne, peut, à condition de le faire dans les meilleurs délais, ordonner à celle-ci de lui fournir dans les meilleurs délais l'échantillon d'haleine qu'il estime nécessaire à la réalisation d'une analyse convenable à l'aide d'un appareil de détection approuvé.

Contrôle pour vérifier la présence d'alcool

(3.3) Une fois l'évaluation de la personne complétée, l'agent évaluateur qui a, sur le fondement de cette évaluation, des motifs raisonnables de croire que la capacité de celle-ci de conduire un véhicule à moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire est affaiblie par l'effet d'une drogue ou par l'effet combiné de l'alcool et d'une drogue peut, à condition de le faire dans les meilleurs délais, lui ordonner de se soumettre dans les meilleurs délais aux mesures suivantes :

Prélèvement de substances corporelles

a) soit le prélèvement de l'échantillon de liquide buccal ou d'urine qui, de l'avis de l'agent évaluateur, est nécessaire à une analyse convenable permettant de déterminer la présence d'une drogue dans son organisme;

b) soit le prélèvement des échantillons de sang qui, de l'avis d'un technicien ou d'un médecin qualifiés, sont nécessaires à une analyse convenable permettant de déterminer la présence d'une drogue dans son organisme.

(4) Les échantillons de sang ne peuvent être prélevés d'une personne en vertu des paragraphes (3) ou (3.3) que par un médecin qualifié ou sous sa direction et à la condition qu'il soit convaincu que ces prélèvements ne risquent pas de mettre en danger la vie ou la santé de cette personne.

Limite

Failure or refusal to comply with demand	(5) Everyone commits an offence who, without reasonable excuse, fails or refuses to comply with a demand made under this section.	(5) Commet une infraction quiconque, sans excuse raisonnable, <u>omet</u> ou refuse d'obtempérer à un ordre <u>donné</u> en vertu du présent article.	Omission ou refus d'obtempérer
Only one determination of guilt	(6) A person who is convicted of an offence under subsection (5) for a failure or refusal to comply with a demand may not be convicted of another offence under <u>that</u> subsection in respect of the same transaction.	(6) <u>La</u> personne déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (5) à la suite du refus ou <u>de l'omission</u> d'obtempérer à un ordre ne peut être déclarée coupable d'une autre infraction prévue <u>à ce</u> paragraphe concernant la même affaire.	5 Une seule déclaration de culpabilité
	4. The Act is amended by adding the following after section 254:	4. La même loi est modifiée par adjonc- 10 tion, après l'article 254, de ce qui suit :	
Regulations	254.1 (1) The Governor in Council may make regulations	254.1 (1) Le gouverneur en conseil peut par règlement :	Règlement
	(a) respecting the qualifications and training of evaluating officers;	a) régir les qualités et la formation requises des agents évaluateurs;	15
	(b) prescribing the physical coordination 15 tests to be conducted under paragraph 254(2)(a); and	b) établir les épreuves de coordination des mouvements à effectuer en vertu de l'alinéa 254(2)a);	
	(c) prescribing the tests to be conducted and procedures to be followed during an evaluation under subsection 254(3.1). 20	c) établir les examens à effectuer et la procédure à suivre lors de l'évaluation prévue 20 au paragraphe 254(3.1).	
Incorporated material	(2) A regulation may incorporate any material by reference either as it exists on a specified date or as amended from time to time.	(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document, soit dans sa version à une date donnée, soit avec ses modifications successives.	Incorporation de documents 25
Incorporated material is not a regulation	(3) For greater certainty, material does not become a regulation for the purposes of the 25 <i>Statutory Instruments Act</i> because it is incorporated by reference.	(3) Il est entendu que l'incorporation ne confère pas au document, pour l'application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> , valeur de règlement.	Nature du document
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36; 1999, c. 32, s. 3	5. (1) Subparagraphs 255(1)(a)(i) to (iii) of the Act are replaced by the following:	5. (1) Les sous-alinéas 255(1)a)(i) à (iii) de 30 la même loi sont remplacés par ce qui suit :	L.R., ch. 27 (1 ^{er} suppl.), art. 36; 1999, ch. 32, art. 3
	(i) for a first offence, to a fine of not less 30 than \$1,000,	(i) pour la première infraction, une amende minimale de <u>mille</u> dollars,	
	(ii) for a second offence, to imprisonment for not less than <u>30</u> days, and	(ii) pour la seconde infraction, un emprisonnement minimal de <u>trente</u> jours,	35
	(iii) for each subsequent offence, to imprisonment for not less than <u>120</u> days; 35	(iii) pour chaque infraction subséquente, un emprisonnement minimal de <u>cent vingt</u> jours;	
R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36	(2) Paragraph 255(1)(c) of the Act is replaced by the following:	(2) L'alinéa 255(1)c) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :	L.R., ch. 27 (1 ^{er} suppl.), art. 36
	(c) if the offence is punishable on summary conviction, to imprisonment for a term <u>of not more than 18</u> months. 40	c) si l'infraction est poursuivie par procédure sommaire, d'un emprisonnement maximal de <u>dix-huit</u> mois.	

R.S., c. 27
(1st Suppl.),
s. 36; 2000,
c. 25, s. 2

**(3) Subsections 255(2) and (3) of the Act
are replaced by the following:**

**(3) Les paragraphes 255(2) et (3) de la
même loi sont remplacés par ce qui suit :**

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36; 2000,
ch. 25, art. 2

Impaired driving
causing bodily
harm

(2) Everyone who commits an offence under paragraph 253(1)(a) and causes bodily harm to another person as a result is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than 10 years.

(2) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa 253(1)a) et cause ainsi des lésions corporelles à une autre personne est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans.

Conduite avec
facultés
affaiblies
causant des
lésions
corporelles

Blood alcohol
level over legal
limit — bodily
harm

(2.1) Everyone who, while committing an offence under paragraph 253(1)(b), causes an accident resulting in bodily harm to another person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than 10 years.

(2.1) Quiconque, tandis qu'il commet une infraction prévue à l'alinéa 253(1)b), cause un accident occasionnant des lésions corporelles à une autre personne, est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans.

Alcoolémie
supérieure à la
limite permise :
lésions
corporelles

Failure or refusal
to provide
sample — bodily
harm

(2.2) Everyone who commits an offence under subsection 254(5) and, at the time of committing the offence, knows or ought to know that their operation of the motor vehicle, vessel, aircraft or railway equipment, their assistance in the operation of the aircraft or railway equipment or their care or control of the motor vehicle, vessel, aircraft or railway equipment caused an accident resulting in bodily harm to another person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than 10 years.

(2.2) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe 254(5), alors qu'il sait ou devrait savoir que le véhicule — véhicule à moteur, bateau, aéronef ou matériel ferroviaire — qu'il conduisait ou dont il avait la garde ou le contrôle ou, s'agissant d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, qu'il aidait à conduire, a causé un accident ayant occasionné des lésions corporelles à une autre personne, est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans.

Omission ou
refus de fournir
un échantillon :
lésions
corporelles

Impaired driving
causing death

(3) Everyone who commits an offence under paragraph 253(1)(a) and causes the death of another person as a result is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.

(3) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa 253(1)a) et cause ainsi la mort d'une autre personne est coupable d'un acte criminel passible de l'emprisonnement à perpétuité.

Conduite avec
facultés
affaiblies
causant la mort

Blood alcohol
level over legal
limit — death

(3.1) Everyone who, while committing an offence under paragraph 253(1)(b), causes an accident resulting in the death of another person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.

(3.1) Quiconque, tandis qu'il commet une infraction prévue à l'alinéa 253(1)b), cause un accident occasionnant la mort d'une autre personne est coupable d'un acte criminel passible de l'emprisonnement à perpétuité.

Alcoolémie
supérieure à la
limite permise :
mort

Failure or refusal
to provide
sample — death

(3.2) Everyone who commits an offence under subsection 254(5) and, at the time of committing the offence, knows or ought to know that their operation of the motor vehicle, vessel, aircraft or railway equipment, their assistance in the operation of the aircraft or railway equipment or their care or control of the motor vehicle, vessel, aircraft or railway equipment caused an accident resulting in the death of another person, or in bodily harm to another

(3.2) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe 254(5), alors qu'il sait ou devrait savoir que le véhicule — véhicule à moteur, bateau, aéronef ou matériel ferroviaire — qu'il conduisait ou dont il avait la garde ou le contrôle ou, s'agissant d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, qu'il aidait à conduire, a causé un accident qui, soit a occasionné la mort d'une autre personne, soit lui a occasionné des

Omission ou
refus de fournir
un échantillon :
mort

person whose death ensues, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.

lésions corporelles dont elle mourra par la suite, est coupable d'un acte criminel passible de l'emprisonnement à perpétuité.

R.S., c. 27
(1st Supp.), s. 36

(4) The portion of subsection 255(4) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

(4) Le passage du paragraphe 255(4) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36

Previous
convictions

(4) A person who is convicted of an offence committed under section 253 or subsection 254(5) is, for the purposes of this Act, deemed to be convicted for a second or subsequent offence, as the case may be, if they have previously been convicted of

(4) Une personne déclarée coupable d'une infraction prévue à l'article 253 ou au paragraphe 254(5), est, pour l'application de la présente loi, réputée être déclarée coupable d'une seconde infraction ou d'une infraction subséquente si elle a déjà été déclarée coupable auparavant d'une infraction prévue :

Condamnations
antérieures

(a) an offence committed under either of those provisions;

a) à l'une de ces dispositions;

R.S., c. 27
(1st Supp.), s. 36

6. Subsection 256(5) of the Act is replaced by the following:

6. Le paragraphe 256(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36

Copy or
facsimile to
person

(5) When a warrant issued under subsection (1) is executed, the peace officer shall, as soon as practicable, give a copy of it — or, in the case of a warrant issued by telephone or other means of telecommunication, a facsimile — to the person from whom the blood samples are taken.

(5) Après l'exécution d'un mandat décerné suivant le paragraphe (1), l'agent de la paix doit dans les meilleurs délais en donner une copie à la personne qui fait l'objet d'un prélèvement de sang ou, dans le cas d'un mandat décerné par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication, donner un fac-similé du mandat à cette personne.

Fac-similé ou
copie à la
personne

R.S., c. 27
(1st Supp.), s. 36

7. Subsection 257(2) of the Act is replaced by the following:

7. Le paragraphe 257(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36

No criminal or
civil liability

(2) No qualified medical practitioner by whom or under whose direction a sample of blood is taken from a person under subsection 254(3) or (3.3) or section 256, and no qualified technician acting under the direction of a qualified medical practitioner, incurs any criminal or civil liability for anything necessarily done with reasonable care and skill when taking the sample.

(2) Il ne peut être intenté aucune procédure civile ou criminelle contre un médecin qualifié qui prélève ou fait prélever un échantillon de sang en vertu des paragraphes 254(3) ou (3.3) ou de l'article 256, ni contre le technicien qualifié agissant sous sa direction pour tout geste nécessaire au prélèvement posé avec des soins et une habileté raisonnables.

Immunité

R.S., c. 27
(1st Supp.), s. 36

8. (1) The portion of subsection 258(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

8. (1) Le passage du paragraphe 258(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36

Proceedings
under section
255

258. (1) In any proceedings under subsection 255(1) in respect of an offence committed under section 253 or subsection 254(5) or in any proceedings under any of subsections 255(2) to (3.2),

258. (1) Dans des poursuites engagées en vertu du paragraphe 255(1) à l'égard d'une infraction prévue à l'article 253 ou au paragraphe 254(5) ou dans des poursuites engagées en vertu des paragraphes 255(2) à (3.2) :

Poursuites en
vertu de l'article
255

R.S., c. 27
(1st Supp.), s. 36

(2) Paragraph 258(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the result of an analysis of a sample of the accused's breath, blood, urine or other bodily substance — other than a sample taken under subsection 254(3), (3.2) or (3.3) — may be admitted in evidence even if the accused was not warned before they gave the sample that they need not give the sample or that the result of the analysis of the sample might be used in evidence;

R.S., c. 27
(1st Supp.), s. 36

(3) The portion of paragraph 258(1)(c) of the French version of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

c) lorsque des échantillons de l'haleine de l'accusé ont été prélevés conformément à un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3), la preuve des résultats des analyses fait foi de façon concluante, en l'absence de toute preuve tendant à démontrer le mauvais fonctionnement ou l'utilisation incorrecte de l'alcootest approuvé et le fait que l'alcoolémie de l'accusé au moment où l'infraction aurait été commise ne dépassait pas quatre-vingts milligrammes d'alcool par cent millilitres de sang, de l'alcoolémie de l'accusé au moment où l'infraction aurait été commise, ce taux correspondant aux résultats de ces analyses, lorsqu'ils sont identiques, ou au plus faible d'entre eux s'ils sont différents, si les conditions suivantes sont réunies :

R.S., c. 27
(1st Supp.), s. 36

(4) Subparagraph 258(1)(c)(ii) of the Act is replaced by the following:

(ii) each sample was taken as soon as practicable and, in the case of the first sample, not later than two hours after the time when the offence was alleged to have been committed, with an interval of at least three minutes between the times when the samples were taken,

R.S., c. 27
(1st Supp.), s. 36

(5) The portion of paragraph 258(1)(c) of the English version of the Act after subparagraph (iv) is replaced by the following:

(2) L'alinéa 258(1)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) le résultat d'une analyse d'un échantillon de l'haleine, du sang, de l'urine ou d'une autre substance corporelle de l'accusé — autre qu'un échantillon prélevé en vertu des paragraphes 254(3), (3.2) ou (3.3) — peut être admis en preuve même si, avant de donner l'échantillon, l'accusé n'a pas été averti qu'il n'était pas tenu de le donner ou que le résultat de l'analyse de l'échantillon pourrait servir en preuve;

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36

(3) Le passage de l'alinéa 258(1)(c) de la version française de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

c) lorsque des échantillons de l'haleine de l'accusé ont été prélevés conformément à un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3), la preuve des résultats des analyses fait foi de façon concluante, en l'absence de toute preuve tendant à démontrer le mauvais fonctionnement ou l'utilisation incorrecte de l'alcootest approuvé et le fait que l'alcoolémie de l'accusé au moment où l'infraction aurait été commise ne dépassait pas quatre-vingts milligrammes d'alcool par cent millilitres de sang, de l'alcoolémie de l'accusé au moment où l'infraction aurait été commise, ce taux correspondant aux résultats de ces analyses, lorsqu'ils sont identiques, ou au plus faible d'entre eux s'ils sont différents, si les conditions suivantes sont réunies :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36

(4) Le sous-alinéa 258(1)(c)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) chaque échantillon a été prélevé dans les meilleurs délais après le moment où l'infraction aurait été commise et, dans le cas du premier échantillon, pas plus de deux heures après ce moment, les autres l'ayant été à des intervalles d'au moins trois minutes,

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36

(5) Le passage de l'alinéa 258(1)(c) de la version anglaise de la même loi suivant le sous-alinéa (iv) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36

evidence of the results of the analyses so made is, in the absence of evidence tending to show both that the approved instrument was malfunctioning or was operated improperly and that the concentration of alcohol in the accused's blood would not have exceeded 80 mg of alcohol in 100 mL of blood at the time when the offence was alleged to have been committed, conclusive proof that the concentration of alcohol in the accused's blood at the time when the offence was alleged to have been committed was, if the results of the analyses are the same, the concentration determined by the analyses and, if the results of the analyses are different, the lowest of the concentrations determined by the analyses;

(6) Paragraphs 258(1)(d) and (d.1) of the Act are replaced by the following:

(d) if a sample of the accused's blood has been taken under subsection 254(3) or section 256 or with the accused's consent and if

- (i) at the time the sample was taken, the person taking the sample took an additional sample of the blood of the accused and one of the samples was retained to permit an analysis of it to be made by or on behalf of the accused and, in the case where the accused makes a request within six months from the taking of the samples, one of the samples was ordered to be released under subsection (4),
- (ii) both samples referred to in subparagraph (i) were taken as soon as practicable and in any event not later than two hours after the time when the offence was alleged to have been committed,
- (iii) both samples referred to in subparagraph (i) were taken by a qualified medical practitioner or a qualified technician under the direction of a qualified medical practitioner,
- (iv) both samples referred to in subparagraph (i) were received from the accused directly into, or placed directly into, approved containers that were subsequently sealed, and

evidence of the results of the analyses so made is, in the absence of evidence tending to show both that the approved instrument was malfunctioning or was operated improperly and that the concentration of alcohol in the accused's blood would not have exceeded 80 mg of alcohol in 100 mL of blood at the time when the offence was alleged to have been committed, conclusive proof that the concentration of alcohol in the accused's blood at the time when the offence was alleged to have been committed was, if the results of the analyses are the same, the concentration determined by the analyses and, if the results of the analyses are different, the lowest of the concentrations determined by the analyses;

(6) Les alinéas 258(1)d) et d.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

d) lorsqu'un échantillon de sang de l'accusé a été prélevé en vertu du paragraphe 254(3) ou de l'article 256 ou prélevé avec le consentement de l'accusé, la preuve du résultat des analyses ainsi faites fait foi de façon concluante, en l'absence de toute preuve tendant à démontrer que les analyses n'ont pas été faites correctement et que l'alcoolémie de l'accusé au moment où l'infraction aurait été commise ne dépassait pas quatre-vingts milligrammes d'alcool par cent millilitres de sang, de l'alcoolémie de l'accusé au moment où l'infraction aurait été commise, ce taux correspondant aux résultats de ces analyses, lorsqu'ils sont identiques, ou au plus faible d'entre eux s'ils sont différents, si les conditions suivantes sont réunies :

- (i) au moment où l'échantillon a été prélevé, la personne qui le prélevait a pris un échantillon supplémentaire du sang de l'accusé et un échantillon a été gardé pour en permettre l'analyse à la demande de l'accusé et, si celui-ci fait la demande visée au paragraphe (4) dans les six mois du prélèvement, une ordonnance de remise de l'échantillon a été rendue en conformité avec ce paragraphe,

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36; 1997, c. 18, ss. 10(1) and (2)

L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 36; 1997, ch. 18, par. 10(1) et (2)

(v) an analysis was made by an analyst of at least one of the samples,

evidence of the result of the analysis is, in the absence of evidence tending to show both that the analysis was performed improperly and that the concentration of alcohol in the accused's blood would not have exceeded 80 mg of alcohol in 100 mL of blood at the time when the offence was alleged to have been committed, conclusive proof that the concentration of alcohol in the accused's blood at the time when the offence was alleged to have been committed was the concentration determined by the analysis or, if more than one sample was analyzed and the results of the analyses are the same, the concentration determined by the analyses and, if the results of the analyses are different, the lowest of the concentrations determined by the analyses;

(d.01) for greater certainty, evidence tending to show that an approved instrument was malfunctioning or was operated improperly, or that an analysis of a sample of the accused's blood was performed improperly, does not include evidence of

- (i) the amount of alcohol that the accused consumed,
- (ii) the rate at which the alcohol that the accused consumed would have been absorbed and eliminated by the accused's body, or
- (iii) a calculation based on that evidence of what the concentration of alcohol in the accused's blood would have been at the time when the offence was alleged to have been committed;

(d.1) if samples of the accused's breath or a sample of the accused's blood have been taken as described in paragraph (c) or (d) under the conditions described in those paragraphs and the results of the analyses show a concentration of alcohol in blood exceeding 80 mg of alcohol in 100 mL of blood, evidence of the results of the analyses is proof that the concentration of alcohol in the accused's blood at the time when the offence was alleged to have been committed

(ii) les échantillons mentionnés au sous-alinéa (i) ont été prélevés dans les meilleurs délais après la commission de l'infraction alléguée et dans tous les cas au plus tard deux heures après,

(iii) les échantillons mentionnés au sous-alinéa (i) ont été prélevés par un médecin qualifié ou un technicien qualifié sous la direction d'un médecin qualifié,

(iv) les échantillons mentionnés au sous-alinéa (i) ont été reçus de l'accusé directement, ou ont été placés directement, dans des contenants approuvés et scellés,

(v) l'analyse d'un des échantillons a été faite par un analyste;

d.01) il est entendu que ne constituent pas une preuve tendant à démontrer le mauvais fonctionnement ou l'utilisation incorrecte de l'alcootest approuvé ou le fait que les analyses ont été effectuées incorrectement les éléments de preuve portant :

- (i) soit sur la quantité d'alcool consommé par l'accusé,
- (ii) soit sur le taux d'absorption ou d'élimination de l'alcool par son organisme,
- (iii) soit sur le calcul, fondé sur ces éléments de preuve, de ce qu'aurait été son alcoolémie au moment où l'infraction aurait été commise;

d.1) si les analyses visées aux alinéas c) ou d) montrent une alcoolémie supérieure à quatre-vingts milligrammes d'alcool par cent millilitres de sang, le résultat des analyses fait foi d'une telle alcoolémie au moment où l'infraction aurait été commise, en l'absence de preuve tendant à démontrer que la consommation d'alcool par l'accusé était compatible avec, à la fois :

- (i) une alcoolémie ne dépassant pas quatre-vingts milligrammes d'alcool par cent millilitres de sang au moment où l'infraction aurait été commise,
- (ii) l'alcoolémie établie par les analyses visées aux alinéas c) ou d) au moment du prélèvement des échantillons;

exceeded 80 mg of alcohol in 100 mL of blood, in the absence of evidence tending to show that the accused's consumption of alcohol was consistent with both

(i) a concentration of alcohol in the 5 accused's blood that did not exceed 80 mg of alcohol in 100 mL of blood at the time when the offence was alleged to have been committed, and

(ii) the concentration of alcohol in the 10 accused's blood as determined under paragraph (c) or (d) at the time when the sample or samples were taken;

(7) Subsection 258(1) of the Act is amended by adding the following after 15 paragraph (f):

(f.1) the document printed out from an approved instrument and signed by a qualified technician who certifies it to be the printout produced by the approved instrument 20 when it made the analysis of a sample of the accused's breath is evidence of the facts alleged in the document without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it; 25

(8) The portion of paragraph 258(1)(h) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(h) if a sample of the accused's blood has been taken under subsection 254(3) or (3.3) 30 or section 256 or with the accused's consent,

(9) Clause 258(1)(h)(i)(A) of the Act is replaced by the following:

(A) they took the sample and before the sample was taken they were of the 35 opinion that taking it would not endanger the accused's life or health and, in the case of a demand made under section

(7) Le paragraphe 258(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa f), de ce qui suit :

f.1) le document imprimé par l'alcootest approuvé où figurent les opérations effectuées par celui-ci et qui en démontre le bon fonctionnement lors de l'analyse des échantillons de l'haleine de l'accusé, signé et certifié comme tel par le technicien qualifié, fait preuve des faits qui y sont allégués sans 10 qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité officielle du signataire;

(8) Le passage de l'alinéa 258(1)h) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est 15 remplacé par ce qui suit :

h) lorsque les échantillons du sang de l'accusé ont été prélevés en vertu des paragraphes 254(3) ou (3.3) ou de l'article 256 ou prélevés avec le consentement de 20 l'accusé, un certificat d'un médecin ou d'un technicien qualifiés fait preuve des faits allégués dans le certificat sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité officielle du signataire 25 dans l'un ou l'autre des cas suivants :

(9) La division 258(1)h)(i)(A) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(A) la mention qu'il a lui-même prélevé les échantillons et que, avant de les 30 prélever, il était d'avis que ces derniers ne mettraient pas en danger la vie ou la santé de l'accusé et, dans le cas d'un

256, that by reason of any physical or mental condition of the accused that resulted from the consumption of alcohol or a drug, the accident or any other occurrence related to or resulting from the accident, the accused was unable to consent to the taking of the sample,

ordre donné en vertu de l'article 256, que l'accusé était incapable de donner un consentement au prélèvement de son sang à cause de l'état physique ou psychologique dans lequel il se trouvait en raison de l'absorption d'alcool ou de drogue, de l'accident ou de tout événement découlant de l'accident ou lié à celui-ci,

R.S., c. 27
(1st Supp.),
s. 36; 1997,
c. 18, s. 10(3)

(10) Subsections 258(2) to (6) of the Act are replaced by the following:

(10) Les paragraphes 258(2) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.),
art. 36; 1997,
ch. 18, par. 10(3)

Evidence of
failure to give
sample

(2) Unless a person is required to give a sample of a bodily substance under paragraph 254(2)(b) or subsection 254(3), (3.2) or (3.3), evidence that they failed or refused to give a sample for analysis for the purposes of this section or that a sample was not taken is not admissible and the failure, refusal or fact that a sample was not taken shall not be the subject of comment by any person in the proceedings.

(2) Sauf si une personne est tenue de fournir un échantillon d'une substance corporelle aux termes de l'alinéa 254(2)b) ou des paragraphes 254(3), (3.2) ou (3.3), la preuve qu'elle a omis ou refusé de fournir pour analyse un échantillon pour l'application du présent article, ou que l'échantillon n'a pas été prélevé, n'est pas admissible; de plus, l'omission ou le refus ou le fait qu'un échantillon n'a pas été prélevé ne saurait faire l'objet de commentaires par qui que ce soit au cours des procédures.

Preuve de
l'omission de
fournir un
échantillon

Evidence of
failure to comply
with demand

(3) In any proceedings under subsection 255(1) in respect of an offence committed under paragraph 253(1)(a) or in any proceedings under subsection 255(2) or (3), evidence that the accused, without reasonable excuse, failed or refused to comply with a demand made under section 254 is admissible and the court may draw an inference adverse to the accused from that evidence.

(3) Dans toute poursuite engagée en vertu du paragraphe 255(1) à l'égard d'une infraction prévue à l'alinéa 253(1)a) ou en vertu des paragraphes 255(2) ou (3), la preuve que l'accusé a, sans excuse raisonnable, omis ou refusé d'obtempérer à un ordre qui lui a été donné en vertu de l'article 254 est admissible et le tribunal peut en tirer une conclusion défavorable à l'accusé.

Preuve de
l'omission
d'obtempérer à
un ordre

Release of
sample for
analysis

(4) If, at the time a sample of an accused's blood is taken, an additional sample is taken and retained, a judge of a superior court of criminal jurisdiction or a court of criminal jurisdiction shall, on the summary application of the accused made within six months after the day on which the samples were taken, order the release of one of the samples for the purpose of examination or analysis, subject to any terms that appear to be necessary or desirable to ensure that the sample is safeguarded and preserved for use in any proceedings in respect of which it was taken.

(4) Si, au moment du prélèvement de l'échantillon du sang de l'accusé, un échantillon supplémentaire de celui-ci a été pris et gardé, un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle ou d'une cour de juridiction criminelle peut, sur demande sommaire de l'accusé présentée dans les six mois du prélèvement, ordonner qu'un spécimen de son sang lui soit remis pour examen ou analyse. L'ordonnance peut être assortie des conditions estimées nécessaires ou souhaitables pour assurer la conservation du spécimen et sa disponibilité lors des procédures en vue desquelles il a été prélevé.

Accessibilité au
spécimen pour
analyse

Testing of blood
for concentration
of a drug

(5) A sample of an accused's blood taken under subsection 254(3) or section 256 or with the accused's consent for the purpose of analysis to determine the concentration, if any, of alcohol in the blood may be tested to determine the concentration, if any, of a drug in the blood.

Attendance and
right to cross-
examine

(6) A party against whom a certificate described in paragraph (1)(e), (f), (f.1), (g), (h) or (i) is produced may, with leave of the court, require the attendance of the qualified medical practitioner, analyst or qualified technician, as the case may be, for the purposes of cross-examination.

9. The Act is amended by adding the following after section 258:

Unauthorized
use of bodily
substance

258.1 (1) Subject to subsections 258(4) and (5) and subsection (3), no person shall use a bodily substance taken under paragraph 254(2)(b), subsection 254(3), (3.2) or (3.3) or section 256 or with the consent of the person from whom it was taken after a request by a peace officer or medical samples that are provided by consent and subsequently seized under a warrant, except for the purpose of an analysis that is referred to in that provision or for which the consent is given.

Unauthorized
use or disclosure
of results

(2) Subject to subsections (3) and (4), no person shall use, disclose or allow the disclosure of the results of physical coordination tests under paragraph 254(2)(a), the results of an evaluation under subsection 254(3.1), the results of the analysis of a bodily substance taken under paragraph 254(2)(b), subsection 254(3), (3.2) or (3.3) or section 256 or with the consent of the person from whom it was taken after a request by a peace officer, or the results of the analysis of medical samples that are provided by consent and subsequently seized under a warrant, except

(a) in the course of an investigation of, or in a proceeding for, an offence under any of sections 220, 221, 236 and 249 to 255, an offence under Part I of the *Aeronautics Act*, or an offence under the *Railway Safety Act* in respect of a contravention of a rule or regulation made under that Act respecting the use of alcohol or a drug; or

(5) Un échantillon de sang d'un accusé prélevé pour déterminer son alcoolémie en vertu du paragraphe 254(3), de l'article 256 ou avec le consentement de l'accusé, peut être analysé afin de déterminer la quantité de drogue dans son sang.

Analyse du sang
pour déceler des
drogues

(6) Une partie contre qui est produit un certificat mentionné à l'alinéa (1)e), f), f.1), g), h) ou i) peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste, du technicien qualifié ou du médecin qualifié, selon le cas, pour contre-interrogatoire.

Présence et droit
de contre-
interroger

9. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 258, de ce qui suit :

258.1 (1) Sous réserve des paragraphes 258(4) et (5) et du paragraphe (3), il est interdit d'utiliser les substances corporelles prélevées sur une personne en vertu de l'alinéa 254(2)b), des paragraphes 254(3), (3.2) ou (3.3) ou de l'article 256 ou prélevées avec son consentement à la demande d'un agent de la paix ou les échantillons médicaux prélevés avec son consentement et subséquemment saisis en vertu d'un mandat à d'autres fins que pour les analyses qui y sont prévues ou pour lesquelles elle a consenti.

Utilisation des
substances

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), il est interdit d'utiliser, ou de communiquer ou de laisser communiquer, les résultats des épreuves de coordination des mouvements effectuées en vertu de l'alinéa 254(2)a), les résultats de l'évaluation effectuée en vertu du paragraphe 254(3.1), les résultats de l'analyse de substances corporelles prélevées sur une personne en vertu de l'alinéa 254(2)b), des paragraphes 254(3), (3.2) ou (3.3) ou de l'article 256 ou prélevées avec son consentement à la demande d'un agent de la paix ou les résultats de l'analyse des échantillons médicaux prélevés avec son consentement et subséquemment saisis en vertu d'un mandat, sauf :

Utilisation des
résultats

a) dans le cadre de l'enquête relative à une infraction prévue soit à l'un des articles 220, 221, 236 et 249 à 255, soit à la partie I de la *Loi sur l'aéronautique*, soit à la *Loi sur la sécurité ferroviaire* pour violation des règles

	(b) for the purpose of the administration or enforcement of the law of a province.	ou règlements concernant la consommation d'alcool ou de drogue, ou lors de poursuites intentées à l'égard d'une telle infraction;	
		b) en vue de l'application ou du contrôle d'application d'une loi provinciale.	5
Exception	(3) Subsections (1) and (2) do not apply to persons who for medical purposes use samples or use or disclose the results of tests, taken for medical purposes, that are subsequently seized under a warrant.	(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux personnes qui, à des fins médicales, utilisent des échantillons, ou utilisent ou communiquent des résultats d'analyses effectuées à des fins médicales, qui sont subséquemment saisis en vertu d'un mandat.	Exception 10
Exception	(4) The results of physical coordination tests, an evaluation or an analysis referred to in subsection (2) may be disclosed to the person to whom they relate, and may be disclosed to any other person if the results are made anonymous and the disclosure is made for statistical or other research purposes.	(4) Les résultats des épreuves, de l'évaluation ou de l'analyse mentionnées au paragraphe (2) peuvent être communiqués à la personne en cause et, s'ils sont dépersonnalisés, à toute autre personne à des fins de recherche ou statistique.	Exception 15
Offence	(5) Every person who contravenes subsection (1) or (2) is guilty of an offence punishable on summary conviction.	(5) Quiconque contrevient à l'un des paragraphes (1) ou (2) est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.	Infraction 20
1999, c. 32, s. 5(1); 2001, c. 37, s. 1	10. (1) Subsections 259(1) and (1.1) of the Act are replaced by the following:	10. (1) Les paragraphes 259(1) et (1.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	1999, ch. 32, par. 5(1); 2001, ch. 37, art. 1
Mandatory order of prohibition	259. (1) When an offender is convicted of an offence committed under section 253, 253.1 or 254 or this section or discharged under section 730 of an offence committed under section 253 and, at the time the offence was committed or, in the case of an offence committed under section 254, within the three hours preceding that time, was operating or had the care or control of a motor vehicle, vessel or aircraft or of railway equipment or was assisting in the operation of an aircraft or of railway equipment, the court that sentences the offender shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place, or from operating a vessel or an aircraft or railway equipment, as the case may be,	259. (1) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable d'une infraction prévue aux articles 253, 253.1 ou 254 ou au présent article ou absous sous le régime de l'article 730 d'une infraction prévue à l'article 253 et qu'au moment de l'infraction, ou dans les trois heures qui la précèdent dans le cas d'une infraction prévue à l'article 254, il conduisait ou avait la garde ou le contrôle d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, ou aidait à la conduite d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, le tribunal qui lui inflige une peine doit, en plus de toute autre peine applicable à cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, un chemin ou une grande route ou tout autre lieu public, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire :	Ordonnance d'interdiction obligatoire 25 30 35 40
		a) pour une première infraction, durant une période minimale d'un an et maximale de trois ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné;	

(a) for a first offence, during a period of not more than three years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than one year;

(b) for a second offence, during a period of not more than five years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than two years; and

(c) for each subsequent offence, during a period of not less than three years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment.

Alcohol ignition interlock device program

(1.1) Except in the case of an offender who is convicted of an offence under section 253.1, the court may, in making the order, authorize the offender to operate a motor vehicle equipped with an alcohol ignition interlock device during the prohibition period if the offender registers in an alcohol ignition interlock device program established under the law of the province in which the offender resides.

2000, c. 2, s. 2

(2) The portion of subsection 259(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Discretionary order of prohibition

(2) If an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence under section 220, 221, 236, 249, 249.1, 250, 251 or 252 or any of subsections 255(2) to (3.2) committed by means of a motor vehicle, a vessel, an aircraft or railway equipment, the court that sentences the offender may, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place, or from operating a vessel, an aircraft or railway equipment, as the case may be

1997, c. 18, s. 12 and par. 141(a)

11. Section 261 of the Act is replaced by the following:

Stay of order pending appeal

261. (1) Subject to subsection (1.1), if an appeal is taken against a conviction or discharge under section 730 for an offence committed under any of sections 220, 221, 236, 249 to 255 and 259, a judge of the court being appealed to may direct that any order under subsection 259(1) or (2) arising out of the conviction or

b) pour une deuxième infraction, durant une période minimale de deux ans et maximale de cinq ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné;

c) pour chaque infraction subséquente, durant une période minimale de trois ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné.

(1.1) Dans son ordonnance, le tribunal peut accorder au contrevenant, sauf si celui-ci a été condamné pour une infraction prévue à l'article 253.1, la permission de conduire, durant la période d'interdiction, un véhicule à moteur équipé d'un antidémarrreur avec éthylomètre si ce dernier s'inscrit à un programme d'utilisation d'antidémarreurs avec éthylomètre institué sous le régime juridique de la province où il réside.

Programme d'utilisation d'antidémarreurs avec éthylomètre

(2) Le passage du paragraphe 259(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

2000, ch. 2, art. 2

(2) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable ou absous sous le régime de l'article 730 d'une infraction prévue aux articles 220, 221, 236, 249, 249.1, 250, 251 ou 252 ou aux paragraphes 255(2) à (3.2) commise au moyen d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, le tribunal qui lui inflige une peine peut, en plus de toute autre peine applicable en l'espèce, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, un chemin ou une grande route ou tout autre lieu public, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire :

Ordonnance d'interdiction discrétionnaire

11. L'article 261 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 18, art. 12 et al. 141(a)

261. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), dans les cas où la déclaration de culpabilité ou l'absolution prévue à l'article 730 d'une infraction prévue aux articles 220, 221, 236, 249 à 255 ou 259 fait l'objet d'un appel, un juge du tribunal qui en est saisi peut décider qu'une ordonnance prévue aux paragraphes 259(1) ou

Effet de l'appel sur l'ordonnance

discharge shall, on any conditions that the judge or court imposes, be stayed pending the final disposition of the appeal or until otherwise ordered by that court.

(2) et résultant de cette déclaration de culpabilité ou de cette absolution soit suspendue, aux conditions que lui ou le tribunal impose, jusqu'à ce qu'une décision définitive soit rendue sur l'appel ou jusqu'à ce que le tribunal en décide autrement.

Appeals to Supreme Court of Canada

(1.1) In the case of an appeal to the Supreme Court of Canada, the direction referred to in subsection (1) may be made only by a judge of the court being appealed from and not by a judge of the Supreme Court of Canada.

(1.1) Dans le cas d'un appel devant la Cour suprême du Canada, le juge autorisé à décider de la suspension de l'ordonnance visée au paragraphe (1) est celui de la cour d'appel dont le jugement est porté en appel.

Appels devant la Cour suprême du Canada

Effect of conditions

(2) If conditions are imposed under a direction made under subsection (1) or (1.1) that a prohibition order under subsection 259(1) or (2) be stayed, the direction shall not operate to decrease the period of prohibition provided in the order made under subsection 259(1) or (2).

(2) L'assujettissement, en application des paragraphes (1) et (1.1), de la suspension de l'ordonnance prévue aux paragraphes 259(1) ou (2) à des conditions ne peut avoir pour effet de réduire la période d'interdiction applicable au titre de ces paragraphes.

Précision

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. A-2

AERONAUTICS ACT

LOI SUR L'AÉRONAUTIQUE

L.R., ch. A-2

1992, c. 1, s. 3

12. Section 8.6 of the *Aeronautics Act* is replaced by the following:

12. L'article 8.6 de la *Loi sur l'aéronautique* est remplacé par ce qui suit:

1992, ch. 1, art. 3

Admissibility of evidence

8.6 Evidence relating to the presence or concentration of alcohol or a drug in a sample of a bodily substance obtained under any provision of the *Criminal Code* is admissible in proceedings taken against a person under this Part, and the provisions of section 258 of the *Criminal Code*, except paragraph 258(1)(a), apply to those proceedings with any modifications that the circumstances require.

8.6 Les résultats des analyses servant à déterminer la concentration ou la présence d'alcool ou de drogue dans les échantillons de substances corporelles prélevés sous le régime du *Code criminel* sont admissibles en preuve dans les poursuites intentées au titre de la présente partie. L'article 258 du *Code criminel*, à l'exception de l'alinéa 258(1)a, s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à ces poursuites.

Admissibilité

R.S., c. 1
(2nd Supp.)

CUSTOMS ACT

LOI SUR LES DOUANES

L.R., ch. 1
(2^e suppl.)

2001, c. 25, s. 84

13. Subsection 163.5(2) of the *Customs Act* is replaced by the following:

13. Le paragraphe 163.5(2) de la *Loi sur les douanes* est remplacé par ce qui suit:

2001, ch. 25, art. 84

Impaired driving offences

(2) A designated officer who is at a customs office performing the normal duties of an officer or is acting in accordance with section 99.1 has the powers and obligations of a peace officer under sections 254 and 256 of the *Criminal Code*. If, by demand, they require a person to provide samples of blood or breath under subsection 254(3) of that Act, or to submit to an evaluation under subsection 254(3.1) of that

(2) L'agent des douanes désigné a, dans le cadre de l'exercice normal de ses attributions à un bureau de douane ou s'il agit en conformité avec l'article 99.1, les pouvoirs et obligations 35 que les articles 254 et 256 du *Code criminel* confèrent à un agent de la paix; il peut en outre, dans le cas où, en vertu du paragraphe 254(3) de cette loi, il ordonne à une personne de fournir des échantillons d'haleine ou de sang ou, dans 40

Pouvoirs à l'égard des infractions de conduite avec facultés affaiblies

Act, they may also require the person to accompany a peace officer referred to in paragraph (c) of the definition “peace officer” in section 2 of that Act, for that purpose.

le cas où, en vertu du paragraphe 254(3.1) de cette loi, il ordonne à une personne de se soumettre à une évaluation, lui ordonner, à cette fin, de suivre un agent de la paix visé à l’alinéa c) de la définition de «agent de la paix» à l’article 2 de la même loi.

R.S., c. 32
(4th Supp.)

RAILWAY SAFETY ACT

LOI SUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE

L.R., ch. 32
(4^e suppl.)

14. Subsection 41(7) of the *Railway Safety Act* is replaced by the following:

14. Le paragraphe 41(7) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* est remplacé par ce qui suit :

Admissibility of
evidence

(7) Evidence relating to the presence or concentration of alcohol or a drug in a sample of a bodily substance obtained under any provision of the *Criminal Code* is admissible in proceedings taken against a person under this Act in respect of a contravention of a rule or regulation respecting the use of alcohol or a drug, and section 258 of the *Criminal Code* applies to those proceedings with any modifications that the circumstances require.

(7) Les résultats des analyses servant à déterminer la concentration ou la présence d’alcool ou de drogue dans les échantillons de substances corporelles prélevés sous le régime du *Code criminel* sont admissibles en preuve dans les poursuites intentées au titre de la présente loi pour violation des règles ou règlements concernant la consommation d’alcool ou de drogue. L’article 258 du *Code criminel* s’applique, compte tenu des adaptations nécessaires.

20

COORDINATING AMENDMENTS

DISPOSITIONS DE COORDINATION

Bill C-19

15. (1) Subsections (2) to (4) apply if Bill C-19, introduced in the 1st session of the 39th Parliament and entitled *An Act to amend the Criminal Code (street racing) and to make a consequential amendment to the Corrections and Conditional Release Act* (the “other Act”), receives royal assent.

15. (1) Les paragraphes (2) à (4) s’appliquent en cas de sanction du projet de loi C-19, déposé au cours de la 1^{re} session de la 39^e législature et intitulé *Loi modifiant le Code criminel (courses de rue) et la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition en conséquence* (appelé « autre loi » au présent article).

Projet de loi
C-19

(2) If subsection 10(1) of this Act comes into force before the coming into force of subsection 3(1) of the other Act, then subsection 3(1) of the other Act is repealed.

(2) Si le paragraphe 10(1) de la présente loi entre en vigueur avant le paragraphe 3(1) de l’autre loi, ce paragraphe 3(1) est abrogé.

(3) If subsection 10(1) of this Act comes into force on the same day as subsection 3(1) of the other Act, then subsection 3(1) of the other Act is deemed to have come into force before subsection 10(1) of this Act.

(3) Si l’entrée en vigueur du paragraphe 10(1) de la présente loi et celle du paragraphe 3(1) de l’autre loi sont concomitantes, le paragraphe 3(1) de l’autre loi est réputé être entré en vigueur avant le paragraphe 10(1) de la présente loi.

(4) On the later of the coming into force of section 5 of the other Act and section 11 of this Act — or, if those sections come into

(4) À la date d’entrée en vigueur de l’article 11 de la présente loi ou à celle, si elle est postérieure, de l’article 5 de l’autre loi, l’article 261 du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :

force on the same day, then on that day —
section 261 of the *Criminal Code* is replaced
by the following:

Stay of order
pending appeal

261. (1) Subject to subsection (1.1), if an appeal is taken against a conviction or discharge under section 730 for an offence committed under any of sections 220, 221, 236, 249 to 255 and 259, a judge of the court being appealed to may direct that any prohibition order under section 259 arising out of the conviction or discharge shall, on any conditions that the judge or court may impose, be stayed pending the final disposition of the appeal or until otherwise ordered by that court.

Appeals to
Supreme Court
of Canada

(1.1) In the case of an appeal to the Supreme Court of Canada, the direction referred to in subsection (1) may be made only by a judge of the court being appealed from and not by a judge of the Supreme Court of Canada.

Effect of
conditions

(2) If conditions are imposed under a direction made under subsection (1) or (1.1) that the prohibition order be stayed, the direction shall not operate to decrease the period of prohibition provided in the order.

Bill C-23

16. (1) Subsections (2) to (5) apply if Bill C-23, introduced in the 1st session of the 39th Parliament and entitled *An Act to amend the Criminal Code (criminal procedure, language of the accused, sentencing and other amendments)* (the “other Act”), receives royal assent.

(2) If subsection 5(3) of this Act comes into force before section 7 of the other Act, section 7 of the other Act is replaced by the following:

7. Section 255 of the Act is amended by adding the following after subsection (3.2):

Interpretation

(3.3) For greater certainty, everyone who is liable to the punishment described in subsections (2) to (3.2) is also liable to the minimum punishment described in paragraph (1)(a).

261. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), dans les cas où la déclaration de culpabilité ou l’absolution prononcée en vertu de l’article 730 à l’égard d’une infraction prévue à l’un des articles 220, 221, 236, 249 à 255 ou 259 fait l’objet d’un appel, un juge du tribunal qui en est saisi peut ordonner la suspension de toute ordonnance d’interdiction prévue à l’article 259 et résultant de cette déclaration de culpabilité ou de cette absolution, aux conditions que lui ou le tribunal impose, jusqu’à ce qu’une décision définitive soit rendue sur l’appel ou jusqu’à ce que le tribunal en décide autrement.

Effet de l’appel
sur l’ordonnance

(1.1) Dans le cas d’un appel devant la Cour suprême du Canada, le juge autorisé à décider de la suspension de l’ordonnance visée au paragraphe (1) est celui de la cour d’appel dont le jugement est porté en appel.

Appels devant la
Cour suprême du
Canada

(2) L’assujettissement, en application des paragraphes (1) et (1.1), de la suspension de l’ordonnance d’interdiction à des conditions ne peut avoir pour effet de réduire la période d’interdiction applicable.

Précision

16. (1) Les paragraphes (2) à (5) s’appliquent en cas de sanction du projet de loi C-23, déposé au cours de la 1^{re} session de la 39^e législature et intitulé *Loi modifiant le Code criminel (procédure pénale, langue de l’accusé, détermination de la peine et autres modifications)* (appelé « autre loi » au présent article).

Projet de loi
C-23

(2) Si le paragraphe 5(3) de la présente loi entre en vigueur avant l’article 7 de l’autre loi, cet article est remplacé par ce qui suit :

7. L’article 255 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3.2), de ce qui suit :

(3.3) Il est entendu que les peines minimales prévues à l’alinéa (1)a) s’appliquent dans les cas visés aux paragraphes (2) à (3.2).

Règle
d’interprétation

(3) If section 7 of the other Act comes into force before subsection 5(3) of this Act, subsection 5(3) of this Act is replaced by the following:

(3) Subsections 255(2) to (3.1) of the Act are replaced by the following:

(2) Everyone who commits an offence under paragraph 253(1)(a) and causes bodily harm to another person as a result is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than 10 years.

(2.1) Everyone who, while committing an offence under paragraph 253(1)(b), causes an accident resulting in bodily harm to another person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than 10 years.

(2.2) Everyone who commits an offence under subsection 254(5) and, at the time of committing the offence, knows or ought to know that their operation of the motor vehicle, vessel, aircraft or railway equipment, their assistance in the operation of the aircraft or railway equipment or their care or control of the motor vehicle, vessel, aircraft or railway equipment caused an accident resulting in bodily harm to another person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than 10 years.

(3) Everyone who commits an offence under paragraph 253(1)(a) and causes the death of another person as a result is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.

(3.1) Everyone who, while committing an offence under paragraph 253(1)(b), causes an accident resulting in the death of another person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.

(3.2) Everyone who commits an offence under subsection 254(5) and, at the time of committing the offence, knows or ought to know that their operation of the motor vehicle, vessel, aircraft or railway equipment, their assistance in the operation of the aircraft or railway equipment or their care or control of the motor vehicle, vessel, aircraft or railway equip-

(3) Si l'article 7 de l'autre loi entre en vigueur avant le paragraphe 5(3) de la présente loi, ce paragraphe 5(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) Les paragraphes 255(2) à (3.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa 253(1)a) et cause ainsi des lésions corporelles à une autre personne est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans.

(2.1) Quiconque, tandis qu'il commet une infraction prévue à l'alinéa 253(1)b), cause un accident occasionnant des lésions corporelles à une autre personne, est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans.

(2.2) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe 254(5), alors qu'il sait ou devrait savoir que le véhicule — véhicule à moteur, bateau, aéronef ou matériel ferroviaire — qu'il conduisait ou dont il avait la garde ou le contrôle ou, s'agissant d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, qu'il aidait à conduire, a causé un accident ayant occasionné des lésions corporelles à une autre personne, est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de dix ans.

(3) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa 253(1)a) et cause ainsi la mort d'une autre personne est coupable d'un acte criminel passible de l'emprisonnement à perpétuité.

(3.1) Quiconque, tandis qu'il commet une infraction prévue à l'alinéa 253(1)b), cause un accident occasionnant la mort d'une autre personne est coupable d'un acte criminel passible de l'emprisonnement à perpétuité.

(3.2) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe 254(5), alors qu'il sait ou devrait savoir que le véhicule — véhicule à moteur, bateau, aéronef ou matériel ferroviaire — qu'il conduisait ou dont il avait la garde ou le contrôle ou, s'agissant d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, qu'il aidait à conduire, a causé un accident qui, soit a occasionné la mort

Conduite avec facultés affaiblies causant des lésions corporelles

Alcoolémie supérieure à la limite permise : lésions corporelles

Omission ou refus de fournir un échantillon : lésions corporelles

Conduite avec facultés affaiblies causant la mort

Alcoolémie supérieure à la limite permise : mort

Omission ou refus de fournir un échantillon : mort

Impaired driving causing bodily harm

Blood alcohol level over legal limit — bodily harm

Failure or refusal to provide sample — bodily harm

Impaired driving causing death

Blood alcohol level over legal limit — death

Failure or refusal to provide sample — death

ment caused an accident resulting in the death of another person, or in bodily harm to another person whose death ensues, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.

d'une autre personne, soit lui a occasionné des lésions corporelles dont elle mourra par la suite, est coupable d'un acte criminel passible de l'emprisonnement à perpétuité.

5

Interpretation

(3.3) For greater certainty, everyone who is liable to the punishment described in subsections (2) to (3.2) is also liable to the minimum punishment described in paragraph (1)(a).

(3.3) Il est entendu que les peines minimales prévues à l'alinéa (1)a s'appliquent dans les cas visés aux paragraphes (2) à (3.2).

5 Règle d'interprétation

(4) If subsection 5(3) of this Act comes into force on the same day as section 7 of the other Act, then section 7 of the other Act is deemed to have come into force before subsection 5(3) and subsection (3) applies.

(4) Si l'entrée en vigueur du paragraphe 5(3) de la présente loi et celle de l'article 7 de l'autre loi sont concomitantes, l'article 7 de l'autre loi est réputé, pour l'application du paragraphe (3), être entré en vigueur avant le paragraphe 5(3) de la présente loi.

(5) On the later of the coming into force of subsection 8(1) of the other Act and subsection 10(1) of this Act — or, if those subsections come into force on the same day, then on that day — subsection 259(1.1) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

(5) À la date d'entrée en vigueur du paragraphe 10(1) de la présente loi ou à celle, si elle est postérieure, du paragraphe 8(1) de l'autre loi, le paragraphe 259(1.1) du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :

Alcohol ignition interlock device program

(1.1) If the offender is registered in an alcohol ignition interlock device program established under the law of the province in which the offender resides and complies with the conditions of the program, the offender may, subject to subsection (1.2), operate a motor vehicle equipped with an alcohol ignition interlock device during the prohibition period, unless the offender was sentenced for an offence committed under section 253.1 or the court orders otherwise.

(1.1) À moins d'ordonnance contraire du tribunal et sauf si le contrevenant a été condamné pour une infraction prévue à l'article 253.1, celui-ci peut, sous réserve du paragraphe (1.2), conduire, durant la période d'interdiction, un véhicule à moteur équipé d'un antidémarrreur avec éthylomètre s'il est inscrit à un programme d'utilisation d'antidémarrreurs avec éthylomètre institué sous le régime juridique de la province où il réside et respecte les conditions du programme.

Programme d'utilisation d'antidémarrreurs avec éthylomètre

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

*Criminal Code**Code criminel*

Clause 1: New.

Article 1: Nouveau.

Clause 2: New.

Article 2: Nouveau.

Clause 3: (1) Relevant portion of subsection 254(1):

Article 3: (1) Texte du passage visé du paragraphe 254(1):

254. (1) In this section and sections 255 to 258,

254. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 255 à 258.

(2) New.

(2) Nouveau.

(3) Existing text of subsections 254(2) to (6):

(3) Texte des paragraphes 254(2) à (6):

(2) Where a peace officer reasonably suspects that a person who is operating a motor vehicle or vessel or operating or assisting in the operation of an aircraft or of railway equipment or who has the care or control of a motor vehicle, vessel or aircraft or of railway equipment, whether it is in motion or not, has alcohol in the person's body, the peace officer may, by demand made to that person, require the person to provide forthwith such a sample of breath as in the opinion of the peace officer is necessary to enable a proper analysis of the breath to be made by means of an approved screening device and, where necessary, to accompany the peace officer for the purpose of enabling such a sample of breath to be taken.

(2) L'agent de la paix qui a des raisons de soupçonner la présence d'alcool dans l'organisme de la personne qui conduit un véhicule à moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire, ou aide à conduire un aéronef ou du matériel ferroviaire, ou a la garde ou le contrôle d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, que ceux-ci soient en mouvement ou non, peut lui ordonner de lui fournir, immédiatement, l'échantillon d'haleine qu'il estime nécessaire pour l'analyser à l'aide d'un appareil de détection approuvé et de le suivre, si nécessaire, pour permettre de prélever cet échantillon.

(3) Where a peace officer believes on reasonable and probable grounds that a person is committing, or at any time within the preceding three hours has committed, as a result of the consumption of alcohol, an offence under section 253, the peace officer may, by demand made to that person forthwith or as soon as practicable, require that person to provide then or as soon thereafter as is practicable

(3) L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne est en train de commettre, ou a commis au cours des trois heures précédentes, par suite d'absorption d'alcool, une infraction à l'article 253 peut lui ordonner immédiatement ou dès que possible de lui fournir immédiatement ou dès que possible les échantillons suivants :

(a) such samples of the person's breath as in the opinion of a qualified technician, or

a) soit les échantillons d'haleine qui de l'avis d'un technicien qualifié sont nécessaires à une analyse convenable pour permettre de déterminer son alcoolémie;

(b) where the peace officer has reasonable and probable grounds to believe that, by reason of any physical condition of the person,

b) soit les échantillons de sang suivant le paragraphe (4), qui, de l'avis d'un technicien ou d'un médecin qualifiés sont nécessaires à l'analyse convenable pour permettre de déterminer son alcoolémie, dans le cas où l'agent de la paix a des motifs raisonnables de croire qu'à cause de l'état physique de cette personne, une de ces conditions se présente :

(i) the person may be incapable of providing a sample of his breath, or

(i) celle-ci peut être incapable de fournir un échantillon d'haleine,

(ii) it would be impracticable to obtain a sample of the person's breath,

(ii) le prélèvement d'un échantillon d'haleine ne serait pas facilement réalisable.

such samples of the person's blood, under the conditions referred to in subsection (4), as in the opinion of the qualified medical practitioner or qualified technician taking the samples

Aux fins de prélever les échantillons de sang ou d'haleine, l'agent de la paix peut ordonner à cette personne de le suivre.

are necessary to enable proper analysis to be made in order to determine the concentration, if any, of alcohol in the person's blood, and to accompany the peace officer for the purpose of enabling such samples to be taken.

(4) Samples of blood may only be taken from a person pursuant to a demand made by a peace officer under subsection (3) if the samples are taken by or under the direction of a qualified medical practitioner and the qualified medical practitioner is satisfied that the taking of those samples would not endanger the life or health of the person.

(4) Les échantillons de sang ne peuvent être prélevés d'une personne à la suite d'un ordre de l'agent de la paix en vertu du paragraphe (3) que par un médecin qualifié ou sous sa direction et à la condition qu'il soit convaincu que ces prélèvements ne risquent pas de mettre en danger la vie ou la santé de cette personne.

(5) Every one commits an offence who, without reasonable excuse, fails or refuses to comply with a demand made to him by a peace officer under this section.

(5) Commet une infraction quiconque, sans excuse raisonnable, fait défaut ou refuse d'obtempérer à un ordre que lui donne un agent de la paix en vertu du présent article.

(6) A person who is convicted of an offence committed under subsection (5) for a failure or refusal to comply with a demand made under subsection (2) or paragraph (3)(a) or (b) in respect of any transaction may not be convicted of another offence committed under subsection (5) in respect of the same transaction.

(6) Une personne déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (5), à la suite du refus ou du défaut d'obtempérer à un ordre donné en vertu du paragraphe (2) ou de l'alinéa (3)a) ou b), ne peut être déclarée coupable d'une autre infraction prévue au paragraphe (5) concernant la même affaire.

*Clause 4: New.**Article 4: Nouveau.**Clause 5: (1) and (2) Relevant portion of subsection 255(1):**Article 5: (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 255(1):*

255. (1) Every one who commits an offence under section 253 or 254 is guilty of an indictable offence or an offence punishable on summary conviction and is liable,

255. (1) Quiconque commet une infraction prévue à l'article 253 ou 254 est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou par mise en accusation et est passible :

(a) whether the offence is prosecuted by indictment or punishable on summary conviction, to the following minimum punishment, namely,

a) que l'infraction soit poursuivie par mise en accusation ou par procédure sommaire, des peines minimales suivantes :

(i) for a first offence, to a fine of not less than six hundred dollars,

(i) pour la première infraction, une amende minimale de six cents dollars,

(ii) for a second offence, to imprisonment for not less than fourteen days, and

(ii) pour la seconde infraction, un emprisonnement minimal de quatorze jours,

(iii) for each subsequent offence, to imprisonment for not less than ninety days;

(iii) pour chaque infraction subséquente, un emprisonnement minimal de quatre-vingt-dix jours;

...

[...]

(c) where the offence is punishable on summary conviction, to imprisonment for a term not exceeding six months.

c) si l'infraction est poursuivie par procédure sommaire, d'un emprisonnement maximal de six mois.

*(3) Existing text of subsections 255(2) and (3):**(3) Texte des paragraphes 255(2) et (3):*

(2) Every one who commits an offence under paragraph 253(a) and thereby causes bodily harm to any other person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years.

(2) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa 253a) et cause ainsi des lésions corporelles à une autre personne est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans.

(3) Every one who commits an offence under paragraph 253(a) and thereby causes the death of any other person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.

(3) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa 253a) et cause ainsi la mort d'une autre personne est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité.

*(4) Relevant portion of subsection 255(4):**(4) Texte du passage visé du paragraphe 255(4):*

(4) Where a person is convicted of an offence committed under paragraph 253(a) or (b) or subsection 254(5), that person shall, for the purposes of this Act, be deemed to be convicted for a second or subsequent offence, as the case may be, if the person has previously been convicted of

(4) Une personne déclarée coupable d'une infraction prévue aux alinéas 253a) ou b), ou au paragraphe 254(5), est, pour l'application de la présente loi, réputée être déclarée coupable d'une seconde infraction ou d'une infraction subséquente si elle a déjà été déclarée coupable auparavant d'une infraction prévue :

(a) an offence committed under any of those provisions;

a) à l'une de ces dispositions;

*Clause 6: Existing text of subsection 256(5):**Article 6: Texte du paragraphe 256(5):*

(5) Where a warrant issued pursuant to subsection (1) is executed, the peace officer shall, as soon as practicable thereafter, give a copy or, in the case of a warrant issued by telephone or other means of telecommunication, a facsimile of the warrant to the person from whom the blood samples were taken.

(5) Après l'exécution d'un mandat décerné suivant le paragraphe (1), l'agent de la paix doit aussitôt que possible en donner une copie à la personne qui fait l'objet d'un prélèvement de sang ou, dans le cas d'un mandat décerné par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication, donner un fac-similé du mandat à cette personne.

*Clause 7: Existing text of subsection 257(2):**Article 7: Texte du paragraphe 257(2):*

(2) No qualified medical practitioner by whom or under whose direction a sample of blood is taken from a person pursuant to a demand made under subsection 254(3) or a warrant issued under section 256 and no qualified technician acting under the direction of a qualified medical practitioner incurs any criminal or civil liability for anything necessarily done with reasonable care and skill in the taking of such a sample of blood.

(2) Il ne peut être intenté aucune procédure civile ou criminelle contre un médecin qualifié qui prélève un échantillon de sang ou le fait prélever à la suite d'un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3) ou d'un mandat décerné en vertu de l'article 256, ou contre un technicien qualifié qui agit sous la direction d'un médecin qualifié pour tout geste nécessaire posé avec des soins et une habileté raisonnables en prélevant l'échantillon.

*Clause 8: (1) to (9) Relevant portion of subsection 258(1):**Article 8: (1) à (9) Texte du passage visé du paragraphe 258(1):*

258. (1) In any proceedings under subsection 255(1) in respect of an offence committed under section 253 or in any proceedings under subsection 255(2) or (3),

258. (1) Dans des poursuites engagées en vertu du paragraphe 255(1) à l'égard d'une infraction prévue à l'article 253 ou dans des poursuites engagées en vertu des paragraphes 255(2) ou (3):

...

[...]

(b) the result of an analysis of a sample of the breath or blood of the accused (other than a sample taken pursuant to a demand made under subsection 254(3)) or of the urine or other bodily substance of the accused may be admitted in evidence notwithstanding that, before the accused gave the sample, he was not warned that he need not give the sample or that the result of the analysis of the sample might be used in evidence;

(c) where samples of the breath of the accused have been taken pursuant to a demand made under subsection 254(3), if

...

(ii) each sample was taken as soon as practicable after the time when the offence was alleged to have been committed and, in the case of the first sample, not later than two hours after that time, with an interval of at least fifteen minutes between the times when the samples were taken,

...

evidence of the results of the analyses so made is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the concentration of alcohol in the blood of the accused at the time when the offence was alleged to have been committed was, where the results of the analyses are the same, the concentration determined by the analyses and, where the results of the analyses are different, the lowest of the concentrations determined by the analyses;

(d) where a sample of the blood of the accused has been taken pursuant to a demand made under subsection 254(3) or otherwise with the consent of the accused or pursuant to a warrant issued under section 256, if

(i) at the time the sample was taken, the person taking the sample took an additional sample of the blood of the accused and one of the samples was retained, to permit an analysis thereof to be made by or on behalf of the accused and, in the case where the accused makes a request within six months from the taking of the samples, one of the samples was ordered to be released pursuant to subsection (4),

(ii) both samples referred to in subparagraph (i) were taken as soon as practicable after the time when the offence was alleged to have been committed and in any event not later than two hours after that time,

(iii) both samples referred to in subparagraph (i) were taken by a qualified medical practitioner or a qualified technician under the direction of a qualified medical practitioner,

(iv) both samples referred to in subparagraph (i) were received from the accused directly into, or placed directly into, approved containers that were subsequently sealed, and

(v) an analysis was made by an analyst of at least one of the samples that was contained in a sealed approved container,

evidence of the result of the analysis is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the concentration of alcohol in the blood of the accused at the time when the offence was alleged to have been committed was the concentration determined by the analysis or, where more than one sample was analyzed and the results of the analyses are the same, the concentration determined by the analyses and, where the results of the analyses are different, the lowest of the concentrations determined by the analyses;

(d.1) where samples of the breath of the accused or a sample of the blood of the accused have been taken as described in paragraph (c) or (d) under the conditions described therein and the results of the analyses show a concentration of alcohol in blood exceeding eighty milligrams of alcohol in one hundred millilitres of blood, evidence of the result of the analyses is, in the absence of evidence tending to show that the concentration of alcohol in the blood of the accused at the time when the offence was alleged to have been committed did not exceed eighty milligrams of alcohol in one hundred millilitres of blood, proof that the concentration of alcohol in the blood of the accused at the time when the offence was alleged to have been committed exceeded eighty milligrams of alcohol in one hundred millilitres of blood;

...

b) le résultat d'une analyse d'un échantillon de l'haleine ou du sang de l'accusé — autre qu'un échantillon prélevé conformément à un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3) — ou de l'urine ou d'une autre substance corporelle de l'accusé peut être admis en preuve même si, avant de donner l'échantillon, l'accusé n'a pas été averti qu'il n'était pas tenu de le donner ou que le résultat de l'analyse de l'échantillon pourrait servir en preuve;

c) lorsque des échantillons de l'haleine de l'accusé ont été prélevés conformément à un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3), la preuve des résultats des analyses fait foi, en l'absence de toute preuve contraire, de l'alcoolémie de l'accusé au moment où l'infraction aurait été commise, ce taux correspondant aux résultats de ces analyses, lorsqu'ils sont identiques, ou au plus faible d'entre eux s'ils sont différents, si les conditions suivantes sont réunies :

[...]

(ii) chaque échantillon a été prélevé dès qu'il a été matériellement possible de le faire après le moment où l'infraction aurait été commise et, dans le cas du premier échantillon, pas plus de deux heures après ce moment, les autres l'ayant été à des intervalles d'au moins quinze minutes,

[...]

d) lorsqu'un échantillon de sang de l'accusé a été prélevé conformément à un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3), conformément à un mandat décerné en vertu de l'article 256 ou autrement avec le consentement de l'accusé, la preuve du résultat des analyses ainsi faites fait foi, en l'absence de toute preuve contraire, de l'alcoolémie de l'accusé au moment où l'infraction aurait été commise, ce taux correspondant aux résultats de ces analyses, lorsqu'ils sont identiques ou au plus faible d'entre eux s'ils sont différents, si les conditions suivantes sont réunies :

(i) au moment où l'échantillon a été prélevé, la personne qui le prélevait a pris un échantillon supplémentaire du sang de l'accusé et un échantillon a été gardé pour en permettre l'analyse à la demande de l'accusé et, si celui-ci fait la demande visée au paragraphe (4) dans les six mois du prélèvement, une ordonnance de remise de l'échantillon a été rendue en conformité avec ce paragraphe

(ii) les échantillons mentionnés au sous-alinéa (i) ont été prélevés le plus tôt possible après le moment de la commission de l'infraction alléguée et dans tous les cas au plus tard deux heures après,

(iii) les échantillons mentionnés au sous-alinéa (i) ont été prélevés par un médecin qualifié ou un technicien qualifié sous la direction d'un médecin qualifié,

(iv) les échantillons mentionnés au sous-alinéa (i) ont été reçus de l'accusé directement, ou ont été placés directement, dans des contenants approuvés et scellés,

(v) l'analyse d'un échantillon placé dans un contenant approuvé a été faite;

d.1) si les analyses visées aux alinéas c) ou d) montrent une alcoolémie supérieure à quatre-vingts milligrammes d'alcool par cent millilitres de sang, le résultat de l'analyse fait foi, en l'absence de preuve tendant à démontrer que l'alcoolémie de l'accusé au moment où l'infraction aurait été commise ne dépassait pas quatre-vingts milligrammes d'alcool par cent millilitres de sang, d'une alcoolémie supérieure à quatre-vingts milligrammes d'alcool par cent millilitres de sang;

[...]

h) lorsque les échantillons du sang de l'accusé ont été prélevés conformément à un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3), conformément à un mandat décerné en vertu de l'article 256 ou autrement avec le consentement de l'accusé, un certificat d'un médecin qualifié ou d'un technicien qualifié fait preuve des faits allégués dans le certificat sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité officielle du signataire dans l'un ou l'autre des cas suivants :

(h) where a sample of the blood of the accused has been taken pursuant to a demand made under subsection 254(3) or otherwise with the consent of the accused or pursuant to a warrant issued under section 256,

(i) a certificate of a qualified medical practitioner stating that

(A) the medical practitioner took the sample and that before the sample was taken he was of the opinion that the taking of blood samples from the accused would not endanger the life or health of the accused and, in the case of a demand made pursuant to a warrant issued pursuant to section 256, that by reason of any physical or mental condition of the accused that resulted from the consumption of alcohol, the accident or any other occurrence related to or resulting from the accident, the accused was unable to consent to the taking of his blood,

...

...

is evidence of the facts alleged in the certificate without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the certificate; and

(10) Existing text of subsections 258(2) to (6):

(2) No person is required to give a sample of urine or other bodily substance for analysis for the purposes of this section except breath or blood as required under section 254, and evidence that a person failed or refused to give such a sample or that such a sample was not taken is not admissible nor shall such a failure or refusal or the fact that a sample was not taken be the subject of comment by any person in the proceedings.

(3) In any proceedings under subsection 255(1) in respect of an offence committed under paragraph 253(a) or in any proceedings under subsection 255(2) or (3), evidence that the accused, without reasonable excuse, failed or refused to comply with a demand made to him by a peace officer under section 254 is admissible and the court may draw an inference therefrom adverse to the accused.

(4) A judge of a superior court of criminal jurisdiction or a court of criminal jurisdiction shall, on the summary application of the accused made within six months from the day on which samples of the blood of the accused were taken, order the release of one of the samples for the purpose of an examination or analysis thereof, subject to such terms as appear to be necessary or desirable to ensure the safeguarding of the sample and its preservation for use in any proceedings in respect of which it was retained.

(5) Where a sample of blood of an accused has been taken pursuant to a demand made under subsection 254(3) or otherwise with the consent of the accused or pursuant to a warrant issued under section 256, the sample may be tested for the presence of drugs in the blood of the accused.

(6) A party against whom a certificate described in paragraph (1)(e), (f), (g), (h) or (i) is produced may, with leave of the court, require the attendance of the qualified medical practitioner, analyst or qualified technician, as the case may be, for the purposes of cross-examination.

Clause 9: New.

Clause 10: (1) Existing text of subsections 259(1) and (1.1):

259. (1) When an offender is convicted of an offence committed under section 253 or 254 or discharged under section 730 of an offence committed under section 253 and, at the time the offence was committed or, in the case of an offence committed under section 254, within the three hours preceding that time, was operating or had the care or control of a motor vehicle, vessel or aircraft or of railway equipment or was assisting in the operation of an aircraft or of railway equipment, the court that sentences the offender shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order

(i) le certificat du médecin qualifié contient :

(A) la mention qu'il a lui-même prélevé les échantillons, qu'il était d'avis, avant les prélèvements, que ces derniers ne mettraient pas en danger la vie ou la santé de l'accusé et qu'il était d'avis, dans le cas d'un ordre donné en vertu d'un mandat délivré en vertu de l'article 256, que l'accusé était incapable de donner un consentement au prélèvement de son sang à cause de son état physique ou psychologique résultant de l'absorption d'alcool, de l'accident ou de tout événement résultant de l'accident ou lié à celui-ci,

(10) Texte des paragraphes 258(2) à (6):

(2) Nul n'est tenu de fournir un échantillon d'urine ou d'une autre substance corporelle pour analyse aux fins du présent article à l'exception des échantillons d'haleine et de sang visés à l'article 254, et la preuve qu'une personne a fait défaut ou refusé de fournir cet échantillon, ou que l'échantillon n'a pas été prélevé, n'est pas admissible; de plus, un tel défaut ou refus ou le fait qu'un échantillon n'a pas été prélevé ne saurait faire l'objet de commentaires par qui que ce soit au cours des procédures.

(3) Dans toutes poursuites engagées en vertu du paragraphe 255(1) à l'égard d'une infraction prévue à l'alinéa 253a) ou en vertu des paragraphes 255(2) ou (3), la preuve que l'accusé, sans excuse raisonnable, a fait défaut ou refusé d'obtempérer à un ordre qui lui a été donné par un agent de la paix en vertu de l'article 254 est admissible et le tribunal peut en tirer une conclusion défavorable à l'accusé.

(4) Un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle ou d'une cour de juridiction criminelle peut, à la suite d'une demande sommaire de l'accusé présentée dans les six mois du jour du prélèvement, ordonner qu'un spécimen de son sang lui soit remis pour examen ou analyse de celui-ci sous réserve des conditions qui semblent nécessaires ou souhaitables pour assurer la sécurité du spécimen et sa conservation pour son utilisation lors des procédures en vue desquelles il a été prélevé.

(5) Un échantillon de sang d'un accusé prélevé conformément à un ordre donné en vertu du paragraphe 254(3), conformément à un mandat décerné en vertu de l'article 256 ou autrement avec le consentement de l'accusé, peut être analysé afin de déceler la présence de drogues dans le sang de l'accusé.

(6) Une partie contre qui est produit un certificat mentionné à l'alinéa (1)e), f), g), h) ou i) peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste, du technicien qualifié ou du médecin qualifié, selon le cas, pour contre-interrogatoire.

Article 9: Nouveau.

Article 10: (1) Texte des paragraphes 259(1) et (1.1):

259. (1) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable d'une infraction prévue à l'article 253 ou 254 ou absous sous le régime de l'article 730 d'une infraction prévue à l'article 253 et qu'au moment de l'infraction, ou dans les trois heures qui la précèdent dans le cas d'une infraction prévue à l'article 254, il conduisait ou avait la garde ou le contrôle d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, ou aidait à la conduite d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, le tribunal qui lui inflige une peine doit, en plus de toute autre peine applicable à cette infraction, rendre une ordonnance lui

prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place, or from operating a vessel or an aircraft or railway equipment, as the case may be,

(a) for a first offence, during a period of not more than three years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than one year;

(b) for a second offence, during a period of not more than five years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than two years; and

(c) for each subsequent offence, during a period of not less than three years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment.

(1.1) In making the order, the court may authorize the offender to operate a motor vehicle equipped with an alcohol ignition interlock device during the prohibition period if the offender registers in an alcohol ignition interlock device program established under the law of the province in which the offender resides.

(2) Relevant portion of subsection 259(2):

(2) Where an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence under section 220, 221, 236, 249, 249.1, 250, 251 or 252, subsection 255(2) or (3) or this section committed by means of a motor vehicle, vessel or aircraft or of railway equipment, the court that sentences the offender may, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place, or from operating a vessel, an aircraft or railway equipment, as the case may be

Clause 11: Existing text of section 261:

261. (1) Where an appeal is taken against a conviction or discharge under section 730 for an offence committed under any of sections 220, 221, 236, 249 to 255 and 259, a judge of the court being appealed to may direct that any order under subsection 259(1) or (2) arising out of the conviction or discharge shall, on such conditions as the judge or court may impose, be stayed pending the final disposition of the appeal or until otherwise ordered by that court.

(2) Where conditions are imposed pursuant to a direction made under subsection (1) that a prohibition order under subsection 259(1) or (2) be stayed, the direction shall not operate to decrease the period of prohibition provided in the order made under subsection 259(1) or (2).

Aeronautics Act

Clause 12: Existing text of section 8.6:

8.6 Evidence relating to the presence or concentration of alcohol in the blood of a person obtained pursuant to any provision of the *Criminal Code* is admissible in evidence in proceedings taken against a person under this Part, and the provisions of section 258 of the *Criminal Code*, except paragraph 258(1)(a) thereof, apply, with such modifications as the circumstances require, to any such proceedings.

Customs Act

Clause 13: Existing text of subsection 163.5(2):

(2) A designated officer who is at a customs office and is performing the normal duties of an officer or is acting in accordance with section 99.1 has the powers and obligations of a peace officer under sections 254 and 256 of the *Criminal Code* and may, on demanding samples of a person's blood or breath

interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, sur un chemin, une grande route ou dans un autre endroit public, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire :

a) pour une première infraction, durant une période minimale d'un an et maximale de trois ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné;

b) pour une deuxième infraction, durant une période minimale de deux ans et maximale de cinq ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné;

c) pour chaque infraction subséquente, durant une période minimale de trois ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné.

(1.1) Dans son ordonnance, le tribunal peut accorder au contrevenant la permission de conduire, durant la période d'interdiction, un véhicule à moteur équipé d'un antidémarrreur avec éthylomètre si ce dernier s'inscrit à un programme d'utilisation d'antidémarrreurs avec éthylomètre institué sous le régime juridique de la province où il réside.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 259(2) :

(2) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable ou absous sous le régime de l'article 730 d'une infraction prévue aux articles 220, 221, 236, 249, 249.1, 250, 251 ou 252, aux paragraphes 255(2) ou (3) ou au présent article commise au moyen d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, le tribunal qui lui inflige une peine peut, en plus de toute autre peine applicable en l'espèce, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, sur un chemin, une grande route ou dans un autre endroit public, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire :

Article 11 : Texte de l'article 261 :

261. (1) Dans les cas où la déclaration de culpabilité ou l'absolution prévue à l'article 730 d'une infraction aux articles 220, 221, 236, 249 à 255 ou 259 fait l'objet d'un appel, un juge du tribunal qui en est saisi peut décider qu'une ordonnance prévue aux paragraphes 259(1) ou (2) et résultant de cette déclaration de culpabilité ou de cette absolution soit suspendue, aux conditions que lui ou le tribunal impose, jusqu'à ce qu'une décision définitive soit rendue sur l'appel ou jusqu'à ce que le tribunal en décide autrement.

(2) L'assujettissement, en application du paragraphe (1), de la suspension de l'ordonnance prévue aux paragraphes 259(1) ou (2) à des conditions ne peut avoir pour effet de réduire la période d'interdiction applicable au titre de ces paragraphes.

Loi sur l'aéronautique

Article 12 : Texte de l'article 8.6 :

8.6 Les indications d'alcoolémie ou de présence d'alcool dans le sang recueillies sous le régime du *Code criminel* sont admissibles en preuve dans les poursuites intentées au titre de la présente partie. L'article 258 du *Code criminel*, à l'exception de l'alinéa 258(1)a), s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, à ces poursuites.

Loi sur les douanes

Article 13 : Texte du paragraphe 163.5(2) :

(2) L'agent des douanes désigné a, dans le cadre de l'exercice normal de ses attributions à un bureau de douane ou s'il agit en conformité avec l'article 99.1, les pouvoirs et obligations que les articles 254 et 256 du *Code criminel* confèrent à un agent de la paix; il peut, dans le cas où, en vertu du paragraphe 254(3) de cette loi, il ordonne à une personne de fournir des échantillons

under subsection 254(3) of that Act, require that the person accompany the officer, or a peace officer referred to in paragraph (c) of the definition “peace officer” in section 2 of that Act, for the purpose of taking the samples.

Railway Safety Act

Clause 14: Existing text of subsection 41(7):

(7) Evidence relating to the presence or concentration of alcohol in the blood of a person obtained pursuant to any provision of the *Criminal Code* is admissible in evidence in proceedings taken against a person under this Act in respect of a contravention of regulations respecting the use of alcohol, and section 258 of the *Criminal Code* applies, with such modifications as the circumstances require, to any such proceedings.

d'haleine ou de sang pour permettre de déterminer son alcoolémie, lui ordonner, à cette fin, de le suivre ou de suivre un agent de la paix visé à l'alinéa c) de la définition de «agent de la paix» à l'article 2 de la même loi.

Loi sur la sécurité ferroviaire

Article 14: Texte du paragraphe 41(7):

(7) Les résultats des tests d'alcoolémie effectués sous le régime du *Code criminel* sont admissibles en preuve dans les poursuites intentées en application de la présente loi pour violation des règlements concernant la consommation d'alcool. L'article 258 du *Code criminel* s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

20796



3 1761 11549091 4